Séance ordinaire du comité exécutif
du mercredi 20 mai 2020

ORDRE DU JOUR PUBLIC

10 – Sujets d'ouverture

10.001 Ordre du jour

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Adoption de l'ordre du jour de la séance du comité exécutif

10.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil municipal. Il sera traité à huis clos

10.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du prochain conseil d'agglomération. Il sera traité à huis clos

10.004 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 23 avril 2020, à 8 h 30

10.005 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 26 avril 2020, à 10 h

10.006 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 29 avril 2020, à 8 h 30

10.007 Procès-verbal

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Approbation du procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 1er mai 2020, à 9 h

12 – Orientation

12.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.002 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CG11 0082. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

12.008 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne l'octroi d'un contrat dont l'objet est visé par l'un des critères prévus à la résolution CM11 0170. Il sera soumis à la Commission sur l'examen des contrats. En vertu du paragraphe 7.1 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

20 – Affaires contractuelles

20.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.002 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de police de Montréal* - 1192748003

Accorder un contrat à MD Charlton Co Ltd (groupe 1) et Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $, taxes incluses - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum., un seul conforme - Groupe 2 : 3 soum., un seul conforme - Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) - Autoriser, à cette fin, un virement budgétaire de 407 800 $ en provenance du budget des dépenses contingentes d'administration générale

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est l'élaboration et l'adoption du schéma de sécurité civile et du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie

20.003 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1207026001

Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.004 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CG *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1205308001

Accorder des contrats à Multi Recyclage S.D. inc. (3 125 637 $, taxes incluses), à GFL Environmental inc. (1 030 778 $, taxes incluses) et à Tria Écoénergie Inc. (837 018 $, taxes incluses), pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des 7 écocentres, pour une période de 24 mois, plus 2 options de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 (4 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats en lien au regroupement des lots 1, 2, 4 et 6 - Conformité constatée avec commentaires

20.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.006 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CE *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1203438003

Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 92 750 $ taxes incluses, pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Québec linge inc. (CE16 1122), majorant ainsi le montant total du contrat de 370 972,17 $ à 463 722,17 $ taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.007 Contrat d'approvisionnement et de services autres que professionnels

CM *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1204368002

Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

20.008 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231047

Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91 $ à 3 974 051,15 $, taxes incluses

20.009 Contrat de construction

CM *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1193286001

Accorder un contrat à l'entreprise Groupe Axino inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $) - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.010 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231012

Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame - Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417710 (1 soumissionnaire)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.011 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1203775001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges - Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $) - Appel d'offres public 10341 (6 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.012 Contrat de construction

CG *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1203775003

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent" - Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $, taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $) - Appel d'offres public 10343 (6 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.013 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231007

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel - Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses - Appel d'offres public 438610 (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.014 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231011

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.015 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231024

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée

20.016 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.017 Contrat de construction

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures* - 1207231040

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 (2 soumissionnaires)

Mention spéciale : L'adjudicataire a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

Ce dossier fut soumis à la Commission sur l'examen des contrats - conformité constatée avec commentaires

20.018 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.019 Contrat de services professionnels

CG *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1200160001

Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité pour une durée de 3 ans - Appel d'offres public 20-17732 (6 soumissionnaires)

Mention spéciale : Les adjudicataires ont obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés publics

20.020 Contrat de services professionnels

CE *Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs* - 1200557001

Conclure une entente-cadre avec Les Services EXP Inc., d'une période de 24 mois, pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats- Dépense totale de 187 524,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18024 (2 soumissionnaires)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.021 Entente

CG *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1200575003

Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) (CG18 0234)

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

20.022 Entente

CE *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1201179008

Approuver un projet d'avenant à l'entente intervenue le 28 mars 2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en oeuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés sur son territoire

20.023 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.024 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.025 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.026 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.027 Subvention - Contribution financière

CE *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1200081005

Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats - Montant total de l'aide financière accordée de 8 979 $

20.028 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1207598005

Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). / Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. / Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

20.029 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.030 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.031 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine* - 1208047007

Accorder une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour initier le projet d'une serre urbaine qui s'inscrit dans le Défi des villes intelligentes du Canada - Approuver le projet de convention à cet effet

20.032 Subvention - Soutien financier avec convention

CM *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1197233006

Accorder un soutien financier totalisant la somme de 26 641 800 $ à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 - Approuver un projet de convention à cet effet - Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes - Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000 $ à compter de 2022

20.033 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales* - 1208468007

Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises - Approuver les projets de convention à cet effet

20.034 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

20.035 Contrat de services professionnels

CM *Service de la culture* - 1208781001

(AJOUT) Accorder un contrat pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles, étant constituées par les entreprises ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. - Dépense totale de 264 442,50 $, taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $)

20.036 Subvention - Soutien financier avec convention

CE *Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales* - 1208468009

(AJOUT) Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 143 934 $ à 3 organismes dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises - Approuver les projets de convention à cet effet

30 – Administration et finances

30.001 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CE *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1200552002

Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent) - Autoriser une dépense de 51 540,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

30.002 Administration - Accord de principe / Mandat régulier

CM *Service de la culture , Direction des bibliothèques* - 1198662001

Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses

30.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.004 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.005 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.006 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.007 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.008 Administration - Adhésion / Cotisation

CE *Direction générale , Bureau des relations internationales* - 1205117001

Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2020 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier

30.009 Administration - Nomination de membres

CM *Service du greffe* - 1200132003

Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

30.010 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport de la Commission de la présidence du conseil. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.011 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une réponse du comité exécutif à un rapport du Conseil des Montréalaises. En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

30.012 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

30.013 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne un recours judiciaire. En vertu du paragraphe 5 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

40 – Réglementation

40.001 Règlement - Adoption

CM *Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs* - 1197204010

Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le 3 février 2020 par le conseil d'arrondissement

Assemblée de consultation publique tenue le 26 février 19 h

40.002 Règlement - Adoption

CM *Service du greffe* - 1203430001

Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le lundi, 23 mars 2020 par le conseil municipal

40.003 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

En vertu du paragraphe 8 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), ce dossier sera traité à huis clos

40.004 Règlement - Emprunt

CM *Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets* - 1200575002

Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

40.005 Règlement de la Société de transport de Montréal

CG *Société de transport de Montréal* - 1208464003

Adopter le Règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40.006 Règlement de la Société de transport de Montréal

CG *Société de transport de Montréal* - 1208464002

Adopter le Règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40.007 Règlement de la Société de transport de Montréal

CG *Société de transport de Montréal* - 1208464001

Adopter le Règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

40.008 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1203422001

Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement RCM-60A-9-2020 de la Cité de Dorval modifiant le règlement de zonage RCM-60A-2015

40.009 Urbanisme - Certificat de conformité

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme* - 1208199001

Désapprouver la conformité au Plan d'urbanisme et au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement CA-24-282.120 modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) considérant la non-conformité aux affectations

40.010 Règlement - Avis de motion et adoption d'un projet de règlement

CG *Service des finances , Direction des revenus* - 1203843001

(AJOUT) Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

40.011 Règlement - Adoption

CG *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1207796007

(AJOUT) Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

40.012 Règlement - Adoption

CM *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* – 1207796005

(AJOUT) Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

Mention spéciale : Avis de motion et adoption du projet de règlement donnés le jeudi, 14 mai 2020 par le conseil municipal

50 – Ressources humaines

50.001 L'étude de ce dossier se fera à huis clos

Ce dossier concerne une question relative aux ressources humaines. En vertu du paragraphe 4 de l'article 8 du Règlement intérieur du comité exécutif relatif à la conduite de ses affaires (RCE 04-008), il sera traité à huis clos

60 – Information

60.001 Dépôt

CM *Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil* - 1207968002

Prendre connaissance de l'avis « Racisme systémique: agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal

60.002 Dépôt

CM *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1200029004

Déposer à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

60.003 Dépôt

CG *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1200029005

Déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019

60.004 Dépôt

CE *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité* - 1204368005

Prendre acte du dépôt des états financiers 2019 de BIXI Montréal

60.005 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079003

(AJOUT) Déposer le rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

60.006 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079004

(AJOUT) Déposer le rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

60.007 Dépôt

CM *Office de consultation publique de Montréal* - 1201079005

(AJOUT) Déposer le rapport de la consultation publique faite par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte

70 – Autres sujets

70.001 Levée de la séance

CE *Direction générale , Cabinet du directeur général*

Levée de la séance

Nombre d'articles de niveau décisionnel CE : 27
Nombre d'articles de niveau décisionnel CM : 38
Nombre d'articles de niveau décisionnel CG : 20

CE : 10.002

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 10.003

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif
tenue le jeudi 23 avril 2020 à 8 h 30
Salle Peter-McGill, Hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, Conseillère associée
Mme Suzie Miron, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Hadrien Parizeau, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 0569

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 23 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 0570

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1 - D'adopter le plan financier général de 123,4 M$ visant à atténuer, pour 2020, les effets de la COVID-19, notamment les mesures suivantes :

Arrondissements

- Diminution de 28,7 M$ du budget de fonctionnement (soit 3,1 % du budget 2020 des arrondissements).

Services municipaux

- Diminution de 85,7 M$ du budget des services (soit 3,1 % du budget 2020 des services municipaux)
  - Réduction de la rémunération globale de 2 %, soit 15,6 M$;
  - Réduction du solde des honoraires professionnels de 50 %, soit 15,8 M$;
  - Réduction du solde des autres familles de dépenses de 15 %, soit 54,3 M$.

Chapitres corporatifs

- Gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes.

2 - D'adopter les 13 mesures de contrôle visant à assurer la réalisation du plan financier général proposé en ce qui a trait à la contingence, la rémunération et les autres familles de dépenses pour un montant de 123,4 M$ à l'exception de la Sécurité civile pour laquelle ces mesures ne s'appliquent pas.

Les mesures de contrôle

Mesure 1. Décréter l'application des paramètres du plan financier général au budget des unités d'affaires et mandater le DG pour encadrer l'ensemble du processus;

Mesure 2. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général de l'embauche et de tout mouvement de personnel;

Mesure 3. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des honoraires professionnels (excluant les services techniques);

Mesure 4. Décréter jusqu'à nouvel ordre un gel général des achats et accessoires de bureau;

Mesure 5. Décréter jusqu'à nouvel ordre le gel d'un montant de 9 M$ dans le budget des dépenses contingentes;

Mesure 6. Retirer le pouvoir délégué aux services municipaux relativement à toutes les catégories de dépenses précédentes et l'attribuer au directeur général jusqu'à la date de rétablissement de la délégation retirée;

Mesure 7. Mandater le Service des finances pour ajuster sans délai les budgets des services municipaux;

Mesure 8. Mandater le DG afin qu'il obtienne auprès des instances décisionnelles les pouvoirs nécessaires à l'application du plan financier général dans les arrondissements;

Mesure 9. Décréter le gel de tous les nouveaux dossiers engageant des crédits additionnels non financés par des revenus équivalents en 2020 et/ou 2021;

Mesure 10. Exiger de chacune des unités (services municipaux et arrondissements) qu'elle dépose au DG, dans les deux semaines suivant la date de la présente décision, un plan d'action indiquant comment elle entend réaliser l'objectif financier qui lui est assigné;

Mesure 11. Mandater le DG pour présenter aux instances décisionnelles une synthèse des plans d'action déposés par les unités d'affaires;

Mesure 12. Après approbation du plan d'action, exiger des unités d'affaires la réalisation du plan dans les systèmes financiers dans un délai d'une semaine;

Mesure 13. Exiger des unités d'affaires le gel général de toutes dépenses additionnelles suite à la réalisation du plan d'action et ce jusqu'à nouvel ordre.

3 - De mandater le DG de négocier avec tous les groupes d'employés de la Ville une participation des employés à l'effort de réduction de dépenses.

4 - De mandater le comité du budget pour identifier des mesures additionnelles pour atteindre à court terme l'objectif d'équilibre budgétaire.

5 - De mandater le DG afin d'élaborer les approches systémiques qui pourraient contribuer à alléger à terme le cadre financier de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1203843004

CE20 0571

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

de recommander au conseil municipal :

1 - d'adopter la proposition de plan de redressement de 28,7 M$ dans les arrondissements;

2 - d'autoriser le Service des finances à procéder aux virements de crédits nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1203843005

Levée de la séance à 9 h 23

70.001

Les résolutions CE20 0569 à CE20 0571 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Yves Saindon
Greffier de la Ville

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le dimanche 26 avril 2020 à 10 h

Salle Peter-McGill, Hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

ABSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

M^e^ Domenico Zambito, Chef de division - soutien aux instances
M^e^ Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, Conseillère associée
Mme Suzie Miron, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
M. Hadrien Parizeau, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 0572

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 26 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 0573

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité civile, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de **5 jours,** en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1202021007

Levée de la séance à 10 h 10

70.001

Les résolutions CE20 0572 à CE20 0573 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint

Montréal

Procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le mercredi 29 avril 2020 à 8 h 30

Salle Peter-McGill, Hôtel de ville
et par téléconférence

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mairesse
M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Chargée de dossiers ou missions
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, Conseillère associée
Mme Suzie Miron, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Hadrien Parizeau, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue conformément au règlement intérieur de la Ville sur la fixation des séances ordinaires du comité exécutif.

CE20 0574

Il est

RÉSOLU :

d’adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du comité exécutif du 29 avril 2020, en y retirant les articles 20.002, 20.005 et 30.002.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 0575

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 28 mars 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.002

CE20 0576

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 1er avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.003

CE20 0577

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 3 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.004

CE20 0578

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 8 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.005

CE20 0579

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 13 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.006

CE20 0580

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du comité exécutif tenue le 15 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.007

CE20 0581

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 16 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.008

CE20 0582

Il est

RÉSOLU :

d’approuver le procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le 21 avril 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.009

CE20 0583

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accorder à Siemens Canada Limitée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la fourniture, le remplacement et le reconditionnement des équipements électriques de l'usine Pointe-Claire, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 406 802,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17663;

2 - d'autoriser une dépense de 61 020,33 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.001 1204087001

CE20 0584

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accorder un soutien financier d'une série de 38 projets totalisant la somme de 474 971 $, aux 36 organismes ci-après désignés, pour l'année 2020, pour le projet et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, pour les Volets 1 (16 projets) et 2 (22 projets) du Programme Montréal Interculturel (PMI), dans le cadre du budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale pour ce programme et de l'Entente administrative pour l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes (Entente MIDI-Ville 2018-2021);

VOLET 1 - MAXIMUM 5 000 $

Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Association des parents de Côte-des-Neiges	*Les Toiles parlantes*	**5 000 $**
Association Yemba du Canada	*Journée de rapprochement interculturel intergérationnel NDG-CDN, édition 2020*	**5 000 $**
Baobab Familial	*Des racines aux feuilles : la communication interculturelle fait partie de ma sève*	**4 970 $**
Promis (Promotion - Intégration - Société nouvelle)	*Vivre Montréal en familles interculturelles, c'est PROMIS!*	**5 000 $**

LaSalle

Le Centre du Vieux Moulin de LaSalle	*Je suis d'ici et d'ailleurs*	**3 758 $**

Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Événements Prima Danse	*Valoriser la diversité ethnoculturelle par l'art de la danse*	**5 000 $**
La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve	*Événements interculturels Hochelaga-Maisonneuve*	**4 558 $**

Plateau Mont-Royal (Le)

Association récréative Milton-Parc	*Former les Montréalais à la randonnée interculturelle*	**5 000 $**
Cuisines collectives du Grand Plateau	*La boîte aux saveurs - les voyages interculturels*	**5 000 $**
Festival de contes Il était une fois…	*Passeurs en herbe : les contes de mes grands-parents*	**5 000 $**

Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles

Collectif des femmes immigrantes du Québec	*Femmes Québécoises et Femmes Immigrantes, de Montréal : Qui suis-je? Qui es-tu? Qui sommes-nous?*	**5 000 $**

Sud-Ouest (Le)		
Maison des jeunes L'Escampette inc.	*Les belles rencontres*	**5 000 $**
Ville-Marie		
Ateliers l'Aquarium et le Globe	*Parlons de langue à Montréal : Tournée d'écoles de francisation 2020*	**5 000 $**
Centre communautaire Radisson inc.	*Découvrir nos diversités*	**5 000 $**
Réseau citoyen de solidarité Iciéla	*Parcours diversité Montréal*	**4 600 $**
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension		
Brique par brique	*Vox Pop Up : Les cultures de confiance*	**4 875 $**
VOLET 2 - MAXIMUM 20 000 $		
Ahuntsic-Cartierville		
Association Racines socioculturelles	*L'intervention sociale à l'épreuve de la diversité culturelle*	**11 208 $**
Institut Pacifique	*Questionnaire interactif sur les préjugés et biais face à la diversité ethnoculturelle en contexte de travail - Activité de sensibilisation de nature préventive et curative*	**20 000 $**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce		
Dépôt alimentaire NDG	*Renforcement des connaissances et des compétences pour une communauté plus inclusive*	**19 505 $**
Musée de l'Holocauste Montréal	*Programme jeunesse du Musée de l'Holocauste Montréal (Diversité : la parole aux jeunes Montréalais·e·s)*	**20 000 $**
Le Centre consultatif des relations juives et israéliennes	*Rencontres interculturelles / Intercultural meet-ups 2020*	**17 332 $**
Lachine		
Centre social d'aide aux immigrants	*Déconstruire les préjugés, un « livre » à la fois*	**17 500 $**
Outremont		
Corporation Wapikoni mobile	*Ateliers de sensibilisation et de découvertes des cultures autochtones*	**20 000 $**
Plateau Mont-Royal (Le)		
Institut du Nouveau Monde	*Rêver pour créer*	**20 000 $**
Missions Exeko	*Tisser nos quartiers*	**20 000 $**
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles		
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec	*Formation sur l'intervention interculturelle Handicap-Immigration*	**17 960 $**
Service d'Aide et de Liaison pour Immigrants La Maisonnée	*Racontes-toi, Raconte-moi : Échanger pour mieux se connaitre et se comprendre*	**15 000 $**
Saint-Léonard		
Regroupement Interculturel Saint-Léonard	*Parlons de l'Interculturel à Saint-Léonard !*	**14 050 $**
Verdun		
J'apprends avec mon enfant	*Activités scolaires d'éveil à la diversité linguistique au service du vivre-ensemble*	**19 979 $**
J'apprends avec mon enfant	*Médiation interculturelle par le plein air et Les Journées Familles du monde*	**19 962 $**

Ville-Marie

Carrefour de ressources en interculturel	*Images d'inclusion*	**19 578 $**
Go jeunesse	*100 pour sang Interculturel - Un regard vers l'avenir*	**15 783 $**
Les YMCA du Québec, faisant aussi affaire sous - Les YMCA du Québec - Centre-Ville	*Montréal, ville d'entraide*	**12 753 $**
Mission communautaire de Montréal (Montreal City Mission)	*Women Weaving their Dreams: Catering Service and Sewing Studio*	**20 000 $**
Musée Afro-Canadien	*Patrimoine culturel africain au cœur de la diversité montréalaise*	**19 100 $**
Réseau citoyen de solidarité Iciéla	*Mentorat interculturel - Montréal à notre image 2020*	**18 750 $**

Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

L'Organisation des Jeunes de Parc-Extension	*Art et Contes : volet relations interculturelles*	**20 000 $**
Afrique au féminin	*Rencontres féminines d'ici d'ailleurs*	**18 750 $**

2 - d'approuver 22 projets de convention entre la Ville et les 21 organismes identifiés au Volet 2, dont le soutien financier du projet est de plus de 5 000 $ et de 20 000 $ et moins, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.003 1207986002

CE20 0585

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accorder un soutien financier de 86 334 $ au Regroupement des éco-quartiers afin de coordonner et mettre en place les activités de la Patrouille bleue pour l'année 2020;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.004 1204217001

CE20 0586

Il est

RÉSOLU :

1 - d'accorder un soutien financier totalisant la somme de 547 875 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel à projets « Accélérer l'entrepreneuriat »:

ORGANISME	PÉRIODE	MONTANT
Centre de technologie physique et photoniques de Montréal - OPTECH	2020-2022	75 000 $
Fondation Lise Watier	2020-2022	52 875 $
Récolte	2020-2022	120 000 $
Corporation de développement économique (CDEC) Montréal-Nord	2020-2022	100 000 $
Fondation des Services d'emploi pour les jeunes - YES	2020-2021	50 000 $
Horizon Carrière	2020-2022	100 000 $
Regroupement des jeunes chambres de commerce de Québec - RJCCQ	2020-2021	50 000 $

2 - d'approuver les 7 projets de convention entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.006 1208298001

CE20 0587

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 150 000 $ au Comité sectoriel de main d'œuvre Économie sociale Action communautaire pour appuyer les entreprises d'économie sociale en matière de gestion des ressources humaines et de transformation organisationnelle dans le contexte de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.007 1205008003

CE20 0588

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 280 000 $ aux organismes ci-après désignés, pour le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises;

Organisme	**Montant**
Consortium de ressources et d'expertises coopératives, coopérative de solidarité	100 000 $
Architecture sans frontières Québec	150 000 $
Association Centre Ville Lachine	30 000 $

2- d'approuver les projets de conventions entre la Ville de Montréal et ces organismes, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financiers;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.008 1208468004

CE20 0589

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 50 000 $ à Réseau Télescope pour assurer un soutien technique budgétaire et comptable aux entreprises d'économie sociale dans le contexte de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.009 1207896001

CE20 0590

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 45 000 $ à Cultiver Montréal pour l'organisation d'une édition spéciale 2020 du festival Cultiver Montréal et des Rendez-vous des agricultures montréalaises pour pallier les contraintes reliées au contexte de pandémie de la COVID-19;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.010 1204286001

CE20 0591

Vu la résolution CA20 08 0196 du conseil d'arrondissement de Saint-Laurent en date du 7 avril 2020;

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le greffier de la Ville de Montréal à émettre une attestation de non-objection en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) pour la construction des infrastructures municipales (souterraines et de surfaces), dans le cadre du projet de développement immobilier Cité Midtown, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, ainsi que confirmer l'engagement de l'Arrondissement à transmettre au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), au plus tard 60 jours après que les travaux de construction seront achevés, une attestation quant à leur conformité avec l'autorisation accordée.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1208336001

CE20 0593

Il est

RÉSOLU :

1 - d'autoriser une dépense de 846,85 $ pour les frais d'annulation du déplacement de M. Robert Beaudry, membre du comité exécutif, qui devait prendre part à l'Urban Future Global Conference à Lisbonne, au Portugal, du 30 mars au 4 avril 2020;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.003 1204310001

CE20 0594

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'autoriser le Service des affaires juridiques à intenter une demande en intervention forcée pour appel en arrière-garantie contre Kanva Architecture inc., Neuf Architectes S.E.N.C.R.L, Bouthillette Parizeau inc. et NCK inc. à la suite de la signification de la demande introductive d'instance en garantie du Groupe Unigesco inc., lui-même étant poursuivi par 9058-3881 Québec inc. (G.A.L. Démolition), contre la Ville de Montréal dans le cadre du projet « Migration du Biodôme ».

Adopté à l'unanimité.

30.004 1208739002

CE20 0595

Il est

RÉSOLU :

de recommander au comité exécutif d'autoriser BIXI Montréal à reporter d'un mois le dépôt de ses états financiers 2019.

Adopté à l'unanimité.

30.005 1204368004

CE20 0596

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement suivant, adopté le 27 janvier 2020 par le conseil municipal de la Ville de Beaconsfield :

   - le Règlement 720-116 modifiant le Règlement de zonage (720) de la Ville de Beaconsfield dans le but de modifier la définition d'un arbre;

2 - d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Ville de Beaconsfield.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1206938001

CE20 0597

Il est

RÉSOLU :

d'édicter, en vertu de l'article 119 du Règlement sur les tarifs de Montréal (exercice financier 2020) (19-057), l'ordonnance numéro 7 jointe au dossier décisionnel permettant la gratuité des abonnements de 30 jours consécutifs au service BIXI, soit jusqu'au 15 mai 2020, pour les employés des établissements publics du réseau des services sociaux de Montréal, dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

Adopté à l'unanimité.

40.002 1208097002

CE20 0598

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière visant le développement de projets d'affaires d'entreprises montréalaises (RCG 19-017) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.003 1208468005

CE20 0599

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport trimestriel sur les mainlevées, couvrant la période du 1er janvier 2020 au 31 mars 2020, le tout conformément à l'encadrement administratif C-OG-SCARM-D-11-002 « Mainlevées (Directive) ».

Adopté à l'unanimité.

60.001 1208078005

CE20 0600

Il est

RÉSOLU :

de prendre acte du rapport sur les décisions déléguées concernant la conclusion de contrats relatifs à la location et aux aliénations d'immeubles, couvrant la période du 1er mars au 31 mars 2020, conformément au Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Adopté à l'unanimité.

60.002 1208078006

Levée de la séance à 9 h 43

70.001

Les résolutions CE20 0574 à CE20 0600 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais
Président du comité exécutif

Emmanuel Tani-Moore
Greffier adjoint

Procès-verbal de la séance extraordinaire du comité exécutif tenue le vendredi 1er mai 2020, à 9 h
salle Peter-McGill, hôtel de ville et par téléconférence

PRÉSENCES :

M. Benoit Dorais, Président du comité exécutif
Mme Magda Popeanu, Vice-présidente du comité exécutif
M. Sylvain Ouellet, Vice-président du comité exécutif
M. Robert Beaudry, Membre du comité exécutif
M. Éric Alan Caldwell, Membre du comité exécutif
M. François William Croteau, Membre du comité exécutif
Mme Rosannie Filato, Membre du comité exécutif
Mme Nathalie Goulet, Membre du comité exécutif
Mme Laurence Lavigne Lalonde, Membre du comité exécutif
M. Jean-François Parenteau, Membre du comité exécutif
Mme Émilie Thuillier, Membre du comité exécutif
M. Luc Rabouin, Membre du comité exécutif

ABSENCE :

Mme Valérie Plante, Mairesse

AUTRES PRÉSENCES :

Mme Isabelle Gauthier, Chargée de dossiers ou missions
Me Emmanuel Tani-Moore, Greffier adjoint
M. Serge Lamontagne, Directeur général
Mme Caroline Bourgeois, Conseillère associée
Mme Marianne Giguère, Conseillère associée
Mme Sophie Mauzerolle, Conseillère associée
Mme Suzie Miron, Conseillère associée
M. Alex Norris, Conseiller associé
Mme Marie-Josée Parent, Conseillère associée
M. Hadrien Parizeau, Conseiller associé
M. Craig Sauvé, Conseiller associé
M. François Limoges, Leader de la majorité

Cette séance du comité exécutif est tenue avec avis préalable.

CE20 0600-1

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'adopter l'ordre du jour de la séance extraordinaire du comité exécutif du 1er mai 2020.

Adopté à l'unanimité.

10.001

CE20 0601

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

1- de renouveler, sur autorisation de la Ministre de la sécurité civile, l'état d'urgence sur le territoire de l'agglomération de Montréal pour une période de **5 jours,** en raison des actions requises dans le cadre de la gestion de la pandémie de la COVID-19;

2- de désigner M. Richard Liebmann, coordonnateur de la sécurité civile de l'agglomération de Montréal, afin qu'il soit habilité à exercer les pouvoirs suivants :

1° contrôler l'accès aux voies de circulation ou au territoire concerné ou les soumettre à des règles particulières;

2° accorder, pour le temps qu'il juge nécessaire à l'exécution rapide et efficace des mesures d'intervention, des autorisations ou dérogations dans les domaines qui relèvent de la compétence de la ville;

3° ordonner, lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de protection, l'évacuation des personnes de tout ou partie du territoire concerné qu'il détermine ou, sur avis de l'autorité responsable de la protection de la santé publique, leur confinement et veiller, si celles-ci n'ont pas d'autres ressources, à leur hébergement, leur ravitaillement et leur habillement, ainsi qu'à leur sécurité;

4° requérir l'aide de tout citoyen en mesure d'assister les effectifs déployés;

5° réquisitionner dans son territoire les moyens de secours et lieux d'hébergement privés nécessaires autres que ceux requis pour la mise en œuvre d'un plan de sécurité civile adopté en vertu du de la *Loi sur la sécurité civile*;

6° autoriser et faire toutes les dépenses utiles, ainsi que conclure tous les contrats qu'il juge nécessaires.

Adopté à l'unanimité.

30.001 1202021008

CE20 0602

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Considérant que de 2003 à 2007, le comité exécutif a autorisé cinq emprunts par émissions d'obligations sur le marché obligataire international;

Considérant que pour chacun de ces emprunts, l'institution financière DEPFA BANK plc (« Depfa ») a agi comme agent financier et principal agent payeur en vertu de cinq conventions d'agence financière conclues avec la Ville (les « Conventions d'agence »);

Considérant que les opérations de Depfa ont été acquises par FMS WERTMANAGEMENT AöR. (« FMS ») incluant les Conventions d'agence;

Considérant que la reprise des Conventions d'agence constitue une cession de contrat qui implique des amendements aux certificats d'obligations et aux conventions de souscription, ce qui requiert le consentement de la Ville de Montréal;

Il est

RÉSOLU :

1 - d'approuver le projet de *convention de cession, d'assumation et d'amendement* (la « Convention de cession »), dont le texte est substantiellement conforme au projet annexé en pièce jointe au sommaire décisionnel et qui prévoit le remplacement de Depfa par FMS et les amendements requis par ce changement aux documents d'emprunt incluant des amendements de forme aux certificats globaux;

2 - d'autoriser le directeur du Service des finances et trésorier, à signer pour la Ville la Convention de cession;

3 - d'autoriser M. Jacques Marleau ou M. Errico Cocchi du Service des finances à remplacer, le cas échéant, le directeur du Service des finances et trésorier pour toutes fins requises par la présente résolution et plus spécifiquement pour signer la Convention de cession mentionnée à la présente résolution;

4 - d'autoriser le directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville ou la directrice des affaires civiles du Service des affaires juridiques ou l'avocat qu'ils désignent, le cas échéant, à apporter au projet de Convention de cession toute modification qu'ils pourraient, le cas échéant, juger nécessaire ou utile d'y apporter aux fins d'en établir la version définitive.

Adopté à l'unanimité.

30.002 1204164001

Levée de la séance à 9 h 06

70.001

Les résolutions CE20 600-1 à CE20 602 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

Benoit Dorais	Emmanuel Tani-Moore
Président du comité exécutif	Greffier adjoint

CE : 12.001

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.002

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.003

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.004

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.005

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.006

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.007

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 12.008

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.001

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.002

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le SPVM, pour une dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) ;

2. d'autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-05 17:44

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1192748003**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Schéma de sécurité civile et de couverture de risque
Projet :	-
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

En tenant compte du contexte mondial en matière d'événements à haut risque et dans un contexte terroriste, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) souhaite former plus de ressources au sein de ses groupes d'intervention (GI) des services de la gendarmerie Nord-Est et Sud-Ouest desservant le territoire de l'agglomération de Montréal. Parallèlement, le SPVM a entamé un remaniement de ses ressources au sein du Groupe tactique d'intervention (GTI) pour former davantage de ressources en fin d'année 2019, et ce, dans le but de bonifier son offre de service et d'augmenter sa couverture opérationnelle.

Ces deux situations suscitent une évaluation de l'inventaire d'armes de support, afin de gérer efficacement la désuétude des équipements et les nouveaux achats ainsi qu'une distribution efficiente, et ce, en vue d'assurer une robustesse opérationnelle et une disponibilité des équipements appropriés aux premiers répondants.

Le Service de l'approvisionnement a procédé à un appel d'offres 19-17400 du 16 octobre 2019 au 26 novembre 2019 pour l'acquisition d'armes de support. L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO).

Le délai de réception des soumissions a été de 40 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission.

À la demande de la Ville, le délai de validité du prix des soumissions a été prolongé jusqu'au 29 mai 2020 pour Rampart International Corp (groupes 2 et 5) et jusqu'au 19 juin pour MD Charlton Co Ltd (groupe 1).

Deux addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

- Addenda no 1 émis le 24 octobre 2019 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges; et
- Addenda no 2 émis le 13 novembre 2019 : pour répondre aux questions des preneurs du cahier des charges, et demander un report de la date dépôt des soumissions qui était initialement prévu le 19 novembre 2019.

La règle d'adjudication utilisée dans le cadre de l'appel d'offres 19-17400 est celle d'un octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. Il a eu 8 preneurs de cahier de charges et 4 soumissions et 2 firmes étaient non conformes. L'appel d'offres a été constitué de 6 groupes d'items lesquels faisaient référence à différentes pièces pour les armes de support.

Le SPVM a procédé à une enquête d'accréditation sécuritaire des dirigeants des firmes et les résultats ont été déclarés concluants.

Le présent dossier décisionnel nécessite l'approbation du conseil d'agglomération pour les groupes 1, 2 et 5, car il s'agit d'une dépense liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 100 000 $ lorsqu'un seul soumissionnaire est conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le déploiement au Groupe tactique d'intervention (GTI)

Le GTI a pour mission de conduire des opérations à haut risque telles que les perquisitions, les prises d'otages et les réponses aux situations où des individus sont armés et barricadés. Le SPVM doit également faire face à la nouvelle réalité qu'est la réponse policière aux actes terroristes. Le déploiement d'une arme de support qui allie puissance de feu, précision, efficacité balistique et fiabilité est une condition essentielle au succès opérationnel.

Actuellement, ces missions sont réalisées à l'aide de deux armes différentes, la solution proposée, afin de répondre à tous les besoins pour les opérations du GTI, vise à acquérir un seul type d'arme pour chacun des membres du GTI. Cette arme de support étant plus adaptée et est modulaire.

Le déploiement en groupe d'intervention (GI)

Le SPVM compte quatre unités de GI réparties dans chacune des deux services de la gendarmerie (Nord-Est et Sud-Ouest). La mission des GI est de supporter les policiers des postes de quartier, pour toutes situations requérant des ressources supplémentaires. À cet effet, une de leur activité principale est le support des agents de PDQ, lors d'une situation impromptue nécessitant un déploiement rapide d'une équipe pour endiguer un tireur actif,

un sujet armé ou dont on pense qu'il pourrait être armé sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Chacun des quatre groupes d'intervention ont des utilisateurs ayant une arme personnalisée avec lunette de précision, le SPVM souhaite augmenter ce nombre par groupe de travail en formant davantage d'ulisateurs.

Ce faisant, le SPVM augmentera sa robustesse par une capacité d'intervention accrue ainsi que son efficience.

Cette optimisation s'explique notamment par :

- la sélection d'une arme modulable pour le GTI (l'arme est polyvalente et permet de répondre aux multiples contraintes environnementales et d'intervention) ;
- la revalorisation des armes du GTI par l'unité du GI ;
- la mise au rancart des armes qui étaient utilisées par le GTI représentant une économie puisque le coût d'opération actuel étant très élevé.

Le présent dossier décisionnel vise à accorder trois (3) contrats aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1) et Rampart International Corp (groupes 2 et 5) pour l'acquisition d'armes de support pour le SPVM (approximativement 55 armes), pour une dépense totale de 446 565.57 $.

Groupe	Adjudicataire	Équipement	Prix soumission (taxes incluses)
1	MD Charlton Co Ltd	Arme de support - GTI	177 826,82 $
2	Rampart International Corp	Système de visée - GTI	116 810,52 $
3	Facta Global inc.	Suppresseur – GTI	86 765,88 $
4	MD Charlton Co Ltd	Accessoire – GTI (poignée, sangle, boîtier)	27 428,60 $
5	Rampart International Corp	Pointeur laser et lampe - GTI	151 928,23 $
6	MD Charlton Co Ltd	Arme de support – GI	11 277,94 $

Il est à noter que pour les groupes 3, 4 et 6 les contrats seront octroyés par bon de commande incluant une note explicative SIMON et approuvés par le fonctionnaire autorisé, et ce, conformément à l'article 19 du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Les pièces authentiques seront sous garantie selon les modalités prévues par chacun des fabricants.

JUSTIFICATION

L'ajout d'armes de support au personnel agissant en deuxième ligne (GI) est rendu nécessaire, tenant compte du contexte mondial en matière de risque de tireur actif, non seulement dans les grandes métropoles, mais également pour les villes où l'on retrouve un aéroport de grande envergure. L'objectif est de rendre les armes disponibles et accessibles rapidement aux ressources, afin de donner une capacité de réponse appropriée et faire face à une menace de manière efficace et optimale en attente des unités spécialisées.
Le GTI recevra des armes de support performantes et versatiles pour répondre à ses besoins opérationnelles et ses nombreux mandats.

Groupe 1

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
MD Charlton Co Ltd	177 826.82 $		177 826,82 $
Dernière estimation réalisé ($)	187 915,92 $		187 915,92 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			10 089,10 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-5,34 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Groupe 2

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
Rampart International Corp	116 810,52 $		116 810,52 $
Dernière estimation réalisé ($)	129 078,06 $		129 078,06 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			12 267,54 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-9,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Groupe 5

Soumissions conformes	Prix soumis	Autre (préciser)	Total
Rampart International Corp	151 928,23 $		151 928,23 $
Dernière estimation réalisé ($)	155 611,76 $		155 611,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			3 683,53 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *[(la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100]*			-2.37 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *[(la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100]*			N/A

Ce contrat n'est pas visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'avait pas à fournir l'attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépense totalisant une somme de 125 472.42 $ (taxes incluses) assumée par le budget de fonctionnement du SPVM en 2020.

Firme	Description	Montant (taxes nettes)	Montant (taxes incluses)
Facta Global inc.	Suppresseur – GTI	79 228.81 $	86 765.88 $
MD Charlton Co Ltd	Accessoire – GTI (poignée, sangle, boîtier)	25 045.97 $	27 428.60 $
MD Charlton Co Ltd	Arme de support – GI	10 298.26 $	11 277.94 $
TOTAL :		**114 573.04 $**	**125 472.42 $**

Dépense totalisant une somme de 446 565.57 $ (taxes incluses) provenant du fonds de contingence en 2020.

Firme	Description	Montant (taxes nettes)	Montant (taxes incluses)
MD Charlton Co Ltd	Arme de support - GTI	162 379.59 $	177 826.82 $
Rampart International Corp	Système de visée - GTI	106 663.58 $	116 810.52 $
Rampart International Corp	Pointeur laser et lampe - GTI	138 756.83 $	151 928.23 $
TOTAL :		**407 800.00 $**	**446 565.57 $**

Une somme de 407 800$ en provenance des dépenses contingentes devra être virée au budget de fonctionnement du SPVM en 2020.

Les imputations comptables sont détaillées dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépenses sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Met le SPVM à niveau en terme de capacité opérationnelle en cas de tireur actif ou d'attentat terroriste dans les endroits publics comme l'aéroport de Montréal.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif : 20 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Conseil d'agglomération : 28 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Andres LARMAT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel G GERVAIS
Commandant
Section du groupe tactique d'intervention

Tél : 514-280-4234
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

François B LEBLANC
Inspecteur-chef
Service des enquêtes criminelles

Tél : 514 280-7757
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francesco SECONDI
Directeur adjoint
Direction des enquêtes criminelles
Tél : 514 280-6719
Approuvé le : 2020-05-05

Sylvain CARON
Directeur

Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-05-05

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 7 avril 2020

Monsieur Fréderic Firenze
M.D. Charlton Co. Ltd
1000 – 1255, rue Peel
Montréal (Québec) H3B

Courriel: frederic@mdcharlton.ca

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres n° 19-17400
Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 19 juin 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 17 avril 2020.

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :		
	Signature	Date 2020/04/17
Je refuse le délai de prolongation :		
	Signature	Date

Andrés Larmat
Agent d'approvisionnement II
Courriel: andres.larmat@montreal.ca

LN86Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 20 avril 2020

Monsieur Gilles Mercier
Directeur des ventes
Rampart International Corp
2574, Sheffield Road,
Ottawa (Ontario) K1B 3V7

Courriel: gmercier@rampartcorp.com

Objet : Prolongation de la durée de validité de soumission
Appel d'offres no 19-17400
Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal vous invite à prolonger la durée de validité de votre soumission pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 29 mai 2020.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies avec les soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues, ayant répondu de façon affirmative à la demande de prolongation de la durée de validité de leurs soumissions.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le** 24 avril 2020**.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le délai de prolongation :		
Alex Pinos - Sales Manager	Alex Pinos	20 avril 2020
	Signature	Date
Je refuse le délai de prolongation :		
	Signature	Date

Andrés Larmat
Agent d'approvisionnement II
Courriel: andres.larmat@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

19-17400 pv.pdf 19-17400 - DetCah_SEAO.pdf 19-17400 - TCP_Lot 1, 2 & 5.pdf

19-17400-Intervention-par groupe_SPVM révisé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Andres LARMAT
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 872-5502

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Lina PICHÉ
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5149
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 1)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Rampart International Corp	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 26 jrs

Date d'échéance révisée : 19 - 6 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
MD Charlton Co Ltd	177 826,82 $	√	1

Information additionnelle

Désistements : (6)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
2X - la firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pa eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andres Larmat

Le 5 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 2)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 37,5

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Korth Group	Administratif

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : 5 jrs

Date d'échéance révisée : 29 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
Rampart International Corp	116 810,52 $	√	2

Information additionnelle

Désistements : (5)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
1X - La firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pa eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andrés Larmat

Le 5 - 5 - 2020

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 19-17400 (Groupe 5)

No du GDD : 1192748003

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 16 - 10 - 2019

Ouverture originalement prévue le : 19 - 11 - 2019

Ouverture faite le : 26 - 11 - 2019

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 11 - 2019

Délai total accordé aux soumissionnaires : 40 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 12,5

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 5 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 5 - 2020

Date d'échéance révisée : 29 - 5 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Groupe
Rampart International Corp	151 928,23 $	√	5

Information additionnelle

Désistements : (7)
1X - Firme non accréditée pour contracter avec la Ville, car elle n'a pas réussie une enquête de sécurité récemment.
3X - La firme ne rencontrerait pas les spécifications demandées
2X - la firme n'a pas eu le temps pour préparer sa soumission dans le délai alloué
1X - Aucune réponse.

Préparé par : Andrés Larmat

Le 5 - 5 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Montréal

Tableau d'analyse des prix

No de l'appel d'offres
19-17400

Agent d'approvisionnement
Andrés Larmat

Conformité	Oui

Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	Arme de support GTI	MD CHARLTON CO LTD	1	Carabine de support GTI	49	Chaque	1	2 613,71 $	128 071,79 $	147 250,54 $
			2	Châssis supérieur sous-compact	8	Chaque	1	2 064,90 $	16 519,20 $	18 992,95 $
			3	Fut pour silencieux compact	8	Chaque	1	232,49 $	1 859,92 $	2 138,44 $
			4	Crosse pliante fixe	8	Chaque	1	230,18 $	1 841,44 $	2 117,20 $
			5	Chargeurs pour Carabine 30 cartouche	245	Chaque	1	24,45 $	5 990,25 $	6 887,29 $
			6	Chargeurs pour Carabine 20 cartouche	16	Chaque	1	23,94 $	383,04 $	440,40 $
		Total (MD CHARLTON CO LTD)							**154 665,64 $**	**177 826,82 $**
LOT2	Organe de visée pour arme de support GTI	RAMPART INTERNATIONAL CORP	1	Télescope à grossissement variable	16	Chaque	1	3 498,96 $	55 983,36 $	64 366,87 $
			2	Monture pour télescope à grossissement variable	16	Chaque	1	471,14 $	7 538,24 $	8 667,09 $
			3	Mire reflexe point rouge	37	Chaque	1	849,15 $	31 418,55 $	36 123,48 $
			4	Monture alternative pour mire reflexe	37	Chaque	1	179,90 $	6 656,30 $	7 653,08 $
		Total (RAMPART INTERNATIONAL CORP)							**101 596,45 $**	**116 810,52 $**
LOT5	Pointeur/illuminateur laser et lampe pour carabine de support GTI	RAMPART INTERNATIONAL CORP	1	Pointeur/illuminateur laser pour carabine	31	Chaque	1	3 699,97 $	114 699,07 $	131 875,26 $
			2	Lampe pour carabine	31	Chaque	1	305,97 $	9 485,07 $	10 905,46 $
			3	Pile pour lampe (Article 2)	31	Chaque	1	23,45 $	726,95 $	835,81 $
			4	Interrupteur externe pour lampe et pointeur laser (Articles 1 et 2)	31	Chaque	1	139,94 $	4 338,14 $	4 987,78 $
			5	Monture pour lampe pour carabine de support GTI	49	Chaque	1	59,00 $	2 891,00 $	3 323,93 $
		Total (RAMPART INTERNATIONAL CORP)							**132 140,23 $**	**151 928,23 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 19-17400
Numéro de référence : 1291089
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Agence Gravel Inc / Gravel Agency Inc 5175, rue John-Molson Québec, QC, G1X3X4	Monsieur Michel Lavertue Téléphone : 418 682-3000 Télécopieur : 418 682-3343	**Commande : (1663328)** 2019-11-12 11 h 08 **Transmission :** 2019-11-12 11 h 08	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-11-12 11 h 08 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CRAFM inc 2206 52e ave Montréal, QC, h8t 2y3	Madame Lizie-Anne Perron Téléphone : 514 635-4867 Télécopieur :	**Commande : (1659192)** 2019-10-31 9 h 57 **Transmission :** 2019-10-31 9 h 57	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-31 9 h 57 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Facta Global cp 398 succ place d'armes Montréal, QC, H2Y3H1 http://www.factaglobal.com	Monsieur G. Pelletier Téléphone : 1866 632-2821 Télécopieur :	**Commande : (1653688)** 2019-10-17 10 h 23 **Transmission :** 2019-10-17 10 h 23	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Korth Group ltd. 64186 393 Loop East OKOTOKS, AB, T1S0L1	Monsieur Jason Ross Téléphone : 705 706-4099 Télécopieur :	**Commande : (1653151)** 2019-10-16 10 h 41 **Transmission :** 2019-10-16 10 h 41	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
M.D. CHARLTON CO. LTD	Monsieur Frederic Duchesne-	**Commande : (1654063)**	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1

588 Clos-du-Marquis Prévost, QC, J0R 1T0	Frienze Téléphone : 450 224-4826 Télécopieur :	2019-10-17 18 h 02 **Transmission :** 2019-10-17 18 h 02	2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Metak Distributing PO Box 2071 Strathmore, AB, T1P1K1	Monsieur Anthony Aleksic Téléphone : 403 519-7250 Télécopieur : 587 701-5050	**Commande : (1653853)** 2019-10-17 13 h 34 **Transmission :** 2019-10-17 13 h 34	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Rampart International Corp 2574 Sheffield Road Ottawa, ON, K1B 3V7 http://www.rampartcorp.com	Monsieur Armon Vaziri Téléphone : 613 729-0446 Télécopieur :	**Commande : (1653669)** 2019-10-17 10 h 06 **Transmission :** 2019-10-17 10 h 06	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-10-24 11 h 15 - Courriel 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-13 16 h 07 - Courriel 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-13 16 h 07 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Stoeger Canada (1990) Ltd 1010 Thornton Rd South Oshawa, ON, L1J 7E2	Monsieur David Macdonald Téléphone : 1905 436-9077 Télécopieur : 1905 436-9079	**Commande : (1667240)** 2019-11-21 15 h 14 **Transmission :** 2019-11-21 15 h 14	3202498 - 19-17400 - Addenda # 1 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement 3211396 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (devis) 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement 3211397 - 19-17400 - Addenda # 2 - Report de date (bordereau) 2019-11-21 15 h 14 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1192748003

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Bureau du directeur et relations avec les élus
Objet :	1 - Accorder un contrat aux firmes MD Charlton Co Ltd (groupe 1), Rampart International Corp (groupes 2 et 5), pour l'acquisition d'armes de support pour le Service de police de la Ville de Montréal - Dépense de 446 565,57 $ (taxes incluses) - Appel d'offres public 19-17400 (Groupe 1 : 2 soum. un seul conforme ; Groupe 2 : 3 soum. un seul conforme ; Groupe 5 : 1 seul soumissionnaire) 2 - Autoriser en 2020, un virement budgétaire de 407 800 $, en provenance du budget des dépenses contingentes vers le budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1192748003 Armes de support.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Yves COURCHESNE
Directeur de service - Finances et trésorier
Tél : 514-872-6630
Division : Services des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.003

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire (fournisseur unique) M.D.Charlton Co Ltd., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 381.428.64 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public **(20-18063)** ;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-08 15:25

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207026001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

CONTENU

CONTEXTE

L'arme à impulsion électrique (AIE) fait partie des équipements utilisés par des policiers de la Gendarmerie et certaines sections spécialisées dans le cadre des pratiques policières inhérentes à leur fonction. En outre, pour se conformer aux normes et pratiques, chaque policier appelé à se servir de cet appareil doit préalablement être formé, et être requalifié annuellement, dans le cadre d'un programme de maintien des compétences.
L'entente-cadre précédente avec le fournisseur pour l'acquisition des armes à impulsion électrique (AIE), des munitions et des accessoires a atteint le montant maximal prévu. Pour couvrir les besoins en maintien de compétence ainsi que les bris, une nouvelle entente-cadre de 12 mois, avec une année de prolongation doit être signée afin d'éviter un bris de service. La présente entente ne vise pas à augmenter le nombre d'AIE déployé au sein de ses rangs.

La compagnie MD Charlton Co LTD est toujours le fournisseur unique ayant les droits de distribution au Canada des produits de Axon. La lettre d'exclusivité est annexée au présent dossier.

En collaboration avec le Service de l'approvisionnement, un appel d'offres public 20-18063 a été publié du 12 février au 17 mars 2020 et une seule soumission du fournisseur MD Charlton Co LTD a été reçue le 17 mars 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 19 0251- 16 mai 2019- Conclure une entente-cadre de gré à gré, d'une période de 12 mois, avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour l'acquisition et fourniture d'armes à impulsion électrique de marque Taser X2, cartouches, batteries, cibles et câbles de téléchargement pour le Service de police de la Ville de Montréal (Demande de prix 19-17502), pour une somme maximale de 278 295.08$ $, taxes incluses (fournisseur unique).

DESCRIPTION

Le but du présent dossier décisionnel est de conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, à la suite d'un appel d'offres public 20-18063, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE) de marque Taser X2, de même que les munitions de pratique utilisées pour la formation en maintien de compétences, les munitions utilisées pour les opérations ainsi que les accessoires connexes (piles et cibles), le tout correspondant au modèle actuellement utilisé au SPVM.

SOUMISSION CONFORME	**MD CHARLTON CO LTD**		
Produits	Quantité	Prix unitaire (sans taxes)	Coût (sans taxes)
Taser X2	4	1 720.58 $	6 882.32 $
Munitions X2 (Opération)	1600	56.93 $	91 088.00 $
Munitions X2 (Formation)	3350	55.20 $	184 920.00 $
Pile TPPM	470	103.21 $	48 508.70 $
Cible	7	50.03 $	350.21 $
		Montant total avant taxes	331 749.23 $
		TPS (5%)	16 587.46 $
		TVQ (9.975%)	33 091.99 $
		Montant total (avec taxes)	381 428.68 $

La majeure partie de la dépense est pour les activités de formation nécessaires à la certification des policiers et au maintien de leurs compétences (requalification). L'École Nationale de police du Québec (ENPQ) a modifié, depuis la dernière entente, la méthode de formation augmentant ainsi le nombre de cartouches de pratique nécessaires ; ce qui explique qu'une plus grande quantité de cartouche de pratique est demandée pour la présente entente.

JUSTIFICATION

Selon les règles administratives, les documents de l'appel d'offres (20-18063) ont été préparés par le Service de l'approvisionnement en collaboration avec la Division des ressources matérielles et informationnelles (DRMI) du SPVM. La publication fut du 12 février au 17 mars 2020 et la soumission a été reçue pour évaluation de la conformité au Service de l'approvisionnement.

SOUMISSION CONFORME	**PRIX SOUMIS** (TAXES INCLUSES)	**TOTAL** (TAXES INCLUSES)
MD CHARLTON CO LTD	381 428.68 $	381 428.68 $
Dernière estimation réalisée ($)	383 240.26 $	383 240.26 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)	(1 811.58 $)
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100] 0,00 %	-0.47%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)	N/A
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100]	N/A

L'estimation initiale était de 383 240.26 $ (taxes incluses). Ce qui représente une différence à la baisse de - 0.47% par rapport à la soumission reçue.

Ce contrat comporte une option de prolongation de 12 mois au montant de 197 894.22 $ (taxes incluses).

Ce contrat n'est pas visé par la Loi de l'intégrité en matière de contrats publics, l'entreprise n'avait pas à fournir l'attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

L’adjudicataire recommandé n’est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et n’a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) (contrat de construction) et n’est pas rendu non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits budgétaires nécessaires pour les dépenses du SPVM sont prévus dans son budget de fonctionnement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.
Les imputations comptables sont détaillées dans l’intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100% par l’agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas octroyé, la DRMI ne pourra offrir les équipements nécessaires au travail opérationnel des patrouilleurs, des différentes sections spécialisées ainsi que de la Division de la Formation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne devrait pas avoir d'enjeux médiatique. Il s'agit d'achat de matériel pour les opérations courantes du SPVM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'entente-cadre entrera en vigueur dès l'approbation des instances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Thi Ly PHUNG)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Maline GAGNÉ-TRINQUE
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-3404
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Martin M BERNIER
Chef de section ressources matérielles et tehnologiques

Tél : 514-280-3195
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain CARON
Directeur
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2020-04-23

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

April 1, 2020

To: SPVM

Re: Sole Source Letter for Axon Enterprise, Inc.'s Conducted Electrical Weapons in Canada

A sole source justification exists because the following goods and services required to satisfy the agency's needs are only manufactured by Axon Enterprise and are only available for purchase through the authorized distributor listed below.

TASER CEW Descriptions

TASER 7 CEW

- Multiple-shot CEW
- High-efficiency flashlight
- Close Quarter and Standoff cartridges
- Green LASER and dual red LASERs that adjust for cartridge angle
- Arc switch enables drive-stun with or without a Smart Cartridge installed
- Central Information Display (CID): Displays mission critical data such as remaining battery energy, burst time, and cartridge status.
- Weapon logs
- TASER 7 Dock connected to Axon Evidence (Evidence.com) services
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting
- Real-time clock updated when the battery pack is plugged into the TASER 7 Dock
- Ambidextrous safety switch
- Can be configured by the agency to alert Axon camera systems
- The trigger activates a single cycle (approximately five seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (unless configured by the agency to stop at five seconds). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER 7 Cartridges only

X2 CEW

- Multiple-shot CEW
- High efficiency flashlight
- Static dual LASERs (used for target acquisition)
- ARC switch enables drive-stun with or without a Smart Cartridge installed
- Central Information Display (CID): Displays mission-critical data such as remaining battery energy, burst time, operating mode, and user menu to change settings and view data on a yellow-on-black display
- The Trilogy log system records information from a variety of sensors into three data logs: Event log, Pulse log, and Engineering log. Data can be downloaded using a universal serial bus (USB) data interface module connected to a personal computer (PC). Data may be transferred to Evidence.com services.
- Real-time clock with back-up battery
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

- Ambidextrous safety switch
- Capable of audio/video recording with optional TASER CAM HD recorder
- The trigger activates a single cycle (approximately 5 seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (except when used with an APPM or TASER CAM HD AS). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER Smart Cartridges only

X26P CEW

- High efficiency flashlight
- Red LASER (used for target acquisition)
- Central Information Display (CID): Displays data such as calculated remaining energy, burst time, and notifications
- The Trilogy log system records information from a variety of sensors into three data logs: Event log, Pulse log, and Engineering log. Data can be downloaded using a universal serial bus (USB) data interface module connected to a personal computer (PC). Data may be transferred to Evidence.com services.
- Real-time clock with back-up battery
- Onboard self-diagnostic and system status monitoring and reporting
- Ambidextrous safety switch
- Capable of audio/video recording with optional TASER CAM HD recorder
- The trigger activates a single cycle (approximately 5 seconds). Holding the trigger down will continue the discharge beyond the standard cycle (except when used with an APPM or TASER CAM HD AS). The CEW cycle can be stopped by placing the safety switch in the down (SAFE) position.
- Compatible with TASER standard series cartridges

Axon Signal Performance Power Magazine (SPPM)

- Battery pack for the X2 and X26P conducted electrical weapons
- Shifting the safety switch from the down (SAFE) to the up (ARMED) positions sends a signal from the SPPM. Upon processing the signal, an Axon system equipped with Axon Signal technology transitions from the BUFFERING to EVENT mode.

TASER Brand CEW Model Numbers

1. Conducted Electrical Weapons (CEWs):
   - TASER 7 Models: 20008, 20009, 20010, and 20011
   - TASER X2 Models: 22002 and 22003
   - TASER X26P Models: 11002 and 11003

2. Optional Extended Warranties for CEWs:
   - TASER 7 – 4-year extended warranty, item number 20040
   - X2 - 4-year extended warranty, item number 22014
   - X26P - 2-year extended warranty, item number 11008
   - X26P - 4-year extended warranty, item number 11004

3. TASER 7 Cartridges (compatible with the TASER 7; required for this CEW to function in

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

the probe deployment mode)
  - Standoff cartridge, 3.5 degrees, Model 20012
- Close Quarter cartridge, 12 degrees, Model 20013

4. TASER standard cartridges (compatible with the X26P; required for this CEW to function in the probe deployment mode):
   - 15-foot Model: 34200
   - 21-foot Model: 44200
   - 21-foot non-conductive Model: 44205
   - 25-foot Model: 44203
   - 35-foot Model: 44206

5. TASER Smart Cartridges (compatible with the X2; required for this CEW to function in the probe deployment mode):
   - 15-foot Model: 22150
   - 25-foot Model: 22151
   - 25-foot inert simulation Model: 22155
   - 25-foot non-conductive Model: 22157
   - 35-foot Model: 22152

6. Power Modules (Battery Packs) for TASER 7 CEWs:
   - Tactical battery pack Model 22018
   - Compact battery pack Model 22019

7. TASER CAM HD recorder Model: 26810 (full HD video and audio) and TASER CAM HD with AS (automatic shut-down feature) Model: 26820. The TASER CAM HD is compatible with both the X26P and X2 CEWs.
   - TASER CAM HD replacement battery Model: 26764
   - TASER CAM HD Download Kit Model: 26762
   - TASER CAM HD optional 4-year extended warranty, item number 26763

8. Power Modules (Battery Packs) for X26P and X2 CEWs:
   - Performance Power Magazine (PPM) Model: 22010
   - Tactical Performance Power Magazine (TPPM) Model: 22012
   - Automatic Shut-Down Performance Power Magazine (APPM) Model: 22011
   - eXtended Performance Power Magazine (XPPM) Model: 11010
   - eXtended Automatic Shut-Down Performance Power Magazine (XAPPM) Model: 11015
   - Axon Signal Performance Power Magazine (SPPM) Model: 70116

9. TASER 7 Dock:
   TASER 7 Dock Core and Multi-bay Module: 74200

10. TASER Dataport Download Kits:
    - Dataport Download Kit for the X2 and X26P Model: 22013

11. TASER Blast Door Repair Kit Model 44019 and TASER Blast Door Replenishment Kit Model 44023

ROYAL BANK PLAZA, SOUTH
TOWER, SUITE 3800
TORONTO, ON M5J 2Z4
CANADA

CA.AXON.COM

12. CEW Holsters:
    - Right-hand X2 holster by BLACKHAWK Model: 22501
    - Left-hand X2 holster by BLACKHAWK Model: 22504
    - Right-hand X26P holster by BLACKHAWK Model: 11501
    - Left-hand X26P holster by BLACKHAWK Model: 11504

13. TASER Simulation Suit II Model 44550

14. TASER 7 conductive target Model: 80087

SOLE AUTHORIZED DISTRIBUTOR FOR TASER BRAND CEW PRODUCTS	SOLE AUTHORIZED REPAIR FACILITY FOR TASER BRAND CEW PRODUCTS
M.D. Charlton Company Ltd Unit E-2200 Keating X Road Saanichton, BC V8M 2A6 Canada	**M.D. Charlton Company Ltd Unit E-2200 Keating X Road Saanichton, BC V8M 2A6 Canada**

Please contact your local Axon authorized distributor or call us at 1-800-978-2737 with any questions.

Sincerely,

Josh Isner
Chief Revenue Officer
Axon Public Safety Canada, Inc.

BLACKHAWK! is a trademark of the Blackhawk Products Group.

The 'Delta Axon' logo, Axon, Axon Signal, Evidence.com, Smart Cartridge, TASER CAM, Trilogy, X2, X26P, TASER,TASER 7, and TASER 7 Dock are trademarks of Axon Enterprise, Inc. some of which are registered in the US and other countries. For more information, visit www.axon.com/legal. All rights reserved. © 2019 Axon Public Safety Canada.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18063_Intervention.pdf 20-18063_SEAO _ Liste des commandes.pdf 20-18063 PV.pdf

20-18063_TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Martha Paola MURCIA VELASQUEZ
c/s acquisition
Tél : 514-872-5396
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18063 — No du GDD : 1207026001

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'arme a impulsions électrique (AIE) et accessoires de marque Taser X2 pour le SPVM

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : - -

Ouverture faite le : 17 - 3 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 2

Nbre de soumissions reçues : 1

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 13 - 9 - 2020

Date d'échéance révisée : 13 - 9 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
M.D.Charlton co.LTD	381 428.68	√	

Information additionnelle

L'autre preneur de cahier de charges est une municipalité.

Préparé par : Bernard Boucher — Le 16 - 4 - 2020

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
20-18063

Agent d'approvisionnement
Bernard Boucher

Conformité	(Tous)

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données	
									Montant sans taxes	Montant taxes incluses
								(vide)	- $	- $
Total ()									**- $**	**- $**
MD Charlton Co Ltd									**331 749.23 $**	**381 428.68 $**

Liste des commandes

Numéro : 20-18063
Numéro de référence : 1345106
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'AIE et accessoires de marque Taser X2 pour le SPVM

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
M.D. CHARLTON CO. LTD 588 Clos-du-Marquis Prévost, QC, J0R 1T0	Monsieur Frederic Duchesne-Frienze Téléphone : 450 224-4826 Télécopieur :	**Commande : (1698412)** 2020-02-12 17 h 58 **Transmission :** 2020-02-12 17 h 58	Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Longueuil . 4250, Chemin de la Savane Longueuil, QC, J3Y 9G4	Monsieur Franklin Azangue Téléphone : 450 463-7100 Télécopieur :	**Commande : (1706598)** 2020-02-26 13 h 50 **Transmission :** 2020-02-26 13 h 50	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207026001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , Service des ressources matérielles et informationnelles , Division des ressources matérielles et informationnelles
Objet :	Conclure une entente-cadre avec la firme M.D. Charlton Co. Ltd., pour une période de 12 mois, avec une option de prolongation de 12 mois, pour l'acquisition de 4 armes à impulsion électrique (AIE), de munitions et accessoires de marque Taser X2 pour le maintien des compétences au Service de police de la Ville de Montréal - Appel d'offres 20-18063, pour une somme maximale de 381 428.68 $, taxes incluses (1 soumission/fournisseur unique)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1207026001 MD Charlton - Taser X2.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Thi Ly PHUNG
Conseillère budgétaire
Tél : 514-280-9146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Line DESJARDINS
Chef d'équipe
Tél : 514-280-2192
Division : Services des finances, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.004

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder un contrat aux firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des lots, pour une période de 24 mois, pour la réception, le tri et la valorisation du bois, au prix de leur soumission, pour les sommes maximales indiquées taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18043 et au tableau de prix reçus ;

Firmes	Lots	Montant des contrats (taxes incluses)
Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	**3 125 637 $**
GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	**1 030 778 $**
Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	**837 018 $**

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-27 10:58

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205308001**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q.;chapitre E-20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération et octroie par conséquent des contrats permettant aux territoires et aux écocentres de transporter le bois vers des sites de traitement autorisés afin de le valoriser.

Le présent sommaire décisionnel a pour objet de renouveler les trois (3) contrats actuellement en vigueur de réception, de tri et de mise en marché du bois en provenance des villes et arrondissements ainsi que des sept (7) écocentres de l'agglomération de Montréal. Ces trois (3) contrats viennent tous à échéance le 30 juin 2020. La synchronicité de la date d'échéance de ces contrats provient d'un choix stratégique faisant suite à la résiliation des trois (3) contrats ayant été octroyés à l'entreprise Centre de tri Mélimax inc. (CG 19 0134 et CE19 0407) en raison de son inscription au Registre des entreprises non

admissibles aux contrats publics (RENA) en janvier 2019 par le Sous-secrétariat aux marchés publics. Le Service de l'environnement a dû procéder à la tenue d'un appel d'offres réalisé en urgence pour six (6) territoires ainsi qu'à trois appels d'offres consécutifs pour la valorisation du bois en provenance de l'écocentre LaSalle (aucun soumissionnaire lors de l'appel d'offres 19-17698; un seul soumissionnaire conforme dont le site était situé à 98 kms de l'écocentre lors de l'appel d'offres 19-17501). Deux contrats ont été octroyés pour des périodes respectives de 16 mois (CE19 0407) et de huit (8) mois (CE19 1805). Le troisième contrat venant à échéance est issus de l'appel d'offres 15-14291 (CG 15 0461) et avait une durée déterminée de 58 mois.

Le marché de valorisation du bois a évolué de façon défavorable au cours des dernières années faisant en sorte d'augmenter les coûts de traitement unitaire (de 20 $ en 2015 à plus de 80 $ la tonne en 2019). Ce contexte s'explique notamment par :

- l'inscription sur le RENA en janvier 2019 de l'entreprise Centre de tri Mélimax Inc. ayant pour conséquence de réduire la compétition dans ce secteur d'activités dans la grande région métropolitaine;
- les modifications et le resserrement de la réglementation concernant la qualité de l'air par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) ayant pour conséquence un effondrement du marché du "bois trié" qui était utilisé principalement comme biomasse.

Il est à noter que dans le cadre des précédents appels d'offres réalisés par l'agglomération de Montréal pour la réception, le tri et la mise en marché du bois notamment ceux réalisés en 2015 (34 territoires et 7 écocentres) et en 2019 (6 territoires), les devis techniques présentaient la matière à valoriser comme étant du "bois trié" issu à la fois des activités d'émondage et de déconstruction.

Dans ce contexte, la stratégie de sollicitation du marché préconisée par le Service de l'environnement pour le renouvellement des services de réception, de tri et de valorisation du bois en provenance des 34 territoires et des 7 écocentres de l'agglomération de Montréal fut de :

- proposer deux types de matières à valoriser, soit le bois en provenance des écocentres, composé principalement de bois issus de la déconstruction, et le bois des activités d'émondage des arrondissements et villes liées en raison de sa qualité supérieure afin d'obtenir un meilleur prix ;
- procéder selon un découpage territorial de l'agglomération en sept (7) lots, décrits ci-après, afin d'ouvrir le marché à de plus petites entreprises ;
- inclure à cet appel d'offres la fourniture de copeaux issus de la transformation du bois en provenance des territoires, pour combler les besoins éventuels des services d'horticulture des villes et arrondissements.

Lot 1	10 Territoires de la zone Ouest	Baie-d'Urfé
		Beaconsfield
		Dollard-des-Ormeaux
		Dorval/île Dorval
		Kirkland
		L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
		Pierrefonds - Roxboro
		Pointe-Claire
		Sainte-Anne-de-Bellevue
		Senneville
Lot 2		Ahuntsic - Cartierville

	15 Territoires de la zone centre	Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce
		Côte-St-Luc
		Hampstead
		Lachine
		LaSalle
		Le Plateau-Mont-Royal
		Le Sud-Ouest
		Montréal-Ouest
		Mont-Royal
		Outremont
		Saint-Laurent
		Verdun
		Ville-Marie
		Westmount
Lot 3	8 Territoires et services centraux de la zone est	Anjou
		Mercier - Hochelaga - Maisonneuve
		Montréal-Est
		Montréal-Nord
		Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles
		Rosemont - La Petite-Patrie
		Saint-Léonard
		Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
		Services centraux (Grands Parcs, jardin botanique)
Lot 4	Écocentres zone Ouest	Écocentre Acadie
		Écocentre Côte-des-Neiges
		Écocentre Saint-Laurent
Lot 5	Écocentre LaSalle	
Lot 6	Écocentres zone Est	Écocentre La Petite-Patrie
		Écocentre Saint-Michel
Lot 7	Écocentre Rivière-des-Prairies	

Le processus d'appel d'offres s'est déroulé comme suit :

· L'appel d’offres public N° 20-18043 a été lancé le 26 février 2020.
· L'appel d'offres a été annoncé dans le Journal de Montréal et publié dans le SEAO.
· L'ensemble des entrepreneurs œuvrant dans ce secteur ont été contactés par le Service de l'approvisionnement pour les informer de l'appel d'offres en cours.
· La date initiale d’ouverture des soumissions était le 19 mars 2020 (23 jours calendrier). Cette date a été reportée à trois reprises étant donné le contexte de la pandémie du COVID-19.
· Les soumissionnaires ont eu 43 jours calendrier pour préparer leur dossier.
· Les soumissions ont été ouvertes le 9 avril 2020.
· Les soumissions ont un délai de validité de cent-quatre-vingts (180) jours calendrier (cautionnement de soumission).
· Six addenda ont été produits dans ce dossier :
- Addenda 1, 12 mars : report de la date d'ouverture au 24 mars et réponse à 9 questions portant sur les cautionnements ainsi que des précisions décrites au devis
- Addenda 2, 19 mars : report de la date d'ouverture au 31 mars
- Addenda 3, 20 mars : modification aux garanties de soumission et mesures prises pour ouverture des soumissions au bureau du Greffe en raison de la pandémie du Covid-19

- Addenda 4, 24 mars : réponses à 3 questions portant sur les lettres de garanties irrévocables, et demande de révision des délais
- Addenda 5, 30 mars : report de la date d'ouverture au 9 avril de date, acceptation exceptionnelle d'autres formes de garanties de soumission (chèques certifiés)
- Addenda 6, 3 avril : correction à l'heure d'ouverture
· Il y a eu six (6) preneurs de cahier de charges dont quatre (4) ont déposé des soumissions.
· Aucune soumission n'a été jugée non admissible ou non conforme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1805 - 27 novembre 2019 - Accorder un contrat à Multirecyclage S.D. Inc. pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de l'écocentre LaSalle. Dépense totale de 201 206,25 $, taxes incluses pour une période de 8 mois. Appel d'offres public 19-17806 - (4 soumissionnaires).
CG19 0134 - 28 mars - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0351) pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié en provenance de 5 territoires, pour une période de 24 mois - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CG18 0406), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'écocentre de LaSalle, pour une période de 22 mois.

CE19 0407 - 13 mars 2019 -
1 - Résilier le contrat accordé à Centre de tri Mélimax inc. (CE15 1363), pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'arrondissement de LaSalle, pour une période de 58 mois;
2 - Accorder à Recyclage Notre-Dame inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réception, le tri et la mise en marché de bois en provenance de 6 territoires, pour une période de 16 mois, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 311 950,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17500 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel.

CG18 0406 - 23 août 2018 - Accorder un contrat au Centre de tri Mélimax inc pour la réception, le tri et la mise en marché de bois, en provenance de l'écocentre LaSalle, pour une période de 22 mois, pour la somme de 781 744,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-17092 (2 soum., 1 seul conforme) / Autoriser un virement budgétaire de 85 541,06 $ en 2018 en provenance des dépenses contingentes, de compétence d'agglomération / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 252 577,78 $ en 2019, et de 121 239,26 $ en 2020.

CG18 0351- 21 juin 2018 - Accorder un contrat à Centre de tri Mélimax inc., pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié, en provenance de 5 territoires, pour une période de 24 mois, pour une somme maximale de 338 567,51 $, taxes incluses / Autoriser une demande de budget additionnel de 181 664,64 $, taxes nettes - Appel d'offres public 18 -16879 (2 soum.).

CG 15 0461 - 20 août 2015 - Accorder deux contrats, pour une période de 58 mois, à Ecoservices Tria inc. pour une somme maximale de 611 688 $, taxes incluses, et à Multi-Recyclage S. D. inc., pour une somme maximale de 3 440 964 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la mise en marché de bois trié - Appel d'offres public 15-14291 (3 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer des contrats pour la réception, le tri et la valorisation de deux types de bois en provenance des 34 territoires et des 7 écocentres, répartis en sept

(7) lots.
Les deux types de bois à valoriser sont :

- le bois d'émondage en provenance des activités d'arboriculture (élagage et abattage) réalisées par ou pour les trente-quatre (34) territoires de l'agglomération de Montréal (dont une partie provient des abattages massifs de frênes), de certaines cours de voirie et de la collecte des arbres de Noël en bordure de rue ou de toutes autres sources désignées par la Ville (service de parcs et pépinières).
- le bois mélangé issu de travaux de démolition ou de déconstruction, déposés par les citoyens et les petites entreprises, en provenant des sept (7) écocentres situés sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Les quantités prévisionnelles totales pour la durée du contrat (deux ans) sont de 68 356 tonnes (29 333 tonnes en provenance des territoires et 39 023 tonnes en provenance des écocentres). Ces prévisions ont été estimées à partir de la moyenne des quantités de bois produits ou récupérés par les territoires et par les écocentres au cours des trois dernières années. Elles se déclinent de la façon suivante en fonction des lots présentés dans le cadre de l'appel d'offres :

- Bois d'émondage - Zone ouest : 7 661 tonnes
- Bois d'émondage - Zone centre : 14 408 tonnes
- Bois d'émondage - Zone est : 7 264 tonnes
- Bois d'écocentres - secteur ouest : 8 272 tonnes
- Bois d'écocentre LaSalle : 10 495 tonnes
- Bois d'écocentres - secteur est : 13 830 tonnes
- Bois d'écocentre Rivière-des-Prairies : 6 426 tonnes

Le bois est transporté par la Ville ou par des camions de type transroulier (« roll-off ») chargés de conteneurs de 40 verges cubes (parfois des 20 verges cubes), ou tout autre camion utilisé par les territoires ou par un entrepreneur travaillant pour ceux-ci. Une fois livré au lieu de réception de l'entreprise, le bois est broyé en copeaux, pour être envoyé par la suite dans des sites de valorisation, soit en biomasse énergétique, soit pour être recyclé en palettes ou en panneaux de fibres isolantes.

L'appel d'offres 20-18043 demandait également des prix en option pour la fourniture sur demande de copeaux issus de la transformation du bois en provenance des territoires afin de combler les besoins éventuels des services d'horticulture des villes et arrondissements ainsi que de services corporatifs. Les prix soumissionnés sont significativement plus élevés que ce qui avait été estimé (écart de 160% à 250% supérieur à l'estimé des professionnels), conséquemment le Service de l'environnement recommande de ne pas octroyer ces options de contrats (trois (3) lots de l'appel d'offres; lot#1.2, #2.2, #2.3). Une estimation des besoins en copeaux sera faite et une nouvelle sollicitation du marché sera effectuées au besoin.

Ces contrats s'étaleront sur une période deux ans (24 mois) et disposent de deux options de prolongation de 12 mois. Aucune variation de quantité et aucune contingence ne sont prévues.

JUSTIFICATION

Il y a eu six (6) preneurs du cahier de charges et quatre (4) firmes ont déposé des soumissions jugées conformes (67%). Deux (2) preneurs du cahier des charges n'ont pas soumissionné (33 %). Le Groupe ONYM n'a pas participé car le projet n'était finalement pas dans son champ d'activité. RCI Environnement n'a pas soumis d'explications.

Estimation du professionnel
L'estimation a été faite par les professionnels du Service de l'environnement et établie en tenant compte de la moyenne des prix soumis lors des derniers appels d'offres et majoré d'un pourcentage associé à l'inflation. Pour le bois d'émondage, puisqu'aucun appel d'offres n'avait été réalisé spécifiquement pour cette catégorie de matières, une estimation de l'écart de valeur par rapport au bois d'écocentre, à partir des prix moyens de deux appels d'offres distincts a été réalisée. Une différence de 10 $ a été appliquée à la baisse pour cette matière.

Pour ce qui est de l'estimé de fourniture de copeaux, l'estimation a été réalisée sur la basé des tarifs d'une étude de l'UMQ de 2016-17, rehaussé à 10$ étant donné les récentes fluctuations de cette matière et qu'il s'agissait d'une première sollicitation du marché pour ce service.

Résultats
Voici les résultats du processus d'appel d'offres pour chacun des lots, en comparaison avec l'estimation des professionnels.
PRIX DES LOTS avec prolongation (taxes incluses)

	Lot 1.1 Territoires zone ouest	**Prolongation 2x 12 mois Lot 1.1**	**Grand total avec prolongation et retrait du lot 1.2**
GFL Environmental inc.	572 535 $	572 535 $	1 145 071 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	528 494 $	528 494 $	1 056 988 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 118 646 $	1 118 646 $	2 237 292 $
Tria Écoénergie Inc.	730 907 $	730 907 $	1 461 815 $
Estimation des professionnels	524 459 $	524 459 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	737 646 $	737 646 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	40%	40%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	590 152 $	590 152 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	112%	112%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	4 035 $	4 035 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%)	1%	1%	

((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)			
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	44 041 $	44 041 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	8%	8%	

	Lot 2.1 Territoires zone centre	**Prolongation 2x 12 mois Lot 2.1**	**Grand total avec prolongation et retrait lot 2.2**
GFL Environmental inc.	1 076 764 $	1 076 764 $	2 153 528 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	993 936 $	993 936 $	1 987 872 $
Tria Écoénergie Inc.	1 374 613 $	1 374 613 $	2 749 227 $
Estimation des professionnels	986 225 $	986 225 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 148 438 $	1 148 438 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	16%	16%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	380 677 $	380 677 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	38%	38%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	7 711 $	7 711 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	1%	1%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	82 828 $	82 828 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la	8%	8%	

plus basse) / la plus basse x 100)			
	Lot 3.1 Territoires zone est	**Prolongation 2x 12 mois Lot 3.1**	**Grand total avec prolongation et retrait du lot 3.2**
GFL Environmental inc.	542 866 $	542 866 $	1 085 732 $
Recyclage Notre-Dame inc	616 362 $	616 362 $	1 232 723 $
Tria Écoénergie Inc.	693 031 $	693 031 $	1 386 062 $
Estimation des professionnels	497 332 $	497 332 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	617 420 $	617 420 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	14%	14%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	150 165 $	150 165 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	28%	28%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	45 534 $	45 534 $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	9%	9%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	73 496 $	73 496 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	14%	14%	
	Lot 4 Écocentres zone Ouest	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	618 198 $	618 198 $	1 236 395 $
Multi Recyclage S.D. Inc. Soumissionnaire retenu	618 198 $	618 198 $	1 236 395 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 207 863 $	1 207 863 $	2 415 726 $

Tria Écoénergie Inc.	654 814 $	654 814 $	1 309 628 $
Estimation des professionnels	663 254 $	663 254 $	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(45 057) $	(45 057) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-7%	-7%	

	Lot 5 Écocentre LaSalle	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	784 331 $	784 331 $	1 568 661 $
Tria Écoénergie Inc. Soumissionnaire retenu	830 787 $	830 787 $	1 661 574 $
Estimation des professionnels	841 575 $	841 575 $	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme retenue (la plus basse conforme - estimation)	(10 788) $	(10 788) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-1%	-1%	

	Lot 6 Écocentres zone Est	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	1 033 568 $	1 033 568 $	2 067 136 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	954 063 $	954 063 $	1 908 125 $
Recyclage Notre-Dame inc	1 173 497 $	1 173 497 $	2 346 994 $
Tria Écoénergie Inc.	1 094 787 $	1 094 787 $	2 189 574 $
Estimation des professionnels	1 108 994 $	1 108 994 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	1 063 979 $	1 063 979 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	12%	12%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	219 434 $	219 434 $	

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	23%	23%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme (la plus basse conforme - estimation)	(154 931) $	(154 931) $	
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-14%	-14%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	79 505 $	79 505 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	8%	8%	

	Lot 7 Écocentre RDP	**Prolongation 2x 12 mois**	**Grand total avec prolongation**
GFL Environmental inc.	480 239 $	480 239 $	960 478 $
Recyclage Notre-Dame inc	545 256 $	545 256 $	1 090 512 $
Tria Écoénergie Inc.	508 684 $	508 684 $	1 017 368 $
Estimation des professionnels	515 268 $	515 268 $	
Coût moyen des soumissions conformes reçues (total du coût des soumissions conformes reçues/nombre de soumissions)	511 393 $	511 393 $	
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((Coût moyen des soumissions conformes-la plus basse)/la plus basse x 100)	6%	6%	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($) (la plus haute - la plus basse)	65 017 $	65 017 $	
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%) ((la plus haute - la plus basse conforme) / la plus basse x 100)	14%	14%	
Écart entre l'estimation des professionnels ($) et la plus basse conforme	(35 029) $	(35 029) $	

(la plus basse conforme - estimation)			
Écart entre l'estimation des professionnels et la plus basse conforme (%) ((la plus basse - l'estimation) / estimation x 100)	-7%	-7%	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse ($) (la deuxième plus basse - la plus basse)	28 445 $	28 445 $	
Écart entre la plus basse et la deuxième plus basse (%) ((la deuxième plus basse - la plus basse) / la plus basse x 100)	6%	6%	

Description des écarts

L'estimation interne était de 5 204 556$ (taxes incluses) pour l'ensemble des sept (7) lots. Globalement, les plus basses soumissions conformes sont 1% supérieur à l'estimé bien que cet écart varie d'un lot à l'autre.

Les plus bas prix soumis pour le bois d'émondage sont respectivement de 1 % (calculs de données à partir de formule non arrondies) à 9% supérieur au prix estimé par les professionnels (pour le lot#3, prix soumis à 65$/tonne au lieu de 60$). Même si cette matière est considérée comme du bois "pur", elle exige des coûts d'opération importants. L'écart entre la plus basse et la deuxième plus basse soumission varie entre 6 et 8%, excepté pour le lot#3 (14%) avec un prix à la tonne variant de 65$ à 73,80$. Les soumissionnaires de ce lot n'ont probablement pas distingué les deux types de bois.

L'écart au prix estimé par les professionnels pour le bois des écocentres varie de -7% à -14% (lot #6). Cet écart peut s'expliquer par l'identification de nouveaux débouchés ou de nouveaux procédés de valorisation pour ce type de matières.

Concernant la fourniture de copeaux, il s'avère que les soumissions sont largement supérieures a l'estimation réalisée par les professionnels du Service de l'environnement, allant de 26 $ la tonne (écart de 160%) à 65 $ la tonne (écart de 250%). Par conséquent, tel que décrit à l'article 4.2 du devis - Évaluation des besoins copeaux de bois (en option), "la ville se réserve le droit de réclamer ou non un retour partiel ou total du bois transformé en copeaux", la ville n'appliquera pas cette option.

Pour le présent appel d'offres, les soumissionnaires ont déposé des prix variant entre 60$ et 127$/tonne.

Modalités d'adjudication

Les règles d'adjudication prévues à l'annexe du document Régie, prennent en considération les éléments que sont le prix soumis à la tonne, la quantité prévisionnelle et l’ajustement de ce coût, compte tenu de la distance à parcourir entre le lieu de livraison du soumissionnaire et le centroide spécifié pour chacun des lots. Les prix soumis sont donc ajustés afin de prendre en compte les coûts additionnels de transports encourus pour la livraison de la matière et qui devront être assumés par la Ville et par les villes liées de l'agglomération. Cet ajustement est calculé uniquement à des fins d'adjudication.

Le tableau des résultats des prix ajustés est détaillé dans l'intervention du Service de l'approvisionnement (voir page 2 du Sommaire des contrats - selon méthode adjudication VF).

Tel que décrit à l'article 3.2 du devis technique, "Dans le cas où un adjudicataire remporte plusieurs lots, la Ville se réserve le droit de regrouper ces lots pour les gérer, sur le plan administratif, en un seul et même contrat."
C'est pourquoi, les lots sont finalement regroupés en trois (3) contrats qui s'étaleront sur une période de 24 mois, et pourront être prolongés deux fois 12 mois.

Commission permanente sur l'examen des contrats :

Ce dossier décisionnel sera soumis à un examen par la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC), prévue le 13 mai 2020, puisque l'un des contrats répond aux critères suivants:
- Le contrat de biens et services octroyés à l'entreprise Multi Recyclage S.D. Inc. est d'une valeur de plus de 2 M $ (en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6);
- L'entreprise Multi Recyclage S.D. Inc. en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Vérifications

Les entreprises ont fournis avec leur soumission, la copie de leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). L'attestation fournie par la compagnie GFL Environmental inc. arrive à échéance le 29 mai 2020. Une demande de renouvellement de l'inscription a été adressée à l'entreprise par le Service de l'approvisionnement.
Après vérifications, ces entreprises ne sont pas inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne se retrouvent pas sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le contrat est pour une durée de 24 mois, s'étalant sur trois (3) années financières. La somme requise s'élève à 4 993 433 $ toutes taxes incluses, incluant un ajustement annuel de l'IPC.
La répartition du coût annuel se présente comme suit :

Bois	Adjudicataire	#Lots	2020	2021	2022	Total
Contrat 1	Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	773 673 $	1 562 818 $	789 146 $	**3 125 637 $**
Contrat 2	GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	255 776 $	516 668 $	258 334 $	**1 030 778 $**
Contrat 3	Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	207 697 $	419 548 $	209 774 $	**837 018 $**
Grand total - taxes incluses			**1 237 146 $**	**2 499 034 $**	**1 257 254 $**	**4 993 433 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

Les détails du calcul se retrouvent en pièces jointes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La valorisation du bois s'inscrit dans les priorités énoncées au projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025, pour lesquels la Ville de Montréal s'est engagée à atteindre un taux de détournement des matières organiques de l'enfouissement de 70 % en 2025, en vue de l'objectif zéro déchet en 2030.
La Ville s'est également engagé dans le cadre du C40 Cities à atteindre un taux de détournement de l'enfouissement de 70 % d'ici 2030.

Le traitement du bois contribue à l'objectif de recycler 60% de la matière organique putrescible résiduelle fixée par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et répond aux objectifs du plan d'action *Montréal Durable 2016-2020* de l'administration montréalaise.

Valoriser les résidus organiques tel le bois contribue également à réduire les gaz à effet de serre émis par la matière en décomposition dans les sites d'enfouissement produits et en limitant les risques de contamination des nappes phréatiques causés par les lixiviats. Selon les marchés, les débouchés pour le bois sont : mise en copeaux, recyclage en panneau de bois aggloméré, valorisation énergétiques, etc.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

À défaut d'octroyer ces contrats, le bois des territoires et des écocentres sera acheminé vers d'autres filières qui ne garantissent pas sa pleine valorisation et par conséquent à un recul dans l'atteinte des objectifs environnementaux énoncés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le 23 mars 2020, le gouvernement du Québec a ordonné la fermeture de l'ensemble des commerces et services non prioritaires. Une liste des services et activités prioritaires a été mise en ligne et inclut la collecte des déchets et la gestion des matières résiduelles. Pour la gestion des matières résiduelles, voici la liste des services jugés essentiels :

- Services de collecte et d'élimination des déchets
- Services de collecte et de tri des matières recyclables
- Services de collecte et de traitement des matières dangereuses
- Services de collecte et traitement de matières organiques, incluant le vidage de fosses septiques
- Services de collecte et traitement des déchets biomédicaux
- Entreprises de gestion parasitaire (pour le contrôle des puces de lit, rats et souris notamment)

Dans ce contexte de pandémie relié à la COVID-19, la poursuite des activités prioritaires doit se faire en cohérence avec les recommandations spécifiques développées par les autorités de la santé publique et de santé et sécurité au travail compétentes.

Les entreprises de collecte, de transport et de valorisation des matières résiduelles ont mis en place plusieurs mesures préventives afin de protéger la santé de leurs employés, tout en maintenant la prestation de services.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est requise en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif: 6 mai 2020
Commission d'examen des contrats : 13 mai 2020
Comité exécutif : 20 mai 2020
Conseil municipal : 25 mai 2020
Conseil d'agglomération : 28 mai 2020
Début du contrat : 1er juillet 2020
Fin du contrat : 30 juin 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Daniel LÉGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jeanne PARISEAU, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine HERBRETEAU
Agente de recherche

Tél : 514 868-3962
Télécop. : 514-872-8146

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - planification et developpement gmr

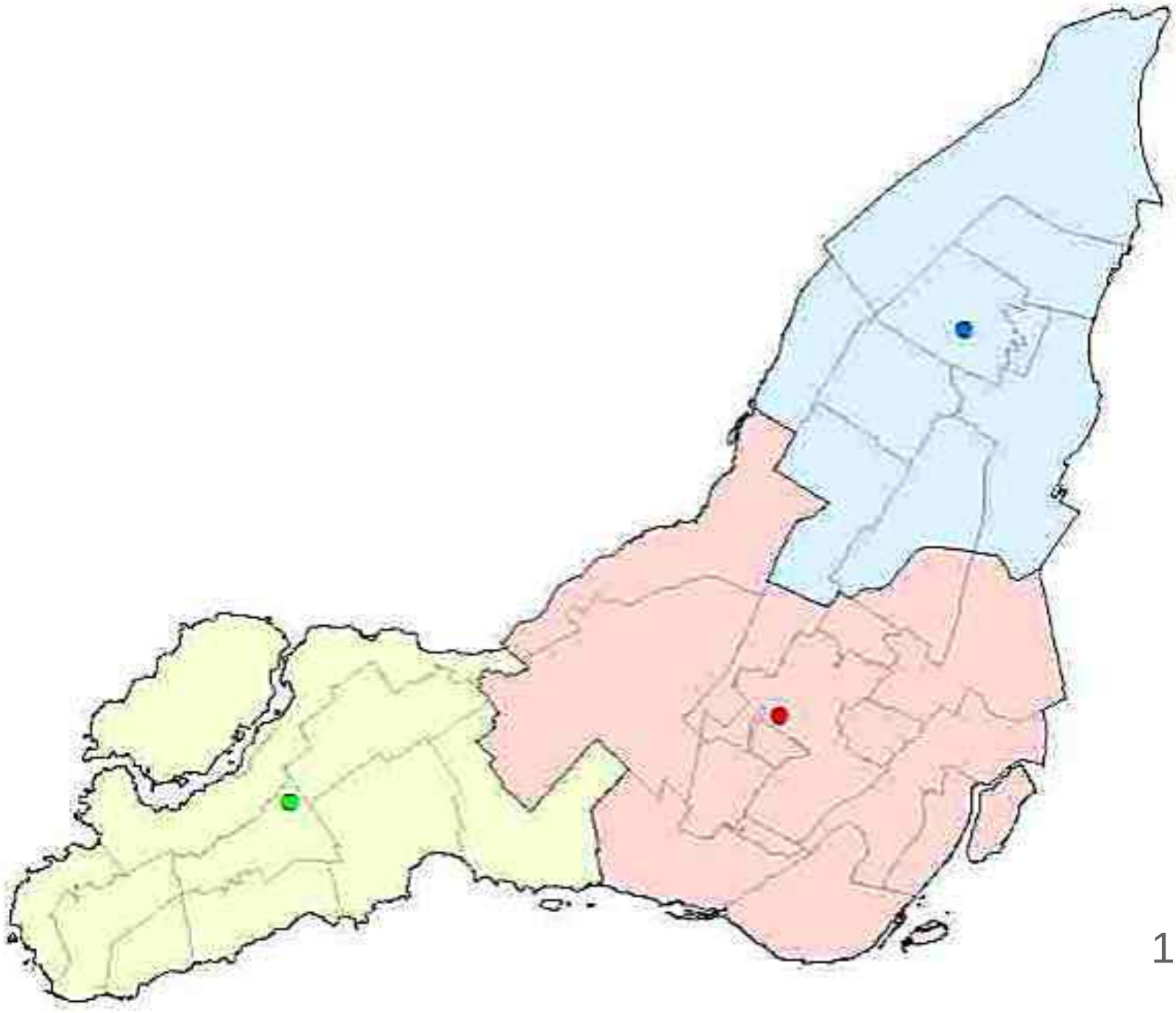
Tél : 514-868-8769
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Arnaud BUDKA
Directeur de la gestion des matières résiduelles
Tél : 514 868-8765
Approuvé le : 2020-04-27

Roger LACHANCE
Directeur
Tél : 514 872-7540
Approuvé le : 2020-04-27



Montants des contrats avec regroupement des lots

Bois	Adjudicataire	#Lots	2020	2021	2022	Total
Contrat 1	Multi Recyclage S.D. Inc.	Lots 1, 2, 4, 6	773 673 $	1 562 818 $	789 146 $	**3 125 637 $**
Contrat 2	GFL Environmental Inc.	Lots 3, 7	255 776 $	516 668 $	258 334 $	**1 030 778 $**
Contrat 3	Tria Écoénergie Inc.	Lot 5	207 697 $	419 548 $	209 774 $	**837 018 $**
Grand total - taxes incluses			**1 237 146 $**	**2 499 034 $**	**1 257 254 $**	**4 993 433 $**

Coût des contrats de réception et tri du bois 2020-22
AO 20-18043
du 01 juillet 2020 au 30 juin 2022

				6 mois	12 mois	2% 6 mois	
Contrat 1	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 1.1 Territoires zone ouest	Multi Recyclage S.D. Inc.	7 661	60,00 $	114 915,00 $	229 830,00 $	114 915,00 $	459 660,00 $
Lot 2.1 Territoires zone centre		14 408	60,00 $	216 120,00 $	432 240,00 $	216 120,00 $	864 480,00 $
Lot 4 Écocentres zone Ouest		8 272	65,00 $	134 420,00 $	268 840,00 $	134 420,00 $	537 680,00 $
Lot 6 Écocentres Zone Est		13 830	60,00 $	207 450,00 $	414 900,00 $	207 450,00 $	829 800,00 $
Sous-total avant taxes				**672 905,00 $**	**1 345 810,00 $**	**672 905,00 $**	**2 691 620,00 $**
ajustement ipc (1)					13 458,10 $	13 458,10 $	26 916,20 $
Sous-total avant taxes & IPC				**672 905,00 $**	**1 359 268,10 $**	**686 363,10 $**	**2 718 536,20 $**
TPS			5%	33 645,25 $	67 963,41 $	34 318,16 $	135 926,81 $
TVQ			9,975%	67 122,27 $	135 586,99 $	68 464,72 $	271 173,99 $
Total taxes incluses - Contrat 1				**773 672,52 $**	**1 562 818,50 $**	**789 145,97 $**	**3 125 637,00 $**
Total taxe nette				**706 466,14 $**	**1 427 061,60 $**	**720 595,46 $**	**2 854 123,19 $**

Contrat 2	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 3.1 Territoires zone est	GFL Environmental Inc.	7 264	65,00 $	118 040,00 $	236 080,00 $	118 040,00 $	472 160,00 $
Lot 7 Écocentre RDP		6 426	65,00 $	104 422,50 $	208 845,00 $	104 422,50 $	417 690,00 $
Sous-total avant taxes				222 462,50 $	444 925,00 $	222 462,50 $	889 850,00 $
ajustement ipc (1)					4 449,25 $	2 224,63 $	6 673,88 $
Sous-total avant taxes & IPC				**222 462,50 $**	**449 374,25 $**	**224 687,13 $**	**896 523,88 $**
TPS			5%	11 123,13 $	22 468,71 $	11 234,36 $	44 826,19 $
TVQ			9,975%	22 190,63 $	44 825,08 $	22 412,54 $	89 428,26 $
Total taxes incluses - Contrat 2				**255 776,26 $**	**516 668,04 $**	**258 334,02 $**	**1 030 778,33 $**
Total taxe nette				**233 557,82 $**	**471 786,79 $**	**235 893,40 $**	**941 238,00 $**

Contrat 3	**Adjudicataire**	**Tonnage global**	**Prix (1)**	**2020**	**2021**	**2022**	**Total**
Lot 5 Écocentre LaSalle	Tria Écoénergie Inc.	10 495	68,85 $	180 645,19 $	361 290,38 $	180 645,19 $	722 580,75 $
Sous-total avant taxes				180 645,19 $	361 290,38 $	180 645,19 $	722 580,75 $
ajustement ipc (1)					3 612,90 $	1 806,45 $	5 419,36 $
Sous-total avant taxes & IPC				**180 645,19 $**	**364 903,28 $**	**182 451,64 $**	**728 000,11 $**
TPS			5%	9 032,26 $	18 245,16 $	9 122,58 $	36 400,01 $
TVQ			9,975%	18 019,36 $	36 399,10 $	18 199,55 $	72 618,01 $
Total taxes incluses - Contrat 3				**207 696,80 $**	**419 547,54 $**	**209 773,77 $**	**837 018,12 $**
Total taxe nette				**189 654,87 $**	**383 102,83 $**	**191 551,41 $**	**764 309,11 $**

Grand total avant taxes - contrat 1 & 2 & 3				**1 076 012,69 $**	**2 173 545,63 $**	**1 093 501,86 $**	**4 343 060,18 $**
Grand total taxes incluses - contrat 1 & 2 &3				**1 237 145,59 $**	**2 499 034,09 $**	**1 257 253,77 $**	**4 993 433,44 $**
Grand total taxe nette - contrat 1 & 2 & 3				**1 129 678,82 $**	**2 281 951,22 $**	**1 148 040,27 $**	**4 559 670,31 $**

Imputation comptable: 1001.0010000.103125.04383.54503.014404.0000.000000.000000.00000.00000

Note:
(1) Le prix unitaire est assujetti à l'ajustement ipc à la date anniversaire, soit à partir du 1 juillet 2021

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18043 Liste des commandes.pdf
20-18043 pv.pdf
Sommaire des contrats- selon méthode adjudication VF.pdf
20-18043 Nouvelle Appel D'offres.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel LÉGER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514 872-1059

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Lina PICHÉ
Chef de section
Tél : 514 868-5740
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18043 — No du GDD : 1205308001

Titre de l'appel d'offres : Réception, tri et valorisation de bois en provenance des territoires et des écocentres de l'agglomération de Montréal - 24 mois + deux options de prolongation annuelle

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 19 - 3 - 2020

Ouverture faite le : 9 - 4 - 2020

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Date du dernier addenda émis : 3 - 4 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 42 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 4

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 66,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 6 - 10 - 2020

Date d'échéance révisée : 6 - 10 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

La recommandation d'octroi de contrats s'applique aux firmes cochées √ pour les lots et montants (TTI) soulignés en caractère gras, conformément à la méthode d'adjudication spécifiée au cahier des charges de l'appel d'offres 20-18043, ainsi qu'à la décision du Service requérant de retirer l'option de fourniture des copeaux, spécifiés aux items 1,2, 2,2 et 3,2 du bordereau de prix.,

Nom des firmes		Montant soumis (TTI)	√	# Lots
GFL Environmental inc :	Lot 1 Montant révisé 572 535,26$	687 027,36$	√	3 et 7
	Lot 2 Montant révisé 1 076763,90$	1 292 146,54$		
	Lot 3 Montant révisé à octroyer **542 865,96$**	651 454,10$		
	Lot 4	618 197,58$		
	Lot 5	784 330,71$		
	Lot 6	1 033 567,76$		
	Lot 7	**480 239,08$**		
Multi Recyclage S.D. inc :	**Lot 1** Montant révisé à octroyer **528 494,09$**	574 290,93$	√	1, 2, 4 et 6
	Lot 2 Montant révisé à octroyer **993 935,88$**	1 080 088,95$		
	Lot 3 Non soumissionné			
	Lot 4	**618 197,58$**		
	Lot 5 Non soumissionné			
	Lot 6	**954 062,55$**		
	Lot 7 Non soumissionné			

Recyclage Notre-Dame inc :	Lot 1 Montant révisé 1 118 645,80$	1 248 638,39$		
	Lot 2 Non soumissionné			
	Lot 3 Montant révisé 616 361,66$	739 633,98$		
	Lot 4	1 207 862,96$		
	Lot 5 Non soumissionné			
	Lot 6	1 173 496,94$		
	Lot 7	545 256,06$		
Écoénergie Tria inc :	Lot 1 Montant révisé 730 907,32$	792 556,91$	√	5
	Lot 2 Montant révisé 1 374 613,30$	1 490 588,60$		
	Lot 3 Montant révisé 693 031,04$	751 493,52$		
	Lot 4	654 813,90$		
	Lot 5	**830 787,22$**		
	Lot 6	1 094 786,78$		
	Lot 7	508 684,01$		

Informations additionnelles

Les soumissionnaires recommandés dans le présent sommaire décisionnel ne sont pas inscrits au RENA (Registre des entreprises non admissibles), ne sont pas rendus non conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville et détiennent l'autorisation de contracter délivrée par l'AMP,

Des erreurs de calculs ont été corrigées pour le lot 3 de la soumission déposée respectivement par Recyclage Notre-Dame inc et Écoénergie Tria inc.

En cours d'analyse des soumissions le Service requérant a décidé de retirer les items optionnels 1,2, 2,2 et 2,3 du bordereau de prix. L'application de cette décision ne change pas l'ordre des soumissionnaires recommandé pour l'octroi des contrats,

Préparé par : Daniel Léger Le 22 - 4 - 2020

Sommaire des contrats

Recommandation d'octroi des contrats suite au retrait des lots 1.2, 2.2 et 3.2, selon les prix soumis.

	Description des lots	Soumissionnaires retenus	Montant avant taxes	Montant taxes incluses
Lot 1	10 territoires (Zone Ouest)	Multi Recyclage S.D. Inc.	459 660 $	**528 494 $**
Lot 2	15 territoires (Zone Centre)	Multi Recyclage S.D. Inc.	864 480 $	**993 936 $**
Lot 3	8 territoires (Zone Est)	GFL Environmental inc.	472 160 $	**542 866 $**
Lot 4	3 écocentres (Zone Ouest)	Multi Recyclage S.D. Inc.	537 680 $	**618 198 $**
Lot 5	écocentre LaSalle	Tria Écoénergie Inc.	722 581 $	**830 787 $**
Lot 6	2 écocentres (Zone Est)	Multi Recyclage S.D. Inc.	829 800 $	**954 063 $**
Lot 7	écocentre Rivière-des-Prairies	GFL Environmental inc.	417 690 $	**480 239 $**

Répartition des lots selon la méthode d'adjudication

	Description des lots	GFL Environmental inc	Multi Recyclage S.D. Inc.	Recyclage Notre-Dame inc	Tria Écoénergie inc.
Lot 1.1	10 territoires (Zone Ouest)	1 075 313,28 $	917 634,58 $	1 525 519,61 $	1 200 294,84 $
Lot 1.2	Fourniture de copeaux	215 034,58 $	131 414,96 $	223 561,70 $	166 522,27 $
Lot 2.1	15 territoires (Zone Centre)	1 621 332,24 $	1 432 097,57 $	- $	1 826 732,69 $
Lot 2.2	Fourniture de copeaux	324 311,46 $	188 471,27 $	- $	227 118,89 $
Lot 3.1	8 territoires (Zone Est)	582 500,16 $	- $	620 795,97 $	1 086 127,81 $
Lot 3.2	Fourniture de copeaux	116 516,07 $	- $	124 176,29 $	147 540,53 $
Lot 4	3 écocentres (Zone Ouest)	915 445,70 $	788 983,36 $	1 404 800,67 $	1 020 251,94 $
Lot 5	écocentre LaSalle	1 222 142,75 $	- $	- $	1 184 381,74 $
Lot 6	2 écocentres (Zone Est)	1 282 511,22 $	1 172 701,02 $	1 387 951,14 $	1 677 302,40 $
Lot 7	écocentre Rivière-des-Prairies	481 924,30 $	- $	504 466,70 $	926 706,31 $

Lot 1.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		7661		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	76,9	65	497 965,00 $	1 075 313,28 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	61	60	459 660,00 $	917 634,58 $
Recyclage Notre-Dame inc	73,6	127	972 947,00 $	1 525 519,61 $
Tria Écoénergie inc.	75,2	82,98	635 709,78 $	1 200 294,84 $

Lot 1.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		1532		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	76,9	65	99 580,00 $	215 034,58 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	61	26	39 832,00 $	131 414,96 $
Recyclage Notre-Dame inc	73,6	73,8	113 061,60 $	223 561,70 $
Tria Écoénergie Inc.	75,2	35	53 620,00 $	166 522,27 $

Montant du lot 1 (avant taxes) 499 492,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 2.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		14408		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	48,5	65	936 520,00 $	1 621 332,24 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	40,2	60	864 480,00 $	1 432 097,57 $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie Inc.	44,7	82,98	1 195 575,84 $	1 826 732,69 $

Lot 2.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		2882		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	48,5	65	187 330,00 $	324 311,46 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	40,2	26	74 932,00 $	188 471,27 $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie inc.	44,7	35	100 870,00 $	227 118,89 $

Montant du lot 2 (avant taxes) 939 412,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 3.1

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		7264		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	15,5	65	472 160,00 $	582 500,16 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc	11,9	73,8	536 083,20 $	620 795,97 $
Tria Écoénergie Inc.	67,9	82,98	602 766,72 $	1 086 127,81 $

Lot 3.2

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		1453		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc	15,5	65	94 445,00 $	116 516,07 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc	11,9	73,8	107 231,40 $	124 176,29 $
Tria Écoénergie inc.	67,9	35	50 855,00 $	147 540,53 $

Montant du lot 3 (avant taxes) 566 605,00 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 4

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h **)**	0,98	
Quantité prévisionnelle du contrat (T)	8272	

Compagnie	Distance Aller/Retour (D)	Prix unitaire soumis (CU)	Coût traitement (avant taxes)	Coût ajusté
GFL Environmental inc.	46,6	65	537 680,00 $	915 445,70 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	31	65	537 680,00 $	788 983,36 $
Recyclage Notre-Dame inc	43,7	127	1 050 544,00 $	1 404 800,67 $
Tria Écoénergie Inc.	55,6	68,85	569 527,20 $	1 020 251,94 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 5

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
Quantité prévisionnelle du contrat (T)		10495		
Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
GFL Environmental inc.	52,5	65	682 175,00 $	1 222 142,75 $
Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
Recyclage Notre-Dame inc			- $	- $
Tria Écoénergie Inc.	44,9	68,85	722 580,75 $	1 184 381,74 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 6

Facteur d'ajustement (FA) (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)	0,98	
Quantité prévisionnelle du contrat (T)	13830	

Compagnie	Distance Aller/Retour (D)	Prix unitaire soumis (CU)	Coût traitement (avant taxes)	Coût ajusté
GFL Environmental inc.	28,3	65	898 950,00 $	1 282 511,22 $
Multi Recyclage S.D. Inc.	25,3	60	829 800,00 $	1 172 701,02 $
Recyclage Notre-Dame inc	27,1	73,8	1 020 654,00 $	1 387 951,14 $
Tria Écoénergie Inc.	53,5	68,85	952 195,50 $	1 677 302,40 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

Lot 7	**Facteur d'ajustement (FA)** (1 km X 125 $/h / 3 t X 45 km/h)		0,98		
	Quantité prévisionnelle du contrat (T)		6426		
	Compagnie	**Distance Aller/Retour (D)**	**Prix unitaire soumis (CU)**	**Coût traitement (avant taxes)**	**Coût ajusté**
	GFL Environmental inc.	10,2	65	417 690,00 $	481 924,30 $
	Multi Recyclage S.D. Inc.			- $	- $
	Recyclage Notre-Dame inc	4,8	73,8	474 238,80 $	504 466,70 $
	Tria Écoénergie Inc.	76,9	68,85	442 430,10 $	926 706,31 $

Méthode d'adjudication -Formules

Coût ajusté = (CU x T) + (T x D x Fa)

C1= CU x T = Coût unitaire valorisation x Quantité prévisionnelle

C2 = T x D x Fa = Quantité à traiter x Distance du centroïde par rapport au lieu de livraison x Fa

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 juin 2018

MULTI RECYCLAGE S.D. INC.
A/S MONSIEUR MARTIN CLOUTIER
3030, MONTEE SAINT-FRANÇOIS
LAVAL (QC) H7E 4P2

N° de décision : 2018-CPSM-1036222
N° de client : 3001527465

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous MULTI et MULTI RECYCLAGE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MULTI RECYCLAGE S.D. INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **12 juin 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 9 septembre 2019

ÉCOÉNERGIE TRIA INC.
A/S MONSIEUR ROGER TISSEUR
1985, RUE JEAN-MARIE-LANGLOIS
LA PRAIRIE (QC) J5R 5Z8

No de décision : 2019-DAMP-0788
N° de client : 1100028078

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous TRIA ECOENERGY INC., une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). ÉCOÉNERGIE TRIA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 septembre 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 18 mai 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : GFL ENVIRONMENTAL INC.
Adresse du siège social : 100, NEW PARK PL, UNIT 500, CONCORD, ON, L4K 0H9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000216212
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1175311910

Autres noms d'affaires

- BLANCHARD
- CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- ENVITO PB
- GESTION MICHEL COUTURE
- JEAN-PAUL BLANCHARD ET FILS
- LES ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES PIERREFONDS
- LES SERVICES MATREC
- MATREC
- MATREC, DIVISION ADMINISTRATION
- MATREC, DIVISION BEAUCE
- MATREC, DIVISION BROSSARD
- MATREC, DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- MATREC, DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- MATREC, DIVISION CHAMPLAIN
- MATREC, DIVISION CHARLESBOURG
- MATREC, DIVISION CHICOUTIMI
- MATREC, DIVISION DOMESTIQUE
- MATREC, DIVISION DRUMMONDVILLE

- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE STE-MARIE
- MATREC, DIVISION ÉCOCENTRES BEAUCE
- MATREC, DIVISION ESTRIE
- MATREC, DIVISION GARAGE BOUCHERVILLE
- MATREC, DIVISION GARAGE QUÉBEC
- MATREC, DIVISION GATINEAU
- MATREC, DIVISION GRANBY
- MATREC, DIVISION LACHUTE
- MATREC, DIVISION LAVAL
- MATREC, DIVISION MONTRÉAL
- MATREC, DIVISION MUNICIPALE
- MATREC, DIVISION PIERREFONDS
- MATREC, DIVISION QUÉBEC
- MATREC, DIVISION QUÉBEC CONTENEURS
- MATREC, DIVISION SÉLECTIVE
- MATREC, DIVISION SHERBROOKE
- MATREC, DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- MATREC, DIVISION TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- MATREC, DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- PARC TECHNOLOGIQUE AES
- ROLAND THIBAULT
- SERVICES ENVIRONNEMENTAUX GFL
- SERVICES MATREC
- SERVICES MATREC, DIVISION ADMINISTRATION

- SERVICES MATREC, DIVISION BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION BROSSARD
- SERVICES MATREC, DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- SERVICES MATREC, DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- SERVICES MATREC, DIVISION CHAMPLAIN
- SERVICES MATREC, DIVISION CHARLESBOURG
- SERVICES MATREC, DIVISION CHICOUTIMI
- SERVICES MATREC, DIVISION DOMESTIQUE
- SERVICES MATREC, DIVISION DRUMMONDVILLE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRE STE-MARIE
- SERVICES MATREC, DIVISION ÉCOCENTRES BEAUCE
- SERVICES MATREC, DIVISION ESTRIE
- SERVICES MATREC, DIVISION GARAGE BOUCHERVILLE
- SERVICES MATREC, DIVISION GARAGE QUÉBEC
- SERVICES MATREC, DIVISION GATINEAU
- SERVICES MATREC, DIVISION GRANBY
- SERVICES MATREC, DIVISION LACHUTE
- SERVICES MATREC, DIVISION LAVAL
- SERVICES MATREC, DIVISION MONTRÉAL
- SERVICES MATREC, DIVISION MUNICIPALE
- SERVICES MATREC, DIVISION PIERREFONDS
- SERVICES MATREC, DIVISION QUÉBEC
- SERVICES MATREC, DIVISION QUÉBEC CONTENEURS
- SERVICES MATREC, DIVISION SÉLECTIVE
- SERVICES MATREC, DIVISION SHERBROOKE

- SERVICES MATREC, DIVISION SOREL
- SERVICES MATREC, DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- SERVICES MATREC, DIVISION TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- SERVICES MATREC, DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- SERVICES SANITAIRES DE RECYCLAGE EXPERT
- TRANSPORT SPÉCIALISÉ

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 22 mars 2018

SERVICES MATREC INC.
A/S MONSIEUR DENIS BOURQUE
4, CH DU TREMBLAY
BOUCHERVILLE (QC) J4B 6Z5

Nº de décision : 2018-CPSM-1019977
N° de client : 3000216212

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- BERGERON
- BLANCHARD
- BLANCHARD-MATREC
- CABINETS EXPRESS
- CABINETS SANITAIRES EXPRESS
- CDEV
- CENTRE TECHNOLOGIQUE A E S
- CONTENEURS H.M.F.
- CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ENVIRO-VIRIDIS
- EDB
- ENLÈVEMENT DE DÉCHETS BERGERON
- ENTREPRISE MATREC
- FONTAINE
- GESTION MATREC
- GESTION MICHEL COUTURE
- H.M.F.
- JEAN-PAUL BLANCHARD ET FILS
- LES CARRIÈRES THIBAULT
- MATREC

- MATREC BESSETTE
- MATREC BESSETTE, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC BONSECOURS
- MATREC BROSSARD
- MATREC BROSSARD, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC TRANSVICK
- MATREC TRANSVICK, DIVISION DE SERVICES MATREC
- MATREC VERT POUR LA VIE, UNE SOCIÉTÉ DE GFL
- PAUL RENAUD TRANSPORT
- PAUL RENAUD TRANSPORT ET FILS
- RÉCUPÉRATION MATREC
- RÉCUPÉRATION MATREC, DIVISION DE SERVICES MATREC
- RECYCLAGE LA FORESTIÈRE
- RECYCLAGE MÉTROPOLITAIN
- RECYCLAGE MÉTROPOLITAIN, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SABLIÈRE DU CAP
- SABLIÈRE DU CAP, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SABLIÈRE TROIS-RIVIÈRES
- SABLIÈRE TROIS-RIVIÈRES, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SERVICES DE REBUTS MATREC
- SERVICES DE REBUTS MATREC, DIVISION DE SERVICES MATREC
- SERVICES MATREC INC. DIVISION ADMINISTRATION
- SERVICES MATREC INC. DIVISION ATELIER MÉCANIQUE BOUCHERVILLE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ALEX ENVIRONNEMENT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION BROSSARD
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CENTRE DE TRI ST-HUBERT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CENTRE TECHNOLOGIQUE AES
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CHAMPLAIN
- SERVICES MATREC INC., DIVISION CHICOUTIMI
- SERVICES MATREC INC., DIVISION COMMERCIALE MONTRÉAL
- SERVICES MATREC INC., DIVISION DOMESTIQUE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ECOCENTRE ET TRANSBO BEAUCE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ECOCENTRE STE-MARIE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION ESTRIE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION PORTNEUF
- SERVICES MATREC INC., DIVISION QUÉBEC
- SERVICES MATREC INC., DIVISION SÉLECTIVE
- SERVICES MATREC INC., DIVISION STE-FOY

- SERVICES MATREC INC., DIVISION TRANSBO MONTRÉAL
- SERVICES MATREC INC., DIVISION TRANSBO ST-HUBERT
- SERVICES MATREC INC., DIVISION TROIS-RIVIÈRES
- SERVICES MATREC INC., DIVISON BEAUCE
- SERVICES SANITAIRES BRODEUR
- SERVICES SANITAIRES TRANSVICK
- TRANSPORT SPÉCIALISÉ
- TRANSVICK

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SERVICES MATREC INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 mai 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par OGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 20-18043
Numéro de référence : 1348556
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Réception, tri et valorisation de bois en provenance des territoires et des écocentres de l'agglomération de Montréal - 24 mois + deux options de prolongation annuelle

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
GFL Environmental Inc.. 4 Chemin du Tremblay Boucherville, QC, J4B 6Z5	Madame Ginette Brouillard Téléphone : 450 645-3182 Télécopieur : 450 641-4458	**Commande : (1712882)** 2020-03-09 9 h 16 **Transmission :** 2020-03-09 9 h 16	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe ONYM 115 Martin, 115 Martin Adstock, QC, g0n1s0	Monsieur YVON NADEAU Téléphone : 418 333-6223 Télécopieur :	**Commande : (1707326)** 2020-02-27 11 h 46 **Transmission :** 2020-02-27 11 h 46	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Multi Recyclages S.D. Inc. 3030 Montee St-Francois Laval, QC, H7E 4P2	Monsieur YVAN SMITH Téléphone : 450 625-	**Commande : (1713557)** 2020-03-09 16 h 34 **Transmission :**	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date

	9191 Télécopieur : 450 625-9628	2020-03-09 16 h 34	2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
R.C.I. Environnement une division de WM Québec 9501 Boul. Ray Lawson Montréal, QC, H1J 1L4	Madame Geneviève Roy Téléphone : 514 352-2020 Télécopieur : 514 352-7557	**Commande : (1708580)** 2020-03-02 8 h 02 **Transmission :** 2020-03-02 8 h 02	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
recyclage notre-dame inc 8155 rue larrey Montréal, QC, h1j2l5	Monsieur Maxim Sylvestre Téléphone : 514 645-5200 Télécopieur : 514 645-4422	**Commande : (1708141)** 2020-02-28 11 h 54 **Transmission :** 2020-02-28 11 h 54	3275208 - 20-18043 Addenda 1 Report de date 2020-03-12 18 h 35 - Courriel 3280567 - 20-18043 addenda 2 Report de date 2020-03-19 17 h 35 - Courriel 3281829 - 20-18043 addenda 3 2020-03-20 17 h 30 - Courriel 3283872 - 20-18043 addenda 4 2020-03-25 7 h 24 - Courriel 3286784 - 20-18043 Addenda 5 Report de date 2020-03-30 15 h 04 - Courriel 3289407 - 20-18043 Addenda 6 2020-04-03 15 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Tria Écoénergie inc.
1985 Jean-Marie Langlois
La Prairie, QC, j5r5z8

Monsieur Roger Tisseur
Téléphone : 450 659-9333
Télécopieur : 450 659-2454

Commande : (1707433)
2020-02-27 13 h 37
Transmission :
2020-02-27 13 h 37

3275208 - 20-18043 Addenda 1
Report de date
2020-03-12 18 h 35 - Courriel

3280567 - 20-18043 addenda 2
Report de date
2020-03-19 17 h 35 - Courriel

3281829 - 20-18043 addenda 3
2020-03-20 17 h 30 - Courriel

3283872 - 20-18043 addenda 4
2020-03-25 7 h 24 - Courriel

3286784 - 20-18043 Addenda 5
Report de date
2020-03-30 15 h 04 - Courriel

3289407 - 20-18043 Addenda 6
2020-04-03 15 h 40 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière - GDD 1205308001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Marie-Claude JOLY
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0562
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.004

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1205308001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Rapport - mandat_SMCE205308001.pdf

Dossier # :1205308001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE205308001

Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE205308001

Accorder un (1) contrat à Multi Recyclage S.D. inc. pour la somme de 3 125 637 $, taxes incluses, un (1) contrat à GFL Environmental inc. pour la somme de 1 030 778 $, taxes incluses, et un (1) contrat à Tria Écoénergie Inc. pour la somme de 837 018 $, taxes incluses, pour la réception, le tri et la valorisation du bois en provenance des territoires de l'agglomération de Montréal et des sept (7) écocentres, pour une période de 24 mois, plus deux options de prolongation de 12 mois, dépense totale de 4 993 433 $, taxes incluses – Appel d'offres public 20-18043 - 4 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Multi Recyclage S.D. inc. en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6)*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'environnement et du Service de l'approvisionnement, ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en précisant d'abord que les contrats de 24 mois actuellement en cours venaient à échéance à la fin du mois de juin, puis en expliquant les différentes particularité de ce contrat de biens et services, pour lequel l'appel d'offres, d'une durée de 43 jours, a permis de recevoir un total de quatre soumissions parmi les six preneurs des documents. De plus, le Service a expliqué qu'une analyse en profondeur avait été effectuée préalablement au lancement de l'appel d'offres afin de réviser les besoins dans un objectif de réduction des coûts. Une distinction entre le bois d'émondage et les résidus de construction a été effectuée et prise en compte, totalisant 34 000 tonnes de bois à revaloriser chaque année.

Ainsi, le Service a expliqué l'octroi d'un troisième contrat à l'adjudicataire, notamment en lien avec la résiliation des contrats de l'entreprise Mélimax à l'issue d'une décision de l'inspectrice générale. De plus, la satisfaction du Service à l'égard des services fournis par l'adjudicataire l'amène à recommander l'octroi de ce troisième contrat à Multi Recyclage S.D. inc.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues. Néanmoins, malgré les écarts raisonnables observés, la Commission est d'avis que la méthode d'estimation des coûts basée sur les prix historiques, n'est pas idéale et qu'un calcul sur la base des coûts réels aurait été préférable. La conclusion de ce processus d'appel d'offres, qui montre des écarts, somme toute, raisonnables, lui semble être davantage le résultat d'une heureuse coïncidence. La Commission comprend néanmoins que les nouvelles règles gouvernementales encadrant les opérations de manière plus restrictive ont eu pour effet de faire diminuer la valeur du bois, produisant ainsi une diminution de l'intérêt des fournisseurs de services pour ce type de contrats. Au terme de son examen, la Commission demeure perplexe quant à l'absence de soumission déposée par le principal joueur de ce marché, sans justification. En somme, la Commission salue l'analyse de quantités et le découpage du territoire réalisé par secteur puisque ceci a permis l'ouverture du marché. À cet effet, il a été demandé au Service d'ajouter la carte du découpage territorial au dossier décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'environnement et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$, pour lequel :*
    - *l'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Multi Recyclage S.D. inc. en raison du regroupement des lots 1, 2, 4 et 6)*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE205308001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

CE : 20.005

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.006

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203438003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 92 750 $ taxes incluses, pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Québec linge inc. (CE16 1122), majorant ainsi le montant total du contrat de 370 972,17 $ à 463 722,17 $ taxes incluses.

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 92 750 $, taxes incluses, pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Québec linge inc. (CE16 1122**)**, majorant ainsi le montant total du contrat de 370 972,17 $ à 463 722,17 $, taxes incluses ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 16:45

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203438003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 92 750 $ taxes incluses, pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Québec linge inc. (CE16 1122), majorant ainsi le montant total du contrat de 370 972,17 $ à 463 722,17 $ taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En 2015, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a procédé en collaboration avec le Service de l'approvisionnement au lancement d'un appel d'offres public pour la location et l'entretien de vêtements de travail pour ses employés d'une durée de trente-six (36) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois chacune. Ce contrat venait à échéance en juin 2019. En février 2019, le comité exécutif autorisait une première prolongation du contrat jusqu'en juin 2020. La DEEU souhaite exercer la deuxième et dernière option de prolongation d'une durée de douze mois prévue au contrat aux mêmes termes et conditions que l'appel d'offres public 15-14853.
En accord avec la loi et les normes sur la santé et la sécurité au travail, la Ville, à titre d'employeur, doit fournir gratuitement au travailleur les moyens et les équipements de protection individuels et s'assurer que le travailleur, dans le cadre de son travail, les utilise (Loi SST, article 338).

Les activités quotidiennes de surveillance, de maintenance et de réparations sur les équipements de la station d'épuration des eaux usées comportent des risques d'exposition aux bactéries et aux résidus contenus dans les eaux usées. A cet effet, la prise en charge par la DEEU de la fourniture et du lavage des vêtements de travail souillés est essentielle pour prévenir la contamination indirecte et pour protéger la famille des employés d'une contamination secondaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 19 0270 - 20 février 2019 - Autoriser la prolongation pour une période de douze (12) mois, du contrat conclu avec la compagnie Québec Linge inc. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, selon les clauses de l'appel d'offres public 15-14853. Le montant estimé pour la période de prolongation est de 92 750,00 $ (taxes incluses), majorant ainsi le montant total du contrat de 278 222,17$ à 370 972,17 $ (taxes incluses).
CE16 1122 - 22 juin 2016. Accorder un contrat de trois ans à la compagnie Québec Linge inc. pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail pour la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte pour une somme de 278 222,17 $, taxes incluses, appel d'offres public 15-14853 - 2 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième et dernière option de prolongation de douze (12) mois pour la location et l'entretien de vêtements de travail pour environ 215 employés des divisions opération et entretien. Il consiste à la fourniture de casiers, de chemises, de pantalons et de combinaisons personnalisés pour chaque employé. Il inclut également le ramassage et la livraison des vêtements sur les lieux de travail.

La deuxième prolongation de ce contrat se fera aux mêmes taux, termes et conditions que l'entente originale.

Le montant estimé pour la prolongation de cette entente s'élève à 92 750,00 $ toutes taxes incluses.

JUSTIFICATION

A ce jour, la DEEU se déclare satisfaite des services fournis par Québec Linge inc., notamment quant au respect des délais de livraison, de la qualité des vêtements fournis et du service à la clientèle. La prolongation de l'entente permettra de maintenir les conditions avantageuses obtenues lors du dernier appel d'offres, d'assurer un approvisionnement adéquat en vêtements de travail et de maintenir les prix au niveau actuel.
Lors de l'octroi, les prix soumis étaient 1,56% supérieurs à notre estimation et 11,8% favorables par rapport au coût moyen des soumissions conformes reçues. Il est donc recommandé d'autoriser une deuxième prolongation de douze mois aux mêmes termes et conditions que l'entente originale.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste du RENA ont été faites. L’entreprise Québec linge inc. n'est pas inscrite sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la ville de Montréal.

Dans le cadre de ce contrat, les soumissionnaires n’étaient pas tenus d’avoir l’attestation de l’Autorité des Marchés Publics.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant requis pour la prolongation de cette entente est basé sur la consommation des douze derniers mois et calculé en fonction des derniers prix payés.
Les crédits requis pour le prolongement de ce contrat sont de 92 750,00 $ taxes incluses. Les crédits sont disponibles au budget de fonctionnement 2020-2021 de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau.

Cette dépense représente un coût net pour l'agglomération de de 84 693,11 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si cette entente n'était pas prolongée, nous devrions retourner en appel d'offres et possiblement devoir reprendre les mesures de chaque employé avec les nouveaux vêtements qui seraient proposés par l'adjudicataire. De plus, il faudrait remplacer les 215 casiers de linge actuellement en location. Les coûts de location seraient probablement plus élevés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact, puisqu'il s'agit d'un service essentiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service de l’expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier: 20 mai 2020
Début de la prolongation: 22 juin 2020
Fin de la prolongation: 21 juin 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel SHOONER
Conseiller analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-4418
Télécop. : 514 280-6779

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-27

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514-280-4364
Télécop. : 514-280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Bruno HALLÉ
Directeur
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2020-05-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-08

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203438003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Exercer la deuxième option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 92 750 $ taxes incluses, pour la location, l'entretien et la réparation de vêtements de travail à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte dans le cadre du contrat accordé à Québec linge inc. (CE16 1122), majorant ainsi le montant total du contrat de 370 972,17 $ à 463 722,17 $ taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1203438003_InterventionFinancière_BF.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-01-29

Yves BRISSON
Conseiller budgetaire
Tél : (514) 280-6736
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.007

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

Il est recommandé :
1. de présenter une nouvelle structure de financement pour l'octroi de contrat à la firme PBSC Solutions Urbaines Inc. qui ajoute un deuxième règlement d'emprunt dans le montage financier initial.

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention Addenda - service des finances. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 16:21

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

CONTENU

CONTEXTE

Le motif de cette addenda est d'informer les instances que le montage financier initialement présenté doit être revu.
Dans l'aspect financier nous avions indiqué que le montant maximal de 15 907 919 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence corpo 19-027 « Acquisition de biens et équipements d'actifs permettant l'expansion du système de vélos Bixi CM190465 ».

Nous aurions dû lire :

Aspects financiers:

Un montant maximal de 15 907 919 $ net de ristourne sera financé comme suit:

- 14 994 181.20$ par le règlement d'emprunt de compétence corpo 19 -027 « Acquisition de biens et équipements d'actifs permettant l'expansion du système de vélos Bixi CM190465 »
- 913 736.87$ par le règlement d'emprunt de compétence corpo 08-062 « Acq. déquip. et mobilier urbain CM08 1092 ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Tene-Sa TOURE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle MORIN, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Valérie G GAGNON, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Isabelle MORIN, 8 mai 2020
Valérie G GAGNON, 8 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal-Bernard DUCHARME
Conseiller budgétaire

514 872-2059
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1204368002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Autoriser la modification de l'aspect financier du contrat accordé à PBSC Solutions Urbaines Inc., pour l'acquisition de 2 150 vélos à assistance électrique et d'autres équipements connexes au cours des trois prochaines années (CM20 0403), afin d'imputer les dépenses aux règlements d'emprunt de compétence corpo (19-027) et (08-062)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1204368002 - Addenda administratif - 07 mai 2020.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tene-Sa TOURE
Préposée au budget

Tél : 514 868-8754

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Étienne GUIMOND
Conseiller Budgétaire

Tél : 514-872-7363
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.008

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

Il est recommandé:
1. d'autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses;

2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-01 13:37

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231047**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a planifié en 2019 des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou et ceci via son *Programme de réfection du réseau routier art ériel.*
Pour la réalisation des travaux, le conseil municipal du 12 juin 2019 a :

1. autorisé 3 725 917,68 $, taxes incluses, comprenant tous les frais incidents;
2. accordé à Charex une somme maximale de 3 458 917,68 $, taxes incluses;
3. autorisé une dépense de 351 581,23 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences.

Les travaux consistent sans s'y limiter en :

- la reconstruction de la chaussée (± 11 250 mètres carrés),
- la reconstruction des trottoirs (± 2 600 mètres carrés),
- la reconstruction et la mise aux normes des lampadaires (± 20 unités).

Le délai contractuel du projet est de cent vingt (120) jours calendrier. Les travaux ont débuté à la fin du mois d'août 2019. Lors de la réunion de démarrage, l'entrepreneur a présenté un échéancier pour que les travaux soient complétés en 2019. Dans l'optique de minimiser les impacts sur les usagers, la proposition a été acceptée par la Ville de Montréal. L'avancement des travaux respectaient la planification initiale jusqu'au moment où plusieurs

bris d'aqueduc ont été observés au début du mois d'octobre. Après investigation, il s'est avéré qu'une intervention sur la conduite d'aqueduc était requise (hors contrat).
À ce moment, deux scénarios se présentaient:

- Colmater localement les bris observés et compléter les travaux de reconstruction de chaussée avec le risque d'avoir d'autres bris qui peuvent compromettre la qualité de l'ouvrage;
- Arrêter les travaux de chaussée amorcés par l'entrepreneur Charex inc. et permettre à un autre entrepreneur spécialisé (Sanexen) mandaté par la Ville de Montréal de réaliser les travaux de réhabilitation sur la conduite d'aqueduc et poursuivre par après les travaux de chaussée par Charex inc.

Afin d'assurer la qualité des travaux et pour minimiser les interventions sur le tronçon, la Direction des infrastructures (DI) a pris la décision d'arrêter les travaux de reconstruction amorcés par l'entrepreneur Charex et réaliser les travaux de réhabilitation par Sanexen. Cette décision a eu un impact sur l'échéancier présenté par l'entrepreneur Charex et sur la suite des travaux. En effet, les travaux de reconstruction de la chaussée ont été arrêtés six (6) semaines pour permettre les travaux sur la conduite. Ces derniers ont été complétés le 8 novembre 2019. À ce moment, lors de la reprise des travaux de reconstruction de chaussée, l'entrepreneur Charex ne pouvait pas réaliser les travaux de pavage en raison des conditions climatiques et de l'arrivée hâtive de l'hiver. En considérant les risques associés aux travaux de pavage en conditions hivernales et les avantages de reporter les travaux de pavage permanent dans des conditions plus appropriées, la Direction des infrastructures a pris la décision de faire exécuter des travaux de pavage temporaire à l'automne. Le pavage final sera mis en place au printemps 2020.

Aucun item n’étant prévu aux bordereaux pour la pose de pavage temporaire et pour les interventions pour les bris d'aqueduc, un dépassement du budget des contingences est anticipé lorsque ces travaux seront complétés en 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0744 - Le 18 juin 2019 - Accorder un contrat à Charex inc., pour des travaux de voirie et d’éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l’avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou. Dépense totale de 4 077 498,91 $ (contrat: 3 458 917,68 $ + contingences: 351 581,23 $ + incidences: 267 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 404010 - 8 soumissionnaires

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à majorer le budget de contingences d'un montant maximal de 163 552,25 $, taxes incluses, passant de 351 581,23 à 560 490,72$, incluant des économies de 45 357,25$ réalisées au bordereau des travaux initiaux (voir le tableau d'analyse budgétaire en pièce jointes).
Les travaux additionnels comprennent, entre autres :
· la mise en place et l'enlèvement du pavage temporaire;
· la coordination des travaux de réhabilitation de conduite d'aqueduc réalisé par un autre entrepreneur;
· la réparation des bris d'aqueduc.

JUSTIFICATION

À ce jour, considérant le degré d'avancement des travaux de ce projet, la compilation des quantités finales pour la majorité des items du bordereau est complétée. Toutes les réclamations de l'entrepreneur pour les travaux supplémentaires sont reçues, bien que la

négociation de certaines réclamations soient toujours en cours avec l'entrepreneur. Un montant maximal de 163 552, 25 $ taxes incluses est requis pour payer l'entrepreneur Charex et compléter le contrat.
Une analyse des enveloppes autorisées démontre qu'une disponibilité dans l'enveloppe des dépenses incidentes de 206 055,83 $ taxes incluses, peut être utilisée pour un virement de fonds vers l'enveloppe des contingences du projet nécessitant ainsi une dépense additionnelle de 163 552, 25 $ taxes incluses à faire autoriser par les instances.

Le détail se trouve en pièce jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La majoration de l'enveloppe des contingences demandée de 163 552,25 $, taxes incluses pour le contrat #404010 sera financée par un virement de crédits du même montant provenant de l'enveloppe des dépenses incidentes déjà autorisé (CM19 0744) vers celle des travaux contingents.
La majoration du contrat de 515 133,48$ représente une augmentation de 14.9 %. En effet, la valeur du contrat initial de 3 458 917,68 $ est majorée à 3 974 051,15 $, taxes incluses. À noter cependant que l'enveloppe des contingences du contrat prévue initialement à 351 581,23 $, taxes incluses (10 % du coût des travaux) passe à 560 490,72 $, soit 16,4 % du coût initial des travaux.
Le virement de 163 552,25 $, taxes incluses provenant de l'enveloppe des incidences vers l'enveloppe des contingences du contrat, entièrement assumé par la ville centrale, sera imputé dans le PTI de la Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité représente un coût au net de 149 345,00 $ financé par le règlement d'emprunt # 17-046
Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022 au projet 55845 - Programme de réfection routière

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55845 - Programme de réfection routière	149		-	-	149
	149	-	-	-	149

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la majoration de la dépense est reportée à une date ultérieure, le projet ne pourra pas être complété jusqu'à la décision des instances et pénalisera la réalisation des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a déjà été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications lors de l'octroi du contrat.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Majoration du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Poursuite des travaux : (après le dégel et la levée du décret de l'arrêt des travaux) mai 2020
Fin des travaux : juin 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Isabelle BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Jean CARRIER, 28 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Hamza JABER
Ingénieur

Tél : 514 872 7271
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-22

Monya OSTIGUY
Chef de division

Tél : 514-872-6444
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-30

Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-01

Virement des fonds dans le contrat #404010 - Travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou

Contrat à Charex inc

GDD # 1207231047

Taxes incluses

	Contrat: Charex inc. 3 810 498.90 $		Incidences	GRAND TOTAL
	Travaux	Contingences		
Enveloppes budgétaires autorisées (GDD 1197231026)	**3 458 917.67 $**	**351 581.23 $**	**267 000.00 $**	**4 077 498.90 $**
				- $
				- $
Travaux payés à ce jour	2 632 879.93 $	80 482.50 $		**2 713 362.43 $**
- Dégagement de la conduite de Gaz		51 738.75 $		**51 738.75 $**
- Réparation des bris d'aqueduc et coordination des travaux pour le gainage		57 487.50 $		**57 487.50 $**
- Pavage temporaire et condition d'hiver et contingences engagées		101 527.64 $		**101 527.64 $**
Travaux engagés à ce jour:				
				- $
Incidences payées et engagés			62 834.00 $	**62 834.00 $**
Total (payé+engagé+imprevus) Ville	**2 632 879.93 $**	**291 236.39 $**	**62 834.00 $**	**2 986 950.32 $**
Montant disponible pour les travaux et incidences à ce jour :	**826 037.74 $**	**60 344.84 $**	**204 166.00 $**	**1 090 548.58 $**
Travaux à venir (pavage final)	780 680.49 $			**780 680.49 $**
- Enlèvement du pavage		229 013.09 $		**229 013.09 $**
- Renforcement des deux bases de lampadaire		40 241.24 $		**40 241.24 $**
Incidences à venir			10 000.00 $	**10 000.00 $**
Total estimé des travaux et incidences	**3 413 560.43 $**	**560 490.72 $**	**72 834.00 $**	**4 046 885.15 $**
Surplus (insuffisance) budgétaire pour compléter le contrat	**45 357.25 $**	**(208 909.49) $**	**194 166.00 $**	**30 613.75 $**
Virement à faire autoriser				**163 552.25 $**

	Avant majoration	Majoration	Après majoration	% d'augmentation du contrat
Travaux	3 458 917.67 $	(45 357.25) $	3 413 560.43 $	
Contingences	351 581.23 $	208 909.49 $	560 490.72 $	
Total	**3 810 498.90 $**	**163 552.25 $**	**3 974 051.15 $**	**14.9%**
Pourcentage des contingences sur le coût initial des travaux du contrat	**10.2%**		**16.4%**	

Virement de 163 552, 25 $ des incidences vers les contingences

Majoration de 163 552,25 $ taxes incluses, devra être imputé dans le projets SIMON suivant:

176910 (1855845184 - reconstruction Chaussée) - pour un montant de 163 552,25 $ taxes incluses

1) financé par un virement de 163 552,25 $ taxes incluses de l'enveloppe des incidences (projet Simon 176912) vers l'enveloppe des contingences du contrat

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231047

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la réalisation des travaux
Objet :	Autoriser le transfert d'un montant de 163 552,25 $, taxes incluses des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour des travaux de voirie et d'éclairage dans le boulevard Châteauneuf, du boulevard Roi-René à l'avenue Jean-Desprez dans l'arrondissement d'Anjou, dans le cadre du contrat #404010 accordé à Charex inc., (CM19 0744), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 3 810 498,91$ à 3 974 051,15$, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231047 Trav voirie _ éclairage Boul Chateauneuf.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-11

Cédric AGO
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.009

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à Groupe AXINO inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et pour l'aménagement des espaces publics extérieurs, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 34 735 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (n^{o} IMM 15349 de l'appel d'offres);

2. d'autoriser une dépense de 5 904 950,00 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 1 994 881,61 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-23 11:05

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1193286001**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de réhabilitation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve s'inscrit dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC) en lien avec la « Politique de développement culturel de Montréal ». Le projet vise à combler le déficit de l'arrondissement en matière d'offre de services, tant sur les plans qualitatifs que normatifs, en regard des conclusions du Diagnostic des bibliothèques municipales de l'Ile de Montréal. Depuis la mise en place du programme RAC, cinq projets de bibliothèques ont été réalisés (Le Boisé, Marc-Favreau, Saul-Bellow, Benny et Pierrefonds).
Le bâtiment de la bibliothèque Maisonneuve, antérieurement l'hôtel de ville de la cité de Maisonneuve, est considéré comme un bâtiment d'intérêt patrimonial et sa présence dans le quartier, à l'intersection du boulevard Pie-IX et de la rue Ontario, est un élément structurant pour le tissu urbain.

Le 19 octobre 2016, le comité exécutif a autorisé la poursuite du projet de la bibliothèque Maisonneuve et le lancement d'un concours d'architecture pluridisciplinaire pour la rénovation et l'agrandissement de cette dernière.

Suite au concours d'architecture pluridisciplinaire, le conseil municipal (CM18 0360), sur la recommandation du jury, a accordé le contrat à ÉVOQ architecture inc. et aux firmes de génie-conseil NCK inc. et Pageau Morel & associés inc. pour la réalisation des plans et devis, le suivi en chantier et le suivi des garanties jusqu'à la réception définitive.

Durant la période de conception, des expertises plus précises sur l'état de la maçonnerie ont démontré une dégradation importante de la pierre et de la sous-structure des murs. L'estimation du coût des travaux a alors été réévaluée et un dossier de modification de la portée des travaux a été présenté au comité de coordination des projets d'envergure (CCPE) en décembre 2018. Le dossier a par la suite fait l'objet d'une demande de révision du mandat d'exécution au CE du 16 janvier 2019. En plus des travaux de réhabilitation de la pierre et de la sous-structure, la portée des travaux prévoit également l'ajout de la réfection des trottoirs sur la rue Ontario et sur le boulevard Pie-IX et la réfection de la Place Ernest-Gendreau.

L'appel d'offres public a été annoncé dans le journal Le Devoir ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SÉAO). Cet appel d'offres d'une durée de soixante-douze (72) jours a été lancé le 26 août 2019 et les offres ont été ouvertes le 5 novembre 2019. L'appel d'offres a été prolongé à deux reprises, pour une période de 2 semaines à chaque fois, à la demande des soumissionnaires. Huit (8) addenda ont été émis durant la période d'appel d'offres. Le délai initial de validité des soumissions était de cent vingt (120) jours, soit jusqu'au 5 mars 2020. Une prolongation de la validité de la soumission de quatre-vingt-dix (90) jours additionnels a été demandée au plus bas soumissionnaire conforme, soit jusqu'au 2 juin 2020.
Le Cahier des clauses administratives spéciales exige un entrepreneur en maçonnerie ayant une expérience en réhabilitation de maçonnerie patrimoniale sur des ouvrages dont la date de construction se situe avant 1920 et comprenant des interventions sur des murs en pierre entièrement porteurs, d'une hauteur minimale de 6 mètres.

La nature des addenda est résumée dans le tableau suivant :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
No 1	2019-09-06	• Émission du bordereau de soumission avec ajustement des quantités • Réémission de plans en architecture	oui
No 2	2019-09-13	• Précisions en architecture • Modifications en mécanique- électricité	oui
No 3	2019-09-24	• Précisions en structure et travaux en sous-oeuvre	oui
No 4	2019-09-30	• Report de 2 semaines de l'ouverture des soumissions • Ajout de nouvelles dates pour visites • Précisions en architecture et structure	oui
No 5	2019-10-04	• Émission du bordereau de soumission révisé • Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité	oui
No 6	2019-10-11	• Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité • Précisions en structure	oui

No 7	2019-10-17	• Report de 2 semaines de l'ouverture des soumissions	non
No 8	2019-10-25	• Révision du formulaire de soumission • Précisions en architecture • Précisions en mécanique- électricité • Précisions en structure et civil	oui

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1125 - 22 octobre 2019 : Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue de LES IMMEUBLES MITELMAN INC, pour un terme de cinq (5) ans, soit du 1er mars 2020 au 28 février 2025, des locaux au 4e étage, situés au 4115, rue Ontario Est, d'une superficie approximative de 13 661 pi² à des fins de bibliothèque temporaire et de bureaux administratifs, pour une dépense totale de 2 395 959,98 $, incluant les taxes. Bâtiment 8786-001.

CM19 0891 - 19 août 2019 : Accorder un contrat d'exécution d'œuvre d'art à Clément de Gaulejac, artiste professionnel, au montant maximal de 221 326,88 $, taxes incluses, pour la fabrication et l'installation de l'œuvre d'art « Bottes de pluie » qui sera intégrée à la bibliothèque Maisonneuve / Approuver un projet de convention à cette fin.

CM19 0329 - **26 mars 2019 :** Autoriser une dépense additionnelle maximale de 668 992 $ taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires de ÉVOQ architecture inc., NCK inc, et Pageau Morel associés inc. en fonction de la modification de la portée du mandat pour la rénovation et agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve. Approuver le projet d'addenda no.1 à la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et ces trois firmes, majorant ainsi le montant maximal du contrat de 2 515 653 $ à 3 184 645 $, taxes incluses.

SMCE198074005 - 16 janvier 2019 : Approbation du mandat d'exécution pour le projet de la bibliothèque Maisonneuve/ Programme RAC.

CE18 1863 - 14 novembre 2018 : Autoriser le Service de la culture (SC) à tenir un concours par avis public, en collaboration avec l'arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve, pour l'intégration d'une œuvre d'art public à la bibliothèque Maisonneuve. Autoriser une dépense de 28 743,75$ (26 246,88 $ net de ristournes) pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'œuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CM18 0360 - 26 mars 2018 : Accorder un contrat de services professionnels à ÉVOQ architecture inc., NCK inc. et Pageau Morel et associés inc. pour la conception et la réalisation du projet d'agrandissement et de rénovation de la bibliothèque Maisonneuve - Dépense totale de 2 827 637,66 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cet effet.

CA17 270405 - 5 décembre 2017 : Adopter et transmettre au comité exécutif de la Ville de Montréal le Programme triennal des dépenses en immobilisations (PTI) 2018-2020 de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - inclut PTI de 750 000$ pour acquisition de la collection bibliothèque Maisonneuve.

CE16 1668 - 19 octobre 2016 : Autoriser la poursuite du projet de construction de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve au

coût de 23 260 696 $, taxes incluses, et autoriser la tenue d'un concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour la bibliothèque Maisonneuve à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

CA16 27 0328 - 5 juillet 2016 : 1) Approuver la poursuite du projet au coût de 23 260 696 $ - 2) Entériner le budget de fonctionnement et la majoration approximative de 532 000 $ à compter de 2020 et pour la première année à 607 000 $ - 3) Approuver le PTI de l'arrondissement pour la période 2017-2019 relié au projet, pour un montant de 750 000 $ comprenant l'achat de 15 000 documents.

CE16 0861 - 25 mai 2016 : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques.

CE13 1578 - 2 octobre 2013 : Autoriser dans le cadre du Programme RAC dès 2013, le démarrage de la phase de planification du projet de rénovation et d'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

CA12 27 002 - 7 février 2012 : Autoriser le dépôt d'une demande d'inscription dans le cadre du Programme RAC pour le projet de mise aux normes de la bibliothèque Maisonneuve.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, pour une dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). La bibliothèque est située au 4120, rue Ontario dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.
Ce projet comprend trois (3) lots de travaux inclus dans le présent contrat :

Lot 1
Réhabilitation du bâtiment actuel (superficie brute : 1 240 m^2) :
- Travaux de maintien d'actif sur l'enveloppe de pierre et restauration d'éléments patrimoniaux;
- Démolition sélective et dégarnissage d'éléments du bâtiment existant;
- Travaux de conservation, restauration d'éléments historiques (portes d'acier, mosaïque, céramique, boiserie, moulures de plâtre, vitraux, etc.);
- Mise en valeur, réhabilitation et mise en lumière du bâtiment d'intérêt patrimonial.

Agrandissement de la bibliothèque actuelle (superficie brute : 2 460 m^2) :
- Construction de deux ailes de bâtiment jouxtant le bâtiment historique, afin de former un seul bâtiment : la nouvelle bibliothèque Maisonneuve.

Aménagement des espaces extérieurs (superficie brute : 1 300 m^2) :
- Aménagement du pourtour de la bibliothèque de Maisonneuve sur le terrain de la bibliothèque;
- Aménagement de parterres de vivaces, d'arbustes et d'arbres, de pose de surfaces de pavés préfabriqués et de blocs de calcaire, fabrication et installation de bordures et de murets d'acier atmosphérique, de fourniture et d'installation de mobilier urbain, de fosses d'arbres avec grilles et de bordures de granite;
- Construction des ouvrages de rétention d'eau pluviale et des entrées de service du bâtiment.

Lot 2
Élargissement et réfection des trottoirs de la rue Ontario et du boulevard Pie-IX.

Lot 3
Aménagement et réfection de la place Ernest-Gendreau.

La liste des dépenses incidentes prévues comprend divers équipements (mobilier préfabriqué, équipements technologiques, audiovisuels et RFID, rayonnage, signalisation, etc.), le contrôle qualité, le raccordement de la fibre optique, la téléphonie, les travaux reliés aux services d'eau, d'entrée de gaz et d'électricité, le suivi environnemental de chantier, la thermographie de l'enveloppe du bâtiment ainsi qu'une provision pour des incidences générales.

Le Soumissionnaire s'est engagé à exécuter les travaux requis en vertu du Cahier des charges dans un délai de 20 mois calendrier incluant les congés fériés et les vacances de la construction à compter de la date de l'autorisation à débuter les travaux.

En vertu de la clause d'évaluation du rendement des fournisseurs, les délais d'exécution des travaux seront suivis en prenant en considération la date réelle d'achèvement des travaux par rapport à la date originale fixée lors de l'autorisation de débuter les travaux. Si une évaluation de rendement insatisfaisant survient à l'égard du cocontractant ou de l'un de ses sous-traitants, le cas échéant, après l'adjudication du contrat, la Ville se réserve le droit, à sa seule discrétion, de résilier le contrat.

L'Entrepreneur soumettra un plan de gestion de la circulation, qui sera mis à jour durant toute la durée du chantier. Tout impact sur la voie publique devra être présenté à la Ville au moins trois semaines à l'avance. Le soumissionnaire devra s'informer auprès de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) des travaux planifiés en 2020, rue Ontario et boulevard Pie-IX et coordonner ses travaux avec cette dernière. L'entrepreneur doit s'assurer de maintenir l'accès à l'arrêt d'autobus sur Pie-IX.

En aucune façon, il n'est permis d'interrompre un service, sans un avis préalable suffisant pour permettre la coordination essentielle avec le service concerné et les occupants.

JUSTIFICATION

Durant l'appel d'offres public, il y a eu onze (11) preneurs du cahier des charges, dont une (1) association de la construction, un (1) professionnel, quatre (4) sous-traitants et cinq (5) entrepreneurs généraux. Seuls les entrepreneurs généraux étaient admissibles pour déposer une soumission. Le nombre de soumissions reçues est de trois (3) soit 60 % des preneurs admissibles pouvant déposer une soumission. Parmi les deux (2) entrepreneurs n'ayant pas déposé de soumission, un entrepreneur s'est désisté parce qu'il ne se qualifiait pas en termes d'expérience pour des projets institutionnels et patrimoniaux similaires et l'autre soumissionnaire n'a pu être rejoint.
La liste complète des preneurs des documents d'appel d'offres se trouve en pièce jointe n^{o} 1 (liste des preneurs du cahier des charges).

L'analyse de conformité a démontré que les trois (3) soumissionnaires sont conformes (voir pièce jointe n^{o} 2).

Tableau des soumissions reçues :

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)

Groupe AXINO inc.	34 735 000,00 $	5 904 950,00 $	40 639 950,00 $
Construction Cybco inc.	35 980 972,17 $	6 116 765,27 $	42 097 737,44 $
Le Groupe Décarel inc.	36 073 000,00 $	6 132 410,00 $	42 205 410,00 $
Dernière estimation réalisée par les professionnels ($)	25 196 376,55 $	4 283 384,01 $	29 479 760,57 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			11 160 189,43 $ 37 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			1 457 787,44 $ 4 %

Avant l'ouverture des soumissions et après l'émission des addendas, les professionnels responsables de la conception ont estimé les travaux à 25 196 377 $, taxes incluses avant contingences, soit un montant 37 % inférieur à la plus basse soumission. Une estimation a également été obtenue de la part d'une firme d'économistes de la construction et celle-ci a estimé les travaux à 27 361 909 $, taxes incluses avant contingences, soit un montant 27 % inférieur à la plus basse soumission.

Pour les professionnels concepteurs, l'essentiel du dépassement provient des spécialités suivantes : ouvrages de béton (± 0,9 M$), ouvrages métalliques (± 0,9 M$), isolant calorifuge et hydrofuge (± 1,2 M$), portes et fenêtres (± 1,2 M$) et surtout en mur rideau (± 1 M$), ainsi que la mécanique (± 1 M$).

L'écart de 37 % entre la plus basse soumission et l'estimation s'explique principalement par la rareté de main-d'oeuvre spécialisée et le nombre important de chantiers en cours. À cela s'ajoute un contexte de chantier complexe avec un bâtiment d'intérêt patrimonial, un site exigu à proximité de résidences et de commerces, la présence de deux artères achalandées (rue Ontario et boulevard Pie IX), l'obligation de préserver des arbres matures, le niveau élevé de la nappe phréatique ainsi que les difficultés liées à la circulation et au stationnement.

Le plus bas soumissionnaire, Groupe Axino, détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) qui est valide jusqu'au 22 mai 2020 et qui doit être renouvelée avant le 23 février 2020 (voir pièce jointe n^{o} 3). Il n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrat publics), aucune restriction n'apparaît sur sa licence d'entrepreneur délivrée par la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) et il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle.

Le présent dossier répond aux critères de la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat comporte une dépense de plus de 10 M$.
Aussi, il s'agit d'un contrat d'exécution de travaux supérieur à 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % de l'estimation**.**

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce contrat de 42 634 831,61 $ taxes incluses incluant des contingences 5 904 950 $ et des frais d'incidences de 1 994 881,61 $ sera assumé comme suit :
Service de la culture (Lot 1)

La dépense de 37 222 717,24 $ net de ristourne sera financée par le règlement d'emprunt compétence locale n° 16-071 *Rénovation Acquisition Construction Bibliothèques RAC* et le règlement d'emprunt compétence locale n° 11-023 *Construction rénovation bibliothèque achat collections initiales* .

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021; 2017-2018; et antérieur à 2015.

La dépense de 37 222 717,24 $ est subventionnée au montant de 13 936 910 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal, ce qui laisse un emprunt net à la charge de la Ville de 23 285 808 $ et a fait l'objet des recommandations de crédits suivantes : 13-03.01.01.00-0375 ; 14-03.01.01.00-0376; 17-03.01.01.00-0092; 14-03.01.01.00-0388; 17-03.01.01.00-0108; 18-02.01.01.00-0091; 19-02.01.01.00-0092.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36610 Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques	6 734 $	14 310 $	2 242 $	-	23 286 $
	6 734 $	14 310 $	2 242 $	-	23 286 $

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Service de l'urbanisme et de la mobilité (Lot 2)

Un montant maximal de 1 091 737,90 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-023 Programme aménagement des rues du réseau artériel.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
59070 Programme d'aménagement des rues - Artériel	137 $	921 $	34 $	-	1 092 $
	137 $	921 $	34 $	-	1 092 $

Cette dépense sera assumée à 100% par la ville centre.

Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (Lot 3)

La dépense de 616 828,91 $ net de ristourne sera priorisée dans le programme de réfection routière via le report budgétaire non utilisé de l'année antérieure dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 et sera financée par emprunt à la charge des contribuables de l'arrondissement par le règlement d'emprunt de compétence d'arrondissement # RCA18-27007 pour financer les travaux de réfection routière,

d'éclairage et de signalisation.

Selon les prévisions budgétaires entérinées par le conseil d'arrondissement en 2016 pour une ouverture initialement prévue en 2020, le budget de fonctionnement de la bibliothèque Maisonneuve sera majoré de 607 000 $ à la première année d'ouverture et de 532 000 $ aux années subséquentes. Ce budget devra être actualisé.

Le détail des coûts et du décaissement est indiqué à la pièce jointe no 4.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nouvelle bibliothèque a été conçue et sera réalisée dans le respect des grands principes de la Politique de développement durable pour les édifices de la Ville de Montréal. La certification LEED - VC Argent est visée avec possibilité d'atteindre le niveau Or. Ce projet se veut exemplaire en terme d'économie d'énergie (faible consommation énergétique, utilisation de la géothermie pour chauffage/climatisation). Il sera réalisé dans le respect des objectifs du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques du Québec (PACC2020) et du Plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du projet d'agrandissement et de réhabilitation de la bibliothèque Maisonneuve requiert l'octroi du présent contrat de construction. Ce projet permettra de :

1. Jouer un rôle structurant sur le quartier marqué par la mixité sociale;
2. Mettre en valeur et préserver un bâtiment d'intérêt patrimonial et maintenir la vocation civique du lieu;
3. Bonifier l'offre culturelle et consolider le lien avec la maison de la culture voisine;
4. Soutenir les écoles du quartier en plein développement social et économique;
5. Favoriser la littératie en offrant les services d'une bibliothèque de nouvelle génération;
6. Soutenir l'innovation dans les bibliothèques publiques de Montréal.

Tout report dans l'octroi du contrat de construction pourrait entraîner des surcoûts attribuables aux conditions de chantier hivernales.

Advenant un report indéfini ou l'annulation du projet, la subvention de 13,9 M$ (net de ristourne) du ministère de la Culture et des Communications ne serait plus accordée et des dépenses d'environ 530 000 $ seraient quand même à prévoir :

1. Pour la modification du bail de relocalisation temporaire de la bibliothèque durant les travaux (CM19 1125);
2. Pour la résiliation du contrat d'exécution de l'oeuvre d'art accordé suite à un concours (CM19 0891).

De plus, pour remédier à la dégradation du bâtiment d'intérêt patrimonial existant datant de 1912 et du site, des travaux de maintien d'actif sont requis à court terme ce qui représente des investissements d'environ 10,6 M$.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'octroi de ce contrat contribuera à la relance de l'économie affectée par l'arrêt des travaux sur les chantiers de construction.
En référence au Guide COVID-19 de la CNESST, les employés de la Ville appelés à se

présenter sur le chantier devront connaître et appliquer les mesures de prévention à mettre en place pour prévenir la contamination des travailleurs par la COVID-19.

La date indéterminée de retour au travail des travailleurs de la construction pourrait affecter la date prévue de la réception du point de service temporaire au 4115 Ontario. La date indéterminée de retour au travail des employés de la bibliothèque pourrait affecter la date prévue du déménagement vers le point de service temporaire au 4115 Ontario. L'ordonnancement et l'échéancier des travaux du présent contrat seront directement affectés par ces dates. Advenant que le déménagement de la bibliothèque ne soit pas complété, il est envisagé de demander à l'entrepreneur de débuter par les travaux extérieurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ficelage pour Commission permanente sur l'examen des contrats : 27 avril 2020
Comité exécutif (CE) : 6 mai 2020
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Comité exécutif (CE) : 20 mai 2020
Octroi du contrat de construction au Conseil municipal (CM) : 25 mai 2020
Déménagement au point de services temporaire / Début des travaux : 22 juin 2020
Fin des travaux : mars 2022
Réouverture de la bibliothèque printemps 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent projet a suivi le processus normal d'appel d'offres et d'octroi de contrat au plus bas soumissionnaire conforme. À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement (Mélanie BRISSON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Amélie HARBEC, Service de la culture
Mylène BERNARD, Service de la culture
Patricia PLANTE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Marie-Ève LEPROHON, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Francois DE LA CHEVROTIERE, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Serge VILLANDRÉ, Mercier - Hochelaga-Maisonneuve
Ivan FILION, Service de la culture
Julie LECLAIR, Service de la culture
Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Marie-Ève LEPROHON, 20 avril 2020
Ivan FILION, 20 avril 2020
Amélie HARBEC, 17 avril 2020
Jean CARRIER, 17 avril 2020
Julie LECLAIR, 10 février 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain LAFLEUR
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-6944
Télécop. : 514 872-2222

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-02-11

Jabiz SHARIFIAN
c/d gestion de projets immobiliers

Tél : 872 8702
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : 514-872-2619
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-22

Projet: **Réhabilitation et agrandissement de la Bibliothèque Maisonneuve et aménagement des espaces publics extérieurs (Ouvrage # 0100)**

Objet: **Calcul des coûts et décaissements**

Contrat: **# 15349 - Groupe Axino Inc.**

Soumission : IMM-15349

Date: **2019-11-05**

Sommaire décisionnel : # 1193286001

	DESCRIPTION	MONTANT AVANT TAXES	TOTAL AVEC TAXES	TOTAL NET RISTOURNE	DÉCAISSEMENT NET DE RISTOURNE			
					2020	2021	2022	total
LOT 1	**Travaux -Lot 1 - AXINO**	**28 861 903,98 $**	**33 183 974,10 $**	**30 301 391,44 $**				
	Contingences	4 906 523,68 $	5 641 275,60 $	5 151 236,54 $				
	Travaux + contingences	33 768 427,66 $	38 825 249,70 $	35 452 627,99 $				
	Incidences équipements	1 250 000,00 $	1 437 187,50 $	1 312 343,75 $	**10 763 873 $**	**22 874 736 $**	**3 584 108 $**	**37 222 718 $**
	Incidences autres	436 000,00 $	501 291,00 $	457 745,50 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**35 454 427,66 $**	**40 763 728,20 $**	**37 222 717,24 $**				
LOT 2	**Travaux- Lot 2 AXINO**	**863 452,69 $**	**992 754,73 $**	**906 517,39 $**				
	Contingences	146 786,96 $	168 768,30 $	154 107,96 $				
	Travaux + contingences	1 010 239,65 $	1 161 523,03 $	1 060 625,35 $	**136 884 $**	**921 313 $**	**33 541 $**	**1 091 738 $**
	Incidences	29 634,53 $	34 072,30 $	31 112,55 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**1 039 874,18 $**	**1 195 595,34 $**	**1 091 738 $**				
LOT 3	**Travaux - Lot 3 AXINO**	**485 558,75 $**	**558 271,17 $**	**509 775,99 $**				
	Contingences	82 544,99 $	94 906,10 $	86 661,92 $				
	Travaux + contingences	568 103,74 $	653 177,27 $	596 437,91 $	**76 976 $**	**516 403 $**	**23 450 $**	**616 829 $**
	Incidences	19 422,32 $	22 330,81 $	20 391,01 $				
	Total travaux + contingences + incidences	**587 526,06 $**	**675 508,08 $**	**616 828,92 $**				
Lots 1+2+3	**Travaux - Lots 1+2+ 3 AXINO**	**30 210 915,42 $**	**34 735 000,00 $**	**31 717 684,83 $**				
	Contingences de travaux- Lots 1+2+ 3 AXINO	5 135 855,62 $	5 904 950,00 $	5 392 006,42 $				
	Travaux & contingences de travaux- Lots 1+2+ 3 AXINO	35 346 771,04 $	40 639 950,00 $	37 109 691,25 $	**10 977 733 $**	**24 312 452 $**	**3 641 099 $**	**38 931 284 $**
	Incidences	1 735 056,85 $	1 994 881,61 $	1 821 592,81 $				
	Dépense totale - (travaux & contingences & incidences - Lots 1+2+ 3)	**37 081 827,89 $**	**42 634 831,61 $**	**38 931 284,06 $**				

constructo.ca

Des services à valeur ajoutée au SEAO

Liste des commandes

Numéro : IMM-15349
Numéro de référence : 1298638
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'agrandissement et de réhabilitation de la Bibliothèque Maisonneuve

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
1 ACQ - Provinciale 9200 boul Metropolitain est Montréal, QC, H1K4L2 http://modulec.ca NEQ :	Madame Geneviève Lacourse Téléphone : 514 354-8249 Télécopieur :	**Commande : (1633928)** 2019-08-27 9 h 15 **Transmission :** 2019-08-27 9 h 15	318 678 - ddenda 1 (dev s) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e 318 679 - ddenda 1 (p an) 2 19- 9- 6 13 h 39 - Messager e 318 68 - ddenda 1 (bordereau) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement 3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v s tes (dev s) 2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e 3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (plan) 2 19- 9-13 16 h 41 - Messager e 3188464 - ddenda 3 (dev s) 2 19- 9-24 15 h 8 - Messager e 3188465 - ddenda 3 (p an) 2 19- 9-24 14 h 49 - Courr e 3191234 - ddenda 4 et report de date (dev s) 2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e 3191235 - ddenda 4 et report de date (p an) 2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e 3194264 - ddenda 5 (dev s) 2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e 3194265 - ddenda 5 (p an) 2 19-1 - 4 15 h 51 - Messager e 3194266 - ddenda 5 (bordereau) 2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement 3197476 - ddenda 6 (dev s) 2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e 3197477 - ddenda 6 (p an) 2 19-1 -11 13 h 33 - Messager e 3197478 - ddenda 6 (bordereau) 2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement 3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s) 2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e 319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau) 2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement 32 374 - ddenda 8 (dev s) 2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e 32 3741 - ddenda 8 (p an) 2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e 32 3742 - ddenda 8 (bordereau) 2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectron que Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectron que
2 Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842 **sous-traitant spécialisé**	Madame Erika Lynn Johnson Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1634001)** 2019-08-27 10 h 37 **Transmission :** 2019-08-27 10 h 37	318 678 - ddenda 1 (dev s) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e 318 679 - ddenda 1 (p an) 2 19- 9- 6 13 h 39 - Messager e 318 68 - ddenda 1 (bordereau) 2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement 3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (devis) 2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e 3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (plan) 2 19- 9-13 16 h 42 - Messager e 3188464 - ddenda 3 (dev s) 2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e 3188465 - ddenda 3 (p an) 2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e 3191234 - ddenda 4 et report de date (dev s) 2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e 3191235 - ddenda 4 et report de date (p an) 2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e 3194264 - ddenda 5 (dev s) 2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e 3194265 - ddenda 5 (p an) 2 19-1 - 4 15 h 44 - Messager e 3194266 - ddenda 5 (bordereau) 2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement 3197476 - ddenda 6 (dev s) 2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e 3197477 - ddenda 6 (p an) 2 19-1 -11 13 h 28 - Messager e 3197478 - ddenda 6 (bordereau) 2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement 3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s) 2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e 319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau) 2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 56 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

3

Atelier Paul Laurendeau
24, av. Mont-Royal ouest 902
Montréal, QC, H2T 2S2
http://www.paullaurendeau.com NEQ : 1167352021

pas entrepreneur

Monsieur Paul Laurendeau
Téléphone : 514 844-8379
Télécopieur :

Commande : (1635348)
2019-08-29 16 h 43
Transmission :
2019-08-29 16 h 43

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 38 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 41 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 8 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 49 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 53 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 51 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

4

Bordures Polycor Inc
76 rue Saint-Paul, Suite 100
Québec, QC, G1K 3V9
http://www.polycor.com NEQ : 1143280379

pas entrepreneur

Monsieur Remi Guillemette
Téléphone : 418 558-7740
Télécopieur : 418 323-2046

Commande : (1650306)
2019-10-08 14 h 55
Transmission :
2019-10-08 14 h 55

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 8 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 53 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

Construction Cybco Inc
7089 Route Transcanadienne
Montréal, QC, H4T 1A2
NEQ : 1161115655

5

1 entrepreneur

Monsieur Pierre-André Caron
Téléphone : 514 284-2228
Télécopieur : 514 284-6576

Commande : (1639206)
2019-09-11 10 h 02
Transmission :
2019-09-11 10 h 22

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9-11 1 h 2 - Messager e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9-11 1 h 2 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9-11 1 h 2 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de v sites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 42 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (p an)
2 19- 9-3 14 h 54 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 52 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 33 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 55 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Messager e (Purolator)

Groupe Axino inc.
8600, Samuel-Hatt
Chambly, QC, J3L 6W4
NEQ : 1166787185

6

2 entrepreneur

Monsieur Philippe Salicco
Téléphone : 450 658-1888
Télécopieur : 450 658-1188

Commande : (1634092)
2019-08-27 12 h 22
Transmission :
2019-08-27 14 h 02

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 38 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 4 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 9 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 9 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (p an)
2 19- 9-3 14 h 52 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 49 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 31 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 54 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Messager e (Purolator)

Groupe Decarel Inc..
4434 rue Sainte-Catherine O
Westmount, QC, H3Z 1R2
http://www.decarel.com NEQ : 1146738910

7

3 entrepreneur

Madame Claudia Bilodeau
Téléphone : 514 935-6462
Télécopieur : 514 933-9605

Commande : (1636346)
2019-09-03 15 h 44
Transmission :
2019-09-03 15 h 44

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 35 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 35 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 5 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 5 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 48 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 3 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

KF Construction inc.
1410, rue de Jaffa, bureau 201
Laval, QC, H7P4K9
NEQ : 1160669041

8

4 **entrepreneur**

Monsieur Yves Lefebvre
Téléphone : 450 681-8338
Télécopieur : 450 681-7612

Commande : (1634267)
2019-08-27 16 h 31
Transmission :
2019-08-28 7 h 11

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 34 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 32 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 15 h 1 - Messager e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 47 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 44 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 29 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 49 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Messagerie (Purolator)

Lambert Somec Inc..
1505 rue des Tanneurs
Québec, QC, G1N 4S7
NEQ : 1145371366

9

5 **entrepreneur**

Madame Lucie Deschênes
Téléphone : 418 687-1640
Télécopieur : 418 780-3226

Commande : (1633475)
2019-08-26 11 h 02
Transmission :
2019-08-26 11 h 02

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 36 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 39 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 6 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 51 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 49 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 31 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 52 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

Le Groupe Master inc.
451, boul. Lebeau
Montréal-Ouest, QC, H4N1S2
http://www.master.ca NEQ : 1169851384

10

pas entrepreneur

Monsieur Jean-François Brault
Téléphone : 514 787-1500
Télécopieur : 514 788-1773

Commande : (1636015)
2019-09-03 9 h 49
Transmission :
2019-09-03 9 h 49

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Courr e

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 13 h 34 - Messager e

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 13 h 31 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 34 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 4 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 57 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 5 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 47 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 55 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 27 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 29 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 27 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er électronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er électronique

Le Groupe Master inc.
451, boul. Lebeau
Montréal-Ouest, QC, H4N1S2
http://www.master.ca NEQ : 1169851384

10

Monsieur Jean-François Brault
Téléphone : 514 787-1500
Télécopieur : 514 788-1773

Commande : (1641487)
2019-09-17 9 h 49
Transmission :
2019-09-17 9 h 49

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (devis)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-17 9 h 49 - Té échargement

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 7 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 53 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 5 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 32 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (dev s)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 54 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

SAJO
1320 Graham Blvd
Ville Mont-Royal, QC, H3P 3C8
NEQ : 1144249928

11

6 entrepreneur

Madame Mayassa Slim
Téléphone : 514 385-0333
Télécopieur : 514 385-0333

Commande : (1637873)
2019-09-06 15 h 24
Transmission :
2019-09-06 15 h 24

318 678 - ddenda 1 (dev s)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

318 679 - ddenda 1 (p an)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

318 68 - ddenda 1 (bordereau)
2 19- 9- 6 15 h 24 - Té échargement

3184247 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (dev s)
2 19- 9-13 15 h 55 - Courr e

3184248 - ddenda 2 et ajout de dates de visites (plan)
2 19- 9-13 16 h 38 - Messager e

3188464 - ddenda 3 (dev s)
2 19- 9-24 15 h 5 - Messager e

3188465 - ddenda 3 (p an)
2 19- 9-24 14 h 48 - Courr e

3191234 - ddenda 4 et report de date (devis)
2 19- 9-3 13 h 58 - Courr e

3191235 - ddenda 4 et report de date (plan)
2 19- 9-3 14 h 51 - Messager e

3194264 - ddenda 5 (dev s)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Courr e

3194265 - ddenda 5 (p an)
2 19-1 - 4 15 h 48 - Messager e

3194266 - ddenda 5 (bordereau)
2 19-1 - 4 14 h 56 - Té échargement

3197476 - ddenda 6 (dev s)
2 19-1 -11 12 h 28 - Courr e

3197477 - ddenda 6 (p an)
2 19-1 -11 13 h 3 - Messager e

3197478 - ddenda 6 (bordereau)
2 19-1 -11 12 h 28 - Té échargement

3199529 - ddenda 7 et report de date (devis)
2 19-1 -17 15 h 59 - Courr e

319953 - ddenda 7 et report de date (bordereau)
2 19-1 -17 15 h 59 - Té échargement

32 374 - ddenda 8 (dev s)
2 19-1 -28 9 h 41 - Courr e

32 3741 - ddenda 8 (p an)
2 19-1 -28 9 h 51 - Messager e

32 3742 - ddenda 8 (bordereau)
2 19-1 -28 9 h 41 - Té échargement

Mode pr v ég é (dev s) : Courr er é ectronique
Mode pr v ég é (p an) : Courr er é ectronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2019 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 24 janvier 2020

GROUPE AXINO INC.
A/S MONSIEUR MAXIME LORRAIN
645, RUE CARDINAL
SAINT-LAURENT (QC) H4L 3C8

N° de client : 3000214740

Objet : Rappel – Renouvellement de votre autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Nous tenons à vous informer de nouveau que l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public de GROUPE AXINO INC., pour laquelle vous êtes le répondant, est valide jusqu'au **22 mai 2020** et qu'elle devra être renouvelée si vous souhaitez la conserver.

Si vous nous avez déjà transmis votre demande de renouvellement, veuillez ne pas tenir compte de ce rappel.

Renouvellement de votre autorisation

Afin de poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours, vous devez présenter à l'Autorité des marchés publics (AMP) une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date de son expiration[1], c'est-à-dire le ou avant le **23 février 2020**.

- Si nous recevons votre demande avant cette date, l'autorisation de votre entreprise demeure valide, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant sa révocation, jusqu'à ce que l'AMP procède à son renouvellement. Vous serez donc autorisé à poursuivre l'exécution de vos contrats publics en cours durant la période d'analyse de votre demande, de même qu'à conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics.

  Afin d'être en mesure de déposer votre demande de renouvellement dans les délais requis, nous vous suggérons d'effectuer cette transaction par le biais des services en ligne de l'AMP. Vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre votre demande.

[1] Article 21.41 de la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, c. C-65.1).

- Si nous ne recevons pas votre demande dans les délais requis, **le nom de votre entreprise sera retiré du Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter** à la date d'expiration de votre autorisation. **Votre entreprise ne sera donc plus en mesure de conclure de nouveaux contrats ou sous-contrats publics visés par les seuils applicables à partir de cette date**. Cependant, vous pourrez poursuivre vos contrats ou vos sous-contrats publics en cours d'exécution jusqu'à ce que l'AMP statue sur votre demande de renouvellement.

Non-renouvellement de votre autorisation

Si vous ne souhaitez pas renouveler votre autorisation, vous trouverez en annexe les étapes à suivre pour soumettre une demande de non-renouvellement à l'aide des services en ligne de l'AMP.

Il est à noter que, si vous exécutez un contrat ou un sous-contrat public en tant que contractant ou sous-contractant et que votre autorisation est expirée, vous serez réputé en défaut d'exécuter ce contrat ou ce sous-contrat au terme d'un délai de 60 jours suivant la date d'expiration de l'autorisation[2].

Renouvellement ou non-renouvellement d'une autorisation par une entreprise étrangère

Si votre entreprise est considérée comme étrangère, nous vous invitons à consulter le site Web de l'AMP au www.amp.quebec. Vous y trouverez plus d'information sur la façon de soumettre votre demande de renouvellement ou de non-renouvellement d'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public.

Pour toute question concernant votre dossier, veuillez communiquer avec la Direction de l'admissibilité aux marchés publics au 1 888 335-5550, ou par courriel à directionLCOP@amp.quebec.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité aux marchés publics

p. j. Annexe–- Étapes à suivre pour soumettre une demande de renouvellement

[2] Ibid.; article 21.41.1

Annexe – Renouvellement/Non-renouvellement de la demande d'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public par le biais des services en ligne

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE RENOUVELLEMENT

1. Accédez à votre compte client des services en ligne de l'AMP. Sélectionnez l'onglet « **Dossier client – Gestion des liens d'affaires** ». Validez et mettez à jour les liens d'affaires de votre entreprise.

2. Une fois votre mise à jour effectuée, validez vos liens d'affaires en cliquant sur le bouton « **Valider** ».

3. Si vous obtenez des messages d'erreur, corrigez l'information demandée. Lorsqu'il n'y aura plus de messages d'erreur, soumettez la mise à jour de vos liens en cliquant sur le bouton « **Prochaine étape** ».

4. Lorsque la mise à jour de vos liens est transmise, vous pouvez soumettre votre demande de renouvellement, accompagnée des pièces justificatives et du paiement requis. Cette demande est accessible à partir de l'onglet « **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement** ». La soumission de votre demande de renouvellement est votre dernière étape à effectuer.

5. La mise à jour de vos liens ainsi que votre demande de renouvellement seront traitées par l'agent affecté à votre dossier.

ÉTAPES À SUIVRE AFIN DE SOUMETTRE UNE DEMANDE DE NON-RENOUVELLEMENT

1. Accéder à votre compte client des services en ligne de l'AMP et sélectionnez la demande de non-renouvellement accessible à l'onglet « **Contrats publics – Renouvellement/Non-renouvellement** ».

2. À l'étape 2 du formulaire, sélectionnez l'option « **Je ne désire pas renouveler mon autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public** ».

3. Complétez ensuite les étapes, puis soumettez votre demande.

4. Une fois reçue, votre demande de non-renouvellement sera traitée par l'agent affecté à votre dossier.

amp

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
PUBLICS

Numéro de client : 3000214740

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 3000214740

N° de demande: 1900020131

Date de création : 18 février 2020 16:58

Montréal

La bibliothèque actuelle en images



Montréal



2





Le projet en images





Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1193286001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

Co-auteure
Julie NICOLAS
Conseillere budgetaire
514-872-7660

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 868-3410

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.009

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1193286001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division programmes de projets
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Groupe AXINO inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs, - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $). Appel d'offres public IMM 15349 - (3 soumissionnaires).



Rapport - mandat_SMCE193286001.pdf

Dossier # :1193286001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE193286001

Accorder un contrat à l'entreprise Groupe Axino inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $) - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE193286001

Accorder un contrat à l'entreprise Groupe Axino inc. pour la réhabilitation et l'agrandissement de la bibliothèque Maisonneuve et l'aménagement des espaces publics extérieurs - Dépense totale de 42 634 831,61 $, taxes incluses (contrat : 34 735 000,00 $ + contingences : 5 904 950,00 $ + incidences : 1 994 881,61 $) - Appel d'offres public IMM 15349 (3 soumissionnaires)

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 13 mai 2020, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la gestion et de la planification immobilière ont pu présenter les différentes étapes franchies dans ce dossier, et ce, en plus de répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que seuls les entrepreneurs généraux pouvaient soumissionner sur ce contrat estimé à 34, 7 M$ qui vise la rénovation de la Bibliothèque Maisonneuve, située dans un immeuble patrimonial et dont le projet a fait l'objet d'un concours d'architecture, en plus d'aménagements extérieurs. Ce projet a dû être révisé en 2018 en raison de l'état de dégradation de la maçonnerie patrimoniale. En 2019, ce sont dix entreprises qui se sont procuré les documents de l'appel d'offres. Parmi celles-ci, trois firmes ont soumissionné. Le Service a expliqué qu'une analyse détaillée a été effectuée avant de recommander l'octroi, et ce, en raison de l'importance de l'écart défavorable de 37% et que cinq scénarios ont été évalués. Au terme de cette analyse, il appert que la principale explication réside dans le contexte d'un marché en surchauffe, provoquant notamment une pénurie de main-d'œuvre, et dans la nature des travaux à effectuer sur ce site à proximité de la nappe

phréatique et d'un flot important de circulation. Le Service recommande l'octroi puisqu'il est d'avis que la firme Axino détient une expertise indéniable et qu'elle a une expérience des plus valables sur différents projets patrimoniaux. En conclusion de sa présentation, le Service a expliqué qu'une subvention gouvernementale de 13, 9 M$ est prévue en lien avec la restauration patrimoniale de différents éléments de cet immeuble.

La Commission comprend que l'état de la maçonnerie patrimoniale et les clauses d'expérience au devis en matière de restauration patrimoniale sont fort probablement à l'origine des écarts observés. Il n'en demeure pas moins que l'écart est considérable par rapport à l'estimé de contrôle. Ceci est d'autant plus préoccupant en contexte de Covid-19 puisque la pandémie aura certainement pour effet de faire grimper les coûts. En conclusion, la Commission craint la banalisation des écarts par rapport aux estimés de contrôle et suggère que la justification d'un écart de cette envergure par le phénomène de surchauffe du marché doit faire l'objet d'une attention accrue. À cet effet, des mesures devraient être prises par l'Administration pour contrer les effets de la pandémie sur les marchés publics.

Conclusion
À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la gestion et de la planification immobilière pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil municipal, à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$*
- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie faite par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE193286001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.010

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

Il est recommandé :
1. d'accorder à Travaux Routiers Métropole (9129 2201 Québec inc.), plus bas soumissionnaire unique conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame, aux prix de sa soumission révisée suite à une négociation en vertu de l'article 573.3.3 de la loi sur les cités et villes, soit pour une somme maximale de 927 955,61$, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 417710 ;

2. d'autoriser une dépense de 84 359,61$, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 55 00,00$, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 12:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231012**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal a identifié la requalification des abords de l'autoroute Ville-Marie comme l'un des projets prioritaires et d'envergure à mettre en oeuvre. En regroupant un ensemble d'interventions sous un grand projet nommé Secteur Champ-de-Mars, la Ville souhaite définir un cadre urbain attrayant et de grande qualité qui permettra de poursuivre le recouvrement de l'autoroute Ville-Marie, et ce, en reliant la ville ancienne (secteur du Vieux-Montréal) à la ville moderne (centre-ville). Plus précisément le secteur Champ-de-Mars regroupe les projets de réaménagement du square Viger, d'aménagement de la place des Montréalaises ainsi que de mise en valeur de la Cité administrative.

Avec le projet de mise en valeur de la Cité administrative, l'administration municipale souhaite voir émerger un projet d'envergure, innovant sur le plan de la vie collective, qui repositionne la Cité administrative sur le plan symbolique, pour en faire une destination d'exception pour une diversité de publics. Ce projet doit aussi démontrer la grande expertise de la Ville en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine et d'aménagement. Il doit aussi rehausser la qualité de la vie urbaine.

La planification du projet de mise en valeur de la Cité administrative a été initiée en 2014. Une analyse historique, paysagère et urbaine, de même qu'un plan préliminaire de mise en valeur du grand ensemble que forme la Cité administrative ont été réalisés en 2014-2016. La proposition a été élaborée en étroite concertation avec les unités administratives impliquées, de même qu'avec le ministère de la Culture et communications du Québec (MCC), le territoire étant assujetti à la Loi sur le patrimoine culturel.

La première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative concerne les travaux prioritaires aux abords de l'hôtel de ville. Ces travaux prioritaires doivent être livrés en 2022, soit en même temps que la réouverture de l'hôtel de ville à la suite des travaux de restauration et de mise aux normes réalisés par le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Ils permettront aussi de relier la place des Montréalaises à la place Vauquelin par les aménagements qui seront réalisés sur le Champ-de-Mars. Ces travaux sont prévus au programme triennal d'immobilisation 2019-2021 sous la fiche de projet 36207-36213, mais ne concernent que le projet 36213, soit la mise en valeur de la Cité administrative.

La première phase de travaux comprend notamment :

· Le réaménagement des parterres de l'hôtel de ville en bordure des rues Notre-Dame et Gosford;
· Le réaménagement d'une partie de l'esplanade du Champ-de-Mars située derrière l'annexe de l'hôtel de ville et au-dessus des locaux situés en souterrain;
· Le réaménagement de la zone prévue pour l'atterrissage de la passerelle de la place des Montréalaises afin de raccorder cette dernière à la place Vauquelin;
· L'intégration, sur un nouveau support, de la Déclaration contre la discrimination raciale;
· Le réaménagement du trottoir ouest de la rue Gosford;
· **Le déplacement et la mise à niveau de certaines infrastructures (RTU et aqueduc).**

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) agit à titre de service requérant du projet. Dans le présent dossier, le Service des grands parcs, du mont Royal et des sports (SGPMRS) agit à titre de service exécutant et est appuyé par le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR), l'arrondissement de Ville-Marie et des firmes externes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0606 – 14 mai 2019 - Adoption du règlement autorisant un emprunt de 10 038 000$ afin de financer les travaux de réalignement des abords de l'hôtel de ville de Montréal, lesquels constituent la première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative. (GDD 1186907001)
CM18 1403 - 28 novembre 2018 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021 de la Ville de Montréal (Volet ville centrale). (GDD 1193126002)

CG18 0555 - 25 octobre 2018 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour des services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 12 675 350,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 18-16961 (2 soum.)

CM18 1126 - 17 septembre 2018 - Accorder un contrat de services professionnels à Lemay CO inc. et SNC Lavalin inc., équipe lauréate du concours « Place des Montréalaises, concours international d'architecture de paysage pluridisciplinaire », pour la conception détaillée, l'élaboration des plans et du cahier des charges ainsi que le suivi et la surveillance de chantier, pour une somme maximale de 7 540 611,23 $, taxes et contingences incluses / Approuver un projet de convention à cette fin (GDD 1187900005)

CE17 1455 - 16 août 2017 - Adoption du plan d'action en patrimoine 2017-2022.

CG15 0514 - 20 août 2015 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 9 100 000 $ afin de financer les travaux de réaménagement de la place Vauquelin et des abords de l'hôtel de ville réalisés en partie dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016

CG15 0509 - 20 août 2015 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 31 700 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement d'une place publique aux abords du métro Champ-de-Mars

CE14 0639 - 23 avril 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Groupe CHB-IBI inc. pour une étude comprenant la documentation, l'analyse, la caractérisation et la formulation d'orientations de mise en valeur de la Cité administrative pour une somme maximale de 65 882,97 $, taxes incluses - Dépense totale de 73 023,87 $, taxes incluses - Appel d'offres sur invitation (14-1320) - (5 soumissionnaires).

CG13 0347 - 29 août 2013 - Adoption du *Plan de protection et de mise en valeur du Vieux-Montréal* .

DESCRIPTION

Les travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ-de-Mars et Notre-Dame. Ces travaux consistent en :
- la construction de ± 92 mètres de conduites d'eau secondaires d'un diamètre de 300 mm;
- la reconstruction d'une chaussée temporaire;
- la reconstruction des trottoirs touchés par les travaux;
- démantèlement du système d'éclairage et maintien d'éclairage temporaire;
- démantèlement et maintien d'un feu de circulation de façon temporaire.

Le plan des travaux de surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 84 359,61$, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 9,1 % du coût des travaux assumés par la Ville.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de marquage et signalisation, de gestion des impacts. Des frais sont également prévus pour le laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux.

Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présentée dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.

La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe. Sur dix (10) preneurs des documents d'appel d'offres, une seule (1) firme a déposé une soumission et neuf (9) n'en ont pas déposé. En ce qui concerne les motifs de désistement, trois (3) firmes sont connues comme fournisseurs ou bien sous-traitant, une(1) firme a déclaré ne pas avoir d'intérêt et cinq (5) n'ont pas motivé leur désistement à soumissionner.

Dans les circonstances Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.) est le seul soumissionnaire conforme. Le prix soumissionné par ce dernier est de 958 547,72$ taxes incluses. Tel que stipulé à l'article 573.3.3 de la Loi sur les cités et villes «Dans le cas où une municipalité a , à la suie d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.»

Suivant ces dispositions prévues à la loi, le prix de la soumission de Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.) a été négocié à 927 955,61$ taxes incluses.

L'estimation de soumission est établie durant la période d'appel d'offres par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l’analyse de la soumission (1) unique et conforme reçue pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 5,0% a été constaté entre la soumission unique révisée suite à la négociation et l’estimation de soumission. En considérant ces informations et dans ce contexte, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat

Le présent dossier ne répond à aucun critère préalable à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 1 067 315,22$, taxes incluses, et comprend :
- un contrat avec Travaux Routiers Métropole inc (9129 2201 Québec inc.) pour un montant de 927 955,61$ taxes incluses;
- plus un budget des contingences de 84 359,61 $ taxes incluses;
- plus un budget des incidences de 55 000,00$ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI de l'unité d'affaire de la façon suivante :

· 100 % au PTI du Service de l'urbanisme et mobilité, pour un montant de 1 067 315,22$, taxes incluses.

La dépense totale de 1 067 315,22$ taxes incluses représente un coût net de 974 601,05$, lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, laquelle est financée par le règlement d'emprunt suivant :

- CM19 0606 – 14 mai 2019 - Adoption du règlement 19-034 - Réaménagement abords Hôtel VDM - autorisant un emprunt de 10 038 000$ afin de financer les travaux de réalignement des abords de l’hôtel de ville de Montréal, lesquels constituent la première phase de travaux du projet de mise en valeur de la Cité administrative.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36207-36213 - Mise en valeur de la Cité administrative	975	-	-	-	975
	975	-	-	-	975

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les orientations guidant le projet de mise en valeur de la Cité administrative et plus largement du domaine public du Vieux-Montréal visent l'amélioration de la convivialité des lieux et l'utilisation de matériaux durables et faciles à entretenir, tout en tenant compte des qualités patrimoniales du lieu. Ces orientations vont dans le sens des objectifs du plan Montréal durable 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, cela empêcherait la livraison des aménagements aux abords de l'hôtel de ville à temps pour sa réouverture prévue à l'été 2022. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 26 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.
L'impact sur la circulation est décrit dans le document fourni en pièce jointe « Principes de gestion de la mobilité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif à la COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication sera déployée pour informer les riverains de la nature et des impacts des travaux. Cette stratégie s'appuiera sur des outils de communication dont la distribution d'avis aux riverains, l'envoi de courriels d'information destinés aux partenaires et aux chroniqueurs à la circulation, l'affichage de panneaux de chantier lorsque requis, la diffusion d'information sur le site Web et la carte Info-travaux ainsi que sur les médias sociaux (Waze, ...).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : N/A
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées

Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : août 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jerry BARTHELEMY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ève CARLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Louis-Henri BOURQUE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Ève CARLE, 30 avril 2020
Jean CARRIER, 29 avril 2020
Alain DUFRESNE, 29 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sébastien BRETON
Chargé de planification

Tél : 514 872-7237
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855

Approuvé le : 2020-05-06 **Approuvé le :** 2020-05-07

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 417710 — No du GDD : 1207231012

Titre de l'appel d'offres : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020 — Ouverture originalement prévue le : 27 - 2 - 27

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 4 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda			Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
31	1	2020	Intervention archéologique - remplacement bordereau - Ajout cahier E et F - Plans feux - Éclairage	50 000,00 $
5	2	2020	Modification de l'adresse courriel des questions durant l'appel d'offres	0,00 $
7	2	2020	Clarification sur le mode de paiement des réfections de la chaussée	0,00 $
19	2	2020	Intégration du rapport préliminaire de forage à l'appel d'offres	0,00 $

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10 — Nbre de soumissions reçues : 1 — % de réponses : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom) — Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 26 - 6 - 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée :

Résultats de l'appel d'offres

Soumission conforme	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (91292201 QUEBEC INC)	958 547,72
Estimation **interne**	883 798,12
Écart entre la soumission déposée et l'estimation	**8,5%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** ☐ **NON** X

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ	☐	x	AMP	☐	x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	☐	x	Revenu Qc	☐	x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : TRAVAUX ROUTIERS METROPOLE (91292201 QUEBEC INC)

Montant de la soumission négociée avec le soumissionnaire unique (incluant les taxes) ($) : 927 955,61

Écart entre la soumission négociée et l'estimation : **5,0%**

Montant des contingences ($) : 84 359,61 $

Montant des incidences ($) : 55 000 $

Date prévue de début des travaux : 15 - 6 - 2020 — Date prévue de fin des travaux : 23 - 8 - 2020

NOTE À L'ENTREPRENEUR

LA LOCALISATION DES CONDUITES EXISTANTES MONTRÉES AU PLAN EST APPROXIMATIVE.

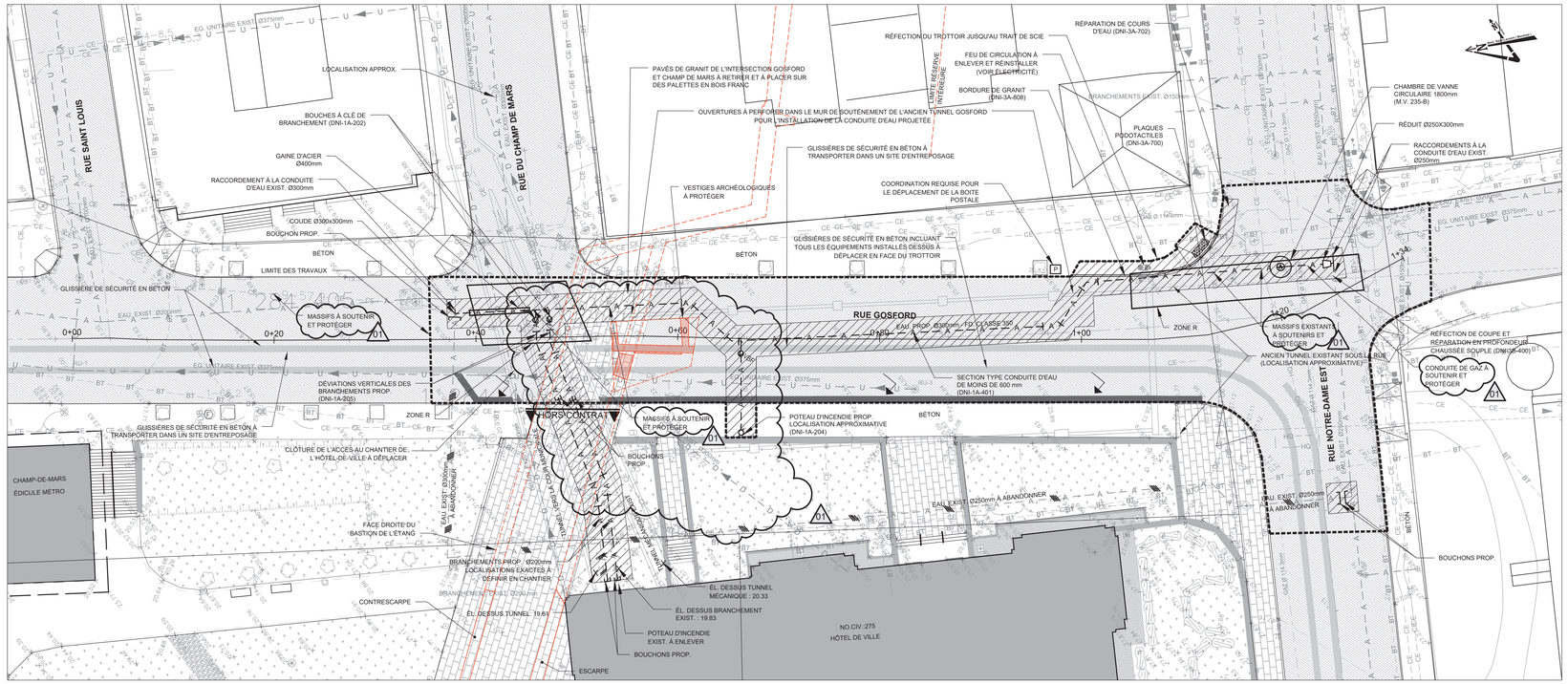
IL EST DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRENEUR D'EFFECTUER LES FOUILLES AFIN DE LOCALISER EXACTEMENT LESDITES CONDUITES, AINSI QUE DE VALIDER LES RADIERS.

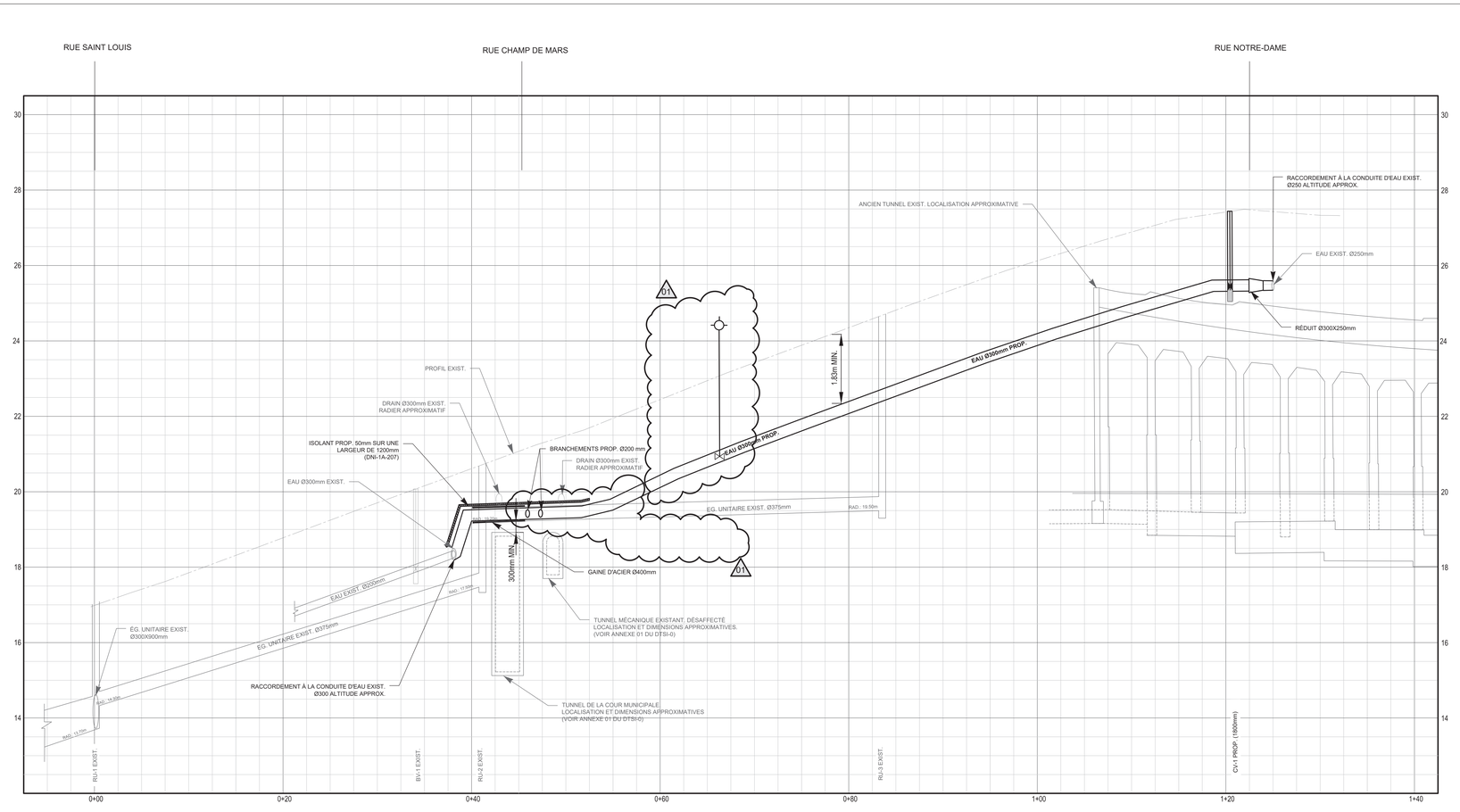
LA LOCALISATION DES TUNNELS SOUTERRAINS MONTRÉS AU PLAN EST APPROXIMATIVE.

L'ENTREPRENEUR DOIT AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX, COMMUNIQUER AVEC "INFO-EXCAVATION" AFIN DE FAIRE MARQUER SUR LE SOL LEURS OUVRAGES SOUTERRAINS.

L'ENTREPRENEUR DOIT AVISER IMMÉDIATEMENT LA VILLE DE TOUTES DIVERGENCES OU OMISSIONS.

LES ARBRES EXISTANTS SONT À PROTÉGER





Légende: Éléments existants

Eau

- EAU_E — Conduite d'eau
- Regard d'eau
- Boîte de vanne
- Vanne de poteau d'incendie
- Bouche à clé de branchement
- Poteau d'incendie
- EAU_D — Conduite d'eau (hors contrat)

Égout

- ÉG_E — Conduite d'égout unitaire
- DRAIN_D — Conduite de drainage
- Regard d'égout
- Puisard circulaire
- Puisard rectangulaire
- Puisard circulaire

Utilités publiques

- BT — Conduite Bell
- GAZ_D — Conduite Gaz
- HQ — Conduite Hydro-Québec
- CE — Conduite CSEM
- Regard Bell
- Regard électrique
- Vanne Énergir (Gaz Métro)
- Regard gazoduc
- Lampadaire simple
- Feux de circulation simple
- Feux de circulation avec lampadaire
- Unité d'éclairage multiple
- Lampadaire de promenade
- PUB — Panneau publique
- Poubelle
- Parcomètre
- Fût de panneau de petite signalisation
- P — Boite postale

Aménagement

- Arbre
- Bollard
- Limite cadastrale
- Limite de boisé
- Haie
- Clôture
- bas de talus
- haut de talus
- surface asphaltée
- surface de type pavé-uni
- surface de type granite
- surface de gravier
- Repère geodésique
- centre de rue
- Limite des travaux
- Vestige mis au jour

Abréviations

EXIST.	Conduite ou structure existante	FD.	Fonte ductile
PROP.	Conduite ou structure proposée	RACC.	Raccord
RE.	Structure à remplacer	RAD.	Radier
NS.	Nouvelle structure	F.	Feuillet
EN.	Structure à enlever	T.	Tuyau
AB.	Structure à abandonner	H.P.	Haute pression
BA.	Béton Armé	B.P.	Basse pression
BAC.	Béton Acier	EL.	Élévation
FG.	Fonte grise		

Notes Particulières

Massifs d'utilités publiques à supporter ou à briser et à reconstruire si requis.

REPÈRE GÉODÉSIQUE: M13KM007

GOSFORD / NOTRE-DAME

ALTITUDE: 27.225 m (CGVD28)

LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83 (SCRS).

Plan de localisation



Notes

1. La localisation des conduits et massifs d'utilités publiques est donnée à titre indicatif seulement;
2. Les conduites d'eau secondaires existantes sont en fonte grise, sauf indication contraire;
3. De façon générale, les conduites d'eau existantes et/ou abandonnées ne sont pas montrées aux profils;
4. Les distances et les dégagements minimaux à respecter entre les conduites, les branchements, les structures et les obstacles sont prévus au DTNI-1A.

Références

Plan de la géomatique:	XXXXXXa-scrs	
Plan de géométrie:	XXXX-XX-XX-SARA-XX	
Plans et profils:	PPXXXXX,PPXXXXX	
	Étude(s) technique(s):	Fiche(s) technique(s):
Eau	XX-XXX AAAA-MM-JJ	XX-XXX AAAA-MM-JJ
Égout	XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ	XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ XXX-XXX AAAA-MM-JJ

Légende: éléments proposés

- Ø : (mm) / EAU Ø PROP. — Conduite d'eau
- Ø : (mm) / ÉGOUT Ø PROP. — Conduite d'égout
- CV-XX / DNI-1A-XXX — Chambre de vanne (Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A)
- RX-XX / DNI-1A-XXX — Regard d'égout circulaire (RPU: Regard puisard unitaire; RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A)
- RX-XX — Regard d'égout rectangulaire (RP: Regard pluvial; RS: Regard sanitaire; RU: Regard unitaire; Numérotation)
- PI-XX / DNI-1A-204 — Poteau d'incendie (Numérotation; N° de croquis voir DTNI-1A)
- Puisard de rue
- Puisard dalot
- Puisard de trottoir
- Bouche à clé de vanne
- Conduite ou structure à enlever
- Conduite ou structure à abandonner
- Sens d'écoulement
- Limite de chaussée
- Détail type de tranchée

∗Symbole agrandi pour plus de clarté.

Émission

No.	Date	Description	Préparé par:
01	2020-01-31	ADDENDA 01	M.B.
00	2020-01-14	ÉMIS POUR SOUMISSION	M.B.

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan, 7e étage, Montréal (Québec) H3C0G4

Intervenants

Élaboré par:
Ariane Bégin, ing. jr — 2019-11-18
Azam Dehghan — 2019-11-18

Préparé par:
Mathieu Beauregard, ing.

Sceau de l'ingénieur(e):
Mathieu Beauregard, ing. 135317 — 2020-02-19
Original signé le:

Projet:

Rue Gosford

De la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame

Arrondissement(s): **Ville-Marie**

Nature des travaux:

Travaux de conduite d'eau secondaires

Titre du plan:

Plan et Profil

Ch. 0+00 @ 1+34

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle: HORZ.: 1:200 / VERT.: 1:50 (4 2 0 4 8 (mètre) 12)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
417710	PL-EA-01	1/2	01	01

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	417710	DATE:
#GDD:	1207231012	DRM:		2020/04/08
RESPONSABLE:	Sébastien Breton, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.			

PROJET INVESTI: 36213 Desc et client-payeur: **Cité administrative - Phase 1 - Composante E - Direction de l'urbanisme**

Taxes incluses

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2036213001	182712	924 378,72 $	927 955,61 $	84 359,61 $	0,00 $	C
2036213002	182713	50 222,33 $	0,00 $	0,00 $	55 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**974 601,05 $**	**927 955,61 $**	**84 359,61 $**	**55 000,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences
TOTAL	**974 601,05 $**	**927 955,61 $**	**84 359,61 $**	**55 000,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 067 315,22 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**08/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			927 955,51 $
TRAVAUX CONTINGENTS			84 359,61 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		7 500,00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		35 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000,00 $	
Gestion des impacts		7 500,00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		0,00 $	
Surveillance environnementale		0,00 $	
Comité du bon voisinage		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	55 000,00	55 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 067 315,12 $
Imputation (crédits)			974 601,05 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		46 415,10	92 598,12
Ristournes TPS et TVQ à 50%		92 714,16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2036213001**	**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182712**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Travaux Routiers Métropole (9129 2201 Québec inc.)**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			927 955,61 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	9,09%		84 359,61 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			1 012 315,22 $
Imputation (crédits)			924 378,72 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	44 023,28	87 826,43
Ristournes TPS et TVQ à 50%	87 936,50	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2036213002**	**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182713**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Remplacement d'une conduites d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranché de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	7,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		7 500,00 $	
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		35 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000,00 $	
Gestion des impacts		7 500,00 $	
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	55 000,00	55 000,00 $
Dépenses totales à autoriser			55 000,00 $
Imputation (crédits)			50 222,33 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		2 391,82	4 771,69
Ristournes TPS et TVQ à 50%		4 777,67	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Chloration conduites d'eau existantes		
Surveillance environnementale		
Comité du bon voisinage		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Conception et/ou frais généraux		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**417710**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%			0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser		0,00 $
Imputation (crédits)		0,00 $
Montant de dépôt		

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 417710	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**08/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00%		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance des travaux CSEM et frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			0,00 $
Imputation (crédits)			0,00 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Sébastien Breton, ing.

Tableau B – Principes de maintien et gestion de la mobilité

Soumission 417710 : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame
Arrondissements : Ville-Marie

Phase	Fermetures de voies et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Condition minimale à respecter concernant la gestion des impacts		
Travaux préparatoires	– Travaux mobiles – Heure de travail du lundi au vendredi : 9h30 -15h30	– Dix jours ouvrables avant les travaux, installer les panneaux d'information générale de dimensions 900 mm x 1 200 mm aux approches suivantes : · Sur la rue Gosford en direction sud, à l'intersection avec la rue Saint-Antoine · Sur la rue Saint-Claude en direction nord, en amont de l'intersection avec la rue Notre-Dame · Sur la rue Champ de Mars à l'intersection avec la rue Bonsecours · Sur la rue Notre-Dame en direction est, à l'intersection avec la rue Saint-Laurent · Sur la rue Notre-Dame en direction ouest à l'intersection avec la rue Bonsecours
Mise en place de la signalisation de chantier changement de phase et démobilisation - Toutes les phases	**Entraves de très courte durée** – Travaux mobiles avec véhicule d'accompagnement et signaleur(s) **Entraves de courte durée** – Entraves partielles ou complètes de courte durée lors de la mise en place, le déplacement et la démobilisation des dispositifs de retenue et de protection (glissières de sécurité, atténuateur d'impact, clôtures, etc.) – Heure de travail du lundi au vendredi : 23h00-5h00	– Respecter le plan TTCD-P 001 pour les travaux mobiles (en deçà de 30 minutes) – Pour les travaux mobiles, la présence d'au moins un signaleur est requis (se référer à l'article 5.17 du présent devis pour le nombre de signaleurs à prévoir) – Pour les entraves partielles, maintenir au moins une voie de circulation de 3,2 m sur la rue entravée ; – Pour les fermetures complètes, lorsque la largeur disponible est en deçà de 3 m, implanter des chemins de détour et ne pas impacter plus de deux intersections à la fois
Phase 1 **Entraves de longue durée**	– Fermeture complète de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame – Heure de travail du lundi au samedi : 7h-19h	– Fermer le corridor piéton mis en place par le chantier de l'Hôtel de Ville du côté ouest de la rue Gosford au niveau de la rue Champ de Mars et dévier les piétons sur le trottoir côté est. Ramener les piétons du côté ouest de la rue Gosford au niveau de la rue Notre-Dame. – Déplacer les glissières de sécurité en béton de 10 000 lb chaque du corridor piéton existant sur le bord du trottoir côté ouest de la rue Gosford. (Voir photo du chantier existant à l'Annexe M1) – Les plans de signalisations doivent être faits conformément aux exigences suivantes : · Configurer la direction nord et sud de Gosford à l'image du TLDU-007 adapté à la réalité du site à

Phase	Fermetures de voies et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
		l'intersection Gosford/ Champ de Mars et à l'intersection Gosford/Notre-Dame – Implanter, entretenir et maintenir les détours aux figures 1 et 2 de l'annexe M1 à l'aide des panneaux de dimensions 600 mm x 600 mm avec panonceaux indiquant les destinations visées par le détour en question – Coordonner avec la STM pour déplacer la ligne d'autobus 129 de la rue Gosford
Phase 2 **Entraves de longue durée pendant trois fins de semaine**	– Fermeture complète de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame – Fermeture complète de la rue Notre-Dame à l'intersection avec Gosford – Fermeture complète de la rue Champ de Mars à l'intersection avec Gosford – Circulation locale uniquement sur la rue Notre-Dame entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Gosford de même qu'entre les rues Bonsecours et Gosford – Circulation locale uniquement sur la rue Saint-Claude entre les rues Saint-Paul et Notre-Dame, de même que la rue Gosford entre les rues Saint-Antoine et Champ-de-Mars – Circulation locale uniquement sur la rue Champ de Mars entre les rues Bonsecours et Gosford – Heure de travail samedi et dimanche de 7h à 19h	– Fermer le trottoir du côté nord-ouest de l'intersection Notre-Dame/Gosford. Dévier les piétons à partir du trottoir côté est de la rue Gosford vers le côté sud de la rue Notre-Dame. Ramener les piétons du côté nord de la rue Notre-Dame au niveau de la Place Vauquelin. – Les plans de signalisations doivent être faits conformément aux exigences suivantes : · Configurer la direction est de Notre-Dame à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Notre-Dame/ Saint-Laurent · Configurer la direction ouest de Notre-Dame à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Notre-Dame/ Bonsecours · Configurer la direction nord de Gosford/ Saint-Claude à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Saint-Claude/ Saint-Paul · Configurer la direction sud de Gosford à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Gosford/ Saint-Antoine · Configurer la direction ouest de Champ de Mars à l'image du TLD-011 adapté à la réalité du site à l'intersection Bonsecours/ Champ de Mars – Annuler ou déplacer l'arrêt #53673 de la STM – Implanter, entretenir et maintenir les détours de la figure 1 de l'annexe M1 à l'aide des panneaux de dimensions 600 mm x 600 mm avec panonceaux indiquant les destinations visées par le détour en question

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

2-1

Le 29 mars 2016

9129-2201 QUÉBEC INC.
A/S MONSIEUR ANTHONY BENTIVEGNA
25, RUE DES IRIS
BLAINVILLE (QC) J7C 6B1

N° de décision : 2016-CPSM-1016408
N° de client : 2700002966

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). 9129-2201 QUÉBEC INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **28 mars 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP. ✓

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

ANALYSE D'ADMISSIBILITÉ ET DE CONFORMITÉ DE SOUMISSION (VERSION ABRÉGÉE)

TITRE DE L'AO	Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame	**Prix total soumis** (incluant taxes) **Date :** 2020-02-27	958 547,72 $
		Prix total négocié (incluant taxes) **Date :** 2020-03-27	927 955,61 $
SOUMISSIONNAIRE	Travaux Routiers Métropole Inc. / 9129-2201 Québec Inc.	**Rang à l'ouverture**	1 / 1

No AO	417710	**No SÉAO**	1336570	**Numéro GDD d'octroi**	1207231012

RÉSULTAT FINAL (conforme / non conforme)

Signature (responsable de conformité) :

(Nom, titre) : Sébastien Breton –chargé de projets

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	Oui	Non	Sans objet	Défaut mineur	Demande de remédier au défaut	Réponse requise avant le : date/heure	Réponse satisfaisante reçue	Avis juridique (date de demande)	Précisions (défaut, avis juridique, non-admissibilité / non-conformité)	Non-admissible / Non-conforme	Admissible / Conforme
	ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE / REJET AUTOMATIQUE											
1	**A lui-même commandé le cahier des charges au SÉAO (même NEQ)**	☒	☐								☐	☐
2	**Formulaire de soumission de la Ville selon le dernier addenda**	☒	☐								☐	☐
3	**Formulaire de soumission signé**	☒	☐								☐	☐
4	**Visite obligatoire des lieux effectuée**	☐	☐	☒							☐	☐
5	**Garantie de soumission (Ann B)**	☒	☐								☐	☐
6	**Registre des entreprises du Québec** *(non requis si AMP)*	☐	☐	☒							☐	☐
7	**Attestation de l'Autorité des marchés financiers (AMP)**	☒	☐					☐			☐	☐
8	**NEQ soumission = AMP = ARQ**	☒	☐								☐	☐
9	**Inscrit au Registre des Entreprises Non Admissibles aux contrats publics (RENA)** *(non requis si AMP)*	☐	☐	☒							☐	☐
10	**Détention d'une attestation de Revenu Québec valide (ARQ)**	☒	☐					☐			☐	☐
	Annexe D : Formulaire absence d'établissement au Québec	☐	☐	☒				☐			☐	☐

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	DÉFAUT MINEUR	DEMANDE DE REMÉDIER AU DÉFAUT	RÉPONSE REQUISE AVANT LE : DATE/HEURE	RÉPONSE SATISFAISANTE REÇUE	AVIS JURIDIQUE (DATE DE DEMANDE)	PRÉCISIONS (DÉFAUT, AVIS JURIDIQUE, NON-ADMISSIBILITÉ / NON-CONFORMITÉ)	NON-ADMISSIBLE / NON-CONFORME	ADMISSIBLE / CONFORME
11	LICENCE DE LA RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC (RBQ) SANS RESTRICTION	☒	☐					☐			☐	☐
12	INSCRIT AU REGISTRE DES PERSONNES INADMISSIBLES EN VERTU DU RÈGLEMENT GESTION CONTRACTUELLE	☐	☒								☐	☐
13	AVANTAGE INDU DU SOUMISSIONNAIRE ET/OU SOUS-TRAITANT ET CONFLIT D'INTÉRÊT (RGC)	☐	☒								☐	☐
	AUTRES CLAUSES DE REJET AUTOMATIQUE À AJOUTER :											
14	EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE - ANNEXE DÛMENT COMPLÉTÉE	☐	☐	☒							☐	☐
15	PRIX DE L'ITEM ASSURANCES, GARANTIES ET FRAIS GÉNÉRAUX DE CHANTIER NE DÉPASSE PAS 7%	☒	☐	☐							☐	☐
16		☐	☐								☐	☐
	CONFORMITÉ DES PRIX											
17	PRIX SOUMIS POUR CHAQUE ITEM	☒	☐		☐	☐		☐			☐	☐
	CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION / AUTRE EXIGENCES INCLUSES AU CAHIER DES CHARGES											
18	LETTRE D'INTENTION D'ASSURER UN SOUMISSIONNAIRE (ANN H)	☒	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
19	SOUMISSIONNAIRE EST UN CONSORTIUM?	☐	☒								☐	☐
20	FORMAT : NOMBRE D'EXEMPLAIRES (2), SUPPORT ÉLECTRONIQUE, RATURES PARAPHÉES	☒	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
21	LISTE DES APPAREILS	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
22	FORMULAIRE A5 CSEM	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
23	LETTRE BELL CANADA DÛMENT SIGNÉE	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
24	VISITE DES LIEUX EFFECTUÉE (OPTIONNELLE)	☐	☐	☒	☐	☐		☐			☐	☐
25		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
26		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐
27		☐	☐	☐	☐	☐		☐			☐	☐

	ITEMS À VÉRIFIER	CONSTAT			STATUT INTÉRIMAIRE				⚠	REMARQUE	DÉCISION FINALE	
#	QUESTIONS	OUI	NON	SANS OBJET	DÉFAUT MINEUR	DEMANDE DE REMÉDIER AU DÉFAUT	RÉPONSE REQUISE AVANT LE : DATE/HEURE	RÉPONSE SATISFAISANTE REÇUE	AVIS JURIDIQUE (DATE DE DEMANDE)	PRÉCISIONS (DÉFAUT, AVIS JURIDIQUE, NON-ADMISSIBILITÉ / NON-CONFORMITÉ)	NON-ADMISSIBLE / NON-CONFORME	ADMISSIBLE / CONFORME
	LISTE DES FOURNISSEURS À RENDEMENT INSATISFAISANT (LFRI)	☐	☒							Si oui, conforme, mais à mentionner au GDD d'octroi		

Alleluya AHONLONSOU | AA | 2020-04-16

(Nom, titre) | Signature du préparateur | (AAAA-MM-JJ)

Remarque :

Renouvellement AMP – Dossier 2700002966

helene.roy@amp.gouv.qc.ca
Thu 2019-04-11 12:52
To: trmetropole@live.com <trmetropole@live.com>

Bonjour,

Suite au dépôt de votre demande de renouvellement de l'autorisation, votre dossier est présentement en traitement chez nos partenaires. Nous sommes dans l'attente d'une recommandation de l'UPAC afin de pouvoir rendre une décision éclairée. Il se peut que vous vous receviez votre nouvelle lettre d'autorisation après la date d'échéance de celle que vous détenez. Nous sommes dans l'impossibilité de vous donner une date de fin d'analyse de dossier.

Vous devez référer le donneur d'ouvrages au Registre des entreprises autorisées (REA) de l'Autorité. De plus, vous pouvez lui transmettre l'accusé de réception que vous avez reçu suite au dépôt de votre demande de renouvellement à l'Autorité.

Tel que stipulé dans le communiqué émis par le Secrétaire du trésor, lorsqu'une entreprise présente une demande de renouvellement au moins 90 jours avant le terme de la durée de validité de son autorisation, elle demeure autorisée à contracter, sous réserve d'une révocation durant ce délai.

Voici le lien qui vous dirige vers la publication du Secrétaire du trésor afin d'apporter des précisions concernant le renouvellement des autorisations de contracter avec l'état émise par l'Autorité des marchés financiers.

http://www.tresor.gouv.qc.ca/faire-affaire-avec-letat/publications/info-marches-publics/bulletins/volume-18-numero-4-juin-2016/ .

Ce communiqué a été publié afin d'informer tous les acteurs de l'industrie y compris les donneurs d'ouvrages.

Je demeure disponible pour toute question de votre part.

Merci de votre précieuse collaboration.

Hélène Roy
Agente d'autorisation aux marchés publics
Direction de l'admissibilité aux marchés publics

Autorité des marchés publics
525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone : 418 646-1564
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
Télécopieur (sans frais) : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 06 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : 9129-2201 QUÉBEC INC.
Adresse du siège social : 25, RUE DES IRIS, , BLAINVILLE, QC, J7C 6B1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700002966
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1161495636

Autres noms d'affaires
• TRAVAUX ROUTIERS MÉTROPOLE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 417710
Numéro de référence : 1336570
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de conduite d'eau secondaire dans la rue Gosford, de la rue Champ de Mars à la rue Notre-Dame

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1686489)** 2020-01-22 9 h 54 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 53	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 03 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 15 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 28 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 34 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 38 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 32 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1686999)** 2020-01-23 8 h 18 **Transmission :** 2020-01-23 8 h 55	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 13 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 22 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 31 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 36 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1685217)** 2020-01-20 13 h 10 **Transmission :** 2020-01-20 13 h 19	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 58 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 11 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 19 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 29 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 34 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1685564)** 2020-01-21 8 h 22 **Transmission :** 2020-01-21 8 h 22	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 59 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel

			3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1685654)** 2020-01-21 9 h 13 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 25	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 01 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel

			3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1685361)** 2020-01-20 14 h 59 **Transmission :** 2020-01-20 15 h 08	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 03 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 14 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 24 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 33 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 37 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda

			no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 32 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1686149)** 2020-01-21 15 h 30 **Transmission :** 2020-01-21 15 h 30	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 59 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 20 h 07 - Courriel 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 20 h 10 - Courriel 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 23 - Courriel 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 24 - Courriel 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel

			3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LES EXCAVATIONS LAFONTAINE INC. 872, rue Archimède Lévis, QC, G6V 7M5 http://www.excavationslafontaine.com	Madame Amélie Robitaille Téléphone : 418 838-2121 Télécopieur : 418 835-9223	**Commande : (1685136)** 2020-01-20 11 h 39 **Transmission :** 2020-01-20 13 h 07	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Télécopie 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 39 - Télécopie 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 46 - Télécopie 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 12 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 21 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 30 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 35 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 45 - Télécopie 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Télécopie 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Télécopie 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 14 h - Télécopie 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 32 - Télécopie 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda

			no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement 3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 53 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1685043)** 2020-01-20 10 h 33 **Transmission :** 2020-01-20 12 h 38	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 58 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 11 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 20 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 30 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 35 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement

			3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219 2020-02-19 20 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Travaux Routiers Métropole Inc / 9129-2201 Québec Inc 25 rue des Iris Blainville, QC, j7c6b1	Monsieur Anthony Bentivegna Téléphone : 450 430-2002 Télécopieur : 450 430-2010	**Commande : (1685080)** 2020-01-20 11 h 02 **Transmission :** 2020-01-20 12 h 46	3245693 - 669669_VDM_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 37 - Courriel 3245714 - 669669_CCAS_V3.0_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 38 - Courriel 3245717 - 669669_Devis Feux de circulation_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 15 h 02 - Messagerie 3245720 - 669669_Éclairage de rue_Addenda no1_v1.0_20200131 2020-01-31 14 h 43 - Courriel 3245763 - 417710_Plan PL-EL-01_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 21 h 14 - Messagerie 3245769 - 417710_Plan PL-EA-01_R01_Addenda no 1_2020-01-31_01 2020-01-31 21 h 23 - Messagerie 3245777 - 417710_Plan 0138 T-02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 32 - Messagerie 3245778 - 417710_Plan 0138 02_R00_Addenda no 1_2020-01-31 2020-01-31 15 h 36 - Messagerie 3246321 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (devis) 2020-02-03 11 h 44 - Courriel 3246322 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no1_V5.3_20200131 (bordereau) 2020-02-03 11 h 44 - Téléchargement 3248583 - 669669_VDM_Addenda no2_v1.0_20200205 2020-02-05 13 h 59 - Courriel 3250604 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 2020-02-07 13 h 28 - Courriel 3250607 - 669669_VDM_Addenda no1_v3.0_20200207 2020-02-07 13 h 29 - Courriel 3250608 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (devis) 2020-02-07 13 h 31 - Courriel 3250609 - 669669_VDM_bordereau_Addenda no3_V6.0_20200207 (bordereau) 2020-02-07 13 h 31 - Téléchargement

3258798 - 669669_VDM_Addenda no4_v1.0_20200219
2020-02-19 20 h 17 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231012

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Travaux Routiers Métropole inc. (9129 2201 Québec inc.), pour des travaux de remplacement d'une conduite d'eau secondaire et la réfection de la chaussée et du trottoir sur la largeur de la tranchée de la rue Gosford entre les rues Champ de Mars et Notre-Dame. Dépense totale de 1 067 315,22 $ (contrat: 927 955,61 $, contingences: 84 359,61 $, incidences: 55 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417710 - un (1) soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231012 Trav voirie abords Hôtel de Ville.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jerry BARTHELEMY
Préposé au budget
Tél : 514 872-5066

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Fidel COTÉ-FILIATRAULT
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-7652
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.011

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Sanexen Services Environnementaux, plus bas soumissionnaires conformes, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Côte-des-Neiges, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 679 108,02 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10341 ;

2. d'autoriser une dépense de 367 910,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 367 910,80 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-04 09:56

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le premier secteur de régulation pour l'année 2020, il s'agit du second secteur de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Un autre secteur de régulation (Pierrefonds - Roxboro) et d'autres secteurs de suivi du débit (Saint-Laurent et Kirkland) feront l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 6 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 10 mars 2020, soit 33 jours après le lancement.

Deux addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-02-26	Addenda à l'étude géotechnique, clarifications et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2020-03-03	Clarifications et réponses aux soumissionnaires

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 8 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du second secteur de régulation de la pression de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce. Les travaux visent à réguler toute l'eau entrant dans une partie de l'arrondissement et ainsi réguler la pression et mesurer la consommation de l'eau :
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur la conduite principale existante du Grand Boulevard, près du parc William-Hurst;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur le chemin de la Côte-St-Antoine, près du boulevard Décarie;
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation d'urgence sur le boulevard Maisonneuve Ouest, près de la rue Ste-Catherine;
· la construction d'une nouvelle chambre de vanne sur l'avenue Girouard, près du chemin de la Côte-St-Luc;
· l'instrumentation de 2 chambres de vanne existante pour la mesure de la pression, une sur l'avenue Old Orchard et l'autre sur l'avenue Royal;
· l'installation de 2 nouveaux poteaux d'incendie sur le chemin Upper-Lachine, une près de l'avenue Harvard et l'autre près de l'avenue Régent;

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de régulation et pour la mesure de débit sur le réseau de transport et celui de distribution:

· la construction d'une nouvelle chambre de régulation d'urgence sur la rue St-Patrick, près de la rue Lapierre (en prévision du secteur de régulation de LaSalle);
· la construction d'une nouvelle chambre de régulation sur l'avenue Coolbrook, près du chemin de la Côte-St-Luc (en prévision du troisième secteur de régulation de Côte-des-Neiges);
· l'instrumentation d'une chambre de vanne existante pour la mesure du débit sur le réseau principal sur le chemin de la Côte-Ste-Catherine, près de l'avenue Woodbury;
· le remplacement de 2 chambres de vanne aux limites avec Ville Mont-Royal, sur le chemin Canora et sur l'avenue Trenton;
· la démolition d'une chambre vanne existante à la limite avec Ville Mont-Royal, sur la rue Paré.

Les arrondissements et la ville liée concernés par les travaux furent informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 367 910,80 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 367 910,80 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec (la totalité des branchements sont souterrains);
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (110 373,24 $, taxes incluses soit 3% des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix-sept (17) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, sept (7) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 41 % des preneurs de documents. Parmi les dix (10) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un sous

-traitant et deux (2) étaient des fournisseurs. Enfin, pour les sept (7) derniers preneurs, un s'est désisté par manque de temps et un autre parce qu'il avait déjà beaucoup de travaux. Pour ceux qui n'ont pas déposé d'offres, ils n'ont fourni d'explications. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, un soumissionnaire a été jugé non-conforme car le montant soumis à l'article "Assurances, garanties et frais généraux de chantier" excédait la limite permise aux instructions aux soumissionnaires. Les six (6) autres soumissions ont été jugées conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10 %)	Total
Sanexen	3 679 108,02 $	367 910,80 $	4 047 018,82 $
CMS Ent. Gén.	4 403 508,01 $	440 350,80 $	4 843 858,81 $
Eurovia	4 516 026,00 $	451 602,60 $	4 967 628,60 $
KF Construction	4 637 777,77 $	463 777,78 $	5 101 555,54 $
Roxboro	4 835 000,00 $	483 500,00 $	5 318 500,00 $
Ali Excavation	4 876 779,60 $	487 677,96 $	5 364 457,56 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 775 852,92 $	277 585,29 $	3 053 438,21 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			4 940 503,22 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			22,1 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 317 438,74 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			32,6 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			993 580,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			32,5 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			796 839,99 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			19,7 %

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart défavorable de 32,6 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L'analyse des montants soumis a permis de constater

que la différence entre l'estimation et la soumission la plus basse se situait principalement sur la structure des chambres de régulation. Les hypothèses suivantes peuvent expliquer ces différences :

La prolifération de chantiers effectués simultanément dans la région de Montréal (Échangeur Turcot, réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest, travaux de réfection et de construction de son réseau de transport en commun);
La rareté de la main-d'oeuvre;
La complexité des travaux dans des endroits où la circulation est forte;
La difficulté de déplacement des équipements et matériaux vers les différents sites.

Il est également probable que d'autres éléments qui représentent des montants importants pour les travaux de structure aient été sous-évalués :

L'augmentation des prix des chambres de vannes;
Les coûts associés à la mise en place de béton en pente dans le fond des chambres de vannes;
Les travaux d'excavation et l'évacuation de ces matériaux de déblais sur des sites distants;
Les coûts plus importants que prévu des matériaux de remblai;
La mise en place des chambres de mesure à l'aide de grues;
Le contrôle de la circulation et la signalisation aux abords de ces chantiers.

Vu ces explications et vu le nombre de soumissionnaires, nous croyons que les prix soumis sont représentatifs du marché compte tenu de cette période de l'année où les chantiers sont nombreux dans la région de Montréal.

Les coûts des travaux étant nettement supérieurs à ce qui avait été estimé, nous avons réévalué la rentabilité du projet. Avant de construire un nouveau secteur de régulation, nous vérifions toujours si le projet est rentable économiquement. Pour que le projet se réalise, il faut que les économies liées à la diminution des bris, à la diminution des pertes d'eau et à l'augmentation de la durée de vie des conduites soient supérieures aux coûts de construction et d'exploitation. La période de revenu est de 10 ans. Pour le SRP de Côte-des-Neiges, malgré les coûts plus importants, le projet est toujours rentable.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés Publics (AMP) pour l'adjudicataire recommandé, l'entreprise Sanexen Services Environnementaux, est expirée depuis le 14 juillet 2019. Par contre, la demande de renouvellement a été déposée conformément aux exigences, l'autorisation demeure donc valide, comme en fait foi la présence du soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'AMP.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats: En effet, le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 4 414 929,62 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 4 031 419,20 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :
- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 4 220 391,92 $ taxes incluses

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 194 537,70 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 8 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourraient être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mai 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Chantal HOOPER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Chantal HOOPER, 24 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

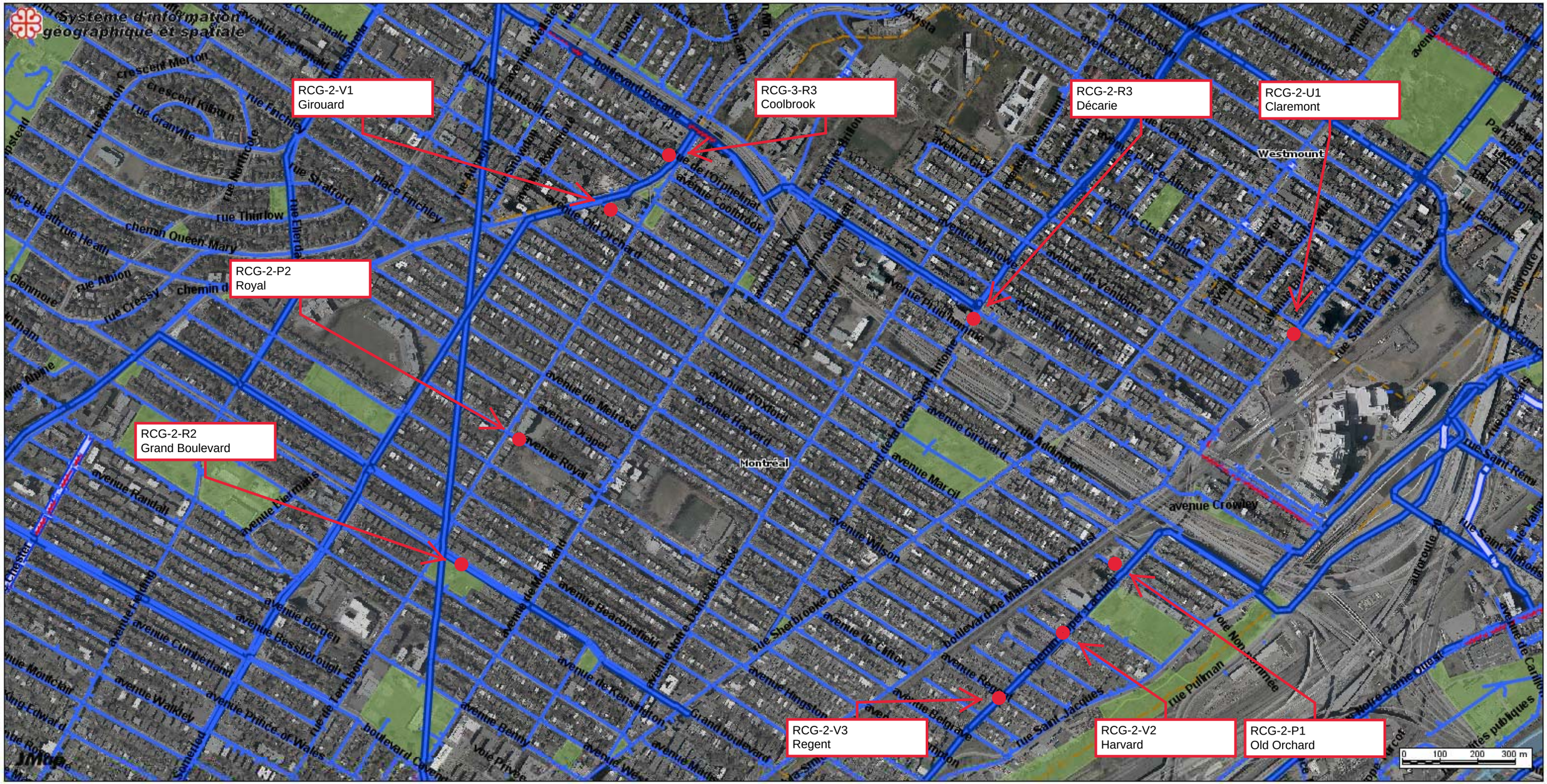
Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-05-01

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-05-04



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Échelle 1:10000

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

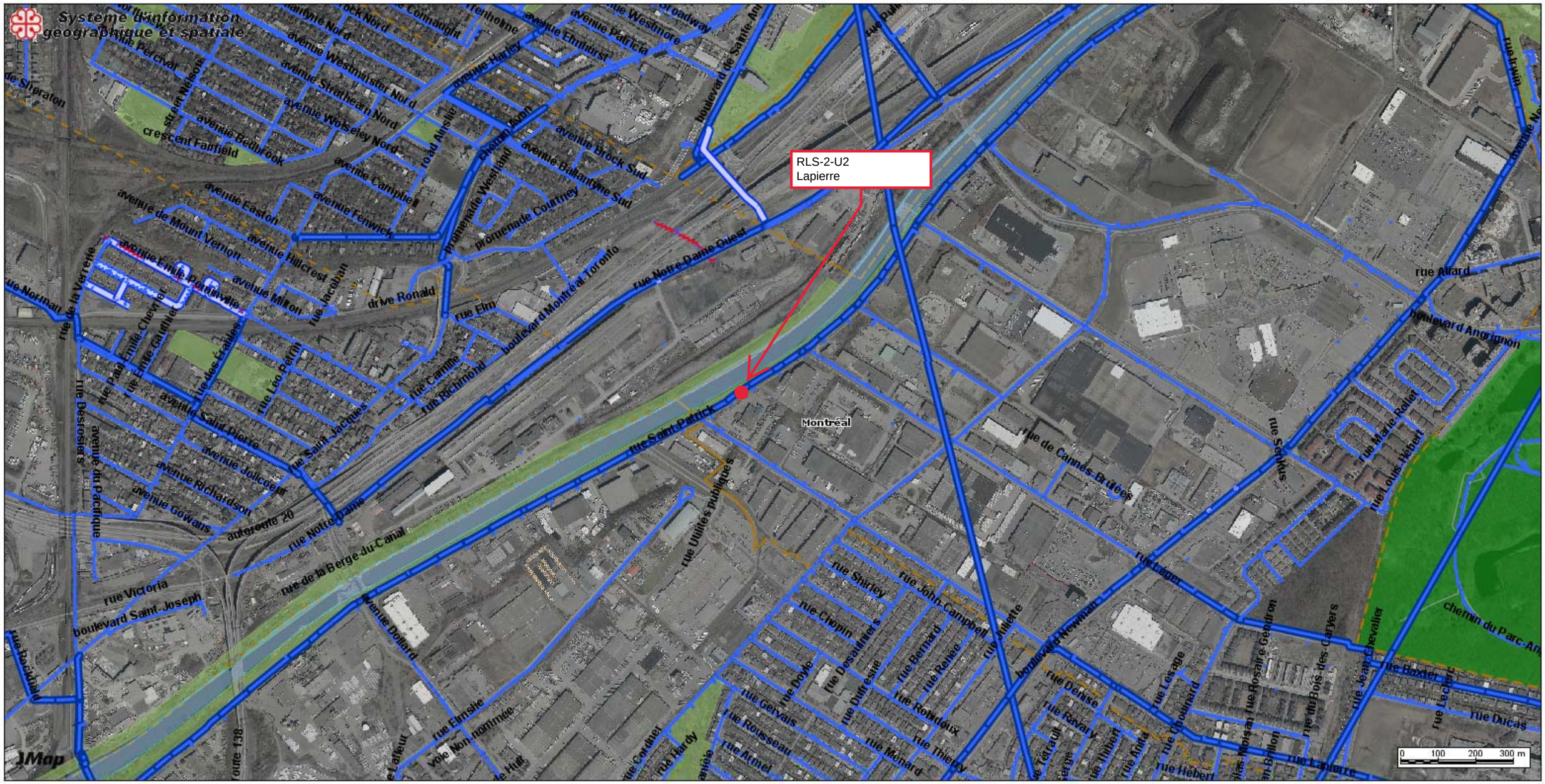


Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites de travaux, RCG-2

Date: 20-04-08

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 5 avril 2017

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2017-CPSM-1021694
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVA-TECH
- EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
- REGENERATION
- REGÉNÉRATION
- SANEXEN
- SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juillet 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Autorité des marchés publics
Québec

Numéro de client : 2700007373

Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Confirmation de transmission

Nous confirmons avoir reçu votre demande.

Un accusé de réception sera déposé dans la section « Communications sécurisées ». Si vous devez nous transmettre des pièces justificatives en format papier, un bon de numérisation à joindre avec chacun de ces documents se trouve à la fin de l'accusé de réception.

Veuillez utiliser le numéro ci-dessous pour toute communication avec nous en lien avec cette demande.

N° client: 2700007373

N° de demande: 1900000981

Date de création : 15 avril 2019 08:36

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10341
Numéro de référence : 1343204
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1696622)** 2020-02-10 14 h 22 **Transmission :** 2020-02-10 18 h 02	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Charex 17755 RUE LAPOINTE Mirabel, QC, J7J 0W7	Monsieur Stéphan Charette Téléphone : 450 475-1135 Télécopieur : 450 475-1137	**Commande : (1697488)** 2020-02-11 14 h 54 **Transmission :** 2020-02-11 14 h 54	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Yanick Blouin Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1695888)** 2020-02-07 15 h 27 **Transmission :** 2020-02-07 21 h 07	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202	Madame Johanne Vallée	**Commande : (1696218)** 2020-02-10 9 h 42	

Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-02-10 12 h 28	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Monsieur Alexandre Coulombe Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Commande : (1696306)** 2020-02-10 10 h 42 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 42	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1697072)** 2020-02-11 9 h 44 **Transmission :** 2020-02-11 10 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Commande : (1696687)** 2020-02-10 15 h 04 **Transmission :** 2020-02-10 18 h 14	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1696299)** 2020-02-10 10 h 37 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 37	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1696536)** 2020-02-10 13 h 31 **Transmission :** 2020-02-10 17 h 45	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Filtrum Inc. 1255 boul. Lebourgneuf suite 450 Québec, QC, G2K0M6 http://www.filtrum.qc.ca	Madame Christine Gauthier Téléphone : 418 687-0628 Télécopieur : 418 687-3687	**Commande : (1699522)** 2020-02-14 9 h 58 **Transmission :** 2020-02-14 10 h 11	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1709438)** 2020-03-03 7 h 53 **Transmission :** 2020-03-03 7 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-03-03 7 h 53 - Téléchargement 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-03-03 7 h 53 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1696150)** 2020-02-10 9 h 04 **Transmission :** 2020-02-10 10 h 53	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928	**Commande : (1696654)** 2020-02-10 14 h 45 **Transmission :** 2020-02-10 14 h 45	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel

	Télécopieur : 450 454-7254		3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions Triangle Inc. 1811 rue Lucerne Laval, QC, H7M 2G5	Madame Maria Fabrizio Téléphone : 514 881-8052 Télécopieur : 514 881-8078	**Commande : (1700529)** 2020-02-17 12 h 38 **Transmission :** 2020-02-17 12 h 38	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1695674)** 2020-02-07 11 h 36 **Transmission :** 2020-02-07 12 h 01	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Monsieur Adrien Vigneault Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1710325)** 2020-03-04 7 h 48 **Transmission :** 2020-03-04 7 h 48	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-04 7 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1696451)** 2020-02-10 12 h 06 **Transmission :** 2020-02-10 16 h 19	3263532 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (devis) 2020-02-26 13 h 18 - Courriel 3263533 - 10341 - Bordereau add 1 et 10341 - Addenda 1 (bordereau) 2020-02-26 13 h 18 - Téléchargement 3267789 - Addenda No 2 2020-03-03 13 h 21 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.011

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203775001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $)



Rapport - mandat_SMCE203775001.pdf

Dossier # :1203775001

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203775001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203775001

Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Côte-des-Neiges", pour un montant de 4 047 018,82 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10341 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 4 414 929,62 $ taxes incluses (contrat : 3 679 108,02 $ + contingences : 367 910,80 $ + incidences : 367 910,80 $).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère suivant :

- Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :
  - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de travaux spécialisés en génie civil et mécanique, et ce, en plus d'apporter plusieurs informations concernant l'important écart de prix défavorable de 32,5% par rapport à l'estimé interne.

Ainsi, le Service a d'abord expliqué que l'appel d'offres, d'une durée de 33 jours, a permis de recevoir un total de sept soumissions, dont une qui n'était pas conforme en raison d'un prix trop élevé à l'un des items du devis. En ce qui a trait à l'important écart défavorable observé, le Service l'a expliqué par la sous-évaluation des coûts de construction et d'installation des nouvelles chambres de vannes à l'estimé des consultants. À cet effet, le consultant a produit un nouvel estimé en employant la méthode des coûts réels, ce qui a permis d'obtenir des prix similaires à ceux proposés

par les firmes soumissionnaires, En outre, le Service a expliqué que toutes les soumissions proposaient des prix plus élevées que l'estimé. Le Service a donc jugé les prix obtenus comme représentatifs du marché. Ne voyant pas la possibilité d'obtenir de meilleurs résultats en relançant cet appel d'offres, le Service a opté pour une analyse afin de valider la rentabilité des travaux, et ce, préalablement à la recommandation de l'octroi à Sanexen. Les résultats de cette analyse ont montré une récupération des coûts sur 10 ans, ce qui sert de barème de référence en matière de rentabilité pour la Ville et qui dispose le Service de l'eau à recommander l'octroi aux instances décisionnelles.

En conclusion, la Commission apprécie les mesures de mitigation prévues à ce projet, notamment en ce qui concerne la production d'un devis spécifique à chacun des sites, de concert avec chaque arrondissement concerné, dans l'objectif de limiter les entraves. Aussi, la Commission salue le déploiement de moyens concrets pour ouvrir le marché en scindant ce type de travaux par spécialité puisqu'elle constate qu'il en résulte la réception d'un plus grand nombre de soumissions. En somme, bien que la Commission soit particulièrement préoccupée par cet important écart de prix, les commissaires ont grandement apprécié la démarche d'analyse de rentabilité réalisée et les résultats obtenus à l'appui de la recommandation d'octroi de ce contrat. À cet effet, la Commission demande l'ajout du résumé de cette analyse au dossier décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203775001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.012

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

Il est recommandé :
1. d'accorder à la firme Ali Excavation, plus bas soumissionnaires conformes, un contrat de construction de chambres de vannes et de mesure dans le secteur de Pierrefonds, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 871 517,06 $, conformément aux documents de l'appel d'offres public 10343 ;

2. d'autoriser une dépense de 187 151,71 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 187 151,71 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-29 12:03

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203775003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2012, la Ville de Montréal a mis en oeuvre, sur son réseau d'eau potable, un projet de régulation de la pression et de mesure de la distribution en temps réel. Cette stratégie de régulation, recommandée par l'International Water Association (IWA), permet de faire des gains sur trois plans : diminution des fuites, diminution des bris dus à l'augmentation de la pression en période de faible consommation et prolongation de la durée de vie des conduites vieillissantes. La mesure de la distribution permet un meilleur contrôle des fuites sur le réseau d'eau potable en plus de permettre la facturation de l'eau consommée pour les villes liées. Ces stratégies ont déjà été utilisées avec succès par plusieurs villes, principalement en Europe.
Plusieurs projets de régulation et de mesure ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation. Il s'agit de :
· en 2014, les secteurs Côte Saint-Luc, Pierrefonds-Roxboro et Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce;
· en 2015, les secteurs Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles et Verdun (Îles-des-Soeurs);
· en 2016, les secteurs Ahuntsic – Cartierville, Villeray – St-Michel – Parc-Extension et Dorval;
· en 2017, les secteurs Sud-Ouest, LaSalle, Mont-Royal, Hampstead et Montréal-Ouest.
· en 2019, les secteurs Le Plateau Mont-Royal, Saint-Léonard et Beaconsfield, ainsi que le secteur de suivi du débit Dollard-des-Ormeaux.

Le présent projet couvre le premier secteur de suivis du débit pour l'année 2020. Il s'agit du second secteur de Saint-Laurent. Deux secteurs de régulation (Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce et Pierrefonds - Roxboro) et un autre secteur de suivi du débit (Kirkland) font l'objet d'autres dossiers décisionnels. Comme pour les travaux de 2019, ce premier contrat couvre les travaux de civil, de structure et de mécanique. Les travaux d'électricité et d'instrumentation feront l'objet d'un autre appel d'offres.

L'appel d'offres a été publié dans le quotidien Le Journal de Montréal ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 14 février 2020. L'ouverture des soumissions a eu lieu à l'édifice Lucien-Saulnier le 19 mars 2020, soit 34 jours après le lancement.

Deux addendas ont été émis pendant l'appel d'offres afin d'apporter quelques clarifications :

Addenda no 1	2020-03-10	Clarifications et réponses aux soumissionnaires
Addenda no 2	2020-03-11	Clarifications

La validité des soumissions est de 90 jours, soit jusqu'au 17 juin 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0413 - 18 septembre 2019 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc., pour la réalisation de travaux d'électricité et d'automatisation pour les chambres de régulation et de mesure, pour une somme maximale de 1 923 926,10 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 10327 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 2 186 279,66 $, taxes, contingences et incidences incluses.
CG19 0180 - 18 avril 2019 - Accorder un contrat à Groupe Michel Leclerc, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Beaconsfield", pour un montant de 1 765 487,12 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10296 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 206 858,90 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0122 - 28 mars 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement Saint-Léonard", pour un montant de 1 295 768,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10295 – 3 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 619 710,32 $, contingences, incidences et taxes incluses.

CG19 0060 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à C.M.S. Entrepreneurs Généraux inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, arrondissement du Plateau-Mont-Royal", pour un montant de 1 102 748,22 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10285 – 4 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 1 433 572,68 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG19 0059 - 28 février 2019 - Accorder un contrat à Ali Excavation inc., pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, Ville de Dollard-des-Ormeaux", pour un montant de 1 979 524,58 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10286 – 5 soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 474 405,76 $, contingences, incidences et taxes incluses

CG14 0344 - 21 août 2014 - Accorder un contrat de services professionnels à Tetra Tech QI inc. pour la réalisation de secteurs de régulation de pression et la réhabilitation de chambres de mesure de pression sur réseau primaire pour une somme maximale de 8 324 053,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13441 - (2 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne l'octroi d'un contrat de construction principalement pour la réalisation du second secteur de suivis du débit de l'arrondissement Saint-Laurent. Ces travaux visent à mesurer toute l'eau entrant dans une partie de l'arrondissement et ainsi permettre d'établir un bilan précis et mieux connaître le comportement du réseau:
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale du boulevard Henri-Bourassa Ouest, près de l'avenue Félix-Leclerc;
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale du boulevard Poirier, près du boulevard Thimens;
· la construction d'une nouvelle chambre de mesure du débit sur la conduite principale de la rue Pomba, près de la route Transcanadienne.

Le contrat comprend également des travaux pour d'autres secteurs de régulation et pour la mesure de débit sur le réseau de distribution:

· la construction d'une chambre de régulation d'urgence sur la rue Jarry, près de la rue d'Iberville;
· la construction de la mécanique de la chambre de régulation sur le boulevard Crémazie Ouest, près du boulevard St-Michel;
· le raccordement de la chambre de régulation de la 19e Avenue à la conduite principale du boulevard Crémazie Ouest;
· la mise à niveau de la chambre de mesure du débit de L'Île-Dorval, près des terrasses Bellerive;
· la désaffectation de la chambre de vanne de la rue Deacon, près du boulevard St-Régis.

Les trois premiers points serviront à compléter le secteur de régulation de Villeray - St-Michel - Parc-Extension, secteur dont la construction a débuté en 2016.

Les arrondissements et les villes liées touchés par les travaux ont été informés.

Une enveloppe budgétaire pour les travaux contingents de 187 151,71 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, est prévue au présent contrat pour effectuer des travaux qui n'ont pu être prévus lors de l'élaboration des plans et devis (exemple : protections d'utilités publiques non identifiées aux plans, infrastructure mal identifiée aux plans, etc.).

Des frais incidents de 187 151,71 $, taxes incluses, soit 10 % du montant des travaux, ont été réservés pour les coûts associés aux travaux spécialisés. Ce montant servira à défrayer les frais liés aux activités suivantes :
· alimentation électrique des nouveaux ouvrages par Hydro-Québec;
· déplacement d'utilités publiques;
· contrôle qualitatif des matériaux (56 145,51 $, taxes incluses soit 3 % des travaux).

JUSTIFICATION

Il y a eu dix (10) preneurs de documents dans le cadre de cet appel d'offres. Parmi ceux-ci, six (6) entreprises ont déposé des soumissions, ce qui représente 60 % des preneurs de documents. Parmi les quatre (4) qui n'ont pas déposé d'offre, un (1) était un fournisseur. Enfin, pour les trois (3) derniers preneurs, ils n'ont pas jugé à propos de nous fournir d'explications quant à savoir pourquoi ils n'ont pas déposé d'offres. La liste des preneurs de documents se trouve en pièce jointe.
Lors de l'analyse de conformité, tous les soumissionnaires ont été jugé conformes et aucune erreur de calcul n'a été identifiée. L'analyse peut être consultée en pièce jointe. Le tableau suivant présente les prix proposés par les soumissionnaires conformes :

Firmes soumissionnaires	Prix de base	Contingences (10%)	Total
Ali Excavation	1 871 517,06 $	187 151,71 $	2 058 668,77 $
C.M.S. Entrepreneurs Généraux	2 277 309,83 $	227 730,98 $	2 505 040,81 $
Roxboro Excavation	2 685 000,00 $	268 500,00 $	2 953 500,00 $
K.F. Construction	2 757 777,77 $	275 777,78 $	3 033 555,55 $
Les Entreprises Cogenex	2 859 428,25 $	285 942,83 $	3 145 371,08 $
Sanexen Services Environnementaux	3 400 458,06 $	340 045,81 $	3 740 503,87 $
Dernière estimation réalisée à l'externe	2 365 631,32 $	236 563,13 $	2 602 194,45 $
Coût moyen des soumissions conformes (total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)			2 906 106,68 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) ((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100			41,2%
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) (la plus haute conforme – la plus basse conforme)			1 681 835,10 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) ((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100			81,7%
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme – estimation)			-543 525,69 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			-20,9%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse)			446 372,04 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			21,7%

L'analyse des soumissions a permis de constater que le plus bas soumissionnaire conforme a présenté une soumission avec un écart favorable de 20,9 % par rapport à l'estimation réalisée par la firme Tetra Tech QI. L’analyse des montants soumis a permis de constater que la différence de prix venait principalement du montant soumis pour les fosses d’exploration.

L’analyse a également permis de constater une différence de 21,7 % entre le premier et le second soumissionnaire. La différence se situe principalement au niveau des montants soumis pour les fosses, mais également pour les travaux dans le secteur Villeray. Les deux entrepreneurs n’ont probablement pas évalué le même impact des conditions de circulation sur leurs travaux dans Villeray.

Les validations requises à l'effet que l'adjudicataire ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de celle du Registre des entreprises non admissibles (RENA), ont été faites. Une attestation valide délivrée par Revenu Québec fut déposée avec la soumission, laquelle sera validée de nouveau au moment de l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres public assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chap. 25). L'autorisation de contracter délivrée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour l'adjudicataire recommandé, Ali Excavation, est valide jusqu'au 6 janvier 2023, on retrouve d'ailleurs le soumissionnaire sur le "registre des entreprises autorisées à contracter et à sous-contracter" de l'Autorité des marchés publics (AMP).

Le présent dossier répond à deux critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats:

- le contrat d'exécution de travaux est d'une valeur de plus de 2 M$ et il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;

- et qu'il existe un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 2 245 820,47 $ taxes incluses est entièrement assumée par l'agglomération, représente un coût net de 2 050 733.45 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales, lequel est financé par les règlements d'emprunts :
- RCG 16-039 Optimisation des réseaux, pour un montant de 1 967 121,07 $ taxes incluses

- RCG 16-041 Chambres de compteurs, pour un montant de 278 699,40 $ taxes incluses.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La régulation de la pression vise à diminuer les bris sur le réseau, prolonger la vie des conduites, et diminuer les pertes d'eau potable par les fuites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 juin 2020, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme ainsi que tous les autres soumissionnaires pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais associés.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il n'y a pas d'enjeu avec la pandémie COVID-19 si ce n'est que le début des travaux pourraient être retardé par une ordonnance d'arrêt de travaux de construction émise par le gouvernement du Québec.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi de contrat : séance du conseil d'agglomération du 28 mai 2020
Début des travaux : juillet 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Genny PAQUETTE, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Dang NGUYEN, Saint-Laurent

Lecture :

Jean-François DUBUC, 24 mars 2020
Genny PAQUETTE, 23 mars 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François COTÉ
Ingénieur civil

Tél : 514-872-9402
Télécop. : 514-868-4275

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-23

Jean L LAMARRE
Chef de division - optimisation du réseau

Tél : 514.872.7476
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice des réseaux d'eau
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2020-04-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2020-04-28

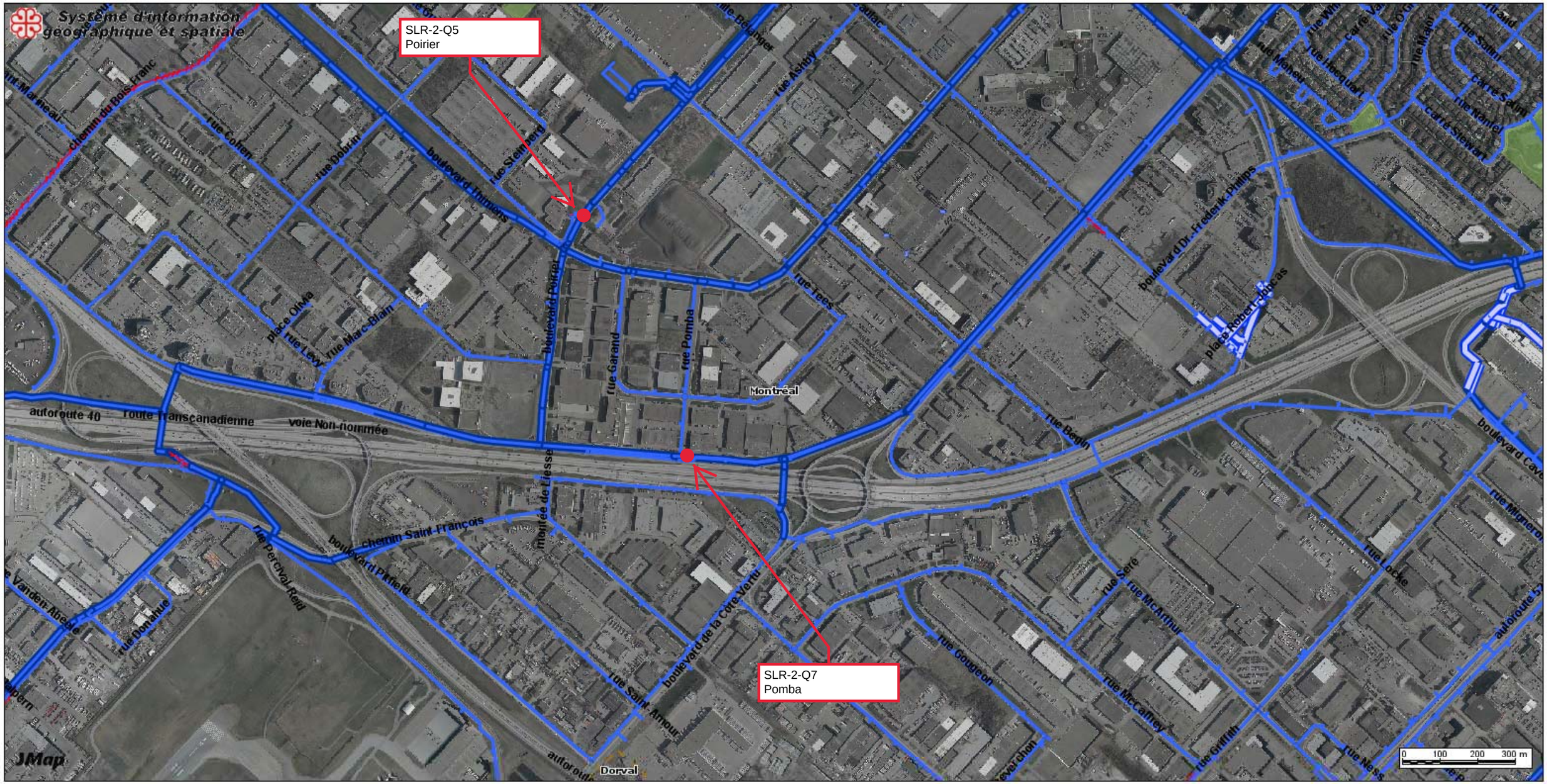


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

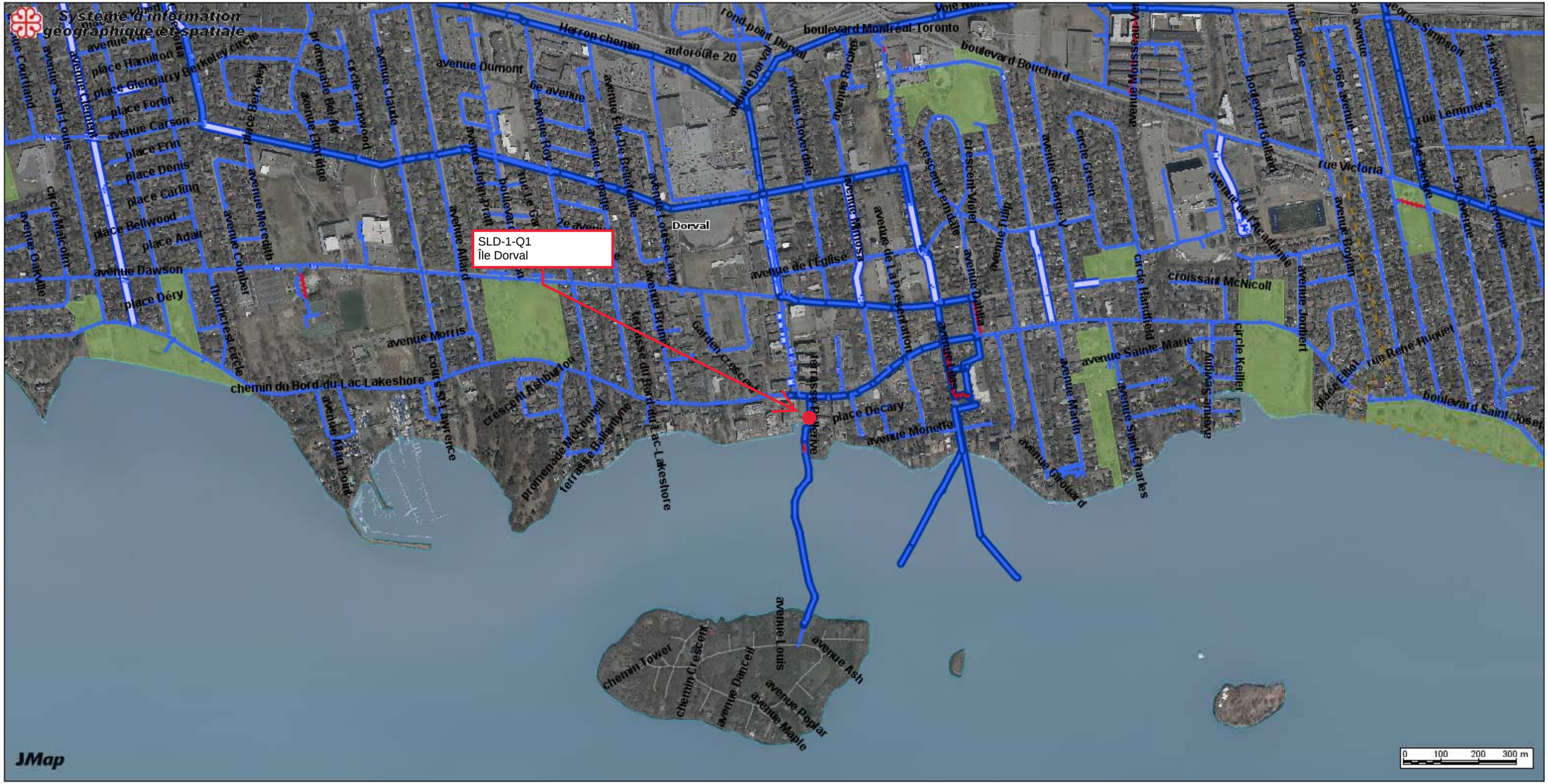


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Échelle 1:10000

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

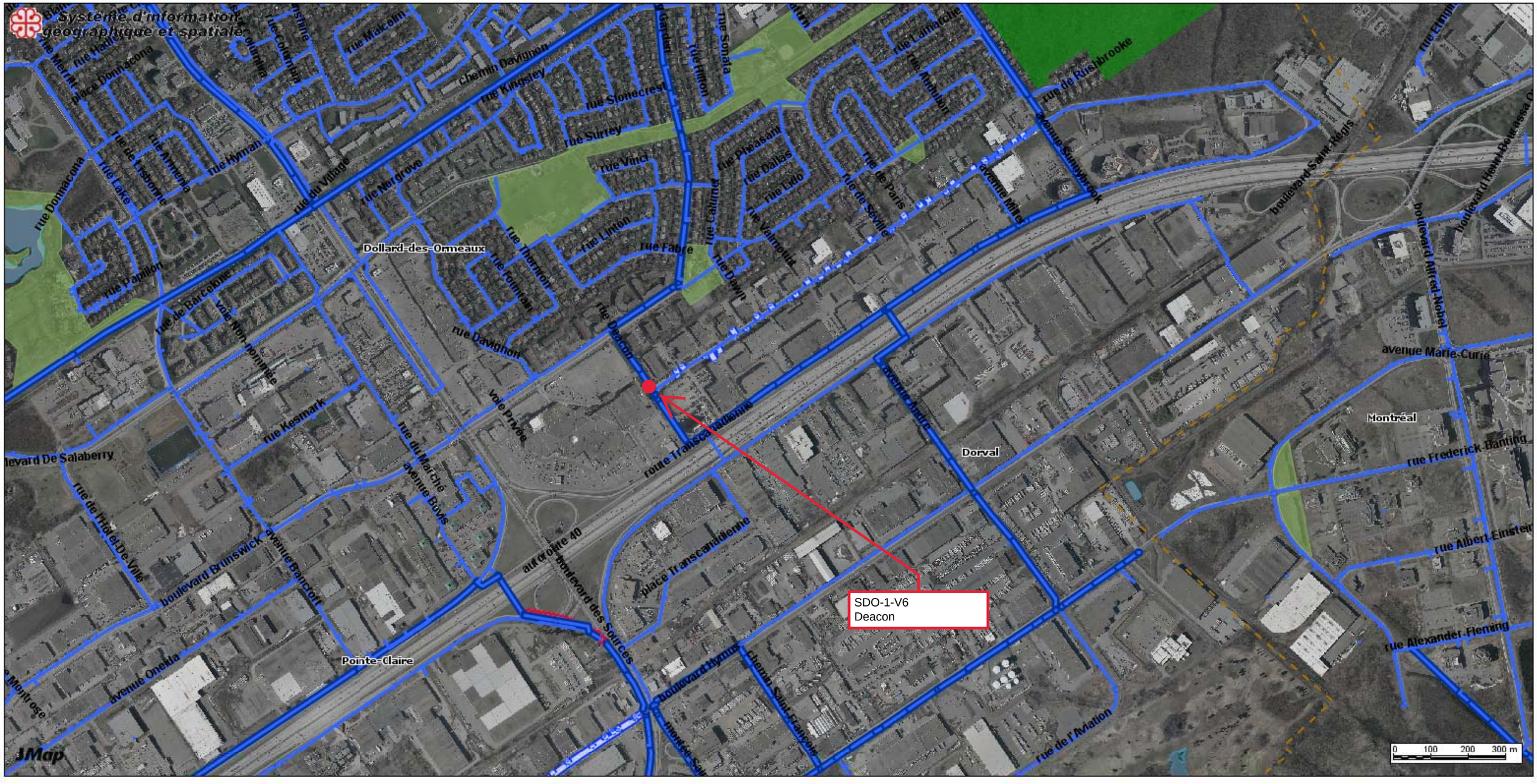


Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000



Sites des travaux, SLR-2

Date: 20-04-09

Producteur: COTE, JEAN-FRANCOIS

Échelle 1:10000

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 janvier 2020

ALI EXCAVATION INC.
A/S MONSIEUR MARC-ANDRÉ LOISELLE
760, BOUL DES ÉRABLES
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6T 6G4

N° de décision : 2020-DAMP-1001
N° de client : 2700025521

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. ALI EXCAVATION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **6 janvier 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 10343
Numéro de référence : 1346168
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Ali Excavation Inc. 760 boul des Érables Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6T 6G4 http://www.aliexcavation.com	Madame Karine Ross Téléphone : 450 373-2010 Télécopieur : 450 373-0114	**Commande : (1705944)** 2020-02-25 15 h 34 **Transmission :** 2020-02-25 21 h 07	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 57 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 https://cmsgenie.qc.ca	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1701354)** 2020-02-18 11 h 50 **Transmission :** 2020-02-18 12 h 26	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 56 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1700627)** 2020-02-17 14 h 01 **Transmission :** 2020-02-17 18 h 03	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 58 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Deric Inc 5145 rue Rideau	Monsieur Alexandre Coulombe	**Commande : (1700350)** 2020-02-17 10 h 25	

Québec, QC, G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Téléphone : 418 781-2228 Télécopieur : 418 522-9758	**Transmission :** 2020-02-17 10 h 25	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 55 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Grands Projets (Laval) 4085 St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur :	**Commande : (1701454)** 2020-02-18 13 h 19 **Transmission :** 2020-02-18 13 h 20	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 55 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1714712)** 2020-03-11 9 h 33 **Transmission :** 2020-03-11 10 h 28	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 56 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1702973)** 2020-02-20 11 h 05 **Transmission :** 2020-02-20 11 h 05	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1702536)** 2020-02-19 17 h 48 **Transmission :** 2020-02-20	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 54 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel

			Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur : 514 788-4606	**Commande : (1711028)** 2020-03-04 16 h 43 **Transmission :** 2020-03-04 21 h 45	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 57 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1700308)** 2020-02-17 9 h 54 **Transmission :** 2020-02-17 13 h 12	3273384 - 10343 - Addenda 1 (devis) 2020-03-11 10 h 12 - Courriel 3273385 - 10343 - Addenda 1 (plan) 2020-03-11 11 h 54 - Messagerie 3274146 - 10343 - Addenda 2 2020-03-11 18 h 01 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1203775003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.012

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203775003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $)

Rapport - mandat_SMCE203775003.pdf

Dossier # :1203775003

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

Membres

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 28 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE203775003

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE203775003

Accorder un contrat à Ali Excavation, pour le projet "Construction de chambres de vannes et de mesure, secteur Saint-Laurent", pour un montant de 1 871 517,06 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10343 – six (6) soumissions conformes. Autoriser une dépense totale de 2 245 820,47 $ taxes incluses (contrat : 1 871 517,06 $ + contingences : 187 151,71 $ + incidences : 187 151,71 $).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire,*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les particularités de ce contrat de travaux d'excavation, pour lequel l'appel d'offres, d'une durée de 34 jours, a permis de recevoir un total de six soumissions, parmi les 10 preneurs des documents. Ainsi, le Service a expliqué que l'écart de prix, de 20,9% favorable à la Ville par rapport à l'estimé de contrôle, provient essentiellement d'un seul item au devis : les fosses d'exploration. Quant à l'écart de 21,7% par rapport à la soumission du deuxième soumissionnaire conforme, il provient de deux éléments : les fosses d'exploration et les coûts de maintien

de la mobilité pour les sites de régulation dans le secteur de la rue Iberville, évalués de façon plus substantielle par le deuxième plus bas soumissionnaire.

Le Service a proposé trois explications pour l'écart entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé de contrôle. Il pourrait s'agir d'une sous-estimation par l'entrepreneur des coûts de réalisation des fosses puisque les montants unitaires soumis sont nettement inférieurs aux prix proposés par les autres firmes soumissionnaires. L'écart pourrait également être le résultat d'une surestimation à l'estimé de contrôle. Il n'en demeure pas moins que cet écart du prix unitaire multiplié par le grand nombre de fosses à construire a pour effet de produire l'écart observé, et ce, tant par rapport à l'estimé qu'à la deuxième plus basse soumission conforme, bien que dans une moindre mesure. L'analyse globale des soumissions reçues amène tout de même le Service a jugé les prix obtenus comme représentatifs du marché de la région de Montréal, d'où la recommandation de l'octroi.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues et les mesures de mitigation prévues à ce projet afin de limiter les entraves. Aussi, la Commission salue le déploiement de moyens concrets pour ouvrir le marché en scindant ce type de travaux par spécialité. Elle constate, une fois de plus, qu'il en résulte la réception d'un plus grand nombre de soumissions. Néanmoins, la Commission rappelle l'importance de retrouver, au dossier décisionnel, toutes les justifications de chacun des critères d'examen pour lesquels les dossiers sont soumis à l'examen de la CEC. Par conséquent, il a été demandé d'ajouter au sommaire décisionnel l'explication manquante relativement à l'écart de plus de 20% entre les deux plus basses soumissions conformes.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, à savoir :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire,*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE203775003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.013

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Ramcor construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 232 554,66 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 438610 ;

2. d'autoriser une dépense de 279 885,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 423 405,87 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-28 21:23

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231007**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 a) aménager son territoire de façon sécuritaire
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier des gares est un quartier en effervescence : une nouvelle destination conjuguant la mixité des développements immobiliers, des affaires, du commerce et du divertissement (Centre Bell). Ce quartier requiert un projet d'aménagement favorisant la convivialité du domaine public afin de le rendre plus accueillant. Les objectifs du projet consistent à adapter le domaine public à la densification en cours, améliorer le confort des piétons et l'environnement urbain, favoriser les déplacements piétonniers autour des stations de métro et des gares, augmenter la présence de végétaux, et créer un milieu de vie attrayant au centre-ville. Tel que signifié dans le programme particulier d'urbanisme (PPU) du Quartier des Gares, le réaménagement vise notamment à conférer au domaine public du quartier un caractère piétonnier très marqué, attrayant pour les résidents, les travailleurs, les étudiants et les touristes.
La phase 1 visait les rues Drummond, entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens, et de la Montagne, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Saint-Antoine. La phase 2 s'est réalisée sur 2 ans (2018-2019):

- La rue Mackay, du boulevard René-Lévesque à l'avenue Overdale;
- L'avenue Overdale, de la rue Lucien-L'Allier à la rue Mackay;
- La rue Lucien-L'Allier, du boulevard René-Lévesque à la rue Saint-Antoine;
- La rue Lucien-L'Allier, de la rue Saint- Jacques à la rue Victor-Hugo;
- La rue Stanley, du boulevard René-Lévesque à l'avenue des Canadiens-de-Montréal;
- L'avenue des Canadiens-de-Montréal, de la rue de la Montagne à la rue Peel.
- La rue Peel, du boulevard René-Lévesque à la rue Saint-Antoine (travaux d'infrastructures souterraines).

Le présent contrat constitue la phase 2A des travaux du projet Quartier des gares. Il s'agit essentiellement de travaux non complétés dans l'avenue-des-Canadiens de Montréal en 2019. Les travaux concernent le tronçon de l'avenue-des-Canadiens entre la rue Stanley et la rue Peel.

La Division des grands projets de la Direction des infrastructures a été mandatée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 0174 - 6 février 2019 - Approuver un projet d'entente entre la Ville et Black Property Holdings L.P., représentée par son associé commandité La Corporation Cadillac Fairview Limitée et d'approuver un projet d'entente entre la Ville et La Société en commandite Douze/Cinquante/Twelve-Fifty, Company Limited afin de permettre le remboursement à la Ville des coûts des travaux additionnels effectués sur le domaine privé dans le cadre du projet VMP-18-002 – Quartier des Gares phase 2 (1180890002).
CM18 0508 - 28 mai 2018 - Accorder un contrat à Loiselle inc., pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement dans le cadre de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 22 661 565,04 $, taxes incluses (contrat 20 773 101,28 $ + incidences 1 888 463,75 $) - Appel d'offres public VMP-18-002 - 2 soumissionnaires (1180890001).

CM17 0295 - 28 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels à Les Services exp inc. pour la réalisation des plans et devis et la surveillance des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares - Dépense totale de 2 612 420,56 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-17-002 - 4 soumissionnaires / Approuver un projet de convention à cet effet (1170890003).

CA17 240037 - 14 février 2017 - Offrir, en vertu du deuxième alinéa de l'article 85 de la charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C 11.4), au Service des infrastructures, de la voirie et des transports, de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux d'aménagement de la phase 2 du Quartier des gares dans le cadre de la mise en oeuvre du PPU du Quartier des gares (1176086003).

CG16 0393 - 22 juin 2016 : Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour les travaux d'infrastructures souterraines et d'aménagement du Quartier des gares - Phase 1 - Dépense totale de 8 069 287,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public VMP-16-020 - 4 soumissionnaires (1160890007).

DESCRIPTION

Les travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel consistent en :

• La gestion de la mobilité;
• Les travaux d'inventaire et de supervision archéologique;
• La reconstruction d'un puits d'accès et de massifs bétonnés de la CSEM;
• La reconstruction de puisards et la mise en place d'un caniveau;
• Les travaux d'imperméabilisation du tunnel piétonnier de la STM;
• La reconstruction complète des trottoirs en pavés de béton sur assise en enrobé bitumineux et fondations granulaires (avec bordure de granit);
• La reconstruction de l'éclairage de rue;
• La reconstruction des feux de circulation;
• La reconstruction complète de la chaussée en pavés de béton sur assise en enrobé

bitumineux et fondation granulaire;
• Le marquage de la chaussée;

Les travaux visés par le contrat du lot de la phase 2A du Quartier des gares faisant l'objet de ce dossier, visent bien la mise à niveau des réseaux de techniques urbains, d'imperméabilisation d'un tunnel piétonnier de la STM et l'aménagement permanent de la surface de la chaussée et des trottoirs en pavés de béton entre les rues Stanley et Peel.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 279 885,82$, taxes incluses, soit 12,5 % du coût du contrat.

La réalisation des travaux de même que le remboursement d'une partie de leur coût par la STM font l'objet d'une entente qui sera soumise au comité exécutif dans un dossier distinct (1201009001)

Dans le cadre du présent projet, afin de faciliter la réalisation du chantier et d'éviter que la Gare Windsor n'effectue des interventions dans l'avenue-des-Canadiens d'ici les prochaines années, il avait été prévu d'intégrer certains travaux de la Gare Windsor au contrat de l'entrepreneur. Ceux-ci représentent à peine 1% du prix soumis (14 021$ taxes incluses). Cependant, étant donné qu'une entente avec Cadillac-Fairview n'a pas pu être conclue dans les délais prescrits, ces travaux seront annulés.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts et agent de liaison, de signalisation, d'achat de mobilier et de feux de circulation, de frais de raccordement pour travaux d'éclairage et de feux de circulation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 5.1.14.3 du cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard. Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme Macogep Inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L’équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Un écart défavorable de 13,9 % a été constaté entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l’estimation de soumission.

Les écarts dans les articles « Correction de surface à l’aide d’un mortier cimentaire » et « PA modifié type 45 H.L. : 3,3 m » représentent 6.7 % de l’écart total. Dans le premier article, l’évaluation de la firme semble faible, toutefois le PBSC a soumis un prix très élevé pour ces travaux. Dans le deuxième article mentionné en haut, le prix soumis par le PBSC est aussi élevé et l’ÉÉC ne dispose pas d'éléments pouvant justifier ces écarts.

L'écart résiduel de 7,2 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Considérant ces informations et vu que l’écart défavorable de 13,9 % se situe dans les limites acceptables, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Écart entre PBSC et deuxième plus bas soumissionnaire conforme :

L'estimation de soumission de la firme Macogep Inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

L’équipe de l’économie de la construction (ÉÉC) a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres.

L’écart entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et la deuxième plus basse soumission conforme est de 27,13 %.

Les écarts les plus importants se trouvent dans les articles « Préparation des sols d’infrastructures (art. 22) », « Fondation inférieure MG 56 » et « Plans de localisation des infrastructures » (totalisant 12,6 %). Dans le premier article, les prix sont très variables entre tous les soumissionnaires et l’estimation. Cet article inclut des travaux d’enlèvement des chaussées et trottoirs vis-à-vis la structure de tunnel, donc la variance peut être attribuée aux stratégies de chaque estimateur pour ces travaux particuliers. Dans les deux autres articles mentionnés ci-dessus, le deuxième soumissionnaire a présenté des prix très élevés et qui ne reflètent pas les travaux à effectuer, tandis que le PBSC a soumis des prix acceptables qui sont comparables aux prix de l’estimation.

Un autre écart significatif se situe dans le sous-projet des travaux de la CSÉM (totalisant 3,3 %). Tous les entrepreneurs ont fait appel au même sous-traitant pour ces travaux et le deuxième soumissionnaire a majoré ses prix de 11 % plus que le PBSC qui explique cet écart.

L'écart résiduel de 11,2 % est réparti dans les autres articles de la soumission.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. Le contrat d’exécution de travaux est d’une valeur de plus de 2 M$ et qu’il présente un écart de prix de plus de 20 % entre l’adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.

Le soumissionnaire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 2 935 846,35 taxes incluses sont partager par la Direction de la mobilité, la CSEM et la STM :

- un contrat avec Ramcor construction inc. pour un montant de 2 232 554,66 $ taxes incluses;
- plus des contingences de 279 885,82 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 423 405,87 $ taxes incluses.

Un montant maximal de 2 671 398,84 $ net ristournes sera assumé comme suit :

Direction de la mobilité :

Un montant maximal de 2 113 733,77 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-024 Amén., réamén. Quartier des Gares CM17 0190, de plus, une entente éventuelle à venir entre la Ville de Montréal et la STM pourrait réduire ce dossier d'un montant maximal de 299 571.34 $ en cours (1201009001)

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti:

Programme	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
68030 - PPU Quartier des gares - Aménagement du domaine public (Approuvé en décembre 2019)	2 114	-	-	-	2 114
	2 114	-	-	-	**2 114**

Commission des services électriques (CSEM) :

Un montant maximal de 557 665,07 $ net de ristournes sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale 19-033 Conduits souterains/Enfouiss.fils aériens CM19 0605.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux de réaménagement de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point permettront à la ville d'accomplir plusieurs actions qui répondent à des objectifs de développement durable, autant environnementaux que sociaux :
· limitation des îlots de chaleur par l'augmentation de la présence végétale et l'ajout d'arbres (Action 4);
· promotion des modes de transport actifs par l'élargissement des trottoirs et l'ajout de places publiques (Action 11).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision tardive dans le présent dossier compromettrait l'échéancier global de la réalisation du projet.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 5 juin

2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID-19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées (CM 25 mai 2020)
Début des travaux : Juin 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pierre SAINTE-MARIE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Hugues BESSETTE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Sylvie - Ext DAGENAIS, Commission des services électriques
Serge A BOILEAU, Commission des services électriques
Ève CARLE, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Candy Yu WU, Commission des services électriques
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Ève CARLE, 20 avril 2020
Alain DUFRESNE, 15 avril 2020
Jean CARRIER, 15 avril 2020
Serge A BOILEAU, 15 avril 2020
Sylvie - Ext DAGENAIS, 15 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume B BÉLANGER
Ingénieur

Tél : 514-872-4294
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél : 514-280-2342
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-28

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 438610 — No du GDD : 1207231007

Titre de l'appel d'offres : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 6 / 1 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 30 / 1 / 2020

Ouverture faite le : 6 / 2 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 30 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
20 / 1 / 2020	Modifications apportées au bordereau des prix de la formule de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie, au DTSI-E - devis technique spécial infrastructures Éclairage et à un plan de la soumission	-
23 / 1 / 2020	Date d'ouverture des soumissions reportée au 6 février 2020. De plus, des modifications ont été apportées au Cahier des charges, au bordereau de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie et à un plan de la soumission.	-
29 / 1 / 2020	Modifications apportées au bordereau de soumission, au DTSI-V – Devis technique spécial infrastructures Voirie, au DTSI-W – Devis technique spécial infrastructures CSEM et à certains plans de la soumission.	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 21 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 24

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0,0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 5 / 6 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
RAMCOR CONSTRUCTION INC.	2 232 554,66
LES CONSTRUCTIONS H2D INC.	2 838 267,79
LOISELLE INC.	2 878 981,53
LES ENTREPRISES VENTEC INC.	2 887 126,88
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	2 892 000,00
Estimation **externe**	1 959 696,84

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **13,9%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **27,13 %**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : RAMCOR CONSTRUCTION INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 2 232 554,66

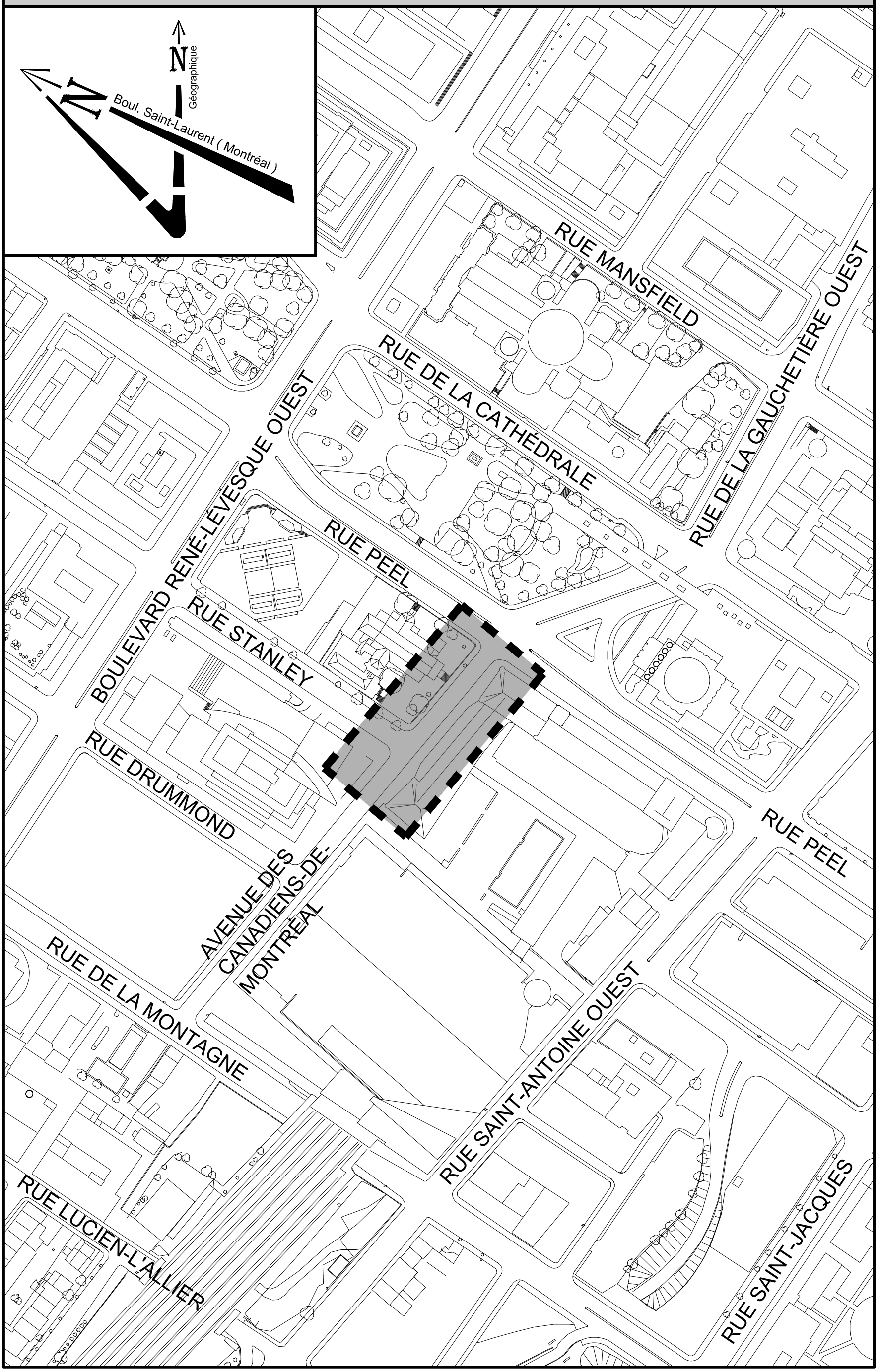
Montant des contingences ($) : 279 885,82

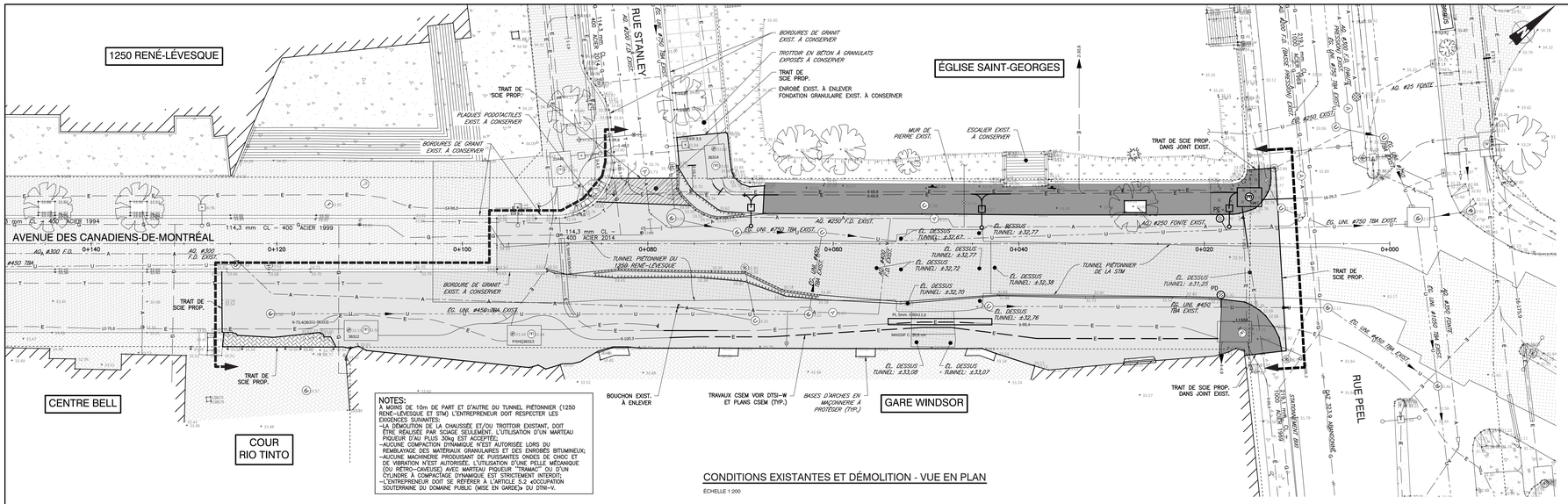
Montant des incidences ($) : 423 405,87

Date prévue de début des travaux : 29 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 5 / 11 / 2020

Plan de localisation

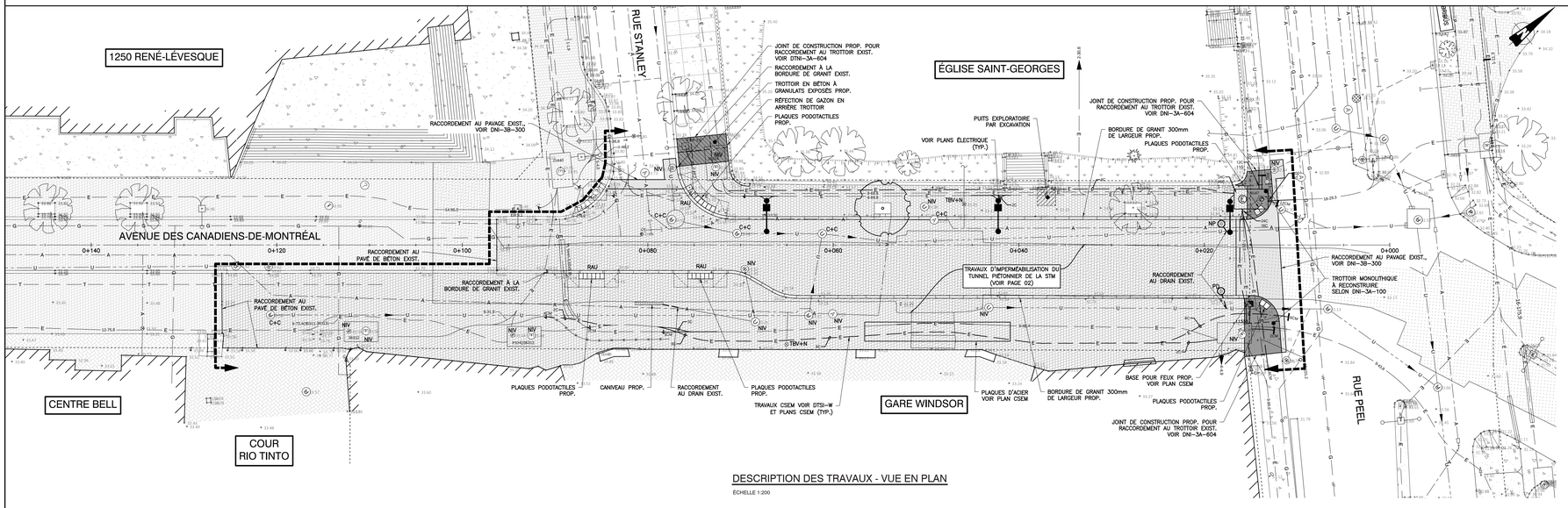
438610





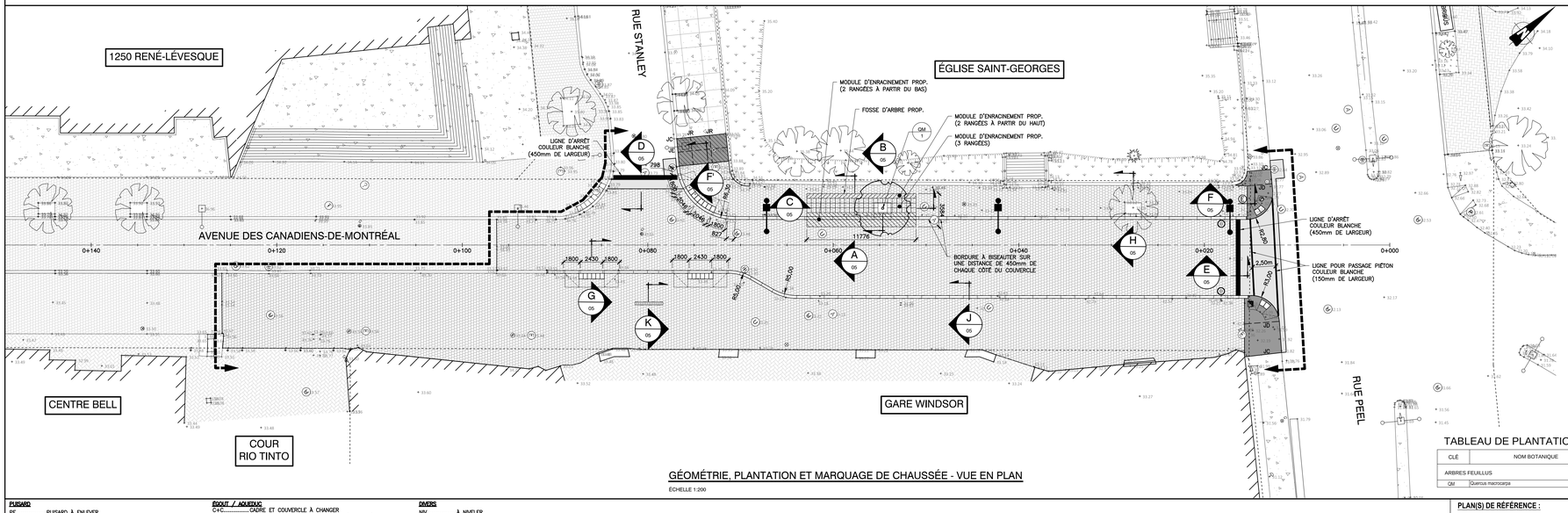
CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200



DESCRIPTION DES TRAVAUX - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200



JE – JOINT ESTHÉTIQUE (VOIR DNI–3A–600)
JR – JOINT DE RETRAIT (VOIR DNI–3A–601)
JD – JOINT DE DILATATION (VOIR DNI–3A–602)
JC – JOINT DE CONSTRUCTION (VOIR DNI–3A–604)

GÉOMÉTRIE, PLANTATION ET MARQUAGE DE CHAUSSÉE - VUE EN PLAN

ÉCHELLE 1:200

TABLEAU DE PLANTATION

CLÉ	NOM BOTANIQUE	NOM FRANÇAIS	HAUTEUR OU DIAMÈTRE	DISTANCE DE PLANTATION	MODE DE PLANTATION	QUANTITÉ TOTALE ESTIMÉE
ARBRES FEUILLUS						
QM	Quercus macrocarpa	chêne à gros fruits	60 mm Ø	voir plan	P.R.	1

PUISARD
PE.....PUISARD À ENLEVER
PD.....PUISARD À DÉPLACER
PR.....PUISARD À REMPLACER
NP.....NOUVEAU PUISARD
T+C.....TÊTE ET COUVERCLE À CHANGER (PUISARD DE TROTTOIR)
T–C.....TÊTE ET GRILLE À CHANGER
T+C+REP.....TÊTE ET GRILLE À CHANGER (+RÉPARATION)
A+N.....AJUSTABLE À NIVELER
A+C.....AJUSTABLE À CHANGER

ÉGOUT / AQUEDUC
C+C.....CADRE ET COUVERCLE À CHANGER
C+C+REP.....CADRE ET COUVERCLE À CHANGER (+RÉPARATION)
A+N.....AJUSTABLE À NIVELER
A+C.....AJUSTABLE À CHANGER
TBV+N.....TÊTE DE BOITE DE VANNE À NIVELER
TBV+C.....TÊTE DE BOITE DE VANNE À CHANGER

DIVERS
NIV.....À NIVELER
RAU.....RAMPE D'ACCÈS UNIVERSEL À RECONSTRUIRE SELON DNI–3A–700 INCLUANT PLAQUES PODOTACTILES. LA LARGEUR DE LA PARTIE ABAISSÉE PEUT ÊTRE DIFFÉRENTE DE 1,2m SE RÉFÉRER AUX PLANS.

PLAN(S) DE RÉFÉRENCE :

RELEVÉ TOPOGRAPHIQUE
FAIT PAR NIVELEXE
FICHIER : r1031_Rue Mackay à Peel_v20103.dwg>
REÇU LE 2017-04-19

FAIT PAR ENTREPRENEUR PH.2
FICHIER : r18104-TQC Final (2019-09-18).dwg>
REÇU LE 2019-10-21

FAIT PAR EXP
FICHIER : r18104-Tunnel (2018-10-29).dwg>
REÇU LE 2018-10-29

CADASTRE
TRANSMIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL
FICHIER : r31H05-005-7969_cadque.dwg>
REÇU LE 2017-03-29

CONDUITES ET DRAINAGE
TRANSMIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL
FICHIER : r-NE7969.pdf>
REÇU LE 2017-03-29

UTILITÉS PUBLIQUES

CSEM
FICHIER : <Quartier des gares.dwg>
REÇU LE 2017-03-31

ÉNERGIR 'ANCIENNEMENT GAZ MÉTRO'
FICHIER : <Reseau gazier - EXP.> <dwg>
REÇU LE 2017-04-13

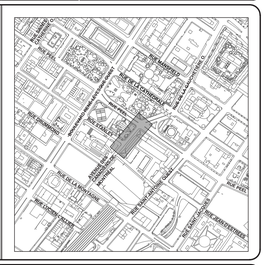
INFO-EXCAVATION
BELL : #2019460861
VIDÉOTRON : #2019460861

L'ORIGINAL DE CE DOCUMENT A ÉTÉ ÉMIS ET AUTHENTIFIÉ NUMÉRIQUEMENT. CETTE COPIE PAPIER NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT ORIGINAL. L'ORIGINAL N'EST AUTHENTIFIÉ QUE POUR LA FINALITÉ POUR LEQUEL IL A ÉTÉ ÉMIS TEL QUE NOTÉ DANS LE CARTOUCHE. IL NE PEUT ÊTRE UTILISÉ AUX FINS DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION OU DE FABRICATION VISÉS PAR LES LOIS APPLICABLES.

Orientation

REPÈRE GÉODÉSIQUE: 67KM247
RUE DE LA CATHÉDRALE / RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST
ALTITUDE: 27,686 m
LES COORDONNÉES SONT POSITIONNÉES SELON LE SYSTÈME NAD83

Plan de localisation



Note(s) :

1. LA LOCALISATION DES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES EST DONNÉE À TITRE INDICATIF SEULEMENT.
2. TOUTES LES DIMENSIONS DEVRONT ÊTRE PRISES ET VÉRIFIÉES AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX.
3. LES CONDUITS ET MASSIFS D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À SOUTENIR ET À PROTÉGER DANS LA TRANCHÉE D'EXCAVATION.
4. LES INTERVENTIONS INDIQUÉES SUR LES RÉSEAUX D'UTILITÉS PUBLIQUES SONT À TITRE INDICATIF SEULEMENT. L'ENTREPRENEUR DOIT CONSULTER LES PLANS D'ÉCLAIRAGE, DE LA CSEM ET DE BELL POUR CES TRAVAUX.
5. POUR TOUS LES TRAVAUX EFFECTUÉS À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX GAZIERS D'ÉNERGIR, L'ENTREPRENEUR DOIT SE RÉFÉRER AU GUIDE DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX GAZIERS D'ÉNERGIR DISPONIBLE À: ENERGIR.COM/SECURITE.

Légende - symbologie graphique

Légende :

Existant	Démolition
REGARD SAN/PLUV/UN/AQ	
PUISARD TROTT/ORC/RECT	
REGARD PUISARD	
BORNE D'INCENDIE	
VANNE	
RÉDUIT	
ENTRÉE DE SERVICE	
DRAIN PUISARD	
LAMPADAIRE	
FEU DE CIRCULATION	

PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ EXIST. À CONSERVER
PAVÉ DE BÉTON À ENLEVER
CHAUSSÉE À ENLEVER
ENROBÉ EXIST. À ENLEVER ET FONDATION GRANULAIRE EXIST. À CONSERVER
SUPERVISION ARCHÉOLOGIQUE DURANT LES TRAVAUX DE L'ENTREPRENEUR
TROTTOIR DE BÉTON EXIST. À CONSERVER
TROTTOIR DE BÉTON À ENLEVER
GAZON EXIST. À CONSERVER

Légende :

Existant	Proposé
REGARD SAN/PLUV/UN/AQ	
PUISARD TROTT/ORC/RECT	
REGARD PUISARD	
BORNE D'INCENDIE	
VANNE	
RÉDUIT	
BOUCHON	
ENTRÉE DE SERVICE	
DRAIN PUISARD	
LAMPADAIRE	
FEU DE CIRCULATION	

PAVÉ EXIST. À CONSERVER
PAVÉ DE BÉTON PRÉFABRIQUÉ PROPOSÉ 300x300x100 SUR ENROBÉ BITUMINEUX
CHAUSSÉE PROPOSÉ
TROTTOIR DE BÉTON EXIST. À CONSERVER
TROTTOIR DE BÉTON PROPOSÉ (VOIR DNI–3A–100)
TROTTOIR DE BÉTON À GRANULATS EXPOSÉS PROPOSÉ
GAZON EXIST. À CONSERVER

Légende :

Existant	
ÉGOUT SANITAIRE	S
ÉGOUT PLUVIAL	P
DRAIN PUISARD	
ÉGOUT UNITAIRE	U
CONDUITE DE REFOULEMENT	R
CONDUITE EAU POTABLE (AQUEDUC)	A
DRAIN PERFORÉ	F
PAVAGE	
GRAVIER	
BORDURE	
CLÔTURE	x
FOSSE	
HAUT DE TALUS	
BAS DE TALUS	
HAIE	
LIGNE DE LOT	
LIGNE D'EMPRISE	
SONDAGE/FORAGE (EN PLAN)	
REPÈRES DE NIVELLEMENT	HAUBAN
STATION D'APPENTAGE	BORNE/TIGE DE FER
POTEAU ÉLECTRIQUE	POTEAU DE TÉLÉPHONE
POTEAU DE TÉLÉPHONE AVEC TRANSFO	POTEAU ÉLECTRIQUE/TÉLÉPHONIQUE
ÉLÉC. ENFOUI. / REGARD / BJ	E
GAZ ENFOUI / REGARD	G
TÉLÉPHONE ENFOUI / REGARD / BJ	T
CÂBLODISTRIBUTION ENFOUI / REGARD	V
HYDRO-QUÉBEC ENFOUI / REGARD	HQ
LIMITE DES TRAVAUX	

ARBRE EXIST. À CONSERVER ET À PROTÉGER
ARBRE PROPOSÉ

Émission(s)

Em.	DATE	DESCRIPTION	Préparé par	Vérifié par
000	2019-12-13	ÉMIS POUR APPEL D'OFFRES	M.D.	G.H.
C	2019-11-29	ÉMIS POUR 100%	M.D.	G.H.
B	2019-11-22	ÉMIS POUR 90%	M.D.	G.H.
A	2019-11-08	ÉMIS POUR 70%	M.D.	G.H.

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division des grands projets

LES SERVICES EXP Inc.
t : +1.514.931.1080 | f : +1.514.935.1645
1001, Boul. De Maisonneuve Ouest, Bureau 800-B
Montréal, QC H3A 3C8
CANADA
www.exp.com

Intervenants

Relevé de terrain : Nivelaxe (avril 2017) et Entrepreneur Ph.2 (octobre 2019)
Dessiné par : Frédéric Verpaelst, tech. 2019-10-25
Préparé par : Mathieu Dufault, ing. 2019-10-23
Responsable du projet (ville de Montréal) : Adiaratou Kanté, ing.
Responsable du projet (consultant) : Guillaume Halde, ing.
Ingénieur(e) : Mathieu Dufault, ing.
Sceau de l'ingénieur(e) : Original signé le : 2019-12-13

PROJET :

AVENUE DES CANADIENS-DE-MONTRÉAL
D'UN POINT À L'OUEST DE LA RUE STANLEY À LA RUE PEEL

ARRONDISSEMENT(S) : VILLE-MARIE

NATURE DES TRAVAUX :

TRAVAUX DE VOIRIE, D'ÉCLAIRAGE ET DE FEUX DE CIRCULATION

TITRE DU PLAN :

CONDITIONS EXISTANTES ET DÉMOLITION, DESCRIPTION DES TRAVAUX, GÉOMÉTRIE, PLANTATION ET SIGNALISATION

(SI) DIMENSIONS EN MÈTRES, SAUF INDICATION CONTRAIRE

Échelle : HOR.: 1:200

5 2,5 0 5 10 (mètre)

AO:	No. de plan:	Feuillet:	Émission:	Page:
438610	PL-VO-01	01/07	000	01

Cartouche révisé le : 2015-11-13

13 décembre 2019 12:19:58, verpaelstf, \\Vrnx.com\Projects\MTR\MTR-0001768-A7\60 Réalisation\63 Dessin\[vol1MONVE-0001768-CEI_DES_GEO_PLs_SIG.dwg

11/60

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	438610	DATE:
#GDD:	1207231007	DRM:	4386	2020/02/12
RESPONSABLE:	Guillaume Bélanger, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel			

PROJET INVESTI: 59070 Desc et client-payeur: **Direction de la Mobilité - Aménagement et grands projets**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1968030009	182026	246 851,86 $	245 759,06 $	24 575,91 $	0,00 $	C
1968030005	182022	289 518,84 $	288 237,15 $	28 823,72 $	0,00 $	C
1968030014	183046	524 544,90 $	522 222,77 $	52 222,28 $	0,00 $	C
1968030010	182027	30 442,17 $	30 307,41 $	3 030,74 $	0,00 $	C
1968030003	182020	30 026,42 $	29 893,50 $	2 989,35 $	0,00 $	C
1968030004	182021	5 774,31 $	5 748,75 $	574,88 $	0,00 $	C
1968030007	182024	357 334,74 $	340 285,33 $	51 042,80 $	0,00 $	C
1968030008	182025	40 637,19 $	38 698,29 $	5 804,74 $	0,00 $	C
1968030011	182028	284 865,42 $	0,00 $	0,00 $	311 964,77 $	C
1968030013	182030	299 571,33 $	298 245,15 $	29 824,52 $	0,00 $	C
SOUS-TOTAL		**2 109 567,18 $**	**1 799 397,41 $**	**198 888,94 $**	**311 964,77 $**	

PROJET INVESTI: 69097 Desc et client-payeur: **Travaux de la Commission des services électriques de Montréal "CSEM"**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
2069156400	182498	484 926,15 $	433 157,25 $	80 996,88 $	38 702,18 $	C
2069156401	182499	72 738,92 $	0,00 $	0,00 $	72 738,92 $	C
SOUS-TOTAL		**557 665,07 $**	**433 157,25 $**	**80 996,88 $**	**111 441,10 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**2 667 232,25 $**	**2 232 554,66 $**	**279 885,82 $**	**423 405,87 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**2 935 846,35 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 438610	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**2020/02/12**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 710 331,89 $
TRAVAUX CONTINGENTS			227 663,54 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques (Bell, HQ, CSEM et Énergir)		56 000,00 $	
Surveillance environnementale et archéologie		80 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		36 812,20 $	
Marquage et signalisation écrite ph 2 du QDG		6 000,00 $	
Gestion des impacts et agent de liaison		20 000,00 $	
Achat de mobilier de feux de circulation au centre de distribution		55 000,00 $	
Frais de raccordement travaux d'éclairage et de feux de circulatio		39 265,59 $	
CSEM		130 328,08 $	
	TOTAL À REPORTER	423 405,87	423 405,87 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			2 361 401,30 $
Imputation (crédits)			2 142 687,35 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		102 691,95	204 870,43
Ristournes TPS et TVQ à 50%		205 127,17	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030009**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182026**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Maintien de la circulation et gestion des impacts**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			245 759,06 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		24 575,91 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			270 334,97 $
Imputation (crédits)			246 851,86 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		11 756,25	23 453,72
Ristournes TPS et TVQ à 50%		23 483,11	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030005**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182022**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussée**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			288 237,15 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		28 823,72 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			317 060,87 $
Imputation (crédits)			289 518,84 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	13 788,25	27 507,56
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 542,03	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030014**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**183046**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			522 222,77 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		52 222,28 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			

Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	574 445,05 $
Imputation (crédits)	524 544,90 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	24 981,30	49 837,70
Ristournes TPS et TVQ à 50%	49 900,15	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030010**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182027**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de plantation et aménagements de surface**			
ENTREPRENEUR	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			30 307,41 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		3 030,74 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			33 338,15 $
Imputation (crédits)			30 442,17 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 449,80	2 892,35
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 895,98	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030003**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182020**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Gestions des sols contaminés**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			29 893,50 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		2 989,35 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			32 882,85 $
Imputation (crédits)			30 026,42 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		1 430,00	2 852,85
Ristournes TPS et TVQ à 50%		2 856,43	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030004**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182021**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Plan de localisation**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			5 748,75 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		574,88 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			6 323,63 $
Imputation (crédits)			5 774,31 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		275,00	548,63
Ristournes TPS et TVQ à 50%		549,32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030007**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182024**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'éclairage**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			340 285,33 $
Ce montant correspond au montant du sp 182024, soit 118 355,27 $ additionné d'un montant de 221 930,06$ qui provient du sp 182029.			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00 %		51 042,80 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	391 328,13 $
Imputation (crédits)	357 334,74 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	17 017,97	33 950,84
Ristournes TPS et TVQ à 50%	33 993,39	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030008**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182025**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de feux de circulation**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			38 698,29 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00 %		5 804,74 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	44 503,03 $
Imputation (crédits)	40 637,19 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 935,34	3 860,99
Ristournes TPS et TVQ à 50%	3 865,84	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030011**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182028**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel**			
ENTREPRENEUR	**Incidences techniques et professionnelles**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques (Bell, HQ, CSEM et Énergir)		56 000,00 $	
Surveillance environnementale et archéologie		80 000,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		32 000,00 $	
Marquage et signalisation écrite ph 2 du QDG		6 000,00 $	
Gestion des impacts et agent de liaison		20 000,00 $	
Achat de mobilier de feux de circulation au centre de distribution		55 000,00 $	
Frais de raccordement travaux d'éclairage et de feux de circulatio		15 000,00 $	
CSEM		47 964,77 $	

Ce montant est réservé pour les items suivants de la CSEM : laboratoire 853,20$, surveillance externe 4302,28$, autres dépenses 1706,40$ conception et/ou frais généraux 41 102,89$ (cout net de 41102,89$).

TOTAL À REPORTER		311 964,77	311 964,77 $
Dépenses totales à autoriser			311 964,77 $
Imputation (crédits)			284 865,42 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	13 566,63	27 065,44
Ristournes TPS et TVQ à 50%	27 099,35	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069156400**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182498**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)**			
ENTREPRENEUR	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			433 157,25 $
Ce montant correspond au montant du sp 182029, soit 655 087,31 $ diminué d'un montant de 221 930,06$ qui sera transféré au sp 182024			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	18,70 %		80 996,88 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		4 812,20 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance externe		24 265,59 $	
Autres dépenses		9 624,39 $	
	TOTAL À REPORTER	38 702,18	38 702,18 $
Dépenses totales à autoriser			552 856,31 $
Imputation (crédits)			484 926,15 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		24 042,46	47 964,70
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%		67 930,16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**2069156401**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182499**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM)**			
ENTREPRENEUR ›	**Conception et/ou frais généraux**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Conception et/ou frais généraux		72 738,92 $	
	TOTAL À REPORTER	72 738,92	72 738,92 $
Dépenses totales à autoriser			72 738,92 $
Imputation (crédits)			72 738,92 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%		0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1968030013**	**SOUMISSION:**	**438610**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**182030**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2020/02/12**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'imperméabilisation du tunnel piétonnier de la STM**			
ENTREPRENEUR ›	**Ramcor Construction inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			298 245,15 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		29 824,52 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			328 069,67 $
Imputation (crédits)			299 571,33 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		14 267,00	28 462,67
Ristournes TPS et TVQ à 50%		28 498,34	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Guillaume Bélanger, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	118001	DATE:
#GDD:	11502660XX	DRM:		2018/01/01
RESPONSABLE:	Madame Unetelle			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix			

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Programme de réfection d'artères - Direction des transports**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155845122	123456	180 659,00 $	179 859,24 $	17 985,92 $	0,00 $	C
1155845123	456786	892 039,95 $	888 090,95 $	88 809,10 $	0,00 $	C
1155845124	458976	57 527,39 $	0,00 $	0,00 $	63 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**1 130 226,34 $**	**1 067 950,19 $**	**106 795,02 $**	**63 000,00 $**	

PROJET INVESTI: 59002 Desc et client-payeur: **Travaux d'ajout de signalisation lumineuse et aérienne - Direction des transports**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155900234	125878	208 512,59 $	198 563,89 $	29 784,58 $	0,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**208 512,59 $**	**198 563,89 $**	**29 784,58 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: 56115 Desc et client-payeur: **Programme de renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égoût - DGSRE**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1155611323	458794	56 141,79 $	55 893,26 $	5 589,33 $	0,00 $	C
1155611324	654878	23 741,46 $	0,00 $	0,00 $	26 000,00 $	C
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**79 883,25 $**	**55 893,26 $**	**5 589,33 $**	**26 000,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $	
SOUS-TOTAL		**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	

TOTAL	**1 418 622,18 $**	**1 322 407,34 $**	**142 168,93 $**	**89 000,00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**1 553 576,27 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 118001	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**2018/01/01**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'exemple d'aqueduc et de voirie - Sainte-Croix**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 322 407,34 $
TRAVAUX CONTINGENTS			142 168,93 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		30 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0,00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		0,00 $	
Gestion des impacts		33 000,00 $	
XXX		0,00 $	
XXX		0,00 $	
XXX		0,00 $	
	TOTAL À REPORTER	89 000,00	89 000,00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			1 553 576,27 $
Imputation (crédits)			1 418 622,18 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		67 561,48	134 785,16
Ristournes TPS et TVQ à 50%		134 954,06	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845122**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**123456**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			179 859,24 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		17 985,92 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			197 845,16 $
Imputation (crédits)			180 659,00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		8 603,83	17 164,65
Ristournes TPS et TVQ à 50%		17 186,16	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845123**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**456786**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de chaussées**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			888 090,95 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		88 809,10 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	976 900,05 $
Imputation (crédits)	892 039,95 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	42 483,15	84 753,89
Ristournes TPS et TVQ à 50%	84 860,10	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155845124**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458976**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction de trottoirs et de chaussées**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %			0,00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			30 000,00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.				
Laboratoire, contrôle qualitatif				
Division de la voirie - Marquage et signalisation				
Gestion des impacts			33 000,00 $	
XXX				
XXX				
XXX				
		TOTAL À REPORTER	63 000,00	63 000,00 $

Dépenses totales à autoriser	63 000,00 $
Imputation (crédits)	57 527,39 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 739,73	5 465,75
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 472,61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155900234**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**125878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Signalisation lumineuse**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			198 563,89 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	15,00 %		29 784,58 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			228 348,47 $
Imputation (crédits)			208 512,59 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		9 930,35	19 811,05
Ristournes TPS et TVQ à 50%		19 835,88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611323**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**458794**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR	**Lucie retraitée inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			55 893,26 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		5 589,33 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $
Dépenses totales à autoriser			61 482,59 $
Imputation (crédits)			56 141,79 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 673,74	5 334,11
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 340,80	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1155611324**	**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**654878**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Reconstruction d'aqueduc**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif	26 000,00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	26 000,00	26 000,00 $

Dépenses totales à autoriser	26 000,00 $
Imputation (crédits)	23 741,46 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 130,68	2 255,71
Ristournes TPS et TVQ à 50%	2 258,54	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**118001**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**2018/01/01**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10,00 %		0,00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
XXX		
XXX		
XXX		
TOTAL À REPORTER	0,00	0,00 $

Dépenses totales à autoriser	0,00 $
Imputation (crédits)	0,00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0,00	0,00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0,00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Madame Unetelle

Montréal

SOUMISSION 438610- PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Arrondissements Ville-Marie **Rues** Avenue des Canadiens-de Montréal Rue Stanley Rue Peel	Les travaux sont répartis sur les rues Peel, Stanley, et l'avenue des Canadiens-de-Montréal pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M.
Phase 1 **Travaux de voirie et d'éclairage dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal de la rue Stanley à la rue Peel**	**Occupation :** Fermeture complète de l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel et fermeture complète avec circulation locale seulement entre les rues Stanley et Drummond, pour la durée de la phase 1. **Accès aux riverains:** Fermeture de l'accès au quai de livraison pour des périodes de 48h consécutives seulement; Aucune entrave devant l'entrée du Centre Bell et celle de la cour Rio Tinto; Maintien de l'accès à l'Église anglicane Saint-Georges (entrée principale lors de mariage). **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Phase 2 **Travaux de voirie et d'éclairage à l'intersection avenue des Canadiens-de-Montréal / rue Stanley**	**Occupation :** Fermeture complète de la rue Stanley entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal et fermeture complète de l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel, pour la durée de la phase 2. **Accès aux riverains:** Fermeture de l'accès au quai de livraison pour des périodes de 48h consécutives seulement; Aucune entrave devant l'entrée du Centre Bell; Maintien de l'accès à la garderie. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi 7h à 19h.
Phase 3 **Travaux de voirie à l'intersection avenue des Canadiens-de-Montréal / rue Peel**	**Occupation :** Maintien d'une voie de circulation sur l'avenue des Canadiens-de-Montréal entre les rues Stanley et Peel et entrave partielle de la voie de droite (stationnement) sur la rue Peel en direction sud entre le boulevard René-Lévesque et l'avenue des Canadiens-de-Montréal; Maintien d'une voie de circulation sur la rue Peel en direction sud en dehors de l'heure de pointe et redonner au moins deux voies par direction sur la rue Peel. **Horaire de travail hors pointe:** Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30
Mesures de gestion des impacts applicables à tous les projets	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier et lors des manœuvres de machinerie. - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux);

	- Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de caserne d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour handicapés, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A;

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 6 février 2020

RAMCOR CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR GUY CORMIER
8085, RUE CHAMP D'EAU
SAINT-LÉONARD (QC) H1P 1Y1

N° de décision : 2020-DAMP-1089
N° de client : 2700008871

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. RAMCOR CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **5 février 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 438610
Numéro de référence : 1330987
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aménagement Coté Jardin Inc 4303 rue Hogan Montréal, QC, H2H 2N2	Monsieur Jean-Patrick Blanchette Téléphone : 514 939-3577 Télécopieur : 514 939-3174	**Commande : (1679213)** 2020-01-07 13 h 38 **Transmission :** 2020-01-07 13 h 38	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
	Monsieur Denis Huard	**Commande : (1679054)** 2020-01-07 10 h 47	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel

Bau-Québec Ltée.. 1370, Labadie, Local 1 Longueuil, QC, J4N1C7	Téléphone : 450 676-8622 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-07 11 h 28	3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 19 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 19 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Bordures Polycor Inc 76 rue Saint-Paul, Suite 100 Québec, QC, G1K 3V9 http://www.polycor.com	Monsieur Remi Guillemette Téléphone : 418 558-7740 Télécopieur : 418 323-2046	**Commande : (1681206)** 2020-01-10 15 h 45 **Transmission :** 2020-01-10 15 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel

			3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ceveco inc. 2970 Omer Ravary Bureau 100 Montréal, QC, H1W 3Z6 http://www.ceveco.ca	Monsieur Patrick Lapointe Téléphone : 514 521-1042 Télécopieur : 514 521-1048	**Commande : (1678956)** 2020-01-07 9 h 22 **Transmission :** 2020-01-07 9 h 28	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 21 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 16 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 03 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4	Monsieur Yanick Blouin Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1680289)** 2020-01-09 10 h 49 **Transmission :** 2020-01-09 10 h 57	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 21 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 21 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 08 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1679616)** 2020-01-08 10 h 09 **Transmission :** 2020-01-08 10 h 19	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 14 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel

			3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 16 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 04 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8	Madame Iulia Savescu Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur : 514 331-2295	**Commande : (1679735)** 2020-01-08 11 h 29 **Transmission :** 2020-01-08 11 h 34	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 20 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 19 h 02 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 34 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 20 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 27 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 59 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 08 - Messagerie

			Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com	Monsieur Jonathan Groulx Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1679375)** 2020-01-07 16 h 30 **Transmission :** 2020-01-07 16 h 36	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 17 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 17 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca	Madame Cynthia Nadeau Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1678836)** 2020-01-07 7 h 45 **Transmission :** 2020-01-07 7 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel

3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD
2020-01-23 19 h 02 - Courriel

3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis)
2020-01-23 22 h 31 - Courriel

3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau)
2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02
2020-01-23 19 h 20 - Courriel

3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28
2020-01-29 13 h 26 - Courriel

3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD
2020-01-29 13 h 27 - Courriel

3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis)
2020-01-29 13 h 33 - Courriel

3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau)
2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement

3243600 - 438610_Plans_AD 03
2020-01-29 20 h 04 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Laurin et Laurin (1991) Inc..
12000 Arthur Sicard
Mirabel, QC, J7J 0E9
http://www.laurinlaurin.ca

Madame Martine Chouinard
Téléphone : 450 435-9551
Télécopieur : 450 435-2662

Commande : (1682908)
2020-01-15 9 h 48
Transmission :
2020-01-15 9 h 48

3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20
2020-01-20 18 h 22 - Courriel

3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01
2020-01-20 18 h 24 - Courriel

3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01
2020-01-21 9 h 12 - Courriel

3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis)
2020-01-20 18 h 30 - Courriel

3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau)
2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement

3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date
2020-01-23 19 h 01 - Courriel

3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD
2020-01-23 19 h 02 - Courriel

3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis)
2020-01-23 22 h 31 - Courriel

3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau)
2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02
2020-01-23 19 h 20 - Courriel

3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28
2020-01-29 13 h 26 - Courriel

3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD
2020-01-29 13 h 27 - Courriel

3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis)
2020-01-29 13 h 33 - Courriel

			3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Constructions H2D Inc. 12820, chemin Bélanger Suite 300 Mirabel, QC, J7J2N8	Monsieur JEAN DUBÉ Téléphone : 450 963-9217 Télécopieur : 450 963-1960	**Commande : (1678657)** 2020-01-06 14 h 31 **Transmission :** 2020-01-06 14 h 49	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 20 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 20 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 07 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Les Entrepreneurs Bucaro Inc. 10,441 rue Balzac Montréal-Nord Montréal, QC, H1H 3L6	Monsieur Andrea Bucaro Téléphone : 514 325-7729 Télécopieur : 514 325-7183	**Commande : (1678318)** 2020-01-06 9 h 56 **Transmission :** 2020-01-06 9 h 56	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel

			3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1679195)** 2020-01-07 13 h 29 **Transmission :** 2020-01-07 13 h 29	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel

			3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Ventec Inc 5600 rue Notre-Dame O Bureau 104 Montréal, QC, H4C 1V1	Monsieur Gino Ventura Téléphone : 514 932-5600 Télécopieur : 514 932-8972	**Commande : (1681719)** 2020-01-13 12 h 27 **Transmission :** 2020-01-13 13 h 58	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h 01 - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 17 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 31 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 33 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 17 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 27 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 58 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 05 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1679286)** 2020-01-07 14 h 45 **Transmission :** 2020-01-07 14 h 45	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel

			3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1678797)** 2020-01-06 18 h 05 **Transmission :** 2020-01-06 18 h 05	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement

			3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1678276)** 2020-01-06 9 h 35 **Transmission :** 2020-01-06 11 h 04	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 18 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 18 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ramcor Construction Inc. 8085 rue Champ D'Eau	Monsieur Guy Cormier Téléphone : 514 329-	**Commande : (1678564)** 2020-01-06 13 h 26	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 23 - Télécopie

Arrondissement Saint-Léonard Montréal, QC, H1P 1Y1	4545 Télécopieur : 514 329-4818	**Transmission :** 2020-01-06 14 h 38	3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 20 h - Messagerie 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 10 h 18 - Messagerie 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 31 - Télécopie 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 02 - Télécopie 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 33 - Télécopie 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 32 - Télécopie 3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 20 h 19 - Messagerie 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 28 - Télécopie 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 58 - Télécopie 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 34 - Télécopie 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 22 h 06 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1679458)** 2020-01-08 7 h 42 **Transmission :** 2020-01-08 7 h 42	3237732 - 438610_AD 01_2020-01-20 2020-01-20 18 h 22 - Courriel 3237733 - 438610_DTSI-E_ANNEXE E5_2020-01-20_AD 01 2020-01-20 18 h 24 - Courriel 3237739 - 438610_PL_-VO-01-F06_20200120_AD 01 2020-01-21 9 h 12 - Courriel 3237742 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (devis) 2020-01-20 18 h 30 - Courriel 3237743 - 438610_FR_Soumission_R01_2020-01-20_AD (bordereau) 2020-01-20 18 h 30 - Téléchargement 3240432 - 438610_AD 02_2020-01-23_avec report de date 2020-01-23 19 h 01 - Courriel 3240433 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD 2020-01-23 19 h 02 - Courriel 3240440 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (devis) 2020-01-23 22 h 31 - Courriel

			3240441 - 438610_FR_Soumission_R02_2020-01-23_AD (bordereau) 2020-01-23 22 h 31 - Téléchargement 3240444 - 438610_PL-VO-01_F01_AD 02 2020-01-23 19 h 20 - Courriel 3243593 - 438610_AD 03_2020-01-28 2020-01-29 13 h 26 - Courriel 3243595 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD 2020-01-29 13 h 27 - Courriel 3243596 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (devis) 2020-01-29 13 h 33 - Courriel 3243597 - 438610_FR_Soumission_R03_2020-01-28_AD (bordereau) 2020-01-29 13 h 33 - Téléchargement 3243600 - 438610_Plans_AD 03 2020-01-29 20 h 04 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Ville de Montréal - Arrondissement Rivière-des-Prairies- Pointe-aux-Trembles 12090, rue Notre-Dame Est Montréal, QC, H1B2Z1 http://www.ville.montreal.qc.ca/rdp-pat	Monsieur Frédéric Lévesque Téléphone : 514 868-5533 Télécopieur : 514 868-4312	**Commande : (1682348)** 2020-01-14 11 h 04 **Transmission :** 2020-01-14 11 h 04	Mode privilégié : Ne pas recevoir
Ville de Westmount 1 BETHUNE WESTMOUNT, QC, H3Z 2L2 http://www.westmount.org	Madame Elisa Gaetano Téléphone : 514 989-5313 Télécopieur : 514 989-5488	**Commande : (1679351)** 2020-01-07 16 h 03 **Transmission :** 2020-01-07 16 h 03	Mode privilégié : Ne pas recevoir

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1564 Intervention et répartition des coûts GDD1207231007 (002).xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207231007 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposé au budget
Tél : 514-872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Étienne GUIMOND
Conseiller budgetaire
Tél : 514 872-1444
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.013

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231007

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division des grands projets
Objet :	Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 - 5 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231007.pdf

Dossier # :1207231007

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231007

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 – 5 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231007

Accorder un contrat à Ramcor construction inc., pour des travaux de voirie, d'éclairage et de feux de circulation dans l'avenue des Canadiens-de-Montréal d'un point à l'ouest de la rue Stanley à la rue Peel. Dépense totale de 2 935 846,35 $ (contrat: 2 232 554,66 $ + contingences: 279 885,82 $ + incidences: 423 405,87 $), taxes incluses. Appel d'offres public 438610 – 5 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
  - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce contrat de travaux de voirie s'insère dans le contexte de redéveloppement du quartier des gares, à proximité de la Gare Windsor. L'appel d'offres a permis de recevoir un total de cinq soumissions. Le Service a justifié l'écart de prix de 27% entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme en expliquant que ceci était probablement lié aux frais de préparation des sols et au plan de localisation des infrastructures puisque les prix du second soumissionnaire conforme sont trop élevés pour ces items en regard des ouvrages prévus. Selon l'analyse du Service, ceci serait dû au fait que le deuxième soumissionnaire aurait pris une marge de 11% sur les prix des sous-contractants pour ces travaux.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen de la Commission. Il a cependant été demandé au Service d'ajouter le justificatif de l'écart exposé lors de la présentation au sommaire décisionnel.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE1207231007 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.014

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

Il est recommandé :
1. d'accorder à LOISELLE INC. , plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 197 288,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 416311 ;

2. d'autoriser une dépense de 619 728,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 501 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits ont été réservés par l'engagement de gestion no. CC07231011. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 17:02

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231011**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'eau et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.
Les travaux du présent dossier s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens sur l'île de Montréal.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leur âge avancé et leur état de dégradation structurale, la conduite d'égout unitaire en brique installée en 1876 ainsi que la conduite d'eau secondaire en fonte grise installée en 1892 de la rue de la Commune, entre la rue Prince et la rue McGill, ont été identifiées par la Direction des réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. De même, la DRE a révélé l'urgence d'intervenir sur la conduite d'eau secondaire en fonte grise de 250 mm de diamètre, installée en 1890, dans la rue Mill, entre la Riverside et la rue de la Commune par la technique de réhabilitation. Concernant l'autre conduite d'eau secondaire dans la rue Mill, elle n'a pas été retenue dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation de l'année 2020.

Le plan de localisation de ces travaux se retrouve en pièce jointe.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines dans la rue de la Commune, La Direction de la mobilité du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit – via le *Programme Complémentaire de Planage-Revêtement (PCPR)* – sa mission de planifier les activités de réhabilitation sur le réseau routier, et ce, aux fins d'en préserver le niveau de service établi tout au long du

cycle de vie des différents actifs. Les investissements alloués à la protection du réseau routier artériel témoignent de l'engagement de la Ville de Montréal à améliorer tant le confort et la sécurité des usagers de la route, la qualité de vie des citoyens, que l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises.

Ces investissements viennent donc contribuer au développement et à la croissance de Montréal, atténuer le problème de dégradation des infrastructures routières et améliorer l'état global des chaussées par l'application de meilleures techniques d'intervention, le tout en fonction de l'état de la chaussée et des contraintes de circulation.

De plus, la Direction de la mobilité du SUM a le mandat d'appliquer le marquage de la piste cyclable de la rue McGill, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Jacques.

La Direction des réseaux d'eau, ainsi que la Direction de la mobilité du SUM ont mandaté la Direction des infrastructures du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

Le lancement du présent appel d'offres #416311 fait suite à la publication d'un appel d'offres annulé. En effet, l'appel d'offres #416310 initialement publié du 12 novembre au 4 décembre 2018, pour des travaux à être réalisés dans la rue de la Commune, a été annulé par la Direction des infrastructures, suite à une recommandation de la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Trois (3) soumissions conformes avaient alors été déposées. Les résultats d'ouverture du premier appel d'offres sont joints au dossier. Après analyse des soumissions reçues, un écart défavorable de + 40,8 % avait été constaté entre la plus basse soumission conforme et l’estimation de soumission.

À noter que les travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires dans la rue Mill et les travaux de marquage de la piste cyclable de la rue McGill n'avaient pas été inclus à l'appel d'offres 416310 annulé.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Les travaux auront lieu dans l'arrondissement de Ville-Marie. Les travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill seront exécutés sur distance d'environ 350 mètres et consistent en :
- la reconstruction de ± 340 mètres d'égout unitaire de diamètre variant entre 375 mm et 750 mm;
- la reconstruction de ± 400 mètres de conduites d'eau secondaires de diamètre variant entre 200 mm et 300 mm;
- la reconstruction partielle de la chaussée (± 2 000 m^2);
- la réhabilitation de chaussée (± 6 550 m^2);
- la reconstruction complète des trottoirs (± 150 m^2).

Les travaux de réhabilitation de la conduite d'eau secondaires dans la rue Mill, de la rue Riverside à la rue de la Commune, s'étendent sur longueur de ± 500 mètres de conduites à réhabiliter de diamètre variant entre 250 mm et 350 mm.

Les travaux de marquage de la piste cyclable de la rue McGill, entre la rue de la Commune et la rue Saint-Jacques seront exécutés sur une longueur de ± 650 mètres.

Le plan des travaux de surface se trouve en pièce jointe.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 619 728,82 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, d'archéologie, de chloration des conduites d'eau existantes ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Pour l'ensemble du contrat, les dispositions contractuelles liées aux échéanciers concernent principalement les pénalités pour retard et sont décrites à l'article 3.6 du Cahier des clauses administratives spéciales (CCAS) du cahier des charges. Ces pénalités remplacent celles décrites à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales (CCAG) du présent appel d'offres. Pour chaque jour de retard à terminer les travaux, l'entrepreneur doit payer à la Ville une pénalité de 0,1 % du prix du contrat, excluant les taxes et le montant des contingences. Cette pénalité n'est jamais inférieure à 1000 $ par jour de retard.

En plus, des pénalités complémentaires, à celles mentionnées à l'article 3.6 du CCAS qui visent le respect du délai contractuel, peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires dans la rue Mill. En effet, l'article 3.7 du CCAS du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:
1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal des travaux;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue Mill;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Aucun boni n'est prévu dans les documents de l'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission est établie à partir des documents d'appel d'offres, durant la publication de l'appel d'offres par GLT inc., firme mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC). Cette estimation est basée sur les prix et taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel.

La firme a analysé les cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. L'écart entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de soumission est de 34,7 % défavorable à la Ville de Montréal.

Selon l'analyse de la firme, les prix des articles suivants (représentant 16,4% d'écart) peuvent être considérés comme sous-estimés ou agressifs dans l'estimation de soumission :
- Massif d'utilités publiques à briser, à supporter et à reconstruire 9 à 12 conduits;
- Maintien de la mobilité et de la sécurité routière;
- Conduite d'eau proposée 300 mm en fonte ductile classe 350 (tranchée commune).

Un ajustement dans ces articles amène l'écart total à 24,0 %.

Pour les articles suivants (représentant 13,8 % d'écart avant ajustement), les prix du PBSC semblent élevés et la firme ne trouve pas d'éléments pour justifier les écarts :
- Levés terrain progressif;
- Conduite d'égout proposée 450 mm en TBA classe IV (tranchée commune);
- Chambre de vanne préfabriquée 1750 x 1550 sur conduite existante de 250 mm;
- Chemisage de conduite d'eau 250 mm.

L'écart résiduel de 4,5 % est reparti dans les autres articles de la soumission.

Par ailleurs, la firme constate qu'une partie de l'écart peut être expliquée par l'application d'un pourcentage additionnel de risque par le PBSC lié à la localisation de ce projet, le nombre élevé de chantiers futurs dans ce secteur ainsi que le phasage des travaux exigés.

Vu qu'il y a un étalement régulier et concurrentiel entre quatre parmi les cinq (5) soumissions reçues, la DGPÉC est de l'avis qu'un meilleur résultat n'est pas garanti si le projet est annulé et retourné en appel d'offres plus tard.

Considérant ces informations et l'écart défavorable ajusté de 24,0 %, la DGPÉC recommande que la décision d'octroi doive être évaluée selon l'importance du projet dans les planifications du requérant.

La DRE et le SUM ont examiné le dossier. Ils sont en accord avec les recommandations de la DGPÉC au sujet de cet appel d'offres.

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC). En effet, le contrat est supérieur à 2 M$ et il existe un écart de plus de 20 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 7 318 016,99 $, taxes incluses et comprend :
- un contrat avec LOISELLE INC. pour un montant de 6 197 288,17 $ taxes incluses;
- plus des contingences 619 728,82 $ taxes incluses;
- plus des incidences de 501 000,00 $ taxes incluses.

Cette dépense, entièrement assumée par la Ville centrale, est prévue et répartie entre les différents PTI des unités d'affaires de la façon suivante :

· 84.58 % au PTI de la DRE du Service de l'eau pour un montant de 6 189 470,78 $, taxes incluses.
· 15.42 % aux différents PTI de la Direction de la mobilité du SUM pour un montant de 1

128 546,21 $, taxes incluses.

La dépense totale de 7 318 016,99 $, taxes incluses représente un coût net de 6 682 324,90 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par les règlements d'emprunt suivants :
· # 18-071 « Programme de renouvellement des réseaux secondaires d'aqueduc et d'égout » pour un montant de 5 651 811,80 $;
· #18-045 « Programme de réfection d'artères CM 181155 » pour un montant de 1 030 513,10 $.

Cette dépense sera entièrement réalisée en 2020.

La portion assumée par le règlement d'emprunt #18-071 est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Les portions assumées par les règlements d'emprunt # 18-045 sont prévues et disponibles à même l'enveloppe reçue pour le PTI 2020-2022.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PTI 2020 -2022 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
55861 - Programme de Réhabilitation de Chaussées par Planage-Revêtement - Artériel	1 031	-	-	-	1 031
	1 031	**-**	**-**	**-**	**1 031**

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau et d'égout. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. En cas d'effondrement de l'égout à cause de son état dégradé, la situation pourrait forcer à inscrire un projet de reconstruction en urgence à cause de la proximité de la zone touristique et du centre ville. Ces travaux d'urgence pourraient coûter plus chers.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 23 juin 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un

autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. À cause de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux sont maintenant prévus débuter en juin 2020. Si le démarrage a lieu à ce moment, il n'y aura probablement aucun impact. Par contre, si la suspension des activités en chantier devait être prolongée au delà de la période de juin 2020, il est possible que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020, ce qui est une exigence contractuelle. Dans ce cas, une prolongation du délai de réalisation devra être envisagée, sans pénalité pour l'entrepreneur et sans coût pour la Ville. Ceci dit, il est toujours possible que l'entrepreneur tente malgré tout de faire valoir une réclamation à la Ville, laquelle sera contestée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communication.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : octobre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Kathy DAVID, Service de l'eau
Jean CARRIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 21 avril 2020
Jean CARRIER, 16 avril 2020
Karine CÔTÉ, 16 avril 2020
Kathy DAVID, 16 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures, en remplacement du directeur du service
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 416311 — No du GDD : 1027231011

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 / 1 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 11 / 2 / 2020

Ouverture faite le : 25 / 2 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
3 / 2 / 2020	Mise à jour de la liste des documents normalisé. Précistion sur la largeur maximale de réfection de tranchée. Ajout d'un article descriptif sur le remblai sans retrait pour la conduite principale (DTSI-O). Ajout de précision sur les glissières de sécurité (DTSI-M). Numérotation des articles du DTSI-V	-
7 / 2 / 2020	Report de la date d'ouverture	-

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 13 — Nbre de soumissions reçues : 5 — % de réponses : 38

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 24 / 6 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes (Les prix de soumission et l'AMP ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) — Total
LOISELLE INC.	6 197 288.17
EUROVIA QUEBEC CONSTRUCTION INC.	6 199 890.92
L.A. HEBERT LTEE	6 435 746.74
K.F. CONSTRUCTION INC.	6 597 777.77
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	8 485 000.00

Estimation — **externe** — 4 599 294.51

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **34.7%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **0.04%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA	x		Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LOISELLE INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 6 197 288.17

Montant des contingences ($) : 619 728.28

Montant des incidences ($) : 501 000.00

Date prévue de début des travaux : 15 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 30 / 10 / 2020

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 416310 — No du GDD : 1187231081

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduites d'eau et de voirie dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 11 - 2018 — Ouverture originalement prévue le : 4 - 12 - 2018

Ouverture faite le : 4 - 12 - 2018 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 21 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11 — Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées :

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes *(Les prix de soumission et l'AMF ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions. Cependant, seuls les autres documents fournis avec les 2 plus basses soumissions ont été vérifiés)*	Prix soumis incluant taxes et corrections du prix **Total**
Les Entreprises Cogenex inc.	3 533 285,23
Construction Bau-Val inc.	3 885 000,00
Les Entreprises Canbec Construction inc.	4 091 150,06

Estimation	**externe**	2 510 222,68

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation **40,8%**

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	416311	DATE:
#GDD:	1207231011	DRM:	4163	2020/04/07
RESPONSABLE:	Yacine FAKHFAKH, ing.			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill			

PROJET INVESTI: 56120 Desc et client-payeur: **Renouvellement des réseaux d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1756120082	168643	1 555 282.00 $	1 548 396.87 $	154 839.69 $	0.00 $	C
1756120084	168645	2 036 382.31 $	2 027 367.38 $	202 736.74 $	0.00 $	C
1756120083	168644	140 165.96 $	0.00 $	0.00 $	153 500.00 $	C
1756120085	168646	192 671.12 $	0.00 $	0.00 $	211 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**3 924 501.39 $**	**3 575 764.25 $**	**357 576.43 $**	**364 500.00 $**	

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Réhabilitation du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100210	181880	1 666 130.49 $	1 658 754.64 $	165 875.46 $	0.00 $	C
1918100211	181881	61 179.92 $	0.00 $	0.00 $	67 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**1 727 310.41 $**	**1 658 754.64 $**	**165 875.46 $**	**67 000.00 $**	

PROJET INVESTI: 55856 Desc et client-payeur: **Programme Complémentaire de Planage-Revêtement - SUM**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1955861023	181989	745 198.12 $	741 899.18 $	74 189.92 $	0.00 $	C
1955861025	181991	63 462.76 $	0.00 $	0.00 $	69 500.00 $	C
1955861024	181990	221 852.22 $	220 870.10 $	22 087.01 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**1 030 513.10 $**	**962 769.28 $**	**96 276.93 $**	**69 500.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**6 682 324.90 $**	**6 197 288.17 $**	**619 728.82 $**	**501 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**7 318 016.99 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**07/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			6 197 288.17 $
TRAVAUX CONTINGENTS			619 728.82 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		116 500.00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généraux		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		150 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000.00 $	
Gestion des impacts		60 000.00 $	
Surveillance environnementale		113 500.00 $	
Archéologie		30 000.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes		6 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	501 000.00	501 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			7 318 016.99 $
Imputation (crédits)			6 682 324.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		318 243.84	634 896.45
Ristournes TPS et TVQ à 50%		635 692.07	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120082**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168643**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 1 548 396.87 $
Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1756120082 de 1 193 177,21 $
+ un montant de 355 219,66 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10.00% ..... 154 839.69 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser ..... 1 703 236.56 $

Imputation (crédits) ..... 1 555 282.00 $

Montant de dépôt .....

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	74 069.87	147 769.38
Ristournes TPS et TVQ à 50%	147 954.56	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120084**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168645**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UN ÉGOUT COMBINÉ DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			2 027 367.38 $
Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1756120084 de 1 562 266,50 $			
+ un montant de 465 100,88 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		202 736.74 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			2 230 104.12 $
Imputation (crédits)			2 036 382.31 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	96 982.13	193 479.35
Ristournes TPS et TVQ à 50%	193 721.81	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120083**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168644**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - CONDUITE D'EAU SECONDAIRE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			0.00 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 000.00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif		46 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		5 000.00 $	
Gestion des impacts		18 000.00 $	
Surveillance environnementale		35 500.00 $	
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes		6 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	153 500.00	153 500.00 $
Dépenses totales à autoriser			153 500.00 $
Imputation (crédits)			140 165.96 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		6 675.36	13 317.35
Ristournes TPS et TVQ à 50%		13 334.04	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1756120085**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**168646**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UN ÉGOUT COMBINÉ DANS LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - ÉGOUT COMBINÉ**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			56 000.00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra				
Laboratoire, contrôle qualitatif			61 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			5 000.00 $	
Gestion des impacts			23 000.00 $	
Surveillance environnementale			46 000.00 $	
Archéologie			20 000.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes				
		TOTAL À REPORTER	211 000.00	211 000.00 $
Dépenses totales à autoriser				211 000.00 $
Imputation (crédits)				192 671.12 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		9 175.91	18 305.94
Ristournes TPS et TVQ à 50%		18 328.88	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100210**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181880**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU DANS LA RUE MILL, ENTRE LA RUE RIVERSIDE ET DE LA COMMUNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 658 754.64 $
Ce montant inclut la valeur des travaux du sous-projet 1918100210 de 1 327 796,84 $			
+ un montant de 330 957,80 $ du sous-projet 1955861024 pour Mobilité et Frais généraux			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		165 875.46 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 824 630.10 $
Imputation (crédits)			1 666 130.49 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	79 348.99	158 301.24
Ristournes TPS et TVQ à 50%	158 499.61	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100211**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181881**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU DANS LA RUE MILL, ENTRE LA RUE RIVERSIDE ET DE LA COMMUNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - RÉHABILITATION DE CONDUITES D'EAU**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET				
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:				
Utilités publiques			10 000.00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra				
Laboratoire, contrôle qualitatif			22 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			5 000.00 $	
Gestion des impacts			10 000.00 $	
Surveillance environnementale			10 000.00 $	
Archéologie			10 000.00 $	
Chloration conduites d'eau existantes				
		TOTAL À REPORTER	67 000.00	67 000.00 $
Dépenses totales à autoriser				67 000.00 $
Imputation (crédits)				61 179.92 $
Montant de dépôt				

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		2 913.68	5 812.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%		5 820.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR ▸				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861023**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181989**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE VOIRIE DE LA COMMUNE, PRINCE ET McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**LOISELLE INC.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			741 899.18 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		74 189.92 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			816 089.10 $
Imputation (crédits)			745 198.12 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	35 489.85	70 802.25
Ristournes TPS et TVQ à 50%	70 890.98	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861025**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181991**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**TRAVAUX DE VOIRIE DE LA COMMUNE, PRINCE ET McGILL**			
ENTREPRENEUR ▸	**SERVICES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS - TRAVAUX DE VOIRIE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		7 500.00 $	
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif		21 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		10 000.00 $	
Gestion des impacts		9 000.00 $	
Surveillance environnementale		22 000.00 $	
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	69 500.00	69 500.00 $
Dépenses totales à autoriser			69 500.00 $
Imputation (crédits)			63 462.76 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		3 022.40	6 029.68
Ristournes TPS et TVQ à 50%		6 037.24	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1955861024**	**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181990**	**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**ITEMS COMMUNS POUR LA RUE DE LA COMMUNE, ENTRE LA RUE PRINCE ET LA RUE McGILL**			
ENTREPRENEUR ›	**LOISELLE**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ---------- 220 870.10 $

Ce montant représente la valeur des travaux du sous-projet 1955861024 de 1 372 148,44 $
- un montant de 355 219,66 $ payé dans le sous-projet 1756120082 pour Mobilité et Frais généraux
- un montant de 465 100,88 $ payé dans le sous-projet 1756120084 pour Mobilité et Frais généraux
- un montant de 330 957,80 $ payé dans le sous-projet 1918100210 pour Mobilité et Frais généraux

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10.00% ---------- 22 087.01 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

242 957.11 $

Imputation (crédits) ---------- 221 852.22 $

Montant de dépôt ----------

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	10 565.65	21 078.47
Ristournes TPS et TVQ à 50%	21 104.89	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:**	**416311**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**		**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:				
ENTREPRENEUR				

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET

TRAVAUX CONTINGENTS DE 10.00% — 0.00 $

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Gestion des impacts		
Surveillance environnementale		
Archéologie		
Chloration conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	0.00 $
Imputation (crédits)	0.00 $
Montant de dépôt	

TAXES:

	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Concession, Surveillance CSEM, conception et/ou frais généra			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
Archéologie			
Chloration conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.

Montréal

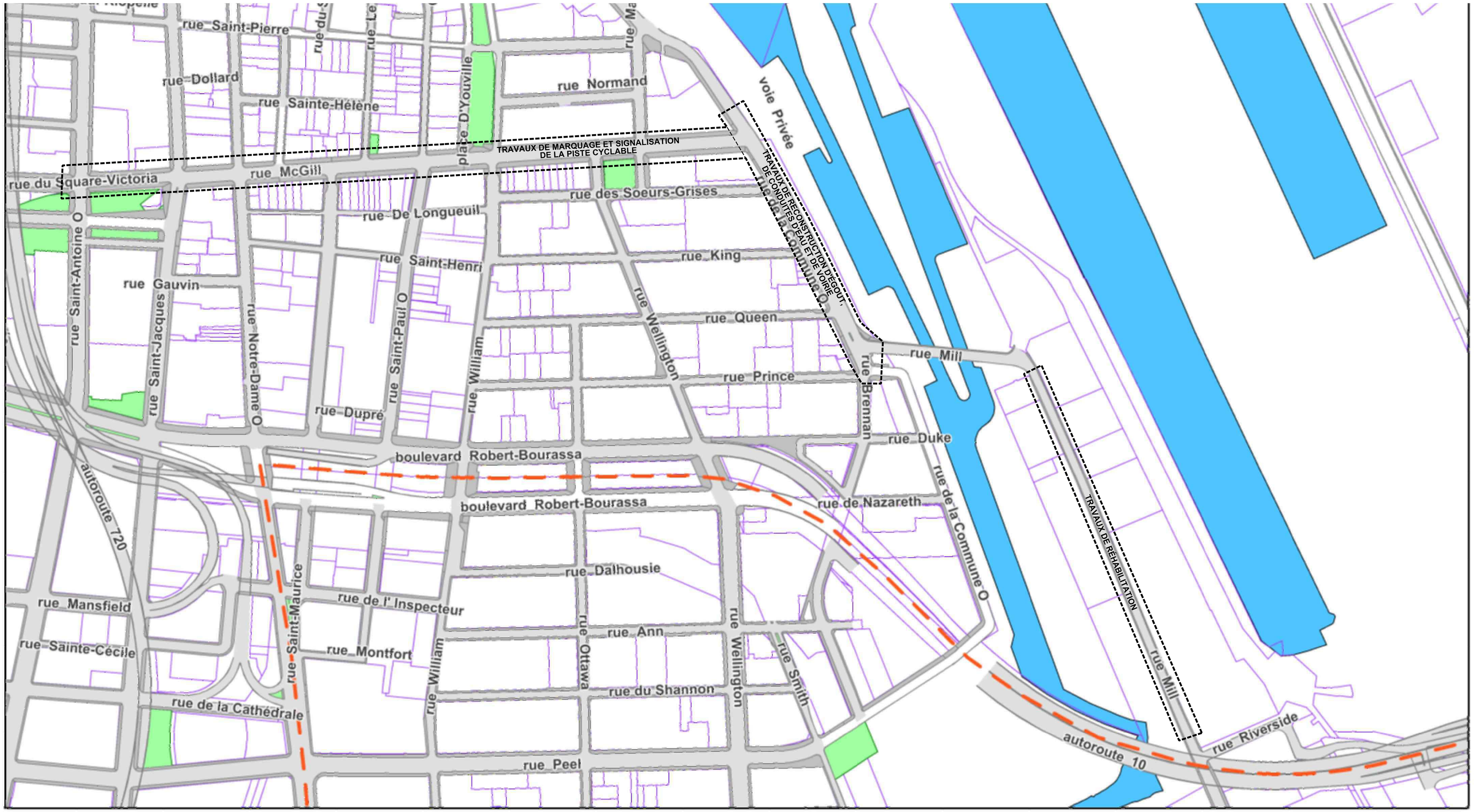
Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:		**SOUMISSION:** 416311	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**DRM SPÉCIFIQUE:**	**07/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:			
ENTREPRENEUR ▸			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE			0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance CSEM, conception et/ou frais généraux			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			0.00 $
Imputation (crédits)			0.00 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		0.00	0.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%		0.00	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine FAKHFAKH, ing.



Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET:
RUE DE LA COMMUNE
DE LA RUE PRINCE À LA RUE McGILL

NATURE DES TRAVAUX:
TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITES D'EAU ET DE VOIRIE

TITRE DU PLAN:
PLAN DE LOCALISATION DES TRAVAUX

SOUMISSION : 416311

ARRONDISSEMENT : VILLE-MARIE

PRÉPARÉ PAR : SIAR MATIULLAH, AG. TECH.

APPROUVÉ PAR : YACINE FAKHFAKH, ING.

DATE : 06 AVRIL 2020

ÉCHELLE : AUCUNE

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 20 mars 2017

EXCAVATION LOISELLE INC.
A/S MONSIEUR SÉBASTIEN CLAVEAU
280, BOUL PIE-XII
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD (QC) J6S 6P7

N° de décision : 2017-CPSM-1017905
N° de client : 2700004312

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). EXCAVATION LOISELLE INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **15 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 13 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : LOISELLE INC.
Adresse du siège social : 280, BOUL PIE-XII, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6S 6P7, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700004312
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1142482703

Autres noms d'affaires

- EXCAVATION LOISELLE
- EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE ENVIRONNEMENT, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXCAVATION, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE EXPLOITATION ET ENTRETIEN ROUTIER, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE FORAGE, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.
- LOISELLE OUVRAGES D'ART, DIVISION DE EXCAVATION LOISELLE INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 416311
Numéro de référence : 1336478
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Cojalac inc. 174 boul. Lacombe Repentigny, QC, J5Z 1S1	Monsieur Jacques Lachapelle Téléphone : 514 548-2772 Télécopieur :	**Commande : (1687748)** 2020-01-24 9 h 26 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 47	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 25 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#202 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com	Madame Johanne Vallée Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Commande : (1686363)** 2020-01-22 8 h 39 **Transmission :** 2020-01-22 8 h 45	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 19 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc.	Monsieur Mathieu Kingsbury	**Commande : (1685209)** 2020-01-20 13 h 05	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel

12075, rue Arthur-Sicard, suite 100 Mirabel, QC, J7J 0E9 http://www.duroking.com	Téléphone : 450 430-3878 Télécopieur : 450 430-6359	**Transmission :** 2020-01-20 13 h 15	3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 22 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Eurovia Québec Construction inc. - Agence Chenail 104, boul. St-Rémi c.p. 3220 Saint-Rémi, QC, J0L 2L0	Madame Christine Barbeau Téléphone : 450 454-0000 Télécopieur :	**Commande : (1686872)** 2020-01-22 16 h 12 **Transmission :** 2020-01-22 16 h 12	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 20 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1704806)** 2020-02-24 11 h 51 **Transmission :** 2020-02-24 11 h 51	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-24 11 h 51 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

GLT+ inc. 100-550, Chemin Chambly Longueuil, QC, J4H 3L8 http://www.glt.ca	Madame Anne Boivin Téléphone : 450 679-7500 Télécopieur : 450 679-7141	**Commande : (1686322)** 2020-01-22 8 h 02 **Transmission :** 2020-01-22 8 h 02	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
KF Construction inc. 1410, rue de Jaffa, bureau 201 Laval, QC, H7P4K9	Monsieur Yves Lefebvre Téléphone : 450 681-8338 Télécopieur : 450 681-7612	**Commande : (1685768)** 2020-01-21 10 h 26 **Transmission :** 2020-01-21 11 h 48	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
L.A. Hébert Ltée 9700 Place Jade Brossard, QC, J4Y 3C1	Madame Louise Brisson Téléphone : 450 444-4847 Télécopieur : 450 444-3578	**Commande : (1686196)** 2020-01-21 16 h 03 **Transmission :** 2020-01-21 16 h 03	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1685538)** 2020-01-21 7 h 57 **Transmission :** 2020-01-21 7 h 57	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 22 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1	Madame Josée Guindon Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 802-9689	**Commande : (1685654)** 2020-01-21 9 h 13 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 25	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Entreprises Cogenex Inc. 3805, boul. Lite, bureau 300 Laval, QC, H7E1A3	Monsieur Carlo Rivera Téléphone : 514 327-7208 Télécopieur : 514 327-7238	**Commande : (1685361)** 2020-01-20 14 h 59 **Transmission :** 2020-01-20 15 h 08	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 21 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 16 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1686137)** 2020-01-21 15 h 18 **Transmission :** 2020-01-21 15 h 18	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-03 12 h 39 - Courriel 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-03 14 h 23 - Messagerie 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-03 13 h 03 - Courriel 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-03 13 h 03 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 17 - Courriel 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 19 - Courriel 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 19 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1695779)** 2020-02-07 13 h 25 **Transmission :** 2020-02-07 13 h 25	3246415 - 416311_AD_1_2020-02-03 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246421 - 416311_Documents normalisés_R01_2020-02-03_AD 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246427 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (devis) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3246428 - 416311_Formulaires de soumission_R01_2020-02-03_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250590 - 416311_AD_2_2020-02-07_avec report de date 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250591 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (devis) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement 3250592 - 416311_FR_Soumission_R02_2020-02-07_AD (bordereau) 2020-02-07 13 h 25 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231011.xlsx
GDD 1207231011 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

Co-auteur
Zamir Henao
Préposé au budget
514 872-7091

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-23

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1025

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.014

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231011

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à LOISELLE INC., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill. Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 416311 - 5 soumissionnaires.

Rapport - mandat_SMCE207231011.pdf

Dossier # :1207231011

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231011

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016, 99 $ (contrat: 6 197 288, 17 $ + contingences: 619 728, 82 $ + incidences: 501 000, 00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231011

Accorder un contrat à Loiselle inc., pour des travaux d'égout, de conduites d'eau secondaires et de voirie, dans la rue de la Commune, de la rue Prince à la rue McGill - Dépense totale de 7 318 016,99 $ (contrat: 6 197 288,17 $ + contingences: 619 728,82 $ + incidences: 501 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 416311 (5 soumissionnaires).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier et du Service de l'eau, le requérant, ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que ce contrat de travaux d'égouts, de conduites d'eau secondaires et de voirie sur une partie de la rue de la Commune s'insère dans le cadre de la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. L'appel d'offres, d'une durée de 35 jours, a permis de recevoir un total de cinq soumissions parmi les 13 preneurs des documents de l'appel d'offres. De plus, deux addendas ont été publiés au cours de ce processus, l'un pour apporter des précisions et l'autre pour reporter la date d'ouverture des soumissions.

En ce qui a trait au critère d'examen en vertu duquel ce contrat est référé à la Commission, le Service a justifié l'écart de prix défavorable à la Ville, de 37,5%, entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé interne en expliquant que l'estimé interne montrait une sous-estimation du coût de trois items du devis. Une fois ces coûts ajustés,

on obtient un écart global révisé de 24%. Une explication supplémentaire est amené par le Service pour expliquer l'écart résiduel, et ce, à l'effet que le lieu des travaux aurait amené la firme externe, qui a produit l'estimé de contrôle, à ajouter un pourcentage additionnel pour refléter le risque que comporte la réalisation de travaux dans ce secteur.

Le Service recommande néanmoins l'octroi puisque les cinq soumissions reçues, en réponse à cet appel d'offres, montrent un étalement régulier et concurrentiel. De plus, le Service responsable de l'octroi n'est pas convaincu qu'une relance de l'appel d'offres produirait un meilleur résultat. Il a cependant invité le Service de l'eau, qui est requérant dans ce dossier, à évaluer le niveau d'importance de ce projet et celui-ci en a décrit l'urgence aux commissaires en raison de la vétusté de la conduite de grande dimension et de l'imminence d'un bris.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard du critère d'examen et salue la précision du devis qui a permis de recevoir des soumissions très similaires. Il a cependant été demandé au Service de corriger le nombre d'addenda mentionné au sommaire décisionnel qui devrait être 2 plutôt que 3.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - un écart de prix de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offre et la soumission de l'adjudicataire.

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231011 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.015

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen services environnementaux Inc, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 7 818 635,73 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458019 ;

2. d'autoriser une dépense de 781 863,57 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 196 500,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 17:09

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231024**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaires à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Étant donné l'envergure de l'ensemble de ces travaux et la volonté de la Ville d'ouvrir le marché et d'encourager la concurrence, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux de

réhabilitation d'aqueduc afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats différents. La présente demande d'octroi de contrat #458019 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent. Ce projet est le cinquième des huit (8) projets prévus cette année. Quatre (4) projets sont déjà octroyés, un (1) projet est en cours d'octroi et un autre projet est en appel d'offres. L'appel d'offres du huitième projet est en préparation.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0402 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires - 1207231013.
CM20 0401 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires - 1207231009.

CM20 0395 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires - 1207231021.

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage, dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 598 412,23 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires - 1207231001.

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441215 - 2 soumissionnaires - 1197231020

CM19 0567 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Foraction inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 4 200 630 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441219 - 3 soumissionnaires - 1197231030

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Aquaréhab Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires - 1197231011

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires - 1197231007

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires - 1197231004

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

CM18 1494 - 17 décembre 2018 - Accorder un contrat à Aquarehab (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 6 057 226,22 $ (contrat: 5 397 478,38 $ + contingences: 539 747,84 $ + incidences: 120 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441211 - 2 soumissionnaires - 1187231069.

CM18 0660 - 29 mai 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 11 814 097,22 $ (contrat: 11 569 097,22 $ + incidences: 245 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417611 - 2 soumissionnaires - 1187231020.

CM18 0503 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 135 313,93 $ (contrat: 7 965 313,93 $ + incidences: 170 000,00$), taxes incluses. Appel d'offres public 417615 - 2 soumissionnaires - 1187231019.

CM18 0500 - 23 avril 2018 - Accorder un contrat à Demix Construction, une division de Groupe CRH Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 853 509,84 $ (contrat: 5 738 509,84 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417610 - 3 soumissionnaires - 1187231011.

CM18 0366 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux

inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal. Dépense totale de 7 100 312,86 $ (contrat: 6 960 312,86 $ + incidences: 140 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 333711 - 2 soumissionnaires - 1187231003

CM18 0388 - 26 mars 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 5 860 455,97 $ (contrat: 5 745 455,97 $ + incidences: 115 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 417612 - 2 soumissionnaires - 1177231099.

CM18 0244 - 19 février 2018 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 11 571 288,64 $ (contrat: 11 341 288,64 $ + incidences: 230 000,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 417613 - 2 soumissionnaires - 1177231090.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur de près de 3.8 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements suivants: Ahuntsic -Cartierville et Saint-Laurent
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 781 863,57 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;
3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT Plus, mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période de l'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

La DGPÉC a procédé à l'analyse des deux (2) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres et a constaté un écart favorable de 1,4 % entre la plus basse soumission conforme (PBSC) et l'estimation de contrôle.

Toutefois, la DGPÉC a aussi relevé un écart supérieur à 20% entre la PBSC et la deuxième plus basse soumission conforme, soit 23,1 %.

La DGPÉC a constaté que l'écart le plus important se situe dans l'article de « Maintien de la mobilité et de la sécurité routière » pour lequel le 2^{e} soumissionnaire a soumis des prix très élevés et irraisonnables.

Dans une moindre mesure, des écarts substantiels ont été aussi constatés dans les articles de « réseau d'alimentation temporaire », « Conduite d'eau proposée » ainsi que dans « assurances, garanties et frais généraux de chantier» pour lesquels la DGPÉC a relevé un écart négatif total équivalent dans les articles de « Chambre de vanne préfabriquée», « Branchement d'eau de 50 mm et moins par torpillage ou tirage» ainsi que dans « Nouveau poteau d'incendie sur une conduite existante».

La DGPÉC a remarqué que les prix soumis par le 2^{e} soumissionnaire sont tous arrondis et au dessus du prix du marché pour la plupart, ce qui montre que le 2^{e} soumissionnaire a présenté une soumission très conservatrice.

Considérant ces informations et que l'écart soit favorable à la Ville, la DGPÉC appuie la recommandation d'octroyer le contrat.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458019 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, l'écart entre les deux (2) soumissions est de plus de 20%.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 8 796 999,30 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 7 818 635,73 $, des contingences de 781 863,57 $ et des incidences de 196 500,00 $.
Cette dépense de 8 796 999,30 $ taxes incluses, entièrement assumée par la Ville centrale, représente un coût net de 8 032 832,90 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #18-071.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d'obtenir ce financement, la Direction des réseaux d'eau n'a toujours pas reçu le protocole d'entente signé pour cette dernière.

Le détail des informations financières se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l'eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 17 juillet 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le démarrage du présent contrat était prévu en mai 2020 dans les clauses contractuelles. À cause de la situation actuelle reliée à la Covid-19, les travaux sont maintenant prévus débuter en juin 2020. Si le démarrage a lieu à ce moment, il n'y aura probablement aucun impact. Par contre, si la suspension des activités en chantier devait être prolongée au delà de la période de juin 2020, il est possible que l'entrepreneur ne puisse compléter les travaux du contrat entièrement en 2020. Dans ce cas, une prolongation du délai de réalisation devra être envisagée, sans pénalité pour l'entrepreneur et sans coût pour la Ville. Ceci dit, il est toujours possible que l'entrepreneur tente malgré tout de faire valoir une réclamation à la Ville, laquelle sera contestée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : juin 2020
Fin des travaux : novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karine CÔTÉ, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Hermine Nicole NGO TCHA, Service de l'eau
Dominique PAQUIN, Ahuntsic-Cartierville
François LAPALME, Saint-Laurent

Lecture :

François LAPALME, 17 avril 2020
Hermine Nicole NGO TCHA, 16 avril 2020
Dominique PAQUIN, 16 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yacine FAKHFAKH
Ingénieur

Tél : 514-872-0451
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures

Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures - En remplacement de Claude Carette
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-04-24

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 458019 — No du GDD : 1207231024

Titre de l'appel d'offres : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme avec clause d'expérience

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 24 / 2 / 2020 — Ouverture originalement prévue le : 17 / 3 / 2020

Ouverture faite le : 19 / 3 / 2020 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 3 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
27 / 2 / 2020	Dans le DTSI-RA, révision de l'article de gestion des déblais et révision des articles des essais et contrôles sur les conduites d'eau ainsi que la désinfection des conduites d'eau. Aviser et distribuer la nouvelle révision du DTNI-1A.	-
6 / 3 / 2020	Retrait de l'article " Panneaux complémentaires" du formulaire de soumission	-5 000.00
11 / 3 / 2020	Ajustement des quantités des chambres de vanne. Report de la date d'ouverture de la soumission.	500.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets : 0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 17 / 7 / 2020

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs — Date d'échéance révisée : JJ - MM - AAAA

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) **Total**
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	7 818 635.73
FORACTION INC.	9 621 000.00
Estimation — **externe**	7 932 108.29

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **-1.4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **23.1%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.

Montant du contrat (incluant les taxes) ($) : 7 818 635.73

Montant des contingences ($) : 781 863.57

Montant des incidences ($) : 196 500.00

Date prévue de début des travaux : 15 / 6 / 2020 — Date prévue de fin des travaux : 20 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 13 avril 2020
Révision: 01
Par: Yacine FAKHFAKH, ing

LISTE DES RUES
Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458019

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation	Admissible subvention TECQ
AHU-AQ-2020-07	000	Ahuntsic-Cartierville	**Louisbourg, rue de**	Joseph-Casavant, rue	Suzor-Coté, rue	Mixte	200	137	8 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-13	000	Ahuntsic-Cartierville	**De Tracy, rue**	Robert-Giffard, avenue	Louisbourg, rue de	Mixte	200	397	10 semaines	Oui
AHU-AQ-2020-20	000	Ahuntsic-Cartierville	**Jean-Bourdon, avenue**	Henri-D'Arles, rue	Golf, chemin du	Mixte	200	184	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-01	000	Saint-Laurent	**Paulus, rue**	Bois-Franc, chemin du	Dessiant, rue	Souple	300	279	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-02	000	Saint-Laurent	**Toupin, boulevard**	Saint-Charles, rue	Marcel, rue	Souple	250	212	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-03	000	Saint-Laurent	**Collège, rue du**	Alexis-Nihon, boulevard	Dorais, rue	Souple	250	103	6 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-04	000	Saint-Laurent	**Noël, rue**	Alexis-Nihon, boulevard	Gratton, rue	Souple	150	237	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-05	000	Saint-Laurent	**Hodge, rue**	Montpellier, boulevard	Houde, rue	Souple	300	339	10 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-06	000	Saint-Laurent	**Baker, rue**	Geoffrion, rue	Toupin, boulevard	Souple	200	156	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-07	000	Saint-Laurent	**Jules-Poitras, boulevard**	Thompson, boulevard	Non-nommée, voie	Souple	300	180	6 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-08	000	Saint-Laurent	**Marlatt, rue**	Scott, rue	Collège, rue du	Souple	150	486	10 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-09	000	Saint-Laurent	**Saint-Louis, rue**	Abbott, rue	Fraser, rue	Souple	150 250	39 186	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-10	000	Saint-Laurent	**Liesse, montée de**	Côte-de-Liesse, chemin de la	Reverchon, rue	Souple	200 300	127 40	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-12	000	Saint-Laurent	**Valade, rue**	Brunet, rue	Fraser, rue	Souple	200	143	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-13	000	Saint-Laurent	**Saint-Louis, place**	Gratton, rue	Vincent, rue	Souple	150	223	8 semaines	Oui
VSL-AQ-2020-14	000	Saint-Laurent	**Dorais, rue**	Fraser, rue	Nantel, rue	Souple	150 200	35 278	8 semaines	Oui
							Total	3781		

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458019	DATE:
#GDD:	1207231024	DRM:	4580	2020/04/15
RESPONSABLE:	Yacine Fakhfakh			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout - TECQ**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100105	181544	7 853 402.22 $	7 818 635.73 $	781 863.57 $	0.00 $	C
1918100106	181545	179 430.68 $	0.00 $	0.00 $	196 500.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**8 032 832.90 $**	**7 818 635.73 $**	**781 863.57 $**	**196 500.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**8 032 832.90 $**	**7 818 635.73 $**	**781 863.57 $**	**196 500.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**8 796 999.30 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458019	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**15/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			7 818 635.73 $
TRAVAUX CONTINGENTS			781 863.57 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 500.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		104 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		18 000.00 $	
Gestion des impacts		13 000.00 $	
Surveillance environnementale		18 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	196 500.00	196 500.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			8 796 999.30 $
Imputation (crédits)			8 032 832.90 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		382 561.40	763 209.98
Ristournes TPS et TVQ à 50%		764 166.39	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100105**	**SOUMISSION:**	**458019**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181544**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**SANEXEN - Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			7 818 635.73 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		781 863.57 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			8 600 499.30 $
Imputation (crédits)			7 853 402.22 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	374 016.06	746 162.04
Ristournes TPS et TVQ à 50%	747 097.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100106**	**SOUMISSION:**	**458019**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**181545**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**15/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		43 500.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		104 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		18 000.00 $	
Gestion des impacts		13 000.00 $	
Surveillance environnementale		18 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	196 500.00	196 500.00 $

Dépenses totales à autoriser	196 500.00 $
Imputation (crédits)	179 430.68 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	8 545.34	17 047.95
Ristournes TPS et TVQ à 50%	17 069.32	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Yacine Fakhfakh

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 458019
Numéro de référence : 1348263
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Foraction inc.. 270, rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3H0M6 http://www.foraction.ca	Madame Monique Ostiguy Téléphone : 450 446-8144 Télécopieur : 450 446-8143	**Commande : (1705906)** 2020-02-25 14 h 59 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 59	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 12 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1705902)** 2020-02-25 14 h 54 **Transmission :** 2020-02-25 14 h 54	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 11 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement

			3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2	Monsieur Daniel Paquin Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1704989)** 2020-02-24 14 h 02 **Transmission :** 2020-02-24 18 h 25	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 13 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel 3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis) 2020-03-11 14 h 53 - Courriel 3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau) 2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Sanexen Services Environnementaux inc.. 9935, rue de Châteauneuf, entrée 1 - bureau 200 Brossard, QC, j4z3v4 http://www.sanexen.com	Madame Andrée Houle Téléphone : 450 466-2123 Télécopieur : 450 466-2240	**Commande : (1704845)** 2020-02-24 12 h 17 **Transmission :** 2020-02-24 18 h 08	3264920 - 458019_Addenda 1_2020-02-27_AD 2020-02-27 17 h 28 - Courriel 3264922 - 03_dtni-1a_modi-1a-2_20200225 2020-02-28 9 h 09 - Messagerie 3271192 - 458019_Addenda 2_2020-03-06 2020-03-06 16 h 44 - Courriel 3271194 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (devis) 2020-03-06 16 h 48 - Courriel 3271195 - 458019_Formulaire de soumission_R01_2020-03-06_AD (bordereau) 2020-03-06 16 h 48 - Téléchargement 3273956 - 458019_AD_03_Avec report de date d'ouverture 2020-03-11 14 h 23 - Courriel

3273960 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (devis)
2020-03-11 14 h 53 - Courriel

3273961 - 458019_Formulaire de soumission_R02_2020-03-11_AD (bordereau)
2020-03-11 14 h 53 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

© 2003-2020 Tous droits réservés

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 14 janvier 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD QC J4Z 3V4

Objet : Accusé de réception - Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics)

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande d'ajout et modification de liens d'affaires (Contrats publics) ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700007373
N° de demande :	2000020638

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD 1207231024.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.015

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231024

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458019 - 2 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231024.pdf

Dossier # :1207231024

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231024

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57$ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soumissionnaires).

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231024

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 8 796 999,30 $ (contrat: 7 818 635,73 $ + contingences: 781 863,57 $ + incidences: 196 500,00 $), taxes incluses - Appel d'offres public 458019 (2 soumissionnaires).

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait aux critères suivants :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en expliquant que la technique de réhabilitation par chemisage avait été retenue pour ces conduites d'eau. L'appel d'offres, d'une durée de 23 jours et au cours de laquelle trois addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions parmi les quatre preneurs du cahier des charges. Le Service a justifié l'écart de prix de 23,1% entre la soumission de l'adjudicataire et celle du deuxième plus bas soumissionnaire conforme en expliquant que ceci était principalement lié à un seul item, « Maintien de la mobilité et de la sécurité routière », pour lequel le deuxième plus bas soumissionnaire conforme a proposé des prix très élevés en regard de ce projet. Ce soumissionnaire a également arrondi tous les coûts à la hausse et l'écart est donc le résultat d'une soumission des plus conservatrices.

En conclusion, la Commission apprécie les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce dossier. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen de la Commission. De plus, elle salue l'obtention d'un prix favorable à la Ville puisque la soumission de l'adjudicataire présente un écart de -1,4% par rapport à l'estimé de contrôle.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M $, qui présente :*
    - *un écart de prix de plus de 20 % entre la soumission de l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE1207231024 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

CE : 20.016

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.017

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :
1. d'accorder à Sanexen services environnementaux inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 158 683,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 458014 ;

2. d'autoriser une dépense de 1 115 868,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 232 000,00 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;

4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville Centrale.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-05 12:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207231040**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de réhabilitation de conduites d'eau par la technique de chemisage sont proposés par la Direction de réseaux d'eau (DRE) du Service de l'eau. Ils s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau des infrastructures performantes et font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.
Cette technique de chemisage sans tranchée représente de nombreux avantages comparativement aux méthodes plus traditionnelles de reconstruction par excavation, notamment :

· Rapidité dans la réalisation des travaux;
· Réduction des perturbations sur les infrastructures environnantes;
· Rapidité de la remise en état des lieux;
· Réduction de la disposition des sols et des matériaux d'excavation.

Dans un contexte de déficit d'entretien des réseaux d'eau, les techniques de réhabilitation permettent le renouvellement d'un très grand nombre de conduites d'eau.

La longueur totale des conduites d'eau secondaire à réhabiliter par chemisage en 2020 sera d'environ vingt-neuf (29) kilomètres, ce qui représente un taux de renouvellement de l'ordre de 0,86 % de l'ensemble du réseau de la Ville.

Dans sa stratégie de sollicitation du marché, la Direction des infrastructures (DI) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) a scindé le grand projet des travaux 2020 de réhabilitation de conduite d'eau potable afin de recommander l'octroi de huit (8) contrats

différents. La présente demande d'octroi de contrat #458014 vise la réhabilitation des conduites d'eau secondaires des arrondissements d'Anjou, Outremont, Le Plateau-Mont-Royal et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Ce projet est le septième des huit (8) projets prévus cette année. Quatre (4) projets ont déjà été octroyés (voir décisions antérieures). Deux (2) autres projets sont présentement en cours. Un (1) appel d'offres est en publication.

La Direction des réseaux d'eau a mandaté la Direction des infrastructures afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0395 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à FORACTION Inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 9 990 187,72 $ (contrat: 8 877 443,38 $ + contingences: 887 744,34 $ + incidences: 225 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458012 - 2 soumissionnaires. 1207231021.

CM20 00401 - 20 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 13 784 093,17 $ (contrat: 12 245 084,70 $ + contingences: 1 224 508,47 $ + incidences: 314 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458016 - 2 soumissionnaires. 1207231009.

CM20 0518 - 15 avril 2020 - Accorder un contrat à Sanexen Services Environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 2 331 233,75 $, taxes incluses (travaux: 2 052 030,68 $ + contingences: 205 203,07 $ + incidences: 74 000,00 $) - Appel d'offres public 458013 - 2 soumissionnaires.1207231013.

CM20 0276 - 23 mars 2020 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 598 412,23 $ (contrat: 5 839 011,12 $ + contingences: 583 901,11$ + incidences: 175 500,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 458011 - 2 soumissionnaires. 1207231001.

CM19 0746 – 17 juin 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 520 042,11 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441223 - 3 soumissionnaires - 1197231043.

CM19 0575 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 5 126 191,04 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441221 - 2 soumissionnaires - 1197231034.

CM19 0572 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à Sanexen Services environnementaux inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 2 885 671,47 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441222 - 3 soumissionnaires - 1197231040.

CM19 0568 – 13 mai 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 8 244 856,93 $ (contrat: 7 343 324,48 $ + contingences: 734 332,45 $ + incidences: 167 200,00 $), taxes incluses. Appel d'offres

public 441215 - 2 soumissionnaires.

CM19 0417 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB Canada inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 6 896 204,82 $ (contrat: 6 141 095,29 $ + contingences: 614 109,53 $ + incidences: 141 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441217 - 2 soumissionnaires.

CM19 0416 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 2 414 272,68 $ (contrat: 2 133 884,26 $ + contingences: 213 388,42 $ + incidences: 67 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441218 - 3 soumissionnaires.

CM19 0415 – 15 avril 2019 - Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal. Dépense totale de 7 546 221,90 $ (contrat: 6 721 110,82 $ + contingences: 672 111,08 $ + incidences: 153 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 441216 - 2 soumissionnaires.

CM19 0183 - 25 février 2019 - Accorder un contrat à AQUARÉHAB (Canada) inc. pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal et des travaux de voirie dans le chemin Saint-François, de la rue Halpern à la montée de Liesse - Dépense totale de 7 633 786,99 $ (contrat: 6 776 169,99 $ + contingences: 677 617,00 $ + incidences: 180 000,00 $), taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 441214 - 3 soumissionnaires - 1187231083.

DESCRIPTION

Le présent contrat prévoit réhabiliter une longueur d'environ 3,4 kilomètres de conduites d'eau secondaires et les travaux seront réalisés dans les arrondissements d'Anjou, Outremont, Le Plateau-Mont-Royal et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.
La liste des rues où auront lieu les travaux est jointe au présent dossier.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises aux arrondissements et au requérant lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 1 115 868,36 $, taxes incluses, soit 10 % du coût du contrat.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la gestion des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences» en pièce jointe.

Des pénalités peuvent être appliquées si l'entrepreneur ne respecte pas l'échéancier des travaux par rue. En effet, l'article 9.6 du cahier des clauses administratives spéciales du cahier des charges prévoit quatre (4) différentes pénalités:

1) 2 500,00 $ par jour pour le non-respect du délai maximal par rue;
2) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de transmission à chaque mercredi de l'échéancier global et de la planification hebdomadaire;

3) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de quarante-huit (48) heures pour le nettoyage de la rue;
4) 1 000,00 $ par jour de retard pour le non-respect du délai de la correction des déficiences.

Ces pénalités sont des pénalités complémentaires à celles mentionnées à l'article 5.1.14.3 du Cahier des clauses administratives générales qui visent le respect du délai contractuel.

Aucun boni n'est prévu dans les documents d'appel d'offres.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats d'ouverture de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre la plus basse soumission conforme et l'estimation des professionnels et l'écart de prix entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse.
La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

L'estimation de soumission de la firme GLT + inc., mandatée par la Division de la gestion de projets et de l'économie de la construction (DGPÉC), est établie durant la période d'appel d'offres. Cette estimation est basée sur les prix et les taux (matériaux, vrac, main d'œuvre, équipements et sous-traitants) du marché actuel ainsi que sur tous les documents de l'appel d'offres.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire est incluse dans les documents de l'appel d'offres #458014 (voir en pièce jointe).

Le présent dossier répond à un (1) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, le coût estimé des travaux dépasse les 10 000 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 12 506 551,98 $, taxes incluses, comprenant le montant du contrat de 11 158 683,62 $, des contingences de 1 115868,36 $ et des incidences de 232 000,00 $.
Cette dépense de 12 506 551,98 $ taxes incluses, entièrement assumée par la ville centrale, représente un coût net de 11 420 148,95 $ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale, lequel est financé par le règlement d'emprunt #20-002.

La répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences est présentée en pièce jointe.

Cette dépense est prévue au budget comme étant entièrement admissible à une subvention au programme de la TECQ (taxe sur l'essence et de la contribution du Québec), ne laissant aucune charge aux contribuables. Cependant, même si nous sommes raisonnablement certains d’obtenir ce financement, la Direction des réseaux d’eau n’a toujours pas reçu le protocole d’entente signé pour cette dernière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : "Optimiser la gestion de l’eau".

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché pourrait avoir pour conséquence de devoir reconstruire certaines conduites au lieu de les réhabiliter, ce qui entraînerait des coûts beaucoup plus importants. De plus, si les travaux sont réalisés dans un délai ultérieur, ceci risque de provoquer une augmentation des coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux. Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 21 août 2020 soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les coûts afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la mobilité ».

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact dans la mesure où la reprise des chantiers est prévue pour le 11 mai 2020.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission permanente sur l'examen des contrats : 13 mai 2020
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux :Juillet 2020
Fin des travaux : Novembre 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Raphaëlle HAMEL, Service de l'expérience citoyenne et des communications
Kathy DAVID, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Richard GAGNON, Service de sécurité incendie de Montréal
Sophie LABERGE, Outremont
Stéphane CARON, Anjou

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Benjamin RODRIGUEZ
Ingénieur

Tél : 514 872-5156
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
Directeur des infrastructures
Tél : 514-872-4101
Approuvé le : 2020-05-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-05

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres :	458014	No du GDD :	1207231040
Titre de l'appel d'offres :	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal		
Type d'adjudication :	Au plus bas soumissionnaire conforme		

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le :	23 / 3 / 2020	Ouverture originalement prévue le :	21 / 4 / 2020		
Ouverture faite le :	23 / 4 / 2020	Délai total accordé aux soumissionnaires :	30	jrs	

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
2 / 4 / 2020	Report de la date d'ouverture	0.00
9 / 4 / 2020	Modification de l'article 2,9,3 des IAS concernant le cautionnement et modification de l'article 9,1 du CCAS concernant la date de début des travaux.	0.00

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs	4	Nbre de soumissions reçues	2	% de réponses	50
		Nbre de soumissions rejetées	0	% de rejets	0.0

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique

Durée de la validité initiale de la soumission :	120	jrs	Date d'échéance initiale :	21 / 8 / 2020	
Prolongation de la validité de la soumission de :		jrs	Date d'échéance révisée :	JJ - MM - AAAA	

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant les taxes (et corrections le cas échéant) Total
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	11 158 683.62
FORACTION INC.	11 918 925.63
Estimation — **externe**	10 367 092.29

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation	**7.6%**
Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse	**6.8%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X — **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		x	AMP		x	***Joindre l'attestation de l'AMP, le cas échéant***
RENA		x	Revenu Qc		x	

Recommandation

Nom du soumissionnaire :	SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
Montant du contrat (incluant les taxes) ($) :	11 158 683.62
Montant des contingences ($) :	1 115 868.36
Montant des incidences ($) :	232 000.00

Date prévue de début des travaux :	6 / 7 / 2020	Date prévue de fin des travaux :	20 / 11 / 2020

Montréal

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

Date: 12 mars 2020
Révision: 00
Par: Benjamin Rodriguez, ing

LISTE DES RUES

Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage et de voirie dans diverses rues de la ville de Montréal
Soumission : 458014

# Plan	Révision	Arrondissement	Rue	De	À	Type de chaussée	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Durée de réalisation
ANJ-AQ-2019-02	000	Anjou	**Fontevrault, avenue**	Choppin, rue	Limite Est de l'arrondissement d'Anjou		200	118	6 semaines
MHM-AQ-2020-02	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Hochelaga, rue**	Duchesneau, rue	Bilaudeau, avenue		200	118	6 semaines
MHM-AQ-2020-03	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Maubourg, avenue**	Ernest-Lavigne, avenue	Rodolphe-Mathieu, avenue		200	113	6 semaines
MHM-AQ-2020-04	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Del Vecchio, avenue**	Ernest-Lavigne, avenue	Rodolphe-Mathieu, avenue		200	113	6 semaines
MHM-AQ-2020-05	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Dézéry, rue**	Ontario Est, rue	Rouen, rue de		200	284	10 semaines
MHM-AQ-2020-06	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Lebrun, avenue**	De Grosbois, rue	Limite nord		250	122	6 semaines
MHM-AQ-2020-07	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Triest, rue**	Lepailleur, rue	Bruxelles, rue de		200	122	6 semaines
MHM-AQ-2020-09	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Émile-Legrand, avenue**	Pierre-De Coubertin, avenue	Marseille, rue de		200	345	10 semaines
MHM-AQ-2020-10	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Rouen, rue de**	Joliette, rue	De Chambly, rue		200	102	6 semaines
MHM-AQ-2020-11	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**De Boucherville, rue**	Fonteneau, rue	Chénier, avenue		200	218	7 semaines
MHM-AQ-2020-12	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Pierre-De Coubertin, avenue**	Cirier, rue	Liébert, rue		200	163	6 semaines
MHM-AQ-2020-13	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Viau, rue**	Marseille, rue de	Sherbrooke Est, rue		300	439	10 semaines
MHM-AQ-2020-14	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Sainte-Catherine Est, rue**	William-David, avenue	Viau, rue		200	265	10 semaines
MHM-AQ-2020-15	000	Mercier - Hochelaga - Maisonneuve	**Notre-Dame Est, rue**	Leclaire, rue	Viau, rue		200	77	6 semaines
PLA-AQ-2020-02	000	Le Plateau-Mont-Royal	**Rivard, rue**	De Bienville, rue	Gilford, rue		150	185	8 semaines
PLA-AQ-2020-03	000	Le Plateau-Mont-Royal	**Christophe-Colomb, avenue**	Mont-Royal Est, avenue de	Gilford, rue		200	166	7 semaines
OUT-AQ-2020-01	000	Outremont	**Claude-Champagne, avenue**	Côte-Sainte-Catherine, chemin de la	Mont-Royal, boulevard		200	382	10 semaines

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	458014	DATE:
#GDD:	1207231040	DRM:	4580	2020/04/24
RESPONSABLE:	Benjamin Rodriguez			
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal			

PROJET INVESTI: 18100 Desc et client-payeur: **Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout**

			Taxes incluses			
Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
1918100043	180993	11 208 302.03 $	11 158 683.62 $	1 115 868.36 $	0.00 $	C
1918100044	180994	211 846.92 $	0.00 $	0.00 $	232 000.00 $	C
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**11 420 148.95 $**	**11 158 683.62 $**	**1 115 868.36 $**	**232 000.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur:

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat	Contingences	Incidences	Agglo (A) /Corpo (C)
0	0	0.00 $	0.00 $	0.00 $	0.00 $	
SOUS-TOTAL		**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	**0.00 $**	

TOTAL	**11 420 148.95 $**	**11 158 683.62 $**	**1 115 868.36 $**	**232 000.00 $**
TOTAL (Contrat + Contingences + Incidences)			**12 506 551.98 $**	

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 458014	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:			**24/04/2020**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaire par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal**		

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			11 158 683.62 $
TRAVAUX CONTINGENTS			1 115 868.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		62 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.		0.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		100 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		25 000.00 $	
Archéologie		0.00 $	
		0.00 $	
	TOTAL À REPORTER	232 000.00	232 000.00 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			12 506 551.98 $
Imputation (crédits)			11 420 148.95 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		543 881.36	1 085 043.32
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 086 403.02	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Benjamin Rodriguez

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100043**	**SOUMISSION:**	**458014**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180993**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**24/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR	**SANEXEN - Services Environnementaux inc.**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			11 158 683.62 $
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		1 115 868.36 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Gestion des impacts			
Surveillance environnementale			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			12 274 551.98 $
Imputation (crédits)			11 208 302.03 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		533 792.21	1 064 915.47
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 066 249.95	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Benjamin Rodriguez

Montréal

Répartition des coûts du contrat, des contingences et des incidences

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1918100044**	**SOUMISSION:**	**458014**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**180994**	**DRM SPÉCIFIQUE:**	**4580**	**24/04/2020**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage sur diverses rues de la Ville de Montréal.**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services professionnels et techniques**			

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
TRAVAUX CONTINGENTS DE	10.00%		0.00 $
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		62 000.00 $	
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		100 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		25 000.00 $	
Gestion des impacts		20 000.00 $	
Surveillance environnementale		25 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	232 000.00	232 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			232 000.00 $
Imputation (crédits)			211 846.92 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		10 089.15	20 127.85
Ristournes TPS et TVQ à 50%		20 153.08	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Benjamin Rodriguez

Montréal

SOUMISSION 458014 - PRINCIPES DE GESTION DE LA MOBILITÉ

Secteur	Travaux de réhabilitation de conduites d'aqueduc par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal

Arrondissements	**Rues**	
Le Plateau Mont-Royal	Rivard, Christophe-Colomb	Les travaux sont répartis sur diverses rues pour lesquelles les exigences spécifiques et particulières du maintien de la mobilité ont été identifiées à l'Annexe M1 du DTSI-M. Pour les rues identifiées comme ayant le plus d'impacts sur la mobilité et le milieu environnant (cote 1 et majeure au DTSI-M), les concepts sont résumés ci-bas.
Outremont	Claude-Champagne	
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	Hochelaga, Maubourg, Del Vecchio, Dézéry, Lebrun, Triest, Émile-Legrand, Rouen, de Boucherville, Pierre-de-Coubertin, Viau, Sainte-Catherine Est, Notre-Dame Est	
Anjou	Fontevrault	

MHM-AQ-2020-02 **Rue Hochelaga** De rue Duchesneau à avenue Bilaudeau	**Occupation :** Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Hochelaga en direction Est entre rue des Ormeaux et rue Bilaudeau. Fermeture complète de la rue Hochelaga en direction Est entre rue Aubry et rue Bilaudeau. Aucune entrave dans la direction ouest de la rue Hochelaga. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Duschesneau et de l'avenue Fletcher entre rue Hochelaga et avenue Souligny. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi de 7h à 19h. Samedi de 8h à 19h et dimanche de 9h à 19h.
MHM-AQ-2020-11 **Rue de Boucherville** De rue Fonteneau à avenue Chénier	**Occupation :** Fermeture complète de la direction nord de la rue de Boucherville entre rue Curatteau et avenue Chénier. Maintien d'un accès à la Place de Boucherville par Curatteau via la rue Fonteneau. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la rue Fonteneau. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux et une coordination avec le MTQ est à prévoir. **Horaire de travail :** Lundi au Vendredi de 21h à 5h.
MHM-AQ-2020-13 **Rue Viau** De rue de Marseille à rue Sherbrooke	**Occupation :** Lors de travaux de remplacement de conduites, fermeture complète de la direction nord de la rue Viau entre rue Hochelaga et rue Sherbrooke de nuit avec maintien des vélos et maintien d'une voie en direction sud et de la bande cyclable. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux. Lors de travaux d'excavation, fermeture de la direction est de la rue Sherbrooke, de nuit, à la hauteur de la rue Viau. Maintien d'une voie en direction ouest. Aucune entrave dans cette rue lors des autres travaux. **Horaire de travail :** Lundi au vendredi de 21h à 6h. Lundi au vendredi de 22h à 5h. Lundi au Vendredi 9h30 à 15h30. Samedi de 8h à 19h et Dimanche de 10h à 19h.

MHM-AQ-2020-15 **Rue Notre-Dame Est** De rue Viau à boulevard Pie-IX	**Occupation :** Sur la rue Notre-Dame Est, maintien d'une voie dans chaque direction entre rue Viau et rue Théodore. Maintien de deux voies par direction entre rue Théodore et boulevard Pie-IX. Fermeture complète avec circulation locale seulement de la direction sud de la rue Viau entre rue Notre-Dame Est et rue Sainte-Catherine Est. Des PMVM sont prévus pour aviser de la présence des travaux. **Horaire de travail :** Dimanche au jeudi de 21h à 5h. Vendredi à samedi de 22h30 à 10h30 et dimanche de 0h à 12h.
Mesures de gestion des impacts applicables à toutes les rues	- En fonction de la localisation du chantier et des établissements situés à proximité, certains travaux doivent être réalisés à une période spécifique de la semaine et/ou de l'année conformément à l'Annexe M1; - Présence de signaleur(s) pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier au niveau des travaux incluant les piétons, cyclistes, les accès chantier, lors des manœuvres de machinerie et au niveau des écoles et hôpitaux; - Dans les secteurs commerciaux et industriels, mise en place de mesures particulières de gestion des impacts (maintien des accès, maintien des services de collecte et contrainte d'entreposage des matériaux); - Maintenir les accès aux services d'urgences lors de travaux à proximité d'établissement de santé ou de casernes du service d'incendie; - Relocaliser les zones de livraison, les zones pour personnes à mobilité réduite, les SRRR et les zones des taxis affectées par les travaux sur les rues avoisinantes; - L'entrepreneur doit implanter un chemin de détour et/ou un itinéraire facultatif lors d'une fermeture complète de rue ou d'une direction selon les exigences à l'Annexe M1; - Maintenir la piste cyclable en tout temps via un détour ou permettre l'interruption sur une courte distance avec la présence d'un signaleur selon les exigences de l'Annexe M1; - Maintenir les voies réservées aux autobus en tout temps ou prévoir un relâchement sur un maximum d'un tronçon selon les exigences à l'Annexe M1. -L'entrepreneur doit coordonner ces travaux avec la STM et obtenir leur approbation préalablement. Aviser de la date et de la nature des entraves ayant un impact sur le réseau de la STM au moins 10 jours à l'avance via l'adresse courriel : gestiondesreseaux@stm.info ; - Des plaques d'acier pour circulation sont prévues pour redonner les voies de circulation en dehors des heures de travail, si spécifié à l'Annexe M1; - À la Demande du Directeur en phase de réalisation, une modification aux feux de circulation existants ou l'ajout de feux temporaire par la Ville de Montréal peut être exigé(e) pour améliorer la mobilité; - Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée; - L'entrepreneur doit faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite tel que prévu au DTNI-8A; - Le réseau d'aqueduc temporaire ne doit pas constituer un obstacle sur les trottoirs. Des pentes d'accès sécuritaire doivent être réalisées, au besoin, afin de permettre le passage des personnes à mobilité réduite.

Copie de l'article 4.1 du cahier des clauses administratives spéciales – A.O. #458014

4.1 Expérience du soumissionnaire

Le Soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) Contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent Appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'Adjudicataire du Contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une longueur minimale cumulative de **2 000 m** en longueur de travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un Contrat dont la nature est semblable aux travaux visés par le présent Appel d'offres se définit comme étant un projet de réhabilitation de conduite d'eau potable, incluant les interventions sur les branchements d'eau, dont le Soumissionnaire aurait géré toutes les disciplines des travaux, ainsi que le maintien de la circulation, les entraves et les chemins de détour.

Pour chaque Contrat, le Soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges :

- l'année de réalisation;
- la description du projet et la nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);
- le nom de l' (des) arrondissement(s) ou de la (des) municipalité(s) et de l'artère;
- la valeur du Contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture du présent appel d'offres;
- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées;
- le nom du donneur d'ouvrage.

Le Soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du Cahier des charges.

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du Cahier des charges dûment complété et référant à deux (2) contrats conformément aux exigences énoncées ci-dessus, ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION. En aucun cas la Ville ne permettra au Soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux Soumissionnaires.

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit :

- **Adjudicataire du Contrat;**
- **Nature des travaux (incluant la longueur des travaux de chemisage de conduites d'eau potable réalisée);**
- **Année(s) d'exécution des travaux;**
- **Montant du Contrat;**
- **Montant des travaux réalisés et facturés.**

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années.

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 16 mars 2020

SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.
A/S MONSIEUR RÉJEAN LOISELLE
9935, RUE DE CHÂTEAUNEUF
ENTRÉE 1, BUREAU 200
BROSSARD (QC) J4Z 3V4

N° de décision : 2020-DAMP-1273
N° de client : 2700007373

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, laquelle fait également affaire sous :

EXCAVA-TECH
REGENERATION
SANEXEN

EXCAVA-TECH DÉNEIGEMENT
REGÉNÉRATION
SANEXEN ENVIRONMENTAL SERVICES INC.

le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **15 mars 2023**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité aux marchés publics



Chantal Hamel

Service des infrastructures du réseau routier
Direction des infrastructures
801 Brennan, 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES # 458014

Date de publication : 2020-03-23
Date d'ouverture : 2020-04-23

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	Foration inc..
2	GLT+ inc.
3	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE.
4	Sanexen Services Environnementaux inc.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_DRE GDD_1207231040.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CE : 20.017

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207231040

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 - 2 soumissionnaires

Rapport - mandat_SMCE207231040.pdf

Dossier # :1207231040

Ville de Montréal
Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5
Téléphone : 514 872-3770
www.ville.montreal.qc.ca/commissions

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidence

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-dame-de-Grâce

Membres

M. Christian Larocque
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

M. Jérôme Normand
Arrondissement de Ahuntsic – Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 25 mai 2020

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE207231040

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 – 2 soumissionnaires.

Karine Boivin Roy
Présidente

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette Commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE207231040

Accorder un contrat à Sanexen services environnementaux inc., pour des travaux de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par chemisage dans diverses rues de la Ville de Montréal - Dépense totale de 12 506 551,98 $, taxes incluses (travaux: 11 158 683,62 $ + contingences: 1 115 868,36 $ + incidences: 232 000,00 $) - Appel d'offres public 458014 – 2 soumissionnaires.

À sa séance du 6 mai 2020, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Le 13 mai dernier, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence, et ce, en raison de la directive de confinement émise par le ministère de la Santé publique du gouvernement du Québec et en vigueur depuis la mi-mars dans le contexte de la pandémie mondiale du coronavirus. Au cours de cette séance, les responsables du Service des infrastructures du réseau routier ont pu présenter les différentes étapes franchies et répondre à toutes les questions des commissaires.

Le Service a débuté sa présentation en exposant les détails de ce contrat de réhabilitation de conduites d'eau secondaires par la technique de chemisage. L'appel d'offres, d'une durée de 30 jours au cours duquel deux addendas ont été publiés, a permis de recevoir deux soumissions parmi les 4 preneurs des documents de l'appel d'offres.

Le Service a présenté l'écart de prix de 7,6% entre la soumission de l'adjudicataire et l'estimé de contrôle et a expliqué que certains coûts figurant à l'estimé de contrôle, notamment en ce qui a trait au maintien de la mobilité et de la sécurité routière ainsi qu'à la mise en place d'un réseau d'alimentation temporaire, sont significativement plus élevés que les prix obtenus de la part des deux soumissionnaires. De plus, les deux soumissions obtenues sont globalement très similaires.

En conclusion, la Commission a apprécié les explications obtenues relativement à l'écart observé dans ce contrat d'envergure. Au terme de son examen, la Commission est satisfaite des explications amenées à l'égard des critères d'examen. Bien que les efforts mis de l'avant pour ouvrir le marché soient soulignés, la Commission déplore l'envergure de ce contrat, qui n'a pas permis d'attirer plus de deux soumissionnaires. Néanmoins, la

Commission comprend que deux entreprises de ce marché ont fusionné et que ceci a pour effet de diminuer le potentiel de soumissionnaires pour ce type d'appel d'offres. En outre, les commissaires comprennent également que le matériau provient d'un fournisseur unique à l'étranger. Enfin, pour toutes ces raisons, la Commission suggère le retrait de l'information relative à l'exercice d'ouverture du marché pour ce contrat de 12,5 M$.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil municipal :

- *Contrat de plus de 10 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires ;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier ;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier ;

À l'égard du mandat SMCE207231040 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

CE : 20.018

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.019

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200160001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres d'une durée de trois ans, avec les firmes ci-après désignées pour chacun des articles, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels de soutien technique à la mise en oeuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-17732;

Firmes	Montant maximal, (taxes incluses)
1- WSP Canada Inc.	2 618 222.20 $
2 - FNX-INNOV Inc.	1 631 150.33 $
3 - Stantec Experts-conseils ltée	1 095 585.28 $
Total	5 344 957.81 $

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets de la direction de la mobilité ou de ses requérants, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-24 08:07

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200160001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

CONTENU

CONTEXTE

Dans le but de maintenir les efforts nécessaires à la réalisation des projets et des programmes prévus au Plan Triennal d'Immobilisations (PTI), la Direction de la mobilité requiert des services professionnels afin de soutenir ses activités et sollicite l'octroi de trois (3) nouveaux contrats-cadres d'une durée maximale de trois ans.
L'expertise recherchée via ces ententes-cadres concerne principalement les études de mobilité, les études de concept, d'opportunité, de faisabilité, d'avant-projets et de plans et devis en lien avec le transport routier et les transports actifs et collectifs. Ces services doivent être obtenus à l'externe pour permettre à la Direction de la mobilité de disposer de certaines expertises techniques de pointe non disponibles à la Ville, ainsi que des ressources techniques nécessaires à la réalisation d'activités non récurrentes, à l'intérieur des délais requis.

Concrètement, ces ententes-cadres serviront entre autres à réaliser des études de mobilité, d'aménagement et de sécurisation d'intersections, ainsi que des études de réaménagement géométrique sur diverses rues.

Les quatre (4) dernières ententes-cadres octroyées en avril 2017 à cet effet arrivent à échéance le 3 mai 2020.

Appel d'offres

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels. L'appel d'offres numéro 20-17732 a été lancé et publié dans le Système Électronique d'Appel d'Offres (SÉAO) le 21 janvier et le 06 février 2020, ainsi que dans le journal de Montréal le 20 janvier et le 11 février 2020, pour une durée de publication de 37 jours. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 février

2020.

Addenda

Cinq (5) addenda ont été émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs des cahiers de charges de modifications faites aux documents d'appel d'offres :

Addenda 1 : Émis le 3 février 2020 - Précisions demandées pour certains articles du devis et à l'annexe A "Formulaire d'offres de services" - Mise à jour du devis et de l'annexe A, et réponses aux questions des soumissionnaires;

Addenda 2 : Émis le 6 février 2020 - À la demande des fournisseurs, la date limite de dépôt des soumissions a été reportée d'une semaine, pour une ouverture le 27 février 2020. Réponses et compléments d'information sur le devis et l'annexe A;

Addenda 3 : Émis le 6 février 2020 - Modification de libellés à l'annexe A et émission d'une nouvelle version;

Addenda 4 : Émis le 13 février 2020 - Révision de l'annexe A, Section pour l'ingénieur électrique de relève; Remplacement du bordereau de prix;

Addenda 5 : Émis le 17 février 2020 - Révision 2 de l'annexe A.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0145 - 27 avril 2017 (dossier 1177372001) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Cima+ S.E.N.C. (2 173 199,96 $ taxes incluses), AECOM Consultants Inc. (1 918 523,73 $ taxes incluses), SNC-Lavalin Inc. (1 365 989,23 $ taxes incluses) et Stantec Experts-conseils ltée (719 979,15 $ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction des transports / Appel d'offres public 17-15623 - (8 soumissionnaires conformes) / Approuver les projets de conventions à cette fin.

CG15 0761 - 17 décembre 2015 (dossier 1151097007) - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec WSP Canada inc. (1 759 955,67 $, taxes incluses), AECOM Consultants inc. (1 195 633,65 $, taxes incluses) et CIMA+ s.e.n.c. (608 965,09 $, taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction des transports / Appel d'offres public 15-14463 (6 soumissionnaires) / Approuver les projets de conventions à cet effet

CG14 0295 - 19 juin 2014 (dossier 1145897003) - Conclure une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Les consultants SM Inc. pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 789 719 $ taxes incluses (appel d'offres public N^{o} 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

CG14 0217 - 1er mai 2014 (dossier 1145897005) - Autoriser une entente-cadre de services professionnels d'une durée de deux (2) ans avec la firme Aecom Consultants Inc pour le soutien technique aux activités de la Direction des transports pour la mise en œuvre du Plan de transports pour une somme maximale de 1 235 753,14 $ taxes incluses (appel d'offres public N^{o} 13-13216 - 9 soumissionnaires, 7 conformes) / Approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Pour permettre la réalisation des projets et programmes prévus au PTI et des nombreux grands projets de développement sur le territoire de l'agglomération, la Direction de la mobilité aura besoin de confier des mandats à des firmes d'experts en mobilité, en circulation et en aménagement géométrique afin de réaliser des études de mobilité, des avant-projets, des plans et devis d'aménagement de rue (géométrie, signalisation, feux de circulation, mobilier urbain, etc.), ainsi que des études connexes en support à ses activités. Ces ententes-cadres sont prévues pour répondre aux besoins en études pour un maximum de trois ans.
Le mode de rémunération sera au choix du requérant des services professionnels entre la méthode horaire avec un plafond équivalant à l'enveloppe budgétaire du programme de travail ou la méthode forfaitaire.

JUSTIFICATION

Les quatre (4) dernières ententes-cadres octroyées en avril 2017 pour un montant total de 6 177 692,07 $ taxes incluses arrivent à échéance le 3 mai 2020. La Direction de la mobilité ne dispose plus de la marge de manœuvre pour la réalisation de nouvelles études, incluant celles nécessaires au développement de nouveaux projets prévus au PTI.
À la suite du lancement de l'appel d'offres numéro 20-17732, douze (12) firmes ont retiré le cahier des charges, parmi lesquelles six (6), soit 50%, ont déposé une offre pour chacune des trois (3) ententes. Il était possible pour une firme de déposer autant d'offres qu'elle le souhaite pour chacune des ententes pourvu que les équipes de travail soient différentes. Parmi les six preneurs n'ayant pas déposé une soumission, une firme a participé comme sous-traitant et une autre s'est désistée jugeant l'appel d'offres restrictif pour des raisons de capacité. Les quatre autres preneurs n'ont pas fourni d'explication.

La durée de validité des soumissions est de 180 jours à partir de la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 25 août 2020.

Le bordereau de soumission demandait aux soumissionnaires de soumettre un taux horaire pour chacune des différentes catégories de ressources spécifiées (ingénieurs, professionnels, techniciens, etc.), pour la durée de trois ans de l'entente-cadre . Les adjudicataires soumettent un prix calculé globalement pour les trois (3) années.

Les résultats d'analyses des soumissions pour les trois (3) ententes sont les suivants:

Entente # 1 - WSP Canada Inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
WSP Canada Inc.	79.3	0.494	2 618 222.20 $
FNX-INNOV Inc.	78.5	0.471	2 728 701.68 $
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	0.463	2 751 880.64 $
Les Services EXP Inc.	75.8	0.444	2 830 937.45 $
CIMA+S.E.N.C.	76	0.434	2 903 578.65 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.379	3 338 011.69 $
Dernière estimation réalisée			2 371 048.94 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			247 173.26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			10.42%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			110 479.48 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			4.22%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 10,42% à l'estimé. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 46% plus élevé que le taux estimé (soit 60$ / heure au lieu de 41$ / heure).

Entente # 2 - FNX-INNOV Inc.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
FNX-INNOV Inc.	78.5	0.788	1 631 150.33 $
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	0.775	1 644 464.43 $
Les Services EXP Inc.	75.8	0.744	1 691 788.14 $
CIMA+S.E.N.C.	76	0.699	1 803 095.44 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.634	1 995 425.62 $
WSP Canada Inc.			
Dernière estimation réalisée			1 417 641.75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			213 508.58 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			15.06%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			13 314.10 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			0.82%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 15, 06% à l'estimé réalisé. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 95% plus élevé que le taux estimé (soit 80$ / heure au lieu de 41$ / heure), également, le taux soumissionné pour la catégorie technicien junior (moins de 5 ans), est de 60% plus élevé que le taux estimé (soit 60$ / heure au lieu de 36$ / heure).

La firme WSP Canada Inc. a été écartée pour la deuxième entente car elle a été choisie pour la première.

Entente # 3 - Stantec Experts-conseils ltée

Soumissions conformes	Note intérim	Note finale	total soumission (taxes incluses)
Stantec Experts-conseils ltée	77.5	1.164	1 095 585.28 $
Les Services EXP Inc.	75.8	1.117	1 126 663.02 $
CIMA+S.E.N.C.	76	1.049	1 201 028.85 $
SNC-Lavalin inc.	76.5	0.952	1 329 030.52 $
FNX-INNOV Inc.			
WSP Canada Inc.			
Dernière estimation réalisée			943 887.26 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation)			151 698.02 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) (l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100			16.07%
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) (2ème meilleure note finale – adjudicataire			31 077.74 $
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) ((2ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100			2.84%

L'adjudicataire recommandé a soumis une offre supérieure de 16, 07 % à l'estimation. Cette différence est principalement due au fait que le taux horaire soumissionné pour la catégorie d'emploi professionnel junior (moins de 5 ans), est de 76% plus élevé que le taux estimé (soit 72$ / heure au lieu de 41$ / heure), également, le taux soumissionné pour la catégorie technicien junior (moins de 5 ans), est de 53% plus élevé que le taux estimé (soit 55$ / heure au lieu de 36$ / heure).

Les firmes WSP Canada Inc. et FNX-INNOV Inc. ont été écartées pour la troisième entente, car elles ont été choisies respectivement pour la première et la deuxième.

Les trois (3) firmes retenues ne figurent pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et ne sont pas sur la liste de rendement insatisfaisant. Elles détiennent également les attestations les autorisant à conclure des contrats publics.

Suite à une vérification effectuée le 21 avril 2020 au niveau du site Internet de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), il apparaît que les trois firmes (3) sont inscrites au Registre des entreprises admissibles (REA) sous les numéros suivants (voir pièces jointes) : WSP Canada Inc (3000211093), FNX-INNOV Inc (3001642376) et Stantec Experts-conseils ltée (3000241872).

L'attestation AMP de Stantec Experts-conseils ltée a été émise le 15 mars 2019, l'attestation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) de FNX-INNOV Inc a été émise le 8 novembre 2018, alors que l'attestation AMF de WSP Canada Inc a été émise le 8 mai 2018 (voir pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les différents mandats octroyés par le biais de ces ententes seront effectués sur demande. La Direction de la mobilité assurera la gestion des services et le suivi budgétaire.
Chacun des mandats confiés aux firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépenses, à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre. L'entente pourrait engager des dépenses d'agglomération.

Les dépenses d'honoraires professionnels représenteront un coût maximal (taxes incluses)

de 2 618 222,20 $ pour WSP Canada Inc., de 1 631 150,33 $ pour FNX-INNOV Inc. et de 1 095 585,28 $ pour Stantec Experts-Conseils ltée.

Les fonds requis pour réaliser les mandats proviendront de différentes sources budgétaires de la Ville, que ce soit des budgets déjà affectés aux différents projets et programmes de la Direction de la mobilité, d'autres Directions du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), ou d'autres unités municipales pour lesquelles la Direction de la mobilité offre ses services en appui. Il n'y a donc pas de budget ou de dépenses spécifiques liées à la conclusion de ces ententes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'optimisation des déplacements permet de minimiser les impacts environnementaux liés aux transports.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de disposer d'ententes de services professionnels avec des firmes expertes en mobilité, voirie, circulation, aménagement, etc. permettra à la Direction de la mobilité d'octroyer plus rapidement des mandats d'étude, d'accélérer la réalisation de ses projets prévus au PTI ainsi que de nombreux projets de développement sur le territoire de l'agglomération, tout en permettant de soutenir plus efficacement les autres unités de la Ville en matière de réalisation d'études, notamment de mobilité.
Dans le cas où la décision n'est pas approuvée ou retardée, les différents mandats devront passer à travers les processus d'appel d'offres et d'octroi de contrat spécifique, ce qui aura pour conséquence de ralentir la réalisation des projets et programmes, surtout ceux prévus au PTI.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En raison de la pandémie de la Covid-19, ce sommaire accuse déjà un retard pour sa présentation aux instances municipales. Comme les ententes-cadres en cours arrivent à échéance le 3 mai 2020, la Direction de la mobilité se retrouvera sans ententes entre la fin des contrats actuels et le début de ceux concernés par le présent sommaire. Aussi, l'octroi des mandats et le démarrage des projets pourraient aussi être retardés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication prévue pour le moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi des contrats: Mai 2020
Services professionnels dispensés: Mai 2020 à Mai 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Eddy DUTELLY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eddy DUTELLY, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Eddy DUTELLY, 20 avril 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rachid REKOUANE
INGÉNIEUR

Tél : 514-868-3476
Télécop. : 514-872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-9948
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-04-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-04-23

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 8 mai 2018

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 16E ÉTAGE
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

Nº de décision : 2018-CPSM-1030358
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

---

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- AQUAPRAXIS
- CELLMAG
- CONSUMAJ ESTRIE
- DÉCIBEL CONSULTANTS
- ÉNERGIE & ANALYSES ENAQ DU QUÉBEC
- ENTREPRISE NORMAND JUNEAU
- FOCUS CORPORATION
- GENIVAR GPM
- GENIVAR
- GESPRO SST
- GILLES TACHÉ ET ASSOCIÉS
- GIROUX ÉQUIPEMENT D'ARPENTAGE
- GROUPE G. L. D.
- GROUPE OPTIVERT
- ISACTION
- LABELLE RYAN GENIPRO
- LES CONSULTANTS GENIPLUS
- LES INVESTISSEMENTS R.J.
- NAGECO

- PARSONS BRINCKERHOFF HALSALL
- PROBEMES
- PROGEMES CONSULTANTS

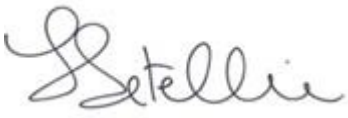
le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **3 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 20 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : WSP CANADA GROUP LIMITED
Adresse du siège social : 100, COMMERCE VALLEY DR W, , THORNHILL, ON, L3T 0A1, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3000211093
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165425654

Autres noms d'affaires
• GROUPE MMM LIMITÉE

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 8 novembre 2018

11017870 CANADA INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de décision : 2018-CPSM-1060483
N° de client : 3001642376

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). 11017870 CANADA INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **7 novembre 2021** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Sania Richard

Directrice des contrats publics par intérim

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 26 novembre 2018

FNX-INNOV INC.
2425, BOUL PITFIELD
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1W8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 1831973192

Objet : Changement de nom de 11017870 CANADA INC. à FNX-INNOV INC.

Monsieur François Gaudreau,

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a été informée du changement de nom de l'entreprise 11017870 CANADA INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau nom de l'entreprise est dorénavant FNX-INNOV INC. Nous comprenons que le numéro de NEQ « 1174002437 » demeure inchangé et qu'aucun autre changement, hormis le nom de l'entreprise, n'a été apporté à l'entreprise 11017870 CANADA INC. autorisée le 1ER MAI 2013.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le nom de l'entreprise a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec Amélie Bergevin au 1 877 525-0337, poste 4852.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur Gaudreau, nos salutations distinguées.

Direction des contrats publics

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 08 mars 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FNX-INNOV INC.
Adresse du siège social : 433, RUE CHABANEL O, BUR. 1200, MONTRÉAL, QC, H2N 2J8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3001642376
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Autorité
des marchés publics
Québec

Le 15 mars 2019

STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE
A/S MONSIEUR PAUL JEREMY DAVID ALPERN
10220, 103 AVE NW
BUR.400
EDMONTON (AB) T5J 0K4

No de décision : 2019-DAMP-0131
N° de client : 3000241872

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DESSAU/CIMA+
- DESSAU/GÉNIPUR
- GESTRANS
- GROUPEMENT DESSAU - CIMA +
- GROUPEMENT DESSAU – GENIVAR
- GROUPEMENT DESSAU – GFBH
- GROUPEMENT DESSAU -SM- ROCHE
- GROUPEMENT DESSAU/ BPR
- GROUPEMENT DESSAU/PLURITEC
- GROUPEMENT DESSAU/SNC LAVALIN
- GROUPEMENT DST
- LVM/DESSAU
- SOCIÉTÉ GESTRANS
- STANTEC CONSULTING LTD.
- STANTEC/HYDROSYS

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **14 mars 2022** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

525 René-Lévesque Est,
Rez-de-chaussée, bureau RC.30
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone sans frais : 1 888 335-5550
Télécopieur sans frais : 1 888 885-0223
www.amp.gouv.qc.ca

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer au site Web de l'AMP au www.amp.gouv.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel
Directrice de l'admissibilité aux marchés publics

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **lundi, 20 avril 2020 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : FNX-INNOV INC.
Adresse du siège social : 433, RUE CHABANEL O, BUR. 1200, MONTRÉAL, QC, H2N 2J8, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 3001642376
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1174002437

Autres noms d'affaires
• Aucun

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200160001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes WSP Canada Inc. (2 618 222,20$ taxes incluses), FNX-INNOV Inc. (1 631 150,33$ taxes incluses) et Stantec Experts-Conseils Ltée (1 095 585,28$ taxes incluses) pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et de programmes de la Direction de la mobilité (Division du développement de projets et intégration des réseaux, Division sécurité et aménagement durable et Division aménagement et grands Projets), pour une durée de 3 ans / Appel d'offres public 20-17732 - (6 soumissionnaires conformes).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-17732 pv.pdfSEAO _ Liste des commandes.pdf

20-17732 TABLEAU_Résultat Global Final_REV WSP Contrat1.pdf

20-17732 TABLEAU_Résultat Global Final_REV FNX-INNOV Contrat2..pdf

20-17732 TABLEAU_SP_REV STANTEC Contrat3.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres FNX C2.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres Stantec C3.pdf

20-17732 Intervention Nouvelle Appel D'offres WSP C1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-20

Eddy DUTELLY
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

Denis LECLERC
c/s acquisition
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732 — No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 50

% de rejets : 16,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 1

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
FNX-INNOV Inc.	1 631 150,33 $	√	2
Stantec Experts-Conseils ltée	1 644 464,43 $		
Les Services EXP Inc.	1 691 788,14 $		
CIMA+S.E.N.C.	1 803 095,44 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 995 425,62 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 2 à la firme : FNX-INNOV Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	1 803 095,440 $	0,699	**4**
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5	1 631 150,330 $	0,788	**1**
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	1 691 788,140 $	0,744	**3**
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	1 995 425,620 $	0,634	**5**
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	1 644 464,4300 $	0,775	**2**
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3		-	**N,C,**
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy DUTELLY

Contrat 2

Comité	
Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732 — No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de réponses : 50

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
WSP Canada Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 1
FNX-INNOV Inc.	Non conforme, adjudicataire pour le contrat 2

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Stantec Experts-Conseils ltée	1 095 585,28 $	√	3
Les Services EXP Inc.	1 126 663,02 $		
CIMA+S.E.N.C.	1 201 028,85 $		
SNC-Lavalin Inc.	1 329 030,52 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 3 à la firme :Stantec Experts-Conseils ltée ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY — Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	1 201 028,850 $	1,049	3
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5		-	N,C,
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	1 126 663,020 $	1,117	2
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	1 329 030,520 $	0,952	4
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	1 095 585,2800 $	1,164	1
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3		-	N,C,
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Eddy DUTELLY

Comité	Contrat 3
Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-17732

No du GDD : 1200160001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en oeuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 20 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 18 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 17 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 37 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 6

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 50

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
WSP Canada Inc.	2 618 222,20 $	√	1
FNX-INNOV Inc.	2 728 701,68 $		
Stantec Experts-Conseils ltée	2 751 880,64 $		
Les Services EXP Inc.	2 830 937,45 $		
CIMA+S.E.N.C.	2 903 578,65 $		
SNC-Lavalin Inc.	3 338 011,69 $		

Information additionnelle

Il est recommandé d'octroyer le contrat 1 à la firme : WSP Canada Inc. ayant obtenu le plus haut pointage. Des SIX (6) autres firmes détentrices du cahier des charges, une (1) trouvait restrictive dû à la capacité, 1 a participé comme étant sous-traitant et 4 n'ont pas répondu.

Préparé par : Eddy DUTELLY

Le 20 - 4 - 2020

20-17732 - Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 10%	Méthodologie proposée 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA+S.E.N.C.	3,00	6,00	11,33	14,00	25,00	16,67	76,0	2 903 578,650 $	0,434	5
FNX-INNOV Inc.	3,83	7,33	12,33	14,67	24,00	16,33	78,5	2 728 701,680 $	0,471	2
Les Services EXP Inc.	3,67	6,67	10,83	14,67	23,67	16,33	75,8	2 830 937,450 $	0,444	4
SNC-Lavalin Inc.	4,00	7,67	11,83	15,00	23,00	15,00	76,5	3 338 011,690 $	0,379	6
Stantec Experts-Conseils ltée	3,83	6,67	11,33	14,67	24,33	16,67	77,5	2 751 880,6400 $	0,463	3
WSP Canada Inc.	4,00	6,67	13,00	14,33	24,33	17,00	79,3	2 618 222,200 $	0,494	1
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	
Agent d'approvisionnement	**Eddy DUTELLY**									

Comité — Contrat 1

Date	mercredi 18-03-2020
Heure	10 h 00
Lieu	Service de l'approvisionnement, 255 boulevard Crémazie EST, 4e

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Plaintes
- Liste des commandes
- Résultats d'ouverture
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 20-17732
Numéro de référence : 1337167
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels pour le soutien technique à la mise en œuvre de projets et programmes de la direction de la mobilité

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Monsieur Mohamed El Salahi Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1686520)** 2020-01-22 10 h 12 **Transmission :** 2020-01-22 10 h 12	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement

				3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Arup Canada Inc 1 Place Ville-Marie suite 3270 Montréal, QC, H3B 3Y2 NEQ : 1164114226	Madame Mireille Lepage Téléphone : 1514 940-9327 Télécopieur :	**Commande : (1687716)** 2020-01-24 9 h 05 **Transmission :** 2020-01-24 9 h 05	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Arup Canada Inc 1 Place Ville-Marie suite 3270 Montréal, QC, H3B 3Y2 NEQ : 1164114226	Madame Mireille Lepage Téléphone : 1514 940-9327 Télécopieur :	**Commande : (1702783)** 2020-02-20 9 h 15 **Transmission :** 2020-02-20 9 h 15	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-20 9 h 15 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur	**Commande : (1685701)** 2020-01-21 9 h 53 **Transmission :** 2020-01-21 9	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis)

		: 450 682-1013	h 53	2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	CPCS Transcom Ltée 417, rue St-Pierre 8e étage, Suite # 800 Montréal, QC, H2Y2M4 http://www.cpcs.ca/fr/ NEQ : 1166697814	Monsieur Renaud Gignac Téléphone : 613 237-2500 Télécopieur :	**Commande : (1687239)** 2020-01-23 11 h 09 **Transmission :** 2020-01-23 11 h 09	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 -

				Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	ESRI Canada inc 1425, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1110 Montréal, QC, H3G 1T7 http://www.esri.ca NEQ : 1160463304	Monsieur Guillaume Pelud Téléphone : 514 875-8568 Télécopieur :	**Commande : (1686646)** 2020-01-22 12 h 17 **Transmission :** 2020-01-22 12 h 17	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732

				ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	FNX-INNOV inc. 433, rue Chabanel Ouest, 12e étage Montréal, QC, H2N 2J8 http://www.fnx-innov.com NEQ : 1174002437	Madame Sophie Pelletier Téléphone : 450 686-6008 Télécopieur : 450 686-9662	**Commande : (1694043)** 2020-02-05 11 h 45 **Transmission :** 2020-02-05 11 h 45	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-05 11 h 45 - Téléchargement 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Gestion Deloitte s.e.c. Bay Adelaide East 8 Adelaide Street West, Suite 200	Madame Mary Conway Téléphone	**Commande : (1686438)** 2020-01-22 9 h 23	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel

	Toronto, ON, M5H 0A9 http://www.deloitte.ca NEQ : 3364165525	: 613 751-6696 Télécopieur :	**Transmission :** 2020-01-22 9 h 23	3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IGF Axiom Inc 4125 AUTOROUTE DES LAURENTIDES Laval, QC, H7L 5W5 http://www.igfaxiom.com NEQ : 1147455431	Madame Stéphanie Boivin Téléphone : 514 645-3443 Télécopieur :	**Commande : (1688863)** 2020-01-27 13 h 59 **Transmission :** 2020-01-27 13 h 59	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda

				no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Lemay CO inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal, QC, H4C 1H2 http://www.lemay.com NEQ : 1149007115	Monsieur Jean Vachon. Téléphone : 514 316-7936 Télécopieur : 514 935-8137	**Commande : (1689462)** 2020-01-28 12 h 52 **Transmission :** 2020-01-28 12 h 52	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A

				REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services EXP Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1688915)** 2020-01-27 14 h 37 **Transmission :** 2020-01-27 14 h 37	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Stantec Experts-conseils	Madame	**Commande**	3246933 - 20-17732 Addenda

	ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur : 418 626-5464	**: (1685820)** 2020-01-21 10 h 58 **Transmission :** 2020-01-21 10 h 58	no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (devis) 2020-02-06 18 h 42 - Courriel 3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau) 2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement 3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis) 2020-02-13 11 h 26 - Courriel 3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau) 2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement 3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis) 2020-02-17 13 h 48 - Courriel 3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau) 2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1686315)** 2020-01-22 7 h 53 **Transmission :** 2020-01-22 7 h 53	3246933 - 20-17732 Addenda no.1:Modifications-ajouts-questions/réponses 2020-02-04 8 h 40 - Courriel 3249277 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (devis) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249278 - 20-17732 Addenda no.2: Q et R - Modifications - Report de date (plan) 2020-02-06 10 h 29 - Courriel 3249939 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD

(devis)
2020-02-06 18 h 42 - Courriel

3249940 - 20-17732 Addenda no.3 : Annexe A, format WORD (bordereau)
2020-02-06 18 h 42 - Téléchargement

3253972 - 20-17732 ADDENDA no.4 (devis)
2020-02-13 11 h 26 - Courriel

3253973 - 20-17732 ADDENDA no.4 (bordereau)
2020-02-13 11 h 26 - Téléchargement

3256305 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (devis)
2020-02-17 13 h 48 - Courriel

3256306 - 20-17732 ADDENDA no.5 Annexe A REV2 (bordereau)
2020-02-17 13 h 48 - Téléchargement

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐ Fournisseur ayant demandé de ne pas être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Fournisseur ayant demandé d'être diffusé publiquement dans la liste des commandes.
☐ Organisme public.

La sélection d'un fournisseur est obligatoire.

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors

À propos
À propos de SEAO
Info et publicité sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI

Accessibilité

UPAC-Signaler un acte répréhensible

Québec

Registre des entreprises non admissibles

Autorité des marchés publics

Autorité des marchés financiers

© 2003-2020 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.020

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200557001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , Division expertise conseil
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Services EXP Inc., d'une période de vingt-quatre (24) mois à compter de son entrée en vigueur ou au moment de l'épuisement du budget alloué, pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats dans la division expertise-conseil de la Direction du bureau de projet et des services administratifs. Dépense totale de 187 524,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18024 - 2 soumissionnaires.

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de vingt-quatre (24) mois par laquelle Les Services EXP inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats, pour une somme maximale de 187 524,23 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 20-18024

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-04-20 10:14

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200557001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , Division expertise conseil
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Services EXP Inc., d'une période de vingt-quatre (24) mois à compter de son entrée en vigueur ou au moment de l'épuisement du budget alloué, pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats dans la division expertise-conseil de la Direction du bureau de projet et des services administratifs. Dépense totale de 187 524,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18024 - 2 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est propriétaire de plus de 1800 bâtiments répartis dans diverses catégories d'actifs : commercial, culturel, administratif, protection et sécurité, loisir et communautaire, industriel et sportif. Le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) gère le parc immobilier de la Ville de Montréal. Il exploite, entretient et assure le maintien d'actifs des bâtiments. La division expertise-conseil du Service de de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) est composée d'architectes, d'ingénieurs (structure, mécanique et électricité) et d'agents techniques. Elle a un rôle de support technique pour les autres divisions du SGPI. La division de l'expertise n'a pas la capacité pour répondre à toutes les demandes d'expertises. De plus, dans certains domaines précis (protection incendie, alarme incendie), aucun expert n'a les connaissances pour réaliser les mandats. Ce contrat de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment permettra de répondre aux nombreuses demandes d'expertises acheminées à l'expertise-conseil.
L'appel d'offres public (20-18024) pour divers mandats d'expertises à définir, publié dans le Journal de Montréal le 3 février 2020, a offert aux soumissionnaires un délai de 23 jours afin d'obtenir les documents nécessaires via le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) et de déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de 180 jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit le 27 février 2020.

Deux (2) addenda ont été émis :

- Addenda no 1 11/02/2020 Réponses à une (1) question mineure d'un soumissionnaire afin de préciser les documents d'appel d'offres.

- Addenda no 2 13/02/2020 Diminution du nombre d'années d'expériences du prestataire

La grille choisie est conforme à l'encadrement administratif C-RM-APP-D-16-001.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour la réalisation de divers mandats, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres intitulés "Contrat", "Devis - Services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour la réalisation de divers mandats" et leurs annexes.
Les services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment prévoient des expertises dans les domaines suivants :

Mécanique du bâtiment :

- Plomberie;
- Chauffage, ventilation et conditionnement d'air;
- Régulation et instrumentation;
- Protection incendie.

Électricité du bâtiment :

- Service et distribution électrique;
- Éclairage et contrôle d'éclairage;
- Communication et sécurité;
- Alarme incendie;
- Autres systèmes électrique (réseau de mise à la terre, groupes électrogènes et système de protection contre la foudre).

Économie de la construction :

- Estimation de classe A, B, C ou D;
- Analyse du coût global.

Les mandats seront attribués pour une banque d'heures maximale aux taux horaires indiqués au bordereau de prix de soumission suite à l'entente préalable avec le Représentant du DONNEUR D'ORDRE et à l'émission d'un bon de commande.

Tout au long de l'exécution de leurs prestations, la firme sera encadrée par les professionnels de la division expertise-conseil au sein du SGPI.

JUSTIFICATION

Le présent dossier vise à accorder une (1) entente-cadre à la firme Les Services EXP Inc. pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers projets de la division expertise-conseil.
Pour cet appel d'offres, il y a eu cinq (5) preneurs du cahier des charges dont deux (2) ont

remis des soumissions (40%). Les autres preneurs n'ont pas retourné le formulaire de non participation. La liste des preneurs du cahier des charges est en pièce jointe.

Les deux (2) preneurs du cahier des charges ayant remis des soumissions sont :

- Les Services EXP Inc.;
- Martin Roy et associés.

Les deux (2) offres de services soumises ont été jugées conformes. Les Services EXP Inc. et Martin Roy et associés ont obtenu des pointages supérieurs ou égaux à 70%. Le tableau mis en pièce jointe présente les résultats des soumissions.

Le contrat était estimé à 229 950.00 $. L'estimation a été réalisée en utilisant les taux horaires de l'association des firmes de génies conseil du Québec (AFG). Le soumissionnaire retenu a utilisé des taux horaires inférieurs à ce qui est diffusé par l'AFG. C'est ce qui explique l'écart.

Le soumissionnaire ne figure pas au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics du Secrétariat du Conseil du trésor du Québec (RENA) au moment de la rédaction du présent sommaire. Par ailleurs, le Registre des entreprises du Québec ne fait mention d'aucune irrégularité affectant ce contractant et ils ne sont pas visés par la liste des personnes à déclarer non conformes selon la mise en application du Règlement de gestion contractuelle de la Ville, ni par la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

Cette entente-cadre n'est pas visée par la Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics AMP.

Les membres du comité de sélection, tenu le 11 mars 2020, recommandent de retenir l'offre de Les Services EXP Inc.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats de la division expertise-conseil de la Direction du bureau de projet et des services administratifs. Les mandats seront attribués sur demande, en fonction des besoins des projets. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédits. Cette entente-cadre est limitée aux projets réalisés par la division expertise-conseil (SGPI).
Si des bâtiments d'agglomération requièrent les services de cette entente, les fonds d'agglomération seront virés, le tout respectant le maximum de l'entente et la délégation de moins de 500 000$ au comité exécutif.

Conformément à l'aticle 477.4 de la Loi sur les cités et villes, la division expertise-conseil a effectué une estimation préalable de la dépense s'élevant à 229 950,00 $, taxes incluses. Cette estimation est basée sur un nombre d'heure prévisionnelle pour réaliser divers mandats et des taux horaires venant de l'association des firmes de génie conseil du Québec.

Dans l'ensemble, on constate que les taux horaires soumis pour les services professionnels sont inférieurs aux taux horaires de référence pour ce type de services. La présente entente permet à la division expertise-conseil de réduire ses délais tout en assurant une stabilité des taux horaires pour une période de deux (2) ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Non applicable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement pour ces services en obligeant des appels d'offres et des négociations à la pièce augmentant les délais en plus de faire perdre à la Ville la possibilité de réaliser une économie de volume.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le contexte de la COVID-19 n'a pas d'impact sur cette entente-cadre.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est pévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Émission de l'entente-cadre suite à l'adoption de la présente résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Badre Eddine SAKHI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement; Service de l'approvisionnement, Direction acquisition

---

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicolas BARRIERE
Ingenieur(e)

Tél : 514 872-1967
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

Jean-Francois LAUZON
c/d expertise-conseil technique

Tél : 514-872-3758
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Karine LAMOUREUX
Chef de division, en remplacement de Michèle Giroux, directrice du bureau de projet et des services administratifs, du 10 au 26 avril 2020
Tél : 514-872-8816
Approuvé le : 2020-04-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
Directrice

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2020-04-20

SOUMISSIONS CONFORMES	Note intérim	Note finale	PRIX SOUMIS (TAXES INCLUSES)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (TAXES INCLUSES)	TOTAL (TAXES INCLUSES)
Les Services EXP Inc.	77,7	6,81	187 524,23 $	0,00 $	187 524,23 $
Martin Roy & associés	70,0	5,46	219 889,69 $	0,00 $	219 889,69 $
Dernière estimation			229 950,00 $	0,00 $	229 950,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) VOICI LA FORMULE : (la plus basse conforme – estimation)					-42 425,77 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) VOICI LA FORMULE : [(la plus basse conforme – estimation)/estimation) x 100]					-18,4%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) VOICI LA FORMULE : (la deuxième plus basse – la plus basse)					32 365,46 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) VOICI LA FORMULE : [(la deuxième plus basse – la plus basse)/la plus basse) x 100] 0,00 %					17,3%

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1200557001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Bureau de projet et des services administratifs , Division expertise conseil
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Les Services EXP Inc., d'une période de vingt-quatre (24) mois à compter de son entrée en vigueur ou au moment de l'épuisement du budget alloué, pour la fourniture de services professionnels en mécanique du bâtiment et en électricité du bâtiment pour divers mandats dans la division expertise-conseil de la Direction du bureau de projet et des services administratifs. Dépense totale de 187 524,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public 20-18024 - 2 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

20-18024 Intervention.pdf 18024 Résultat global comité.pdf 20-18024 DetCah.pdf

20-18024 pv.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Badre Eddine SAKHI
Agent d'approvisionnement niv. 2
Tél : 514-872-4542

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Denis LECLERC
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Direction -Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 20-18024 — No du GDD : 1200557001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la mécanique du bâtiment et l'électricité du bâtiment pour la réalisation de divers mandats

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 3 - 2 - 2020

Ouverture originalement prévue le : 27 - 2 - 2020

Ouverture faite le : 27 - 2 - 2020

Date du comité de sélection : 11 - 3 - 2020

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 13 - 2 - 2020

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 5

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 40

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 25 - 8 - 2020

Date d'échéance révisée : 25 - 8 - 2020

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services EXP Inc.	187 524,23 $	√	
Martin Roy et Associés	219 889,69 $		

Information additionnelle

3 désistements: (2) Achat à titre informatif, (1) pas de réponse

Préparé par : Badre Eddine Sakhi — Le 15 - 4 - 2020

20-18024 - Services professionnels pour la mécanique du bâtiment et l'électricité du bâtiment pour la réalisation de divers mandats

FIRME	Présentation de l'offre de services 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Méthodologie proposée 10%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 30%	Qualification et expérience du chargé de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services EXP Inc.	4,33	11,33	6,00	15,67	23,00	17,33	77,7	187 524,23 $	6,81	1
Martin Roy et Associés	3,00	10,67	7,00	13,67	21,33	14,33	70,0	219 889,69 $	5,46	2
0							-		-	
0							-		-	
0							-		-	

Agent d'approvisionnement	Badre Eddine Sakhi

Comité	
Date	mercredi 11-03-2020
Heure	10H30
Lieu	255 Crémazie Est

Multiplicateur d'ajustement
10000

Montréal

Nom du service : Service de la gestion et de la planification immobilière
Nom de la direction, division, etc. : Expertise conseil

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES 20-18024

Date de publication : 2020-02-03
Date d'ouverture : 2020-02-27

Liste des preneurs des cahiers des charges

PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES

1	**Bouthillette Parizeau inc.**
2	**FNX-INNOV inc.**
3	**Les Services EXP inc.**
4	**Martin Roy et associés**
5	**Ponton Guillot inc.**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.021

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200575003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

Il est recommandé de :
- Approuver l'addenda #1 à l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-05 13:01

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200575003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet SRB Pie-IX est un projet intégré qui est codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. Le volet transport collectif du projet inclut notamment l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations (afficheurs dynamiques, caméras, équipements de vente et de validation, etc.) et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs. La Ville de Montréal s'intègre au projet en réalisant les travaux nécessaires aux deux volets suivants :
• Réfection des infrastructures municipales (voirie, réseaux souterrains);

• Bonification de l'aménagement du domaine public (verdissement, élargissement des trottoirs, mobilier urbain).

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné, en novembre 2015, une entente détaillée avec l'AMT (étape 1 de 2) prévoyant la création d'un bureau de projet conjoint et le lancement de l'ingénierie détaillée du projet intégré SRB Pie-IX. Suite à cette entente, la Ville de Montréal et l'AMT ont octroyé, en février 2016, un mandat d'ingénierie détaillée pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais (axe Pie-IX entre Boul Henri-Bourassa jusqu'à l'avenue Pierre De-Coubertin). Depuis le 1er juin 2017, l'AMT est dissoute et ses missions ont été confiées à l'ARTM et au Réseau de transport métropolitain (RTM). L'ARTM, laquelle demeurera propriétaire des actifs de transport collectif, remplace l'AMT

dans le cadre de la réalisation du projet intégré SRB Pie-IX.

En avril 2018, le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives (étape 2 de 2) du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal dans l'axe Pie-IX entre le boul Henri-Bourassa jusqu'à l'avenue Pierre De-Coubertin d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet.

Les instances gouvernementales et municipales ont annoncé le 13 décembre 2019, le prolongement du SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame et dans le cadre de l'entente détaillée, la Ville de Montréal est responsable du processus d'appel d'offres visant sa réalisation.

En intégrant le lot Notre-Dame qui constitue le dernier tronçon du projet sur le boulevard Pie-IX, le volet transport collectif du projet vise maintenant l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (11 à Montréal et 2 à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal, et le boulevard Saint-Martin, à Laval. Les voies réservées seront surtout situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (18 à Montréal et 2 à Laval). Le projet comprend également la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin, à Laval et la construction de stations intermodales aux intersections de la 56^{e}, la rue Jean-Talon Est et l'avenue Pierre De-Coubertin.

Un addenda est donc nécessaire à l'entente détaillée afin d'intégrer le tronçon lot Notre-Dame au projet SRB Pie-IX.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM20 0165 - 24 février 2020 - Accepter une contribution d'un montant de 5 179 084 $ (taxes non applicables) de l'ARTM, afin d'assumer les coûts des ressources de la Ville de Montréal - Autoriser une dépense d'un montant total de 5 940 599 $ (taxes non applicables) pour les coûts des ressources de la Ville de Montréal et de l'ARTM ainsi que pour le maintien de la structure du Bureau de projet pour la période de la phase 2 de réalisation des travaux (2018-2023) dans le cadre du projet intégré SRB Pie-IX
CE20 0012 - **8 janvier 2020 -** Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.

CM19 1102 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 818 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1103 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel– Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX / Abandonner l'expropriation pour remplacement du lot 2 217 044 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, prévue à la résolution CM18 0648;

CM19 1104 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 2 213 510 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans

l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 1105 - 22 octobre 2019 - Décréter l'acquisition par expropriation ou par tout autre moyen d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX de 10 lots : 1 412 734, 1 412 733, 1 412 732, 1 412 731, 1 412 745, 1 412 744, 1 412 730, 1 412 697, 1 412 784 et 1 412 783 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CM19 0765 - 18 juin 2019 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, d'une servitude totale de non-accès sur toute la longueur en front sur le boulevard Pie-IX du lot 4 588 841 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Montréal-Nord et ce, dans le cadre du projet SRB Pie-IX;

CG18 0502 – 20 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Sud du tronçon montréalais, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 75 676 545 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212003 (3 soum.) / Autoriser une dépense totale de 88 469 719,98 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 173 138,27 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM remboursables par l'ARTM conformément à l'entente intervenue entre la Ville et l'ARTM (CG18 0234);

CM18 1142 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Nord du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 55 972 336,46 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212001 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 65 740 233,75 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 1 372 046,82 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 1141 – 17 septembre 2018 - Accorder, conjointement avec l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), un contrat à EBC inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot Centre du tronçon montréalais dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour une somme maximale de 60 269 895 $, taxes incluses - Appel d'offres public 212002 (4 soum.) / Autoriser une dépense totale de 70 668 488,93 $, taxes, contingences et incidences incluses, ainsi qu'un revenu de 737 205,01 $, taxes incluses, pour les incidences de la CSEM qui sont remboursables par l'ARTM selon l'entente intervenue entre l'ARTM et la Ville (CG18 0234);

CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX**)**;

CM18 0648 - 29 mai 2018 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet SRB-Pie IX / Autoriser le remplacement des plans et des descriptions techniques sur plusieurs lots (CM17 0586 et CM17 0778) / Autoriser l'abandon de l'expropriation relativement au lot 2 216 986 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal / Autoriser une dépense additionnelle de 313 505 $, taxes incluses;

CG18 0234 - 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du

boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM18 0486 - 23 avril 2018 - Autoriser la modification du contrat accordé conjointement par la Ville et l'Agence métropolitaine de transport (AMT), maintenant devenue l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM), à Aecom Consultants Inc. le 23 février 2016, pour la somme de 9 074 807,74 $, majorant ainsi le montant du contrat à 10 376 494 $, taxes incluses, relativement à la préparation des plans et devis d'ingénierie détaillée du Projet SRB-PIE-IX, tronçon montréalais (CM16 0238) / Autoriser une dépense additionnelle de 623 289,82 $ représentant la part payable par la Ville, celle de l'ARTM étant de 678 397,34 $, soit une majoration totale du contrat de 1 301 687,16 $, taxes incluses / Autoriser l'exercice par la Ville de Montréal, conjointement avec l'ARTM, de l'option d'accompagnement technique en chantier prévue au contrat / Autoriser, à cet effet, une dépense additionnelle de 546 473 $, taxes incluses, pour la Ville de Montréal, celle de l'ARTM étant de 1 275 104,90 $ - Considérant ce qui précède la dépense totale de la Ville associée à ce contrat est alors majorée de 3 216 756 $ à 3 892 205,02 $, taxes incluses, majorant le montant total du contrat de 9 074 807,74 $ à 12 198 070,90 $;

CM17 0778 – 12 juin 2017 – Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 39 lots situés du côté est et 17 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction / Autoriser une dépense maximale de 2 415 032,20 $, taxes incluses, pour ces acquisitions;

CM17 0586 - 15 mai 2017 - Abroger la résolution CM16 0758 / Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de parcelles sur 25 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX pour des acquisitions ou des servitudes temporaires de construction dans le cadre du projet de SRB-Pie-IX / Autoriser une dépense maximale de 1 163 040,78 $, taxes incluses pour ces acquisitions;

CM16 1443 - 20 décembre 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Les services exp inc. pour la revue de qualité et l'estimation de contrôle des plans et devis à 70 % du projet intégré SRB Pie-IX, sur les tronçons de Montréal et de Laval - Dépense totale 424 963,01 $, taxes incluses;

CM16 0758 - 22 juin 2016 - Décréter l'acquisition, par expropriation ou par tout autre moyen, de 15 servitudes temporaires essentiellement pour l'installation d'un réseau électrique souterrain de la Commission des services électriques de Montréal sur 15 lots situés du côté ouest du boulevard Pie-IX, entre la 56e Rue et la rue Jean-Rivard, dans le cadre du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IXSRB Pie-IX / Autoriser une dépense d'un montant maximal de 11 448 685 $, taxes incluses;

CE16 1066 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Gaz Métro, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 478 296,00 $, taxes incluses;

CE16 1067 - 15 juin 2016 - Accorder, conformément à la loi, un contrat de services professionnels de gré à gré à Bell Canada, fournisseur unique, pour la réalisation des plans et devis de modification de leur réseau dans la cadre du projet intégré du SRB Pie-IX. Dépense totale de 362 976,08 $, taxes incluses (montant de la soumission: 329 978,25 $; réserve pour imprévus 32 997,82 $);

CM16 0373 - 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CM16 0238 - 24 février 2016 - Accorder, conjointement avec l'Agence métropolitaine de transport, un contrat de services professionnels à Aecom Consultants inc. pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet intégré de service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX pour une somme maximale de 9 074 807 $, taxes incluses (comprenant une option d'accompagnement de chantier pouvant ainsi porter le montant total du contrat à 10 722 520 $) / Autoriser une dépense maximale de 2 722 442 $, taxes incluses, pour financer la contribution de Montréal (30 %) à ce contrat. / Approuver un projet de convention à cet effet;

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

DESCRIPTION

Ce dossier est requis pour inclure le tronçon du lot Notre-Dame au projet SRB Pie-IX dans l'entente détaillée (étape 2 de 2), qui a déjà fait l'objet d'une approbation par les différentes instances (CG18 0234). Cette entente établit la répartition des responsabilités, de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX sur le tronçon montréalais.
En résumé, l'entente détaillée a pour objectif d'établir les modalités relatives à la réalisation des travaux du projet compris dans le cadre du projet SRB Pie-IX. Voici les points saillants de l'entente:

· maintenir et structurer le Bureau de projet à l'égard de sa composition, de son budget, du partage des coûts entre l'ARTM et la Ville de Montréal, ainsi que de sa démobilisation;
· réaliser les travaux en commun de l'ARTM et de la Ville; permettant de réaliser des appels d'offres en commun pour l'exécution de tels travaux;
· réaliser les éléments d'intégration au projet de prolongement de la ligne bleue du métro, dans le cadre des travaux du projet intégré SRB Pie-IX;
· gérer les contrats de services relatifs aux travaux en commun;
· gérer le déplacement des RTU auprès des compagnies responsables;
· coordonner les services de gestion de la circulation effectués par le Service de Police de la Ville de Montréal;
· coordonner les mesures d'atténuation mises en place par la Société de transport de Montréal afin de maintenir le service autobus durant les travaux;
· élaborer un plan détaillé de mise en service;
· effectuer la mise en exploitation du Projet;
· effectuer les acquisitions de terrains et de servitudes en lien avec l'élimination des stationnements en peigne;
· réaliser toute autre activité nécessaire, notamment la conclusion d'ententes d'entretien et d'exploitation;
· procéder à la clôture administrative du Projet.

L'addenda pour cette entente a été validé également par les affaires juridiques de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM).

JUSTIFICATION

Suite à la décision en décembre dernier des instances gouvernementales et municipales de poursuivre le projet SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame ainsi qu'un budget inhérent pour sa réalisation, un addenda est requis à l'entente détaillée afin d'y ajouter le tronçon lot Notre-Dame.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un budget additionnel est nécessaire pour les coûts devant être assumés par la Ville afin de réaliser les travaux prévus débutés en 2021 jusqu'en 2023, ayant pour but le prolongement du projet SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame, incluant trois nouvelles stations et l'aménagement en rive de la station Pierre-De Coubertin (Voir nouveau tracé à l'annexe A). Un dossier décisionnel est donc planifié en début de l'année 2021 pour l'approbation des dépenses associées à la réalisation du tronçon Notre-Dame, conditionnellement à l'obtention de budgets d'immobilisation additionnels.
La répartition des coûts assumés par la Ville et par l'ARTM demeure cependant inchangée dans l'entente avec l'intégration du tronçon Notre-Dame. Selon cette entente avec l'ARTM, la Ville assume 30 % des coûts pour les effectifs du bureau de projet. La réalisation du tronçon Notre-Dame requière une augmentation des ressources et de coûts pour le bureau de projet et cette dépense éventuelle devra également faire l'objet d'une approbation en début d'année 2021. (Voir montant prévisionnel en annexe C).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet SRB Pie-IX s'inscrit dans une vision de développement des modes de transport collectif et aura un impact positif sur la mobilité de passagers, de 40 000 personnes/jour à 70 000 personnes/jour. De plus, les interventions vont permettre la bonification de l’aménagement urbain par le biais de la reconstruction des trottoirs, l’ajout de plusieurs arbres et de mobilier urbain.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'addenda de l'entente détaillée est requis et s'insère dans les prochaines activités dans l'échéancier du projet intégré SRB Pie-IX.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'addenda intégrant le tronçon Notre-Dame au projet dans l'entente détaillée étape 2 pourrait faire l'objet d'une opération de communication, le cas échéant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2020
Printemps Approbation de l'addenda à l'entente détaillée;
Octroi contrat services professionnels plans et devis pour le lot Notre-Dame;
Début de contrat.
2021
Printemps Octroi contrat de réalisation lot Notre-Dame.
Été Début travaux du lot Notre-Dame
2023
Automne Fin de contrat et mise en service complète

2024 Automne Fermeture des contrats et du projet SRB.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Reak Sa SEN, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denys CYR
Cadre sur mandat, projet SRB Pie-IX

Tél : 514-350-0800 # 81687
Télécop. :

Tatiane Pallu, ing, Chef de section

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Isabelle LEBRUN
Chef de division - Grands projets partenaires

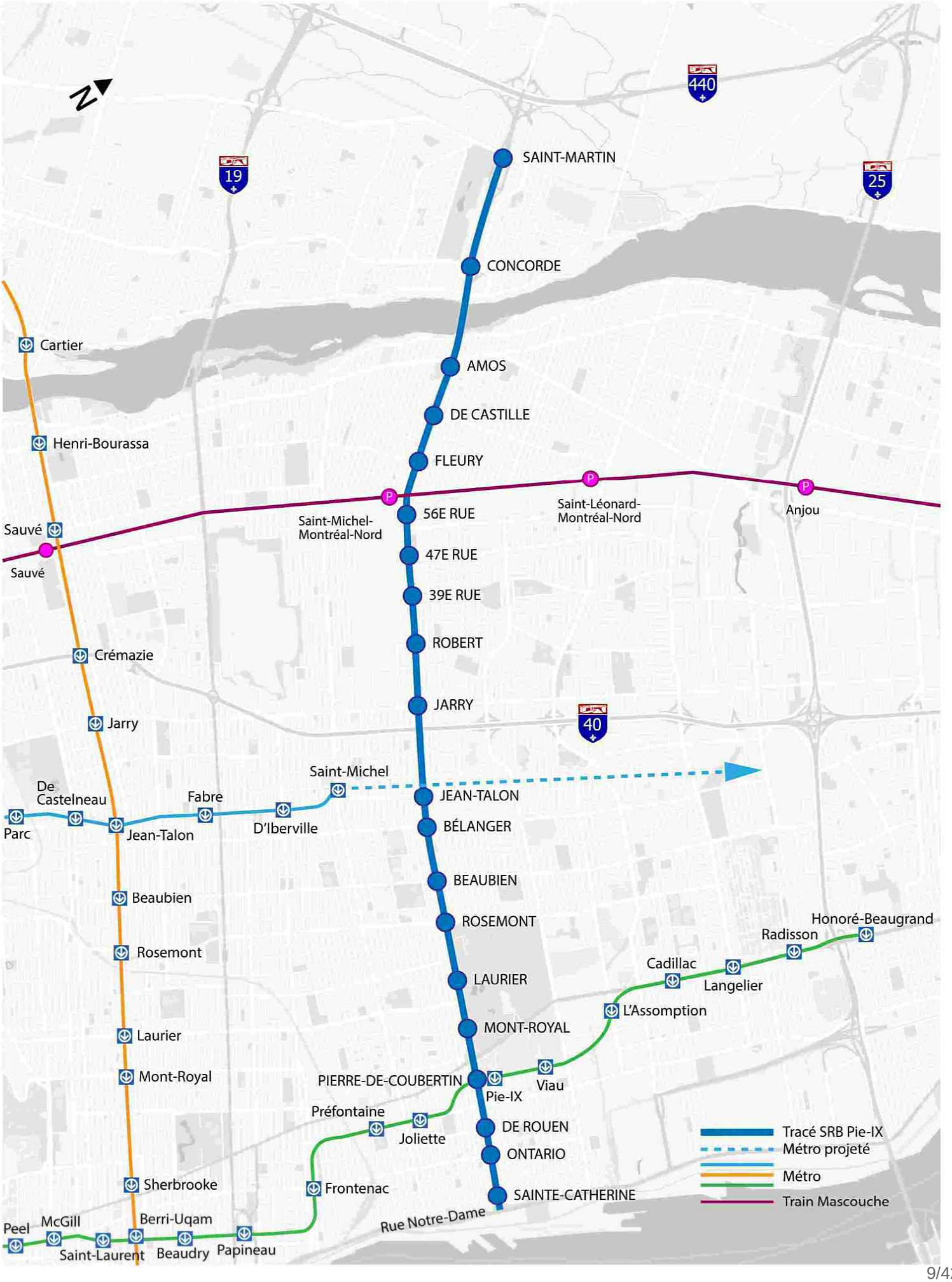
Tél : 514 872-4685
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-05-05


N
440
19
25
40
SAINT-MARTIN
CONCORDE
AMOS
DE CASTILLE
FLEURY
56E RUE
47E RUE
39E RUE
ROBERT
JARRY
JEAN-TALON
BÉLANGER
BEAUBIEN
ROSEMONT
LAURIER
MONT-ROYAL
PIERRE-DE-COUBERTIN
Pie-IX
DE ROUEN
ONTARIO
SAINTE-CATHERINE
Rue Notre-Dame
Saint-Michel-
Montréal-Nord
Saint-Léonard-
Montréal-Nord
Anjou
Cartier
Henri-Bourassa
Sauvé
Sauvé
Crémazie
Jarry
Saint-Michel
De
Castelneau
Parc
Jean-Talon
Fabre
D'Iberville
Beaubien
Rosemont
Laurier
Mont-Royal
Sherbrooke
Peel
McGill
Saint-Laurent
Berri-Uqam
Beaudry
Papineau
Frontenac
Préfontaine
Joliette
Viau
L'Assomption
Cadillac
Langelier
Radisson
Honoré-Beaugrand
Tracé SRB Pie-IX
Métro projeté
Métro
Train Mascouche



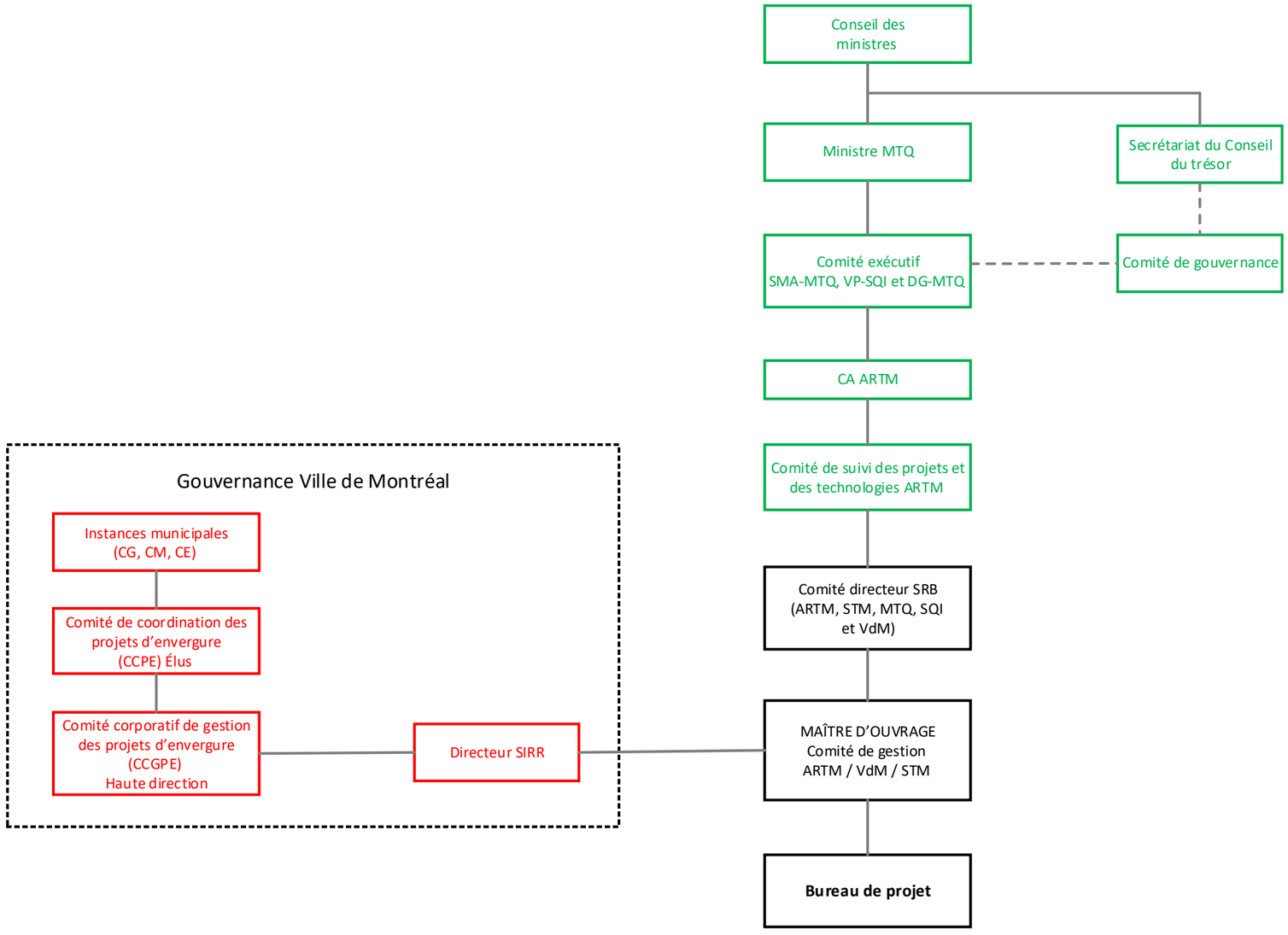
STRUCTURE ET GOUVERNANCE DU PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX – ÉTAPE 2

14 avril 2020

STRUCTURE ET GOUVERNANCE DU BUREAU DE PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX – ÉTAPE 2

Le présent document détaille la structure de gouvernance, la composition et l'organisation du bureau de projet intégré pour l'étape 2 du projet, soit la réalisation des travaux, incluant le processus d'approvisionnement, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet. Le présent document a été préparé dans un souci de simplification et d'efficacité des structures décisionnelles et de concertation.

Structure de gouvernance et composition du Bureau de projet intégré SRB Pie-IX
Volets stratégique et décisionnel



PROJET INTÉGRÉ SRB PIE-IX

ARTM Montréal Québec

Gouvernance

Directeur principal

Adjointes administratrives (2)

PCO

PCO

Agent de bureau

Conseiller financier

Analyste Financier (2)

Responsable relations partenaires

Soutien technique relations partenaires

Responsable communications

Chargé des communications

Soutien technique communications

Responsable acquisition de terrains

Soutien technique acquisition de terrains

Responsable mise en exploitation

Directeur construction

Directeur construction

Chargé du Lot Sud

Chargé du Lot Jean-Talon

Chargé du Lot Laval

Soutien technique STI

Administrateur de contrats

Responsables techniques (3)

Responsable STI

Équipe feux de circulation

Responsable maîtrise d'oeuvre

Agents de prévention (2)

Responsable gestion des impacts

Coordonnateur maintien circulation

Agents de liaison (2)

Chargé du Lot Nord

Chargé du Lot Centre

Chargé du Lot Notre-Dame

Services de soutien STM

- Finances
- Planification et innovation
- Affaires juridiques
- TI / STI
- Approvisionnement

Services de soutien Ville de Montréal

- Transport: DERA /SARA / GAV
- Environnement
- Archéologie
- Laboratoire
- Service de l'eau (DEP et DGSRE)
- Approvisionnement
- Acquisition de terrains
- Affaires juridiques
- Communications
- Finances
- Arrondissements
- SPVM

Partenaires

RTU
- CSEM
- Hydro-Québec
- Énergir
- Bell
- Telcos

Transport
- STL
- EXO

- Comité de gérance
- Comité pilotage
- Comité maîtrise d'oeuvre
- Comité technique
- Comité communications
- Comité d'affaires
- Comité bon voisinage
- Comité mise en service
- Comité exploitation
- Comité enjeux opérationnels
- Comité gestion des impacts

Légende

- Ressource VDM
- Ressource STM
- Ressources autres
- Ressources soutien

COMITÉ EXÉCUTIF DES GRANDS PROJETS

Composition

Le *comité exécutif des grands projets* est composé des membres suivants :

- Présidence : sous-ministre adjoint, Sous-ministériat aux grands projets;
- Directeur général, Direction générale des grands projets routiers;
- Directeur général, Direction générale du projet Turcot;
- Directeur général, Direction générale des grands projets de transport collectif et des partenariats;
- Directeur général, Direction générale des contrats du Sous-ministériat à la gestion contractuelle et à la surveillance des marchés;
- Directeur, Direction des affaires juridiques;
- Directeur, Direction de la gouvernance des grands projets;
- Directeur général, de la DGT visée par un projet ou des directions générales du SMARMM, pour les projets les concernant;
- Vice-président Gouvernance des projets, SQI, pour les projets où celle-ci est associée (dont le projet de voies réservées Pie-IX);
- Au besoin, des membres externes pourraient être invités (Représentant de l'ARTM dans le cadre du projet SRB Pie-IX).

Responsabilités

Le *comité exécutif des grands projets* exerce un double rôle, puisqu'il gère à un niveau décisionnel chacun des grands projets routiers et en transport collectif et assure une gestion de portefeuille des projets majeurs.

Le *comité exécutif des grands projets* assume des responsabilités en regard de la gestion de chacun des grands projets et effectue une gestion de portefeuille des projets majeurs. La gestion de projet doit permettre au Comité exécutif d'exercer un suivi rigoureux et de prendre des décisions éclairées et en temps opportun sur chacun des projets, alors que la gestion de portefeuille doit permettre d'avoir un portrait d'ensemble de la progression des projets sous la responsabilité du Sous-ministériat des grands projets (SMGP), identifier les enjeux de portefeuille, faire les arbitrages ou des recommandations aux autorités ministérielles sur les priorités.

De façon plus spécifique, le *comité exécutif des grands projets* a comme mandat de :

- Assurer un suivi périodique des projets pour en connaître la progression et les mesures de gestion des risques approuvées par le *comité directeur*, pour apprécier les risques d'écart par rapport aux paramètres autorisés, pour donner des orientations au *comité directeur* et pour faire des recommandations aux autorités ministérielles, au besoin;
- Faire des recommandations aux autorités ministérielles sur les priorités relatives aux grands projets;
- Veiller à l'application uniforme de la Directive, prendre des mesures pour régler les problèmes ou les incohérences qui existent entre les grands projets et veiller à l'amélioration des pratiques de gestion de projets par les leçons apprises;
- Approuver la charte, l'énoncé et le plan de gestion d'un projet, ainsi qu'attribuer les ressources nécessaires à sa réalisation (ressources gouvernementales);
- Identifier les enjeux, fixer des orientations stratégiques et des balises en regard des solutions et des modes d'approvisionnement à évaluer pour répondre au besoin identifié et obtenir les retombées recherchées, ainsi qu'en regard des paramètres du projet (portée, coût, stratégie de financement, échéancier ou tout autre élément stratégique jugé pertinent);

- Se prononcer notamment sur le contenu des DO et des DA à mi-chemin de leur réalisation (DO partiel et DA partiel) afin de s'assurer que le travail entrepris répond aux orientations fixées et est conforme aux meilleures pratiques en matière de planification de grands projets. Examiner tout document qui doit être soumis à l'attention du Ministre, du Conseil des ministres ou du SCT ou qui doit être attesté par la SQI;
- Recommander au Ministre les documents, rapports, mémoires, notes qui doivent être portés à l'attention du Conseil des ministres (FAP, DO, DA, demande de modification significative du projet, demande d'application d'une mesure différente de celles prévues à la Directive ou tout autre document exigé par le Conseil des ministres);
- Recommander au Ministre et à la SQI (lorsque requis), à des fins d'approbation, les documents qu'il doit attester (rapports sommaires de l'état d'avancement, rapport de clôture ou tout autre document exigé par le SCT), ainsi que le document confirmant la date de réception formelle de l'infrastructure publique;
- Informer le Ministre, le SCT, le Comité de gouvernance des projets stratégiques du SCT et le gouvernement fédéral, si applicable, de l'état d'avancement des grands projets et de tout enjeu jugé pertinent concernant un ou plusieurs projets;
- Appuyer le comité directeur des différents projets dans son mandat;
- Faire les arbitrages sur les éléments non résolus par le comité directeur d'un projet;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité.

Fonctionnement

Le *comité exécutif des grands projets* est présidé par le sous-ministre adjoint aux grands projets.

Le mode de fonctionnement du *comité exécutif des grands projets* est établi de manière à satisfaire aux exigences propres aux deux rôles exercés par celui-ci (gestion des grands projets et gestion de portefeuille des projets majeurs).

Les réunions se tiendront au minimum une fois par mois, soit à une fréquence permettant au *comité exécutif des grands* projets de suivre sur une base mensuelle l'avancement des projets.

De plus, le *comité exécutif des grands projets* pourra tenir des réunions supplémentaires au besoin, notamment pour l'examen des rapports sommaires de l'état d'avancement des projets ou pour traiter de façon plus spécifique des enjeux de ceux-ci.

Le *comité exécutif des grands projets* fonctionne sous l'autorité du président, qui a compétence pour décider de tous les sujets discutés après avoir entendu les points de vue des membres.

CONSEIL D'ADMINISTRATION (ARTM)

Responsabilités

Le *conseil d'administration (ARTM)* a la responsabilité d'approuver toute modification significative à l'échéancier, à la portée ou aux coûts du projet.

COMITÉ DE SUIVI DES PROJETS ET DES TECHNOLOGIES (ARTM)

Responsabilités

Le *comité de suivi des projets et des technologies (ARTM)* effectue un suivi du déroulement du projet. Il formule, à l'intention du *conseil d'administration*, toute recommandation visant une modification significative à l'échéancier, à la portée ou aux coûts du projet.

COMITÉ DIRECTEUR SRB

Composition

Le *comité directeur SRB* est composé de 7 membres, dont notamment :

- Un représentant de l'ARTM (président);
- Le Directeur général des grands projets de transport collectif du MTMDET;
- Le Directeur principal du projet;
- Un représentant de la STM;
- Un représentant de la SQI;
- Un représentant de la Ville de Montréal;
- Un membre interne du MTMDET.

Responsabilités

Le *comité directeur SRB* assume des fonctions tactiques et exerce un rôle central dans l'organisation, la planification et le suivi du projet en faisant les liens entre les activités opérationnelles, la gestion et la gouvernance du projet.

Le *comité directeur SRB* s'assure que le *comité de gérance* et le Bureau de projet intégré veillent à la réalisation des travaux dans le respect des orientations, objectifs et paramètres fixés (portée, budget et échéancier) et approuvés au DA. De plus, le *comité directeur SRB* s'assure d'une reddition de comptes répondant aux besoins des diverses instances. Il doit aussi s'assurer que l'infrastructure livrée sera d'une qualité qui répond aux normes de performance attendues.

Le *comité directeur SRB* a la responsabilité de s'assurer de la réalisation du projet autorisé par le Conseil des ministres, et doit répondre du respect de la portée du projet, du budget autorisé et du calendrier de réalisation du projet. Il doit s'assurer du financement et de l'attribution des ressources au projet.

Le *comité directeur SRB* établit et fait le suivi en termes de portée, de coûts de délais et d'autres éléments jugés pertinents.

De façon plus spécifique, le *comité directeur SRB* a comme mandat de :

- S'assurer que l'équipe du projet mise en place convient à l'ampleur et à la complexité du projet;
- Veiller à l'utilisation des meilleures pratiques en gestion de projet et à l'application rigoureuse des normes et règles en vigueur en matière de gestion de projets et d'octroi de contrats;
- Veiller à ce que le projet se réalise selon la portée, le plan de gestion, le budget et l'échéancier établis au DA approuvé par le Conseil des ministres;
- Assurer un suivi serré et périodique du projet en regard de sa planification, de la gestion des risques et de la probabilité d'atteindre les objectifs fixés, tant en termes de résultats recherchés, de la qualité de l'infrastructure livrée que des paramètres de réalisation autorisés (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Approuver les modifications non significatives au projet, en ce sens qu'elles ne compromettent pas le respect des paramètres autorisés pour la réalisation du projet (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Appuyer le Directeur principal du projet et le *comité de gérance* dans leurs actions et faire les arbitrages sur les éléments non résolus par le *comité de gérance*;
- Présenter sur une base mensuelle au *comité exécutif des grands projets* l'état d'avancement du projet et une appréciation à jour des risques matérialisés et lui faire part de tout enjeu ou élément pouvant compromettre l'atteinte des objectifs fixés ou le respect des paramètres autorisés;

- Mettre à la disposition du *comité exécutif des grands projets* ou de toute autre instance décisionnelle ou consultative (COGE du ministère, Ministre, Conseil des ministres, SQI, SCT, comité ministériel de coordination des grands projets, etc.) une information concise, juste, pertinente et adaptée au besoin du destinataire sur l'état d'avancement du projet et ses enjeux;
- Valider la qualité des données, documents et rapports destinés au *comité exécutif des grands projets* ou à toute autre instance décisionnelle ou consultative;
- Approuver l'utilisation des différentes réserves (risques, contingences, etc.);
- Approuver les mesures d'atténuation des risques proposées par le *comité de gérance* ou lui faire des recommandations à cet effet dans le but de maximiser la probabilité de livrer une infrastructure de qualité dans le respect des paramètres autorisés et en informer le *comité exécutif des grands projets*;
- Formuler des recommandations au *comité exécutif des grands projets* sur les changements qui ont une incidence significative sur le coût, la stratégie de financement, le calendrier et la portée du projet;
- Faire des recommandations au *comité exécutif des grands projets* visant l'amélioration des pratiques de gestion de projet par les leçons apprises;
- Recommander au *comité exécutif des grands projets* les documents, rapports, mémoires et notes qui doivent être portés à l'attention du Conseil des ministres (demande de modification significative du projet, demande d'application d'une mesure différente de celles prévues à la Directive ou tout autre document exigé par le Conseil des ministres) ou qui doivent être attestés par le Ministre et la SQI (rapports sommaires de l'état d'avancement, rapport de clôture et document confirmant la date de réception formelle de l'infrastructure publique);
- Recommander au *comité exécutif des grands projets*, à des fins d'approbation, les autres documents, notes et fiches sur le projet qui doivent être déposés au COGE du Ministère ou au Ministre;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité;
- Assurer le cheminement du projet au sein de l'ARTM, de la STM et des autorités gouvernementales afin d'obtenir les autorisations requises, dont celles prévues à la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique;
- Approuver les stratégies de consultation, de communication et d'approvisionnement.

Fonctionnement

Le *comité directeur SRB* se réunit au moins une fois par mois. Le *comité directeur SRB* peut se réunir plus souvent, si nécessaire, notamment si le *comité de gérance* ou le Directeur principal du projet le demande.

À chaque réunion, le président présente l'état d'avancement du projet, la mise à jour du registre des risques, de l'utilisation de l'enveloppe de contingences, des enjeux, des résultats atteints en regard des paramètres fixés et des mesures d'atténuation des risques mises de l'avant ou de tout autre élément pour lequel des orientations ou des décisions du *comité directeur SRB* sont requises.

Le *comité directeur SRB* est sous la responsabilité du représentant de l'ARTM qui en assume la présidence. Suivant les recommandations de chacun des membres, la prise de décision se fait par consensus.

Les rencontres ont de manière quasi statutaire deux points à l'ordre du jour, à savoir :

- Rapport d'avancement du projet (objectifs, performance, suivi budgétaire, utilisation des enveloppes de risques et de contingences, échéancier, livrables, qualité, sécurité, etc.) et recommandations sur les enjeux;
- Rapport et suivi des décisions du *comité exécutif des grands projets*.

Le représentant de la Ville de Montréal assiste uniquement à la première partie de la rencontre. C'est l'occasion d'échanger ouvertement, non seulement quant à l'avancement et la performance du projet intégré, mais également au sujet de certains enjeux spécifiques à un volet du projet (voie réservée,

reconstruction ou requalification du boulevard Pie-IX) et de leurs conséquences sur les autres volets, le cas échéant.

Le *comité directeur SRB*, par l'intermédiaire du directeur général du MTMDET, rend des comptes au *comité exécutif des grands projets*. Au besoin, le directeur général du MTMDET invitera le président du *comité directeur SRB* à se joindre au *comité exécutif des grands projets*.

COMITÉ DE COORDINATION DES PROJETS D'ENVERGURE (VILLE DE MONTRÉAL)

Composition

Le *comité de coordination des projets d'envergure (CCPE)* est composé de membres du comité exécutif (CE) de la Ville de Montréal, désignés par le maire, et de représentants de la haute direction.

Lors des rencontres concernant le projet intégré SRB Pie-IX, les maires des quatre arrondissements concernés sont également invités.

Responsabilités

Le *CCPE* a pour rôle de :

- assurer une concertation multidisciplinaire;
- recommander le passage des projets à la phase suivante, aux points de passage et aux étapes critiques intermédiaires;
- assurer le suivi mensuel d'avancement des projets (contenu, budgets et échéanciers);
- formuler des recommandations sur certains enjeux pouvant survenir durant les phases des projets;
- recommander le cheminement des projets au comité exécutif.

Fonctionnement

Le *CCPE* se réunit aux deux semaines. Le projet intégré SRB Pie-IX est suivi à haut niveau (respect de la portée, du budget, de l'échéancier). Lorsque requis, notamment lors des points de passage, le projet peut être présenté de façon plus détaillée au *CCPE*.

COMITÉ CORPORATIF DE GESTION DES PROJETS D'ENVERGURE (VILLE DE MONTRÉAL)

Composition

Le *comité corporatif de gestion des projets d'envergure (CCGPE)* est formé de représentants administratifs de la haute direction de la Ville de Montréal.

Lors des rencontres concernant le projet intégré SRB Pie-IX, les directeurs des quatre arrondissements concernés sont également invités.

Responsabilités

Le *CCGPE* a pour rôle de :

- assurer l'intégration et la coordination des expertises municipales multidisciplinaires;
- recommander le passage des projets à la phase suivante, aux points de passage et aux étapes critiques intermédiaires;
- suivre l'avancement des projets en s'assurant du respect du contenu, des budgets et des échéanciers;
- résoudre les problèmes et les enjeux pouvant survenir durant les phases des projets;
- recommander le cheminement des projets au *comité de coordination des projets d'envergure* (CCPE).

Fonctionnement

Le *CCGPE* se réunit aux deux semaines. Le projet intégré SRB Pie-IX est suivi à haut niveau (respect de la portée, du budget, de l'échéancier). Lorsque requis, notamment lors des points de passage, le projet peut être présenté de façon plus détaillée au *CCGPE*.

COMITÉ DE GESTION

Composition

Le *comité de gestion* est composé du Directeur principal du projet, ainsi que d'un représentant de l'ARTM, d'un représentant de la STM et d'un représentant de la Ville de Montréal. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

À titre de maître d'ouvrage, le *comité de gestion* a notamment les responsabilités suivantes :

- proposer la structure de gouvernance du projet;
- déléguer les activités opérationnelles de réalisation des travaux et contrôler leur mise en œuvre;
- assurer le respect des orientations stratégiques du projet établies par les instances de gouvernance des parties;
- valider les orientations et assurer le déroulement du projet conformément à la portée, à l'échéancier et au budget approuvés;
- au besoin, assurer la mise en œuvre des mesures nécessaires au respect de la portée, de l'échéancier et du budget;
- veiller à la collaboration de l'ensemble des parties prenantes;
- assurer le suivi des risques du projet et recommander l'utilisation de la réserve pour risques lorsque requis;
- veiller à l'atteinte des objectifs du projet;
- coordonner la mise en exploitation du corridor SRB au terme des travaux en commun;
- recommander l'approbation des avenants aux contrats;
- veiller à l'application des ententes conclues avec les partenaires et fournisseurs;
- recommander les termes d'ententes relatives au règlement des réclamations;

Fonctionnement

Le *comité de gestion* se réunit selon les besoins.

COMITÉ DE GÉRANCE

Composition

Le *comité de gérance* est composé du Directeur principal du projet, ainsi que des coordonnateurs d'activités spécifiques, d'un représentant de l'ARTM, d'un représentant du MTMDET et d'un représentant de la SQI. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

Sous l'autorité du Directeur principal du projet, le *comité de gérance* est responsable de la coordination et de la validation des travaux requis à toutes les étapes du projet, dans le respect des orientations fournies et des paramètres autorisés. Il appuie le Directeur principal du projet dans la réalisation de son mandat.

De façon plus spécifique, le *comité de gérance* est responsable de :

- Valider la qualité des données, documents et rapports (fiches de gouvernances, rapport sommaire d'avancement, rapport de clôture, rapports d'études, etc.) destinés au *comité directeur SRB* ou à toute autre instance décisionnelle ou consultative;
- Soulever tout enjeu ou opportunité pouvant en découler;
- En informer le *comité directeur SRB* et lui présenter les recommandations appropriées;
- Recommander au *comité directeur SRB*, à des fins d'approbation, l'utilisation des différentes réserves (risques, contingences, etc.), le calendrier de réalisation et les modifications mineures au projet;
- Valider le plan de communication et faire des recommandations au *comité directeur SRB* et en faire le suivi;
- Valider le registre des risques et faire des recommandations au *comité directeur SRB* sur les mesures d'atténuation des risques, et en faire le suivi;
- Valider le plan d'approvisionnement et faire des recommandations au *comité directeur SRB* sur sa gestion et en faire le suivi;
- Prendre connaissance du suivi budgétaire et de l'utilisation des enveloppes de contingences et de risques actualisées et projetées et émettre les recommandations appropriées au *comité directeur SRB*;
- S'assurer que la reddition de comptes soit produite en temps opportun, qu'elle soit juste, pertinente, de qualité et adaptée aux besoins spécifiques de chaque instance à laquelle l'équipe de projet doit rendre des comptes;
- Proposer au *comité directeur SRB* des solutions pour corriger toute situation susceptible de compromettre le respect des paramètres autorisés pour le projet (portée, coût, stratégie de financement et échéancier);
- Autoriser la mise en application de certains outils de gestion, dont ceux visant les mesures d'atténuation des risques résiduels, le plan d'audit à appliquer durant la réalisation et les vérifications spécifiques sur la gestion du projet;
- S'assurer d'avoir une définition claire des indicateurs de performance pour chacun des objectifs du projet, ainsi qu'une description précise de la façon de les mesurer;
- S'assurer de la coordination des activités des professionnels, consultants, fournisseurs et entrepreneurs impliqués dans la planification et la réalisation du projet;
- Proposer au *comité directeur SRB* les outils de gestion et les indicateurs de performance afin de suivre l'évolution des variables stratégiques (coûts, échéancier, risques, portée) du projet;
- Proposer au *comité directeur SRB* des mesures et approches permettant d'améliorer la gestion de projet, dans un esprit de partage des leçons apprises;
- Documenter et faire le suivi des réunions, demandes et décisions du comité.

Fonctionnement

Le Directeur principal du projet préside le *comité de gérance* et rend des comptes au *comité directeur SRB*.

Le *comité de gérance* se réunit au moins une fois par mois. Il peut se réunir plus souvent, si nécessaire.

La surveillance des activités du projet doit être assez fréquente pour permettre au Directeur principal du projet, au Bureau de projet intégré et aux autres membres de l'équipe de cerner les enjeux et d'identifier les moyens pour les régler en temps opportun ou d'en informer rapidement le *comité directeur SRB*.

COMITÉ PILOTAGE

Composition

Le *comité pilotage* est composé du Directeur principal du projet et des directeurs construction. Ce comité est présidé par le Directeur principal du projet.

Responsabilités

Le *comité pilotage* a pour rôle de :

- procéder à la réalisation des travaux en commun;
- coordonner la surveillance des travaux en commun ainsi que des mesures de maîtrise de la circulation;
- contrôler la qualité des matériaux et leur mise en place;
- effectuer la mise en service des équipements;
- effectuer le suivi de l'échéancier global du projet et proposer des solutions en cas de retard ou de glissement;
- effectuer le suivi et le contrôle des coûts du projet;
- effectuer le suivi des risques du projet et des mesures d'atténuation à mettre en œuvre;
- assurer la maîtrise d'œuvre du projet, incluant la mise en place et le suivi du programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;
- effectuer la gestion administrative des contrats;
- mettre en œuvre et effectuer le suivi des activités liées au processus d'acquisition de terrains et de servitudes;
- supporter la mise en œuvre des principes d'exploitation du SRB;
- coordonner les processus d'approvisionnement en concertation avec les services de soutien des parties;
- recommander l'approbation des avenants;
- effectuer l'analyse des réclamations;
- assurer la cohérence entre les différentes composantes du projet;
- coordonner la mise en exploitation du corridor SRB au terme des travaux en commun;
- approuver les choix techniques;
- gérer les parties prenantes en concertations avec les services de soutien des parties;
- formaliser les réceptions provisoires et définitives;
- assurer l'application des ententes conclues avec les partenaires et fournisseurs;
- recommander les termes d'ententes relatives au règlement des réclamations;
- produire les rapports de suivi et de reddition de comptes aux différentes instances concernées;
- assurer la clôture du projet, incluant la fermeture administrative des dossiers et l'indentification des leçons apprises.

Fonctionnement

Le *comité pilotage* se réunit sur une base bimensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ MAÎTRISE D'ŒUVRE

Composition

Sauf décision contraire de la CNESST, la Ville de Montréal sera désignée comme maître d'œuvre des travaux sur le tronçon montréalais. Le *comité maîtrise d'œuvre* est composé des directeurs construction, du responsable maîtrise d'œuvre, de représentants des intervenants concernés par la santé et la sécurité du SRB et du chantier, à savoir l'ARTM, la Ville de Montréal, la STM ainsi que les services d'urgence et les entreprises adjudicataires des contrats de réalisation des travaux. Plus précisément, ce comité est composé de représentants des organisations suivantes :

- ARTM
- Ville de Montréal
- STM
- Sûreté du Québec (SQ), au besoin
- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), au besoin
- Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), au besoin
- Urgences santé, au besoin
- Entreprises adjudicataires des contrats de réalisation des travaux
- Tout autre partenaire impliqué dans les enjeux de sûreté et de sécurité

Ce comité est présidé par le responsable maîtrise d'œuvre.

Responsabilités

Le *comité maîtrise d'œuvre* a pour responsabilité de faire la promotion de bonnes pratiques en matière de santé, de sécurité et de prévention des accidents, en plus de veiller au respect de l'ensemble des normes de sûreté, de sécurité et d'intervention applicables à la réalisation du projet ainsi qu'à l'opération d'un système de transport collectif. Plus précisément, ce comité verra à :

- s'assurer du respect du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* en matière de santé et sécurité sur le chantier;
- s'assurer du respect des lois, des règlements et des normes de sûreté et sécurité applicables au projet, notamment dans le contexte de l'implantation d'une voie réservée à haut niveau de service au centre d'un boulevard urbain densément peuplé;
- s'assurer que le projet respecte les plans de mesures d'urgence des services en place, ainsi que les requis opérationnels des services d'urgence, tels que les fréquences de radiocommunications, les procédures d'évacuation, les accès d'eau, etc.;
- le cas échéant, proposer des mesures d'amélioration des règles et programmes établis.

Fonctionnement

Le *comité maîtrise d'œuvre* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ TECHNIQUE

Composition

Le *comité technique* est composé des directeurs construction, des chargés de lot, de l'administrateur de contrats et des responsables techniques. Au besoin, des représentants de la Ville de Montréal et de la Ville de Laval pourront se joindre au comité. Ce comité est coprésidé par les directeurs construction.

Responsabilités

Le *comité technique* a notamment pour responsabilités de :

- effectuer le suivi de la réalisation des travaux d'aménagement des stations, des infrastructures souterraines, de la chaussée, de l'éclairage, des feux de circulation, de la signalisation, du marquage, etc.;
- effectuer le suivi des risques;
- effectuer le suivi des avenants;
- participer à l'analyse des réclamations;
- coordonner les travaux des différents lots et gérer les interfaces;
- échanger sur les enjeux techniques survenant en cours d'élaboration des travaux;
- échanger sur les enjeux spécifiques aux travaux de RTU et de tirage de câbles;
- convenir des mesures les plus appropriées afin de résoudre les difficultés rencontrées.

Fonctionnement

Le *comité technique* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ COMMUNICATIONS

Composition

Le *comité communications* est composé de responsables du volet communication des organisations suivantes :

- ARTM
- MTMDET
- SQI
- Ville de Montréal
- Arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve
- Arrondissement Montréal-Nord
- Arrondissement Rosemont – La Petite-Patrie
- Arrondissement Villeray – Saint-Michel – Parc-Extension
- Ville de Laval
- STM
- STL
- RTM (Exo)

Ce comité est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité communications* a notamment pour responsabilités de :

- diffuser l'information sur le projet et son état d'avancement;
- relayer la stratégie de communication approuvée par le *comité directeur SRB*, conformément au protocole de communication convenu entre les parties;
- s'assurer de la cohérence des stratégies de communication ou de relations publiques en lien avec le projet;
- s'assurer de l'uniformisation des messages, documents et sorties de presse des principaux partenaires impliqués dans le projet.

Fonctionnement

Le *comité communications* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ D'AFFAIRES

Composition

Le *comité d'affaires* est composé du Directeur principal du projet, du responsable communications ainsi que de commerçants, d'industries, d'institutions, d'associations et de conseillers en développement économique des arrondissements et de la ville-centre. Ce comité est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité d'affaires* a notamment pour responsabilités de :

- informer les parties prenantes des changements à la configuration du chantier;
- informer les parties prenantes des travaux à réaliser;
- informer les parties prenantes des mesures d'atténuation à mettre en place pour limiter les impacts sur l'activité commerciale;
- échanger sur les préoccupations et, au besoin, identifier les mesures de mitigation;
- échanger sur les situations vécues et, le cas échéant, apporter les améliorations nécessaires en vue d'étapes à venir;
- partager la stratégie de communication en vue du maintien de l'activité commerciale;
- coordonner l'application des programmes municipaux visant à soutenir l'activité économique.

Fonctionnement

Le *comité d'affaires* se réunit sur une base trimestrielle ou selon les besoins.

COMITÉ BON VOISINAGE

Composition

Le *comité bon voisinage* est composé du Directeur principal du projet, du responsable communications, du coordonnateur maintien de la circulation ainsi que de citoyens, de représentants de la STM, de représentants du SPVM et de représentants des arrondissements. Ce comité est ouvert au grand public et est présidé par le responsable communications.

Responsabilités

Le *comité bon voisinage* a notamment pour responsabilités de :

- informer les parties prenantes des changements à la configuration du chantier;
- informer les parties prenantes des travaux à réaliser;
- informer les parties prenantes des mesures d'atténuation à mettre en place pour limiter les impacts générés par les travaux;
- effectuer une rétroaction sur les situations vécues et, le cas échéant, apporter les améliorations nécessaires en vue d'étapes à venir;
- échanger sur les préoccupations et, au besoin, identifier les mesures de mitigation.

Fonctionnement

Le *comité bon voisinage* se réunit à tous les deux mois ou selon les besoins.

COMITÉ MISE EN SERVICE

Composition

Le *comité mise en service* est composé des directeurs construction, des chargés de lot, du responsable STI et des responsables des compagnies de transport collectif. Ce comité est présidé par le responsable STI.

Responsabilités

Le *comité mise en service* a pour responsabilité de s'assurer de la fonctionnalité de tous les équipements intégrés au projet préalablement à la mise en exploitation du SRB. Plus précisément, le *comité mise en service* a notamment pour responsabilités de :

- définir, en collaboration avec les représentants des compagnies de transport collectif, la liste des équipements dont la fonctionnalité doit être validée;
- définir les procédures de tests en vue de la mise en service du projet;
- définir un plan d'intégration, de supervision, de vérification et de validation de l'ensemble des systèmes;
- organiser et participer aux marches à blanc et essais en vue de la mise en service;
- consigner toutes les démarches en lien avec les essais de mise en service;
- rassembler les manuels d'opération des équipements;
- s'assurer du bon fonctionnement des équipements avant l'expiration des délais de garantie.

Fonctionnement

Le *comité mise en service* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

COMITÉ EXPLOITATION

Composition

Le *comité exploitation* est composé du Directeur principal du projet, d'un représentant de l'ARTM, de la Ville de Montréal, de la STM, de la STL, du RTM (Exo) et du MTMDET. Ce comité est présidé par le responsable mise en exploitation.

Responsabilités

Le *comité exploitation* a pour responsabilité de valider les besoins fonctionnels et les contraintes relatifs à l'exploitation du SRB en s'appuyant sur les normes du l'ARTM, de la Ville de Montréal, de la STM, de la STL, du RTM (Exo) et du MTMDET. Plus précisément, le *comité exploitation* a notamment pour responsabilités de :

- identifier les impacts du projet et des stations sur le réseau supérieur ainsi que les ramifications requises pour assurer la fluidité des déplacements routiers;
- identifier les effets réseaux du projet sur les services des AOT concernées;
- planifier les rabattements de service des AOT concernées vers les stations du SRB;
- contrôler l'application des principes d'exploitation et d'entretien convenus avec les partenaires relativement au prototype de la station Amos;

- veiller à l'application des ententes conclues relativement à l'exploitation et l'entretien du corridor Pie-IX, notamment en ce qui concerne les fonctionnalités du matériel roulant, les activités d'opération du projet et les exigences d'entretien des infrastructures du projet.

Fonctionnement

Le *comité exploitation* se réunit sur une base mensuelle ou selon les besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES RESSOURCES DU BUREAU DE PROJET INTÉGRÉ

Les principales responsabilités des ressources humaines composant le bureau de projet intégré SRB Pie-IX sont décrites ci-après. La description des postes réfère à la structure de gouvernance présentée à la FIGURE 1 du présent document.

Directeur principal du projet – contractuel

Le Directeur principal du projet voit à la bonne marche de l'ensemble du projet, en dirigeant une équipe estimée à une vingtaine de personnes. La santé et la sécurité au travail font parties intégrantes du projet. Il s'attend à ce que chaque personne travaillant sur le projet respecte toutes les consignes de sécurité. Il organise et dirige l'étape de réalisation des travaux, selon la portée, l'échéancier et le budget prévus. Il s'assure du respect des coûts, de l'échéancier, des normes techniques, administratives, de la qualité, de la sécurité, ainsi que des exigences de la *Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique* et du *Programme d'aide gouvernementale au transport collectif des personnes* du gouvernement du Québec. Il voit également au respect des procédures et règles de fonctionnement de la Ville de Montréal et de l'ARTM. Relevant de l'ARTM et de la Ville de Montréal, cette personne a notamment pour responsabilités de :

- *Gestion santé et sécurité au travail*

- s'assurer que les entrepreneurs et sous-traitants qui œuvrent sur le chantier s'engagent par écrit à respecter leur Programme de prévention spécifique et le *Programme de prévention cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer de la coordination des travaux dans le but d'éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des divers entrepreneurs;
- voir au respect et à l'intégration des procédures et règles de fonctionnement de la Ville de Montréal et de l'ARTM en matière de santé et sécurité;
- s'assurer qu'un plan de mesures d'urgence intégré soit élaboré et communiqué avec tous les intervenants.

- *Gestion et gouvernance du bureau de projet*

- gérer et optimiser, si requis, l'organisation du bureau de projet;
- présider le *comité de gestion*, le *comité de gérance* et le *comité de pilotage*;
- participer au *comité directeur SRB*;
- définir et implanter un système de gestion de projet respectant les processus internes de l'ARTM et de la Ville de Montréal, ainsi que les meilleures pratiques, et permettant une reddition de comptes adéquate;
- s'assurer du respect de la portée, de l'échéancier et des coûts du projet;
- gérer et négocier les litiges;
- mettre en place un système de suivi des risques et assurer la mise en place des mesures d'atténuation appropriées;

- gérer des indicateurs de performance et suivre leur évolution dans un esprit d'amélioration continue;
- coordonner et approuver les rapports d'avancement pour soumission aux instances requises, tant du côté du gouvernement du Québec que de la Ville de Montréal;
- agir comme expert-conseil dans la prise des décisions importantes, en fournissant les documents d'analyse, de contrôle et de planification quant aux opérations et à leur développement;
- lorsque requis et sans si limiter, agir à titre de responsable du projet auprès des instances décisionnelles de l'ARTM et de la Ville de Montréal mais également pour des représentations publiques avec l'approbation des responsables communications concernés;
- réaliser la clôture du projet incluant la fermeture administrative, l'identification des leçons apprises et la production du rapport de clôture.

o *Communications avec les parties prenantes*

- organiser et assurer le suivi des relations harmonieuses avec les professionnels et les multiples partenaires internes et externes;
- gérer les communications internes et externes associées au projet et faire les représentations et présentations selon les besoins.

o *Approbations gouvernementales et municipales*

- coordonner et approuver les dossiers et documents requis pour l'obtention des autorisations gouvernementales et municipales requises;
- coordonner et faire le suivi des activités nécessaires à l'obtention des permis de voirie, certificats d'autorisation environnementaux ou autres autorisations requises pour la réalisation du projet.

o *Acquisitions de terrains et servitudes*

- coordonner le processus des acquisitions de terrains et servitudes requises pour le projet, selon les politiques en vigueur.

o *Activités durant l'étape de réalisation des travaux*

- administrer tous les contrats et leurs avenants et en contrôler la qualité et les pièces justificatives selon les normes et règlements de la Ville de Montréal, de l'ARTM et de la STM;
- administrer les demandes de paiement et conditions afférentes;
- attester de la conformité des factures et avenants en apposant sa signature;
- coordonner le déploiement des mesures d'atténuation des impacts sur la circulation, des mesures de maintien de la circulation ainsi que des mesures d'apaisement pour les riverains concernés;
- suivre l'implantation et le respect des mesures de santé et de sécurité sur les chantiers de construction et mettre en place les protocoles de communication nécessaires;
- veiller à ce que les activités des entrepreneurs, parties prenantes et entreprises de réseaux techniques urbains soient réalisées en conformité avec le budget, l'échéancier et la qualité prévus, et ce, dans le respect des normes de santé et sécurité;
- analyser l'état d'avancement et de performance des travaux de construction;
- évaluer les impacts de l'avancement des travaux de construction sur les autres activités du projet et sur l'engagement en termes de contenu, d'échéancier, de coût, de ressources, de qualité et de risques;
- coordonner la réalisation des travaux du projet avec les travaux relatifs aux autres projets sur les territoires lavallois et montréalais;
- négocier le règlement des litiges et réclamations.

Adjointe administrative – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer le soutien de secrétariat pour le personnel de l'équipe;
- organiser les réunions et assurer la coordination des invitations;
- organiser les rencontres avec les membres externes (gestion de l'agenda);
- rédiger les ordres du jour, comptes rendus, correspondances, etc.;
- préparer les formulaires, rapports ou chiffriers pour différents suivis;
- effectuer ou faire faire les reproductions de documents;
- vérifier et tenir à jour les inventaires nécessaires aux activités du projet;
- mettre à jour les différents registres de suivi;
- assurer la revue qualité des livrables (lettres, rapports, etc.);
- réceptionner et gérer les factures et autres demandes.

Technicien en gestion documentaire – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer le classement des documents du projet;
- mettre à jour les différents registres de suivi;
- réceptionner et gérer les factures et autres demandes.

Administrateur de contrats – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- effectuer le suivi du plan d'approvisionnement pour le projet;
- participer à la définition des stratégies d'approvisionnement;
- préparer les échéanciers des processus d'appel d'offres et ce, pour chacun des contrats;
- participer à l'élaboration des documents d'appel d'offres;
- s'assurer que les appels d'offres respectent les règles d'attribution des contrats de l'ARTM et de la Ville de Montréal;
- agir à titre d'administrateur de contrats auprès des différents fournisseurs et mandataires;
- évaluer l'impact de tout changement, particulièrement sur les engagements monétaires et l'échéancier des contrats, en collaboration avec les planificateurs, contrôleurs de coûts et les chargés de projet;
- effectuer le suivi budgétaire des contrats, en collaboration avec les planificateurs, contrôleurs de coûts;
- veiller à ce que les livrables ou services soient rendus, et ce, en lien avec les attentes du bureau de projet intégré;
- agir à titre d'expert conseil dans la négociation des avenants et des réclamations, en faisant le lien entre les changements allégués et les dispositions contractuelles;
- coordonner la rédaction des avenants et la résolution des réclamations, incluant la négociation avec les parties impliquées, en collaboration avec les différents responsables;
- assurer la gestion des sous-traitants, notamment en effectuant le suivi des quittances;
- supporter l'équipe de projet dans la gestion des risques contractuels avec les fournisseurs.

Planificateur, contrôleur de coûts - STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- élaborer la structure de découpage du projet;

- assurer le suivi des risques, des coûts et de l'échéancier;
- coordonner la préparation de l'échéancier global du projet, en assurer le suivi et la mise à jour;
- développer et assurer la mise à jour des différents registres de suivi pour le projet (risques, coûts);
- produire et suivre les indicateurs de performance pour les coûts de l'ARTM;
- effectuer le suivi et le traitement des factures, des contrats et des avenants en collaboration avec l'administrateur de contrats;
- préparer les états de situation, les sommaires mensuels et les rapports périodiques d'avancement du projet;
- produire la demande d'autorisation finale (DAF) pour l'étape de réalisation des travaux;
- proposer et assurer le suivi du principe de partage des coûts ARTM / Ville de Montréal;
- participer de façon ad hoc aux différentes rencontres telles que : *comité directeur SRB, comité de gestion et comité pilotage*.

À noter que les suivis seront effectués conjointement avec le planificateur, contrôleur de coûts de la Ville de Montréal.

Planificateur, contrôleur de coûts – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- participer à l'élaboration de la structure de découpage du projet;
- assurer le suivi des risques, des coûts et de l'échéancier;
- produire et suivre les indicateurs de performance pour les coûts de la Ville de Montréal;
- effectuer le suivi et le traitement des factures, des contrats et des avenants en collaboration avec l'administrateur de contrats;
- assurer la production des documents administratifs requis par la Ville de Montréal;
- proposer et assurer le suivi du principe de partage des coûts ARTM / Ville de Montréal;
- participer de façon ad hoc aux différentes rencontres telles que : telles que : *comité directeur SRB*, *comité de gestion* et *comité pilotage*.

À noter que les suivis seront effectués conjointement avec le planificateur, contrôleur de coûts de l'ARTM.

Directeur construction – STM / Ville de Montréal

Ces personnes ont notamment pour responsabilités de :

- gérer les coûts, l'échéancier, les risques, la qualité, la sécurité et les mandats octroyés pour le SRB de concert avec l'administrateur de contrats et le Directeur principal du projet;
- gérer les contrats de construction pour chacun des lots de construction;
- gérer les mandats de surveillance des travaux et de contrôle de la qualité;
- suivre les mesures de santé, sécurité au travail (SST) sur les chantiers;
- participer à l'émission de recommandations de demandes de changement aux contrats;
- autoriser toutes dépenses contingentes aux contrats;
- valider les factures;
- recommander les réceptions provisoires et définitives;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- rédiger les protocoles d'essai préalables à la mise en service;
- s'assurer du suivi de la mise en œuvre et du respect (par son équipe) des dispositions du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et/ou du Programme de prévention spécifique de l'entrepreneur;

- s’assurer que la santé et la sécurité au travail demeurent un enjeu prioritaire;
- utiliser une approche proactive face à la santé et la sécurité au travail;
- promouvoir la communication afin de s’assurer que l’ensemble des travailleurs soient informés des objectifs en santé et sécurité au travail;
- assurer un suivi périodique du système de gestion des risques en santé et sécurité au travail;
- s’assurer que les exigences en santé et sécurité au travail sont incluses dans tous les contrats;
- approuver au besoin, les pénalités émises aux entrepreneurs;
- animer les rencontres de suivi des contrats de services professionnels;
- effectuer le suivi des contrats de services professionnels;
- si requis, participer aux rencontres des comités suivants : *comité directeur SRB, comité de gestion, comité pilotage*, *comité communications*, *comité exploitation*, *comité maîtrise d’œuvre*;
- présider les rencontres du comité suivant : *comité technique*.

Chargé de lot – STM / Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- gérer les coûts, l’échéancier, les risques, la qualité, la sécurité de concert avec le directeur construction;
- gérer le contrat de construction du lot sous sa responsabilité;
- gérer la portion du mandat de surveillance des travaux relatif au lot sous sa responsabilité;
- suivre les mesures de SST sur le chantier sous sa responsabilité;
- négocier les demandes de changement aux contrats et formuler ses recommandations;
- vérifier les factures de l’entrepreneur général et recommander leur approbation;
- vérifier les factures du surveillant et recommander leur approbation;
- animer les réunions de suivi des contrats sous sa responsabilité;
- valider le contenu des livrables fournis par les mandataires (rapports d’avancement, journal de chantier, etc.);
- coordonner les essais de mise en service;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives du lot sous sa responsabilité;
- participer à la résolution de problèmes rencontrés en chantier, en collaboration avec le responsable technique, le surveillant et l’entrepreneur;
- participer à la fermeture des contrats sous sa responsabilité;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- promouvoir l’implication personnelle de tous les entrepreneurs, sous-traitants, surveillants, travailleurs et contremaîtres visant à assurer un chantier de construction sécuritaire;
- s’assurer que le contrôle de la circulation sur le chantier visé respecte les règles de l’art;
- s’assurer de la sécurité du public et des travailleurs, de concert avec les entrepreneurs et leurs sous-traitants, dans le cadre des lois et règlements en vigueur;
- s’assurer que les entrepreneurs qui œuvrent sur le chantier s’engagent à ce que tous leurs intervenants directs et indirects respectent les lois et règlements applicables;
- s’assurer que les entrepreneurs et les sous-traitants établissent et fournissent, dans chacun des cas et selon leur mandat propre, un Programme de prévention spécifique.
- s’assurer de l’application des lois et règlements en vigueur, des mesures prévues à l’intérieur du *Programme de prévention-cadre du maître d’œuvre*, des Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs, des avis de correction de la CNESST et de toutes les mesures appropriées à une saine gestion d’un chantier de construction;
- s’assurer de la mise en place des plans de mesures d’urgence et en assurer le suivi;

- enquêter, conjointement avec les entrepreneurs et les représentants des travailleurs, sur les accidents de travail selon les dispositions de l'article 62 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*, et dans les autres cas où la santé et la sécurité des personnes et des équipements auraient pu être affectées;
- exiger un plan de redressement de l'entrepreneur lorsque la situation l'exige;
- coordonner les travaux superposés pour éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des entrepreneurs;
- faire le suivi de l'application des clauses pénales pour non-respect des règles de sécurité;
- présider les réunions de chantier;
- participer au *comité technique*.

Responsable technique – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- s'assurer que les travaux sont réalisés dans le respect des normes de la Ville de Montréal;
- veiller à la qualité des travaux;
- assurer la coordination avec les concepteurs lorsque leur contribution est requise en cours des travaux;
- collaborer avec les directeurs construction relativement à la gestion des mandats de surveillance des travaux;
- agir à titre d'expert-conseil technique en support aux chargés de lot;
- participer à la négociation de demandes de changement aux contrats;
- participer aux essais de mise en service;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives;
- participer à la négociation de règlement des réclamations;
- si requis, participer aux rencontres de comité suivant : *comité technique.*

Responsable STI – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- prendre connaissance et effectuer la mise à jour des exigences fonctionnelles relatives aux STI en corridor et en station;
- effectuer le suivi de l'intégration des STI dans les documents d'ingénierie détaillée;
- coordonner la rédaction des clauses techniques relatives aux appels d'offres STI;
- assurer la réalisation des travaux dans le respect des normes et des documents contractuels;
- assurer la coordination avec les concepteurs lorsque leur contribution est requise en cours de travaux;
- participer à la négociation des avenants aux contrats;
- participer à la négociation du règlement des réclamations;
- participer aux essais de mise en service;
- assurer la coordination et le suivi du mandat de surveillance TI / STI.

Équipe feux de circulation – contractuel

Cette équipe a notamment pour responsabilités de :

- analyser et déterminer quel mode de mesure préférentielle pour autobus est le plus efficace pour chacune des intersections avec feux de circulation;
- déterminer la position optimale des détecteurs pour chacune des intersections avec feux de circulation;
- déterminer la norme de service pour les autobus;
- effectuer le comptage et l'optimisation des feux lors de la mise en service;

- effectuer le suivi et l'optimisation de la performance des autobus suivant la mise en service.

Responsable maîtrise d'œuvre – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- promouvoir l'implication personnelle de tous et chacun du bureau de projet, entrepreneurs, sous-traitants, surveillants, travailleurs et contremaîtres visant à assurer un chantier de construction sécuritaire;
- faire le suivi avec diligence, avec les entrepreneurs, de toute dérogation aux tolérances 0 de la CNESST et prendre les mesures correctives appropriées;
- assurer le contrôle de la circulation sur le chantier visé;
- assurer la sécurité du public et des travailleurs de concert avec les entrepreneurs et leurs sous-traitants dans le cadre des lois et règlements en vigueur;
- appliquer tout nouveau règlement, norme ou directive adopté en vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*;
- s'assurer que les entrepreneurs qui œuvrent sur le chantier s'engagent par écrit à respecter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et s'engagent à ce que tous leurs intervenants directs et indirects respectent les lois et règlements;
- s'assurer que les représentants des entreprises de services publics comme, Hydro-Québec, Gaz Métro, etc., respectent les normes de sécurité du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les entrepreneurs et les sous-traitants établissent, dans chacun des cas et selon leur mandat propre, un Programme de prévention spécifique conforme aux exigences des lois et règlements en vigueur et décrivant les principales étapes de réalisation des travaux et les risques associés, les méthodes particulières de travail, ainsi que les moyens spécifiques de prévention des lésions professionnelles qui seront mis en œuvre selon l'évolution des travaux, pour assurer une prévention efficace et concrète en matière de santé et sécurité au travail. Ces Programmes de prévention spécifiques doivent être présentés au maître d'œuvre ou à son représentant pour des fins d'analyse et de vérification avant la mobilisation au chantier pour qu'ils soient compatibles avec le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- contrôler, sur le chantier, l'application des lois et règlements en vigueur, des mesures prévues à l'intérieur du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*, des Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs, des avis de correction de la CNESST et de toutes les mesures appropriées à une saine gestion d'un chantier de construction;
- obtenir des données relatives aux divers entrepreneurs qui travailleront sur le chantier, en particulier le calendrier, le nombre de travailleurs, les équipements, etc.;
- recevoir et évaluer, en tenant compte des travaux spécifiques à effectuer, les méthodes particulières de travail des entrepreneurs;
- s'assurer que chaque entrepreneur a le nombre de secouristes requis par les lois et règlements et que ceux-ci soit clairement identifiés et formés;
- s'assurer de la mise sur pied et du bon fonctionnement d'un comité de chantier en visant une participation active de tous les participants;
- prendre les mesures appropriées et faire les correctifs nécessaires suite aux dérogations constatées par le maître d'œuvre et par l'inspecteur de la CNESST;
- s'assurer que le maître d'œuvre rencontre les entrepreneurs avant le début des travaux pour faire la présentation du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;*
- participer à l'organisation des plans de mesure d'urgence avec tous les intervenants impliqués afin d'avoir une vision globale de tous les chantiers et en assurer la coordination et le suivi;

- faire exécuter les travaux nécessaires pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs (aux frais de l'entrepreneur) dans le cas du non-respect des exigences de santé et de sécurité établies par le maître d'œuvre des lois, des règlements et des normes;
- ordonner l'arrêt des travaux lorsqu'il y a danger pour la santé, la sécurité et l'intégrité physique des travailleurs ou du public;
- s'assurer de la mise à jour du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les Programmes de prévention spécifiques des entrepreneurs et des sous-traitants ont été déposés; les évaluer et les accepter avant le début des travaux, et s'assurer que les entrepreneurs se sont engagés, par écrit, à respecter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre;*
- recevoir pour des fins d'analyse, les plans, devis, méthodes et procédés de travail transmis à la CNESST (il s'agit des plans, méthodes et procédés de travail déjà prévus au règlement ou qui peuvent être exigés par l'inspecteur de la CNESST);
- enquêter, conjointement avec les entrepreneurs et les représentants des travailleurs, sur les accidents de travail selon les dispositions de l'article 62 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* et dans les autres cas où la santé et la sécurité des personnes et des équipements auraient pu être affectées;
- exiger un plan de redressement de l'entrepreneur lorsque la gestion de la santé et la sécurité au travail sur le chantier a subi un manque de rigueur important;
- coordonner les travaux superposés pour éliminer les situations dangereuses créées par l'interaction des entrepreneurs;
- présider et faire animer par des personnes en autorité le comité de chantier;
- s'assurer que des sessions d'accueil soient organisées par le maître d'œuvre pour informer les travailleurs (avant leur premier quart de travail) des principales règles de base de santé et de sécurité du travail.
- coordonner le travail des agents de prévention;
- assurer la formation des partenaires en lien avec le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- présider les rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Coordonnateur maintien de la circulation – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- assurer l'application des mesures de maintien de circulation prévues;
- valider les plans de maintien de circulation ainsi que les itinéraires de détour;
- valider le paiement des items en lien avec le maintien de la circulation;
- au besoin, suggérer des modifications aux mesures de maintien de la circulation;
- coordonner l'implantation des mesures de maintien de circulation proposées avec les différents partenaires, notamment les quatre arrondissements concernés, la STM, le service de police, le service d'incendie, les entrepreneurs, le Bureau d'intégration et de coordination (BIC), etc.;
- participer aux rencontres de coordination du COP de la Ville;
- faire le lien avec le responsable communications préalablement aux changements de configuration;
- assurer la mise en œuvre des mesures déjà définies sur les artères parallèles au boulevard Pie-IX;
- proposer et suivre les mesures d'atténuation des impacts des travaux;
- participer aux réunions de chantier;
- participer aux rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Agent de prévention – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- collaborer à la mise en application du *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et de ceux des entrepreneurs et sous-traitants;
- s'assurer que tous les entrepreneurs fournissent leur Programme de prévention spécifique conforme au *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et en font le suivi;
- procéder à des inspections quotidiennes sur le chantier et recommander les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de tous les travailleurs;
- rédiger un rapport quotidien d'inspection en indiquant au minimum les dérogations constatées au chantier et faire parvenir le rapport aux directeurs construction;
- consigner dans le rapport quotidien tout avertissement émis avec le nom des travailleurs et du contremaître de l'entreprise impliquée;
- exiger que des corrections soient apportées aux conditions dangereuses constatées lors de ces inspections;
- appliquer les consignes et toute mesure de sécurité propres au chantier et au *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre*;
- s'assurer que les mesures d'hygiène prévues au règlement de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* soient respectées;
- enquêter, conjointement avec l'entrepreneur et le représentant des travailleurs, sur toute lésion professionnelle, en faire rapport au coordonnateur santé et sécurité et faire les recommandations qu'il juge pertinentes;
- analyser les situations à risques pour les travailleurs;
- animer les réunions du comité de chantier;
- faire appliquer les décisions prises lors de la réunion du comité de chantier;
- organiser des sessions d'accueil pour les entrepreneurs et les travailleurs afin de leur présenter le *Programme de prévention-cadre du maître d'œuvre* et l'organisation de la santé et la sécurité sur le chantier visé;
- accompagner l'inspecteur de la CNESST lors de ses interventions sur le chantier;
- s'assurer qu'une personne désignée chez l'entrepreneur vérifie mensuellement (au minimum) le carnet de bord des grues et exiger le certificat d'inspection de tout équipement lourd à l'arrivée sur le chantier;
- consigner toutes les interventions ayant eu comme conséquence la modification de méthodes de travail, non-conformité ou arrêt des travaux;
- participer, au besoin, aux pauses-sécurité;
- compléter, après compilation des données, les rapports mensuels des statistiques de fréquence et de gravité des accidents;
- prendre action suite à des remarques ou des suggestions provenant de tout travailleur ou autre intervenant sur le chantier;
- transmettre des avis de non-conformité au surveillant du chantier, aux entrepreneurs ou à tout autre intervenant concerné;
- au besoin, participer aux rencontres du *comité maîtrise d'œuvre*.

Responsable communications - STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- mettre en œuvre la stratégie de communication et d'interaction avec les parties prenantes;
- gérer les relations publiques;
- gérer l'ensemble des communications de proximité en lien avec la réalisation des travaux;
- rédiger les communiqués, allocutions et autres contenus médiatiques;
- assurer le partage de l'information avec le service des communications des partenaires du projet;

- participer, au besoin, aux rencontres ad hoc organisées avec les associations de commerçants;
- participer, au besoin, aux rencontres ad hoc organisées avec les comités de citoyens;
- présider le *comité communications*;
- présider le *comité d'affaires;*
- présider le *comité de bon voisinage*.

Le responsable communication, sera appelé à coordonner ses interventions avec les différents partenaires impliqués dans le projet.

Chargé de communications - contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- participer à la rédaction des stratégies et des plans de communication pour le projet;
- saisir les enjeux liés au chantier et les communiquer par l'intermédiaire d'avis, courriels d'information et médias sociaux;
- participer au déploiement et à la mise en place des différents moyens de communication conçus pour approcher et informer les riverains;
- travailler en collaboration avec les agents de liaison, établissant des canaux de communication continus entre les riverains, les partenaires et les divers intervenants;
- gérer la boîte courriel du projet dédiée aux demandes et préoccupations des citoyens.

Agent de liaison – contractuel

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- collaborer avec les équipes de communication du bureau de projet, des arrondissements et de la ville centre en vue de la rédaction de communiqués, lettres et rapports;
- collaborer avec le commissaire au développement économique des arrondissements afin de répondre aux différentes demandes particulières des commerçants touchés par les travaux;
- rencontrer les citoyens en vue de connaître leurs préoccupations et participer activement au traitement des plaintes;
- participer aux rencontres ad hoc organisées avec les associations de commerçants;
- participer aux rencontres ad hoc organisées avec les comités de citoyens;
- informer les arrondissements de tout évènement pertinent en lien avec l'exécution des travaux;
- effectuer un suivi des requêtes et plaintes des citoyens et des commerçants.

Responsable mise en exploitation – STM

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- veiller à l'application des ententes d'entretien et d'exploitation;
- coordonner la rédaction des protocoles d'essais et de mise en exploitation;
- assister aux essais de mise en exploitation;
- participer au processus de réceptions provisoires et définitives;
- présider les rencontres du *comité exploitation*.

Responsable acquisition de terrains – Ville de Montréal

Cette personne a notamment pour responsabilités de :

- établir la stratégie et le calendrier des procédures d'acquisition de terrains;
- coordonner la production des documents requis en vue des expropriations (rapports d'évaluation, plans d'expropriation, documentation administrative, etc.);

- assurer le suivi des négociations et transactions de terrains, tronçon montréalais;
- effectuer la gestion des expropriations requises, ce qui comprend notamment la gestion de l'arpentage légal, la recherche de titres, l'obtention d'un règlement d'emprunt municipal spécifique à l'acquisition des terrains, l'envoi des avis d'expropriation, les négociations avec les propriétaires, le suivi des litiges, ainsi que la production des titres révisés de propriété.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – VILLE DE MONTRÉAL

Composé de ressources de diverses équipes de la Ville de Montréal et des quatre arrondissements concernés, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – ARTM

Composé de ressources de diverses équipes de l'ARTM, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES SERVICES DE SOUTIEN – STM

Composé de ressources de diverses équipes de la STM, les services de soutien ne font pas partie intégrante du bureau de projet, mais seront appelés à intervenir de façon ad hoc, en fonction de l'avancement de l'étape 2 du projet (réalisation des travaux) et des besoins.

Sommaire des coûts du BdP et répartition ARTM/VdM

Description	Proportion ARTM	Proportion VdM	Total
Bureau de projet - Ressources humaines	21 629 061 $	8 843 398 $	30 472 460 $
Frais divers	2 335 964 $	1 001 127 $	3 337 091 $
TOTAL	**23 965 025 $**	**9 844 526 $**	**33 809 551 $**

Note : le BdP inclut les ressources ARTM, VdM, contractuelles et les services pro. Le budget du BdP a été révisé à la suite du changement d'envergure du projet SRB Pie-IX en incluant le lot Notre-Dame.

Écart par rapport à la version présentée à l'entente détaillée de la phase 2 de réalisation des travaux - 2018

Description	Proportion ARTM	Proportion VdM	Total
Bureau de projet - Ressources humaines	16 405 005 $	7 030 717 $	23 435 722 $
Frais divers	851 589 $	364 967 $	1 216 556 $
TOTAL	**17 256 594 $**	**7 395 684 $**	**24 652 278 $**
Écart	**(6 708 431) $**	**(2 448 841,69) $**	**(9 157 273,16) $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1200575003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Approuver l'addenda #1 pour l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'intégration du tronçon Notre-Dame au projet d'un service rapide par bus (SRB Pie-IX) approuvée par la résolution CG18 0234.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2020-04-29 - Addenda no 1 Entente Étape 2 - SRB Pie IX.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Services des affaires juridiques

ADDENDA NO. 1 À L'ENTENTE DÉTAILLÉE ÉTABLISSANT LA RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS RELATIVES À L'ÉTAPE 2 DU PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE REQUALIFICATION DU BOULEVARD PIE-IX COMPRENANT L'IMPLANTATION DU TRONÇON MONTRÉAL D'UN SERVICE RAPIDE PAR BUS (SRB)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN**, personne morale de droit public dûment instituée, ayant son emplacement au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 4e étage, Montréal, Québec, H3B 5M2, *agissant et représentée par monsieur* Benoît Gendron, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution _____

Ci-après appelée « **ARTM** »

La Ville et l'ARTM étant collectivement appelées les « **Parties** »

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une entente détaillée établissant la répartition des responsabilités entre elles relativement à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB) (ci-après, l' « Entente détaillée – Étape 2 »);

ATTENDU QUE l'Entente détaillée – Étape 2 a été dûment approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville le 26 avril 2018 en vertu de la résolution CG18 0234 et par le conseil d'administration de l'ARTM le 27 avril 2018 en vertu de la résolution 18-CA(ARTM)-36;

ATTENDU QUE des changements significatifs à la portée, au budget et à l'échéancier du projet visé par l'Entente détaillée – Étape 2 découlant des coûts liés à son prolongement jusqu'à la rue Notre-Dame ont été approuvés par l'ARTM en vertu des résolutions du 25 avril 2019 (19-CA(ARTM)-45) et du 29 août 2019 (19-CA(ARTM)-97);

ATTENDU QUE les instances gouvernementales et municipales concernées par le projet visé par l'Entente détaillée – Étape 2 ont annoncé, le 13 décembre 2019, le prolongement dudit projet jusqu'à la rue Notre-Dame plutôt que l'avenue Pierre-de-Coubertin;

ATTENDU QU'en raison d'un tel prolongement, les Parties conviennent qu'il est nécessaire de modifier certaines dispositions de l'Entente détaillée – Étape 2;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'ARTM.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
MODIFICATIONS

L'Entente détaillée – Étape 2 est modifiée comme suit :

2.1 par le remplacement de l'article 2.13 par l'article suivant :

« **2.13 « Projet » :** projet d'environ 629,4 millions de dollars dont 472,5 millions sont assumés par l'ARTM et 156,9 millions sont assumés par la Ville en lien avec le Tronçon Montréal, ayant pour objet la mise à niveau de l'ensemble des infrastructures municipales du boulevard Pie-IX et l'implantation d'un corridor de 13 km de voies réservées pour autobus à haut niveau de service dans l'axe du boulevard Pie-IX, dont 2 km dans le Tronçon Laval et 11 km dans le Tronçon Montréal, depuis le boulevard Saint-Martin à Laval jusqu'à la rue Notre-Dame à Montréal, comprenant l'implantation de 20 stations, dont 18 à Montréal et 2 à Laval et l'aménagement d'un stationnement incitatif à l'angle du boulevard Saint-Martin à Laval. »;

2.2 par le remplacement de l'article 2.20 par l'article suivant :

« **2.20 « SRB Pie IX » ou « SRB » :** corridor de 13 km de voies réservées pour autobus à haut niveau de service situé dans l'axe du boulevard Pie-IX, dont 2 km dans le Tronçon Laval et 11 km dans le Tronçon Montréal, depuis le boulevard Saint-Martin à Laval jusqu'à la rue Notre-Dame à Montréal, comprenant l'implantation de 20 stations, dont 18 à Montréal et 2 à Laval et l'aménagement d'un stationnement incitatif à l'angle du boulevard Saint-Martin à Laval. »;

2.3 par le remplacement, à l'article 2.23 d), des termes « l'avenue Pierre-de-Coubertin » par les termes « la rue Notre-Dame »;

2.4 par le remplacement de l'article 2.25 par l'article suivant :

« **2.25 « Tronçon Montréal »** : portion du Projet ayant trait à la zone débutant à la rue d'Amos dans l'arrondissement Montréal-Nord et se terminant à la rue Notre-Dame dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve. Cette portion comprend la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX, incluant la mise à niveau ou la modification des infrastructures municipales, le déplacement des réseaux techniques urbains (RTU), la bonification de l'aménagement du domaine public, l'implantation d'un tronçon de voies réservées pour autobus à haut niveau de service de 11 km sur le boulevard Pie-IX et l'implantation de 18 stations SRB, un tel tronçon incluant les tronçons définis aux articles 2.26 à 2.30. »;

2.5 par l'ajout de l'article 2.30 suivant :

« **2.30 « Tronçon Notre-Dame »** : portion du Projet débutant au sud à l'avenue Pierre-De Coubertin dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve et se terminant au nord de la rue Notre-Dame dans l'arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve. »;

2.6 par le remplacement de l'article 6.1 par l'article suivant :

« **6.1 Processus d'approvisionnement des contrats de réalisation des Travaux en commun :**

Les Parties conviennent que plusieurs appels d'offres seront lancés afin d'octroyer les contrats de réalisation des Travaux en commun.

La Ville sera responsable du processus d'approvisionnement pour chacun des contrats de réalisation des Travaux en commun, selon les règles d'adjudication des contrats applicables à la Ville en y incluant certaines règles plus strictes applicables à l'ARTM, le cas échéant, que les Parties prendront le soin de *spécifier, mais qui ne devront en aucun cas avoir pour effet de contrevenir à* une règle applicable à la Ville.

Les Parties s'engagent à revoir le contenu des documents d'appel d'offres public pour chacun des contrats de réalisation des Travaux en commun avant toute émission. Advenant tout désaccord entre les Parties sur le contenu de ces documents, elles feront appel au Comité de gestion qui tranchera tout désaccord. Ces documents préciseront que la Ville et l'ARTM agissent conjointement à titre de donneurs d'ouvrage et que la Ville agit à titre de maître d'œuvre. Ces documents requerront des soumissionnaires sélectionnés de nommer l'ARTM comme assuré additionnel et comme bénéficiaire de tout cautionnement, dans les mêmes termes que la Ville.

Les soumissions seront analysées par le Bureau de projet intégré. »;

2.7 par l'enlèvement des termes « quatre (4) » aux articles 6.2 et 6.3;

2.8 par le remplacement de l'Annexe A par l'Annexe A ci-jointe;

2.9 par le remplacement de l'Annexe B par l'Annexe B ci-jointe;

2.10 par le remplacement de l'Annexe C par l'Annexe C ci-jointe.

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

3.1 Les Parties conviennent de modifier l'entente de confidentialité et de non divulgation bilatérale jointe en Annexe G de l'Entente détaillée – Étape 2 qu'elles ont acceptée de reconduire pour l'Étape 2 du Projet (tel que ce terme est défini à l'Entente détaillée – Étape 2) en remplaçant les termes « l'avenue Pierre-de-Coubertin » par les termes « la rue Notre-Dame » dans le deuxième ATTENDU.

3.2 Tous les autres termes et conditions de l'Entente détaillée – Étape 2 demeurent inchangés.

3.3 Le présent Addenda no.1 entre en vigueur à sa date de signature par les Parties.

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

AUTORITÉ RÉGIONALE DE TRANSPORT MÉTROPOLITAIN

Par : _____
Benoît Gendron, directeur général

Cet Addenda no.1 a été approuvé par le Conseil d'agglomération de Montréal, le e jour de 2020 (résolution CG20).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.022

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1201179008

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un deuxième projet d'avenant à l'entente intervenue le 28 mars 2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés sur son territoire

Il est recommandé:
d'approuver un deuxième projet d'avenant à l'entente intervenue le 28 mars 2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés sur son territoire.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-06 08:21

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201179008**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver un deuxième projet d'avenant à l'entente intervenue le 28 mars 2018 entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés sur son territoire

CONTENU

CONTEXTE

Le 26 mars 2018, la Ville de Montréal et la Ministre du Développement Durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) ont conclut une entente visant l'octroi d'un montant de 75 M $ à la Ville de Montréal en vue de mettre en œuvre un programme visant à réhabiliter des terrains aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines sur son territoire.
Cette entente comprend l'annexe 1 qui décrit les paramètres du programme de réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la Ville de Montréal. Elle permet à la Ville de réhabiliter des terrains situés sur son territoire autant pour les terrains lui appartenant que pour les terrains appartenant à des organismes municipaux ou encore les terrains non municipaux.

Suite à la signature de cette entente, des démarches ont été entamées conjointement par le Service de développement économique, le Service de l'environnement ainsi que le Bureau des relations gouvernementales et municipales de la Ville de Montréal afin de déposer des demandes de modifications à l'entente auprès du Ministère. Un premier projet d'avenant a préalablement été approuvé. Un deuxième projet d'avenant portant notamment sur les critères d'admissibilité des demandeurs au Programme ainsi que les dépenses et les frais admissibles à une aide financière, a été soumis à la Ville par le MELCC.

Le présent dossier décisionnel concerne donc l'adoption par le comité exécutif de ce deuxième projet d'avenant à l'entente conclut le 26 mars 2018 entre la Ville de Montréal et le MELCC qui porte notamment sur des modifications et des bonifications des pourcentages d'aide financière, les dépenses et les frais admissibles à une aide financière ainsi que les règles relatives aux appels d'offres. Cet avenant deviendra partie intégrante de l'entente et s'appliquera autant pour les projets municipaux que privés. Il entrera en vigueur à la signature des deux parties.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 19 1336 (28 août 2019) : Approuver un projet d'avenant à l'entente intervenue le 28 mars 2018 (CE18 0489) entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Environnement et de

la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) pour la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.
CM18 0525 (24 avril 2018) : Autoriser, en 2018, un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalent à la subvention de 75 M$ de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques dans le cadre de la mise en oeuvre d'un Programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.

CE18 0489 (28 mars 2018) : Approuver un projet d'entente avec la ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques relatif à l'octroi d'une subvention de 75 M$ pour la mise en œuvre d'un programme d'aide à la réhabilitation des terrains contaminés spécifique au territoire de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

Le présent avenant a pour objet de modifier l'annexe 1 de l'entente afin, notamment, de bonifier la part de l'aide financière pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique, de permettre le financement de plusieurs projets de réhabilitation sur un même lieu d'enfouissement, de modifier l'une des exigences des appels d'offres et de retirer certains travaux des coûts et travaux non admissibles.
Les modifications à l'annexe 1 de l'entente sont les suivantes :

Section 8 - Coûts et travaux admissibles

- Les travaux de chantier admissibles ainsi que les pourcentages d'aide financière y afférant apparaissent au tableau 1 de l'avenant et permettront une bonification de la part de l'aide financière, particulièrement pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique.

- L'aide financière maximale de 500 000 $ par ancien lieu d'élimination de matières résiduelles pouvant être accordée pour les travaux d'excavation, de transport et d'élimination des matières résiduelles, des sols et autres matériaux les recouvrant ainsi que l'acquisition des matériaux de remblayage et leur mise en place sera plutôt considérée par projet.

Section 9 - Coûts et travaux non admissibles

- Les travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec seront retirés des coûts et travaux non admissibles.

Section 10 - Réalisation des travaux

- Les appels d'offres conjoints, c'est-à-dire portant à la fois sur des travaux de réhabilitation et de construction, seront possibles. Dans ces cas, les appels d'offres devront être munis d'un bordereau distinct pour les travaux de réhabilitation. Le bordereau du plus bas soumissionnaire pour le volet réhabilitation devra être utilisé pour déterminer le montant de la subvention.

JUSTIFICATION

Les modifications proposées dans l’avenant permettront une meilleure application du soutien financier prévu par l’entente tout en poursuivant les mêmes objectifs et en visant les mêmes finalités, mais par l'intermédiaire d'un programme qui sera beaucoup plus attrayant pour les demandeurs potentiels.
Ces modifications permettront plus précisément :

- d’augmenter de façon significative la part de financement pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique;
- de permettre le financement de plusieurs projets de réhabilitation sur un même lieu d’enfouissement;
- d'augmenter les options relatives au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés;
- de faciliter l'accès au programme en modifiant l’une des exigences des appels d’offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les modifications proposées n'ont aucun impact sur le cadre financier de la convention et du programme.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le programme répond à une des actions du Plan Montréal durable 2016-2020, soit la mise en place d'un programme de décontamination des sols.
La décontamination des terrains permet de réduire la pollution du sol et de purifier les eaux de ruissellement en plus d’influer favorablement, dans certains cas, la réduction des problématiques reliées aux îlots de chaleurs.

Le programme contribue significativement à la réhabilitation des sols et à l'implantation de diverses mesures visant la réduction ou l'évitement des émissions de gaz à effet de serre.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver l'avenant proposé aurait pour effet de rendre impossible toute modification au «Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation des terrains contaminés» et à la «Directive relative au programme d'aide financière pour la réhabilitation de terrains contaminés pour les projets municipaux et d'organismes municipaux» afin de bonifier la part de l’aide financière pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique, de permettre le financement de plusieurs projets de réhabilitation sur un même lieu d’enfouissement, de modifier l’une des exigences des appels d’offres et de retirer certains travaux des coûts et travaux non admissibles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Suite à la signature de cet avenant des modifications au «Règlement sur le programme de subventions relatif à la réhabilitation des terrains contaminés» et à la «Directive relative au programme d'aide financière pour la réhabilitation de terrains contaminés pour les projets municipaux et d'organismes municipaux» devront être modifiés pour faire état des modifications à l'entente entraînées par la signature de l'avenant. Ces modifications seront soumises aux instances dans le cadre de dossiers décisionnels subséquents.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nathalie ARÈS, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alain MARTEL
Conseiller économique

Tél : 514 872-8508
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-05

Alain MARTEL
Professionnel(le)(domaine d'expertise)-chef d'equipe

Tél : 514 872-8508
Télécop. : 514 872-0049

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-05-05

Numéro du décret de l'entente : 286-2018
Avenant numéro 2

AVENANT N° 2 À L'ENTENTE INTERVENUE LE 28 MARS 2018 POUR LA RÉHABILITATION DE TERRAINS CONTAMINÉS SITUÉS SUR LE TERRITOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ENTRE

LE MINISTRE DE l'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, pour et au nom du gouvernement du Québec, agissant par monsieur Marc Croteau, sous-ministre,

ci-après désigné le « ministre »

ET

LA VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public légalement constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, Métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux termes de l'article 6 du Règlement RCE 02-004 intitulé « Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés »,

ci-après appelée la « Ville »

ci-après appelés collectivement les « parties »

Paraphes : _____

_____

ATTENDU QUE les parties ont signé une entente le 28 mars 2018 (ci-après l'« entente ») qui a pour objet l'octroi par le ministre d'une subvention d'un montant maximal de 75 000 000 $ à la Ville pour la mise en œuvre d'un programme visant à réhabiliter des terrains situés sur son territoire aux prises avec des problèmes de contamination dans les sols et/ou les eaux souterraines (ci-après le « Programme »);

ATTENDU QU'à cet effet, le ministre est autorisé, par le décret nº 286-2018 du 21 mars 2018, à octroyer à la Ville une subvention d'un montant maximal de 75 000 000 $;

ATTENDU QUE les parties ont signé l'avenant nº 1, lequel est entré en vigueur le 5 septembre 2019, qui a pour objet de modifier les critères d'admissibilité des demandeurs au Programme ainsi que les dépenses et les frais admissibles à une aide financière pour uniformiser l'entente avec le cadre normatif du Programme ClimatSol-Plus, tel qu'il a été mis à jour en septembre 2018;

ATTENDU QUE la Ville a procédé au lancement de son Programme lors d'une conférence de presse le 19 février dernier;

ATTENDU QUE la Ville désire modifier l'entente afin, notamment, d'augmenter la part de financement pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique;

ATTENDU QU'il y a également lieu de modifier l'entente afin de retirer certains travaux des coûts et travaux non admissibles;

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier l'annexe 1 de l'entente afin, notamment, de bonifier la part de l'aide financière pour les projets de logements sociaux et les centres de traitement de la matière organique, de permettre le financement de plusieurs projets de réhabilitation sur un même lieu d'enfouissement, de modifier l'une des exigences des appels d'offres et de retirer certains travaux des coûts et travaux non admissibles.

2. Modifications à l'entente

2.1 La SECTION 8 – COÛTS ET TRAVAUX ADMISSIBLES de l'annexe I de l'entente est modifiée, dans la sous-section intitulée « *Travaux de chantier* », comme suit :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Les travaux de chantier admissibles ainsi que les pourcentages d'aide financière y afférents sont ceux prévus au tableau 1 »;

2° par le remplacement, à la fin du deuxième alinéa, de « ne peuvent excéder 500 000 $ par lieu d'élimination » par « ne peut excéder 500 000 $ par projet ». Ainsi, le deuxième alinéa se lit dorénavant comme suit :

« Il est à noter qu'à l'égard des projets visés par le paragraphe 9° de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement qui seront réalisés sur d'anciens lieux d'élimination de matières résiduelles, l'aide financière pouvant être accordée pour les travaux d'excavation, de transport et d'élimination des matières résiduelles, des sols et autres matériaux les recouvrant ainsi que l'acquisition des matériaux de remblayage et leur mise en place ne peut excéder 500 000 $ par projet ».

2.2 La SECTION 9 – COÛTS ET TRAVAUX NON ADMISSIBLES de l'annexe I de l'entente est modifiée comme suit :

1° par la suppression de la deuxième puce qui se lit comme suit : « Les travaux liés à un projet d'investissement autres que les travaux de réhabilitation et ceux liés au suivi après réhabilitation mentionnés à la section 7 »;

2° par la suppression de la quatrième puce qui se lit comme suit : « Les travaux liés au transport, au traitement, à l'élimination, au recyclage et à la réutilisation des sols, des déchets et des eaux contaminés, des résidus miniers et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés à l'extérieur du Québec; ».

2.3 La SECTION 10 – RÉALISATION DES TRAVAUX de l'annexe I de l'entente est modifiée comme suit :

1° par l'insertion, dans la première ligne du 6e alinéa, et après les mots « dans le cadre du Programme », de « lorsque possible, »;

2° par l'addition, à la fin du 6e alinéa, des phrases suivantes : « Dans le cas des appels d'offres conjoints, c'est-à-dire portant sur des travaux de réhabilitation et de construction, les appels d'offres doivent être munis d'un bordereau distinct pour les travaux de réhabilitation. De plus, dans ce cas, le bordereau du plus bas soumissionnaire pour le volet réhabilitation devra être utilisé pour déterminer le montant de la subvention ».

Ainsi, le 6e alinéa se lit dorénavant comme suit :

« Afin d'obtenir le meilleur prix relativement aux dépenses accordées dans le cadre du Programme, lorsque possible, les appels d'offres lancés doivent concerner les travaux de réhabilitation du projet et non les travaux réalisés pour le projet d'investissement en général. Dans le cas des appels

d'offres conjoints, c'est-à-dire portant sur des travaux de réhabilitation et de construction, les appels d'offres doivent être munis d'un bordereau distinct pour les travaux de réhabilitation. De plus, dans ce cas, le bordereau du plus bas soumissionnaire pour le volet réhabilitation devra être utilisé pour déterminer le montant de la subvention.

2.4 L'annexe 1 est modifiée par l'addition, à sa fin, du tableau 1 joint comme annexe A au présent avenant.

3. Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature par toutes les parties.

4. Disposition finale

4.1 Le préambule et l'annexe A font partie intégrante du présent avenant.

4.2 Le présent avenant fait partie intégrante de l'entente intervenue entre les parties le 28 mars 2018, comme modifiée subséquemment, et est soumis à toutes ses dispositions.

4.3 Toutes les autres clauses et conditions de l'entente demeurent inchangées.

Paraphes : _____

_____

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu et accepté toutes et chacune des modifications présentées dans l'avenant et y ont apposé leur signature, en deux (2) exemplaires.

LE MINISTRE

Par : _____
Marc Croteau
Sous-ministre

Date : _____

Lieu : _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon
Greffier

Date : _____

Lieu : _____

Paraphes : _____

_____

Numéro du décret de l'entente : 286-2018
Avenant numéro 2

ANNEXE A

TABLEAU 1

TRAVAUX DE CHANTIER ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

		Projets autres que les logements sociaux et centres de traitement de la matière organique		Projets de logements sociaux et centres de traitement de la matière organique	
		Pourcentage des coûts admissibles à l'aide financière		Pourcentage des coûts admissibles à l'aide financière	
		Travaux réalisés aux fins de la réhabili-tation uniquement	Travaux réalisés aux fins du projet d'investis-sement	Travaux réalisés aux fins de la réhabili-tation uniquement	Travaux réalisés aux fins du projet d'investis-sement
A	**SOLS**				
1	**EXCAVATION ET CHARGEMENT**				
A-1.1a	Excavation des sols contaminés ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires pour le traitement	70%	n.a.	90%	n.a.
A-1.1b	Excavation des sols contaminés ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires pour la valorisation	70%	n.a.	90%	n.a.
A-1.1c	Excavation des sols contaminés ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires pour l'élimination	70%	n.a.	90%	n.a.
A-1.2a	Excavation des sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires (en vue de les traiter)	70%	n.a.	90%	n.a.
A-1.2b	Excavation des sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires (en vue de les valoriser)	70%	n.a.	90%	n.a.

Paraphes : _____

_____

A-1.2c	Excavation des sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires (en vue de les éliminer)	70%	n.a.		90%	n.a.
A-1.3	Excavation des sols contaminés respectant les critères/valeurs limites réglementaires pour atteindre les sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires	n.a.	0%		n.a.	0%
A-1.4	Excavation de sols propres (<A)	n.a.	0%		n.a.	0%
A-2	**MISE EN PILE ET SÉGRÉGATION**					
A-2.1	La mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés (ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires) (excluant les matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement))	50%	50%		50%	50%
A-2.2	La mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés (respectant les critères/valeurs limites réglementaires) (excluant les matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement))	50%	50%		50%	50%
A-3	**TRANSPORT**					
A-3.1	Transport de sols (respectant ou non les critères/valeurs limites réglementaires) pour le traitement	70%	70%		90%	90%
A-3.2	Transport de sols contaminés traités sur le site ou non traités sur le site, respectant ou non les critères/valeurs limites réglementaires, vers un site de valorisation	70%	70%		90%	90%
A-3.3	Transport de sols propres (<A) vers un site de valorisation ou d'élimination	n.a.	0%		n.a.	0%

Paraphes : _____

_____

A-3.4	Transport de sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination	30%	n.a.	30%	n.a.
A-3.5	Transport de sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il existe une technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination	15%	n.a.	15%	n.a.
A-3.6a	Transport de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	30%	n.a.	30%	n.a.
A-3.6b	Transport de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il existe une technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	15%	n.a.	15%	n.a.
A-3.7a	Transport de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination	n.a.	0%	n.a.	0%
A-3.7b	Transport de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il existe une technologie de traitement autorisée par le MELCC vers un site d'élimination	n.a.	0%	n.a.	0%

Paraphes : _____

_____

Numéro du décret de l'entente : 286-2018
Avenant numéro 2

A-4	**TRAITEMENT**				
A-4.1	Traitement *in situ* (sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires)	90%	n.a.	100%	n.a.
A-4.2	Traitement sur le site (sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires)	70%	n.a.	90%	n.a.
A-4.3	Traitement hors site (sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires)	70%	n.a.	90%	n.a.
A-4.4	Traitement *in situ* (sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires, mais >A)	n.a.	90%	n.a.	100%
A-4.5a	Traitement sur le site (sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires, mais >A) : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	70%	n.a.	90%	n.a.
A-4.5b	Traitement hors site (sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires, mais >A) : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	70%	n.a.	90%	n.a.
A-4.6a	Traitement sur le site (sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires, mais >A)	n.a.	70%	n.a.	90%
A-4.6b	Traitement hors site (sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires, mais >A)	n.a.	70%	n.a.	90%
A-5	**VALORISATION**				
A-5.1	Valorisation de sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	70%	n.a.	90%	n.a.
A-5.2	Valorisation sur le site des sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires	n.a.	70%	n.a.	90%
A-5.3a	Valorisation hors site des sols contaminés respectant les critères/valeurs limites réglementaires : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre	70%	n.a.	90%	n.a.

Paraphes : _____

_____

	les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires				
A-5.3b	Valorisation hors site des sols contaminés respectant les critères/valeurs limites réglementaires	n.a.	70%	n.a.	90%
A-5.4	Valorisation de sols propres	n.a.	0%	n.a.	0%
A-6	**ÉLIMINATION (enfouissement)**				
A-6.1	Élimination de sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le MELCC	30%	n.a.	30%	n.a.
A-6.2	Élimination de sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il existe une technologie de traitement autorisée par le MELCC	15%	n.a.	15%	n.a.
A-6.3a	Élimination de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il n'y a pas de technologie de traitement autorisée par le MELCC : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	30%	n.a.	30%	n.a.
A-6.3b	Élimination de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires en contaminants pour lesquels il existe une technologie de traitement autorisée par le MELCC : uniquement lorsque ces sols ont été excavés pour atteindre les sols ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires	15%	n.a.	15%	n.a.
A-6.3c	Élimination de sols respectant les critères/valeurs limites réglementaires (en contaminants pour lesquels il existe ou non une technologie de traitement	n.a.	0%	n.a.	0%

Paraphes : _____

_____

	autorisée par le MELCC)				
A-6.4	Élimination de sols propres (<A)	n.a.	0%	n.a.	0%
A-7	**TRAÇABILITÉ**				
A-7.1	Frais exigés par le système de traçabilité pour les sols contaminés (maximum 1$/tonne métrique)	90%	90%	90%	90%
A-8	**REMBLAYAGE**				
A-8.1	Remblayage avec des matériaux d'emprunt et leur mise en place	50%	0%	50%	0%
B	**MATIÈRES RÉSIDUELLES**				
B-1	**EXCAVATION**				
B-1.1	Excavation des matières résiduelles enfouies mélangées aux sols contaminés (respectant ou non les critères)	50%	50%	50%	50%
B-1.2	Excavation des matières résiduelles enfouies	50%	50%	50%	50%
B-1.3	Excavation des matières résiduelles en surface (amoncellement)	0%	0%	0%	0%
B-2	**SÉGRÉGATION**				
B-2.1	La mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés (respectant les critères) (excluant les matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement))	50%	50%	50%	50%
B-2.2	La mise en pile, le tamisage et la ségrégation des sols et des matières résiduelles mélangées aux sols contaminés (ne respectant pas les critères/valeurs limites réglementaires) (excluant les matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement))	50%	50%	50%	50%
B-2.3	Travaux liés à la manipulation et à la gestion de déchets, de résidus miniers, de matières résiduelles et de matières dangereuses trouvés	0%	0%	0%	0%

Paraphes : _____

_____

	en surface (amoncellement)				
B-2.4	La mise en pile, le tamisage et la ségrégation des matières résiduelles enfouies non mélangées aux sols contaminés	50%	50%	50%	50%
B-3	**TRANSPORT**				
B-3.1	Transport en vue d'une valorisation, réemploi, recyclage (hors recouvrement journalier d'un LET) des matières résiduelles, lorsque mélangées aux sols contaminés (respectant les critères)	50%	50%	50%	50%
B-3.2	Transport en vue d'une valorisation, réemploi, recyclage (hors recouvrement journalier d'un LET) des matières résiduelles, lorsque mélangées aux sols contaminés (ne respectant pas les critères)	50%	50%	50%	50%
B-3.3	Transport en vue d'une valorisation, réemploi ou recyclage (hors recouvrement journalier d'un LET) des matières résiduelles non mélangées aux sols contaminés	50%	50%	50%	50%
B-3.4	Transport en vue d'une élimination des matières résiduelles, lorsque mélangées aux sols contaminés (respectant ou non les critères)	30%	30%	30%	30%
B-3.5	Transport en vue d'une élimination des matières résiduelles, lorsque non mélangées aux sols contaminés	30%	30%	30%	30%
B-3.6	Transport des matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement)	0%	0%	0%	0%
B-4	**VALORISATION**				
B-4.1	Valorisation des matières résiduelles (hors recouvrement journalier d'un LET) lorsque mélangées aux sols contaminés (respectant ou non les	50%	50%	50%	50%

Paraphes : _____

_____

	critères/valeurs limites réglementaires)				
B-4.2	Valorisation des matières résiduelles enfouies (hors recouvrement journalier d'un LET) lorsque non mélangées aux sols contaminés	50%	50%	50%	50%
B-4.3	Valorisation des matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement)	0%	0%	0%	0%
B-5	**ÉLIMINATION**				
B-5.1	Élimination des matières résiduelles (non retrouvées en surface) mélangées ou non aux sols contaminés (respectant ou non les critères)	30%	30%	30%	30%
B-5.2	Élimination des matières résiduelles retrouvées en surface (amoncellement)	0%	0%	0%	0%
C	**EAU SOUTERRAINE**				
C-1	**POMPAGE**				
C-1.1	Pompage de l'eau (souterraine, fond d'excavation, surface, ruissellement) ne respectant pas les critères/normes pour le traitement	70%	70%	70%	70%
C-1.2	Pompage de l'eau (souterraine, fond d'excavation, surface, ruissellement) respectant les critères/normes pour l'élimination (égout, fossé)	70%	0%	70%	0%
C-2	**TRANSPORT**				
C-2.1	Transport hors site de l'eau contaminée (souterraine, fond d'excavation, surface, ruissellement) (ne respectant pas les critères/normes) pour traitement	70%	70%	90%	90%
C-2.2	Transport hors site de l'eau (souterraine, fond d'excavation, de surface, ruissellement) non contaminée (respectant les critères/normes) pour traitement	70%	70%	90%	90%

Paraphes : _____

_____

C-3	**TRAITEMENT**				
C-3.1	Traitement *in situ* de l'eau souterraine ne respectant pas les critères/normes	90%	n.a.	100%	n.a.
C-3.2	Traitement sur site de l'eau ne respectant pas les critères/normes (eau souterraine, fond d'excavation, de surface, ruissellement)	70%	70%	90%	90%
C-3.3	Traitement hors site de l'eau ne respectant pas les critères/normes (eau souterraine, fond d'excavation, de surface, ruissellement)	70%	70%	90%	90%
C-3.4	Traitement *in situ* de l'eau souterraine respectant les critères/normes	n.a.	90%	n.a.	100%
C-3.5	Traitement sur site de l'eau respectant les critères/normes (eau souterraine, fond d'excavation, de surface, ruissellement)	n.a.	70%	n.a.	90%
C-3.6	Traitement hors site de l'eau respectant les critères/normes (eau souterraine, fond d'excavation, de surface, ruissellement)	n.a.	70%	n.a.	90%
D	**AUTRES**				
D-1	**AUTRES COÛTS ADMISSIBLES**				
D-1.1	Mesures de confinement	70%	n.a.	70%	n.a.
D-1.2	Mesures de soutènement	70%	0%	70%	0%
D-1.3	Mesures de contrôle et de suivi environnemental	70%	70%	70%	70%
D-1.4	Mesures de mitigation des gaz (excluant l'entretien)	70%	70%	70%	70%
D-1.5	Installation de puits d'observation	70%	n.a.	70%	n.a.
D-1.6	Enlèvement d'un réservoir et le transport de produits pétroliers, lorsque non soumis aux obligations de la RBQ	70%	n.a.	70%	n.a.
D-1.7	Démantèlement et remise en place de constructions au niveau du sol ou enfouies pour atteindre les sols contaminés	70%	0%	70%	0%
D-1.8	La réalisation des différentes phases des travaux admissibles par des organismes d'utilité publique	70%	0%	70%	0%

Paraphes : _____

_____

Numéro du décret de l'entente : 286-2018
Avenant numéro 2

D-1.9	Les analyses chimiques pour la surveillance et le contrôle des travaux ainsi que le prélèvement d'échantillons	70%	n.a.	70%	n.a.
D-1.10	Utilisation et installation d'équipements requis pour sécuriser le chantier pour la durée des travaux de réhabilitation	70%	0%	70%	0%
D-1.11	Panneau de chantier	70%	0%	70%	0%
D-1.12	Taxes nettes	Variable	Variable	Variable	Variable
E	**COÛTS NON ADMISSIBLES**				
E-1	**COÛTS NON ADMISSIBLES**				
E-1.1	Travaux de démolition d'une construction hors sols	0%	0%	0%	0%
E-1.2	Travaux liés à un projet d'investissement	0%	0%	0%	0%
E-1.3	Mobilisation et démobilisation d'équipement	0%	0%	0%	0%
E-1.4	Coûts d'acquisition de terrains et autres intérêts connexes	0%	0%	0%	0%
E-1.5	Honoraires des conseillers juridiques	0%	0%	0%	0%
E-1.6	Salaires et avantages sociaux des employés municipaux	0%	0%	0%	0%
E-1.7	Frais d'exploitation ou d'administration de la Ville	0%	0%	0%	0%
E-1.8	Frais de financement permanent ou temporaire	0%	0%	0%	0%
E-1.9	Frais exigés par le MELCC ou la Ville pour des permis	0%	0%	0%	0%
E-1.10	Frais pour la préparation de la demande d'aide financière	0%	0%	0%	0%

n.a.: non applicable, ce qui correspond à 0% de financement

Paraphes : _____

_____

CE : 20.023

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.024

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.025

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.026

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 20.027

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200081005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

Il est recommandé :
1- d'autoriser l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie à accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Direction des relations avec les citoyens, des services administratifs et du greffe de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 14:30

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 4 mai 2020	Résolution: CA20 26 0109

Résilier 18 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont−La Petite-Patrie durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19 − Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

Il est proposé par Jocelyn Pauzé

appuyé par Christine Gosselin

Et résolu :

De résilier les contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19;

De recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Direction des relations avec les citoyens, des services administratifs et du greffe de l'Arrondissement.

Adoptée à l'unanimité.

20.13 1200081005

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 mai 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1200081005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés au dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu aux contrats. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier vise à autoriser l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie à accorder une aide financière aux artistes et travailleurs culturels mentionnés dans le dossier décisionnel, pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations (7 972,50 $) et le montant total prévu aux contrats (16 951,50 $). Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tarik CHABANE CHAOUCHE
Chef de division Culture - bibliothèques et expertise

514 868-3880
Tél :
Télécop. : 514 872-4665

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.027

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200081005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Résilier 18 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont –La Petite-Patrie durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19 - Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

Il est recommandé:
De résilier les contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie pour la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19;

De recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leur résiliation et le montant total prévu au contrat;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites à l'intervention de la Direction des relations avec les citoyens, des services administratifs et du greffe de l'Arrondissement.

Signé par Daniel LAFOND **Le** 2020-05-01 08:51

Signataire : Daniel LAFOND

Directeur d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200081005**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Résilier 18 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19 - Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le mois de mars 2020, la situation sanitaire en lien avec la COVID-19 a entraîné une série de mesures exceptionnelles, dont l'interdiction de rassemblements, intérieurs et extérieurs, ainsi que l'annulation de nombreux spectacles et activités. Plus spécifiquement, la Ville de Montréal annonçait le 7 avril dernier, l'annulation de l'ensemble des festivals, événements et rassemblements publics sur le territoire montréalais jusqu'au 2 juillet. Directement touchés par ces mesures, le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques sont donc fermés depuis le 12 mars dernier, et ce jusqu'à nouvel ordre, et l'ensemble de leurs activités sont reportées ou annulées.

En raison de cette situation exceptionnelle qui touche durement le milieu culturel, le Service de la culture et les directions Culture, Sports, Loisirs et Développement social des arrondissements souhaitent honorer en totalité les cachets prévus des artistes et travailleurs culturels qui devaient présenter des animations, médiations et activités dans le réseau Accès culture et le réseau des bibliothèques durant cette période afin de ne pas les fragiliser. Ces artistes et travailleurs culturels étant actuellement des personnes dans le besoin.

Cette orientation est renforcée par la décision du Conseil des arts de Montréal de payer l'entièreté des sommes dues aux artistes devant présenter des spectacles et expositions dans le réseau Accès culture *dans le cadre du Conseil des arts de Montréal en tournée* durant cette période.

En vertu de la loi, un arrondissement ne peut octroyer de l'aide financière à une personne physique. Toutefois en vertu de l'article 91 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1), il est possible d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler. Ce pouvoir relève de la compétence du comité exécutif en vertu de l'article 34.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et non des conseils d'arrondissement.

Afin de pouvoir verser une subvention aux artistes et aux travailleurs culturels dont les activités ont été annulées, et en conséquence que les contrats et conventions doivent être résiliés, d'une part, le conseil de l'arrondissement résilie les contrats ou conventions relatifs à des spectacles et des activités culturelles prévus dans l'arrondissement durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19 et, d'autre part, il recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention. Le montant de la subvention correspond au montant total prévu au contrat ou à la convention, moins les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations, s'il y a lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

L'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie souhaite résilier 18 contrats ou conventions conclus avec des artistes et travailleurs culturels dont les spectacles et activités dans l'arrondissement ont été annulés pour un montant total de 8 979 $ (voir tableau en pièce jointe).
En contrepartie, ces personnes étant actuellement dans le besoin, l'Arrondissement recommande au comité exécutif de leur octroyer une subvention dont le montant correspond à la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat (détails dans le tableau en pièce jointe), pour un montant total de 8 979 $.

JUSTIFICATION

Les contrats et conventions liant la Ville aux artistes et travailleurs culturels constituent des contrats de service. En conséquence, la Ville ne serait tenue que de payer les sommes dues pour les services effectivement fournis et les dépenses réellement engagées par l'artiste. Payer la totalité des sommes prévues à ces contrats ou conventions alors que les prestations n'ont pas été données par l'artiste ou le travailleur artistique équivaut à aider financièrement une personne physique. Or, le conseil d'arrondissement n'a pas un tel pouvoir de subvention

Toutefois, en vertu de l'article 91 de la *Loi sur les compétences municipales* , il est possible pour le comité exécutif d'octroyer une subvention à une personne dans le besoin, situation dans laquelle se trouvent actuellement les artistes ou travailleurs culturels empêchés de travailler. En ce qui a trait aux OBNL, le conseil d'arrondissement a le pouvoir de leur octroyer des subventions, à certaines conditions, en vertu de l'article 141 de la Charte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal des contributions financières accordées sera de 8 979 $.
Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme de 8 979 $, est prévu à l'Arrondissement. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Une partie de cette dépense, au montant de 100 $, sera faite dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel. Cette dépense de contribution financière sera aussi admissible dans le cadre de l'Entente sur le développement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien à la création, aux arts et à la culture contribue à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La Ville souhaite promouvoir la création et favoriser l'accessibilité aux arts et à la culture sur son territoire. L'octroi de ces subventions permet à la Ville d'offrir un soutien au milieu culturel et ne pas fragiliser davantage les artistes et les travailleurs culturels dont les revenus annuels moyens sont moindres que l'ensemble des travailleurs. Dans le cas des bibliothèques, les contractuels embauchés collaborent souvent aux différents projets depuis plusieurs années et cela permettrait d'éviter une perte d'expertise significative.
Comme la Ville n'a pas d'objectif de rentabilité pour ces activités, l'octroi de subvention à ces artistes et travailleurs culturels n'aura pas d'impact budgétaire puisque ces sommes étaient déjà engagées et prévues au budget de l'Arrondissement.

Également, il est important de garder une cohérence et un alignement conjoint avec nos différents partenaires, notamment le Conseil des arts de Montréal, qui ont annoncé diverses mesures de soutien au milieu culturel.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La pandémie qui bouleverse actuellement l'ensemble des activités de la planète a un impact important sur le milieu culturel et les artistes qui offrent une programmation culturelle sur le territoire montréalais. Dans ce contexte, de nombreuses activités culturelles ont dû être annulées. Il est donc recommandé de maintenir le soutien accordé aux artistes par la Ville afin de ne pas les fragiliser davantage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : résiliation des contrats et signature de quittance
Mai 2020 : adoption par le CA
Juin 2020: adoption par le CE
Juin 2020 : paiements aux artistes

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vertu de l'article 85.1 de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe (Dat-Minh TRUONG)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte LEFEBVRE
Chef de division Culture - bibliothèques et expertise

Tél : 514 868-3880
Télécop. : 514 872-4665

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Martin SAVARIA
Directeur de la culture des sports des loisirs et du développement social

Tél : 514 872-9446
Télécop. : 514 872-4665

	Date	Spectacle / activité	Nom du contractant / artiste	No fournisseur	Bon de commande ou SDP	Dépense financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel (oui / non)	Centre de responsabilité budgétaire	Montant total prévu de l'activité (taxes incluses)	Montant payé à ce jour (avant taxes)	Montant à verser en subvention (avant taxes)	Responsable	Commentaires
1	Entre le 28 mars et le 3 avril 2020	2 périodes de permanence Créaphire	Francis Blassonville-Binet	548564	N/A	Non	350160	261.00 $	0.00 $	261.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
2	Entre le 31 mars et le 20 juin 2020	Contrat pour 28 séances d'heure du conte - **18 heures du conte annulées entre le 31 mars et le 20 juin**	Karine Sauvé	548993	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3819, 2021GRK3ACLSL.RPP3409, 2021GRK3ACLSL.RPP3410, 2022GRK3ACLSL.RPP3702, 2022GRK3ACLSL.RPP3268, 2022GRK3ACLSL.RPP3269	Non	350128	9 940.00 $	2 970.00 $	2 970.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
3	Inscrivez- Ier avril 2020	Ciné Mouna (CANI en tournée)	Mahsen El Ghaziri	537323	2022GRK3ACLSL.RPP3265	Non	350128	542.00 $	0.00 $	542.00 $	Anik Robichaud-Gauvin	Maison de la culture
4	Inscrivez- Ier avril 2020	Discussion après le spectacle Ciné Mouna	Mahsen El Ghaziri	537323	N/A	Oui	501160	50.00 $	0.00 $	50.00 $	Anik Robichaud-Gauvin	Maison de la culture
5	Entre le 2 avril 2020 et le 14 mai 2020	Heures du conte	Noé Crispel	1332/94	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3132, 2022GRK3ACLSL.RPP3132	Non	350128	1 200.00 $	600.00 $	600.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de La Petite-Patrie
6	Entre le 6 avril et le 31 mai 2020	Contrat pour 32 périodes de permanence - **11 périodes de permanence Créaphire annulées entre le 6 avril et le 31 mai**	Francis Blassonville-Binet	548564	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3279, 2022GRK3ACLSL.RPP3781, 2022GRK3ACLSL.RPP3139, 2022GRK3ACLSL.RPP3142	Non	350160	3 297.00 $	2 187.60 $	1 113.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
7	Saturday 4 April 2020	Heure du conte	Karine Sauvé	548993	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3402, 2022GRK3ACLSL.RPP3628	Non	350128	990.00 $	660.00 $	330.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de Rosemont
8	Sunday 5 April 2020	Bacs et plumes	Groupe Unis des Educateurs-Naturalistes et Professionnels (UNEP)	86859	N/A	Non	350128	180.00 $	0.00 $	180.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de Rosemont
9	Thursday 9 April 2020	Madame Catherine prépare sa classe de troisième (CANI en tournée)	Thérèse Bonnet Buffaud / Jean-Jacques Bonnet	4972/99	2022GRK3ACLSL.RPP3426	Non	350128	650.00 $	0.00 $	650.00 $	Anik Robichaud-Gauvin	Maison de la culture
10	Saturday 11 April 2020	Les aventures fort-la-griche	La Caravane enchantée	539753	N/A	Non	350160	360.00 $	0.00 $	360.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
11	Wednesday 15 April 2020	Atelier de création de danse percussive	Les Archipels danse / Philippe Meunier	5846895	N/A	Non	350128	300.00 $	0.00 $	300.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de La Petite-Patrie
12	Thursday 16 April 2020	Cohabitation avec la faune urbaine	SPCA / Elise Desaulniers	117369	4EDF des versements académiques 5607/18RK3SDSA.RPP7671, 5612/20RK3SDSA.RPP8043	Non	350150	1 062.00 $	850.00 $	212.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
13	Thursday 16 April 2020	Discussion après spectacle La Plisuse	Mile Mondétal, arts interculturels / Nadya Mondé	133369	N/A	Oui	501160	60.00 $	0.00 $	60.00 $	Anik Robichaud-Gauvin	Maison de la culture
14	jeudi 16 avril 2020 et samedi 18 avril 2020	Heure du conte et bambin bouge, lit, chanté et découvre	Marie-Eve Lefebvre-Legault	413561	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3409, 2022GRK3ACLSL.RPP3268	Non	350128	675.00 $	350.00 $	325.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de Rosemont
15	Sunday 19 April 2020	Le merveilleux au-dedans et au-dehors	Louisa960 / Maria Isabel Rodriguez	548474	N/A	Non	350160	360.00 $	0.00 $	360.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
16	dimanches 19 avril 2020 et 10 mai 2020	Heures du conte	Catherine Auzat	453679	4EDF des versements académiques 2021GRK3ACLSL.RPP3628, 2021GRK3ACLSL.RPP3429, 2022GRK3ACLSL.RPP3149	Non	350128	625.00 $	375.00 $	250.00 $	Ariane Guertal	Bibliothèque de La Petite-Patrie
17	Thursday 30 April 2020	À qui le tour?	Fondation Méricoptère Bleu	102/94	N/A	Non	350160	126.00 $	0.00 $	126.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau
18	Thursday 21 May 2020	Cuir-contes-leurs En scène : de bobards et de légendes	Distribution Les anachronels rougissent inc.	5671665	N/A	Non	350160	350.00 $	0.00 $	350.00 $	Émilie Cardu-Beaupré	Bibliothèque Marc-Favreau

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1200081005

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Résilier 18 contrats et conventions de services octroyés aux artistes et travailleurs culturels pour les spectacles, expositions et activités culturelles prévus dans l'arrondissement de Rosemont –La Petite-Patrie durant la période du 12 mars au 2 juillet 2020 inclusivement et qui ont été annulés en raison de la COVID-19 - Recommander au comité exécutif d'octroyer une aide financière à ces artistes et travailleurs culturels pour la différence entre les dépenses ayant été engagées et payées pour l'exécution des contrats et conventions avant leurs résiliations et le montant total prévu au contrat. Le montant total de l'aide financière accordée s'élève à 8 979 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1200081005 - Contrat artistes.xls

GDD 1200081005 - Contrat artistes.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Dat-Minh TRUONG
Conseiller(ere) en gestion des ressources financieres
Tél : 514-868-3874

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Oana BAICESCU-PETIT
C/d ress. fin. Mat.Informationnelles Rosemont - La Petite-Patrie
Tél : 514 872-3938
Division : Rosemont - La Petite-Patrie , Direction des relations avec les citoyens_des services administratifs et du greffe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.028

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207598005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). / Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. / Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

Il est recommandé :

1) d'approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ c M-30);

2) d'autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu des paragraphes 9.2 et 9.3 de la convention de contribution financière selon la forme énoncée à l'Annexe C de cette convention;

3) de demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-12 15:48

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1207598005**

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). / Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. / Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») gagnait le grand prix de 50 000 000 $ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agissait d'un appel à candidatures du ministère des Infrastructures et des Collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de la Ville de Montréal portait sur la mobilité et l'accès à l'alimentation pour les personnes vulnérables. De plus, la candidature comprenait une composante de partage de données sociales et de données en mobilité. Ce prix de 50 000 000 $ permettra la mise en œuvre d'un ensemble de projets proposé par la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes sur une période de 5 ans. La réalisation des projets de la proposition au cours des prochaines années vise à améliorer la mobilité et l'accès à l'alimentation saine et abordable dans les quartiers, et ce faisant, contribuera de manière importante à la transformation de la Ville de Montréal en ville intelligente.

Un projet de convention de contribution financière, dont l'objet est d'établir les modalités selon lesquelles le Canada fournira le financement maximal de 50 000 000 $ à la Ville pour la réalisation du projet proposé par la Ville dans le cadre du Défi des villes intelligentes, a été élaboré par le gouvernement du Canada, en consultation avec la Ville de Montréal. Le présent sommaire décisionnel recommande donc l'approbation de ce projet de convention de contribution financière par le comité exécutif de la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 191701 - 6 novembre 2019 - Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.
CE 190021 - 9 janvier 2019 - Autoriser l'acceptation d'une subvention de 250 000$ du gouvernement du Canada dans le cadre du Défi des villes intelligentes. Le projet de convention de contribution financière entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada (ci-après le «Canada») et la Ville de Montréal est conditionnel à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30). Autoriser un budget de dépense additionnel de 250 000 $ équivalent au revenu de subvention pour l'élaboration de la proposition définitive.

DESCRIPTION

La convention de contribution financière vise à définir les termes de l'entente de contribution financière maximale de 50 000 000 $ entre le gouvernement du Canada et la Ville de Montréal pour la réalisation du projet du Défi des villes intelligentes.
Plus spécifiquement, selon cette entente, le gouvernement du Canada versera des subventions en mode continu au cours des 5 prochaines années en fonction de l'atteinte de jalons et de résultats définis à l'annexe A du projet d'entente.

Un calendrier de reddition de compte a été établi par les parties afin que la Ville de Montréal puisse soumettre au moins deux fois par année une demande de paiement. Cette demande de paiement doit d'ailleurs, en vertu de la convention, être accompagnée d'une déclaration signée par le coprésident nommé par la Ville pour siéger au comité de gestion créé en vertu de la convention, coprésident qui sera le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal. Étant donné que la convention exige que ce coprésident soit expressément autorisé à remettre cette déclaration par l'instance compétente à l'égard de la convention, le présent sommaire décisionnel recommande au comité exécutif d'autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à émettre et signer toute déclaration relative à ces demandes de paiement.

En outre, le projet financé par la présente convention de contribution financière s'inscrit à la fois dans des compétences d'agglomération - notamment en matière de transport collectif - et du conseil de la ville - notamment en matière de développement économique, local et communautaire -. Compte tenu de cette compétence mixte et dans la mesure où la convention n'entraîne aucune dépense pour la Ville, l'instance compétente pour conclure cette convention est le comité exécutif, en vertu des articles 57 et 18 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c E-20.001) (ci -après la « LECCMCA »), du décret 1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'agglomération de Montréal, et de l'article 33 alinéa 2 de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ c. C-11.4) (ci-après la « Charte »). Notons toutefois qu'il est entendu que le financement versé en vertu de cette convention sera réparti entre les différents niveaux de la Ville - agglomération et Ville-centre - en fonction de leur responsabilité respective à l'égard de la réalisation du projet.

Enfin, l'obtention d'un décret du gouvernement du Québec est nécessaire pour autoriser la Ville à conclure la présente convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada. Le décret sera émis seulement lorsque les instances auront approuvé le présent dossier.

JUSTIFICATION

Le Laboratoire d'innovation urbaine (ci-après le « LIUM ») est responsable de la mise en oeuvre intelligentes, du soutien aux partenaires dans la réalisation des projets soumis dans la candidat

fédéral sur l'administration de l'entente pour les cinq prochaines années.
Pour ce faire, le LIUM a mis en place une équipe interne de pilotage du Défi des villes intelligen
avec les partenaires les premiers dossiers de financement visant à octroyer des subventions po
derniers.

Le tableau ci-dessous présente les projets en phase de démarrage pour lesquels des sommes o
depuis le début de janvier 2020 (de l'ordre de 3,8 M$) à même le budget rendu disponible par
191701.

Projet	Pôle du Défi	Partenaire
Collecte de données sociales sur les autochtones	**Données sociales**	RÉSEAU de la communau autochtone à Montréal
Mobilité de quartier	**Mobilité**	Solon
Plateforme en ligne de mutualisation d'équipements de production alimentaire	**Alimentation**	La cantine pour tous
Système alimentaire intégré	**Alimentation**	Récolte
Valorisation des données en mobilité	**Données de mobilité**	FabMobQc
Centrale de mobilité intégrée - compte citoyen	**Mobilité**	ARTM
Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire	**Gouvernance**	La Maison de l'innivation so (MIS)
Serres urbaines - étude de faisabilité sur le site du CESM	**Alimentation**	AULab
Plateforme numérique de mobilité	**Données de mobilité**	Jalon
Contribution au projet pilote de coupons alimentaires	**Alimentation**	Carrefour alimentaire Cent
Création d'outils de gestion et d'analyse de données sociales	**Données sociales**	Centre de recherche en étu interdisciplinaires de Montr l'Université McGill (CRIEM)
Évaluation du système alimentaire local et intégré	**Alimentation**	Chaire de recherche sur la transition écologique de l'U
Pilotage du programme Défi des villes intelligentes par le LIUM	**Pilotage du programme** (budget de fonctionnement du 1 janvier 2020 au 30 avril 2020)	LIUM

L'approbation du présent dossier permettra à la Ville de Montréal d'approuver l'entente de cont

et d'entamer le processus d'obtention d'un décret du gouvernement du Québec, autorisant ains

Aussitôt l'entente conclue avec le gouvernement fédéral, la Ville de Montréal pourra entreprenc
d'obtenir le remboursement des dépenses engagées.

La réalisation des projets soumis par la Ville de Montréal doit être terminée à l'intérieur d'une p
2025, et la reddition de compte finale au plus tard le 30 novembre 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser l'entente de contribution financière
projets soumis dans la candidature de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada.
Le tableau ici-bas détaille les dépenses estimées pour la période 2020 à 2025 pour le montant
par l'atteinte de jalons et de livrables, au cours de la période de réalisation des projets qui se t

Budget	2020		2021		20
Thématique et par compétences	100 % local	100 % agglo	100 % local	100 % agglo	100 % local
Centrale de mobilité Intégrée		500 $		2 177 $	
Dossier citoyen Intégré	500 $		400 $		
Solutions mobilité de quartier	900 $		2 341 $		2 550 $
Système alimentaire local intégré	692 $		2 921 $		3 998 $
Pôle de données de mobilité	- $	915 $		1 067 $	
Pôle de données sociales	375 $		1 828 $		1 819 $
Gouvernance participative	474 $		474 $		474 $
Encadrement – Pilotage du projet - Équipe Ville - LIUM	910 $		969 $		910 $
Total par compétences	**3 851 $**	**1 415 $**	**8 933 $**	**3 244 $**	**9 751 $**
Total annuel K$		5 266 $		12 177 $	

Cette dépense est financée par une subvention de 50 000 000 $ dans le cadre de la compétitio
aucune charge aux contribuables. Les crédits nécessaires pour la réalisation de ces projets ont

La répartition budgétaire est à la hauteur de 66 % pour la Ville centre pour les thématiques qui
compétence locale et de 34 % pour l'agglomération pour les thématiques qui concernent le trai

La répartition entre les compétences est estimée selon les projets et les budgets prévus pour le
que les dépenses se matérialiseront. Cette même répartition sera utilisée pour la comptabilisati

Toutes sommes inutilisées à la fin du projet prévu pour le 31 mars 2025 devront être retournée

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les projets développés et mis en place dans le cadre du Défi des villes intelligentes du Canada répondent aux principes de développement durable puisqu'ils visent à une meilleure qualité de vie des Montréalaises et Montréalais. À cet effet, il est prévu de développer des métriques ayant un impact sur le développement durable, plus particulièrement sur le volet environnemental.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du présent dossier permettra à la Ville de Montréal d'avoir accès à la subvention maximale de 50 M$, permettant la mise en place du processus de paiement avec le gouvernement fédéral. Suite à la signature de la convention la Ville pour obtenir le

remboursement des sommes préalablement engagés auprès des partenaires et les dépenses encourues pour soutenir l'équipe interne de pilotage du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fait que le gouvernement du Québec soit mobilisé pour adresser la crise sanitaire de la COVID-19 fait en sorte que cette situation pourrait avoir un impact sur la tenue des séances régulières du conseil des ministres. Selon le calendrier original, la dernière séance du conseil de ministres est prévue pour le mois de juin 2020, suivi d'une période de relâche. La reprise des travaux se ferait en septembre 2020. Il est raisonnable de penser que le calendrier risque d'être bousculé par des activités prioritaires en considérant la situation exceptionnelle à laquelle le gouvernement du Québec fait face. D'où l'importance de soumettre dans les plus brefs délais auprès du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (ci-après le « MAMH ») le projet d'entente de subvention du gouvernement fédéral pour s'inscrire dans le processus d'obtention du décret d'autorisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour ce dossier

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1) Approbation de la convention pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret du gouvernement du Québec.
2) Soumettre le dossier au MAMH pour révision et inscription à l'ordre du jour du conseil des ministres pour l'obtention du décret du gouvernement du Québec autorisant la Ville de Montréal à signer l'entente avec le gouvernement fédéral.
3) Conclusion de l'entente avec le gouvernement fédéral.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Renaud GOSSELIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-04

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats

Tél : 514-872-9609
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Aldo RIZZI
Chef de division - stratégie d'affaires et partenatiats
Tél : 514-872-9609
Approuvé le : 2020-05-06

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207598005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). / Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. / Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu la convention de contribution financière à intervenir entre la Ville de Montréal et Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Pour pouvoir être conclue par la Ville, cette convention de contribution financière doit être autorisée par l'entremise d'un décret d'autorisation adopté par le Gouvernement du Québec.

FICHIERS JOINTS

2020-04-27-Defi Villes intelligentes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renaud GOSSELIN
Avocat

Tél : 514-872-0185

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division et notaire
Service des affaires juridiques
Direction des affaires civiles - Droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
27 AVR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CANADA – VILLE DE MONTRÉAL

DÉFI DES VILLES INTELLIGENTES

ENTENTE POUR LE PROJET DU DÉFI DES VILLES INTELLIGENTES

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, représentée par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités

(ci-après le « Canada »),

ET **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6

(ci-après le « Bénéficiaire »),

Appelés ci-après individuellement la « Partie » et collectivement les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a établi l'Initiative Impact Canada dans le budget de 2017 pour aider les ministères à accélérer l'adoption d'approches fondées sur les résultats afin de générer des retombées concrètes pour les Canadiens;

ATTENDU QUE le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités est responsable d'un programme dans le cadre de l'Initiative Impact Canada intitulé le Défi des villes intelligentes (le « Programme »);

ATTENDU QUE le Programme est un concours, ouvert à toutes les municipalités, gouvernements locaux ou régionaux et collectivités autochtones (Premières Nations, Inuits et Métis) partout au Canada, qui les met au défi d'élaborer et de mettre en œuvre des approches de villes intelligentes pour obtenir des résultats significatifs pour les résidents à travers l'utilisation de données et de technologies connectées;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire est un organisme municipal qui est admissible dans le cadre du Programme et ayant été retenu en tant que Finaliste admissible au financement dans le cadre du Programme;

ATTENDU QUE le décret ministériel n° **[ ]**, en date du **[ ]** autorise dûment le Bénéficiaire à signer la présente Entente et confirme la validité et le caractère exécutoire de la présente Entente conformément à la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, RLRQ, c. M-30;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire est responsable d'exécuter le Projet comme décrit à l'annexe A (« le Projet ») et que le Canada souhaite fournir un soutien financier au Projet et à ses objectifs;

ATTENDU QUE la contribution du Canada sera fondée sur les Jalons accomplis;

PAR CONSÉQUENT, les Parties conviennent de ce qui suit par la présente :

1. INTERPRÉTATION

1.1 DÉFINITIONS

Outre les termes définis dans le préambule et ailleurs dans la présente Entente, un terme débutant par une lettre majuscule a le sens qui lui est donné dans le présent article :

« **Aide financière totale** » désigne les fonds provenant de toutes les sources versés pour les dépenses du Projet, y compris les fonds provenant du Bénéficiaire et des gouvernements fédéral et provinciaux, territoriaux et municipaux, de même que de toute autre source de financement, notamment les Contributions en nature.

« **Avantages communautaires en matière d'emploi** » désigne une stratégie qui comprend l'établissement de cibles précises pour offrir des possibilités et des avantages économiques à au moins trois des groupes cibles suivants : les apprentis, les Autochtones, les femmes, les personnes handicapées, les anciens combattants, les jeunes, les nouveaux immigrants, les PME et les entreprises sociales dans les approches

utilisées dans les aspects du recrutement, de la formation et de l'approvisionnement de la mise en œuvre du Projet.

« **Bien** » désigne tout bien réel ou personnel ou bien immeuble ou meuble acquis, acheté, construit, rénové ou amélioré, en tout ou en partie, grâce aux fonds versés par le Canada en vertu des modalités de la présente Entente.

« **Comité** » désigne le Comité de gestion de l'Entente mis sur pied aux termes du paragraphe 5.1 (Constitution et dissolution).

« **Contrat** » désigne une entente entre le Bénéficiaire et une Tierce partie dans laquelle la Tierce partie convient de fournir un produit ou un service dans le cadre du Projet en échange d'une rétribution financière.

« **Contribution en nature** » désigne des biens et services non monétaires reçus auxquels une juste valeur est attribuée sans qu'il n'y ait de paiement en contrepartie.

« **Date d'achèvement du Projet** » désigne la date à laquelle toutes les activités financées du Projet en vertu de la présente Entente ont été achevées et qui doit être au plus tard le 31 mars 2025.

« **Date d'approbation du Projet** » désigne le 14 mai 2019, date à laquelle le projet du Bénéficiaire a été approuvé en principe et annoncé publiquement lors de l'annonce du gagnant du Défi des villes intelligentes à Ottawa.

« **Date de fin de l'Entente** » désigne le 31 janvier 2026.

« **Date de la réclamation de jalon finale** » désigne la date la plus rapprochée à laquelle la réclamation d'étape finale est présentée au Canada et deux (2) mois avant la Date de fin de l'Entente.

« **Date d'entrée en vigueur** » désigne la date à laquelle la présente Entente est signée par la dernière Partie.

« **Entente** » désigne la présente entente de contribution et toutes ses annexes, ainsi que toutes les modifications qui peuvent y être apportées de temps à autre.

« **Exercice financier** » désigne la période débutant le 1er avril d'une année et se terminant le 31 mars de l'année suivante.

« **Jalon** » désigne un élément du Projet qui doit être réalisé par le Bénéficiaire et auquel le Canada versera une contribution, tel que déterminé par les Parties à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie).

« **Juste valeur** » désigne un montant convenu lors d'une transaction sans lien de dépendance entre des parties bien informées et consentantes agissant en toute liberté.

« **Période d'aliénation des Biens** » désigne la période commençant à la Date d'entrée en vigueur et se terminant cinq (5) ans après la Date d'achèvement du Projet.

« **Projet** » désigne le Projet décrit à l'annexe A (Le Projet).

« **Tierce partie** » désigne toute personne ou entité juridique, autre que l'une des Parties, qui participe à la mise en œuvre du Projet dans le cadre d'un Contrat.

1.2 *INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE*

La présente Entente comporte l'intégralité de l'entente entre les Parties relativement à l'objet de l'Entente. Aucun document, négociation, disposition, engagement, ni entente préalable n'a d'effet juridique, à moins d'être inclus par référence à la présente Entente. Aucune déclaration ni garantie, explicite, implicite ou autre, n'est faite ou donnée par le Canada au Bénéficiaire, sauf ce qui est expressément prévu dans la présente Entente.

1.3 *DURÉE DE L'ENTENTE*

La présente Entente prend effet à compter de la Date d'entrée en vigueur et prend fin à la Date de fin de l'Entente, à moins qu'elle ne soit résiliée antérieurement conformément à la présente Entente.

1.4 *ANNEXES*

Les annexes suivantes font partie intégrante de l'Entente :

Annexe A – Le Projet

- Annexe A.1 - Activités du Projet, résultats attendus et budget
- Annexe A.2 - Jalons et flux de trésorerie

Annexe B – Exigences en matière de présentation de rapports

- Annexe B.1 – Rapports d'étape
- Annexe B.2 – Rapport final

Annexe C – Déclaration d'achèvement des réclamations de Jalon

- Annexe C.1 – Déclaration d'achèvement - Jalon
- Annexe C.2 – Déclaration d'achèvement - Projet

Annexe D – Protocole de communications

2. OBJET DE L'ENTENTE

L'objet de la présente Entente est d'établir les modalités selon lesquelles le Canada fournira un financement au Bénéficiaire dans le cadre du Projet.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 CONTRIBUTION PAR LE CANADA

a) Le Canada convient de verser une contribution au Bénéficiaire pour le Projet, jusqu'à concurrence de cinquante millions de dollars (50 000 000 $).

b) Le Canada versera la contribution selon les modalités de la présente Entente et selon la ventilation pour l'Exercice financier présentée à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie).

c) Les Parties reconnaissent que le rôle du Canada en ce qui a trait au Projet se limite à verser une contribution financière au Bénéficiaire et que le Canada ne participera d'aucune façon à la mise en œuvre et à l'exécution du Projet. Le Canada n'est ni décideur ni administrateur du Projet.

3.2 ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

a) Le Bénéficiaire doit compléter le Projet de manière diligente et en temps opportun, en respectant les délais précisés dans la présente Entente et conformément aux modalités de la présente Entente.

b) Le Bénéficiaire est responsable de tous les coûts du Projet, y compris les dépassements de coûts, le cas échéant.

c) Le Bénéficiaire informera le Canada rapidement de l'aide financière totale reçue ou due pour le Projet.

d) Le Bénéficiaire doit rembourser au Canada tout paiement excédentaire reçu, incluant tout montant remboursé en trop, conformément aux modalités de la présente Entente.

e) Le Bénéficiaire obtiendra tous les droits, intérêts, permis, licences, approbations, enregistrements et toutes autorisations nécessaires pour réaliser le Projet, et chaque Jalon.

f) Le Bénéficiaire est responsable d'assurer l'exploitation, l'entretien et la réparation continus de tout Bien lié au Projet en fonction des normes appropriées pendant la Période d'aliénation des Biens.

g) Le Bénéficiaire obtiendra tous les droits ou tous les intérêts sur toutes les terres nécessaires à la conception, à la construction et à l'achèvement du Projet et à chaque Jalon, puis il conservera ces droits pour la Période d'aliénation des Biens. Le Bénéficiaire veillera à ce que les droits ou les intérêts fonciers qui doivent être publiés en vertu du système de publication foncière applicable le soient et demeurent en règle pendant la Période d'aliénation des Biens. Après la Période d'aliénation des Biens, le Bénéficiaire peut disposer de tous les droits et intérêts qu'il possède eu égard aux Biens.

h) Le Canada peut exiger du Bénéficiaire qu'il déclare au Canada tout montant dû à la Couronne fédérale, en vertu de la loi ou d'ententes de contribution, qui constitue une dette en souffrance. Le Bénéficiaire reconnaît que toute somme due est une créance de la Couronne fédérale, qui peut être compensée par le Canada, conformément au paragraphe 19.6 (Compensation par le Canada).

i) Le Bénéficiaire doit informer immédiatement le Canada de tout fait ou événement qui pourrait compromettre le Projet en tout ou en partie.

j) En ce qui concerne le Projet et la présente Entente, le Bénéficiaire se conformera à toutes les lois, tous les règlements et toutes les politiques applicables en matière de protection de la vie privée et des renseignements personnels d'autrui.

k) Le Bénéficiaire planifiera et tiendra une activité publique annuelle pour son Projet. Le Bénéficiaire doit fournir au Comité un préavis suffisant quant à la proposition de l'événement pour permettre au Comité de déterminer s'il a respecté cet engagement à sa satisfaction.

l) Le Bénéficiaire convient d'assister chaque année à une activité publique nationale ou internationale, à ses frais, pour promouvoir le Projet. Le Bénéficiaire fournira un préavis suffisant au Comité quant à la proposition de l'activité afin que celui-ci détermine si elle satisfait l'engagement du Bénéficiaire.

3.3 CRÉDITS ET NIVEAUX DE FINANCEMENT

Nonobstant l'obligation du Canada d'effectuer des paiements en vertu de la présente Entente, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est exigible en vertu de la présente Entente, le Parlement du Canada n'a pas voté des crédits suffisants et constituant une autorisation légale d'effectuer le paiement.

Le financement en vertu de l'Entente peut être réduit ou résilié selon ce qu'en décide le Canada compte tenu de la réduction des crédits ou des niveaux de financement ministériels en ce qui a trait aux paiements de transfert, du Programme au titre duquel la présente Entente a été conclue ou selon d'autres modalités, tel qu'attesté par une loi de crédits ou les budgets principal et supplémentaire des dépenses de l'État fédéral.

Le Canada informe immédiatement le Bénéficiaire de la réduction ou de l'annulation du financement, dès qu'il a connaissance de ce fait. Le Canada ne sera pas responsable des dommages et intérêts directs, indirects, exemplaires ou punitifs, peu importe la forme d'action, que ce soit dans le cadre d'un Contrat, d'un préjudice extracontractuel ou pour tout autre motif, émanant de cette réduction ou d'une cessation de financement.

3.4 BUDGÉTISATION DE L'EXERCICE FINANCIER

a) La somme de la contribution versée par le Canada pour chaque Exercice financier du Projet est énoncée à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie).

b) Si le montant réel que le Canada verse pour tout Exercice financier du Projet est inférieur à la somme estimée prévue à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie), le Bénéficiaire peut demander au Canada de réaffecter la différence entre les deux montants à un Exercice financier futur. Sous réserve des modalités du paragraphe 3.3 (Crédits et niveaux de financement), le Canada accepte de déployer des efforts raisonnables pour tenir compte de la demande du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire reconnaît que les demandes de réaffectation des fonds du Projet exigeront d'apporter des modifications aux crédits ou d'obtenir des approbations de la Couronne fédérale.

c) Dans le cas où aucune demande de réaffectation des fonds du Projet n'est approuvée, le montant de la contribution payable par le Canada aux termes du paragraphe 3.1 (Contribution par le Canada) de la présente Entente peut être réduit du montant de la réaffectation demandée. Si la contribution payable par le Canada aux termes du paragraphe 3.1 (Contribution par le Canada) de la présente Entente est ainsi réduite, les Parties conviennent d'examiner les effets d'une telle réduction sur la mise en œuvre générale du Projet et de modifier, au besoin, les modalités de la présente Entente.

3.5 CHANGEMENTS PENDANT LA DURÉE DU PROJET

a) Lorsqu'un changement au Projet décrit à l'annexe A (le Projet) est envisagé, le Bénéficiaire doit présenter une demande de changement au Canada pour approbation.

b) Lorsque le changement au Projet est approuvé par le Canada :

   i. Entendu que la modification relève du pouvoir du Comité tel qu'énoncé au paragraphe 5.2, les coprésidents du Comité peuvent exécuter les modifications correspondantes à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie);

   ii. Pour toute autre modification, les représentants appropriés des Parties signeront la modification correspondante de l'Entente.

3.6 INCAPACITÉ DE RÉALISER LE PROJET

Si, à un moment quelconque pendant la durée de la présente Entente, une des Parties (ou les deux) détermine qu'il ne sera pas possible de compléter le Projet pour une raison quelconque, la Partie ayant fait cette détermination doit immédiatement aviser l'autre Partie, et le Canada peut suspendre ses obligations en matière de financement. Dans les trente (30) jours d'une demande adressée par le Canada, le Bénéficiaire doit lui fournir un résumé des mesures qu'il envisage de prendre pour régler la situation. Si le Canada n'est pas convaincu que les mesures proposées seront suffisantes pour remédier à la situation, cela constituera un Cas de défaut en vertu de l'article 16 (Défaut) et le Canada pourrait déclarer que le Bénéficiaire est en situation de défaut en vertu de l'article 16 (Défaut).

4. DÉCLARATIONS ET GARANTIES DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire déclare et garantit au Canada ce qui suit :

a) le Bénéficiaire a la capacité et est dûment autorisé à exécuter la présente Entente en vertu de la résolution [CE] de son comité exécutif du [ ];

b) le Bénéficiaire possède la capacité et le pouvoir de mener à bien le Projet;

c) le Bénéficiaire possède les pouvoirs requis pour être propriétaire des Biens, ou a ou aura obtenu tous les droits ou intérêts sur tous les Biens qui sont nécessaires pour exécuter le Projet et l'achever, comme l'exige la présente Entente;

d) la présente Entente constitue une obligation juridique du Bénéficiaire et qui lui est opposable conformément aux modalités de celle-ci;

e) tous les renseignements présentés au Canada dans le cadre de la présente Entente sont vrais et exacts et ont été préparés de bonne foi et au meilleur des capacités, des compétences et du jugement du Bénéficiaire;

f) toute personne, société ou organisation dont le Bénéficiaire a retenu les services contre rétribution, qui est chargée de communiquer verbalement ou par écrit avec tout employé ou toute autre personne représentant le Canada pour le compte du Bénéficiaire, concernant toute question relative à la contribution en vertu de la présente Entente ou tout avantage qui en découle, et qui doit être enregistrée en vertu de la Loi sur le lobbying du Canada, est effectivement enregistrée en vertu de cette Loi;

g) le Bénéficiaire n'a pas versé de montant ou toute autre rémunération, et n'en versera pas, à toute personne, société ou organisation avec laquelle celle-ci fait des affaires qui doit être inscrite aux termes de la Loi sur le lobbying fédérale, lequel montant ou rémunération est subordonné à la contribution versée aux termes des présentes ou calculée en fonction de celle-ci ou dépend de la négociation des modalités, en tout ou en partie, de la présente Entente;

h) le Bénéficiaire ne fait l'objet d'aucune action, poursuite, enquête ou de toute autre procédure en cours ou, à sa connaissance, n'en est pas menacé et il n'existe aucune ordonnance, jugement ou décret devant un tribunal ou organisme gouvernemental qui pourrait restreindre ou limiter la capacité du Bénéficiaire de réaliser les activités prévues dans la présente Entente. Le Bénéficiaire avisera immédiatement le Canada si de tels actions ou actes de procédure sont imminents ou surviennent pendant la durée de la présente Entente.

5. COMITÉ DE GESTION DE L'ENTENTE

5.1 CONSTITUTION ET DISSOLUTION

a) Dans les trente (30) jours ouvrables suivant la Date d'entrée en vigueur, les Parties conviennent d'établir un Comité; le Comité sera composé de quatre membres, dont un coprésident représentant le gouvernement fédéral et un autre membre représentant le gouvernement fédéral et un coprésident représentant le Bénéficiaire et un autre membre représentant le Bénéficiaire, pour administrer et faire le suivi de l'Entente.

b) Chacune des Parties convient d'informer l'autre Partie de la nomination des membres qui la représenteront au Comité dans les trente (30) jours ouvrables suivant la Date d'entrée en vigueur. Toute modification apportée à la nomination sera communiquée à l'autre Partie par écrit.

c) Le Comité est maintenu jusqu'à ce que les Parties conviennent par écrit que le Comité n'est plus nécessaire et que le Comité peut être dissous.

5.2 MANDAT

Le Comité :

a) effectuera le suivi de l'avancement du Projet;

b) servira de tribune pour résoudre les problèmes éventuels et examiner les préoccupations concernant la mise en œuvre de l'Entente;

c) assurera la surveillance en ce qui a trait au respect des modalités de la présente Entente;

d) examinera les rapports décrits à l'annexe B (Exigences en matière de présentation de rapports);

e) pour toute modification apportée à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie) n'entraînant pas de modification à l'annexe A.1 (Activités du Projet, résultats attendus et budget) ni d'augmentation de la contribution maximale du Canada au Projet, et qui est approuvée par le Canada, les coprésidents du Comité examineront et modifieront l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie) conformément au paragraphe 3.5 (Changements pendant la durée du Projet);

f) exercera toute autre fonction requise par la présente Entente et convenue par écrit d'un commun accord par les Parties; et

g) mettra sur pied des sous-comités, au besoin, pour l'exécution de la présente Entente.

5.3 RÉUNIONS, RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS

a) Le Comité peut se réunir aussi souvent que nécessaire, mais doit se réunir au moins deux fois par année.

b) Toutes les recommandations et les décisions du Comité doivent être prises à l'unanimité et consignées par écrit.

c) Si le Comité ne peut en arriver à une décision ou à une recommandation unanime, il renvoie la question aux Parties pour qu'elles la règlent.

6. PROCÉDURES CONTRACTUELLES

6.1 ATTRIBUTION DES CONTRATS

a) Le Bénéficiaire doit veiller à ce que tous les Contrats soient attribués de manière transparente, concurrentielle, en accord avec les principes d'optimisation des ressources, conformément aux règles des accords en matière de droit commercial intergouvernemental ou international qui lui sont applicables.

b) Si le Canada détermine que le Bénéficiaire a attribué un Contrat d'une manière non conforme avec ce qui précède, il peut, après avoir envoyé un avis au Bénéficiaire, considérer que les coûts associés au Contrat ne sont pas admissibles.

6.2 DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

Le Bénéficiaire doit s'assurer que tous les Contrats sont conformes avec les dispositions pertinentes de la présente Entente et qu'ils les intègrent. Plus particulièrement, mais sans limiter le caractère général de ce qui précède, le Bénéficiaire convient d'insérer dans les contrats des modalités visant à s'assurer que :

a) les Tierces parties maintiennent et conservent des registres et des comptes financiers exacts et en bonne et due forme, incluant sans toutefois s'y limiter des contrats, des factures, des déclarations, des reçus et des documents justificatifs relatifs au Projet, pendant au moins six ans après la Date d'achèvement du Projet et que le Bénéficiaire dispose du droit contractuel de les vérifier;

b) toutes les dispositions législatives applicables en matière de travail, d'environnement et de droits de la personne sont respectées;

c) le Canada et ses représentants désignés, dans la mesure autorisée par la loi, auront, en tout temps, la permission d'inspecter les modalités du Contrat ainsi que tous les registres et les comptes concernant le Projet et ils auront libre accès aux chantiers du Projet et à la documentation pertinente aux fins de vérification.

7. OMIS INTENTIONNELLEMENT

8. OMIS INTENTIONNELLEMENT

9. RÉCLAMATIONS ET PAIEMENTS

9.1 MODALITÉS DE PAIEMENT

a) Le Canada ne verse pas d'intérêt s'il omet d'effectuer un paiement exigible en vertu de la présente Entente.

b) Le Canada ne paiera aucune réclamation présentée avant la Date d'approbation du Projet.

c) Le Canada ne paiera aucune réclamation présentée après la Date de réclamation de jalon finale, sauf acceptation par ailleurs par le Canada.

d) Le Canada ne paiera aucune réclamation avant que les exigences prévues à l'annexe B (Exigences en matière de présentation de rapports) et les exigences en matière de vérification énoncées à l'article 11 (Vérification, évaluation et suivi de la conformité) soient, de l'avis du Canada, satisfaites à la date de la soumission de la demande de remboursement, dans la mesure du possible.

e) Le Canada ne paiera aucune réclamation du Bénéficiaire en vertu de la présente Entente tant que le Canada n'aura pas reçu, sous une forme convenant au Canada, une réclamation d'étape écrite conformément au présent article et aux modalités de la présente Entente, notamment en matière de paiement.

9.2 RÉCLAMATIONS DE JALON

a) À la suite de l'achèvement de chaque étape mentionnée à l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie), le Bénéficiaire doit fournir au Canada une déclaration de réclamation de jalon signée par un représentant autorisé (ou représentants autorisés) du Bénéficiaire et incluant une déclaration que la réclamation et les faits en appuis sont vrais et exacts. La réclamation de jalon doit inclure ce qui suit:

   i. une déclaration du coprésident du Bénéficiaire convenant au Canada, selon la forme énoncée à l'annexe C.1 (Déclaration d'achèvement – jalon) énumérant tous les documents pertinents indiqués à l'article 10 (Communication de rapports);

   ii. une description des étapes réclamées et une ventilation des revenus et des dépenses du Projet, conformément à l'annexe A (Le Projet), notamment l'annexe A.2 (Jalons et flux de trésorerie) de la présente Entente, selon un format convenant au Canada;

   iii. un rapport comportant un résumé de l'état d'avancement des activités et des résultats obtenus à ce jour ainsi que les renseignements indiqués à l'annexe B (Exigences en matière de présentation de rapports).

b) Le Canada effectuera un paiement à la suite de l'examen et de l'approbation de la réclamation de jalon.

9.3 *RÉCLAMATION DE JALON FINALE ET REDRESSEMENTS FINAUX*

Le Bénéficiaire soumettra au Canada une déclaration de réclamation de jalon finale dont le format et le contenu conviennent au Canada avant la Date de la réclamation de jalon finale, conformément à la liste des documents de rapports à inclure et en lien avec les indicateurs de rendement énoncés à l'annexe A (Le Projet). La réclamation de jalon finale doit inclure ce qui suit:

a) tous les renseignements requis pour une réclamation de jalon au titre du paragraphe 9.2 (Réclamations de jalon);

b) un résumé cumulatif du Projet, qui comportera les renseignements suivants :

i. un résumé des activités du Projet et des résultats obtenus, tel qu'indiqué à l'annexe A (Le Projet);
ii. un rapport financier sommaire vérifié des recettes et dépenses totales du Projet;
iii. une déclaration d'achèvement pour la réclamation finale de jalon conformément à l'annexe C.2 (Déclaration d'achèvement - Projet);
iv. tout rapport prévu conformément à l'annexe B (Exigences en matière de présentation de rapports).

Dès réception par le Canada de la réclamation de jalon finale, mais avant l'émission du paiement final, les Parties procéderont conjointement à la conciliation finale de toutes les réclamations et de tous les paiements relativement au Projet et elles effectueront tous les redressements requis, le cas échéant.

9.4 RETENUE DE LA CONTRIBUTION

Le Canada conservera dix pourcent (10%) de sa contribution au titre de la présente Entente. Tout montant retenu par le Canada sera versé quand les redressements finaux auront été effectués aux termes du paragraphe 9.3 (Réclamation de Jalon finale et Redressements finaux) et que le Bénéficiaire aura rempli toutes ses obligations aux termes de la présente Entente.

9.5 PAIEMENT FINAL

Le Canada effectuera un paiement final à la suite de l'examen et de l'approbation de la réclamation finale du Projet soumise conformément au paragraphe 9.3, conformément aux modalités de la présente Entente.

10. COMMUNICATION DE RAPPORTS

La communication de rapports relativement au Projet et à l'exécution de celui-ci sera entreprise et exécutée conformément à l'annexe B (Exigences en matière de présentation de rapports).

10.1 RAPPORTS FINANCIERS ANNUELS

Le Bénéficiaire fournira, en temps opportun, des rapports financiers annuels vérifiés des recettes et des dépenses liées au Projet conformément aux principes comptables généralement reconnus par un vérificateur accrédité et indépendant reconnu dans la province ou le territoire où se trouvent ses bureaux administratifs.

11. VÉRIFICATION, ÉVALUATION ET SUIVI DE LA CONFORMITÉ

11.1 VÉRIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE

Le Canada peut effectuer une vérification du Bénéficiaire relativement à la présente Entente pendant la durée de celle-ci et dans les deux ans suivant la Date de fin de l'Entente, conformément aux Normes canadiennes d'audit et au paragraphe 19.3 (Principes comptables).

11.2 OMIS INTENTIONNELLEMENT

11.3 ÉVALUATION

Le Bénéficiaire convient de collaborer avec le Canada pour effectuer toute évaluation du Programme en lui fournissant, sur demande, l'information pertinente et nécessaire reliée au Projet. Le Canada couvrira les coûts des évaluations entreprises, conformément à la présente Entente.

11.4 MESURES CORRECTIVES

Le Bénéficiaire s'assurera que des mesures correctives seront prises dans les meilleurs délais suite aux conclusions et aux recommandations dans le cadre de toute vérification effectuée aux termes de la présente Entente.

11.5 ARCHIVES

Le Bénéficiaire s'assurera de conserver des comptes et des registres exacts et en bonne et due forme notamment des contrats, des réclamations, des déclarations, des reçus et des documents justificatifs relatifs au Projet, pendant au moins six ans après la Date de fin de l'Entente.

11.6 ACCÈS

Le Bénéficiaire donnera au Canada et à ses représentants désignés un accès raisonnable et dans les meilleurs délais aux sites du Projet, aux installations et à tous les documents aux fins de vérification, d'inspection, d'évaluation et de surveillance de la conformité avec la présente Entente.

12. COMMUNICATIONS

12.1 PROTOCOLE DE COMMUNICATIONS

Les Parties respecteront les dispositions de l'annexe D (Protocole de communications).

12.2 RECONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION DU CANADA

Le Bénéficiaire reconnaîtra la contribution du Canada dans toutes les affiches et dans toutes les communications avec le public produites dans le cadre du Projet ou de l'Entente d'une façon convenant au Canada, sauf indication contraire à cet effet signifiée par écrit par le Canada.

12.3 INFORMATION PUBLIQUE

Le Bénéficiaire reconnaît que l'information suivante peut être rendue publique par le Canada :

a) le nom du Bénéficiaire, le montant octroyé par le Canada et la nature générale du Projet;

b) toute évaluation ou tout rapport de vérification et autres examens se rapportant à la présente Entente;

c) tout renseignement présenté dans les rapports de réclamation de Jalon et les rapports de réclamation de Jalon finale;

d) tout autre renseignement convenu d'un commun accord par les Parties.

Le Bénéficiaire devra assurer, de façon raisonnable, un partage ouvert, accessible et transparent de l'information avec le grand public en ce qui concerne les recettes et les dépenses, le déroulement et les résultats du Projet.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

a) Toute propriété intellectuelle découlant du Projet appartient au Bénéficiaire.

b) Le Bénéficiaire obtiendra les autorisations requises, au besoin, pour la mise en œuvre du Projet de la part des Tierces parties qui peuvent détenir des droits de propriété intellectuelle ou d'autres droits en ce qui a trait au Projet. Le Canada n'assume aucune responsabilité en cas de réclamations par une Tierce partie relativement à de tels droits et à l'Entente.

c) Le Bénéficiaire accorde par les présentes au Canada une licence gratuite, non exclusive, exempte de redevances, perpétuelle, mondiale et irrévocable pour recueillir, conserver, utiliser, reproduire, communiquer, modifier, divulguer, traduire, publier et distribuer, à l'interne ou à l'externe, en tout ou en partie, l'information fournie par le Bénéficiaire à des fins de promotion, d'information et de rapports relativement à la présente Entente, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, à des fins directement ou indirectement liées au Programme ou à tout autre futur programme administré par Infrastructure Canada.

14. CONFIDENTIALITÉ, LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

a) Tous les renseignements confidentiels fournis par le Bénéficiaire au Canada en vertu de la présente Entente (« Renseignements confidentiels ») doivent être identifiés par écrit comme étant confidentiels par le Bénéficiaire.

b) Les Parties veilleront à ce que tous les renseignements confidentiels soient détenus à titre confidentiel par des tiers et ne soient pas divulgués à des tiers à moins qu'ils ne le soient conformément aux exigences prévues par les lois applicables en matière d'accès à l'information, de protection de la vie privée ou de protection des renseignements personnels.

15. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

a) Les Parties se tiendront informées de toute question qui pourrait être litigieuse par la communication de renseignements et s'efforceront de résoudre, de bonne foi et raisonnablement, tout différend potentiel.

b) S'il survient une question litigieuse, les coprésidents l'examineront de concert et s'efforceront de résoudre de bonne foi tout différend potentiel au sein du Comité dès que possible et dans tous les cas dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la réception de l'avis d'une question litigieuse. Dans le cas où le Comité ne s'entend pas sur un règlement, la question sera transmise aux Parties aux fins de résolution. Les Parties rendront une décision dans les quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables.

c) Si les Parties n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une forme de règlement, elles pourront choisir de manière consensuelle un des modes alternatifs de règlement des conflits disponibles pour régler la question.

d) Tout paiement relatif au différend sera retenu temporairement, ainsi que les obligations relatives à ce différend, jusqu'à ce que le différend soit réglé.

e) Les Parties conviennent que rien dans le présent article n'aura d'incidence sur les droits du Canada de mettre fin à l'Entente, ni ne les modifiera.

16. DÉFAUT

16.1 CAS DE DÉFAUT

Les cas de défaut en vertu de la présente Entente (« Cas de défaut ») sont les suivants :

a) le Bénéficiaire a omis de respecter les modalités de la présente Entente;

b) le Bénéficiaire n'a pas réalisé le Projet conformément aux modalités de l'Entente;

c) le Bénéficiaire a fourni des renseignements faux ou trompeurs au Canada ou il a fait des déclarations fausses ou trompeuses relativement au Projet ou dans la présente Entente, sauf une erreur faite de bonne foi, ce que le Bénéficiaire doit démontrer à la satisfaction du Canada;

d) le Bénéficiaire a omis ou fait défaut de verser au Canada un montant à payer conformément à la présente Entente.

16.2 DÉCLARATION DE DÉFAUT

Le Canada peut déclarer que le Bénéficiaire est en situation de défaut si :

i. selon le Canada, au moins un Cas de défaut établi à 16.1 se produit;

ii. le Canada a informé le Bénéficiaire au sujet d'un événement constituant un Cas de défaut;

iii. le Bénéficiaire a manqué, dans les trente (30) jours après en avoir été avisé par le Canada, soit de remédier au Cas de défaut, soit de démontrer, à la satisfaction du Canada, qu'il a pris les mesures nécessaires pour y remédier et qu'il en a avisé le Canada.

16.3 RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

En cas de défaut au titre de la présente Entente, le Canada peut, sans limiter les recours dont il dispose en droit, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, au terme du délai prescrit de déclaration de défaut établi au paragraphe 16.2 :

a) suspendre toute obligation du Canada de verser ou de continuer à verser une contribution dans le cadre du Projet, incluant toute obligation de payer un montant quelconque avant la date de la suspension;

b) mettre fin à toute obligation du Canada de verser ou de continuer à verser une contribution dans le cadre du Projet, incluant toute obligation de payer un montant quelconque avant la date à laquelle le Canada y a mis fin;

c) exiger que le Bénéficiaire rembourse au Canada la totalité ou une partie de la contribution que ce dernier a versée au Bénéficiaire;

d) résilier l'Entente.

17. LIMITE DE LA RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

17.1 DÉFINITION DE « PERSONNE »

Dans cette section, le terme « personne » comprend notamment une personne, le Bénéficiaire, une Tierce partie, une société ou toute autre entité juridique, leurs dirigeants, leurs préposés, leurs employés ou leurs mandataires.

17.2 LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

En aucun cas, le Canada, ses agents, ses préposés, ses employés ou ses mandataires ne seront tenus responsables de tout dommage fondé sur la responsabilité contractuelle, délictuelle (y compris la négligence) ou autre, en ce qui concerne :

a) toute blessure, y compris le décès, et tout préjudice, y compris une perte économique ou la violation des droits, infligés à une personne;

b) tout dommage aux biens d'une personne ou toute perte ou destruction des biens d'une personne;

c) toute obligation d'une personne, y compris, sans s'y limiter, une obligation découlant d'un prêt, d'un contrat de location-acquisition ou de toute autre obligation à long terme;

en lien avec la présente Entente.

17.3 INDEMNISATION

Le Bénéficiaire doit en tout temps indemniser et exonérer le Canada, ses dirigeants, ses préposés, ses employés ou ses mandataires de toute action en justice, des réclamations et demandes, pertes, coûts, dommages, poursuites ou autres procédures fondés sur la responsabilité contractuelle, délictuelle (y compris la négligence) ou autre liée à la présente Entente, et engagés à son encontre par quiconque et de quelque manière que ce soit en raison de :

a) toute blessure, y compris le décès, et tout préjudice, y compris une perte économique ou la violation des droits, infligés à une personne;

b) tout dommage aux biens d'une personne ou toute perte ou destruction des biens d'une personne;

c) toute obligation d'une personne, y compris une obligation découlant d'un prêt, d'un contrat de location-acquisition ou de toute autre obligation à long terme;

en lien avec la présente Entente ou le Projet sauf dans la mesure où ces actions en justice, réclamations, demandes, pertes, coûts, dommages, poursuites ou autres procédures résultent de la négligence ou de la violation de l'Entente de la part d'un

officier, préposé, employé ou mandataire du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

18. BIENS

a) Les Biens acquis, achetés, construits, rénovés ou améliorés, en partie ou en totalité, pendant la durée du Projet seront la responsabilité du Bénéficiaire.

b) Nonobstant toute autre disposition de la présente Entente, le Bénéficiaire protège, entretient et utilise les Biens aux fins du Projet, et n'aliène pas un Bien pendant la Période d'aliénation des Biens, sauf si le Bénéficiaire avise par écrit le Canada et que le Canada consent à l'aliénation du Bien.

c) Sauf convention contraire du Canada, au moment de l'utilisation ou de l'aliénation de tout Bien, ce qui comprend la vente, la location et la charge d'un Bien, directement ou indirectement, pendant la Période d'aliénation des Biens, le Bénéficiaire remboursera au Canada, à la discrétion du Canada, en tout ou en partie, un montant de fonds versé par le Canada au Bien en vertu de la présente Entente.

19. GÉNÉRALITÉS

19.1 BIENFAIT D'INTÉRÊT PUBLIC

Les Parties reconnaissent que leurs contributions au Projet doivent servir à l'intérêt public.

19.2 SURVIE

Les droits et obligations des Parties, qui, de par leur nature, dépassent la résiliation de l'Entente, survivront à la résiliation de la présente Entente.

19.3 PRINCIPES COMPTABLES

Tous les termes comptables seront interprétés, tous les calculs seront faits et toutes les données financières qui seront présentées seront préparées conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) en vigueur au Canada, tels qu'ils sont définis dans le Manuel des Comptables professionnels agréés (CPA) du Canada – Comptabilité ou, le cas échéant, dans le Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public.

19.4 CRÉANCE DE LA COURONNE FÉDÉRALE

Toute somme due au Canada par le Bénéficiaire en vertu de la présente Entente constituera une créance de la Couronne fédérale, que le Bénéficiaire remboursera immédiatement à la demande du Canada.

19.5 INTÉRÊTS PAYABLES SUR LA CRÉANCE DE LA COURONNE FÉDÉRALE

Les sommes dues par le Bénéficiaire à la Couronne fédérale porteront intérêt conformément au Règlement sur les intérêts et les frais administratifs.

19.6 COMPENSATION PAR LE CANADA

Toute somme due par le Bénéficiaire à la Couronne fédérale pourra être déduite par voie de compensation sur toute somme due par le Canada au Bénéficiaire conformément à la présente Entente.

19.7 MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES ET DU SÉNAT

Aucun membre de la Chambre des communes ou du Sénat du Canada ne sera admis à prendre part à la présente Entente ou à en tirer un quelconque avantage qui n'est pas autrement accessible au public. Le Bénéficiaire informera promptement le Canada si une telle situation survient.

19.8 CONFLIT D'INTÉRÊTS

Aucun fonctionnaire ou titulaire d'une charge publique ou ancien fonctionnaire ou titulaire d'une charge publique auquel une loi, des lignes directrices, des codes ou des politiques du Canada concernant l'après-emploi, l'éthique et les conflits d'intérêts s'appliquent ne devra tirer un avantage direct de l'Entente, à moins que cet avantage soit en conformité avec cette loi, ces lignes directrices, ces politiques ou ces codes. Le Bénéficiaire informera promptement le Canada si une telle situation survient.

19.9 AUCUN MANDAT, AUCUN PARTENARIAT, AUCUNE COENTREPRISE, ETC.

a) Aucune disposition de la présente Entente ni action des Parties n'établit ou n'est censée établir de partenariat, de coentreprise, de mandat ou de relation employeur-employé de quelque façon ou à quelque fin que ce soit entre le Canada et le Bénéficiaire ou entre le Canada et une Tierce partie.

b) Le Bénéficiaire convient de ne pas se présenter, y compris dans le cadre d'une entente avec une Tierce partie, comme un partenaire, un employé ou un mandataire de la Couronne fédérale.

19.10 AUCUN POUVOIR DE REPRÉSENTATION

Aucune disposition de la présente Entente ne doit être interprétée de façon à autoriser un particulier, y compris une Tierce partie, à conclure un contrat ou à contracter des obligations au nom du Canada ou à agir à titre de mandataire du Canada. Le Bénéficiaire prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que tout Contrat conclu entre le Bénéficiaire et une Tierce partie comporte une telle disposition.

19.11 CESSION

Le Bénéficiaire ne pourra pas transférer ou aliéner ses droits et obligations en vertu de la présente Entente sans le consentement écrit du Canada au préalable. Toute tentative de la part du Bénéficiaire d'aliéner des droits, des devoirs ou des obligations faisant partie de la présente Entente sans que le Canada ait préalablement donné son consentement par écrit est nulle.

19.12 SIGNATURE DES DIFFÉRENTS EXEMPLAIRES

La présente Entente peut être signée en plusieurs exemplaires, et les exemplaires ainsi signés, lorsqu'ils sont réunis, constituent une entente originale.

19.13 DIVISIBILITÉ

Si, pour quelque raison que ce soit, une disposition de l'Entente, qui ne constitue pas une condition fondamentale de l'Entente intervenue entre les Parties, est jugée nulle ou inexécutable, en tout ou en partie, et si les deux Parties en conviennent, cette disposition sera considérée comme étant dissociable et sera rayée de l'Entente, mais toutes les autres modalités de l'Entente continueront d'être valides et exécutoires.

19.14 MODIFICATIONS

La présente Entente, y compris ses annexes, peut uniquement être modifiée par écrit par les Parties. Néanmoins, des modifications mineures apportées à l'annexe A (le Projet) conformément au paragraphe 5.2 (Mandat) peuvent être apportées par l'entremise du Comité de gestion de l'Entente.

19.15 RENONCIATION

Une Partie peut renoncer uniquement par écrit à l'un de ses droits en vertu de l'Entente. Les manifestations de tolérance ou d'indulgence manifestée par une Partie ne constituent pas une renonciation.

19.16 AVIS

a) Tout avis, toute information ou tout document exigé en vertu de la présente Entente doit être donné par écrit au représentant identifié, soit par courrier, par courriel, par messager ou remis en mains propres, aux coordonnées suivantes, à moins de précision contraire du Canada :

Canada :

DIRECTRICE GÉNÉRALE,
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS RÉSILIENTES ET INNOVATRICES

180, RUE KENT
12^{e} étage
Ottawa (Ontario) K1P 0B6 Canada
infc.sc-vi.infc@canada.ca

Bénéficiaire :

Stéphane Guidoin
Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 5ieme étage (5151.18)
Montréal, Québec, H3C 0G4
Téléphone : 514-872-7482
Courriel : stephane.guidoin@montreal.ca

b) Un tel avis sera considéré comme ayant été reçu :

   i. en personne, lorsqu'il aura été remis en mains propres;

   ii. sur confirmation de réception par le destinataire, lorsqu'il aura été envoyé par la poste ou par voie électronique (par courriel);

   iii. lorsque le destinataire aura signé l'accusé de réception en cas de courrier recommandé ou de transmission par messager.

c) Si une Partie change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre Partie dans les meilleurs délais.

19.17 CONFORMITÉ AVEC LES LOIS

Le Bénéficiaire doit se conformer à l'ensemble des lois et règlements applicables, ainsi qu'à toutes les exigences des organismes de réglementation ayant compétence dans les questions touchant le Projet.

19.18 LOIS APPLICABLES

La présente Entente est régie par les lois applicables au Québec.

19.19 SUCCESSEURS ET AYANTS DROIT

La présente Entente lie les Parties, de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

20. SIGNATURES

La présente Entente est signée au nom de Sa Majesté la Reine du chef du Canada par le sous-ministre adjoint de la direction générale des Collectivités et développement économique rural , Infrastructure Canada, et au nom de la Ville de Montréal par le greffier de la Ville de Montréal.

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA	VILLE DE MONTRÉAL
_____	_____
Par : Alison O'Leary Sous-ministre adjointe, Collectivités et développement économique rural, Infrastructure Canada	Par : Me Yves Saindon Greffier
_____ Date	_____ Date

ANNEXE A – LE PROJET

ANNEXE A.1 : ACTIVITÉS DU PROJET, RÉSULTATS ATTENDUS ET BUDGET

Description du projet :

Le projet du Défi de la Ville de Montréal rassemble une communauté solidaire d'acteurs pour le co-développement, l'expérimentation et l'implantation de solutions innovantes aux enjeux de l'accès à l'alimentation et de la mobilité urbaine. Les projets permettent de mobiliser les forces vives de la société pour contribuer à faire de Montréal une métropole intelligente et ouverte, qui engage directement les citoyens dans la réalisation de projets de manière à répondre efficacement à leurs aspirations et préoccupations.

La Ville de Montréal prévoit améliorer la mobilité, en limitant l'utilisation de la voiture, en réduisant le nombre de conducteurs automobiles voyageant seuls et en facilitant d'autres modes de transport tels que le microtransit et le vélopartage. Une application sera créée pour permettre aux utilisateurs de naviguer facilement entre une variété d'options de transport durable à partir d'un seul compte utilisateur.
La Ville de Montréal facilitera aussi l'accès de tous à de la nourriture locale saine et non coûteuse, en portant une attention particulière aux personnes les plus vulnérables. Afin de s'attaquer à ses « déserts alimentaires » urbains, Montréal prévoit de construire une plateforme numérique intégrée pour gérer les stocks, les ventes, les dons et les livraisons d'aliments afin que les groupes communautaires puissent se regrouper pour augmenter leur pouvoir d'achat et réduire le gaspillage alimentaire.

L'ensemble du projet est planifié selon un processus de livraison itératif et incrémental qui combine une approche MVP (Minimum Viable Product) et une démarche de livraison en mode Agile. Les principes directeurs technologiques se baseront sur une architecture intégrée, modulaire et réutilisable, le principe de neutralité technologique, des logiciels et matériels libres, l'utilisation de standards métiers existants, une sécurité optimale ainsi qu'un respect des normes d'accès universel et une forte acceptabilité sociale.

Objectif(s) :

Le projet du Défi des villes intelligentes de Montréal vise l'atteinte des objectifs suivants :

1. Centraliser plusieurs options de mobilité sur une même plateforme numérique;
2. Améliorer la mobilité dans les quartiers en développant des alternatives à l'auto-solo;
3. Créer une plateforme numérique intégrée pour les organismes communautaires afin de réduire le gaspillage alimentaire et offrir un meilleur accès à l'alimentation à des populations vulnérables;
4. Encourager la participation citoyenne dans les projets.

Activités :

Le volet mobilité intégrée

La Centrale de Mobilité Intégrée Métropolitaine (CMIM) offrira un outil de planification de trajet intermodal incluant la billetterie unifiée visant à améliorer l'expérience citoyenne en termes de mobilité. Cette plateforme personnalisable est dite ouverte, c'est-à-dire à être en mesure d'accepter toute offre de transport contribuant à réduire l'usage de l'automobile et à rendre les quartiers plus agréables et accessibles.

Le volet mobilité de quartier

Mise en place d'un volet mobilité de quartier permettant l'émergence de nouvelles solutions basées sur l'intelligence collective des communautés visées, notamment en mettant en place une plateforme numérique de partage, une flotte de véhicules pour une alternative à l'auto-solo, des lieux de services et des espaces partagés.

Innover en alimentation

Mise en place d'un système alimentaire local intégré. L'idée de ce système est de mutualiser certaines infrastructures et ressources déjà en place pour la production locale, la distribution, l'entreposage et la transformation des aliments. En créant une plateforme numérique pour gérer l'inventaire, les ventes, les dons alimentaires et les livraisons, les organisations augmenteront leur pouvoir d'achat collectif pour des aliments locaux, en plus de réduire le gaspillage alimentaire et leurs coûts d'opération et de livraison.

Gouvernance collaborative

La création d'un Laboratoire d'innovation civique pour l'expérimentation réglementaire permettra de soutenir l'administration municipale et les organismes partenaires dans la recherche et la mise en place de modes de gouvernance adaptés aux préceptes des villes intelligentes, tels que la création d'instances favorisant la participation citoyenne dans la prise de décisions, une gouvernance partagée, la mise en place et la gestion de communs physiques et technologiques ou encore, l'inclusion d'objectifs d'acceptabilité sociale dans les technologies développées.

Résultats du Projet à terme:

Mobilité intégrée

1. Utilisation de modes de transport alternatif à la voiture en offrant un meilleur confort et planification de trajets hors auto-solo.
    a. Augmentation du nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité de 44%;
    b. Augmentation du nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs;
    c. Augmentation du pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport.

Mobilité de quartier

2. Augmentation de l'utilisation et du nombre d'actifs de mobilité hors auto-solo dans les quartiers ciblés par le projet
    a. Augmentation du nombre d'actifs de la flotte communautaire;
    b. Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier.

3. Baisse du nombre de trajets locaux en auto-solo dans les milieux de vie ciblés par le projet.
    a. Augmentation du nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits;
    b. Diminution du nombre de trajets en voiture pour des déplacements dans l'arrondissement;
    c. Augmentation du nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie).

4. Meilleur partage des ressources locales pour accéder à des services de base pour les citoyens
    a. Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens;
    b. Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation;
    c. Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation.

Accès à l'alimentation

5. Augmentation de l'efficacité opérationnelle des organismes communautaires de distribution alimentaire
    a. Diminution de la distance entre les entrepôts de récupération et des cuisines de transformation de produits alimentaires;
    b. Augmentation du nombre de personnes desservies (repas livrés).

6. Augmentation de la distribution de produits frais et locaux pour les populations vulnérables

    a. Augmentation du nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires;

    b. Augmentation du nombre de paniers ou repas servis sur place;

    c. Augmentation des points de distribution pour les populations sous le seuil de la pauvreté ou à faibles revenus, avec un accès nul ou négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m.

7. Réduire les pertes et le gaspillage dans la chaîne de distribution alimentaire

    a. Augmentation de 15% de produits frais récupérés des grands distributeurs, épiceries et producteurs sélectionnés dans le cadre du projet;

    b. Intégration de 20 nouvelles cuisines mutualisées certifiées MAPAQ au système alimentaire local intégré permettant la transformation d'aliments frais.

Gouvernance collaborative

8. Participation accrue aux réflexions et décision locales par les citoyens

    a. 5 000 personnes ayant été exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance;

    b. 3000 personnes ayant participé à des activités de mobilisation pour des projets de mobilité de quartier;

    c. 600 personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets;

    d. Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projets et impact de leur implication.

Dans le but de montrer comment le Projet contribuera à améliorer la mobilité des résidents et permettre un meilleur accès à de la nourriture saine et de qualité pour les populations vulnérables, le Bénéficiaire recueillera des données sur le rendement et présentera des rapports sur les indicateurs désignés à l'annexe A.2.

BUDGET DU PROJET

A. DÉPENSES PRÉVUES par catégories		TOTAL
Mobilité intégrée financé par la contribution du Canada	$	10 921 000
Mobilité intégrée financé par la STM / ARTM	$	17 400 000
Mobilité de quartier financé par la contribution du Canada	$	8 575 000
Projets complémentaires financé à l'externe	$	3 800 000
Système alimentaire intégré financé par la contribution du Canada	$	9 987 000
Serre urbaine financé par Coop Carbone et AULab	$	1 500 000
Serres urbaines additionnelles financé par la vente des produits et sources externes	$	3 720 000
Données de mobilité financée par la contribution du Canada	$	6 785 000
Données de mobilité financée par Jalon et une subvention du MÉI	$	825 000
Données sociales financée par la contribution du Canada	$	6 757 000
Pôle de gouvernance financé par la contribution du Canada	$	2 365 000
L'aménagement des pôles de mobilité sont financés par un projet de la Ville de Montréal	$	3 000 000
Le développement et déploiement du compte citoyen est financé par le Ville de Montréal	$	4 750 000
L'équipe de pilotage du Défi des villes intelligentes est financé par la contribution du Canada	$	4 610 000
TOTAL A: DÉPENSES PRÉVUES TOTALES	$	84 995 000

B. SOURCES DE FINANCEMENT PRÉVUES		TOTAL
En espèces	$	7 750 000
Contributions en nature[1]		
SOUS-TOTAL B 1: CONTRIBUTION DU RÉCIPIENDAIRE	$	7 750 000
En espèces	$	50 000 000
SOUS-TOTAL B 2: CONTRIBUTION DU CANADA	$	50 000 000
En espèces		
STM / ARTM, le MÉI, Coop Carbone et AULab	$	19 725 000
En espèces - à confirmer	$	7 520 000
Contributions en nature[1]		
Nommer les autres organisations		
En nature - à confirmer		
SOUS-TOTAL B 3: AUTRE CONTRIBUTION	$	27 245 000
TOTAL B: FINANCEMENT TOTAL DU PROJET (B1+B2+B3)	$	84 995 000

[1]Inclure seulement si les contributions en nature par le Bénéficiaire sont autorisées en vertu des modalités du programme. Veiller à ce que les contributions en nature dans le cadre du projet soient évaluées à leur juste valeur et à ce qu'une courte description de chaque contribution en nature figure dans le document.

ANNEXE A.2 : JALONS ET FLUX DE TRÉSORERIE

Tableau 1: DESCRIPTION DES JALONS

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats*	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INEC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 1	1 juin 2020	Programme	Mise en place du programme	rapport d'activités	3,370 $
		Mobilité de quartier	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	convention de financement complétée	
		Données mobilité	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	convention de financement complétée	
		Données sociales	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	convention de financement complétée	
		Mobilité intégrée	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	convention de financement complétée	
		Gouvernance	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	convention de financement complétée	
		Système alimentaire	Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets	rapport d'activités	
		Programme	Gestion des projets	dossier de projet	
		Mobilité de quartier	Dossier de projet complété	dossier de projet	
		Données sociales	Dossier de projet complété données autochones	dossier de projet	
		Données mobilité	Dossier de projet complété valorisation des données	convention de financement complétée	
			Entente de financement des partenaires pour la mise en place des équipes projets JALON	dossier de projet	
			Dossier de projet complété plateforme numérique de mobilité	dossier de projet	
			Élaboration des requis fonctionnels du portail de données mobilité et de la bibliothèque de données	rapport d'activités	
			Prototypage et sélection de la technologie pour le portail de données	dossier de projet	
		Système alimentaire	Dossier de projet complété pour le projet de mutualisation d'équipement	rapport d'activités	800 $
Jalon 2	1 déc. 2020	Programme	Gestion des projets	dossier de projet	
		Mobilité intégrée	Dossier de projet complété	dossier de projet	
		Gouvernance	Dossier de projet complété	rapport d'activités	
			Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
		Système alimentaire	Dossier de projet complété pour le projet de hub alimentaire	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*établissement de la valeur de réf.*	
			négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Étude et activation de 2 milieux de vie	rapport d'activités	
			Développement plateforme de mobilité de quartier	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 2 - 4 : Nombre d'actifs de la flotte communautaire	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 7 : Nombre de trajets en voiture pour des déplacements dans un arrondissement	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	rapport d'activités	
		Données mobilité	Livraison du portail de données mobilité version 1.0	rapport d'activités	
			Livraison de la bibliothèque de données mobilité version 1.0	rapport d'activités	
			Intégration de 5 sources de données ouvertes	rapport d'activités	
			Expérience IVADO : modélisation du choix modal		

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / Valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 3	1 juin 2021	Programme	Gestion des projets	rapport d'activités	5,675 $
		Système alimentaire	Livraison du module d'inventaire des denrées alimentaires 1/4	rapport d'activités	
			Livraison du module de gestion des dons alimentaires 1/1	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultat d'étude	
			Référentiel des flux de déchets urbains	rapport de résultat d'étude	
			Livraison d'outils de gestion pour la serre	rapport d'activités	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires.	*établissement de la valeur de réf.*	
		Mobilité intégrée	Livraison du compte mobilité	rapport d'activités	
			Intégration d'autres opérateurs de mobilité	rapport d'activités	
			Résultat 1 - 1 : Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 1 - 2 : Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	*établissement de la valeur de réf.*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*établissement de la valeur de réf.*	
		Données sociales	Mise en place de partenariats et d'un inventaire de données	rapport d'activités	
			Constitution de la fiducie de données et du modèle de gouvernance	rapport d'activités	
			version bêta du site Web de la fiducie de données	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Déploiement milieux de vie 1 et 2	rapport d'activités	
			Étude et activation de 2 milieux de vie	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*établissement de la valeur de réf.*	
		Données mobilité	Livraison d'évolutions fonctionnellles et d'outils d'analyse	rapport d'activités	
			Intégration de 10 sources de données ouvertes	rapport d'activités	
			POC Valorisation des données du bureau de taxi	rapport d'activités	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 4	1 déc. 2021	Programme	Gestion des projets	rapport d'activités	5,325 $
		Système alimentaire	Livraison du module de gestion de l'approvisionnement 1/2	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultat d'étude	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf. (5%)*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf. (500)*	
		Données sociales	Intégration des premières données	rapport d'activités	
			Livraison phase 1 solution d'entreposage et de tableaux de bord	rapport d'activités	
		Données mobilité	Livraison d'un outil de tableau de bord	rapport d'activités	
			POC : Étude sur les certificats de covoiturage	rapport de résultat d'étude	
			Étude IVADO : développement de méthodes automatisées de traitement de données	rapport de résultat d'étude	
			Étude de valorisation de données mobilité	rapport de résultat d'étude	
		Mobilité de quartier	Améliorations plateforme de mobilité de quartier	rapport d'activités	
			Déploiement de deux nouveaux milieux de vie	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 4 : Nombre d'actifs de la flotte communautaire	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 7 : Nombre de trajets en voiture pour des déplacements dans un arrondissement	*augmentation de la valeur de réf. (2%)*	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier		
		Mobilité intégrée	Livraison fonctionnalité d'achat de titres de transport avec paiement à postériori et aide usager	rapport d'activités	
			Livraison d'un entrepôt de données mobilité	rapport d'activités	
			Intégration d'autres opérateurs de mobilité	rapport d'activités	
			Résultat 1 - 1 : Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	
			Résultat 1 - 2 : Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 5	1 juin 2022	Programme	Gestion des projets	rapport d'activités	6,875 $
		Système alimentaire	Livraison du module de vente de distribution 1/3	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module d'inventaire des denrées alimentaires 2/4	rapport d'activités	
			Livraison du module de mutualisation d'équipement de transformation des denrées (cuisines MAPAQ) 1/2	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultat d'étude	
			Référentiel des flux de déchets urbains	rapport de résultat d'étude	
			Résultat 5 - 13 : Nombre personnes desservies (repas livrés)	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*augmentation de la valeur de réf. (5%)*	
			négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*augmentation de la valeur de réf. (4%)*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	*augmentation de la valeur de réf. (5)*	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Évolution des outils de gestion	rapport d'activités	
			Évolution du site web	rapport d'activités	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf. (1 000)*	
			Résultat 8 - 20 : Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 8 - 21 : Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets.	*établissement de la valeur de réf.*	
		Mobilité de quartier	Améliorations plateforme de mobilité de quartier	rapport d'activités	
			Étude et activation de 2 milieux de vie	rapport d'activités	
			Développement des milieux de vie actifs	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 9 : Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Données mobilité	Intégration de 10 sources de données ouvertes	rapport d'activités	
			intégration d'une source de données inusité	rapport d'activités	
			POC Étude sur les incitatifs pour le covoiturage	rapport de résultat d'étude	
			Livraison d'outils de croisement de données	rapport d'activités	
			POC collecte et croisement de données mobilité de quartier	rapport de résultat d'étude	
			Élaboration d'indicateurs sur la mobilité	rapport de résultat d'étude	
			Intégration des données du registre des taxis de Montréal	rapport d'activités	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs ciblés des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCO) (en milliers de dollars)
Jalon 6	1 déc. 2022	Programme	Gestion des projets	rapport d'activités	11,180 $
		Système alimentaire	Livraison du module de logistique et transport 1/3	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de vente de distribution 2/3	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de mutualisation d'équipement de transformation de données 2/2	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultat d'études	
			Référentiel des flux de déchets urbains	rapport de résultat d'études	
			Résultat 5 - 13 : Nombre personnes desservies (repas livrés)	*augmentation de la valeur de réf. (5%)*	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf. (15%)*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	
			négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*augmentation de la valeur de réf. (6%)*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	*augmentation de la valeur de réf. (10)*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf. (2 000)*	
			Résultat 8 - 20 : Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf. (500)*	
			Résultat 8 - 21 : Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets.	*augmentation de la valeur de réf. (100)*	
			Résultat 8 - 22 : Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projet et impact de leur implication	*établissement de la valeur de réf.*	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Ajout d'outils de croisement de données	rapport d'activités	
			Évolution du site web	rapport d'activités	
		Mobilité intégrée	Livraison du planification intermodal	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de tarification	rapport d'activités	
			Intégration de nouveaux opérateurs de mobilité (septembre et décembre)	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations à l'entrepôt de données de mobilité (septembre)	rapport d'activités	
			Livraison de la connexion entre compte mobilité et ID citoyenne (septembre)	rapport d'activités	
			Intégration de la fonctionnalité d'audit d'accès à l'information par les citoyens (octobre)	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations à l'architecture TI de la plateforme de mobilité intégrée	rapport d'activités	
			Résultat 1 - 1 : Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	*augmentation de la valeur de réf. (22%)*	
			Résultat 1 - 2 : Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	*augmentation de la valeur de réf. (20%)*	
		Mobilité de quartier	Améliorations des milieux de vie	rapport d'activités	
			Amélioration de la plateforme de mobilité de quartier	rapport d'activités	
			Étude et activation de 2 milieux de vie	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 4 : Nombre d'actifs de la flotte communautaire	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 7 : Nombre de trajets en voiture pour des déplacements dans un arrondissement	*augmentation de la valeur de réf. (4%)*	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 9 : Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Données mobilité	Étude IVADO : étude sur la mobilité intégrée et son évolution	rapport de résultat d'étude	
			Implémentation des certificats de covoiturage	rapport d'activités	
			Livraison d'une visualisation de données interactive	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations à la plateforme de partage de données	rapport d'activités	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC, SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 7	1 juin 2023	Programme	Gestion des projets	rapport d'activités	5,190 $
		Système alimentaire	Livraison d'améliorations au module de logistique et transport 2/3	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de gestion de l'approvisionnement 2/2	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de denrées alimentaires 3/4	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultat d'étude	
			Référentiel des flux de déchets urbains	rapport de résultat d'étude	
			Résultat 5 - 12 : Distance entre les entrepôts de récupération et des cuisines de transformation de produits alimentaires	*établissement de la valeur de réf.*	
			Résultat 5 - 13 : Nombre personnes desservies (repas livrés)	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf. (20%)*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*augmentation de la valeur de réf. (15%)*	
			négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*augmentation de la valeur de réf. (8%)*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	*augmentation de la valeur de réf. (15)*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf. (3 000)*	
			Résultat 8 - 20 : Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf. (1 000)*	
			Résultat 8 - 21 : Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets.	*augmentation de la valeur de réf. (250)*	
			Résultat 8 - 22 : Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projet et impact de leur implication	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Évolution des données	rapport d'activités	
			Élaboration du programme de formation	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Améliorations des milieux de vie	rapport d'activités	
			Amélioration de la plateforme de mobilité de quartier et déploiement dans MDV	rapport d'activités	
			Déploiement MDV	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 9 : Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Mobilité intégrée	Livraison d'ajout de fonctionnalités au compte mobilité	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations à l'entrepôt de données de mobilité	rapport d'activités	
			Livraison d'une plateforme de paiement unique de paiements arrimée à la refonte tarifaire, intégrant le paiement par carte bancaire	rapport d'activités	
			Résultat 1 - 1 : Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	*augmentation de la valeur de réf. (33%)*	
			Résultat 1 - 2 : Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	*augmentation de la valeur de réf. (35%)*	
			Résultat 1 - 3 : Pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport	*établissement de la valeur de réf.*	
		Données mobilité	Intégration de 10 sources de données ouvertes	rapport d'activités	
			Intégration d'une source de données inusité	rapport d'activités	
			Livraison d'une visualisation de données interactive	rapport d'activités	
			Implémentation des incitatifs pour le covoiturage	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations aux données du bureau de taxi	rapport d'activités	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 8	1 déc. 2023	Programme	gestion des projets	rapport d'activités	4,310 $
		Système alimentaire	Livraison d'améliorations au module de logistique et transport 3/3	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations au module de vente et distribution 3/3	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultats d'étude	
			Référentiel des flux de déchets urbains	rapport de résultats d'étude	
			Résultat 5 - 12 : Distance entre les entrepôts de récupération et des cuisines de transformation de produits alimentaires	*augmentation de la valeur de réf. (5%)*	
			Résultat 5 - 13 : Nombre personnes desservies (repas livrés).	*augmentation de la valeur de réf. (15%)*	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf. (25%)*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*augmentation de la valeur de réf. (25%)*	
			négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*augmentation de la valeur de réf. (10%)*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	*augmentation de la valeur de réf. (18)*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf. (4 000)*	
			Résultat 8 - 20 : Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf. (2 000)*	
			Résultat 8 - 21 : Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets.	*augmentation de la valeur de réf. (400)*	
			Résultat 8 - 22 : Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projet et impact de leur implication	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Évolution des outils de gestion	rapport d'activités	
			Évolution du site web	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Observation des résultats et ajustements	rapport d'activités	
			Améliorations à la plateforme de mobilité de proximité	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 4 : Nombre d'actifs de la flotte communautaire	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 9 : Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
		Mobilité intégrée	Livraison d'améliorations au planificateur intermodal	rapport d'activités	
			Résultat 1 - 1 : Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 44%*	
			Résultat 1 - 2 : Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	*augmentation de la valeur de réf.objectif 50%*	
			Résultat 1 - 3 : Pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 25%*	
		Données mobilité	Livraison d'une banque de connaissance	rapport d'activités	
			Livraison d'une structure de vigie	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations aux certificats et incitatifs de covoiturage	rapport d'activités	
			Livraison d'améliorations aux outils de croisement de données	rapport d'activités	
			Expérience IVADO : fonction de coûts généralisés	rapport de résultats d'étude	

Jalon du projet	Date d'achèvement visée	Description de jalon		Preuves exigées pour la validation des jalons	Financement
		Thème	Activités, extrants, mesures des résultats	Extrants / valeurs cibles des résultats*	Montant de la contribution du Canada (INFC-SCC) (en milliers de dollars)
Jalon 9	30 juin 2024	Programme	Gestion des projets (période approximative se terminant 30 juin 2024)	rapport d'activités	2,275 $
		Données mobilité	Intégration de 10 sources de données ouvertes	rapport d'activités	
			Intégration d'une source de données inusité	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Observation des résultats et ajustements	rapport d'activités	
			Amélioration à la plateforme de mobilité de proximité	rapport d'activités	
			Résultat 2 - 5 : Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 6 : Nombre de kilomètres parcourus avec les options de mobilité locale hors auto-solo pour les utilisateurs inscrits	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 3 - 8 : Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 9 : Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 10 : Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de valeur de réf.*	
			Résultat 4 - 11 : Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	*augmentation de valeur de réf.*	
		Gouvernance	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
			Résultat 8 - 19 : Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 5 000*	
			Résultat 8 - 20 : Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 3 000*	
			Résultat 8 - 21 : Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets.	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 600*	
			Résultat 8 - 22 : Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projet et impact de leur implication	*augmentation de valeur de réf.*	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Évolution du site Web	rapport d'activités	
			Formation sur les données et leur usage	rapport d'activités	
		Système alimentaire	Livraison d'améliorations au module de denrées alimentaires 4/4	rapport d'activités	
			Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultats d'étude	
			Résultat 5 - 12 : Distance entre les entrepôts de récupération et des cuisines de transformation de produits alimentaires	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 15%*	
			Résultat 5 - 13 : Nombre personnes desservies (repas livrés).	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 20%*	
			Résultat 6 - 14 : Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 30%*	
			Résultat 6 - 15 : Nombre de paniers ou repas servis sur place	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 30%*	
			Résultat 6 - 16 : Augmentation des points de distribution pour les populations sous le seuil de la pauvreté ou à faibles revenus, avec un accès nul ou négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	*augmentation de la valeur de réf.*	
			Résultat 7 - 17 : Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	*augmentation de la valeur de réf.objectif : 15%*	
			Résultat 7 - 18 : Nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	*augmentation de valeur de réf. objectif : 20*	
Jalon 10	31 mars 2025	Programme	Gestion des projets (période approximative des activitées se terminant 31 mars 2025)		5,000 $
		Données mobilité	Livraison d'une visualisation de données interactive	rapport d'activités	
			Expérience IVADO : développement d'outils d'aide à la décision de politiques de mobilité	rapport de résultats d'étude	
			ajustement de l'infrastructure	rapport d'activités	
		Mobilité de quartier	Observation des résultats et ajustements	rapport d'activités	
		Gouvernace	Budget opérationnel LivingLab	rapport d'activités	
		Données sociales	Intégration de nouvelles données	rapport d'activités	
			Évolution du site Web	rapport d'activités	
		Système alimentaire	Définition d'indicateurs liés à l'alimentation	rapport de résultats d'étude	
		Programme	Reddition de compte finale	rapport des résultats finaux	
TOTAL					50,000 $

[2]Voir Tableau 2 Description des résultats pour de l'information supplémentaire sur les indicateurs de performance incluant les valeurs de référence, les méthodologies et les sources de données.

Tableau 2: DESCRIPTION DES RÉSULTATS

Résultat		Indicateur de rendement	Base de référence		Méthodologie	Source	Thème
			Année	Valeur			
1	Résultat 1: Utilisation de modes de transport alternatif à la voiture en offrant un meilleur confort et planification de trajets hors auto-solo	Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité	2021	TBD nombre de comptes mobilité actifs	= Nombre d'usagers détenant un compte sur la nouvelle plateforme de mobilité / valeur de référence	Plateforme actuelle (Chrono ARTM) et plateforme de mobilité intégrée	Mobilité intégrée
2		Nombre de services de mobilité offerts par nombre d'opérateurs	2021	TBD nombre de services / opérateurs de mobilité présents dans le planificateur au début du projet	Nombre de services de mobilité disponibles pour la planification des déplacements dans Chrono (planificateur de trajets)	Plateforme actuelle (Chrono ARTM) et plateforme de mobilité intégrée	Mobilité intégrée
3		Pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport	2023	TBD pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport un mois après l'intégration de la facture combinée	Pourcentage d'utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport = utilisateurs facturés pour plus d'un opérateur de transport / nombre d'utilisateurs facturés pour un seul opérateur de transport	Plateforme de mobilité intégrée	Mobilité intégrée
4	Résultat 2: Augmentation de l'utilisation et du nombre d'actifs de mobilité hors auto-solo dans les quartiers ciblés par le projet.	Nombre d'actifs de la flotte communautaire	2020	TBD nombre d'actifs de la flotte commune financée par le projet	nombre d'actifs (vélos et remorques dans les premières phases) disponibles pour l'ensemble des MDV dans la plateforme de mobilité que quartier (flotte commune uniquement). Indicateur annuel.	plateforme de mobilité de quartier	Mobilité de quartier
5		Nombre moyen de réservations complétées par les usagers de la plateforme de mobilité de quartier	2020	TBD nombre moyen de réservations complétées lors de la saison pilote 2020	Nombre moyen de réservations complétées par utilisateur de la plateforme de quartier intégrée au cours de la saison de disponibilité = nombre de réservations complétées / nombre d'utilisateurs inscrits dans la MDV	plateforme de mobilité de quartier	Mobilité de quartier

	Résultat	Indicateur de rendement	Base de référence		Méthodologie	Source	Thème
			Année	Valeur			
8	Résultat 3: Baisse du nombre de trajets locaux en auto-solo dans les milieux de vie ciblés par le	Nombre des trajets en auto-partage pour les utilisateurs inscrits sur la plateforme de mobilité de quartier (milieu de vie)	2021	TBD nombre de trajets faits avec une auto partagée dans la plateforme de mobilité de quartier	nombre de trajets faits avec une auto partagée dans plateforme mobilité de quartier	plateforme de mobilité de quartier	Mobilité de quartier
9	Résultat 4: Meilleur partage des ressources locales pour accéder à des services de base pour les citoyens	Taux d'utilisation et de fréquentation des tiers lieux mis à la disposition des citoyens	2022	TBD premier mois suivant la mise en place du premier tiers lieux intérieur	nombre d'utilisateurs des tiers lieux intérieurs mensuel moyen par année mesure : compteur porte + utilisation des services	Système d'accès et de réservation des tiers lieux	Mobilité de quartier
10		Nombre de vélos disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	2021	TBD <3 cohortes avec 2 MDV chacune> (2021-2022-2023)	Dans chaque MDV : nombre de vélos en en partage disponibles pour la MDV dans la plateforme de mobilité que quartier (partage par les particuliers seulement, exclusion de la flotte commune). Indicateur annuel. + nombre d'utilisation	Plateforme de mobilité de quartier	Mobilité de quartier
11		Nombre de voitures en autopartage disponibles dans le MDV et fréquence d'utilisation sur la plateforme de mobilité de quartier	2021	TBD <3 cohortes avec 2 MDV chacune> (2021-2022-2023)	Dans chaque MDV : nombre de voitures en en partage disponibles pour la MDV dans la plateforme de mobilité que quartier (partage par les particuliers seulement, exclusion de la flotte commune). Indicateur annuel. + nombre d'utilisation		
12	Résultat 5 : Augmentation de l'efficacité opérationnelle des organismes communautaires de distribution alimentaire	Distance entre les entrepôts de récupération et des cuisines de transformation de produits alimentaires.	2022	TBD	Réalisation de sondage bi-annuel, auprès des partenaires, pour obtenir des données sur la distance entre leur cuisine et l'entrepôt	Données opérationnelles de certaines organisations alimentaires	Accès à l'alimentation
13		Nombre personnes desservies (repas livrés)	2022	TBD	Réalisation de sondage bi-annuel, auprès des partenaires, pour obtenir des données sur le nombre de repas livrés (valeur de base). Le sondage comprendra une série de questions quant à l'apport du projet pour expliquer l'augmentation de la valeur de base. Intégration des donnés dans la plateforme alimentaire.	Données opérationnelles de certaines organisations alimentaires	Accès à l'alimentation

39/47

	Résultat	Indicateur de rendement	Base de référence		Méthodologie	Source	Thème
			Année	Valeur			
14	Résultat 6: Augmentation de la distribution de produits frais et locaux pour les populations vulnérables	Nombre de commandes de produits frais formulées par les organismes communautaires.	2022	TBD	Augmentation du nombre de commandes de produits frais à partir de la plateforme.	Données opérationnelles de certaines organisations et plateforme du système alimentaire	Accès à l'alimentation
15		Nombre de paniers ou repas	2022	TBD	Compilation par sondage (bi-annuel) auprès des participants au programme pour le nombre	Données opérationnelles de certaines	Accès à
16		Nombre de points de distribution pour les populations sous le seuil de la pauvreté ou à faibles revenus, avec un accès nul ou négligeable aux fruits et légumes frais dans un rayon de 500 m	2022	TBD	Mise à jour des compilés par la Direction de la Santé Publique dans le cadre de son projet "Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal (ASSSM 2013)" pour définir avec les partenaires une valeur de base comme indicateur et cibler les quartiers et secteurs à prioriser. Phase 2 et 3 : Augmentation de l'indicateur de base par le recensement des nouveaux points de distribution créés avec l'appui du programme. Lien avec le projet du Pôle de données sociales pour partage et intégration des données.	Direction de la santé publique	Accès à l'alimentation
17	Résultat 7: Réduire les pertes et le gaspillage dans la chaîne de distribution alimentaire	Taux de croissance de produits frais récupérés par les partenaires impliqués dans le Programme	2020	TBD	Compilation des donnés auprès des organismes participants, et évaluation sur une base annuelle des quantités récupérées.	Données opérationnelles de certaines organisations et plateforme du système alimentaire	Accès à l'alimentation
18		Nonbre de nouvelles cuisines disponibles et mutualisées certifiées MAPAQ permettant la transformation d'aliments frais	2020	TBD	Nombre de cuisines disponibles dans la plateforme de mutualisation	Plateforme de mutualisation d"équipement alimentaire	Accès à l'alimentation

00147

	Résultat	Indicateur de rendement	Base de référence		Méthodologie	Source	Thème
			Année	Valeur			
19	Résultat 8: Participation accrue aux réflexions et décisions locales	Nombre de personnes exposées aux projets de mobilité de quartier et de gouvernance	2021	TBD	Compilation des statistiques récoltés par les partenaires qui concernent l'utilisation des communication développés dans le cadre du projet de mobilité de quartier (ouverture des infolettres, visite des pages facebook, nombre de personne présentes lors des activités promotionnelles, etc.).	Suivi de la mobilisation pour la Mobilité de quartier	Gouvernance collaborative
20		Nombre de personnes ayant participé à des activités de mobilité de quartier	2022	TBD	Donnés compilés par le porteur (Solon) lors des différentes phases de mise en oeuvre. Statistiques d'utilisation des réseaux sociaux et de la plateforme de mobilité de quartier.	Suivi de la mobilisation pour la Mobilité de quartier	Gouvernance collaborative
21		Nombre de personnes impliquées dans la gouvernance locale et la co-création de projets	2022	TBD	Alimentation par les partenaires d'une base de donnée commune permettant de compiler les objectifs en terme de mobilisation et le nombre de personnes impliquées dans les activités de co-création.	Suivi de la mobilisation pour la Mobilité de quartier	Gouvernance collaborative
22		Indicateurs qualitatifs : degré de participation des personnes impliqués dans les projet et impact de leur implication	2023		Récolter des histoires de changements significatifs avec les personnes impliquées, de manière à comprendre leur degré d'engagement dans la réalisation des projet et les impact de leur engagement (pour eux-mêmes et pour le projet)		Gouvernance collaborative

Numéro de modification:
Date:

Signature du coprésident du Comité pour le Canada

Signature du coprésident du Comité pour le bénéficiaire

ANNEXE B – EXIGENCES EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE RAPPORTS

ANNEXE B.1 : RAPPORTS D'ÉTAPE

Le Bénéficiaire présentera un rapport d'étape au Canada pour chaque réclamation de jalon. Chaque rapport d'étape présenté avec une réclamation de jalon doit comprendre les renseignements suivants :

a) une description générale de l'avancement du Projet et des principales réalisations à ce jour;

b) une mise à jour des données sur les indicateurs de rendement énumérés à l'annexe A.1 (Description du Projet) en comparaison avec le début du Projet. Le Bénéficiaire s'assurera que les processus de collecte de données appropriés sont en place pour permettre la saisie et la déclaration des indicateurs de rendement utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats du Projet;

c) un aperçu et une mise à jour des progrès concernant la stratégie des Avantages communautaires en matière d'emploi pour le Projet, y compris une description qualitative et des données quantitatives applicables aux cibles établies pour le Projet;

d) aperçu et mise à jour des progrès de la mise en œuvre de l'évaluation des incidences sur la vie privée et des mesures d'atténuation, activités et mesures de suivi devant être appliquées pendant la mise en œuvre du projet selon l'évaluation;

e) les problèmes, sujets de préoccupation ou facteurs de risque susceptibles d'influer sur l'achèvement, le calendrier ou le budget du Projet selon les plans initiaux, et les stratégies d'atténuation proposées pour corriger la situation;

f) les faits saillants des activités de communication dans le cadre du Projet au cours de la période de déclaration;

g) toutes autres exigences en matière de présentation de rapports conformément à la Section 10 (Communication de rapports) et la Section 11 (Vérification, évaluation et suivi de la conformité) qui pourraient être dues au moment où la réclamation de jalon est soumise au Canada.

ANNEXE B.2 : RAPPORT FINAL

Le Bénéficiaire présentera un rapport final au Canada avec la réclamation de jalon finale. Le rapport final comprendra ce qui suit:

a) une description générale des principales réalisations du Projet, y compris toute modification apportée aux activités et aux calendriers originaux;

b) une mise à jour des données sur les indicateurs de rendement énumérés à l'annexe A.1 (Description du Projet) en comparaison avec le début du Projet. Le Bénéficiaire s'assurera que les processus de collecte de données appropriés sont en place pour permettre la saisie et la déclaration des indicateurs de rendement utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats du Projet;

c) les leçons apprises concernant la façon dont les questions ont été réglées ou que des solutions ont été trouvées.

ANNEXE C – DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT DES RÉCLAMATIONS DE JALON

ANNEXE C.1 : DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT – JALON

Eu égard à l'Entente conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, et [BÉNÉFICIAIRE] (le « Bénéficiaire »), représenté par _____(nom), concernant le Projet [NOM DU PROJET] (l'« Entente »).

Je, _____ (nom), de la ville de _____, province ou territoire de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de _____ auprès du Bénéficiaire et ai à ce titre pris connaissance des questions exposées dans la présente déclaration et estime que celle-ci est véridique.
2. Je suis dûment autorisé par le Bénéficiaire à remettre la présente déclaration en vertu de [LE BÉNÉFICIAIRE INSÈRE LA RÉFÉRENCE COMPLÈTE AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF OU À L'AUTORITÉ EN MATIÈRE DE POLITIQUE INTERNE AYANT LE POUVOIR DE CONCLURE LA PRÉSENTE ENTENTE] en date du [DATE].
3. J'ai lu et compris l'Entente et la réclamation périodique présentée par le Bénéficiaire sous son régime portant la même date que celle de la présente déclaration, ai pris connaissance des activités et des affaires du Bénéficiaire et ai effectué des examens ou des enquêtes, au besoin, pour fournir la présente déclaration et pour m'assurer que les renseignements contenus aux présentes sont vrais et exacts.
4. Le travail identifié comme étape [INSÉRER LE NUMÉRO DE JALON] tel qu'il est décrit à l'annexe A.2 (Étapes et flux de trésorerie) de l'Entente a été accompli le _____ jour de _____ 20__ conformément aux modalités de la présente Entente et je demande un paiement pour le montant de [INSÉRER LE MONTANT].
5. Le Bénéficiaire, en date de cette déclaration, avait rempli toutes les obligations et tous les engagements exigés de lui en vertu de l'Entente à cette date ou avant.
6. Les déclarations et garanties du Bénéficiaire figurant dans l'Entente sont fidèles à tous égards à la date de cette déclaration comme si elles avaient été faites et données à la date de cette déclaration.

Déclaré à _____ (ville), en/au _____ (province/territoire) ce _____ jour de _____ 20__

_____
(Signature)

ANNEXE C.2 : DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT – PROJET

Eu égard à l'Entente conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Infrastructures et des Collectivités, et [BÉNÉFICIAIRE] (le « Bénéficiaire »), représenté par _____ (nom), concernant le Projet (l'« Entente »).

Je, _____ (Nom), de la ville de _____, province ou territoire de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de _____ auprès du Bénéficiaire et ai à ce titre pris connaissance des questions exposées dans la présente déclaration et estime que celle-ci est véridique.
2. Je suis dûment autorisé par le Bénéficiaire à remettre la présente déclaration en vertu de [LE BÉNÉFICIAIRE INSÈRE LA RÉFÉRENCE COMPLÈTE AU RÈGLEMENT ADMINISTRATIF OU À L'AUTORITÉ EN MATIÈRE DE POLITIQUE INTERNE AYANT LE POUVOIR DE CONCLURE LA PRÉSENTE ENTENTE] en date du [DATE].
3. J'ai lu et compris l'Entente et la réclamation finale présentée par le Bénéficiaire sous son régime portant la même date que celle de la présente déclaration, ai pris connaissance des activités et des affaires du Bénéficiaire et ai effectué des examens ou des enquêtes, au besoin, pour fournir la présente déclaration et pour m'assurer que les renseignements contenus aux présentes sont vrais et exacts.
4. Le Bénéficiaire, en date de cette déclaration, avait rempli toutes les obligations et tous les engagements exigés de lui en vertu de l'Entente à cette date ou avant.
5. Les déclarations et garanties du Bénéficiaire figurant dans l'Entente sont fidèles à tous égards à la date de cette déclaration comme si elles avaient été faites et données à la date de cette déclaration.
6. Le projet décrit à l'Annexe A.1 (Description de projet) de l'Entente a été achevé le _____ jour de _____ 20__ conformément aux modalités de la présente.
7. L'Aide financière totale reçue ou due pour le Projet conformément au sous-paragraphe 3.2 c) (Engagements du Bénéficiaire) est :

   [INSCRIRE LE TOTAL DE L'AIDE FINANCIÈRE REÇUE OU DUE]
8. Cette Déclaration d'achèvement n'enlève pas au Canada le droit de faire une vérification ou une inspection, conformément aux modalités de l'Entente.
9. Le Bénéficiaire n'est pas admissible à recevoir des paiements de quelque montant que ce soit aux termes de l'Entente, autre que tout montant demandé par le Bénéficiaire conformément à l'Entente à la date de la présente Déclaration ou avant.

Déclaration faite à _____ (ville), en/au _____ (province/territoire) en ce _____ jour de _____ 20_____.

_____
(Signature)

ANNEXE D – PROTOCOLE DE COMMUNICATIONS

D.1 Objet

Le présent protocole de communication (« le protocole ») a pour objet de définir les objectifs, les rôles et les responsabilités du Canada et du Bénéficiaire relativement à toutes les Activités de communication du Projet (« les Activités de communication »).

D.2 Principes

a) Le Canada et le Bénéficiaire conviennent d'entreprendre des Activités de communication dans un esprit de collaboration, d'ouverture et de transparence.

b) Le Canada encourage le Bénéficiaire à faire la promotion d'activités du Projet auprès de ses résidents, des intervenants, d'autres collectivités, des ordres de gouvernement et de la communauté internationale au moyen de mises à jour régulières de son site Web, en plus de publications sur les médias sociaux, de communiqués de presse, de bulletins, de réunions publiques et de produits d'information, ainsi qu'en recourant aux médias locaux, régionaux et nationaux.

c) Le Canada et le Bénéficiaire n'empêcheront pas de façon déraisonnable, pour leurs propres besoins, l'utilisation des activités de communication portant sur le Projet financées en vertu de cette Entente, et toute promotion d'activités sur le Web et les médias sociaux.

D.3 Activités du Canada

a) Le Canada accepte de fournir un soutien en matière de communication au Bénéficiaire pour répondre aux demandes des médias, sur demande.

b) Le Canada conserve le droit de communiquer des renseignements au public à propos de la participation du Bénéficiaire au Programme et de l'utilisation des fonds fédéraux, au besoin, par l'entremise de ses propres Activités de communication.

c) Le Canada conserve le droit de filmer le bénéficiaire lors des visites, des activités et des événements aux fins de la promotion du programme.

d) Le Canada conserve le droit de rendre accessibles au public les renseignements suivants :

   i. le nom du Bénéficiaire, le montant accordé par le Canada et la nature générale du projet;

   ii. tout rapport sur les évaluations ou les vérifications et autres examens se rapportant à la présente entente;

   iii. tout renseignement présenté dans les rapports de réclamation d'étape et les rapports de réclamation d'étape finale; et

   iv. tout autre renseignement convenu d'un commun accord par les deux parties.

D.4 Activités du bénéficiaire

a) Le Bénéficiaire convient d'informer le Canada des réponses aux demandes des médias ainsi que des questions litigieuses soulevées dans le cadre de toute demande des médias.

b) Le Bénéficiaire accepte de promouvoir ouvertement sa participation au programme et de permettre au Canada d'utiliser et de communiquer l'information fournie par le Bénéficiaire pour des raisons de promotion, d'information ou de rapport.

c) Le Bénéficiaire accepte de fournir au Canada des mises à jour sur ses activités et ses tactiques de communication dans le cadre de rapports d'étape.

d) Le Bénéficiaire accepte de planifier et d'organiser une activité publique annuelle pour son projet. Le Bénéficiaire fournira un préavis suffisant au Comité quant à la proposition de l'activité afin que celui-ci détermine si elle satisfait l'engagement du

Bénéficiaire.

e) Le Bénéficiaire convient d'assister chaque année à une activité publique nationale ou internationale, à ses frais, pour promouvoir le projet. Le Bénéficiaire fournira un préavis suffisant au Comité quant à la proposition de l'activité afin que celui-ci détermine si elle satisfait l'engagement du Bénéficiaire.

f) Le Bénéficiaire convient de souligner l'apport du Canada dans toutes les affiches et les communications publiques, y compris toute campagne de publicité produite dans le cadre du projet ou de l'entente, en utilisant le mot-symbole « Canada » et l'identité visuelle du Défi des villes intelligentes, à moins que le Canada n'indique par écrit au bénéficiaire qu'il n'est pas nécessaire de souligner cet apport.

g) Le Bénéficiaire inclura un lien vers le site Web d'Infrastructure Canada dans ses communications Web qui concernent le programme.

h) Le Bénéficiaire fera la promotion active de sa participation sur les médias sociaux et il est encouragé à suivre Infrastructure Canada sur Twitter, @INFC_fra, sur Facebook, Instagram et YouTube pour partager les gazouillis et les publications à propos du programme et à inclure le mot-clic #villesintelligentesCanada dans ses propres gazouillis et publications.

D.5 Communications conjointes

a) Le Canada et le Bénéficiaire conviennent d'organiser conjointement des conférences de presse, des annonces publiques ou d'autres événements conjoints pour les étapes importantes comme le début ou la fin des travaux du projet.

b) Les Parties s'entendront préalablement sur les messages et les déclarations publiques lors de ces événements.

c) Chaque Partie peut être l'initiatrice d'un événement conjoint. La Partie qui fait la demande donnera à l'autre partie un avis d'au moins 30 jours ouvrables avant la tenue d'une telle conférence de presse ou annonce publique ou d'un tel événement conjoint.

d) Un communiqué de presse conjoint du Canada et du Bénéficiaire sera publié aux étapes importantes.

e) Le communiqué de presse conjoint peut comprendre des propos de représentants élus du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux ou des administrations municipales ou, le cas échéant, de tout autre contributeur. Tout le matériel de communication conjoint sera approuvé par le Canada et le bénéficiaire avant sa diffusion.

f) Le Canada est tenu de communiquer en anglais et en français. Les produits de communication conjoints doivent être bilingues et inclure le mot-symbole « Canada » ainsi que les logos des autres parties. Le Canada fournira les services de traduction et se chargera de l'approbation finale des produits. Toutes les communications conjointes s'effectueront selon le Tableau de la préséance pour le Canada. https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/directives-protocolaires-evenements-speciaux/tableau-preseance-canada.html

D.6 Communications opérationnelles

Le Bénéficiaire est le seul responsable des communications opérationnelles liées aux projets, ce qui comprend entre autres les appels d'offres ou les avis de construction et de sécurité publique. Les communications opérationnelles décrites ci-dessus ne sont pas visées par la politique fédérale sur les langues officielles.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207598005

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Approuver le projet de convention de contribution financière d'une somme maximale de 50 000 000 $ entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada et la Ville de Montréal pour le projet du Défi des villes intelligentes, conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation du gouvernement du Québec en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (RLRQ c M-30). / Autoriser le Directeur du Laboratoire d'innovation urbaine de Montréal à remettre au gouvernement du Canada les déclarations requises en vertu de la convention de contribution financière. / Demander au gouvernement du Québec l'adoption d'un décret autorisant la Ville de Montréal à conclure la convention de contribution financière avec le gouvernement du Canada.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1207598005 Subvention.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.029

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 20.030

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.031

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208047007

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour initier le projet d'une serre urbaine qui s'inscrit dans le Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

Il est recommandé d':
- accorder une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour initier le projet d'une serre urbaine qui s'inscrit dans le Défi des villes intelligentes du Canada.
- approuver le projet de convention de contribution à cet effet.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-04-28 10:32

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208047007**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour initier le projet d'une serre urbaine qui s'inscrit dans le Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 mai 2019, Montréal gagnait le grand prix de 50 000 000$ au Défi des villes intelligentes du Canada. Il s'agit d'un appel à candidature du ministère des infrastructures et des collectivités du Canada visant à financer des projets municipaux et encourageant les collectivités à adopter une approche axée sur les villes intelligentes pour améliorer la qualité de vie de leurs résidents grâce à l'innovation, aux données et aux technologies connectées. La candidature de Montréal porte sur la mobilité et l'accès à l'alimentation pour les personnes vulnérables. De plus, la candidature comprend une composante de collecte et de partage de données.
Le projet de serre urbaine s'inscrit dans une volonté locale et régionale d'améliorer l'offre et l'accès à des fruits et légumes frais à prix abordables. Le projet de serres urbaines pourra, en complémentarité avec d'autres solutions locales et régionales répondre aux enjeux de sécurité et d'autonomie alimentaire à Montréal.

En plus d'être une infrastructure de production alimentaire, le projet de serre urbaine se veut également un lieu d'éducation et de formation permettant d'initier les montréalais et montréalaises à la production alimentaire et ce, tout au long de l'année. Que cela soit par l'accueil de groupes scolaires ou par l'embauche de stagiaires en horticulture issus des écoles de formations professionnelles, le projet de serre urbaine se veut une infrastructure ouverte sur la communauté.

Enfin, de par son emplacement stratégique au sein d'un complexe environnemental innovant, le projet de serre sera une vitrine technologique en agriculture urbaine (récupération des eaux de pluies, valorisation des rejets thermiques, production biologique, valorisation d'une partie du compost de la plate forme adjacente) permettant de positionner Montréal comme leader en matière de développement durable.

Le projet de serre urbaine inclus l'analyse de trois sites (à valider avec l'équipe des grands parcs), ceux ci étant tous situés dans le parc Frédéric Back.

Finalement, la planification et la gestion du projet se fera en étroites collaborations avec les acteurs de la communauté. L'étude d'implantation se consacrera sur les composantes techniques et financières du projet. Advenant que les résultats soient positifs, un comité de

gouvernance locale sera mis sur place afin de piloter le projet et ainsi prendre en considération les différents intérêts des acteurs locaux.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 191701 - 6 novembre 2019 - Autoriser un budget de dépenses additionnel équivalent aux revenus de subvention de 50 000 000$ (incluant les taxes). La subvention de 50 000 000 $ du gouvernement fédéral (Infrastructure Canada) sera versée dans le cadre de la compétition pancanadienne des villes intelligentes du Canada pour la réalisation des projets soumis dans la proposition gagnante de la Ville de Montréal.

DESCRIPTION

La contribution financière visée par le présent dossier décisionnel porte sur le soutien au Laboratoire d'agriculture urbaine pour lui permettre de réaliser une étude de faisabilité pour un projet de serre urbaine sur le complexe environnemental St-Michel.
En 2018, le Laboratoire sur l'agriculture urbaine(AU/LAB), la Coopérative de solidarité Carbone et Innovagro se sont associés afin d'explorer l'idée d'implanter un complexe de serres urbaines utilisant les rejets thermiques excédentaires de la centrale de cogénération Biomont comme source principale d'énergie. D'une superficie estimée de 15 000 m 2 , ce complexe de serres urbaines qui sera géré et opéré par une coopérative permettra de produire une très grande quantité de fruits et légumes frais à coût préférentiel (approximativement 1000 tonnes par an) et des végétaux permettant de verdir le parc Fréderic Back, créerait une quarantaine d'emplois permanents tout en réduisant plus de 2500 tonnes équivalents CO 2 par an.L'avenue d'utiliser les rejets thermiques industriels au Québec et plus largement au Canada à des fins agricoles est bien documentée et dévoile un potentiel prometteur. En effet, le potentiel exceptionnel des surplus énergétiques de la centrale Biomont (évalué à près de 4 MW thermique en tout temps) combiné à la présence de terrains vacants ou en requalification en plein cœur de la ville représente une opportunité unique au Canada.

Une étude de préfaisabilité a été réalisé en 2018 afin de simuler l'implantation sur huit (8) sites adjacents à la centrale de cogénération Biomont, chacun des sites présentant des contraintes et des avantages afin de donner un aperçu le plus complet possible des opportunités. En poussant un peu plus loin l'étude, notamment en combinant les superficies disponibles à court et moyen terme, les frais d'exploitation et les frais d'immobilisation,le complexe serricole n'est raisonnablement économiquement viable que si le complexe de serre n'a pas de loyer ou d'hypothèque à payer sur son emprise au sol.

C'est pourquoi la présente subvention vise à soutenir AULAB dans la réalisation d'étude de faisabilité plus approfondie pour confirmer cette possibilité. Les éléments suivants seront étudiés:

- Intégration au site et scénarisation des implantations
- Analyse technique des sites (Stabilité du sol, ensoleillement, prise au vent, etc)
- Coût d'implantation du complexe de serre
- Étude de marché – production alimentaire et production de végétaux
- Scénario d'opérationnalisation
- Coût d'implantation du réseau de chaleur
- Analyse de brancher des infrastructures supplémentaires au réseau (ex : les bureaux administratifs et l'usine de lixiviat)
- Analyse de la production énergétique avec des activités complémentaires (ex : implantation de cellules photovoltaiques sur la serre)
- Gouvernance du projet

JUSTIFICATION

La présente demande vise à raffiner la proposition faite par le Laboratoire d'agriculture urbaine lors du dépôt de sa fiche projet pour la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada et de démarrer le projet de la Serre Miron. Ceci est la première étape en vue de lui octroyer une subvention ultérieure pour la réalisation complète de son initiative sur la durée du Défi de villes intelligentes.
La réalisation d'une étude de faisabilité vise à trouver le meilleur endroit possible pour la serre et les modalités entourant son opération. La réalisation de cette étude est essentielle pour débuter le projet et constitue la première étape pour la construction de la serre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour la production des livrables mentionnés en annexe 1 de la convention de contribution financière.
Le tableau suivant détaille l'utilisation de la contribution financière visée par le présent sommaire décisionnel, soit la somme maximale de 80 000 $ pour l'année 2020.

ACTIVITÉS PRÉVUES EN 2020	**COÛT**
Démarrage de l'étude et coordination (gouvernance, dossier de projet, équipe de professionnel, rédaction de l'étude)	10 000$
Intégration au site et scénarisation des implantations (Analyse technique des sites pour stabilité du sol, ensoleillement, prise au vent, etc)	25 000$
Modèle d'affaire du complexe de serre (coût d'implantation du complexe, étude de marché et scénarios d'opérationnalisation)	25 000$
Scénarios d'implantation du réseau de chaleur (coût d'implantation du réseau de chaleur, analyse de la production énergétique)	20 000$
TOTAL	**80 000$**

Toutes les dépenses sont financées par la subvention de 50 000 000$ dans le cadre de la compétition pancanadienne du Défi des villes intelligentes d'Infrastructure Canada, ne laissant aucune charge aux contribuables. La somme totale allouée pour le projet de serre urbaine est de 500 000 $, sur une durée de cinq ans. Les subventions subséquentes seront principalement dédiée à financer les systèmes intelligents de la serre pour le chauffage de cette dernière.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutes les activités des projets en lien avec le volet de l'accès à l'alimentation de la candidature de la Ville de Montréal ont pour caractéristique commune de soutenir les principes de développement durable, que ce soit dans la mutualisation des ressources et des infrastructures, la réduction du gaspillage alimentaire, la production locale d'aliments sains et la distribution aux personnes vulnérables.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dans l'éventualité où la contribution financière ne serait pas accordée à l'Organisme, ce dernier ne serait pas en mesure de poursuivre ses activités pour la réalisation du dossier de Projet et par la suite poursuivre dans une phase ultérieure la mise en oeuvre du projet de

serre, tel que défini dans le dossier de candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes du Canada. Ce qui aurait également pour conséquence de compromettre le développement des initiatives associées décrites dans la candidature et potentiellement créer un impact sur le respect de l'engagement de la Ville de Montréal auprès d'Infrastructure Canada, qui a fixé à 5 ans (mars 2025) le délai maximum de réalisation des initiatives du Défi des villes intelligentes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La COVID-19 n'aura pas d'impacts sur la réalisation des travaux prévus pour la mise en place du projet de serre. Ainsi, le Laboratoire d'agriculture urbaine aura la capacité de réaliser les livrables prévus dans les délais mentionnés précédemment. De plus, ce projet s'inscrit dans le cadre du Défi des villes intelligentes, qui prévoit la réalisation de projets sur une durée de cinq ans, avec un échéancier qui ne peut pas être modifié. C'est pourquoi il importe d'entamer les travaux en 2020 afin d'atteindre nos objectifs fixés pour 2025.Par ailleurs, le projet de serre urbaine permettra de fournir des aliments sains à des populations vulnérables, ce qui répond à un besoin urgent en cette période de crise puisque le taux d'insécurité alimentaire a nettement augmenté.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans l'attente d'une clarification des attentes fédérales en termes de communication et dans une optique de collaboration entière et de valorisation des actions liées au Défi des villes intelligentes, l'Organisme suivra le protocole de visibilité instauré par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

En continu : La réalisation des activités planifiées du Projet jusqu'au 15 novembre 2020, ainsi que le dépôt des documents relatifs à la reddition de compte pour cette période.

·Remise du **plan pour la réalisation du dossier de projet** au plus tard le 30 mai 2020;

·Remise du **dossier de projet** au plus tard le 30 juin 2020;

·Remise du **rapport de phase** au plus tard le 15 novembre 2020.

Pour l'étude de faisabilité:

- Démarrage de l'étude (mai 2020)

- Remise du l'étude au plus tard le 30 octobre 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marjolaine ST-ARNAUD
Conseillère innovation et contenus statégiques

Tél : 514-243-9506
Télécop. : 00

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Stéphane GUIDOIN
Directeur- Laboratoire d'innovation urbaine

Tél : 514-872-7482
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Stéphane GUIDOIN
Directeur- Laboratoire d'innovation urbaine
Tél : 514-872-7482
Approuvé le : 2020-04-27

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont l'hôtel de ville est situé au 275, rue Notre Dame Est, à Montréal, Québec représentée aux présentes par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG060006;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LABORATOIRE D'AGRICULTURE URBAINE**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 2349 rue De Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, agissant et représentée par Jean-Philippe Vermette, directeur, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 779653294RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1221417221TQ0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un laboratoire de recherche, d'innovation et d'intervention en agriculture urbaine au service de la collectivité. Cet organisme se veut un lieu de discussion d'échanges et de travail regroupant des chercheurs et des praticiens oeuvrant en agriculture urbaine autant dans les domaines de recherche et d'innovation qu'en réalisation de projets.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Défi des villes intelligentes pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Aldo Rizzi, Chef de division, direction du programme des villes intelligentes de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Laboratoire d'innovation urbaine, direction générale.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la

Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur* les cités et villes, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 L'Organisme accepte que ses documents soient accessibles comme s'il était assujetti à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*;

À cette fin, l'Organisme s'engage envers la Ville à lui donner accès à tous ses documents sauf, les documents visés par le secret professionnel, si une demande d'accès à des documents qui lui appartiennent est déposée auprès de la Ville. Il ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de l'Organisme remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de l'Organisme en application de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de

quatre-vingt mille dollars (**80 000 $)** , incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante mille dollars (50 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant de trente mille dollars (30 000 $), au plus tard le 30 août 2020 et conditionnellement à ce que le premier versement ait été entièrement utilisé.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2349 rue De Rouen, Montréal, Québec, H2K 1L8, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice des opérations et du développement. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801 rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2020

LABORATOIRE D'AGRICULTURE URBAINE

Par : _____
Jean-Philippe Vermette
Directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2020 (Résolution CM).

ANNEXE 1

Description du projet

Titre	**DOSSIER DE PROJET**
Description et Utilité	Ce Projet vise à raffiner la proposition de la fiche projet de l'Organisme de la mise en candidature de la Ville de Montréal au Défi des villes intelligentes et de mettre en place les ressources humaines et matérielles pour assurer sa capacité de réalisation pour les prochaines étapes. Le présent Projet est donc la première étape en vue de lui octroyer des subventions subséquentes pour la réalisation de son initiative. Le projet de serre urbaine s'inscrit dans le volet accès à l'alimentation du Défi des villes intelligentes du Canada. En 2018, le Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB), la Coopérative de solidarité Carbone et Innovagro se sont associés afin d'explorer l'idée d'implanter un complexe de serres urbaines utilisant les rejets thermiques excédentaires de la centrale de cogénération Biomont comme source principale d'énergie. D'une superficie estimée de 15 000 m^2, ce complexe de serres urbaines qui sera géré et opéré par une coopérative permettra de produire une très grande quantité de fruits et légumes frais à coût préférentiel (approximativement 1000 tonnes par an) et des végétaux permettant de verdir le parc Fréderic back, créerait une quarantaine d'emplois permanents tout en réduisant plus de 2500 tonnes équivalents CO^2 par an. L'avenue d'utiliser les rejets thermiques industriels au Québec et plus largement au Canada à des fins agricoles est bien documentée et dévoile un potentiel prometteur. En effet, le potentiel exceptionnel des surplus énergétiques de la centrale Biomont (évalué à près de 4 MW thermique en tout temps) combiné à la présence de terrains vacants ou en requalification en plein cœur de la ville représente une opportunité unique au Canada. Une étude de préfaisabilité a été réalisé en 2018 afin de simuler l'implantation sur huit (8) sites adjacents à la centrale de cogénération Biomont, chacun des sites présentant des contraintes et des avantages afin de donner un aperçu le plus complet possible des opportunités. En poussant un peu plus loin l'étude, notamment en combinant les superficies disponibles à court et moyen terme, les frais d'exploitation et les frais d'immobilisation,le complexe serricole n'est raisonnablement économiquement viable que si le complexe de serre n'a pas de loyer ou d'hypothèque à payer sur son emprise au sol. C'est pourquoi la présente subvention vise à soutenir le Laboratoire

d'agriculture urbaine dans la réalisation d'étude de faisabilité plus approfondie pour confirmer cette possibilité. Cette étude permettra d'étudier les éléments suivants:

- Intégration au site et scénarisation des implantations
- Analyse technique des sites (Stabilité du sol, ensoleillement, prise au vent, etc)
- Coût d'implantation du complexe de serre
- Étude de marché – production alimentaire et production de végétaux
- Scénario d'opérationnalisation
- Coût d'implantation du réseau de chaleur
- Analyse de brancher des infrastructures supplémentaires au réseau (ex : les
- bureaux administratifs et l'usine de lixiviat)
- Analyse de la production énergétique avec des activités complémentaires (ex :implantation de cellules photovoltaiques sur la serre et revendus à HQ)
- Gouvernance du projet

De plus, le Laboratoire d'agriculture urbaine devra produire:

Le **plan de réalisation du dossier de projet**, qui présente les jalons importants, les échéanciers, ainsi que la répartition des coûts pour la réalisation du **dossier de projet** et **du rapport de phase**.

Le **dossier de projet** produit à l'issu du présent Projet indiquera :

- les raisons pour lesquelles le projet doit être entrepris dans le cadre du programme de Villes intelligentes,
- les besoins auxquels le projet répond,
- les résultats escomptés et comment ils seront mesurés,
- la définition de ce qui sera livré, et de comment ce devrait être livré,
- la planification de la prochaine phase (qui, quand, quoi, comment et combien pour la phase de planification).

Il s'agira de la base de référence pour partager une vision commune de l'initiative du partenaire, et des raisons pour lesquelles cette initiative devrait être financée dans le cadre du programme de Villes intelligentes.

Le **rapport de phase** sur ce qui a été produit présentera:

- un résumé de ce qui a été fait pour développer le dossier de projet et des résultats obtenus;
- les leçons apprises pertinentes pour les suites du projet ou pour d'autres partenaires complétant le même genre de document.

Il s'agira de la base de référence pour le versement final des fonds prévus

	dans cette convention de financement.
Composition	**Dossier de projet:** ▪ Raison d'être et objectifs du projet ▪ Description de ce qui sera produit dans le cadre du projet ▪ Description de comment le projet sera réalisé et reflète les engagements en lien avec la Candidature de la Ville au défi des villes intelligentes ▪ Planification globale du projet ▪ Évaluation des coûts en lien avec le projet ▪ Gouvernance propre au projet ▪ Plan pour la phase suivante **Rapport de phase:** ▪ Revue de ce qui a été livré ▪ Résultats ▪ Coûts et échéancier par livrable ▪ Risques et enjeux qui se sont présentés ▪ Leçons apprises ▪ Recommandations pour la suite du projet
Éléments requis pour la production du dossier de projet	▪ Documentation sur la situation actuelle ▪ Analyse des besoins ▪ Analyses des parties prenantes ▪ Analyses de faisabilité ▪ Études de marché ▪ Tout autre document permettant d'enrichir ce qui est présenté dans le **Dossier du projet** et le **Rapport de phase**.
Format et présentation	Utilisez les gabarits fournis par l'équipe du programme du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative (dans la bibliothèque de références sur le disque partagé dans Google Drive) et imprimer la version finale en PDF.
Responsabilités	▪ Réalisation du document : l'Organisme recevant la subvention ▪ Suivi périodique : La Responsable du dossier et /ou l'équipe du programme des villes intelligentes de l'Unité administrative; ▪ Acceptation : Le comité de direction du Défi des villes intelligentes de l'Unité administrative.
Échéancier	▪ Remise du **plan pour la réalisation du dossier de projet** au plus tard le 30 mai 2020 ▪ Remise du **dossier de projet** au plus tard le 30 juin 2020

	▪ Remise du **rapport de phase** au plus tard le 15 novembre 2020 ▪ Remise de l'**étude de faisabilité a**u plus tard le 30 octobre 2020
Principaux critères de qualité à respecter à la satisfaction de la Responsable	▪ Alignement et respect des engagements énoncés dans la candidature ▪ Les informations présentées dans le document doivent être appuyés sur des faits ou des informations vérifiables. ▪ Le **dossier de projet** démontre clairement la capacité du partenaire à mener le projet.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal et du Défi des villes intelligentes du Canada

- Faire état de la contribution de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.
- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville et le Défi des villes intelligentes pour son soutien.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville et du Défi des villes intelligentes lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Apposer les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.
- Les logos de de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Une initiative de la Ville de Montréal dans le cadre du Défi des villes intelligentes***
- Soumettre pour approbation (visibilite@montreal.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos peuvent

faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaires principaux, ils devront être mis en évidence.
- Ajouter les logos de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@montreal.ca et consulter le site : https://mairesse.montreal.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : montreal.ca/logo).
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville https://montreal.ca/, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada sur le site Internet du Projet ou de l'événement.
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@montreal.ca) avant leur impression et leur diffusion.
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **30 jours ouvrables** à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.
- S'assurer de la présence du logo de la Ville, du Défi des villes intelligentes et du Gouvernement du Canada dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse et un représentant du Gouvernement du Canada à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@montreal.ca
À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@montreal.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208047007

Unité administrative responsable :	Direction générale , Laboratoire d'innovation urbaine , Division stratégie d'affaires et partenariats
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 80 000 $ au Laboratoire d'agriculture urbaine pour initier le projet d'une serre urbaine qui s'inscrit dans le Défi des villes intelligentes du Canada. Approuver le projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1208047007 Laboratoire d'agriculture urbaine.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-27

Arianne ALLARD
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.032

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière;

4. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-22 17:23

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197233006**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

CONTENU

CONTEXTE

En 1994, la Ville a conclu avec la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (la Société), une entente lui permettant d'exploiter le Musée et verse une subvention annuelle à cet organisme à but non lucratif. Depuis, des ententes ont été conclues sur une base annuelle ou triennale en fonction des discussions entre le Musée et la Ville. La dernière entente triennale a pris fin le 31 décembre 2019. Il est proposé de conclure une nouvelle entente pour les années à venir.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM18 1503- Le 17 décembre 2018 - Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2019, deux (2) immeubles d'une superficie totale de 7 500 m² situés au 350, place Royale et au 150, rue Saint-Paul Ouest, utilisés à des fins de musée, moyennant un loyer total de 218 006,40 $, excluant les taxes.

Le montant de la subvention immobilière pour la durée de l'entente est de 7 854 750 $ (Bâtiment 2452);

CM17 0589 - Le 15 mai 2017 - Accorder un soutien financier de 7 385 600 $ en 2017, de 8 130 600 $ en 2018 et de 8 380 600 $ en 2019 à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165, 173 et 214 Place d'Youville, pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2019;

CM15 0525 - Le 28 avril 2015 - Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière, couvrant la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016, aux fins de l'exploitation du musée dont la contribution totale est de 5 390 600 $ pour 2014, de 5 640 600 $ en 2015 et de 5 890 600 $ en 2016.

DESCRIPTION

Classé site archéologique et historique national, Pointe-à-Callière couvre plusieurs siècles d'histoire, de la période amérindienne à nos jours. Situé sur des sols qui témoignent de plus de 1000 ans d'activité humaine et sur les lieux mêmes de la fondation de Montréal, il abrite des vestiges architecturaux remarquables qui sont mis en valeur in situ.
Le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière a pour mission de "faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficieront les publics." Outre ses expositions permanentes, le Musée propose une programmation constamment renouvelée d'expositions temporaires et d'activités culturelles, ainsi que des programmes scolaires."

Le projet de convention d'une durée de trois ans couvre la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Il établit les obligations des parties, incluant la contribution financière de la Ville. Pour sa part, la Société s'engage notamment à maintenir les activités du musée et à poursuivre la mise en valeur des vestiges archéologiques.

Le projet de convention joint au dossier prévoit les clauses visant une plus grande transparence des organismes à but non lucratif bénéficiant d'importantes contributions financières de la Ville qui découlent des orientations adoptées à cet égard par le comité exécutif le 17 octobre dernier (CE18 1710).

JUSTIFICATION

Inauguré en 1992, à l'occasion du 350e anniversaire de Montréal, le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière est devenu une institution muséale majeure qui met en valeur notamment le lieu de fondation de Montréal, classé site patrimonial par le gouvernement du Québec et lieu historique national du Canada par la Commission des lieux et monuments historiques du Canada. Depuis sa création, il a reçu de nombreux prix et reconnaissances pour son architecture et ses activités. En 2018, le musée a accueilli 527 000 visiteurs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette contribution financière de 26 641 800$ sera comptabilisé au budget de fonctionnement dans les chapitres de la Ville.
Le budget 2020 prévu aux chapitres est de 8 630 600$.

Ce dossier présente un impact récurrent sur le cadre financier des deux (2) exercices

subséquents jusqu'en 2022.

Ainsi, un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 devra être fait à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière.

De plus, un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière sera requis pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre.

Voici les contributions financières qui ont été accordées à la Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière au cours des cinq dernières années :

Service ou arrondissement	2014	2015	2016	2017	2018	2019	TOTAL
Service de la culture	1 553 000,00 $	4 631 872,87 $	4 650 000,00 $	19 136 650,00 $	5 266 885,00 $	3 455 000,00 $	**38 693 407,87 $**
Dépense de contribution	4 042 950,00 $	5 640 600,00 $	5 890 600,00 $	7 385 600,00 $	8 130 600,00 $	8 380 600,00 $	**39 470 950,00 $**
Direction générale	-	1 793,93 $	-	-	-	-	**1 793,93 $**
Service de la mise en valeur du territoire	28 000,00 $	195 206,37 $	-	27 000,00 $	10 000,00 $	90 000,00 $	**350 206,37 $**
Arrondissement Ville-Marie	17 500,00 $	12 375,00 $	9 125,00 $	20 000,00 $	15 000,00 $	30 000,00 $	**104 000,00 $**
Total général	**5 641 450,00 $**	**10 481 848,17 $**	**10 549 725,00 $**	**26 569 250,00 $**	**13 422 485,00 $**	**11 955 600,00 $**	**78 620 358,17 $**

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par son soutien à la protection du patrimoine et au dynamisme muséologique et culturel, cette entente participe à la qualité de vie montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de cette convention permettra à la Société de continuer à exploiter un équipement muséal de première importance, dont le rôle s'inscrit directement dans les objectifs visés par la Ville en matière de patrimoine et de muséologie au profit des Montréalais et des visiteurs.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

En accord avec les recommandations des autorités de la santé publique et avec les directives de la Ville de Montréal, les institutions muséales montréalaises, dont le Musée Pointe-à-Callière, sont fermées aux publics depuis le 15 mars 2020 et les employés sont en

télé-travail depuis le 19 mars. Malgré cette fermeture, plusieures activités muséales se poursuivent et nécessitent l'apport de nombreuses équipes, notamment les activités relatives à la gestion et la conservation des collections et des vestiges, les activités de développement, la conception et la planification des expositions à court, moyen et long termes ainsi que le développement d'activités éducatives et de médiation. La situation actuelle demande exceptionnellement la re-négociation de plus d'une quarantaine d'ententes internationales. La sécurité et certaines activités d'entretien sont aussi maintenues. Le Musée garde l'essentiel de ses équipes en place afin de pouvoir effectuer le travail nécessaire durant la crise mais aussi prévoir la réouverture. À noter que le musée continue d'offrir des contenus aux citoyens d'ici et d'ailleurs via ses plateformes numériques.
Les revenus autonomes du Musée sont lourdement affectés par la crise sanitaire. Les pertes sont essentiellement liées à la billetterie, aux locations, au restaurant et à la boutique, mais aussi à l'annulation de certaines expositions itinérantes. De plus, les activités de levée de fonds organisées par la Fondation du musée sont aussi annulées pour ce printemps. Le musée analyse présentement les programmes de soutiens gouvernementaux dont il pourrait bénéficier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Communiqué de presse de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Andrée SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle GAY
commissaire - a la culture

Tél : 514-872-0580
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-10

Geneviève PICHET
Directrice - développement culturel

Tél : 514-872-1156
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture par intérim
Tél :
Approuvé le : 2020-04-22

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2020-04-20 - Convention contribution Musée Pointe-à-Callières.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division droit contractuel
Tél : 514-872-8323

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division, Droit contractuel
Tél : 514-872-8323
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
20 MAR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SUBVENTION

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE**, personne morale, légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant sa principale place d'affaires au 350, de la Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, agissant et représentée aux fins des présentes par Madame Francine Lelièvre, directrice générale, tel qu'elle le déclare;

N° d'inscription TPS : R134213917
N° d'inscription TVQ : M1014770808TQ0001
Numéro de Société de charité : 13421-3917-RR0001

Ci-après appelée la « **Société** »

La Société et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignées dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Société a pour mission de faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et de tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficiera le public;

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire des immeubles situés au 350, de la Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5 et au 150, rue Saint-Paul Ouest, Montréal, Québec, H2Y 1Z6, ainsi que de la crypte et du tunnel situés sous ces édifices, le tout tel qu'identifié à l'Annexe 2 (ci-après l'« **Immeuble** »);

ATTENDU QUE la Société est propriétaire de l'immeuble situé au 173, Place d'Youville, Montréal, Québec, H2Y 2B2 de même que des immeubles situés aux 165 et 214 Place d'Youville et de l'égout collecteur sous la place d'Youville, le tout tel qu'identifié à l'Annexe 2 (ci-après les « **Édifices** »);

ATTENDU QUE l'Immeuble ainsi que les Édifices abritent le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière (ci-après le « **Musée** »);

ATTENDU QUE, par la résolution CO94 00987, la Ville a accepté de céder à la Société les biens meubles (à l'exception des collections archéologiques) et immeubles relatifs à l'exploitation, la gestion et l'administration du Musée et à lui verser une subvention afin qu'elle exploite le Musée (ci-après, la « **Convention de 1994** »);

ATTENDU QUE la cession de l'Édifice du 173, Place d'Youville, par la Ville à la Société a bel et bien eu lieu en vertu d'un acte de donation conclu entre les Parties le 3 avril 1998 (CO98 00493), mais en ce qui a trait à l'Immeuble, la Société le loue de la Ville en vertu d'une convention de bail approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2018 conformément à la résolution CM18 1503 (ci-après, le « Bail ») afin qu'elle puisse y exploiter le Musée pour une période de 10 ans à compter du 1er janvier 2019;

ATTENDU QUE depuis la conclusion de la Convention de 1994 entre les Parties, la Ville verse une subvention à la Société afin qu'elle puisse exploiter son Musée;

ATTENDU QUE la dernière convention conclue entre les Parties relativement au versement d'une telle subvention a été approuvée par le conseil municipal en vertu de la résolution CM17 0589 du 15 mai 2017 et se terminait le 31 décembre 2019;

ATTENDU QUE la Ville désire continuer de soutenir la Société en lui versant une nouvelle subvention afin qu'elle puisse poursuivre l'exploitation de son Musée;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de subvention, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Société a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel elle pourrait être assujettie à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à la Société.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : le calendrier des versements de la subvention;

2.2 «Annexe 2 » : le plan identifiant les propriétaires de la Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal;

2.3 « Annexe 3 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de la Société, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : aux fins de la présente Convention, le Rapport annuel et les états financiers vérifiés;

2.6 « Responsable » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : le Service de la culture de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la subvention de la Ville à la Société afin que cette dernière puisse poursuivre l'exploitation, la gestion et l'administration de son Musée.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ

En considération des sommes versées par la Ville, la Société s'engage à :

4.1 Utilisation de la subvention :

4.1.1 utiliser la subvention de la Ville aux seules fins d'exploiter le Musée de manière diligente selon les règles de l'art notamment en :

4.1.1.1 maintenant, pendant toute la durée de la présente Convention et selon l'horaire qu'elle détermine, les activités du Musée dans l'Immeuble et les Édifices;

4.1.1.2 fournissant le personnel nécessaire aux activités du Musée, y compris notamment les préposés au gardiennage;

4.1.1.3 prenant toutes les mesures d'usage en vue d'assurer la sécurité du public dans le Musée;

4.1.1.4 assurant la préservation, l'entretien et la conservation des artefacts présentés au Musée;

4.1.1.5 assurant la préservation et l'entretien du mobilier et des équipements audiovisuels du Musée;

4.1.1.6 réalisant la mission du Musée qui consiste à faire aimer et connaître le Montréal d'hier et d'aujourd'hui à travers des actions de diffusion, d'éducation, de conservation et de recherche à l'endroit du patrimoine archéologique et historique montréalais; et de tisser avec les réseaux régionaux, nationaux et internationaux concernés, des liens dont bénéficiera le public.

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à ses activités et à la réalisation de sa mission et à assumer tout dépassement des coûts requis pour leur réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 6.1 de la présente Convention;

4.1.3 s'assurer, compte tenu de sa mission et de son autonomie de gestion, que ses orientations et ses investissements muséologiques soient en harmonie et en complémentarité avec ceux du Centre d'histoire de Montréal, de manière à diversifier et à enrichir les importants apports de ces institutions à la communauté, dans le respect de leur rôle respectif;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec l'exploitation, la gestion et l'administration du Musée et les activités qui y sont reliées, notamment le paiement des taxes imposées sur les Édifices le cas échéant;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur ainsi qu'aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 3, dans ses communications externes et ses documents promotionnels (ci-après la « **Publication** »).

4.4.2 dans la mesure du possible, associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Musée;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er mai de chaque année et doit couvrir la période comprise entre 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2020 pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les cent-vingt (120) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité adéquate et exacte des revenus et dépenses de la Société, laquelle comptabilité devra faire état des fins pour lesquelles la subvention de la Ville a été utilisée et comporter un poste relatif aux dépenses de nature immobilière;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de la Société, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, la Société accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans la mesure où le cumul de toutes les subventions que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle subvention soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes les subventions que la Ville verse à la Société au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle subvention soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard cent-vingt (120) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 en sus de ce qui est prévu à l'article 7 de la présente convention, transmettre au Responsable, à la date que lui communiquera celui-ci, son budget prévisionnel de fonctionnement et lui soumettre, pour la durée de la présente Convention ses projets d'immobilisations comportant tous les éléments jugés utiles par le Responsable;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de la Société ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de la Société et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de la Société;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. La Société s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède à la condition que tels dommage, réclamation ou poursuite ne résultent pas de la faute de la Ville;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la subvention est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
TRANSPARENCE DE LA SOCIÉTÉ

La Société s'engage à respecter les principes de transparence et à donner accès aux documents qu'elle détient conformément à l'article 1 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (ci-après, la « **Loi sur l'accès** ») comme si elle était un organisme municipal au sens de cette loi.

À cette fin, si une demande d'accès est déposée auprès de la Ville conformément à la Loi sur l'accès, la Société s'engage envers la Ville à lui donner accès à tels documents sauf les documents visés par le secret professionnel. Elle ne peut en aucun cas invoquer les restrictions prévues par la Loi sur l'accès pour refuser de transmettre ces documents à la Ville;

Le traitement des documents de la Société remis à la Ville sera assuré par le responsable de l'accès aux documents de la Ville et celui-ci donnera accès aux documents de la Société en application de la Loi sur l'accès.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DE LA VILLE

6.1 Subvention

En considération de l'exécution par la Société de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de vingt-six millions six cent quarante et un mille huit cents dollars (26 641 800 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée aux fins prévues à la présente Convention.

6.2 Versements

Cette subvention se divise comme suit pour chaque année de la présente Convention :

6.2.1 Pour l'année 2020 : une somme maximale de huit millions six cent trente mille six cents dollars (8 630 600 $);

6.2.2 Pour l'année 2021 : une somme maximale de huit millions huit cent quatre-vingt mille six cents dollars (8 880 600 $);

6.2.3 Pour l'année 2022 : une somme maximale de neuf millions cent trente mille six cents dollars (9 130 600 $).

Pour l'année 2020, la somme mentionnée au paragraphe 6.2.1 sera remise à la Société en quatre (4) versements annuels conformément à l'Annexe 1 : le 5e jour de janvier, le 1er jour d'avril, le 1er jour de mai et le 1er jour d'octobre.

Pour les années subséquentes, les sommes mentionnées aux paragraphes 6.2.2 et 6.2.3 seront remises à la Société en quatre (4) versements annuels conformément à l'Annexe 1 : le 5e jour de janvier, le 1er jour d'avril, le 1er jour de juillet et le 1er jour d'octobre de chaque année.

Chaque versement est conditionnel à ce que la Société ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

6.3 Aucun intérêt

La Société ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 7
ÉQUIPEMENTS MUSÉOLOGIQUES, VESTIGES ET EXPOSITIONS PERMANENTES

La Société transmettra annuellement au Responsable, à la date que lui communiquera celui-ci, une demande de projets de renouvellement de ses équipements muséologiques, des vestiges et des expositions permanentes. La Ville, suite aux recommandations du Responsable, pourra compte tenu notamment des ressources disponibles, verser à la Société sous forme de subvention une subvention additionnelle à celle prévue à l'article 6 pour la réalisation des projets retenus. Ces projets devront faire l'objet d'une convention écrite entre les Parties en précisant les conditions et modalités.

ARTICLE 8
RESPECT DE LA CONVENTION DE 1991 ENTRE LA VILLE ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La Société s'engage à respecter les dispositions de la convention intervenue entre le Gouvernement du Québec et la Ville datée du 18 juin 1991 (CO91 01645) dont elle a obtenu une copie, notamment celles de l'article 5 de cette convention relatives aux polices d'assurance nécessaires pour protéger l'Immeuble et ses équipements.

ARTICLE 9
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

9.1 La Société doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

9.2 La Société doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

La Société doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec la Société.

9.3 La Société doit utiliser la subvention octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 La Société est en défaut si :

a) elle ne respecte pas l'une quelconque des obligations que lui impose la présente Convention;

b) si elle fait une cession de biens, est réputée avoir fait une cession de biens, ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre ou si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par la Société pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers.

c) perd son statut d'organisme à but non lucratif.

10.2 Dans les cas prévus au paragraphe a) de l'article 10.1, le Responsable avise par écrit la Société de son défaut et lui demande d'y remédier dans le délai raisonnable qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que la Société n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, la Société refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention peut être résiliée par la Ville, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par elle pour les dommages occasionnés par ce défaut.

Dans les cas prévus aux paragraphes b) et c) de l'article 10.1, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai dès la survenance de l'événement.

10.4 En cas de résiliation de la présente Convention, la Société doit, dans le délai prescrit par la Ville, remettre gratuitement à celle-ci, exception faite des biens meubles et immeubles appartenant à la Société acquis avec ses propres fonds et qui ne lui ont pas été cédés par la Ville, tout ce qui constitue le Musée, notamment les additions, modifications et améliorations qu'elle aurait pu faire à de tels biens, le tout dans un état jugé satisfaisant par la Ville. De plus, la résiliation de la présente Convention entraîne automatiquement la résiliation du Bail et de tout bail entre les Parties afférent à l'Immeuble.

10.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application du présent article, toute somme non versée à la Société cesse de lui être due. Cette dernière doit également remettre au Responsable toute somme que la Ville lui a payée au prorata des jours compris dans la période pour laquelle lesdites sommes lui ont été versées, et ce, pour la portion correspondante aux jours non écoulés à la date de la résiliation.

10.6 La résiliation de la présente Convention ne donne droit à la Société à aucune indemnité ni compensation pour quelque motif que ce soit et la Société renonce expressément à tout recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente Convention prend effet le 1er janvier 2020 et se termine le 31 décembre 2022.

Nonobstant la terminaison de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que toutes dispositions de cette dernière qui, implicitement ou explicitement, doivent demeurer en vigueur malgré sa terminaison continueront à produire leurs effets entre les Parties, notamment les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.7 et 4.8.

ARTICLE 12
ASSURANCES

12.1 En plus de devoir respecter les dispositions relatives aux polices d'assurance contenues dans le Bail ainsi que dans tout bail subséquent relatif à l'Immeuble, la Société doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

12.2 De plus, les contrats d'assurance doivent contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation des contrats d'assurance par la Société ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans ces contrats d'assurance ne sera applicable à la Ville.

12.3 La Société s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices d'assurance ou du certificat des polices. La Société doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement des polices d'assurance, au moins trente (30) jours avant leur échéance.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 La Société déclare et garantit :

13.1.1 qu'elle a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que toutes et chacune des obligations qu'elle assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

14.4 Représentations de la Société

La Société n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la Société

La Société fait élection de domicile au 350, Place Royale, Montréal, Québec, H2Y 3Y5, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la Société fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2020

SOCIÉTÉ DU MUSÉE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL POINTE-À-CALLIÈRE

Par : _____
Francine Lelièvre, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil municipal de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 2020 (Résolution CM .....).

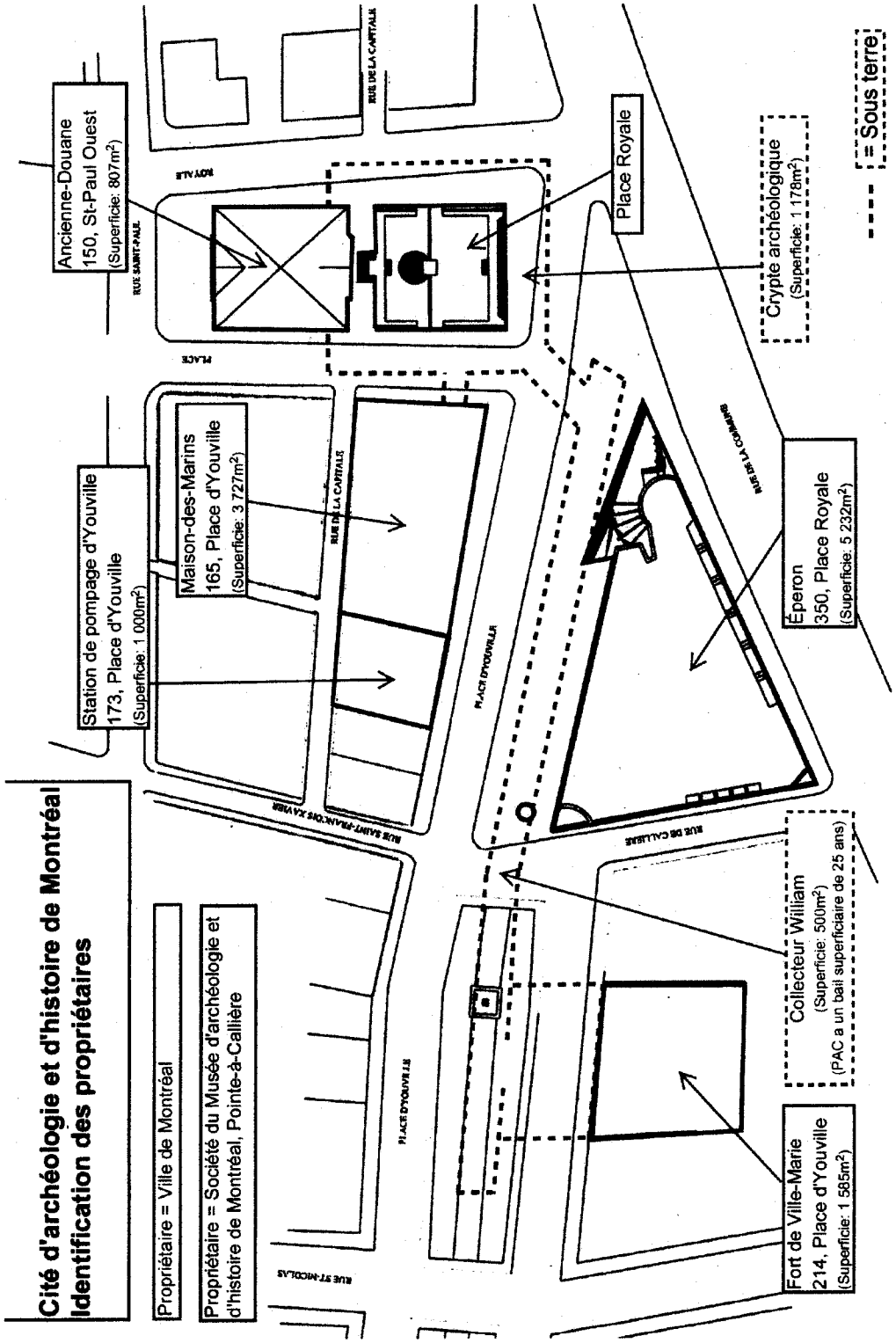
ANNEXE 1

CALENDRIER DES VERSEMENTS

DATES	SOMMES
1er janvier 2020	2 157 650$
1er avril 2020	2 157 650$
1er mai 2020	2 157 650$
1er octobre 2020	2 157 650$
Total 2020	**8 630 600$**
1er janvier 2021	2 220 150$
1er avril 2021	2 220 150$
1er juillet 2021	2 220 150$
1er octobre 2021	2 220 150$
Total 2021	**8 880 600$**
1er janvier 2022	2 282 650$
1er avril 2022	2 282 650$
1er juillet 2022	2 282 650$
1er octobre 2022	2 282 650$
Total 2022	**9 130 600$**
Total sur 3 ans	**26 641 800$**

ANNEXE 2

IDENTIFICATION DES ÉDIFICES ET IMMEUBLES COMPOSANT LE MUSÉE CITÉ D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE DE MONTRÉAL



ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

ANNEXE 3
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

1.1. L'annexe 3, le protocole de visibilité, définit le cadre de la stratégie et des actions de communications relative à la convention entre la Ville et Pointe-à-Callière.

2. Communications

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans les communications par l'ajout du libellé ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***, lorsqu'applicable : communiqués de presse, panneaux de crédits des expositions, rapport annuel, etc.
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques.
- Apposer le logo de la Ville sur les outils de communication imprimés et électroniques qui le permettent, notamment les affiches, les dépliants, le site Internet, les infolettres, etc.
- Ajouter le logo de la Ville sur les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus fournis par le Musée pour diffusion sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :
- Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;
- Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
- Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques, lorsqu'applicable.
- Permettre à la Ville de tenir des conférences de presse dans les salles prévues à cette fin dans le cadre de projets reliés à la culture, au patrimoine ou en lien avec les expositions, sous réserve de la disponibilité des salles et du calendrier de location.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance.
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1197233006

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 8 630 600 $ en 2020, de 8 880 600 $ en 2021 et de 9 130 600 $ en 2022 à la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour l'exploitation d'un musée dans les immeubles situés au 350 de la Place Royale, au 150 rue Saint-Paul Ouest ainsi qu'aux 165,173 et 214 Place d'Youville pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022. Approuver un projet de convention à cet effet. Autoriser un virement budgétaire de 250 000 $ en 2020 à partir des dépenses communes vers le budget dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière. Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire dans les chapitres pour la Société du Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière pour un montant de 500 000 $ en 2021 et pour un montant additionnel de 250 000$ à compter de 2022.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_GDD 1197233006.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au Budget
Tél : 514 872-8914

co-auteurs;
Francine Leboeuf
Chef d'équipe
872-0985

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-12-19

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 514-872-6630

François Martellino
Conseiller en planification budgétaire
872-8440

Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.033

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208468007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 378 200 $ aux 5 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
1) Conseil des industries bioalimentaires de l'Île de Montréal	Soutien des entreprises dans les aspects techniques de l'accès au marché de détail, notamment en ce qui concerne les normes d'étiquetages des produits, des codes à barres, des emballages, facturation, etc **Période : Mai 2020 à octobre 2020**	58 000 $
2) Insertech Angus	Soutien des entreprises dans leurs besoins de sécurité informatique dans le cadre du télé travail, d'implantation de solutions technologiques simples et d'accompagnement de leurs employés dans l'utilisation des moyens choisis. **Période : Mai 2020 à octobre 2020**	39 000 $
3) Guilde du jeu vidéo du Québec	''Carrefour'' de soutien et d'accompagnement adapté au contexte de la crise et des	150 000 $

	mesures d'urgence, destiné aux entrepreneurs créatifs et supporte par un environnement doté d'outils de communications et d'échange. **Période : Mai 2020 à août 2020**	
4) École des entrepreneurs du Québec	L'entrepreneur sera virtuellement appuyé tout au long de son apprentissage financier en personnalisant ses outils selon ces besoins dans le contexte actuelle. Le projet prévoit plus de 420 heures de soutien technique conseil en appui du logiciel PRÉVISIO et la mise en place d'une solution Live Chat – SOS Prévisions Financières - pour une réponse rapide aux questions et préoccupation des entrepreneurs exclusivement montréalais. **Période : Mai 2020 à octobre 2020**	61 200$
5) Regroupement des jeunes chambres du Commerce du Québec	Plateforme de maillage entre entrepreneurs montréalais issus de la diversité, le RJCCQ et les jeunes chambres de commerce, afin de partager les ressources et d'entraider les entrepreneurs quant à leurs besoins en approvisionnement. Le RJCCQ sera responsable de la mise sur pied rapide de la plateforme et des outils complémentaires. Une chargée de projets du RJCCQ assurera les suivis et la satisfaction des parties prenantes, notamment en repérant les liens entre les entrepreneurs et en les mettant en contact concrètement. **Période : Mai 2020 à juin 2021**	70 000$
	TOTAL	**378 200$**

2. d'approuver les 5 projets de convention à cet effet;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 11:45

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208468007**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie causée par la COVID-19 a provoqué une série d'enjeux qui affectent directement de nombreuses entreprises. L'impact de la crise sur l'environnement d'affaires montréalais s'est fait sentir immédiatement et notamment sur la continuité des opérations de nombreuses PME qui disposent de peu de ressources internes pour y faire face. C'est pourquoi, en plus des appuis financiers annoncés par différents paliers gouvernementaux, il a été identifié, notamment via la ligne téléphonique *Affaires* et les partenaires du Service du développement économique (SDÉ), un besoin urgent des entreprises en terme de solutions techniques et de moyens tangibles pour faire face aux défis posés par la COVID-19.

Dans ce contexte, il est proposé d'octroyer de l'aide financière à des organismes à but non lucratif (OBNL) sélectionnés dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises. Ces organismes ont présenté des projets admissibles, qui ont été analysés et retenus par un comité composé de représentants du SDÉ.

Le présent dossier présente pour approbation les projets des organismes suivants :

1) Conseil des industries bioalimentaires de l'Île de Montréal	58 000 $
2) Insertech Angus	39 000 $
3) Guilde du jeu vidéo du Québec	150 000 $
4) École des entrepreneurs du Québec	61 200$
5) Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec	70 000$
TOTAL	**378 200$**

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20-0588 - 29 avril 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 280 200 $ à 3 organismes à but non lucratif, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises

DESCRIPTION

Les OBNL sélectionnés ont présenté des solutions techniques pour répondre aux besoins urgents identifiés dans le contexte de la COVID-19. Cela peut être des besoins en approvisionnement, en soutien administratif, en gestion du personnel, pour la mise en place de système de vente, etc. Les objectifs visés par l'octroi des contributions financières sont :

- Répondre aux besoins immédiats de soutien technique des PME en difficultés en raison de la situation de la COVID-19;
- Soutenir des projets qui peuvent être un complément aux appuis annoncés déjà par d'autres paliers gouvernementaux et qui répondent à des besoins urgents des PME, non liés à la perte de liquidités, ni à la continuité de leurs ventes ou au recrutement de la main d'œuvre;
- Bénéficier à un bassin significatif d'entreprises selon le secteur (incluant celles de l'économie sociale);
- Appuyer prioritairement les petites entreprises.

Un comité d'analyse composé de représentants du SDÉ a évalué les projets retenus selon les critères suivants :

- Pertinence du Projet proposé en réponse aux besoins des entreprises en difficultés en raison de la situation de la COVID-19 ;
- Portée du Projet (géographique et sectorielle);
- Nombre, type et taille des entreprises qui bénéficieront du Projet;
- Faisabilité à court terme dans le contexte actuel;
- Budget du Projet et rapport entre le coût du Projet et le nombre d'entreprises potentiellement soutenues;
- Capacité de l'organisme à porter et mettre en œuvre le Projet;
- Répartition de l'enveloppe disponible sur l'ensemble du territoire pour des projets de différentes natures.

Les projets sélectionnés sont :

Organisme	Projet	Durée	Montant du soutien	Budget total du projet	Participation Ville %
1. Conseil des industries biolaimentaires de l'Île de Montréal	Soutien technique aux entreprises	6 mois à partir de mai 2020	58 000$	68 000$	85%
Description du projet	Pour soutenir l'accès au marché du détail, de l'accompagnement personnalisé sera apporté aux entreprises, que ce soit au niveau des normes d'étiquetages des produits, des codes à barres, des emballages, facturation, etc. Pour les enjeux de mutualisation des ressources, le format de la plateforme qui sera utilisé devra être dynamique pour favoriser les échanges, stimuler les interactions et le partage des ressources. Des ressources technologiques et numériques seront utilisées. Concernant le projet de soutien/mentorat, le CIBÎM mettra à profit l'expertise de ses collaborateurs de même que de certains de ses membres issus du secteur de l'agroalimentaire.				

2. Insertech Angus	Soutien technique aux entreprises	6 mois à partir de mai 2020	39 000$	48 000$	81%
Description du projet	Service complet de diagnostic à 30 PME de leurs besoins de sécurité informatique dans le cadre du télétravail, d'implantation de solutions technologiques simples et d'accompagnement de leurs employés dans l'utilisation des moyens choisis. Projet de 6 mois. Chaque entreprise disposera d'une banque de 20 heures gratuites de services d'accompagnement. L'administrateur réseau d'Insertech discutera avec la personne désignée comme responsable par l'entreprise pour établir un état de situation (nombre d'utilisateurs en télétravail, type de réseau, logiciels utilisés, type de sauvegardes, etc.). Il remettra un diagnostic écrit avec des recommandations pour améliorer certaines pratiques ou au besoin, choisir des solutions matérielles ou virtuelles peu coûteuses. Il proposera aux employés des méthodes sécuritaires (par exemple, pour faciliter l'accès à leur courriel, faire leurs sauvegardes, utiliser des outils collaboratifs				
3. Guilde du jeu vidéo du Québec	Soutien technique aux entreprises	4 mois à partir de mai 2020	150 000$	185 690 $	80%
Description du projet	Le projet s'appuie sur un ''carrefour'' de soutien et d'accompagnement adapté au contexte de la crise et des mesures d'urgence, destiné aux entrepreneurs créatifs et supporte par un environnement doté d'outils de communications et d'échange (consultation et accompagnement d'experts cibles, partage de documents et meilleures pratiques, videoconférences, etc.) permettant de déployer : · Accès à des professionnels spécialisés offrant un support ponctuel et gratuit. · Outil dynamique des principaux programmes d'aide pour à l'industrie créative. · Des parcours en ligne pour accompagner les entreprises créatives dans la résolution de leurs problématiques immédiates, en visant plus particulièrement les étapes liées au à la gestion de crise et la recherche de solutions durables (savoir-faire et bonnes pratiques). · 4. L'organisation de webinaires, de discussions et d'échanges cibles au sein de groupes de travail qui rassembleront des entreprises et organisations dont le profil lie à la gestion de crise et de ses impacts est similaire.				
4. École des entrepreneurs du Québec	Soutien technique aux entreprises	6 mois à partir de mai 2020	61 200$	112 200$	55%
Description du projet	Le projet "Mon Prévisio" rassemblera un soutien technique conseil "live" exclusif aux entrepreneurs montréalais, en appui du logiciel PRÉVISIO, des webinaires ainsi qu'une série d'activités d'apprentissages virtuels. Sous forme d'un environnement adaptatif et éducatif, l'entrepreneur sera virtuellement appuyé tout au long de son apprentissage financier en				

	personnalisant ses outils selon ces besoins dans le contexte actuelle. Le projet prévoit plus de 420 heures de soutien technique conseil en appui du logiciel PRÉVISIO et la mise en place d'une solution Live Chat – SOS Prévisions Financières - pour une réponse rapide aux questions et préoccupation des entrepreneurs exclusivement montréalais.				
5. Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec (RJCCQ)	Soutien technique aux entreprises	1 an à partir de mai 2020	70 000$	77 620$	90%
Description du projet	Plateforme de maillage entre entrepreneurs montréalais issus de la diversité, le RJCCQ et les jeunes chambres de commerce, afin de partager les ressources et d'entraider les entrepreneurs quant à leurs besoins en approvisionnement. Le RJCCQ sera responsable de la mise sur pied rapide de la plateforme et des outils complémentaires. Une chargée de projets du RJCCQ assurera les suivis et la satisfaction des parties prenantes, notamment en repérant les liens entre les entrepreneurs et en les mettant en contact concrètement.				

Les projets retenus ont fait l'objet de recommandations, de la part du comité d'analyse, réalisées de manière unanime.

JUSTIFICATION

Le choix des projets a été réalisé conformément aux règles et critères établis dans les documents de l'appel de propositions, inclus en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 378 200 $ de source locale.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2020	2021	TOTAL
363 200 $	15 000 $	378 200 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction des partenariats stratégiques. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal - Bouquet de mesures COVID-19).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts sur la capacité des entreprises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19, ces contributions pourront améliorer les compétences des OBNL qui fournissent des services aux entreprises

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La contribution de la Ville à des OBNL ayant proposé des projets porteurs permettra d'accroître la capacité de petites et moyennes entreprises montréalaises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les procédures de communications de l'appel de propositions ont été l'objet de validation avec le Service des communications.
L'annonce de l'Appel a été faite le 9 avril dernier.
Les récipiendaires seront annoncés via les médias sociaux de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : analyse et sélection des projets;
Mai 2020 au mai 2021 : réalisation des projets

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-4278
Télécop. : 872-

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU
Directeur(trice) - investissement et developpement strategique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-30

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208468007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208468007 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Sabiha FRANCIS
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-9366
Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

CE : 20.034

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.035

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

Il est recommandé :

1. d'octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN , DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Une somme maximale de 229 950,00 $ taxes incluses est prévu pour la réalisation du projet.
2. d'autoriser une dépense de 34 492,50.$, taxes incluses, à titre de budget de contingences

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-04 10:36

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208781001**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

CONTENU

CONTEXTE

Dernière phase du projet d'aménagement du pôle de la Place des Arts du Quartier des spectacles, le projet de l'esplanade Tranquille permettra l'ajout d'un nouveau lieu public sur le terrain vacant situé entre les rues Sainte-Catherine et De Montigny, en bordure ouest de la rue Clark. De façon plus spécifique, l'aménagement de l'esplanade Clark inclut :

- l'aménagement d'un vaste lieu public, totalisant une superficie de 3 850 m², comprenant, notamment, des plantations, du mobilier urbain ainsi que des équipements requis pour accueillir les festivals et événements;
- la construction d'une patinoire extérieure réfrigérée de 1 890 m²;
- la construction d'un bâtiment multifonctionnel, du type chalet urbain, d'une superficie de plancher de 4 925 m² comprenant notamment des espaces publics, une offre alimentaire, des salles polyvalentes ainsi que des locaux techniques et d'entreposage;
- la réalisation, dans les rues Clark et De Montigny, de travaux de réaménagement des surfaces en plus de certains travaux de réfection des infrastructures municipales souterraines ainsi que des réseaux techniques urbains (RTU).

Le 14 août 2019, le comité exécutif a approuvé le règlement du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles et autorisé le lancement du concours. CE19 - 1317

Le présent dossier vise à octroyer un contrat de services professionnels à l'équipe lauréate du concours, selon la recommandation du jury, pour qu'elle puisse réaliser la conception finale, élaborer les plans et devis et assurer la surveillance de la fabrication et de l'installation des équipements et aménagements du mobilier ludique sur l'esplanade Tranquille.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 - 1317 - 14 août 2019 - d'approuver le règlement du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Clark dans le Quartier des spectacles et autoriser le lancement du concours.

CE19 – 0555 – 3 avril 2019 - Adopter une résolution demandant au ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) une dérogation à l'application de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chap. C-19), en vertu de l'article 573.3.1 de celle-ci, afin d'octroyer un contrat de services professionnels aux lauréats du concours de design visant la conception d'une famille de mobilier ludique destinée au projet de l'esplanade Clark, aménagée dans le cadre du Quartier des spectacles.

CM18 0994 – 22 août 2018 - Accorder, dans le cadre du projet du Quartier des spectacles, un contrat à Entreprise de Construction T.E.Q. inc. pour la réalisation de travaux de construction d'une patinoire extérieure réfrigérée, d'un lieu public et d'un bâtiment multifonctionnel sur l'îlot Clark de même que la réalisation de divers travaux d'infrastructures et d'aménagement dans les rues Clark (entre Sainte-Catherine de De Montigny) et De Montigny (entre Clark et Saint-Urbain). Dépense totale maximale de 59 263 238,30 $, taxes incluses. Appel d'offres public no. 402410.

CM17 0770 - 12 juin 2017 - Octroyer un contrat d'une valeur totale de 3 247 000 $, taxes incluses, à 9052-1170 Québec inc. (Le Groupe Vespo) pour la réalisation de travaux de terrassement et de décontamination de l'îlot Clark dans le Quartier des spectacles. Dépense totale de 3 571 700 $, taxes incluses. Appel d'offres public 402420.

CM17 0194 - 20 février 2017 - Adopter un règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour le financement de l'aménagement et du réaménagement du domaine public dans un secteur désigné comme le centre-ville relevant, avant le 7 décembre 2016, de la compétence du conseil d'agglomération et dont l'objet est visé par un règlement adopté par le conseil d'agglomération ».

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour objet d'octroyer un contrat de services professionnels pour la conception des plans et devis ainsi que pour le suivi de la production du mobilier ludique qui en découle, selon les bases décrites dans le Règlement du concours, les annexes et les addenda. Le mandat comprend les services nécessaires pour compléter la conception, l'élaboration des plans et devis, la préparation du cahier des charges, la surveillance de la fabrication et de l'installation des équipements et des aménagements ainsi que le montage d'un cahier de réalisation comprenant les plans et devis « tels que construits » pour les travaux.
Selon le règlement du concours - clause 5.3, le montant initial du contrat était de 225 000,00 $ avant taxes. Le montant de 25 000,00 $ avant taxes a déjà versé au contractant à titre de finaliste a été déduit, portant le montant des honoraires pour la réalisation du mandat de services professionnels du contractant à 200 000,00$ $ avant taxes .

Un montant de 30 000.00 $ avant taxes représentant 15% des honoraires est requis pour les contingences pendant l'exécution du mandat. En conséquence un montant total de 230 000,00$ avant taxes est prévu.

Service de base

En contrepartie de l'exécution par le Contractant de ses obligations, la Ville s'engage à lui verser, pour tous les services de base requis aux fins de la réalisation du projet, déduction

faite des honoraires versés au contractant pour sa proposition conceptuelle lors du concours (25 000,00 $ avant taxes) , un montant global maximal de 200 000,00 $ avant taxes. La méthode de forfait, telle que décrite à l'article 8.1 de la convention professionnelle, sera utilisée pour le calcul des honoraires du Contractant pour les services de base.

La convention balisant le mandat du Contractant est jointe au dossier.

JUSTIFICATION

Concours
Le lancement du concours national de design visait à choisir une équipe de concepteurs pour la conception d'une famille d'éléments de mobilier urbain ludique pour les Montréalais sur la future esplanade Tranquille, sur la base d'une approche conceptuelle originale et distinctive, en adéquation avec les attentes de la Ville. Au terme du concours, le jury a sélectionné et recommandé un lauréat. En vertu de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), la Ville a obtenue, le 12 juin 2019, une autorisation spéciale du ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour la tenue du concours.

L'ensemble du processus de ce concours a été dirigé par la conseillère professionnelle Véronique Rioux, ADIQ conseillère professionnelle. Le règlement du concours a été élaboré a partir du règlement type de la Ville pour les concours de design.

Rappelons qu'en décembre 2019 La Ville de Montréal a posé un geste fort en faveur de la qualité du cadre bâti montréalais. En adoptant l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et architecture, elle s'est engagée à miser sur la durabilité, la créativité et l'innovation et à faire des designers et des architectes des alliés pour réussir sa transition écologique et sociale. L'Agenda s'inspire des meilleures politiques en matière de design et d'architecture adoptées à travers le monde La démarche s'appuie sur près de 30 années d'actions municipales en design et en architecture, l'expertise et la notoriété d'un Bureau du design de la Ville,

Montréal a été désignée Ville UNESCO de design en 2006. La désignation de Montréal a été reconduite en juin 2016, à la suite d'un bilan décennal applaudi et cité en exemple par l'UNESCO

Le résultat du concours

L'appel à propositions de la première étape du concours de design pluridisciplinaire visant la conception d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Tranquille s'est déroulé du 14 août au 11 octobre 2019. À la fermeture de la période de réception des propositions, 23 propositions ont été reçues par la Ville de Montréal. L'analyse de la conformité de ces propositions a été réalisée le 11 octobre par la conseillère professionnelle du concours. Les 23 propositions ont donc été jugées admissibles et ont été soumises au jury.

Déroulement du jury

Étape - 1 Sélection des finalistes

La réunion du jury s'est par la suite tenue le 17 octobre, à la Ville de Montréal, au 801 rue Brennan, de 9 h 00 à 17 h 00. Les membres du jury présents étaient :

• Marc Fauteux, architecte paysagiste associé, Fauteux et associés
• Jean-François Jacques, designer industriel, cofondateur, Météore Design
• Renée Lebel, agente de développement culturel, Arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Ville de Montréal
• Anne Marchand, designer industriel, vice-rectrice associée, vice-rectorat à la recherche, à

la découverte, à la création et à l'innovation, professeure agrégée, École de design de la Faculté de l'aménagement, Université de Montréal
• Anne Plamondon, directrice de la programmation par intérim, Partenariat du Quartier des spectacles
• Judith Portier, designer de l'environnement, directrice de création et fondatrice, Design par Judith Portier
• Stéphane Ricci, urbaniste, adjoint à la directrice, coordonnateur du Quartier des spectacles, Service de la culture, Ville de Montréal

Les équipes finalistes de ce concours sont, en ordre numérique :

• 351RS / Alto Design et Dikini
• 392UW / PARA-SOL
• 713PJ / Precious Plastic
• 986NC / Aedifica

La décision du jury fut transmise aux concurrents et finalistes le lendemain des délibérations, le 18 octobre 2019.

Étape 2 - Prestations des finalistes et choix du lauréat

Conformément aux exigences du règlement, les finalistes ont complété leur équipe et déposé un dossier de complément d'équipe le 31 octobre 2019 afin de démontrer que leur équipe répondait aux conditions d'admissibilité pour l'étape 2 du concours. La sélection des équipes finalistes a été annoncée publiquement le 13 novembre 2019.

Un comité technique a analysé objectivement les répercussions techniques, programmatiques, réglementaires et budgétaires des prestations.

La composition du comité technique était la suivante :

• François Hubert, ingénieur chargé de planification, Services des infrastructures et du réseau routier, Ville de Montréal
• Geneviève Lacoste, contremaître Parcs et Horticulture, Division circulation et inspection du domaine public, Direction des travaux publics, Arrondissement de Ville-Marie (en remplacement de Juan Carlos Restrepo)
• Pierre Lapointe, directeur des opérations et de la production, Partenariat du Quartier des spectacles
• Simon Pouliot, conseiller en aménagement, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
• Guy Tremblay, architecte paysagiste, Fauteux et associés

À la suite des présentations de toutes les équipes, les membres du jury ont d'abord évalué la qualification de l'équipe pour réaliser le mandat (section 5). Les autres critères se rapportant à la qualité du concept ont par la suite été évalués. Les arguments qui ont conduits à la décision du jury sont présentés à la section 6 du rapport. (en annexe).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier visant à octroyer un contrat au lauréat du concours.
Le coût total maximal de ce contrat de 264 442,50 $ (taxes incluses), incluant des contingences de 34 492.50 (taxes incluses) sera assumé comme suit : Un montant maximal de 241 471,25 $ net de ristourne sera financé par le règlement d'emprunt de compétence locale # 17-028 – Amén. et réamén. domaine public

Cette dépense est prévue au programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du

service (en milliers de dollars) :

OCTROI de contrat						
Projet		2020	2021	2022	Ultérieur	Total
35014 Quartier des spectacles - Réaménagement secteur Place des Arts - Bonification et ilôt Clark (esplanade Tranquille)	BUDGET (montants présentés en milliers $)	206	35			241

Cette dépense sera assumée à 100 % par la ville centre

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En conformité avec le Plan d'action de l'administration municipale (PAAM) inclus dans le Plan Montréal durable 2016-2020, la tenue d'un concours de design visant la conception de mobilier urbain ludique pour l'esplanade Tranquille a permis notamment :

· de participer à la promotion du Quartier des spectacles et de sa vocation culturelle (action 10 du PAAM);
· de fournir du mobilier urbain exceptionnel, conçu spécialement pour le projet, lequel sera inclusif et accessible à tous en plus de favoriser une forte appropriation citoyenne (action 11 du PAAM);
· de mobiliser la communauté du design et ses acteurs autour du projet d'aménagement de l'esplanade Clark (action 18 du PAAM);
· d'augmenter la visibilité du projet de l'esplanade Tranquille tout en favorisant son rayonnement ici comme ailleurs (action 20 du PAAM).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La réalisation du mobilier Ludique permettra d'offrir aux utilisateurs de l'esplanade Tranquille, en particulier aux familles, un environnement convivial et unique au coeur du quartier des spectacles.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans la situation sanitaire actuelle, il est possible que l'échéancier du projet soit modifié. Le cas échéant , la ville et le contractant devront convenir des ajustements requis.L'article 13 de la convention fait référence à cela.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Actions de communication prévues par le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

- Relations presse (communiqué de presse)
- Publication médias sociaux (comptes Ville/ comptes Bureau du design)
- Relais d'informations aux partenaires
- Communications internes.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dates visées :

- Octroi d’un contrat au lauréat du concours par le Comité exécutif : mai 2020;

1. Production des plans et devis finaux: août 2020
2. Appel d’offres public pour la fabrication du mobilier ludique : septembre 2020;
3. Octroi du contrat de fabrication par le Comité exécutif : novembre 2020;
4. Production du mobilier ludique : janvier - avril 2021;
5. Livraison du mobilier ludique : mai 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Isabel SERRA)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Annie LANEUVILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Document juridique visé; ; CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS LAURÉAT;
Me Isabel Serra, avocate au Service des affaires juridiques, Direction des affaires civiles, Droit contractuel,

---

Parties prenantes

Alain DUFRESNE, Ville-Marie

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Bruno JOBIN
Chargé de projet

Tél : 514 872 8813
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-24

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture

Tél : 514.872.9229
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION

Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-03

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le document juridique ci-attaché.

FICHIERS JOINTS

Convention de services professionnels lauréat_VF_2020-03-11.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-11

Isabel SERRA
Avocate, division du droit contractuel
Tél : 514 872-6854
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
10 MAR. 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

LAURÉAT

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

No d'inscription TPS : 121364749

No d'inscription TVQ : 1006001374

CI-APRÈS APPELÉE LA « **VILLE** »

ET :

ALTO DESIGN société de Design industriel ayant sa principale place d'affaires au 2600 rue William-Tremblay, bureau 220, Montréal (Québec) H1Y 3J2, agissant et représentée par Patrick Mainville, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 10017 2956 RC0002

No d'inscription TVQ : 1002803042 IC0001

CI-APRÈS APPELÉ LE « LE DESIGNER - Coordonnateur »

DIKINI STUDIO, société de Design industriel, ayant sa principale place d'affaires au 6630 Hutchison, bureau 100, Montréal (Québec) H2V 4E1, représentée par Philippe Carreau déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 811523604

No d'inscription TVQ : 1217711483

CI-APRÈS APPELÉ LE « LE DESIGNER »

ET :

Latéral S.E.N.C., bureau d'ingénieurs spécialisé en structure, ayant sa principale place d'affaires au 6610 rue Hutchison, Montréal (Québec) H2V 1A5, représentée par Thibault Lefort déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 818751174 RT0001

No d'inscription TVQ : 1221365506 TQ0001

INDUKTION Groupe Conseil Inc. Firme d'ingénierie, ayant sa principale place d'affaires au 10975 Louis-H Lafontaine suite 200, Montréal, Québec, H1J 2E8,représenté par Maxime Dumont, déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

No d'inscription TPS : 822285045 RT0001

No d'inscription TVQ : 1220005166 TQ0001

CI-APRÈS APPELÉ LE « L'INGÉNIEUR »

LE DESIGNER ET L'INGÉNIEUR SONT CI-APRÈS APPELÉS COLLECTIVEMENT LE « **CONTRACTANT** »

ATTENDU QUE la *Ville* de Montréal a adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes,* règlement qui s'applique au présent contrat, et que le Contractant déclare en avoir pris connaissance;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Concours** » : Concours de design pluridisciplinaire pour la conception d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Clark;

1.2 « **Directeur** » : le directeur du Service de la culture de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.3 « **Coordonnateur** » : le Designer - coordonnateur qui assume, dans le cadre de la présente convention, la coordination et la conciliation de tous les livrables pour l'ensemble des

disciplines impliquées dans la réalisation du Projet, sous réserve des droits et obligations réservés exclusivement à l'Ingénieur en vertu de la loi. Le Coordonnateur sera répondant de la Ville pour l'ensemble des professionnels impliqués à la réalisation du Projet;

1.4 « **Projet** » : concept de design d'une gamme de mobilier ludique pour l'esplanade Clark;

1.5 « **Annexe 1** » : le Règlement de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019;

1.6 « **Annexe 2** » : le programme de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019;

1.7 « **Annexe 3** » : la Proposition du Contractant remise le 4 octobre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.8 « **Annexe 4** » : la Prestation du Contractant déposée le 11 décembre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours;

1.9 « **Annexe 5** » : les rapports du Jury portant sur la Proposition et sur la Prestation du Contractant;

1.10 « **Annexe 6** » Guide d'évaluation des fournisseurs pour le domaine d'affaires des services professionnels.

ARTICLE 2

OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage à réaliser le *Projet* conformément aux termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5.

ARTICLE 3

INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de la présente convention et des Annexes 2, 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 2, 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Le texte de l'Annexe 2 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3, 4, 5 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.4 Le texte de l'Annexe 5 prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 3, 4 et 6 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.5 Le texte de l'Annexe 4 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 3 et 6 qui pourraient être inconciliable avec celui-ci.

3.6 Il est convenu que le projet de l'espalande Clark sera dorénavant connu sous le nom de « esplanade Tranquille » Conformément à la résolution CM19 1226 du 18 novembre 2019 - Nommer « Esplanade Tranquille » le nouvel espace public du Quartier des spectacles situé entre les rues Sainte-Catherine Ouest, Clark, De Montigny et Saint-Urbain, dans l'arrondissement de Ville-Marie

ARTICLE 4

DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties, suivant la date la plus tardive de signature ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin, sous réserve de l'article 16, lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville, notamment en matière de confidentialité.

ARTICLE 5

OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution des obligations de ce dernier prévues à la présente convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Coordonnateur la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant;

5.4 utiliser l'ensemble du mobilier ludique en respectant le contexte d'utilisation pour lequel il a été conçu tel que défini à l'Annexe 4.

ARTICLE 6

OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Coordonnateur s'engage à :

6.1 assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis pour compléter le Projet. De plus, il doit concilier et

coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits;

6.2 préparer le compte rendu de chacune des réunions concernant les travaux visés à l'article 2 (« Objet ») et les transmettre au Directeur selon les modalités indiquées par ce dernier;

Le Contractant s'engage à :

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

6.4 collaborer entièrement avec la Ville et le Directeur, de même qu'avec les personnes, sociétés ou corporations désignées par ceux-ci;

6.5 prendre connaissance dès leur réception et s'assurer de l'exactitude des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville et signaler sans délai au Directeur toute erreur ou inexactitude qu'ils pourraient contenir;

6.6 ne pas modifier les originaux des plans, croquis ou autres documents qui lui sont remis par la Ville ou ses représentants, sans l'autorisation écrite du Directeur;

6.7 ne pas agir de manière à porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville;

6.8 ne pas céder ni transporter les droits et pouvoirs qui lui sont confiés par la présente convention, sans le consentement préalable écrit de la Ville;

6.9 tenir confidentiels les données et renseignements fournis par la Ville, ses employés ou ses mandataires et ceux qui leur seraient révélés à l'occasion de l'exécution de leurs services, s'abstenir de les utiliser à d'autres fins, à moins d'avoir obtenu, au préalable l'autorisation écrite du Directeur;

6.10 n'avoir en aucun temps d'intérêt pécuniaire direct ou indirect dans des biens ou services qui pourraient être utilisés dans la réalisation du Projet ou l'exécution des travaux visés par la présente convention; la possession de moins d'un pour cent (1 %) des actions d'une compagnie dont les valeurs sont inscrites à la bourse n'étant toutefois pas considérée comme intérêt pécuniaire;

6.11 fournir, à ses frais, sur support informatique (disques compacts ou clé USB) les plans, le cahier des charges et les rapports préparés dans le cadre de l'exécution de la présente convention;

6.12 fournir à la Ville, sur demande expresse, une copie des calculs, notes, croquis et esquisses ayant servi à la réalisation du Projet;

6.13 suivre les normes que la Ville exige pour la présentation des dessins, des plans et de tout autre document nécessaire à la réalisation du Projet. À cette fin, le Contractant pourra demander que lui soit transmis par écrit le détail des spécifications requises;

6.14 conserver pendant cinq (5) ans après la date de réception définitive des travaux ou jusqu'à jugement ou règlement final s'il y a réclamation ou litige, copie des calculs, notes, croquis et autres documents qui ont servi à établir les quantités et les paiements aux entrepreneurs ou les modifications à apporter aux plans et devis;

6.15 voir à ce que tous les règlements municipaux, provinciaux et fédéraux soient respectés ainsi que les droits des tiers, notamment des propriétaires riverains, le Contractant étant responsable des frais encourus par la *Ville* qui résulteraient de l'inobservance de ces lois et règlements et du non-respect des droits des tiers;

6.16 commencer le Projet seulement après en avoir reçu l'ordre écrit du Directeur;

6.17 tenir compte de toutes les instructions ou recommandations du Directeur sur la façon de préparer et d'exécuter le travail confié. Dans l'éventualité où des services supplémentaires non prévus au moment de la signature de la présente convention sont requis par la Ville, ils seront rémunérés conformément à l'article 11 de la présente convention.

6.18 assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.19 dans le cas où la Ville l'a spécifiquement chargé d'obtenir des documents ou de procéder à un relevé nécessaire à l'exécution des présentes, assumer tous les coûts supplémentaires encourus pour la réalisation du Projet découlant de l'inexactitude de ces documents ou relevés;

6.20 collaborer à la préparation et à l'administration de la preuve de la Ville en cas de litige opposant celle-ci à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention, et ce, sans frais supplémentaires;

6.21 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des services et travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

6.22 soumettre à la Ville, pour approbation, toute demande de substitution ou de changement de rôle d'un membre de l'équipe du Contractant. Le curriculum vitae de la personne proposée devra être transmis avec la demande d'approbation;

6.23 n'entreprendre aucun service ou travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale mentionnée à l'article 8.1, sans avoir obtenu au préalable, l'autorisation de la Ville;

6.24 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui auront été livrés.

ARTICLE 7

PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation et à l'application de la convention et des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.3 refuser les services ou travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge insatisfaisants ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1, 2, 3, 4 et 5;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces services et travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier;

7.5 exiger du Contractant qu'il reprenne, en tout ou en partie, à ses frais, les plans et le cahier des charges lorsque, à la suite de l'ouverture des soumissions, la plus basse soumission conforme excède le coût estimé des travaux comme prévu lors du dépôt des plans et devis finaux.

ARTICLE 8

HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à verser un montant maximal de deux cent vingt-neuf mille neuf cent cinquante dollars (229 950.00 $) couvrant tous les services rendus aux termes de la présente convention, notamment tous les honoraires ainsi que toutes les dépenses et taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

Les honoraires professionnels sont répartis comme suit :

Description	Pourcentage
Étape 1 a : Finalisation de l'avant-projet (concept post-concours)	20 %
Étape 1 b : Élaboration des plans et devis	40 %
Étape 2 : Période d'appel d'offres public	5 %
Étape 3 : Suivi de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé	20 %
Étape 4 : Fermeture du contrat du fabricant	15 %

8.2 Cette somme est payable sur présentation de factures, au prorata du pourcentage d'avancement des travaux.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Aucuns honoraires ne seront versés au Contractant pour les services qu'il pourrait avoir à assumer résultant d'une erreur ou d'une omission d'un des membres de l'équipe du Contractant mandatée au Projet, du personnel ou d'un tiers dont il retient les services.

ARTICLE 9

ÉCHÉANCIER DE RÉALISATION

Description	Date
Octroi du contrat du lauréat	Mars 2020
Rencontre de démarrage du projet	Mars 2020
Révision et approbation du concept post-concours	Mai 2020
Plans et devis	Juin - Août 2020
Processus d'appel d'offres de fabrication et d'installation	Septembre - Novembre 2021
Fabrication, prototypage, ajustement, installation	Janvier - Avril 2021
Installation sur la place	Printemps 2021

ARTICLE 10

SERVICES DE BASE

Le Contractant s'engage à effectuer, notamment, les services de base suivants :

Étape 1a : Finalisation de l'avant-projet (concept post-concours)

- Réaliser les recherches supplémentaires au besoin;
- Proposer un échéancier de conception et de mise en œuvre du Projet;

- Assurer la réalisation du mandat en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Développer le design définitif (design industriel) en tenant compte des commentaires du jury;
- Développer le design définitif (design industriel) en tenant compte des besoins de la Ville et des gestionnaires de l'exploitation;
- Produire des images, des plans, des coupes et des perspectives supplémentaires illustrant le mobilier développé à la suite de modifications, le cas échéant;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 1b : Élaboration des plans et devis

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Assurer la réalisation du mandat en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Consulter et s'adjoindre si requis les intervenants techniques pertinents afin d'assurer la faisabilité de la réalisation du mobilier développé;
- Produire les plans et devis (techniques et administratifs) ainsi que les spécifications techniques en vue de la tenue d'un appel d'offres public pour la fabrication, l'assemblage et l'installation du mobilier développé;
- Signer et sceller les plans et devis par l'Ingénieur, en conformité avec la loi;
- Soumettre une évaluation détaillée des coûts de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé;
- Remettre à la Ville trois (3) copies papier ainsi que la copie électronique de l'ensemble des plans et devis et des documents requis pour l'appel d'offres public visant la fabrication, l'assemblage et l'installation du mobilier développé;
- Informer le Directeur des risques potentiels et tenter d'en réduire l'occurrence;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 2 : Période d'appel d'offres public

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Répondre aux questions techniques provenant des soumissionnaires potentiels;
- Assurer l'émission d'addenda conformément aux exigences de la Ville;
- Modifier et/ou ajouter des plans et des détails de construction;
- Ajuster les quantités indiquées au bordereau de soumission.

Étape 3 : Suivi de fabrication, d'assemblage et d'installation du mobilier développé

- Mettre à jour l'échéancier, le cas échéant;
- Assurer de suivi de la fabrication, de l'assemblage et de l'installation en respect du budget alloué et de l'échéancier approuvé par la Ville;
- Ajuster, dans un souci d'optimisation, les plans et devis en fonction des commentaires du fabricant retenu, le cas échéant;
- Soutenir le fabricant en cas de demande de précisions lors de la fabrication et de l'assemblage;
- Valider et approuver les dessins d'atelier produits par le fabricant;
- Assurer le contrôle qualité et le suivi de la fabrication, de l'assemblage du mobilier développé et signaler toute non-conformité au Directeur;
- Assurer le suivi lors de l'installation du mobilier développé sur le chantier de l'îlot Clark;
- Produire et remettre à la Ville des rapports de visite;
- Préparer et effectuer le suivi des listes de déficiences;
- Procéder à l'acceptation provisoire du mobilier développé;
- Assister et coordonner les réunions de suivi avec le fabricant et la Ville;
- Rédiger les comptes rendus des réunions tenues (remis dans un délai maximum de cinq jours ouvrables suivant la réunion).

Étape 4 : Fermeture du contrat du fabricant

- Produire des plans et devis finaux (TQC);
- Signer et sceller les plans et devis par l'Ingénieur, en conformité avec la loi;
- Produire un cahier du Projet à l'intention des gestionnaires du mobilier développé (Ville et PQDS) comportant les instructions de transport, de montage, d'entretien, de démontage et d'entreposage;
- Soumettre une évaluation détaillée des coûts visés pour l'entretien;
- Effectuer le suivi ponctuel du mobilier développé, en collaboration avec la Ville, pour une année complète à la suite de l'acceptation provisoire;
- Procéder à l'acceptation définitive du mobilier développé.

ARTICLE 11

SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Si la Ville requiert du Contractant des services supplémentaires non prévus, le Directeur fixe une somme forfaitaire à être payée par la Ville pour l'exécution de ces services, en tenant compte, entre autres, des taux horaires mentionnés à l'Annexe 4 et du temps qu'elle estime raisonnablement requis à cette fin.

La somme ainsi fixée inclut les dépenses du Contractant et les taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ).

11.1 Le Contractant ne doit entreprendre l'exécution d'aucun service supplémentaire sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Directeur.

11.2 La Ville ne versera au Contractant aucune somme excédant la somme forfaitaire préalablement déterminée par le Directeur pour l'exécution d'un service supplémentaire.

ARTICLE 12

MODALITÉS DE PAIEMENT

12.1 Le Contractant est payé dans les trente (30) jours de l'approbation par le Directeur de sa facture et la Ville n'est tenue de payer aucun intérêt pour retard.

12.2 Pour des raisons administratives et de coordination de l'ensemble du Projet dont les responsabilités relèvent du Coordonnateur, les factures sont acquittées par la Ville au moyen d'un chèque fait à l'ordre du Coordonnateur. Le chèque remis au Coordonnateur constitue le paiement de la Ville au Contractant et libère entièrement la Ville de ses obligations à l'égard du Contractant. Le Contractant renonce par les présentes à tout recours contre la Ville en raison de cette méthode autorisée de paiement.

12.3 Le Contractant doit soumettre ses factures conformément au calendrier de paiement qui sera établi avec le Directeur suivant la signature de la présente convention par l'ensemble des parties. Le calendrier de paiement sera organisé selon le plan de travail par livrables prévu à l'article 9 de la présente convention.

12.4 Les factures doivent préciser le taux et le montant des taxes applicables sur les biens et les services (TPS et TVQ) ainsi que les numéros d'inscription du Contractant attribués par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ.

12.5 Toute facture présentée par le Coordonnateur doit être accompagnée de toutes les pièces justificatives afférentes et comporter toutes les informations relatives à la TPS et à la TVQ, à défaut de quoi, elle sera retournée au Coordonnateur pour correction.

ARTICLE 13

ABANDON OU SUSPENSION DES TRAVAUX

13.1 Si les travaux visés par la présente convention sont abandonnés ou suspendus en tout ou en partie par la Ville, le Contractant sera payé pour les services effectivement rendus en date de cet abandon ou de cette suspension, selon les termes et conditions de la présente convention.

13.2 Si l'abandon ou la suspension des travaux ne vise qu'une des disciplines impliquées dans la réalisation du Projet, les prescriptions du présent article ne concernent que cette dernière et n'impliquent en rien les autres disciplines impliquées.

13.3 Tous les documents, plans et études alors réalisés devront être remis au Directeur sans délai.

13.4 Le Contractant doit cesser immédiatement l'exécution de la convention, en attendant la décision de la Ville, lorsque le Directeur avise le Coordonnateur de son intention de recommander l'abandon ou la suspension des travaux.

13.5 L'abandon ou la suspension des travaux ne donne droit au Contractant à aucune compensation ou indemnité pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de tel abandon ou de telle suspension.

13.6 Lorsque la Ville demande au Coordonnateur de reprendre ses services après une suspension, le Contractant doit le faire dans un délai raisonnable n'excédant pas dix (10) jours.

ARTICLE 14

LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité pouvant être imputée à la Ville en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant, ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 8 (« Honoraires »).

ARTICLE 15

ASSURANCES

15.1 Le Contractant doit démontrer qu'il est assuré en matière de responsabilité civile générale ou de responsabilité professionnelle, en sus de la protection obligatoire accordée par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail du Québec, par des polices d'assurance.

Les polices d'assurance doivent comporter une protection d'au moins :

15.1.1 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement dans le cas de la responsabilité civile générale; ou

15.1.2 deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation, dans le cas de la responsabilité professionnelle.

À la signature de la convention, le Designer et l'Ingénieur et toutes les autres parties au contrat, le cas échéant, doivent remettre au Directeur une attestation de ces polices d'assurance ou, à la demande du Directeur, une copie certifiée de celles-ci. Par la suite, les parties devront soumettre annuellement au Directeur une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de certificat de renouvellement. À défaut par les parties de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire aux frais du Contractant.

15.2 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur aux frais du Contractant à compter de la signature de la présente convention jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date d'acceptation définitive des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

15.3 Chaque police d'assurance doit comporter un avenant stipulant qu'elle ne pourra être modifiée ou annulée sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville.

15.4 La Ville doit être désignée comme co-assurée sur les polices des responsabilités civiles générales qui ne doivent compter aucune franchise applicable à la Ville.

ARTICLE 16

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au Règlement de Concours (Annexe 1) et en contrepartie des honoraires prévus à l'article 8 de la présente convention, le Contractant :

16.1 cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci;

16.2 garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant de céder tous les droits de propriété intellectuelle et de renoncer à l'exercice de ses droits moraux et à cet égard, il prend fait et cause pour la Ville dans toute poursuite, réclamation ou demande découlant de cette cession des droits et la tient indemne de toute condamnation ou de jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais;

16.3 s'engage à obtenir de tous ses sous-traitants les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études et autres documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention.

Par ailleurs, la Ville :

16.4 concède gratuitement au Contractant une licence libre de redevances et non exclusive pour une durée illimitée l'autorisant à reproduire sa

prestation, en totalité ou en partie, sur quelque support que ce soit à des fins promotionnelles seulement.

ARTICLE 17

RÉSILIATION

17.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

17.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

17.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 18

SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

Les obligations souscrites par le Contractant aux termes des articles 6.9, 6.14 et 16.2 survivent à toute résiliation ou à l'arrivée du terme de la présente convention.

ARTICLE 19

CONDITIONS GÉNÉRALES

19.1 **VÉRIFICATION**

Le Directeur peut vérifier les pièces, relevés et registres relatifs aux montants qui lui sont facturés et en prendre copie. Cette vérification doit être effectuée à un moment convenant aux deux parties, durant les heures d'affaires aux bureaux du Contractant et ce dernier doit prendre toute mesure nécessaire pour faciliter cette vérification.

19.2 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

19.3 **AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

19.4 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

19.5 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

19.6 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

19.7 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

19.8 **ABSENCE DE RENONCIATION**

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

19.9 **AVIS**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Pour le Contractant

Tout avis doit être adressé au Coordonnateur, à l'attention de M. Patrick Mainville, à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention. Pour le cas où le Coordonnateur changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, les avis au Contractant

seront envoyés au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Pour la Ville

Tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Bruno Jobin, au 801, rue Brennan, 5e étage, Montréal (Québec), H3C 0G4

19.10 ÉVALUATION DU CONTRACTANT

Évaluation de rendement du Lauréat :

Lorsque le Contrat est attribué par la Ville à la suite d'un concours, la Ville procède à une évaluation du rendement du Lauréat à la fin du Contrat, en respectant les dispositions concernant l'évaluation du rendement prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19). Cette évaluation est effectuée sur la base des critères indiqués en annexe du Contrat. La Ville peut, lors d'un processus de concours, refuser la Proposition ou la Prestation d'un Concurrent ou d'un Finaliste qui, au cours des deux (2) années précédant la date d'ouverture des Propositions ou Prestations dans le cadre d'un appel d'offres ou d'un concours ultérieur, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville.

Rendement insatisfaisant :

Dans le respect des conditions prévues à l'article 573 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19), la Ville peut refuser la Proposition ou la Prestation d'un Concurrent ou d'un Finaliste qui, au cours deux (2) années précédant la date d'ouverture des Propositions ou Prestations, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant relativement à l'exécution d'un contrat attribué par la Ville, ou dont l'un des sous-contractants, pendant cette même période, a fait l'objet d'une telle évaluation.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2020

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2020

ALTO DESIGN

Par : _____

Patrick Mainville

Le e jour de 2020

DIKINI STUDIO

Par : _____

Philippe Carreau

Le e jour de 2020

Latéral S.E.N.C.

Par : _____

Thibault Lefort

Le e jour de 2020

INDUKTION Groupe Conseil Inc.

Par : _____

Maxime Dumont

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le à compléter À à compléter

(Résolution CE À compléter).

ANNEXE 1 DU CONTRAT

Le règlement du concours et ses annexes en date du 31 juillet

ANNEXE 2 DU CONTRAT

Le programme de Concours et ses annexes en date du 31 juillet 2019

ANNEXE 3 DU CONTRAT

La proposition du Contractant déposée le 4 octobre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours

ANNEXE 4 DU CONTRAT

La Prestation du Contractant déposée le 11 décembre 2019 en conformité avec le Règlement du Concours et sommaire des taux horaires

ANNEXE 5 DU CONTRAT

Les rapports du jury portant sur la Proposition et sur la Prestation du Contractant

ANNEXE 6 DU CONTRAT

Guide d'évaluation des fournisseurs pour le domaine d'affaires des services professionnels.

Grille d'évaluation

ANNEXE 1 – LE RÈGLEMENT DU CONCOURS

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208781001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Octroyer un contrat, pour la fourniture de services professionnels au lauréat du concours de design pour le projet esplanade Tranquille dans le Quartier des spectacles. L'équipe lauréate étant constitués par les entreprises; ALTO DESIGN, DIKINI STUDIO, Latéral S.E.N.C et INDUKTION Groupe Conseil Inc. Dépense totale de 264 442,50 $ taxes incluses (Contrat : 229 950,00 $ + contingences : 34 492,50 $) est prévu pour la réalisation du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1208781001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie LANEUVILLE
Préposée au budget
Tél : 514-872-9964

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Mathieu PERRIER
Chef de division
Tél : 514-868-3410
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 20.036

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208468009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 143 934 $ à 3 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent totalisant la somme de 143 934 $ aux 3 organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux :

ORGANISME	PROJET ET PÉRIODE	MONTANT
1. Fintech Cadence	Guider les startups à travers leurs défis et de leur fournir immédiatement les ressources dont elles ont besoin pour ne pas faire faillite. Il est divisé en 3 zones: Coaching; Fournisseurs de services et talents. 25 startups fintech qui peuvent en bénéficier immédiatement (10-20 fintechs supplémentaires basées à Montréal via des partenaires (Holt Accelerator, Desjardins Startup en Residence et Luge Capital). À travers la zone de coaching, L'Organisme fera également un check-in de santé mentale avec les fondateurs pour voir de quelles ressources ils ont besoin en interne pour maintenir une structure opérationnelle stable. **3 mois - Mai à août 2020**	66 500 $
2. Services pour jeunes entrepreneurs	Mettre les entrepreneurs en contact avec des soutiens et	27 434 $

	ressources en anglais nouvellement développés et pertinents, qui comprennent des outils, des ateliers et des documents de référence, ainsi qu'un soutien pratique par le biais d'une clinique d'évaluation des risques et de réponse bihebdomadaire. Ensemble, ces ressources aideront à guider la communauté des entrepreneurs anglophones de Montréal sur les mesures concrètes qu'ils peuvent prendre pour assurer la survie de leurs petites entreprises et les mettre en contact avec les ressources appropriées disponibles pour les soutenir pour assurer leur succès durable alors qu'ils naviguent à travers cette période de changement. **7 mois - Mai à novembre 2020**	
3. Sous traitance industrielle Québec	Par le biais de visites personnalisées en entreprise ou virtuelles, aider à maintenir la compétitivité des entreprises en temps de crise, spécialement dans la phase de relance des activités. Cet accompagnement permettra aux entrepreneurs de bénéficier de l'expertise développée par STIQ au cours des 30 dernières années auprès de milliers de PME manufacturières. Les interventions toucheront, entre autres, les éléments suivants : - Assister les entrepreneurs dans l'identification de marchés cibles pour pallier les baisses de commandes avec leurs clients réguliers - Accès à un réseau manufacturier - Présenter et expliquer aux entrepreneurs les différents soutiens financiers offerts - Recommander les entrepreneurs aux bonnes ressources - Meilleures pratiques d'affaires - Partager un guide de mesures pour assurer la santé des travailleurs en période de pandémie **4 mois - Mai à septembre 2020**	50 000 $

2. d'approuver les 3 projets de convention à cet effet;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel**.** Cette dépense sera entièrement assumée par la ville centrale.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-13 09:38

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208468009**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 143 934 $ à 3 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

La pandémie causée par la COVID-19 a provoqué une série d'enjeux qui affectent directement de nombreuses entreprises. L'impact de la crise sur l'environnement d'affaires montréalais s'est fait sentir immédiatement et notamment sur la continuité des opérations de nombreuses PME qui disposent de peu de ressources internes pour y faire face.

C'est pourquoi, en plus des appuis financiers annoncés par différents paliers gouvernementaux, il a été identifié, notamment via la ligne téléphonique *Affaires* et les partenaires du Service du développement économique (SDÉ), un besoin urgent des entreprises en terme de solutions techniques et de moyens tangibles pour faire face aux défis posés par la COVID-19.

Dans ce contexte, il est proposé d'octroyer de l'aide financière à des organismes à but non lucratif (OBNL) sélectionnés dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises. Ces organismes ont présenté des projets admissibles, qui ont été analysés et retenus par un comité composé de représentants du SDÉ.

Le présent dossier présente pour approbation les projets des organismes suivants :

1. Fintech Cadence	66 500 $
2. Services pour jeunes entrepreneurs	27 434 $
3. Sous traitance industrielle Québec	50 000 $
TOTAL	**143 934 $**

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE 20 - XXX - 13 mai 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 378 200 $ à 5 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises;

CE20-0588 - 29 avril 2020 - Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 280 200 $ à 3 organismes à but non lucratif, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises.

DESCRIPTION

Les OBNL sélectionnés ont présenté des solutions techniques pour répondre aux besoins urgents identifiés dans le contexte de la COVID-19. Cela peut être des besoins en approvisionnement, en soutien administratif, en gestion du personnel, pour la mise en place de système de vente, etc. Les objectifs visés par l'octroi des contributions financières sont :

- Répondre aux besoins immédiats de soutien technique des PME en difficultés en raison de la situation de la COVID-19;
- Soutenir des projets qui peuvent être un complément aux appuis annoncés déjà par d'autres paliers gouvernementaux et qui répondent à des besoins urgents des PME, non liés à la perte de liquidités, ni à la continuité de leurs ventes ou au recrutement de la main d'œuvre;
- Bénéficier à un bassin significatif d'entreprises selon le secteur (incluant celles de l'économie sociale);
- Appuyer prioritairement les petites entreprises.

Un comité d'analyse composé de représentants du SDÉ a évalué les projets retenus selon les critères suivants :

- Pertinence du Projet proposé en réponse aux besoins des entreprises en difficultés en raison de la situation de la COVID-19 ;
- Portée du Projet (géographique et sectorielle);
- Nombre, type et taille des entreprises qui bénéficieront du Projet;
- Faisabilité à court terme dans le contexte actuel;
- Budget du Projet et rapport entre le coût du Projet et le nombre d'entreprises potentiellement soutenues;
- Capacité de l'organisme à porter et mettre en œuvre le Projet;
- Répartition de l'enveloppe disponible sur l'ensemble du territoire pour des projets de différentes natures.

Les projets sélectionnés sont :

Organisme	Projet	Durée	Montant du soutien	Budget total du projet	Participation de la Ville %
Fintech Cadence	Soutien technique aux entreprises	3 mois	66 500$	124 577$	53%
Description	Projet Endurance Fintech pour les petites startups fintech. Le projet peut durer jusqu'à 12 semaines et a pour mission de guider les startups à travers leurs défis et de leur fournir immédiatement les ressources dont elles ont besoin pour ne pas faire faillite. Il est divisé en 3 zones: Coaching; Fournisseurs de services et talents. 25 startups fintech qui peuvent en bénéficier immédiatement (10-20 fintechs supplémentaires basées à Montréal via des partenaires (Holt Accelerator, Desjardins Startup en Residence et Luge Capital). À travers la zone de coaching, L'Organisme fera				

	également un check-in de santé mentale avec les fondateurs pour voir de quelles ressources ils ont besoin en interne pour maintenir une structure opérationnelle stable.				
Fondation Services Jeunes entrepreneurs	Soutien technique aux entreprises	7 mois	27 434	34 570 $	80%
Decription	Le projet de réponse à la COVID-19 permettra d'agir rapidement pour mettre les entrepreneurs en contact avec des soutiens et ressources en anglais nouvellement développés et pertinents, qui comprennent des outils, des ateliers et des documents de référence, ainsi qu'un soutien pratique par le biais d'une clinique d'évaluation des risques et de réponse bihebdomadaire. Ensemble, ces ressources aideront à guider la communauté des entrepreneurs anglophones de Montréal sur les mesures concrètes qu'ils peuvent prendre pour assurer la survie de leurs petites entreprises et les mettre en contact avec les ressources appropriées disponibles pour les soutenir pour assurer leur succès durable alors qu'ils naviguent à travers cette période de changement.				
Sous traitance industrielle Québec	Soutien technique aux entreprises	4 mois	50 000$	50 000$	100%
Description	Par le biais de visites personnalisées en entreprise ou virtuelles, aider à maintenir la compétitivité des entreprises en temps de crise, spécialement dans la phase de relance des activités. Cet accompagnement permettra aux entrepreneurs de bénéficier de l'expertise développée par STIQ au cours des 30 dernières années auprès de milliers de PME manufacturières. Les interventions toucheront, entre autres, les éléments suivants : - Assister les entrepreneurs dans l'identification de marchés cibles pour pallier les baisses de commandes avec leurs clients réguliers - Accès à un réseau manufacturier - Présenter et expliquer aux entrepreneurs les différents soutiens financiers offerts - Recommander les entrepreneurs aux bonnes ressources - Meilleures pratiques d'affaires - Partager un guide de mesures pour assurer la santé des travailleurs en période de pandémie				

JUSTIFICATION

Le choix des projets a été réalisé conformément aux règles et critères établis dans les documents de l'appel de propositions, inclus en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 143 934 $ de source locale.
Les versements sont prévus selon le calendrier suivant :

2020	TOTAL
143 934$	143 934 $

Les crédits requis sont prévus au budget du Service du développement économique, Direction des partenariats stratégiques. (Entente 150 M$ - Réflexe Montréal - Bouquet de mesures COVID-19).

Cette dépense n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En plus des impacts sur la capacité des entreprises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19, ces contributions pourront améliorer les compétences des OBNL qui fournissent des services aux entreprises

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La contribution de la Ville à des OBNL ayant proposé des projets porteurs permettra d'accroître la capacité de petites et moyennes entreprises montréalaises à relever leurs défis durant et après la crise de la COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les procédures de communications de l'appel de propositions ont été l'objet de validation avec le Service des communications.
L'annonce de l'Appel a été faite le 9 avril dernier.
Les récipiendaires seront annoncés via les médias sociaux de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2020 : analyse et sélection des projets;
Mai 2020 à novembre 2020 : réalisation des projets

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Véronique GERLAND
Commissaire - développement économique

Tél : 514 872-4278
Télécop. : 872-

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Johanne CÔTÉ-GALARNEAU
Directeur(trice) - investissement et developpement strategique

Tél : 514 872-1908
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-05-12

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FINTECH CADENCE**, personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, L.C. 2009, ch.23, dont l'adresse principale est 3555 rue des Lacquiers, suite 306, Montréal, Québec, H4C 3P4, agissant et représentée par Madame Layial El-Hadi, Directrice exécutive, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. :
Numéro d'inscription T.V.Q. :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 1 mai 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer au développement des leaders de la Fintech au Canada

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Annexe 3** » **:** Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de soixante-six mille cinq cent dollars (66 500$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de cinquante-trois mille dollars (53 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de treize mille cinq cent dollars (13 500$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 3555 rue des Lacquiers, suite 306, Montréal, Québec, H4C 3P4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le ....7....e jour de .....Mai..... 20 20

FINTECH CADENCE



Par : _____
Madame Layial El-Hadi
Directrice exécutive

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	9449671 Canada Center
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1172709355
Adresse de la place d'affaires principale :	3555 Rue des Lacquiers, suite 306. Montreal, QC. H4C3P4. Canada
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	--
Description de la mission de l'organisme :	Développer les leaders de la fintech au Canada
Nom et titre de la personne responsable :	Layial El-Hadi, Directrice Executif
Courriel :	layial@fintechcadence.com
Téléphone :	(514) 993-7315 ext. : 230

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

Après la santé, le bien-être financier des Canadiens et de l'économie est le prochain grand secteur touché. Elle a déjà montré des effets pour les petites entreprises et les fondateurs. Nous soutiendrons les fintechs (finance et technologie) qui visent à fournir des solutions aux consommateurs et au secteur financier. Nos fintechs n'ont jamais traversé une telle crise, et même si c'était déjà stressant de gérer une startup au préalable, c'est encore plus urgent maintenant. Ils ont été secoués et ont du mal à trouver les outils pour s'adapter à l'environnement d'aujourd'hui. Nous tenons à les soutenir dans la réponse du maintien d'une structure opérationnelle interne saine, de la santé mentale de tous les employés, des ressources sur le travail à distance, des conseils sur la réduction des coûts et des dépenses, du soutien sur la réponse à la clientèle ainsi que des directives sur la navigation et la sécurisation les demandes de prêts aux entreprises offertes par le gouvernement. Ils ont besoin d'aide pour survivre à Covid-19 dès que possible. Merci de nous avoir donné l'occasion d'aider nos sociétés de technologie financière à s'adapter à la situation Covid-19.

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Oui, au cours des 5 dernières semaines, nous avons collaboré avec des startups de nos programmes ainsi qu'avec l'écosystème fintech en général - y compris les services financiers, les organisations communautaires et les professionnels de l'industrie (via des appels téléphoniques, des sondages et des sondages). Nous avons ensuite analysé les points communs pour déterminer la meilleure façon de leur four

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Nous aimerions présenter notre projet Endurance Fintech pour les petites startups fintech. Le projet peut durer jusqu'à 12 semaines et a pour mission de guider les startups à travers leurs défis et de leur fournir immédiatement les ressources dont elles ont besoin pour ne pas faire faillite. Il est divisé en 3 zones: Coaching; Fournisseurs de services et talents. Nous avons identifié 25 startups fintech qui peuvent en bénéficier immédiatement et nous chercherons à étendre notre réseau avec 10-20 fintechs supplémentaires basées à Montréal via nos partenaires (Holt Accelerator, Desjardins Startup en Residence et Luge Capital). Une étude récente de Bloomberg montre que les heures de travail ont augmenté de 30% depuis le travail à domicile. Par conséquent, à travers la zone de coaching, nous ferons également un check-in de santé mentale avec les fondateurs pour voir de quelles ressources ils ont besoin en interne pour maintenir une structure opérationnelle stable.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

Le projet est divisé en 3 zones pour obtenir l'impact immédiat le plus élevé pour nos startups fintech. (1) Les zones de coaching aideront les startups à identifier la stratégie spécifique et les ressources techniques dont elles ont besoin pour s'adapter à la réalité à laquelle elles sont actuellement confrontées. Cela comprend: la gestion des opérations, le conseil sur l'état des produits technologiques, la gestion financière, les partenariats et la santé mentale. (2) Les fournisseurs de services aideront les startups à exécuter les services professionnels sur lesquels elles ont besoin de soutien. Les exemples incluent: Juridique, Comptabilité, Demandes de prêts et Technologie pour aider à fournir une base professionnelle et une prise de décision sur la survie de Covid-19. Enfin, (3) la zone Talent vise à faire correspondre les startups fintech avec des talents licenciés en raison de Covid-19. Ils soutiendront l'exécution des pivots que les startups doivent faire pour survivre à court terme à la crise. Ces 3 zones ont été conçues à court terme pour fournir le meilleur plan d'action d'endurance pour Covid-19. Nous avons déjà reçu plusieurs engagements des parties prenantes à participer si ce projet est approuvé.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

Nous avons été incroyablement impressionnés par la façon dont Montréal s'unit pour se soutenir mutuellement. Bien que les initiatives telles que les prêts de webinaires et les offres de coaching aient été formidables, malheureusement, cela crée toujours de la confusion pour les startups pour identifier les ressources auxquelles elles seraient admissibles. Ils finissent par perdre de l'énergie et du temps, ce qui crée plus de frustration pour eux lorsqu'ils ont encore besoin de maintenir leurs opérations et la gestion de leurs employés. Notre projet permet une assistance à l'exécution directe et à court terme. Les Fintechs bénéficieront de la structure guidée de notre programme et pourront mobiliser leurs équipes pour bien survivre à la crise de manière durable et saine. A travers notre projet, nous espérons accompagner de 25 à 45 fintechs, connecter avec +30 professionnels pour notre zone Coaching; bénéficier des conseils de +1 fournisseur de services et recruter +50 pour la zone des talents

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

Toutes nos startups sont situées sur l'île de Montréal.

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Notre projet vise à soutenir les startups dans le domaine du secteur financier dans son ensemble - (Eux memes touches les secteurs tels que le

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

$124,577 dont nous demandons $66,500 a la Ville de Montreal.

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

Notre projet a été conçu pour démarrer dès l'approbation de ce projet et durera 12 semaines pour l'achèvement complet de toutes les zones.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

Le programme peut être déployé dans la semaine.

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Nous avons identifié et confirmé 25 entreprises qui peuvent bénéficier immédiatement du projet, ce qui pourrait passer de 35 à 45 avec l'aide

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Bien qu'il existe plusieurs façons de mesurer cela, nous examinons 2 catégories de nos entreprises startups: 1) à mi-parcours: 1-5 employés, p

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	43077 $	Services en nature
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	15000 $	Services en nature
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	50577 $	La somme suivante reflète les coûts liés au coaching et à la mise en œuvre de notre programme - Coaching Zones. Les coûts couvrent les heures de conseil / coaching des startups sur une période de 12 semaines - fournies exclusivement par des experts en fintech.
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	30000 $	La somme suivante reflète les coûts liés au deuxième pilier de notre programme - Fournisseurs de services. Les coûts couvrent les honoraires de services professionnels dans des domaines qui sont essentiels pour que les petites startups continuent à fonctionner (marketing, comptabilité,design,etc)
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	1500 $	Plateformes technologiques, appels téléphoniques, équipement d'enregistrement, licences.
Promotion, marketing et communications	5.000 $	Mots publicitaires Google, contenu vidéo, marketing ciblé sur LinkedIn et opérations de marketing.
Frais de gestion	0 $	Frais de gestion et supervision
Autres frais (précisez)	37500 $	La somme suivante reflète les coûts qui couvrent la partie du programme d'aide à l'innovation. Connecter les talents avec les startups et leur fournir l'opportunité d'accélérer la mise en œuvre des solutions.
Total des dépenses du projet	124577 $	
Total des revenus moins les dépenses	-66500 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	-66500 $	Montant demandé à la ville pour notre projet Adaptation et Reprise Fintech qui couvre les coûts opérationnels ainsi que les coûts des services professionnels qui bénéficieront directement aux startups.

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : Layial El-Hadi Digitally signed by Layial El-Hadi Date: 2020.04.24 11:38:52 -04'00'

Date : 01/05/2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
Le 8 Mai 2020	Fintech Cadence

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Zone 1: Coaching. **Aider les startups à identifier la stratégie spécifique et les ressources techniques dont elles ont besoin pour s'adapter à la réalité à laquelle elles sont actuellement confrontées: gestion des opérations, le conseil sur l'état des produits technologiques, la gestion financière, les partenariats et la santé mentale.**	• **Au moins 25 startups soutenus dans la zone coaching** • **150 heures de coaching offerts aux startups** • **10 sujets traités avec les coachs** • **75% des startups participantes atteignent leurs étapes identifiés.**	• **Nombre de startups soutenus** • **Nombre d'heures de coaching offerts aux startups** • **Nombre de sujets traités avec les coach** • **Nombre de fiches de besoins qui sont complétées et finalisées**
Zone 2: Fournisseurs. **Faciliter l'accès au soutien juridique, comptable, demande de prêts et à des technologies pour soutenir la prise de décision.**	• **150 h de service offerts aux startups fintech participants** • **Au moins 25 entreprises soutenus par ce volet.**	• **Nombre d'heures offerts en soutien juridique** • **Nombre d'heures en soutien comptable** • **Nombre d'heures en soutien à la préparation de demande de prêts** • **Nombre d'entreprises soutenus par ce volet**
Zone 3: Talents. **Faire correspondre les startups fintech avec des talents licenciés en raison de Covid-19.**	• **5 startups bénéficient du maillage avec des talents** • **50 professionnels du talent bénéficient d'une formation sur comment travailler sur le pivot d'un produit d'une startup, et comment travailler à distance avec des startups**	• **Nombre de startups qui bénéficient des talents proposés par le maillage** • **Nombre de professionnels qui participent à la formation sur comment travailler sur le pivot d'un produit d'une startup, et comment travailler à distance avec des startups**

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	**50**

Activités et livrables du Projet - Project activities and deliverables

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Zone de coaching: Aider les startups à identifier la stratégie spécifique et les ressources techniques dont elles ont besoin pour pivoter vers la réalité à laquelle elles sont actuellement confrontées. Cela comprend: la gestion des opérations, la consultation sur l'état des produits technologiques, la gestion financière, les partenariats et la santé mentale. Réunions de coaching individuelles de 30 minutes via des appels de visioconférence. Des cadres seront fournis et des check-ins avec les fondateurs ainsi que des documents de suivi avec des directives sur ce qu'il faut améliorer et pivoter à court terme.	**150 h de coaching** - **Liste d'activités/rencontres** - **Fiche des besoins identifiés et de suivi pour chacun des startups participantes.** - **Descriptions des sujets traités** - **Liste des coachs**	**12 semaines: 18 Mai - 18 Août**
Zone de fournisseurs de services: Les fournisseurs de services aideront les startups à exécuter les services sur lesquels elles ont besoin d'assistance. Les exemples incluent: Juridique, Comptabilité, Demandes et Technologie de Prêt pour aider à fournir une fondation professionnelle et la prise de décision sur la survie de Covid-19. Appels individuels avec des prestataires de services, activité de mise en réseau pour rencontrer les prestataires de services disponibles et exécution pour fournir une base durable sur l'adaptation à court terme par le biais d'ateliers.	**150 h de service conseil** - **Fiche de suivi pour chacun des startups participantes.** - **Liste de fournisseurs**	**12 semaines: 18 Mai - 18 Août**
Zone de talent Talent zone vise à faire correspondre les startups fintech avec des talents qui ont été licenciés en raison de Covid-19. Ils soutiendront l'exécution des pivots que les startups doivent faire pour survivre à court terme à la crise. Cela se fera dans le cadre d'un programme où, grâce à des activités de réseautage, les talents et les startups se rencontreront et travaillent immédiatement dans le cadre de notre programme de cadres et d'ateliers sur la façon d'exécuter le pivot qu'ils doivent faire pour survivre à la pandémie.	**1 formation pour les talents** - **Description de la formation pour les talent** - **Liste de talents qui ont participé à la formation** **8 activités de maillage** - **Liste des startups qui ont participé au maillage et liste des startups qui ont bénéficié des talents** -	**12 semaines: 18 Mai - 18 Août**

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif - Goal	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée - Methodology used

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet - Project revenues and expenses

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.
2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.
3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :
4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :
    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) the nature of the service received by the organization and the activities carried out;
5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FONDATION DES SERVICES D'EMPLOI POUR LES JEUNES**, personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 666, rue Sherbrooke Ouest, Suite 700, Montréal (Québec) H3A 1E7, agissant et représentée par M. Aki Tchitakov, Directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 88872 9050 RR0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1145129715

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 30 avril 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer à l'enrichissement de la communauté en offrant des services de soutien en anglais pour aider les Québécois à trouver un emploi ou démarrer ou développer leurs entreprises.;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses

dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de vingt-sept mille quatre cent trente-quatre dollars (27 434$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-deux mille dollars (22 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de cinq mille quatre cent trente-quatre dollars (5 434$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de

trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 novembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 666, rue Sherbrooke Ouest, Suite 700, Montréal (Québec) H3A 1E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 6e jour de mai, 2020

FONDATION DES SERVICES D'EMPLOI POUR LES JEUNES

Par : 
M. Aki P. Tchitakov
Directeur exécutif

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution (CE20 …….).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	Services d'emploi pour les jeunes
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1145129715
Adresse de la place d'affaires principale :	666, rue Sherbrooke Ouest, Suite 700, Montréal (Québec) H3A 1E7
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	NA
Description de la mission de l'organisme :	En qualité d'organisme sans but lucratif, YES (Services d'emploi pour les jeu
Nom et titre de la personne responsable :	Aki Tchitacov
Courriel :	atchitacov@yesmontreal.ca
Téléphone :	514-878-9788 ext. : 301

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

Notre programme sera axé sur les trois besoins pressants que nous constatons actuellement chez notre clientèle, soit le besoin de résilience, de réactivité et de rétablissement.
Nous nous efforcerons d'aider les petits entrepreneurs de notre vaste réseau à revenir en force afin de surmonter la crise au moyen de compétences et outils concrets.
Nous réaliserons des évaluations des risques avec nos clients — une analyse à 360 degrés qui évaluera les risques pour leur entreprise, élaborera des stratégies et plans d'action pour y faire face et les guidera dans leur mise en œuvre.
Nous nous efforcerons de mettre rapidement les propriétaires de petites entreprises et les entrepreneurs en contact avec les systèmes et les ressources de soutien offerts (c'est-à-dire comment naviguer parmi les options de prestations d'intervention d'urgence, s'orienter vers les ressources de santé mentale), ainsi qu'avec un encadrement individuel.
Nous leur fournirons également les outils et les connaissances dont ils ont besoin pour faire pivoter leur entreprise et/ou travailler à distance (c'est-à-dire par le biais de plateformes en ligne, de marketing numérique, etc.).

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Notre projet ne découle pas d'une étude ou d'un sondage, mais plutôt de commentaires anecdotiques de nos coaches d'affaires, qui travaillent avec environ 2 000 clients actifs à Montréal.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Le projet de réponse à la COVID-19 permettra d'agir rapidement pour mettre les entrepreneurs en contact avec des soutiens et ressources en anglais nouvellement développés et pertinents, qui comprennent des outils, des ateliers et des documents de référence, ainsi qu'un soutien pratique par le biais d'une clinique d'évaluation des risques et de réponse bihebdomadaire. Ensemble, ces ressources aideront à guider la communauté des entrepreneurs anglophones de Montréal sur les mesures concrètes qu'ils peuvent prendre pour assurer la survie de leurs petites entreprises et les mettre en contact avec les ressources appropriées disponibles pour les soutenir pour assurer leur succès durable alors qu'ils naviguent à travers cette période de changement.

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

1) 4 nouveaux ateliers GRATUITS en ligne:
  a) Résilience
  b) Résolution innovante des problèmes
  c) Planification réactive
  d) Marketing et promotion à partir de la maison
    -Comment créer du contenu numérique de grande qualité à partir de la maison (par exemple, comment prendre des photos de haute qualité à partir d'un iPhone avec des décors et des installations improvisés, comment améliorer l'acoustique des vidéos, etc.)
2) Clinique bihebdomadaire de réponse aux risques
  -Fournir et travailler dans un cadre permettant d'effectuer une analyse à 360 degrés des risques pour leur entreprise dans le climat économique actuel (évaluation de la réponse aux risques)
  -Créer des stratégies et des plans d'action COVID-19 personnalisés, et guider les entrepreneurs dans leur mise en œuvre
3) Triage de réponse rapide — Ressources dédiées pour accepter les demandes par courriel et fournir informations et références pour aider les entrepreneurs anglophones à s'orienter dans les changements en réponse à COVID-19
  -Réponse dans un délai d'un jour ouvrable
  -Réponses informatives
  -Références
  -Triage vers le prestataire de services qui peut obtenir ces informations
4)Outils de référence
  a) Guide des avantages et des possibilités de financement d'urgence

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

À court terme, ce programme offre sur une même plateforme une réponse coordonnée qui donne aux petites entreprises l'accès au soutien, aux services et aux outils dont elles ont besoin pour assurer leur survie avec une efficacité, une accessibilité et une facilité d'utilisation accrues.
Les entrepreneurs seront mis en contact avec les avantages et les ressources disponibles en matière d'intervention d'urgence tout en apprenant à gérer leurs risques et à pivoter de manière efficace et efficiente pour traverser cette tempête avec le moins de dommages possible pour leurs résultats. En outre, le soutien non tangible et la connexion à une communauté plus large les aideront à construire des réseaux de soutien pendant la crise et par la suite.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

Bien que le Centre YES soit situé au centre-ville, le programme sera disponible par le biais de plateformes numériques dans

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Notre projet est ouvert à toutes les industries.

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

Le budget total du projet est de 34 570.87 $.

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

Le projet se déroulerait de la mi-mai à la mi-novembre.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

La plupart des éléments du projet peuvent commencer à se déployer dans un délai de deux semaines, toutes les ressource

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Environ 120 entrepreneurs, parmi lesquels 30 ont des entreprises enregistrées, bénéficieront du projet.

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

Les entreprises servies comptent en moyenne de 1 à 3 employés.

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	7,136.76	50% Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques 1/3 des frais pour la promotion, marketing et communications 50% des frais de gestion Frais d'abonnement de 6 mois à 'Growth Wheel' (utilisé pour l'évaluation des risques et la planification)
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	0	Nous croyons que pour préserver notre indépendance dans nos référencements et recommandations, il est préférable de ne pas associer de partenaires privés à ce projet.
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	20,797.35	28 heures développement + 3 heures déploiement/atelier 8 x cliniques de réponse aux risques individuelles + 6 heures de planification et de préparation/mois 10 heures/semaine dédiées au triage de réponse rapide 30 heures développement + 15 heures déploiement/outil de
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	0	Honoraires d'une consultante expérimentée supervisée par STIQ
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	2,929.73	Utilisation des bureaux, outils, équipements et logiciels de STIQ
Promotion, marketing et communications	6,000.00	1,000.00/mois
Frais de gestion	2,343.79	Frais de gestion et supervision
Autres frais (précisez)	2,500.00	Frais d'abonnement de 6 mois à 'Growth Wheel' (utilisé pour l'évaluation des risques et la planification)
Total des dépenses du projet	34570.87	
Total des revenus moins les dépenses	-27434.11	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	27,434.11	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Signature : Aki P. Tchitacou Date : 30/04/2020

Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
05/06/2020	FONDATION DES SERVICES D'EMPLOI POUR LES JEUNES

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Pour que les entrepreneurs aient une bonne compréhension des ressources et des aides immédiates à leur disposition en réponse à la crise COVID-19 (financières, conseils d'experts en affaires, services sociaux et de santé, etc.)	-3 outils de référence (Guide des avantages et des possibilités de financement d'urgence, Ressources en anglais sur la santé mentale, Guide de ressources pour les petites entreprises sur les plateformes en ligne) -100 entrepreneurs accèdent à nos guides de ressources -90% des demandes ont reçu une réponse dans un délai d'un jour ouvrable	-Nombre de publication des Outils de référence -Nombre de portée des médias sociaux et notre portail d'information -Délai de réponse moyen
Fournir et travailler dans un cadre permettant d'effectuer une analyse à 360 degrés des risques pour leur entreprise dans le climat économique actuel (évaluation de la réponse aux risques) et créer des stratégies et des plans d'action COVID-19 personnalisés, et guider les entrepreneurs dans leur mise en œuvre	-36 cliniques bihebdomadaire de réponse aux risques -80% des sessions complètent l'outil d'évaluation des risques -80% des participants indiquent une meilleure compréhension du risque de leur entreprise	-Nombre des cliniques tenues -Moyenne des sessions tenues qui aboutissent à des outils d'évaluation complets -Moyen des participants qui ont répondu à l'enquête de suivi
Fournir les outils et les connaissances dont ils ont besoin pour faire pivoter leur entreprise et/ou travailler à distance	-4 Ateliers organisés (Résilience, Résolution innovante des problèmes, Planification réactive, Marketing et promotion à partir de la maison) -120 entrepreneurs ou aspirants entrepreneurs participent à l'atelier -80% l'enquête de suivi indiquent se déclarent satisfaits du contenu de l'atelier	-Nombre de ateliers organisés -Nombre de participants aux ateliers -Pourcentage de satisfaction

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible

Nombre d’entreprises soutenues par le Projet	120 entrepreneurs, parmi lesquels 30 ont des entreprises enregistrées

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	**Livrable(s)**	**Échéance prévue**
Outils de référence	-Guide des avantages et des possibilités de financement d'urgence -Ressources en anglais sur la santé mentale -Guide de ressources pour les petites entreprises sur les plateformes en ligne	-Lancé le 15 mai et mis à jour jusqu’en novembre 2020 -Lancé le 29 mai et mis à jour jusqu’en novembre 2020 -Lancé le 5 juin et mis à jour jusqu’en novembre 2020
Triage de réponse rapide	-Ressources dédiées pour accepter les demandes par courriel et fournir informations et références pour aider les entrepreneurs anglophones à s'orienter dans les changements en réponse à COVID-19 -Campaign de marketing (via notre site web, nos médias sociaux)	-Lancé le 18 mai et offert jusqu’en novembre 2020 -Lancé le 18 mai et offert jusqu’en novembre 2020
Clinique bihebdomadaire de réponse aux risques	-2 cliniques/mois	-Bihebdomadaire de 1 juin – 15 novembre
4 nouveaux ateliers gratuits en ligne	-Résilience -Résolution innovante des problèmes -Planification réactive -Marketing et promotion à partir de la maison	-Fin juin -Fin juillet -Fin aout -Fin septembre

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SOUS TRAITANCE INDUSTRIELLE QUÉBEC,** personne morale sans but lucratif, constituée sous la Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38), dont l'adresse principale est 1080 côte du Beaver Hall, bureau 900, Montréal, QC, H2Z 1S8, agissant et représentée par M. Richard Blanchet, Président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 124 578 436
Numéro d'inscription T.V.Q. : 100 645 7254

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 9 avril 2020 la Ville de Montréal a lancé un appel de propositions visant à financer des projets portés par des organismes à but non lucratif (OBNL) qui souhaitent mettre sur pied un soutien technique aux petites entreprises montréalaises actuellement éprouvées par la pandémie de la COVID-19;

ATTENDU QUE l'Organisme a fourni une proposition de soutien technique dans le cadre de l'appel à propositions mentionné ci-haut, en date du 28 avril 2020;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'améliorer la compétitivité des chaines d'approvisionnement manufacturières afin de favoriser l'essor de notre économie;

ATTENDU QUE le projet de l'Organisme vise le soutien technique aux entreprises montréalaises dans le contexte de la COVID-19;

ATTENDU QUE le comité d'analyse a sélectionné le projet de l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville et l'Organisme se préoccupent de l'état d'urgence que présente la situation sanitaire occasionnée par la COVID-19;

ATTENDU QUE la Ville reconnaît que la réalisation du Projet de l'Organisme peut nécessiter certains ajustements ou adaptations, en cohérence avec la mission de l'Organisme en raison de la pandémie de la COVID-19 afin de répondre adéquatement aux besoins de la clientèle visée de l'Organisme;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet – Formulaire de proposition déposé par l'Organisme;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « Annexe 3 » : Tableau de suivi des objectifs et des indicateurs du projet;

2.4 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.5 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.6 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.7 « Responsable » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : le Service du Développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 exceptionnellement, et dans le contexte où la crise relative à la pandémie de COVID-19 a un impact sur la réalisation du Projet, soumettre, pour approbation du Responsable, toute demande ayant pour objet, le cas échéant, de réviser les modalités de réalisation du Projet.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille

dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances

et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale non récurrente de cinquante mille dollars (50 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de quarante mille dollars (40 000$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de dix mille dollars (10 000$) au plus tard 30 jours après la réception à satisfaction de la Ville du rapport d'activités du projet.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 septembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de Deux millions dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices.

10.2 L'organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. Le Contractant doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale du droit d'auteur prévue par la loi, sans limite territoriale, pour son propre usage et irrévocable, lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisé par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants. La Ville n'utilisera ces renseignements et ces documents qu'à des fins municipales.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1080, côte du Beaver Hall, bureau 900, Montréal, QC, H2Z 1S8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président-directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon,
Greffier

Le 6e jour de mai 2020

SOUS TRAITANCE INDUSTRIELLE QUÉBEC

Par : _____
M. Richard Blanchet
Président-directeur général

Cette convention a été approuvée par le Comité exécutif de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution (CE20 .....).

ANNEXE 1

PROJET – FORMULAIRE DEPOSÉ PAR L'ORGANISME

Voir Annexe attaché

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole de visibilité précise les principes et les modalités de communication qui guideront l'organisme subventionné dans la mise en œuvre du protocole d'entente préalablement convenu.

1. Visibilité

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. Communications

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville de Montréal

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner le partenariat dans toutes les communications relatives au Projet.

- Sur les médias sociaux, souligner le partenariat et remercier la Ville pour son soutien.

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux web, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc. Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule. Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal***

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion.

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence.

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales.

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
    - Inviter par écrit la mairesse à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
    - Soumettre pour approbation au cabinet de la mairesse et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le projet;
    - Offrir au cabinet de la mairesse et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

Note : Pour adresser une demande au cabinet de la mairesse et du comité exécutif, veuillez utiliser le courriel suivant : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo).

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.).

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (L.R.Q., c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média. Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises.

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement.

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion.

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville.
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité.

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques.

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants).

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité. Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité.

S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter la mairesse à participer aux événements publics organisés dans le cadre du projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet de la mairesse.

- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville de Montréal.

Si vous avez des questions concernant le protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville de Montréal à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : les organismes subventionnés doivent communiquer avec le cabinet de la mairesse pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite à la mairesse doit être envoyée à l'adresse suivante : mairesse@ville.montreal.qc.ca.

ANNEXE 3

CANEVAS – SUIVI ET BILAN

Voir annexe attaché

FORMULAIRE - Appel de propositions pour les OBNL aux fins d'offrir du soutien technique aux entreprises

Tous les champs doivent obligatoirement être répondus pour que la demande soit complète. Réponses en français seulement.

Informations sur l'organisme

Nom de l'organisme :	SOUS-TRAITANCE INDUSTRIELLE QUEBEC (STIQ)
Numéro d'entreprise du Québec (Registraire des entreprises) :	1142506501
Adresse de la place d'affaires principale :	1080, côte du Beaver Hall, bureau 900, Montréal, QC, H2Z 1S8
Adresse de la place d'affaires sur le territoire de la Ville de Montréal (si différente) :	NA
Description de la mission de l'organisme :	Améliorer la compétitivité des chaines d'approvisionnement manufacturières afin de fa
Nom et titre de la personne responsable :	Richard Blanchet, président-directeur général
Courriel :	rblanchet@stiq.com
Téléphone :	(514) 875-8789 ext. : 230

Description du projet de soutien technique aux entreprises (ci-après le « Projet »)

Dans le contexte de la situation de la COVID-19, à quel(s) besoin(s) des entreprises de votre écosystème souhaitez-vous répondre? (maximum 150 mots)

La crise de la COVID-19 bouleverse les entreprises et leurs opérations. Qu'elles soient en ralentissement imposé ou non, les PME manufacturières doivent faire face à plusieurs enjeux tels que la baisse des commandes, les problèmes de liquidités, la gestion des mises à pied et des rappels et la réorganisation des opérations à la reprise.

Afin d'aider les petites entreprises manufacturières à se doter d'outils et de solutions pour affronter la crise et se préparer à la relance, STIQ propose un projet d'assistance technique et de partage d'informations pertinentes et de bonnes pratiques d'affaires. Par le biais de visites personnalisées, virtuelles ou par appels téléphoniques, STIQ pourra partager son expertise avec les entrepreneurs sur les sujets suivants :
- Aides disponibles pour les entreprises
- Mesures de santé et sécurité à mettre en place pour protéger les travailleurs
- Meilleures pratiques d'affaires
- Identification de marchés cibles

Montréal

Votre Projet émane-t-il d'un état de situation constaté par une étude, un sondage ou une enquête réalisés auprès des entreprises que vous souhaitez soutenir par votre Projet? Précisez. (50 mots)

Depuis le 15 mars dernier, des appels directs et un sondage auprès de plus de 200 entreprises manufacturières (10% dans la région de Montréal) permettent de constater les impacts du Covid-19 sur les entreprises et les défis à relever durant la crise et lors de la relance à venir.

Quel Projet de soutien technique présentez-vous pour répondre à ce(s) besoin(s)? (maximum 150 mots)

Par le biais de visites personnalisées en entreprise ou virtuelles, aider à maintenir la compétitivité des entreprises en temps de crise, spécialement dans la phase de relance des activités. Cet accompagnement permettra aux entrepreneurs de bénéficier de l'expertise développée par STIQ au cours des 30 dernières années auprès de milliers de PME manufacturières. Nos interventions toucheront, entre autres, les éléments suivants :

- Assister les entrepreneurs dans l'identification de marchés cibles pour pallier les baisses de commandes avec leurs clients réguliers
- Accès à un réseau manufacturier
- Présenter et expliquer aux entrepreneurs les différents soutiens financiers offerts
- Recommander les entrepreneurs aux bonnes ressources
- Meilleures pratiques d'affaires
- Partager un guide de mesures pour assurer la santé des travailleurs en période de pandémie

Précisez les services qui seront déployés dans le cadre de votre Projet, ainsi que la structure et les ressources (humaines, matérielles, etc.) que vous mettrez en place pour y parvenir. (maximum 200 mots)

Un conseiller manufacturier sera responsable de cibler et contacter les entreprises pouvant bénéficier de ce programme en utilisant notre base de données sur les fournisseurs québécois. Les secteurs d'activités ciblés sont le transport terrestre, l'aéronautique, l'énergie, les ressources naturelles, la défense & sécurité ainsi que la fabrication d'équipements. Les entreprises comptant entre 10 et 30 employés sont ciblées en premier et il est prévu que le temps moyen alloué à chaque entreprise (préparation, discussion, rapport, questions) sera de 3,5 heures (minimum de 2 et maximum de 5 heures).

La prochaine étape consiste en la rencontre avec les dirigeants en entreprise de façon virtuelle (vidéoconférence ou appels téléphoniques) ou en personne, selon les consignes des autorités. Cette rencontre permet une cueillette d'informations sur l'entreprise qui servira à répondre aux problématiques soumises par les entreprises. De plus, le conseiller de STIQ note les éléments pertinents pour lesquels il doit faire un suivi.

Par la suite, un rapport et un suivi permettent de fournir des recommandations et des informations complémentaires touchant, entre autres, les marchés/clients, les mesures sanitaires et d'autres sources d'aides, telles que les divers programmes, les formations et les experts en mesure de répondre aux défis répertoriés lors des visites des entreprises.

Quels sont les impacts ou les améliorations à court terme générés par le Projet pour les entreprises par rapport à la situation actuelle? (maximum 150 mots)

À court terme, ce projet permettra aux entreprises, par le biais de recommandations personnalisées, d'obtenir de l'information objective et indépendante sur les enjeux les concernant, de maintenir leur niveau de compétitivité en temps de crise et dans la phase de relance des activités. Par ce soutien technique, les entreprises obtiendront :

- Un rapport personnalisé permettant de répondre aux questions urgentes des manufacturiers
- Un accès à un réseau manufacturier de grande envergure
- Une liste mise à jour des différents soutiens financiers offerts
- Un guide des pratiques mises en place pour assurer la santé des travailleurs en période de pandémie
- Des suggestions de marchés cibles pour pallier les baisses de commandes avec leurs clients réguliers
- Tout autre renseignement jugé utile par les dirigeants des PME.

Dans quel(s) secteur(s) du territoire de la Ville de Montréal se déploie votre Projet? (une ligne)

Tous les parcs industriels de la ville de Montréal, selon les priorités de la ville de Montréal.

Quel(s) secteur(s) économique(s) est ou sont touché(s) par votre Projet? (une ligne)

Les entreprises manufacturières œuvrant dans : transport, énergie, ressources naturelles, défense & sécurité et fabrication d'équipements.

Quel est le budget total de mise en oeuvre de votre Projet? (une ligne)

Un budget total de 50 000 $ est requis pour réaliser environ 100 visites d'entreprises.

Quelle est la durée du Projet? (une ligne)

4 mois.

À la suite du versement de la contribution financière, le cas échéant, combien de temps sera requis pour mettre en oeuvre le Projet? (une ligne)

Le projet débutera deux semaines après le versement de la contribution financière et/ou selon l'accord des autorités.

Quelle est votre estimation du nombre d'entreprises qui bénéficieront du Projet? (une ligne)

Environ 100 entreprises

Quelle est la taille moyenne de ces entreprises? (une ligne)

La taille moyenne des entreprises varient entre 10 et 30 employés avec un chiffre d'affaires de 5 à 10 millions de dollars

Budget du Projet

Veuillez indiquer dans le tableau ci-dessous les revenus et les dépenses prévus dans le cadre de la mise en oeuvre du Projet.

Revenus	2020	Précisions
Revenus de l'organisme dédiés au Projet	0 $	En ces temps difficiles, nous pensons qu'il est préférable de ne pas facturer les entreprises pour nos interventions.
Revenus issus de la participation de partenaires (indiquer les partenaires et la nature de la contribution dans la colonne Précisions)	0 $	Nous croyons que pour préserver notre indépendance dans nos référencements et recommandations, il est préférable de ne pas associer de partenaires privés à ce projet.
Dépenses du Projet		**Détail des dépenses**
Salaires (proportion de la rémunération des employés de votre organisme qui sont impliqués dans la mise en œuvre du Projet)	11000 $	Salaires des conseillers manufacturiers et autres collaborateurs
Honoraires (services professionnels et de consultation fournis par à votre organisme par un tiers pour la mise en œuvre du Projet)	26250 $	Honoraires d'une consultante expérimentée supervisée par STIQ
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques	5000 $	Utilisation des bureaux, outils, équipements et logiciels de STIQ
Promotion, marketing et communications	3.750 $	Conception des outils et promotion dans la communauté des affaires ciblée
Frais de gestion	3725 $	Frais de gestion et supervision
Autres frais (précisez)	275 $	Déplacements
Total des dépenses du projet	50000 $	
Total des revenus moins les dépenses	-50000 $	
Montant demandé à la Ville de Montréal pour le Projet	50000 $	

Dépenses non admissibles

Les dépenses suivantes ne sont pas couvertes : frais de représentation, améliorations locatives achat d'ordinateur et tout autre frais qui n'est pas relié directement au projet.

Important : Documents à fournir avec votre demande

Lors de l'envoi de votre formulaire dûment rempli, veuillez fournir également le document requis suivant :

- Copie des états financiers du dernier exercice financier terminé, adoptés par le conseil d'administration de votre organisme.

Seules les demandes complètes seront soumises au comité d'analyse. Suivant la réception de votre demande, un commissaire communiquera avec vous dans les meilleurs délais.

Si votre Projet est retenu, vous aurez ensuite à fournir les documents suivants afin de préparer la convention de contribution financière :

- Acte constitutif ou copie des lettres patentes.
- Résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la personne qui le représente à déposer un Projet et à signer la convention de contribution financière, le cas échéant.

Veuillez vous assurer de pouvoir fournir tous ces documents dans les moindres délais suivant l'acceptation de votre Projet par la Ville. L'absence de l'un des documents demandés dans des délais raisonnables peut entraîner le refus du Projet.

Signature

☑ Nous déclarons que l'information fournie est véridique et exacte, que la réalisation du Projet n'aura pas débuté avant l'approbation de la convention de contribution financière par les instances décisionnelles de la Ville, que le signataire de la présente demande est dûment autorisé à signer au nom de l'organisme et que l'organisme, ses administrateurs, employés et membres prennent toutes les mesures requises pour éviter tous conflits d'intérêts avec la Ville de Montréal.

Par la présente, j'atteste que l'information fournie est véridique et que je m'engage à participer au salon si je suis retenu et d'assumer toutes les autres dépenses inhérentes au déplacement.

Signature : Richard Blanchet

Signature numérique de Richard Blanchet
Date : 2020.04.28 17:01:23 -04'00'

Date : 28/04/2020

CANEVAS DE SUIVI ET BILAN DU PROJET

Date	Organisme porteur
2020/05/06	STIQ

Objectifs de réalisation du Projet

Section à remplir avant la signature de la convention

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Cible	Indicateur(s)
Fournir les mesures d'aide gouvernementales disponibles	75 entreprises	Nombre de documents fournis
Fournir un guide de mesures pour assurer la santé des travailleurs en période de pandémie	75 entreprises	Nombre de guides fournis
Accès à un réseau manufacturier et suggestion de marché cibles	Faire des annonces de visibilité et proposer des marchés cibles à 50 entreprises manufacturières	Nombre d'annonces effectués et de marchés cibles identifiés
Fournir un rapport personnalisé incluant les références aux bonnes ressources si nécessaire	100 entreprises	Nombre de rapports fournis

Autres indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Cible
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet	100

Activités et livrables du Projet

Étape / activité	Livrable(s)	Échéance prévue
Identification des entreprises ciblées	- Liste des entreprises	Début du mandat (vers le 25 mai 2020)
Visites personnalisées en entreprise ou virtuelles	- Un rapport détaillant les entreprises visités à mi-mandat	mi-mandat du projet (vers le 3 juillet 2020)
Visites personnalisées en entreprise ou virtuelles	- Un rapport détaillant toutes les entreprises visités	Fin du projet (vers le 25 septembre 2020)

Bilan du Projet

Section à remplir à la fin du Projet

Bilan des activités

Objectifs et résultats attendus

Objectif	Indicateur(s)	Résultat	Commentaires

Indicateurs sollicités par la Ville

Indicateur	Résultat	Commentaires
Nombre d'entreprises soutenues par le Projet		

Autres retombées non prévues par le Projet

Résultat	Indicateur	Commentaires

Méthodologie utilisée

Précisez la méthodologie utilisée pour récolter les données.

Bilan financier

Revenus et dépenses du Projet

Revenus	Montant prévisionnel	Montant réel	Précisions
Contribution octroyée par la Ville pour le Projet			
Revenus de l'organisme dédiés au Projet			
Revenus issus de la participation de partenaires			
Sous-total (revenus)			
Dépenses			
Salaires			
Honoraires			
Fournitures, matériel, espaces, bureautique, licences informatiques			
Promotion, marketing et communications			
Frais de gestion			
Autres frais (précisez)			
Sous-total (dépenses)			
Total (revenus moins dépenses)			

Précisions sur le bilan financier

Veuillez expliquer les différences observables entre les revenus et les dépenses prévisionnels et réels. Précisez les éléments nouveaux, s'il y a lieu.

Bilan de visibilité

Présentez les activités de visibilité et de communication réalisées dans le cadre du Projet (respecter le protocole de visibilité de la Ville de Montréal) et leurs résultats le cas échéant. Pour les événements, ajoutez une courte description. Si vous avez une revue de presse à nous partager, vous pouvez la joindre en annexe.

Commentaires additionnels

Présentez toute autre information que vous jugez pertinente pour le bilan du Projet. Des documents peuvent être joints en annexe.

Mesure du rendement

1. La Ville de Montréal mesurera le rendement attendu du Projet sur la base d'indicateurs de suivi en lien avec le projet qu'elle pourra demander à l'OBNL.

2. L'OBNL fournira une liste des entreprises/bénéficiaires de ses services.

3. L'OBNL s'engage à informer les bénéficiaires de ses services, au moment de lui offrir des services en lien avec le Projet, qu'il est financé par la Ville de Montréal et, qu'à ce titre :

4. Il peut transmettre les informations suivantes à la Ville de Montréal :

    a) le nom, le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) et les coordonnées de l'organisation;
    b) le genre d'organisation, son emplacement et le secteur d'activités;
    c) la nature du service reçu par l'organisation et les activités menées;

5. À des fins d'évaluation et de vérification, les représentants de la Ville de Montréal peuvent à l'occasion communiquer avec les bénéficiaires des services offerts par l'OBNL dans le cadre du projet.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1208468009

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Partenariats stratégiques et affaires internationales
Objet :	COVID – 19 : Accorder un soutien financier non récurrent d'un maximum de 143 934 $ à 3 organismes, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, dans le cadre de l'appel de propositions aux OBNL pour le soutien technique aux entreprises / Approuver les projets de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1208468009 - COVID-19.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget

Tél : (514) 872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

André LECLERC
Professionnel(le)(domaine d expertise)-Chef d équipe
Tél : 514 872-4136
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.001

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200552002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent). Autoriser une dépense de 51 540,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

Il est recommandé:

1. d'autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent) ;

2. d'autoriser une dépense de 51 540,50 $, taxes incluses pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites dans le sommaire décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-26 14:06

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200552002**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 c) promouvoir la création
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent). Autoriser une dépense de 51 540,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

CONTENU

CONTEXTE

Le concours est réalisé dans le contexte du projet de construction du Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent) visant à réduire l'enfouissement des déchets au profit de la valorisation des matières organiques. Conformément à la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du gouvernement du Québec, le centre CTMO de Saint-Laurent doit être doté d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu. Pour ce projet, le Service de l'environnement agit comme requérant tandis que le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) en est l'exécutant.
Le coût total du projet (concours et acquisition) est prévu au budget du projet 50010 au PTI du Service de l'environnement.

L'œuvre recherchée sera formée de deux composantes distinctes, mais complémentaires, réalisée par une équipe d'artistes. La première, de type sculpturale, sera implantée à l'extérieure dans l'allée menant à l'entrée principale du bâtiment. La seconde composante, de type numérique et interactive, introduira le parcours éducatif du centre de compostage à l'intérieur de l'édifice.

Le présent dossier a pour but d'autoriser le Service de la culture à lancer le concours pour la création de cette œuvre d'art en deux éléments. L'œuvre qui sera réalisée à la suite de ce concours fera partie intégrante de la Collection d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par l'entremise de son Bureau d'art public, gère le processus lié au choix et à la réalisation de l'œuvre et il en assure la pérennité. Pour la composante

numérique, le contrat qui sera signé avec l'équipe lauréate incluera une clause de maintenance effectuée par les artistes pour 7 ans dont les frais sont prévus dans le budget de réalisation de l'oeuvre d'art.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0163 - 28 mars 2019 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement (RCG 13-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 330 800 000 $.
CG19 0077 - 28 février 2019 : Accorder un contrat à l'entreprise SUEZ Canada Waste Services inc. pour les travaux de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de traitement des matières organiques (CTMO), situé au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest, arrondissement Saint-Laurent. Dépense totale de 175 445 919,26 $, taxes incluses - Appel d'offres 5913 (2 soumissionnaires) | Autoriser un ajustement à la base budgétaire du budget de fonctionnement du Service de l'environnement de 10 290 158,59 $ (taxes au Net) pour couvrir les années 2021 à 2026.

CG17 0395 - 24 août 2017 : Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 295 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

CG13 0092 - 21 mars 2013 - Adoption du Règlement autorisant un emprunt de 170 000 000 $ afin de financer la réalisation des centres de traitement de la matière organique et un centre pilote de prétraitement.

CG13 0059 - 28 février 2013 : Adopter, avec changement, le règlement intitulé « Règlement autorisant la construction et l'occupation à des fins de centre de traitement de matières organiques par compostage en bâtiment fermé sur un emplacement situé du côté nord du boulevard Henri-Bourassa, entre la rue Valiquette et le boulevard Thimens, sur le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent ».

CG09 0346 - 27 août 2009 : Adopter le Plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.

DESCRIPTION

Le Bureau d'art public du Service de la culture tiendra un concours par avis public destiné aux artistes professionnels du Québec. Le processus de sélection de l'oeuvre d'art public se déroulera en deux étapes. À la première étape, un jury composé de sept membres analysera les candidatures reçues à la suite de l'avis de concours et sélectionnera un maximum de quatre équipes d'artistes finalistes qui seront invités à produire un concept d'oeuvre d'art pour les deux emplacements. À la deuxième étape, le jury recommandera un projet lauréat pour le CTMO.
Le jury mis en place spécifiquement pour ce concours réunira trois spécialistes reconnus en arts visuels identifiés par le SC, un représentant des citoyens, un représentant du SGPI, un représentant du Service de l'environnement ainsi qu'un représentant du SC.

Les sommes nécessaires à la réalisation du projet d'art public seront assumées par le PTI du Service de l'environnement et sont détaillées dans le tableau ci-dessous :

Frais liés au projet d'art public	**Montants avant taxes**	**Montants taxes incluses**	**Montants nets de ristournes**
Frais liés au concours (honoraires des	**44 827,57 $**	**51 540,50 $**	**47 063,35 $**

membres du jury, prestation des finalistes ---- présent GDD)			
Acquisition de l'œuvre d'art et maintenance de la composante numérique pour 7 ans (contrat de l'artiste)	450 000,00 $	517 387,50 $	472 443,75 $
TOTAL	494 827,57 $	568 928,00 $	519 507,10 $

JUSTIFICATION

La Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics du Gouvernement du Québec (Référence L.R.Q., c. M-17, a. 13. Décret 955-96) prévoit que pour tout projet de construction financé en tout ou en partie par le Gouvernement du Québec, un montant d'environ 1% du coût de construction doit être consacré à la réalisation d'une œuvre d'art spécialement conçue pour l'édifice. Le calcul du montant affecté à l'œuvre d'art est précisée dans le Décret.
Le Service de la culture a été mandaté par le Ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de mener le processus de réalisation des œuvres d'art pour tout équipement, bâtiment ou site, dont la Ville est propriétaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de ce concours est de 51 540,50 $, incluant les taxes, et sera assumé par le Programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de l'environnement.
Un montant maximal de 47 063,35 $, net de ristournes, sera financé à 100 % par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 13-006.

Le coût total maximal de l'oeuvre d'art, qui fera l'objet d'un GDD ultérieur, sera également assumé par le PTI du Service de l'environnement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet est en accord avec les engagements du *Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020* , en particulier les actions no. 10 et 11 qui visent à "Protéger, restaurer et mettre en valeur le patrimoine montréalais" puis "Soutenir le développement de la culture locale" pour assurer l'accès à des quartiers durables, à échelle humaine et en santé (priorité 3).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Par ses deux emplacements stratégiques situés à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment, l'oeuvre d'art offrira une diversité de point de vue et d'expérience, permettant aux usagers, aux employés et aux visiteurs de l'apprécier en toute saison. Alors que la composante sculpturale agira comme un appel pour les employés et les visiteurs du CTMO par sa présence face à l'entrée principale, la composante numérique dans le bâtiment suscitera la curiosité des groupes de visiteurs venus découvrir les activités du CTMO en proposant un contenu appelé à se modifier au fil des années.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le lancement de ce concours par avis public est nécessaire afin que le présent projet d'art public, qui s'échelonne sur un an et demi, s'arrime à l'échéancier de construction du CTMO de Saint-Laurent. Par ailleurs, ce lancement de concours aura un impact positif sur

l'ensemble de la communauté artistique, car la rémunération des artistes pour la création d'un concept d'oeuvre d'art offre un soutien direct aux artistes en ces temps difficiles. L'échéancier de travail a été ajusté en fonction de la situation actuelle et pourrait l'être à nouveau au besoin.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication à cette étape-ci du projet, en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

*Noter que seule la date de dépôt des candidature est fixe ; l'échéancier s'adaptera au contexte actuel.

Lancement du concours	20 mai 2020
*Date limite de dépôt des candidatures	17 juin 2020
Rencontre du jury pour le choix des finalistes	26 juin 2020
Dépôt des prestations des finalistes	30 octobre 2020
Rencontre du comité technique	4 novembre 2020
Rencontre du jury pour le choix du lauréat	16 novembre 2020
Octroi de contrat par les instances municipales	Janvier 2021
Installation et inauguration de l'oeuvre	Janvier 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux pratiques administratives de la Ville en matière d'art public et à la Politique de capitalisation de la Ville (PTI). À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Jean-François BALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jonathan BEZEAU, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jaiagaia ORTEGA ST-AMANT, Service de la gestion et de la planification immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle RIENDEAU
agente de développement culturel

Tél : (514) 872-1244
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Stéphanie ROSE
Chef de division par Intérim

Tél : 514-868-5856
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Geneviève PICHET
Directrice
Tél : 514-872-8562
Approuvé le : 2020-04-21

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-04-24

Bureau d'art public
Service de la culture

Règlement et programme du concours

pour une œuvre d'art public intégrée au CTMO à Saint-Laurent

Montréal

Bureau d'art public
Service de la culture

Table des matières

1. Le contexte administratif 1

2. Le contexte du projet
2.1 Centre de traitement des matières organiques à Saint-Laurent 1

3. Le concours d'art public
3.1 Enjeux du concours 2
3.2 Site d'implantation de l'œuvre 2
3.3 Programme de l'œuvre 2

4. Les contraintes
4.1 Contraintes du site et du bâtiment 3
4.2 Contraintes de l'œuvre 3

5. La sécurité 4

6. Le calendrier 4

7. Le budget 4

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt 5

9. Le dossier de candidature
9.1 Contenu 5
9.2 Format, présentation et envoi du dossier de candidature 7

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes
10.1 Admissibilité 7
10.2 Exclusion 8

11. La composition du jury de sélection 8

12. Le déroulement du concours
12.1 Rôle du responsable du concours 8
12.2 Étapes du concours par avis public 8

13 Le processus de sélection
13.1 Rôle du jury 9
13.2 Rôle du comité technique 9
13.3 Critères de sélection 9

14. La prestation des finalistes 10

15. Les indemnités
15.1 Appel de candidature 11
15.2 Prestation des finalistes 11
15.3 Remboursement de certains frais 11

16. Les suites du concours
16.1 Approbation 11
16.2 Mandat de réalisation 11

17. Les dispositions d'ordre général
17.1 Clause de non-conformité 11
17.2 Droits d'auteur 12
17.3 Clause linguistique 12
17.4 Consentement 12
17.5 Confidentialité 12
17.6 Examen des documents 13
17.7 Statut du candidat 13

Table des annexes

Annexe 1.
Fiche d'identification du candidat

Annexe 2.
Démarche et motivation

Annexe 3.
Perspective extérieure et plan du CTMO

Annexe 4.
Plans des sites retenus pour l'œuvre d'art

Concours pour une œuvre d'art public intégrée au Centre de traitement des matières organiques (CTMO) à Saint-Laurent

1. Le contexte administratif

Le présent concours s'inscrit dans le cadre du projet de construction du Centre de traitement des matières organiques situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent). Conformément à la *Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics* du gouvernement du Québec, ce centre doit être doté d'une œuvre d'art conçue spécifiquement pour ce lieu.

Les œuvres d'art public réalisées dans le contexte de la planification de projets immobiliers ou de réaménagement et retenues par les instances municipales font partie intégrante de la Collection municipale d'art public de la Ville de Montréal. À ce titre, le Service de la culture, par l'entremise de son Bureau d'art public, en gère l'acquisition, la conservation, la promotion et la diffusion.

Les orientations de collectionnement pour l'acquisition des œuvres d'art public par voie de concours tiennent compte de la diversité des pratiques actuelles en arts visuels. Elles tiennent également compte des valeurs d'inclusion, d'équité et de diversité de la Ville de Montréal envers les artistes professionnels.

2. Le contexte du projet

Leader en matière de développement durable, la Ville de Montréal souhaite joindre ses forces à celles des autres municipalités du Québec et s'engage à déployer les efforts nécessaires à l'atteinte de ses objectifs en réduction de l'enfouissement des déchets, en traitements et valorisation de matières organiques par la mise en place d'infrastructures qui leur sont dédiées.

Ce geste répond aux objectifs du Plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de l'agglomération de Montréal 2010-2014, au nouveau Plan métropolitain de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) 2015-2020 et tient compte de la plus récente Politique québécoise de gestion des matières résiduelles et de son plan d'action 2011-2015, adoptés par le gouvernement du Québec en 2011. Rappelons que la Politique vise à court terme la valorisation de 60 % des matières organiques en vue de bannir son enfouissement et éliminer une seule matière résiduelle au Québec : le résidu ultime.

C'est dans cette optique que la Ville a entrepris de se doter de quatre installations de traitement des matières organiques (résidus verts et alimentaires) dont la première s'implantera dans l'ouest de Montréal, dans l'arrondissement de Saint-Laurent en 2021.

2.1 Centre de traitement de matières organiques à Saint-Laurent

Le Centre de traitement des matières organiques à Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent) sera construit sur une ancienne carrière située dans un secteur industriel au 9091, boulevard Henri-Bourassa Ouest.

Avec une mise en service prévue pour l'automne 2021, le CTMO Saint-Laurent, dont le mode conception, construction, exploitation et entretien (CCEE) est confié à l'entreprise Suez Canada Waste Service Inc., assurera le détournement de l'enfouissement des matières organiques collectées en bordure de rue secteur ouest du territoire de l'agglomération. Au maximum de sa capacité, le centre transformera annuellement plus de 50 000 tonnes de matières organiques en compost de qualité.

Le CTMO Saint-Laurent, sera construit selon les principes de développement durable et vise une certification LEED OR.

En plus de l'aire d'opération de l'usine qui occupe la majeure partie du bâtiment, le centre disposera d'une aire de travail (bureaux) située à l'avant, d'un centre d'interprétation, d'un parcours éducatif sous forme de passerelle qui longe le bâtiment permettant aux visiteurs de voir et de comprendre le procédé de transformation des matières organiques ainsi qu'un toit vert et une serre sur toit de plus de 65 000 p^2 destinée à l'agriculture urbaine.

Compte tenu de la superficie du site et des usages du bâtiment, l'aménagement paysager autour du CTMO se compose de lignes simples et de sous-espaces perceptibles à grande échelle. Le choix des végétaux, de type indigène, atténuera l'effet monolithique du bâtiment et s'harmonisera à son design.

À l'avant du bâtiment, l'aménagement demeure simple, mais des variétés florifères seront plantées autour des entrées principales pour valoriser les accès au profit du personnel - les principaux usagers – et des visiteurs. Des arbustes et des graminées orienteront également certaines vues depuis la rue.

3. Le concours d'art public

3.1 Enjeux du concours

Réalisé dans le contexte de la *Politique* du 1%, ce concours vise également à enrichir la collection d'œuvres d'art public de la Ville de Montréal et à promouvoir la qualité des interventions qui sont réalisées en milieu urbain.

3.2 Site d'implantation de l'œuvre

L'œuvre s'implantera dans deux secteurs distincts du CTMO Saint-Laurent, soit à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment (voir Annexe 4).

1) La première composante, de type sculpturale ou installative, se dressera au centre de l'allée pavée menant vers l'entrée principale du bâtiment donnant sur le boulevard Henri-Bourassa. Mesurant environ 19 m x 6 m, cette allée comportera de l'éclairage encastré et des bancs. L'espace prévu pour l'œuvre d'art est de 18 m x 1,4 m et une fondation sera coulée à cet endroit.

2) La seconde composante, numérique, lumineuse et interactive, s'intégrera à un long passage ou corridor de 18 m (l) x 1,5 m (l) x 2,7 m (h). Ce passage sera encadré par deux portes et marquera le début du parcours éducatif qui longe le bâtiment.

3.3 Programme de l'œuvre

Ce concours d'art public vise la création d'une œuvre en deux composantes intégrant des formes, technologies et matériaux différents réalisée par une équipe d'artistes professionnels.

L'ensemble de la proposition artistique devra être cohérent sur le plan conceptuel et refléter les enjeux et les valeurs liés aux activités du centre de compostage (traitement des matières organiques, environnement, agriculture urbaine, sensibilisation, éducation, etc.).

1) La composante sculpturale extérieure, en un seul ou plusieurs éléments (voir.4.2), agira comme un appel pour les employés et les visiteurs du CTMO. Grâce aux lumières intégrées à la bande de béton installée le long de l'allée pavée, elle sera visible de jour comme de soir. Il est toutefois possible d'intégrer de la lumière au concept sculptural.

2) La composante numérique à l'intérieur du bâtiment se déploiera en un seul ou plusieurs éléments le long du corridor marquant le début du parcours éducatif en créant un espace de déambulation pour le visiteur. Interactive et lumineuse, elle réagira au passage des

visiteurs et proposera un contenu évolutif (détails précisés à la rencontre d'information des finalistes). L'expérience proposée sera apaisante plutôt que stimulante et suscitera la curiosité des groupes venus découvrir les activités du CTMO. Le son pourra être intégré si discret.

4. Les contraintes

4.1 Contraintes du site et du bâtiment

Outre l'espace d'intervention réservé pour la composante sculpturale, le revêtement de sol dans l'allée et les aménagements paysagers prévus en bordure du site d'implantation demeureront tels quels.

Les murs du corridor prévus pour la composante numérique pourront être transformés pour recevoir les dispositifs de l'œuvre. Par ailleurs, des prises électriques de 220 volts seront installées aux 3 mètres et des conduites au plafond seront prévues afin de pouvoir installer des projecteurs et des détecteurs de mouvement à tous les 3 mètres.

4.2 Contraintes de l'œuvre

Composante sculpturale : doit se déployer dans le périmètre qui lui est réservée, soit un espace maximal de 18 m x 1,4 m, avoir une hauteur maximale de 5 mètres et une charge totale de 45 000 lbs répartie en un minimum de trois points.

La sculpture pourra être en un ou plusieurs éléments. Une dalle de béton armée sera construite sous le niveau du sol comme fondation pour l'œuvre d'art selon les spécifications de l'artiste.

Le choix des matériaux et le traitement accordés doivent tenir compte des exigences de pérennité de l'œuvre d'art. Le traitement, la finition et l'assemblage doivent également présenter une résistance au vandalisme et aux graffitis dans des conditions normales d'exposition. Le lauréat devra privilégier des matériaux qui ne nécessitent qu'un entretien minimal, dans les conditions d'exposition énoncées précédemment.

L'utilisation de certains matériaux est par ailleurs rejetée; il s'agit de l'acier peint, du bois et des plastiques. Cependant, si l'artiste décide de choisir l'un de ces matériaux, il devra faire la démonstration de sa durabilité dans l'espace public. Pour ce qui est du cuivre, il peut être utilisé dans la mesure où le fini ne comporte pas de vernis pour stabiliser la couleur.

Composante numérique : doit occuper au moins 75% de l'espace des murs sous forme de projections. Elle devra être lumineuse, interactive et évolutive.

Compte-tenu de l'étroitesse et de la longueur du corridor, les effets stroboscopiques et la sensation d'enfermement sont à éviter.

Les appareils installés au plafond doivent être dissimulés ou discrets. Aucune structure ou dispositif excédant 2 pouces d'épaisseur ne pourra être ajouté aux murs, à moins qu'il ne soit hors d'atteinte.

Les technologies, les équipements et les matériaux utilisés devront être d'entretien facile et avoir une durée de vie minimale de 7 ans.

Cette commande exclut l'utilisation de l'eau dans les deux composantes de l'œuvre d'art. Les pièces cinétiques et en mouvement sont également proscrites.

5. La sécurité

L'œuvre devra être conforme aux normes de sécurité généralement admises pour les bâtiments et les espaces publics. Le traitement des matériaux et des éléments de l'œuvre ne doit pas présenter de surface rugueuse, d'arête coupante ou de fini présentant des risques de blessures à moins qu'ils ne soient hors d'atteinte.

6. Le calendrier

Date limite de dépôt des candidatures	17 juin 2020
Rencontre du jury pour le choix des finalistes	26 juin 2020
Envoi des réponses aux candidats	29 juin 2020
Rencontre d'information aux finalistes	
et signature du contrat de concept artistique	semaine 6 juillet 2020
Annonce publique des finalistes	10 juillet 2020
Dépôt des prestations des finalistes	30 octobre 2020
Rencontre du comité technique	4 novembre 2020
Rencontre du jury pour le choix du lauréat	16 novembre 2020
Envoi des réponses aux finalistes	17 novembre 2020
Octroi de contrat par la Ville	Janvier 2021
Installation prévue de l'œuvre	Janvier 2022

*À l'exception de la date limite du dépôt des dossiers de candidature, le calendrier est sujet à modifications, selon l'avancement du projet de construction.

7. Le budget

Le budget de réalisation des deux composantes de l'œuvre d'art est de **450 000 $** avant taxes. Il comprend :

- Les honoraires et les droits d'auteur de chacun des artistes de l'équipe;
- Les frais de production des plans, devis et estimations de coûts (préliminaires et définitifs de l'œuvre);
- Les honoraires d'un ingénieur en structure, d'un ingénieur électrique (le cas échéant) et des autres professionnels dont le travail est requis pour l'exécution de l'œuvre;
- Les coûts de matériaux et de services (les matériaux, la main-d'œuvre, la machinerie, l'outillage, les appareils et les accessoires) requis pour la conception et la réalisation de l'œuvre;
- Les frais de maintenance de la composante numérique pour une période de 7 ans;
- Les coûts de remise en état du terrain, le cas échéant;
- Le coût des permis et tous les frais de coordination relatifs à la réalisation et à l'installation de l'œuvre, le cas échéant;
- Le transport, l'installation et la sécurisation des composantes de l'œuvre et des lieux pendant l'installation;
- Les dépenses relatives à l'administration du projet (déplacements et messagerie);

- Une assurance responsabilité civile de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour la durée des travaux ainsi que des assurances contre les pertes d'exploitation, une couverture hors site, une assurance transport, une assurance flottante d'installation tous risques avec valeur de remplacement à neuf. Cette dernière doit couvrir la valeur de l'œuvre avant taxes;
- Les frais relatifs à la participation aux rencontres de coordination et réunions de chantier entre le maître d'ouvrage, les professionnels, l'entrepreneur général et les autres sous-traitants spécialisés concernés, etc., le cas échéant;
- Les frais d'élaboration du dossier complet de l'œuvre comprenant les plans conformes à l'exécution et des photographies des différentes étapes de la fabrication pour des fins non commerciales;
- Un budget d'imprévus d'au moins 10 %.

La Ville de Montréal prendra en charge :

- Les plaques d'identification des deux composantes de l'œuvre;
- La fondation de la composante extérieure en sous-sol;
- L'éclairage de l'allée principale;
- L'aménagement paysager autour de la composante extérieure, si requis;
- Les travaux destinés à l'intégration de la composante intérieure, si requis;
- La fourniture des appareils électriques et leur installation;
- Les installations d'alimentation et de raccordement électrique.

8. L'échéancier du concours et la date de dépôt

Le dossier complet doit être acheminé par courriel, en un seul envoi (voir point 9.2) et au plus tard le **17 juin 2020 à midi** à l'adresse suivante : isabelle.riendeau@montreal.ca avec pour objet : « Concours pour une œuvre d'art public intégrée au CTMO Saint-Laurent ».

9. Le dossier de candidature

9.1 Contenu

Les équipes doivent présenter leur dossier de candidature de façon à démontrer l'excellence de leurs réalisations ou des compétences respectives pour la réalisation du projet en concours.

Le dossier de candidature **doit être présenté en cinq parties**. Comme le prévoit la clause linguistique au point 17.3 du présent document, le dossier doit être présenté en français.

Les documents à produire sont présentés dans l'ordre suivant :

1. Fiche d'identification fournie à l'Annexe 1, remplie, datée et signée par chacun des membres de l'équipe;

2. Curriculum vitae d'au plus trois (3) pages par artiste comprenant les données suivantes :

- La formation;
- Les expositions solos;
- Les expositions de groupe;
- Les collections;
- Les projets d'art public;
- Les prix, bourses et reconnaissances obtenus;
- Les publications.

3. Formulaire de démarche et de motivation fourni à l'Annexe 2 et rempli.

Cette section, **nouvellement remaniée sous forme de questions-réponses**, permet au jury de percevoir et de comprendre les aspects de la pratique actuelle de l'artiste qui pourront être mis en lien avec le programme de concours. Elle permet également d'évaluer la compréhension et les motivations du candidat envers la commande.

Aucun concept, projet précis ou image ne sont autorisés ni ne seront présentés au jury à cette étape du concours.

4. Dossier visuel

Il est essentiel de respecter les directives énoncées ci-dessous afin de faciliter la compréhension des dossiers lors des rencontres du jury. Les dossiers visuels sont analysés en regard du programme de concours.

Le dossier visuel est présenté de la façon suivante :

- Dix (15) images numériques *au total* présentant les œuvres réalisées par les membres de l'équipe au cours des huit (8) dernières années;
- Les images numériques doivent être placées en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent);
- Une (1) image par page;
- Il n'est pas possible de présenter plusieurs points de vue d'une même œuvre dans une même image;
- Aucun texte ne doit être ajouté sur l'image;
- Une légende descriptive de l'œuvre reprenant les informations et le numéro attribué à l'œuvre dans la liste descriptive du dossier visuel doit figurer en bas de page;
- Le dossier visuel doit majoritairement montrer des œuvres terminées. Ainsi :
    - uniquement deux (2) images présentant une maquette sont admises dans le dossier visuel;
    - les images doivent présenter l'œuvre terminée et non le processus menant à sa création;
- Les photos ne doivent pas inclure d'œuvres d'autres artistes (ex. : exposition de groupe, musée, galerie, etc.) mais peuvent présenter une œuvre issue d'une collaboration avec un ou d'autres artistes;
- Les photos doivent être de qualité professionnelle;
- Il est possible de joindre des vidéos de format MP3 ou 4.

Les dossiers qui contiennent du matériel visuel ne respectant pas ces directives seront considérés comme irrecevables. Il est essentiel que le Bureau d'art public reçoive tous les documents sous la forme mentionnée et dans le format spécifié.

5. Liste descriptive du dossier visuel

- La liste descriptive présente en ordre chronologique (du plus ancien au plus récent) les images numériques du dossier visuel et comprend les éléments suivants : titre, description, année de réalisation, techniques ou matériaux utilisés, dimensions, le contexte (exposition solo ou groupe, commande, etc.), s'il s'agit d'une œuvre d'art public : le client, le lieu et le budget.

Quelques recommandations :
Afin de faciliter l'analyse de votre dossier, il est suggéré de considérer les aspects suivants :

- Proposez des images dont les concepts pourront être compris rapidement ;

- Démontrez votre capacité à mener un projet dans un contexte d'art public ;
- Tenez compte des spécificités du programme de l'œuvre et des types de public qui la côtoieront (enfants, adultes, résidents, touristes, etc.).

9.2 Format, présentation et envoi du dossier de candidature

Le dossier doit être envoyé par courriel et respecter les conditions suivantes :

- Être présenté en format lettre (8 ½ po x 11 po) portrait;
- Le texte doit être rédigé avec une police de caractère lisible, sans empattement et d'une grosseur variant entre 10 et 12 points;
- Les cinq parties du dossier doivent être assemblées dans un seul document PDF (maximum 10 Mo), dans l'ordre indiqué ci-dessus (de 1 à 5);
- Le document PDF doit être transmis par courriel ou via la plateforme WeTransfer.

10. L'admissibilité et l'exclusion des candidats et des finalistes

10.1 Admissibilité

Aux fins du présent concours, toute candidature doit être soumise par une équipe formée d'artistes professionnels.

Le concours s'adresse aux artistes professionnels en arts visuels citoyens canadiens, immigrants reçus et habitant au Québec depuis au moins un an.

On entend par artiste professionnel : un créateur ayant acquis sa formation de base par lui-même ou grâce à un enseignement, ou les deux; qui crée des œuvres pour son propre compte; qui possède une compétence reconnue par ses pairs dans sa discipline; et qui signe des œuvres qui sont diffusées dans un contexte professionnel, tel que le précise la *Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature, et sur leurs contrats de diffuseurs*.

Le contexte professionnel désigne des lieux et des organismes principalement voués à la diffusion de l'art. Il peut s'agir de centres d'artistes, de centres d'exposition, de galeries d'art, de musées ou d'autres lieux ou organismes de diffusion reconnus, ou encore de participations à des événements où la sélection des participants est faite par des professionnels des arts visuels. Le contexte professionnel exclut le milieu scolaire, c'est-à-dire qu'un étudiant ne peut être candidat au présent concours.

Le terme « artiste » peut désigner des individus, un regroupement ou une personne morale. Un membre de l'équipe doit être désigné comme chargé de projet.

Les personnes ayant un lien d'emploi avec la Ville de Montréal, qu'elles aient un statut permanent, occasionnel ou auxiliaire, ne sont pas admissibles au concours. Tout candidat ou finaliste qui se juge en conflit d'intérêts ou pouvant être considéré en conflit d'intérêts : 1) en raison de ses liens avec la Ville, son personnel, ses administrateurs, un membre du jury ou un membre d'une équipe professionnelle affectée au projet, ou 2) en raison de liens familiaux directs, d'un rapport actif de dépendance ou d'association professionnelle pendant la tenue du concours, ne peut participer au concours. Les associés de ces personnes ni leurs employés salariés ne peuvent également y participer.

Une preuve de citoyenneté, un certificat de résidence permanente ou une preuve de résidence au Québec peut être exigé avant de passer à l'étape suivante du concours.

10.2 Exclusion

Toute candidature ou prestation reçue après les délais de dépôt prescrits à l'article 8 sera automatiquement exclue du concours. La Ville se réserve le droit d'exclure, s'il y a lieu, tout candidat ou finaliste pour non-respect partiel ou total des dispositions et des règles du présent concours.

11. La composition du jury de sélection

Un jury est mis sur pied spécifiquement pour ce concours. Le même jury participe à toutes les étapes du processus de sélection. Il est composé de sept membres dont plus de la moitié est composée de personnes indépendantes de la Ville de Montréal. Le jury réunit les personnes suivantes :

- Trois (3) spécialistes en arts visuels (artistes, conservateurs, critiques d'art, commissaires indépendants, muséologues, professeurs) ayant une connaissance de l'art public;
- Un (1) représentant du Service de la gestion et de la planification immobilière;
- Un (1) représentant de Service de l'environnement;
- Un représentant des citoyens;
- Un représentant du Service de la culture.

Le président du jury sera désigné à la première réunion. Son rôle consiste à aider le groupe à en venir à un consensus final pour la sélection du lauréat. Il est le porte-parole du jury.

12. Le déroulement du concours

12.1 Rôle du responsable du concours

Toutes les questions relatives à ce concours doivent être adressées à la chargée de projet du Bureau d'art public. Celle-ci agit comme secrétaire du jury. La chargée de projet du présent concours est :

Isabelle Riendeau, agente de développement culturel
Bureau d'art public
Courriel : isabelle.riendeau@montreal.ca

Toutes les demandes devront lui être acheminées par courriel.

Tous les documents remis par une équipe de candidats ou de finalistes sont vérifiés par la chargée de projet quant au respect des éléments à fournir et à leur conformité aux articles 8 et 9 du présent règlement. Les candidatures non conformes ne sont pas soumises à l'analyse du jury.

12.2 Étapes du concours

L'évaluation se fait selon la procédure suivante :

Première étape : sélection des équipes finalistes

- Le jury prend connaissance des dossiers de candidature reçus;
- Il sélectionne un maximum de quatre (4) équipes finalistes en vue du concours;
- Il émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu.

Au terme de cette étape, une rencontre d'information est organisée avec les équipes

choisies. Les aspects techniques et les conditions du concours sont présentés. C'est lors de cette rencontre que l'ordre des présentations pour le jury est déterminé : par tirage au sort ou par ordre alphabétique. Le nom des équipes finalistes est divulgué dès que celles-ci ont confirmé leur acceptation et signé le contrat de concept artistique.

Deuxième étape : prestation des équipes finalistes

- Le jury entend le rapport du comité technique et prend connaissance des prestations;
- Le jury reçoit chaque équipe finaliste en entrevue qui dispose d'une période de 45 minutes pour la présentation du concept incluant la période de questions;
- Après les prestations, le jury délibère et recommande un concept lauréat à la Ville et émet des commentaires et des recommandations, s'il y a lieu;

Au terme de cette rencontre, la recommandation du jury est consignée par la chargée de projet dans un rapport signé par tous les membres du jury. La chargée de projet enclenche le processus de recommandation auprès des instances de la Ville. L'identité et le concept de l'équipe lauréate du concours sont dévoilés au moment de l'octroi du contrat par la Ville de Montréal.

13. Le processus de sélection

13.1 Rôle du jury

Le jury est consultatif et la décision définitive appartient aux instances de la Ville de Montréal. Son rôle comporte la sélection des finalistes, ainsi que le choix et la recommandation d'un lauréat. La chargée de projet du Bureau d'art public agit également à titre de secrétaire et d'animatrice des séances du jury.

Si le jury n'est pas en mesure de recommander de finalistes ou de lauréat, il en informe sans délai la Ville de Montréal en motivant sa décision.

13.2 Rôle du comité technique

Le rôle du comité technique consiste à effectuer une analyse de certains éléments techniques des prestations des équipes finalistes.

Il évalue notamment :

- Les estimations de coût du projet en regard du budget prévisionnel;
- La faisabilité technique du projet;
- La faisabilité du concept en regard de la règlementation existante;
- L'entretien et la durabilité des éléments compris dans le projet;
- Le calendrier de réalisation du projet;
- La sécurité du concept proposé.

La chargée de projet présente par la suite le rapport sommaire du comité technique au jury du concours.

13.3 Critères de sélection

Le jury utilise les critères de sélection suivants comme outils d'évaluation des candidatures et des prestations :

Première étape du concours : sélection des équipes finalistes

L'évaluation des dossiers de candidature porte sur les critères suivants :

- Excellence et qualité des projets réalisés;

- Créativité et originalité de la démarche artistique;
- Carrière artistique des membres de l'équipe;
- Expérience dans la réalisation de projets comparables;
- Originalité de l'énoncé d'intention pour le concours d'art public (Annexe 2).

Deuxième étape du concours : prestations des équipes finalistes

Cette étape du concours est centrée sur la mise en forme détaillée du projet artistique, sa réponse précise aux exigences du programme.

Les prestations des équipes finalistes sont évaluées sur la base des critères d'évaluation suivants :

- Intérêt de l'approche conceptuelle;
- Intégration du projet dans les espaces d'implantation;
- Impact visuel du projet*;*
- Respect des règles de sécurité;
- Aspects fonctionnels et techniques;
- Pérennité des matériaux et facilité d'entretien de l'œuvre;
- Adéquation du projet avec l'enveloppe budgétaire disponible.

14. La présentation des propositions des finalistes

Les équipes finalistes sont invitées à venir présenter leur proposition aux membres du jury. Elles reçoivent une convocation écrite précisant le jour et l'heure de leur convocation, environ trois semaines avant la rencontre du jury.

Les équipes doivent produire une représentation des deux composantes de l'œuvre d'art dans son environnement immédiat, ainsi que des montages visuels. La nature et la forme du matériel de prestation à fournir seront précisées lors de la rencontre d'information.

Les équipes doivent soumettre un échantillon de chaque matériau qui composera chacune des composantes de l'œuvre (si non standard).

Les équipes doivent finalement produire, en sept (7) exemplaires, un document descriptif comprenant :

- Un texte de présentation de l'œuvre exposant le concept et le parti choisi pour répondre à la commande;
- Une description technique (comprend la liste des matériaux et les fiches techniques si nécessaire, le traitement choisi et la finition, ainsi que le mode de fabrication et d'assemblage pour chaque composante. Les dimensions et la solution retenue pour les ancrages doivent être présentées, le tout validé par un ingénieur en structure (et électrique, le cas échéant;
- Un plan de localisation des deux composantes de l'œuvre;
- Des images des deux composantes de l'œuvre d'art (selon les indications fournies en rencontre d'information);
- Un calendrier de réalisation pour une installation de l'œuvre;
- Un budget détaillé à même la grille Excel fournie par la Ville;
- Un devis d'entretien détaillé pour chaque composante de l'œuvre. Ce document servira à l'évaluation des propositions effectuée par le comité technique.

Note : Aucun dessin d'atelier n'est requis à cette étape.

15. Les indemnités

15.1 Appel de candidatures

Aucun honoraire ni indemnité ne sera versé à cette étape du concours.

15.2 Prestations des équipes finalistes

Chaque équipe finaliste ayant présenté devant jury une prestation déclarée conforme, recevra en contrepartie, et à la condition d'avoir préalablement signé le contrat soumis par la Ville, des honoraires de **six mille dollars (6 000 $)** taxes non comprises, qui lui seront versés à la fin du processus de sélection du projet lauréat et sur présentation d'une facture.

Les frais et honoraires octroyés en vertu du présent règlement sont soumis aux taxes réglementaires, dont la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale (TVQ). Les artistes doivent fournir à la Ville, le cas échéant, leur numéro d'inscription auprès de Revenu Canada aux fins de la TPS et auprès de Revenu Québec aux fins de la TVQ. La Ville retiendra le paiement de toute facturation qui n'indiquera pas de façon claire le taux des taxes applicables sur les biens et services (T.P.S et T.V.Q), les montants réclamés à cet effet ainsi que les numéros d'inscription appropriés.

15.3 Remboursement de certains frais aux équipes finalistes

La Ville s'engage à défrayer des frais de déplacement et d'hébergement pour permettre aux artistes demeurant à plus de 100 km de Montréal d'assister à la rencontre d'information et présenter leur projet devant jury. Les détails sont précisés lors de la rencontre d'information.

16. Les suites du concours

16.1 Approbation

Le projet lauréat doit être approuvé par la Ville de Montréal de même que par toutes les autorités compétentes quant aux codes et normes en vigueur, compte tenu des travaux projetés.

16.2 Mandat de réalisation

La Ville reçoit la recommandation du jury, elle négocie avec l'artiste et prépare le contenu du contrat d'exécution pour la fabrication et l'installation complète de l'œuvre d'art. Par la suite, si elle approuve la recommandation du jury, c'est l'instance municipale appropriée qui autorise le contrat de l'artiste.

La Ville de Montréal, par voie de ses instances décisionnelles, conserve la prérogative d'octroi du contrat à l'équipe lauréate. Si elle n'endosse pas la recommandation du jury, elle doit motiver sa décision.

17. Les dispositions d'ordre général

17.1 Clauses de non-conformité

L'une ou l'autre des situations suivantes peut entraîner le rejet d'une candidature ou d'une prestation :

- L'absence de l'un ou l'autre des documents requis dans le dossier de candidature ou de prestation de l'équipe finaliste;
- Le non-respect de toute autre condition indiquée comme étant essentielle dans les instructions remises aux candidats et finalistes, notamment l'omission ou le non-respect d'une exigence relative aux éléments qui composent un dossier de candidature ou de prestation.

À la suite de l'analyse de conformité, la chargée de projet fera part de ses observations au jury. Aucune candidature ou prestation jugée non conforme ne sera présentée au jury.

17.2 Droits d'auteur

Chaque équipe finaliste accepte, par le dépôt de sa prestation, de réserver son concept à la Ville de Montréal et de ne pas en faire ou permettre d'en faire quelque adaptation que ce soit aux fins d'un autre projet, jusqu'à la sélection du lauréat.

Tous les documents, prestations et travaux, quels que soient leur forme ou support, produits ou réalisés par l'équipe d'artistes ayant conçu le projet lauréat, dans le cadre du présent concours, demeureront la propriété entière et exclusive de la Ville, qui pourra en disposer à son gré si le contrat de réalisation du projet est confié à cet artiste.

L'équipe finaliste dont le projet est retenu garantit à la Ville qu'il détient tous les droits lui permettant d'accorder cette cession. Elle se porte garant également, en faveur de la Ville, contre tout recours, poursuite, réclamation ou demande de la part de toute personne qui contredirait une telle garantie ou les représentations qui s'y trouvent.

17.3 Clause linguistique

Lorsqu'une version anglaise des documents est produite par la Ville, il s'git d'une version de courtoisie. En cas de contradiction entre la version française et anglaise de tous documents, la version française prédomine.

Lors de la prestation devant jury, les équipes finalistes peuvent également faire une demande pour présenter leur projet en anglais. Dans le cas où cette demande serait acceptée, les équipes finalistes devront être en mesure de comprendre et de répondre aux questions du jury en français. Dans le cas contraire, ils devront être accompagnés d'un interprète.

17.4 Consentement

En conformité avec la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (Lois refondues du Québec, chapitre A-2.1), toute personne physique ou morale qui présente sa candidature consent, de ce fait, à ce que les renseignements suivants puissent être divulgués :

- Son nom, que sa candidature soit retenue ou non;
- Si sa candidature était jugée non conforme, son nom, avec mention du fait que son offre a été jugée non-conforme, accompagnée des éléments précis de non-conformité.

La Ville de Montréal pourra donc, si elle le juge opportun, donner accès à de tels renseignements à quiconque en fait la demande en vertu des dispositions de la Loi.

17.5 Confidentialité

Les équipes finalistes doivent considérer comme strictement confidentiel le contenu des études effectuées dans le cadre de ce concours et ne devront pas, sans accord écrit préalable, communiquer ou divulguer à des tiers privés ou publics les renseignements globaux ou partiels.

Les membres du personnel de la Ville de Montréal de même que les membres du jury et du comité technique sont tenus à la confidentialité durant tout le déroulement du concours.

17.6 Examen des documents

Par l'envoi et le dépôt de sa candidature, les candidats ou les équipes finalistes reconnaissent avoir pris connaissance de toutes les exigences du règlement du concours d'art public et ils en acceptent toutes les clauses, charges et conditions.

La Ville de Montréal se réserve le droit d'apporter des modifications, sous forme d'addenda, aux documents de prestation des finalistes avant l'heure et la date limite du dépôt des candidatures et, le cas échéant, de modifier la date limite de ce dépôt. Les modifications deviennent partie intégrante des documents d'appel de candidatures et sont transmises par écrit aux finalistes.

17.7 Statut du finaliste

Dans le cas où les membres des équipes finalistes ne sont pas une personne physique faisant affaire sous leur propre nom, et qui signent les documents d'appel de candidatures, une autorisation de signer les documents doit accompagner la prestation sous l'une des formes suivantes :

a) S'ils sont une personne morale (société incorporée), l'autorisation doit être constatée dans une copie de la résolution de la personne morale à cet effet.

b) S'ils sont une société (société enregistrée) ou font affaires sous un autre nom que celui des associés, ils doivent produire une copie de la déclaration d'immatriculation présentée en application de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales (RLRQ c P-45) du Québec ou tout autre document de même nature d'une autre province attestant l'existence de la société. De plus, dans le cas d'une société, lorsque les documents ne sont pas signés par tous les associés, l'autorisation doit être constatée dans un mandat désignant la personne autorisée à signer et signée par tous les associés.

c) S'ils sont un collectif, chacun des membres du collectif doit signer le contrat et tout autre document représentant les intérêts du collectif ou du maître d'ouvrage.

Annexe 1. Formulaire d'identification du candidat

Coordonnées du candidat

Nom du candidat (artiste)

Isabelle Riendeau, Agente de développement culturel

Nom de la personne contact

Adresse complète (numéro/rue/ville/code postal)

Téléphone, télécopieur

Adresse de courrier électronique (toutes les communications seront effectuées par courriel dans le cadre de ce concours)

Déclaration de l'artiste

Je déclare, par la présente, que je suis citoyen(ne) canadien(ne) ou résident(e) permanent(e)

Signature Date

Montréal

Annexe 2. Démarche et motivation

Quelle est votre démarche artistique ? (Maximum de 950 caractères, espaces compris)

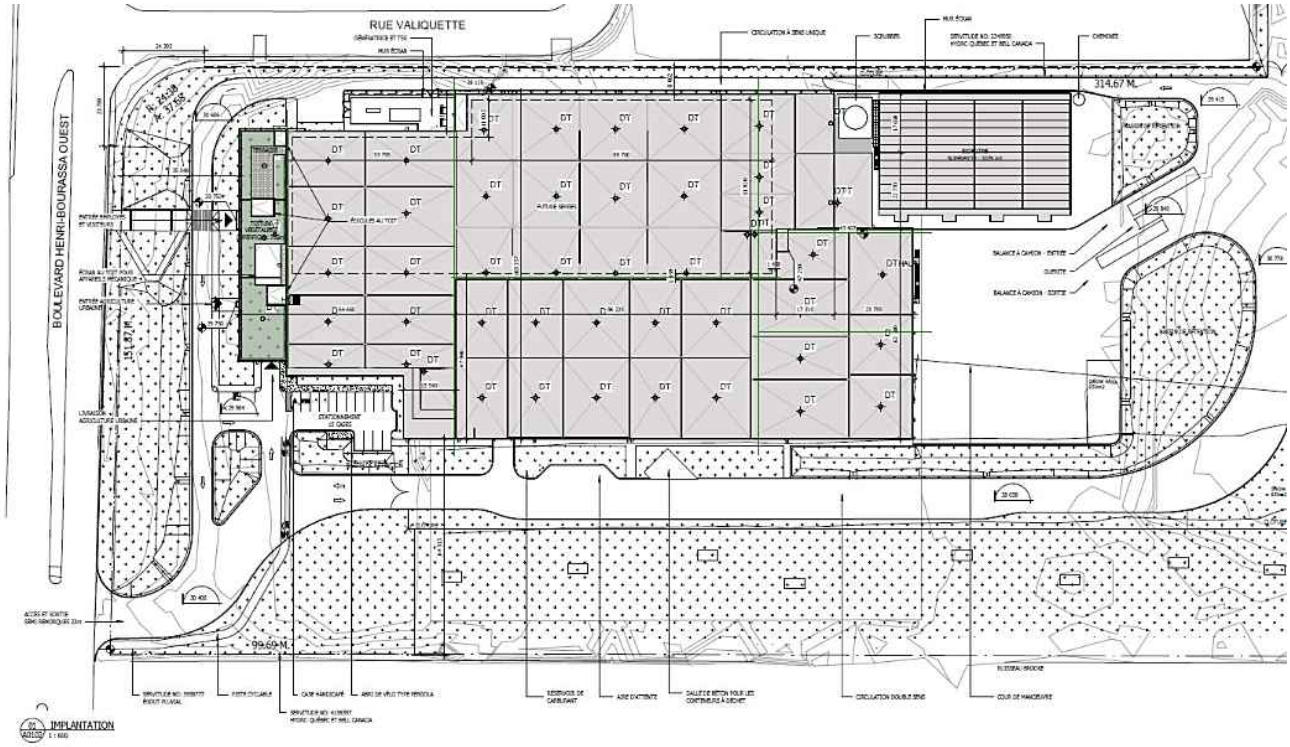
Quels liens percevez-vous entre votre pratique artistique et les spécificités du programme de concours d'art public ? (Maximum de 800 caractères, espaces compris)

En regard de votre démarche et du concours, quel(s) sujet(s), techniques ou approches souhaiteriez-vous mettre de l'avant, explorer ou développer ? (Maximum de 800 caractères, espaces compris)

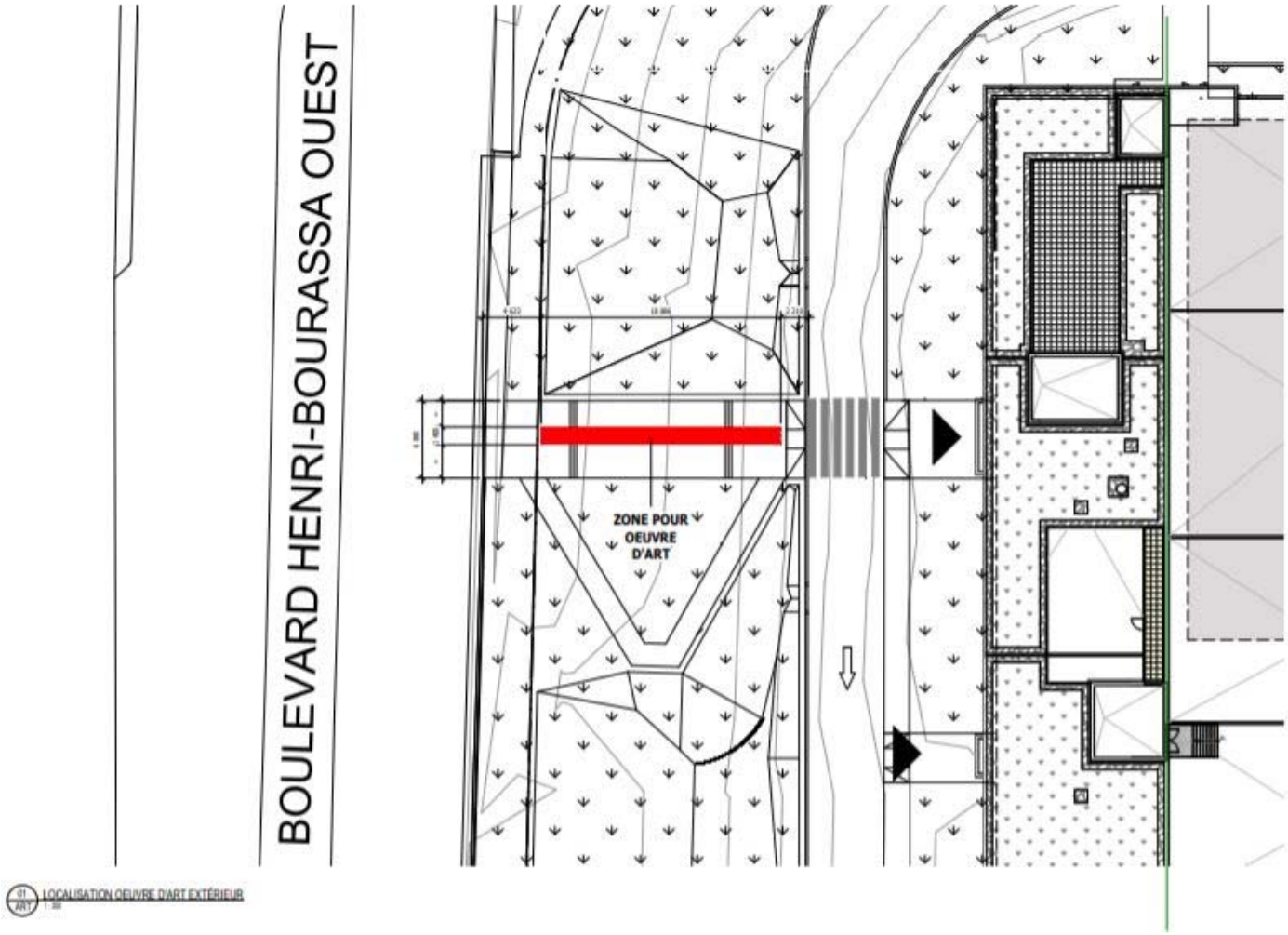
Bureau d'art public
Service de la culture

Annexe 3 –
Perspective extérieure et plan du CTMO

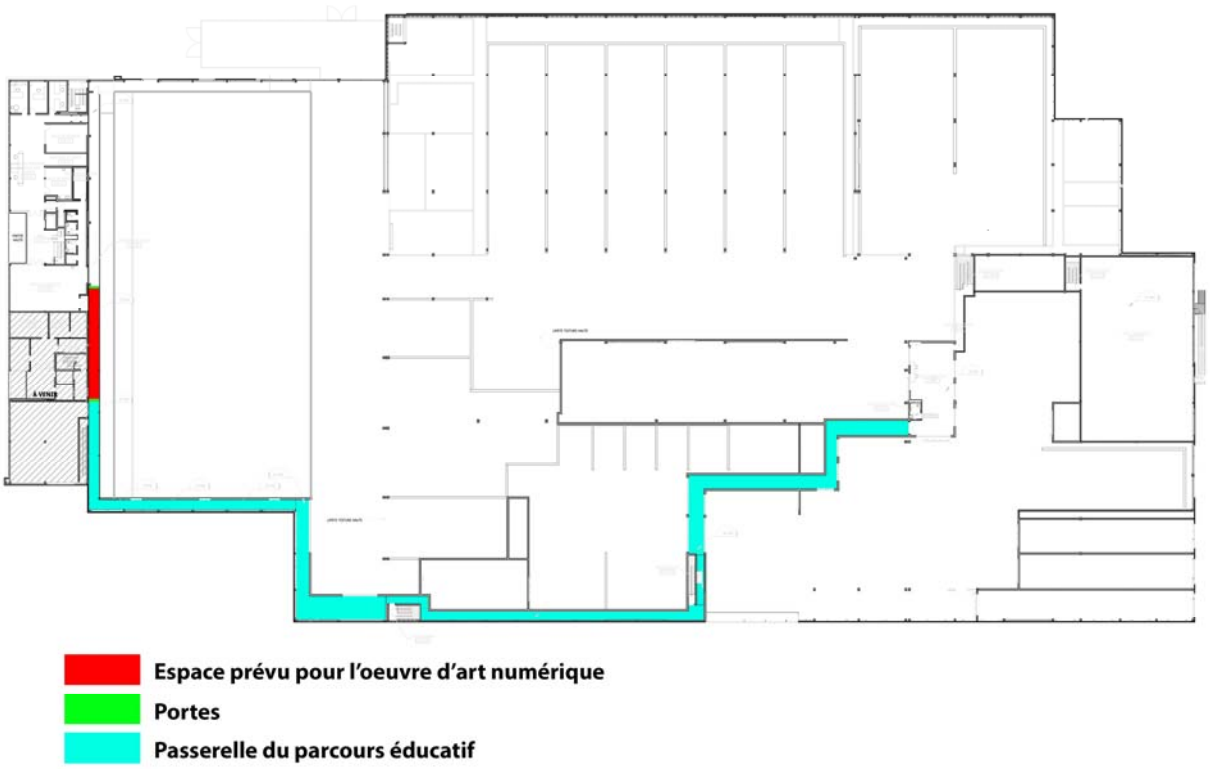


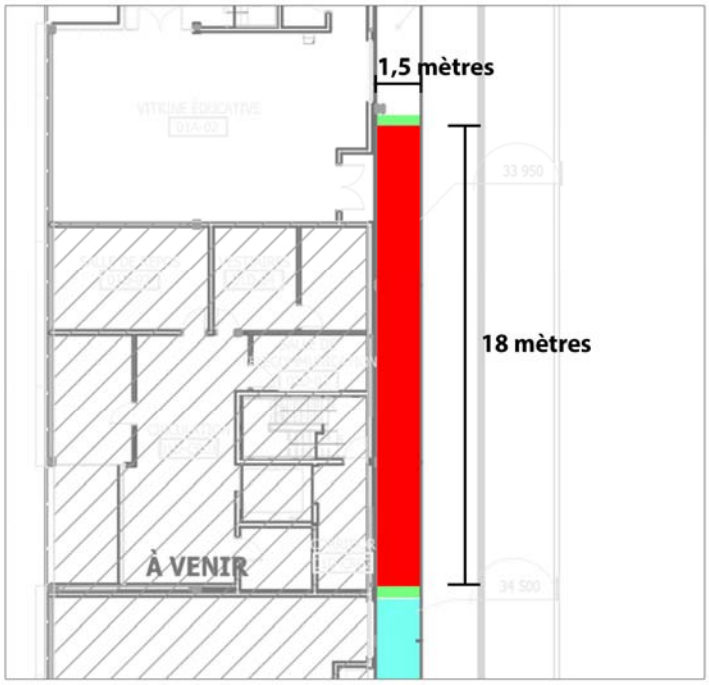


Annexe 4 –
Plans des sites retenus pour l'œuvre d'art



Site 1 : composante sculpturale





Site 2 : composante numérique (plan du CTMO et détail de la zone d'intervention)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200552002

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , Division équipements culturels et bureau d'art public
Objet :	Autoriser le Service de la culture à tenir un concours par avis public pour l'intégration d'une oeuvre d'art public au Centre de traitement des matières organiques Saint-Laurent (CTMO Saint-Laurent). Autoriser une dépense de 51 540,50 $, taxes incluses, pour la tenue du concours menant à l'acquisition de l'oeuvre d'art et les dépenses générales du projet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_ 120552002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jean-François BALLARD
Préposé au budget
Tél : (514) 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-20

Marie-Claude JOLY
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-6052
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.002

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

Il est recommandé :

1. d'autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses ;
2. de mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
3. d'autoriser les crédits pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses, pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
4. d'imputer ces dépenses, et ce, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Cette dépense sera assumée à 97,68 % par la Ville centre et 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-08 10:55

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1198662001**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Projet :	MCCQ 2012-2015 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter -McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

CONTENU

CONTEXTE

Le projet du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, est réalisé dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques (Programme RAC), qui s'inscrit dans l'axe 3 de l'Entente MCC-Ville sur le développement culturel de Montréal, et du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux. Le Programme RAC consiste à rénover, agrandir ou construire des bibliothèques afin d'augmenter et d'améliorer l'offre de services, tout en enrichissant la qualité de vie culturelle de la population montréalaise.

Le Programme de soutien aux équipements culturels municipaux vise la consolidation et le développement d'équipements culturels de proximité.

Afin de mieux desservir la population du district de Peter-McGill en matière de services socioculturels, la Ville de Montréal et l'arrondissement de Ville-Marie œuvrent conjointement depuis 2015 à l'élaboration du futur centre de Peter-McGill qui sera intégré à un vaste projet de développement immobilier sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants.

Le centre entend répondre aux carences du district de Peter-McGill, identifiées d'une part, lors des consultations citoyennes réalisées en 2013 et, d'autre part, lors des diagnostics du réseau Accès culture et du Programme RAC.

Le projet d'aménagement proposé pour le centre de Peter-McGill permettra de regrouper dans un même lieu trois composantes : une bibliothèque, une maison de la culture et des espaces sociaux destinés à l'ensemble de la communauté montréalaise. Ce projet vise donc à doter la partie ouest de l'arrondissement de Ville-Marie de son premier équipement collectif municipal.

Le district de Peter-McGill est le plus populeux de l'arrondissement de Ville-Marie et l'un des districts qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal. Sa population hétérogène et la diversité culturelle, économique et sociale du district, rendent plus complexes la création et le maintien d'un sentiment d'appartenance envers ce secteur.

De plus, il se caractérise par sa densité très élevée et l'effervescence immobilière actuelle du secteur ne fera que renforcer ce fait. Il apparaît donc comme une nécessité d'avoir un lieu permettant l'émergence d'un sentiment d'appartenance au secteur et d'offrir un milieu de vie complet, conformément à la *Stratégie du centre-ville* (août 2016).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 240343 (3 juillet 2019) : Approuver une affectation de surplus de 3 485 680 $ en vue de financer la rente d'usufruit pour les années 2021, 2022 et 2023 du futur centre de Peter-McGill.

CE19 8074025 (1er mai 2019) : Mandat d'exécution octroyé par le comité exécutif de Montréal pour permettre au Service de la culture de débuter la phase d'exécution du projet d'aménagement du centre de Peter-McGill /Programme (DAP) – Partie C

CA19 240096 (12 mars 2019) : Approuver la poursuite du projet du centre de Peter-McGill et la participation de l'arrondissement aux budgets d'immobilisation et de fonctionnement selon la répartition prévue dans le cadre du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction (RAC) des bibliothèques de la Ville de Montréal

CM19 0353 (26 mars 2019) : Approuver, dans le cadre du Programme triennal d'immobilisations 2019-2021, un règlement d'emprunt autorisant le financement de 25 M$ pour la réalisation de travaux, de rénovation, d'agrandissement, de construction de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières [projets de la bibliothèque Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), de la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et de la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie)]

CE19 0253 (13 février 2019) : Inscrire à l'ordre du jour du conseil municipal, pour avis de motion et dépôt, le projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 000 000 $ afin de financer les travaux de rénovation, d'agrandissement, de construction et d'aménagement de bibliothèques ainsi que l'achat de collections premières », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente. [projets de la bibliothèque de Maisonneuve (arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve), de la bibliothèque de L'Octogone (arrondissement de LaSalle) et de la bibliothèque de Peter-McGill (arrondissement de Ville-Marie)]

CA19 240031 (12 février 2019) : Approuver une affectation de surplus de 3 000 000,00 $ en vue de financer la première année d'opération du futur centre de Peter-McGill dont l'ouverture est prévue en 2023

CM18 0649 (29 mai 2018) : Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à la Société en commandite 2300 Tupper Tour 3, un terrain vacant situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme de 242 111,76 $, plus les taxes applicables / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à 9349-8244 Québec inc., aux fins d'assemblage, un terrain vacant situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour une somme de 1 599 489,57 $, plus les taxes applicables

CA18 240245 (8 mai 2018) : Approuver un projet d'acte par lequel 9350-3530 Québec inc., 9350-3423 Québec inc., 9350-3480 Québec inc. et Société en commandite 2300 Tupper Tour 3 cèdent à la Ville de Montréal une servitude d'aménagement d'un parc à des fins publiques, dont l'assiette volumétrique d'une superficie au sol de 543,8 m² est située du côté ouest de la rue du Sussex, au sud de la rue Tupper, dans l'arrondissement de Ville-Marie, laquelle affecte une partie des lots 6 022 781 et le lot 6 022 784 du cadastre du Québec, et ce, sans contrepartie financière

CA18 240268 (8 mai 2018) : Approuver un projet de convention par lequel 9349-8244 Québec inc. consent à la Ville de Montréal un usufruit d'une partie d'un bâtiment à être construit et représentant une superficie approximative au sol de 5 793 m², situé au sud de la rue Tupper et à l'ouest de la rue du Sussex, dans l'arrondissement de Ville-Marie, aux fins d'un centre multifonctionnel comprenant une salle de spectacle, une bibliothèque et un centre communautaire, identifié comme étant le futur Centre Peter-McGill, pour un terme de 40 ans et pour une rente estimée de 68 567 225 $, incluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de convention d'usufruit

CM17 0820 (13 juin 2017) : Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement autorisant la construction d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex. / Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal (04-047) » et son Document complémentaire quant à l'affectation et la hauteur maximale

CM17 0820 (12 juin 2017) : Adopter, en vertu de l'article 89 de la Charte, un règlement autorisant la construction et l'occupation d'un complexe immobilier sur l'emplacement délimité par le boulevard René-Lévesque, l'avenue Atwater et les rues Tupper et du Sussex, ainsi qu'un règlement modifiant le Plan d'urbanisme de Montréal - Mandater l'OCPM pour tenir les audiences publiques

CE16 0861 (25 mai 2016) : Approuver le plan de gestion de mise en œuvre des projets du Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction RAC des bibliothèques

CA15 240077 (10 février 2015) : Mandater la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Ville-Marie afin de déposer une demande de financement au Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques publiques et dans le cadre du Programme de soutien aux équipements culturels municipaux pour la construction d'un centre communautaire intégré incluant une bibliothèque et un espace de diffusion culturelle dans le district de Peter-McGill de l'arrondissement de Ville-Marie, et approuver un budget de 10 000 $ à même le budget de fonctionnement de la Direction culture, sports, loisirs et développement social pour la réalisation des activités de co-design reliées à l'élaboration de l'avant-projet

CG12 0471 (20 décembre 2012) : Approuver l'Entente de développement culturel 2012-2015 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal

CE07 1967 (5 décembre 2007) : Mise en place du programme de rénovation, d'agrandissement et de construction des bibliothèques (RAC)

DESCRIPTION

Le centre de Peter-McGill sera intégré au projet de requalification du site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants (conversion d'un équipement métropolitain en projet immobilier local).
Le projet de construction privée vise des tours résidentielles d'une hauteur variable et des espaces verts accessibles au public. Dans ces tours seront aménagés des logements (environ 1 500 unités destinées à la vente et à la location), des commerces, des espaces à bureaux et le centre de Peter-McGill. Ce dernier sera situé au basilaire des tours 4 et 5 dans le projet Square Children's du promoteur Devimco.

Le promoteur mettra à la disposition de la Ville de Montréal un base-building conforme aux termes de l'entente d'usufruit signée entre la Ville de Montréal et Devimco (9349-8244 Québec inc.) et approuvée par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 8 mai 2018 (CA18 240268).

Dans cet espace bâti de 5 310 m^2 bruts, trois fonctions se répartiront comme suit :

1. une bibliothèque d'environ 3 507 m^2 bruts, incluant des espaces sociaux pour la communauté;
2. une maison de la culture d'environ 1 680 m^2 bruts;
3. un espace à bureaux pour les organismes du milieu de 123 m^2 bruts.

Le Programme fonctionnel et technique (PFT), incluant une estimation budgétaire préparée par un économiste de la construction et la Direction de la gestion de projets immobiliers (DGPI), présente un coût global de projet de 47,5 M$ (net de ristourne), et ce, conformément au mandat d'exécution octroyé par le comité exécutif le 1er mai 2019 (CE19 8074025). De ce montant, 7,9 M$ net de ristourne correspondent à la part de la rente d'usufruit pour le base building conformément à l'entente d'usufruit adoptée le 8 mai 2018 par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie (CA18 240268).

Sur le plan environnemental, une certification LEED Or est visée pour les aménagements intérieurs de ce projet.

Le présent dossier décisionnel a pour but de demander :

- l'autorisation du lancement du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie;
- d'approuver les crédits nécessaires pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses (502 224 $ net de ristourne). Ce montant sera utilisé pour octroyer des contrats individuels d'un maximum de 99 500 $, taxes incluses.

Le concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur, est un processus conforme aux exigences de l'Ordre des architectes du Québec (OAQ), du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) contribuant ainsi à consolider le statut de *Montréal, Ville UNESCO de design* .

JUSTIFICATION

Le projet du centre de Peter-McGill vise à combler les déficits en matière d'offre de services et d'équipements collectifs, tant sur les plans qualitatifs que normatifs dans l'un des districts

qui connaît la plus forte croissance démographique à Montréal. Au regard des conclusions du *Diagnostic des bibliothèques municipales de l'Île de Montréal* (publié en 2005 et mis à jour en 2007) et du *Diagnostic du réseau municipal de diffusion culturel accès culture 2009* , une intervention est donc justifiée pour offrir à la population de l'ouest de l'arrondissement de Ville-Marie un centre culturel moderne, attrayant, fonctionnel et ouvert à la communauté.
Les efforts et les investissements réalisés dans le cadre du Programme RAC démontrent la volonté de l'administration de faire de Montréal une métropole culturelle de création, de savoir et d'innovation. Le Programme s'inscrit donc dans le cadre de la « Politique de développement culturel de la Ville de Montréal 2005-2015 » et dans le plan d'action découlant du « Rendez-vous novembre 2007-2017 Montréal, métropole culturelle ».

En termes d'acceptabilité sociale, le projet se justifie par le besoin de créer un lieu d'ancrage et d'intégration pour la communauté susceptible de soutenir le développement de ses composantes les plus vulnérables notamment en facilitant leur connexion avec les services offerts par le réseau Accès culture et les Bibliothèques de Montréal, mettant ainsi en œuvre son objectif principal de soutien à la cohésion sociale du quartier dans un complexe immobilier en développement, au sein du pôle culturel actif que représente le centre-ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de la culture recommande un vote de crédits d'un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses (502 224 $ net de ristourne), pour la réalisation du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill dans l'arrondissement de Ville-Marie.
Ces crédits seront utilisés pour octroyer des contrats individuels d'un maximum de 99 500 $, taxes incluses, aux finalistes non retenus à l'issue de la seconde étape, pour la rémunération du jury, du conseiller professionnel et de certains membres du comité technique, pour les frais de logistique et pour la communication.

Un montant maximal de 502 223,31 $ net de ristourne sera assumé comme suit :

Service de la culture

- 66,05 % au projet 36610 - Programme RAC soit 331 718,50 $ net de ristourne par le règlement d'emprunt de compétence locale 11-023 *Const. renov. bibliothèques et collection initiales*
- 31,63 % au projet 38120 - *Acquisition et valorisation d'équipements culturels* soit 158 853,23 $ net de ristourne par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-043 Acquisition Valorisation Équipements Culturels CM17 0486

La dépense est réalisée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2012-2015.

La dépense de 331 718,50 $ est subventionnée au montant de 15 424 $ dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Il y a donc un emprunt net à la charge de la Ville de 475 147,73 $ et celui-ci a fait l'objet de la recommandation de crédit suivante: 13-03.01.01.00-0375.

Cette dépense sera priorisée dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2022 du service (en milliers de dollars, au net,après subvention) :

Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
36610 Programme de rénovation, d'agrandissement et de construction de bibliothèques	317	-	-	-	317
	317	-	-	-	317
Projet	2020	2021	2022	Ultérieur	Total
38120 Acquisition et valorisation d'équipements culturels	159	-	-	-	159
	159	-	-	-	159

Arrondissement Ville-Marie

- 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie
  11 651,58 $ par le règlement d'emprunt de compétence locale CA-24-285 Progr. protect. bâtiments CA18 240499

Cette dépense sera assumée à 97,68 % par la ville centre et à 2,32 % par l'arrondissement de Ville-Marie

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville de Montréal adhère à l'*Agenda 21 de la culture* et appuie la reconnaissance de la culture comme le 4e pilier du développement durable et, en ce sens, ce projet contribue directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
L'objectif des bibliothèques est de démocratiser l'accès à la lecture, à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

Les objectifs des maisons de la culture sont l'accès à la culture, la participation citoyenne, le développement des publics, la diversité culturelle montréalaise et la médiation culturelle.

Le projet du centre de Peter-McGill sera conçu et réalisé dans le respect des grands principes de développement durable et de la transition écologique de la Ville de Montréal, de même que l'Agenda montréalais 2030 pour la qualité et l'exemplarité en design et en architecture.

Une certification LEED Or pour les aménagements intérieurs est visée pour ce projet, ainsi qu'une certification de scène écoresponsable pour la salle de spectacle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet aura un impact positif et majeur pour l'arrondissement de Ville-Marie. Les résidents du district de Peter-McGill auront accès à une installation culturelle de grande qualité. Elle leur permettra d'avoir accès à une bibliothèque du XXIe siècle, innovante,

technologique avec une variété de services adaptés et une maison de la culture moderne et invitante. Cette nouvelle destination culturelle améliorée favorisera l'appropriation citoyenne dans un contexte de mixité et de diversité.
Le centre de Peter-McGill sera un tiers lieu, un espace communautaire, un lieu de rassemblement, de développement des pratiques artistiques et d'échanges pour tous. À plus long terme, la nouvelle bibliothèque et la maison de la culture deviendront des lieux incontournables déployant des actions structurantes pour rejoindre les clientèles vulnérables, améliorer la maturité scolaire, réduire le décrochage scolaire, de même pour l'amélioration de la qualité de vie et la vie communautaire.

- Développer une offre de services de bibliothèque et de maison de la culture en fonction des nouveaux besoins des citoyens et selon les lignes directrices de qualité pour les bibliothèques publiques de Montréal et le Plan directeur des équipements culturels.

- Créer un centre citoyen et communautaire, un lieu d'ancrage, de rassemblement et d'échanges pour tous visant à offrir un milieu de vie complet.

- Offrir un lieu d'apprentissage collaboratif et de participation culturelle.

- Créer un lieu accueillant, convivial et distinctif pour attirer les citoyens du quartier et les populations plus vulnérables.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le règlement du concours a été adapté aux circonstances actuelles de la crise sanitaire (se référer à la rubrique « Calendrier et étapes subséquentes »). Par ailleurs, ce lancement de concours aura un impact positif sur l'ensemble de l'écosystème des professionnels liés à l'industrie de la construction (architectes, ingénieurs, designers, etc.) en ces temps difficiles, ce qui contribuera à la relance économique et sociale.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications, aucune opération de communication n'est prévue pour le présent dossier. Des activités de communication sont toutefois prévues lors du lancement du concours.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Principaux jalons /	Date planifiée (en trimestre)					
Principales activités	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Réalisation du PFT	T2 - T4					
Lancement du concours		T2				
Fin du concept du concours d'architecture - sélection du lauréat		T4				
Dépôt - Plans et devis préliminaires			T1			
Dépôt - Plans et devis définitifs			T3			
Octroi de contrat pour l'exécution des travaux				T1		
Début des travaux				T1		
Travaux complétés à 50 %				T3		
Fin des travaux					T1	
Fin de la mise en opération et ouverture					T3	
Clôture administrative (réception définitive)						T1

L'entente d'usufruit approuvée le 8 mai 2018, par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie

(CA18 240268) prévoit la livraison du base-building le 1er janvier 2020 et le premier versement de la rente 18 mois après, soit le 1er juillet 2021, alors que le centre ne sera pas encore en opération tel qu'illustré au calendrier ci-dessus.

Actuellement, le promoteur Devimco (9349-8244 Québec inc.) est en retard pour la livraison du base-building et serait en mesure de le livrer en juillet 2020, à l'exception de certains espaces extérieurs, notamment la voie d'accès à la zone de débarcadère et aux espaces de déchargement du centre.

Ces espaces extérieurs seraient livrés, conformément aux termes de l'entente d'usufruit, entre novembre 2020 et mai 2021. En effet, une injonction provisoire rendue en sa faveur dans le différend qui l'oppose au propriétaire du terrain voisin permettrait au promoteur de finaliser les travaux requis.

D'un point de vue fonctionnel, la Ville et le promoteur sont en mesure de trouver des solutions alternatives jusqu'en mai 2021.

> Note : Ces échéances tiennent compte de la crise sanitaire de la COVID-19 et sont basées sur une reprise du chantier le 11 mai 2020.

Conséquemment, le Service de la culture recommande de procéder au lancement du concours comme prévu. Si des incertitudes devaient apparaître durant le processus de concours, le règlement du concours prévoit que l'on puisse d'une part, décaler la seconde étape du concours durant laquelle intervient la majorité des dépenses et, d'autre part, de suspendre le processus à tout moment.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier fait partie intégrante de la Politique de développement culturel 2017–2022 de la Ville de Montréal qui a été adoptée par le comité exécutif en 2017. Il permettra plus précisément de contribuer aux priorités 14.18, 14.21 et 14.22 libellées comme suit : 14.18 : « Contribuer au développement d'une communauté inclusive et engagée en renouvelant l'expérience de la bibliothèque du 21e siècle pour les citoyens et en continuant d'offrir aux usagers une expérience de haute qualité ».

14.21 : « Favoriser par la médiation culturelle le croisement entre les pratiques citoyennes et le milieu artistique professionnel, dans une optique permettant de soutenir les rencontres interculturelles, la diversité des expressions et la mixité des pratiques ».

14.22 : « Réaffirmer le rôle essentiel du réseau Accès culture comme outil de démocratisation et de développement culturel, de progrès social et de rapprochement entre les citoyens ».

Ce projet s'inscrit dans les engagements de la Ville de Montréal formulés dans la Charte montréalaise des droits et responsabilités, et ce, plus particulièrement en regard des alinéas « b. » et « e. » de l'article 20 qui disent que la Ville s'engage à « maintenir accessibles, tant au plan géographique qu'économique, ses lieux de diffusion de la culture et de l'art et encourager leur fréquentation » et « à favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau des musées municipaux comme lieu d'accès au savoir et à la connaissance ».

Les parties prenantes au dossier approuvent le présent sommaire ainsi que les recommandations qui en découlent.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs (Isabelle FORTIER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Zamir Jose HENAO PANESSO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Cécile TERRASSON, Service de la gestion et de la planification immobilière
Jabiz SHARIFIAN, Service de la gestion et de la planification immobilière
Mathieu PERRIER, Service des finances
Lucia PADUANO, Service de la culture
Mylène BERNARD, Service de la culture
Gina TREMBLAY, Ville-Marie
Mélissa LAPIERRE-GRANO, Ville-Marie
Isabelle FORTIER, Ville-Marie
Stéphanie ROSE, Service de la culture
Sophie CHARLEBOIS, Service de la culture
Éric POTVIN, Service de la culture
Maryse BOUCHARD, Ville-Marie
Julie NICOLAS, Service des finances

Lecture :

Julie NICOLAS, 7 mai 2020
Isabelle FORTIER, 7 mai 2020
Maryse BOUCHARD, 26 mars 2020
Gina TREMBLAY, 10 février 2020
Mylène BERNARD, 17 décembre 2019
Lucia PADUANO, 12 décembre 2019
Cécile TERRASSON, 9 octobre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Laure MELAY-GASPERI
Conseillère en aménagement

Tél : 514 872-6601
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Amélie HARBEC
Chef de division RAC

Tél : 514 872-3160
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ivan FILION
Directeur de la direction des bibliothèques
Tél : 514.872.9229
Approuvé le : 2020-05-07

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Ivan FILION
Directeur du Service de la culture
Tél : 514 872-4600
Approuvé le : 2020-05-08

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Le sous-ministre

Québec, le 29 avril 2020

Monsieur Serge Lamontagne
Directeur général
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est, bureau 4.105
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Monsieur le Directeur général,

En réponse à votre lettre du 20 décembre 2019, nous vous avisons qu'en application de l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation autorise la Ville de Montréal à octroyer un contrat pour la fourniture de services professionnels au lauréat d'un concours pluridisciplinaire pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill.

Le règlement de concours pour ce projet devra être substantiellement conforme au « projet de règlement type pour un concours d'architecture, pluridisciplinaire ou de design » élaboré par la Ville de Montréal et approuvé par le Ministère – version du 15 décembre 2016. La Ville de Montréal devra également apporter les modifications qui ont été justifiées à l'annexe 1 de votre lettre du 20 décembre 2019. Toute autre modification substantielle au règlement devra préalablement être approuvée par la ministre.

De plus, en raison des montants en jeu, la Ville devra ouvrir le concours à toutes les provinces et territoires du Canada ainsi qu'à l'Union européenne et ses États membres. Les conditions relatives aux certifications professionnelles devront se limiter à une autorisation d'exercer la profession au Québec en vertu des lois applicables.

Enfin, dans les 60 jours suivant le dépôt du rapport du jury, la Ville de Montréal devra publier sur son site Internet une déclaration selon laquelle le concours en question a été tenu en conformité avec le règlement précité et y joindre les renseignements pertinents à cet effet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Frédéric Guay

Québec
Aile Chauveau, 4e étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863
www.mamh.gouv.qc.ca

Montréal
800, rue du Square-Victoria
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 418 691-2040
Télécopieur : 418 644-9863

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Ville-Marie , Direction des relations avec les citoyens_des communications_du greffe et des services administratifs

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Intervention financière_GDD no 1198662001.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Isabelle FORTIER
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514 872-4512

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-07

Samba Oumar ALI
Chef de division par intérim

Tél : 514 872-2661
Division : Division des ressources financières et matérielles

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1198662001

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction des bibliothèques , Division RAC
Objet :	1 - Autoriser la tenue du concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie, à la suite de l'approbation du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), pour la rémunération des finalistes et des membres du jury ainsi que pour toutes autres dépenses connexes pour un montant maximal de 550 000 $, taxes incluses 2 - Mandater la directrice du Service de la gestion et planification immobilière à signer les conventions des finalistes dans le cadre concours d'architecture pluridisciplinaire en deux étapes pour l'aménagement intérieur du centre de Peter-McGill, dans l'arrondissement de Ville-Marie

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1198662001 - Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Zamir Jose HENAO PANESSO
Préposée au budget
Tél : 514 872-9964

Coauteur
Julie Nicolas
Conseillère budgétaire
514 872-7660

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Mathieu PERRIER
Chef de division - conseil et soutien financiers
Tél : 514 868-3410

Division : Service des finances ,Direction du conseil et du soutien financier

CE : 30.003

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.004

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.005

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.006

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.007

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.008

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1205117001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2020 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

1. Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2020 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.
2. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-04-16 09:53

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1205117001**
Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2020 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CONTENU

CONTEXTE

Créé en 1984, le Centre Jacques Cartier (CJC) est l'agence de coopération internationale entre la Province du Québec et le territoire Auvergne-Rhône-Alpes, et leurs capitales économiques Montréal et Lyon.
Grâce à l'organisation des Entretiens Jacques Cartier (EJC), un congrès annuel qui a lieu en alternance sur chacun des 2 territoires, le Centre a permis d'assurer la pérennité de la relation privilégiée qui unit Montréal et Lyon depuis leur premier pacte d'amitié en 1979.

Conscient du rôle central joué par le CJC dans le succès de la relation qui unit Montréal à la France, l'administration montréalaise soutient le CJC notamment en acquittant une cotisation annuelle. La participation au financement du Centre permet aux membres d'être représentés au conseil d'administration du CJC et à son conseil d'orientation Canada/Québec et d'ainsi influencer les thématiques de coopération.

Le présent dossier vise à autoriser le versement de la cotisation 2020 au CJC.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1352 - 28 août 2019 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2019, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier; imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.
CE18 1202 - 4 juillet 2018 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2018, à même le budget de fonctionnement à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE17 1754 - 27 septembre 2017 - Autoriser le paiement d'une cotisation annuelle de 22 000 $, pour l'année 2017, à même le budget de fonctionnement, à la Fondation au Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques-Cartier.

CE16 1978 - 7 décembre 2016 - Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $, pour l'année 2016 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE 13 0822 – 5 juin 2013 - Autoriser le versement d'une somme de 15 000 $ par année pour 2013, 2014 et 2015, à même le budget de fonctionnement, à la Fondation du Centre Jacques Cartier pour la cotisation de la Ville de Montréal à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

CE10 1108 - 7 juillet 2010 - Autoriser la contribution de 12 500 $ par année pour les trois prochaines années (2010, 2011 et 2012) pour la participation de la Ville de Montréal au Fonds Jacques Cartier et adopter l'avenant prévu à cette fin.

DESCRIPTION

La relation Montréal- Lyon
La relation entre Montréal et Lyon a débuté par la signature d'un Pacte d'amitié en 1979 et s'est raffinée par la signature d'un premier protocole de coopération en 1989. Au fil des ans, la collaboration a évolué et s'est orientée vers de nouveaux axes prioritaires liés aux secteurs d'excellence des deux villes (sciences de la vie, nouvelles technologies, mobilités, industries créatives, etc.).

Le Centre Jacques Cartier (CJC)

Le Centre Jacques Cartier est, depuis sa création, reconnu comme étant un opérateur majeur de la coopération entre le Canada et la France.
Avec plus de soixante partenaires publics et privés, dont les institutions territoriales et les Métropoles qui les composent, la mission du Centre est de fédérer ses partenaires et d'optimiser une dynamique de réseau liée à l'innovation, d'accélérer les opportunités économiques ainsi que le rayonnement et l'attractivité des territoires.

Le Centre est présidé depuis 2017 par M. Daniel Coderre, aussi président de Génome Québec.

Depuis 2015, le CJC a défini les thématiques ci-dessous, d'un intérêt certain pour Montréal, comme étant prioritaires :
· Santé et sciences de la vie;
· Énergie, développement durable;
· Mobilité, territoires, Villes intelligentes;
· Enjeux sociaux et économiques;
· Finances et affaires juridiques;
· Numérique et technologies;
· Entrepreneuriat;
· Culture, art et performance.

Les Entretiens Jacques Cartier (EJC)

Les Entretiens Jacques Cartier (EJC) sont 3 jours d'événements et de conférences organisés alternativement chaque année et depuis 30 ans, en Auvergne-Rhône-Alpes, au Québec / Canada et au sein de leurs métropoles : Lyon, Montréal, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand.

La prochaine édition des Entretiens Jaques Cartier se tiendra à Lyon du 2 au 4 novembre 2020. Montréal et Lyon seront amenés à collaborer sur les thématiques d'aménagement du territoire, de mobilité, de développement durable, de participation citoyenne et de ville intelligente.

JUSTIFICATION

Le renouvellement de la participation de la Ville de Montréal permettra de poursuivre la relation privilégiée établie depuis désormais 36 ans avec le Centre Jacques Cartier tout en renforçant la relation de coopération avec la Ville de Lyon.

La participation aux Entretiens contribue également au rayonnement de Montréal en tant que métropole économique, universitaire, dynamique, créative, innovante et attirante.

Toutes les universités montréalaises sont membres du Centre Jacques Cartier et profitent des Entretiens Jacques Cartier pour faire connaître leurs recherches, leurs chercheurs et leurs collaborations avec les universités françaises et celles de la Francophonie. En appuyant le Centre Jacques Cartier, la Ville approfondit son action en soutien au rayonnement des universités montréalaises, qui sont des partenaires importants du développement économique, social, culturel et intellectuel de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adhésion au Centre Jacques Cartier exige l'acquittement d'une cotisation annuelle de 22 000 $ CAN. Montréal étant un membre actif du Centre Jacques Cartier et bénéficiant de l'action du Centre pour maximiser le rayonnement de la Métropole, il est recommandé que la Ville effectue le paiement de la cotisation annuelle.

Les crédits nécessaires à cette dépense sont prévus au budget 2020 du Bureau des relations internationales et ont été réservés au système comptable de la Ville. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville de Montréal.
Le paiement de cotisation à des associations est exonéré de taxes.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

1. Consolider le soutien de la Ville au sein du Centre Jacques Cartier et participer à la définition de ses orientations et de ses activités;

2. Partager l'expertise de Montréal et s'inspirer de celle de Lyon dans les domaines du développement culturel, social, économique et urbain en lien avec les enjeux et préoccupations de la Ville;

3. Soutenir les relations bilatérales entre la Ville de Montréal et la Ville de Lyon par ces rencontres régulières que sont les Entretiens du Centre Jacques Cartier;

4. Renforcer le positionnement et l'influence la Ville de Montréal sur la scène internationale en tant que métropole universitaire et ville de savoir, de créativité et d'innovation;

5. Renforcer le rayonnement des universités et des entreprises montréalaises dans leurs relations avec la France et la région Auvergne-Rhône-Alpes.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'événement des Entretiens Jacques Cartier prévu en novembre 2020 pourrait être reporté, ou son format être modifié, si les restrictions sur les déplacements internationaux étaient

maintenues. Le non-paiement de la cotisation 2020 pourrait toutefois mettre l'organisation du Centre Jaques Cartier en péril.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme :
· Au Plan d'action en affaires économiques internationales de la Ville de Montréal : la création d'espaces de collaboration
· Au Cadre stratégique des relations internationales : La diplomatie urbaine au service de la collectivité montréalaise et du monde.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Judith BOISCLAIR)

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie DAIGLE DE LAFONTAINE
Conseilliere en Affaires Internationale

Tél : 514 872-8259
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-09

Henri-Paul NORMANDIN
Directeur

Tél : 514 872-3512
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Henri-Paul NORMANDIN
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2020-04-15

FONDATION DU CENTRE JACQUES CARTIER

CP 6 Côte Saint-Luc
Montréal, Québec
H4V 1H8

FACTURE

Facture n°: 029/FJC2020/QC-CA

Référence à rappeler obligatoirement lors du paiement

Montréal, le 15/03/2020

Adressée à :

Ville de Montréal
275 rue Notre-Dame Est
Montréal, Québec, H2Y 1C6, Canada

QUANTITE	DESCRIPTION	MONTANT
1	Contribution au Fond Jacques Cartier pour l'année 2020	22.000,00 CAD

Paiement par chèque libellé à l'ordre de Fondation du Centre Jacques Cartier

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1205117001

Unité administrative responsable :	Direction générale , Bureau des relations internationales , -
Objet :	Autoriser le paiement d'une cotisation de 22 000 $ pour l'année 2020 à la Fondation du Centre Jacques Cartier, à même le budget de fonctionnement de la Ville de Montréal, et ce, à titre de membre de l'Association du Centre Jacques Cartier.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1205117001 Centre Jacques Cartier.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Judith BOISCLAIR
Préposée au budget
Tél : 514 872-2598

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-17

Arianne ALLARD
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-4785
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 30.009

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200132003

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

Il est recommandé :
d'approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger et ce, jusqu'au 25 avril 2023.

Signé par	Diane DRH BOUCHARD	**Le** 2020-05-04 15:28

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200132003**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Conseil du patrimoine de Montréal et Comité Jacques-Viger
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement du mandat de monsieur Michel Rochefort, urbaniste, à titre de membre du Comité Jacques-Viger jusqu'au 25 avril 2023

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Jacques-Viger (CJV) est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design urbain et d'architecture de paysage. Il formule des avis et émet des commentaires et des recommandations dans le but d'améliorer la qualité des plans, projets et politiques qui lui sont soumis, conformément au *Règlement sur le Comité Jacques-Viger (12-022).* Il donne son avis sur les décisions d'urbanisme qui relèvent du Conseil municipal, telles que les modifications au Plan d'urbanisme et les projets adoptés en vertu de l'article 89 (paragraphes 1, 2, 3 et 5) de la Charte de la Ville.
Le comité est constitué de 9 personnes membres, dont une personne à la présidence et deux personnes à la vice-présidence. Les mandats sont d'une durée de trois (3) ans et ne peuvent être renouvelés de façon consécutive qu'une seule fois. À la fin de leur mandat, les personnes membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou nommées de nouveau, le cas échéant.

Le présent dossier vise le renouvellement de mandat d'une personne membre dont le mandat se terminait le 25 avril 2020.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 0504 (1170132002) - 25 avril 2017 - Nomination de monsieur Michel Rochefort à titre de membre du Comité Jacques-Viger pour un premier mandat de trois (3) ans.

DESCRIPTION

Le 25 avril dernier, le premier mandat de monsieur Michel Rocherfort, membre du Comité Jacques-Viger, prenait fin.
Monsieur Rochefort nous a confirmé son intérêt à renouveler son mandat pour un second mandat de trois (3) ans.

JUSTIFICATION

Monsieur Patrick Marmen, président du Comité Jacques-Viger, recommande le renouvellement du mandat de monsieur Rochefort, urbaniste de grande expérience, pour un second mandat de trois (3) ans.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits requis pour couvrir la rémunération des membres du Comité Jacques-Viger sont prévus au budget de fonctionnement du Service du greffe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

n/a

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-04-21

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

Nancy SINCLAIR
Chef de division - Soutien au greffe et adjointe au directeur

Tél : 514 872-2636
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-04

Membre de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ)
Membre du Centre de recherche sur la ville (CRV) et du Réseau Villes Régions Monde (VRM)

FORMATIONS ACADÉMIQUES

- 2001 – Doctorat en études urbaines
  Université du Québec à Montréal et Institut national de la recherche scientifique UCS
- 1995 – Mastère en aménagement et en maîtrise d'ouvrage urbaine
  École Nationale des Ponts et Chaussées (Paris)
- 1992 – Baccalauréat en architecture (ancien programme de 120 crédits)
  Université de Montréal

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

- 2016 — Professeur agrégé
  Université du Québec à Montréal
  Département d'études urbaines et touristiques
  Champs d'expertise : instruments de planification et de réglementation en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, analyse des processus de prise de décision
- 2012 - 2016 — Coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain
  Communauté métropolitaine de Montréal
- 2009 - 2012 — Coordonnateur à l'aménagement du territoire métropolitain
  Communauté métropolitaine de Québec
- 2003 - 2009 — Conseiller à la direction générale
  Communauté métropolitaine de Montréal
- 2001 - 2003 — Conseiller au sous-ministériat aux politiques et à la concertation métropolitaine
  Ministère des Affaires municipales et de la Métropole

RÉALISATIONS RÉCENTES

Chapitre de livre

Rochefort, M. (2018). La planification métropolitaine en aménagement comme « lieu transactionnel » : le cas de la Communauté métropolitaine de Montréal. Dans G. Bettoni, D. Le Bras et F. Navarre (dir.), *Métropoles en chantiers 2, Ambitions métropolitaines, réalités territoriales*. (p. 123-137). France : Berger-Levrault. ISBN : 978-2-7013-1979-7.

Rapport de recherche

Rochefort, M. (2019). Enquête sur l'utilisation des règlements d'urbanisme au Québec.

Rapport :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/documentation/enquete_rlau_mamh.pdf

Sommaire :
https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/amenagement_territoire/documentation/sommaire_enquete_rlau_mamh.pdf).

Ananian, P., Dallaire, J.-P., Declève, B., Jarousseau, E., McCormick, K., Rochefort M., Said V., Ternon A. (2019). Innovation de stratégies de redynamisation par le projet urbain : Bruxelles, Montréal, Lyon et Île-de-France. Association mondiale des grandes métropoles (Métropoles) et Ville de Montréal.

Actes de colloque (CAC)

Rochefort, M. (2018). Le rôle de l'urbaniste dans la standardisation des projets urbains. *Actes du colloque des 20èmes rencontres internationales en urbanisme de l'APERAU « Que reste-t-il du projet ? »*. (p. 195-199). France : Université de Lille, IAUL, Laboratoire TVES, Lille. ISBN : 978-2-9522970-2-8.

Texte de vulgarisation (TVU)

Rochefort, M. (2019). Quelques observations sur l'utilisation des règlements d'urbanisme. Urbanité (Revue de l'Ordre des urbanistes du Québec), Hiver 2019, 21-23.

Présentation à titre de conférencier

2018. Lille (France). APERAU – colloque de l'Association pour la promotion de l'enseignement et de la recherche en aménagement et urbanisme. *Le rôle des urbanistes dans la standardisation des projets urbains.*

2017. Varsovie (Pologne). EURA 2017 - conférence de l'European Urban Research Association. Defusing Local Resistance to a Metropolitan Land-use and Development Plan through Innovative Partnerships: The Case of the Communauté métropolitaine de Montréal (Canada).

2017. Montréal. ACFAS - Colloque Vivre Montréal : enjeux et défis d'une ville en mutation. Planifier Montréal et sa région : entre continuité, changements et imprévus.

CE : 30.010

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.011

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.012

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

CE : 30.013

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.001

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1197204010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié)* ;
VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

De recommander au conseil municipal d'adopter le *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

Signé par Alain DUFORT **Le** 2020-05-14 12:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Service aux citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

PROJET

IDENTIFICATION

Dossier # :1197204010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

Dépôt du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue le 26 février 2020 à 19 h.

Précisions sur la démarche de modification réglementaire

La présente modification au Plan d'urbanisme se fait de concert avec des modifications réglementaires qui permettent une démarche de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) adaptée aux particularités du site.

La modification au Plan d'urbanisme introduit les composantes « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » et « Équipement récréatif ou institutionnel ». Cette modification du Plan d'urbanisme permet une modification au Règlement de zonage pour le site Meadowbrook afin de remplacer les usages actuellement autorisés (de nature résidentielle et commerciale) par des usages qui correspondent à l'ensemble des composantes autorisées dans la Grande affectation du territoire déterminée au Schéma. Précisons que certains de ces usages seront encadrés par la procédure portant sur les usages conditionnels.

Outre la détermination des usages, des modifications au Règlement de zonage sont également apportées aux normes d'implantation du bâti afin d'exiger des bâtiments isolés et d'une hauteur maximale de 4 étages et d'interdire d'aménager une voie de circulation à moins de 45 mètres d'un cours d'eau.

Le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale est modifié par la création d'un nouveau secteur de PIIA pour le site Meadowbrook. Cette modification vise la préservation des caractéristiques naturelles et paysagères du site afin qu'un futur projet à l'étude soit tenu de contribuer à l'atteinte de plusieurs objectifs de performance tel que le rehaussement de la valeur écologique des milieux hydriques et des zones boisées, la mise en valeur des qualités paysagères du site (ex. alignements d'arbres qui rappellent l'ancien lotissement agricole), une contribution des nouvelles occupations au maintien des qualités du site (ex. favoriser les déplacements à pied sur le site, ne pas compromettre l'alimentation en eau des milieux naturels, etc.) et ne pas

compromettre la topographie naturelle du sol.

En lien avec ce qui précède, la DAUSE précise au 2e paragraphe de la rubrique «Contexte» du présent sommaire décisionnel (1197204010) que le Règlement sur le zonage (2710) (sommaire décisionnel 1197204011), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3), le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine (2698) (sommaire 1197204012) ainsi que le Règlement sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5) (1197204018) seront modifiés parallèlement à la présente démarche de modification au Plan d'urbanisme afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. La DAUSE prend également soin, à la rubrique « Justification » d'expliquer les raisons pour lesquelles l'arrondissement souhaite faire cette modification au Plan d'urbanisme et ce, malgré l'avis défavorable émis par le comité Jacques-Viger (numéro C18-LAC-02).

La procédure d'adoption de ces règlements a été enclenchée par le conseil d'arrondissement, le 3 février 2020 par l'adoption de la résolution numéro CA 20 19 0019 visant la modification au Plan d'urbanisme ainsi que les résolutions des règlements locaux CA20 19 0020 (zonage), CA20 19 0021 (PIIA) et CA20 19 0022 (usages conditionnels). Au cours de l'assemblée publique du 26 février dernier, qui comportait deux volets (1e partie : le Plan d'urbanisme et 2e partie : les règlements connexes), la personne désignée par la mairesse a expliqué les projets de règlements ainsi que les conséquences de leur adoption et a entendu les personnes qui désiraient s'exprimer à ce sujet. Le procès-verbal respectif a été ajouté comme pièce jointe aux différents sommaires décisionnels touchant ces règlements de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal. La rubrique « calendrier et étape (s) subséquente(s) » du présent sommaire décisionnel présente les détails sur le cheminement du dossier.

Également, il importe de mentionner que depuis la rédaction du sommaire à l'automne 2019, la situation juridique du dossier a évolué et confère une pertinence tout aussi grande à la démarche de modifications réglementaires (Plan et règlements d'urbanisme) en cours.

Considérant les précisions présentées dans le présent sommaire addenda, aucune modification n'est apportée au présent règlement modifiant le Plan d'urbanisme et soumis au conseil municipal (de même que pour les règlements d'urbanisme soumis au conseil d'arrondissement). L'approche développée par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises et la Direction de l'urbanisme et mise en œuvre par l'arrondissement de Lachine est conforme aux nouvelles orientations du Schéma à l'effet de faire du site Meadowbrook un grand espace vert ou récréatif, où il est permis de réaliser des aménagements à des fins notamment de récréation tout en préservant les qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée (voir tableau en pièce jointe intitulée « PIIA Meadowbrook »).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Monique TESSIER, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Monique TESSIER, 12 mai 2020

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane ST-GERMAIN
Secretaire de direction

514 634-3471 p. 291
Tél :
Télécop. : 514 780-7709

Direction de l'aménagement urbain
et des services administratifs aux entreprises
1800, boulevard Saint-Joseph
Lachine (Québec) H8S 2N4
Téléphone : (514) 634-3471, poste 287
Télécopieur : (514) 780-7709
lynda.poirier@montreal.ca

Extrait du procès-verbal

ASSEMBLÉES PUBLIQUES DE CONSULTATION

TENUE À LA MAIRIE D'ARRONDISSEMENT DE LACHINE,

LE 26 FÉVRIER 2020

Trois (3) assemblées publiques de consultation ont été tenues le mercredi 26 février 2020. Les sujets à l'ordre du jour ont été présentés de la façon suivante :

18h30 : Mot d'ouverture de l'assemblée publique de consultation.

La présentation par la mairesse, Mme Maja Vodanovic, des membres de la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) de l'arrondissement de Lachine présents ainsi que de la personne désignée pour expliquer la nature des modifications demandées ainsi que les conséquences de leur adoption respective et qui entendra les personnes qui désirent s'exprimer à ce sujet.

Présences :
- Seulement cinq (5) personnes étaient présentes;
- Trois (3) membres de la direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises;
- Deux (2) élus, Mme Maja Vodanovic, mairesse et Mme Micheline Rouleau, conseillère de Ville.

Le déroulement de la soirée a été expliqué par la mairesse

1ère consultation publique – Projet de résolution relatif au projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) visant à autoriser la démolition de l'immeuble situé au 715, 7e Avenue et la construction d'une habitation trifamiliale sur le lot numéro 2 135 006 du cadastre du Québec en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* – Extrait du procès-verbal visant cette 1ère partie de l'assemblée, a fait l'objet d'un procès-verbal distinct.

2ième consultation publique – Projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

3ième consultation publique – Projets de règlements modifiant les règlements sur le zonage, sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale et sur les usages conditionnels.

1. RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047)

La 2e assemblée publique de consultation a débuté à 19h05.

La personne désignée par la mairesse présente le contexte, les principales modifications proposées au plan d'urbanisme, les autres instances consultées ainsi que la procédure d'adoption du règlement modifiant le plan d'urbanisme dans le cadre des modifications réglementaires modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal pour s'inscrire en concordance avec le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal.

Contexte des modifications réglementaires modifiant le Plan et les règlements d'urbanisme locaux en concordance avec le Schéma

Le présent exercice de concordance fait suite à l'adoption du Schéma et l'entrée en vigueur (1er avril 2015) et inclut une assemblée de consultation publique qui a d'ailleurs été annoncée dans le Journal de Montréal, le 11 février 2020, ainsi que sur le site internet de l'arrondissement de Lachine. La *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU) prévoit que tous les plans d'urbanisme et les règlements d'urbanisme de chaque municipalité (incluant les arrondissements) de l'agglomération de Montréal doivent être modifiés pour s'inscrire en concordance avec le Schéma. Les dispositions visant les éléments de concordance ne sont pas susceptibles d'approbation référendaire. Les modifications contenues dans les règlements de concordance ont un caractère obligatoire et découlent du schéma ou encore figurent dans son document complémentaire. Les règlements touchés sont :

- Le Plan d'urbanisme : 1ère partie
- Les règlements locaux d'urbanisme : 2e partie
    - Le Règlement sur le zonage (2710-98);
    - Les Règlements sur les PIIA (2561-11);
    - Le Règlement sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5).

Cet exercice de concordance est partiellement complété car les projets de règlements (de concordance), ne tiennent pas compte de l'obligation contenue dans le Schéma relativement au seuil minimal de densité résidentielle de 80 logements à l'hectare (TOD) applicable au secteur Lachine-Est. À cet effet, l''arrondissement entend demander, sous peu, une modification au Plan d'urbanisme afin d'introduire un secteur de programme particulier d'urbanisme (PPU) pour le secteur Lachine-Est, ce qui a fait l'objet d'une recommandation de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Nature des modifications proposées au Plan d'urbanisme *(sommaire décisionnel numéro 1197204010)*

Deux (2) secteurs de l'arrondissement sont visés par le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme : le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal et le site Meadowbrook.

En ce qui concerne **l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge du Canal**, le Schéma désigne le secteur comme faisant partie d'une aire d'affectation du territoire « Industrie » à l'intérieur de laquelle l'habitation n'est pas autorisée. Cette affectation reflète les intentions de la Ville de renforcer et consolider le tissu industriel et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont incompatibles. Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent :

- à remplacer l'affectation du sol «secteur mixte» par «secteur d'emplois»;
- à reconnaître la vocation économique de ce secteur.

Justification

Ces modifications au Plan ont pour objectif de permettre notamment à l'arrondissement d'arrimer l'affectation du sol du secteur à celle des secteurs adjacents situés dans les arrondissements voisins (Lasalle et Le Sud-Ouest), de consolider un secteur d'emplois existant, d'assurer une cohérence avec la planification stratégique pour le secteur Turcot et, finalement, d'être conforme aux orientations du Schéma.

En ce qui concerne le **site Meadowbrook**, lors de l'exercice de modification du Schéma, la Commission du Schéma d'aménagement et de développement recommandait, en 2015, de modifier la vocation résidentielle pour une vocation de type grand espace vert récréatif. L'adoption du Schéma, en avril 2015, détermine ainsi une affectation du territoire « Grand espace vert ou récréation ». Cette nouvelle affectation répond aux intentions souhaitées, soit le maintien de l'espace vert aux fins d'activités récréatives. La présente modification au Plan s'inscrit dans la foulée du Schéma de 2015 et vise notamment à contribuer à sa mise en œuvre. Les modifications proposées au Plan d'urbanisme visent :

- à introduire la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » pour le secteur Meadowbrook;
- à retirer les indications relatives à une planification détaillée aux fins résidentielles dans le chapitre d'arrondissement;
- à modifier l'ensemble des cartes et illustrations affectées par ce changement de situation.

Justification

Ces modifications au Plan ont pour objectif de permettre à l'arrondissement, d'autoriser l'ensemble des usages prévus au Schéma et aussi d'introduire des objectifs et des critères de PIIA permettant d'assurer le respect des valeurs paysagères du site Meadowbrook.

Parallèlement à cette démarche de modification au Plan d'urbanisme, et afin d'assurer une concordance réglementaire au Schéma, l'arrondissement entame une démarche de modification de la réglementation d'urbanisme (projets de règlements sur le zonage, sur les PIIA et sur les usages conditionnels).

Autres instances consultées

Le 27 avril 2018, une présentation de la modification au Plan d'urbanisme au Comité Jacques-Viger a été réalisée conjointement avec la Direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal ainsi que la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de l'arrondissement. Le CJV a émis un avis favorable pour le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-canal. Toutefois, le CJV considère que la modification au Plan d'urbanisme, afin de compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal pour le site Meadowbrook, est prématurée et par conséquent a émis un avis défavorable. *Le CJV considère « qu'une planification d'ensemble est requise afin de définir les orientations d'aménagement ainsi que les objectifs poursuivis en tenant compte des valeurs de l'ensemble du site.».*

Un Sommaire décisionnel (numéro 1197204010) a été préparé par la DAUSE et vise la présente demande de modification au PU pour laquelle la Direction de l'urbanisme de la Ville de Montréal a émis un avis favorable, le 28 novembre 2019.

Le 3 février 2020, les membres du conseil d'arrondissement ont décidé à l'unanimité (résolution numéro CA20 19 0019): « De recommander au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) ».

Un avis a été publié conformément à la Loi, le 11 février dernier, dans le Journal de Montréal et ce, afin d'annoncer la tenue de la présente assemblée publique à toutes les personnes susceptibles d'être intéressées de l'arrondissement de Lachine et des arrondissements voisins (Saint-Laurent, La Salle et le Sud-Ouest);

Procédure d'adoption

Le projet de modification du Plan d'urbanisme devra faire l'objet d'une résolution du comité exécutif, suite à la présente consultation publique (26 février) et le règlement devra être adopté par le conseil municipal lors d'une prochaine assemblée. Dans les meilleurs délais, suite à l'assemblée publique de consultation, la DAUSE rédigera le procès-verbal et acheminera via une résolution d'appui des membres du conseil d'arrondissement, le procès-verbal des assemblées publiques de consultation et les avis du Comité Jacques-Viger, au Comité exécutif d'où émanera une recommandation au conseil municipal. Le conseil municipal a le pouvoir d'adopter ou non, toute résolution visant une demande de modification au Plan d'urbanisme. Un avis de promulgation annonçant l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme est obligatoire afin de permettre son entrée en vigueur conformément à la Loi. Par la suite, le conseil d'arrondissement de Lachine pourra faire l'adoption des Règlements sur le zonage (2710-98), de PIIA (2561-1) et sur les usages conditionnels (RCA05-19010-5).

Période de questions et commentaires (1ère partie)

Q.1 Commentaire d'une citoyenne sur le Comité Jacques-Viger demandant des précisions sur les raisons de l'arrondissement d'entamer la présente démarche de modification au plan d'urbanisme notamment pour le secteur Meadowbrook, puisque celui-ci avait reçu une recommandation défavorable du Comité Jacques-Viger sur cette partie du territoire.

Réponse : La DAUSE a précisé que bien que l'arrondissement entende les commentaires du comité, et comprenne que le site a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme en fonction des considérations suivantes :

- *le Service des affaires juridiques recommande aux services centraux et à l'Arrondissement de permettre les usages prévus au Schéma pour l'affectation du sol « Grand espace vert ou récréation » afin d'éviter que la cour d'appel en arrive à la conclusion d'une expropriation déguisée;*

- *les nouvelles orientations du Schéma à l'effet d'en faire un grand espace vert et ce, en permettant un développement aux fins de récréation qui soulève l'enjeu de la préservation des qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée.*

Q.2 Commentaire d'un citoyen qui s'interroge sur l'affectation parc, de la falaise Saint-Jacques et de l'affectation du sol «industrie» de la cour Turcot par rapport aux différents enjeux pour les arrondissements voisins. Est-ce que le plan d'urbanisme devra être modifié pour l'aménagement d'un grand parc dans la cour Turcot ?

Réponse : La DAUSE a mentionné que la modification au Plan visant l'affectation « secteur d'emplois » du secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-canal reflète les intentions de la Ville de renforcer et consolider le tissu industriel et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont compatibles. Les arrondissements voisins, Lasalle et Le Sud-Ouest (rue Saint-Patrick et rue Notre-Dame) ont déjà une affectation du sol « secteur d'emplois » à l'intérieur de laquelle l'habitation n'est pas autorisée et que cette modification au plan permettra donc de consolider un secteur d'emplois existant et d'assurer une cohérence avec la planification stratégique pour le secteur Turcot, en plus d'être conforme aux orientations du Schéma. La DAUSE a également mentionné que le redéveloppement du secteur Lachine-Est à des fins résidentielles permettra de répondre aux orientations d'aménagement visant des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets par la création d'un nouveau milieu de vie à distance de marche de ce secteur d'emplois. Finalement, la DAUSE a précisé que le Schéma prévoit que certaines composantes sont permises dans toutes les grandes affectations du territoire comme par exemple, les parcs. Toutefois, l'aménagement d'un grand parc dans la cour Turcot en continuité avec la falaise Saint-Jacques devra faire l'objet de discussions relatives à toute planification stratégique pour le secteur Turcot en lien avec toute *demande de modifications du Plan d'urbanisme (chapitres d'arrondissement) des différents arrondissements touchés par le site Turcot.*

Objectifs et critères de PIIA

Objectifs	*Critères*
Rehausser la valeur écologique du site par une amélioration du régime hydrologique des cours d'eau	➢*Le maintien à l'état naturel d'une bande de protection riveraine le long d'un cours d'eau doit être assuré;* ➢*Les berges d'un cours d'eau doivent être renaturalisées et stabilisées;* ➢*La présence d'une végétation complexe et variée le long d'un cours d'eau afin de permettre la constitution d'un écosystème.*
Rehausser la valeur écologique du site par l'aménagement de zones boisées de qualité	➢*Les plantations d'arbres et les aménagements paysagers sont réalisés de manière à favoriser le rétablissement des strates de végétation dans les zones boisées et l'amélioration de la biodiversité des espèces végétales présentes sur le site;* ➢*La consolidation de toute zone boisée;* ➢*La réduction de la présence d'espèces envahissantes;* ➢*La consolidation de corridors écologiques et récréatifs permettant de relier les zones boisés et les cours d'eau sur le site et à l'extérieur du site.*
Favoriser la mise en valeur paysagère du site	➢*La préservation du tracé d'origine du ruisseau de la petite rivière Saint-Pierre;* ➢*La mise en valeur des alignements d'arbres qui rappellent l'ancien lotissement agricole;* ➢*La conservation des arbres d'intérêt;* ➢*La protection ou la constitution de percées visuelles vers les îlots de verdure, les arbres d'intérêt, les alignements d'arbres ou tout autre élément d'intérêt;*
Favoriser une contribution des nouvelles occupations aux qualités naturelles et paysagères du site	➢*L'aménagement des espaces extérieurs doivent favoriser les déplacements à pied;* ➢*Les constructions et les agrandissements doivent tendre à permettre un dégagement au sol;* ➢*L'implantation d'une construction ou un agrandissement, ainsi que l'aménagement du terrain, doit s'effectuer de manière à ne pas compromettre l'alimentation en eau du milieu naturel;* ➢*Le positionnement d'un nouveau bâtiment, d'un agrandissement à un bâtiment existant ou d'aménagement ou d'agrandissement d'une aire de stationnement doit minimiser l'abattage d'arbres ainsi que l'empiètement dans un milieu humide;*
Tendre à préserver la topographie naturelle du site en limitant les travaux de remblai et de déblai sur le terrain	➢*La conservation du niveau naturel du sol;* ➢*L'écoulement naturel des eaux de pluie doit être encouragé;* ➢*Le remblai autour des arbres doit être évité.*

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 3 février 2020	Résolution: CA20 19 0019

Avis de motion, dépôt d'un projet de règlement et adoption du projet de règlement - *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal* (89 modifié);

VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

Avis de motion est donné par la conseillère Michèle Flannery de l'inscription, pour adoption à une séance subséquente du conseil d'arrondissement, du *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*, lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

Il est proposé par Younes Boukala

appuyé par Micheline Rouleau

D'adopter le projet de *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)*.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

40.03 1197204010

Mathieu LEGAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 5 février 2020

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.001

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1197204010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

VU l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du Règlement RCG 14-029 intitulé *Règlement modifiant le Règlement concernant le schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié)* ;
VU l'adoption, par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015 du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

ATTENDU QUE les municipalités et les arrondissements disposent d'un délai de six mois suite à l'entrée en vigueur du Schéma pour adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du Schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, art. 58);

De recommander au conseil municipal d'adopter le *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

Signé par Martin SAVARD **Le** 2020-01-24 08:55

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1197204010**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Direction du développement du territoire et des services administratifs , Division des permis et des inspections
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil municipal d'adopter le Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

CONTENU

CONTEXTE

Modification au *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin de compléter l'exercice de concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029) adopté le 29 janvier 2015 et entré en vigueur le 1er avril 2015, et ce, notamment pour le site Meadowbrook et l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal et d'autres dispositions connexes. L'Arrondissement doit adopter tout règlement de concordance à la suite de l'entrée en vigueur du Schéma tel que le prévoit la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* . Les modifications réglementaires contenues dans le présent projet de règlement ont un caractère obligatoire.
Le *Règlement sur le zonage* (2710) (sommaire 1197204011), le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale* (R-2561-3) et le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine* (2698) (sommaire 1197204012) ainsi que le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA05-19010-5) (1197204018) devront être modifiés parallèlement à la présente démarche de modification du Plan d'urbanisme afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement de l'agglomération de la Ville de Montréal* .

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1197204011 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro 2710-98 modifiant le Règlement sur le zonage (2 710) afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions connexes*

1197204012 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro 2561-11 modifiant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (R-2561-3) et abrogeant le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale pour les secteurs riverains du boulevard Saint-Joseph ainsi que du secteur résidentiel aux abords du Musée de Lachine (2698) et ses amendements afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions*

connexes

1197204018 - Résolution à venir
D'adopter le *Règlement numéro RCA05-19010-5 modifiant le Règlement relatif aux usages conditionnels (RCA05-19010) afin de permettre, dans la zone REC-600 (secteur Meadowbrook), une fermette, des activités d'agriculture urbaine ainsi que la vente de produits provenant d'activités agricoles servant uniquement aux fins d'une entreprise récréotouristique ou éducative et de prévoir les modalités de traitement d'une demande afin d'assurer la concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) et autres dispositions connexes*

2015-04-30 - CG15 0325 (1152622003)
D'adopter le document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, conformément à l'article 53.11.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, en concordance avec le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029)

2015-01-29 - CG15 0055 (1140219001)
D'adopter, avec changements, le règlement intitulé : « Règlement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal (89 modifié) » afin de le rendre conforme au contenu du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

DESCRIPTION

Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme vise à compléter l'exercice de concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029) et porte essentiellement sur deux sites, soit l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal ainsi que le secteur Meadowbrook. Certains ajustements au texte du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II du Plan d'urbanisme sont également nécessaires.
Comme la présente demande vise des modifications au Plan d'urbanisme, et que le comité Jacques-Viger a pour fonction de formuler des commentaires sur des projets, plans particuliers ou politiques municipales qui lui sont soumis, l'arrondissement de Lachine et les services centraux de la Ville ont déposé, le 27 avril 2018, des demandes d'avis au comité relativement aux modifications au Plan d'urbanisme visant les secteurs de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal et du secteur Meadowbrook. À titre informatif, les avis du comité ont été retranscrits ci-après et ces derniers sont en pièces jointes au présent sommaire décisionnel :

Avis favorable du Comité Jacques-Viger concernant le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal
Le 10 mai 2018, le comité transmettait un avis écrit favorable portant le numéro C18-LAC-01 au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. En résumé, le comité est d'avis de recommander la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs suivants, dont les avis du comité accompagnent le présent sommaire décisionnel :

« Afin de circonscrire les entreprises génératrices de nuisances et de consolider la vocation économique et d'emplois du secteur. La planification stratégique en cours d'élaboration pour Turcot-Lachine et la démarche que la Division du patrimoine a entamée pour mieux comprendre les ensembles industriels d'intérêt dans le secteur – Redéveloppement doit être en dialogue avec le canal et son histoire – Absence de vision de développement pour l'ensemble du canal. ».

Avis défavorable du Comité Jacques-Viger concernant le secteur Meadowbrook

Le 9 mai 2018, le comité transmettait un avis écrit défavorable portant le numéro C18-LAC-02 au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. En résumé, le comité est d'avis qu'il est prématuré de procéder à la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs suivants :

« Un site qui nécessite une planification détaillée et des paramètres de densité (extraits aux pages 2 et 3 de l'avis du comité)

- *L'exercice de planification détaillée : définition de paramètres de densité, est nécessaire afin d'assurer sa mise en valeur, tant au niveau de sa vocation de ses qualités paysagères et écologiques, de son accessibilité et de son rôle de zone tampon;*

Un site qui nécessite une lecture supra-locale :

- *le site de Meadowbrook a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, c'est-à-dire au-delà des enjeux de l'Arrondissement;*
- *d'un point de vue administratif, le site se répartit à l'intérieur des limites de la ville de Côte-Saint-Luc et de la ville de Montréal (arrondissement de Lachine) et est adjacent aux limites de la ville de Montréal-Ouest;*
- *la vocation à privilégier, l'accessibilité et la desserte en services, la préservation des valeurs paysagère et écologique ainsi que la définition du rôle de zone tampon seraient mieux évaluées dans un contexte de planification supra-locale versus une approche ponctuelle à la demande de l'arrondissement;*
- *la planification devrait être inscrite au Schéma (SAD) étant donné les limites administratives dans lesquelles elle s'inscrit, sa portée supra-locale et l'importance de ses caractéristiques dans son ensemble.».*

Le présent projet de règlement modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* vise notamment les éléments suivants :

Secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal
La demande vise à modifier l'affectation de ce secteur afin de reconnaître sa vocation économique de la façon suivante :

1. Remplacement de l'affectation actuelle du sol « Mixte » par une affectation « Secteur d'emplois », ce qui implique notamment que l'usage résidentiel ne sera pas autorisé;

2. Création d'un secteur d'emplois diversifiés faisant en sorte de modifier la carte « 2.4.1 - Le Schéma des secteurs d'emplois » et les illustrations « 2.4.1- Les secteurs d'affaires et de commerce à densifier en relation avec la création de nouveaux corridors de transport collectif », « 2.4.2 - Les secteurs d'emplois à réaménager en relation avec des interventions structurantes sur le réseau routier » et « 2.4.3 - Les secteurs grands sites industriels désaffectés à mettre en valeur à des fins d'emplois », puisque ce secteur n'est pas identifié dans ces cartes puisqu'il n'est pas considéré actuellement comme un secteur d'emplois au sens du Plan d'urbanisme;

3. Remplacement de la désignation actuelle « Secteur mixte - Diversification et intensification des activités » par la suivante : « Secteur à transformer - Secteur propice à un développement à des fins d'emplois » dans la carte intitulée « La synthèse des orientations pan-montréalaises »;

4. Remplacement de la désignation actuelle « Mise en valeur du secteur industriel Lachine-Est » par la suivante : « Mise en valeur du secteur industriel » dans la carte intitulée « Le concept local d'organisation spatiale », le tout afin de ne plus favoriser

la conversion à des fins mixtes, notamment résidentielles, et permettre ainsi la consolidation du secteur à des fins d'emplois.

Secteur Meadowbrook
La demande vise, d'une part à intégrer la composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » à l'affectation du sol existant « Grand espace vert ou parc riverain » et prévoir que celle-ci s'applique exclusivement au terrain de Meadowbrook et, d'autre part, à retirer l'identification du terrain Meadowbrook comme secteur de planification détaillée de portée pan-montréalaise dans les différentes cartes « Le concept local d'organisation spatiale » et « Les secteurs de planification détaillée ».

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises (DAUSE) de Lachine recommande l'adoption du présent projet de règlement pour les raisons suivantes :
1. l'entrée en vigueur, le 1er avril 2015, du *Règlement RCG 14-029 intitulé R èglement modifiant le Règlement concernant le Schéma d'aménagement de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal* (89 modifié);

2. l'adoption par le conseil d'agglomération, le 30 avril 2015, du document d'accompagnement indiquant la nature des modifications réglementaires à apporter aux plans et règlements d'urbanisme, en concordance avec le *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029);

3. les municipalités et arrondissements doivent, suite à l'entrée en vigueur du Schéma, adopter tout règlement de concordance afin de rendre leurs plans et règlements d'urbanisme conformes aux objectifs du schéma et aux dispositions du document complémentaire (LAU, article 58);

4. les modifications proposées au Plan d'urbanisme concernant le secteur de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal (quartier Saint-Pierre) visent notamment à :

- arrimer l'affectation du sol du secteur à celle des secteurs adjacents situés dans les arrondissements voisins (LaSalle et Le Sud-Ouest);
- consolider un secteur d'emplois existant;
- répondre à la volonté de l'arrondissement de Lachine et des services centraux de la Ville de créer un secteur d'emplois orienté vers des usages complémentaires à ceux que l'on retrouvera à proximité dans le secteur Turcot;
- rendre cohérent les dispositions du Plan d'urbanisme et du chapitre d'arrondissement de Lachine aux orientations du Schéma.

5. l'avis favorable (numéro C18-LAC-01) du Comité Jacques-Viger en lien avec les principales modifications demandées au Plan d'urbanisme concernant le **secteur de l'îlot Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal** permet à l'arrondissement de Lachine de rendre cohérent les dispositions du Plan d'urbanisme et du chapitre d'arrondissement de Lachine aux orientations du Schéma mais surtout d'être en mesure de planifier en amont le redéveloppement du site de façon à ce que celui-ci soit en dialogue avec le canal et son histoire; rendre conforme l'affectation du sol à l'affectation du territoire du Schéma;

6. bien que le Comité Jacques-Viger ait émis un avis défavorable (numéro C18-LAC-02) à la demande de modification du Plan d'urbanisme pour la partie du **site Meadowbrook** située sur le territoire de Lachine, l'arrondissement entend les commentaires du comité mais souhaite compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement qui correspond *« à l'aboutissement de multiples réflexions (depuis près d'une vingtaine d'années), avec la*

Ville de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, de propositions de développement résidentiel dense du site par des promoteurs, de contrepropositions par les Amis de Meadowbrook pour réaliser un parc nature et, enfin, de décisions judiciaires », le tout tel que précisé à la page 1 de l'avis du comité. L'arrondissement de Lachine comprend que le site a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale et qu'une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme, mais celle-ci appuie sa décision visant la présente démarche de modification du Plan d'urbanisme en fonction des considérations suivantes :

- les coûts considérables pour l'aménagement des infrastructures requises pour assurer la desserte et le désenclavement nécessaire au développement du terrain;
- les nouvelles orientations du Schéma à l'effet d'en faire un grand espace vert, et ce, en permettant un développement à des fins de récréation soulèvent l'enjeu de la préservation des qualités naturelles et paysagères du site sur une propriété privée;
- le Service des affaires juridiques recommande aux services centraux et à l'Arrondissement de permettre les usages prévus au Schéma pour l'affectation du sol « Grand espace vert ou récréation » afin d'éviter que la cour d'appel en arrive à la conclusion d'une expropriation déguisée;
- la présente modification réglementaire lui permettra de se rendre conforme au Schéma.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'assemblée publique de consultation pour le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanism de la Ville de Montréal (04-047) a été tenue le 26 février dernier par le conseil d'arrondissement de Lachine. Il n'y a donc aucun impact relativement à l'adoption du présent projet de règlement par le conseil municipal dans le contexte de la pandémie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Avis publics dans le journal local *Le Messager* et *Le Devoir* annonçant la tenue d'une assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du premier projet de Règlement numéro 04-047-XXX par le conseil d'arrondissement;

- Tenue de la consultation publique touchant simultanément les modifications au Plan d'urbanisme et aux Règlements connexes sur le zonage, de PIIA et d'usages conditionnels qui y sont associés;
- Adoption d'une résolution demandant au conseil municipal d'entériner la modification au Plan d'urbanisme;
- Séance du comité exécutif d'où émanera une recommandation au conseil municipal;

- Adoption du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047-XXX) par le conseil municipal;
- Publication de l'avis public d'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Plan d'urbanisme (04-047-XXX);
- Adoption des Règlements sur le zonage (2710-98), de PIIA (2561-11) et usages conditionnels (RCA05-19010-5) par le conseil d'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, aux encadrements administratifs et au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Sylvain GARCIA, 22 novembre 2019

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lynda POIRIER
Conseillère en aménagement
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 634-3471 poste 287
Télécop. : 514 634-8164

ENDOSSÉ PAR Le : 2019-11-21

Michel SÉGUIN
Directeur
Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Tél : 514 634-3471 poste 290
Télécop. : 514 634-8164

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

***Règlement numéro* 04-047-XXX**
modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)

Avis de motion et dépôt du projet de règlement	:	3 février 2020
Adoption du projet de règlement	:	3 février 2020
Consultation publique	:	
Adoption du règlement	:	
Avis public	:	
Entrée en vigueur	:	

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

(2)

***Règlement numéro 04-047-XXX* modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)**

VU l'article 130.3 de la *Charte de la Ville de Montréal*, *métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4);

VU l'article 109 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LRQ., chapitre A-19.1);

À la séance du (date d'adoption du règlement), le conseil d'arrondissement de Lachine décrète :

1. La carte 2.4.1 intitulée « Le schéma des secteurs d'emplois » de la partie I du *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) est modifiée par le remplacement de la partie de cette carte correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 1.

2. L'illustration 2.4.1 intitulée « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 2.

3. L'illustration 2.4.2 intitulée « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 3.

4. L'illustration 2.4.3 intitulée « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette illustration correspondant à l'arrondissement de Lachine par le document joint à l'annexe 4.

5. L'encadré intitulé « DÉFINITIONS DE CERTAINES COMPOSANTES DE L'AFFECTATION DU SOL », de la section 3.1.1 de la partie I de ce Plan est modifié par l'insertion, après la définition « Installation, équipement ou aménagement de récréation extensive », de la définition suivante :

> « **Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive**
> Activités récréatives intensives pratiquées sur des espaces extérieurs nécessitant des aménagements importants ou à l'intérieur de bâtiments d'envergure. Ces aménagements et bâtiments nécessitent des modifications substantielles des sites, de la topographie et du couvert végétal. Il peut s'agir d'un golf, d'un terrain sportif, d'une piscine, d'un bassin, d'une plage, d'une marina, d'un terrain de jeu, etc. ».

6. Le tableau intitulé « Catégories d'affectation du sol » de la section 3.1.1 de la partie I de ce Plan est modifié :

1° dans la colonne « COMPOSANTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », des composantes suivantes :
«
- Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive »;

2° dans la colonne « NOTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la note suivante :

« La composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » n'est autorisée que pour le secteur Meadowbrook (lot 1 292 249) situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement de Lachine. ».

VILLE DE MONTRÉAL – ARRONDISSEMENT DE LACHINE

Règlement numéro 04-047-XXX **modifiant le** ***Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*** **(04-047) afin d'assurer la concordance au** ***Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*** **(RCG 14-029)**

7. La carte 3.1.1 intitulée « L'affectation du sol » de la partie I de ce Plan est modifiée par le remplacement de la partie de cette carte correspondant à l'arrondissement de Lachine par les documents joints aux annexes 5A et 5B.

8. La « Table des matières » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par la suppression de l'article 9.3.4 et de son intitulé et par la suppression de l'« Objectif 7 » et de son intitulé.

9. Le troisième alinéa de l'article 9.2 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par le remplacement des mots « , de Lachine-Est ou de Meadowbrook » par les mots suivants : « ou de Lachine-Est ».

10. La carte intitulée « La synthèse des orientations pan-montréalaises » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 6.

11. La section 9.3.4 intitulée « Optimiser l'utilisation du secteur Meadowbrook » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est abrogée.

12. La carte intitulée « Le concept local d'organisation spatiale » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 7.

13. Le troisième alinéa de l'article 9.4 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par le remplacement des mots « , chemin De La Côte-de-Liesse et Meadowbrook » par les mots suivants : « et chemin de la Côte-de-Liesse ».

14. La carte intitulée « Les secteurs de planification détaillée » du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par le remplacement de cette carte par le document joint à l'annexe 8.

15. Le tableau intitulé « Catégories d'affectation du sol » de la section 9.5 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié par l'ajout :

1° dans la colonne « COMPOSANTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la composante suivante :
«
- Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive »;

2° dans la colonne « NOTES », à la ligne correspondante à la catégorie « GRAND ESPACE VERT OU PARC RIVERAIN », de la note suivante :

« La composante « Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » n'est autorisée que pour le secteur Meadowbrook (lot 1 292 249) situé à l'intérieur des limites de l'arrondissement de Lachine. ».

Règlement numéro 04-047-XXX **modifiant le** ***Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal*** **(04-047) afin d'assurer la concordance au** ***Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal*** **(RCG 14-029)**

16. La sous-section intitulée « Secteurs établis » de la section 9.5 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifiée par l'abrogation du « Secteur 09-09 » et de ses paramètres de densité;

17. Le tableau intitulé « Le plan d'action » de la section 9.6 du chapitre 9 concernant l'arrondissement de Lachine de la partie II de ce Plan est modifié, dans la ligne correspondante à « Enjeu 4 » et vis-à-vis les colonnes « Enjeux », « Objectifs », « Actions » et « Partenaires », par la suppression des mots et des chiffres.

ANNEXE 1
Carte 2.4.1 « Le schéma des secteurs d'emplois » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 2
ILLUSTRATION 2.4.1 « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 3
ILLUSTRATION 2.4.2 « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 4
ILLUSTRATION 2.4.3 « LES SECTEURS GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 5A
Carte 3.1.1 « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 5B
Carte « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 6
Carte « La synthèse des orientations pan-montréalaises » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 7
Carte « Le concept local d'organisation spatiale » - Extrait Arrondissement de Lachine

ANNEXE 8
Carte « Les secteurs de planification détaillée » - Extrait Arrondissement de Lachine

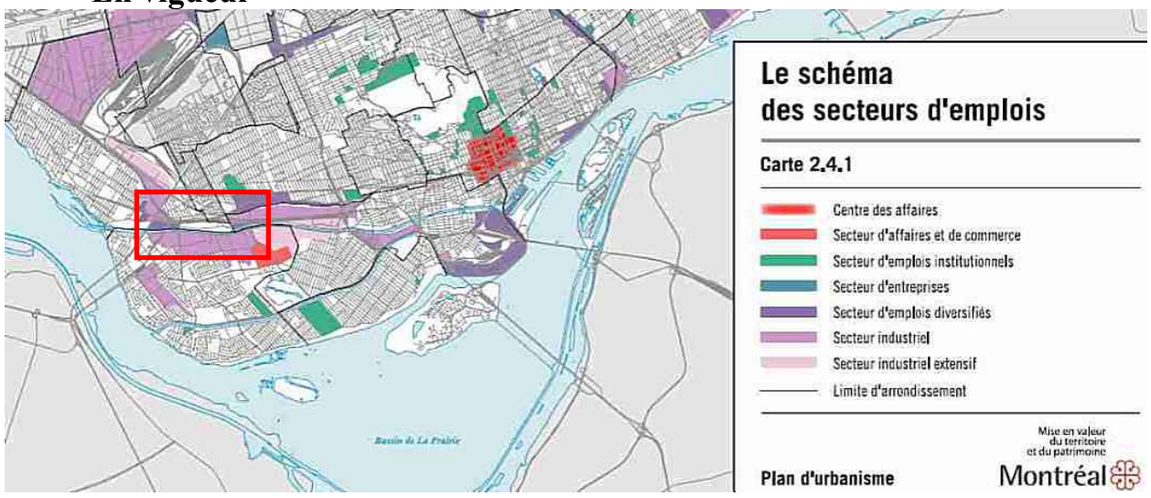
ANNEXES

***Règlement numéro* 04-047-XXX modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal* (04-047) afin d'assurer la concordance au *Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal* (RCG 14-029)**

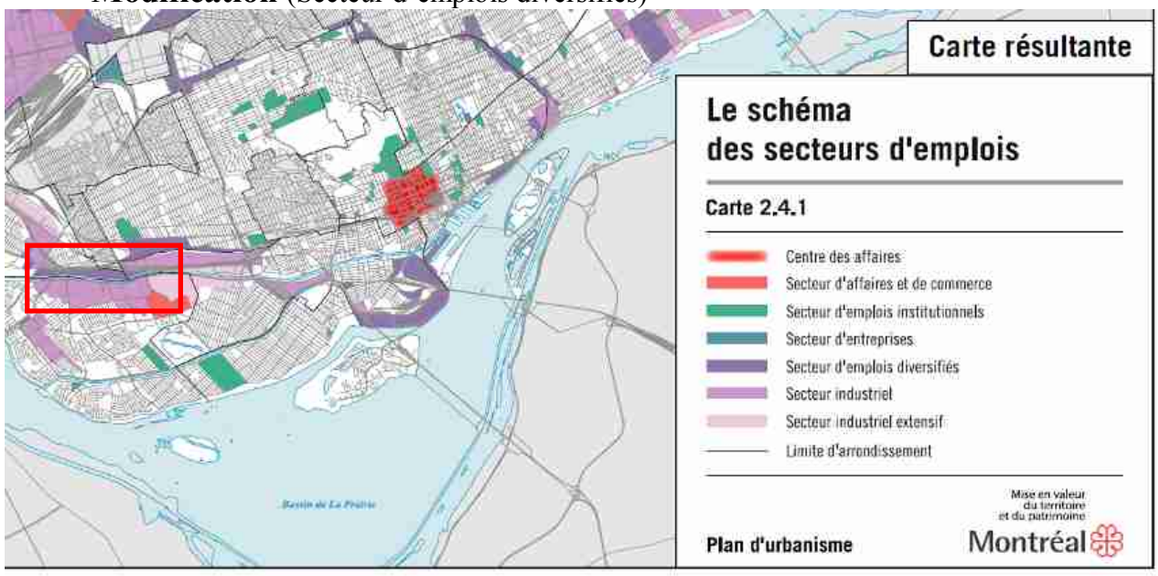
ANNEXE 1

Carte 2.4.1 « Le schéma des secteurs d'emplois » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



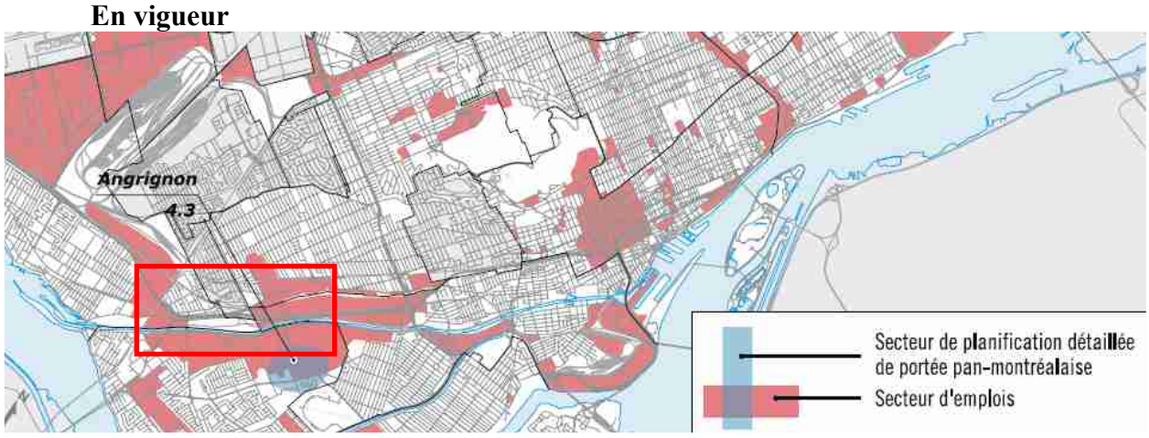
Modification (Secteur d'emplois diversifiés)



ANNEXE 2

ILLUSTRATION 2.4.1 « LES SECTEURS D'AFFAIRES ET DE COMMERCE À DENSIFIER EN RELATION AVEC LA CRÉATION DE NOUVEAUX CORRIDORS DE TRANSPORT COLLECTIF » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



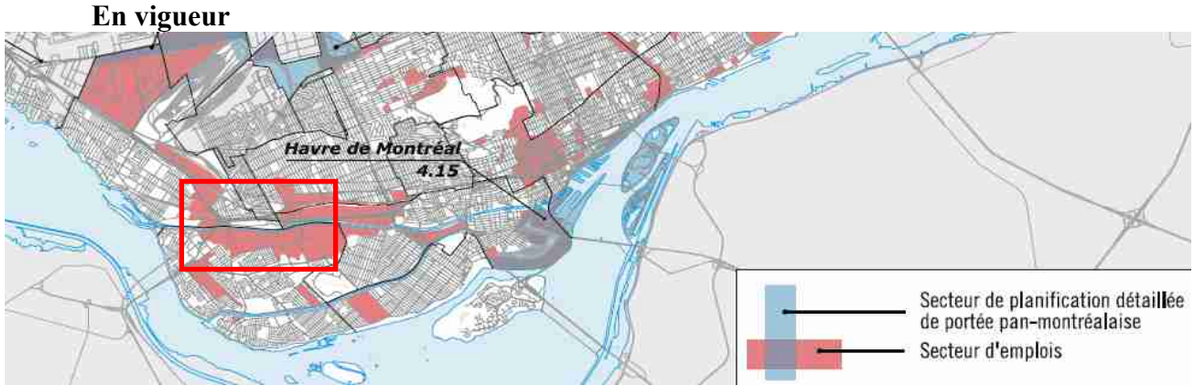
Modification



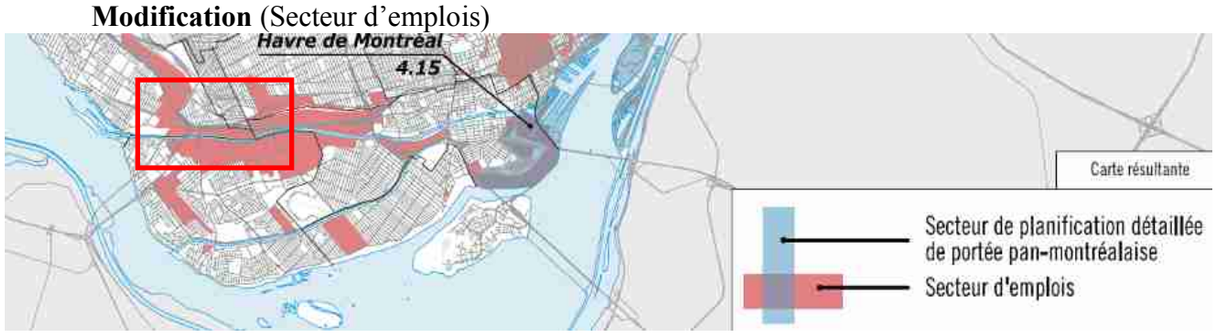
ANNEXE 3

ILLUSTRATION 2.4.2 « LES SECTEURS D'EMPLOIS À RÉAMÉNAGER EN RELATION AVEC DES INTERVENTIONS STRUCTURANTES SUR LE RÉSEAU ROUTIER » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



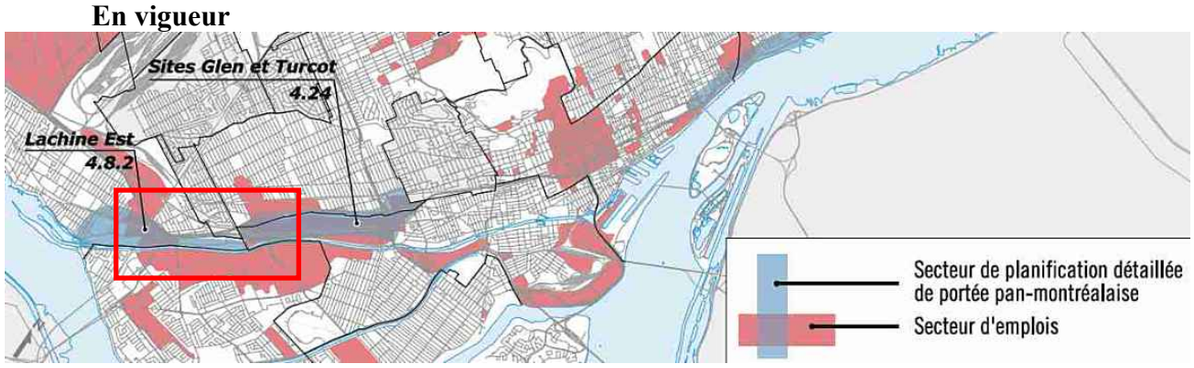
Modification (Secteur d'emplois)



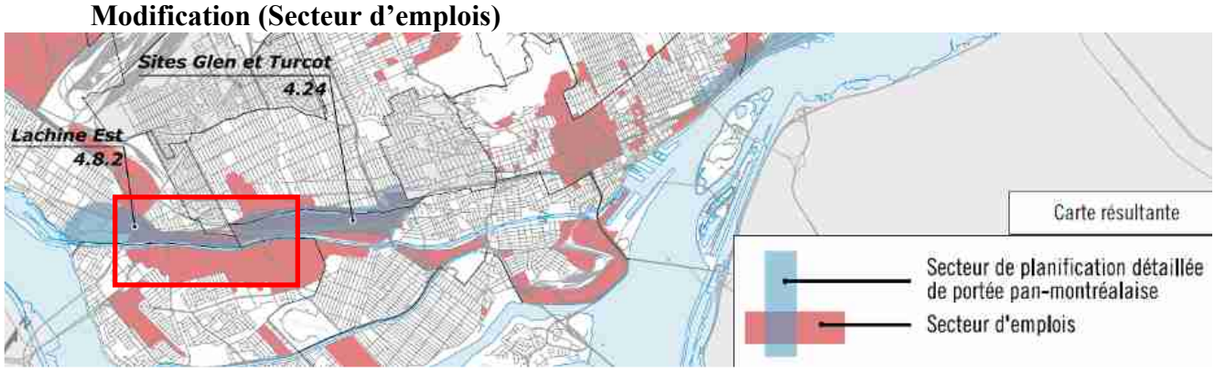
ANNEXE 4

ILLUSTRATION 2.4.3 « LES GRANDS SITES INDUSTRIELS DÉSAFFECTÉS À METTRE EN VALEUR À DES FINS D'EMPLOIS » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



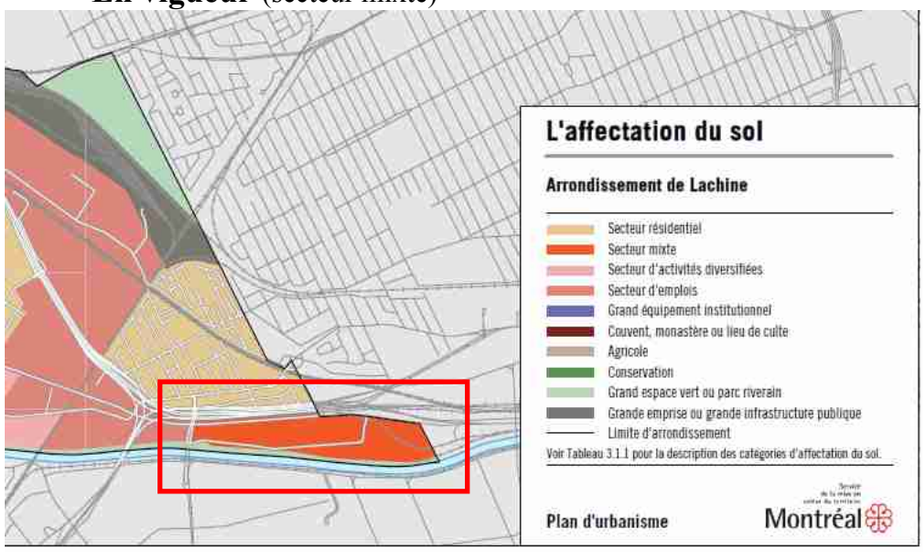
Modification (Secteur d'emplois)



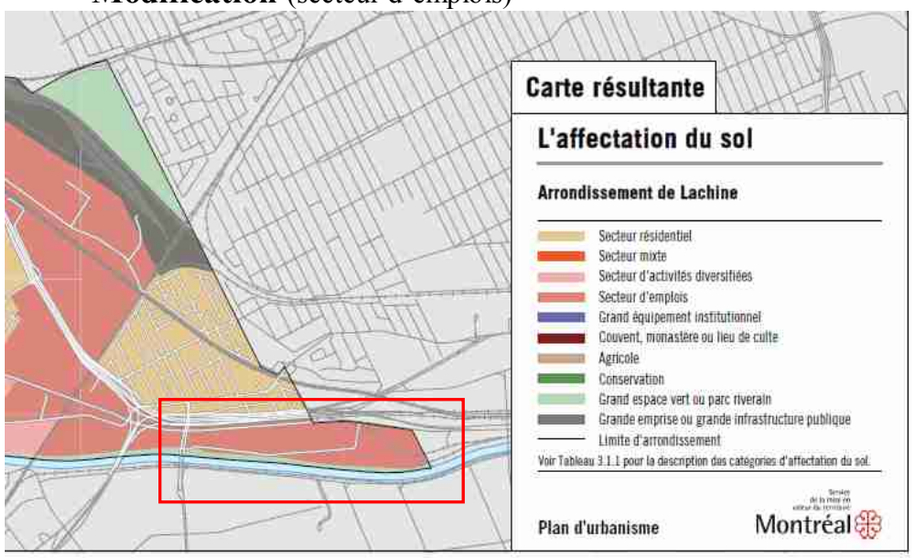
ANNEXE 5A

Carte 3.1.1 « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur (secteur mixte)



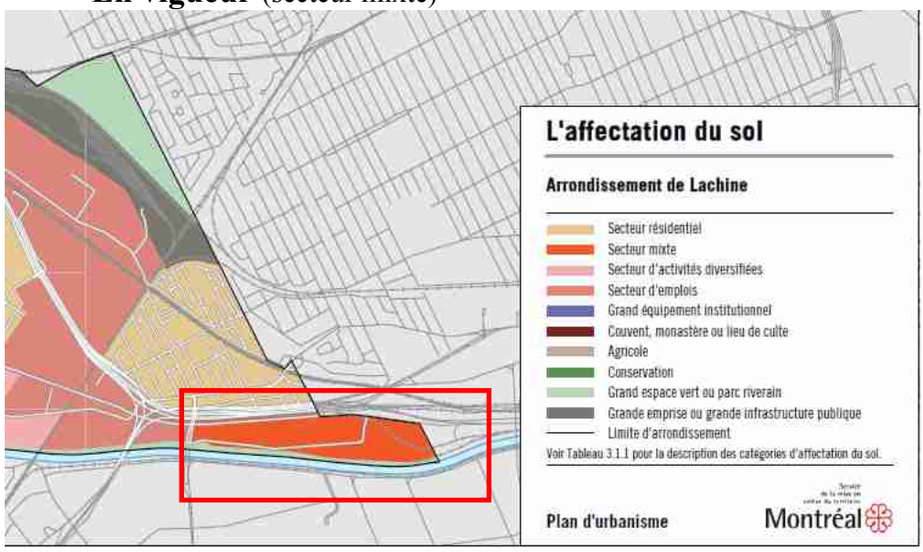
Modification (secteur d'emplois)



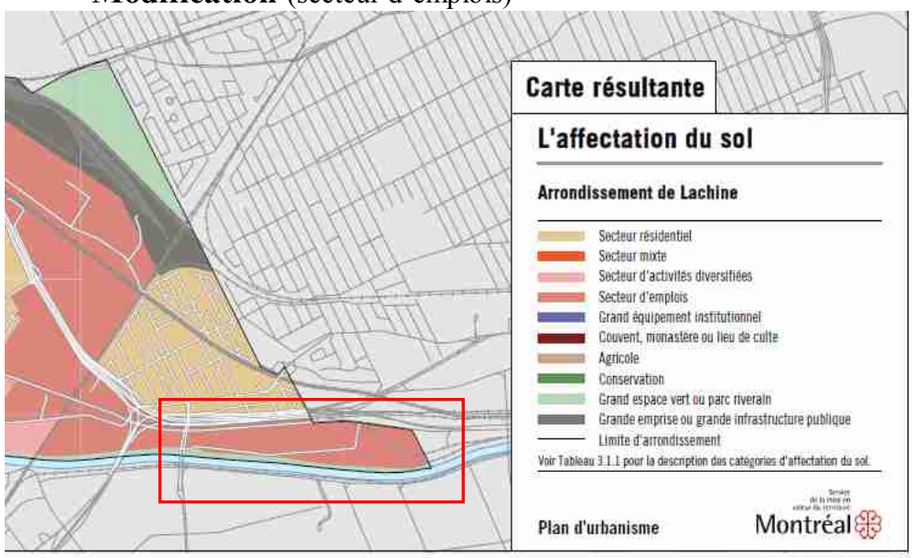
ANNEXE 5B

Carte « L'affectation du sol » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur (secteur mixte)



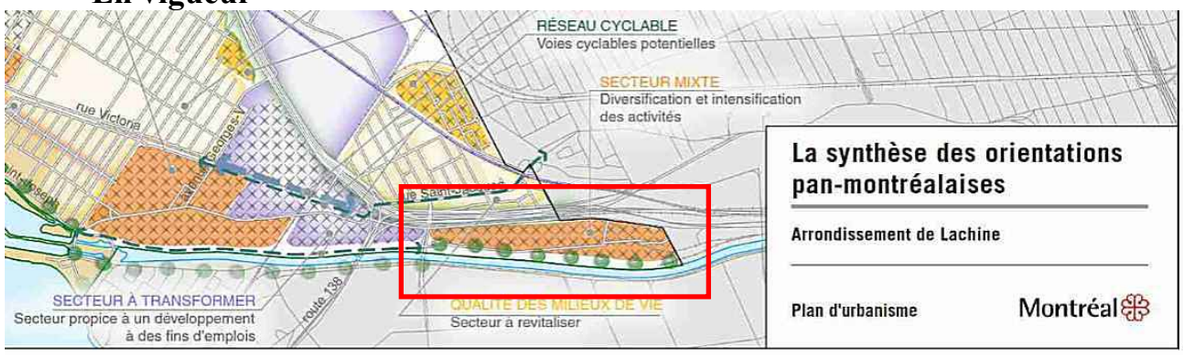
Modification (secteur d'emplois)



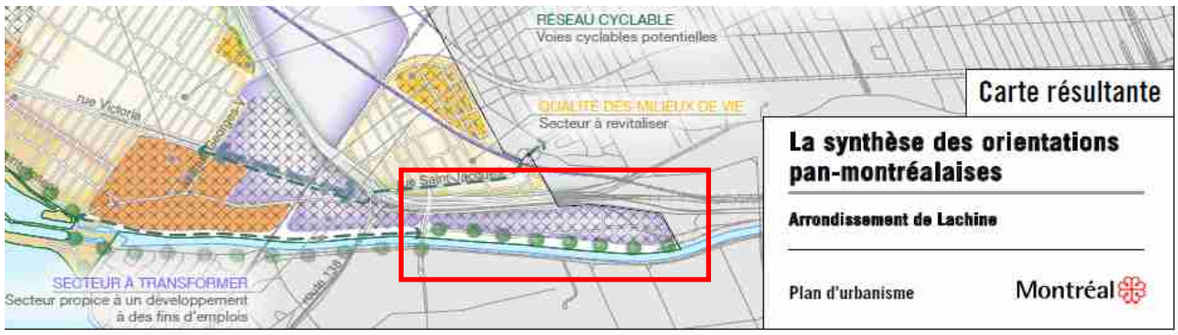
ANNEXE 6

Carte « La synthèse des orientations pan-montréalaises » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



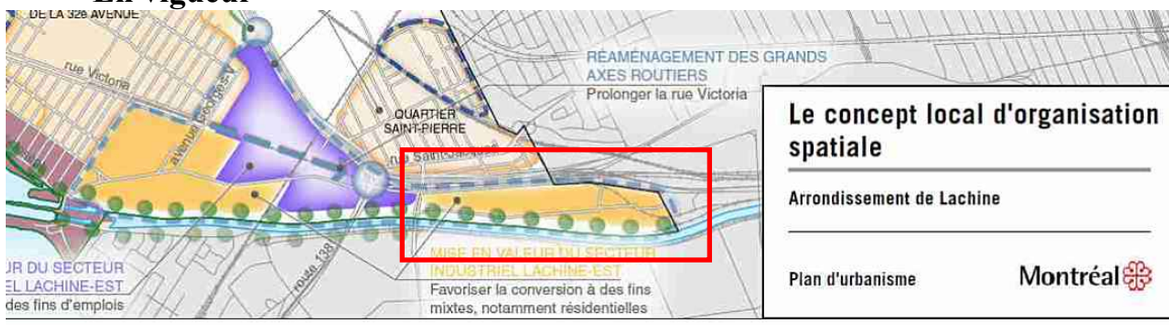
Modification



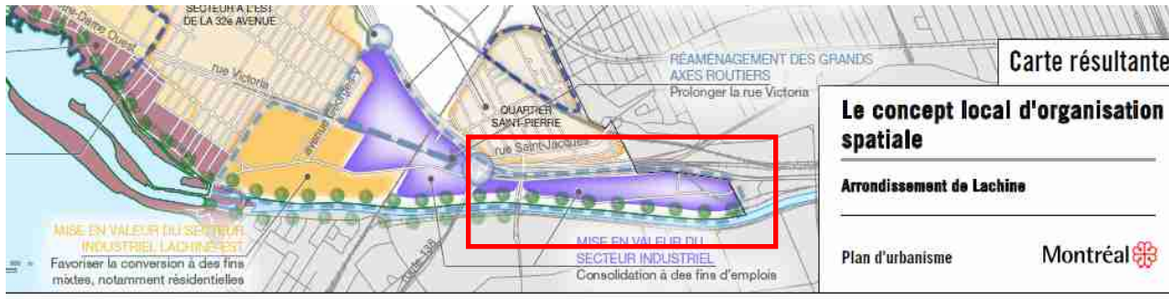
ANNEXE 7

Carte « Le concept local d'organisation spatiale » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



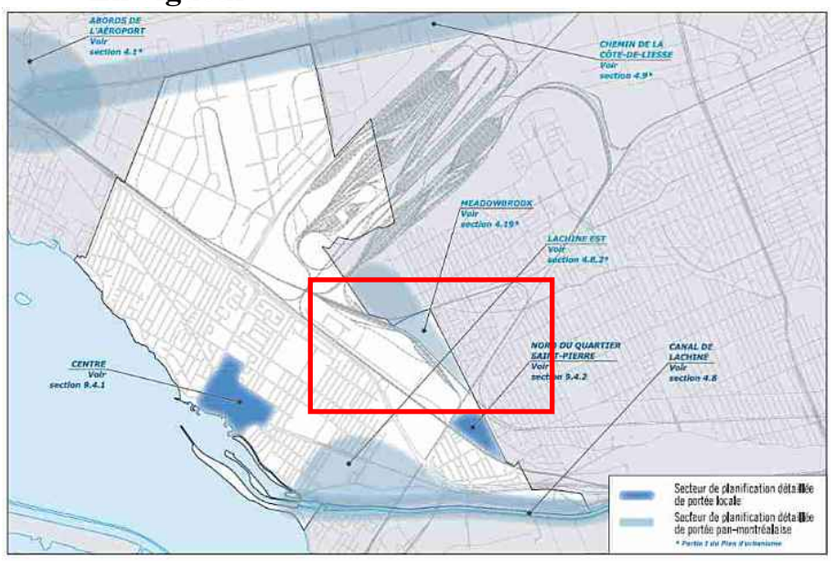
Modification



ANNEXE 8

Carte « Les secteurs de planification détaillée » - Extrait Arrondissement de Lachine

En vigueur



Modification



AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 27 AVRIL 2018
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design et d'architecture de paysage.*

Îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal

Libellé du projet :	Modification du Plan d'urbanisme afin de remplacer l'affectation de l'îlot industriel de « secteur mixte » à « secteur d'emplois » et ainsi reconnaître sa vocation économique
Localisation :	Îlot industriel situé entre les rues Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge-du-Canal, dont l'édifice est sis au 300, rue de la Berge-du-Canal Arrondissement de Lachine
Demandeur :	Développement du territoire et des services administratifs, Arrondissement de Lachine

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La demande soumise vise à modifier l'affectation pour le secteur de l'îlot industriel Notre-Dame/Saint-Pierre/Berge-du-Canal afin de reconnaître sa vocation économique. Le secteur visé est situé entre le canal de Lachine et l'autoroute 20 et s'étend le long de la rue de la Berge-du-Canal, entre l'avenue Saint-Pierre et la limite Est de l'Arrondissement de Lachine. Il s'agit d'un secteur enclavé par la présence des grandes infrastructures de transport.

Tel que mentionné dans les documents soumis, ce « secteur témoigne de la présence d'une activité industrielle importante pour l'économie montréalaise depuis le début du XXe siècle. Les rives du canal de Lachine sont devenues, entre 1905 et 1915, le noyau de l'industrie de ville Saint-Pierre. » Ce secteur s'inscrit encore aujourd'hui dans un grand corridor industriel (Turcot—Lachine Est) accueillant majoritairement des entreprises industrielles génératrices de nuisances ou à risques pour le voisinage.

Conformément aux orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, un exercice de planification stratégique est en cours d'élaboration pour le territoire Turcot—Lachine Est. La Ville de Montréal souhaite notamment confirmer la vocation économique de ce secteur et formaliser un corridor d'innovation industrielle dans l'axe des rues Notre-Dame Ouest et Saint-Patrick.

L'Arrondissement soutient ainsi qu'il « serait donc très peu opportun d'autoriser le développement d'unités résidentielles dans un milieu soumis à des nuisances importantes, qui est en marge des quartiers existants et qui est dépourvu de commerces et de services de proximité ». L'intention de l'Arrondissement est, en conformité avec les orientations de la Ville et de l'agglomération, de renforcer et de consolider le tissu industriel de ce corridor offrant des

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

milliers d'emplois et d'éviter le rapprochement d'usages qui lui sont incompatibles, par exemple, l'habitation. Conséquemment, l'Arrondissement souhaite affecter ce secteur à titre de « secteur d'emplois ».

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Lachine et des services centraux lors de sa réunion du 27 avril 2018. Les représentants ont fait une brève présentation de la modification proposée ainsi que des enjeux relatifs au site.

Le CJV se réjouit de la formalisation d'un secteur d'emplois pour le site tout en retirant la possibilité d'y inclure des usages résidentiels. La modification proposée permettra de circonscrire les entreprises génératrices de nuisances tout en consolidant le pôle d'emplois.

Le CJV salue également l'exercice de planification stratégique en cours d'élaboration pour le territoire Turcot—Lachine Est, exercice qui devrait permettre d'obtenir une vision d'ensemble du corridor économique, au-delà des enjeux par arrondissements.

Selon les informations transmises lors de la réunion, une démarche est en cours par la Division du patrimoine afin de mieux comprendre les ensembles industriels d'intérêt dans le secteur. D'ailleurs, les membres expriment des préoccupations à l'égard d'un redéveloppement du secteur qui ne serait pas en dialogue avec le canal et son histoire. Il déplore l'absence d'une vision de développement pour l'ensemble du canal, concernant autant les secteurs industriels que résidentiels, au-delà de la zone d'intervention de Parc Canada et en tenant compte des orientations données par l'organisme.

Dans ce contexte, le CJV s'interroge sur la séquence des interventions. Sans être contre la modification demandée, il s'interroge sur la nécessité d'agir immédiatement par un changement au Plan d'urbanisme avant d'avoir obtenu les résultats des études en cours et avant qu'une vision d'ensemble ne soit établie. Cela étant, le CJV est convaincu de l'opportunité de consolider ce secteur à des fins économiques, ce qui explique qu'il peut émettre le présent avis.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis favorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme considérant l'opportunité de circonscrire les usages industriels et de consolider la vocation économique et d'emplois du secteur. En considérant l'importance historique du canal de Lachine et la multiplication des projets à ses abords, le CJV recommande de définir une vision commune de développement, touchant tant les secteurs industriels que résidentiels, menée par la Ville et les Arrondissements, et tenant compte des orientations de Parcs Canada. Le CJV est ouvert à participer à la démarche de définition de la vision commune.

ORIGINAL SIGNÉ

Pierre Corriveau
Président

Le 10 mai 2018

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER SUITE À SA RÉUNION DU 27 AVRIL 2018
Le Comité Jacques-Viger est l'instance consultative de la Ville en matière d'aménagement, d'urbanisme, d'architecture, de design et d'architecture de paysage.*

Site Meadowbrook

Libellé du projet :	Modification du Plan d'urbanisme afin de compléter l'exercice de concordance au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal pour le site Meadowbrook
Localisation :	Lot 1 292 249 Arrondissement de Lachine
Demandeur :	Développement du territoire et des services administratifs, Arrondissement de Lachine

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis écrit au conseil de la ville considérant que le projet requiert une modification au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

LA PROPOSITION

La présente demande vise à ajouter la composante « installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » à l'affectation « Grand espace vert ou parc riverain » pour la partie du golf Meadowbrook située sur le territoire de l'arrondissement de Lachine (une partie du terrain de golf est située sur le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc).

Selon les informations soumises par l'Arrondissement, cette demande de modification est l'aboutissement de multiples réflexions avec la Ville de Montréal (et les anciennes et les nouvelles villes suivant la réorganisation municipale du début des années 2000), de propositions de développement résidentiel dense du site par des promoteurs, de contre-propositions par Les Amis de Meadowbrook pour réaliser un parc nature et, enfin, de décisions judiciaires.

Le terrain de golf, dont la superficie totale est de 57 hectares, est situé en haut de la falaise Saint-Jacques aux limites territoriales des villes de Côte-Saint-Luc et Montréal-Ouest et de l'arrondissement de Lachine. De forme triangulaire, le terrain est délimité au sud et à l'ouest par les voies ferrées, la cour de triage et les parcs industriels. Au nord et à l'est, il est borné par les secteurs résidentiels des villes de Côte-Saint-Luc et Montréal-Ouest. Une voie ferrée traverse le terrain de golf au centre, laquelle correspond *grosso modo* à la limite entre la ville de Côte-Saint-Luc et l'arrondissement de Lachine. La partie du terrain de golf située sur le territoire de l'arrondissement qui fait l'objet du présent avis a une superficie d'environ 23,7 hectares. Le site est enclavé et difficile d'accès, particulièrement à partir du réseau routier de l'arrondissement. Du fait de sa localisation, le site joue un rôle de zone tampon entre les secteurs résidentiels, les infrastructures ferroviaires et les activités industrielles. Le seul accès véhiculaire public s'effectue à partir du chemin de la Côte-Saint-Luc et se termine en cul-de-sac dans le golf.

*Règlement de la Ville de Montréal 12-022

Comité Jacques-Viger
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055

Le site accueille depuis 1917 une fonction récréative développée par le propriétaire d'origine, le Canadian Pacifique. Cette fonction récréative s'est rapidement transformée en golf, lequel est ouvert au public depuis 1970. Le site est encore aujourd'hui utilisé comme terrain de golf. L'Arrondissement soutient que les activités actuelles et passées ont permis de ne pas altérer la majorité du sol. Le terrain présente plusieurs qualités et caractéristiques d'intérêt, notamment au niveau paysager et écologique, sans compter un intérêt historique en raison de l'occupation amérindienne. La mise en valeur du site et la préservation de ses qualités naturelles et paysagères représentent l'un des deux grands enjeux du site identifiés par l'Arrondissement.

L'accessibilité et le désenclavement du site représentent le second grand enjeu du site identifié par l'Arrondissement. Depuis les années 1980, de nombreuses propositions de développement résidentiel dense ont été soumises par les promoteurs. En parallèle, Les Amis de Meadowbrook ont à leur tour tenté de convaincre les instances concernées de procéder à l'acquisition du site pour y aménager un parc nature. Les documents soumis par l'Arrondissement font état du refus de la Ville de Montréal de procéder aux investissements majeurs qui auraient été requis pour l'un ou l'autre des projets, soient la desserte en infrastructures municipales et la desserte véhiculaire ou piétonnière.

Aujourd'hui, le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal reconnaît l'ensemble du site comme étant un « grand espace vert ou récréation » où certaines composantes sont autorisées, ce qui exclut tout développement immobilier de type résidentiel. Lors de l'exercice de concordance du Plan d'urbanisme au Schéma d'aménagement en 2016, la Ville de Montréal a affecté la partie du site située sur son territoire à des fins de « grand espace vert ou parc riverain » et a abrogé la section 4.19 concernant le secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise portant sur le site Meadowbrook ainsi que les paramètres de densité applicables au secteur.

Afin de compléter la concordance au Schéma d'aménagement, l'Arrondissement demande la modification du Plan d'urbanisme afin d'ajouter la composante « installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive » aux composantes autorisées pour le site Meadowbrook. La modification inclut également l'abrogation des références au secteur à titre de secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise ainsi qu'aux orientations, problématiques, balises et enjeux qui en découlent.

LE PROJET

Le Comité Jacques-Viger (CJV) a reçu les représentants de l'Arrondissement de Lachine et des services centraux lors de sa réunion du 27 avril 2018. Les représentants ont fait une brève présentation de l'historique du site, des enjeux ainsi que l'encadrement réglementaire souhaité.

Après avoir entendu les représentants, le CJV est d'avis qu'il est prématuré de procéder à la modification du Plan d'urbanisme pour les motifs qui suivent.

Un site qui nécessite une planification détaillée et des paramètres de densité

Le CJV est d'avis qu'une planification détaillée, incluant la définition de paramètres de densité, est requise en amont de la modification au Plan d'urbanisme afin d'assurer la mise en valeur de ce site d'intérêt supra-local.

Depuis 2004, le site Meadowbrook est identifié à titre de secteur de planification détaillée de portée panmontréalaise

au Plan d'urbanisme, identification qui a été retirée suivant l'exercice de concordance en 2016. Indépendamment de l'affectation prescrite pour le site et des usages qui y seront exercés, le CJV estime qu'une planification détaillée est requise. Celle-ci permettra de définir les orientations d'aménagement ainsi que les objectifs poursuivis en tenant compte des valeurs de l'ensemble du site. Considérant que plusieurs usages de portée publique ou privée pourraient être autorisés, l'absence de planification détaillée risque de porter atteinte aux valeurs paysagères et écologiques ainsi qu'à l'intégrité du site. De plus, la possibilité d'autoriser la construction de plusieurs bâtiments entraînera la perte d'espaces verts et affectera, en conséquence, son rôle de zone tampon. La technique des plans d'implantation et d'intégration architecturale proposée n'a pas convaincu le CJV qu'il s'agit du meilleur mécanisme de contrôle dans les circonstances, particulièrement dans le cas d'un morcellement éventuel de la propriété.

L'exercice de planification détaillée permettra également de définir des paramètres de densité afin d'encadrer le développement selon la ou les vocations retenues et les valeurs du site. Cette réflexion à l'égard du taux d'implantation, du coefficient d'occupation au sol et des hauteurs est ainsi nécessaire en amont d'une modification du Plan d'urbanisme. En son absence, donner l'aval à la modification proposée mènera à des autorisations de développement à la pièce, sans égard aux caractéristiques et aux valeurs du site. Le site pourrait donc subir une grande transformation et perdre ses qualités paysagères et écologiques.

Un site qui nécessite une lecture supra-locale

Le CJV estime que le site Meadowbrook a été développé comme un tout et doit être lu dans une perspective supra-locale, c'est-à-dire au-delà des enjeux et des considérations de l'Arrondissement de Lachine. D'un point de vue administratif, le site se répartit à l'intérieur des limites de la ville de Côte-Saint-Luc et de la ville de Montréal (arrondissement Lachine) et est adjacent aux limites de la ville de Montréal-Ouest. Le CJV est d'avis que la vocation à privilégier, l'accessibilité et la desserte en services, la préservation des valeurs paysagère et écologique ainsi que la définition du rôle de zone tampon seraient mieux évalués dans un contexte de planification supra-locale versus une approche ponctuelle à la demande de l'Arrondissement. En ce sens, étant donné que le site se répartit sur plus d'un territoire municipal et que sa planification implique plusieurs instances municipales, le CJV est d'avis qu'une réflexion régionale à l'intérieur du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal devrait précéder à une modification du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal.

AVIS DU COMITÉ JACQUES-VIGER

Le Comité Jacques-Viger (CJV) émet un avis défavorable à la demande de modification du Plan d'urbanisme pour la partie du site Meadowbrook située sur le territoire de l'arrondissement de Lachine. Le CJV estime qu'il est prématuré de procéder à sa modification avant la détermination d'orientations d'aménagement et d'objectifs à l'égard de sa vocation et des constructions possibles sur le site. Le CJV considère qu'une planification détaillée, incluant la définition de paramètres de densité, s'avère nécessaire afin d'assurer sa mise en valeur, tant au niveau de sa vocation, de ses qualités paysagères et écologiques, de son accessibilité et de son rôle de zone tampon. Enfin, cette planification devrait être inscrite au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal étant donné les limites administratives dans lesquelles le site s'inscrit, sa portée supra-locale et l'importance de ses caractéristiques dans son ensemble.

ORIGINAL SIGNÉ

Pierre Corriveau

Président

Le 9 mai 2018

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

TABLEAU - Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) – Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.1 L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET LA MOBILITÉ		
Stationnement pour **vélos** – Règlement 2710-92- eev le 6 septembre 2017	✓	
Nombre maximum **d'unités de stationnement** *(rayon de 500 m)* – Règlement 2710-92 – eev le 6 septembre 2017	✓	
Accessibilité universelle *- (PIIA)*		✓
4.2 L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
4.2.1 Dispositions relatives au **verdissement -** (Règl. 2710-92- eev 6 septembre 2017) **+ bonifié dans Règl. 2710-98**	✓	
4.2.2 Dispositions particulières pour un **îlot de chaleur**, *sauf pour les ensembles industriels d'intérêt - (PIIA)*		✓
4.2.3 Dispositions particulières pour les **arbres -** (Règlements 2710-92- eev 6 septembre 2017, 2710-95- eev 20 septembre 2018	✓	
4.3 LE PATRIMOINE		
4.3.1 Site patrimonial déclaré du Mont-Royal	N/A	N/A
4.3.2 ***Grandes propriétés à caractère institutionnel hors du site*** *patrimonial déclaré du Mont-Royal Préservation des caractéristiques architecturales et paysagères, de hauteur et d'implantation - PIIA*		✓
4.3.3 Les ***secteurs de valeur patrimoniale*** *- Protection et mise en valeur des caractéristiques architecturales d'intérêt visibles d'une voie publique des bâtiments situés dans un secteur de valeur patrimoniale (Carte 12- Patrimoine) - PIIA*		✓
4.3.4 ***Lieux de culte d'intérêt*** *Préservation des caractéristiques architecturales et paysagères - PIIA*		✓
4.3.5 ***Patrimoine archéologique*** *Au moment de la demande du permis de lotissement qui vise à créer une emprise publique, faire une évaluation afin d'évaluer la mise en valeur des vestiges archéologiques - PIIA*		✓
4.4 LES TERRITOIRES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE	N/A	N/A
4.5 LE PAYSAGE		
4.5.1 ***Vues depuis et vers le mont Royal - PIIA***		✓
4.5.2 ***Vues sur le fleuve, le lac Saint-Louis****, le lac des Deux Montagnes, la rivière des Prairies, le canal de Lachine ou le canal de l'Aqueduc Implantation et configuration d'un projet de construction ou d'agrandissement d'un bâtiment, mur, haie, clôture et permettre des vues entre les bâtiments et au-dessus - PIIA*		✓
4.5.3 Paysage agricole et vues sur le paysage agricole	N/A	N/A
4.5.4 Encadrement de **l'affichage commercial**	✓	
4.5.5 Route du ***parcours riverain*** *et* ***voie panoramique*** *- PIIA*		✓

TABLEAU - « Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) - Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.6 LES AFFECTATIONS		
4.6.1 Règles d'affectations - PIIA	✓	
4.6.2 Infrastructures publiques	✓	
4.6.3 Les maisons mobiles et les roulottes	N/A	N/A
4.7 LA ZONE AGRICOLE ET SES ACTIVITÉS	N/A	N/A
4.8 LES CONTRAINTES ET NUISANCES		
4.8.1 Zones de forte pente ou de risque d'érosion ou de glissement de terrain	N/A	N/A
4.8.2 La protection des rives, du littoral et des plaines inondables	✓	
Lacs et cours d'eau assujettis	✓	
Dispositions relatives aux rives	✓	
Dispositions relatives au littoral	✓	
- Normes relatives aux interventions à l'intérieur des plaines inondables	✓	
- Détermination de zones de faible et grand courant	✓	
- Dispositions relatives à la plaine inondable	✓	
- Mesures d'immunisation applicables aux constructions, ouvrages et travaux réalisés dans une plaine inondable	✓	
- Critères pour juger de l'acceptabilité d'une demande de dérogation	✓	
- Normes relatives aux opérations cadastrales et de distance d'un cours d'eau	✓	
4.8.3 Sécurité, bruit et vibrations		
4.8.3.1 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire ou à une voie ferrée principale Les usages sensibles visés sont un usage résidentiel ou un des équipements collectifs et institutionnels (Bibliothèque, centre d'hébergement et de soins de longue durée, centre de protection de l'enfance et de la jeunesse, centre de réadaptation, centre de services de santé et de services sociaux, centre hospitalier, école, établissement cultuel, tel qu'un lieu de culte et un couvent et garderie)	✓	
4.8.3.2 Occupation d'un terrain adjacent à une gare de triage ferroviaire (à moins de 300 mètres de l'emprise - Carte 24- Réseaux ferroviaires)	✓	
4.8.3.3 Occupation d'un terrain adjacent à une voie à débit important ou à une voie ferrée principale (à moins de 30 m si niveau sonore à l'intérieur du bâtiment est supérieur à 40 dBA Leq (24h))	✓	

Tableau réalisé par la DAUSE – Le 13 septembre 2019.

TABLEAU - « Grille d'analyse réglementaire – Document complémentaire (Schéma) - Sommaire décisionnel 1197204010

DISPOSITIONS DU DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE	EXERCICE DE CONCORDANCE	
	COMPLETÉE (dispositions déjà eev)	**À VENIR (2710-98 + autres)**
4.8.3.4 Occupation d'un terrain adjacent à une autoroute ou à une voie rapide (Carte 33 – Densité résidentielle, d'un terrain d'un secteur de planification stratégique indiqué à la carte 3 – Concept d'organisation spatiale ou d'un terrain d'un secteur faisant l'objet d'un programme particulier d'urbanisme (PPU))	✓	
4.8.3.5 Occupations dans un secteur situé aux abords de l'aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal	✓	
4.8.4 Voisinage de certains usages et territoires	✓	
4.8.4.1 Cohabitation entre les usages	✓	
4.8.4.2 Secteurs situés dans un rayon de 500 mètres d'un centre de traitement de matières organiques	✓	
4.8.4.3 Cohabitation entre les municipalités – (PIIA)		✓
4.8.4.4 Installation de transport d'hydrocarbures par pipeline	✓	
Définitions	✓	
DENSITÉ - *Carte 32 intitulée « Densité résidentielle » fixant les seuils minimums moyens de densité résidentielle (nombre de logements /ha brute) applicables aux secteurs à construire ou à transformer) Il reste à modifier la densité dans les zones M-347 à intégrer via le PPU sur le secteur Lachine-Est. Remplacer le COS min. de 0,5 à 0,9 dans les zones M-316, M-317, R-400 et M-430.*		✓ ***(pas inclus dans le Règlement 2710-98)***
AFFECTATION DU SOL ***1) Secteur Meadowbrook*** ✓ *Ajouter au PU la composante «Installation, équipement ou aménagement de récréation intensive ou extensive» à l'affectation «grand espace vert ou parc riverain» pour le golf Meadowbrook. Avis défavorable du Comité Jacques-Viger;* ✓ *Fixer les usages et normes d'implantation dans la nouvelle zone REC-600 (Règlement numéro 2710-98)*		✓ Règlement sur le Plan d'urbanisme Règlements de zonage + PIIA+ usages conditionnels
2) Secteur de l'îlot industriel Notre-Dame, Saint-Pierre et de la Berge du Canal dont l'édifice sis au 300, rue de la Berge du Canal - *Modification au Plan d'urbanisme afin de remplacer un secteur couvert par l'affectation du sol « Secteur mixte » par une affectation du sol « Secteur d'emplois », et ainsi reconnaître sa vocation économique.* Aucun *changement au règlement sur le zonage – Voir le comité sur le Corridor d'innovation « AXEL CANAL INDUSTRIEL» - Avis favorable du Comité Jacques-Viger.*		✓ Règlement sur le Plan d'urbanisme
3) Ajouter une nouvelle classe d'usage « 490-Grandes emprises ou grandes infrastructures publiques» *Modifier l'ensemble des grilles des usages du Règlement sur le zonage* ***+ autoriser cet usage dans la zone REC-600***		✓ Règlement de zonage 2710-98

Tableau réalisé par la DAUSE – Le 13 septembre 2019.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.002

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

Signé par Yves SAINDON **Le** 2020-05-13 07:48

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Assemblée ordinaire du lundi 23 mars 2020 Séance tenue le 23 mars 2020	Résolution: CM20 0313

Avis de motion, dépôt et adoption d'un projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, chapitre E-2.2) »

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance ultérieure du conseil municipal du projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux », lequel est déposé avec le dossier décisionnel;

AUTORISATION DE POURSUIVRE LES PROCÉDURES

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'autoriser la poursuite des procédures prévues par la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* en vue de l'adoption finale du projet de règlement.

_____

Un débat s'engage.

_____

Le président d'assemblée, M. Sterling Downey, cède la parole au leader de la majorité, M. François Limoges.

Le leader de la majorité soulève un point d'ordre pour demander au conseiller Marvin Rotrand d'axer son intervention uniquement sur le dossier à l'étude.

Ensuite, le président d'assemblée donne respectivement la parole au chef de l'opposition officielle, M. Lionel Perez, et à la conseillère Émilie Thuillier.

Puis, le président d'assemblée déclare l'article 43.02 adopté à la majorité des voix, et il est

RÉSOLU

en conséquence.

Dissidences : Mme Giuliana Fumagalli
M. Marvin Rotrand

43.02 1203430001
/cb

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 1er avril 2020

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203430001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de son assemblée régulière du 23 mars 2020, le conseil municipal, par sa résolution CM20 0313, a donné un avis de motion relativement au projet de règlement intitulé « Règlement sur les districts électoraux » en vue de l'élection générale du 7 novembre 2021, et a autorisé la poursuite des procédures prévues à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (LERM).
Comme l'exige la LERM, le greffier a fait paraître dans l'édition montréalaise du lundi 30 mars des quotidiens *Le Devoir* et *The Gazette* , un avis public informant les électeurs de la Ville de Montréal de la teneur de ce projet de règlement, de leur droit respectif de s'y opposer et des modalités pour ce faire, à savoir que tout électeur avait jusqu'au mardi 14 avril, 16 h 30, pour lui signifier son opposition, et ce, dans un écrit formel à cette effet.

La totalité de la documentation a également été versée, dès le 30 mars, sur le site web Élection Montréal (jevotepourmaville.ca). Un onglet sur la page d'accueil du site a été mis en évidence afin de référer les internautes à toute l'information pertinente.

À noter que selon le processus prévu par la LERM, dans l'éventualité où, à l'échéance de ce délai, le greffier aurait ainsi reçu 500 oppositions valides ou plus, le conseil municipal aurait eu l'obligation de convoquer une assemblée publique afin d'entendre les représentations des électeurs sur ce projet de règlement.

Or, le mardi 14 avril dernier, à 16 h 30, le greffier n'ayant reçu que 73 oppositions à ce règlement de la part des électeurs montréalais, le conseil municipal peut conséquemment procéder à l'adoption de ce *Règlement sur les districts électoraux* qu'il a approuvé le 23 mars dernier.

Après son adoption par le conseil municipal, le projet de règlement sera soumis à l'approbation par la Commission de la représentation électorale (CRE) du Québec. Ce n'est qu'à la suite de cette approbation que ce règlement entrera en vigueur (au plus tard le 31 octobre 2020).

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

514 872-3007
Tél :
Télécop. : 514 872-5655

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.002

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203430001

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2).

Signé par Yves SAINDON **Le** 2020-03-13 09:32

Signataire : Yves SAINDON

Greffier et directeur
Service du greffe , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203430001**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Direction , Division des élections_du soutien aux commissions et réglementation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les districts électoraux aux fins de la tenue de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021, le tout conformément aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2)

CONTENU

CONTEXTE

Le dimanche 7 novembre 2021, comme l'exige la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* , RLRQ., chapitre E-2.2 (ci-après, la LERM), la Ville de Montréal, à instar de l'ensemble des municipalités du Québec, doit tenir une élection générale au poste de maire de la ville ainsi qu'aux 102 autres postes électifs que définit son cadre électoral. En vue de cette élection, la Ville a l'obligation d'adopter au plus tard le 1er juin 2020, un règlement subdivisant son territoire en districts électoraux. Ce règlement, dont l'entrée en vigueur doit être effective avant le 31 octobre 2020, doit également être approuvé par la Commission de la représentation électorale du Québec (CRÉ), instance de qui relève l'application des dispositions de la LERM en cette matière.

Le greffier, à titre de président d'élection, a la responsabilité de voir à la mise en œuvre et à la gestion du processus très précis que prescrit cette loi quant à l'élaboration et l'adoption de ce règlement.

Par ailleurs, il est important de rappeler que la subdivision territoriale de la Ville et de ses arrondissements en districts électoraux doit par définition s'arrimer en tout point avec le cadre électoral établi et en vigueur.

À cet égard, en prévision de la prochaine élection générale du 7 novembre 2021 et de toute élection générale ou partielle subséquente, c'est le même cadre électoral que celui de l'élection générale de 2017 qui prévaudra puisque sa reconduction a été confirmée par l'article 149 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique* (2016, chapitre 17).

Ainsi, le dimanche 7 novembre 2021, respectivement dans l'un ou l'autre des 58 districts électoraux où ils seront répartis, les quelque 1 140 000 électeurs montréalais seront appelés aux urnes pour combler de nouveau les 103 postes actuels afin d'y élire :

- le maire ou la mairesse de la Ville;
- 18 maires ou mairesses d'arrondissement qui sont par ailleurs conseiller.ères de la ville;
- 46 conseiller.ères de la ville;
- 38 conseiller.ères d'arrondissement.

Et tout comme présentement, à l'issue de cette prochaine élection générale:

- le conseil municipal se composera du maire ou de la mairesse de la ville et des 64 conseiller.ères de la ville, dont les 18 maires ou mairesses d'arrondissement (le maire ou la mairesse de la ville étant d'office maire ou mairesse de l'arrondissement de Ville-Marie).

- chacun des 19 conseils d'arrondissement comptera un minimum de 5 membres, soit le maire ou la mairesse d'arrondissement et, selon le cadre électoral qui s'applique, le/la ou les conseiller.ères de la ville ainsi que les conseiller.ères d'arrondissement.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent ce dossier et la recommandation que soumet le greffier visant l'adoption de ce règlement par le conseil municipal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

1. Processus de mise à jour de la délimitation actuelle des districts électoraux
En raison de la reconduction du cadre électoral actuel et la nécessité qui en découle de maintenir l'existence et la répartition des 58 districts électoraux actuels, le processus exigé par la LERM et mis en œuvre par le greffier :

- a donc essentiellement visé à mettre à jour la délimitation actuelle de ces districts électoraux dans chaque arrondissement en s'assurant du respect des critères exigés par la loi quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés;

- n'a conséquemment pas eu pour objet de réviser ni leur nombre, ni la représentativité des postes électifs défini par le cadre électoral établi.

Ainsi, le greffier a vérifié si, dans chacun des arrondissements, la délimitation actuelle de chaque district électoral répond toujours aux exigences de la LERM quant au nombre d'électeurs qui y sont regroupés, eu égard aux variations démographiques, aux développements résidentiels, etc., survenus depuis la dernière révision en 2016, le tout sur la base des données 2020 (nombre d'électeurs par adresse) fournies au greffier de la Ville par le Directeur général des élections du Québec.

Ces exigences tiennent principalement compte de la règle suivante: chaque district électoral doit être délimité de façon à ce que le nombre d'électeurs qu'il regroupe ne soit ni inférieur ni supérieur de plus de 15 % au quotient obtenu par la division du nombre total d'électeurs de l'arrondissement par le nombre de districts compris dans cet arrondissement, la moyenne cible pour cet arrondissement.

Par exemple, dans un arrondissement qui compterait 60 000 électeurs et 4 districts électoraux, le nombre d'électeurs dans chaque district devrait obligatoirement se situer entre 12 750 et 17 250, idéalement à 15 000 qui représente la moyenne cible pour cet arrondissement.

Cette règle du 15 % s'applique à tous les arrondissements comptant une population de 20 000 habitants et plus, soit à tous les arrondissements montréalais à l'exception de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève dont la population est présentement de 19 688 habitants. Dans ce cas, la loi permet que le nombre d'électeurs que regroupe chaque district ne soit ni inférieur, ni supérieur de plus de 25 % à la moyenne par district pour cet arrondissement.

Il est important de mentionner que l'orientation principale du greffier a été de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux se conformant à cette règle du 15%.

De plus, comme le prescrit également la LERM, dans l'application de ce premier critère à respecter quant au nombre d'électeurs, le greffier s'est aussi assuré que la délimitation des districts électoraux respecte la plus grande homogénéité socio-économique compte tenu de critères comme les barrières physiques, les tendances démographiques, les limites des arrondissements, la superficie et la distance.

2. Résultat des vérifications effectuées

À l'issue des vérifications effectuées, les districts électoraux dans leur ensemble satisfont toujours pleinement aux exigences de la LERM quant à leur délimitation (voir pièce jointe no 1).

Le seul cas d'exception qui exige un ajustement de sa délimitation est le district de Pointe-aux-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles dont le nombre d'électeurs, 31 454, est de 16,6 % supérieur à la moyenne cible de 26 976 électeurs établie pour cet arrondissement.

3. Recommandations

En conséquence, dans le projet de règlement et son annexe A qu'il soumet, le greffier recommande:

a) de maintenir dans leur délimitation actuelle tous les districts électoraux répondant aux exigences de la LERM (les districts de Pointe-aux-Trembles et de Rivière-des-Prairies répondent à ces exigences actuellement mais seront ajustés compte tenu du district de Pointe-aux-Prairies pour les raisons déjà mentionnées);

b) d'approuver la nouvelle délimitation des districts électoraux de Pointe-aux-Prairies, de Pointe-aux-Trembles et de Rivière-des-Prairies dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies –Pointe-aux-Trembles, le tout selon la proposition soumise (voir pièce jointe no 2).

4. Procédure d'adoption du projet de règlement

À la suite du dépôt et de l'adoption du projet de règlement par le conseil municipal, le greffier a l'obligation de publier un avis public par lequel il informe les électeurs de leur droit de s'opposer au projet de règlement dans un délai de 15 jours suivant la publication de l'avis.

Les oppositions doivent être formulées par écrit et être transmises au greffier, soit par la poste, par télécopieur, par courrier électronique ou déposées en personne au Service du greffe. Aucune forme particulière n'est exigée pour formuler une opposition et plusieurs oppositions peuvent être regroupées dans un même document.

Si, à l'expiration du délai pour formuler une opposition, au moins 500 électeurs ont transmis leur opposition, une assemblée publique devra alors être tenue afin de permettre aux personnes présentes de faire des représentations verbales ou de déposer des documents. Il est important de noter que, conformément à la LERM, au moins la moitié des membres du conseil devra assister à cette assemblée. Dans cette éventualité, le greffier dressera un procès-verbal de l'assemblée et le déposera par la suite au conseil municipal.

Si moins de 500 électeurs ont transmis leur opposition, le conseil pourra adopter le règlement sans avoir l'obligation de tenir une telle assemblée publique.

JUSTIFICATION

Obligation et exigence prescrites par la loi.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un avis public sera publié conformément à la LERM et l'ensemble de la documentation sera disponible sur le site Internet de la Ville (www.ville.montreal.qc.ca/election)
Semaine du 30 mars : Publication en français et en anglais de l'avis sur le projet de règlement

Début avril : Période de réception des oppositions au projet de règlement

Fin avril ou début mai : Tenue de l'assemblée publique sur le projet de règlement (si requise)

20 avril ou 25 mai : Adoption du règlement avec (mai) ou sans changement (avril)

Après adoption du règlement: Transmission à la CRÉ

Au plus tard le 31 octobre : Approbation du règlement par la CRÉ

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

Tél : 514 872-3007
Télécop. : 514 872-5655

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-10

Emmanuel TANI-MOORE
Chef de division et Greffier-adjoint - Réglementation

Tél : 514 872-3007
Télécop. : 514 872-5655

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-03-13

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
AHUNTSIC-CARTIERVILLE			**µ = 22 132**		**µ = 22 167**		
11	Sault-au-Récollet	20 779	-6,11%	20 742	-6,43%	-37	-0,18%
12	Saint-Sulpice	23 318	5,36%	23 814	7,43%	496	2,13%
13	Ahuntsic	22 357	1,02%	22 559	1,77%	202	0,90%
14	Bordeaux-Cartierville	22 075	-0,26%	21 552	-2,77%	-523	-2,37%
	TOTAL	88 529		88 667		138	0,16%
ANJOU			**µ = 9 996**		**µ = 9 900**		
21	Ouest	9 822	-1,74%	9 759	-1,43%	-63	-0,64%
22	Est	9 037	-9,60%	8 861	-10,50%	-176	-1,95%
23	Centre	11 130	11,34%	11 081	11,93%	-49	-0,44%
	TOTAL	29 989		29 701		-288	-0,96%
CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE			**µ = 19 987**		**µ = 19 913**		
31	Darlington	18 533	-7,27%	17 909	-10,06%	-624	-3,37%
32	Côte-des-Neiges	18 864	-5,62%	17 681	-11,21%	-1 183	-6,27%
33	Snowdon	18 620	-6,84%	20 168	1,28%	1 548	8,31%
34	Notre-Dame-de-Grâce	21 845	9,30%	21 929	10,12%	84	0,38%
35	Loyola	22 073	10,44%	21 878	9,87%	-195	-0,88%
	TOTAL	99 935		99 565		-370	-0,37%
LACHINE			**µ = 10 823**		**µ = 10 697**		
41	du Canal	11 572	6,92%	11 642	8,83%	70	0,60%
42	J.-Émery-Provost	10 438	-3,56%	10 239	-4,28%	-199	-1,91%
43	Fort-Rolland	10 459	-3,36%	10 210	-4,55%	-249	-2,38%
	TOTAL	32 469		32 091		-378	-1,16%
LASALLE			**µ = 26 851**		**µ = 26 680**		
51	Sault-Saint-Louis	26 860	0,03%	26 929	0,94%	69	0,26%
52	Cecil-P.-Newman	26 842	-0,03%	26 430	-0,94%	-412	-1,53%
	TOTAL	53 702		53 359		-343	-0,64%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
L'ILE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE	[Écart LERM: 25%]		µ = 3 464		µ = 3 466		
61	Pierre-Foretier	4 081	17,82%	4 170	20,32%	89	2,18%
62	Denis-Benjamin-Viger	3 820	10,29%	3 811	9,96%	-9	-0,24%
63	Jacques-Bizard	3 348	-3,34%	3 233	-6,72%	-115	-3,43%
64	Sainte-Geneviève	2 606	-24,76%	2 649	-23,57%	43	1,65%
	TOTAL	13 855		13 863		8	0,06%
MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE			µ = 24 781		µ = 24 987		
71	Tétreaultville	26 466	6,80%	27 415	9,72%	949	3,59%
72	Maisonneuve–Longue-Pointe	25 803	4,12%	25 830	3,37%	27	0,10%
73	Hochelaga	24 216	-2,28%	24 596	-1,56%	380	1,57%
74	Louis-Riel	22 640	-8,64%	22 106	-11,53%	-534	-2,36%
	TOTAL	99 125		99 947		822	0,83%
MONTRÉAL-NORD			µ = 27 105		µ = 26 757		
81	Marie-Clarac	28 706	5,91%	28 405	6,16%	-301	-1,05%
82	Ovide-Clermont	25 504	-5,91%	25 108	-6,16%	-396	-1,55%
	TOTAL	54 210		53 513		-697	-1,29%
OUTREMONT			µ = 3 931		µ = 3 928		
91	Claude-Ryan	3 979	1,21%	4 093	4,20%	114	2,87%
92	Joseph-Beaubien	4 251	8,13%	4 172	6,21%	-79	-1,86%
93	Robert-Bourassa	3 633	-7,59%	3 572	-9,06%	-61	-1,68%
94	Jeanne-Sauvé	3 862	-1,76%	3 875	-1,35%	13	0,34%
	TOTAL	15 725		15 712		-13	-0,08%
PIERREFONDS-ROXBORO			µ = 24 128		µ = 24 146		
101	Bois-de-Liesse	25 380	5,19%	25 297	5,19%	-83	-0,33%
102	Cap-Saint-Jacques	22 875	-5,19%	22 995	-5,19%	120	0,52%
	TOTAL	48 255		48 292		37	0,08%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081		2020 Règlement 20-XXX		Variation - Électeurs 2016-2020	
		ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	ÉLECTEURS	ÉCART-LERM %	Nombre	%
(LE) PLATEAU-MONT-ROYAL			**µ = 22 026**		**µ = 21 663**		
111	Mile-End	21 272	-3,42%	21 024	-2,95%	-248	-1,17%
112	De Lorimier	23 413	6,30%	22 982	6,09%	-431	-1,84%
113	Jeanne-Mance	21 393	-2,87%	20 982	-3,14%	-411	-1,92%
	TOTAL	66 078		64 988		-1 090	-1,65%
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES			**µ = 26 806**		**µ = 26 976**		
121	La Pointe-aux-Prairies	30 818	14,97%	31 454	16,60%	636	2,06%
122	Pointe-aux-Trembles	24 580	-8,31%	24 395	-9,57%	-185	-0,75%
123	Rivière-des-Prairies	25 021	-6,66%	25 080	-7,03%	59	0,24%
	TOTAL	80 419		80 929		510	0,63%
ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE			**µ = 24 768**		**µ = 25 033**		
131	Saint-Édouard	25 648	3,56%	25 770	2,95%	122	0,48%
132	Étienne-Desmarteau	23 523	-5,02%	23 257	-7,09%	-266	-1,13%
133	Vieux-Rosemont	26 536	7,14%	27 857	11,28%	1 321	4,98%
134	Marie-Victorin	23 363	-5,67%	23 247	-7,13%	-116	-0,50%
	TOTAL	99 070		100 131		1 061	1,07%
SAINT-LAURENT			**µ = 31 173**		**µ = 30 920**		
141	Côte-de-Liesse	32 920	5,60%	33 732	9,09%	812	2,47%
142	Norman-McClaren	29 426	-5,60%	28 108	-9,09%	-1 318	-4,48%
	TOTAL	62 346		61 840		-506	-0,81%
SAINT-LÉONARD			**µ = 25 297**		**µ = 25 570**		
151	Saint-Léonard-Est	21 954	-13,21%	21 853	-14,53%	-101	-0,46%
152	Saint-Léonard-Ouest	28 639	13,21%	29 286	14,53%	647	2,26%
	TOTAL	50 593		51 139		546	1,08%

APRÈS AJUSTEMENT	
26 869	-0,40%
26 622	-1,31%
27 438	1,71%

DISTRICTS ÉLECTORAUX: COMPARATIF 2016-2020

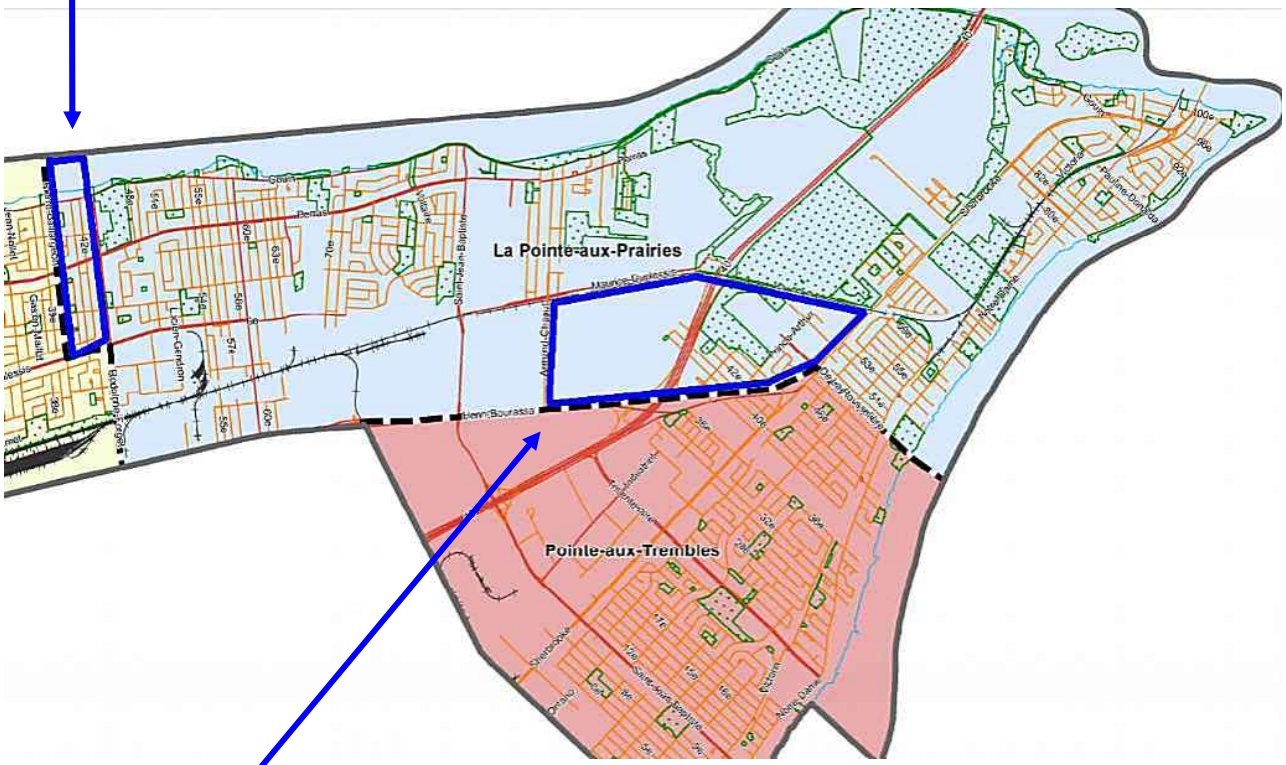
No	DISTRICTS	2016 Règlement 16-081 ÉLECTEURS	2016 Règlement 16-081 ÉCART-LERM %	2020 Règlement 20-XXX ÉLECTEURS	2020 Règlement 20-XXX ÉCART-LERM %	Variation - Électeurs 2016-2020 Nombre	Variation - Électeurs 2016-2020 %
(LE) SUD-OUEST			**µ = 27 281**		**µ = 28 422**		
161	Saint-Henri—Petite-Bourgogne —Pointe-Saint-Charles	29 271	7,29%	32 066	12,82%	2 795	9,55%
162	Saint-Paul–Émard	25 291	-7,29%	24 778	-12,82%	-513	-2,03%
	TOTAL	54 562		56 844		2 282	4,18%
VERDUN			**µ = 24 784**		**µ = 24 846**		
171	Champlain–L'Île-des-Sœurs	26 973	8,83%	27 362	10,13%	389	1,44%
172	Desmarchais-Crawford	22 594	-8,83%	22 329	-10,13%	-265	-1,17%
	TOTAL	49 567		49 691		124	0,25%
VILLE-MARIE			**µ = 19 243**		**µ = 19 752**		
181	Peter-McGill	18 347	-4,65%	19 202	-2,78%	855	4,66%
182	Saint-Jacques	20 958	8,91%	21 732	10,03%	774	3,69%
183	Sainte-Marie	18 423	-4,26%	18 321	-7,24%	-102	-0,55%
	TOTAL	57 728		59 255		1 527	2,65%
VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION			**µ = 22 574**		**µ = 22 273**		
191	Saint-Michel	22 230	-1,52%	21 796	-2,14%	-434	-1,95%
192	François-Perrault	22 798	0,99%	22 690	1,87%	-108	-0,47%
193	Villeray	24 499	8,53%	24 271	8,97%	-228	-0,93%
194	Parc-Extension	20 768	-8,00%	20 335	-8,70%	-433	-2,08%
	TOTAL 22 574	90 295		89 092		-1 203	-1,33%
TOTAL 58 DISTRICTS ÉLECTORAUX ET 19 ARRONDISSEMENTS		**1 146 452**		**1 148 619**		**2 167**	**0,19%**

Modification des limites requises: Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles

Élection Montréal

Limite ajustée avec RDP

(boulevard Rodolphe-Forget au complet)



Limite ajustée avec PAT

(bloc transféré à l'est de l'avenue Armand-Chaput – jusqu'au chemin de fer – et au sud du boulevard Maurice-Duplessis)

RECOMMANDATION

ACTUEL (2016)

Pointe-aux-Prairies :	16,60 %
Pointe-aux-Trembles :	-9,57 %
Rivière-des-Prairies :	-7,03 %

APRÈS AJUSTEMENTS

Pointe-aux-Prairies :	-0,4 %
Pointe-aux-Trembles :	-1,31 %
Rivière-des-Prairies :	1,71 %

AJUSTEMENTS RECOMMANDÉS

1- Détacher du district de Pointe-aux-Prairies le bloc situé à l'ouest du boulevard Rodolphe-Forget (2 358 électeurs) afin de le rattacher au district de Rivière-des-Prairies

2- Détacher du district de Pointe-aux-Prairies un bloc à l'est de l'Avenue Armand-Chaput et au sud du boulevard Maurice-Duplessis (2 227 électeurs) afin de le rattacher au district de Pointe-aux-Trembles

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES DISTRICTS ÉLECTORAUX

Vu le Chapitre III du Titre I de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (RLRQ, chapitre E-2.2);

Vu les articles 10, 14, 16, 17, 38, 39 et 41.1 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le Décret 645-2005 du 23 juin 2005, concernant la division en arrondissements et en districts électoraux du territoire de la Ville de Montréal et la composition des conseils d'arrondissement;

Vu les articles 24 et 25 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal (2008, chapitre 19);

Vu l'article 149 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique (2016, chapitre 17);

À l'assemblée du _____, le conseil municipal décrète :

1. La délimitation et la dénomination des districts électoraux établies par le présent règlement s'appliquent aux fins de l'élection générale de 2021, et de toute élection partielle tenue avant l'élection générale de 2025.

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, le centre des voies de circulation et des démarcations indiquées constitue la ligne médiane et la limite effective de celles-ci.

3. Le territoire de la Ville de Montréal étant divisé en 58 districts électoraux répartis dans les 19 arrondissements, la délimitation, la dénomination et le nombre d'électeurs pour chacun de ces districts électoraux sont établis de la manière suivante :

ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE ***88 667 électeurs***

District électoral du Sault-au-Récollet ***20 742 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la voie ferrée longeant la rue de Louvain Est, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Péloquin, cette dernière avenue, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Saint-Charles et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Sulpice ***23 814 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue de Louvain Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, l'avenue du Bois-de-Boulogne, la rue Arthur-Lismer et son prolongement en direction nord-est, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, la rue Sauvé Ouest, la rue Clark et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ahuntsic ***22 559 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Charles et de la rue de Port-Royal Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue de Port-Royal Est, l'avenue Péloquin et son prolongement en direction sud-est, la voie ferrée longeant la rue de Port-Royal Est, le prolongement en direction sud-est de la rue Clark, cette dernière rue, la rue Sauvé Ouest, la voie ferrée longeant la rue René-Bauset, le prolongement en direction nord-est de la rue Arthur-Lismer, cette dernière rue, l'avenue du Bois-de-Boulogne, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, le boulevard de l'Acadie et son prolongement en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Saint-Charles, cette dernière avenue, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Bordeaux-Cartierville ***21 552 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pasteur et du boulevard de l'Acadie; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard de l'Acadie, le boulevard Henri-Bourassa Ouest, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest du boulevard de l'Acadie, ce dernier boulevard, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'ANJOU ***29 701 électeurs***

District électoral de l'Ouest ***9 759 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Métropolitaine (40), l'autoroute 25, la rue Saint-Zotique, le boulevard des Galeries-d'Anjou, la rue Beaubien, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de l'Est ***8 861 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Louis-H.-La Fontaine, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Roi-René, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Centre ***11 081 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et du boulevard Roi-René; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Roi-René, le boulevard Wilfrid-Pelletier, le boulevard Joseph-Renaud, le boulevard Yves-Prévost, le boulevard Louis-H.-La Fontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, la rue Beaubien, le boulevard des Galeries-d'Anjou, la rue Saint-Zotique, l'autoroute 25, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES–NOTRE-DAME-DE-GRÂCE ***99 565 électeurs***

District électoral de Darlington ***17 909 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue de Vimy et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Decelles, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Victoria, la rue Jean-Talon Ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Côte-des-Neiges ***17 681 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et est de l'arrondissement (servant partiellement de limite

municipale avec Westmount), l'avenue Victoria, l'avenue Dornal, l'avenue de Westbury, l'avenue Isabella, l'avenue de Westbury, l'avenue Saint-Kevin, l'avenue Victoria, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Decelles, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Snowdon ***20 168 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Jean-Talon Ouest et de l'avenue Victoria; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Victoria, l'avenue Saint-Kevin, l'avenue de Westbury, l'avenue Isabella, l'avenue de Westbury, l'avenue Dornal, l'avenue Victoria, la limite nord-est de l'arrondissement (servant partiellement de limite municipale avec Westmount), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), le chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite d'arrondissement (servant également de limite municipale avec les villes de Hamstead, Côte-Saint-Luc et Mont-Royal), la rue Jean-Talon Ouest, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Notre-Dame-de-Grâce ***21 929 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Notre-Dame-de-Grâce et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est du Grand Boulevard, ce dernier boulevard, la rue de Terrebonne, l'avenue Madison, l'avenue Biermans, l'avenue de Kensington, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le chemin de la Côte-Saint-Luc, l'autoroute Décarie (15), la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc, la limite nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Loyola ***21 878 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Fielding et de l'avenue de Kensington; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue de Kensington et son prolongement en direction sud-est, l'avenue Biermans, l'avenue Madison, la rue de Terrebonne, le Grand Boulevard et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Kensington, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LACHINE ***32 091 électeurs***

District électoral du Canal ***11 642 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud de la 32e Avenue, cette dernière avenue, la rue Notre-Dame, la 32e Avenue, la rue Victoria, la 32e Avenue, la rue Saint-Antoine et son prolongement en direction est, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-

V et son prolongement en direction nord, l'autoroute 20, l'autoroute Chomedey (13), la limite nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de J.-Émery-Provost ***10 239 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la 1re Avenue et de l'autoroute 20; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'autoroute 20, le prolongement en direction nord de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté est de l'avenue George-V, cette dernière limite, le prolongement en direction est de la rue Saint-Antoine, cette dernière rue, la 32e Avenue, l'autoroute 20, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Fort-Rolland ***10 210 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin de la Côte-de-Liesse et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'autoroute Chomedey (13), l'autoroute 20, la 32e Avenue, la rue Victoria, la 32e Avenue, la rue Notre-Dame, la 32e Avenue et son prolongement en direction sud, les limites sud, ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE LASALLE ***53 359 électeurs***

District électoral du Sault-Saint-Louis ***26 929 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Saint-Patrick et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, est et sud de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-ouest de la 80e Avenue, cette dernière avenue, la rue Airlie, le boulevard De La Vérendrye, l'avenue Dollard, la rue Jean-Brillon, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Cecil-P.-Newman ***26 430 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Dollard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Lapierre, la rue Saint-Patrick, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Lapierre, la rue Jean-Brillon, l'avenue Dollard, le boulevard De La Vérendrye, la rue Airlie, la 80e Avenue et son prolongement en direction sud-ouest, les limites sud et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE L'ÎLE-BIZARD–SAINTE-GENEVIÈVE ***13 863 électeurs***

District électoral de Pierre-Foretier ***4 170 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest et sud-est de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard, le boulevard Jacques-Bizard, la rue Cherrier, la rue Pierre-Boileau, la rue Jules-Janvril, le boulevard Chèvremont, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.-O.-Nantel, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, le chemin du Bord-du-Lac, la rue Roussin, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Denis-Benjamin-Viger ***3 811 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Roussin et du chemin du Bord-du-Lac; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, le chemin du Bord-du-Lac, la limite ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord du croissant Thibaudeau, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Bastien, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-ouest de la rue Lavigne, la limite sud du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saulnier, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté sud-ouest de la rue Saint-Malo Ouest, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue J.O.-Nantel, le boulevard Chèvremont, la rue Jules-Janvril, la rue Pierre-Boileau, la rue Cherrier, le boulevard Jacques-Bizard, le boulevard Chèvremont, la montée de l'Église, le chemin North Ridge, le prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin du Bord-du-Lac, la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret et le prolongement de cette dernière limite en direction nord-ouest, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest du parc du Bois-de-l'Île-Bizard, la rue Roussin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jacques-Bizard ***3 233 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du chemin North Ridge et de la montée de l'Église; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la montée de l'Église, le boulevard Chèvremont, le boulevard Jacques-Bizard, les limites sud-est et nord-ouest de l'arrondissement sur le rivage de l'île Bizard incluant l'île Mercier, le prolongement en direction nord-ouest de la limite arrière des propriétés

ayant front sur le côté nord-est de l'avenue Théoret, cette dernière limite, le chemin du Bord-du-Lac, le prolongement en direction sud-est de la limite arrière des propriétés ayant front sur le côté nord-est de la rue Fournier Ouest, le chemin North Ridge, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Geneviève ***2 649 électeurs***

Ce district est constitué du territoire composant l'ancienne Ville de Sainte-Geneviève.

ARRONDISSEMENT DE MERCIER–HOCHELAGA-MAISONNEUVE ***99 947 électeurs***

District électoral de Tétreaultville ***27 415 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bellerive et de la limite est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction nord-ouest, l'avenue Souligny, la rue Saint-Émile, la rue Hochelaga, la rue Liébert, la rue Sherbrooke Est, l'autoroute 25, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Maisonneuve–Longue-Pointe ***25 830 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et de la rue Liébert; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue Liébert, la rue Hochelaga, la rue Saint-Émile, l'avenue Souligny, le prolongement en direction nord-ouest de la rue Liébert, cette dernière rue et son prolongement en direction sud-est, la limite sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Morgan, cette dernière avenue, la rue Ontario Est, l'avenue Bennett, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Beauclerk, la rue Sherbrooke Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Hochelaga ***24 596 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Adam et de l'avenue Morgan; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Morgan et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la rue Viau, l'avenue Pierre-De Coubertin, l'avenue Bennett, la rue Ontario Est, l'avenue Morgan, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Louis-Riel ***22 106 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute 25 et de la rue Sherbrooke Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Sherbrooke Est, la rue Beauclerk, l'avenue Pierre-De Coubertin, la rue Viau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute 25, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE MONTRÉAL-NORD ***53 513 électeurs***

District électoral de Marie-Clarac ***28 405 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de l'avenue Alfred; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Alfred, la rue d'Amiens, l'avenue Brunet et son prolongement en direction sud-est, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Alfred, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Ovide-Clermont ***25 108 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Brunet, cette dernière avenue, la rue d'Amiens, l'avenue Alfred et son prolongement en direction nord-ouest, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT D'OUTREMONT ***15 712 électeurs***

District électoral de Claude-Ryan ***4 093 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Van Horne et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Laurier, l'avenue de l'Épée, le boulevard Saint-Joseph, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Laurier, l'avenue Bloomfield, l'avenue Van Horne, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Joseph-Beaubien ***4 172 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Atlantic et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la limite nord-est de l'arrondissement, l'avenue Van Horne, l'avenue Bloomfield, l'avenue Laurier, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue McEachran, l'avenue Ducharme, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, la voie ferrée longeant l'avenue Ducharme, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Robert-Bourassa ***3 572 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue de Vimy, l'avenue Kelvin, l'avenue Saint-Germain, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, le

boulevard Saint-Joseph, l'avenue de l'Épée, l'avenue Laurier, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Sauvé ***3 875 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Champagneur et de l'avenue Ducharme; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'avenue Ducharme, l'avenue McEachran, le chemin de la Côte-Sainte-Catherine, l'avenue Saint-Germain, l'avenue Kelvin, l'avenue de Vimy, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la voie ferrée longeant le chemin Bates, le prolongement en direction nord-ouest de l'avenue Bloomfield, l'avenue Ducharme, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE PIERREFONDS-ROXBORO ***48 292 électeurs***

District électoral du Bois-de-Liesse ***25 297 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Chomedey (13) et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord-ouest, nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue René-Émard, le chemin de la Rive-Boisée, la rue Marceau, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Cap-Saint-Jacques ***22 995 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Jacques-Bizard et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Marceau, le chemin de la Rive-Boisée, la rue René-Émard, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL ***64 988 électeurs***

District électoral de Mile-End ***21 024 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue Laurier Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Mont-Royal Est, l'avenue du Mont-Royal Ouest, les limites sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717, rue Saint-Grégoire, la rue Pauline-Julien, la rue De Brébeuf, l'avenue Laurier Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de De Lorimier ***22 982 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers l'est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, l'avenue

du Parc-La Fontaine, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue Laurier Est, la rue De Brébeuf, la rue Pauline-Julien, la limite nord-ouest des propriétés sises aux 1661 et 1717, rue Saint-Grégoire, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Jeanne-Mance ***20 982 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'avenue du Mont-Royal Est et de l'avenue Christophe-Colomb; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Christophe-Colomb, l'avenue du Parc-La Fontaine, les limites sud-est et sud-ouest de l'arrondissement, l'avenue du Mont-Royal Ouest, l'avenue du Mont-Royal Est, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE RIVIÈRE-DES-PRAIRIES–POINTE-AUX-TREMBLES ***80 929 électeurs***

District électoral de La Pointe-aux-Prairies ***26 869 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Félix-Leclerc (40) et de la limite nord de l'arrondissement dans la rivière des Prairies (pont Charles-de-Gaulle); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le nord-est, les limites nord et est de l'arrondissement dans la rivière des Prairies et le fleuve Saint-Laurent, le prolongement en direction sud-est du boulevard De La Rousselière à travers le parc Clémentine-De-La-Rousselière, ce dernier boulevard, la rue Sherbrooke Est, la voie ferrée traversant le Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies et longeant le boulevard Maurice-Duplessis, l'avenue Armand-Chaput, le boulevard Henri-Bourassa Est, le boulevard Rodolphe-Forget, la limite nord-est du parc Gerry-Roufs et son prolongement en direction nord-ouest dans la rivière des Prairies, les limites nord-ouest et nord de l'arrondissement dans la rivière des Prairies, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Pointe-aux-Trembles ***26 622 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Est et du boulevard De La Rousselière; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard De La Rousselière et son prolongement en direction sud-est à travers le parc Clémentine-De-La-Rousselière, les limites est et sud-est de l'arrondissement dans le fleuve Saint-Laurent puis longeant l'avenue Marien (ville de Montréal-Est), le boulevard Henri-Bourassa Est, l'avenue Armand-Chaput, la voie ferrée longeant le boulevard Maurice-Duplessis et traversant le Parc-nature de la Pointe-aux-Prairies, la rue Sherbrooke Est, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Rivière-des-Prairies ***27 438 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Gouin Est et du boulevard Rodolphe-Forget; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Rodolphe-Forget, la limite sud-est de l'arrondissement sur le boulevard Henri-Bourassa Est, la limite sud-ouest de l'arrondissement longeant le

CEGEP Marie-Victorin et l'Hôpital Rivière-des-Prairies puis le parc André-Cailloux, la limite nord-ouest de l'arrondissement dans la rivière des Prairies, le prolongement en direction nord-ouest de la limite nord-est du parc Gerry-Roufs, cette dernière limite, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE ROSEMONT–LA PETITE-PATRIE ***100 131 électeurs***

District électoral de Saint-Édouard ***25 770 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Bélanger et de l'avenue Papineau; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Papineau, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral d'Étienne-Desmarteau ***23 257 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de la 16e Avenue; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la 16e Avenue, le boulevard Rosemont, la 13e Avenue, la rue Dandurand, l'avenue Papineau, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral du Vieux-Rosemont ***27 857 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph Est et du boulevard Pie-IX; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Pie-IX, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Dandurand, la 13e Avenue, le boulevard Rosemont, le boulevard Pie-IX, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Marie-Victorin ***23 247 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Rosemont et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Pie-IX, le boulevard Rosemont, la 16e Avenue, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LAURENT ***61 840 électeurs***

District électoral de Côte-de-Liesse ***33 732 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa Ouest et du boulevard Marcel-Laurin, de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Marcel-Laurin, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Décarie, le chemin de la Côte-de-Liesse, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, le boulevard Marcel-Laurin, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Norman-McLaren ***28 108 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection du boulevard de la Côte-Vertu et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le chemin de la Côte-de-Liesse, le boulevard Décarie, le boulevard de la Côte-Vertu, le boulevard Marcel-Laurin, les limites nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE SAINT-LÉONARD ***51 139 électeurs***

District électoral de Saint-Léonard-Est ***21 853 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Pascal-Gagnon et de la limite nord-ouest de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, le boulevard Lacordaire, la limite nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Léonard-Ouest ***29 286 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et du boulevard Lacordaire; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, le boulevard Lacordaire, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DU SUD-OUEST ***56 844 électeurs***

District électoral de Saint-Henri-Est–Petite-Bourgogne–Pointe-Saint-Charles–Griffintown ***32 066 électeurs***

En partant d'un point situé à la triple intersection de la rue Notre-Dame Ouest, du boulevard Robert-Bourassa et de l'autoroute Bonaventure (10); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement (sur l'autoroute Bonaventure (10), le pont Victoria, le fleuve Saint-Laurent, le chenal séparant l'Île-des-Sœurs et l'île de Montréal, la limite nord-est du parc Arthur-Therrien et son prolongement dans l'emprise sud de l'autoroute Décarie (15), l'emprise est de l'avenue Atwater, l'embranchement est de la voie ferrée traversant le canal de Lachine, ce dernier canal, le prolongement en direction sud-est du tronçon sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, cette dernière rue, la rue Saint-Ambroise, la rue De Courcelle, la limite nord-ouest de l'arrondissement (sur l'autoroute Ville-Marie, la limite municipale avec Westmount, la voie ferrée longeant l'autoroute Ville-Marie, la rue Guy et la rue Notre-Dame Ouest), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Paul–Émard–Saint-Henri-Ouest ***24 778 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Ville-Marie (720) et de la rue De Courcelle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue De Courcelle, la rue Saint-Ambroise, le tronçon sud-ouest de la rue du Square-Sir-George-Étienne-Cartier, le prolongement en direction sud-est de cette dernière rue, le canal de Lachine, l'embranchement est de la voie ferrée traversant ce dernier canal, l'emprise est de l'avenue Atwater, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, l'autoroute Ville-Marie (720), et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VERDUN ***49 691 électeurs***

District électoral de Champlain–L'Île-des-Soeurs ***27 362 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Wellington et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et est de l'arrondissement, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, le boulevard LaSalle, la rue Rielle et son prolongement en direction ouest, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également l'Île-des-Sœurs.

District électoral de Desmarchais-Crawford ***22 329 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Rielle et du boulevard LaSalle; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud, le boulevard LaSalle, le prolongement en direction est de la 3e Avenue, les limites est, sud et ouest de l'arrondissement, le prolongement en direction ouest de la rue Rielle, cette dernière rue, et ce, jusqu'au point de départ.

ARRONDISSEMENT DE VILLE-MARIE ***59 255 électeurs***

District électoral de Peter-McGill ***19 202 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Sherbrooke Ouest et de la rue University; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue University, l'autoroute 10, les limites sud-ouest, sud et ouest de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Saint-Jacques ***21 732 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la rue de la Visitation; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, la rue de la Visitation, le boulevard De Maisonneuve Est, l'avenue Papineau et son prolongement en direction sud-est, les limites est et sud-est de l'arrondissement, l'autoroute 10, la rue University, la limite ouest de l'arrondissement, la rue de la Visitation et ce jusqu'au point de départ.

District électoral de Sainte-Marie ***18 321 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Ontario Est et de la limite nord de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord et est de l'arrondissement, le prolongement en direction sud-est de l'avenue Papineau, cette même avenue, le boulevard De Maisonneuve Est, la rue de la Visitation, les limites ouest et nord de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

Ce district comprend également les îles Sainte-Hélène et Notre-Dame.

ARRONDISSEMENT DE VILLERAY–SAINT-MICHEL–PARC-EXTENSION ***89 092 électeurs***

District électoral de Saint-Michel ***21 796 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-est de l'arrondissement et de l'autoroute Métropolitaine (40); de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, l'autoroute Métropolitaine (40), la 1re Avenue, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, l'avenue Papineau, les limites sud-ouest, nord-ouest et nord-est de l'arrondissement, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de François-Perrault ***22 690 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de l'autoroute Métropolitaine (40) et de la limite nord-est de l'arrondissement; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, les limites nord-est et sud-est de l'arrondissement, la rue Garnier, la rue Jarry Est, la rue Fabre, la limite nord-ouest de l'arrondissement, l'avenue Papineau, la rue Tillemont, l'avenue De Lorimier, la rue Tillemont, la 1re Avenue, l'autoroute Métropolitaine (40), et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Villeray ***24 271 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la rue Fabre et de la rue Jarry Est; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-ouest, la rue Jarry Est, la rue Garnier, la limite sud-est de l'arrondissement, l'avenue Casgrain, la limite nord-ouest de l'arrondissement, la rue Fabre, et ce, jusqu'au point de départ.

District électoral de Parc-Extension ***20 335 électeurs***

En partant d'un point situé à l'intersection de la limite nord-ouest de l'arrondissement et de l'avenue Casgrain; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes : vers le sud-est, l'avenue Casgrain, les limites sud-est, sud-ouest et nord-ouest de l'arrondissement, et ce jusqu'au point de départ.

4. Ces districts électoraux sont reproduits à la carte figurant à l'annexe « A » du présent règlement.

5. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi à la suite de l'approbation reçue de la Commission de la représentation électorale.

ANNEXE A
CARTOGRAPHIE DES DISTRICTS ÉLECTORAUX

_____

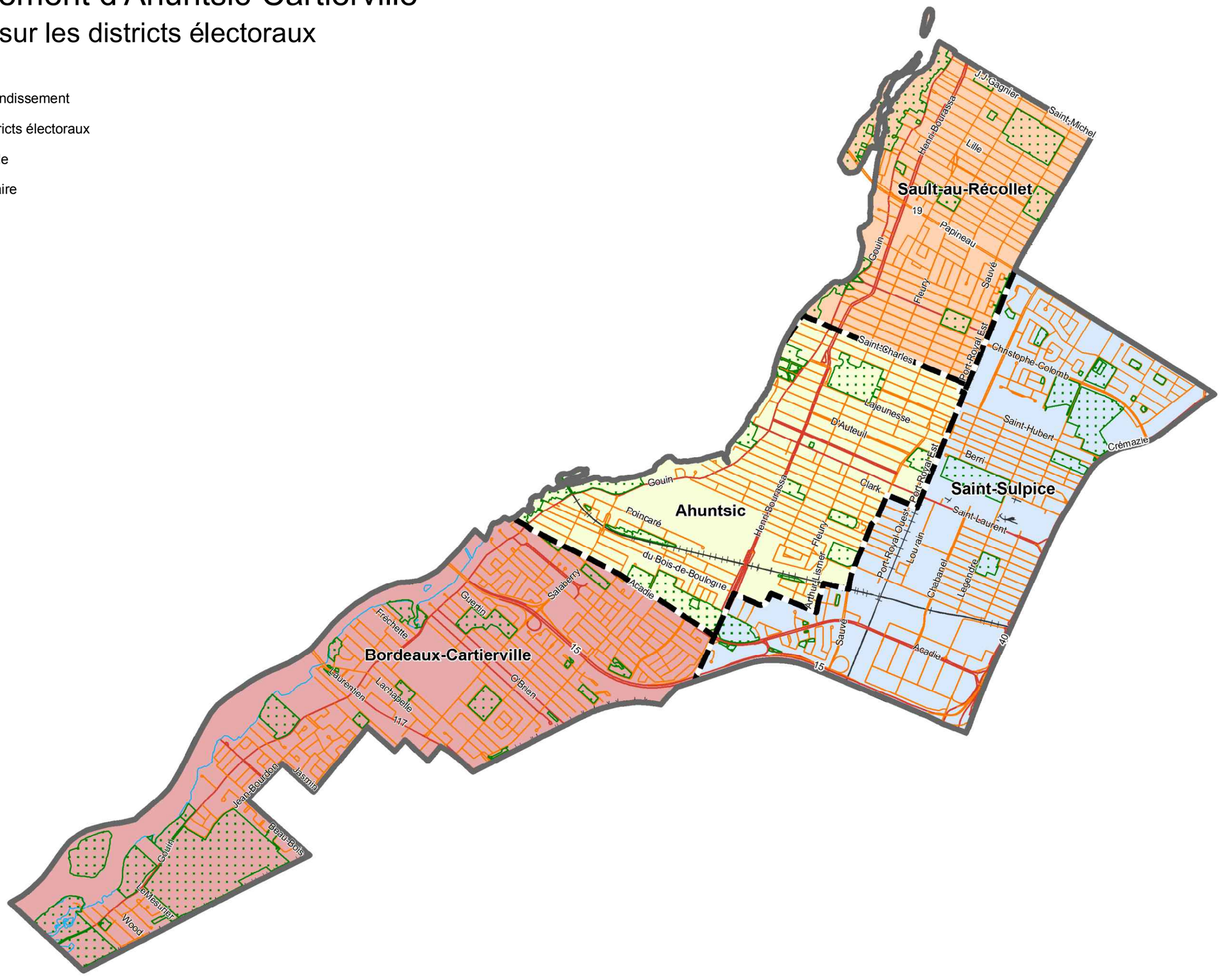
Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville (édifice Lucien-Saulnier) et publié dans *Le Journal de Montréal* le xxx 2020.

GDD 1203430001

Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 36 000

0 500 1 000 m

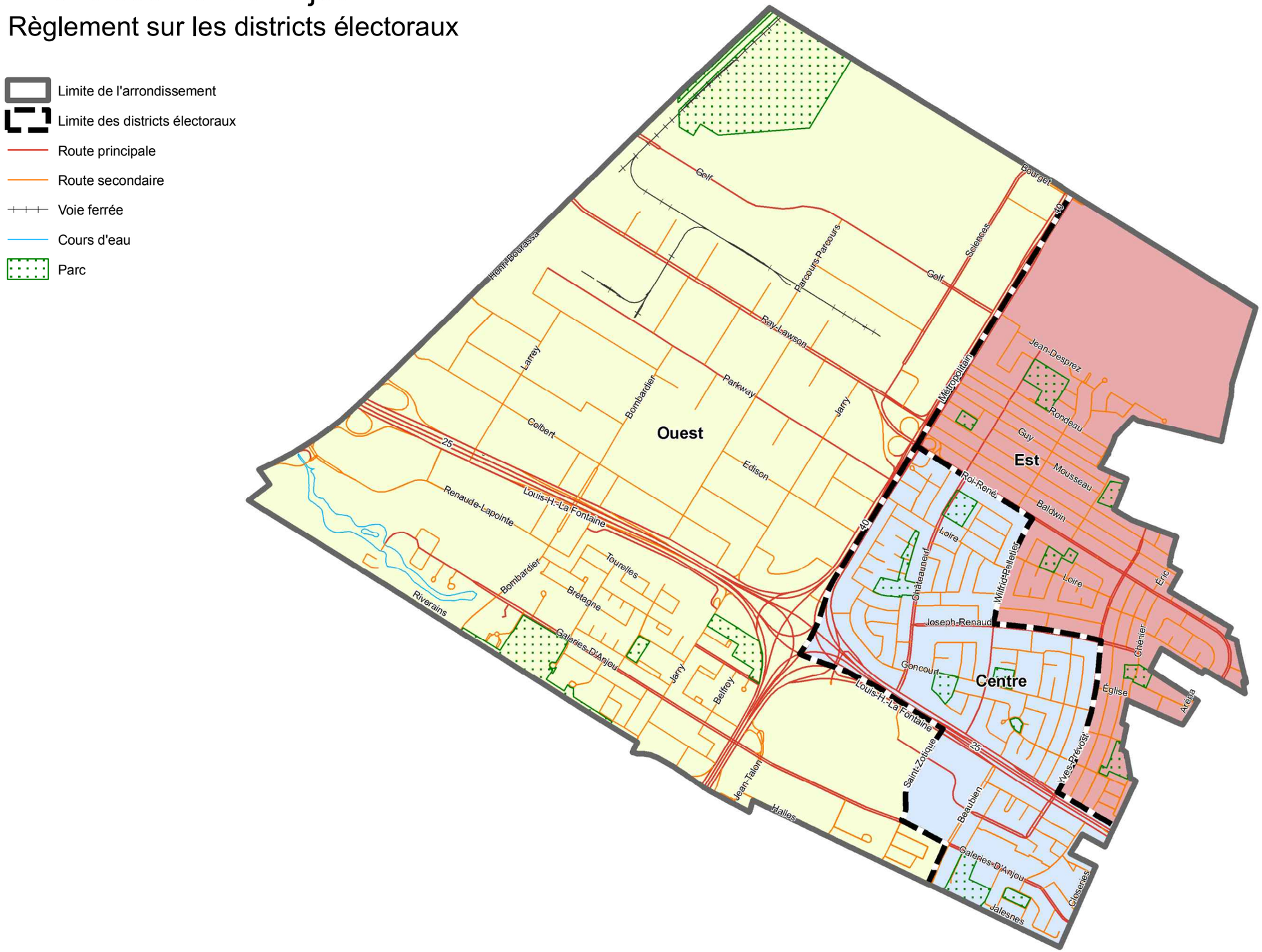
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement d'Anjou

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 20 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

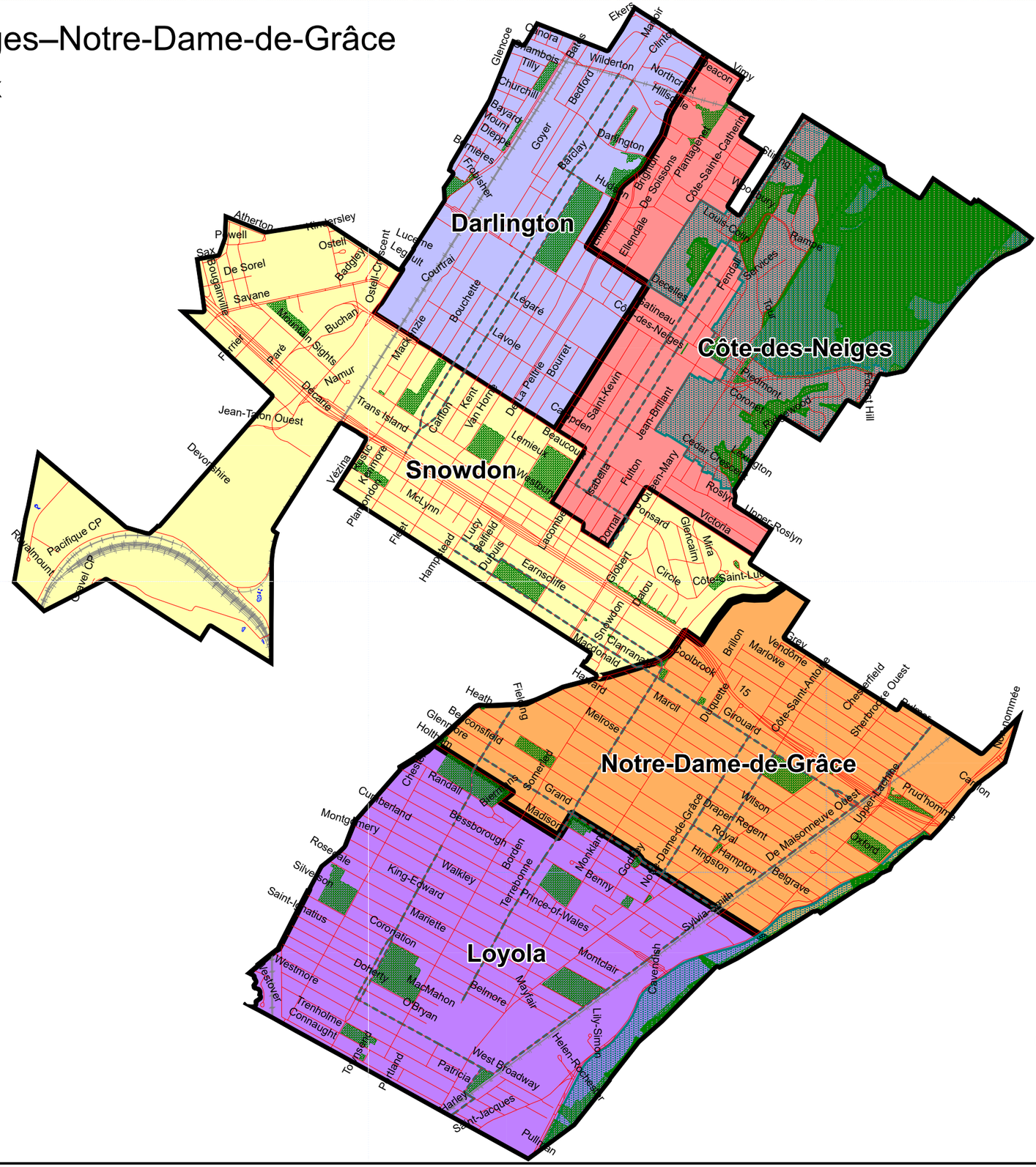
FORMAT 11x17

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Règlement sur les districts électoraux

Légende:

- Limite des districts
- Voie de circulation
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle: 1:27 000

0 500 1000

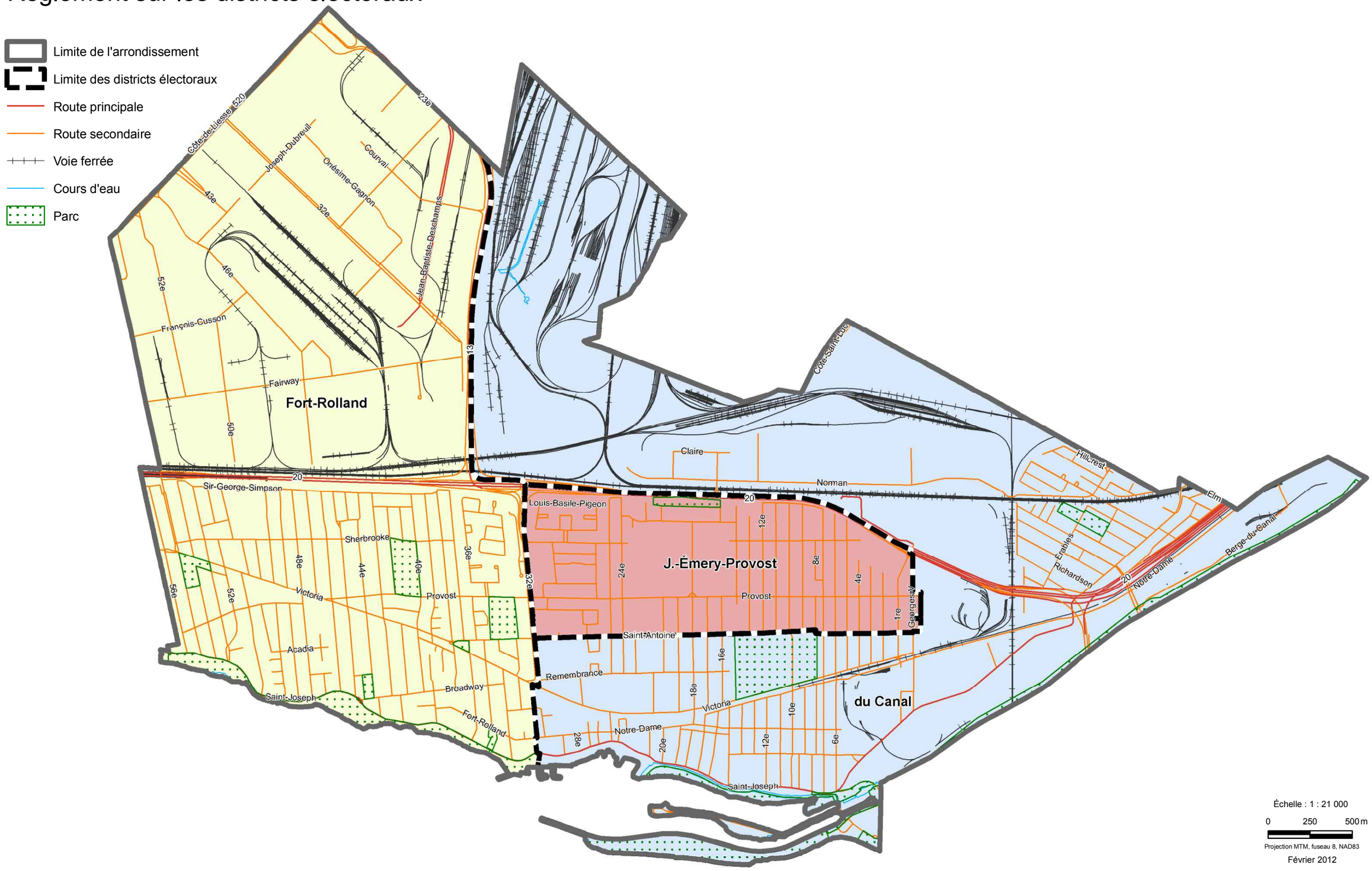
Mètres

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Novembre 2016

Arrondissement de Lachine

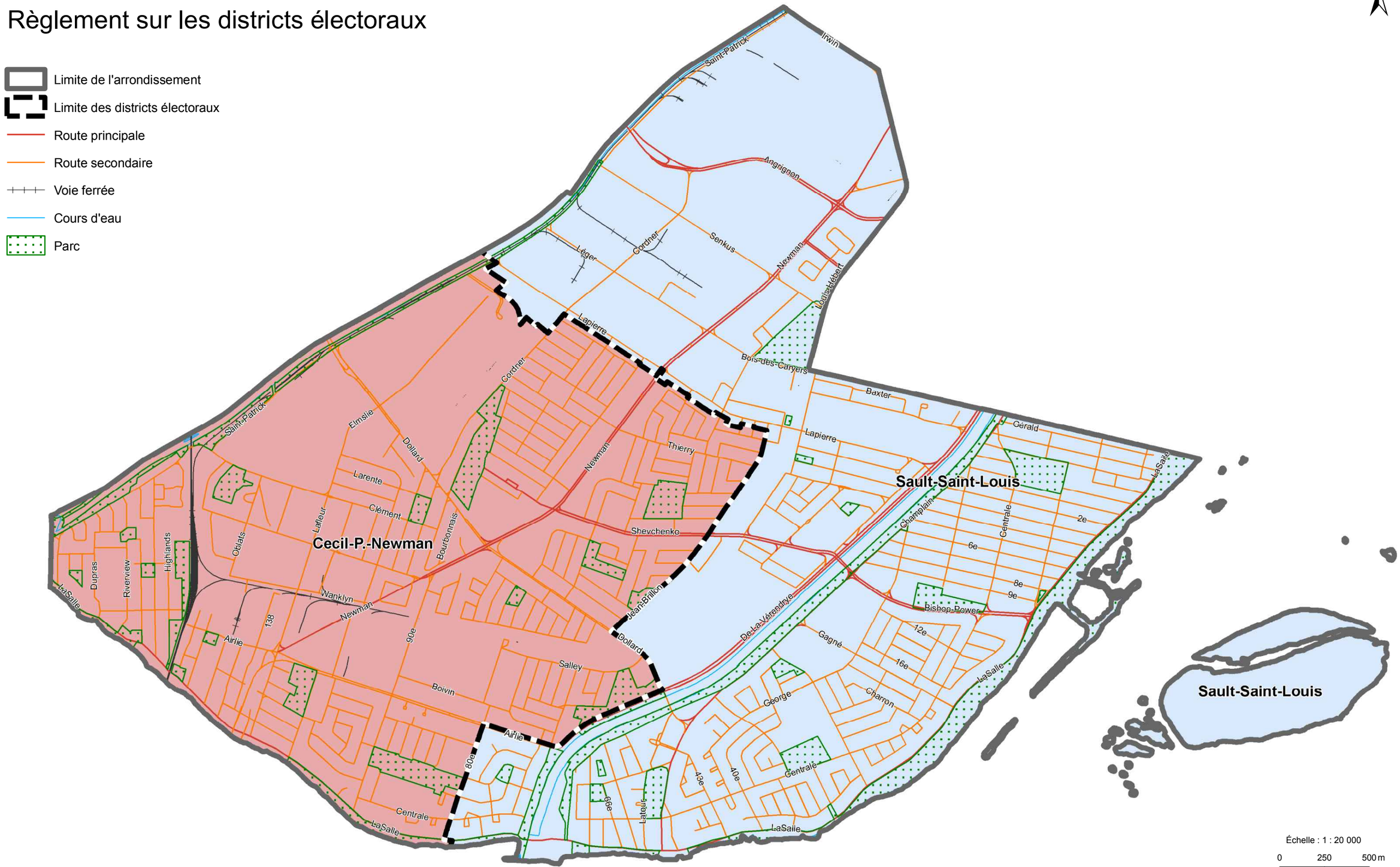
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de LaSalle

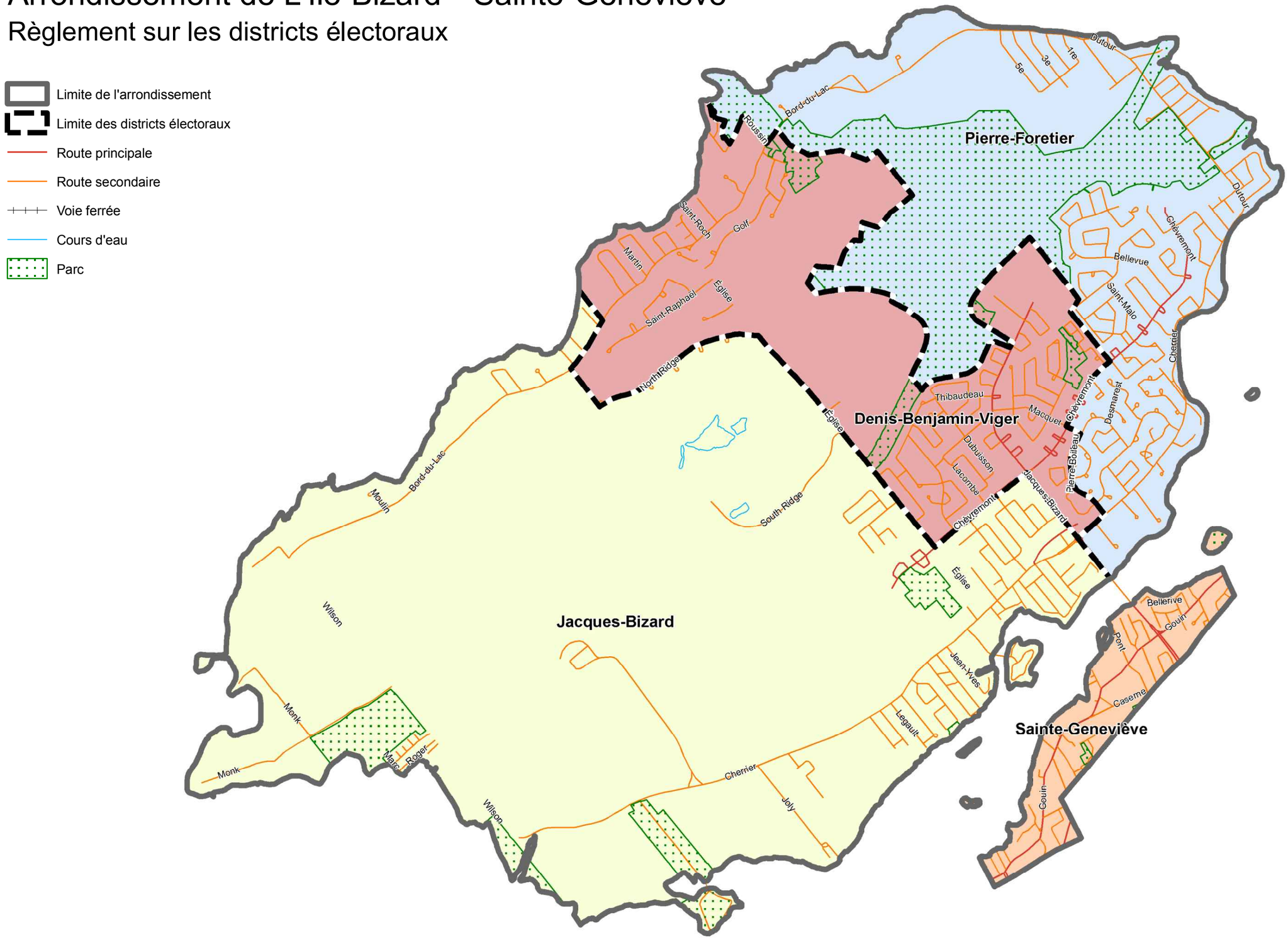
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement de L'Île-Bizard—Sainte-Geneviève

Règlement sur les districts électoraux

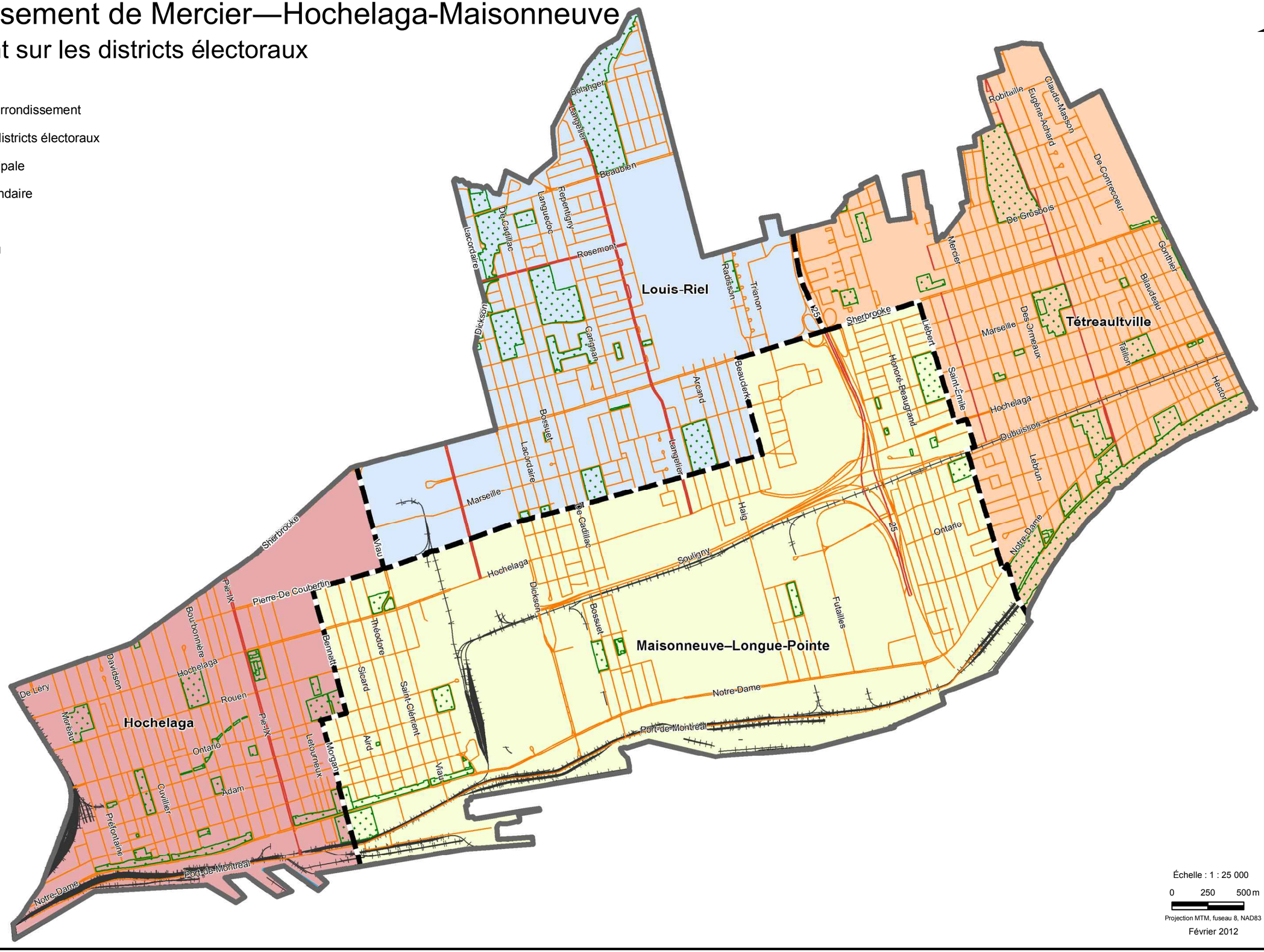


FORMAT 11x17

Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 25 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

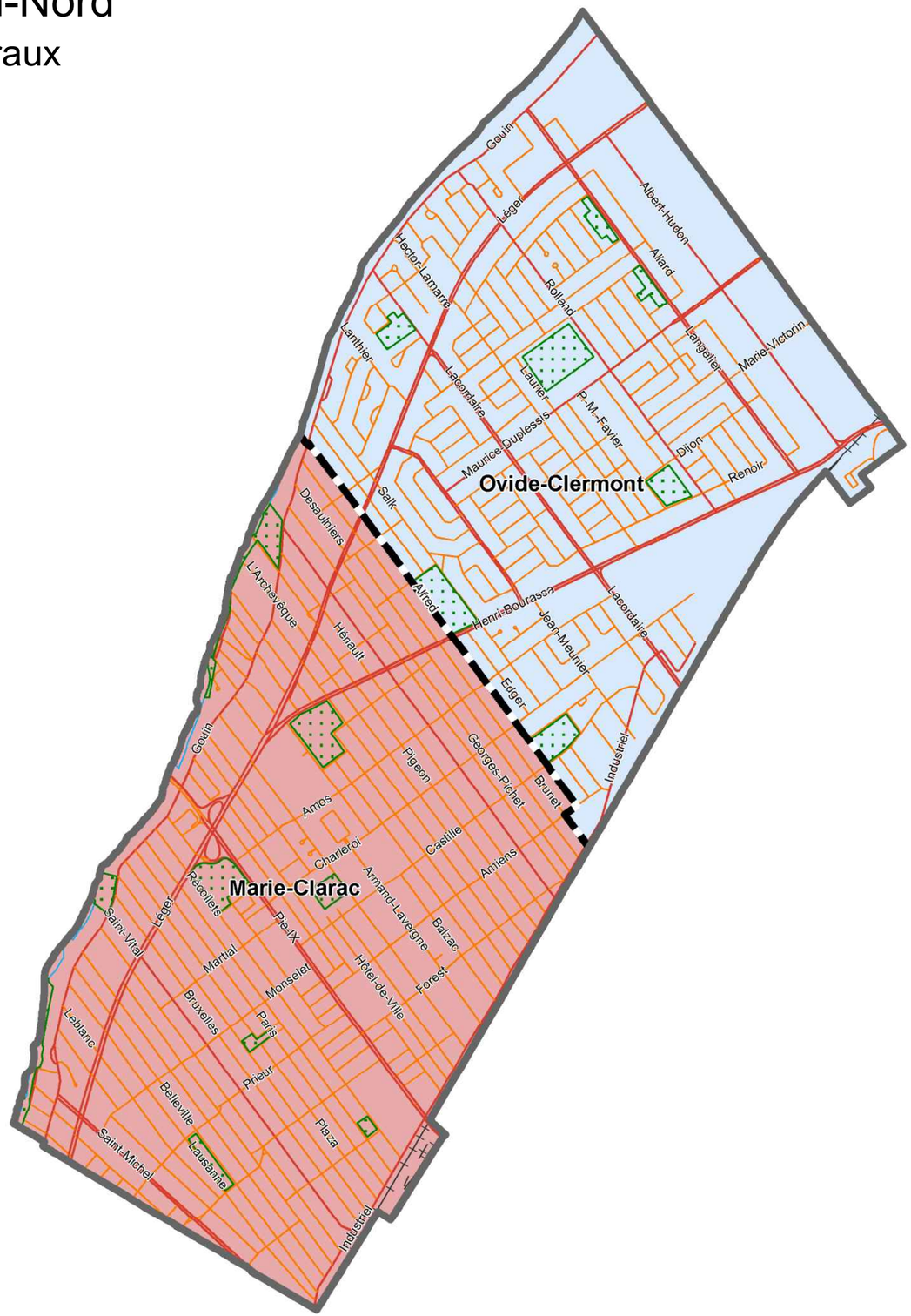
Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Montréal-Nord

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 24 000

0 250 500 m

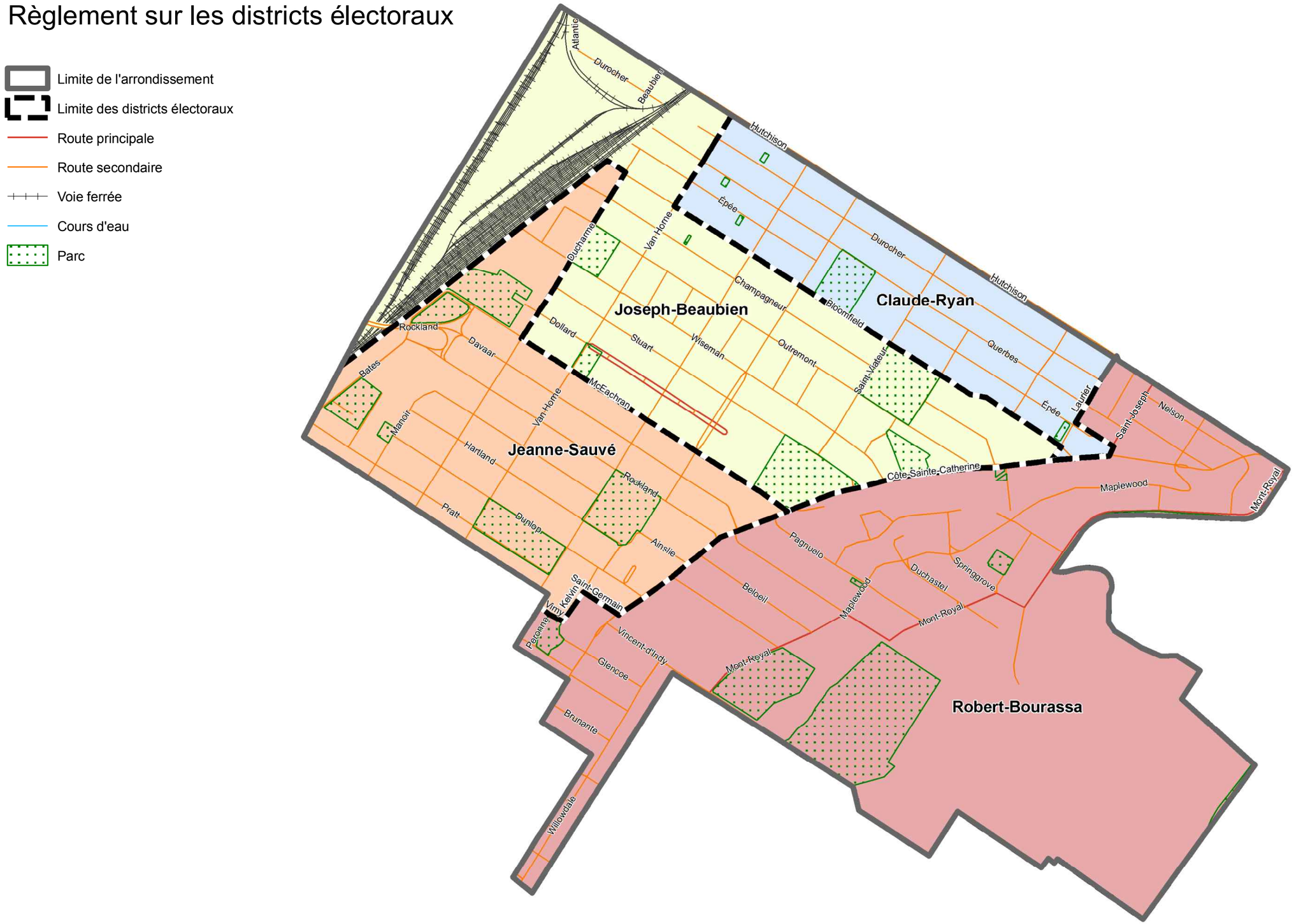
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement d'Outremont

Règlement sur les districts électoraux

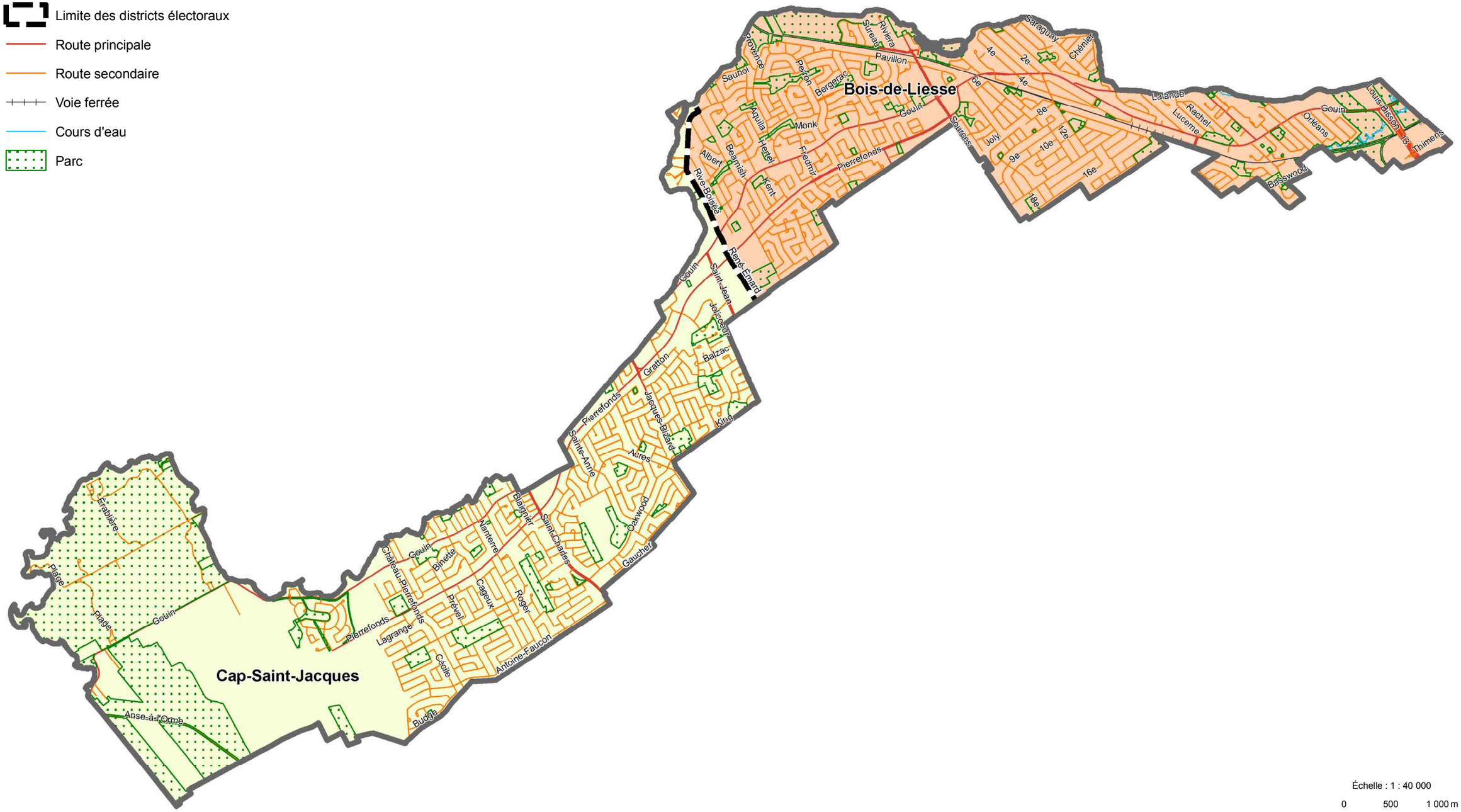


FORMAT 11x17

Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 40 000

0 500 1 000 m

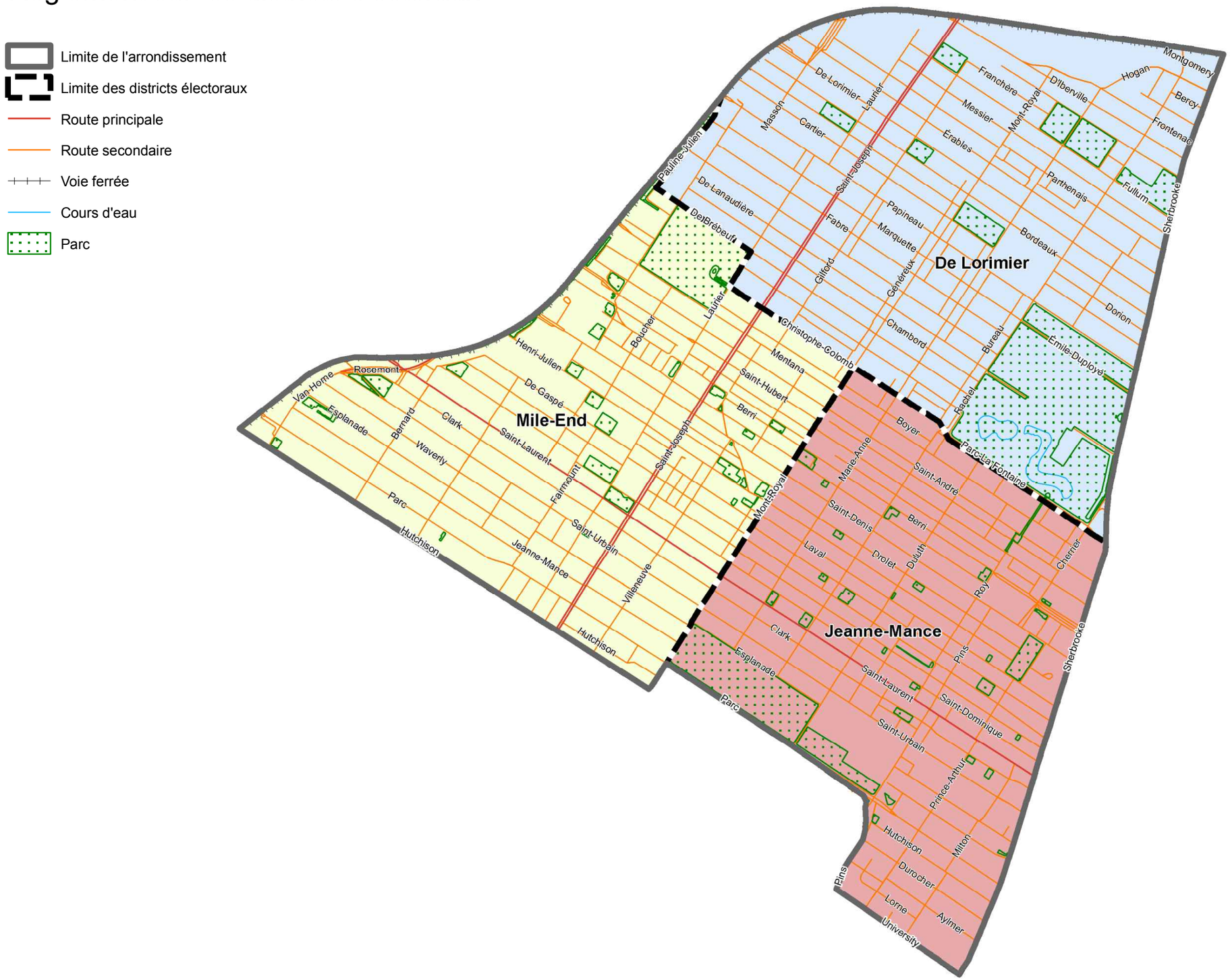
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement du Plateau-Mont-Royal

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 17 000

0 250 500 m

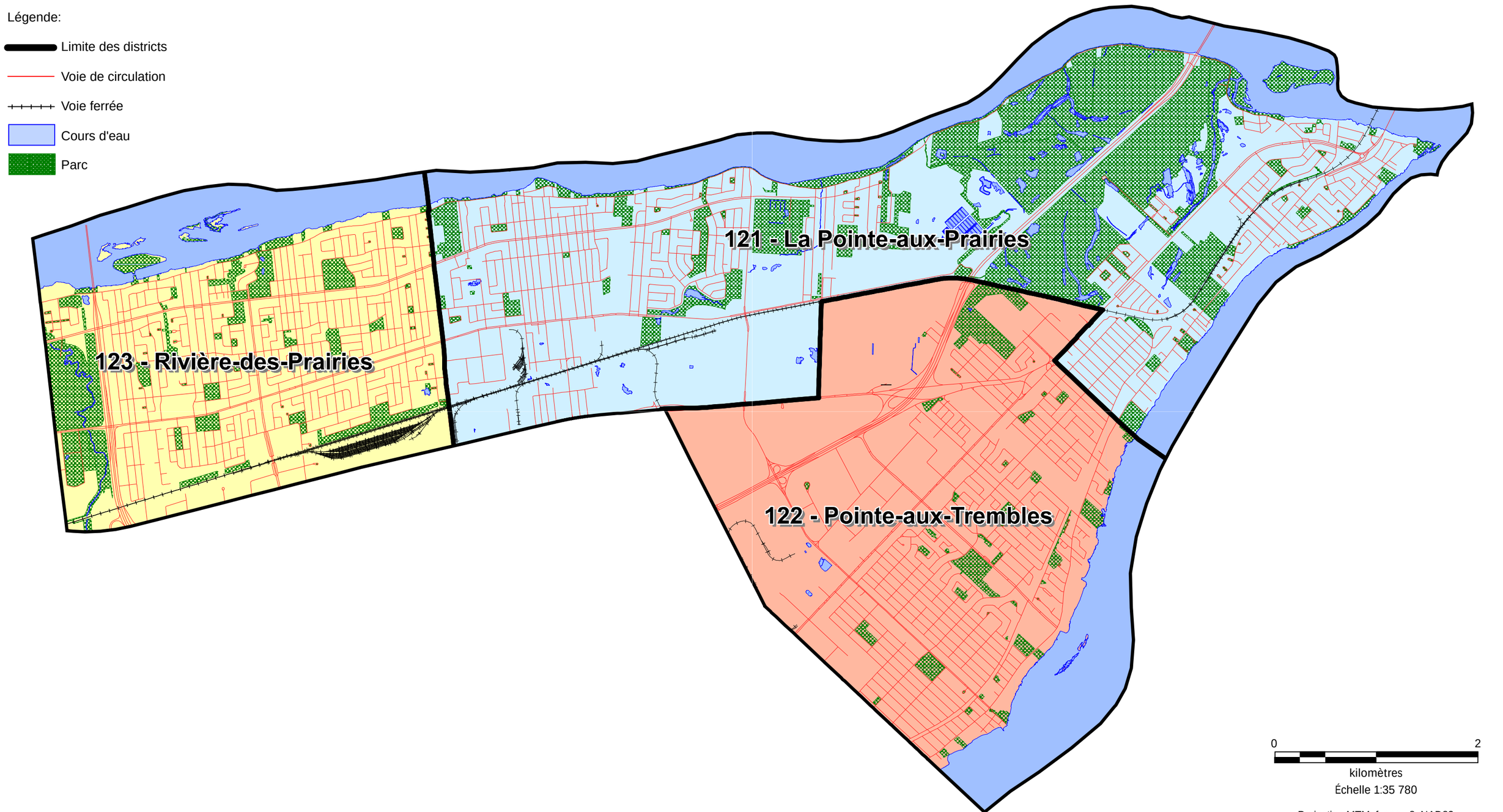
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Rivière-des-Prairies—Pointe-aux-Trembles

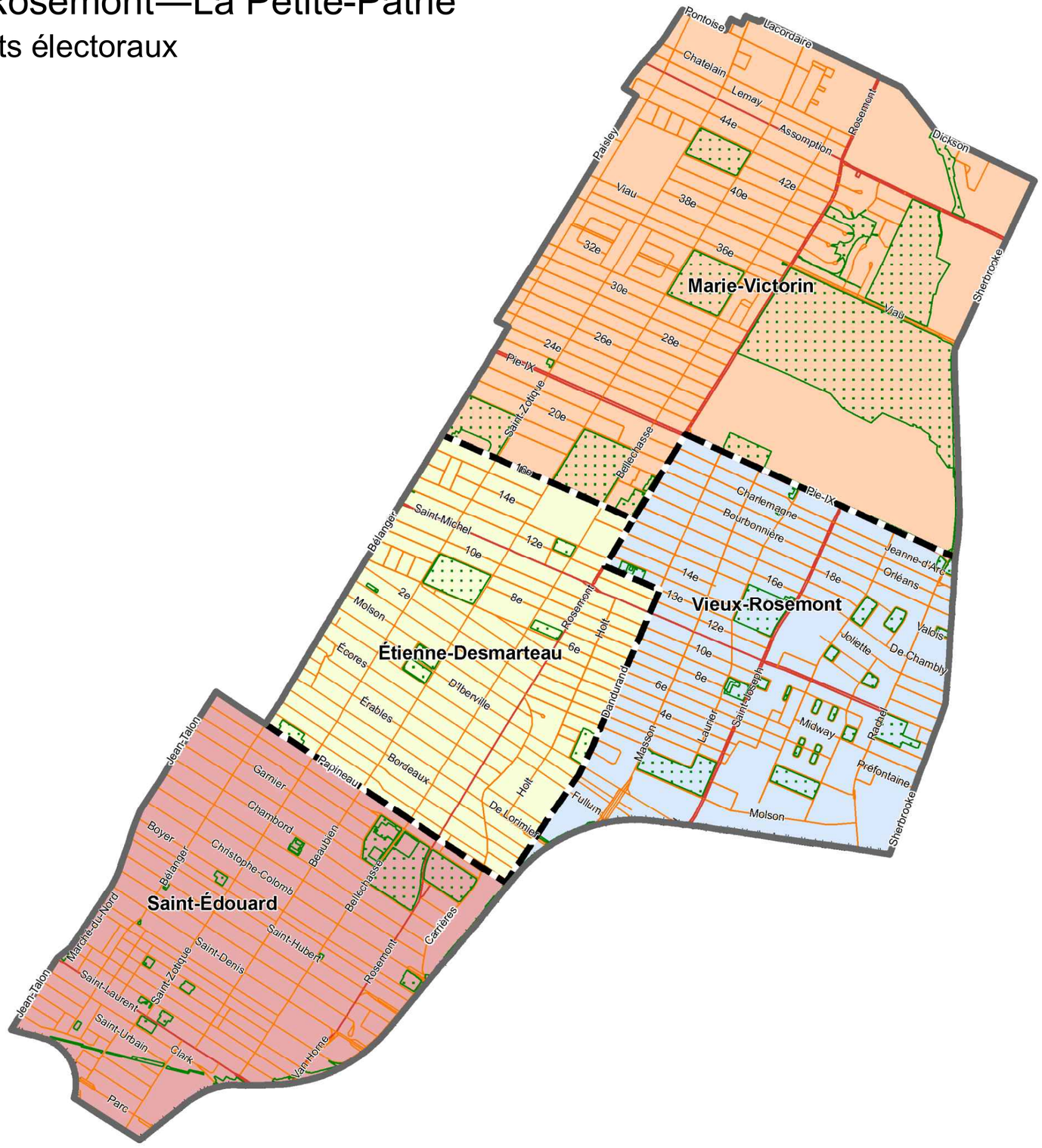
Règlement sur les districts électoraux



Arrondissement de Rosemont—La Petite-Patrie

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 25 000

0 250 500 m

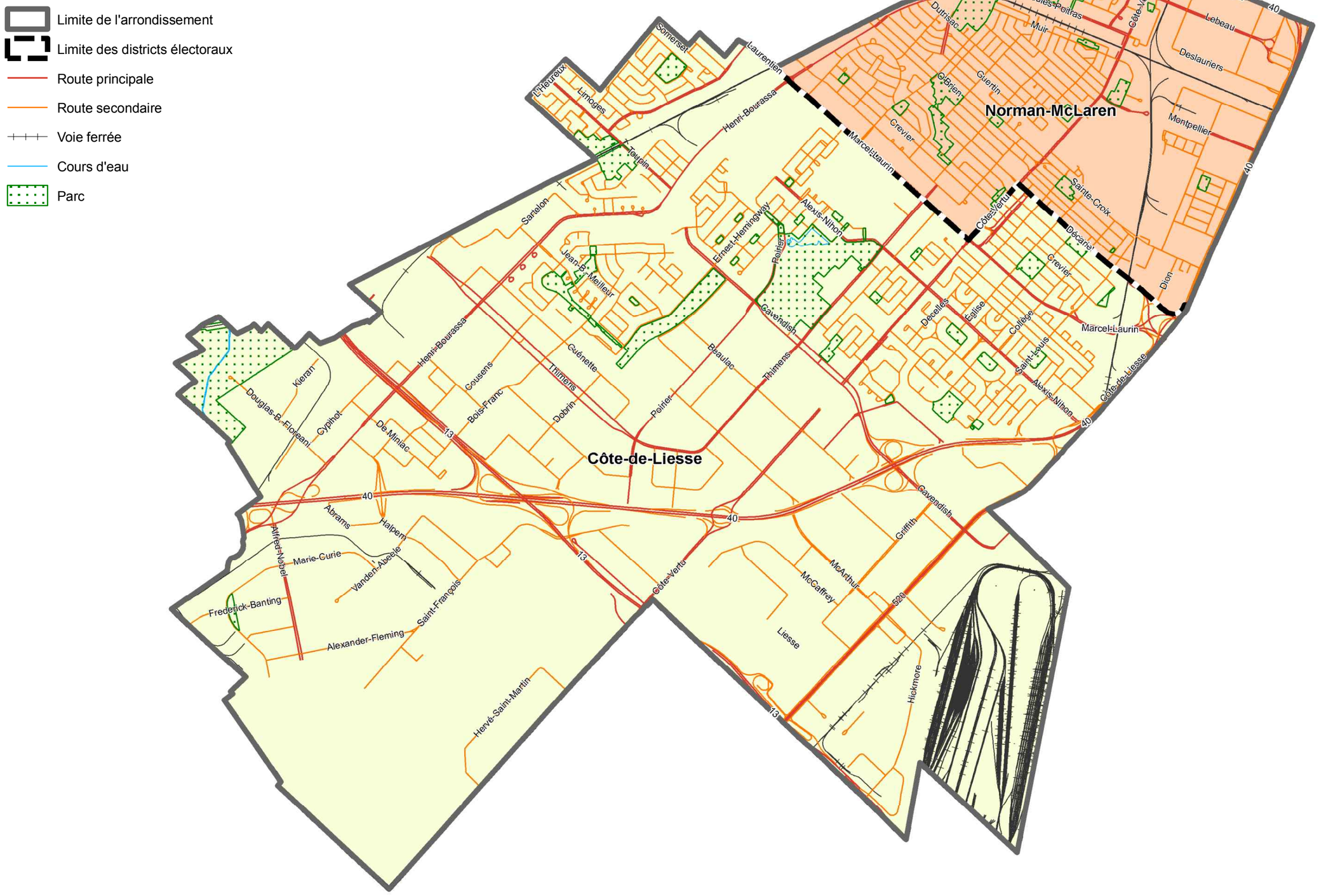
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Laurent

Règlement sur les districts électoraux



Échelle : 1 : 32 000

0 500 1 000 m

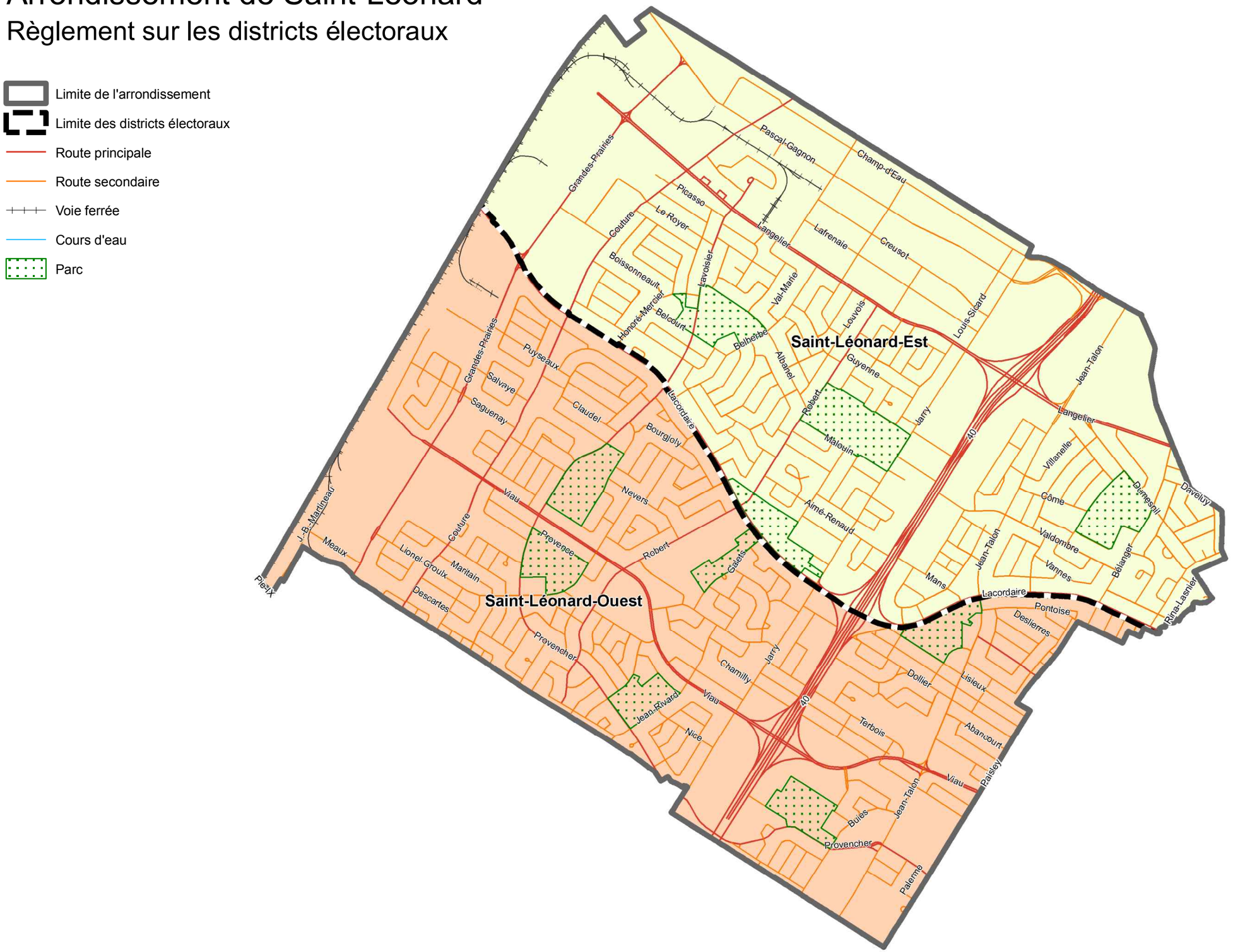
Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

Arrondissement de Saint-Léonard

Règlement sur les districts électoraux



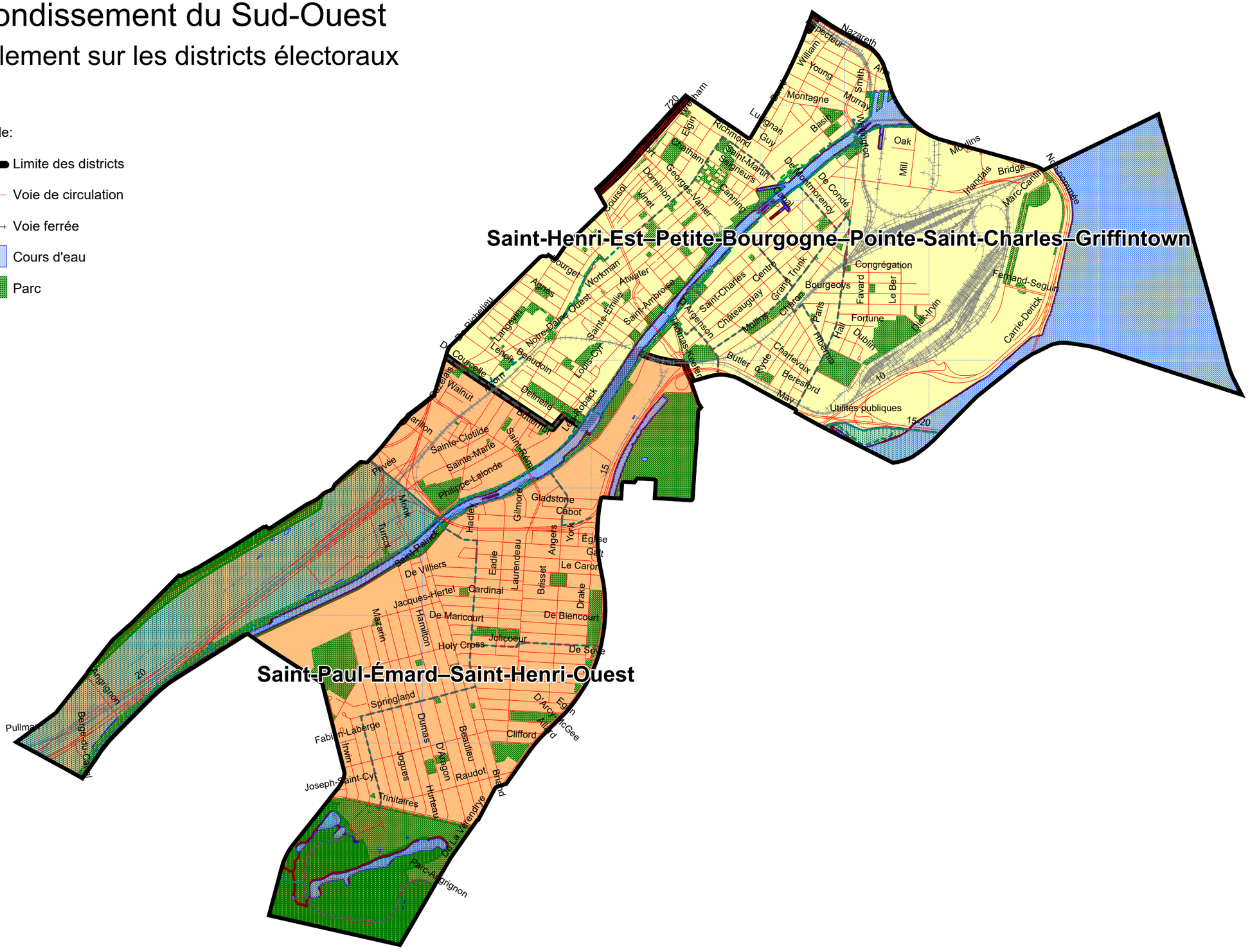
FORMAT 11x17

Arrondissement du Sud-Ouest

Règlement sur les districts électoraux

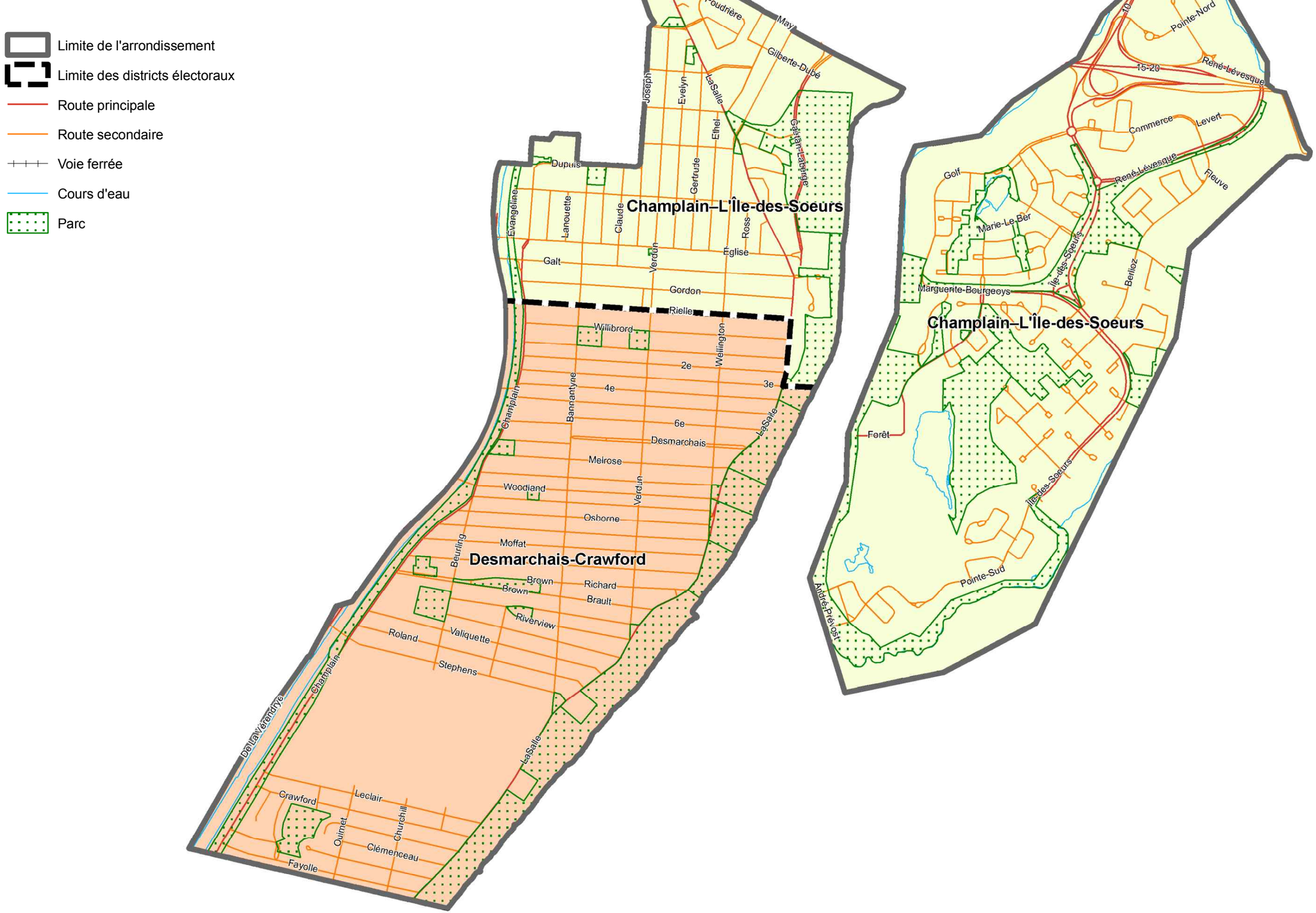
Légende:

- Limite des districts
- Voie de circulation
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Arrondissement de Verdun

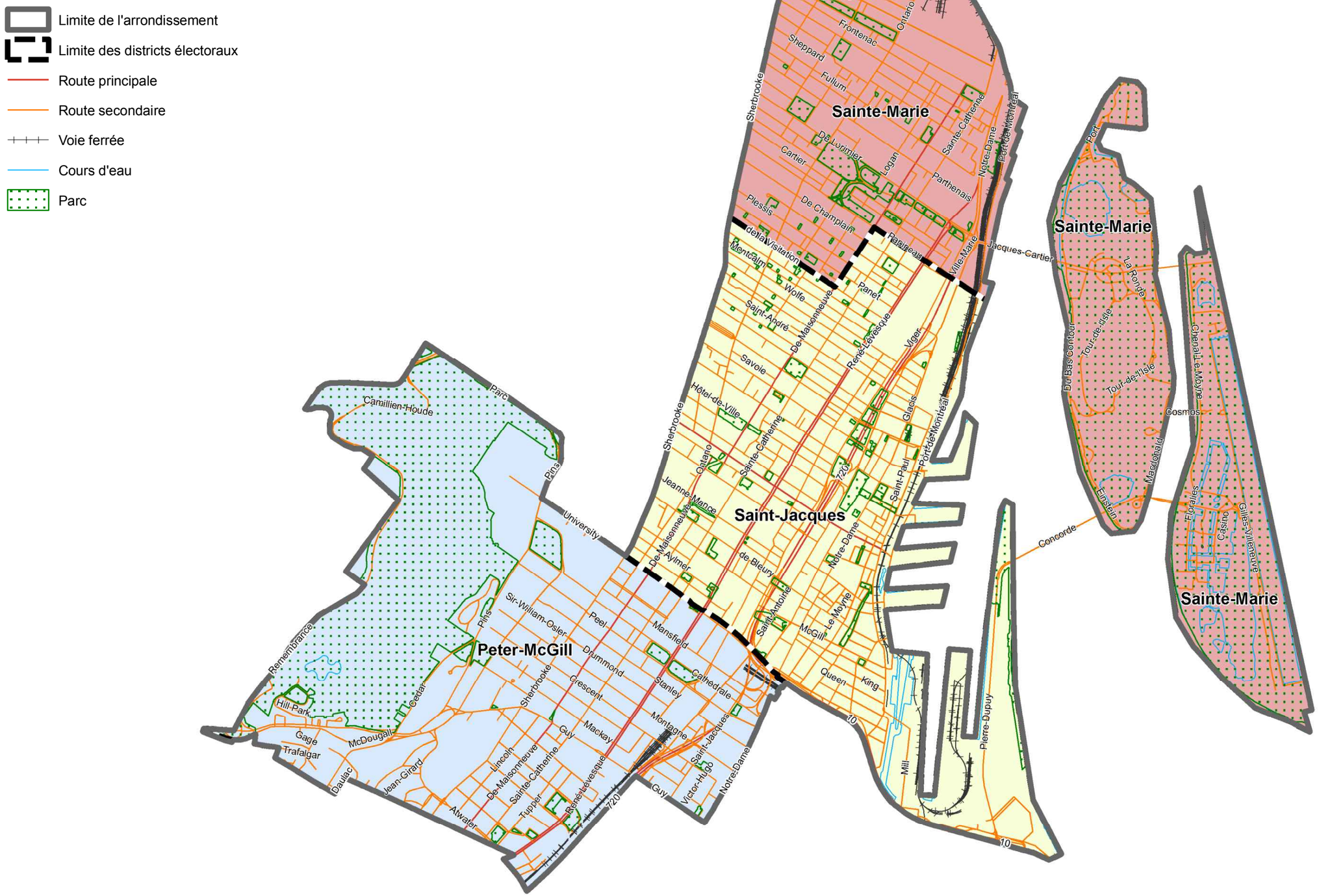
Règlement sur les districts électoraux



FORMAT 11x17

Arrondissement Ville-Marie

Règlement sur les districts électoraux

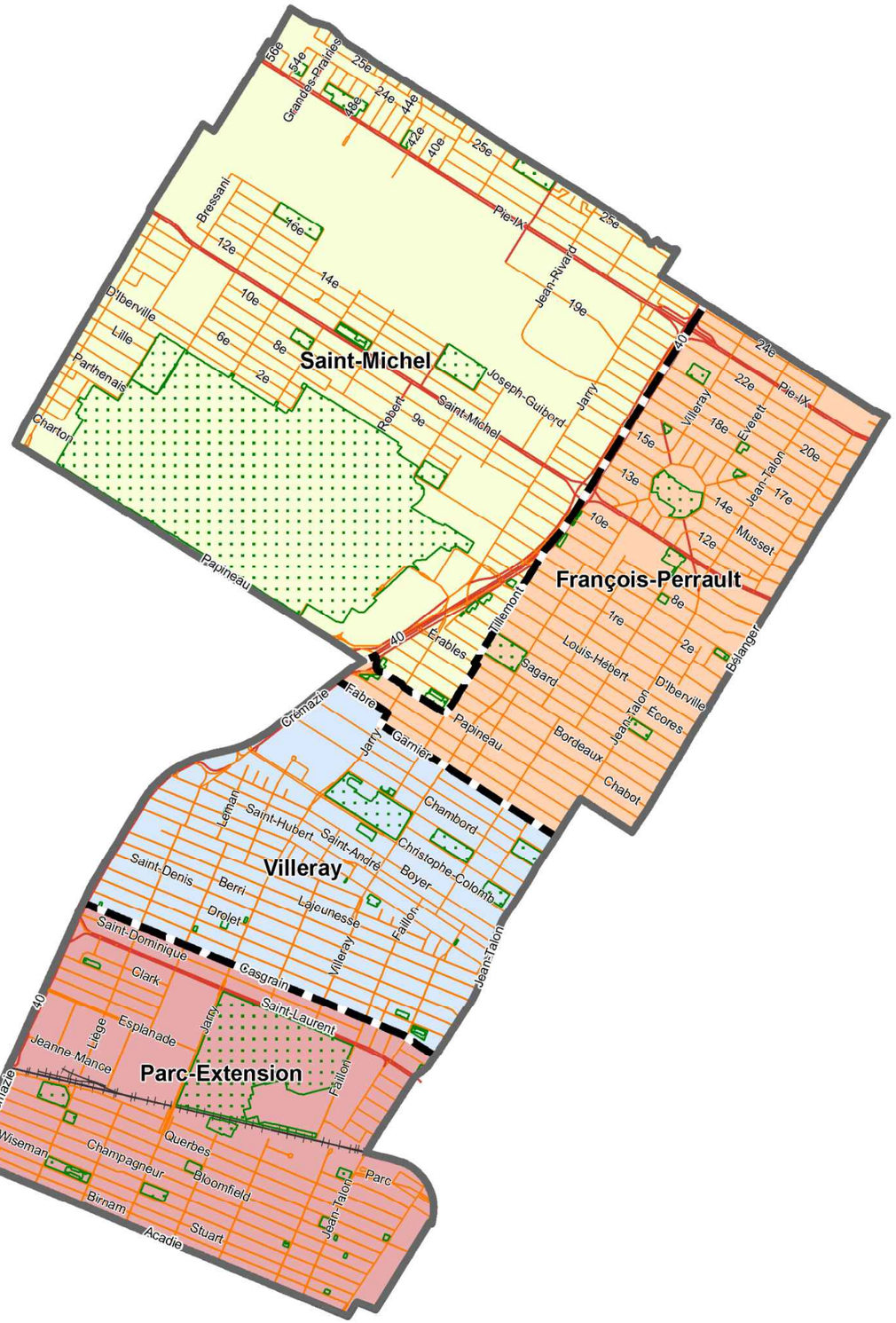


FORMAT 11x17

Arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension

Règlement sur les districts électoraux

- Limite de l'arrondissement
- Limite des districts électoraux
- Route principale
- Route secondaire
- Voie ferrée
- Cours d'eau
- Parc



Échelle : 1 : 28 000

0 250 500 m

Projection MTM, fuseau 8, NAD83

Février 2012

FORMAT 11x17

CE : 40.003

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.004

2020/05/20
08:30

(1)

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

Il est recommandé:

d'adopter le règlement intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)".

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-04-20 09:52

Signataire : Isabelle CADRIN

_____

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200575002**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	Plan de transport
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

CONTENU

CONTEXTE

Le projet SRB Pie-IX est un projet intégré codirigé par l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal. En intégrant le lot Notre-Dame qui constitue le dernier tronçon du projet sur le boulevard Pie-IX, le volet transport collectif du projet vise maintenant l'aménagement de treize (13) kilomètres de voies réservées (11 à Montréal et 2 à Laval) entre la rue Notre-Dame à Montréal, et le boulevard Saint-Martin, à Laval. Les voies réservées seront surtout situées au centre du boulevard Pie-IX. Le projet prévoit la construction de vingt (20) stations (18 à Montréal et 2 à Laval). Le projet comprend également la construction d'un stationnement incitatif à proximité du boulevard Saint-Martin, à Laval et la construction de stations intermodales aux intersections de la 56^{e}, la rue Jean-Talon Est et l'avenue Pierre De-Coubertin.
Le volet transport collectif du projet inclut notamment l'installation de systèmes de transport intelligents (STI) dans les stations (afficheurs dynamiques, caméras, équipements de vente et de validation, etc.) et au niveau du corridor (mesures préférentielles aux feux de circulation), ainsi que l'intégration avec les systèmes technologiques en place ou prévus par les différents transporteurs. La Ville de Montréal s'intègre au projet en réalisant les travaux nécessaires aux deux volets suivants :
• Réfection des infrastructures municipales (voirie, réseaux souterrains);

• Bonification de l'aménagement du domaine public (verdissement, élargissement des trottoirs, mobilier urbain).

Le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné, en novembre 2015, une entente détaillée avec l'AMT prévoyant la création d'un bureau de projet conjoint et le lancement de l'ingénierie détaillée du projet intégré SRB Pie-IX. Suite à cette entente, la Ville de Montréal et l'AMT ont octroyé, en février 2016, un mandat d'ingénierie détaillée pour la réalisation des plans et devis du tronçon montréalais du projet. Depuis le 1er juin 2017, l'AMT est dissoute et ses missions ont été confiées à l'ARTM et au Réseau de transport métropolitain (RTM). L'ARTM, laquelle demeurera propriétaire des actifs de transport collectif, remplace l'AMT dans le cadre de la réalisation du projet intégré SRB Pie-IX.

En avril 2018, le Conseil d'agglomération de Montréal a entériné l'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape de réalisation du projet de reconstruction

et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet.

Les instances gouvernementales et municipales ont annoncé le 13 décembre 2019, le prolongement du SRB Pie-IX jusqu'à la rue Notre-Dame et dans le cadre de l'entente détaillée, la Ville de Montréal est responsable du processus d'appel d'offres visant sa réalisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0012 - **8 janvier 2020 -** Autoriser le lancement de l'appel d'offres public # 20-17802 d'un contrat de services professionnels pour la conception et préparation des plans et devis du lot Notre-Dame dans le cadre du projet intégré SRB-Pie-IX.
CM18 0860 – 18 juin 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 53 930 000,00 $ pour le financement de la troisième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX**)**;

CG18 0234 - 26 avril 2018 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM) et la Ville de Montréal établissant la répartition des responsabilités relatives à l'étape 2 du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation du tronçon Montréal d'un service rapide par bus (SRB), consistant en la réalisation des travaux, la mise en service, la mise en exploitation et la clôture du projet;

CM16 0373 - 22 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 33 300 000 $ pour le financement de la deuxième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB-Pie-IX);

CG15 0703 - 26 novembre 2015 - Approuver le projet d'entente détaillée entre l'Agence métropolitaine de transport (AMT) et la Ville de Montréal pour la mise sur pied d'un bureau de projet intégré visant la reconstruction et la requalification du boulevard Pie-IX comprenant l'implantation de la portion montréalaise d'un système rapide par bus (SRB) / Autoriser l'embauche de 8 personnes requises pour la création du bureau de projet / Autoriser une dépense globale de 2 714 947 $, taxes non applicables.

CM13 0060 - 29 janvier 2013 - Règlement autorisant un emprunt de 33 400 000 $ pour le financement de travaux municipaux connexes à l'implantation d'un système rapide par bus.

DESCRIPTION

Dans le cadre de la réalisation du lot Notre-Dame (LND), le règlement proposé autorisera un emprunt de 32 000 000,00 $ qui permettra de financer, pour la portion assumée par la Ville, la réalisation des travaux du projet du service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX de l'avenue Pierre-De Coubertin jusqu'à la rue Notre-Dame, notamment la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d’études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s’y rapportant.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au Service des infrastructures du réseau routier, d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant la

réalisation des travaux du dernier tronçon du projet SRB Pie-IX entre l'avenue Pierre De-Coubertin et la rue Notre-Dame. Cet emprunt constitue la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX. Le règlement d'emprunt permettra à la Ville de Montréal d'assumer sa portion des coûts compris dans l'entente détaillée avec l'ARTM, sur les responsabilités de la réalisation du projet de reconstruction et de requalification du boulevard Pie-IX. Étant donné l'état de dégradation des infrastructures actuelles du boulevard Pie-IX (réseaux locaux d'aqueduc et d'égout, chaussées, trottoirs), la Ville a intérêt à intégrer ses travaux de maintien des actifs prévus ou requis au cours des prochaines années à ceux déjà prévus par l'ARTM pour la construction du SRB.

L'intégration des travaux de la Ville et de l'ARTM améliorera la cohérence des ouvrages, réduira les coûts globaux des deux projets et évitera la multiplication des chantiers sur le boulevard Pie-IX au cours des prochaines années, ce qui diminuera grandement les nuisances pour les riverains et les nombreux usagers du boulevard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt financera les montants du projet SRB qui devront être augmentés en conséquence lors de l'élaboration du PTI 2021-2023 de la Ville de Montréal. Le montant inscrit au programme triennal d'immobilisation (PTI) 2020-2022 est de 70,908 M$ pour le projet 75007 «Reconstruction du boulevard Pie-IX pour SRB-Portion Ville». Le coût total passe de 122,607 M$ à 155,6 M$ en considérant les dépenses passées et les engagements ultérieurs.

Les travaux financés par ce règlement d'emprunt constituent des dépenses en immobilisations. La contribution de la Ville au projet intégré SRB Pie-IX doit être assumée par la ville centrale, puisqu'elle servira à financer la réalisation des travaux, notamment la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public. Ce financement est conditionné à l’approbation du dossier d’affaires (DA) par le conseil des ministres du gouvernement provincial.

La répartition budgétaire pour la période triennale proportionnelle à la troisième tranche se présente comme suit (en milliers de $):

Projet	2021	2022	2023	PTI Total	Ultérieur
75007	12 000	14 000	6 000	32 000	

La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le Conseil de la Ville par la résolution CM07 0841.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet intégré de mise à niveau du boulevard Pie-IX contribuera au développement durable en modifiant les comportements de déplacement, en améliorant la qualité de vie des milieux adjacents et en améliorant la gestion de l'eau dans cet axe.

En matière de transport, le SRB Pie-IX augmentera l'utilisation du transport collectif et réduira l'utilisation de l'automobile pour les déplacements de la banlieue nord-est vers Montréal, ainsi que pour les déplacements internes à Montréal. Cet objectif sera atteint grâce à la fois à une augmentation notable de l'offre de transport collectif dans le corridor et à une réduction d'un tiers de la capacité routière du boulevard Pie-IX. La réduction de l'utilisation de l'automobile dans le corridor améliorera la qualité de l'air et réduira les émissions de gaz à effet de serre.

En matière d'aménagement, les plantations d'arbres dans les trottoirs élargis ou dans le terre-plein central verdiront le boulevard, réduiront les îlots de chaleur et amélioreront la qualité de vie du milieu, au bénéfice notamment des nombreux résidants le long du boulevard Pie-IX. L'amélioration combinée de l'accessibilité au transport collectif et de l'aménagement du domaine public favorisera le redéveloppement des terrains vacants et sous utilisés le long du boulevard Pie-IX, particulièrement dans les secteurs de Montréal-Nord et de Saint-Michel. Cette densification de quartiers centraux déjà pourvus en services est de nature à favoriser le développement durable du territoire métropolitain.

En matière de réseaux d'eau, la mise à niveau des réseaux d'aqueduc réduira les fuites souterraines, ce qui réduira d'autant la production d'eau potable. L'augmentation de la capacité du réseau d'égout secondaire limitera les dégâts associés aux refoulements d'égout. L'augmentation des surfaces perméables attribuable au verdissement favorisera une diminution des volumes d'eaux de ruissellement actuellement drainées vers les égouts combinés, ce qui réduira la fréquence de déversement d'eaux usées non traitées à l'exutoire et améliorera ainsi la qualité des eaux du fleuve Saint-Laurent en aval de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement d'emprunt permettra de poursuivre la réalisation du SRB Pie-IX de l'avenue Pierre-De Coubertin jusqu'à la rue Notre-Dame, dans le cadre d'un projet intégré de mise à niveau des infrastructures du boulevard Pie-IX. Dans le cas contraire, une révision du calendrier des travaux sera requise et la Ville ne pourra accompagner l'ARTM dans ses travaux.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Dans le contexte actuel relatif au COVID19, aucun impact spécifique ou additionnel n'est produit par une décision des instances conforme à la recommandation soumise dans ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée au présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Comité exécutif - Mai 2020;
- Avis de motion au Conseil Municipal;
- Adoption du dossier par le Conseil Municipal;
- Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;
- Prise d'effet à compter de la date de la publication du règlement;
- Printemps 2021 : Octroi contrat réalisation des travaux (LND);
- Automne 2023 : Fin des travaux et mise en service (SRB Pie-IX).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie MOTA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction (Antoine DI PIETRANTONIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Denys CYR
Cadre sur mandat, projet SRB Pie-IX

Tél : 514-350-0800 # 81687
Télécop. :

Tatiane Pallu, ing. M ing
chef de section SRB Pie-IX

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-12

Sonia THOMPSON
Chef de section - Projets Champlain et REM

Tél : 514-872-8544
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Benoit CHAMPAGNE
Directeur
Tél : 514 872-9485
Approuvé le : 2020-03-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2020-04-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT ADP - 1200575002 - SRB Pie-IX.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Antoine DI PIETRANTONIO
Avocat
Tél : 514-872-2932

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-15

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 32 000 000 $ POUR LE FINANCEMENT DE LA QUATRIÈME TRANCHE DE LA CONTRIBUTION MUNICIPALE AU PROJET INTÉGRÉ DU SERVICE RAPIDE PAR BUS SUR LE BOULEVARD PIE-IX (SRB-PIE-IX)

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 32 000 000 $ est autorisé afin de financer des travaux municipaux, dont la mise à niveau des réseaux souterrains, la reconstruction de la voirie et l'aménagement du domaine public, connexes au projet d'implantation d'un service rapide par bus dans l'axe du boulevard Pie-IX par l'Autorité régionale de transport métropolitain.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux, le coût d'acquisition de terrains lorsque requis et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de la Ville de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue par le présent règlement.

_____

GDD1200575002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1200575002

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction gestion du portefeuille de projets , Division grands projets portefeuille 2
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 32 000 000,00 $ pour le financement de la quatrième tranche de la contribution municipale au projet intégré du service rapide par bus sur le boulevard Pie-IX (SRB Pie-IX)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Projet 75007 - GDD 1200575002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie MOTA
Agente comptable analyste
Tél : 514 868-3837

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Reak Sa SEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-2813
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.005

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208464003

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de deux cent quarante-neuf millions sept cent vingt-trois mille neuf cent soixante-six dollars (249 723 966 $) pour financer la construction du nouveau centre de transport Bellechasse, afin de modifier les objets, le terme et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à trois cent soixante-cinq millions huit cent soixante et un mille quatre cent soixante-trois dollars (365 861 463 $) et la modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:20

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208464003**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Centre de transport Bellechasse » pour le secteur des bus pour un montant total de 370 322 951 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-170-1 modifiant le règlement R-170 autorisant un emprunt de 249 723 966 $ pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 365 861 463 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-170-1 modifiant le terme du financement de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 11 613 749 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : Sylvain Joly
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs

Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Attirer, développer et mobiliser les talents - Développer les compétences

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Centre de transport Bellechasse, pour le secteur des bus, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité :	Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets)	Date: (jj/mm/an)	30	01	2020
Comité :	Comité suivi des actifs	Date: (jj/mm/an)	13	02	2020

Démarche, solution proposée et conclusion

Le conseil d'administration de la STM a autorisé en avril 2017 un règlement d'emprunt (R-170) de 249,7 M$ pour la construction du nouveau centre de transport Bellechasse.

La surchauffe du marché de la construction occasionne une escalade des coûts de construction sans précédent. La tendance à la hausse des coûts de construction nous mène à augmenter les estimations de coûts de construction en raison du marché.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction et par l'ajout d'une contingence de projets qui n'avait pas été considérée lors du dépôt du budget initial ainsi qu'à l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus. Ces causes ont des effets collatéraux sur d'autres paramètres du projet dont notamment les activités connexes, l'inflation, les taxes et les frais financiers.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 116,1 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients

DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable

DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols

DD - 6 - Renforcer la démarche en approvisionnement responsable

☑ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets
Nom : Yves Jacques

Service : Trésorerie, Portefeuille de projets et invest.
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention basée sur ce budget révisé sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-170-1 modifiant le R-170 Centre de transport Bellechasse

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☑ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Autorisation d'emprunt pour le projet Centre de transport Bellechasse
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☑ Développement durable / Accessibilité universelle

DD - 7 - Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales
DD - 8 - Accroître la contribution économique et sociale de la STM

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Centre de transport Bellechasse	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-170-1	**Montant :**	RE : 365 861 463 $

CONTENU

CONTEXTE

Le conseil d'administration de la STM a autorisé en avril 2017 un règlement d'emprunt (R-170) de 249,7 M$ pour la construction du nouveau centre de transport Bellechasse.

La surchauffe du marché de la construction occasionne une escalade des coûts de construction sans précédent. La tendance à la hausse des coûts de construction nous mène à augmenter les estimations de coûts de construction en raison du marché.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction et par l'ajout d'une contingence de projets qui n'avait pas été considérée lors du dépôt du budget initial ainsi qu'à l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus. Ces causes ont des effets collatéraux sur d'autres paramètres du projet dont notamment les activités connexes, l'inflation, les taxes et les frais financiers.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 116,1 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **9 février 2017** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-170 au montant de 249,7 M$;
- **30 janvier 2020** : Comité GPP – modification => Le dossier a été présenté au comité;
- **13 février 2020 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 116,1 M$. Le budget passe donc de 254,2 M$ à 370,3 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 4,5 M$

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

L'augmentation budgétaire de 116,1 M$ s'explique principalement par :

Description	Montant (en M$)
1) Marché	72,5
2) Contingence de projet	30,3
3) Travaux additionnels reliés à l'électrification	5,6
4) Ajustements - frais financiers, taxes, inflation et autres	7,7
Total	**116,1**

1) Marché

Des informations provenant de diverses sources démontrent que le marché de la construction a connu une période de surchauffe notamment à Montréal et qui continuera pour les prochaines années avec l'annonce des nombreux projets majeurs de la région.

Le pourcentage a été établi à 29 % sur les montants des coûts de construction entre 2017 et 2019 ainsi qu'une hypothèse de 10 % par année subséquente de 2020 et 2021.

2) Contingence de projet

Seules les contingences de design et de réalisation ont été incorporées dans le budget autorisé en 2016. Afin d'assurer une bonne gestion du projet l'ajout d'un 10 % de contingence de projet est primordial pour l'exécution du projet, notamment en raison :

- Du contexte du marché;
- De sa réalisation dans un contexte d'échéancier très serré;
- Des interfaces avec le milieu à haute densité résidentielle et autres projets (viaduc Van Horne, REV, station Rosemont, Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM), etc.);
- Des ressources humaines : expertise, disponibilité en période de pénurie de main-d'œuvre;
- De d'autres risques potentiels.

3) Travaux additionnels reliés à l'électrification

Des travaux supplémentaires ont été demandés afin de prévoir toutes les infrastructures nécessaires pour l'électrification de l'entièreté de la flotte d'autobus du centre de transport (CT) Bellechasse. Étant donné que certains travaux reliés à l'électrification ont dû être entrepris avant l'autorisation du RE de l'électrification, une partie des coûts du projet d'électrification doit être maintenue dans le RE du CT Bellechasse, notamment des mandats et des études ainsi qu'un surplus d'excavation pour l'accueil d'un étage technique additionnel dans le CT.

4) Ajustements – gestion de projet, taxes et frais financiers, inflation et autres coûts

Les coûts estimés pour la gestion de projet, les taxes et frais financiers, l'inflation et les autres coûts ont été ajustés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 370 322 951 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 116 137 497 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 365 861 463 $ et d'un montant de 4 461 488 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	357 245 766 $
Frais financiers	8 615 697 $
Total RE	**365 861 463 $**
Budget spécial d'exploitation	4 461 488 $
Coût complet du projet	**370 322 951 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

Ce projet est admissible à une subvention. Une demande de subvention basée sur ce budget révisé sera déposée sous peu au MTQ qui confirmera cette qualification.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 6 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible;
- Améliorer l'expérience client - Réduire le déficit de maintien des actifs;
- Améliorer l'expérience client - Poursuivre l'électrification du réseau;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Développer les compétences.

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Centre de transport Bellechasse	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-170-1	**Montant :**	RE : 365 861 463 $

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 7 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols;
- Renforcer la démarche en approvisionnement responsable;
- Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales;
- Accroître la contribution économique et sociale de la STM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Juillet 2020
Activités de mise en œuvre (MEO)	2018 à 2022
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Décembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-170-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)

ATTENDU que le 9 février 2017, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2017-2026 » (résolution CA-2017-035) (ci-après le « **Règlement R-170** »);

ATTENDU que le Règlement R-170 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 août 2017 (CG17 0399) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 12 octobre 2017 (AM 289841);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, de la nécessité d'ajouter une contingence pour le projet et de l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, il y a lieu de modifier le terme de financement actuel de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans;

ATTENDU qu'en considération de ces mêmes éléments, afin de compléter la réalisation du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Centre de transport Bellechasse» à la rubrique « Bus » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-170;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-170, tel que modifié par le présent Règlement R-170-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT SEIZE MILLIONS CENT TRENTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS (116 137 497 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-170;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-170.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-168-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-170, tel que modifié par le Règlement R-170-1;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-170, tel que modifié par le Règlement R-170-1 est remplacé par ce qui suit :

« Règlement R-170 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-170-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) POUR FINANCER LE PROJET « CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE »

ARTICLE 3 L'article 2 du Règlement R-170, est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **TRENTE (30) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe 1.1 du règlement R-170-1;»

ARTICLE 4 L'Annexe 1 jointe au Règlement R-170 est remplacée par l'Annexe 1.1 jointe au présent Règlement R-170-1 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-170, tel que modifié par le présent règlement R-170-1;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-170, tel que modifié par le présent règlement, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-170-1 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020.

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe 1.1

ANNEXE 1.1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-170-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Centre de transport Bellechasse		-
		-
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		-
		-
Main-d'œuvre interne	16 714 743 $	-
Biens et services	266 792 912 $	283 507 654 $
		-
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**283 507 654 $**
		-
Taxes nettes de ristournes	13 306 296 $	-
Contingences / risques	51 967 946 $	-
Inflation	8 463 869 $	73 738 111 $
Sous-total avant frais financiers :		**357 245 765 $**
		-
Frais financiers	8 615 698 $	8 615 698 $
		-
Total :		**365 861 463 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

L'augmentation budgétaire de 116,1 M$ s'explique principalement par :

Description	Montant (en M$)
1) Marché	72,5
2) Contingence de projet	30,3
3) Travaux additionnels reliés à l'électrification	5,6
4) Ajustements - frais financiers, taxes, inflation et autres	7,7
Total	**116,1**

1) Marché

Des informations provenant de diverses sources démontrent que le marché de la construction a connu une période de surchauffe notamment à Montréal et qui continuera pour les prochaines années avec l'annonce des nombreux projets majeurs de la région.

Le pourcentage a été établi à 29 % sur les montants des coûts de construction entre 2017 et 2019 ainsi qu'une hypothèse de 10 % par année subséquente de 2020 et 2021.

2) Contingence de projet

Seules les contingences de design et de réalisation ont été incorporées dans le budget autorisé en 2016. Afin d'assurer une bonne gestion du projet, l'ajout d'un 10 % de contingence de projet est primordial pour l'exécution du projet, notamment en raison :

- Du contexte du marché;
- De sa réalisation dans un contexte d'échéancier très serré;
- Des interfaces avec le milieu à haute densité résidentielle et autres projets (viaduc Van Horne, REV, station Rosemont, OMHM, etc.);
- Des ressources humaines : expertise, disponibilité en période de pénurie de main-d'œuvre;
- De d'autres risques potentiels.

3) Travaux additionnels reliés à l'électrification

Des travaux supplémentaires ont été demandés afin de prévoir toutes les infrastructures nécessaires pour l'électrification de l'entièreté du parc d'autobus du centre de transport (CT) Bellechasse. Étant donné que certains travaux reliés à l'électrification ont dû être entrepris avant l'autorisation du RE de l'électrification, une partie des coûts du projet d'électrification doivent être maintenus dans le RE du CT Bellechasse, notamment des mandats et des études ainsi qu'un surplus d'excavation pour l'accueil d'un étage technique additionnel dans le CT.

4) Ajustements – gestion de projet, taxes et frais financiers, inflation et autres coûts

Les coûts estimés pour la gestion de projet, les taxes et frais financiers, l'inflation et les autres coûts ont été ajustés.

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 370 322 951 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 116 137 497 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 365 861 463 $ et d'un montant de 4 461 488 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	357 245 766 $
Frais financiers	8 615 697 $
Total RE	**365 861 463 $**
Budget spécial d'exploitation	4 461 488 $
Coût complet du projet	**370 322 951 $**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 3 avril 2020

par voie de conférence téléphonique

CA-2020-051 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 9 février 2017, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2017-2026 » (résolution CA-2017-035) (ci-après le « **Règlement R-170** »);

ATTENDU que le Règlement R-170 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 août 2017 (CG17 0399) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 12 octobre 2017 (AM 289841);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, de la nécessité d'ajouter une contingence pour le projet et de l'intégration de travaux d'envergure supplémentaires reliés au programme de l'électrification des bus, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, il y a lieu de modifier le terme de financement actuel de vingt (20) ans pour un terme de trente (30) ans;

ATTENDU qu'en considération de ces mêmes éléments, afin de compléter la réalisation du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Centre de transport Bellechasse » à la rubrique « Bus » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-170;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-170, tel que modifié par le présent Règlement R-170-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT SEIZE MILLIONS CENT TRENTE-SEPT MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS (116 137 497 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-170;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-170.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par monsieur Georges Bourelle
APPUYÉ par madame Catherine Morency

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Centre de transport Bellechasse » pour le secteur « Bus » pour un montant total de 370 322 951 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers;

2° D'ADOPTER le règlement R-170-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-170 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS SEPT CENT VINGT-TROIS MILLE NEUF CENT SOIXANTE-SIX DOLLARS (249 723 966 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS, LE TERME ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $), pour un terme maximal de TRENTE (30) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-170 par ce qui suit : « Règlement R-170 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-170-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT SOIXANTE-CINQ MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE ET UN MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TROIS DOLLARS (365 861 463 $) POUR FINANCER LE PROJET « CENTRE DE TRANSPORT BELLECHASSE »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-170, tel que modifié par le règlement R-170-1;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de ONZE MILLIONS SIX CENT TREIZE MILLE SEPT CENT QUARANTE-NEUF DOLLARS (11 613 749 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Centre de transport Bellechasse		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	16 714 743 $	
Biens et services	266 792 912 $	283 507 654 $
Sous-total avant taxes, contingences, inflation et frais financiers :		**283 507 654 $**
Taxes nettes de ristournes	13 306 296 $	
Contingences / risques	51 967 946 $	
Inflation	8 463 869 $	73 738 111 $
Sous-total avant frais financiers :		**357 245 765 $**
Frais financiers	8 615 698 $	8 615 698 $
Total :		**365 861 463 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.006

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208464002

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de deux cent dix millions de dollars (210 000 000 $) pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1, afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à trois cent cinquante-neuf millions cent mille dollars (359 100 000 $) et la modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:21

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1208464002**

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Programme d'accessibilité des stations de métro » pour le secteur métro pour un montant total de 361 828 364 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-168-1 modifiant le règlement R-168 autorisant un emprunt de 210 000 000 $ pour financer le programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 359 100 000 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de vingt (20) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 14 910 000 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☐ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Poursuivre le déploiement de l'accessibilité universelle

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1, pour le secteur métro, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

Autorisation d'emprunt pour le projet Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM dans son souci constant d'accessibilité universelle et dans ses objectifs d'efficacité opérationnelle.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité :	Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets)	Date: (jj/mm/an)	27	09	2019
Comité :	Comité suivi des actifs	Date: (jj/mm/an)	09	10	2019

Démarche, solution proposée et conclusion

Depuis le début de la réalisation du programme d'accessibilité, nous constatons de nombreux dépassements budgétaires lors de l'octroi des contrats. Nous anticipons que cette tendance se poursuivra durant toute la phase de mise en œuvre du programme.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction, le niveau de complexité plus élevé de certains travaux, l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et la durée des processus d'ingénierie et de mise en œuvre d'une durée supplémentaire de 13 mois pour compléter les travaux.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 149,1 M$ afin de compléter la réalisation de cette première phase du programme d'accessibilité des stations de métro.

L'augmentation budgétaire s'explique principalement par :

1) Marché et inflation (55,3 M$)

Des informations provenant de diverses sources nous indiquent que le marché de la construction connaît une période de surchauffe importante. Afin de se prémunir contre cette escalade des coûts, une hausse de 30 % du budget a été prévue pour les prochains lots de construction.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 1 - Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients

DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable

DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles

DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets

Nom : Yves Jacques

Service : Trésoerie, Portefeuille de projets et invest.

Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique

En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

stm

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une demande de subvention a été soumise au MTQ le 16 octobre 2018 dans le cadre du programme régulier. La demande est en cours d'évaluation par le MTQ.

Une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun stm
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Objet : R-168-1 modifiant le R-168 Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

2) Modification de la portée des travaux (65,1 M$)

La portée initiale des travaux se basait intégralement sur l'étude de caractérisation des stations de 2012. Il s'avère que la réalisation de 7 des 14 stations est plus complexe que prévue (travaux supplémentaires en structure, en civil, en architecture, ainsi que l'ajout de puits de ventilation naturelle (PVN)).

Quelques travaux supplémentaires ont été demandés pour des raisons de fluidité, d'architecture ou divers autres besoins qui demandent à être faits en même temps que les travaux d'accessibilité.

De plus, une somme additionnelle est nécessaire pour couvrir les frais additionnels liés à l'acquisition des terrains et des ententes de construction.

Évidemment, l'augmentation des coûts de construction combinée à un décalage de 13 mois sur l'échéancier global du programme a un impact direct sur les frais connexes.

Des frais additionnels sont anticipés pour les œuvres d'art, les mandats de travaux connexes, les transports et accompagnements, les services professionnels (architecture, laboratoire, géotechnique), les activités connexes internes ainsi que l'intégration des équipements (plus nombreux) à la commande centralisée.

3) Gestion de projet, contingence, taxes et frais financiers (28,7 M$)

Les coûts estimés pour la gestion de projet, la contingence de programme, les frais financiers et les taxes ont été ajustés afin de refléter les coûts finaux estimés.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 361 828 364 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 149 100 000 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 359 100 000 $ et d'un montant de 2 728 364 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	349 534 613 $
Frais financiers	9 565 387 $
Total RE	**359 100 000 $**
Budget spécial d'exploitation	2 728 364 $
Coût complet du projet	**361 828 364 $**

	Sommaire décisionnel du règlement		
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $

CONTENU

CONTEXTE

En juillet 2009, le conseil d'administration de la Société de transport de Montréal adoptait la politique d'accessibilité universelle dans laquelle la STM s'engage à incorporer « dans l'exercice de ses activités quotidiennes les moyens qui favorisent et qui encouragent l'accessibilité universelle dans tous les domaines de ses opérations, tout en respectant les ressources dont elle dispose ».

En septembre 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-168), au montant de 210 M$, afin de financer le Programme d'accessibilité des stations de métro - phase 1. Ce programme vise à améliorer l'accessibilité physique des infrastructures de la STM, faciliter les déplacements verticaux, fidéliser davantage la clientèle et améliorer le service à la clientèle en rendant universellement accessible entre 10 et 14 stations du réseau du métro de Montréal.

Depuis le début de la réalisation du programme d'accessibilité, nous constatons de nombreux dépassements budgétaires lors de l'octroi des contrats. Nous anticipons que cette tendance se poursuivra durant toute la phase de mise en œuvre du programme.

Ces dépassements de coûts s'expliquent principalement par la surchauffe du marché de la construction, le niveau de complexité plus élevé de certains travaux, l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et la durée des processus d'ingénierie et de mise en œuvre d'une durée supplémentaire de 13 mois pour compléter les travaux.

Considérant ces différents éléments, il est donc requis d'augmenter le budget d'un montant de 149,1 M$ afin de compléter la réalisation de cette première phase du programme d'accessibilité des stations de métro.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Le Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1 a été présenté :

- **22 septembre 2016** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-168 au montant de 210 M$;
- **6 avril 2017** : Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT) - Approbation du règlement R-168 au montant de 210 M$;
- **27 septembre 2019** : Comité GPP – modification => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 149,1 M$. Le budget passe donc de 212,7 M$ à 361,8 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 2,7 M$
- **9 octobre 2019 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget complet du projet pour permettre la réalisation des travaux proposés.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1		**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $	

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

L'augmentation budgétaire de 149,1 M$ s'explique principalement par :

Description		Montant (en M$)
1) Marché et inflation		**55,3**
2) Modification de la portée des travaux		
A - Travaux non prévus	29,6	
B - Travaux additionnels	13,1	
C - Effets collatéraux	9,0	
D - Activités connexes	13,4	**65,1**
3) Gestion de projets, contingence, taxes et frais financiers		**28,7**
Total		**149,1**

1) Marché et inflation

Des informations provenant de diverses sources nous indiquent que le marché de la construction connaît une période de surchauffe importante. Afin de se prémunir contre cette escalade des coûts, une hausse de 30 % du budget a été prévue pour les prochains lots de construction.

2) Modification de la portée des travaux

La portée initiale des travaux se basait intégralement sur l'étude de caractérisation des stations de 2012. Il s'avère que la réalisation de 7 des 14 stations est plus complexe que prévue (travaux supplémentaires en structure, en civil, en architecture, ainsi que l'ajout de puits de ventilation naturelle (PVN).

Quelques travaux supplémentaires ont été demandés pour des raisons de fluidité, d'architecture ou divers autres besoins qui demandent à être faits en même temps que les travaux d'accessibilité.

De plus, une somme additionnelle est nécessaire pour couvrir les frais additionnels liés à l'acquisition des terrains et des ententes de construction.

Évidemment, l'augmentation des coûts de construction combinée à un décalage de 13 mois sur l'échéancier global du programme a un impact direct sur les frais connexes.

Des frais additionnels sont anticipés pour les œuvres d'art, les mandats de travaux connexes, les transports et accompagnements, les services professionnels (architecture, laboratoire, géotechnique), les activités connexes internes ainsi que l'intégration des équipements (plus nombreux) à la commande centralisée.

3) Gestion de projet, contingence, taxes et frais financiers

Les coûts estimés pour la gestion de projet, la contingence de programme, les frais financiers et les taxes ont été ajustés afin de refléter les coûts finaux estimés.

stm	Sommaire décisionnel du règlement			
Titre	Programme d'accessibilité des stations de métro – Phase 1		**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-168-1	**Montant :**	RE : 359 100 000 $	

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 361 828 364 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 149 100 000 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 359 100 000 $ et d'un montant de 2 728 364 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	349 534 613 $
Frais financiers	9 565 387 $
Total RE	**359 100 000 $**
Budget spécial d'exploitation	2 728 364 $
Coût complet du projet	**361 828 364 $**

Admissibilité du projet à une subvention :
Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une demande de subvention a été soumise au MTQ le 16 octobre 2018 dans le cadre du programme régulier. La demande est en cours d'évaluation par le MTQ.

Une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 2 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Poursuivre le déploiement de l'accessibilité universelle;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 5 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Décarboniser le transport collectif pour contribuer à la qualité de l'air et à la lutte contre les changements climatiques;
- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Août 2020
Activités de préparation et de mise en œuvre (PMEO)	Décembre 2017 à 2023
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Décembre 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-168-1

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)

ATTENDU que le 22 septembre 2016, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-168 RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 » (résolution CA-2016-283 (ci-après le « **Règlement R-168** »);

ATTENDU que le Règlement R-168 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 novembre 2016 (CG16 0648), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 23 février 2017 (CC17-009) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 6 avril 2017 (AM 288128);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, du niveau de complexité plus élevé de certains travaux, de l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et de la durée supplémentaire des processus d'ingénierie et de mise en œuvre pour compléter les travaux, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, afin de poursuivre la phase 1 du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-168;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-168, tel que modifié par le présent Règlement R-168-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (149 100 000 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-168;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-168.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-168-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-168, tel que modifié par le Règlement R-168-1;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-168, tel que modifié par le Règlement R-168-1 est remplacé par ce qui suit :

« Règlement R-168 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-168-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) POUR FINANCER LE PROJET « PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 »

ARTICLE 3 L'article 2 du Règlement R-168, est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **VINGT (20) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe 1.1 du règlement R-168-1;»

ARTICLE 4 L'Annexe 1 jointe au Règlement R-168 est remplacée par l'Annexe 1.1 jointe au présent Règlement R-168-1 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-168, tel que modifié par le présent règlement R-168-1;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-168, tel que modifié par le présent règlement, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-168-1 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020.

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe 1.1

ANNEXE 1.1

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $)

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	58 090 408 $	
Biens et services	250 780 957 $	308 871 365 $
Sous-total avant taxes, contingences, et frais financiers :		**308 871 365 $**
Taxes nettes de ristournes	13 845 248 $	
Contingences / risques	26 818 000 $	40 663 248 $
Sous-total avant frais financiers :		**349 534 613 $**
Frais financiers	9 565 387 $	9 565 387 $
Total :		**359 100 000 $**

**Les montants indiqués en regard de chacun des items étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses items s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément prévu au présent règlement, incluant les frais financiers, dont la dépense est plus élevée.*

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	58 090 408 $	
Biens et services	250 780 957 $	308 871 365 $
Sous-total avant taxes, contingences, et frais financiers :		**308 871 365 $**
Taxes nettes de ristournes	13 845 248 $	
Contingences / risques	26 818 000 $	40 663 248 $
Sous-total avant frais financiers :		**349 534 613 $**
Frais financiers	9 565 387 $	9 565 387 $
Total :		**359 100 000 $**

Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration

de la Société de transport de Montréal

tenue le 3 avril 2020

par voie de conférence téléphonique

CA-2020-050 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 22 septembre 2016, la Société de transport de Montréal (ci-après la « **Société** ») approuvait le « RÈGLEMENT R-168 RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 » (résolution CA-2016-283 (ci-après le « **Règlement R-168** »);

ATTENDU que le Règlement R-168 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 novembre 2016 (CG16 0648), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 23 février 2017 (CC17-009) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 6 avril 2017 (AM 288128);

ATTENDU que depuis le début de la réalisation du projet, en raison de la surchauffe du marché de la construction, du niveau de complexité plus élevé de certains travaux, de l'intégration d'opportunités non prévues à la portée initiale du programme et de la durée supplémentaire des processus d'ingénierie et de mise en œuvre pour compléter les travaux, l'estimation de l'ensemble des coûts a été dépassée;

ATTENDU qu'en considération de ces différents éléments, afin de poursuivre la phase 1 du projet, il est requis d'octroyer des contrats de biens, de services et de services professionnels;

ATTENDU qu'en plus, pour poursuivre la réalisation du projet, certains frais de main-d'œuvre interne et coûts de bureaux de projets doivent être imputés à ce règlement;

ATTENDU que le projet « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-168;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-168, tel que modifié par le présent Règlement R-168-1, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **CENT QUARANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (149 100 000 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **trois cent cinquante-neuf millions cent mille dollars (359 100 000 $)** incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, le tout tel que plus amplement décrit à l'Annexe 1.1 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe 1 du Règlement R-168;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe 1.1 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe 1.1 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-168.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par madame Laurence Parent
APPUYÉ par madame Marie-Andrée Mauger

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU 1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Programme d'accessibilité des stations de métro – phase 1 » pour le secteur métro pour un montant total de 361 828 364 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers;

2° D'ADOPTER le règlement R-168-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-168 AUTORISANT UN EMPRUNT DE DEUX CENT DIX MILLIONS DE DOLLARS (210 000 000 $) POUR FINANCER LE PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $), pour un terme maximal de VINGT (20) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-168 par ce qui suit : « Règlement R-168 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-168-1, AUTORISANT UN EMPRUNT DE TROIS CENT CINQUANTE-NEUF MILLIONS CENT MILLE DOLLARS (359 100 000 $) POUR FINANCER LE PROJET « PROGRAMME D'ACCESSIBILITÉ DES STATIONS DE MÉTRO – PHASE 1 »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-168, tel que modifié par le règlement R-168-1;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de QUATORZE MILLIONS NEUF CENT DIX MILLE DOLLARS (14 910 000 $) provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du présent règlement, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.007

2020/05/20
08:30

(1)

Dossier # : 1208464001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

Il est recommandé
d'approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156 autorisant un emprunt de vingt-neuf millions cinq cent mille dollars (29 500 000 $) pour financer l'acquisition de terrains et des services professionnels pour la construction d'un garage et d'un quai à la station Côte-Vertu, tel que modifié par le règlement R-156-1 ayant modifié les objets et le libellé du règlement 156 et augmenté le montant de l'emprunt à trois cent quatre-vingt-quatorze millions cinq cent mille dollars (394 500 000 $), afin de modifier les objets et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à quatre cent quatre-vingt-douze millions deux cent cinquante-six mille cinq cent quinze dollars (492 256 515 $) et modification du programme des immobilisations 2020-2029, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ c. S-30.01)

Signé par Sylvain - Ext JOLY **Le** 2020-04-21 15:18

Signataire : Sylvain - Ext JOLY

Secrétaire corporatif et directeur – Affaires juridiques
Société de transport de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1208464001

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans et la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029

CONTENU

CONTEXTE

voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Brigitte - Ext HÉBERT
Assistante - secrétaire

Tél : 514-350-0800 poste 86100

Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-21

Frédérick - Ext ROUSSEL
Secrétaire corporatif adjoint

Tél : 514 350-0800 poste 85203

Télécop. :

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

D'APPROUVER la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, pour modifier dans la section autorisée le projet intitulé « Garage Côte-Vertu » pour le secteur du métro pour un montant total de 500 196 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers.

D'APPROUVER le règlement R-156-2 modifiant le règlement R-156-1 autorisant un emprunt de 394 500 000 $ pour financer le projet Garage Côte-Vertu, afin de modifier l'objet et le libellé du règlement ainsi que d'augmenter le montant de l'emprunt à 492 256 515 $ incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers, pour un terme de trente (30) ans.

D'AUTORISER la Société à renflouer dans ses fonds généraux une somme additionnelle maximale de 9 775 651 $ soit dix pour cent (10 %) provenant du ou des emprunts à être effectués en vertu du présent règlement, représentant les sommes engagées avant l'adoption du présent règlement relativement aux objectifs de ce dernier.

☐ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : **$** –

DE responsable : Planification et Finances

Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Nom : Linda Lebrun

DE responsable :

Nom :

Secrétaire de l'assemblée : *Sylvain Joly*
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)

☑ Améliorer l'expérience client ☐ Adapter l'organisation à l'évolution de la gouvernance ☑ Maîtriser les finances ☑ Attirer, développer et mobiliser les talents

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2025 cette recommandation vise-t-elle:

Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise

Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible

Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité

Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2025

Modification du Programme des immobilisations 2020-2029
Afin de pouvoir adopter le nouveau règlement d'emprunt pour financer le projet Garage Côte-Vertu, pour le secteur du métro, il y a lieu de modifier le Programme des immobilisations (PI) 2020-2029.

Autorisation d'emprunt pour le projet Garage Côte-Vertu
Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO 2025). Celui-ci permettra de soutenir efficacement la STM.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2025 (PSO-2025)*

Autorisation et octroi de contrat

Président (cochez si requis) : ☐ Vice-président (cochez si requis) : ☐

Directeur général:		

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☑ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) Date: (jj/mm/an) 30 01 2020
Comité : Comité suivi des actifs Date: (jj/mm/an) 05 03 2020

Démarche, solution proposée et conclusion

Le 3 février 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-156-1), au montant de 394,5 M$, afin de financer le Garage Côte-Vertu.

En 2019, des risques, associés notamment au manque de disponibilité de la main-d'œuvre en construction et touchant plus spécifiquement le contrat CI01 « Excavation et bétonnage », se sont matérialisés ce qui a eu un impact direct sur les travaux de ce contrat et, par conséquent, sur l'échéancier de projet.

En 2016, le risque de pénurie de la main d'œuvre en construction n'avait pas été identifié. En effet, la difficulté de mobiliser le personnel spécialisé lors du bétonnage est devenue un enjeu majeur pour le projet. Plusieurs projets au Québec sont impactés par le manque de disponibilité de ces ressources, surtout pour les quarts de nuit et de fins de semaine. Des enjeux similaires ont été vécus récemment sur plusieurs chantiers de la région de Montréal, dont celui du nouveau pont Champlain. Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre de projets de construction dans la région de Montréal, incluant celui du REM, a accru le niveau de difficulté de combler les quarts de nuit et de fins de semaine surtout pour les travaux de bétonnage.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2025 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

DD - 2 - Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients
DD - 3 - Maintenir un positionnement d'employeur responsable
DD - 4 - Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles
DD - 5 - Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols
DD - 6 - Renforcer la démarche en approvisionnement responsable

☑ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Conseiller corporatif - projets
Nom : Yves Jacques

Service : Trésorerie, Portefeuille de projets et invest.
Nom : Louis-Samuel Cloutier

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Josie Castronovo
Signé avec ConsignO Cloud (18/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Informations financières ☑ *S/O*

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[1]	Total
Centre				
Compte				
Ordre interne				
Réseau activité				
Règlement d'emprunt				
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat				0,00

1. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Ventilation des coûts ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2020	2021	2022 et suivantes[3]	Total
(A) Base[2]				0,00$
(B) TPS	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(C) TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(E) Ristourne TPS et TVQ	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$
(F) Montant net (D – E)	0,00$	0,00$	0,00$	0,00$

2. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.
3. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

Actuellement deux programmes de subvention soutiennent ce projet :

- Programme d'Aide Financière au Fonds pour l'Infrastructure de Transport en commun (PAFFITC)
- Programme d'Aide Gouvernementale au Transport Collectif des Personnes (PAGTCP)

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorier : Linda Lebrun
Signé avec ConsignO Cloud (19/03/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION AU DIRECTEUR GÉNÉRAL**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : R-156-2 modifiant le R-156-1 Garage Côte-Vertu

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☑ Développement durable / Accessibilité universelle

DD - 7 - Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales
DD - 8 - Accroître la contribution économique et sociale de la STM

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO 2025 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Garage Côte-Vertu	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-156-2	**Montant :**	RE : 492 256 515 $

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 février 2016, le conseil d'administration de la STM autorisait un règlement d'emprunt (R-156-1), au montant de 394,5 M$, afin de financer le Garage Côte-Vertu.

En 2019, des risques, associés notamment au manque de disponibilité de la main-d'œuvre en construction et touchant plus spécifiquement le contrat CI01 « Excavation et bétonnage », se sont matérialisés ce qui a eu un impact direct sur les travaux de ce contrat et, par conséquent, sur l'échéancier de projet.

En 2016, le risque de pénurie de la main-d'œuvre en construction n'avait pas été identifié. Depuis, la difficulté de mobiliser le personnel spécialisé lors du bétonnage est devenue un enjeu majeur pour le projet. Plusieurs projets au Québec sont impactés par le manque de disponibilité de ces ressources, surtout pour les quarts de nuit et de fins de semaine. Des enjeux similaires ont été vécus récemment sur plusieurs chantiers de la région de Montréal, dont celui du nouveau pont Champlain. Plus spécifiquement, l'augmentation du nombre de projets de construction dans la région de Montréal, incluant celui du REM, a accru le niveau de difficulté de combler les quarts de nuit et de fins de semaine surtout pour les travaux de bétonnage.

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces éléments, il est donc requis d'augmenter le montant du règlement d'emprunt d'une somme de 97,8 M$ passant de 394,5 M$, à 492,3 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- **3 février 2016** : Conseil d'administration de la STM => Approbation du règlement R-156-1 au montant de 394,5 M$;
- **30 janvier 2020** : Comité GPP – modification => Le dossier a été présenté au comité;
- **5 mars 2020 :** Comité de suivi des actifs (CSA) => Le comité a donné son aval sur les recommandations et le budget supplémentaire de 82,1 M$. Le budget total passe donc de 418,1 M$ à 500,2 M$ en considérant le budget spécial d'exploitation de 7,9 M$. Puisque le règlement d'emprunt était demeuré à 394,5 M$, celui-ci sera augmenté de 97,8 M$.

JUSTIFICATION DE LA MODIFICATION

La pénurie de main-d'œuvre, combinée à des enjeux géotechniques qui ont généré plusieurs changements à la conception du garage, a particulièrement touché le contrat CI01 « Excavation et bétonnage ». Des retards importants ont été constatés pour ce premier contrat. Les retards du CI01 ont des impacts sur les contrats subséquents (finition architecturale, équipements de voie, mécanique, électrique, ventilation, etc.) et décalent, par le fait même, la livraison du garage.

En tenant en compte des différentes mesures et avec la révision des divers échéanciers, la mise en service du garage est maintenant prévue en mars 2022, pour un report de 10 mois. Les mesures tiennent compte d'incitatifs monétaires afin de mobiliser du personnel supplémentaire et d'intégrer des mesures d'accélération dans les différents échéanciers de travaux.

Une enveloppe additionnelle est requise afin d'assurer le bon déroulement du projet et respecter les engagements de la STM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût complet du projet est maintenant de 500 196 515 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 97 756 515 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 492 256 515 $ et d'un montant de 7 940 000 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	482 529 116 $
Frais financiers	9 727 399 $
Total RE	**492 256 515 $**
Budget spécial d'exploitation	7 940 000 $
Coût complet du projet	**500 196 515 $**

Admissibilité du projet à une subvention :

Actuellement deux programmes de subvention soutiennent ce projet :

- Programme d'Aide Financière au Fonds pour l'Infrastructure de Transport en commun (PAFFITC) : Suite à une évaluation du dossier par le MTQ, une subvention de 90 % des dépenses admissibles a été autorisée pour un montant maximal de 166,8 M$ avant taxes et frais financiers. Cette subvention a été autorisée le 7 août 2018.

- Programme d'Aide Gouvernementale au Transport Collectif des Personnes (PAGTCP) : Suite à une évaluation du dossier par le MTQ, une subvention de 75 % des dépenses admissibles a été autorisée pour un montant maximal de 214,2 M$ avant taxes et frais financiers. Cette subvention a été autorisée le 28 septembre 2018.

Suite à une évaluation du dossier par la direction Finances, une nouvelle demande de subvention incorporant les montants de la présente demande de modification sera effectuée.

PLAN STRATÉGIQUE ORGANISATIONNEL

Le projet contribue à 4 des 16 objectifs du *Plan stratégique organisationnel 2025* de la STM :

- Améliorer l'expérience client - Livrer l'offre de service promise;
- Améliorer l'expérience client - Améliorer la régularité du service et assurer un parcours client prévisible;
- Maîtriser les finances - Améliorer l'efficience des processus et la productivité;
- Attirer, développer et mobiliser les talents - Encourager l'implication et le leadership.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le projet contribue à 7 des 9 chantiers du *Plan de développement durable 2025* de la STM :

- Bâtir et opérer des bâtiments et infrastructures durables et résilients;
- Maintenir un positionnement d'employeur responsable;
- Réduire la consommation des ressources et la production de matières résiduelles;
- Prévenir et réduire la contamination de l'eau et des sols;
- Renforcer la démarche en approvisionnement responsable;
- Impliquer les parties prenantes externes et accroître les liens avec les collectivités locales;
- Accroître la contribution économique et sociale de la STM.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Étapes	Échéancier
Autorisation de la modification du RE par le CA-STM	3 avril 2020
Autorisation du nouveau RE par le MAMH	Août 2020
Activités de mise en œuvre (MEO)	2016 à mars 2022
Fermeture / Dépôt du bilan de fermeture	Septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

stm	**Sommaire décisionnel du règlement**		
Titre	Garage Côte-Vertu	**Date :**	3 avril 2020
Numéro	R-156-2	**Montant :**	RE : 492 256 515 $

Aucune dérogation aux règles de régie interne.

RÈGLEMENT R-156-2

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU » (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156 »);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le 3 février 2016, la Société approuvait le « RÈGLEMENT R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) » (résolution CA-2016-014) (ci-après le « Règlement R-156-1 »);

ATTENDU que le Règlement R-156-1 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 mars 2016 (CG16-0225), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 28 avril 2016 (CC16-021) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 21 juin 2016 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage sous-terrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1, requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert de celui-ci à l'exploitation de la Société;

ATTENDU que le projet « Garage Côte-Vertu » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (97 756 515 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)** incluant les taxes et les frais financiers à court terme, le tout tel que plus amplement décrit à

l'Annexe A-2 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A-1 du Règlement R-156-1 qui a remplacé l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-2 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-2 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1.

PAR CONSÉQUENT, IL EST DÉCRÉTÉ COMME RÈGLEMENT R-156-1 DE LA SOCIÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 Le préambule fait partie intégrante du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2;

ARTICLE 2 Le libellé du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, est remplacé par ce qui suit :

« RÈGLEMENT R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 ET PAR LE RÈGLEMENT R-156-2, AUTORISANT UN EMPRUNT DE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »

ARTICLE 3 L'article 3 du Règlement R-156-1 est modifié en le remplaçant par ce qui suit :

« La Société est autorisée à emprunter, pour un terme d'une durée maximale de **TRENTE (30) ANS**, un montant en principal n'excédant pas **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)**, dont le produit doit servir exclusivement aux fins mentionnées au présent règlement et à l'Annexe A-2 du Règlement R-156-2»

ARTICLE 4 L'Annexe A jointe au Règlement R-156, telle que remplacée par l'Annexe A-1 jointe au Règlement R-156-1, est remplacée par l'Annexe A-2 jointe au présent Règlement R-156-2 pour en faire partie intégrante;

ARTICLE 5 La durée de chacun des emprunts pourra être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la durée de vie utile du bien à financer ou de toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue à l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2;

ARTICLE 6 La Société est autorisée à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, pour les sommes engagées pour les fins du règlement R-156-2 avant son adoption;

ARTICLE 7 Le présent règlement entre en vigueur selon la loi.

SIGNÉ À MONTRÉAL, CE 3 AVRIL 2020

PHILIPPE SCHNOBB
Président du conseil d'administration

SYLVAIN JOLY
Secrétaire corporatif

Page suivante : Annexe A-2

ANNEXE A-2

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT R-156-2

MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)

	Montant estimé*	Total*
A) Garage Côte-Vertu		-
		-
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		-
		-
Main-d'œuvre interne	28 976 543 $	-
Biens et services	345 886 875 $	374 863 418 $
		-
Sous-total avant taxes, contingences et frais financiers :		**374 863 418 $**
		-
Taxes nettes de ristournes	21 546 312 $	-
Contingences / risques	86 119 386 $	107 665 698 $
Sous-total avant frais financiers :		**482 529 116 $**
		-
Frais financiers	9 727 399 $	9 727 399 $
		-
Total :		**492 256 515 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

ANNEXE 1

VENTILATION DES COÛTS

	Montant estimé*	Total*
A) Garage Côte-Vertu		
Études, plans et devis, équipements et systèmes, infrastructure, composantes mécaniques, gestion et contrôles des coûts, autres services professionnels, frais de bureau, main-d'œuvre interne et autres dépenses diverses.		
Main-d'œuvre interne	28 976 543 $	
Biens et services	345 886 875 $	374 863 418 $
Sous-total avant taxes, contingences et frais financiers :		**374 863 418 $**
Taxes nettes de ristournes	21 546 312 $	
Contingences / risques	86 119 386 $	107 665 698 $
Sous-total avant frais financiers :		**482 529 116 $**
Frais financiers	9 727 399 $	9 727 399 $
Total :		**492 256 515 $**

* Les montants indiqués en regard de chacun des projets étant des estimations, si un montant de cette annexe pour un de ses projets s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans un autre projet prévu au présent règlement, dont la dépense est plus élevée.

RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

Afin de valider que le contexte du marché n'était pas spécifique aux projets de la STM, cette dernière a octroyé un mandat à une firme externe afin d'évaluer les impacts liés à la surchauffe du marché de la construction dans la région de Montréal. Les faits saillants et constats ont été présentés lors du comité spécial de suivi des actifs du 5 mars.

Considérant ces éléments, il est donc requis d'augmenter le montant du règlement d'emprunt d'une somme de 97,8 M$ passant de 394,5 M$, à 492,3 M$ afin de compléter la réalisation de ce projet.

La pénurie de main-d'œuvre, combinée à des enjeux géotechniques qui ont généré plusieurs changements à la conception du garage, a particulièrement touché le contrat CI01 « Excavation et bétonnage ». Des retards importants ont été constatés pour ce premier contrat. Les retards du CI01 ont des impacts sur les contrats subséquents (finition architecturale, équipements de voie, mécanique, électrique, ventilation, etc.) et décalent, par le fait même, la livraison du garage.

En tenant en compte des différentes mesures et avec la révision des divers échéanciers, la mise en service du garage est maintenant prévue en mars 2022, pour un report de 10 mois. Les mesures tiennent compte d'incitatifs monétaires afin de mobiliser du personnel supplémentaire et d'intégrer des mesures d'accélération dans les différents échéanciers de travaux.

Une enveloppe additionnelle est requise afin d'assurer le bon déroulement du projet et respecter les engagements de la STM.

Volet financier

Le coût complet du projet est maintenant de 500 196 515 $, taxes nettes de ristournes et les frais financiers, soit une hausse de 97 756 515 $. Cette somme se compose d'une enveloppe au règlement d'emprunt de 492 256 515 $ et d'un montant de 7 940 000 $ au budget spécial d'exploitation.

Dépenses capitalisables	482 529 116 $
Frais financiers	9 727 399 $
Total RE	**492 256 515 $**
Budget spécial d'exploitation	7 940 000 $
Coût complet du projet	**500 196 515 $**

Extrait du procès-verbal d'une assemblée extraordinaire du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 3 avril 2020
par voie de conférence téléphonique

CA-2020-049 ADOPTION DU RÈGLEMENT R-156-2 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) ET MODIFICATION DU PROGRAMME DES IMMOBILISATIONS 2020-2029

ATTENDU que le 6 mai 2015, la Société de transport de Montréal (ci-après la « Société ») approuvait le « RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU » (résolution CA-2015-130) (ci-après le « Règlement R-156 »);

ATTENDU que le Règlement R-156 était approuvé par la Ville de Montréal le 18 juin 2015 (CG15 0433), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 1er octobre 2015 (CC15-032) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 19 novembre 2015 (AM 283844);

ATTENDU que le 3 février 2016, la Société approuvait le « RÈGLEMENT R-156-1 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $) » (résolution CA-2016-014) (ci-après le « Règlement R-156-1 »);

ATTENDU que le Règlement R-156-1 était approuvé par la Ville de Montréal le 24 mars 2016 (CG16-0225), par la Communauté métropolitaine de Montréal le 28 avril 2016 (CC16-021) et par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Occupation du Territoire le 21 juin 2016 (AM 283844);

ATTENDU que le projet de construction d'un troisième quai à la station Côte-Vertu tel que décrit au Règlement R-156 a été abandonné;

ATTENDU que le projet de construction d'un garage sous-terrain pour les voitures de métro (ci-après le « Garage Côte-Vertu ») tel que décrit au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1, requiert l'octroi de nombreux contrats de services professionnels, de construction, de gestion et des travaux de transfert;

ATTENDU que certains contrats de services reliés à l'acquisition de terrains et d'autres reliés à la réalisation d'études, plans, devis et estimations pour la construction du garage ont déjà été octroyés suivant le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que de nombreux autres coûts sont désormais à prévoir dans le cadre du projet du Garage Côte-Vertu afin de procéder à la construction, la mise en service et le transfert de celui-ci à l'exploitation de la Société;

ATTENDU que le projet « Garage Côte-Vertu » à la rubrique « Réseau du métro » au « Programme des immobilisations 2020-2029 » de la Société doit être modifié;

ATTENDU qu'il y a lieu de pourvoir au paiement de l'ensemble des coûts du projet à même le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1;

ATTENDU que, pour assurer le paiement des coûts et réaliser les fins prévues au Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, il est opportun d'augmenter le montant de l'emprunt de **QUATRE-VINGT-DIX-SEPT MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (97 756 515 $)**, portant le montant total de l'emprunt à **QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $)** incluant les taxes et les frais financiers à court terme, le tout tel que plus amplement décrit à

l'Annexe A-2 jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, laquelle remplace l'Annexe A-1 du Règlement R-156-1 qui a remplacé l'Annexe A du Règlement R-156;

ATTENDU que les montants indiqués en regard de chacun des items de l'Annexe A-2 étant des estimations, si un montant indiqué à l'Annexe A-2 pour un projet s'avère moins élevé que prévu lors de sa réalisation, la différence pourra être utilisée pour le paiement d'un élément contenu dans ce projet ou dans un autre projet prévu au présent règlement dont la dépense est plus élevée, incluant les frais financiers;

ATTENDU que l'article 3.3 du règlement R-091 sur le contrôle et le suivi budgétaires de la Société, tel que modifié par le règlement R-091-1, permet le remboursement dans le fonds général de la Société, d'une somme ne pouvant excéder dix pour cent (10 %) du montant du règlement d'emprunt pour les sommes engagées à même ce fonds pour les fins de ce règlement, avant son approbation par le Ministre des Affaires Municipales et de l'Habitation;

ATTENDU qu'il y a lieu de prévoir le remboursement, dans le fonds général de la Société, d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts devant être effectués dans le cadre règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et le Règlement R-156-2, relativement aux sommes ayant pu être engagées par la Société pour les fins du règlement avant son adoption;

ATTENDU qu'il y a donc lieu de modifier le Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1.

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification et finances

ET CONSIDÉRANT la recommandation du directeur général

PROPOSÉ par monsieur Georges Bourelle
APPUYÉ par madame Claudia Lacroix Perron

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU 1° DE MODIFIER le livre Programme des immobilisations (PI) 2020-2029, dans la section autorisée le projet intitulé « Garage Côte-Vertu » pour le secteur métro pour un montant total de 500 196 515 $, incluant les taxes nettes de ristournes et les frais financiers (intérêts court terme);

2° D'ADOPTER le règlement R-156-2 MODIFIANT LE RÈGLEMENT R-156 AUTORISANT UN EMPRUNT DE VINGT-NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (29 500 000 $) POUR FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS ET DES SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE ET D'UN QUAI À LA STATION CÔTE-VERTU, TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 AYANT MODIFIÉ LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT 156 ET AUGMENTÉ LE MONTANT DE L'EMPRUNT À TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLIONS CINQ CENT MILLE DOLLARS (394 500 000 $), AFIN DE MODIFIER LES OBJETS ET LE LIBELLÉ DU RÈGLEMENT AINSI QUE D'AUGMENTER LE MONTANT DE L'EMPRUNT À QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $), pour un terme maximal de TRENTE (30) ANS, le tout selon le libellé du projet de règlement joint à la présente pour en faire partie intégrante, dont un original signé par le président et le Secrétaire corporatif de la Société est conservé dans le registre des règlements;

3° DE REMPLACER le libellé du Règlement R-156, tel que modifié par le Règlement 156-1 par ce qui suit : « RÈGLEMENT R-156 TEL QUE MODIFIÉ PAR LE RÈGLEMENT R-156-1 ET PAR LE RÈGLEMENT R-156-2, AUTORISANT UN EMPRUNT DE QUATRE CENT QUATRE-VINGT-DOUZE MILLIONS DEUX CENT CINQUANTE-SIX MILLE CINQ CENT QUINZE DOLLARS (492 256 515 $) POUR FINANCER LA CONSTRUCTION D'UN GARAGE POUR VOITURES DE MÉTRO »;

4° DE CONSENTIR à ce que la durée de chacun des emprunts puisse être fixée au moment où ils sont contractés en fonction de la vie utile du bien à financer, ou toute subvention pouvant être obtenue permettant que ce bien soit financé pour un terme plus court, mais en autant que la durée maximale des emprunts, incluant leur refinancement, ne dépasse pas la durée maximale prévue l'article 2 du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2;

5° D'AUTORISER la Société à renflouer son fonds général d'une somme additionnelle maximale de **NEUF MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE SIX CENT CINQUANTE ET UN DOLLARS (9 775 651 $)** provenant du ou des emprunts à effectuer en vertu du règlement R-156, tel que modifié par le Règlement R-156-1 et par le présent Règlement R-156-2, pour les sommes engagées aux fins du règlement avant son approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

Frédérick Roussel
Signé avec ConsignO Cloud (06/04/2020)
Vérifiez avec ConsignO ou Adobe Reader.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.008

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203422001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement RCM-60A-9-2020 de la Cité de Dorval modifiant le règlement de zonage RCM-60A-2015.

Il est recommandé :

1. d'approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement suivant, adopté le 16 mars 2020 par le conseil municipal de la Cité de Dorval :
   - le règlement RCM-60A-9-2020 modifiant de nouveau le règlement de zonage RCM-60A-2015 afin de modifier la zone U01-02 quant à la hauteur permise et quant au ratio minimum de stationnement résidentiel;

2. d'autoriser le greffier à délivrer un certificat de conformité à son égard et à transmettre une copie certifiée conforme du certificat à la Cité de Dorval.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-06 22:15

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1203422001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Approuver la conformité au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement RCM -60A-9-2020 de la Cité de Dorval modifiant le règlement de zonage RCM-60A-2015.

CONTENU

CONTEXTE

Le 1er avril 2020, la Ville de Montréal recevait le règlement RCM-60A-9-2020 transmis par la Cité de Dorval et adopté le 16 mars 2020. Ce règlement modifie le règlement de zonage RCM-06A-2015 de la Cité de Dorval relativement aux normes et usages autorisés dans la zone U01-02 afin de modifier la forme urbaine prévue dans cette zone. Le but de cette modification est de permettre une concentration de l'implantation des bâtiments sur une moins grande superficie au sol afin de disposer d'espaces libres, dont des espaces de verdure.

Le règlement RCM-60A-9-2020 vise la disposition 4.2.2 relative à un îlot de chaleur du document complémentaire (DC) du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma). De plus, le règlement amène des modifications à des normes pouvant affecter la densité qui est un objet visé par l'analyse de conformité au Schéma.

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et au règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC, doit faire l'objet d'un examen de conformité aux objectifs du Schéma et aux dispositions du DC un règlement de remplacement d'un règlement de zonage dont l'objet est visé par une disposition du DC, ce qui s'applique au règlement RCM-60A-9-2020. L'examen de conformité a pour but de s'assurer que les conditions ne viennent pas assouplir la portée des dispositions susmentionnées, et ce, même si l'exercice de concordance au Schéma, par la Cité de Dorval, est complété.

Puisque le règlement concerne une ville liée, c'est le comité exécutif qui procède à l'examen et à l'approbation conformément aux dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- 2020-03-16 - CM2003 089 - Conseil municipal de la Cité de Dorval - Adoption du règlement RCM-60A-9-2020.
- 2015-09-24 - CG15 0575 - Adoption du règlement RCG 15-073 sur l'examen de la conformité aux objectifs du Schéma d'aménagement et de développement et aux dispositions du document complémentaire de l'agglomération de Montréal - sommaire décisionnel 1156938001.
- 2015-01-29 - CG15 0055 - Adoption du règlement RCG 14-029 relatif au Schéma d'aménagement et de développement - sommaire décisionnel 1140219001.
- Le règlement RCM-60A-9-2020 est réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

DESCRIPTION

Le règlement RCM-60A-9-2020 modifie le règlement de zonage RCM-60A-2015 en changeant la grille des usages et normes applicables à la zone U01-02 comme suit :

- Augmentation de la hauteur maximale autorisée, qui passe de 8 à 16 étages.
- Ajout de la mention aux articles 228.1 et 228.2 afin d'autoriser les habitations collectives.
- Ajout d'une spécification sur la marge latérale limitrophe de la ligne arrière des terrains sur l'avenue Louise-Lamy, qui est fixée à 25 mètres.
- Diminution du nombre de cases de stationnement exigé à 1,2 case par logement.

JUSTIFICATION

Analyse de la conformité

La zone U01-02 est située dans la grande affectation « Dominante résidentielle » du Schéma. Cette affectation autorise l'occupation « habitation collective » à laquelle se rattachent les dispositions spéciales ajoutées aux usages permis dans la zone par le règlement RCM-60A-9-2020.

La zone U01-02 se situe dans un secteur à construire de la carte 33 du Schéma où la densité minimale exigée est de 80 logements par hectare, ce qui est respecté par les modifications apportées au règlement de zonage RCM-60A-2015 puisque le coefficient minimal d'occupation du sol demeure inchangé et conforme.

Par les modifications apportées aux normes et usages autorisés dans la zone U01-02, le règlement RCM-60A-9-2020 favorise une forme urbaine plus concentrée où les futurs bâtiments de plus grande hauteur pourront occuper une plus petite superficie du sol. Par conséquent, et en considérant les articles 207 et 208 de la section 14 sur l'aménagement du terrain (chapitre 5 sur les dispositions applicables au secteur urbain central (U)) du règlement de zonage RCM-60A-2015, la zone devrait disposer de plus d'espaces libres et aménagés avec de la verdure, ce qui répond à la disposition 4.2.2 du DC du Schéma relative à un îlot de chaleur.

Conclusion

Considérant que les modifications apportées par le règlement RCM-60A-9-2020 aux normes

et usages autorisés dans la zone U01-02 favorisent le respect des objectifs et des dispositions du DC du Schéma, ce règlement est conforme au Schéma.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette modification réglementaire vise à accroître la superficie des espaces libres lors de futurs développements dans la zone U01-02. Puisque ces espaces libres doivent être aménagés ou gazonnés selon les articles 207 et 208 du règlement de zonage RCM-60A-2015, ils permettront d'améliorer la lutte à l'îlot de chaleur qui affecte cette zone.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Ce dossier ne comporte aucun enjeu en lien avec la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est associée à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Délivrance par le greffier d'un certificat de conformité à l'égard du règlement;
- Transmission par le greffier du certificat de conformité à la municipalité.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphane CHARBONNEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-8657
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-29

Monique TESSIER
Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-05-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-06

SECTION 14 : AMÉNAGEMENT DU TERRAIN

SOUS-SECTION 1 : GÉNÉRALITÉS

207. AMÉNAGEMENT DE LA MARGE AVANT

Toute marge avant doit être paysagée et gazonnée.

208. ENTRETIEN D'UN ESPACE LIBRE PAYSAGÉ

Tout espace d'un terrain laissé libre de tout usage et construction doit être gazonné ou faire l'objet d'un aménagement paysager. Cet aménagement doit en tout temps être maintenu en bon état.

L'utilisation de gazon synthétique est prohibée comme couvre-sol des espaces libres, sauf pour l'aménagement d'une aire de jeu ou d'un terrain de sport.

209. ENTRETIEN D'UN TERRAIN

Tout terrain qu'il soit ou non construit doit être entretenu, maintenu en bon état, exempt de broussailles, de mauvaises herbes et de hautes herbes, et exempt de tout amas de débris, matériaux, ferrailles ou autres.

Le propriétaire doit obligatoirement gazonner la marge d'emprise de la voie publique adjacente au terrain; cet espace doit en tout temps être entretenu par le propriétaire ou l'occupant du terrain limitrophe.

210. TRIANGLE DE VISIBILITÉ

Pour les terrains situés à l'intersection de deux rues, un triangle de visibilité exempt de tout obstacle de plus de 0,8 m de hauteur mesuré à partir du niveau de la rue doit être respecté.

Malgré le paragraphe précédent, une structure supportée par un seul poteau ou non rattachée au sol peut empiéter dans le triangle de visibilité pourvu qu'elle soit à au moins 2,7 m du niveau du sol.

Ce triangle de visibilité doit avoir un minimum de 10 m de côté au croisement des rues; il est mesuré à partir du point d'intersection des deux chaînes de trottoir ou de leur prolongement.

Tout espace de stationnement est interdit dans ce triangle de visibilité.

Cette mesure ne s'applique pas dans le cas où l'on constate, après inspection, qu'une haie localisée dans le triangle de visibilité et dont la hauteur excède 0,8 mètre, ne constitue pas un obstacle pouvant nuire à la sécurité de la circulation à l'intersection.

PROVINCE DE QUÉBEC
CITÉ DE DORVAL

RÈGLEMENT RCM-60A-9-2020

RÈGLEMENT MODIFIANT DE NOUVEAU LE RÈGLEMENT DE ZONAGE RCM-60A-2015 AFIN DE MODIFIER LA ZONE U01-02 QUANT À LA HAUTEUR PERMISE ET QUANT AU RATIO MINIMUM DE STATIONNEMENT RÉSIDENTIEL

Séance du Conseil municipal tenue à l'hôtel de ville, 60, avenue Martin, Dorval, Québec, le 16 mars 2020.

---oOo---

Attendu que la zone U01-02 est située dans un secteur stratégique de la Cité de Dorval, désignée aire TOD à forte densité résidentielle, comme en témoigne l'actuel coefficient d'occupation du sol autorisé;

Attendu que ce coefficient d'occupation du sol ne serait pas modifié car on vise ici plutôt de modifier la forme urbaine qui avait été prévue selon un maximum de 8 étages ;

Attendu que le fait d'augmenter le nombre maximum d'étages à 16 permettrait la concentration de l'implantation des bâtiments sur moins de superficie au sol, dégageant ainsi d'importants espaces libres, y incluant de la verdure et réduisant ainsi l'effet négatif de cet îlot de chaleur ;

Attendu qu'en raison de la variété du parc immobilier envisagé, dont une majorité de logements locatifs, et de la proximité du transport en commun, il importe de réévaluer le ratio minimum du stationnement résidentiel ;

Attendu que des demandes citoyennes faites lors de l'assemblée publique de consultation du 4 février 2020 ont conduit à diverses modifications normatives contenues dans ce projet de règlement ;

Le conseil ordonne et décrète l'adoption du règlement modificateur qui suit :

Article 1. La grille des usages et normes visée à l'article 20 du règlement de zonage RCM-60A-2015 est modifiée comme suit :

a) par l'ajout à la ligne 30 de la note (1) à toutes les colonnes;

b) par le remplacement à la ligne 33 de toutes les colonnes du chiffre 8 par le chiffre 16;

c) par l'ajout à la ligne 43 du numéro d'article « 228.1 » aux colonnes applicables aux usages résidentiels ;

d) par l'ajout à la ligne 44 du numéro d'article « 228.2 » à toutes les colonnes ;

e) par l'ajout à la case « notes » de ce qui suit : « La marge latérale adjacente à la ligne arrière des terrains situés sur l'avenue Louise-Lamy est de 25 mètres. »

Le tout tel que montré à l'annexe « A » jointe à ce règlement pour en faire partie intégrante.

Article 2 : Le règlement de zonage RCM-60A-2015 est modifié par l'ajout des articles suivants :

228.1 Norme particulière en matière de stationnement résidentiel

Lorsqu'indiqué dans la grille des usages et normes, le ratio minimum de stationnement résidentiel est de 1,20 case / logement.

228.2 Normes particulières à la zone U01-02

Lorsqu'indiqué dans la grille des usages et normes, les normes particulières suivantes s'appliquent :

a) La hauteur maximale d'une clôture installée le long de la ligne latérale ouest et séparative des lots longeant l'avenue Louise-Lamy est de deux mètres quarante-cinq (2,45 m) ;

b) Toute partie de bâtiment située à moins de cinquante mètres (50 m) de la ligne latérale ouest et séparative des lots longeant l'avenue Louise-Lamy ne peut excéder une hauteur de 14 étages.

Article 3. : Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

APPROUVÉ (s) Edgar Rouleau MAIRE

APPROUVÉ (s) Louise Vinet GREFFIÈRE ADJOINTE

CITÉ DE DORVAL CITY OF DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
Louise Vinet
Greffière adjointe

CITÉ DE DORVAL

GRILLES DES USAGES ET NORMES

RÈGLEMENT DE ZONAGE NO RCM-60A-2015 - ANNEXE "A"

AFFECTATION PRINCIPALE : U

NUMÉRO DE ZONE : 01-02

A - USAGES AUTORISÉS Groupes	Classes		A	B	C	D
Vieux-Village (V)	1. Résidentielle	v1				
	2. Commerciale et services	v2				
	3. Culturelle, récréative et de loisirs	v3				
Secteur urbain central (U)	4. Résidentielle	u1	•	•	•	
	5. Commerciale et services	u2				•
	6. Culturelle, récréative et de loisirs	u3				•
	7. Institution et administration publiques	u4				•
Zones commerciales (C)	8. Commerciale et services	c1				
Quartiers résidentiels (H)	9. Habitation unifamiliale	h1				
	10. Habitation bi et trifamiliale	h2				
	11. Habitation multifamiliale	h3				
	12. Habitation de séjour prolongé	h4				
Zone aéroportuaire (Z)	13. Services aéroportuaires	z1				
	14. Services connexes	z2				
Parc d'affaires autoroutier (D)	15. Commerciale et services	d1				
	16. Industrielle	d2				
Parc industriel (I)	17. Commerciale et services	i1				
	18. Industrielle	i2				
	19. Culturelle, récréative et de loisirs	i3				
Espaces récréatifs (P)	20. Éducationnelle et de santé	p1				
	21. Culturelle, récréative et de loisirs	p2				

B - USAGES SPÉCIFIQUEMENT EXCLUS / PERMIS ET USAGES CONDITIONNELS					
Usages spécifiquement exclus	22.				U2-15, 20931, 5821, 5822, 5823
Usages spécifiquement permis	23.				
Usages conditionnels	24.				

C - NORMES PRESCRITES (bâtiment principal)						
Structure	25. Isolée		•			•
	26. Jumelée			•		
	27. Contiguë				•	
Marges	28. Avant (m)	min.	3	3	3	3
	29. Latérale d'un côté (m)	min.	3.8	0	0	3.8
	30. Latérale de l'autre côté (m)	min.	3.8 (1)	6 (1)	0 (1)	3.8 (1)
	31. Arrière (m)	min.	6	6	6	6
Bâtiment	32. Hauteur (étage)	min.	2	2	2	2
	33. Hauteur (étage)	max.	16	16	16	16
	34. Hauteur (m)	max.				
	35. Largeur (m)	min.				
Rapports	36. Logement/bâtiment	min.	4	4	4	
	37. Logement/bâtiment	max.				
	38. Coefficient d'occupation du sol	min.	2	2	2	
	39. Coefficient d'occupation du sol	max.	6	6	6	6
	40. Taux d'implantation au sol	min.				

D - NORMES PRESCRITES (terrain)						
Dimensions	41. Largeur (m)	min.				
	42. Superficie (m2)	min.				

E - DISPOSITIONS SPÉCIALES					
	43. 44. 45. 46. 47.	228.1 228.2	228.1 228.2	228.1 228.2	226 228.2

F - NOTES

(1) La marge latérale adjacente à la ligne arrière des terrains situés sur l'avenue Louise-Lamy est de 25 mètres.

CITÉ DE DORVAL

GRILLES DES USAGES ET NORMES

RÈGLEMENT DE ZONAGE NO RCM-60A-2015 - ANNEXE "B"

AFFECTATION PRINCIPALE : U

NUMÉRO DE ZONE : 01-02

A - USAGES AUTORISÉS Groupes	Classes		E	F	G	H
Vieux-Village (V)	1. Résidentielle	v1				
	2. Commerciale et services	v2				
	3. Culturelle, récréative et de loisirs	v3				
Secteur urbain central (U)	4. Résidentielle	u1				
	5. Commerciale et services	u2	•	•		
	6. Culturelle, récréative et de loisirs	u3	•	•		
	7. Institution et administration publiques	u4	•	•		
Zones commerciales (C)	8. Commerciale et services	c1				
Quartiers résidentiels (H)	9. Habitation unifamiliale	h1				
	10. Habitation bi et trifamiliale	h2				
	11. Habitation multifamiliale	h3				
	12. Habitation de séjour prolongé	h4				
Zone aéroportuaire (Z)	13. Services aéroportuaires	z1				
	14. Services connexes	z2				
Parc d'affaires autoroutier (D)	15. Commerciale et services	d1				
	16. Industrielle	d2				
Parc industriel (I)	17. Commerciale et services	i1				
	18. Industrielle	i2				
	19. Culturelle, récréative et de loisirs	i3				
Espaces récréatifs (P)	20. Éducationnelle et de santé	p1				
	21. Culturelle, récréative et de loisirs	p2				

B - USAGES SPÉCIFIQUEMENT EXCLUS / PERMIS ET USAGES CONDITIONNELS					
Usages spécifiquement exclus	22.	U2-15, 20931, 5821, 5822, 5823	U2-15, 20931, 5821, 5822, 5823		
Usages spécifiquement permis	23.				
Usages conditionnels	24.				

C - NORMES PRESCRITES (bâtiment principal)						
Structure	25. Isolée					
	26. Jumelée		•			
	27. Contiguë			•		
Marges	28. Avant (m)	min.	3	3		
	29. Latérale d'un côté (m)	min.	0	0		
	30. Latérale de l'autre côté (m)	min.	6 (1)	0 (1)		
	31. Arrière (m)	min.	6	6		
Bâtiment	32. Hauteur (étage)	min.	2	2		
	33. Hauteur (étage)	max.	16	16		
	34. Hauteur (m)	max.				
	35. Largeur (m)	min.				
Rapports	36. Logement/bâtiment	min.				
	37. Logement/bâtiment	max.				
	38. Coefficient d'occupation du sol	min.				
	39. Coefficient d'occupation du sol	max.	6	6		
	40. Taux d'implantation au sol	min.				

D - NORMES PRESCRITES (terrain)						
Dimensions	41. Largeur (m)	min.				
	42. Superficie (m2)	min.				

E - DISPOSITIONS SPÉCIALES					
	43. 44. 45. 46. 47.	226 228.2	226 228.2		

F - NOTES

(1) La marge latérale adjacente à la ligne arrière des terrains situés sur l'avenue Louise-Lamy est de 25 mètres.

DORVAL

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil du lundi 16 mars 2020

CM2003 089
3e Adoption du règlement RCM-60A-9-2020 modifiant de nouveau le règlement de zonage RCM-60A-2015 afin de modifier la zone U01-02 quant à la hauteur permise et quant au ratio minimum de stationnement résidentiel

Attendu que le second projet de règlement RCM-60A-9-2020 a été adopté, tel que modifié, à la séance du conseil du 17 février 2020;

Attendu que suite à l'avis public paru le 26 février 2020 aucune personne intéressée de la zone visée et des zones contiguës dudit projet n'a déposé une demande de participation à un référendum dans le délai prescrit;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER ROBERT LE SAGE
APPUYÉE PAR LA CONSEILLÈRE MARGO HERON

IL EST RÉSOLU:

D'adopter le règlement RCM-60A-9-2020 modifiant de nouveau le règlement de zonage RCM-60A-2015 afin de modifier la zone U01-02 quant à la hauteur permise et quant au ratio minimum de stationnement résidentiel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(signé) Edgar Rouleau
Maire

(signé) Louise Vinet
Greffière adjointe

2020-03-15433

CITÉ DE DORVAL CITY OF DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
Louise Vinet
Greffière adjointe

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.009

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1208199001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Désapprouver la conformité au Plan d'urbanisme et au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement CA-24-282.120 modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) considérant la non-conformité aux affectations

Il est recommandé :

1. de désapprouver le règlement CA-24-282.120 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282), adopté le 10 mars 2020 par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie, celui-ci n'étant pas conforme au Plan d'urbanisme et au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal étant donné qu'il permet des usages industriels en affectations respectivement au Secteur mixte et Dominante résidentielle;

2. d'autoriser le greffier à transmettre la résolution de désapprobation à l'arrondissement de Ville-Marie.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-08 16:20

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1208199001**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de l'urbanisme , Planification urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Désapprouver la conformité au Plan d'urbanisme et au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal du règlement CA-24-282.120 modifiant le règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) considérant la non-conformité aux affectations

CONTENU

CONTEXTE

L'article 133 de la Charte de la Ville de Montréal et l'article 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) prévoient que l'entrée en vigueur d'un règlement modifiant un règlement d'urbanisme adopté par un conseil d'arrondissement requiert, au préalable, l'examen et l'approbation de sa conformité au Plan d'urbanisme (Plan) et au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (Schéma) respectivement par le conseil municipal et le conseil d'agglomération ainsi que la délivrance d'un certificat de conformité par le greffier. Le règlement CA-24-282.120 est assujetti à l'examen de sa conformité aux objectifs et dispositions du document complémentaire du Schéma (RCG 14-029) aux termes du règlement RCG 15-073.
Toutefois, c'est la directrice de l'urbanisme qui procède à cet examen et à cette approbation selon les dispositions du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (RCG 15-084) (volet Schéma), du Règlement intérieur du conseil de la Ville sur la délégation de pouvoirs du conseil de la Ville au comité exécutif en matière d'aménagement et d'urbanisme (15-077) (volet Plan) et du Règlement intérieur du comité exécutif sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCE 02-004).

Après l'examen du règlement CA-24-282.120 adopté par le conseil d'arrondissement de Ville-Marie le 10 mars 2020, il a été constaté qu'un objet du règlement n'est pas conforme au Plan et au Schéma.

En vertu des articles 137.2 et suivants de la LAU applicables à l'examen de conformité d'un règlement d'urbanisme au Schéma, il n'est pas possible de délivrer un certificat de conformité pour un règlement qui contient une ou des dispositions non conformes. Il revient au comité exécutif de désapprouver ce règlement, en vertu du règlement 15-077.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

2020-03-10 - CA20 240121 - Conseil d'arrondissement de Ville-Marie - Adoption du règlement CA-24-282.120 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) - sommaire décisionnel 1198398008.

- Le règlement 01-280-46 est réputé approuvé par les personnes habiles à voter.

DESCRIPTION

Le règlement CA-24-282.120 modifie le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville -Marie (01-282) afin de revoir les usages autorisés dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald et certains paramètres de densité aux abords du métro Frontenac (nommé ci-après le pôle Frontenac). Plus spécifiquement, il s'agit des modifications suivantes :

- Interdire l'usage résidentiel dans les secteurs de la rue Parthenais et de la JTI-Macdonald;
- Réduire l'intensité des usages autorisés d'une zone mixte (passant de la catégorie M.7 à M.4) pour le secteur de la JTI-Macdonald;
- Pour le pôle Frontenac :
    - Rendre obligatoire une implantation en mode contigu des bâtiments;
    - Rabaisser les hauteurs maximales en mètres, de 23 à 16;
    - Augmenter la hauteur minimale en étages, de 1 à 3 (tout en conservant la hauteur maximale à 4);
    - Créer une nouvelle zone;
    - Faire un ajustement au découpage de l'unité de paysage pour la rue Ontario afin d'être cohérent avec la nouvelle zone créée.

Ces modifications réglementaires ci-haut mentionnées sont jugées conformes au Plan et au Schéma.

Élément du règlement CA-24-282.120 non conformes au Schéma

Le règlement CA-24-282.120 modifie les usages dans le secteur du pôle Frontenac, de façon à permettre la catégorie d'usage M.7C plutôt que la catégorie M.4B. Cette nouvelle catégorie d'usages a pour effet d'autoriser des usages industriels dans un secteur où les affectations sont « Secteur Mixte » au Plan et « Dominante résidentielle » au Schéma, lesquelles ne permettent pas les usages industriels, ce qui n'est donc pas conforme au Plan ni au Schéma.

JUSTIFICATION

Même si la majorité du contenu du règlement CA-24-282.120 est conforme au Plan et au Schéma, celui-ci contient un élément non conforme, ce qui conduit, selon les modalités de la LAU (art. 137.3 et 137.4.1), à une désapprobation de l'ensemble du règlement CA-24-282.120.
La désapprobation du règlement facilitera l'adoption par l'arrondissement des autres dispositions qui sont conformes sans qu'il soit nécessaire d'adopter au préalable un premier projet de règlement, ni un second projet de règlement, ni de tenir une assemblée publique de consultation, ni de recommencer la procédure d'approbation référendaire effectuée à l'égard du règlement CA-24-282.120, et ce, conformément aux dispositions de l'article 137.4.1 de la LAU.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Sans objet.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faciliter une nouvelle adoption du règlement CA-24-282.120 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) sans l'élément non conforme au Plan et au Schéma, permettant à l'arrondissement de ne pas perdre l'effet de gel de 120 jours prévu à la LAU.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun impact lié à la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication associée à la décision. Le conseil d'arrondissement de Ville-Marie pourra adopter les dispositions conformes du règlement CA-24-282.120 lors d'une séance publique de son conseil d'arrondissement, suite à la réception de la résolution de désapprobation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission de la résolution de désapprobation par le greffier de la Ville à l'arrondissement de Ville-Marie.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-05-07
Charles-Éden GODBOUT	Monique TESSIER	

Conseiller en aménagement

Tél : 514-872-0226
Télécop. :

Chef de division - Planification urbaine

Tél : 514 872-9688
Télécop. : 514 872-1458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Lucie CAREAU
directrice de l'urbanisme
Tél : 514 872-7978
Approuvé le : 2020-05-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-08

Ville-Marie
Montréal

CA-24-282.1XX	**Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie (01-282) afin d'améliorer la cohérence à l'égard de certains objectifs du Programme particulier d'urbanisme du quartier Sainte-Marie**

Vu l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

Vu l'article 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À sa séance du _____2020, le conseil d'arrondissement décrète :

1. Le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie est modifié par l'insertion, à la sous-section 2 de la section VI du chapitre IV du titre III, avant l'article 208, de l'article suivant :

« **207.1.** Malgré l'article 207, dans un secteur de la catégorie M.4 situé entre l'avenue De Lorimier et les rues De Rouen, D'Iberville et Ontario, les usages résidentiels sont interdits. ».

2. Le plan intitulé « Densités et implantation » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe A du présent règlement.

3. Le plan intitulé « Hauteurs et surhauteurs » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe B du présent règlement.

4. Le plan intitulé « Unités de paysages et immeubles d'intérêt » de l'annexe A de ce règlement tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe C du présent règlement.

5. Le plan intitulé « Usages prescrits » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe D du présent règlement.

6. Le plan intitulé « Zones » de l'annexe A de ce règlement est modifié tel qu'il est illustré sur le plan joint à l'annexe E du présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »

ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »

ANNEXE C

EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »

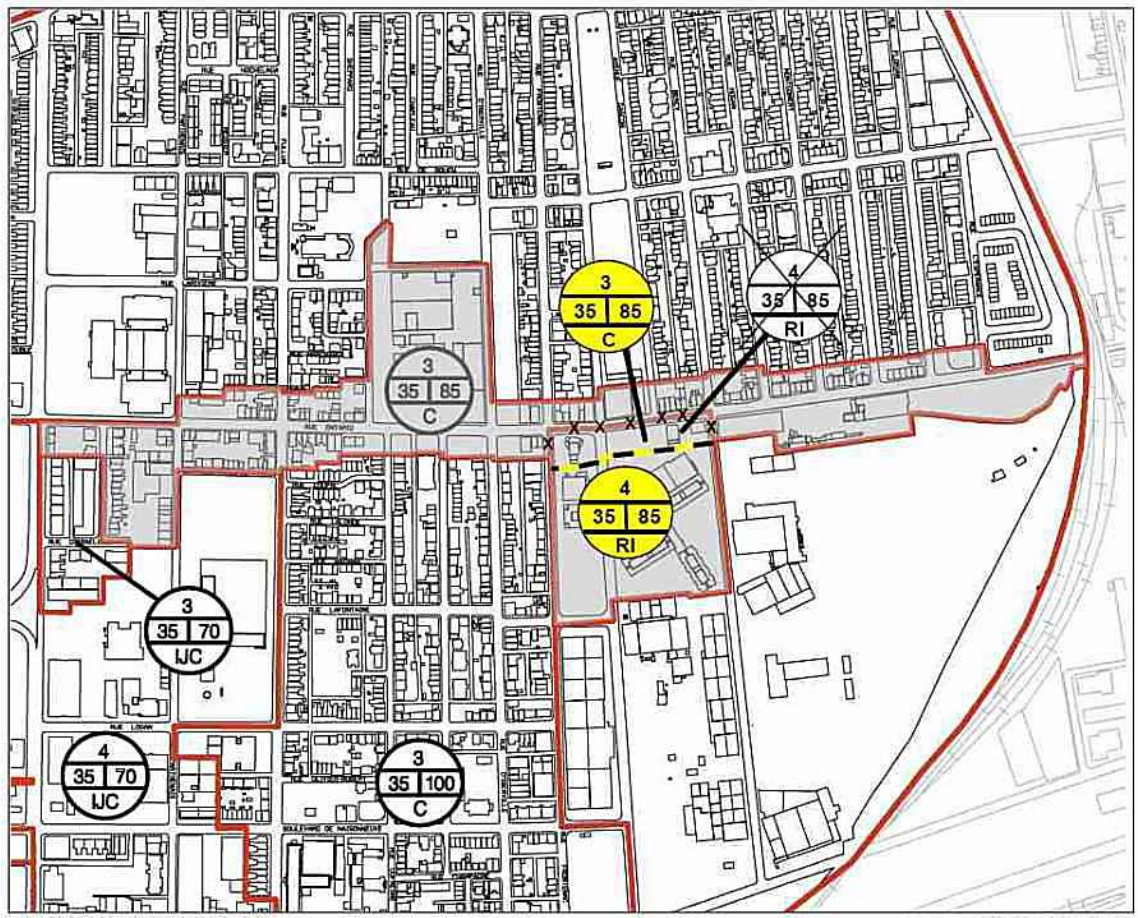
ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »

ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »

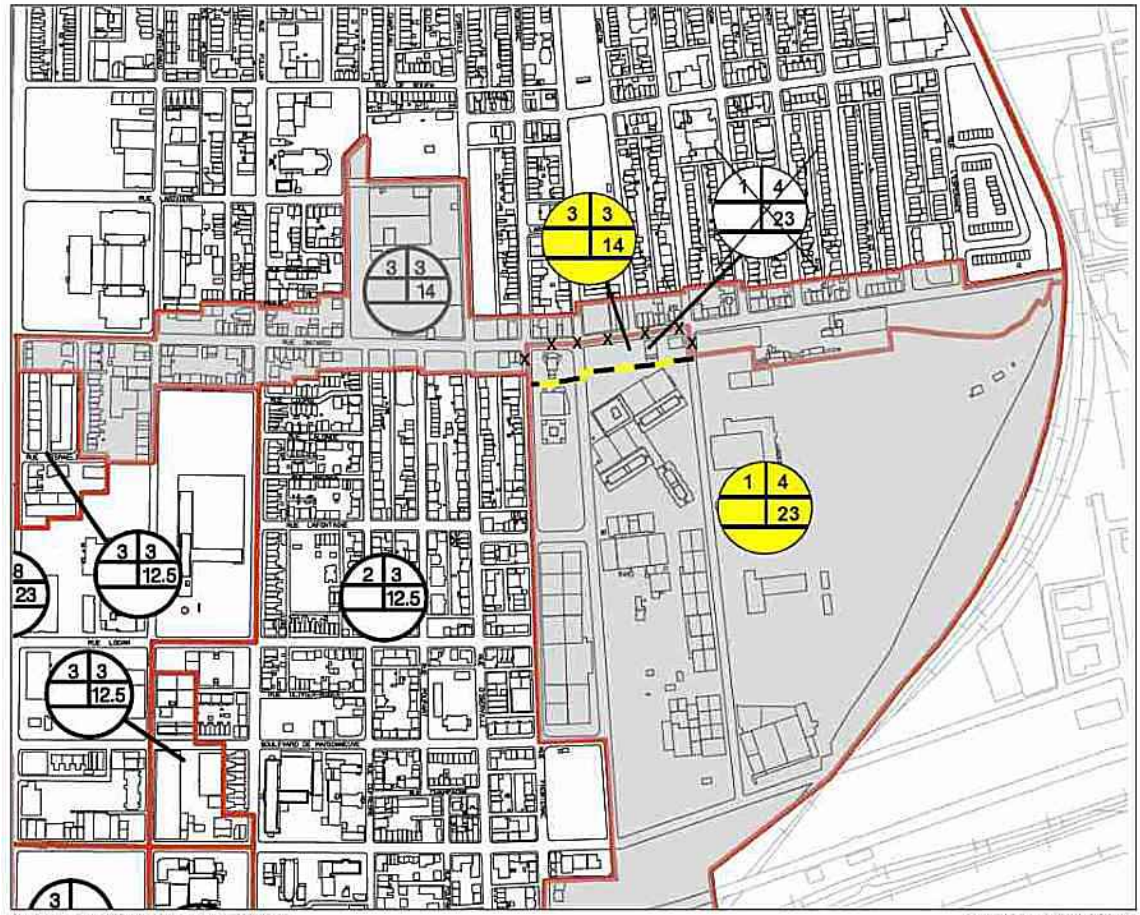
Un avis relatif à ce règlement (dossier 1198398008*) entré en vigueur le _____ 2020, date de la délivrance d'un certificat de conformité, a été affiché au bureau d'arrondissement et publié dans Le Devoir le _____ 2020.*

GDD 1198398008

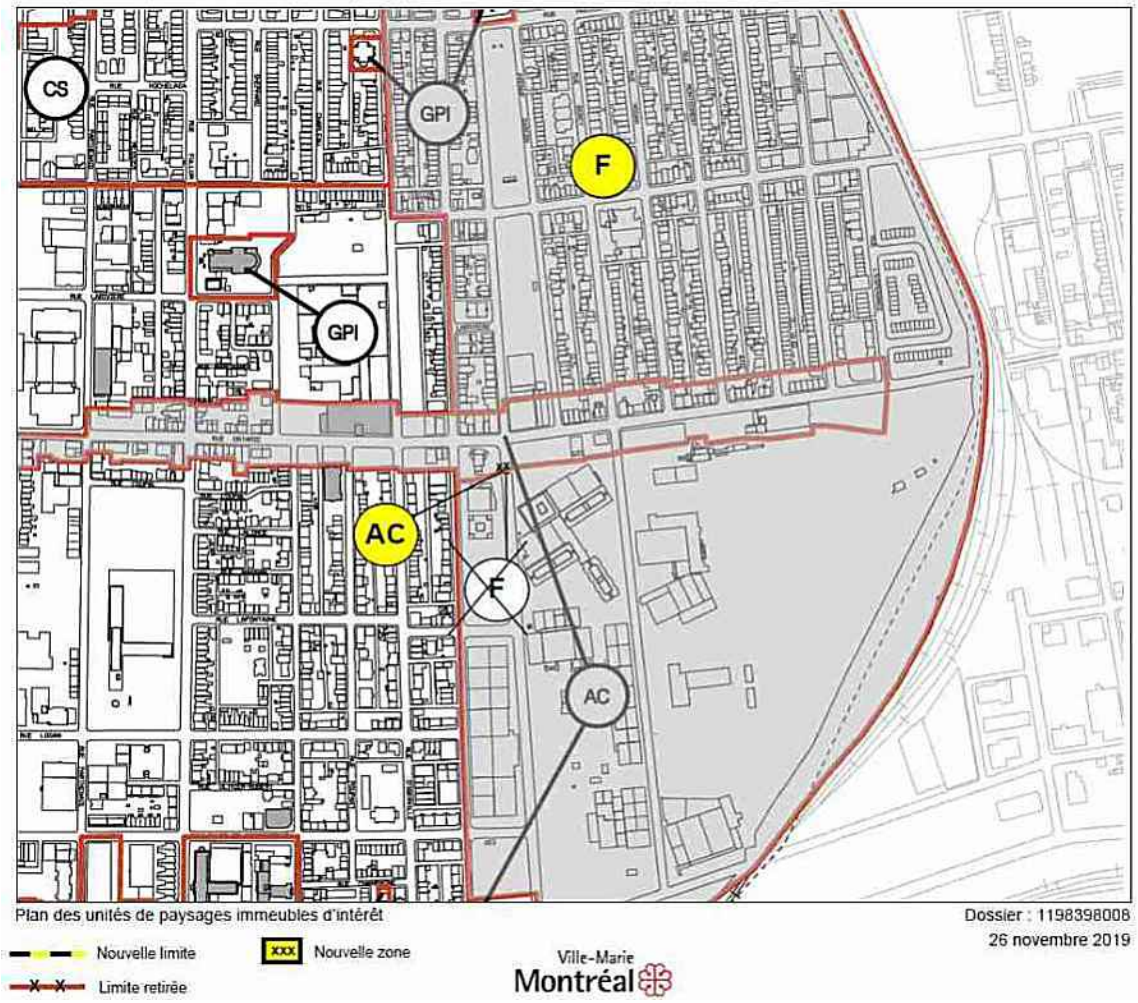
ANNEXE A
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « DENSITÉS ET IMPLANTATION »



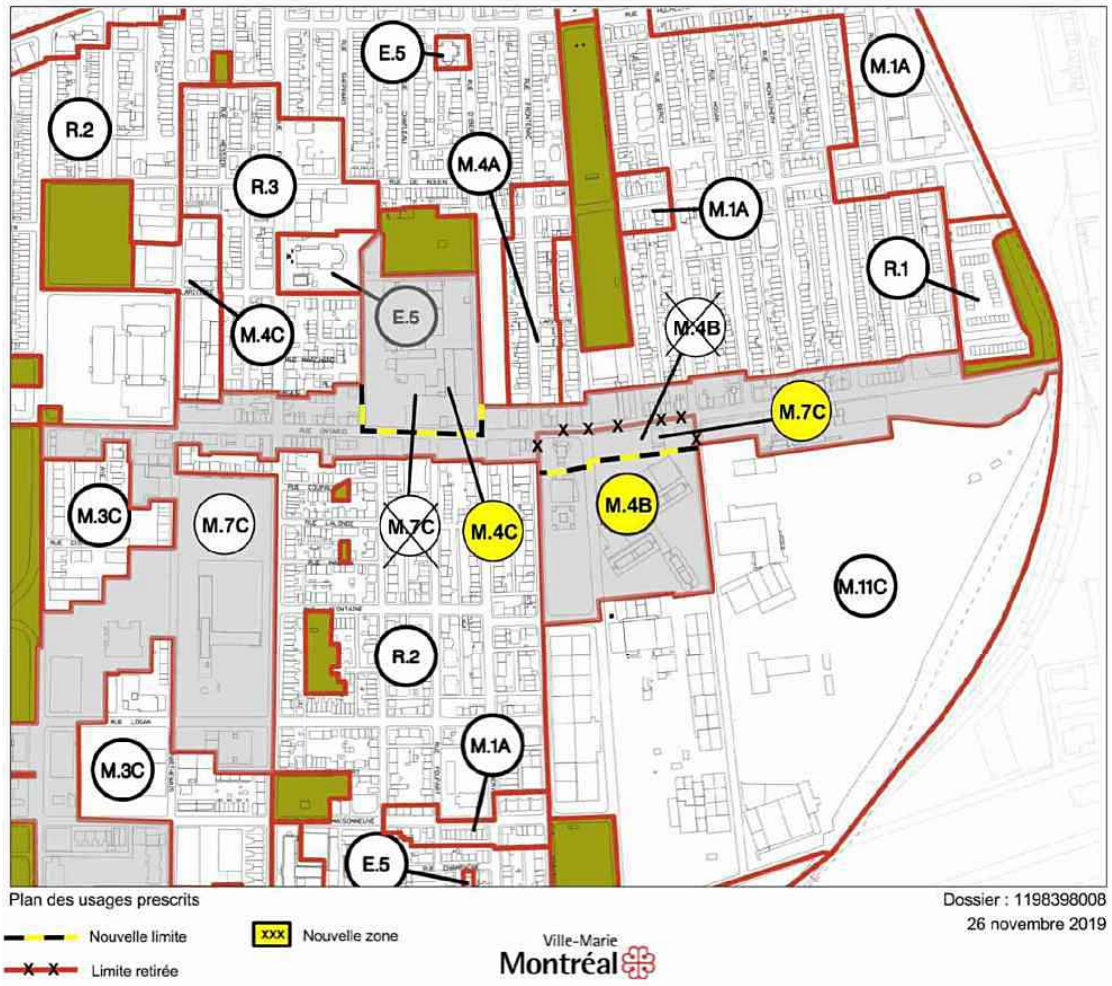
ANNEXE B
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « HAUTEURS ET SURHAUTEURS »



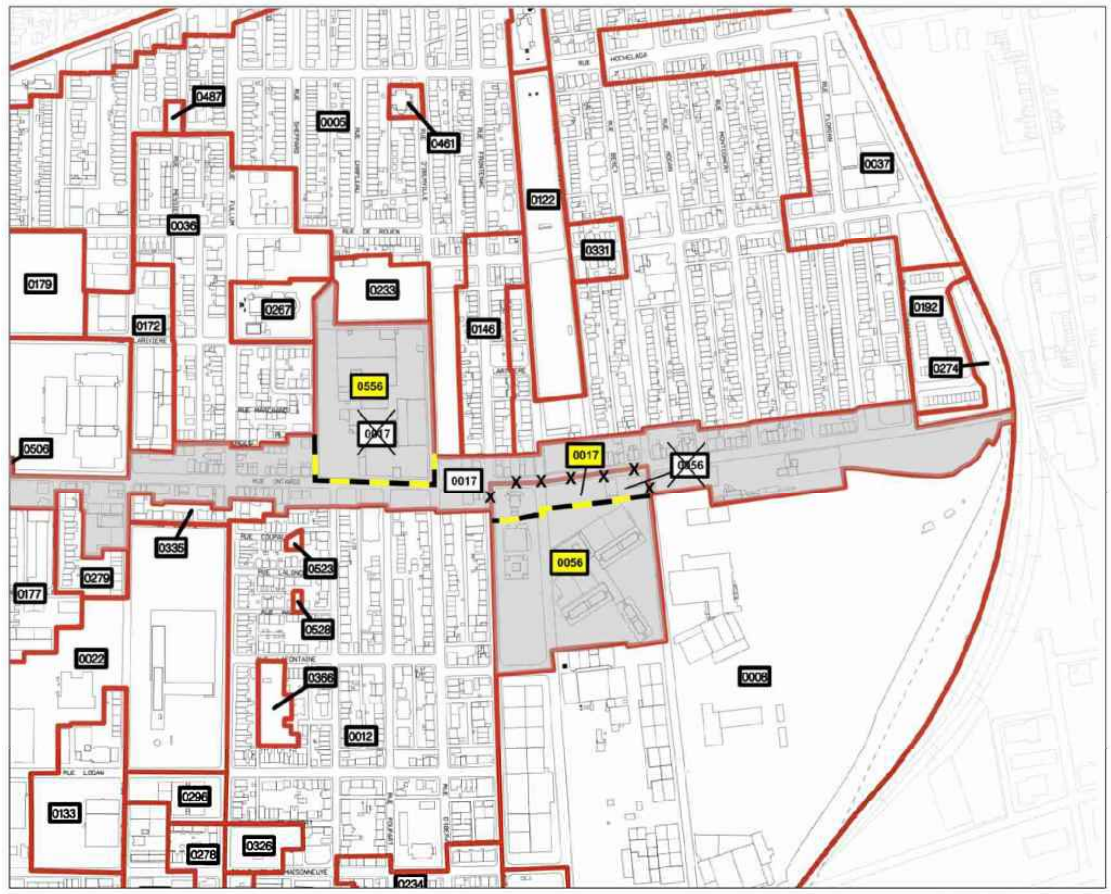
ANNEXE C
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « UNITÉS DE PAYSAGE ET IMMEUBLES D'INTÉRÊT »



ANNEXE D
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « USAGES PRESCRITS »



ANNEXE E
EXTRAIT DU PLAN INTITULÉ « ZONES »



Plan des zones

Dossier : 1198398008
26 novembre 2019

Nouvelle limite

Limite retirée

XXX Nouvelle zone

Ville-Marie
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.010

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1203843001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)

Il est recommandé :

- d'adopter le Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019).

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-07 12:17

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1203843001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* . Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.
Jusqu'au 31 décembre 2013, l'article 68 du décret 1229-2005 prévoyait que :

- les coûts réels de l'alimentation en eau potable étaient partagés entre les villes desservies par l'agglomération de Montréal selon la consommation réelle;
- les usines de Dorval et de Pointe-Claire étaient exploitées par les municipalités où elles étaient situées.

Cet article du décret, dont l'application se terminait le 31 décembre 2013, n'a pas été reconduit. Depuis le 1er janvier 2014, les usines de Dorval et Pointe-Claire sont donc exploitées par la ville centre qui dessert en eau potable l'ensemble des municipalités de l'agglomération.

Depuis le 1er janvier 2017, les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable sont réparties entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable. Ceci représente la mise en application de l'entente signée le 4 mars 2016 entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal au sujet du partage des dépenses relatives à l'alimentation en eau potable.

Ainsi, aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des seize municipalités liées, le taux est établi à 0,2086 $ par m^3 pour l'exercice financier de 2019. Ce taux se compare au taux de 0,1947 $ par m^3 pour l'exercice financier de 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG19 0196 - 18 avril 2019 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 19-015
CG18 0032 - 25 janvier 2018 - Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2018) - RCG 18-003
CG18 0257 - 26 avril 2018 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2017) - RCG 18-014
CG17 0168 - 27 avril 2017 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2016) - RCG 17-019
CG16 0276 - 21 avril 2016 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2015) - RCG 16-042
CG15 0361 - 28 mai 2015 - Adoption - Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2014) - RCG 15-061
CG14 0226 - 1er mai 2014 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2013)
CG13 0133 - 25 avril 2013 - Adoption - Résolution fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable, aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2012)

DESCRIPTION

Le *Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)* prévoit qu'au terme de l'exercice financier de 2019, la Ville fixe, par règlement du conseil d'agglomération le taux définitif de la quote-part en fonction du coût relatif à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier. Ce règlement établit également les modalités de paiement ou de remboursement ainsi que le montant des intérêts.

JUSTIFICATION

Le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) prévoit que la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable est transmise au plus tard le 30 janvier 2019. Un ajustement du montant de la quote-part est effectué lorsque le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est fixé, au terme de l'exercice financier de 2019 et que la consommation réelle de chacune des municipalités liées est connue. Il équivaut à la différence entre la quote-part pour l'alimentation en eau potable et la quote-part provisoire pour l'alimentation en eau potable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aux fins de l'établissement de la quote-part représentant les coûts réels relatifs à l'alimentation en eau assurée par la Ville de Montréal sur le territoire des municipalités liées, le taux est établi à 0,2086 $ par m^3 pour l'exercice financier de 2019.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S. o.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S. o.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S. o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S. o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eleni KOUROS
Conseillère recettes fiscales

Tél : 514 868-4438
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-27

Isabelle HÉBERT
Directrice

Tél : 514 872-2455
Télécop. : 514 872-2247

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle HÉBERT
Directrice - Revenus
Tél : 514 872-2455
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
Directeur et trésorier du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-05

FOURNITURE DE L'EAU POTABLE AUX VILLES LIÉES
EXERCICE 2019 - CALCUL DU COÛT RÉEL

(en milliers de dollars)

	Réel 2019
1. Approvisionnement et traitement de l'eau potable	54 485,4
2. Réseau de distribution de l'eau potable	24 475,5
	78 960,9
Frais généraux d'administration applicable à la fourniture de l'eau potable	14,55%
	11 488,8
Coût direct de fourniture en eau potable	**90 449,7**
Volumes d'eau distribués nets (m3) - 2019	**433 623 163**
Tarif réel 2019 pour les villes liées	**0,2086 $/m3**

Données : Vision 2 en date du 27 janvier 2020 (DÉC-19)

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1203843001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction des revenus , Division des revenus , -
Objet :	Adopter un Règlement fixant le taux au mètre cube de l'eau en fonction des coûts réels relatifs à l'alimentation en eau potable aux fins de l'établissement de la quote-part pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1203843001 - Taux définitif QP eau potable 2019.doc

AML - 1203843001 - Taux définitif QP eau potable 2019.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-03-29

Véronique BELPAIRE
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe
Tél : 514-872-7017
Division : Service des affaires juridiques

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT FIXANT LE TAUX AU MÈTRE CUBE DE L'EAU EN FONCTION DES COÛTS RÉELS RELATIFS À L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX FINS DE LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE FINANCIER DE 2019)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'article 4 du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2019) (RCG 18-038);

À l'assemblée du _____ , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : les charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées, conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale, aux activités *Approvisionnement et traitement de l'eau potable* et *Réseau de distribution de l'eau potable* de la fonction *Hygiène du milieu* au rapport financier annuel 2019 de la Ville de Montréal, auxquelles sont ajoutés des frais généraux d'administration équivalant à 14,55 % de ces charges;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi.

CHAPITRE II
LA QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

2. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, le taux définitif de la quote-part pour l'alimentation en eau potable est établi à 0,2086 $/m^3 pour l'exercice financier de 2019.

CHAPITRE III
ENTRÉE EN VIGUEUR

3. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication et s'applique à l'exercice financier de 2019.

_____

GDD 1203843001

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.011

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207796007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

Il est recommandé:
- d'adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement »;

- de réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-15 16:44

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796007**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

CONTENU

CONTEXTE

Les circonstances exceptionnelles causées par l'apparition de la COVID-19 mettent l'ensemble de l'écosystème commercial dans une grande incertitude et a provoqué la fermeture temporaire des commerces non essentiels. Alors qu'une reprise de l'activité commerciale est imminente, que des mesures sanitaires et de distanciation sociale seront imposées aux établissements commerciaux et que la clientèle n'a pu fréquenter ces établissements depuis le début de la crise, il y a lieu de mettre en place des mesures permettant de soutenir financièrement les commerces.
Le présent dossier décisionnel a ainsi pour objet de soumettre un projet de règlement dans le cadre de campagnes de sociofinancement qui bénéficieront aux commerces, dans le contexte de la Covid-19.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE18 1096 (13 juin 2018) : approuver le Plan d'action en commerce intitulé : « Vivre Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique *Accélérer Montréal.*

DESCRIPTION

Le projet de règlement vise l'encadrement du versement de subventions à des sociétés de développement commercial, associations de commerçants et chambres de commerce situées sur le territoire de l'agglomération de Montréal, ainsi que les éléments de reddition de compte, dans le cadre de campagnes de sociofinancement visant à soutenir financièrement la reprise des activités des commerces, dans le contexte de la COVID-19.
La subvention prévue par le projet de règlement permettra de bonifier le montant total de la campagne de sociofinancement, pour un montant équivalent à 50% du montant total recueilli des citoyens, jusqu'à concurrence de 7 500 $, 15 000 $ ou 25 000 $ déterminé en fonction du nombre de membres de l'organisme demandeur. Une seule demande pourra être déposée par organisme.

Les demandes de subvention pourront être reçues à compter du 29 juin prochain, dès 9h, et le programme se terminera lorsque les fonds auront été épuisés. Le projet de règlement permettra de soutenir entre 20 et 30 campagnes de sociofinancement à l'échelle de l'agglomération. Aussi, le projet de règlement prévoit que le comité exécutif peut augmenter le montant total de l'aide financière prévu au programme, si cette somme provient d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente ou d'un programme du gouvernement, et qu'il peut également modifier les dispositions qui permettraient de présenter de nouvelles demandes de subvention.

PARTAGE DES RESPONSABILITÉS

Les responsabilités relatives à la mise en oeuvre du programme seront assumées par le Service du développement économique en étroite collaboration avec les responsables municipaux locaux.

Responsabilités centrales:

- Analyser les demandes de subvention;
- Autoriser le versement des subventions;
- Fournir une expertise et un soutien aux organismes dans le cheminement des demandes.

De leur côté, les responsables municipaux locaux interviennent notamment pour promouvoir les programmes au sein de leur communauté et assurent un soutien continu auprès des organismes.

JUSTIFICATION

Dans une optique de sortie de la crise de la COVID-19, les entreprises commerciales auront besoin d'être soutenues en ayant accès à des liquidités sans endettement au très court terme et qui leur permettront de relancer et poursuivre leurs activités. Ce programme permettra d'encourager l'achat local auprès des commerces de proximité afin de soutenir la relance économique des artères commerciales.
L'adoption de ce règlement est nécessaire afin que la Ville puisse verser les subventions aux sociétés de développement commercial, aux associations de commerçants et aux chambres de commerce sur le territoire de l'agglomération. Le présent projet répond à un des objectifs du plan d'action en commerce « Vivre Montréal » qui vise à gérer de manière dynamique la fonction commerciale en aidant directement les établissements commerciaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les crédits nécessaires à la poursuite du programme en 2020 sont de 500 000 $. La somme est prévue au budget 2020 du Service du développement économique - bouquet de mesures COVID-19 (entente 150 M$).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien financier destiné aux sociétés de développement commercial, associations de commerçants et chambres de commerce favorise la prise en charge des rues commerciales par les communautés d'affaires et la recherche de la cohérence commerciale pour le bénéfice des montréalais. La Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, une notion importante pour le développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Le fait de ne pas adopter le Règlement aurait pour effet de ne pas permettre les subventions aux organismes, dans le cadre de campagnes de sociofinancement visant à soutenir financièrement la reprise des activités des commerces, dans le contexte de la COVID-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À cette étape, aucune opération de communication ne sera élaborée.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-13

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-05-15

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML - 1207796007 - progr subv camp sociofinancement 20200515.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-589-7449
Division : Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LE PROGRAMME D'AIDE VISANT À SOUTENIR LA REPRISE DES ACTIVITÉS DES COMMERCES DANS LE CADRE DE CAMPAGNES DE SOCIOFINANCEMENT

Vu l'article 10.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Décret 177-2020 du 13 mars 2020 concernant une déclaration d'urgence sanitaire conformément à l'article 118 de la Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2), (2020) 152 G.O. II, 1101A, le Décret 222-2020 du 20 mars 2020 concernant le renouvellement de l'état d'urgence sanitaire conformément à l'article 119 de la Loi sur la santé publique et certaines mesures pour protéger la santé de la population, (2020) 152 G.O. II, 1139A et le Décret 223-2020 du 24 mars 2020 concernant l'ordonnance de mesures visant à protéger la santé de la population dans la situation de pandémie de la COVID-19, (2020) 152 G.O. II, 1140A ainsi que leurs renouvellements;

À l'assemblée du_____ 2020, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« association » : un regroupement de gens d'affaires dûment constitué en personne morale à but non lucratif ayant son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal ;

« campagne de sociofinancement » : une campagne de collecte de fonds menée par un organisme au moyen des services d'une plateforme de sociofinancement dans le but de recueillir des contributions auprès des citoyens afin d'aider à la reprise des activités des entreprises;

« chambre de commerce » : une personne morale à but non lucratif dûment constituée ayant pour mission de soutenir et de promouvoir les intérêts économiques et sociaux des entreprises et ayant son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

« directeur » : le directeur du Service du développement économique ou son représentant autorisé;

« entreprise » une entreprise qui opère un commerce situé sur le territoire de l'agglomération de Montréal qui est membre d'une société de développement commercial, d'une association ou d'une chambre de commerce ou qu'une association ou une chambre de commerce représente, à l'exception d'une entreprise qui a cessé ses activités commerciales de façon permanente, qui est sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (L.R.C. (1985), chapitre C-35) ou en faillite au sens de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.R.C. (1985), chapitre B-3 ;

« fournisseur » : une entreprise ayant son siège social au Québec qui a pour mission principale la création de campagnes de sociofinancement et qui gère et opère une plateforme de sociofinancement;

« plateforme de sociofinancement » : un site web transactionnel par l'entremise duquel le citoyen contribue à une campagne sociofinancement;

« organisme » : une association, une chambre de commerce ou une société de développement commercial;

« société de développement commercial » : une personne morale constituée conformément aux articles 458.1 et suivants de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), ayant compétence dans un district commercial et son siège social sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

« Ville » : la Ville de Montréal.

SECTION II
APPLICATION

2. Dans le contexte de la Pandémie de la Covid-19 et de la mise en œuvre du Plan économique conjoint Ville de Montréal - Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal, le présent règlement met en place un programme d'aide financière ayant pour but de permettre à un organisme de soutenir financièrement les entreprises qui en sont membres ou qu'il représente dans le cadre d'une campagne de sociofinancement à laquelle ces entreprises sont inscrites.

SECTION III
PRINCIPES GÉNÉRAUX

3. Le présent programme prévoit une aide financière d'une valeur totale de 500 000 $.

4. La subvention octroyée à un organisme a pour but de lui permettre de soutenir financièrement la reprise des activités des entreprises inscrites à une campagne de sociofinancement pour un montant équivalent à 50 % du montant total recueilli auprès des citoyens lors de cette campagne pour le bénéfice de ces entreprises.

5. La campagne de sociofinancement pour laquelle la subvention est octroyée à l'organisme doit être terminée au plus tard le 30 septembre 2020.

SECTION IV
EXCLUSIONS

6. Aucune subvention n'est octroyée :

1° dans le cadre d'une campagne de sociofinancement débutée avant la date à laquelle la demande de subvention est approuvée en vertu de l'article 10;

2° pour les dépenses de l'organisme relatives à l'instauration, à la mise en œuvre ou à la gestion de la campagne de sociofinancement;

3° pour les dépenses afférentes aux activités courantes de l'organisme notamment les frais du personnel qui assure la direction et le fonctionnement de l'organisme, les frais généraux d'administration ou les assurances.

SECTION V
DEMANDE DE SUBVENTION

7. Un organisme peut obtenir une aide financière aux conditions établies au présent règlement en présentant une demande à cet effet, au moyen du formulaire fourni par la Ville.

La demande de l'organisme doit être accompagnée des documents suivants :

1° la résolution du conseil d'administration de l'organisme autorisant la présentation de la demande de subvention;

2° un document établissant le mandat de toute personne agissant au nom de l'organisme, le cas échéant;

3° l'état des renseignements de l'organisme au Registre des entreprises du Québec;

4° une liste des membres de l'organisme comprenant leurs noms ainsi que leurs adresses;

5° un document décrivant la campagne de sociofinancement à être menée par l'organisme et décrivant les entreprises visées par cette campagne, leur nombre ainsi que la période durant laquelle elle sera tenue;

6° un document présentant l'offre de service du fournisseur aux fins de la campagne.

8. La demande doit être présentée par courriel au directeur à compter du 29 juin 2020 à 9 h 00 à l'adresse électronique indiquée sur le formulaire de demande de la Ville prévu à l'article 7.

9. Une seule demande de subvention peut être présentée par un organisme.

SECTION VII
ACCEPTATION DE LA DEMANDE, VERSEMENT ET CALCUL DE LA SUBVENTION

10. Le directeur accepte toute demande de subvention conforme à l'article 7, en fonction de la date et de l'heure de réception de la demande et ce, jusqu'à épuisement, à la suite de la détermination du montant de subvention à être versé conformément aux dispositions de l'article 11, des fonds alloués au présent programme.

Dans les 10 jours ouvrables suivant l'acceptation d'une demande, le directeur en approuve le versement et en avise l'organisme par écrit, en indiquant le montant qui lui sera versé.

11. Le montant de subvention à être octroyée à un organisme est déterminé en fonction du nombre de membres de l'organisme comme suit :

1°	25 à 69 membres :	7 500,00 $
2°	70 à 119 membres :	15 000,00 $
3°	120 membres et plus :	25 000,00 $

Malgré le premier alinéa, lorsque les fonds alloués au présent programme sont inférieurs au montant de la subvention déterminé en vertu du premier alinéa, le montant de la subvention à être octroyée équivaut au solde de ces fonds.

SECTION VIII
REDDITION DE COMPTE

12. L'organisme doit transmettre au directeur, au plus tard le 31 octobre 2020, les documents suivants :

1° l'entente entre l'organisme et le fournisseur;

2° un rapport issu de la plateforme de sociofinancement et qui présente le montant total des sommes recueillies au cours de la campagne de sociofinancement pour laquelle la subvention a été octroyée;

3° une preuve du versement, autrement que par paiement comptant, de chacun des montants de soutien financier par l'organisme aux entreprises, notamment une copie de chèque encaissé ou un relevé de compte bancaire, à l'exclusion d'un reçu, ou d'une quittance;

4° un rapport de résultats de la campagne de sociofinancement, présenté sur le formulaire fourni par la Ville, décrivant le nombre d'entreprises inscrites à la campagne lors de la clôture de celle-ci, le degré d'atteinte des objectifs et les retombées de la campagne.

13. À la suite de la réception des documents prévus à l'article 12, si le directeur constate que le montant de subvention octroyé à l'organisme en vertu de l'article 10 est supérieur à 50 % du total des sommes recueillies auprès des citoyens lors de la campagne de sociofinancement, l'organisme doit, dans les 10 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, rembourser la différence entre ces deux montants.

14. Tout montant de subvention utilisé par l'organisme en contravention des dispositions du présent règlement doit, dans les 10 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, être remboursé à la Ville.

SECTION IX
DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

15. L'organisme qui a obtenu une subvention doit, dans tout document, véhicule promotionnel ou publicitaire relatif à la campagne de sociofinancement, faire état, à l'aide des logos et des propositions graphiques mis à sa disposition par la Ville, du fait que sa participation financière à la campagne constitue une contribution de la Ville.

16. Le directeur peut consulter les registres comptables de l'organisme et obtenir sur demande auprès de ceux-ci, et ce sans frais, toute preuve, copie de document et autre pièce justificative afin de vérifier l'utilisation de la subvention.

17. Toute fausse représentation, tentative de fraude ou fraude, entraîne l'annulation de toute subvention prévue par le présent règlement. Dans un tel cas, toute somme versée en application du présent règlement, sous la forme d'une subvention, doit être remboursée à la Ville, avec intérêts et frais, par l'organisme.

SECTION X
ORDONNANCES

18. Le comité exécutif peut, par ordonnance :

1° modifier le présent règlement afin d'augmenter le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3, lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement ou d'un programme du gouvernement;

2° modifier les articles 5, 8, 9 et 12 du présent règlement afin de permettre aux organismes de présenter de nouvelles demandes de subvention à la suite de l'augmentation du montant total en vertu du paragraphe 1° du présent article.

SECTION XI
DURÉE DU PROGRAMME

19. Le programme d'aide financière prévu au présent règlement prend fin à la date à laquelle, selon un avis du trésorier de la Ville, les fonds affectés au programme sont épuisés.

GDD 1207796007

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796007

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le « Règlement établissant le programme de soutien financier visant à soutenir des commerçants montréalais dans le cadre de campagnes de sociofinancement » - Réserver une somme de 500 000 $ pour sa mise en oeuvre

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - 1207796007.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

Sabiha FRANCIS
Conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CE : 40.012

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

Il est recommandé:
- de réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement;

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ». avec changement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-05-19 10:02

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales doit être modifié afin d'y ajuster les montants de subventions prévus aux SDC de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal pour l'année 2020 (remise 2019).
Pour l'année 2020, une somme de 1 060 901 $ est disponible. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ».

Dans le cadre du volet I, le règlement faisant l'objet du présent dossier permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC de 954 811 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, un virement de 106 090 $ (10 % de l'enveloppe) à l'arrondissement servira à la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants sur ses différentes rues commerciales.

La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante :

- Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal : 371 529 $
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent : 388 321 $
- Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 138 938 $
- Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal : 56 023 $

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
commissaire - developpement economique

514 868-3140
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CalculRemiseSDC2019FINAL.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
commissaire - developpement economique

Tél : 514 868-3140
Télécop. : 000-0000

Fonds de dynamisation des rues commerciales - Versements 2020 (revenus nets 2019)

Le Plateau Mont-Royal

Répartition des sommes aux SDC de l'arrondissement

Somme à répartir Volet I Soutien aux SDC : 954 811 $

Paramètres de la répartition	Membership : 50%	Budget : 50%	

	Membres*		Budget*		Poids total	Somme à recevoir avant redistribution du dépassement (s'il y a lieu)
	Nombre	Poids	$	Poids		
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	497	15,7%	809 868 $	23,2%	38,9%	371 529 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	697	22,1%	650 000 $	18,6%	40,7%	388 321 $
SDC Pignons rue Saint-Denis	277	8,8%	202 000 $	5,8%	14,6%	138 938 $
SDC Laurier Ouest (Le Plateau Mont-Royal)	108	3,4%	85 539 $	2,4%	5,9%	56 023 $
Total	**1 579**	**50%**	**1 747 407 $**	**50%**	**100%**	**954 811 $**

*Source : Ville de Montréal, Service des finances, Suivi budgétaire des SDC - Exercice 2019 (Web Focus)

Notes: Le Fonds dispose d'une somme totale de 1 060 901 $ dont 90 % (954 811$) est à répartir entre les SDC pour le volet I.

Dossier décisionnel 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 - addenda règlement FDAC 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-589-7594

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

Annie GERBEAU
Avocate

Tél : 514-589-7449
Division : Chef de division, Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1. Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 371 529 $;

2. Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 388 321 $;

3. Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 138 938 $;

4. Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau Mont-Royal : 56 023 $.

_____

GDD 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION ADDENDA - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter, avec changements, le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » - Réserver une somme de 106 090 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Addenda_1207796005 Fonds de dynamisation des rues commerciales.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget

Tél : (514) 872-0721

Co-auteure:
Sabiha Francis
Conseillère budgétaire

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-15

David MARCAURELLE
Conseiller(ere) en planification budgetaire

Tél : (514) 872-4529

Division : Division Mise En Oeuvre Et Suivi Budgétaire Corporatif

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 40.012

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

Il est recommandé:
- de réserver une somme de 81 564 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement;

- d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales ».

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2020-04-26 14:11

Signataire : Peggy BACHMAN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207796005**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

CONTENU

CONTEXTE

Le 3 décembre 2010, à la suite de l'augmentation des tarifs des parcomètres dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et après des discussions avec les représentants des sociétés de développement commercial (SDC) de ce territoire, l'Administration a proposé de mettre en place un fonds visant essentiellement à permettre le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de cette décision. La proposition vise tout particulièrement les parcomètres sur le réseau artériel qui, de l'avis même des représentants des commerçants, devraient être au même tarif que sur le réseau local pour plus de cohérence considérant que les rues s'entrecroisent.
Conséquemment, le 21 mars 2012, le comité exécutif approuvait la création du fonds de dynamisation des rues commerciales (le « Fonds ») . Cette décision implique que les revenus nets supplémentaires générés à la suite à l'augmentation des tarifs sur le réseau artériel sont versés dans ce fonds servant à la vitalité économique des SDC et des regroupements de gens d'affaires de l'arrondissement.

Le Fonds est subdivisé en trois volets :

· Volet I - Soutien aux SDC
· Volet II - Aménagement du domaine public
· Volet III - Besoins complémentaires

À chaque début d'année, le calcul de la somme disponible est effectué par le Service des finances sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Par la suite, une partie des revenus générés de l'année précédente par les parcomètres du réseau artériel peut être versée aux SDC et aux associations de commerçants de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

En effet, en vertu de l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19), un conseil municipal peut, par règlement, aux conditions qu'il détermine, accorder aux SDC des

subventions pouvant, dans chaque cas, représenter une somme équivalente à la partie des revenus de la SDC prévus à leur budget comme provenant de la cotisation des membres ou une somme n'excédant pas le montant maximum fixé par le règlement. Depuis 2012, suite à une modification réglementaire, le conseil municipal de Montréal est en mesure de verser des subventions financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales aux organismes concernés.

Aussi, depuis 2014, en vertu de l'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal assume la gestion du volet III (Besoins complémentaires), soit la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants.

Quant au volet II (Aménagement du domaine public) il n'est pas financé afin de maximiser les sommes disponibles pour les volets I et III destinés aux interventions directes des SDC et des associations de commerçants.

Le Service du développement économique a été mandaté pour assumer la gestion du Fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

Le présent dossier vise à autoriser la répartition des sommes recueillies durant l'année 2019 soit :

- à adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales »;
- à réserver la somme associée au volet III et à autoriser son virement à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0462 - 15 avril 2019 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2019 - remises de 2018).
CE19 0428 - 13 mars 2019 - Réserver une somme de 122 346 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement

CM18 0858 - 18 juin 2018 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2018 - remises de 2017).

CE18 0928 : 23 mai 2018 - Réserver une somme de 136 489 $ pour le volet « Besoins complémentaires » du Fonds de dynamisation des rues commerciales visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à cet arrondissement.

CM17 1050 - 21 août 2017 Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2017 - remises de 2016).

CE17 0952 - 31 mai 2017 - Réserver une somme de 103 173 $ pour le volet « Besoins

complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2017 - remises de 2016).

CM16 0478 - 18 avril 2016 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2016 - remises de 2015).

CE16 0336 - 2 mars 2016 - Réserver une somme de 159 317 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2016 - remises de 2015).

CM15 0575 - 28 avril 2015 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2015 - remises de 2014).

CE15 0493 - 18 mars 2015 - Réserver une somme de 169 032 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement Le Plateau -Mont-Royal (2015 - remises de 2014).

CE14 0971 - 11 juin 2014 - Approbation d'un projet d'ordonnance modifiant le Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales - Réserver une somme de 58 738 $ pour le volet « Besoins complémentaires » visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants des artères traditionnelles de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal et d'effectuer le transfert de cette somme à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. (2014 - remises 2013).

CM14 0183 - 24 février 2014 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2014 - remises 2013).

CM13 0662 - 4 juillet 2013 - Adoption du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2013 - remises 2012).

CM12 0405 - 14 mai 2012 - Adoption du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la Ville portant délégation aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs aux sociétés de développement commercial (03-108) » et du règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » (2012 - remises 2011).

CE12 0394 - 21 mars 2012 - Approbation de la création du Fonds de dynamisation des rues commerciales pour l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal et des règles de gestion s'y rattachant / Mandat à la DUDE pour assumer la gestion de ce fonds en collaboration avec le Service des finances et les autres unités administratives concernées.

DESCRIPTION

À chaque début d'année, le Service des finances est en mesure de préciser le montant disponible dans le Fonds sur la base des revenus nets supplémentaires de l'année précédente. Pour diverses raisons internes, l'Agence de la mobilité durable n'a toujours pas pu, à ce jour, fournir au Service des finances les données nécessaires à la détermination du montant à verser au fonds en 2020. Les SDC ont toutefois des besoins importants afin de dynamiser les artères après la crise de la Covid-19 et de soutenir les entreprises pendant. La répartition des sommes est ainsi basée sur le 2/3 du montant de la remise de l'année 2019. Un second versement pourra être prévu lorsque les calculs auront été effectués. Pour l'année 2019, une somme de 1 223 461 $ était disponible, le montant provisoire disponible en 2020 est de 815 641 $. Deux volets du Fonds seront mis en place, soit le volet I « Soutien aux SDC » et le volet III « Besoins complémentaires ».
Dans le cadre du volet I, le règlement faisant l'objet du présent dossier permettra de verser une subvention non récurrente aux SDC de 734 077 $ (90 % de l'enveloppe) alors que pour le volet III, un virement de 81 564 $ (10 % de l'enveloppe) à l'arrondissement servira à la mise en œuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants sur ses différentes rues commerciales.

Les règles propres au Fonds ainsi que les modalités de reddition de compte ont été approuvées par la comité exécutif dans sa décision du 21 mars 2012.

JUSTIFICATION

La mise en place du Fonds permet de contribuer à la vitalité économique des rues commerciales traditionnelles par l'entremise des SDC et des associations volontaires de commerçants dans le contexte d'une augmentation des tarifs des parcomètres. Il permet de créer des conditions plus propices aux affaires par des interventions qui favoriseraient un environnement plus compétitif (accessibilité, expérience des clientèles, mise en valeur commerciale, appartenance au milieu, etc.); il favorise le déploiement de moyens additionnels pour atténuer les impacts négatifs découlant de l'augmentation du tarif des parcomètres sur le réseau artériel de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal; il s'inscrit dans une perspective municipale plus globale favorisant la formule SDC.
Aussi, en participant à l'amélioration des pratiques et à la performance des SDC et des associations volontaires de commerçants, la Ville favorise du même coup le développement d'une offre commerciale complète qui contribue à la vitalité et au rayonnement de Montréal.

Finalement, le versement des subventions demeure conditionnel au respect des exigences documentaires de reddition de compte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La constitution du Fonds s'appuie sur les **revenus nets** supplémentaires puisqu'il faut soustraire du total les coûts marginaux associés à la croissance des revenus découlant de la modification des tarifs (par exemple, les coûts récurrents reliés notamment à la collecte et au comptage ainsi qu'à l'utilisation de cartes de crédit et des coûts ponctuels engendrés, entre autres, par la programmation des bornes et parcomètres, par la pose de nouvelles étiquettes de tarifs, etc.).
La somme disponible pour le volet I « Soutien aux SDC » est de 734 076 $. La répartition entre les SDC est effectuée selon le nombre de membres et le budget des cotisations obligatoires adopté par ces derniers (poids égal à chaque critère). Une règle d'allocation maximale du Fonds limite le montant de la subvention au montant des cotisations obligatoires des membres à leur SDC. La contribution à verser à chacune des SDC serait la suivante :

- Société de développement commercial Carrefour du Plateau-Mont-Royal : 283 222 $
- Société de développement commercial du boulevard Saint-Laurent : 296 984 $
- Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 110 202 $

- Société de développement commercial Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal : 43 669 $

La somme disponible pour le volet III « Besoins complémentaires » est de 81 564 $ et doit être réservée pour l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal en prévision du transfert de cette somme à cet arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

En soutenant le dynamisme des artères commerciales situées au cœur des quartiers, la Ville favorise la consommation à proximité des milieux de vie, un élément important au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les impacts envisagés sont les suivants :
· pouvoir d'attraction accru par le renforcement concurrentiel des secteurs commerciaux ciblés;
· attraction et fidélisation de la clientèle;
· contribution à une plus grande prise en charge par les commerçants de leur développement au sein des SDC et des associations volontaires.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

La situation de la Covid-19 n'a pas d'impact direct sur ce dossier.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mai 2020 Avis de motion (Volet I)

- Juin 2020 Adoption du règlement (Volet I)
- Juin 2020 Virement de la portion de 10 % à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (Volet III)

- Lorsque les montants relatifs au Fonds auront été déterminés par l'Agence de la mobilité durable, un nouveau dossier décisionnel sera soumis aux instances.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mohamed OUALI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie GERBEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Luc GUILBAUD-FORTIN, Le Plateau-Mont-Royal
Jeffrey KIRTON, Le Plateau-Mont-Royal
Christian C NADEAU, Service des finances
Genevieve LEBRUN, Service de l'expérience citoyenne et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Noémie LUCAS
Commissaire au développement économique

Tél : 514-868-3140
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-06

Josée CHIASSON
Directrice mise en valeur des pôles économiques

Tél : 514-868-7610
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2020-04-21

FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES DE L'ARRONDISSEMENT DU PLATEAU-MONT-ROYAL

Répartir les sommes entre les SDC et réserver un montant à l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
Année 2020 (remise 2019)

Enveloppe totale année courante : 815 641 $

Volet I – Soutien aux SDC – 734 077 $ (90 % de l'enveloppe)

Organisme	**Nombre de cotisants facturés**	**Budget de cotisation**	**Somme à verser pour l'année 2019 (4)**	**Somme à verser pour l'année 2020 (2/3 du montant de la somme versée en 2019) (3)**
SDC Carrefour du Plateau Mont-Royal	485 (1)	797 900$ (2)	424 833 $	283 222 $
SDC du Boulevard Saint-Laurent	676 (1)	650 000 $ (2)	445 476 $	296 984 $
SDC Pignons rue Saint-Denis	286 (1)	202 000 $ (2)	165 303$	110 202$
SDC Laurier Ouest - Plateau-Mont-Royal	109 (1)	84 872 $ (2)	65 503 $	43 669 $
			1 101 115 $	734 077 $

(1) Source : Service des finances, Suivi budgétaire des SDC – Exercice 2018 (Web Focus)
(2) Selon répartition, poids égal 50 % - 50 % nombre de cotisants facturés / budget de cotisation. SDC Carrefour du Plateau-Mont-Royal (39 %), SDC du boulevard Saint-Laurent (40 %), SDC Pignons rue Saint-Denis (15 %), SDC Laurier Ouest – PMR (6 %).
(3) Montant provisoire. Le montant final sera calculé, selon le poids relatif de chacune des SDC, lorsque le montant disponible au fonds sera connu.

Volet III – Besoins complémentaires – 81 564 $ (10 % de l'enveloppe)

Arrondissement	Somme à réserver et transférer à l'arrondissement pour l'année 2019	Somme à réserver et transférer à l'arrondissement pour l'année 2020 (2/3 du montant versé en 2019)
Plateau-Mont-Royal	122 346 $	81 564 $

GDD1207796005

NO GDD : GDD 1207796005

BUDGET FONCTIONNEMENT

No d'engagement 2020: DE07796005

Provenance :

	2020
2101.0010000.200234 .06501.66590.000000.0000.000000.000000.00000.00000.00000	815 641,00 $

Imputation de la dépense :

Service du développement économique	**2020**
2101.0010000.105733.06501.66503.000000.0000.000000.000000.00000.00000	734 077,00 $

Arrondissement Le Plateau Mont-Royal	**2020**
2422.0010000.303435.06501.61900.016491.0000.000000.000000.00000.00000	81 564,00 $

Total de la dépense :	**815 641,00 $**

Cette dépenses est assumée à 100 % par la Ville centre.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 règlement FDAC 2020.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie GERBEAU
Avocat
Tél : 514-589-7449

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-16

Annie GERBEAU
Avocate, chef de division
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL FINANCÉES PAR LE FONDS DE DYNAMISATION DES RUES COMMERCIALES

Vu l'article 458.42 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ 2020, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. Une subvention, non récurrente, aux montants indiqués ci-après est accordée aux sociétés de développement commercial suivantes :

1. Société de développement commercial Carrefour du Plateau Mont-Royal : 283 222 $;

2. Société de développement commercial du Boulevard Saint-Laurent : 296 984 $;

3. Société de développement commercial Pignons rue Saint-Denis : 110 202 $;

4. Société de développement commercial Laurier Ouest – Plateau Mont-Royal : 43 669 $.

_____

GDD 1207796005

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1207796005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques
Objet :	Adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial financées par le Fonds de dynamisation des rues commerciales » afin de verser en 2020 (remises 2019) des subventions totales non récurrentes de 734 077 $ aux sociétés de développement commercial de l'arrondissement du Plateau - Mont-Royal et réserver une somme de 81 564 $ visant la mise en oeuvre des interventions municipales de soutien aux associations volontaires de commerçants implantées sur le territoire de cet arrondissement

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1207796005 Fonds de dynamisation des rues commerciales.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohamed OUALI
Préposé au budget
Tél : 514 872-4254
Co-auteur:
Sabiha Francis
Conseillère budgetaire

514-872-9366

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-14

François MARTELLINO
Conseiller planification budgetaire
Tél : 514 872-8440

Division : Dir. Du Budget Et De La Planification Financière Et Fiscal

CE : 50.001

2020/05/20 08:30



L'ÉTUDE DE CE DOSSIER SE FERA À HUIS CLOS

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.001

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1207968002

Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Racisme systémique: agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

Il est recommandé:

de prendre acte du dépôt auprès du conseil municipal de la Ville de Montréal de l'avis intitulé « Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » réalisé par le Conseil interculturel de Montréal et des 10 recommandations émises à ce sujet.

Signé par Diane DRH BOUCHARD **Le** 2020-05-05 10:24

Signataire : Diane DRH BOUCHARD

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1207968002**
Unité administrative responsable :	Service du greffe , Bureau de la présidence du conseil
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 f) favoriser la représentation des femmes de toutes les origines, des autochtones, des minorités visibles, des membres des communautés ethnoculturelles et des jeunes au sein des instances décisionnelles et consultatives
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance de l'avis « Racisme systémique: agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes » et des 10 recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Instance municipale consultative indépendante, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) conseille la Ville sur toutes questions relevant des relations interculturelles. Le CIM est constitué de quinze membres bénévoles, dont une personne à la présidence et deux à la vice-présidence, représentant la diversité culturelle de Montréal et provenant de milieux professionnels différents. À ce titre, sa principale mission est de conseiller et de donner des avis au comité exécutif et au conseil municipal sur les politiques à mettre en œuvre afin de favoriser l'intégration et la participation des personnes de toutes origines à la vie politique, économique, sociale et culturelle de Montréal. D'une manière générale, le CIM conseille les personnes élues de Montréal et, sur demande, les services corporatifs et les arrondissements.
Afin d'assurer la prise en compte des préoccupations et des enjeux touchants les diverses communautés ethnoculturelles dans l'élaboration des politiques municipales, le CIM est appelé à rédiger divers travaux répondant aux besoins de ces communautés.

Au cours des dernières années, le CIM a participé activement à la réalisation d'avis, dont l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » (2019), l'avis « Vers une citoyenneté urbaine favorisant la pleine participation de toutes et de tous : Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale » (2018), un « Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016 » (2017), un avis sur le « Portrait médiatique de l'intégration économique des immigrants dans la métropole » (2014), un « Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal » (2011) et plusieurs projets sur des sujets tels que l'égalité en emploi, l'inclusion sociale, la gestion municipale des lieux de cultes minoritaires et le plan de développement de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 1043 – 17 septembre 2019 - Approuver le Règlement sur le Conseil des Montréalaises, le Conseil Interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal.
CM19 0294 – 25 mars 2019 – Prendre connaissance de l'avis « Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle » et des recommandations émises à ce sujet par le Conseil interculturel de Montréal.

DESCRIPTION

Cet avis émane de l'initiative des membres du CIM et s'appuie sur les travaux et les consultations réalisé dans le cadre de la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2019.
À la lumière des constats posés par le CIM au fil des années et sur la base d'un état des connaissances récentes, on constate que diverses formes de racismes et de discriminations systémiques participent encore aujourd'hui à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. Face à ce constat, le CIM met de l'avant l'idée qu'une politique municipale antiraciste et interculturelle, intégrée et transversale s'imposent désormais. Pour éviter des réponses inadéquates ou n'étant pas à même de s'attaquer à l'ensemble des enjeux associés aux racismes et discriminations systémiques, il importe pour la Ville de Montréal de reconnaître sans détour l'existence des différentes formes de racismes et de discriminations. Une fois ce premier pas franchi, le CIM encourage la Ville à se donner les moyens nécessaires et de déployer des solutions et des actions structurantes parmi lesquelles la nécessité de développer une politique capable d'élargir son champ de compétences en la matière.

Le CIM propose donc, dans le cadre de cet avis, des points de départs indispensables pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens. Ainsi, 10 recommandations sont formulées pour faire de Montréal une ville inclusive, respectueuses de sa diversité et offrant des chances égales à tous et à toutes. Concevoir des actions de lutte contre les racismes et les discriminations prioritairement et conjointement dans ces domaines permettrait d'espérer une véritable transformation de la culture organisationnelle qui encourage et reproduit certaines formes de racismes et de discriminations encore aujourd'hui trop prégnantes.

JUSTIFICATION

Dans le cadre de son mandat, le CIM fournit, de sa propre initiative ou à la demande du conseil de la ville ou du comité exécutif, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles ou sur toute question relative aux relations interculturelles dans le domaine de compétences municipales et soumet des recommandations au conseil de la ville et au comité exécutif.
C'est donc à l'initiative des membres du CIM que le présent avis sur le racisme systémique a été réalisé.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les coûts associés à la réalisation de cet avis ont entièrement été assumés par le budget de fonctionnement annuel du CIM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'équité sociale étant une dimension du développement durable, les activités menées par le Conseil ainsi que ses publications sont des actions qui visent à favoriser à la fois le

rapprochement interculturel et un mieux vivre-ensemble. De plus, le présent avis est imprimé sur papier écologique (papier 100% recyclé, certifié FSC, avec Écologo). Le nombre de copies est de 100 en français et de 50 en anglais.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les recommandations soumises dans cet avis contribuent à la réflexion sur les enjeux de racisme systémique et peuvent orienter concrètement les actions de la Ville de Montréal aussi bien en ce qui a trait aux réalités que vivent les personnes touchées par les diverses formes de racismes et de discriminations, qu'à une prise en compte exhaustive des enjeux liés aux racismes et discriminations systémiques, un sujet d'une actualité et d'un intérêt certain.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

L'avis du CIM a fait l'objet de recherches et de rédaction avant le contexte de la Covid-19 dans le cadre des consultations publiques de l'Office de consultation publique de Montréal. Cet avis ne comporte pas de section ou ne traite pas des enjeux spécifiques liés à la Covid-19.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Cet avis sera diffusé sur le site Internet du CIM et sera envoyé aux partenaires concernés par le sujet abordé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Comité exécutif - séance visée : 20 mai 2020
Conseil municipal - séance visée : 25 mai 2020

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Eve BONNEAU
Chef de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-04-28

Marie-Eve BONNEAU
Cheffe de division

Tél : 514 872-6276
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves SAINDON
Greffier et directeur
Tél : 514 872-3007
Approuvé le : 2020-05-05

Conseil interculturel de Montréal

Racisme systémique

Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes



Montréal

Avis adopté lors de l’assemblée des membres du 11 mars 2020.

Membres du CIM

Souleymane Guissé, président
Marie-Christine Jeanty, v.-p.
Angela Sierra, v.-p.
Rafael Benitez
Cécile Deschamps
Sonia Djelidi
François Fournier
Fanny Guérin
Stendolph Ismael
Idil Issa
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Juste Rajaonson
Aranzazu Recalde
Rémy-Paulin Twahirwa

Membres du comité avis et recherche

François Fournier
Fanny Guérin
Souleymane Guissé
Bertrand Lavoie
Catherine Limperis
Juste Rajaonson
Aranzazu Recalde

Collaboration

Frédéric Dejean,
membre du CIM (2018-2020)

Coordination de l’avis et recommandations

Marie-Claude Haince, Ph.D., secrétaire-recherchiste
Amel Gherbi, M.Sc.

Activités de consultation, recherche et orientations

Phillip Rousseau, Ph.D.

Rédaction

Amel Gherbi, M.Sc.
Marie-Claude Haince, Ph.D.
Phillip Rousseau, Ph.D.

Secrétariat

Christine De Kinder
Barbara Leroy-Bernardin

Révision linguistique

Christophe Horguelin

Traduction

Catherine Browne

Graphisme et mise en page

Amélie Lefort

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
© Conseil interculturel de Montréal, 2020
ISBN 978-2-7647-1768-4 – imprimé français
ISBN 978-2-7647-1769-1 – PDF français

Couverture : © Aaron Blanco Tejedor

Racisme systémique

Agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes

Synthèse

Racisme quotidien, racisme institutionnel, racisme structurel, daltonisme racial, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) éclaire ici ces « racismes 2.0 » aux formes insidieuses sur lesquels repose le racisme systémique en montrant comment, encore aujourd'hui et dans le contexte montréalais, ce phénomène participe à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. En se référant à la littérature sur le sujet et en allant à la rencontre de citoyennes et des citoyens de différents horizons et d'organismes interpellé.e.s par ces enjeux, le CIM a pu mettre en évidence des formes concrètes du phénomène qui affecte une partie importante la population montréalaise.

Pour y faire face, une approche axée sur la diversité et l'inclusion, bien que louable dans sa vision et ses intentions, laisse des limites et des angles morts non négligeables qui apparaissent dès lors que nous interrogeons les citoyennes et citoyens montréalais faisant l'expérience de racismes et de discriminations. Il ressort des consultations menées en 2019 qu'il faut prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et des citoyens si l'on veut consolider une démarche pérenne, flexible et évolutive permettant une amélioration continuelle afin d'assurer une lutte efficace et constante contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques toujours à l'œuvre. Débordant largement le cadre des relations entre les administrations publiques et les citoyennes et citoyens, nous constatons par ailleurs que les stéréotypes et les amalgames bien ancrés, comme les agressions frontales envers les Montréalais.es né.e.s ici ou ailleurs, offrent un terreau fertile à des processus d'exclusion et de marginalisation plus ou moins implicites qui traversent des sphères structurantes de la vie dans la cité (pensons notamment à la discrimination à l'embauche, dans les milieux de travail et dans l'accès au logement, aux interpellations et incarcérations importantes, à la sous-représentation au sein des instances décisionnelles et dans les postes de cadres). Il en découle des inégalités manifestes du point de vue de la santé, du travail, de l'habitation, de la sécurité, du transport et de l'accès aux services, aux installations et aux espaces décisionnels. Sans un effort concerté qui mobilise de nouvelles compétences et des instruments de mesure adaptés pour s'attaquer à un tel système d'injustices, certain.e.s citoyennes et citoyens de plein droit continueront à être relégué.e.s dans la marge économique, sociale et culturelle si l'on ne s'y attache pas de façon substantielle. L'inaction comme le manque de leadership assumé en matière d'initiatives antiracistes de la part de l'administration municipale suggéreraient alors, pour les Montréalais.es touché.e.s par le phénomène, une certaine indifférence, un manque volonté de combler les écarts qui consacrent une citoyenneté à deux vitesses.

Par conséquent, nous estimons que les solutions et interventions doivent être pensées en fonction de trois principaux objectifs, à savoir :

1) Faire preuve de responsabilité et d'engagement;

2) Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux;

3) Sensibiliser et changer les attitudes.

Faire preuve de responsabilité et d'engagement c'est reconnaître publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et s'engager à tout mettre en œuvre pour changer la situation. À cet égard, nous estimons que seule une politique antiraciste et interculturelle permettra de lutter contre toutes les formes de racismes et de discriminations, et nous proposons une série d'actions pour élaborer cette politique. Le renforcement des capacités et de l'autonomisation répond au désir exprimé par plusieurs personnes ayant participé à nos activités de consultation : il convient de placer les citoyennes et citoyens ciblé.e.s par les racismes et les discriminations au cœur des actions entreprises par la Ville de Montréal sur ces enjeux. Elles et ils auront ainsi à la fois plus de moyens et plus de latitude pour proposer et mettre en place des initiatives et des projets ayant le potentiel de faire une différence. Enfin, nous pensons qu'en matière de sensibilisation, la Ville de Montréal se doit d'être plus proactive si elle veut véritablement opérer le changement d'attitudes nécessaire pour éliminer toute forme de racisme et de discrimination.

Le présent avis fait une large place aux voix des citoyennes et citoyens de Montréal. Plusieurs extraits de témoignages évocateurs recueillis auprès de plus de cinquante citoyennes et citoyens racialisé.e.s et représentant.e.s d'organismes et de milieux associatifs interpellé.e.s par le phénomène y sont mis de l'avant. Afin de lutter contre les manifestations concrètes de racismes et de discriminations dégagées à l'issue de la démarche, nous avons formulé et articulé une série de recommandations essentielles à la définition d'un cadre d'action municipale résolument antiraciste susceptible d'être adopté par les différents acteurs concernés.

Le tableau suivant résume ces recommandations que nous souhaitons porteuses.

Pour agir. Tableau des recommandations, actions et moyens

	Faire preuve de responsabilité et d'engagement	
	ACTIONS	**MOYENS**
Recommandation 1 Que la Ville reconnaisse publiquement le racisme systémique	› Affirmer publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et prendre des engagements pour s'y attaquer › Faire preuve de leadership en établissant et en maintenant des coalitions antiracistes avec d'autres villes	› Faire adopter une motion au Conseil municipal pour affirmer l'existence du problème › Demander à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise d'établir la liste des engagements de la Ville en la matière › Réaliser une campagne de sensibilisation antiraciste
Recommandation 2 Que la Ville mette en place une politique interculturelle antiraciste	› Élaborer une politique interculturelle antiraciste qui orientera l'ensemble des politiques, plans d'action et mesures de la Ville sur les enjeux de racisme, de discrimination et plus largement de diversité et d'inclusion › Informer et sensibiliser la population sur la politique mise en place › Encourager et promouvoir le développement de matériel de sensibilisation antiraciste et interculturel	› Développer une vision antiraciste › Définir une politique antiraciste en collaboration avec des organismes impliqués dans la lutte contre les racismes et les discriminations › Instaurer des initiatives et des procédures au diapason d'une vision interculturelle antiraciste › Proposer un glossaire antiraciste à l'intention de tous les services de la Ville. Sur la base de ce glossaire, revoir la terminologie employée par la Ville dans ses communications avec ses employé.e.s et les citoyennes et citoyens › Offrir une formation antiraciste à l'ensemble des employé.e.s municipaux afin de mieux tenir compte des enjeux de racisme et de discrimination dans la prestation des services › Mettre en place des programmes d'éducation antiraciste destinés aux jeunes Montréalais.e.s

Faire preuve de responsabilité et d'engagement

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 3 Que la Ville fasse une veille stratégique à la fois sur les diverses formes de racismes et de discriminations dans la communauté montréalaise et sur les actions municipales prises en matière de lutte contre les racismes et les discriminations	› Utiliser les données et les recherches existantes et partager les résultats publiquement › Réaliser une collecte de données concernant les incidents en matière d'actes haineux, de racisme et de discrimination et de profilage racial, et partager les résultats publiquement › Recueillir et examiner des données concernant les diverses formes de racismes et de discriminations dans des champs de compétences spécifiques à la Ville comme le logement, la culture et le loisir › Utiliser des indicateurs communs pour tous les services de manière à rendre compte des incidents et des tendances en matière de racismes et de discriminations et de profilage racial › Auditer les divers aspects des opérations au sein de l'ensemble des services (planification, politiques et programmes, pratiques et procédures)	› Publier un rapport annuel sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les racismes et les discriminations à Montréal › Développer un gabarit pour la production des bilans des services afin d'inclure une section sur les impacts des réalisations en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Mettre en place des indicateurs pour suivre l'évolution du statut socioéconomique des groupes visés (Autochtones et personnes racialisées) › Préparer des profils démographiques exhaustifs de tous les quartiers afin de guider l'élaboration de politiques et d'initiatives et la planification des programmes › Présenter des données ventilées sur les interpellations policières, particulièrement en ce qui concerne les personnes autochtones et racialisées, afin de pouvoir mesurer le phénomène › Réaliser des études particulières sur des problématiques prégnantes › Rendre disponibles les données produites dans le cadre de ces études sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal
Recommandation 4 Que la Ville élabore des indicateurs pour évaluer l'effet de ses mesures de lutte contre les racismes et les discriminations	› Définir des objectifs atteignables en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Mesurer l'effet des mesures, initiatives et politiques mises en œuvre par la Ville › Identifier les barrières systémiques qui touchent les groupes visés (autochtones et racialisés)	› Développer des cibles en lien avec les objectifs de lutte contre les racismes et les discriminations › Élaborer des indicateurs communs pour mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Élaborer des instruments de mesure pour documenter puis contrer les barrières systémiques rencontrées par les groupes visés (autochtones et racialisés)

Faire preuve de responsabilité et d'engagement

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 5 Que la Ville crée un poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion	› Mettre en place un mécanisme de plaintes sous l'autorité d'un.e commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion › Informer les Montréalais.e.s sur les actions mises en œuvre par la Ville en matière d'inclusion et d'antiracisme › Consulter régulièrement les groupes visés par les actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations › Recevoir les plaintes des groupes visés (autochtones et racialisés)	› Réaliser des sondages périodiques sur les actions de la Ville en la matière › Faire l'évaluation des politiques, initiatives et mesures mises en place par la Ville en matière d'antiracisme et d'inclusion › Informer la population sur la mise en place de ces nouveaux mécanismes de traitement des plaintes › Recueillir et traiter les plaintes des personnes victimes d'actes haineux, de racisme, de discrimination et de profilage racial › Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ainsi diminuer le nombre d'incidents à la source des plaintes › Tenir une consultation publique annuelle sur l'état de la situation › Publier un rapport annuel sur la lutte aux racismes et aux discriminations et sur la diversité et l'inclusion › Faire des recommandations en vue d'améliorer les pratiques et les normes en vigueur dans l'administration municipale en matière de racismes et de discriminations et d'inclusion
Recommandation 6 Que la Ville mette sur pied un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère haineux	› Mettre en place, sous forme de projet pilote, un centre d'aide et de lutte contre les crimes et agressions à caractère racial, haineux ou discriminatoire, sur le modèle des CALACS (Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), en ciblant un ou deux arrondissements	› Promouvoir une culture de l'inclusion en vue d'enrayer la culture discriminatoire, incluant un volet prévention, notamment en ce qui concerne les actes de profilage racial › Établir des partenariats avec le SPVM, le/la commissaire à l'antiracisme et la CDPDJ pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ultimement diminuer le nombre d'incidents à caractère haineux › Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations › Recueillir et traiter les données brutes anonymisées sur les interpellations policières

Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux

	ACTIONS	MOYENS
Recommandation 7 Que la Ville revoie les règles d'octroi des subventions aux organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations et ce, afin de pérenniser les actions en matière de lutte contre les racismes et les discriminations	› Mettre en œuvre des programmes de subvention particuliers pour la lutte contre les racismes et les discriminations › Offrir des incitatifs financiers aux organismes souhaitant instaurer des programmes de lutte contre les racismes et aux discriminations › Réserver des budgets spécifiques pour les organismes de lutte contre les racismes et les discriminations	› Favoriser et soutenir la tenue de forums citoyens pour sensibiliser la population montréalaise aux enjeux de racisme et de discrimination › Créer des espaces d'échanges et de rencontres interculturelles › Promouvoir les initiatives des organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations
Recommandation 8 Que la Ville s'assure que de la documentation et des services soient disponibles dans d'autres langues que le français	› Offrir des services dans d'autres langues que le français › Offrir certains documents d'information dans les langues (4 ou 5) les plus parlées à Montréal › Développer des partenariats avec les médias communautaires pour mieux diffuser l'information concernant la Ville	› Actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s › Identifier, avec le concours d'organismes et de regroupements citoyens, la documentation devant être disponible dans plusieurs langues › Offrir des guides d'information sur les services de la Ville dans plusieurs langues › Offrir des séances d'information pour les nouveaux arrivants dans plusieurs langues › Augmenter l'offre des bibliothèques en d'autres langues que le français et l'anglais › Soutenir les initiatives et programmes de francisation déjà existants
Recommandation 9 Que la Ville assure un accès équitable au transport en commun	› S'assurer que l'offre de transport en commun est suffisante dans tous les quartiers de Montréal › S'assurer que les services offerts répondent aux besoins des populations des territoires d'inclusion prioritaire (TIP) et des arrondissements fortement diversifiés	› Augmenter la fréquence du service sur certaines lignes d'autobus plus excentrées › Diversifier l'offre de transport des quartiers excentrés › Mettre en œuvre une tarification différenciée en fonction des revenus des ménages

Recommandation 10
Que la Ville mette en place un programme de développement de son personnel issu des minorités visibles et autochtones afin de favoriser leur accès aux fonctions de cadre supérieur

Sensibiliser et changer les attitudes

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en place un programme de développement destiné aux personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible ou autochtone › Favoriser le développement des compétences en gestion pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible › Mettre en place un processus de dotation favorisant les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres	› Créer des occasions de perfectionnement (formations spécifiques) pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible › Offrir une formation particulière aux conseillers en ressources humaines pour les sensibiliser aux enjeux antiracistes › Revoir les modalités des processus de dotation pour favoriser l'ascension professionnelle des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible

Table des matières

Synthèse v

Mot du président 2

Mandat du Conseil interculturel de Montréal 3

Introduction 4

1. Mise en contexte 5

1.1 Contextualiser le racisme 5
1.2 Enjeux canadiens en matière de racisme, de discrimination et de lutte antiraciste 8
1.3 Ce que fait Montréal 9

2. Démarche 11

2.1 Circonscrire la problématique 11
2.2 Recherche documentaire 12
2.3 Collecte de données 12
2.4 Limites 14

3. Racisme systémique : les manifestations concrètes 15

3.1 Prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et citoyens 15
3.2 Des microagressions aux biais institutionnels 17
3.3 Deux écarts à combler 22

4. Pour agir : transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens 23

4.1 Faire preuve de responsabilité et d'engagement 24
4.2 Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux 30
4.3 Sensibiliser et changer les attitudes 32

Conclusion 33

Remerciements 34

Références 35

Mot du président

Au nom des membres du Conseil interculturel de Montréal (CIM), je suis heureux de soumettre à nos interlocutrices et interlocuteurs de l'administration montréalaise cet avis intitulé *Racisme systémique : agir pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités citoyennes*.

Si le phénomène qui fait l'objet de cet avis préoccupe le CIM depuis sa création, au fil des ans diverses facettes ont été examinées, parmi lesquelles le profilage racial (2006 et 2017), la cohabitation urbaine et les usages des lieux de cultes minoritaires (2009), l'accès à l'égalité en emploi (2011), l'intégration économique des personnes immigrantes dans la métropole (2014), la participation des Montréalais.es issu.e.s de la diversité à la vie municipale (2018 et 2019b) et une stratégie intégrée pour une politique interculturelle (2019a). Depuis le printemps 2019, le travail et les activités du CIM ont accordé une place centrale à la question du racisme systémique.

Les lectrices et lecteurs à qui les travaux du CIM sont familiers retrouveront dans le présent avis une pierre d'assise des recommandations formulées à ce jour : la nature systémique des difficultés rencontrées par les personnes d'origines ethnoculturelles diverses, et l'urgence d'agir pour mettre fin au phénomène du racisme systémique et à ses conséquences dans la société. C'est d'ailleurs en étant déterminé à appuyer les actions porteuses en matière de lutte contre les différentes formes de racismes et de discriminations que le CIM a souhaité rencontrer des citoyennes et des citoyens ainsi que des intervenant.e.s de première ligne afin de confronter sans détour tant leurs sources que leurs effets, susceptibles de mettre à mal les valeurs de reconnaissance, d'inclusion, de justice et d'égalité envers tou.te.s les Montréalais.es.

Dans cet esprit, le CIM réitère son soutien et son offre de collaboration pour l'ensemble des initiatives qui feront de Montréal une cité durablement antiraciste et interculturelle.

Bonne lecture !



Souleymane Guissé

Président du CIM

Mandat du Conseil interculturel de Montréal

Le règlement sur le Conseil interculturel de Montréal (19-051) encadre le fonctionnement et les activités du Conseil. En vertu de ce règlement, le Conseil interculturel de Montréal exerce les fonctions suivantes :

- Il fournit, de sa propre initiative ou à la demande du maire ou de la mairesse, du comité exécutif ou du conseil de la ville, des avis sur toute question d'intérêt pour les communautés ethnoculturelles et soumet des recommandations au conseil de la ville;
- Il sollicite des opinions, reçoit et entend les requêtes et suggestions de toute personne ou tout groupe sur les questions relatives aux relations interculturelles;
- Il effectue ou fait effectuer des études et des recherches qu'il juge utiles ou nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Dans le cadre son mandat, le CIM réalise des travaux de recherche dans le but d'identifier et d'éclairer certains enjeux centraux à sa mission afin d'attirer l'attention de l'administration municipale sur leur importance et de proposer des pistes d'action en harmonie avec les prérogatives de la Ville. C'est dans cette optique que le CIM formule le présent avis, qui donne suite au mémoire qu'il a déposé dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en 2019.

Conseil interculturel de Montréal

1550, rue Metcalfe, 14e étage, bureau 1424
Montréal (Québec) H3A 1X6

T. : 514-868-5809
@ : cim@ville.montreal.qc.ca
www.ville.montreal.qc.ca/cim

Introduction

Après plus de quinze ans d'engagement à informer les politiques publiques en matière de relations entre les Montréalais. es de tous horizons et d'appartenances multiples, le Conseil interculturel de Montréal (CIM) accueille favorablement la démarche de consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence de la Ville initiée par les citoyennes et les citoyens de Montréal. C'est pour cette raison que, le 11 novembre 2019, le CIM déposait, dans le cadre de cette consultation, un mémoire (2019c) sur lequel le présent avis s'appuie largement.

À la lumière des constats établis par le CIM au fil des années et sur la base d'un état des connaissances récentes présentés dans les première et troisième sections de cet avis, nous constatons que diverses formes de racismes[1] et de discriminations systémiques contribuent encore aujourd'hui à l'invisibilisation et à la normalisation de mécanismes de distinction entre les groupes et les individus tout en légitimant une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges. Pour contrer le problème, une approche axée sur la diversité et l'inclusion, bien que louable dans sa vision et ses intentions, présente des limites et des angles morts non négligeables qui apparaissent dès lors que nous interrogeons les citoyennes et citoyens montréalais qui font l'expérience de racismes et de discriminations. Dans sa démarche de consultation auprès de citoyennes et citoyens de différents horizons et des organismes interpellés par ces enjeux, qui est présentée dans la deuxième section, le CIM a pu reconnaître des formes concrètes du phénomène qui affectent certaines franges de la population. Si nous pouvons nous réjouir du caractère pluraliste de la population montréalaise, il faut également reconnaître l'hétérogénéité de ses conditions de vie de manière à garantir la justice sociale pour toutes et tous.

Pour ce faire, nous mettons de l'avant, dans la quatrième section de l'avis, l'idée qu'une politique municipale interculturelle antiraciste, intégrée et transversale s'impose désormais. Elle nous semble d'autant plus nécessaire dans le contexte sociopolitique international et régional actuel, marqué à la fois par des inégalités de traitement et des discriminations persistantes envers des groupes ciblés. Nous soutenons qu'une démarche franche de cette nature constitue un levier efficace, direct et durable pour assurer le bien-être des citoyennes et citoyens montréalais.e.s et renforcer leur appartenance au sein de leurs milieux de vie. Pour éviter des réponses inadéquates et incapables de s'attaquer à l'ensemble des enjeux associés aux racismes et discriminations systémiques, cette démarche exige que la Ville de Montréal reconnaisse sans détour l'existence des différentes formes de racismes et de discriminations. Une fois ce premier pas franchi, nous encourageons la Ville à se donner les moyens nécessaires et à déployer des solutions et des actions structurantes, en particulier le développement d'une politique capable d'élargir son champ de compétences en la matière. Nous proposons ensuite des actions indispensables servant de points de départ pour transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens.

[1] Le Conseil interculturel de Montréal a fait le choix de conjuguer le terme « racisme » au pluriel tout au long de cet avis dans le but de souligner, d'une part, les diverses formes sous lesquelles s'incarne et se reconfigure le racisme à travers le temps, et d'autre part, la manière dont il affecte spécifiquement divers groupes. Ce terme englobe notamment et non exclusivement le racisme envers les Autochtones, les Noir.e.s (« racisme anti-noir »), l'antisémitisme, l'islamophobie et toute autre forme de racisme visant des segments de la population en raison de leur « race », leur origine ethnique ou nationale, leur religion, leur couleur de peau ou tout autre caractéristique spécifique.

1. Mise en contexte

Nowadays we seem to have a lot of racism but very few racists. How do you explain this paradox?

James M. Blaut, « The Theory of Cultural Racism »

1.1 Contextualiser le racisme

L'une des difficultés premières de l'étude et de l'analyse du racisme tient au fait qu'il n'existe pas de définition unique du racisme qui fasse consensus (Este, Lorenzetti et Sato 2018, Fleras 2014, Labelle 2011, Satzewich et Liodakis 2017). Ce fait complique d'emblée son appréhension.

Pour tenter de cerner le racisme, il importe d'abord de comprendre la manière dont il opère et ce qu'il produit. Néanmoins, il faut noter qu'il existe diverses façons de concevoir le racisme. L'une d'elles le considère comme une idéologie – composée de mots, d'actions et de croyances – qui conçoit les minorités racialisées comme inférieures (Fleras et Elliot 2007:362, Fleras 2014:27, James 2003:136). Ce racisme est à la fois enchâssé dans les lois et institutionnalisé dans des pratiques organisationnelles et dans des programmes gouvernementaux; il est présenté comme le problème des minorités, véhiculé à travers des politiques et des programmes qui renforcent les privilèges du groupe majoritaire blanc (Fleras 2014:27). Ce type de racisme s'exprime plutôt ouvertement, de manière directe et souvent délibérée (Fleras 2014:27). Il prend corps dans cette idée ayant prévalu jusqu'au milieu du XX[e] siècle d'une hiérarchie entre les populations humaines[2], plaquant une différenciation de fait sur des individus pourtant égaux en droits (Gouvernement du Québec 2006:10). S'il est largement admis que la race n'existe pas en tant que catégorie biologique, il n'en demeure pas moins que la racialisation[3], comme processus, est toujours à l'œuvre et s'appuie sur un construit social de la race permettant de catégoriser les individus et les groupes en fonction d'une conception raciale (Este, Lorenzetti et Sato 2018:4).

D'autres formes de racisme, plus subtiles, coexistent. Ce sont ces formes plus diffuses et difficilement cernables qui structurent les rapports sociaux et qui se systématisent au point de devenir presque invisibles et souvent plus acceptées, voire acceptables. En effet, malgré les meilleures intentions, le racisme continue à être présent aujourd'hui dans la société canadienne (Fleras 2014, Henry et Tator 2010, Satzewich 2011) et québécoise (Labelle 2011, Renaud, Germain et Leloup 2004, Zaazaa et Nadeau 2019).

Dans son document de consultation en vue de l'élaboration d'une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination, le gouvernement du Québec soulignait il y quinze ans que :

> Des conceptions sociales s'apparentant au racisme classique continuent à se manifester sous des formes renouvelées, car les logiques sociales et identitaires qui ont créé cette idéologie sont toujours à l'œuvre et imprègnent les visions du monde et les pratiques les plus diverses. Ainsi, des personnes d'origine asiatique, noire ou arabe nées au Québec ou [établies] au Québec depuis longtemps continuent à être considérées par certains comme des étrangers, avec des valeurs présumées différentes de celles des Québécois et exclues sur la base de cette différence. La dépréciation de ces personnes et la négation de leurs droits se font en raison d'une prétendue inadaptation culturelle plutôt que d'une infériorité biologique. Cela n'enlève rien au caractère injuste de l'exclusion et ne diminue pas les préjudices subis. Si l'on tient compte de ces formes modernes de discours

[2] La Commission ontarienne des droits de la personne (2005:12) rappelle que « dans le passé on a défini la race comme étant un sous-ensemble biologique ou naturel de l'espèce humaine, en fonction de distinctions physiques, notamment la couleur de le peau et d'autres caractéristiques corporelles. Cette notion de race a vu le jour dans le cadre de la domination impériale par l'Europe de pays et de peuples "non blancs" et a servi de base à une nomenclature des peuples ».

[3] À propos de la racialisation, la Commission ontarienne des droits de la personne, dans ses *Politiques et directives sur le racisme et la discrimination raciale* (2005:12-13), souligne que « la racialisation s'étend non seulement aux membres d'un groupe en général, mais aussi à des traits et attributs spécifiques ayant un rapport quelconque avec les personnes racialisées et qui sont jugées "anormaux", marques d'une valeur moindre. Chez certains, les préjugés se rattachent à des caractéristiques racialisées ». Matthew Clair et Jeffrey Denis (2015:15) abondent dans le même sens.

> et d'attitudes qui s'inscrivent dans la logique raciste et des discriminations qu'elles produisent, le racisme cesse de paraître marginal ou anachronique (Gouvernement du Québec 2006:12)[4].

Comme l'ont bien montré David Este, Liza Lorenzetti et Christa Sato (2018) dans leur ouvrage *Racism and Anti-Racism in Canada*, ces formes plus subtiles de racisme sont toujours à l'œuvre aujourd'hui et elles structurent les relations sociales au quotidien. Cinq formes de racisme ont particulièrement retenu notre attention, car elles font écho aux témoignages recueillis lors des activités de consultation que le CIM a menées dans le cadre de l'élaboration du mémoire déposé lors de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal tenue par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM).

Pour prendre toute la mesure de l'étendue du racisme dans la vie quotidienne des individus qui en sont victimes, Philomena Essed (1991) a élaboré la notion de racisme quotidien (*everyday racism*); elle rendait compte ainsi de l'incorporation du racisme dans la quotidienneté de pratiques. Il s'agissait pour elle d'éclairer la manière dont le racisme est vécu par des personnes racialisées[5] dans leurs interactions avec des personnes du groupe majoritaire (blanc), notamment en ce qui concerne les gestes posés, les paroles et discours prononcés, de manière consciente ou inconsciente. Selon cette approche, le racisme quotidien est ancré à la fois dans des interactions interpersonnelles et dans des pratiques institutionnalisées.

Une deuxième forme de racisme toujours à l'œuvre dans nos sociétés est le racisme institutionnel (*institutional racism*) ou systémique. Comme le soulignent Frances Henry et Carol Tator (2010:44), le racisme institutionnel fait référence aux politiques, pratiques et procédures des institutions au sens large qui peuvent directement ou indirectement, consciemment ou inconsciemment, encourager, maintenir ou solidifier des inégalités (groupes racialisés) ou des privilèges (groupe majoritaire) pour certains groupes de personnes. Dans tous les cas, les effets sont les mêmes : certaines personnes se trouvent opprimées par ces pratiques qui produisent inévitablement des discriminations.

Le sociologue Eduardo Bonilla-Silva (2015:1360), quant à lui, met l'accent sur le caractère structurel du racisme (*structural racism*). Selon lui, le racisme est avant tout le fait de pratiques et de comportements qui sont le produit d'un structure raciale mettant en jeu un réseau de relations (sociales, politiques, économiques, culturelles, idéologiques, etc.) qui façonne les vies et les expériences des personnes racialisées. Selon lui, c'est cette structure qui serait responsable de la production et de la reproduction d'avantages systémiques pour les uns (groupe majoritaire) et de désavantages pour les autres (groupes racialisés). C'est donc dire que le racisme est une forme d'organisation sociale qui crée des inégalités et des divisions, permettant une hiérarchie sociale basée sur la race en tant que construction sociale (Mensah et Williams 2017:34).

Selon Frances Henry et Carol Tator (2010), le racisme culturel ou idéologique teinte les valeurs sociétales, ce qui le rend encore plus difficile à déceler et à cerner car il est incorporé dans les croyances collectives de la société (et du groupe majoritaire). Ce type de construction sociale permet de perpétuer certaines représentations erronées et certains stéréotypes concernant un groupe racialisé. Le racisme culturel, nous disent Henry et Tator (2010:45), est ce qui permet d'établir une distinction entre « nous » et « eux » : un groupe racial (le groupe majoritaire) est considéré comme meilleur que les autres (groupes racialisés). Cette forme de racisme s'appuie sur un ensemble de croyances et de valeurs ethnocentriques qui ont pour effet de maintenir, dans l'imaginaire collectif, une perception raciste des Autres.

Le daltonisme racial (*colorblind racism*) est une idée sur laquelle Edouardo Bonilla-Silva (2002, 2015) a abondamment réfléchi. Cette cinquième forme de racisme serait incorporée dans les discours libéraux dominants, où les Blancs refusent de reconnaître l'existence d'inégalités raciales, soutenant même que le racisme n'existe pas (Bonilla-Silva 2002:63). Cette forme de racisme justifie par le fait même la non-intervention en la matière. Elle est particulièrement présente dans la société québécoise en ce moment. Pensons aux réactions suscitées par l'idée d'appropriation culturelle à l'été 2018 ou encore à l'annulation de la consultation publique québécoise sur le racisme systémique à l'automne 2017. Ces deux exemples montrent à quel point cet angle mort persiste au Québec, notamment. Cette forme de racisme est effectivement dominante de nos jours.

Nous avons donc vu apparaître ces dernières décennies de nouvelles formes de racisme, plus processuelles, des « racismes 2.0 » pour reprendre le terme de l'anthropologue Augie Fleras (2014). Ces formes de racisme sont beaucoup moins conscientes et directes, elles sont même parfois normalisées et banalisées. Elles se constituent notamment, mais pas seulement, à partir de microagressions, de croyances selon lesquelles certaines pratiques (culturelles, religieuses, etc.) sont incompatibles avec les valeurs de la société d'accueil et sont un frein à l'« intégration », et de la négation de l'existence même du racisme (Fleras 2014). C'est donc sous leurs formes les plus insidieuses que les racismes actuels sont à débusquer[6].

---

[4] Sur la persistance du racisme au Québec, consulter également Renaud, Germain et Leloup (2004).

[5] Nous avons opté pour cette expression, car elle nous paraît, pour l'instant, la moins biaisée. Nous nous appuyons sur la terminologie privilégiée par la Commission ontarienne des droits de la personne. La CODP (2005:13) mentionne à ce sujet : « Lorsqu'il est nécessaire de donner une description collective de certaines gens, les termes "personnes racialisées" ou "groupes racialisés" sont préférables à ceux de "minorités raciales", "minorités visible", "personnes de couleur" ou "non-Blancs", puisqu'ils dénotent l'aspect construit social de la race plutôt que les traits biologiques perçus. En outre, ces autres termes renvoient à celui de "Blanc" pris comme norme de comparaison et ont tendance à regrouper toutes les personnes racialisées sous une catégorie unique, comme si elles étaient toutes pareilles. »

[6] Sur les nouvelles formes de racisme, consulter également l'ouvrage de Martin Barker (1981), *The New Racism : Conservatives and the Ideology of the Tribe*.

Parmi ces formes de racismes de plus en plus prégnantes, l'islamophobie est sans contredit un phénomène qui prend une ampleur croissante dans les sociétés occidentales. Pour l'anthropologue Ghassan Hage (2017), l'islamophobie serait un racisme colonial s'appuyant à la fois sur des pratiques et des conceptions de l'Autre hérités du passé colonial et sur un mode de gouvernance des personnes racialisées (2017:11). Selon lui, les événements du 11 septembre 2001 n'ont fait qu'accentuer cette envie de dominer, voire de domestiquer, l'Autre musulman perçu comme étant « impossible à contenir », à gouverner (2017:39; 45), tout comme d'autres groupes ont été perçus dans l'histoire récente. Les stéréotypes véhiculés par les médias, occidentaux surtout, ont contribué à dépeindre les musulman.e.s comme des êtres « hors norme », pouvant difficilement s'intégrer dans les sociétés euro-américaines (Gottschalk et Greenberg 2008; Shryock 2010; Sinno 2010; Zine 2012) et incarnant un « ennemi idéal », pour reprendre les termes d'Arun Kundnani (2014). Ce sont là les conditions de possibilité qui ont permis ce rejet de l'Autre qui fait en sorte qu'aujourd'hui l'islamophobie, cette forme de racisme s'appuyant sur une aversion profonde envers les Musulman.e.s, est si présente en Occident et qu'elle produit systématiquement exclusion et discrimination envers le groupe ciblé.

Revenons un moment sur le racisme institutionnel, qui est le socle sur lequel repose le racisme systémique. Comme le soulignaient Henry et Tator (2010) à propos du racisme au Canada, le racisme institutionnel implique que les attitudes et les comportements racistes sont intégrés au sein même des politiques et des pratiques des institutions au sens large : le gouvernement et l'administration publique, les médias, le système d'éducation et de santé, le système de justice et le marché du travail. Par conséquent, si l'on veut comprendre comment et pourquoi ces diverses formes de racisme continuent à opérer et à se reproduire, il faut étudier : la manière dont les valeurs, les idéologies, les croyances et les pratiques du groupe majoritaire affectent le développement et le maintien de structures et de systèmes socioéconomiques inéquitables; les diverses manifestations du racisme, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé; les conditions de possibilité de la perpétuation du racisme; et enfin les diverses façons dont la société d'accueil (le Canada, le Québec, Montréal) répond aux racismes.

Nous avons donc choisi, dans cet avis, de nous focaliser sur le racisme systémique sous toutes ses formes et manifestations, aussi bien flagrantes que subtiles. La définition que nous avons retenue est celle du Barreau du Québec, car elle nous semble celle qui cerne mieux le phénomène tout en restant accessible à un large public :

> Nous entendons par racisme systémique la production sociale d'une inégalité fondée sur la race dans les décisions dont les gens font l'objet et les traitements qui leur sont dispensés. L'inégalité raciale est le résultat de l'organisation de la vie économique, culturelle et politique d'une société.

Cette définition posée, reste à savoir comment l'étudier. Comment mesurer la prévalence du racisme systémique et son institutionnalisation ? Comment saisir un phénomène aussi diffus qu'intangible si ce n'est à travers les effets qu'il produit ? Les chercheurs s'entendent sur le fait qu'il est très difficile de mesurer le racisme et que les méthodes élaborées pour ce faire servent surtout à mesurer les attitudes ou les pratiques racistes indirectes (Satzewich 2011:12). Parmi les méthodes développées, citons les sondages d'attitudes et de mesure de la distance sociale, l'autodéclaration et la sur- ou sous-représentation statistique (Satzewich 2011:12-18). Cependant, toutes ces méthodes ont des limites, et aucune n'est à même de donner un portrait exhaustif de la situation, encore moins de montrer comment le racisme en vient à s'institutionnaliser.

Tenter d'exposer un problème aussi difficilement cernable que le racisme systémique représente donc un défi. Nous avons choisi de l'examiner sous l'angle de ses manifestations, en considérant le point de vue des personnes qui en sont victimes[7].


© Alessandro Venturi

[7] Nous revenons sur ce choix dans la section 2, portant sur la démarche.

1.2 Enjeux canadiens en matière de racisme, de discrimination et de lutte antiraciste

Présentons maintenant le contexte dans lequel opère le racisme systémique aujourd'hui. Nous l'avons souligné, loin d'avoir disparu, le racisme sous différentes formes est à l'œuvre au Canada, au Québec et, par conséquent, à Montréal.

En 2002[8], Statistique Canada a réalisé une enquête sur la diversité ethnique auprès de 42 500 personnes âgées de 15 ans et plus dans dix provinces. Les résultats, tels que résumés par le ministère de l'Immigration du Québec, sont éloquents :

Les personnes de toutes les minorités visibles à l'échelle canadienne se sentent victimes de discrimination ou de traitement injuste, notamment 50 % des Noirs, 35 % des Asiatiques du Sud-Est, 29 % des Latino-Américains et 26 % des Arabes. Pour la région métropolitaine de recensement de Montréal, 31 % des minorités visibles ont répondu avoir été victimes de discrimination. Dans le cas des communautés noires, cette proportion s'élève à 41 %.

Les personnes de confession hindoue (36 %), les musulmans (30 %), les bouddhistes (31 %), les Sikhs (27 %) et les Juifs (23 %) ont déclaré avoir été victimes de discrimination. On notera qu'à l'exception des personnes de confession juive, la presque totalité de ces répondants appartiennent également aux minorités visibles (Gouvernement du Québec 2006:16).

Le constat du gouvernement du Québec lui-même en 2006 est, quant à lui, frappant et toujours d'actualité :

> Sous des arguments et des discours différents, ces logiques aboutissent aux mêmes résultats. Toute définition trop rigide de la société d'accueil et de la culture nationale produit des formes d'intolérance, de discrimination et d'exclusion. Dans certains pays, ces formes peuvent être récupérées par des formations politiques et cristallisées dans des projets politiques qui intègrent la discrimination ou la ségrégation. Pour assurer aux communautés culturelles les mêmes chances qu'aux autres citoyens de participer à la vie sociale et politique, d'avoir accès à des emplois correspondant à leurs qualifications et de recevoir des services adaptés à leurs besoins et à leurs caractéristiques, il faut intervenir à la fois sur le racisme, les préjugés et la discriminations sous toutes ses formes (Gouvernement du Québec 2006:13).

Les chiffres présentés récemment par Statistique Canada (2019) font état d'une augmentation importante des crimes haineux[9] en 2017, particulièrement au Québec et en Ontario, crimes majoritairement motivés par la haine d'une « race », d'une origine ethnique ou d'une religion.

En effet, on y note que :

> Après avoir connu des hausses constantes, mais relativement faibles, depuis 2014, le nombre de crimes haineux déclarés par la police au Canada s'est nettement accru en 2017, en hausse de 47 % par rapport à l'année précédente. […] En 2017, les crimes motivés par la haine à l'égard d'une race ou d'une origine ethnique représentaient 43 % de tous les crimes haineux, suivis de ceux ciblant la religion (41 %) (Statistique Canada 2019:6).

Tant les données sur les perceptions que celles sur les crimes rapportés témoignent de la persistance du racisme au Canada et au Québec, et ce, malgré la mise en place de dispositifs normatifs pour lutter contre les racismes et les discriminations, à l'échelle internationale, nationale et québécoise.

Il importe en effet de souligner que depuis le milieu du XX[e] siècle plusieurs États, dont le Canada, ont mis en place des dispositifs normatifs comme des déclarations, des conventions et des pactes internationaux (Gouvernement du Québec 2006:13) pour lutter contre le racisme. Cela s'est parfois traduit par des engagements ayant eu un impact sur la législation et par la mise en œuvre de mesures concrètes.

La Conférence mondiale de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance en 2001 a certainement marqué un tournant dans la lutte antiraciste puisque c'est à cette occasion qu'une véritable stratégie a été élaborée. Cette stratégie en six points visait à :

> Aider les victimes et les groupes vulnérables au racisme et autres formes de discrimination; élaborer des stratégies axées sur l'avenir en vue de promouvoir la diversité et de lutter contre le racisme; accroître le rôle de la société civile; accroître la coopération régionale et internationale; sensibiliser les enfants et les jeunes à la lutte contre le racisme et à la diversité; contrer les actes motivés par la haine et les préjugés (Gouvernement du Canada 2005:3).

Parmi les initiatives mises en place par le gouvernement canadien, notons les suivantes :

- Plan d'action pour combattre le racisme et la discrimination (2005)
- Stratégie antiraciste (2019)

[8] Il est à noter qu'il n'y a pas eu d'enquête de ce type depuis. L'Enquête sociale générale (ESG) conduite annuellement par le Canada ne permet pas de mesurer le phénomène avec une telle précision.

[9] Il s'agit de crimes haineux déclarés à la police. La récente étude sur les actes haineux de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (2019a) montre que le phénomène serait encore plus important que ces données le laissent entendre.

Au Québec, la lutte contre les racismes et les discriminations est une préoccupation depuis le milieu des années 1970[10]. En effet, en 1975, avec de l'adoption de la *Charte des droits et libertés de la personne*, on interdisait la discrimination basée sur la « race », la couleur, l'origine ethnique ou nationale et la religion. Il s'agissait là d'une première mesure concrète pour lutter contre le racisme.

Depuis, le gouvernement du Québec a mis en place divers dispositifs normatifs, parmi lesquels :

- Déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales (1986)
- *Au Québec pour bâtir ensemble. Énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration* (1990)[11]
- *Plan d'action gouvernemental. Des valeurs partagées, des intérêts communs* (2004-2007)[12]
- *La diversité : une valeur ajoutée. Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec* (2008)
- *La diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec 2008-2013* (2008)

Toutefois, comme nous venons le voir, l'efficacité de ces politiques (et des mesures associées) demeure limitée puisque les personnes racialisées, elles, se disent encore victimes de racismes et de discriminations malgré les efforts et les mesures déployés.

L'adhésion aux conventions et traités internationaux et la mise en place de ces initiatives montrent que les problèmes et les possibilités de solution sont connus et qu'il reste donc à la société d'accueil à mettre en œuvre des mesures pour s'y attaquer directement et durablement.

1.3 Ce que fait Montréal

Dans le document de consultation qu'elle a préparé pour l'OCPM en 2019, la Ville de Montréal affirme être active en matière de lutte contre diverses formes de racismes et de discriminations sur deux fronts principaux : 1) le racisme et la discrimination, et 2) l'intégration des personnes issues de l'immigration et l'inclusion de chaque citoyenne et citoyen (Ville de Montréal 2019a :15). Par ailleurs, dans le *Document d'information générale* préparé pour cette même consultation (Ville de Montréal 2019b), la Ville détaille les initiatives qu'elle juge liées de manière directe ou indirecte à la lutte contre le racisme et la discrimination systémiques et à l'inclusion de la diversité[13]. Dans ce document, la Ville met en évidence l'ampleur et la variété des initiatives, des programmes et des services qu'elle offre[14]. Ces deux documents révèlent de quelle façon la Ville de Montréal perçoit son rôle et exposent le fin détail de ses initiatives[15]. De l'examen de cette documentation, nous pouvons dégager quelques constats.

De manière générale, on peut observer que la Ville est passée d'une approche axée sur l'intégration à une approche axée sur l'inclusion. Le concept d'inclusion insiste davantage sur la participation de « plein droit » et la multitude des besoins spécifiques, au-delà d'une intégration qui serait plutôt axée sur l'adaptation des différences à une norme quelconque. Comme l'approche axée sur l'inclusion est relativement nouvelle, elle ne semble pas avoir été totalement assimilée par l'ensemble des instances administratives de la Ville.

On remarque par ailleurs l'importance que la Ville accorde au « développement social », qualifié de « pivot » de sa politique (Ville de Montréal 2019a). La plupart des thèmes ou champs d'intervention ciblés relèveraient de ce développement social :

> Les interventions de la Ville sont regroupées ici par thème : développement social, économie, habitation, emploi, sécurité publique, culture, etc. *Il est à souligner que la grande majorité d'entre elles relèvent du développement social*, qui a largement fait ses preuves au fil des décennies et qui, pour cette raison, constitue le premier thème abordé (Ville de Montréal 2019b:24, nous soulignons).

[10] Notons que le Québec a adhéré en 1978 à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, signée en 1965.

[11] Comme le souligne Micheline Labelle (2011:7), cet énoncé de politique « repose sur trois principes dont l'un affirme la nécessité de combattre la discrimination. […]. La lutte contre le racisme est prise en compte sans faire l'objet d'une politique spécifique ».

[12] Ce plan d'action faisait « de la lutte contre la discrimination un de ses objectifs prioritaires » (Gouvernement du Québec 2006:15).

[13] Nous ne citons pas ici toutes les initiatives mises en place par la Ville de Montréal; nous renvoyons directement le lecteur ou la lectrice au document.

[14] Une des limites de ce document tient au fait que la Ville ne mentionne jamais quels critères ont été utilisés afin d'inscrire telle ou telle initiative dans le tableau. En d'autres termes, la Ville n'explique pas en quoi plusieurs des initiatives répertoriées seraient aptes à lutter contre le racisme et la discrimination et à quel problème spécifique elles viendraient répondre. La quantité des initiatives prime, en quelque sorte, leur qualité (efficacité, résultats, etc.).

[15] Notons la similarité entre les deux objectifs, mais aussi le léger glissement. On semble suggérer que le premier document s'attarderait davantage à la lutte contre racisme et la discrimination, alors que le deuxième soulignerait également les initiatives liées à l'inclusion. Or, cette distinction ne semble pas vraiment s'appliquer aux documents en question puisque les deux traitent de lutte contre racisme et la discrimination et d'inclusion de la diversité.

Le développement social n'est donc pas simplement un champ d'intervention, c'est aussi une perspective générale. Cette catégorie, mais surtout la politique du même nom (*Politique de développement social*, 2017), est le cadre prééminent au moyen duquel la Ville de Montréal cherche à se rendre plus inclusive, en développant les multiples capacités sociales des résident.e.s. Montréal veut […] mettre en place et renforcer les conditions requises pour que :

- Chaque individu puisse développer pleinement ses potentiels, participer activement à la vie sociale et tirer sa juste part de l'enrichissement collectif;
- La collectivité puisse progresser socialement, culturellement et économiquement, dans un contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de la justice sociale (Ville de Montréal 2019b:25).

Le développement social devient ainsi un des principaux leviers de la lutte contre le racisme et la discrimination. Il s'agit faire disparaître les conditions d'exclusion de toutes et de tous.



© David Trang

Soutenir et stimuler le développement social est présenté par la Ville de Montréal comme une approche pour lutter contre l'exclusion et la pauvreté (Ville de Montréal 2019a:41) en misant sur la diversité sociale.

Il faut donc s'interroger sur la manière dont cette approche se déploie présentement au sein des diverses instances de la Ville et se demander si elle est à même de combler certaines lacunes des cadres normatifs antérieurs. S'il est clair que la Ville de Montréal adhère à de nombreux principes de la lutte contre les racismes et les discriminations et qu'elle met en œuvre plusieurs initiatives, les limites de ces actions et interventions doivent être relevées le cas échéant.

2. Démarche

Cet avis s'inscrit dans la continuité des travaux réalisés par le Conseil interculturel de Montréal. Au cours des dernières années, en effet, le CIM a fait de la lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations, de la participation citoyenne et de la cohésion des initiatives de la Ville en la matière une préoccupation majeure de ses travaux.

La démarche retenue ici se décline en trois étapes :

- Premièrement, afin de circonscrire la problématique, nous décrivons les formes concrètes de racismes et de discriminations qui produisent et reproduisent le racisme systémique, en nous appuyant à la fois sur une revue de la littérature et sur des témoignages.
- Deuxièmement, afin de nous inspirer des meilleures pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, nous avons réalisé une revue de la littérature notamment parmi les publications officielles, les documents de consultation et les rapports produits par la Ville de Montréal, par d'autres villes et paliers de gouvernement et par des organisations non gouvernementales.
- Troisièmement, afin de nous appuyer sur une interprétation juste des divers points de vue des parties prenantes et de faire entendre les voix des citoyennes et citoyens interpellé.e.s par la problématique du racisme systémique, nous avons analysé le contenu de la documentation produite par la Ville de Montréal dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal et nous avons tenu des activités de consultation citoyenne.

2.1 Circonscrire la problématique

Cet avis cherche d'abord à contribuer à une meilleure compréhension de la problématique des racismes et des discriminations systémiques. Pour ce faire, il fallait avant tout définir le phénomène et identifier les principaux enjeux. Très rapidement, nous avons pu constater que le phénomène, quoique très peu documenté à la Ville de Montréal, est bien connu non seulement des citoyennes et des citoyens en général, mais aussi des employé.e.s de la Ville. La littérature sur le sujet est foisonnante, et nombreuses sont les solutions qui ont été identifiées pour lutter contre les diverses formes de racismes et de discriminations.

Considérant cela, nous avons choisi de brosser un portrait succinct des formes concrètes de racisme et de discrimination qui tendent à (re)produire le racisme systémique en nous basant sur la littérature qui existe sur le sujet mais aussi sur les témoignages des résidentes et résidents de Montréal.

Le premier objectif de cet avis est de présenter le racisme systémique en brossant un portrait des formes concrètes de racisme et de discrimination qui tendent à le (re)produire tant au niveau de l'administration (Ville) que de la communauté montréalaise (ville). Le second objectif est de montrer empiriquement comment se consolide une certaine distribution sociale des exclusions et des privilèges tout en illustrant les limites de l'approche de la Ville (la manière dont le système fonctionne/opère).

Le phénomène et ses enjeux étant bien connus, les solutions également, nous avons donc cherché, dans le cadre de cet avis, à encourager la Ville à aller encore plus loin dans ses actions, notamment en l'invitant à reconnaître l'existence du racisme systémique et à développer une stratégie capable d'élargir son champ de compétences en la matière. Comme nous le verrons dans les pages qui suivent, une approche trop restreinte ou non transversale n'est tout simplement pas en mesure de permettre le déploiement de milieux d'accueil pleinement inclusifs. Nous avons voulu nous concentrer sur des solutions et actions structurantes pour donner à la Ville de Montréal les moyens de lutter efficacement contre les diverses formes de racismes et de discriminations qui persistent encore aujourd'hui.

2.2 Recherche documentaire

Cet avis s'appuie aussi sur une revue de la littérature – articles scientifiques, articles de presse, littérature grise (rapports gouvernementaux, rapports d'organismes, textes normatifs, etc.). Dans cette recherche documentaire ont d'abord été ciblées les diverses initiatives, politiques, pratiques et actions mises en œuvre par des villes et municipalités au Canada et ailleurs. Le but de cette recension était de relever les meilleures pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations et de s'en inspirer pour formuler des recommandations qui permettront à la Ville de Montréal de passer à l'action et de mettre de l'avant une véritable stratégie antiraciste. Loin d'être exhaustif, notre examen de la littérature scientifique a néanmoins permis d'identifier les enjeux centraux de cette problématique en plus de fournir des bases pour la définition des notions retenues. Enfin, nous avons analysé la documentation préparée par la Ville en vue de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* (2019). Cette analyse a mis en lumière l'étendue et les limites des actions et interventions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, d'identifier des angles morts et de déterminer des champs d'action prioritaires pour la Ville à l'avenir.

2.3 Collecte de données

Cet avis s'appuie enfin sur un croisement de l'analyse du contenu des diverses séances d'information tenues dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* et des données recueillies auprès de la population montréalaise lors d'activités publiques et privées organisées par le CIM.

Analyse du contenu des séances d'information. Dans le cadre de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*, l'OCPM a tenu quatre séances publiques d'information : une séance d'information générale (15 et 16 mai 2019), une soirée thématique sur la culture (21 mai 2019), une soirée thématique sur l'emploi (28 mai 2019) et une soirée thématique sur le profilage racial et social (29 mai 2019). Nous avons procédé à une analyse de contenu des documents présentés par la Ville et par les requérant.e.s de la consultation dans le cadre de ces séances d'information, ainsi que des interactions et des échanges avec les panélistes[16] et les citoyennes et citoyens qui ont eu lieu à ces occasions. Pour chacune des séances, il s'agissait de relever les éléments marquants de la présentation de la Ville de Montréal et de celle des requérant.e.s pour connaître la représentation qu'ils se font des enjeux. Ont également été recensés les enjeux soulevés par les citoyennes et les citoyens lors de la période de questions. Cette recension nous a permis d'identifier les enjeux d'importance pour les Montréalaises et les Montréalais interpellé.e.s par la question du racisme systémique et de mieux arrimer nos recommandations à leurs besoins et préoccupations.

Consultation auprès des citoyennes et citoyens et des organismes du milieu. Le Conseil interculturel de Montréal a de plus en plus recours à des démarches de consultation citoyenne dans l'élaboration de ses avis et mémoires. Pour les besoins de cet avis sur les enjeux de racismes et de discriminations, il nous est apparu nécessaire de consulter la population. Nous avons donc organisé quatre activités pour échanger avec des citoyennes et citoyens de Montréal.

[16] Pour chacune des sessions thématiques, l'OCPM avait invité des panélistes à présenter, à la suite des présentations de la Ville de Montréal et des requérant.e.s, un état des lieux des enjeux abordés.

	Quatre activités contributives avec des citoyennes et citoyens et des organismes du milieu[17]	
14 avril 2019 Bureaux du CIM	Séance d'échange de connaissances autour de la documentation préparée par la Ville de Montréal et par son Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) en vue de la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*	› 15 représentant.e.s d'organismes intéressé.e.s à soumettre un mémoire ou à organiser une activité contributive citoyenne dans le cadre de la consultation
6 août 2019 Bureaux du CIM	Groupe de discussion public orienté sur l'identification des divers obstacles entraînant l'exclusion et des bonnes pratiques qui permettent de mieux les surmonter	› 23 personnes
26 août 2019 Quartier Côte-des-Neiges	Groupe de discussion privé au sujet des expériences et idées du point de vue des personnes racialisées	› 7 personnes
4 septembre 2019 Quartier Saint-Michel	Séance d'échange de connaissances autour des définitions du phénomène, des enjeux prioritaires et des bonnes pratiques en matière de lutte contre les racismes et les discriminations systémiques	› 13 représentant.e.s de groupes communautaires et du milieu associatif

Dans les pages qui suivent, nous présentons les résultats de ces consultations en utilisant des citations anonymisées de plusieurs citoyennes et citoyens ayant participé aux groupes de discussion ou à la séance d'information, afin de souligner leur grand apport à notre réflexion.

[17] Nous avons synthétisé dans ce tableau les diverses activités que nous avons menées. Se référer au mémoire déposé en novembre 2019 (2019c) pour plus de détails quant au contenu de ces activités.

2.4 Limites

Si l'intersectionnalité[18] est sans contredit une approche pertinente pour éclairer les enjeux de racismes et de discriminations – car elle prend en compte les manières dont ces phénomènes affectent et touchent de manière différenciée les individus en fonction de leur sexe, de leur classe sociale, etc. –, nous n'avons malheureusement pas été en mesure, dans le cadre de cet avis, de la mettre à contribution. En effet, ni les données présentées dans la documentation de la Ville de Montréal ni celles que nous avons recueillies pour réaliser cet avis ne nous permettent de faire une analyse intersectionnelle et de montrer comment les expériences diffèrent en fonction de diverses variables (sexe, classe, âge, origine, religion, etc.). Nous sommes néanmoins conscient.e.s que les personnes victimes de racisme et de discrimination sont affectées de diverses manières et que la combinaison de plusieurs variables peut peser encore plus lourd.

Nous sommes aussi conscient.e.s des limites des données que nous avons recueillies, notamment en ce qui concerne le profil des personnes ayant participées à nos activités de consultation. En effet, la très grande majorité de ces personnes avaient une éducation de niveau universitaire. C'est donc dire que nous n'avons pu rejoindre des groupes plus vulnérables, et ce, malgré notre volonté d'aller à leur rencontre en réalisant deux de nos activités dans des quartiers fortement diversifiés sur le plan socioéconomique et ethnoculturel, soit Côte-des-Neiges et Saint-Michel.

Enfin, l'une des limites les plus importantes de notre travail réside dans le temps imparti pour réaliser cet avis. La *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal* a débuté en mai 2019 et les activités de consultation se sont déroulées jusqu'en septembre. Ce calendrier a fait peser de réelles contraintes sur les manières de faire du CIM. En effet, pour réaliser ses travaux, celui-ci prévoit généralement un échéancier d'au moins 12 mois. Les cinq mois de la consultation étaient largement insuffisants pour effectuer une collecte de données exhaustive, analyser en profondeur toute la documentation soumise par la Ville et faire une recension adéquate des travaux sur le sujet.

En dépit de ces contraintes, le Conseil interculturel de Montréal émet ici un avis qui présente l'état de la situation et propose un cadre à l'intérieur duquel des solutions pourraient être élaborées pour lutter plus efficacement contre les diverses formes de racisme et de discrimination qui persistent à Montréal.

[18] L'usage du concept d'intersectionnalité s'est largement répandu depuis le début du XXIe siècle, non seulement dans les milieux académiques, mais aussi dans les milieux politiques, professionnels, communautaires et militants (Hill Collins et Bilge 2016:1). D'une manière générale, l'intersectionnalité peut être comprise, à la suite de Patricia Hill Collins et Sirma Bilge (2016), comme une manière d'appréhender et d'analyser le monde, les gens et les expériences humaines. Les événements et les conditions politiques et sociales de la vie de même que le soi peuvent rarement être considérés comme étant façonnés par un seul facteur. En effet, ils sont généralement le résultat de facteurs divers qui interviennent de diverses manières. Par exemple, lorsqu'il est question d'inégalités sociales, l'expérience des gens de même que la répartition du pouvoir dans une société donnée se comprennent mieux lorsque l'on considère que ce phénomène a pris corps non pas à partir d'un seul axe de division sociale – que ce soit le genre, la race ou la classe – mais plutôt à partir de plusieurs axes qui traversent ensemble et s'influencent mutuellement. L'intersectionnalité, en tant qu'outil analytique, donne les moyens aux gens de saisir la complexité du monde dans lequel ils vivent et de se comprendre eux-mêmes. Bref, la perspective intersectionnelle permet la prise en compte de l'articulation d'une multitude de facteurs – race, genre, classe, notamment – dans l'appréhension d'un phénomène complexe, notamment les systèmes d'oppression.

3. Racisme systémique : les manifestations concrètes

3.1 Prendre au sérieux le savoir non institutionnel des citoyennes et citoyens

Dans ses interventions, nous l'avons vu, le Conseil interculturel de Montréal tient à s'appuyer sur le savoir des citoyennes et citoyens racialisé.e.s tel qu'il s'exprime lorsqu'on leur offre des espaces pour ce faire. Leurs perspectives sont (et doivent être) une source primordiale lorsqu'on veut mettre en lumière la portée et les diverses déclinaisons de racismes et de discriminations systémiques (Essed 1991:1-2).

> *« C'est très important d'impliquer les usagers et de comprendre leur parcours et l'héritage colonial qu'ils portent de leur point de vue pour proposer des réponses adéquates[19]. »*

Nos interlocuteur.trice.s sont souvent en mesure de bien identifier les manifestations de racisme les plus récurrentes, de mettre le doigt sur certaines zones d'ombre ou biais institutionnels, d'expliquer les divers mécanismes d'expression et de reconduction du racisme (sa systématisation), mais surtout de ne pas le minimiser, comme sont parfois porté.e.s à le faire ceux et celles qui n'en subissent pas quotidiennement les effets.

> *« Pour nous, la différence entre la dimension systémique du racisme et les préjugés, la méconnaissance ou le manque d'information, c'est le fait que des groupes sociaux exploitent d'autres groupes sociaux en tirant des avantages qui justifient pour eux la perpétuation de la situation. L'avantage, ça peut être d'avoir du* cheap labor*, à savoir une main-d'œuvre qualifiée mais qu'on peut payer moins cher, ou encore d'instrumentaliser la question [de la diversité ethnoculturelle] pour recueillir plus de votants pour des élections. »*

> *« Depuis le temps que ça dure, je n'ose pas croire qu'on commence tout juste à en parler ouvertement. »*

En ce sens, le manque d'écoute attentive, de recherche, d'accompagnement et d'intervention revient à minimiser – et donc à reconduire – les formes de racismes et de discriminations systémiques auxquelles ces citoyennes et citoyens montréalais.es font face.

> *« On peut tu faire partie de la table de discussion, nous autres les immigrants ? Quand on se trouve dans le milieu administratif, il n'y a pas d'émotion, mais dans des espaces d'échanges, comme celui-là, ça nous touche nécessairement, ça nous rentre dedans, ça refoule en dedans de nous. On est des êtres humains et on peut parler pour nous-mêmes ! Ça fait 32 ans que je suis ici, c'est ici que j'ai fait mes études, c'est ici chez moi. »*

Comme l'ont exprimé nos interlocuteur.trice.s, le racisme systémique est multiforme et diffus et doit être cherché ailleurs que dans une simple structure facilement identifiable (p. ex. un racisme d'État explicite) ou dans une idéologie sans équivoque (p. ex. le suprémacisme blanc).

> *« Il faut aller plus loin que la couleur de la peau, l'ethnie ou autre. Prenons l'exemple d'une femme blanche issue de l'immigration. Si elle n'a pas les traits de minorités visibles, une femme de l'Europe de l'Est par exemple, dès qu'elle commence à parler, on entend son accent, on se doute que ce n'est pas une personne qui vient d'ici nécessairement. Le racisme systémique peut se manifester [à l'encontre d'une telle personne] et donc c'est un racisme qui se base sur des préjugés qui sont très ancrés. »*

Aux discriminations implicites ou explicites, conscientes ou inconscientes, s'ajoutent des pratiques d'exclusion aux foyers multiples qui tendent à se renforcer mutuellement si elles ne sont pas contrées de manière transversale. Les témoignages de nos interlocuteur.trice.s l'expriment clairement : les micro-agressions (dans les pratiques, les attitudes, les discours) tendent à former un obstacle infranchissable, précisément parce qu'il est suffisamment flexible pour se transformer, évoluer, s'enraciner et ainsi perdurer.

[19] Cette citation, ainsi que celles qui suivront dans la section 3, sont reprises des consultations menées par le CIM en 2019. Elles sont présentées de telle sorte à assurer le respect de l'anonymat des participant.e.s.

« Les gens le vivent au quotidien. Dès qu'ils sortent pour aller au travail, jusqu'à leur retour. Ils le vivent dans les moyens de transport, au sein de leur milieu de travail, pendant leur pause, au centre d'achat. Vraiment ça traverse la vie quotidienne. Il faudra donc impliquer davantage tous les milieux concernés. »



© Steve Long

Il apparaissait donc fondamental pour le CIM de s'attarder à la réalité complexe de la consolidation des diverses formes de racismes et de discriminations avant d'examiner les compétences de la Ville de Montréal. Ces compétences, comme les ressources humaines et financières, limitent indéniablement ce que peut faire la Ville. Il nous paraît néanmoins essentiel qu'elles puissent être adaptées au problème, faute de quoi la systématisation du racisme risque de se poursuivre. En d'autres termes, s'en remettre trop rapidement à ses compétences prédéfinies risque de faire en sorte que la Ville néglige le développement de compétences propres en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques. La Ville pourrait ainsi produire une réponse trop parcellaire, voire inadéquate, faisant fi des relations problématiques qui débordent ses champs d'intervention et d'action mais qui structurent pourtant ce qui se passe sur son territoire.

« Il y a des femmes musulmanes qu'on rencontre qui se font cracher dessus dans la rue. Le problème c'est que suivre quelqu'un ou l'insulter, ce n'est pas illégal. Seul le harcèlement criminel est contre la loi, et ce, seulement si une personne s'en prend spécifiquement à toi comme personne. Comme on l'a déjà vu, si une femme accompagnée de ses enfants avec le voile ou qui a la peau noire se fait suivre systématiquement jusqu'à chez elle en se faisant insulter – "Retourne chez toi immigrante! [...]" –, il n'y a rien à faire. Ça pourrait être bien de travailler là-dessus avec la Ville parce que ça pourrait faire en sorte qu'il y ait des espaces de vie sécuritaires. »

Nous le verrons, la Ville doit impérativement se doter d'une véritable stratégie antiraciste qui aille bien au-delà d'une simple posture non raciste[20]. La différence entre antiraciste et non raciste n'est pas anodine. Il s'agit de consolider une démarche plus proactive que réactive et de ne pas trop s'en remettre à des repères normatifs (chartres, déclarations, politiques, etc.). Ceux-ci, bien qu'essentiels, sont davantage des ancrages symboliques qu'une démarche pérenne, flexible et évolutive permettant une amélioration continuelle afin d'assurer une lutte efficace et constante contre les diverses formes de racismes et de discriminations systémiques. C'est donc dire qu'en élargissant ses champs d'intervention, la Ville peut se faire le chef de file de cette lutte, comme elle a su s'illustrer auparavant dans d'autres domaines, l'immigration notamment.

[20] La perspective antiraciste est au cœur de l'idée de politique interculturelle que nous avons récemment proposée dans le cadre de l'avis *Montréal, cité interculturelle* (2019a).

3.2 Des microagressions[21] aux biais institutionnels

Nos interlocuteur.trice.s (tout comme la littérature sur le sujet) l'ont répété maintes fois : au-delà des cas de racisme frontal et des agressions plus directes – et plusieurs exemples médiatisés ou répertoriés récemment démontrent malheureusement la persistance de ces situations déplorables –, plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es se retrouvent également confronté.e.s à une panoplie de microagressions plus subtiles qui se déploient dans l'espace social[22].

> *« Le racisme ne touche pas que les personnes issues de l'immigration. Moi, par exemple, je suis native, de troisième génération. Pourtant, j'en vis au quotidien. Même si j'ai un travail et des amis. On va me dire : "Wow, tu parles donc bien français !", ou "C'est quoi tes origines ?" Mais on me dit ça seulement parce que je suis noire. Je ne sais plus quoi répondre parce que je suis née ici. Alors je me remets en question : est-ce qu'ici c'est chez-moi ? »*

> *« On nous parle souvent que les problèmes sont au niveau de la recherche d'emploi, au moment des entrevues, mais le racisme et la discrimination existent même une fois que tu es employé. Ce phénomène ne se termine pas une fois que tu as été embauché. »*

Aux stéréotypes répétés *ad nauseam* s'ajoutent désormais des modes d'exclusion plus implicites. Les individus ciblés ne sont plus seulement accusés d'être des « voleurs de job », des « b.s. » ou des « radicaux » ; désormais, ils joueraient trop « à la victime », se plaindraient constamment pour rien et, de toute façon, n'en feraient jamais suffisamment pour s'intégrer. Il importe de constamment surveiller la manière dont la société dite d'accueil cherche à montrer les limites de cet accueil. On le voit, le vocabulaire peut évoluer, se déplacer ou même s'affiner, mais l'exclusion, elle, persiste.

Une interlocutrice dans une de nos activités contributives citoyennes l'a formulé de manière percutante : le racisme systémique « traverse l'espace ». Quelques semaines plus tard, au cours d'une autre activité organisée par le CIM, un participant y est allé d'une observation similaire, affirmant que le racisme systémique « traverse la vie quotidienne, du lever au coucher ». Ces affirmations illustrent l'étendue spatiale et temporelle du racisme, qui déborde largement le cadre administratif. Elles ont été suivies de discussions au cours desquelles les participant.e.s ont pu dire à l'envi où, comment et quand des Montréalais.es sont la cible d'invectives, de harcèlement, de mépris, d'indifférence dans les lieux publics (transports en commun, parcs), les écoles, au travail, etc.

> *« Dans un programme de recherche d'emploi, la personne m'a suggéré de prendre le nom de mon mari de l'époque en me disant que la communauté italienne aujourd'hui était acceptée. Moi, j'ai une dizaine d'années de carrière, j'ai un nom et des productions. J'ai fait tellement de jobs alimentaires, jusqu'à récemment où j'ai mis en place un organisme et un espace super safe où on respecte tout le monde. Mais il n'y a pas longtemps, j'ai eu une entrevue pour habiter dans une coop et en entrant la personne m'annonce au comité de sélection : "c'est elle, la Brésilienne !" On me demande alors : "Vous habitez dans quel quartier ?" Je réponds dans Rosemont et là ils ajoutent : "J'imagine en colocation ?" Hhh... Mais non, j'habite super bien, dans un trois et demi, seule. Je souhaite juste habiter en coopérative parce que c'est un mode de vie qui m'intéresse, je suis immigrante, j'aimerais participer autrement et connaître mes voisins tout simplement. Je pense que j'étais en choc. Ça m'a découragé. Maintenant, ça me donne envie de demander avant d'appliquer : est-ce qu'il y a de la diversité dans votre coop ? »*

On a également témoigné de la difficulté constante à faire admettre que certain.e.s concitoyen.ne.s n'appartenant pas au groupe majoritaire puissent être né.e.s et avoir été élevé.e.s ici, et de l'infantilisation tout aussi répandue des nouveaux arrivants ou des non-francophones, auxquels on prête souvent un manque d'intelligence ou de compréhension des « valeurs » ou « manières de faire » de la société d'accueil.


© Kkamil S.

[21] Dans son ouvrage, *Migroaggressions and Modern Racism*, Charisse C. Levchak, revient sur la généalogie du concept de microaggressions (2018:6). Ce concept aurait d'abord été formulé par Chester Pierce dans le livre *Offensive Mechanisms* (1970:266-267) qui le conçoit comme des formes subtiles voire banalisées d'agression raciale, donc pouvant être difficilement cernées de manière flagrante, mais qui n'en produisent pas moins, dans les interactions quotidiennes, des effets concrets sur les personnes en subissant les préjudices.

[22] Sur les microagressions, consulter également Fleras (2016).

« Quand on se demande comment est perçu le racisme, c'est toujours un sentiment d'injustice. On se dit : comment ça se fait que moi on me traite de cette façon et qu'une autre on la traite de telle façon ? On entend fréquemment : moi ça fait longtemps que je vis ici, j'aime le Québec mais on me traite comme une autre, comme une personne qui n'appartient pas à cette société. »

« Lorsqu'une personne qu'on catégorise selon son accent fait affaire avec des entreprises, des organisations ou d'autres institutions, et qu'on tente de la décourager de faire entendre ses droits, il faut se poser de sérieuses questions sur l'égalité et la justice dans notre société. »

« On est systématiquement la cible primaire de l'attention. On est toujours prêt à détecter le moindre de nos faux mouvements. On en vient à se sentir mal dans sa peau alors qu'on devrait se sentir bien peu importe où on est. Une avocate devrait pouvoir aller plaider avec son afro en étant aussi crédible qu'une autre personne avec les cheveux naturellement raides. »

« On me racontait que dans une entrevue d'embauche, une femme s'était fait demander par l'homme blanc devant elle : nommez moi une pièce de Mozart. C'était une manière selon elle de justifier que son ignorance culturelle était une raison pour laquelle elle ne pouvait pas être prise. Il associait le fait qu'elle soit noire au fait d'être inculte au niveau de la culture musicale classique. »

« Lorsqu'ils arrivent, les immigrants prennent des formations : les premières démarches pour ci ou ça, la francisation, la connaissance du Québec et des Québécois […] Mais il faudrait aussi que les Québécois en apprennent sur leurs concitoyens qui viennent les rejoindre et aussi sur la réalité de l'immigration, car ça fait partie de la réalité. Il faut davantage informer sur l'histoire du monde. »

« Il existe bien une formation sur les relations interculturelles existante dans la formation des policiers, mais il faut savoir qu'elle n'est pas obligatoire. Le résultat : personne [ne] s'est pointé. Ça me fait dire que les gens de certaines institutions ne veulent même pas se donner la peine de comprendre pour faire en sorte que les rapports de pouvoir soient égalitaires. »

Ce que nos interlocuteur.trice.s n'ont eu de cesse de souligner, c'est aussi la tendance répandue à trouver que quelque chose semble toujours clocher chez ces prétendus « Autres ». De plus, ce sont ces « Autres » qui sont constamment blâmés pour leur supposé manque d'éducation ou d'adaptation, alors que la société d'accueil se borne à offrir quelques formations interculturelles qui ne sont ni obligatoires ni adéquates.


© Mikaala Shackelford

On le voit, le soupçon[23], l'absence de confiance ou même l'insolence consolident ici un racisme moins « direct » mais tout aussi pernicieux que les agressions frontales. Les effets sont d'ailleurs tout aussi néfastes. S'il ne s'agit pas ici de l'établissement d'une idéologie fondée sur la supériorité de la « race blanche » (suprémacisme blanc) – dont la prolifération contemporaine est bien sûr problématique –, le fait de n'accorder sa confiance qu'à ses « semblables » tend néanmoins à ériger un privilège blanc version « pure laine ». Il s'agit là d'une tendance lourde qui contribue à minimiser l'apport des diverses vagues migratoires ayant forgé l'identité montréalaise et donc québécoise. L'identité québécoise ne se déploie pas à partir d'un tracé généalogique unique, et certainement pas sans Montréal.

« Il faudrait mieux faire comprendre, sortir des statistiques et montrer combien de personnes de chaque culture et depuis quand. Il faut le faire comprendre dès l'éducation en bas âge. Moi je viens de commencer à comprendre d'où je viens mais pourtant j'ai eu des cours d'histoire et on ne m'[en] a jamais parlé ! On me disait que les personnes afros sont venues ici depuis les années 1990. C'est en décalage avec l'histoire qui montre que les premières personnes afro sont arrivées dans les années 1600. C'est la même chose pour toutes les cultures qui composent aujourd'hui le Québec. Les migrations ne sont pas d'hier mais les gens ne sont pas au courant alors ils sont surpris. Notre histoire est celle de l'interculturalité, il faudra l'accepter et [accepter] de l'inscrire dans les cahiers pédagogiques, d'en parler, de faire des ateliers. C'est aussi apprendre d'autres langues ! »

[23] Consulter le texte de Leila Benhadjoudja (2014) sur ce sujet.

Certains choix terminologiques des institutions tendent également à reconduire et conforter de telles exclusions. La Ville de Montréal inclue dans la catégorie « personnes issues de l'immigration » les personnes nées au Québec de parents ayant immigré au Canada (p. ex. Ville de Montréal 2019a:10, n5)[24]. Des citoyennes et citoyens se retrouvent ainsi cantonné.e.s sur le plan rhétorique dans un état de transition perpétuel : jamais vraiment établies, jamais vraiment d'ici.

> *« Tu as beau dire que tu es Québécois, on va jamais te considérer comme tel. Tu es nécessairement considéré comme venant d'ailleurs. Et ça c'est sûrement encore plus fatiguant quand tu es né ici. »*

L'usage statistique ou autre de concepts comme « minorité visible » devient également inadéquat aujourd'hui. Les « Blancs » ne sont en effet jamais marqués par la couleur de leur peau, même lorsque minoritaires comme c'est le cas dans plusieurs arrondissements montréalais. De tels exemples nous montrent comment une « majorité » blanche en vient à se distinguer des « minorités » et comment la « diversité » se trouve constamment réservée à cette population en périphérie qu'une majorité bien centrée se charge de « gérer ». On cherche alors à établir une gestion de la diversité sous forme d'un problème en marge ou en périphérie, et par le fait même jamais pleinement intégrée (et sans jamais situer la majorité dans cette diversité).

Ces quelques exemples ne font qu'effleurer la surface du problème des microagressions quotidiennes subies par plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es. Il suffit bien sûr d'écouter celles et ceux qui en sont la cible pour voir apparaître l'étendue du problème. À cela s'ajoute un contexte politique et médiatique où s'exprime un refus quasi systématique de reconnaître que le problème existe. Ce refus s'autorise d'une tolérance présupposée, laquelle serait déjà trop grande, bien qu'en réalité elle soit extrêmement volatile puisque susceptible d'être retirée dès que des voix s'attardent à souligner les conditions moins glorieuses dans lesquelles baignent plusieurs concitoyen.ne.s. Comme le soulignait un interlocuteur, une telle logique sert encore une fois à distinguer une majorité prédisposée à la tolérance de minorités incapables ou peu soucieuses de reconnaître les efforts d'ouverture de la société d'accueil. Les consultations publiques tenues par le CIM et par l'OCPM, comme la littérature sur le sujet, tendent pourtant à démontrer que cette autoperception de la majorité est précisément l'une des sources majeures d'exclusion constante de la voix et de la présence des personnes racialisées ou marginalisées. En d'autres termes, cette logique cherche à établir l'image d'une majorité foncièrement raisonnable (toujours suffisamment tolérante) aux prises avec des revendications qui, elles, ne le seraient pas.

> *« J'ai fait mes études en anglais et français dans un collège et une université à Montréal. Dans un entretien de placement pour un poste en marketing et commerce, on m'a posé une question qui m'a tellement choquée que j'en suis restée figée. J'ai un nom de famille long. La personne m'a dit : "As-tu pensé changer ton nom de famille...pour quelque chose qui est un peu plus compréhensible, plus facile à prononcer comme Tremblay? Vous recevrez probablement plus de retours d'appel." Je suis née ici, même si je change mon nom, les gens vont forcément voir que je ne suis pas une Annie Tremblay, voyons! J'ai rien dit… J'ai jamais pensé faire une plainte. J'ai laissé ça passer. Au final, c'était en quelque sorte insulter mes parents, et on n'a jamais pris en considération mon parcours et mes compétences. »*

Cette réalité ne se limite évidemment pas à des stéréotypes ou à une terminologie inappropriée. Elle se manifeste à travers une série de pratiques d'exclusion, institutionnelles ou non. On connaît bien, par exemple, les difficultés d'accès à l'emploi (à la Ville de Montréal comme ailleurs[25]) aussi bien pour les personnes immigrantes que pour les personnes racialisées, le manque de reconnaissance des compétences, le manque d'accès aux emplois de qualité, l'absence de réponse lors de l'envoi d'un curriculum vitae, jusqu'aux suggestions – ou même une impression personnelle d'être obligé – de changer de nom, de ne pas donner l'adresse d'un quartier peu réputé ou le lieu d'obtention des diplômes.

> *« Quand on arrive au Québec, on ne trouve pas d'emploi parce qu'on n'a pas l'expérience québécoise que les entreprises demandent. Du coup, c'est un cercle vicieux. Les personnes se retrouvent à faire des petites jobs suite à leur émigration parce qu'elles ne trouvent pas leur place alors qu'elles ont été sélectionnées sur la base de leurs qualifications. Il y a le racisme par rapport à la peau, par rapport à l'origine mais aussi par rapport à l'immigration en général. »*

> *« Si les gens ont un emploi, ils peuvent mieux s'organiser. Comment ces gens peuvent-ils s'organiser, parler, se développer s'ils n'ont pas de travail? Il faut toucher le racisme par la racine. »*

> *« Si la Ville peut ou croit pouvoir résoudre le racisme systémique, elle passera à côté si elle n'intervient pas sur les milieux de travail. Car c'est là que les dégâts de la discrimination se vivent surtout. Les milieux d'affaires et les employeurs doivent être impliqués sur la question de l'accès équitable à l'emploi. »*

[24] Ce fait a également été relevé à maintes reprises par les citoyennes et les citoyens lors de la séance d'information publique et des soirées thématiques tenues par l'OCPM.

[25] Voir à ce sujet la recherche de Paul Eid (2012).

S'ajoutent à ces difficultés une différence marquée des salaires et des blocages dans les promotions (plafond de verre). Sur le plan du logement, plusieurs interlocuteur.trice.s relèvent des problèmes similaires : le nom ou le lieu de résidence peuvent être des facteurs dans l'obtention d'un nouveau logement; cette difficulté vaut aussi pour la location de locaux pour des événements ou activités de toutes sortes.


© Marcus Lenk

« Quand on me dit "on veut pas de ghetto", moi je leur réponds que ça passe par la possibilité pour tous d'avoir droit à un logement de qualité et abordable. Mais les personnes se retrouvent discriminées dans l'accès à ces logements salubres. »

Plusieurs mentionnent également l'accès difficile aux services ou une attente plus longue (pour les soins de santé, p. ex.). L'écart d'espérance de vie entre les arrondissements[26] montréalais tend à confirmer de tels obstacles, qui s'expriment également par un accès plus difficile à des installations sportives et à des aliments frais (la vétusté des logements est également montrée du doigt pour expliquer les problèmes de santé liés à cet écart).

« Les logements auxquels les immigrants ont accès sont souvent des logements insalubres. Ça, ça fait partie du racisme systémique. Et la Ville n'a presque pas d'inspecteurs. Si les gens ont au moins un logement en bon état, des logements sociaux le plus possible, ce serait une chose que la Ville pourrait faire. »

Le manque de ressources et d'investissement dans certains quartiers, dans une panoplie de secteurs (transports en commun, parcs, services), a également été souligné, alors que la Ville n'offre aucun instrument de mesure des dépenses budgétaires ni un portrait de leur distribution géographique par arrondissement.

« Au niveau des organismes communautaires qui connaissent bien le milieu dans lequel ils travaillent, il y a souvent d'excellentes idées et des projets valorisants. Malheureusement, les critères de subvention sont souvent très stricts et ça ne laisse pas suffisamment d'autonomie sur le terrain pour développer des programmes intéressants. »

Sur le plan de la représentation, le portrait n'est pas plus reluisant, non seulement en emploi, mais aussi dans les espaces décisionnels, les partis politiques, les médias, les arts[27], le patrimoine de Montréal, etc.

« Dans les milieux communautaires déjà, c'est vrai qu'on retrouve des intervenant.e.s de diverses origines sociales. Mais quand on remonte aux conseils d'administration, on est ailleurs ! »

Si des mesures ont été mises en place pour corriger certaines situations – en emploi, notamment –, cela ne semble pas suffire à combler les écarts. À la sous-représentation dans les secteurs cités s'ajoute une surreprésentation dans le chômage, les emplois précaires, les salaires moins élevés, les logements insalubres les contacts avec les forces de l'ordre, etc.

---

[26] Concernant la pauvreté endémique de certains quartiers, la Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal soulignait récemment : « En 2011 certains territoires de Montréal étaient touchés de façon disproportionnée, comme Parc-Extension, par exemple, qui se distingue malheureusement avec 43,8 % de ses habitants en situation de pauvreté » (2017:13).

[27] À la suite d'une consultation sur le racisme dans les arts, l'organisme Diversité artistique Montréal (DAM) concluait récemment : « La réalité du racisme s'illustre dans le milieu des arts, de la culture et des médias par un grand nombre d'obstacles systémiques qui mettent à mal le processus d'équité culturelle » (DAM 2018:26). L'organisme en relève d'ailleurs plusieurs symptômes : la sous-représentation dans les équipes de travail, dans les espaces décisionnels et médiatiques, la composition homogène des jurys, les critères esthétiques ethnocentriques dominants de la majorité, l'instrumentalisation des personnes racisées, la représentation stéréotypée, le cantonnement de la production artistique à l'art « ethnique », un financement déficient et cantonné à l'art de la « diversité », les préjugés sur certains, la déqualification des compétences, l'appropriation culturelle et l'invisibilisation de l'autre, etc. Le Conseil des arts du Canada reconnaît par ailleurs que la discrimination systémique joue un rôle dans la création de conditions d'inégalité (DAM 2018:28). On note une forte tendance à présupposer que le public québécois ou montréalais n'est pas prêt à une forte représentation de la diversité, bien que celle-ci soit bien présente, notamment dans la ville de Montréal elle-même; on aboutit donc à un contenu qui vise constamment une majorité blanche comme clientèle.

« Il faudrait qu'on puisse revoir les mécanismes de plaintes à la police pour assurer que le processus soit indépendant. Il ne faudrait pas qu'un corps policier enquête sur un autre corps policier. Il faudrait que ce soient des personnes extérieures formées à la question du racisme systémique pour donner un avis impartial. »

Le profilage racial illustre probablement le mieux la fragilité ou même l'inexistence du lien de confiance entre les personnes issues de la diversité et les institutions de la Ville de Montréal (et plus particulièrement son corps policier). En ce sens, la question du profilage racial et social est devenue un enjeu emblématique et s'inscrit évidemment dans un contexte plus large d'exclusion et de marginalisation[28].

« Il y a des personnes qui ont peur d'aller voir la police quand il y a des problématiques de violence conjugale ou d'agression sexuelle. Cette personne ne va pas porter plainte parce qu'elle ne veut pas de problème avec l'immigration. La structure policière maintient cet état de fait. Au niveau de la Ville, il faudrait revoir le système répressif. »

« La Ville a fait un premier pas avec la politique d'accès sans peur pour les personnes sans statut. Mais la Ville devrait dire que les policiers ne devraient pas collaborer avec les systèmes frontaliers parce que c'est une discrimination qui est systémique basée sur des intérêts qui ont fait que ces personnes sont devenues réfugiées. Les personnes doivent pouvoir avoir accès aux services de la Ville mais elles ne doivent pas non plus se faire réprimer directement ou indirectement par la Ville. »

Parmi les autres aspects relevés par nos interlocuteur.trice.s, signalons : le traitement inadéquat des crimes haineux, la difficulté de porter plainte et le manque de suivi sur le cheminement d'une plainte, l'invisibilisation de la violence envers les femmes racialisées, le harcèlement de rue, le peu de recours qui s'offrent aux personnes sans statut, notamment en termes d'accès aux services (les garderies, par exemple).

« Il y a des situations invisibilisées, surtout pour les femmes autochtones et racisées qui sont surreprésentées dans l'industrie du sexe et au niveau des violences sexuelles. Depuis l'histoire coloniale, malheureusement, ces femmes sont assignées à ces spécificités auxquelles la société s'attend. Des situations dégradantes sont normalisées et en quelque sorte banalisées. On n'en parle pas sauf dans certains cas comme les crimes d'honneur, ce qui a par ailleurs comme effet d'alimenter l'islamophobie et le racisme. Il faut rendre visibles ces formes de violence qui sont invisibilisées, ce qui demande une certaine volonté d'investir dans ces enjeux spécifiques. »

Les problèmes énumérés dans les pages précédentes sont-ils répandus au point de pourrir l'ensemble du tissu social montréalais[29] ? Il est difficile de l'affirmer sans pousser davantage la recherche et sans trouver les moyens de documenter ces situations de façon plus systématique. L'accumulation des expériences citées lors des séances introductives de la démarche de l'OCPM et lors des activités contributives citoyennes organisées par le CIM est néanmoins très préoccupante et vient confirmer ce que plusieurs recherches indiquaient déjà par ailleurs. Entendre, par exemple, des citoyennes et citoyens montréalais.es francophones appartenant à des groupes racialisés dire qu'ils se sentent mieux dans des milieux anglophones que francophones – comme ce fut le cas lors d'une activité contributive citoyenne organisée par le CIM – devrait minimalement nous amener à questionner le milieu d'accueil d'une majorité qui, à ce jour, peine à admettre publiquement l'existence même d'une problématique que plusieurs instances municipales, provinciales ou fédérales canadiennes semblent plus enclines à reconnaître et à contrer de façon proactive. Le racisme n'est peut-être pas endémique, mais notre démarche suggère qu'il est grand temps de reconnaître que le problème existe et qu'il faut s'y attaquer de manière plus systématique. Le manque ou l'absence de données devient une excuse trop facile, à partir de laquelle on peut simplement supposer que le problème n'existe pas.

[28] Le CIM fait état de profilage racial depuis 2006, et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse depuis 2003. Des efforts ont été déployés, mais il est difficile d'en mesurer le succès. Note-t-on, par exemple, une augmentation ou diminution des cas ou mêmes des plaintes de profilage racial ou social ? Cette question de base n'est clarifiée ni dans le dernier plan d'action de la SPVM, ni dans la documentation préparée par la Ville de Montréal pour la consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques. Le plus récent plan stratégique du SPVM s'intitule *Écouter, comprendre, agir* 2018- 2021. Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social. Notons l'étrange formulation de ce titre : on semble se soucier davantage du soutien offert aux policiers que des victimes de profilage racial et social.

[29] Toutes ces formes de racismes et de discriminations ne s'expriment évidemment pas de la même manière que l'on soit noir, autochtone, musulman, homme, femme, trans, enfant, riche, pauvre, etc. D'où l'importance d'une approche intersectionnelle et de données bien ventilées.

3.3 Deux écarts à combler

Cela va sans dire, plusieurs des enjeux que nous soulevons débordent largement la capacité d'intervention de la Ville de Montréal, tant en raison des limites des compétences municipales qu'en raison des ressources nécessaires. La description qui précède illustre néanmoins une logique collective qui tend à privilégier un certain groupe (la majorité blanche) au profit d'un autre groupe relégué sous les traits de l'Autre ou de l'étranger (même si un bon nombre sont né.e.s ici). Entre le suprémacisme blanc et le privilège blanc, les procédés discriminatoires et racistes diffèrent (plus ou moins subtils, plus ou moins intenses), mais il en résulte dans les deux cas des processus d'exclusion aux effets bien réels qui repoussent certain.e.s citoyennes et citoyens de plein droit dans la marge économique, sociale et culturelle. Face à un système d'injustices, la réponse doit également être systémique, par un effort concerté, en faisant les mobilisations nécessaires au-delà de l'administration montréalaise si la réponse n'est pas adéquate, c'est-à-dire en s'adressant aux autres paliers de gouvernement. Ainsi, un premier écart existe et tend à se creuser entre la dimension normative et la réalité vécue par plusieurs citoyennes et citoyens montréalais.es. La Ville ne peut donc pas se contenter de se proclamer non raciste, elle doit désormais s'affirmer et s'activer par un antiracisme conséquent.



© Matthew T. Rader

Un deuxième écart, que le CIM relevait d'ailleurs récemment dans un mémoire consacré à la participation citoyenne (CIM 2019b), concerne la confiance envers les institutions de la Ville de Montréal. L'inaction fait partie des mécanismes de consolidation du racisme et des discriminations systémiques, puisqu'elle permet une certaine indifférence et un manque d'écoute à l'égard des enjeux soulevés ci-dessus. Plusieurs citoyennes et citoyens se sentent invisibles ou de trop, jamais pleinement reconnu.e.s et écouté.e.s.

L'exemple des documents déposés par la Ville pour la consultation le démontre également : très peu de critères ou d'indicateurs sont mobilisés afin d'évaluer le succès ou l'insuccès de telle ou telle initiative. Ce manque quasi systématique d'instruments de mesure mine la crédibilité des initiatives, dont la portée est somme toute limitée.

S'attarder aux racismes et aux discriminations systémiques dans le cadre des compétences de la Ville de Montréal est en quelque sorte contradictoire. La Ville n'a pas, à ce jour, développé de compétence particulière pour reconnaître et intervenir sur la dimension systémique du racisme. Même si les initiatives de la Ville sont limitées, elles ne peuvent pas faire abstraction de ce contexte plus large sur lequel elle devra trouver le moyen d'intervenir de manière indirecte. Il faut que la Ville prenne pleinement acte de la réalité du phénomène et qu'elle mobilise les ressources nécessaires là où elle ne peut pour l'instant s'attaquer aux enjeux soulevés. La première compétence à développer par la Ville est celle d'une approche transversale qui, paradoxalement, doit aller au-delà de ses compétences telles qu'elles sont présentement définies. Sinon, elle devra expliquer à une part grandissante de ses citoyennes et citoyens pourquoi elle juge acceptable de voir perdurer une citoyenneté à deux vitesses.

4. Pour agir : Transformer la culture institutionnelle, changer les attitudes et renforcer les capacités des citoyennes et des citoyens

S'agissant des actions et interventions mises en œuvre par la Ville de Montréal jusqu'à présent, l'un des premiers éléments qu'il faut noter est qu'elle ne semble pas avoir adopté de stratégie intégrée en matière de lutte contre les racismes et les discriminations[30]. En ce qui concerne les actions répertoriées dans les deux documents préparés par la Ville pour la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence de la Ville (2019a et 2019b), nous pouvons noter l'absence, dans plusieurs cas, d'indicateur permettant de mesurer précisément leurs effets sur les diverses formes de racismes et de discriminations à l'œuvre. Bien souvent, la liste des actions présentées ne permet pas d'identifier le problème auquel elles sont censées remédier[31].

De plus, dans la mise en œuvre des actions, dans les arrondissements notamment, il est difficile d'avoir un portrait général de la distribution géographique des ressources budgétaires ainsi que des initiatives.

On trouve également très peu de données sur les plaintes liées aux racismes et aux discriminations systémiques, que ce soit à la Ville de Montréal directement ou au bureau de l'ombudsman ou encore au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)[32].

Par ailleurs, il n'y a pas, dans la documentation fournie par la Ville, d'état des lieux circonstancié sur le racisme et la discrimination systémiques hors de l'administration municipale montréalaise qui permettrait de mieux contextualiser le phénomène. Le danger ici est que chaque fois que des cas seront relevés, la Ville s'en remette à son absence de compétences en la matière, compétences qui, pourtant, devraient inclure le bien-être de la population montréalaise et la protection des droits de l'ensemble des résidentes et résidents. Certains enjeux auxquels la Ville fait face ne sont pas pris en compte sous prétexte qu'ils n'entreraient pas dans ses champs de compétences.

S'il est vrai que la Ville met en œuvre plusieurs initiatives en matière de lutte contre les racismes et les discriminations, il n'en demeure pas moins que la perception des citoyennes et citoyens de Montréal (en particulier celles et ceux rencontré.e.s lors de nos consultations et plus généralement celles et ceux ayant participé aux activités de consultation de l'OCPM) est que la Ville n'en fait pas assez ou qu'elle ne fait pas ce qu'il faut.

On peut donc se demander s'il ne serait pas important et nécessaire que la Ville se donne les moyens de mieux documenter les diverses formes de racismes et de discriminations telles qu'elles se manifestent au-delà de l'administration municipale et de ses rapports directs avec la population montréalaise. Cela lui permettrait par la suite de mieux cibler ses actions et interventions et de mesurer leur efficacité.

Nous croyons qu'il faut remédier aux lacunes constatées, et nous proposons, dans les pages qui suivent, un cadre général pour ce faire.

À partir des consultations que nous avons menées, nous avons identifié quatre champs d'action et d'intervention prioritaires :

- l'accès aux services
- la participation citoyenne
- l'employabilité
- la sécurité urbaine

[30] Nous faisons le même constat en ce qui concerne les relations interculturelles (CIM 2019a).

[31] Nous avions fait un constat similaire au sujet des actions de la Ville en matière de relations interculturelles dans les sections 2.1 et 2.2 de notre avis intitulé Montréal, cité interculturelle (2019a).

[32] Lors de la présentation du nouveau Service des affaires internes du SPVM à la Commission de la sécurité publique le 1er octobre 2019, aucune donnée n'a été présentée à ce sujet, bien que ce soit le Service des affaires internes qui reçoive ces plaintes. Il était plutôt question du processus de cheminement des plaintes et des mesures mises en place pour y répondre.

Concevoir des actions de lutte contre les racismes et les discriminations prioritairement et conjointement dans ces domaines permettrait, nous semble-t-il, d'espérer une véritable transformation de la culture organisationnelle qui aujourd'hui encourage et reproduit certaines formes de racismes et de discriminations. Cela permettrait, à terme, de changer les attitudes, non seulement au sein de l'appareil municipal, mais plus généralement parmi la population montréalaise. Au final, ce qui serait possible, c'est un renforcement des capacités des citoyennes et des citoyens.

Ces solutions ou interventions de la Ville de Montréal devraient être pensées en fonction de trois principaux objectifs :

1) Faire preuve de responsabilité et d'engagement;

2) Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux;

3) Sensibiliser et changer les attitudes.

4.1 Faire preuve de responsabilité et d'engagement

La première action à accomplir pour faire preuve de responsabilité et d'engagement serait de reconnaître publiquement le problème du racisme systémique. Il est important de reconnaître le phénomène et son ampleur, par-delà les champs de compétences de la Ville, considérant les effets quotidiens qu'il a sur les personnes racialisées résidant à Montréal.

Cette reconnaissance permettrait d'instaurer une relation de confiance avec tout un pan de la population montréalaise directement affecté par les racismes et les discriminations systémiques de même que par des actes haineux.

R1 – Que la Ville reconnaisse publiquement le problème du racisme systémique

ACTIONS	MOYENS
› Affirmer publiquement l'existence du problème du racisme systémique à Montréal et prendre des engagements pour s'y attaquer › Faire preuve de leadership en établissant et en maintenant des coalitions antiracistes avec d'autres villes	› Faire adopter une motion au Conseil municipal pour affirmer l'existence du problème › Demander à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise d'établir la liste des engagements de la Ville en la matière › Réaliser une campagne de sensibilisation antiraciste

La prise en compte effective du problème du racisme systémique passe aussi, selon nous, par la mise en place d'une politique articulant antiracisme et interculturel. Selon nous, seule la mise en œuvre d'une vision antiraciste qui cherche à l'éliminer toutes les formes de racismes et de discriminations permettra de s'attaquer au problème d'une manière conséquente et structurante.

Rappelons que l'antiracisme désigne « l'ensemble des actions citoyennes et des politiques publiques visant l'élimination du racisme tant au plan des interactions personnelles que des structures sociales et des institutions » (Labelle 2011:45). Une perspective antiraciste prend en compte la façon dont les dynamiques associées à la diversité (en termes de race, de classe, de genre, d'orientation sexuelle, de religion, de langue, etc.) sont actualisées, médiatisées, mises en œuvre, par les gens au quotidien (Este, Lorenzetti et Sato 2018:8).

Ainsi, la mise en place d'une politique interculturelle résolument antiraciste permettrait la sensibilisation et l'éducation non seulement des actrices et acteurs de l'administration municipale, mais plus largement de la population montréalaise. Il importe effectivement de favoriser l'éducation populaire pour que la population montréalaise puisse être à même de comprendre pourquoi la Ville intervient sur ces enjeux de racismes et de discriminations systémiques, car ce qui est visé, à terme, c'est un changement de culture important, non seulement au sein de l'administration municipale, mais plus largement au sein de la société montréalaise. La population montréalaise doit comprendre comment fonctionnent les processus de racialisation à l'œuvre et quels effets ils produisent. Nous pensons qu'une vision antiraciste permettrait de travailler en profondeur les institutions et de favoriser des changements systémiques et structurants pour mettre fin aux diverses formes de racismes et discriminations qui persistent. Une politique interculturelle ancrée dans l'antiracisme aurait le mérite de nommer explicitement les enjeux de racisme et de prendre en considération les relations de pouvoir qui s'y rattachent (Dei 2000:27).

R2 – Que la Ville mette en place une politique interculturelle antiraciste[33]

ACTIONS

- Élaborer une politique interculturelle antiraciste[34] qui orientera l'ensemble des politiques, plans d'action et mesures de la Ville sur les enjeux de racisme, de discrimination et plus largement de diversité et d'inclusion
- Informer et sensibiliser la population sur la politique mise en place
- Encourager et promouvoir le développement de matériel de sensibilisation antiraciste et interculturel

MOYENS

- Développer une vision antiraciste
- Définir une politique antiraciste en collaboration avec des organismes impliqués dans la lutte contre les racismes et les discriminations
- Instaurer des initiatives et des procédures au diapason d'une vision interculturelle antiraciste
- Proposer un glossaire antiraciste à l'intention de tous les services de la Ville. Sur la base de ce glossaire, revoir la terminologie employée par la Ville dans ses communications avec ses employé.e.s et les citoyennes et citoyens
- Offrir une formation antiraciste à l'ensemble des employé.e.s de la Ville afin de mieux tenir compte des enjeux de racisme et de discrimination dans la prestation des service[35]
- Mettre en place des programmes d'éducation antiraciste destinés aux jeunes Montréalais.es

De même, pour mieux circonscrire la problématique et mettre en œuvre des solutions adaptées, il importe de recueillir des données probantes[36] sur lesquelles on puisse s'appuyer pour concevoir des politiques, réviser les pratiques et les procédures en place et mettre en œuvre des initiatives proprement antiracistes.

En décembre 2017, le gouvernement ontarien divulguait une stratégie antiraciste, *Ontario's Anti-Black Racism Strategy*, qui insistait justement sur l'importance d'appuyer le développement et la mise en œuvre de politiques publiques antiracistes sur des données exhaustives (*evidence-based policies*).

Nous estimons que Montréal, en tant que métropole du Québec, se doit d'être un *leader* en la matière. Seules des données probantes permettent de faire état de la situation avec justesse et d'établir des indicateurs fiables pour mesurer les effets des actions préconisées.

[33] En 2017 dans son *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016*, le CIM recommandait « que la Ville de Montréal adopte une stratégie intégrée […] pour lutter contre la discrimination et les inégalités, vers un meilleur vivre-ensemble ». En 2019, dans son avis *Montréal, cité interculturelle* (2019a), le CIM a proposé l'élaboration d'une politique interculturelle s'appuyant sur une perspective antiraciste. Aujourd'hui, nous sommes d'avis que cette politique interculturelle doit être primordialement antiraciste pour être à même de lutter efficacement contre le racisme systémique.

[34] Cette recommandation va dans le même sens que la recommandation 1 formulée dans le mémoire que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a déposé dans le cadre de la consultation publique tenue par l'OCPM. La CDPDJ (2019b:112) y recommande en effet « que la Ville de Montréal élabore une politique de lutte contre le racisme et la discrimination systémiques qui tienne compte des réalités particulières que vivent les personnes autochtones, les personnes racisées et les personnes immigrantes ». La CDPDJ propose que « cette politique soit élaborée de concert avec les groupes concernés », un aspect que nous jugeons aussi crucial.

[35] L'idée qu'une formation antiraciste est nécessaire est partagée par la CDPDJ, qui en fait la recommandation 6 de son mémoire (CDPDJ 2019b:114).

[36] En 2011, dans son rapport sur le profilage racial, la CDPDJ (2011:36) formulait également une telle recommandation pour mieux documenter la situation, se disant préoccupée par l'absence de données disponibles publiquement.

R3 – Que la Ville fasse une veille stratégique à la fois sur les diverses formes de racismes et de discriminations dans la communauté montréalaise et sur les actions municipales prises en matière de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS

- Utiliser les données et les recherches existantes et partager les résultats publiquement
- Réaliser une collecte de données concernant les incidents en matière d'actes haineux, de racisme et de discrimination et de profilage racial, et partager les résultats publiquement
- Recueillir et examiner des données concernant les diverses formes de racismes et de discriminations dans des champs de compétences spécifiques à la Ville comme le logement, la culture et le loisir
- Utiliser des indicateurs communs pour tous les services[37] de manière à rendre compte des incidents et des tendances en matière de racismes et de discriminations et de profilage racial
- Auditer les divers aspects des opérations au sein de l'ensemble des services (planification, politiques et programmes, pratiques et procédures)

MOYENS

- Publier un rapport annuel sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les racismes et les discriminations à Montréal[38]
- Développer un gabarit pour la production des bilans des services afin d'inclure une section sur les impacts des réalisations en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Mettre en place des indicateurs pour suivre l'évolution du statut socioéconomique des groupes visés (Autochtones et personnes racialisées)
- Préparer des profils démographiques exhaustifs de tous les quartiers afin de guider l'élaboration de politiques et d'initiatives et la planification des programmes
- Présenter des données ventilées sur les interpellations policières, particulièrement en ce qui concerne les personnes autochtones et racialisées, afin de pouvoir mesurer le phénomène[39]
- Réaliser des études particulières sur des problématiques prégnantes
- Rendre disponibles les données produites dans le cadre de ces études sur le portail des données ouvertes de la Ville de Montréal

La mise en place de politiques et de stratégies n'est qu'une première étape pour s'attaquer aux facteurs systémiques qui perpétuent le racisme au sein des institutions. Une mise en œuvre adéquate et l'évaluation de l'efficacité des politiques et stratégies déployées sont également nécessaires. C'est justement cet aspect de l'évaluation qui manque aux initiatives actuellement mises en place par la Ville de Montréal et qui nous semble fondamental pour lutter efficacement contre les formes persistantes et systémiques de racisme et de discrimination.

Par ailleurs, l'évaluation est un mécanisme essentiel pour permettre la révision des politiques et initiatives, notamment en termes d'efficacité. En ce sens, des indicateurs devraient être établis pour pouvoir mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations.

---

[37] La CDPDJ formule une recommandation semblable. En effet, elle recommande que « la Ville de Montréal, le SPVM et la STM se dotent d'indicateurs uniformes afin d'effectuer une collecte de données fiables » (CDPDJ 2019b:115).

[38] À la suite du rapport de la Commission conjointe sur la lutte contre les profilages social et racial (2017), la Ville a confié en 2018 le suivi de la mise en œuvre des 42 engagements qu'elle a pris au Service de la diversité et de l'inclusion sociale qui publie annuellement un rapport. Toutefois, nous sommes d'avis que l'ensemble des services de la Ville devraient produire un bilan sur leurs actions en matière de diversité, d'inclusion et de lutte contre les racismes et les discriminations; ces bilans seraient compilés dans un rapport annuel. Le mandat de produire le rapport serait confié à la personne exerçant les fonctions de commissaire à la diversité et à l'antiracisme (voir la recommandation 5). Ce point rejoint un des aspects de la recommandation 8 de la CDPDJ sur la reddition de comptes (2019b:115).

[39] Cet aspect est en lien avec la recommandation 2 du rapport de Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone (2019) sur *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*. Dans ce rapport, les chercheur.e.s proposaient ceci : « Le SPVM devrait produire et rendre public un rapport annuel présentant l'évolution des indicateurs en matière de profilage racial ». Le CIM est d'avis qu'il faille également présenter les données brutes d'interpellation pour que d'autres instances ou groupe de la société civile puisse être en mesure d'évaluer l'ampleur du phénomène. Nous saluons aussi le SPVM pour s'être engagé à mettre en œuvre les recommandations des chercheur.e.s et l'invitons à aller encore plus loin en rendant public ces données.

R4 – Que la Ville élabore des indicateurs pour évaluer l'effet de ses mesures de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS

- Définir des objectifs atteignables en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Mesurer l'effet des mesures, initiatives et politiques mises en œuvre par la Ville
- Identifier les barrières systémiques qui touchent les groupes visés (autochtones et racialisés)

MOYENS

- Définir des cibles en lien avec les objectifs de lutte contre les racismes et les discriminations
- Élaborer des indicateurs communs pour mesurer l'effet des actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Élaborer des instruments de mesure pour documenter puis contrer les barrières systémiques rencontrées par les groupes visés (autochtones et racialisés)

Pour assurer une veille sur les manifestations des diverses formes de racismes et de discriminations à Montréal et au sein de l'appareil municipal, nous sommes d'avis que cette responsabilité doit incomber à une instance ou à une personne pouvant agir en toute indépendance. Tout comme le rapport final de la *Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations* le recommandait en décembre 2019, la création d'un poste de commissaire à la diversité et à l'antiracisme serait essentielle pour assurer un tel mandat.

Nous le disions, pour évaluer les politiques, pratiques et initiatives, il importe de créer des outils et des indicateurs qui soient à même de mesurer l'efficacité de ce qui se fait en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations. L'ensemble des services devraient réaliser un bilan annuel de leurs actions en la matière afin d'assurer une veille sur les actions prises pour contrer les diverses manifestations de racismes et de discriminations. La personne occupant le poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion aurait, entre autres, pour mandat de produire le bilan annuel de la Ville faisant état de ce qui a été réalisé et de ce qu'il reste à faire, en consultation avec des groupes de la société civile.

Nous pensons également qu'il est essentiel d'impliquer les citoyennes et les citoyens dans la vie civique montréalaise en leur donnant une voix dans l'élaboration des politiques et des initiatives antiracistes. À l'instar de villes comme Toronto et Londres (Foster 2010), Montréal pourrait tenir des consultations publiques annuelles sur l'état de la situation en matière de racismes et de discriminations et tenir compte des résultats dans l'élaboration et la mise à jour de ses politiques et initiatives. La Ville pourrait aussi faire des sondages périodiques auprès des populations et groupes concernés pour s'assurer de l'efficacité de ses actions et interventions. Elle pourrait enfin confier à un comité citoyen l'évaluation annuelle des mesures et politiques antiracistes élaborées et mises en œuvre.

R5 – Que la Ville crée un poste de commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion[40]

ACTIONS

- Mettre en place un mécanisme de plaintes sous l'autorité d'un.e commissaire à l'antiracisme et à l'inclusion
- Informer les Montréalais.es sur les actions mises en œuvre par la Ville en matière d'inclusion et d'antiracisme
- Consulter régulièrement les groupes visés par les actions de la Ville en matière de lutte contre les racismes et les discriminations
- Recevoir les plaintes des groupes visés (autochtones et racialisés)

MOYENS

- Réaliser des sondages périodiques sur les actions de la Ville en la matière
- Faire l'évaluation des politiques, initiatives et mesures mises en place par la Ville en matière d'antiracisme et d'inclusion
- Informer la population sur la mise en place de ces nouveaux mécanismes de traitement des plaintes
- Recueillir et traiter les plaintes des personnes victimes d'actes haineux, de racisme, de discrimination et de profilage racial
- Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ainsi diminuer le nombre d'incidents à la source des plaintes
- Tenir une consultation publique annuelle sur l'état de la situation
- Publier un rapport annuel sur la lutte contre les racismes et les discriminations et sur la diversité et l'inclusion
- Faire des recommandations en vue d'améliorer les pratiques et les normes en vigueur dans l'administration municipale en matière de racismes et de discriminations et d'inclusion

Étant donné le manque de confiance envers la Ville de plusieurs citoyennes et citoyens appartenant à des groupes racialisés, nous pensons que la Ville de Montréal devrait revoir son mécanisme de réception et de traitement des plaintes en matière de racismes et de discriminations, d'actes haineux et de profilage racial. En 2017 dans son *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016* (CIM 2017), le CIM proposait (recommandation 3) une collaboration avec la CDPDJ pour le traitement des plaintes afin « d'alléger les procédures relatives au traitement des plaintes pour profilage racial et de réduire les délais ». Aujourd'hui, nous affirmons l'importance d'aller encore plus loin. Comme nous venons de le suggérer, le traitement des plaintes devrait se faire par une instance indépendante, ce qui permettrait, entre autres, de rétablir le lien de confiance avec les citoyennes et citoyens.

Par ailleurs, à la suite de la publication du rapport sur *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées* préparé par Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone (2019)[41], et au vu des constats formulés, nous pensons que le processus de plainte en matière de profilage racial reçu par le SPVM devrait aussi faire l'objet d'une révision. En effet, plusieurs de nos interlocutrices et interlocuteurs se sont dits préoccupé.e.s par le traitement des plaintes en matière de profilage racial et de discrimination par le SPVM. Nous proposons qu'un mécanisme de plainte plus transparent et indépendant soit mis en place. Selon nous, le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) devrait recevoir toutes les plaintes de nature criminelle lorsque la plaignante ou le plaignant s'identifie comme appartenant à une minorité visible, comme c'est présentement le cas pour les plaignant.e.s autochtones, et le BEI pourrait aussi traiter toutes les plaintes en matière de profilage racial. Cela permettrait aux victimes d'avoir confiance non seulement envers les institutions, mais aussi envers les processus lui-même.

[40] Le CIM se met à disposition des élu.e.s et des services de la Ville pour réfléchir conjointement au mandat et aux champs de compétences couverts par la personne commissaire à l'antiracisme. Les moyens ici présentés offrent des pistes intéressantes à cet égard.

[41] Le CIM appuie les recommandations de ce rapport, notamment la recommandation 2 selon laquelle «Le SPVM devrait produire et rendre public un rapport annuel présentant l'évolution des indicateurs en matière de profilage racial». Nous nous réjouissons à cet égard que la Ville de Montréal et son service de police se soient engagés à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le cadre de ce rapport. Néanmoins, nous proposons que la Ville aille plus loin dans le traitement des plaintes en matière de profilage racial.

R6 – Que la Ville mette sur pied un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère haineux

ACTIONS

- Mettre en place, sous forme de projet pilote, un centre d'aide et de lutte contre les crimes et les agressions à caractère racial, haineux ou discriminatoire, sur le modèle des CALACS (Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel)[42] en ciblant un ou deux arrondissements
- Mener une campagne d'information concernant ce nouveau centre d'aide

MOYENS

- Promouvoir une culture de l'inclusion en vue d'enrayer la culture discriminatoire, incluant un volet prévention, notamment en ce qui concerne les actes de profilage racial
- Établir des partenariats avec le SPVM, le/la commissaire à l'antiracisme et la CDPDJ pour faciliter la prévention et les interventions en la matière et ultimement diminuer le nombre d'incidents à caractère haineux
- Établir des partenariats avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations
- Recueillir et traiter les données brutes anonymisées sur les interpellations policières

Afin de reconnaître et de prendre au sérieux les conséquences du phénomène sur les victimes de violence haineuse et de profilage, il serait souhaitable de mettre sur pied un centre d'aide et de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations sous la forme d'un projet pilote. Ce lieu alternatif, sécuritaire et indépendant, destiné aux victimes de profilage et d'agression à caractère raciste, est ici envisagé comme un moyen de (re)bâtir la confiance entre les victimes et la Ville. Le centre aurait pour mission d'accompagner les personnes victimes d'actes haineux à caractère racial, de racisme, de discrimination et de profilage racial, mais aussi de documenter et de prévenir ces phénomènes en travaillant en collaboration avec les services et les différentes instances de la Ville, de même qu'avec la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) et d'autres partenaires. De concert avec l'ensemble des acteurs et actrices, le centre veillerait à soutenir la recherche de solutions pérennes en la matière.

Dans ce cadre, les actions du centre pourraient se réaliser en trois volets :

1) Aider et accompagner les victimes et leurs proches au sein d'un environnement sécuritaire et par le biais d'un mécanisme de plainte indépendant (notamment pour traiter les plaintes en matière de profilage racial);
2) Sensibiliser le public par des campagnes de prévention et des formations;
3) Encourager une mobilisation concertée avec des organismes de lutte contre les racismes et les discriminations afin d'enrayer toute forme de violence à caractère racial.

[42] Le modèle des CALACS de même que l'approche contre les agressions sexuelles (culture du viol vs culture du consentement à transposer pour les cas d'agressions racistes : culture discriminatoire vs culture d'inclusion) apparaissent ici porteurs.

4.2 Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et citoyens et des milieux

Plusieurs personnes ayant participé à nos activités de consultation nous ont fait part de leur désir d'être au cœur des actions entreprises par la Ville de Montréal en matière de lutte contre les racismes et les discriminations. Elles et ils souhaiteraient avoir à la fois plus de moyens et plus de latitude pour pouvoir mettre en place des initiatives et des projets ayant le potentiel de faire une différence.

La question du financement est revenue fréquemment dans les discussions. Mieux financer, financer de manière durable, financer davantage, et davantage de projets. Telles sont les demandes des citoyennes et des citoyennes et des organismes du milieu qui connaissent bien la réalité du terrain et qui sont mieux à même de mettre en œuvre des solutions pour lutter efficacement contre les diverses formes de racismes et de discriminations. Nous pensons donc qu'il serait souhaitable de revoir les règles d'octroi des aides et subventions aux organismes pour assurer une meilleure représentation de la diversité et pour pérenniser les actions de lutte contre les racismes et les discriminations.

R7 – Que la Ville revoie les règles d'octroi des subventions aux organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations afin de pérenniser les actions en matière de lutte contre les racismes et les discriminations

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en œuvre des programmes de subvention particuliers pour la lutte contre les racismes et les discriminations › Offrir des incitatifs financiers aux organismes souhaitant instaurer des programmes de lutte contre les racismes et les discriminations › Réserver des budgets spécifiques pour les organismes de lutte aux racismes et aux discriminations	› Favoriser et soutenir la tenue de forums citoyens pour sensibiliser la population montréalaise aux enjeux de racisme et de discrimination › Créer des espaces d'échanges et de rencontres interculturelles › Promouvoir les initiatives des organismes intervenant auprès des personnes racialisées et/ou victimes de racismes et de discriminations

Renforcer les capacités et l'autonomisation des citoyennes et des citoyens veut aussi dire leur permettre de s'approprier la ville et ses services. Pour cela, il faut leur en donner les moyens, notamment sur le plan linguistique. En effet, la barrière de la langue est revenue à plusieurs reprises dans les échanges que nous avons eus avec les citoyennes et les citoyens. Nous pensons qu'il serait important d'actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s, mais aussi de créer un bottin avec les langues parlées par les employé.e.s dans chaque unité administrative[43], de manière à pouvoir offrir des services de qualité aux citoyennes et citoyens pour qui la communication en français ou en anglais est plus difficile.

[43] Une telle mesure a d'ailleurs été mise en place par la Ville de Vancouver en 1995 (Foster 2010:24).

R8 – Que la Ville s'assure que de la documentation et des services soient disponibles dans d'autres langues que le français

ACTIONS	MOYENS
› Offrir des services dans d'autres langues que le français › Offrir certains documents d'information dans les langues (4 ou 5) les plus parlées à Montréal › Développer des partenariats avec les médias communautaires pour mieux diffuser l'information concernant la Ville	› Actualiser le Réseau d'aide volontaire des employés interprètes (RAVEI) en mettant à jour la liste existante et en recrutant des nouvelles et nouveaux employé.e.s › Identifier, avec le concours d'organismes et de regroupements citoyens, la documentation devant être disponible dans plusieurs langues › Offrir des guides d'information sur les services de la Ville dans plusieurs langues › Offrir des séances d'information pour les nouveaux arrivants dans plusieurs langues › Augmenter l'offre des bibliothèques en d'autres langues que le français et l'anglais › Soutenir les initiatives et programmes de francisation déjà existants

Un autre élément important à considérer dans l'accès aux services est la mobilité. Nos groupes de discussion ont insisté sur le fait que certaines populations, de par leur excentration géographique, sont moins bien desservies par les transports en commun, ce qui contribue à leur isolement, voire à leur exclusion.

Nous pensons que pour que les citoyennes et les citoyens puissent s'approprier leur ville, il faut que l'administration municipale s'engage à augmenter l'accès à la mobilité afin que tous les quartiers soient bien desservis par les transports en commun.

R9 – Que la Ville assure un accès équitable au transport en commun

ACTIONS	MOYENS
› S'assurer que l'offre de transport en commun est suffisante dans tous les quartiers de Montréal › S'assurer que les services offerts répondent aux besoins des populations des territoires d'inclusion prioritaire (TIP) et des arrondissements fortement diversifiés	› Augmenter la fréquence du service sur certaines lignes d'autobus plus excentrées › Diversifier l'offre de transport des quartiers excentrés › Mettre en œuvre une tarification différenciée en fonction des revenus des ménages

4.3 Sensibiliser et changer les attitudes

En matière de sensibilisation, nous estimons que la Ville de Montréal se doit d'être plus proactive si elle veut véritablement opérer le changement d'attitudes nécessaire pour éliminer toute forme de racisme et de discrimination.

Nous l'avons souligné, il nous semble aussi important que la Ville de Montréal revoie son plan de communication général de manière à ce qu'il témoigne de la diversité de sa population et qu'il soit effectivement représentatif. Dans le même ordre d'idées, nous le disions, il faudrait que la terminologie employée par les divers services et unités administratives de la Ville soit elle aussi revue de manière à refléter une vision antiraciste.

Nous pensons que le changement d'attitude doit s'opérer à partir des centres décisionnels. Pour ce faire, il faut impérativement s'attacher à ce que les cadres de la fonction publique montréalaise reflètent la composition de la population. Les récentes donnés en matière d'embauche à la Ville montrent que celle-ci accuse un retard important en ce qui concerne le recrutement des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres administratifs et surtout de cadres de direction. Nous pensons donc que la Ville doit déployer tous les moyens nécessaires pour combler ce retard.

R10 – Que la Ville mette en place un programme de développement de son personnel issu des minorités visibles et autochtones afin de favoriser leur accès aux fonctions de cadre supérieur

ACTIONS	MOYENS
› Mettre en place un programme de développement destiné aux personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible ou comme Autochtones	› Créer des occasions de perfectionnement (formations spécifiques) pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible
› Favoriser le développement des compétences en gestion pour les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible	› Offrir une formation particulière aux conseillers en ressources humaines pour les sensibiliser aux enjeux antiracistes
› Mettre en place un processus de dotation favorisant les personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible aux postes de cadres	› Revoir les modalités des processus de dotation pour favoriser l'ascension professionnelle des personnes s'identifiant comme membres d'une minorité visible

Pour changer les attitudes, il faut aussi, selon nous, mettre en place des programmes d'éducation antiraciste qui touchent l'ensemble de la population, mais plus particulièrement les jeunes et les enfants. La Ville devrait collaborer étroitement avec les institutions scolaires et les écoles de son territoire pour développer ces programmes.

De même, plusieurs participant.e.s à nos activités de consultation nous ont dit que la Ville devrait mettre à la disposition de ses citoyennes et citoyens des espaces pour favoriser les rencontres interculturelles et inter-religieuses, rencontres qui seraient prises en charge par les citoyennes et citoyens mêmes. Cela fait écho à l'idée que nous avions développée dans notre avis intitulé *Montréal, cité interculturelle* (2019a), selon lequel une politique interculturelle devait s'appuyer entre autres sur des interactions productives. En effet, nous croyons que les projets communs, les espaces d'échanges et de rencontres sont essentiels au bien vivre-ensemble. Pour sensibiliser la population et changer les attitudes, il faut favoriser ces moments de dialogue interculturel où l'écoute et l'empathie permettent de dépasser la polarisation et de déconstruire les préjugés. Nous sommes d'avis que la Ville a un rôle important à jouer dans le développement de projets communs entre les citoyennes et les citoyens de tous horizons.

Enfin, nous estimons que la valorisation de la diversité est un aspect essentiel de la sensibilisation antiraciste. Promouvoir la richesse de la diversité passe par toute une série d'actions, certaines symboliques, d'autres plus concrètes. Certaines villes, comme Toronto[44], ont adopté un slogan témoignant de l'engagement de la Ville en matière de valorisation de la diversité. Une journée de promotion de l'héritage culturel de toutes et tous (et pas seulement de certains groupes racialisés) permettrait de reconnaître les apports de l'ensemble de la diversité montréalaise, y compris celle du groupe dit majoritaire. La reconnaissance de la contribution des Montréalais.es de la diversité pourrait être plus visible si l'on nommait plus fréquemment, par exemple, des rues et des parcs en leur honneur. Ces actions auraient une portée symbolique non négligeable et témoigneraient de la reconnaissance de la Ville envers sa diversité.

[44] Le slogan de Toronto est « Diversity Our Strength ».

Conclusion

Le Conseil interculturel de Montréal est d'avis que les villes sont en mesure de construire des sociétés inclusives, respectueuses de la diversité et offrant des chances égales. De par l'échelle à laquelle elles opèrent et les actions qu'elles peuvent entreprendre, elles ont le potentiel de faire une différence dans le quotidien des personnes qui résident sur leur territoire. En effet, les villes sont à la fois des organisations, des communautés et les gardiennes de l'intérêt public (Foster 2010:11).

Comme nous l'avons souligné dans notre avis intitulé *Montréal, cité interculturelle* (2019a), il y a encore du chemin à faire pour « combler l'écart entre le caractère inclusif visé par la Ville de Montréal à travers ses textes normatifs et l'exclusion de plusieurs pans de la population qui font face à des barrières malheureusement trop récurrentes, voire systémiques » (CIM 2019a:vii). Pour être une ville exemplaire en matière de lutte contre les diverses formes de racismes et de discriminations, Montréal se doit de promouvoir une vision antiraciste et de mettre en place des politiques et des pratiques capables de lutter efficacement contre toutes les formes du phénomène. Et elle doit se doter d'une vision englobante pour donner de la consistance à ces actions.

Nous croyons que les principes devant guider cette stratégie antiraciste devraient être les suivants[45] :

- La reconnaissance de la diversité
- L'égalité et les droits de toutes et tous
- Les interactions productives

Reconnaître les apports de la diversité montréalaise, nous le disions (CIM 2019a:16), passe par la reconnaissance de la dimension sociohistorique de l'exclusion et de la persistance de certaines formes de racismes et de discriminations. Reconnaître publiquement ces angles morts permet d'envisager des rapports plus égalitaires, sur lesquels pourra s'établir une relation de confiance entre les citoyennes et citoyens racialisé.e.s et la Ville et entre tou.te.s les Montréalais.es. Il s'agit là d'une étape essentielle à la constitution d'une ville inclusive prônant l'antiracisme.

La reconnaissance de l'apport de la diversité, nous le disions également (CIM 2019a:16-17), doit nécessairement s'appuyer sur les droits fondamentaux inscrits dans les chartes et, plus particulièrement, sur le droit à la non-discrimination inscrit dans la *Charte des droits et libertés de la personne* du Québec. L'égalité des droits doit être un principe directeur à mettre en pratique et non un simple énoncé.

Enfin, pour agir sur le sentiment d'appartenance commun des Montréalaises et Montréalais de tous horizons, il importe de prendre en considération l'importance des interactions (CIM 2019a:17-18). Les relations interculturelles productives doivent s'articuler autour de projets communs permettant de rassembler et d'inclure tous les groupes composant le tissu montréalais.

Nous estimons donc que c'est en opérationnalisant ces trois principes (reconnaissance, égalité, interactions productives) à la base d'une vision antiraciste que Montréal pourra enfin se donner les moyens de lutter proactivement et efficacement contre toutes les formes de racismes et de discriminations.

[45] Il s'agit des trois piliers sur lesquels nous avons basé notre proposition de politique interculturelle (CIM 2019a).

Remerciements

Le Conseil interculturel de Montréal souhaite remercier chaleureusement tou.te.s celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de cet avis et du mémoire déposé à l'OCPM en novembre 2019.

Nous tenons d'abord à saluer les citoyennes et les citoyens montrélais.es qui ont participé à la *Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*, consultation engagée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM). Le CIM remercie particulièrement, un à un, les citoyennes et citoyens et les représentant.e.s des milieux associatifs et communautaires montréalais qui ont généreusement donné de leur temps lors de la séance d'échange de connaissances du 14 mai 2019, puis lors des activités contributives qui se sont déroulées du 6 août au 4 septembre de la même année. Vous avez été nombreuses et nombreux à partager vos connaissances de première main, et vos riches expériences et témoignages ont permis d'éclairer les enjeux prioritaires et d'identifier des actions à déployer en matière de lutte contre les racismes et les discriminations systémiques.

Nous désirons également souligner la contribution indispensable du chercheur Phillip Rousseau, responsable de la recherche, de la conceptualisation et de la rédaction du mémoire déposé à l'OCPM, sans qui un tel travail n'aurait pas été possible. Nous remercions pareillement Amel Gherbi pour son soutien à la recherche et à la rédaction.

Enfin, nous reconnaissons le soutien essentiel et la confiance cruciale de plusieurs personnes œuvrant au sein de diverses instances de la Ville de Montréal, parmi lesquelles Mehdi Lekehal (Service de la diversité et de l'inclusion sociale), Geneviève Locas (Service de la diversité et de l'inclusion sociale) et Stéphane Patry (Service des ressources humaines).

Références

Armony, V., M. Hassaoui, et M. Mulone, 2019. *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées. Analyse des données du Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) et élaboration d'indicateurs de suivi en matière de profilage racial. Rapport final remis au SPVM*. Montréal : Service de police de la Ville de Montréal.

Benhadjoudja, L., 2014. « Vivre-ensemble au-delà du soupçon à l'égard de l'Autre », dans *Le Québec, la Charte, l'Autre. Et après?* M.-C. Haince, Y. El-Ghadban et L. Benhadjoudja, dir. Pp. 55-74, Montréal : Mémoire d'encrier.

Blaut, J. M., 1992, « The Theory of Cultural Racism », *Antipode*, 24(4): 289-299.

Bonilla-Silva, E., 2015. « The Structure of Racism in Color-Blind, 'Post-Racial' America », *American Behavioral Scientist*, 59(11): 1358-1376.

Clair, M. et J. Denis, 2015. « Sociology of Racism », *Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences*, 2e édition, 19: 857-863.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2011. *Profilage racial et discrimination systémique des jeunes racisés. Rapport de la consultation sur le profilage racial et ses conséquences*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2019a. *Les actes haineux à caractère xénophobe, notamment islamophobe : résultats d'une recherche menée à travers le Québec. Étude présentée dans le cadre du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 : La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ), 2019b. *Mémoire à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre de la Consultation publique sur le racisme et la discrimination systémiques*. Montréal : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

Commission ontarienne des droits de la personne (CODP), 2005. *Politique et directives sur le racisme et la discrimination raciale*. Toronto : Commission ontarienne des droits de la personne.

Conseil interculturel de Montréal, 2006. *Avis sur le profilage racial à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2009. *Avis sur les lieux de cultes minoritaires à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2011. *Avis sur le programme d'accès à l'égalité en emploi de la Ville de Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2014. *Avis sur l'intégration économique des immigrants dans la métropole*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2017. *Avis sur le profilage racial dix ans après 2006-2016*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2018. *Avis sur la participation des Montréalais.e.s issu.e.s de la diversité à la vie municipale*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019a. *Montréal, cité interculturelle. Stratégie intégrée en six étapes et conditions de réussite pour une politique interculturelle*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019b. *Mémoire sur les obstacles et les modalités liés à la participation démocratique des citoyennes et des citoyens issu.e.s des communautés ethnoculturelles à Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Conseil interculturel de Montréal, 2019c. *Mémoire du Conseil interculturel de Montréal présenté dans le cadre de la Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les compétences de la Ville de Montréal*. Montréal : Conseil interculturel de Montréal.

Dei, G. J. S., 2000, « Towards an Anti-Racism Discursive Framework », dans G. J. S. Dei et A. Calliste, dir. Pp. 23-40. *Power, Knowledge and Anti-Racism Education*. Halifax : Fernwood Press.

Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2017. *La pauvreté et les inégalités sociales de graves menaces à la santé des populations. Mémoire des directeurs de santé publique de Montréal et de la Capitale-Nationale*. Montréal : Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

Eid, P., 2012. *Mesurer la discrimination à l'embauche subie par les minorités racisées : résultats d'un "testing" mené dans le grand Montréal*. Montréal : Commission des Droits de la Personne et des Droits de la Jeunesse (CDPDJ).

Essed, P., 1991. *Understanding Everyday Racism. An Interdisciplinary Theory*. Newbury Park (Californie) : Sage Publications.

Este, D., L. Lorenzetti et C. Sato, 2018. *Racism and Anti-Racism in Canada*. Halifax : Fernwood Press.

Fleras, A., 2016. « Theorizing Micro-agressions as Racism 3.0 : Shifting the Discourse », *Canadian Ethnic Studies/Études ethniques au Canada*, 48(2): 1-19.

Fleras, A., 2014. *Racism in a Multicultual Canada*. Waterloo (Ontario) : Wilfrid Laurier University Press.

Fleras, A. et J. L. Elliot, 2007. *Unequal Relations : An Introduction to Race, Ethnic and Aboriginal Dynamics in Canada*. Toronto : Pearson.

Foster, L., 2010. *Enhancing the Role of Municipalities Against Racism and Discrimination*. Report presented to Canadian Race Relations Foundation (CRRF), Ontario Human Rights Commission (OHRC) and York University Centre for Public Policy Law (CPPL). Toronto : York University.

Gottschalk, P. et G. Greenberg, 2008. *Islamophobia. Making Muslims the Enemy*. New York : Rowman and Littlefield Publishers Inc.

Gouvernement de l'Ontario, 2011, *Ontario's Anti-Black Racism Strategy*. Toronto : Gouvernement de l'Ontario.

Gouvernement du Canada, 2005. *Plan d'action canadien contre le racisme*. Ottawa : Gouvernement du Canada.

Gouvernement du Québec, 2006. *Pour la pleine participation des Québécoises et des Québécois des communautés culturelles. Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination*. Document de consultation. Montréal : Gouvernement du Québec.

Hage, G., 2017. *Le Loup et le Musulman. Le racisme est-il une menace écologique?* Paris :Wildproject.

Henry, F. et C. Tator, 2010. *The Colour of Democracy : Racism in Canadian Society*. 4e édition. Toronto : Nelson Education.

Hill Collins, P. et S. Bilge, 2016. Intersectionality. Londres : Polity Press.

James, C. E., 2003. *Seeing Ourselves : Exploring Race, Ethnicity and Culture*. 3e édition. Toronto : Thompson Educational Publishing, Inc.

Kundnani, A., 2014. *The Muslims are Coming! Islamophobia, Extremism, and the Domestic War on Terror*. Londres : Verso.

Labelle, M., 2011. *Racisme et antiracisme au Québec. Discours et déclinaisons*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

Mensah, J. et C. J. Williams, 2017. *Boomerang Ethics : How Racism Affects Us All*. Halifax : Fernwood Publishing.

Renaud, J., A. Germain et X. Leloup, 2004. « Présentation », dans *Racisme et discrimination : Permanence et résurgence d'un phénomène inavouable*, J. Renaud, A. Germain et X. Leloup, dir. Pp. 19-27. Québec : Presse de l'Université Laval.

Satzewich, V., 2011. *Racism in Canada*. Londres : Oxford University Press.

Satzewich V. et N. Liodakis, 2017. *'Race' and Ethnicity in Canada. A Critical Introduction*. Xe édition. Londres : Oxford University Press.

Shryock, A., ed., 2010. *Islamophobia/Islamophilia. Beyond the Politics of Enemy and Friend*. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press.

Sinno, A., ed., 2009. *Muslims in Western Politics*. Bloomington and Indianapolis : Indiana University Press.

Statistique Canada, 2019, « Les crimes haineux déclarés par la police au Canada, 2017 ». Ottawa : Statistique Canada.

Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM), 2018 *Écouter, comprendre, agir 2018- 2021. Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social*. Montréal : Ville de Montréal.

Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte contre les discriminations, 2019. *Rapport final. Présentation des résultats des travaux de la Table à l'Office de consultation publique de Montréal dans le cadre des consultations publiques sur le racisme et les discriminations systémiques*. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2019a. *Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques. Document de consultation*. Montréal : Ville de Montréal.

Ville de Montréal, 2019b. *Consultation sur le racisme et la discrimination systémiques. Document d'information générale*. Montréal : Ville de Montréal.

Zaazaa A., et C. Nadeau, 2019. *11 brefs essais contre le racisme. Pour une lutte systémique*. Montréal : Somme toute.

Zine, J., ed. 2012. *Islam in the Hinterlands. Exploring Muslim Cultural Politics in Canada*. Vancouver : UBC Press.



ville.montreal.qc.ca/cim

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.002

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200029004

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de le déposer à l'assemblée du conseil municipal du 25 mai 2020.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-05 16:40

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1200029004**
Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ». Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires.
Toutes les données financières contenues dans ces formulaires prescrits du MAMH ont été vérifiées. Les données présentées aux formulaires prescrits du MAMH sont les mêmes que celles qui ont été présentées au rapport financier consolidé vérifié. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère du rapport financier consolidé vérifié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1200029001- CM20 0411 - Dépôt à l'assemblée du conseil municipal du 20 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

DESCRIPTION

Prendre connaissance des formulaires prescrits du MAMH vérifiés de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié ces formulaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt du GDD 1200029005 au conseil d'agglomération.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2020-05-05
Raoul CYR	Raoul CYR	

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-05

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature Yves Courchesne, CPA, CGA Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

Annexe : Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences 23

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 11, 12, 13, 18-1, 18-2 et 18-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et renseignements complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 554 693 000	3 529 631 000	3 460 181 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3	426 130 000	425 936 000	418 105 000
Transferts	4	1 301 698 000	1 233 622 000	1 506 828 000
Services rendus	5	1 807 738 000	1 812 902 000	1 725 422 000
Imposition de droits	6	248 418 000	369 332 000	318 973 000
Amendes et pénalités	7	208 413 000	179 463 000	189 033 000
Revenus de placements de portefeuille	8	116 842 000	152 612 000	128 401 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 521 000	15 963 000
Autres revenus	10	110 296 000	97 592 000	121 294 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 063 751 000	8 090 466 000	8 148 617 000
Charges				
Administration générale	14	772 875 000	706 143 000	678 195 000
Sécurité publique	15	1 071 467 000	1 123 864 000	1 105 533 000
Transport	16	2 912 408 000	2 885 702 000	2 642 669 000
Hygiène du milieu	17	668 089 000	665 280 000	688 239 000
Santé et bien-être	18	176 496 000	182 698 000	149 178 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	303 306 000	323 907 000	244 862 000
Loisirs et culture	20	768 794 000	807 605 000	782 920 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	536 514 000	510 653 000	500 709 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 209 949 000	7 205 852 000	6 792 305 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 791 705 000	8 435 393 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		9 791 705 000	8 435 393 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 676 319 000	9 791 705 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	902 734 000	563 290 000
Débiteurs (note 5)	2	5 057 134 000	4 773 083 000
Prêts (note 6)	3	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 739 808 000	2 880 376 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 970 000	1 592 000
	8	8 759 246 000	8 255 928 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	578 396 000	456 280 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 313 560 000	2 024 366 000
Revenus reportés (note 12)	12	577 139 000	318 613 000
Dette à long terme (note 13)	13	12 980 955 000	12 342 217 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	308 651 000	316 864 000
	15	16 758 701 000	15 458 340 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	157 844 000	133 716 000
Stocks de fournitures	19	98 134 000	92 911 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	131 551 000	161 278 000
	21	18 675 774 000	16 994 117 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	10 676 319 000	9 791 705 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(3 015 347 000)	(2 747 389 000)	(2 911 897 000)
Produit de cession	3	6 701 000	21 652 000	29 925 000
Amortissement	4	1 070 928 000	1 054 966 000	1 016 695 000
(Gain) perte sur cession	5	(6 701 000)	(11 262 000)	(16 449 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 944 419 000)	(1 682 033 000)	(1 881 726 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 128 000)	(3 133 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 223 000)	(7 329 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 727 000	107 309 000
	11		376 000	96 847 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 090 617 000)	(797 043 000)	(428 567 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	884 614 000	1 356 312 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(11 262 000)	(16 449 000)
-	4		
	5	1 928 318 000	2 356 558 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 051 000)	(567 308 000)
Autres actifs financiers	7	(20 013 000)	(4 757 000)
Créditeurs et charges à payer	8	234 999 000	94 208 000
Revenus reportés	9	258 526 000	155 782 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 213 000)	(142 052 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(24 506 000)	766 000
Stocks de fournitures	12	(5 223 000)	(7 329 000)
Autres actifs non financiers	13	29 727 000	107 309 000
	14	2 109 564 000	1 993 177 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 693 194 000)	(2 815 718 000)
Produit de cession	16	21 652 000	29 925 000
	17	(2 671 542 000)	(2 785 793 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(691 647 000)	(562 448 000)
Cession	21	832 215 000	756 191 000
	22	140 568 000	193 743 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 946 086 000	2 110 169 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 307 348 000)	(1 045 617 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	122 116 000	(182 019 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	760 854 000	882 533 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	339 444 000	283 660 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	563 290 000	279 630 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	563 290 000	279 630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	902 734 000	563 290 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S11-11.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ("NCCSP"). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 25 et 28.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Voir la note 2.A à la page S11-11.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

Voir la note 2.C à la page S11-12.

b) Actifs non financiers

Voir la note 2.E à la page S11-15.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Voir la note 2.D aux pages S11-13 et S11-14.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Voir la note 2.F à la page S11-16.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2.D.e à la page S11-14.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

H) Instruments financiers

Voir la note 2.G.c à la page S11-18.

I) Autres éléments

Voir la note 2.B à la page S11-12 et la note 2.G aux pages S11-17 à S11-19.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	846 398 000	558 190 000
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	56 336 000	5 100 000
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	902 734 000	563 290 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	103 027 000	198 144 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôt. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018). Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	100 505 000	119 208 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 199 872 000	3 970 088 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	273 690 000	256 620 000
Organismes municipaux	15	56 063 000	57 694 000
Autres			
- Services rendus et autres	16	427 004 000	369 473 000
-	17		
	18	5 057 134 000	4 773 083 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 886 157 000	2 862 834 000
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 886 157 000	2 862 834 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	134 889 000	128 500 000

Note

Voir la note 5 aux pages S11-20 et S11-21.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24	5 691 000	5 376 000
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Aux PME Montréal	26	45 493 000	29 080 000
- Soldes prix de vente et autres	27	6 416 000	3 131 000
	28	57 600 000	37 587 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Voir la note 6 à la page S11-22.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	2 377 291 000	2 566 743 000
Autres placements	31	362 517 000	313 633 000
	32	2 739 808 000	2 880 376 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	2 377 291 000	2 566 743 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Voir la note 7 aux pages S11-22 et S11-23.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(31 445 000)	(28 003 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(277 206 000)	(288 861 000)
	37	(308 651 000)	(316 864 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	331 418 000	236 878 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(1 966 000)	22 067 000
Régimes à cotisations déterminées	40	1 460 000	1 277 000
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 902 000	2 777 000
	43	333 814 000	262 999 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Voir la note 8 aux pages S11-24 à S11-27.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 970 000	1 592 000
Autres	45		
	46	1 970 000	1 592 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

Voir la note 10 à la page S11-28.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	835 248 000	708 693 000
Salaires et avantages sociaux	48	586 547 000	567 554 000
Dépôts et retenues de garantie	49	256 812 000	230 631 000
Provision pour contestations d'évaluation	50	40 708 000	39 153 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	83 141 000	83 907 000
Assainissement des sites contaminés	52	77 227 000	99 367 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	53	92 506 000	88 398 000
- Autres provisions	54	108 473 000	89 747 000
- Gouv. du Qc et entreprises	55	51 015 000	54 469 000
- ARTM	56	96 987 000	10 744 000
- Autres	57	84 896 000	51 703 000
	58	2 313 560 000	2 024 366 000

Note

Voir la note 11 à la page S11-29.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	16 170 000	16 185 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		5 256 000
Fonds parcs et terrains de jeux	62	55 421 000	34 795 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Prime à l'émission de titres	68	74 856 000	62 651 000
- Autres transferts	69	384 806 000	155 716 000
- Fonds de dév. logement social	70	22 205 000	18 198 000
- Autres	71	23 681 000	25 812 000
	72	577 139 000	318 613 000

Note

Voir la note 12 à la page S11-30.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	11,00	2020	2045	73	12 779 514 000	12 224 323 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	7,25	2020	2029	80	201 441 000	117 894 000
					81	12 980 955 000	12 342 217 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	12 980 955 000	12 342 217 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	200 000 000	92	417 701 000	100	109	11 214 000	117	628 915 000	
2021	85	600 000 000	93	421 329 000	101	110	10 145 000	118	1 031 474 000	
2022	86	59 000 000	94	706 174 000	102	111	49 648 000	119	814 822 000	
2023	87	810 000 000	95	636 187 000	103	112	7 354 000	120	1 453 541 000	
2024	88	954 500 000	96	239 621 000	104	113	7 071 000	121	1 201 192 000	
2025 et +	89	6 779 972 000	97	955 030 000	105	114	116 009 000	122	7 851 011 000	
	90	9 403 472 000	98	3 376 042 000	106	115	201 441 000	123	12 980 955 000	
Intérêts et frais accessoires					107	( )		124	( )	
	91	9 403 472 000	99	3 376 042 000	108	116	201 441 000	125	12 980 955 000	

Note
Voir la note 13 aux pages S11-30 à S11-32.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 473 247 000	158	257 947 000	185	36 919 000	212	2 694 275 000
Eaux usées	131	3 398 852 000	159	204 770 000	186	452 818 000	213	3 150 804 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 181 838 000	160	448 532 000	187	242 054 000	214	4 388 316 000
Autres	133	6 109 943 000	161	559 701 000	188	79 049 000	215	6 590 595 000
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 120 244 000	163	546 976 000	190	14 727 000	217	4 652 493 000
Améliorations locatives	136	131 831 000	164	19 005 000	191	352 000	218	150 484 000
Véhicules	137	3 686 172 000	165	325 153 000	192	89 053 000	219	3 922 272 000
Ameublement et équipement de bureau	138	652 540 000	166	170 937 000	193	66 654 000	220	756 823 000
Machinerie, outillage et équipement divers	139	473 580 000	167	58 818 000	194	40 797 000	221	491 601 000
Terrains	140	1 396 431 000	168	151 534 000	195	2 895 000	222	1 545 070 000
Autres	141	13 089 000	169	4 016 000	196		223	17 105 000
	142	26 637 767 000	170	2 747 389 000	197	1 025 318 000	224	28 359 838 000
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	26 637 767 000	172	2 747 389 000	199	1 025 318 000	226	28 359 838 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	704 732 000	173	82 960 000	200	36 897 000	227	750 795 000
Eaux usées	146	1 951 749 000	174	108 159 000	201	452 819 000	228	1 607 089 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 642 884 000	175	199 962 000	202	242 053 000	229	1 600 793 000
Autres	148	2 142 267 000	176	229 736 000	203	79 050 000	230	2 292 953 000
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 733 675 000	178	125 028 000	205	14 515 000	232	1 844 188 000
Améliorations locatives	151	73 916 000	179	11 831 000	206	274 000	233	85 473 000
Véhicules	152	1 274 250 000	180	157 179 000	207	82 409 000	234	1 349 020 000
Ameublement et équipement de bureau	153	294 429 000	181	98 174 000	208	66 132 000	235	326 471 000
Machinerie, outillage et équipement divers	154	213 447 000	182	41 866 000	209	40 779 000	236	214 534 000
Autres	155	206 000	183	71 000	210		237	277 000
	156	10 031 555 000	184	1 054 966 000	211	1 014 928 000	238	10 071 593 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 606 212 000					239	18 288 245 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Voir la note 15 à la page S11-33. Le poste autres infrastructures comprend les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

infrastructures suivantes: Réseau du métro de 3 274 M$, Conduits souterrains 1 219 M$, réseau d'éclairage 289 M$, parcs 1 499 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 15 M$, décharges de neige 123 M$, centre de tri de matières recyclables 56 M$ et infrastructures régionales de la STM 87 M$ (en 2018, réseau du métro 3 020 M$, Conduits souterrains 1 153 M$, réseau d'éclairage 260 M$, parcs 1 393 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 14 M$, décharges de neige 145 M$, centre de tri de matières recyclables 16 M$ et infrastructures régionales de la STM 80 M$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	159 814 000	135 308 000
	253	159 814 000	135 308 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 970 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	157 844 000	133 716 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépôt achat métros et bus	256	54 523 000	92 400 000
- Dépôt achat d'autres actifs	257	5 169 000	
- Frais d'émission et d'escompte	258	60 182 000	60 011 000
Autres			
- Autres	259	11 677 000	8 867 000
-	260		
	261	131 551 000	161 278 000

Note

Voir la note 17 à la page S11-34.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 à la page S11-34.

19. Droits contractuels

Voir la note 19 à la page S11-35.

20. Passifs éventuels

Voir la note 20 aux pages S11-35 et S11-36.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
262			

Voir la note 20d à la page S11-36.

b) Auto-assurance

Voir la note 20a à la page S11-35.

c) Poursuites

Voir la note 20a à la page S11-35.

d) Autres

Voir les notes 20b et 20c aux pages S11-35 et S11-36.

21. Actifs éventuels

Voir la note 21 à la page S11-36.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

23. Données budgétaires

Voir la note 23 à la page S11-37.

24. Instruments financiers

Voir la note 24 aux pages S11-37 et S11-38.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Excédent accumulé
Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

26 Revenus de transferts
Voir la note 26 à la page S11-41.

27 Revenus d'intérêts
Voir la note 27 à la page S11-41.

28 Remboursement de la dette
Voir la note 28 à la page S11-41.

29 Information relative aux apparentés
Voir la note 29 à la page S11-42.

30 Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation
Voir la note 30 à la page S11-42.

31 Événements postérieurs à la date des états financiers
Voir la note 31 à la page S11-43.

32 Chiffres de l'exercice précédent
Voir la note 32 à la page S11-43.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements de portefeuille

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

Voir note 4 à la page S11-3 ou 9-3(2).

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

		Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019				
	2020	325 596	3,33 %	4 175
	2021	284 389	3,22 %	21 268
	2022	253 989	3,19 %	13 358
	2023	217 214	3,16 %	62 206
	2024	149 867	3,25 %	99 262
	1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
	6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
	11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
	16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
		1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018				
	2019	334 482	3,65 %	14 590
	2020	296 647	3,43 %	4 249
	2021	255 019	3,32 %	21 565
	2022	224 618	3,30 %	13 656
	2023	188 572	3,27 %	62 504
	1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
	6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
	11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
	16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
		1 853 532	3,28 %	1 009 302

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

9. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S11-4.

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

13. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

14. ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S11-6.

15. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

16. PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S11-8.

17. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4 M$	1 136,5 M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

19. DROITS CONTRACTUELS

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et de services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et de prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des Noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

20. PASSIFS ÉVENTUELS (Suite)

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 193,6 M$ (201,7 M$ en 2018).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

---

21. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

---

22. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (S/O)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau de la page S11-44.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

26. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

27. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

28. REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DONNÉES FINANCIÈRES ÉTABLIES À DES FINS FISCALES

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

29. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

30. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet les deuxièmes versements des taxes foncières et des quotes-parts exigées des municipalités liées et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

---

32. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

	2019				
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 25)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		13 620 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	5 682 973 000	5 762 303 000	5 858 253 000		2 452 107 000	8 090 466 000
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	5 251 161 000	5 432 946 000	5 425 319 000		2 000 427 000	7 205 852 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	431 812 000	329 357 000	432 934 000		451 680 000	884 614 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	431 812 000	329 357 000	432 934 000	451 680 000	884 614 000
Moins: revenus d'investissement	2	(206 567 000)	(213 100 000)	(172 072 000)	(639 012 000)	(806 037 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 245 000	116 257 000	260 862 000	(187 332 000)	78 577 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 848 000	773 852 000	740 244 000	314 722 000	1 054 966 000
Produit de cession	5	29 863 000	6 701 000	18 576 000	3 076 000	21 652 000
(Gain) perte sur cession	6	(24 138 000)	(6 701 000)	(12 547 000)	1 285 000	(11 262 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				5 047 000	
	8	732 573 000	773 852 000	746 273 000	324 130 000	1 065 356 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	33 148 000	38 900 000	60 380 000		26 110 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(506 440 000)	(540 244 000)	(541 991 000)	(109 335 000)	(651 326 000)
	18	(473 292 000)	(501 344 000)	(481 611 000)	(109 335 000)	(625 216 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 704 000)	( )	(10 531 000)	(51 143 000)	(61 674 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 980 000	23 830 000	159 109 000	273 000	159 382 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(354 486 000)	(434 661 000)	(437 312 000)	(9 095 000)	(446 407 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 622 000)	22 066 000	14 069 000	3 616 000	51 955 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 832 000)	(388 765 000)	(274 665 000)	(56 349 000)	(296 744 000)
	26	(12 551 000)	(116 257 000)	(10 003 000)	158 446 000	143 396 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	212 694 000		250 859 000	(28 886 000)	221 973 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

11

S12-G

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Effet net des opérations de restructuration				5 047 000			
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		8 573 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	**5 682 973 000**	**5 762 303 000**	**5 858 253 000**		**2 452 107 000**	**8 090 466 000**
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	**5 251 161 000**	**5 432 946 000**	**5 425 319 000**		**2 000 427 000**	**7 205 852 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	34	**431 812 000**	**329 357 000**	**432 934 000**		**451 680 000**	**884 614 000**

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	480 333 000	786 817 000	115 917 000	902 734 000
Débiteurs (note 5)	2	2 925 473 000	3 166 130 000	3 044 763 000	5 057 134 000
Prêts (note 6)	3	37 386 000	55 718 000	1 882 000	57 600 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 265 385 000	2 292 332 000	447 476 000	2 739 808 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	378 000	1 970 000
	8	5 710 169 000	6 302 589 000	3 610 416 000	8 759 246 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		199 385 000	379 011 000	578 396 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 668 213 000	1 803 411 000	569 820 000	2 313 560 000
Revenus reportés (note 12)	12	311 275 000	564 107 000	13 032 000	577 139 000
Dette à long terme (note 13)	13	9 221 042 000	9 922 209 000	4 152 834 000	12 980 955 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	304 546 000	287 199 000	21 452 000	308 651 000
	15	11 505 076 000	12 776 311 000	5 136 149 000	16 758 701 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 794 907 000)	(6 473 722 000)	(1 525 733 000)	(7 999 455 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	10 868 497 000	11 944 998 000	6 343 247 000	18 288 245 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	120 839 000	157 844 000		157 844 000
Stocks de fournitures	19	50 276 000	46 915 000	51 219 000	98 134 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 044 000	51 648 000	79 903 000	131 551 000
	21	11 089 656 000	12 201 405 000	6 474 369 000	18 675 774 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	215 822 000	246 596 000	(9 822 000)	236 774 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	377 047 000	417 508 000	42 269 000	459 777 000
Réserves financières et fonds réservés	24	82 643 000	440 531 000	165 749 000	606 280 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 184 066 000)	(1 212 485 000)	(113 591 000)	(1 270 212 000)
Financement des investissements en cours	26	(251 026 000)	(708 673 000)	(273 633 000)	(982 306 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 054 329 000	6 544 206 000	5 137 664 000	11 626 006 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 294 749 000	5 727 683 000	4 948 636 000	10 676 319 000

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 773 917 000	1 834 881 000	2 609 478 000	2 516 290 000
Charges sociales	2	521 380 000	512 177 000	752 082 000	667 314 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	956 568 000	976 814 000	1 319 803 000	1 222 658 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	317 152 000	305 492 000	364 347 000	342 744 000
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 889 000	34 699 000	115 424 000	130 436 000
D'autres tiers	10	59 221 000	57 048 000	20 886 000	18 982 000
Autres frais de financement	11	1 415 000	3 744 000	9 996 000	8 547 000
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	639 142 000	581 334 000	581 334 000	590 778 000
Transferts	13				
Autres	14	48 552 000	51 990 000	293 000	210 000
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	238 036 000	310 016 000	327 274 000	223 566 000
Amortissement des immobilisations	17	773 852 000	740 244 000	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres					
- Autres	18	72 822 000	16 880 000	49 969 000	54 085 000
-	19				
-	20				
	21	5 432 946 000	5 425 319 000	7 205 852 000	6 792 305 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés	3	606 280 000	239 297 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)
Financement des investissements en cours	5	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 626 006 000	10 718 932 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 676 319 000	9 791 705 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	246 596 000	215 822 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(9 822 000)	(3 897 000)
	11	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affect. À l'exercice suivant	12	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	13	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	14	124 866 000	107 136 000
- Exc.affect.-Autres fins	15	53 785 000	59 858 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	417 508 000	377 047 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Exc.affect.-Autres fins	22	42 269 000	65 503 000
-	23		
-	24		
	25	42 269 000	65 503 000
	26	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Gestion de la voirie	27	26 791 000	34 538 000
- Gestion de l'eau	28	27 541 000	35 337 000
- Immobilisations	29	375 450 000	282 000
-	30		
-	31		
	32	429 782 000	70 157 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 570 000	3 768 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	814 000	2 183 000
Organismes contrôlés et partenariats	42	6 057 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Immobilisations	45	152 692 000	143 597 000
- U. de stationnement et autres	46	6 365 000	6 535 000
	47	176 498 000	169 140 000
	48	606 280 000	239 297 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(6 117 000)	(6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(191 827 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(42 700 000)	(57 000 000)
Autres	52	((123 375 000))	((162 856 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(117 269 000)	(99 401 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(152 469 000)	(136 201 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	(6 740 000)	(8 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(6 740 000)	(8 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(5 511 000)	(4 030 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Act.de fonc. financées	72	(1 402 538 000)	(1 355 985 000)
- Act.de fonc. à financer	73	(88 803 000)	(89 318 000)
	74	(1 496 852 000)	(1 449 333 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	5 511 000	4 030 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	289 476 000	251 517 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	79	90 862 000	106 149 000
	80	385 849 000	361 696 000
	81	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	740 373 000	746 346 000
Investissements à financer	83	(1 722 679 000)	(1 334 567 000)
	84	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente	86	159 814 000	135 308 000
Prêts	87	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 377 291 000	2 566 743 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 882 950 000	19 345 850 000
Ajustements aux éléments d'actif	91	(308 276 000)	(279 044 000)
	92	20 574 674 000	19 066 806 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 980 955 000)	(12 342 217 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 886 157 000	2 862 834 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 113 062 000	1 104 468 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 068 000	27 041 000
	98	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
	101	11 626 006 000	10 718 932 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	12	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(28 003 000)	(182 135 000)
Charge de l'exercice	4	(331 418 000)	(236 878 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	327 976 000	391 010 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	20 741 485 000	19 741 973 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(20 583 458 000)	(19 391 122 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	158 027 000	350 851 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(51 711 000)	(42 526 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	106 316 000	308 325 000
Provision pour moins-value	12	(137 761 000)	(336 328 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	24	24
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	8 235 411 000	6 208 473 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(8 746 045 000)	(6 787 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(510 634 000)	(578 677 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	510 410 000	470 637 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	333 524 000	607 000
	20	843 934 000	471 244 000
Cotisations salariales des employés	21	(233 696 000)	(209 706 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	610 238 000	261 538 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	65 809 000	96 031 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(134 220 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(198 567 000)	(67 296 000)
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	343 260 000	290 273 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 152 421 000	1 082 913 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(11 842 000)	(53 395 000)
Charge de l'exercice	35	331 418 000	236 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 512 038 000	1 156 450 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	347 775 000	20 142 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(270 179 000)	22 445 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 074 198 000	1 033 986 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 318 594 000	19 427 822 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	(140 421 000)	(135 167 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	435 066 000	391 650 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 761 018 000	1 379 432 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,86 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,87 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,52 %	2,68 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,02 %	2,02 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(288 861 000)	(276 781 000)
Charge de l'exercice	56	((1 966 000))	(22 067 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	9 689 000	9 987 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(292 262 000)	(299 862 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	15 056 000	11 001 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(277 206 000)	(288 861 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(292 262 000)	(299 862 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 105 000	9 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(20 285 000)	(532 000)
	72	(10 180 000)	9 421 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	(10 180 000)	9 421 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	331 000	1 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 580 000)	(4 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	(12 429 000)	11 160 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	10 463 000	10 907 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	10 463 000	10 907 000
Charge de l'exercice	87	(1 966 000)	22 067 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(1 806 000)	15 365 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	9 689 000	9 987 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,15 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,29 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,10 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,46 %	6,06 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,70 %	4,12 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 028	2 028
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	1 460 000	1 277 000
	113	1 460 000	1 277 000

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	103	106

Description du régime

.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	472 000	426 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 615 000	1 436 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	1 287 000	1 341 000
	120	2 902 000	2 777 000

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 751 043 000	2 736 686 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	103 332 000	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 099 000	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 399 754 000	3 329 417 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 969 000	23 969 000	24 373 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 192 000	14 096 000
Autres				
- Taxe immatriculation	14	36 032 000	36 032 000	35 778 000
- Autres	15	626 000	626 000	650 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18	7 449 000	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	20 509 000	20 509 000	21 145 000
Activités d'investissement	21			
	22	116 130 000	116 130 000	117 191 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	25	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	26	129 877 000	129 877 000	130 764 000
	27	3 554 283 000	3 529 631 000	3 460 181 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	37 581 000	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 048 000	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39			
	40	1 754 000	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 239 000	13 600 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	274 855 000	264 417 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 752 000	21 752 000	20 130 000
Sécurité publique				
Police	54	11 455 000	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	8 157 000	8 157 000	8 246 000
Sécurité civile	56	4 000 000	4 000 000	
Autres	57	120 000	120 000	125 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 355 000	2 355 000	2 777 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	666 000	693 000
Autres	60	693 000	693 000	1 079 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 508 000	84 430 000	80 368 000
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	394 000	394 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	10 718 000	10 718 000	13 886 000
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	450 000	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	149 000	149 000	183 000
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	1 896 000	1 896 000	443 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	28 106 000	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	14 897 000	14 897 000	15 583 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 767 000	1 767 000	2 043 000
Promotion et développement économique	85	54 677 000	54 677 000	18 849 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 515 000	11 712 000	11 457 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	4 700 000	4 700 000	4 820 000
Autres	89	8 739 000	8 769 000	9 429 000
Réseau d'électricité	90			
	91	201 215 000	293 364 000	217 585 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(1 503 000)	(1 503 000)	4 359 000
Sécurité publique				
Police	93	36 000	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	56 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 525 000	3 525 000	29 402 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	(20 000)	(20 000)	800 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		633 482 000	945 179 000
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	87 000	87 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 545 000	33 545 000	57 588 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	27 861 000	27 861 000	37 382 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119	1 966 000	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	563 000	563 000	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	34 000	34 000	1 265 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	73 502 000	73 502 000	11 701 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000	4 142 000
Autres	128	264 000	264 000	36 000
Réseau d'électricité	129			
	130	149 323 000	782 805 000	1 136 608 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	23 004 000	23 004 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136			8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	134 449 000	134 449 000	124 089 000
	139	157 453 000	157 453 000	152 635 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	507 991 000	1 233 622 000	1 506 828 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000	8 000
Autres	152			
Transport collectif	153		1 406 494 000	1 343 301 000
Autres	154			
	155	8 000	1 406 502 000	1 343 309 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	320 000	320 000	264 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	328 000	1 406 822 000	1 343 573 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	311 000	311 000	359 000
Évaluation	184	130 000	130 000	75 000
Autre	185	33 019 000	33 019 000	31 656 000
	186	33 460 000	33 460 000	32 090 000
Sécurité publique				
Police	187	44 560 000	27 762 000	24 207 000
Sécurité incendie	188	517 000	517 000	615 000
Sécurité civile	189			
Autres	190	61 000	61 000	30 000
	191	45 138 000	28 340 000	24 852 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 711 000	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 684 000	9 200 000	11 869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		(735 000)	(848 000)
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			17 000
Autres	199	12 691 000	82 413 000	80 245 000
	200	70 864 000	97 367 000	98 114 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 379 000	1 379 000	849 000
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	217 000	217 000	799 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	146 000	146 000	571 000
Matières recyclables	206	480 000	480 000	524 000
Autres	207	409 000	409 000	249 000
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	856 000	856 000	1 538 000
Autres	210	25 000	25 000	60 000
	211	7 567 000	7 567 000	9 125 000
Santé et bien-être				
Logement social	212	409 000	65 295 000	55 335 000
Sécurité du revenu	213	18 919 000	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000	133 000
	215	19 461 000	84 347 000	78 049 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	42 269 000	43 038 000	30 631 000
Rénovation urbaine	217	440 000	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 537 000	1 537 000	3 148 000
Autres	219	59 080 000	62 777 000	58 576 000
	220	103 326 000	107 792 000	92 809 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	19 253 000	32 518 000	29 487 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	548 000	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	14 141 000	16 792 000
	224	33 850 000	47 207 000	46 810 000
Réseau d'électricité	225			
	226	313 666 000	406 080 000	381 849 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	313 994 000	1 812 902 000	1 725 422 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228		55 953 000	55 953 000	65 423 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231		4 000	4 000	
	232		369 332 000	369 332 000	318 973 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		179 463 000	179 463 000	189 033 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	100 527 000	122 043 000	152 611 000	122 769 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	51 151 000	50 683 000	14 522 000	15 315 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 547 000	14 547 000	16 387 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	467 000	8 661 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		9 129 000	9 129 000	7 386 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun – Taxe sur l'essence	240			5 530 000	5 982 000
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Autres	243		22 011 000	67 919 000	82 878 000
	244		46 154 000	97 592 000	121 294 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000		
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	245		8 472 000		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	60 916 000	137 000	61 053 000	61 016 000	56 977 000
Greffe et application de la loi	2	81 148 000	2 921 000	84 069 000	82 464 000	82 872 000
Gestion financière et administrative	3	296 659 000	1 220 000	297 879 000	299 480 000	256 640 000
Évaluation	4	16 656 000	96 000	16 752 000	16 793 000	17 248 000
Gestion du personnel	5	69 419 000	138 000	69 557 000	69 557 000	64 641 000
Autres						
- Autres	6	176 792 000	9 235 000	186 027 000	176 833 000	199 817 000
-	7					
	8	701 590 000	13 747 000	715 337 000	706 143 000	678 195 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	702 442 000	11 904 000	714 346 000	714 347 000	705 828 000
Sécurité incendie	10	357 878 000	15 753 000	373 631 000	373 631 000	380 999 000
Sécurité civile	11	18 901 000	145 000	19 046 000	19 045 000	1 406 000
Autres	12	17 536 000		17 536 000	16 841 000	17 300 000
	13	1 096 757 000	27 802 000	1 124 559 000	1 123 864 000	1 105 533 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	134 465 000	236 241 000	370 706 000	370 706 000	369 331 000
Enlèvement de la neige	15	207 436 000	13 818 000	221 254 000	221 254 000	205 050 000
Éclairage des rues	16	33 941 000	18 002 000	51 943 000	51 943 000	51 109 000
Circulation et stationnement	17	54 263 000	825 000	55 088 000	124 077 000	124 319 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	541 887 000		541 887 000	2 044 541 000	1 852 819 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20	2 000		2 000	2 000	
Autres	21	51 485 000	5 204 000	56 689 000	73 179 000	40 041 000
	22	1 023 479 000	274 090 000	1 297 569 000	2 885 702 000	2 642 669 000

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	26 718 000	81 203 000	81 203 000	76 896 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	94 555 000	68 227 000	162 782 000	162 782 000	154 225 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	57 773 000	120 626 000	120 626 000	127 791 000
Réseaux d'égout	26	40 556 000	65 282 000	105 838 000	105 838 000	102 804 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	51 711 000	2 918 000	54 629 000	54 629 000	51 063 000
Élimination	28	34 152 000		34 152 000	34 152 000	42 324 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	30 732 000	522 000	31 254 000	31 254 000	30 424 000
Tri et conditionnement	30	13 835 000		13 835 000	13 835 000	9 730 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31	10 252 000		10 252 000	10 536 000	14 803 000
Traitement	32	7 395 000		7 395 000	7 395 000	1 339 000
Matériaux secs	33	18 977 000	545 000	19 522 000	19 522 000	36 409 000
Autres	34	3 796 000	284 000	4 080 000	3 796 000	2 567 000
Plan de gestion	35					
Autres	36	3 199 000		3 199 000	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	13 480 000	1 827 000	15 307 000	15 307 000	16 743 000
Autres	39	2 491 000		2 491 000	1 206 000	17 976 000
	40	442 469 000	224 096 000	666 565 000	665 280 000	688 239 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	64 412 000	1 462 000	65 874 000	123 134 000	85 356 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000		17 528 000	17 528 000	21 467 000
Autres	43	42 036 000		42 036 000	42 036 000	42 355 000
	44	123 976 000	1 462 000	125 438 000	182 698 000	149 178 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	98 215 000	6 989 000	105 204 000	108 502 000	75 496 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 716 000		2 716 000	2 716 000	2 744 000
Autres biens	47	42 042 000	151 000	42 193 000	42 193 000	34 912 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 273 000	356 000	126 629 000	126 629 000	95 566 000
Tourisme	49	2 164 000		2 164 000	2 164 000	2 203 000
Autres	50	448 000		448 000	448 000	359 000
Autres	51	6 362 000	33 703 000	40 065 000	41 255 000	33 582 000
	52	278 220 000	41 199 000	319 419 000	323 907 000	244 862 000

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	71 044 000	13 582 000	84 626 000	84 626 000	81 445 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 879 000	15 918 000	51 797 000	51 797 000	51 289 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 537 000	10 370 000	45 907 000	45 907 000	49 797 000
Parcs et terrains de jeux	56	200 062 000	91 929 000	291 991 000	291 991 000	272 746 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	73 000		73 000	73 000	65 000
Autres	59	18 178 000	798 000	18 976 000	66 489 000	64 606 000
	60	360 773 000	132 597 000	493 370 000	540 883 000	519 948 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	19 983 000	4 525 000	24 508 000	24 508 000	24 093 000
Bibliothèques	62	96 142 000	11 274 000	107 416 000	96 142 000	107 740 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	76 293 000	8 931 000	85 224 000	85 224 000	85 301 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 410 000	521 000	64 931 000	60 848 000	45 838 000
	66	256 828 000	25 251 000	282 079 000	266 722 000	262 972 000
	67	617 601 000	157 848 000	775 449 000	807 605 000	782 920 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	399 553 000		399 553 000	539 133 000	519 772 000
Autres frais	70	(2 314 000)		(2 314 000)	(38 476 000)	(27 610 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 744 000		3 744 000	9 996 000	8 547 000
	73	400 983 000		400 983 000	510 653 000	500 709 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	740 244 000	(740 244 000)			

22-3

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS VENTILÉS

PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	32
Analyse des charges sans amortissement	33
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	41
Analyse des charges sans amortissement	42

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	48 300 000	49 385 000	48 879 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 482 954 000	2 480 633 000	2 392 611 000
Transferts	4	128 363 000	152 506 000	91 966 000
Services rendus	5	56 150 000	62 053 000	60 047 000
Imposition de droits	6	1 969 000	1 838 000	1 963 000
Amendes et pénalités	7	102 497 000	85 033 000	85 937 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 882 000	47 662 000	44 763 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 473 000	36 162 000	27 697 000
Autres revenus	10	2 175 000	2 286 000	16 807 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 896 763 000	2 917 558 000	2 770 670 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	87 000 000	90 783 000	149 841 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		17 000	8 000
Autres	18		695 000	220 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	87 000 000	91 495 000	150 069 000
	21	2 983 763 000	3 009 053 000	2 920 739 000
Charges				
Administration générale	22	279 675 000	286 917 000	278 729 000
Sécurité publique	23	1 034 073 000	1 086 838 000	1 065 162 000
Transport	24	621 585 000	564 534 000	573 573 000
Hygiène du milieu	25	229 799 000	229 452 000	239 584 000
Santé et bien-être	26	49 134 000	62 352 000	30 412 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	97 887 000	92 913 000	72 630 000
Loisirs et culture	28	110 421 000	121 102 000	107 819 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	134 800 000	129 534 000	132 713 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	426 389 000	435 411 000	420 117 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	426 389 000	435 411 000	420 117 000
Moins: revenus d'investissement	2	(87 000 000)	(91 495 000)	(150 069 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	339 389 000	343 916 000	270 048 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	38 900 000	11 195 000	10 225 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(171 707 000)	(168 730 000)	(160 485 000)
	18	(132 807 000)	(157 535 000)	(150 260 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 632 000)	(6 425 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(86 170 000)	18 000	23 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(147 618 000)	(152 029 000)	(121 393 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	27 206 000	27 088 000	(7 633 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(206 582 000)	(126 555 000)	(135 428 000)
	26	(339 389 000)	(284 090 000)	(285 688 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		59 826 000	(15 640 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	91 495 000	150 069 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(47 272 000)	(42 559 000)
Sécurité publique	3	(49 450 000)	(57 683 000)
Transport	4	(37 325 000)	(33 185 000)
Hygiène du milieu	5	(268 998 000)	(278 756 000)
Santé et bien-être	6	(2 061 000)	(25 827 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 832 000)	(4 016 000)
Loisirs et culture	8	(159 000 000)	(146 482 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(566 938 000)	(588 508 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	296 894 000	251 713 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 632 000	6 425 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	21 205 000	171 417 000
	18	22 837 000	177 842 000
	19	(247 207 000)	(158 953 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(155 712 000)	(8 884 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	912 149 000	945 393 000	922 416 000
Charges sociales	2	228 466 000	250 601 000	299 548 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	276 991 000	281 295 000	246 393 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 070 000	74 787 000	81 807 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 152 000	17 557 000	27 150 000
D'autres tiers	10	37 473 000	36 190 000	23 746 000
Autres frais de financement	11	105 000	1 000 000	10 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	610 833 000	553 318 000	562 887 000
Transferts	13			
Autres	14	38 466 000	38 310 000	35 650 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	113 276 000	143 482 000	91 264 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	242 393 000	231 709 000	209 751 000
-	19			
-	20			
	21	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(36 934 000)	(96 760 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés	3	160 513 000	26 797 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 035 000)	((27 539 000))
Financement des investissements en cours	5	(255 948 000)	(100 236 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exc.aff.- Projets spécifiques	9	6 711 000	6 729 000
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	3 869 000	4 293 000
- Gestion de l'eau	20	17 451 000	21 586 000
- Immobilisations	21	138 487 000	212 000
-	22		
-	23		
	24	159 807 000	26 091 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Règlements d'emprunt fermés	30		
-	31		
	32	706 000	706 000
	33	160 513 000	26 797 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(7 720 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(21 955 000)	(29 355 000)
Autres	37	((133 772 000))	((171 654 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	((104 097 000))	((132 385 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	((104 097 000))	((132 385 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 740 000)	(4 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 740 000)	(4 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(116 594 000)	(30 200 000)
- Charges de fonc. à financer	58	((10 386 000))	(70 356 000)
	59	(106 208 000)	(100 556 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	651 000	455 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs	64	165 000	195 000
	65	816 000	650 000
	66	(5 035 000)	((27 539 000))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	255 668 000	237 653 000
Investissements à financer	68	(511 616 000)	(337 889 000)
	69	(255 948 000)	(100 236 000)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9		
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
- Immatriculation	14	36 032 000	35 778 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	49 385 000	48 879 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	49 385 000	48 879 000
	27	49 385 000	48 879 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	8 948 000	7 900 000
Sécurité publique			
Police	54	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	7 869 000	7 946 000
Sécurité civile	56	4 000 000	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	753 000	1 114 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	6 000	365 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	2 437 000	3 208 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	259 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	10 474 000	13 619 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 138 000	350 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 310 000	13 642 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	606 000	745 000
Promotion et développement économique	85	34 374 000	9 865 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	10 000	22 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	876 000	2 591 000
Réseau d'électricité	90		
	91	124 621 000	70 471 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	111 000	
Sécurité publique			
Police	93	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 157 000	3 057 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	118 000	145 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	61 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 728 000	68 101 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	16 692 000	30 521 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	146 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	34 000	903 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	54 156 000	2 316 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	257 000	44 000
Réseau d'électricité	129		
	130	90 783 000	149 841 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	6 826 000	8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	21 059 000	12 628 000
	139	27 885 000	21 495 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	243 289 000	241 807 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	320 000	264 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	320 000	264 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	76 000	82 000
Évaluation	184	126 000	71 000
Autres	185	668 000	2 012 000
	186	870 000	2 165 000
Sécurité publique			
Police	187	45 189 000	41 279 000
Sécurité incendie	188	517 000	615 000
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	45 706 000	41 894 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	23 000	(43 000)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	5 846 000	6 332 000
	200	5 869 000	6 289 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	614 000	(50 000)
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	(26 000)	374 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	1 000
Matières recyclables	206	6 000	
Autres	207	435 000	344 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	782 000	704 000
Autres	210		
	211	5 868 000	5 908 000
Santé et bien-être			
Logement social	212	409 000	218 000
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215	409 000	218 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	385 000	311 000
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218	21 000	19 000
Autres	219		
	220	406 000	330 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 605 000	2 979 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	2 605 000	2 979 000
Réseau d'électricité	225		
	226	61 733 000	59 783 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	62 053 000	60 047 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	1 838 000	1 963 000
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	1 838 000	1 963 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	85 033 000	85 937 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	47 662 000	44 763 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	36 162 000	27 697 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	17 000	8 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 981 000	17 027 000
	245	2 998 000	17 035 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	860 000	839 000
Greffe et application de la loi	2	48 098 000	49 367 000
Gestion financière et administrative	3	9 392 000	1 584 000
Évaluation	4	16 656 000	17 118 000
Gestion du personnel	5	638 000	666 000
Autres			
- Autres	6	211 273 000	209 155 000
-	7		
	8	286 917 000	278 729 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	700 517 000	689 397 000
Sécurité incendie	10	357 992 000	365 215 000
Sécurité civile	11	18 374 000	1 150 000
Autres	12	9 955 000	9 400 000
	13	1 086 838 000	1 065 162 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 699 000	1 735 000
Enlèvement de la neige	15	86 000	128 000
Éclairage des rues	16	188 000	234 000
Circulation et stationnement	17	207 000	219 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	541 829 000	551 450 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	20 525 000	19 807 000
	22	564 534 000	573 573 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	52 993 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 475 000	23 886 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	59 632 000
Réseaux d'égout	26	8 577 000	9 228 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	9 000	
Élimination	28	33 790 000	36 103 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	65 000	12 000
Tri et conditionnement	30	13 836 000	9 730 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	5 000	6 169 000
Traitement	32	7 349 000	1 322 000
Matériaux secs	33	13 654 000	31 230 000
Autres	34	1 257 000	
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	9 097 000	9 279 000
Autres	39		
	40	229 452 000	239 584 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	45 591 000	12 936 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	16 761 000	17 476 000
	44	62 352 000	30 412 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 705 000	2 627 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 606 000	2 709 000
Autres biens	47	3 407 000	6 461 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	80 280 000	58 633 000
Tourisme	49	2 164 000	2 200 000
Autres	50		
Autres	51	1 751 000	
	52	92 913 000	72 630 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	1 329 000	496 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	531 000	414 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	76 000	128 000
Parcs et terrains de jeux	56	36 894 000	31 438 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	4 280 000	3 446 000
	60	43 110 000	35 922 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	11 918 000	11 709 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	46 781 000	41 508 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	19 293 000	18 680 000
	66	77 992 000	71 897 000
	67	121 102 000	107 819 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	127 874 000	130 639 000
Autres frais	70	660 000	2 064 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	1 000 000	10 000
	73	129 534 000	132 713 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1113193

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 529 327 000	3 504 898 000	3 433 199 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	191 981 000	206 162 000	191 102 000
Services rendus	5	262 314 000	254 509 000	256 933 000
Imposition de droits	6	246 449 000	367 494 000	317 010 000
Amendes et pénalités	7	105 916 000	94 430 000	103 096 000
Revenus de placements de portefeuille	8	63 645 000	74 380 000	72 379 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 522 000	15 963 000
Autres revenus	10	22 035 000	26 166 000	29 613 000
Effet net des opérations de restructuration	11		8 472 000	
	12	4 711 190 000	4 825 888 000	4 683 712 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	125 000 000	58 540 000	41 588 000
Imposition de droits	16			
Effet net des opérations de restructuration			5 047 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 100 000	9 112 000	7 378 000
Autres	18		7 878 000	7 532 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19			
	20	126 100 000	80 577 000	56 498 000
	21	4 837 290 000	4 906 465 000	4 740 210 000
Charges				
Administration générale	22	759 921 000	688 875 000	694 237 000
Sécurité publique	23	883 985 000	885 997 000	842 701 000
Transport	24	916 764 000	949 841 000	935 366 000
Hygiène du milieu	25	464 931 000	473 452 000	465 294 000
Santé et bien-être	26	71 599 000	67 250 000	68 950 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	212 692 000	237 875 000	163 101 000
Loisirs et culture	28	576 701 000	593 959 000	567 566 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	273 877 000	271 449 000	264 452 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	**4 160 470 000**	**4 168 698 000**	**4 001 667 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	33	**676 820 000**	**737 767 000**	**738 543 000**

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	676 820 000	737 767 000	738 543 000
Moins: revenus d'investissement	2	(126 100 000)	(80 577 000)	(56 498 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	550 720 000	657 190 000	682 045 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		6 029 000	5 725 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 029 000	5 725 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 185 000	22 923 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 537 000)	(373 260 000)	(345 954 000)
	18	(368 537 000)	(324 075 000)	(323 031 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(8 899 000)	(11 279 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000 000	159 091 000	117 957 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(287 043 000)	(285 283 000)	(233 093 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 140 000)	(13 020 000)	(9 990 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(182 183 000)	(148 111 000)	(136 405 000)
	26	(550 720 000)	(466 157 000)	(453 711 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		191 033 000	228 334 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	80 577 000	56 498 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(64 082 000)	(61 022 000)
Sécurité publique	3	(1 097 000)	(1 235 000)
Transport	4	(519 347 000)	(504 397 000)
Hygiène du milieu	5	(238 448 000)	(234 789 000)
Santé et bien-être	6	(192 000)	(65 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 073 000)	(62 829 000)
Loisirs et culture	8	(339 597 000)	(268 656 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 255 836 000)	(1 132 993 000)
Propriétés destinées à la revenue			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	785 693 000	667 068 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 899 000	11 279 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 155 000	10 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	63 577 000	255 026 000
	18	87 631 000	276 455 000
	19	(382 512 000)	(189 470 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(301 935 000)	(132 972 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	861 768 000	889 488 000	862 259 000
Charges sociales	2	292 914 000	261 576 000	281 111 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	681 503 000	698 087 000	629 077 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	236 082 000	230 705 000	222 722 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 737 000	17 142 000	17 763 000
D'autres tiers	10	21 748 000	20 858 000	22 933 000
Autres frais de financement	11	1 310 000	2 744 000	1 034 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 085 133 000	2 082 713 000	2 002 397 000
Transferts	13		13 680 000	
Autres	14	10 086 000		13 526 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	124 760 000	166 534 000	118 240 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	(169 571 000)	(214 829 000)	(169 395 000)
-	19			
-	20			
	21	4 160 470 000	4 168 698 000	4 001 667 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	283 530 000	312 582 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés	3	280 018 000	55 846 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)
Financement des investissements en cours	5	(452 725 000)	(150 790 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	118 155 000	100 407 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	53 785 000	59 858 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	22 922 000	30 245 000
- Gestion de l'eau	20	10 090 000	13 751 000
- Immobilisaitons	21	236 963 000	70 000
-	22		
-	23		
	24	269 975 000	44 066 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 570 000	3 768 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	108 000	1 477 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Unités de stationnement	30	6 106 000	6 218 000
- Autres	31	259 000	317 000
	32	10 043 000	11 780 000
	33	280 018 000	55 846 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(91 201 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(20 745 000)	(27 645 000)
Autres	37	(10 397 000)	(8 798 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	(122 343 000)	(132 763 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	(157 543 000)	(169 563 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 000 000)	(4 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 000 000)	(4 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(1 341 810 000)	(1 352 781 000)
- Charges de fonc. à financer	58	(84 621 000)	(42 277 000)
	59	(1 426 431 000)	(1 395 058 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	288 827 000	251 062 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	64	90 697 000	105 954 000
	65	379 524 000	357 016 000
	66	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	484 705 000	508 693 000
Investissements à financer	68	(937 430 000)	(659 483 000)
	69	(452 725 000)	(150 790 000)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 758 583 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7		
Autres	8	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 351 314 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	23 969 000	24 373 000
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 096 000
Autres			
- Autres	14	626 000	650 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	20 508 000	21 145 000
Activités d'investissement	21		
	22	66 744 000	68 312 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	13 748 000	13 573 000
	25	13 748 000	13 573 000
	26	80 492 000	81 885 000
	27	3 504 898 000	3 433 199 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39		
	40	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 600 000
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	264 417 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	12 804 000	12 230 000
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	288 000	300 000
Sécurité civile	56		
Autres	57	120 000	125 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 602 000	1 663 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	693 000
Autres	60	687 000	714 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	71 000	38 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	135 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	244 000	267 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	149 000	183 000
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	758 000	93 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 587 000	1 941 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 161 000	1 298 000
Promotion et développement économique	85	20 303 000	8 984 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 505 000	1 435 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 700 000	4 820 000
Autres	89	7 863 000	6 808 000
Réseau d'électricité	90		
	91	76 594 000	59 962 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	(1 614 000)	4 359 000
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 368 000	26 345 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	(138 000)	655 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	26 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 817 000	(10 513 000)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	11 169 000	6 861 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	417 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		362 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	19 346 000	9 385 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000
Autres	128	7 000	(8 000)
Réseau d'électricité	129		
	130	58 540 000	41 588 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 178 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	113 390 000	111 461 000
	139	129 568 000	131 140 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	264 702 000	232 690 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 000	8 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	8 000	8 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	235 000	277 000
Évaluation	184	4 000	4 000
Autres	185	32 971 000	31 183 000
	186	33 210 000	31 464 000
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	61 000	30 000
	191	61 000	30 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 996 000	61 091 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		17 000
Autres	199	6 845 000	5 516 000
	200	65 330 000	73 455 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 419 000	1 565 000
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	249 000	425 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	144 000	570 000
Matières recyclables	206	474 000	524 000
Autres	207	17 000	27 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	74 000	834 000
Autres	210	25 000	60 000
	211	2 402 000	4 005 000
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000
	215	19 052 000	22 714 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	41 884 000	33 926 000
Rénovation urbaine	217	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 516 000	3 129 000
Autres	219	59 361 000	55 162 000
	220	103 201 000	92 671 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	16 648 000	15 350 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	16 705 000
	224	31 245 000	32 586 000
Réseau d'électricité	225		
	226	254 501 000	256 925 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	254 509 000	256 933 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité **SERVICES RENDUS (suite)**		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**2018**
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228		54 115 000	63 460 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		4 000	
	232		367 494 000	317 010 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		94 430 000	103 096 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		74 380 000	72 379 000
INTÉRÊTS	235		14 522 000	15 963 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	4 646 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 112 000	7 378 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		33 577 000	32 499 000
	245		43 156 000	44 523 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	246		8 472 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	62 114 000	57 411 000
Greffe et application de la loi	2	33 206 000	32 104 000
Gestion financière et administrative	3	293 921 000	252 442 000
Évaluation	4	14 887 000	14 424 000
Gestion du personnel	5	68 781 000	63 834 000
Autres			
- Autres	6	215 966 000	274 022 000
-	7		
	8	688 875 000	694 237 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	537 445 000	536 827 000
Sécurité incendie	10	294 756 000	289 183 000
Sécurité civile	11	1 785 000	1 381 000
Autres	12	52 011 000	15 310 000
	13	885 997 000	842 701 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	139 299 000	157 647 000
Enlèvement de la neige	15	207 359 000	192 391 000
Éclairage des rues	16	33 934 000	34 939 000
Circulation et stationnement	17	54 469 000	55 243 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	454 702 000	484 855 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20	2 000	
Autres	21	60 076 000	10 291 000
	22	949 841 000	935 366 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	67 940 000	67 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 517 000	93 302 000
Traitement des eaux usées	25	88 701 000	83 317 000
Réseaux d'égout	26	43 351 000	42 349 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	51 704 000	48 302 000
Élimination	28	27 452 000	34 585 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	30 667 000	29 853 000
Tri et conditionnement	30	12 668 000	1 294 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	10 247 000	8 330 000
Traitement	32	6 407 000	6 255 000
Matériaux secs	33	16 746 000	14 201 000
Autres	34	3 744 000	3 823 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	7 919 000	10 061 000
Autres	39	5 190 000	18 793 000
	40	473 452 000	465 294 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	21 447 000	19 922 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000	21 467 000
Autres	43	28 275 000	27 561 000
	44	67 250 000	68 950 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	97 832 000	65 311 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 636 000	1 378 000
Autres biens	47	42 011 000	31 118 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	85 808 000	62 173 000
Tourisme	49	1 851 000	1 787 000
Autres	50	448 000	359 000
Autres	51	8 289 000	975 000
	52	237 875 000	163 101 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	70 688 000	66 748 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 930 000	34 282 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 528 000	38 660 000
Parcs et terrains de jeux	56	189 101 000	180 834 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	73 000	65 000
Autres	59	16 877 000	18 853 000
	60	348 197 000	339 442 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	19 983 000	19 247 000
Bibliothèques	62	95 868 000	94 196 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	64 774 000	58 957 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	65 137 000	55 724 000
	66	245 762 000	228 124 000
	67	593 959 000	567 566 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	271 679 000	265 395 000
Autres frais	70	(2 974 000)	(1 977 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	2 744 000	1 034 000
	73	271 449 000	264 452 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1211193

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14
Annexe : Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 467 000	229 467 000	240 878 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	166 363 000	166 363 000	165 726 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 862 000	419 862 000	410 358 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 670 000	28 670 000	24 840 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 669 000	41 669 000	41 025 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	1 338 000	2 529 000
Parcs et terrains de jeux	10	119 858 000	119 858 000	169 090 000
Autres infrastructures	11	75 478 000	356 574 000	285 116 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 340 000	303 184 000	247 941 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	243 792 000	243 792 000	172 474 000
Améliorations locatives	15	15 878 000	19 005 000	13 206 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		104 565 000	627 359 000
Autres	17	47 901 000	220 588 000	142 384 000
Ameublement et équipement de bureau	18	105 700 000	170 937 000	122 968 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 303 000	58 818 000	54 274 000
Terrains	20	123 234 000	150 584 000	79 826 000
Autres	21	2 822 000	4 016 000	8 201 000
	22	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	68 608 000	68 608 000	69 060 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	64 555 000	64 555 000	46 971 000
Autres infrastructures	27	610 206 000	891 302 000	822 387 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 859 000	160 859 000	171 818 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	101 808 000	101 808 000	118 755 000
Autres infrastructures	32	117 881 000	117 881 000	124 259 000
Autres immobilisations	33	631 970 000	1 275 489 000	1 468 633 000
	34	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

1354193

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	2 566 743 000	622 624 000	812 076 000	2 377 291 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 276 154 000	830 423 000	353 279 000	4 753 298 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 281 092 000	664 353 000	362 100 000	2 583 345 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 123 989 000	2 117 400 000	1 527 455 000	9 713 934 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	355 394 000	62 168 000	36 698 000	380 864 000
	18	3 218 228 000	428 254 000	379 461 000	3 267 021 000
	19	12 342 217 000	2 545 654 000	1 906 916 000	12 980 955 000
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21		(599 568 000)	(599 568 000)	
Dette à long terme	22	12 342 217 000	1 946 086 000	1 307 348 000	12 980 955 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	6 475 925 000	3 446 284 000	9 922 209 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	452 725 000	255 948 000	708 673 000
Activités de fonctionnement à financer	3	84 622 000	(10 388 000)	74 234 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
- Acq. prop. destinées revente	5	46 292 000	10 855 000	57 147 000
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	1 380 244 000	554 162 000	1 934 406 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	139 492 000	1 364 431 000	1 503 923 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12			
Autres				
- Montant à recouvrer redevances	13	391 127 000		391 127 000
-	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 148 701 000	1 784 106 000	6 932 807 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	177 972 000	1 343 856 000	1 521 828 000
Endettement net à long terme	17	5 326 673 000	3 127 962 000	8 454 635 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	12 640 000		12 640 000
Autres organismes	20	180 977 000		180 977 000
Endettement total net à long terme	21	5 520 290 000	3 127 962 000	8 648 252 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	2 585 042 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23			
	24	2 585 042 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 105 332 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	5 212 000	5 212 000	5 189 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	541 829 000	541 829 000	551 450 000
Autres	10	320 000	320 000	318 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 143 000	1 143 000	1 138 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	16 795 000	16 795 000	16 720 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 224 000	4 224 000	4 205 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	11 811 000	11 811 000	11 758 000
Réseau d'électricité	24			
	25	581 334 000	581 334 000	590 778 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	72 114 000	66 128 000
Charges sociales	2	30 906 000	28 340 000
Biens et services	3	1 719 754 000	1 627 033 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 822 774 000	1 721 501 000

1409193

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2 195,00	37,50	3 806 339,00	259 635 000	85 740 000	345 375 000
Professionnels	2	3 015,30	35,00	5 032 326,00	266 969 000	72 793 000	339 762 000
Cols blancs	3	6 426,70	35,00	11 432 926,00	365 875 000	105 206 000	471 081 000
Cols bleus	4	4 499,70	36,00	9 218 069,00	315 672 000	113 111 000	428 783 000
Policiers	5	4 325,30	35,00	8 706 739,00	452 262 000	101 881 000	554 143 000
Pompiers	6	2 352,00	42,00	5 167 253,00	235 384 000	59 571 000	294 955 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 814,00		43 363 652,00	1 895 797 000	538 302 000	2 434 099 000
Élus	9	103,00			11 198 000	4 781 000	15 979 000
	10	22 917,00			1 906 995 000	543 083 000	2 450 078 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	2 508 000				2 508 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	394 000	86 000	(309 000)		171 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 000	23 835 000	9 710 000		33 606 000
Traitement des eaux usées	14	10 718 000	2 744 000	2 744 000		16 206 000
Réseaux d'égout	15	4 000	16 870 000	10 987 000		27 861 000
Autres	16	301 995 000	76 751 000	5 905 000	42 988 000	427 639 000
	17	315 680 000	120 286 000	29 037 000	42 988 000	507 991 000

10

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	501 000	551 000
Évaluation	2	60 000	58 000
Autres	3	27 228 000	25 922 000
	4	27 789 000	26 531 000
Sécurité publique			
Police	5	4 893 000	5 090 000
Sécurité incendie	6	10 072 000	10 608 000
Sécurité civile	7	59 000	
Autres	8	774 000	835 000
	9	15 798 000	16 533 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	100 907 000	101 254 000
Enlèvement de la neige	11	9 967 000	9 616 000
Autres	12	12 157 000	11 489 000
Transport collectif	13	33 721 000	35 829 000
Autres	14	2 139 000	
	15	158 891 000	158 188 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 854 000	10 969 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 438 000	26 725 000
Traitement des eaux usées	18	25 302 000	25 671 000
Réseaux d'égout	19	26 858 000	26 177 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 997 000	1 963 000
Matières recyclables	21	439 000	477 000
Autres	22	117 000	529 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	751 000	
Autres	25		128 000
	26	95 756 000	92 639 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	601 000	661 000
Sécurité du revenu	28	6 554 000	6 555 000
Autres	29		
	30	7 155 000	7 216 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 763 000	5 025 000
Rénovation urbaine	32	874 000	1 036 000
Promotion et développement économique	33	1 180 000	1 044 000
Autres	34	13 855 000	13 421 000
	35	20 672 000	20 526 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 192 000	59 890 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 426 000	1 792 000
Autres	38	8 304 000	13 850 000
	39	74 922 000	75 532 000
Réseau d'électricité	40		
	41	400 983 000	397 165 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneault, Christian	86 550	17 352
Barbe, Manon	111 018	17 352
Battista, Mario	47 318	17 352
Beaudry, Robert	122 272	17 352
Beis, Dimitrios	91 929	17 352
Belinga, Renée-Chantal	47 708	17 294
Biron, Michèle D	48 741	17 352
Bissonnet, Michel	81 547	17 352
Black, Christine	93 744	17 352
Blanchet, Nancy	59 186	17 352
Blanco, Josefina	70 176	17 352
Boivin Roy, Karine	103 616	17 352
Boukala, Younes	59 505	17 352
Bourgeois, Caroline	100 508	16 761
Caldwell, Éric Alan	123 671	17 352
Christensen, Lisa	51 227	17 352
Clément-Talbot, Catherine	65 375	17 352
Cohen, Jacques	53 054	17 352
Corbeil, Jean-Marc	34 637	17 294
Corvil, Josué	59 668	16 761
Croteau, François William	153 871	17 352
Décarie, Suzanne	71 620	17 352
Declos, Serge	48 503	17 352
Deros, Mary	74 262	17 352
Deschamps, Richard	83 907	17 352
DeSousa, Alan	108 978	17 352
Déziel, Gilles	44 573	17 352
Dorais, Benoit	163 163	17 352
Downey, Sterling	96 391	17 352
Ferrandez, Luc	56 846	7 246
Filato, Rosannie	119 075	17 352
Flannery, Michèle	59 695	17 352
Fumagalli, Giuliana	88 615	17 352
Gagnon, Luc	56 003	17 352
Giannou, Effie	60 595	17 352
Gignac, Yves	41 845	17 352
Giguère, Marianne	92 336	17 352
Gosselin, Christine	91 811	17 352
Goulet, Nathalie	125 304	17 352
Guay, Richard	70 628	17 352
Hénault, Andrée	70 738	17 352
Langevin, Benoit	73 186	17 352
Larocque, Christian	48 835	17 352
Lattanzio, Patricia	63 498	15 607
Lavigne Lalonde, Laurence	114 778	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	34 637	17 294
Leroux, Louise	34 637	17 294
Lessard-Blais, Pierre	107 462	17 352
L'heureux, Pierre	54 280	17 352
Limoges, François	128 535	17 352
Magini, Fanny	48 499	17 352
Marceau, Suzanne	34 637	17 294
Marinacci, Normand	113 700	17 352
Marsolais, Kristine	34 637	17 294
Mauger, Marie-Andrée	90 091	17 352
Mauzerolle, Sophie	101 092	17 352
McQueen, Peter	103 734	17 352
Miele, Francesco	100 197	17 352
Miranda, Luis	76 986	17 352
Miron, Suzie	108 354	17 352
Montgomery, Sue	100 126	17 352
Normand, Jerôme	94 791	17 352
Norris, Alex	109 657	17 352
Ouellet, Sylvain	163 763	17 352
Palestini, Laura-Ann	48 503	17 352
Parent, Marie-Josée	86 034	17 352
Parenteau, Jean-François	132 842	17 352
Parizeau, Hadrien	86 542	17 352
Patreau, Valérie	57 156	17 352
Pauzé, Jocelyn	93 079	17 352
Perez, Lionel	107 027	17 352
Perri, Dominic	76 986	17 352
Pierre-Antoine, Nathalie	44 573	17 352
Plante, Valérie	179 759	17 352
Plourde, Marie	98 105	17 352
Poirier, Jean-Marc	47 708	17 294
Pollak, Mindy	52 689	17 352
Popeanu, Magda	147 813	17 352
Provost, Julie-Pascale	48 879	17 352
Rabouin, Luc	14 663	2 985
Rapana, Giovanni	72 915	17 352
Rossi, Chantal	79 527	17 352
Rotrand, Marvin	60 729	17 352
Rouleau, Micheline	83 186	17 352
Ryan, Richard	106 129	17 352
Salem, Aref	80 904	17 352
Samoszewski, Robert	48 499	17 352
Sarault, Yves	52 129	17 352
Sari, Abdelhaq	71 401	17 352
Sauvé, Craig	113 220	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Shand, Lynne	34 637	17 294
Sigouin, Anne-Marie	103 138	17 352
Thiébaut, Sophie-Gabrielle	55 350	17 352
Thuillier, Émilie	133 938	17 352
Tomlinson, Philipe	88 738	17 352
Tremblay, Lili-Anne	54 185	17 352
Tremblay, Véronique	50 286	17 352
Troilo, Josée	48 503	17 352
Vaillancourt, Alain	67 786	17 352
Vilain, Maeva	67 725	17 352
Vodanovic, Maja	127 235	17 352
Watt, Stéphanie	72 895	17 352
Wong, Cathy	126 342	17 352
Zarac, Lise	66 813	17 352

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9		X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	182 000 000 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	20 509 000 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 / 23	X	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 / 25		X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 / 27		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 / 30		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 / 33		X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		$
b) autres formes d'aide	35		$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37	0,00	
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 CG10 0209

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2010-05-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

ANNEXE

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS VENTILÉS PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	18
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	18
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	19
Questionnaire	20
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	22
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	23

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	102 173 000	106 376 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	53 520 000	65 435 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 777 000	15 272 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	(202 000)	426 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 404 000	919 000
Aires de stationnement	9		4 000
Parcs et terrains de jeux	10	28 376 000	77 584 000
Autres infrastructures	11	116 000	145 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 673 000	69 696 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919 000	47 216 000
Améliorations locatives	15	10 316 000	8 599 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 419 000	16 503 000
Ameublement et équipement de bureau	18	55 700 000	43 964 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 343 000	4 470 000
Terrains	20	89 780 000	23 495 000
Autres	21	(475 000)	4 702 000
	22	566 938 000	588 508 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	31 289 000	19 590 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	23 566 000	12 014 000
Autres infrastructures	27	31 533 000	39 500 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	70 884 000	86 786 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	29 954 000	53 421 000
Autres infrastructures	32	64 150 000	68 538 000
Autres immobilisations	33	248 675 000	218 645 000
	34	566 938 000	588 508 000

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		2 042 217 000
66112	Baie-D'Urfé		12 006 000
66107	Beaconsfield		20 771 000
66058	Côte-Saint-Luc		28 254 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		41 791 000
66087	Dorval		70 927 000
66062	Hampstead		9 843 000
66092	L'Île-Dorval		80 000
66102	Kirkland		28 745 000
66072	Mont-Royal		51 633 000
66007	Montréal-Est		17 310 000
66047	Montréal-Ouest		5 822 000
66097	Pointe-Claire		63 384 000
66127	Senneville		3 375 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		7 098 000
66032	Westmount		56 082 000
		1	2 459 338 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		12 480 000
66112	Baie-D'Urfé		250 000
66107	Beaconsfield		517 000
66058	Côte-Saint-Luc		382 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		842 000
66087	Dorval		1 584 000
66062	Hampstead		216 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		653 000
66072	Mont-Royal		1 095 000
66007	Montréal-Est		366 000
66047	Montréal-Ouest		95 000
66097	Pointe-Claire		1 380 000
66127	Senneville		77 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		199 000
66032	Westmount		1 158 000
		2	21 295 000
		3	2 480 633 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	2 / 3	[ ]	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	4	_____ $	
b) autres formes d'aide	5	_____ $	
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	6 / 7	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	8	_____ $	
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9 / 10	[ ]	[X]
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?	11 / 12	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	13	_____ $	

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 294 000	134 502 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	112 843 000	100 291 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	395 085 000	395 086 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 872 000	24 414 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 265 000	40 106 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	2 525 000
Parcs et terrains de jeux	10	91 482 000	91 506 000
Autres infrastructures	11	75 362 000	54 834 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 667 000	28 065 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	214 873 000	125 258 000
Améliorations locatives	15	5 562 000	3 016 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 482 000	23 234 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000 000	39 724 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 960 000	14 439 000
Terrains	20	33 454 000	52 494 000
Autres	21	3 297 000	3 499 000
	22	1 255 836 000	1 132 993 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	37 319 000	49 469 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	40 989 000	34 956 000
Autres infrastructures	27	578 673 000	552 751 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	89 975 000	85 033 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	71 854 000	65 335 000
Autres infrastructures	32	53 731 000	55 720 000
Autres immobilisations	33	383 295 000	289 729 000
	34	1 255 836 000	1 132 993 000

152193

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	14 887 000	14 424 000
Autres	3	263 943 000	288 999 000
Sécurité publique			
Police	4	534 888 000	531 811 000
Sécurité incendie	5	294 866 000	289 362 000
Sécurité civile	6	1 258 000	1 270 000
Autres	7	44 432 000	7 410 000
Transport			
Réseau routier	8	6 784 000	20 947 000
Transport collectif	9	454 644 000	460 609 000
Autres	10	29 434 000	10 553 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	194 788 000	186 375 000
Matières résiduelles	12	58 705 000	47 166 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	4 679 000	4 988 000
Autres	15	2 698 000	
Santé et bien-être			
Logement social	16	19 421 000	18 409 000
Autres	17	3 000 000	2 682 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 322 000	2 165 000
Rénovation urbaine	19	4 902 000	4 196 000
Promotion et développement économique	20	45 889 000	31 611 000
Autres	21	3 397 000	975 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	30 527 000	30 050 000
Activités culturelles	23	67 249 000	48 395 000
Réseau d'électricité	24		
	25	2 082 713 000	2 002 397 000

15193

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	3
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	4
Notes complémentaires	5

Vérificateur général de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville, ayant été déposé au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

S50

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019						2018
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	159 432 000	167 972 000	150 571 000	135 841 000	309 854 000	303 666 000	292 214 000
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 634 000	1 843 000	55 390 000	58 527 000	57 024 000	60 366 000	63 023 000
Hygiène du milieu	4	7 430 000	7 680 000	18 913 000	18 322 000	26 342 000	26 001 000	27 984 000
Santé et bien-être	5	2 572 000	2 253 000	985 000	1 055 000	3 557 000	3 308 000	3 121 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	4 978 000	5 458 000	8 170 000	8 222 000	13 148 000	13 680 000	12 720 000
Loisirs et culture	7	7 391 000	7 143 000	21 689 000	22 187 000	29 080 000	29 327 000	29 570 000
Frais de financement	8							
	9	183 437 000	192 349 000	255 718 000	244 154 000	439 005 000	436 348 000	428 632 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Voir les notes 1 et 2 à la page S61-2.

2. Principales méthodes comptables

Voir la note 3 à la page S61-2.

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES – NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2019

1. DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7177
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal,
au trésorier

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Le 21 avril 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 504 898 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (199 000)	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	7 658 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	13 748 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	12 439 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 242 211 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	2 633 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 241 525 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	239 531 928 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	240 719 820 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	240 125 874 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 0 | , | 9 | 3 | 3 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11
Annexe : Compétences d'agglomération	12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 891 233 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	408 741 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	103 616 000
Activités de fonctionnement	6	155 387 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	632 000
	9	3 559 609 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	19 671 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	8 824 000
Autres		
- Enseignes publicitaires	14	640 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 631 000
Pouvoir général de taxation	19	20 557 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	55 323 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	14 934 000
	25	14 934 000
	26	70 257 000
	27	3 629 866 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	37 586 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	37 586 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	76 512 000
Cégeps et universités	7	61 924 000
Écoles primaires et secondaires	8	47 675 000
	9	186 111 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 769 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 769 000
	14	225 466 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	37 351 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 092 000
Taxes d'affaires	17	
	18	39 443 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	13 230 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	13 230 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 212 000
	24	2 212 000
	25	280 351 000

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 (3 230 000)	28 2 894 463 000	29 2 891 233 000
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57 408 741 000	58 408 741 000

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal

Taux de taxation de 2020 (en $/100$)[1]

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis[2]	Taxes PTI d'arrondis-sement
Anjou	0,6340	0,6380	2,6202	3,1407	1,2680	0,6340	0,0831
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0844	0,3210		0,0963		
Lachine	0,5895	0,5559	2,5463	3,0668	1,1790	0,5895	0,0526
Taxe spéciale de l'eau	0,0927	0,0746	0,2925		0,0927		
LaSalle	0,5837	0,5101	2,5387	3,0592	1,1674	0,5837	0,0466
Taxe spéciale de l'eau	0,0897	0,0731	0,2820		0,0897		
L'Île-Bizard	0,6040	0,6080	2,5195	3,0400	1,2080	0,6040	0,0772
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0736	0,2905		0,0973		
Montréal	0,6372	0,6412	2,6427	3,1633	1,2744	0,6372	
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3472		0,1043		
Ahuntsic-Cartierville							0,0483
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce							0,0311
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve							0,0511
Plateau Mont-Royal							0,0314
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles							0,0724
Rosemont–Petite-Patrie							0,0409
Le Sud-Ouest							0,0408
Ville-Marie							0,0064
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension							0,0445
Montréal-Nord	0,6277	0,6316	2,5991	3,1196	1,2554	0,6277	0,0671
Taxe spéciale de l'eau	0,0888	0,0686	0,1457		0,0888		
Outremont	0,6043	0,5675	2,5706	3,0911	1,2086	0,6043	0,0307
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3495		0,1043		
Pierrefonds	0,5891	0,5520	2,5273	3,0478	1,1782	0,5891	0,0646
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0752	0,3109		0,0957		
Roxboro	0,6071	0,6110	2,5301	3,0506	1,2142	0,6071	0,0604
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0687	0,3017		0,0951		
Sainte-Geneviève	0,5891	0,5683	2,5593	3,0798	1,1782	0,5891	0,0768
Taxe spéciale de l'eau	0,0922	0,0809	0,2622		0,0922		
Saint-Laurent	0,6129	0,6168	2,5506	3,0711	1,2258	0,6129	0,0522
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0800	0,2949		0,0981		
Saint-Léonard	0,6132	0,6171	2,5521	3,0726	1,2264	0,6132	0,0605
Taxe spéciale de l'eau	0,0925	0,0790	0,2935		0,0925		
Verdun	0,5915	0,5644	2,5419	3,0624	1,1830	0,5915	0,0385
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0796	0,3192		0,0951		

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0035	0,0228

T.G.T. pondéré[3]	Ens. Supérieur, Santé,S.Sociaux	Ens. P et Sec
1,1073	84,5%	71

Taxe relative à l'ARTM	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis
Ville de Montréal	0,0024	0,0024	0,0102	0,0123	0,0048

Verdun	Secteur IDS	Secteur TFE
Taxe pour travaux municipaux	0,0083	0,0037

Montréal-Nord	
Eau (non-résidentiel)	0,17921

Divers	OBNL	STM	Terrains
Ville de Montréal	0,5000	1,0175	0,5800

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 30 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 30 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 30 $ par logement ou 30 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Ile-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 60 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	100 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 30 $ par logement.	Pierrefonds : 60 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif fixe de 25 $ par logement.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,58 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3. Un crédit de 227 m^3 par logement ou par chambre est alloué pour les immeubles mixtes.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 30 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 30 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	s. o.
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,18353 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	s. o.	s. o.
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 629 866 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (235 000)		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	9 690 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	14 934 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	8 651 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	1 287 919 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	2 328 052 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 259 476 245 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0 , 8 9 7 2 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 788 443 000		11 843 000	21 652 000	275 280 000	139 000
De secteur	2	47 607 000		376 000	1 943 000	36 424 000	20 000
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 858 000				113 000	
Autres	5	33 229 000				5 084 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	14 934 000					
	8	1 886 071 000		12 219 000	23 595 000	316 901 000	159 000

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 164 452 000	16 000	38 149 000	3 299 974 000
De secteur	10	167 155 000	2 000	5 476 000	259 003 000
Autres	11			632 000	632 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 660 000			5 631 000
Autres	13	11 379 000			49 692 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				14 934 000
	16	1 346 646 000	18 000	44 257 000	3 629 866 000

10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	82 000 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-11				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

PORTRAIT GLOBAL

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 729 429 000 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	531 193 000 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	421 159 000 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	86 245 000 $

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

		OUI		NON
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	X	33	
11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	2019-12-13		

ANNEXE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	14
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	36 270 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 340 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	49 610 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	49 610 000
	27	49 610 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13	X	14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	X	19		20	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	X	22			

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	23	X	24	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	25	X	26	
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	27	X	28	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-28.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Montréal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 12:55:35

Date de transmission au Ministère :

S68

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.003

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1200029005

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

Je recommande :

- de prendre connaissance du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019 et de les déposer à l'assemblée du conseil d'agglomération.

Signé par Serge LAMONTAGNE **Le** 2020-05-06 11:57

Signataire : Serge LAMONTAGNE

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1200029005**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal produit sur les formules prescrites par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois ». Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires.
Toutes les données financières contenues dans ces formulaires prescrits du MAMH ont été vérifiées. Les données présentées aux formulaires prescrits du MAMH sont les mêmes que celles qui ont été présentées au rapport financier consolidé vérifié. Seulement la présentation de quelques tableaux diffère du rapport financier consolidé vérifié.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1200029002- CG20 0219 - Dépôt à l'assemblée du conseil d'agglomération du 23 avril 2020 du rapport financier consolidé vérifié de la Ville de Montréal et du document Reddition de comptes financière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 / Ratifier l'affectation au montant de 7 313 000 $, comptabilisée dans les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2019, à l'égard du montant à pourvoir lié aux avantages sociaux futurs.

DESCRIPTION

Prendre connaissance des formulaires prescrits du MAMH vérifiés de la Ville de Montréal pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2019.

JUSTIFICATION

Étant donné le contexte de la pandémie COVID-19 survenue au cours du mois de mars 2020, causant différents délais au niveau des travaux de préparation et d'audit des formulaires prescrits du MAMH, la Ville de Montréal n'a pas été en mesure de déposer en même temps que son rapport financier consolidé vérifié, ces formulaires..

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Aucun

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2020-05-05
Raoul CYR	Raoul CYR

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2020-05-05

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2020-05-06

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Courchesne, Yves, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Montréal (Nom de l'organisme) pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.

Signature Yves Courchesne, CPA, CGA Date 2020-04-21

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

Annexe : Renseignements financiers non consolidés ventilés par compétences 23

Vérificateur général
de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Montréal (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que les notes complémentaires et les renseignements supplémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales
Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le MAMH et présentées aux pages 11, 12, 13, 18-1, 18-2 et 18-3, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Cependant, nous attirons également l'attention sur le fait que la présentation d'éléments de certaines rubriques de l'excédent accumulé diffère de ce qui est prescrit par le MAMH. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement aux états financiers consolidés de la Ville, ayant été déposés au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Informations autres que les états financiers et le rapport de l'auditeur sur ces états
La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le Rapport financier annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le Rapport financier annuel avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations contenues, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celle-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes et renseignements complémentaires, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	3 554 693 000	3 529 631 000	3 460 181 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3	426 130 000	425 936 000	418 105 000
Transferts	4	1 301 698 000	1 233 622 000	1 506 828 000
Services rendus	5	1 807 738 000	1 812 902 000	1 725 422 000
Imposition de droits	6	248 418 000	369 332 000	318 973 000
Amendes et pénalités	7	208 413 000	179 463 000	189 033 000
Revenus de placements de portefeuille	8	116 842 000	152 612 000	128 401 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 521 000	15 963 000
Autres revenus	10	110 296 000	97 592 000	121 294 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	8 063 751 000	8 090 466 000	8 148 617 000
Charges				
Administration générale	14	772 875 000	706 143 000	678 195 000
Sécurité publique	15	1 071 467 000	1 123 864 000	1 105 533 000
Transport	16	2 912 408 000	2 885 702 000	2 642 669 000
Hygiène du milieu	17	668 089 000	665 280 000	688 239 000
Santé et bien-être	18	176 496 000	182 698 000	149 178 000
Aménagement, urbanisme et développement	19	303 306 000	323 907 000	244 862 000
Loisirs et culture	20	768 794 000	807 605 000	782 920 000
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	536 514 000	510 653 000	500 709 000
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	7 209 949 000	7 205 852 000	6 792 305 000
Excédent (déficit) de l'exercice	25	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		9 791 705 000	8 435 393 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		9 791 705 000	8 435 393 000
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 676 319 000	9 791 705 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	902 734 000	563 290 000
Débiteurs (note 5)	2	5 057 134 000	4 773 083 000
Prêts (note 6)	3	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 739 808 000	2 880 376 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 970 000	1 592 000
	8	8 759 246 000	8 255 928 000
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	578 396 000	456 280 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 313 560 000	2 024 366 000
Revenus reportés (note 12)	12	577 139 000	318 613 000
Dette à long terme (note 13)	13	12 980 955 000	12 342 217 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	308 651 000	316 864 000
	15	16 758 701 000	15 458 340 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	157 844 000	133 716 000
Stocks de fournitures	19	98 134 000	92 911 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	131 551 000	161 278 000
	21	18 675 774 000	16 994 117 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	10 676 319 000	9 791 705 000

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Budget	Réalisations	
		2019	2019	2018
Excédent (déficit) de l'exercice	1	853 802 000	884 614 000	1 356 312 000
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(3 015 347 000)	(2 747 389 000)	(2 911 897 000)
Produit de cession	3	6 701 000	21 652 000	29 925 000
Amortissement	4	1 070 928 000	1 054 966 000	1 016 695 000
(Gain) perte sur cession	5	(6 701 000)	(11 262 000)	(16 449 000)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 944 419 000)	(1 682 033 000)	(1 881 726 000)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		(24 128 000)	(3 133 000)
Variation des stocks de fournitures	9		(5 223 000)	(7 329 000)
Variation des autres actifs non financiers	10		29 727 000	107 309 000
	11		376 000	96 847 000
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 090 617 000)	(797 043 000)	(428 567 000)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 202 412 000)	(6 773 845 000)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	884 614 000	1 356 312 000
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres			
- Gain sur cession d'immo.	3	(11 262 000)	(16 449 000)
-	4		
	5	1 928 318 000	2 356 558 000
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(284 051 000)	(567 308 000)
Autres actifs financiers	7	(20 013 000)	(4 757 000)
Créditeurs et charges à payer	8	234 999 000	94 208 000
Revenus reportés	9	258 526 000	155 782 000
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(8 213 000)	(142 052 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(24 506 000)	766 000
Stocks de fournitures	12	(5 223 000)	(7 329 000)
Autres actifs non financiers	13	29 727 000	107 309 000
	14	2 109 564 000	1 993 177 000
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(2 693 194 000)	(2 815 718 000)
Produit de cession	16	21 652 000	29 925 000
	17	(2 671 542 000)	(2 785 793 000)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(691 647 000)	(562 448 000)
Cession	21	832 215 000	756 191 000
	22	140 568 000	193 743 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 946 086 000	2 110 169 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 307 348 000)	(1 045 617 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	122 116 000	(182 019 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	760 854 000	882 533 000
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	339 444 000	283 660 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	563 290 000	279 630 000
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	563 290 000	279 630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	902 734 000	563 290 000

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

Voir la note 1 à la page S11-11.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public ("NCCSP"). Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales présentées aux notes 25 et 28.

Dans les informations sectorielles et les notes et tableaux complémentaires, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

A) Périmètre comptable et partenariats

.

a) Périmètre comptable

Voir la note 2.A à la page S11-11.

b) Partenariats

S/O.

B) Comptabilité d'exercice

S/O.

C) Actifs

.

a) Actifs financiers

Voir la note 2.C à la page S11-12.

b) Actifs non financiers

Voir la note 2.E à la page S11-15.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Voir la note 2.D aux pages S11-13 et S11-14.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

E) Revenus

Voir la note 2.F à la page S11-16.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Voir la note 2.D.e à la page S11-14.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

H) Instruments financiers

Voir la note 2.G.c à la page S11-18.

I) Autres éléments

Voir la note 2.B à la page S11-12 et la note 2.G aux pages S11-17 à S11-19.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	846 398 000	558 190 000
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	56 336 000	5 100 000
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	902 734 000	563 290 000
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	103 027 000	198 144 000

Note

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôt. Ils portent intérêt à des taux variant de 1,89 % à 2,40 % (2,10 % en 2018). Dans l'état consolidé des flux de trésorerie, à la page S10, le coût des immobilisations impayées au 31 décembre 2019 est établi à 660,3 M$ (606,1 M$ en 2018). La variation de ce coût entre 2019 et 2018 est retranchée des créditeurs et charges à payer ainsi que des acquisitions puisqu'elle n'a pas d'incidence sur les flux de trésorerie.

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	100 505 000	119 208 000
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 199 872 000	3 970 088 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	273 690 000	256 620 000
Organismes municipaux	15	56 063 000	57 694 000
Autres			
- Services rendus et autres	16	427 004 000	369 473 000
-	17		
	18	5 057 134 000	4 773 083 000
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	2 886 157 000	2 862 834 000
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	2 886 157 000	2 862 834 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	134 889 000	128 500 000

Note

Voir la note 5 aux pages S11-20 et S11-21.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts

Prêts à un office d'habitation	24	5 691 000	5 376 000
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Aux PME Montréal	26	45 493 000	29 080 000
- Soldes prix de vente et autres	27	6 416 000	3 131 000
	28	57 600 000	37 587 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

Voir la note 6 à la page S11-22.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	2 377 291 000	2 566 743 000
Autres placements	31	362 517 000	313 633 000
	32	2 739 808 000	2 880 376 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	2 377 291 000	2 566 743 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Voir la note 7 aux pages S11-22 et S11-23.

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(31 445 000)	(28 003 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(277 206 000)	(288 861 000)
	37	(308 651 000)	(316 864 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	331 418 000	236 878 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	(1 966 000)	22 067 000
Régimes à cotisations déterminées	40	1 460 000	1 277 000
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	2 902 000	2 777 000
	43	333 814 000	262 999 000

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Voir la note 8 aux pages S11-24 à S11-27.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	1 970 000	1 592 000
Autres	45		
	46	1 970 000	1 592 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018

10. Emprunts temporaires

Voir la note 10 à la page S11-28.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	835 248 000	708 693 000
Salaires et avantages sociaux	48	586 547 000	567 554 000
Dépôts et retenues de garantie	49	256 812 000	230 631 000
Provision pour contestations d'évaluation	50	40 708 000	39 153 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51	83 141 000	83 907 000
Assainissement des sites contaminés	52	77 227 000	99 367 000
Autres			
- Int. courus sur la dette à LT	53	92 506 000	88 398 000
- Autres provisions	54	108 473 000	89 747 000
- Gouv. du Qc et entreprises	55	51 015 000	54 469 000
- ARTM	56	96 987 000	10 744 000
- Autres	57	84 896 000	51 703 000
	58	2 313 560 000	2 024 366 000

Note

Voir la note 11 à la page S11-29.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	16 170 000	16 185 000
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		5 256 000
Fonds parcs et terrains de jeux	62	55 421 000	34 795 000
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Prime à l'émission de titres	68	74 856 000	62 651 000
- Autres transferts	69	384 806 000	155 716 000
- Fonds de dév. logement social	70	22 205 000	18 198 000
- Autres	71	23 681 000	25 812 000
	72	577 139 000	318 613 000

Note

Voir la note 12 à la page S11-30.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2019	2018
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	11,00	2020	2045	73	12 779 514 000	12 224 323 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77		
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres	1,75	7,25	2020	2029	80	201 441 000	117 894 000
					81	12 980 955 000	12 342 217 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	12 980 955 000	12 342 217 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2019	
2020	84	200 000 000	92	417 701 000	100	109	11 214 000	117	628 915 000	
2021	85	600 000 000	93	421 329 000	101	110	10 145 000	118	1 031 474 000	
2022	86	59 000 000	94	706 174 000	102	111	49 648 000	119	814 822 000	
2023	87	810 000 000	95	636 187 000	103	112	7 354 000	120	1 453 541 000	
2024	88	954 500 000	96	239 621 000	104	113	7 071 000	121	1 201 192 000	
2025 et +	89	6 779 972 000	97	955 030 000	105	114	116 009 000	122	7 851 011 000	
	90	9 403 472 000	98	3 376 042 000	106	115	201 441 000	123	12 980 955 000	
Intérêts et frais accessoires					107	( )		124	( )	
	91	9 403 472 000	99	3 376 042 000	108	116	201 441 000	125	12 980 955 000	

Note
Voir la note 13 aux pages S11-30 à S11-32.

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2019	2018
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	( )	( )
	129	(7 999 455 000)	(7 202 412 000)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	2 473 247 000	158	257 947 000	185	36 919 000	212	2 694 275 000
Eaux usées	131	3 398 852 000	159	204 770 000	186	452 818 000	213	3 150 804 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	4 181 838 000	160	448 532 000	187	242 054 000	214	4 388 316 000
Autres	133	6 109 943 000	161	559 701 000	188	79 049 000	215	6 590 595 000
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 120 244 000	163	546 976 000	190	14 727 000	217	4 652 493 000
Améliorations locatives	136	131 831 000	164	19 005 000	191	352 000	218	150 484 000
Véhicules	137	3 686 172 000	165	325 153 000	192	89 053 000	219	3 922 272 000
Ameublement et équipement de bureau	138	652 540 000	166	170 937 000	193	66 654 000	220	756 823 000
Machinerie, outillage et équipement divers	139	473 580 000	167	58 818 000	194	40 797 000	221	491 601 000
Terrains	140	1 396 431 000	168	151 534 000	195	2 895 000	222	1 545 070 000
Autres	141	13 089 000	169	4 016 000	196		223	17 105 000
	142	26 637 767 000	170	2 747 389 000	197	1 025 318 000	224	28 359 838 000
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	26 637 767 000	172	2 747 389 000	199	1 025 318 000	226	28 359 838 000
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	704 732 000	173	82 960 000	200	36 897 000	227	750 795 000
Eaux usées	146	1 951 749 000	174	108 159 000	201	452 819 000	228	1 607 089 000
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 642 884 000	175	199 962 000	202	242 053 000	229	1 600 793 000
Autres	148	2 142 267 000	176	229 736 000	203	79 050 000	230	2 292 953 000
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 733 675 000	178	125 028 000	205	14 515 000	232	1 844 188 000
Améliorations locatives	151	73 916 000	179	11 831 000	206	274 000	233	85 473 000
Véhicules	152	1 274 250 000	180	157 179 000	207	82 409 000	234	1 349 020 000
Ameublement et équipement de bureau	153	294 429 000	181	98 174 000	208	66 132 000	235	326 471 000
Machinerie, outillage et équipement divers	154	213 447 000	182	41 866 000	209	40 779 000	236	214 534 000
Autres	155	206 000	183	71 000	210		237	277 000
	156	10 031 555 000	184	1 054 966 000	211	1 014 928 000	238	10 071 593 000
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	16 606 212 000					239	18 288 245 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

Voir la note 15 à la page S11-33. Le poste autres infrastructures comprend les

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

infrastructures suivantes: Réseau du métro de 3 274 M$, Conduits souterrains 1 219 M$, réseau d'éclairage 289 M$, parcs 1 499 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 15 M$, décharges de neige 123 M$, centre de tri de matières recyclables 56 M$ et infrastructures régionales de la STM 87 M$ (en 2018, réseau du métro 3 020 M$, Conduits souterrains 1 153 M$, réseau d'éclairage 260 M$, parcs 1 393 M$, décharges de déchets 29 M$, terrains de stationnement 14 M$, décharges de neige 145 M$, centre de tri de matières recyclables 16 M$ et infrastructures régionales de la STM 80 M$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252	159 814 000	135 308 000
	253	159 814 000	135 308 000
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	1 970 000	1 592 000
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	157 844 000	133 716 000

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Dépôt achat métros et bus	256	54 523 000	92 400 000
- Dépôt achat d'autres actifs	257	5 169 000	
- Frais d'émission et d'escompte	258	60 182 000	60 011 000
Autres			
- Autres	259	11 677 000	8 867 000
-	260		
	261	131 551 000	161 278 000

Note

Voir la note 17 à la page S11-34.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

18. Obligations contractuelles

Voir la note 18 à la page S11-34.

19. Droits contractuels

Voir la note 19 à la page S11-35.

20. Passifs éventuels

Voir la note 20 aux pages S11-35 et S11-36.

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2019	Solde des cautionnements 2018
262			

Voir la note 20d à la page S11-36.

b) Auto-assurance

Voir la note 20a à la page S11-35.

c) Poursuites

Voir la note 20a à la page S11-35.

d) Autres

Voir les notes 20b et 20c aux pages S11-35 et S11-36.

21. Actifs éventuels

Voir la note 21 à la page S11-36.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

23. Données budgétaires

Voir la note 23 à la page S11-37.

24. Instruments financiers

Voir la note 24 aux pages S11-37 et S11-38.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25 Excédent accumulé
Voir la note 25 aux pages S11-39 et S11-40.

26 Revenus de transferts
Voir la note 26 à la page S11-41.

27 Revenus d'intérêts
Voir la note 27 à la page S11-41.

28 Remboursement de la dette
Voir la note 28 à la page S11-41.

29 Information relative aux apparentés
Voir la note 29 à la page S11-42.

30 Transfert d'actifs, de passifs, d'obligations et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation
Voir la note 30 à la page S11-42.

31 Événements postérieurs à la date des états financiers
Voir la note 31 à la page S11-43.

32 Chiffres de l'exercice précédent
Voir la note 32 à la page S11-43.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (la Charte de la Ville de Montréal) (RLRQ, chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des-Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 88 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et ses modifications, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité du conseil d'agglomération de la Ville, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels relatifs à l'exercice des compétences d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la Charte de la Ville de Montréal. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

---

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de l'administration municipale et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal (la STM), la Société d'habitation et de développement de Montréal (la SHDM), le Technoparc Montréal, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, Anjou 80, la Société en commandite Stationnement de Montréal (la SCSM), le Bureau du taxi de Montréal et BIXI Montréal. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

B) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux NCCSP, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits contractuels, des obligations contractuelles, des actifs éventuels et des passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les provisions pour dévaluation de prêts, la durée de vie utile estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides, du passif environnemental, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice, des revenus relatifs aux services rendus par la STM à l'Autorité régionale de transport métropolitain (l'ARTM) et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse et des placements très liquides qui viennent à échéance dans les trois mois suivant la date d'acquisition.

b) Placements de portefeuille

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au fonds d'amortissement est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

c) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent est présentée dans les actifs financiers.

d) Prêts

Les prêts sont présentés au moindre du coût et de leur valeur de recouvrement nette. Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Cet élément est constaté à titre de contribution à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel le prêt est consenti. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel. Lorsque des faits laissent présager une perte, une provision pour moins-value est constatée à l'état consolidé des résultats. Cette provision peut être réduite si le recouvrement du prêt est par la suite considéré probable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs

a) Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des charges estimatives prévues liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation jusqu'en 2062. Ces charges sont présentées au net des redevances découlant de la valorisation des biogaz.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

b) Passif environnemental

La Ville comptabilise un passif au titre de l'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Ville est directement responsable ou qu'elle accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause basée sur les flux de trésorerie actualisés présentés, le cas échéant, au net des revenus de transferts.

c) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

d) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les montants perçus à l'égard de l'acquisition et de l'aménagement des parcs et terrains de jeux et pour le Fonds de développement du logement social sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'acquisition d'immeubles destinés à ces fins ou lors de la réalisation des travaux qui y sont reliés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

D) Passifs (suite)

e) Passif au titre des avantages sociaux futurs

Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de l'actif ou du passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction liée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas quatre ans.

Le coût des services passés, lié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles et de l'expérience réelle des régimes, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2019, cette durée de service moyenne restante pondérée est de 13 ans.

La charge de ces régimes est établie selon la méthode de la comptabilisation d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Le coût des services passés, l'amortissement des gains et pertes actuariels, la charge ou le revenu d'intérêt résultant de l'écart entre les intérêts débiteurs sur l'obligation et le rendement prévu des actifs des régimes ainsi que la variation de la provision pour moins-value constituent les autres composantes de la charge des régimes à prestations déterminées.

Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

E) Actifs non financiers

La Ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de ses passifs, à moins d'être vendus.

a) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	10 à 40 ans
Réseau du métro - infrastructures	20 à 40 ans
Réseau du métro - tunnels	100 ans
Voitures de métro	40 et 60 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Améliorations locatives	durée du bail
Véhicules	5 à 25 ans
Ameublements et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

Les terrains servant d'assises de rues, acquis autrement que par un contrat d'acquisition, sont comptabilisés à une valeur symbolique de 1 $. Les autres terrains sont comptabilisés au coût.

Lorsqu'une immobilisation n'a plus aucun potentiel de service à long terme, l'excédent de sa valeur comptable nette sur sa valeur résiduelle est passé en charge à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel la dépréciation est déterminée. Aucune réduction de valeur ne fait l'objet d'une reprise par la suite.

b) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

c) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

F) Revenus

a) Taxes et compensations tenant lieu de taxes

À l'exception des revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules, les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice pour lequel ils sont exigibles. Les revenus de la taxe sur l'immatriculation des véhicules sont constatés sur une période de douze mois à compter de la date de leur encaissement.

b) Quotes-parts

Les charges de l'administration municipale reliées à l'exercice des compétences d'agglomération sont partagées entre les villes liées au moyen de quotes-parts. Ces quotes-parts sont inscrites à titre de revenus à l'état consolidé des résultats de l'exercice au cours duquel elles sont exigibles.

c) Transferts

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ils ont été autorisés par le cédant et durant lequel les critères d'admissibilité, s'il en est, sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement cédant à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

d) Services rendus

En vertu de la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3), l'ARTM a le mandat de financer les services de transport collectif. Les services rendus comprennent notamment les revenus provenant de l'ARTM correspondant à la rémunération prévue selon la prestation du service de transport collectif sur le territoire de la STM. Ces revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats sur la base des montants convenus entre les deux organismes selon un budget établi annuellement.

Les autres services rendus sont constatés à titre de revenus lorsque les services sont rendus, qu'ils donnent lieu à une créance et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

e) Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus

Les revenus d'imposition de droits, d'amendes et pénalités et les autres revenus sont constatés à l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus d'imposition de droits incluent les droits de mutation immobilière; ceux-ci sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments

a) Sectorisation et présentation des résultats

La situation financière de la Ville, ses résultats, ses excédents (déficits) des activités de fonctionnement et d'immobilisations à des fins fiscales de l'exercice ainsi que ses charges par objet sont ventilés entre les deux secteurs suivants : l'administration municipale et les organismes contrôlés.

Les charges sont réparties entre les fonctions suivantes :

- la fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les charges sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel;

- la fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les charges relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile;

- la fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises;

- la fonction « hygiène du milieu » comprend les charges relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des matières résiduelles et à la protection de l'environnement;

- la fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes incluant le logement social et la sécurité du revenu;

- la fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les charges liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville;

- la fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture;

- la fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement.

b) Contributions à des organismes

Les contributions à des organismes sont constatées à titre de charge à l'état consolidé des résultats dans l'exercice où le paiement de transfert est autorisé et où le bénéficiaire satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

c) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme et applique la comptabilité de couverture pour ses relations de couverture admissibles. Lors de leur mise en place, les relations de couverture de devises doivent faire l'objet d'une documentation détaillée telle que requise par la norme SP 2600 *Conversion des devises* et la Ville doit s'attendre à ce que les relations soient efficaces pour gérer les risques consignés. Par la suite, sur une base annuelle, les relations de couverture en place sont évaluées afin d'établir qu'elles sont demeurées efficaces et qu'il est prévu qu'elles le demeurent. L'efficacité d'une relation de couverture est généralement évaluée en analysant la concordance des principaux termes de swap et de la dette couverte. La Ville n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ni de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. La valeur des swaps de devises est déterminée en appliquant la variation entre les taux de change stipulés aux contrats des swaps et les taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière aux montants des notionnels des swaps. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes liés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt lié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement de l'année. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante, autrement la valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt n'est pas comptabilisée à l'état consolidé de la situation financière.

d) Conversion de devises étrangères

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière et le gain ou la perte de change est constaté immédiatement à l'état consolidé des résultats.

e) Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

f) Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

G) Autres éléments (suite)

g) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), l'administration municipale exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation foncière, le transport collectif des personnes, certaines fonctions relatives aux voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants (sauf le territoire de la municipalité de Côte-Saint-Luc), la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments de développement économique constituent les principales compétences d'agglomération.

3. MODIFICATION DE MÉTHODE COMPTABLE

S/O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

4. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
(en milliers de dollars)

Voir note 4 à la page S11-3 ou 9-3(2).

5. DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Taxes	100 505	119 208
Gouvernement du Canada et ses entreprises	273 690	256 620
Gouvernement du Québec et ses entreprises [1]	4 199 872	3 970 088
Organismes municipaux	56 063	57 694
Services rendus et autres	427 004	369 473
	5 057 134	4 773 083

[1] Comprend les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme de 2 886,2 M$ (2 862,8 M$ en 2018) dont la juste valeur s'établit à 2 990,9 M$ (2 912,1 M$ en 2018).

Une provision pour créances douteuses de 134,9 M$ (128,5 M$ en 2018) a été déduite des débiteurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

5. DÉBITEURS (suite)
(en milliers de dollars)

Les encaissements des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2019, s'établissent comme suit :

		Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2019				
	2020	325 596	3,33 %	4 175
	2021	284 389	3,22 %	21 268
	2022	253 989	3,19 %	13 358
	2023	217 214	3,16 %	62 206
	2024	149 867	3,25 %	99 262
	1 à 5 ans	1 231 055	3,24 %	200 269
	6 à 10 ans	335 381	2,77 %	525 728
	11 à 15 ans	151 421	2,71 %	377 173
	16 à 20 ans	45 778	2,79 %	19 352
		1 763 635	3,09 %	1 122 522
31 décembre 2018				
	2019	334 482	3,65 %	14 590
	2020	296 647	3,43 %	4 249
	2021	255 019	3,32 %	21 565
	2022	224 618	3,30 %	13 656
	2023	188 572	3,27 %	62 504
	1 à 5 ans	1 299 338	3,42 %	116 564
	6 à 10 ans	359 742	3,05 %	460 697
	11 à 15 ans	140 343	2,75 %	403 364
	16 à 20 ans	54 109	2,92 %	28 677
		1 853 532	3,28 %	1 009 302

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. PRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Prêts aux PME MTL	45 493	29 080
Prêts à un office municipal d'habitation	5 691	5 376
Prêts à des organismes à but non lucratif	4 534	2 303
Soldes de prix de vente	1 882	828
	57 600	37 587

Les prêts aux PME MTL, échéant en 2021, ne portent pas intérêt. Un montant de 2,3 M$ (2,7 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à un office municipal d'habitation, échéant de 2020 à 2033, ne portent pas intérêt. Un montant de 1,9 M$ (2,3 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Les prêts à des organismes à but non lucratif, échéant en 2033 et 2034, ne portent pas intérêt. Un montant de 4,0 M$ (1,5 M$ en 2018) a été déduit de la valeur de ces prêts afin de les présenter à leur valeur nominale actualisée.

Au 31 décembre 2019, aucune provision pour moins-value n'a été constatée (aucune en 2018).

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE
(en milliers de dollars)

	2019			2018
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total
Dépôts à terme et autres titres	-	106 743	106 743	141 062
Obligations et débentures	2 377 291	255 774	2 633 065	2 739 314
	2 377 291	362 517	2 739 808	2 880 376

Au 31 décembre 2019, la juste valeur des placements s'établit à 2 820,8 M$ (2 913,3 M$ en 2018).

Au 31 décembre 2018, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffraient respectivement à 2 566,7 M$ et à 313,6 M$.

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps et des établissements de la santé et des services sociaux. Elles comprennent notamment des obligations et des débentures émises par la Ville de Montréal et la STM qui s'élèvent à 505,1 M$ (700,0 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

7. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (suite)
(en milliers de dollars)

Les échéances des placements détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2019				
2020	106 743	394 763	501 506	2,73 %
2021	-	211 302	211 302	4,06 %
2022	-	143 061	143 061	2,89 %
2023	-	193 331	193 331	3,25 %
2024	-	409 668	409 668	3,12 %
1 à 5 ans	106 743	1 352 125	1 458 868	3,12 %
6 à 10 ans	-	878 991	878 991	3,24 %
11 à 15 ans	-	212 603	212 603	3,91 %
16 à 20 ans	-	166 973	166 973	3,91 %
Plus de 20 ans	-	22 373	22 373	4,10 %
	106 743	2 633 065	2 739 808	3,27 %
31 décembre 2018				
2019	141 062	385 925	526 987	3,78 %
2020	-	417 462	417 462	2,85 %
2021	-	191 149	191 149	4,09 %
2022	-	135 342	135 342	2,91 %
2023	-	191 895	191 895	3,29 %
1 à 5 ans	141 062	1 321 773	1 462 835	3,41 %
6 à 10 ans	-	976 515	976 515	3,42 %
11 à 15 ans	-	237 121	237 121	3,68 %
16 à 20 ans	-	181 010	181 010	3,62 %
Plus de 20 ans	-	22 895	22 895	4,10 %
	141 062	2 739 314	2 880 376	3,45 %

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Régimes de retraite à prestations déterminées	31 445	28 003
Autres régimes	277 206	288 861
Passif au titre des avantages sociaux futurs	308 651	316 864

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 329,5 M$ (258,9 M$ en 2018). Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 1,5 M$ (1,3 M$ en 2018) et à 2,9 M$ (2,8 M$ en 2018).

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires, sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

Les plus récentes évaluations actuarielles disponibles couvrent les exercices 2016 à 2018.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Valeur actuarielle des actifs des régimes	20 741 485	-	19 741 973	-
Obligation au titre des prestations constituées	(20 583 458)	(292 262)	(19 391 122)	(299 862)
Excédent (déficit)	158 027	(292 262)	350 851	(299 862)
Pertes (gains) actuarielles non amorties	(51 711)	15 056	(42 526)	11 001
Actif (passif) au titre des prestations constituées	106 316	(277 206)	308 325	(288 861)
Provision pour moins-value	(137 761)	-	(336 328)	-
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(31 445)	(277 206)	(28 003)	(288 861)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Obligation au titre des prestations constituées	(8 746 045)	(292 262)	(6 787 150)	(299 862)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	8 235 411	-	6 208 473	-
Déficit	(510 634)	(292 262)	(578 677)	(299 862)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 741 973	-	19 018 793	-
Rendement prévu des actifs des régimes	1 164 263	-	1 136 308	-
Gains survenus dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	347 775	-	20 142	-
Rendement réel des actifs des régimes	1 512 038	-	1 156 450	-
Cotisations de l'employeur	327 976	9 689	391 010	9 987
Cotisations des employés	233 696	-	209 706	-
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Solde à la fin de l'exercice	20 741 485	-	19 741 973	-
Juste valeur des actifs des régimes [1]	21 318 594	-	19 427 822	-

[1] La juste valeur des actifs comprend les obligations émises directement par la Ville à ses régimes de retraite. Elles sont inscrites à leur coût de 303,7 M$ (303,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2019		2018	
	Régimes de retraite [1]	Autres régimes	Régimes de retraite [1]	Autres régimes
Solde au début de l'exercice	19 391 122	299 862	18 893 396	304 886
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Prestations versées	(1 074 198)	(9 689)	(1 033 986)	(9 987)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Pertes (gains) survenues dans l'exercice sur l'obligation	270 179	1 806	(22 445)	(15 365)
Solde à la fin de l'exercice	20 583 458	292 262	19 391 122	299 862

[1] Au 31 décembre 2019, l'obligation au titre des prestations constituées des régimes de retraite comprend une obligation implicite de 2 196,1 M$ (1 771,1 M$ au 31 décembre 2018) découlant de l'adoption, en 2014, de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15).

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Coût des services rendus au cours de l'exercice	510 410	10 105	470 637	9 953
Coût des services passés	333 524	(20 285)	607	(532)
Cotisations des employés	(233 696)	-	(209 706)	-
Gains actuariels non amortis constatés lors de modifications de régimes	(134 220)	(2 580)	-	(4)
Amortissement des pertes actuarielles	65 809	331	96 031	1 743
Charge au titre des avantages de retraite	541 827	(12 429)	357 569	11 160
Intérêts débiteurs sur l'obligation	1 152 421	10 463	1 082 913	10 907
Rendement prévu des actifs des régimes	(1 164 263)	-	(1 136 308)	-
Charge (revenu) d'intérêt	(11 842)	10 463	(53 395)	10 907
Variation de la provision pour moins-value	(198 567)	-	(67 296)	-
Charge totale	331 418	(1 966)	236 878	22 067

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

8. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

g) Principales hypothèses

Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Taux d'actualisation	5,70% à 6,20%	3,00% à 3,50%	5,90% à 6,20%	3,50%
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70% à 6,25%		5,90% à 6,50%	
Taux d'inflation	2,00% à 2,10%	2,10%	2,00% à 2,10%	2,25%
Taux de croissance des salaires	2,20% à 2,75%	2,20% à 2,50%	2,50% à 2,85%	2,50% à 3,10%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 7,50%		3,00% à 7,50%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		3,00% à 5,00%		3,00% à 5,00%
Années où le taux devrait se stabiliser		2027 et 2028		2027 et 2028

Tables de mortalité

Pour ses principaux régimes de retraite, à l'exception de celui des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014 combinée avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement. Pour le régime de retraite des policiers, la Ville utilise la table de mortalité CPM-2014Publ avec l'échelle CPM-B et des facteurs d'ajustement selon les rapports de provisionnement.

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par Retraite Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

b) Cotisations de l'employeur

	2019	2018
Régimes à cotisations déterminées	1 460	1 277
Régimes de retraite des élus municipaux	2 902	2 777

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

9. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

Voir la note 9 à la page S11-4.

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

	2019		2018	
	Autorisé	Utilisé	Autorisé	Utilisé
Marges de crédit à demande	312 000	-	319 100	66 500
Titres [1]	1 781 500	578 396	1 762 200	389 780
	2 093 500	578 396	2 081 300	456 280

[1] Le montant total des titres autorisés de 1 781,5 M$ (1 762,2 M$ en 2018) se compose de la limite autorisée de 750,0 M$ à la STM et de 1 031,5 M$ en vertu de la Charte de la Ville de Montréal qui autorise jusqu'à 20 % des crédits budgétaires pour l'émission de titres temporaires. La Ville peut emprunter, en tout ou en partie, au moyen de billets, d'acceptations bancaires, de papier commercial ou d'autres titres pouvant être négociés auprès des banques à charte ou sur le marché libre des emprunts à court terme.

Au 31 décembre 2018, le taux moyen pondéré des marges de crédit utilisées était de 2,39 %.

Au 31 décembre 2019, le taux moyen pondéré des titres émis est de 1,87 % (2,17 % en 2018)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

11. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Fournisseurs	835 248	708 693
Rémunération et charges sociales	586 547	567 554
Dépôts et retenues de garantie	256 812	230 631
Intérêts courus sur la dette à long terme	92 506	88 398
Provisions		
Passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides [1]	83 141	83 907
Passif environnemental [2]	77 227	99 367
Contestations d'évaluation	40 708	39 153
Autres	108 473	89 747
Gouvernement du Québec et ses entreprises [3]	51 015	54 469
Autorité régionale de transport métropolitain	96 987	10 744
Autres	84 896	51 703
	2 313 560	2 024 366

[1] La Ville comptabilise un passif au titre des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. Les charges totales estimatives non actualisées se chiffrent à 145,2 M$ (153,2 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018).

[2] La Ville comptabilise un passif environnemental à l'égard de l'assainissement des sites contaminés. Ce passif, basé sur les informations connues à ce jour, englobe les coûts directement attribuables aux activités d'assainissement. Ces coûts comprennent ceux associés aux activités de fonctionnement ainsi que ceux reliés à la construction d'infrastructures utilisées uniquement dans le cadre de l'assainissement des sites. Lorsque la période de réalisation des travaux d'assainissement peut être établie, la Ville en actualise les coûts. Au 31 décembre 2019, le passif relatif aux sites dont les coûts d'assainissement ont été actualisés s'élève à 54,1 M$ (76,9 M$ en 2018), les charges totales estimatives non actualisées, dont la réalisation prévue s'échelonne jusqu'en 2045, se chiffrent à 73,5 M$ (96,5 M$ en 2018) et le taux d'actualisation utilisé est de 3,5 % (3,5 % en 2018). Le passif relié aux sites pour lesquels la période de réalisation des travaux ne peut être établie est de 23,1 M$ (22,5 M$ en 2018). Les recouvrements éventuels de coûts reliés à des transferts gouvernementaux et à la facturation à des partenaires impliqués dans l'assainissement des sites, s'ils sont confirmés et qu'ils satisfont à tous les critères de comptabilisation, sont portés en réduction du passif. Des recouvrements de 9,8 M$ (9,8 M$ 2018) ont réduit la provision au 31 décembre 2019.

[3] En 2017, le Gouvernement du Québec et la Société nationale du cheval de course ont cédé à la Ville certains lots d'un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal. Cette cession fut faite sans contrepartie monétaire immédiate mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du prix de vente de ces terrains. Au 31 décembre 2019, le montant payable au Gouvernement du Québec comptabilisé aux livres de la Ville est estimé à 39,3 M$ (39,7 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. REVENUS REPORTÉS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts	384 806	160 972
Primes à l'émission de titres	74 856	62 651
Acquisition et aménagement de parcs et de terrains de jeux	55 421	34 795
Taxe sur l'immatriculation des véhicules	16 170	16 185
Fonds de développement du logement social	22 205	18 198
Autres	23 681	25 812
	577 139	318 613

13. DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Obligations et emprunts bancaires [1]	12 779 514	12 224 323
Emprunts à terme et hypothèques immobilières [2]	177 972	90 645
Autres dettes à long terme	23 469	27 249
	12 980 955	12 342 217

[1] Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 294,9 M$ (1 294,9 M$ en 2018).

[2] Les hypothèques immobilières, au montant de 5,1 M$ (11,1 M$ en 2018), sont garanties par des propriétés d'une valeur comptable de 20,6 M$ (33,3 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2019	2018
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	4 753 298	4 276 154
De l'agglomération	2 583 345	2 281 092
Placements du fonds d'amortissement	2 377 291	2 566 743
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 886 157	2 862 834
À recouvrer de tiers par l'entremise de redevances	380 864	355 394
	12 980 955	12 342 217

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 278,5 M$ (183,5 M$ en 2018). Les passifs financiers associés à ces swaps sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2019, tous les emprunts contractés en devises font l'objet d'une couverture.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

13. DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

	2019			2018		
Années	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net	Dollars canadiens	À refinancer	Montant net
2019				1 301 788	242 780	1 059 008
2020	628 915	57 431	571 484	587 777	88 011	499 766
2021	1 031 474	297 167	734 307	964 097	297 167	666 930
2022	814 822	461 024	353 798	748 637	461 023	287 614
2023	1 453 541	579 812	873 729	1 319 772	507 072	812 700
2024	1 201 192	203 102	998 090	-	-	-
1 à 5 ans	5 129 944	1 598 536	3 531 408	4 922 071	1 596 053	3 326 018
6 à 10 ans	4 217 670	1 377 610	2 840 060	4 261 707	1 119 630	3 142 077
11 à 15 ans	1 234 463	93 321	1 141 142	722 607	80 365	642 242
16 à 20 ans	1 345 148	191 183	1 153 965	1 382 102	151 811	1 230 291
2043	934 556	-	934 556	934 556	-	934 556
2045	119 174	-	119 174	119 174	-	119 174
TOTAL	12 980 955	3 260 650	9 720 305	12 342 217	2 947 859	9 394 358

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

	2019	2018
Années d'échéance	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	3,57 %	3,75 %
6 à 10 ans	3,15 %	3,59 %
11 à 15 ans	4,13 %	4,13 %
16 à 20 ans	3,36 %	3,60 %
2043	6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %	6,00 %
	3,66 %	3,89 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 14 255,7 M$ (13 109,1 M$ en 2018). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

14. ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

Voir la note 14 à la page S11-6.

15. IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Cessions / Radiations	Solde à la fin de l'exercice
COÛT				
Infrastructures	13 144 042	1 203 507	797 927	13 549 622
Réseau du métro - infrastructures	2 691 757	267 443	12 913	2 946 287
Réseau du métro - tunnels	328 081	-	-	328 081
Voitures de métro	1 964 959	104 565	-	2 069 524
Bâtiments	4 120 244	546 976	14 727	4 652 493
Améliorations locatives	131 831	19 005	352	150 484
Véhicules	1 721 213	220 588	89 053	1 852 748
Ameublement et équipement de bureau	652 540	170 937	66 654	756 823
Machinerie, outillage et équipement	473 580	58 818	40 797	491 601
Terrains	1 396 431	151 534	2 895	1 545 070
Autres	13 089	4 016	-	17 105
	26 637 767	2 747 389	1 025 318	28 359 838
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures	5 558 715	517 650	797 906	5 278 459
Réseau du métro - infrastructures	775 855	99 769	12 913	862 711
Réseau du métro - tunnels	107 062	3 398	-	110 460
Voitures de métro	286 249	42 741	-	328 990
Bâtiments	1 733 675	125 028	14 515	1 844 188
Améliorations locatives	73 916	11 831	274	85 473
Véhicules	988 001	114 438	82 409	1 020 030
Ameublement et équipement de bureau	294 429	98 174	66 132	326 471
Machinerie, outillage et équipement	213 447	41 866	40 779	214 534
Autres	206	71	-	277
	10 031 555	1 054 966	1 014 928	10 071 593
VALEUR COMPTABLE NETTE	16 606 212	1 692 423	10 390	18 288 245

Le coût des immobilisations en cours de réalisation se chiffre à 1 115,7 M$ au 31 décembre 2019 (1 231,8 M$ en 2018). Aucune réduction de valeur n'a été opérée au cours de l'exercice (aucune en 2018).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

16. PROPRIÉTÉS DESTINÉES À LA REVENTE

Voir la note 16 à la page S11-8.

17. AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Dépôts pour l'achat de voitures de métro et de bus	54 523	92 400
Dépôts pour l'achat d'autres actifs	5 169	-
Frais d'émission de titres	60 182	60 011
Autres	11 677	8 867
	131 551	161 278

18. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 3 069,0 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2020	2021	2022	2023	2024	2025-2050	Total
704,6 M$	424,0 M$	339,7 M$	262,8 M$	201,4 M$	1 136,5 M$	3 069,0 M$

Les engagements à l'égard des activités d'immobilisations se chiffrent à 5 617,6 M$, dont 821,9 M$ pour l'acquisition de bus et 482,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

19. DROITS CONTRACTUELS

Les droits contractuels liés aux activités de fonctionnement, estimés à 1 138,5 M$, représentent des revenus futurs auxquels la Ville aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 578,9 M$ et de services rendus de 559,6 M$ associés à la location de locaux et de prêts d'employés.

L'échéancier des droits contractuels est établi ainsi :

2020 [1]	2021	2022	2023	2024	2025-2065	Total
301,4 M$	147,3 M$	128,1 M$	58,1 M$	46,3 M$	457,3 M$	1 138,5 M$

[1] Comprend les droits contractuels associés à des ententes à durée indéterminée au montant de 114,3 M$. Ils sont liés à des revenus de transferts de 97,7 M$ et de services rendus de 16,6 M$ associés à des prêts d'employés.

Les droits contractuels liés aux activités d'immobilisations se chiffrent à 1 994,7 M$ dont 811,4 M$ pour l'acquisition de bus et 392,1 M$ pour l'achat de voitures de métro.

20. PASSIFS ÉVENTUELS

a) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 451,8 M$ (2 074,7 M$ en 2018).

Elles comprennent notamment une action collective de 1 500,0 M$ intentée par le Regroupement des activistes pour l'inclusion au Québec (le RAPLIQ) et autorisée par la Cour supérieure le 26 mai 2017. Le RAPLIQ est un organisme qui a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des personnes en situation de handicap. Selon lui, le réseau de transport collectif que gèrent la STM, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) (et les entités qui lui ont succédé) et l'administration municipale serait inaccessible et violerait les droits et libertés des personnes ayant un handicap physique. Les réclamations comprennent également une action collective de 171 M$ intentée par la Ligue des Noirs du Québec et autorisée par la Cour supérieure le 7 août 2019. Cette action collective concerne toute personne physique des communautés noires et culturelles qui aurait subi du profilage racial entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019. À l'heure actuelle, la Ville n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces actions collectives.

Les avocats de la Ville considèrent que le règlement des autres réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Toutefois, elle a prévu à son budget une somme de 32,0 M$ afin de couvrir le règlement de réclamations, le paiement des condamnations judiciaires et les charges non prévues au budget.

b) Loi favorisant la santé financière des régimes de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des syndicats d'employés en contestation à cette loi. Puisque le résultat de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été considérées au 31 décembre 2019.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

20. PASSIFS ÉVENTUELS (Suite)

c) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer notamment à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (L.Q. 2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation.

d) Garanties d'emprunts

En vertu des dispositions de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre C-37.01) (la CMM), de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre A-33.3) (l'ARTM) et de la *Loi sur le réseau de transport métropolitain* (RLRQ, chapitre R-25.01) (le RTM, aussi connu sous le nom d'EXO), les municipalités locales dont le territoire est compris dans celui de la CMM, de l'ARTM ou du RTM sont garantes des obligations et des engagements de ces organismes. Les quotes-parts de l'administration municipale dans l'endettement total net à long terme de ceux-ci se chiffrent à 193,6 M$ (201,7 M$ en 2018).

Dans le cadre du programme d'aide à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratif (AccèsLogis Montréal), la Ville cautionne des prêts contractés par des organismes à but non lucratif responsables de la réalisation des projets pour un montant maximal de 150,0 M$. Au 31 décembre 2019, le montant des prêts cautionnés par la Ville se chiffre à 8,6 M$. Il est prévu qu'une partie de ces prêts, estimée à 3,2 M$, sera remboursée à même une contribution ultérieure de la Ville. Le passif éventuel relié aux prêts cautionnés est de 5,4 M$. Aucune provision pour perte n'a été comptabilisée, aucune n'étant jugée probable.

---

21. ACTIFS ÉVENTUELS

Afin d'éviter toutes incidences négatives sur le dénouement des poursuites qu'elle a intentées, la Ville a choisi de ne pas divulguer le montant qu'elle juge probable de récupérer.

---

22. REDRESSEMENT AUX EXERCICES ANTÉRIEURS (S/O)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

23. DONNÉES BUDGÉTAIRES

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison des données réelles avec les données budgétaires consolidées.

À l'état consolidé des résultats, les données budgétaires sont constituées du budget de l'administration municipale adopté par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération en novembre 2018 ainsi que des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés. Elles tiennent aussi compte d'ajustements apportés aux données budgétaires de l'administration municipale, afin de se conformer aux NCCSP et d'éliminations d'opérations réciproques. Une conciliation des budgets déposés et du budget présenté à l'état consolidé des résultats est montrée au tableau de la page S11-44.

À l'état consolidé de la variation de la dette nette, les données budgétaires relatives à l'acquisition des immobilisations proviennent de la combinaison du budget d'immobilisations de l'administration municipale adopté en novembre 2018 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération ainsi que des budgets d'immobilisations adoptés par les principaux organismes contrôlés.

24. INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque des variations des flux de trésorerie associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt auxquelles l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ni de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2019, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tiers. La Ville considère que ces tiers seront en mesure de satisfaire à leurs obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

24. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs autres que ceux à affecter au remboursement de la dette à long terme, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2019		2018	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Placements	2 820 754	2 739 808	2 913 333	2 880 376
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	2 990 942	2 886 157	2 912 118	2 862 834
Dette à long terme	14 255 749	12 980 955	13 109 158	12 342 217

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur de la dette à long terme et des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2019, la juste valeur des passifs financiers associés aux swaps se chiffre à 28,0 M$ (17,6 M$ en 2018). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Excédent des activités de fonctionnement non affecté	236 774	211 925
Excédent des activités de fonctionnement affecté	459 777	442 550
Réserves financières et fonds réservés	606 280	239 297
Déficit des activités d'immobilisations	(982 306)	(588 221)
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	(1 270 212)	(1 232 778)
Investissement net dans les immobilisations	11 626 006	10 718 932
	10 676 319	9 791 705

Conformément au modèle élaboré par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du gouvernement du Québec, la Ville présente, dans son rapport financier annuel, certaines informations financières établies à des fins fiscales.

Excédent des activités de fonctionnement affecté

L'excédent des activités de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent accumulé dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (L.Q. 2000, chapitre 56), par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements. Il comprend également l'excédent des activités de fonctionnement des organismes contrôlés.

Réserves financières et fonds réservés

Les réserves financières et fonds réservés correspondent à la partie de l'excédent accumulé réservée à des fins particulières en vertu de dispositions législatives et contractuelles. Ces réserves et fonds réservés servent notamment à l'aménagement et à l'entretien d'unités de stationnement, à la fourniture des services de l'eau et de la voirie et à l'acquisition d'immobilisations.

Déficit des activités d'immobilisations

Le déficit des activités d'immobilisations correspond à la différence entre le coût des immobilisations et le total des sources de financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

25. EXCÉDENT ACCUMULÉ (suite)
(en milliers de dollars)

Charges constatées à taxer ou à pourvoir

Les charges constatées à taxer ou à pourvoir correspondent au solde net des charges constatées à l'état consolidé des résultats qui feront l'objet de revenus futurs. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce solde net est viré par affectations à l'excédent des activités de fonctionnement non affecté selon les montants prévus au budget ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération. Les charges constatées à taxer ou à pourvoir résultent des éléments suivants :

- l'application des mesures d'allègements liées aux avantages sociaux futurs (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2025);

- l'application des mesures d'allègements pour atténuer les impacts de la crise financière de 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2022);

- l'application des mesures d'allègements liées au passif environnemental (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2042);

- l'application permise pendant la période allant de 2014 à 2017 des mesures d'allègements liées au changement de la méthode de remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) (affectations sur une période maximale de 10 ans);

- le financement à long terme de certaines charges de fonctionnement liées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (affectations sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045).

Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette liée à ces immobilisations et augmentée des placements du fonds d'amortissement et des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

26. REVENUS DE TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Transferts - activités de fonctionnement		
Gouvernement du Canada	5 596	5 488
Gouvernement du Québec	402 233	327 129
Communauté métropolitaine de Montréal	42 988	37 603
	450 817	370 220
Transferts - activités d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	28 874	34 378
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	163	25 502
Gouvernement du Québec		
Programme d'aide gouvernementale au transport collectif de personnes	275 391	526 522
Programme d'aide financière du fonds de l'insfrastructure de transport en commun	320 620	251 325
Programme Travaux d'infrastructures Canada-Québec	31 613	168 296
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités	45 806	38 743
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	30 237	44 002
Autres	50 101	47 840
	782 805	1 136 608
	1 233 622	1 506 828

27. REVENUS D'INTÉRÊTS
(en milliers de dollars)

	2019	2018
Placements du fonds d'amortissement	96 471	78 926
Trésorerie, équivalents de trésorerie et autres	56 141	49 475
	152 612	128 401
Arriérés de taxes	14 521	15 963
	167 133	144 364

28. REMBOURSEMENT DE LA DETTE DANS LES DONNÉES FINANCIÈRES ÉTABLIES À DES FINS FISCALES

Le remboursement de la dette à long terme représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les coûts d'immobilisations et les charges de fonctionnement pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

29. INFORMATION RELATIVE AUX APPARENTÉS

La Ville est apparentée à ses principaux dirigeants et à leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants de la Ville sont la mairesse, les autres membres du comité exécutif, le directeur général et les directeurs généraux adjoints de l'administration municipale ainsi que les dirigeants des autres entités comprises dans le périmètre de consolidation.

Au cours de l'année financière 2019, la Ville n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

30. TRANSFERT D'ACTIFS, DE PASSIFS, D'OBLIGATIONS ET DE RESPONSABILITÉS ENTRE ORGANISMES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2019, l'administration municipale avait débuté ou complété des démarches visant le transfert d'actifs, de passifs et de responsabilités entre organismes compris dans le périmètre de consolidation de la Ville.

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Technoparc Montréal

En vertu d'une entente intervenue le 19 décembre 2019, Technoparc Montréal a cédé à l'administration municipale, sans compensation monétaire, l'ensemble de ses éléments d'actifs en contrepartie de la prise en charge, par l'administration municipale de son passif et de ses obligations et responsabilités. Les actifs, d'une valeur comptable nette de 18,5 M$, sont composés de propriétés destinées à la revente et d'immobilisations. Les passifs, au montant de 4,4 M$, sont principalement lié aux propriétés destinées à la revente.

Le transfert de ces actifs et passifs a été effectués à la valeur comptable nette à la date du transfert. Il n'a aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville. À compter du 1er janvier 2020, les activités associées à la gestion des actifs transférés seront exercées par l'administration municipale. Le processus de dissolution de Technoparc Montréal se poursuivra en 2020.

Exercice subséquent

Société en commandite Stationnement de Montréal

Le 31 décembre 2019, l'administration municipale a résilié l'entente qu'elle avait conclue en 1995 avec la Société en commandite Stationnement de Montréal, par laquelle elle lui avait confié l'exploitation du stationnement tarifé sur son territoire. Les parties ont signé un acte de cession qui fait en sorte que l'administration municipale devient propriétaire, le 1er janvier 2020, des immeubles et autres biens meubles liés à l'exploitation du stationnement tarifé. Cette cession est consentie sans compensation monétaire et en considération de la prise en charge, par l'administration municipale, de certains contrats, réclamations et recours de la SCSM. Le 1er janvier 2020, la valeur comptable nette des actifs cédés est de 12,4 M$.

Agence de mobilité durable

L'Agence de mobilité durable, nouvel organisme du périmètre comptable, a été constituée le 13 février 2019 en vertu de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal. À compter du 1er janvier 2020, conformément à une l'entente intervenue entre les parties, l'administration municipale lui a confié la gestion, le développement et la promotion du stationnement tarifé et lui cède certains actifs pour une considération équivalente à leur valeur comptable nette de 7,4 M$. Cette transaction, constatée à la valeur comptable nette, n'aura aucun effet sur les états financiers consolidés de la Ville pour l'exercice qui se terminera le 31 décembre 2020.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

31. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Organisation et gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal

Depuis le 1er juin 2017, la STM est assujettie à la *Loi modifiant principalement l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal* (RLRQ, chapitre O-7.3).

En vertu de cette loi, l'ARTM doit acquérir de la STM et de la Ville des équipements et des infrastructures qui ont un caractère métropolitain. Les contrats de transfert des actifs devront préciser la date et les modalités de transfert des biens. Il est prévu que ces actifs seront acquis à leur valeur comptable nette, déduction faite de toute aide gouvernementale reçue. Inversement, les actifs auparavant désignés comme métropolitains, dont l'usage est exclusif aux usagers de la STM, seront transférés à cette dernière. Il est prévu que la STM transférera à l'ARTM des voies réservées, des stationnements incitatifs et des terminus et que cette dernière cédera des stationnements incitatifs et des terminus.

COVID-19 (maladie à coronavirus 2019)

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 4 mai 2020.

Face à cette pandémie, la Ville a adopté plusieurs mesures spécifiques qui comprennent notamment l'annulation de festivals, événements sportifs et rassemblements publics sur l'ensemble du territoire montréalais jusqu'au 2 juillet ainsi que la fermeture, jusqu'à nouvel ordre, de plusieurs installations culturelles et sportives, des bureaux Accès Montréal et de différents comptoirs de services. La Ville a également reporté au 2 juillet les deuxièmes versements des taxes foncières et des quotes-parts exigées des municipalités liées et suspendu l'augmentation annuelle des tarifs des parcomètres. Des mesures d'aide aux personnes vulnérables et aux commerces et entreprises ont aussi été prises. La Ville continue d'assurer les services municipaux essentiels, comme l'accès à l'eau potable, les services d'urgence, le transport collectif et la collecte des ordures et du recyclage.

De plus, la COVID-19 a aussi des incidences financières importantes telle la baisse de la valeur marchande des actifs des régimes de retraite qui pourrait affecter les résultats financiers des exercices futurs. Toutefois, il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient causer sur les résultats financiers consolidés et sur la situation financière de la Ville au cours des exercices futurs.

---

32. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

TABLEAU COMPLÉMENTAIRE AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

CONCILIATION DES BUDGETS DÉPOSÉS ET DU BUDGET CONSOLIDÉ PRÉSENTÉ À L'ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS *(en milliers de dollars)*

	2019				
	Budgets déposés				
	Administration municipale	Organismes contrôlés [1]	Ajustements [2]	Éliminations [3]	Budget consolidé
Revenus					
Taxes	3 577 627	-	-	(22 934)	**3 554 693**
Compensations tenant lieu de taxes	275 845	-	-	-	**275 845**
Quotes-parts	426 130	-	-	-	**426 130**
Transferts	320 344	814 146	212 000	(44 792)	**1 301 698**
Services rendus	316 538	1 585 772	-	(94 572)	**1 807 738**
Imposition de droits	248 418	-	-	-	**248 418**
Amendes et pénalités	208 413	-	-	-	**208 413**
Intérêts	151 678	16 315	-	(37 473)	**130 520**
Autres revenus	24 210	86 986	1 100	(2 000)	**110 296**
	5 549 203	2 503 219	213 100	(201 771)	**8 063 751**
Charges					
Administration générale	765 321	-	15 579	(8 025)	**772 875**
Sécurité publique	1 042 111	-	30 025	(669)	**1 071 467**
Transport	1 047 736	1 683 395	282 361	(101 084)	**2 912 408**
Hygiène du milieu	432 542	-	236 786	(1 239)	**668 089**
Santé et bien-être	115 107	74 550	1 667	(14 828)	**176 496**
Aménagement, urbanisme et développement	257 999	6 100	42 263	(3 056)	**303 306**
Loisirs et culture	589 601	49 418	165 172	(35 397)	**768 794**
Frais de financement	408 677	165 310	-	(37 473)	**536 514**
	4 659 094	1 978 773	773 853	(201 771)	**7 209 949**
Excédent avant financement et affectations	890 109	524 446	(560 753)	-	**853 802**
Financement					
Remboursement de la dette à long terme	(498 425)	-	498 425	-	**-**
Affectations (note 25)					
Excédent des activités de fonctionnement affecté	23 830	-	(23 830)	-	**-**
Réserves financières et fonds réservés	(434 661)	-	434 661	-	**-**
Charges constatées à taxer ou à pourvoir	19 147	-	(19 147)	-	**-**
	(391 684)	-	391 684	-	**-**
Excédent consolidé budgété de l'exercice	-	524 446	329 356	-	**853 802**

[1] Les revenus et les charges des organismes contrôlés ont été inscrits dans les catégories correspondantes à celles utilisées par l'administration municipale. La charge d'amortissement des immobilisations des organismes contrôlés, au montant de 297,1 M$, est répartie dans les fonctions suivantes : transport 286,3 M$, santé et bien-être 10,7 M$ et aménagement, urbanisme et développement 0,1 M$.

[2] Les ajustements sont relatifs aux données budgétaires de l'administration municipale. Ils sont nécessaires pour calculer l'excédent de l'exercice budgété sur la base des NCCSP. Ils consistent à inclure les revenus liés aux activités d'immobilisations de 213,1 M$ ainsi que la charge d'amortissement des immobilisations au montant de 773,8 M$. En contrepartie, le remboursement de la dette à long terme et les affectations sont éliminés car ils n'ont aucune incidence sur l'excédent établi selon ces mêmes normes.

[3] En vertu des NCCSP, les opérations entre les organismes inclus dans le périmètre de consolidation sont éliminées.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		13 620 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	5 682 973 000	5 762 303 000	5 858 253 000		2 452 107 000	8 090 466 000
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	5 251 161 000	5 432 946 000	5 425 319 000		2 000 427 000	7 205 852 000
Excédent (déficit) de l'exercice	34	431 812 000	329 357 000	432 934 000		451 680 000	884 614 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	431 812 000	329 357 000	432 934 000	451 680 000	884 614 000
Moins: revenus d'investissement	2	(206 567 000)	(213 100 000)	(172 072 000)	(639 012 000)	(806 037 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	225 245 000	116 257 000	260 862 000	(187 332 000)	78 577 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	726 848 000	773 852 000	740 244 000	314 722 000	1 054 966 000
Produit de cession	5	29 863 000	6 701 000	18 576 000	3 076 000	21 652 000
(Gain) perte sur cession	6	(24 138 000)	(6 701 000)	(12 547 000)	1 285 000	(11 262 000)
Réduction de valeur / Reclassement	7				5 047 000	
	8	732 573 000	773 852 000	746 273 000	324 130 000	1 065 356 000
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	33 148 000	38 900 000	60 380 000		26 110 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(506 440 000)	(540 244 000)	(541 991 000)	(109 335 000)	(651 326 000)
	18	(473 292 000)	(501 344 000)	(481 611 000)	(109 335 000)	(625 216 000)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(17 704 000)	( )	(10 531 000)	(51 143 000)	(61 674 000)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	117 980 000	23 830 000	159 109 000	273 000	159 382 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(354 486 000)	(434 661 000)	(437 312 000)	(9 095 000)	(446 407 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(17 622 000)	22 066 000	14 069 000	3 616 000	51 955 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(271 832 000)	(388 765 000)	(274 665 000)	(56 349 000)	(296 744 000)
	26	(12 551 000)	(116 257 000)	(10 003 000)	158 446 000	143 396 000
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	212 694 000		250 859 000	(28 886 000)	221 973 000

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

11

S12-G

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	3 482 078 000	3 577 627 000	3 554 283 000			3 529 631 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	264 417 000	275 845 000	274 855 000			274 855 000
Quotes-parts	3	418 105 000	426 130 000	425 936 000			425 936 000
Transferts	4	283 068 000	320 344 000	358 668 000		143 846 000	450 817 000
Services rendus	5	313 510 000	316 538 000	313 994 000		1 580 772 000	1 812 902 000
Imposition de droits	6	318 973 000	248 418 000	369 332 000			369 332 000
Amendes et pénalités	7	189 033 000	208 413 000	179 463 000			179 463 000
Revenus de placements de portefeuille	8	117 142 000	100 527 000	122 043 000		30 569 000	152 612 000
Autres revenus d'intérêts	9	43 660 000	51 151 000	50 683 000			14 521 000
Autres revenus	10	46 420 000	24 210 000	28 452 000		57 908 000	74 360 000
Effet net des opérations de restructuration	11			8 472 000			
	12	5 476 406 000	5 549 203 000	5 686 181 000		1 813 095 000	7 284 429 000
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	191 429 000	212 000 000	149 323 000		633 482 000	782 805 000
Imposition de droits	16						
Effet net des opérations de restructuration				5 047 000			
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	7 386 000	1 100 000	9 129 000			9 129 000
Autres	18	7 752 000		8 573 000		5 530 000	14 103 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	206 567 000	213 100 000	172 072 000		639 012 000	806 037 000
	21	**5 682 973 000**	**5 762 303 000**	**5 858 253 000**		**2 452 107 000**	**8 090 466 000**
Charges							
Administration générale	22	673 533 000	765 321 000	701 590 000	13 747 000		706 143 000
Sécurité publique	23	1 077 332 000	1 042 111 000	1 096 757 000	27 802 000		1 123 864 000
Transport	24	1 016 709 000	1 047 736 000	1 023 479 000	274 090 000	1 691 394 000	2 885 702 000
Hygiène du milieu	25	466 652 000	432 542 000	442 469 000	224 096 000		665 280 000
Santé et bien-être	26	94 991 000	115 107 000	123 976 000	1 462 000	71 726 000	182 698 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	200 721 000	257 999 000	278 220 000	41 199 000	10 228 000	323 907 000
Loisirs et culture	28	597 210 000	589 601 000	617 601 000	157 848 000	67 728 000	807 605 000
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	397 165 000	408 677 000	400 983 000		145 832 000	510 653 000
Effet net des opérations de restructuration	31					13 519 000	
Amortissement des immobilisations	32	726 848 000	773 852 000	740 244 000	(740 244 000)		
	33	**5 251 161 000**	**5 432 946 000**	**5 425 319 000**		**2 000 427 000**	**7 205 852 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	34	**431 812 000**	**329 357 000**	**432 934 000**		**451 680 000**	**884 614 000**

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2018	2019		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	480 333 000	786 817 000	115 917 000	902 734 000
Débiteurs (note 5)	2	2 925 473 000	3 166 130 000	3 044 763 000	5 057 134 000
Prêts (note 6)	3	37 386 000	55 718 000	1 882 000	57 600 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 265 385 000	2 292 332 000	447 476 000	2 739 808 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7	1 592 000	1 592 000	378 000	1 970 000
	8	5 710 169 000	6 302 589 000	3 610 416 000	8 759 246 000
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10		199 385 000	379 011 000	578 396 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 668 213 000	1 803 411 000	569 820 000	2 313 560 000
Revenus reportés (note 12)	12	311 275 000	564 107 000	13 032 000	577 139 000
Dette à long terme (note 13)	13	9 221 042 000	9 922 209 000	4 152 834 000	12 980 955 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	304 546 000	287 199 000	21 452 000	308 651 000
	15	11 505 076 000	12 776 311 000	5 136 149 000	16 758 701 000
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 794 907 000)	(6 473 722 000)	(1 525 733 000)	(7 999 455 000)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	10 868 497 000	11 944 998 000	6 343 247 000	18 288 245 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18	120 839 000	157 844 000		157 844 000
Stocks de fournitures	19	50 276 000	46 915 000	51 219 000	98 134 000
Autres actifs non financiers (note 17)	20	50 044 000	51 648 000	79 903 000	131 551 000
	21	11 089 656 000	12 201 405 000	6 474 369 000	18 675 774 000
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	215 822 000	246 596 000	(9 822 000)	236 774 000
Excédent de fonctionnement affecté	23	377 047 000	417 508 000	42 269 000	459 777 000
Réserves financières et fonds réservés	24	82 643 000	440 531 000	165 749 000	606 280 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(1 184 066 000)	(1 212 485 000)	(113 591 000)	(1 270 212 000)
Financement des investissements en cours	26	(251 026 000)	(708 673 000)	(273 633 000)	(982 306 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 054 329 000	6 544 206 000	5 137 664 000	11 626 006 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	5 294 749 000	5 727 683 000	4 948 636 000	10 676 319 000

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Rémunération	1	1 773 917 000	1 834 881 000	2 609 478 000	2 516 290 000
Charges sociales	2	521 380 000	512 177 000	752 082 000	667 314 000
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	956 568 000	976 814 000	1 319 803 000	1 222 658 000
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	317 152 000	305 492 000	364 347 000	342 744 000
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	30 889 000	34 699 000	115 424 000	130 436 000
D'autres tiers	10	59 221 000	57 048 000	20 886 000	18 982 000
Autres frais de financement	11	1 415 000	3 744 000	9 996 000	8 547 000
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	639 142 000	581 334 000	581 334 000	590 778 000
Transferts	13				
Autres	14	48 552 000	51 990 000	293 000	210 000
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	238 036 000	310 016 000	327 274 000	223 566 000
Amortissement des immobilisations	17	773 852 000	740 244 000	1 054 966 000	1 016 695 000
Autres					
- Autres	18	72 822 000	16 880 000	49 969 000	54 085 000
-	19				
-	20				
	21	5 432 946 000	5 425 319 000	7 205 852 000	6 792 305 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Autres charges	8		
	9		
Excédent (déficit) de l'exercice	10		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11		
Placements de portefeuille	12		
Débiteurs	13		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		
Provision pour moins-value	15	( )	( )
	16		
	17		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18		
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20		
	21		
Solde du Fonds local d'investissement	22		

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23	
Supportant les engagements de prêts	24	
Supportant les garanties de prêts	25	
	26	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8		
Autres charges	9		
	10		
Excédent (déficit) de l'exercice	11		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14		
Prêts aux entreprises	15		
Provision pour moins-value	16	( )	( )
	17		
	18		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19		
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21		
	22		
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24		
	25		
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26		
Supportant les engagements de prêts	27		
	28		

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
	3		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	4		
Créances douteuses	5		
Autres frais de gestion	6		
	7		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
	15		
Excédent (déficit) de l'exercice	16		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17		
Placements de portefeuille	18		
Débiteurs	19		
Provision pour créances douteuses	20	( )	( )
	21		
Autres	22		
	23		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24		
Créditeurs et charges à payer	25		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	26		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27		
Autres	28		
Autres	29		
	30		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés	3	606 280 000	239 297 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)
Financement des investissements en cours	5	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 626 006 000	10 718 932 000
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	10 676 319 000	9 791 705 000
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	246 596 000	215 822 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(9 822 000)	(3 897 000)
	11	236 774 000	211 925 000
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Affect. À l'exercice suivant	12	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	13	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	14	124 866 000	107 136 000
- Exc.affect.-Autres fins	15	53 785 000	59 858 000
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	417 508 000	377 047 000
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- Exc.affect.-Autres fins	22	42 269 000	65 503 000
-	23		
-	24		
	25	42 269 000	65 503 000
	26	459 777 000	442 550 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Gestion de la voirie	27	26 791 000	34 538 000
- Gestion de l'eau	28	27 541 000	35 337 000
- Immobilisations	29	375 450 000	282 000
-	30		
-	31		
	32	429 782 000	70 157 000
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	3 570 000	3 768 000
Organismes contrôlés et partenariats	38	7 000 000	7 000 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	814 000	2 183 000
Organismes contrôlés et partenariats	42	6 057 000	6 057 000
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
- Immobilisations	45	152 692 000	143 597 000
- U. de stationnement et autres	46	6 365 000	6 535 000
	47	176 498 000	169 140 000
	48	606 280 000	239 297 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	(6 117 000)	(6 117 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	(191 827 000)	(199 140 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	(42 700 000)	(57 000 000)
Autres	52	((123 375 000))	((162 856 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	(117 269 000)	(99 401 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	(152 469 000)	(136 201 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	(6 740 000)	(8 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	(6 740 000)	(8 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	(5 511 000)	(4 030 000)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	( )	( )
Autres			
- Act.de fonc. financées	72	(1 402 538 000)	(1 355 985 000)
- Act.de fonc. à financer	73	(88 803 000)	(89 318 000)
	74	(1 496 852 000)	(1 449 333 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75	5 511 000	4 030 000
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	289 476 000	251 517 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	79	90 862 000	106 149 000
	80	385 849 000	361 696 000
	81	(1 270 212 000)	(1 232 778 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	740 373 000	746 346 000
Investissements à financer	83	(1 722 679 000)	(1 334 567 000)
	84	(982 306 000)	(588 221 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	18 288 245 000	16 606 212 000
Propriétés destinées à la revente	86	159 814 000	135 308 000
Prêts	87	57 600 000	37 587 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	2 377 291 000	2 566 743 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	20 882 950 000	19 345 850 000
Ajustements aux éléments d'actif	91	(308 276 000)	(279 044 000)
	92	20 574 674 000	19 066 806 000
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(12 980 955 000)	(12 342 217 000)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	2 886 157 000	2 862 834 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 113 062 000	1 104 468 000
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	33 068 000	27 041 000
	98	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(8 948 668 000)	(8 347 874 000)
	101	11 626 006 000	10 718 932 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	12	2	21

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(28 003 000)	(182 135 000)
Charge de l'exercice	4	(331 418 000)	(236 878 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	327 976 000	391 010 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	20 741 485 000	19 741 973 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(20 583 458 000)	(19 391 122 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	158 027 000	350 851 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(51 711 000)	(42 526 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	106 316 000	308 325 000
Provision pour moins-value	12	(137 761 000)	(336 328 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(31 445 000)	(28 003 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	24	24
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	8 235 411 000	6 208 473 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(8 746 045 000)	(6 787 150 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(510 634 000)	(578 677 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	510 410 000	470 637 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	333 524 000	607 000
	20	843 934 000	471 244 000
Cotisations salariales des employés	21	(233 696 000)	(209 706 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	610 238 000	261 538 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	65 809 000	96 031 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(134 220 000)	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(198 567 000)	(67 296 000)
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	343 260 000	290 273 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 152 421 000	1 082 913 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(11 842 000)	(53 395 000)
Charge de l'exercice	35	331 418 000	236 878 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 512 038 000	1 156 450 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 164 263 000)	(1 136 308 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	347 775 000	20 142 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(270 179 000)	22 445 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 074 198 000	1 033 986 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	21 318 594 000	19 427 822 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	(140 421 000)	(135 167 000)
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	435 066 000	391 650 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 761 018 000	1 379 432 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,86 %	5,97 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,87 %	6,04 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,52 %	2,68 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,02 %	2,02 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2019	2018
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(288 861 000)	(276 781 000)
Charge de l'exercice	56	((1 966 000))	(22 067 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	9 689 000	9 987 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(292 262 000)	(299 862 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	15 056 000	11 001 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(277 206 000)	(288 861 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(277 206 000)	(288 861 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(292 262 000)	(299 862 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(292 262 000)	(299 862 000)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	10 105 000	9 953 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	(20 285 000)	(532 000)
	72	(10 180 000)	9 421 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	(10 180 000)	9 421 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	331 000	1 743 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(2 580 000)	(4 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	(12 429 000)	11 160 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	10 463 000	10 907 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	10 463 000	10 907 000
Charge de l'exercice	87	(1 966 000)	22 067 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(1 806 000)	15 365 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	9 689 000	9 987 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	3,15 %	3,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	2,29 %	2,90 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,10 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,46 %	6,06 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,70 %	4,12 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2 028	2 028
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111		
Autres régimes	112	1 460 000	1 277 000
	113	1 460 000	1 277 000

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2019	2018
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	115		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	103	106

Description du régime

.

		2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117	472 000	426 000
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	118	1 615 000	1 436 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	1 287 000	1 341 000
	120	2 902 000	2 777 000

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 751 043 000	2 736 686 000
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	103 332 000	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7			
Autres	8	2 099 000	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 399 754 000	3 329 417 000
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	23 969 000	23 969 000	24 373 000
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 192 000	14 096 000
Autres				
- Taxe immatriculation	14	36 032 000	36 032 000	35 778 000
- Autres	15	626 000	626 000	650 000
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18	7 449 000	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	20 509 000	20 509 000	21 145 000
Activités d'investissement	21			
	22	116 130 000	116 130 000	117 191 000
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	25	13 747 000	13 747 000	13 573 000
	26	129 877 000	129 877 000	130 764 000
	27	3 554 283 000	3 529 631 000	3 460 181 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	37 581 000	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	76 048 000	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39			
	40	1 754 000	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 239 000	13 600 000
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	274 855 000	264 417 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	21 752 000	21 752 000	20 130 000
Sécurité publique				
Police	54	11 455 000	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	8 157 000	8 157 000	8 246 000
Sécurité civile	56	4 000 000	4 000 000	
Autres	57	120 000	120 000	125 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	2 355 000	2 355 000	2 777 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	666 000	693 000
Autres	60	693 000	693 000	1 079 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	2 508 000	84 430 000	80 368 000
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	394 000	394 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	10 718 000	10 718 000	13 886 000
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	450 000	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76	149 000	149 000	183 000
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	1 896 000	1 896 000	443 000
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	28 106 000	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	14 897 000	14 897 000	15 583 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 767 000	1 767 000	2 043 000
Promotion et développement économique	85	54 677 000	54 677 000	18 849 000
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	1 515 000	11 712 000	11 457 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	4 700 000	4 700 000	4 820 000
Autres	89	8 739 000	8 769 000	9 429 000
Réseau d'électricité	90			
	91	201 215 000	293 364 000	217 585 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(1 503 000)	(1 503 000)	4 359 000
Sécurité publique				
Police	93	36 000	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	56 000	
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 525 000	3 525 000	29 402 000
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	(20 000)	(20 000)	800 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		633 482 000	945 179 000
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106	87 000	87 000	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	33 545 000	33 545 000	57 588 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	27 861 000	27 861 000	37 382 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119	1 966 000	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123	563 000	563 000	
Promotion et développement économique	124			
Autres	125	34 000	34 000	1 265 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	73 502 000	73 502 000	11 701 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000	4 142 000
Autres	128	264 000	264 000	36 000
Réseau d'électricité	129			
	130	149 323 000	782 805 000	1 136 608 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	23 004 000	23 004 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136			8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138	134 449 000	134 449 000	124 089 000
	139	157 453 000	157 453 000	152 635 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	507 991 000	1 233 622 000	1 506 828 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000	8 000
Autres	152			
Transport collectif	153		1 406 494 000	1 343 301 000
Autres	154			
	155	8 000	1 406 502 000	1 343 309 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	320 000	320 000	264 000
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	328 000	1 406 822 000	1 343 573 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2019	Données consolidées Réalisations 2018
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	183	311 000	311 000	359 000
Évaluation	184	130 000	130 000	75 000
Autre	185	33 019 000	33 019 000	31 656 000
	186	33 460 000	33 460 000	32 090 000
Sécurité publique				
Police	187	44 560 000	27 762 000	24 207 000
Sécurité incendie	188	517 000	517 000	615 000
Sécurité civile	189			
Autres	190	61 000	61 000	30 000
	191	45 138 000	28 340 000	24 852 000
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192	4 711 000	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 684 000	9 200 000	11 869 000
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195		(735 000)	(848 000)
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			17 000
Autres	199	12 691 000	82 413 000	80 245 000
	200	70 864 000	97 367 000	98 114 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 379 000	1 379 000	849 000
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	217 000	217 000	799 000
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	146 000	146 000	571 000
Matières recyclables	206	480 000	480 000	524 000
Autres	207	409 000	409 000	249 000
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209	856 000	856 000	1 538 000
Autres	210	25 000	25 000	60 000
	211	7 567 000	7 567 000	9 125 000
Santé et bien-être				
Logement social	212	409 000	65 295 000	55 335 000
Sécurité du revenu	213	18 919 000	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000	133 000
	215	19 461 000	84 347 000	78 049 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216	42 269 000	43 038 000	30 631 000
Rénovation urbaine	217	440 000	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 537 000	1 537 000	3 148 000
Autres	219	59 080 000	62 777 000	58 576 000
	220	103 326 000	107 792 000	92 809 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	19 253 000	32 518 000	29 487 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	548 000	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	14 141 000	16 792 000
	224	33 850 000	47 207 000	46 810 000
Réseau d'électricité	225			
	226	313 666 000	406 080 000	381 849 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	313 994 000	1 812 902 000	1 725 422 000

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	228		55 953 000	55 953 000	65 423 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230				
Autres	231		4 000	4 000	
	232		369 332 000	369 332 000	318 973 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		179 463 000	179 463 000	189 033 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	100 527 000	122 043 000	152 611 000	122 769 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	51 151 000	50 683 000	14 522 000	15 315 000
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		14 547 000	14 547 000	16 387 000
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	467 000	8 661 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239		9 129 000	9 129 000	7 386 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun – Taxe sur l'essence	240			5 530 000	5 982 000
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Autres	243		22 011 000	67 919 000	82 878 000
	244		46 154 000	97 592 000	121 294 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000		
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	245		8 472 000		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	60 916 000	137 000	61 053 000	61 016 000	56 977 000
Greffe et application de la loi	2	81 148 000	2 921 000	84 069 000	82 464 000	82 872 000
Gestion financière et administrative	3	296 659 000	1 220 000	297 879 000	299 480 000	256 640 000
Évaluation	4	16 656 000	96 000	16 752 000	16 793 000	17 248 000
Gestion du personnel	5	69 419 000	138 000	69 557 000	69 557 000	64 641 000
Autres						
- Autres	6	176 792 000	9 235 000	186 027 000	176 833 000	199 817 000
-	7					
	8	701 590 000	13 747 000	715 337 000	706 143 000	678 195 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	702 442 000	11 904 000	714 346 000	714 347 000	705 828 000
Sécurité incendie	10	357 878 000	15 753 000	373 631 000	373 631 000	380 999 000
Sécurité civile	11	18 901 000	145 000	19 046 000	19 045 000	1 406 000
Autres	12	17 536 000		17 536 000	16 841 000	17 300 000
	13	1 096 757 000	27 802 000	1 124 559 000	1 123 864 000	1 105 533 000
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	134 465 000	236 241 000	370 706 000	370 706 000	369 331 000
Enlèvement de la neige	15	207 436 000	13 818 000	221 254 000	221 254 000	205 050 000
Éclairage des rues	16	33 941 000	18 002 000	51 943 000	51 943 000	51 109 000
Circulation et stationnement	17	54 263 000	825 000	55 088 000	124 077 000	124 319 000
Transport collectif						
Transport en commun	18	541 887 000		541 887 000	2 044 541 000	1 852 819 000
Transport aérien	19					
Transport par eau	20	2 000		2 000	2 000	
Autres	21	51 485 000	5 204 000	56 689 000	73 179 000	40 041 000
	22	1 023 479 000	274 090 000	1 297 569 000	2 885 702 000	2 642 669 000

22-1

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations 2019	Réalisations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	26 718 000	81 203 000	81 203 000	76 896 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	94 555 000	68 227 000	162 782 000	162 782 000	154 225 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	57 773 000	120 626 000	120 626 000	127 791 000
Réseaux d'égout	26	40 556 000	65 282 000	105 838 000	105 838 000	102 804 000
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	51 711 000	2 918 000	54 629 000	54 629 000	51 063 000
Élimination	28	34 152 000		34 152 000	34 152 000	42 324 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	30 732 000	522 000	31 254 000	31 254 000	30 424 000
Tri et conditionnement	30	13 835 000		13 835 000	13 835 000	9 730 000
Matières organiques						
Collecte et transport	31	10 252 000		10 252 000	10 536 000	14 803 000
Traitement	32	7 395 000		7 395 000	7 395 000	1 339 000
Matériaux secs	33	18 977 000	545 000	19 522 000	19 522 000	36 409 000
Autres	34	3 796 000	284 000	4 080 000	3 796 000	2 567 000
Plan de gestion	35					
Autres	36	3 199 000		3 199 000	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	13 480 000	1 827 000	15 307 000	15 307 000	16 743 000
Autres	39	2 491 000		2 491 000	1 206 000	17 976 000
	40	442 469 000	224 096 000	666 565 000	665 280 000	688 239 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	64 412 000	1 462 000	65 874 000	123 134 000	85 356 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000		17 528 000	17 528 000	21 467 000
Autres	43	42 036 000		42 036 000	42 036 000	42 355 000
	44	123 976 000	1 462 000	125 438 000	182 698 000	149 178 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	98 215 000	6 989 000	105 204 000	108 502 000	75 496 000
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	2 716 000		2 716 000	2 716 000	2 744 000
Autres biens	47	42 042 000	151 000	42 193 000	42 193 000	34 912 000
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	126 273 000	356 000	126 629 000	126 629 000	95 566 000
Tourisme	49	2 164 000		2 164 000	2 164 000	2 203 000
Autres	50	448 000		448 000	448 000	359 000
Autres	51	6 362 000	33 703 000	40 065 000	41 255 000	33 582 000
	52	278 220 000	41 199 000	319 419 000	323 907 000	244 862 000

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2019			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2019	2018
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	71 044 000	13 582 000	84 626 000	84 626 000	81 445 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 879 000	15 918 000	51 797 000	51 797 000	51 289 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 537 000	10 370 000	45 907 000	45 907 000	49 797 000
Parcs et terrains de jeux	56	200 062 000	91 929 000	291 991 000	291 991 000	272 746 000
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	73 000		73 000	73 000	65 000
Autres	59	18 178 000	798 000	18 976 000	66 489 000	64 606 000
	60	360 773 000	132 597 000	493 370 000	540 883 000	519 948 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	19 983 000	4 525 000	24 508 000	24 508 000	24 093 000
Bibliothèques	62	96 142 000	11 274 000	107 416 000	96 142 000	107 740 000
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	76 293 000	8 931 000	85 224 000	85 224 000	85 301 000
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	64 410 000	521 000	64 931 000	60 848 000	45 838 000
	66	256 828 000	25 251 000	282 079 000	266 722 000	262 972 000
	67	617 601 000	157 848 000	775 449 000	807 605 000	782 920 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	399 553 000		399 553 000	539 133 000	519 772 000
Autres frais	70	(2 314 000)		(2 314 000)	(38 476 000)	(27 610 000)
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	3 744 000		3 744 000	9 996 000	8 547 000
	73	400 983 000		400 983 000	510 653 000	500 709 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	740 244 000	(740 244 000)			

22-3

ANNEXE

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS VENTILÉS

PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	32
Analyse des charges sans amortissement	33
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers non consolidés audités	
Résultats détaillés	35
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	36
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Renseignements financiers non consolidés non audités	
Analyse des revenus	41
Analyse des charges sans amortissement	42

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	48 300 000	49 385 000	48 879 000
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	2 482 954 000	2 480 633 000	2 392 611 000
Transferts	4	128 363 000	152 506 000	91 966 000
Services rendus	5	56 150 000	62 053 000	60 047 000
Imposition de droits	6	1 969 000	1 838 000	1 963 000
Amendes et pénalités	7	102 497 000	85 033 000	85 937 000
Revenus de placements de portefeuille	8	36 882 000	47 662 000	44 763 000
Autres revenus d'intérêts	9	37 473 000	36 162 000	27 697 000
Autres revenus	10	2 175 000	2 286 000	16 807 000
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	2 896 763 000	2 917 558 000	2 770 670 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	87 000 000	90 783 000	149 841 000
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		17 000	8 000
Autres	18		695 000	220 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
	20	87 000 000	91 495 000	150 069 000
	21	2 983 763 000	3 009 053 000	2 920 739 000
Charges				
Administration générale	22	279 675 000	286 917 000	278 729 000
Sécurité publique	23	1 034 073 000	1 086 838 000	1 065 162 000
Transport	24	621 585 000	564 534 000	573 573 000
Hygiène du milieu	25	229 799 000	229 452 000	239 584 000
Santé et bien-être	26	49 134 000	62 352 000	30 412 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	97 887 000	92 913 000	72 630 000
Loisirs et culture	28	110 421 000	121 102 000	107 819 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	134 800 000	129 534 000	132 713 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000
Excédent (déficit) de l'exercice	33	426 389 000	435 411 000	420 117 000

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	426 389 000	435 411 000	420 117 000
Moins: revenus d'investissement	2	(87 000 000)	(91 495 000)	(150 069 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	339 389 000	343 916 000	270 048 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8			
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	38 900 000	11 195 000	10 225 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(171 707 000)	(168 730 000)	(160 485 000)
	18	(132 807 000)	(157 535 000)	(150 260 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(1 632 000)	(6 425 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	(86 170 000)	18 000	23 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(147 618 000)	(152 029 000)	(121 393 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	27 206 000	27 088 000	(7 633 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(206 582 000)	(126 555 000)	(135 428 000)
	26	(339 389 000)	(284 090 000)	(285 688 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		59 826 000	(15 640 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	91 495 000	150 069 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(47 272 000)	(42 559 000)
Sécurité publique	3	(49 450 000)	(57 683 000)
Transport	4	(37 325 000)	(33 185 000)
Hygiène du milieu	5	(268 998 000)	(278 756 000)
Santé et bien-être	6	(2 061 000)	(25 827 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 832 000)	(4 016 000)
Loisirs et culture	8	(159 000 000)	(146 482 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(566 938 000)	(588 508 000)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	296 894 000	251 713 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	1 632 000	6 425 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	21 205 000	171 417 000
	18	22 837 000	177 842 000
	19	(247 207 000)	(158 953 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(155 712 000)	(8 884 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	912 149 000	945 393 000	922 416 000
Charges sociales	2	228 466 000	250 601 000	299 548 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	276 991 000	281 295 000	246 393 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	81 070 000	74 787 000	81 807 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	16 152 000	17 557 000	27 150 000
D'autres tiers	10	37 473 000	36 190 000	23 746 000
Autres frais de financement	11	105 000	1 000 000	10 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	610 833 000	553 318 000	562 887 000
Transferts	13			
Autres	14	38 466 000	38 310 000	35 650 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	113 276 000	143 482 000	91 264 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	242 393 000	231 709 000	209 751 000
-	19			
-	20			
	21	2 557 374 000	2 573 642 000	2 500 622 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(36 934 000)	(96 760 000)
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés	3	160 513 000	26 797 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(5 035 000)	((27 539 000))
Financement des investissements en cours	5	(255 948 000)	(100 236 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Exc.aff.- Projets spécifiques	9	6 711 000	6 729 000
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	6 711 000	6 729 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	3 869 000	4 293 000
- Gestion de l'eau	20	17 451 000	21 586 000
- Immobilisations	21	138 487 000	212 000
-	22		
-	23		
	24	159 807 000	26 091 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	706 000	706 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Règlements d'emprunt fermés	30		
-	31		
	32	706 000	706 000
	33	160 513 000	26 797 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(7 720 000)	(9 914 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(21 955 000)	(29 355 000)
Autres	37	((133 772 000))	((171 654 000))
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	((104 097 000))	((132 385 000))
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	((104 097 000))	((132 385 000))
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 740 000)	(4 940 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 740 000)	(4 940 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(116 594 000)	(30 200 000)
- Charges de fonc. à financer	58	((10 386 000))	(70 356 000)
	59	(106 208 000)	(100 556 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	651 000	455 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs	64	165 000	195 000
	65	816 000	650 000
	66	(5 035 000)	((27 539 000))

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	255 668 000	237 653 000
Investissements à financer	68	(511 616 000)	(337 889 000)
	69	(255 948 000)	(100 236 000)

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1		
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9		
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10		
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13		
Autres			
- Immatriculation	14	36 032 000	35 778 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 353 000	13 101 000
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	49 385 000	48 879 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	49 385 000	48 879 000
	27	49 385 000	48 879 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Réalisations 2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35		
	36		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41		
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45		
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	8 948 000	7 900 000
Sécurité publique			
Police	54	11 455 000	8 126 000
Sécurité incendie	55	7 869 000	7 946 000
Sécurité civile	56	4 000 000	
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	753 000	1 114 000
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	6 000	365 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	2 437 000	3 208 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	259 000	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70	10 474 000	13 619 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	1 138 000	350 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	28 106 000	978 000
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	13 310 000	13 642 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84	606 000	745 000
Promotion et développement économique	85	34 374 000	9 865 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	10 000	22 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89	876 000	2 591 000
Réseau d'électricité	90		
	91	124 621 000	70 471 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	111 000	
Sécurité publique			
Police	93	36 000	
Sécurité incendie	94	56 000	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	1 157 000	3 057 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	118 000	145 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	61 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	(223 000)	1 824 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108	10 728 000	68 101 000
Traitement des eaux usées	109	5 488 000	17 264 000
Réseaux d'égout	110	16 692 000	30 521 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119	1 966 000	25 666 000
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	146 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125	34 000	903 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	54 156 000	2 316 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128	257 000	44 000
Réseau d'électricité	129		
	130	90 783 000	149 841 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		
Fonds de développement des territoires	136	6 826 000	8 867 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	21 059 000	12 628 000
	139	27 885 000	21 495 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	243 289 000	241 807 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	320 000	264 000
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168	320 000	264 000
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	320 000	264 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	76 000	82 000
Évaluation	184	126 000	71 000
Autres	185	668 000	2 012 000
	186	870 000	2 165 000
Sécurité publique			
Police	187	45 189 000	41 279 000
Sécurité incendie	188	517 000	615 000
Sécurité civile	189		
Autres	190		
	191	45 706 000	41 894 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192		
Enlèvement de la neige	193		
Autres	194	23 000	(43 000)
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		
Autres	199	5 846 000	6 332 000
	200	5 869 000	6 289 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	614 000	(50 000)
Traitement des eaux usées	203	4 055 000	4 535 000
Réseaux d'égout	204	(26 000)	374 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	2 000	1 000
Matières recyclables	206	6 000	
Autres	207	435 000	344 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	782 000	704 000
Autres	210		
	211	5 868 000	5 908 000
Santé et bien-être			
Logement social	212	409 000	218 000
Sécurité du revenu	213		
Autres	214		
	215	409 000	218 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	385 000	311 000
Rénovation urbaine	217		
Promotion et développement économique	218	21 000	19 000
Autres	219		
	220	406 000	330 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	2 605 000	2 979 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222		
Autres	223		
	224	2 605 000	2 979 000
Réseau d'électricité	225		
	226	61 733 000	59 783 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	62 053 000	60 047 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	228	1 838 000	1 963 000
Droits de mutation immobilière	229		
Droits sur les carrières et sablières	230		
Autres	231		
	232	1 838 000	1 963 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233	85 033 000	85 937 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234	47 662 000	44 763 000
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	235	36 162 000	27 697 000
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238		
Contributions des promoteurs	239	17 000	8 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240		
Contributions des organismes municipaux	241		
Autres contributions	242		
Redevances réglementaires	243		
Autres	244	2 981 000	17 027 000
	245	2 998 000	17 035 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	860 000	839 000
Greffe et application de la loi	2	48 098 000	49 367 000
Gestion financière et administrative	3	9 392 000	1 584 000
Évaluation	4	16 656 000	17 118 000
Gestion du personnel	5	638 000	666 000
Autres			
- Autres	6	211 273 000	209 155 000
-	7		
	8	286 917 000	278 729 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	700 517 000	689 397 000
Sécurité incendie	10	357 992 000	365 215 000
Sécurité civile	11	18 374 000	1 150 000
Autres	12	9 955 000	9 400 000
	13	1 086 838 000	1 065 162 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	1 699 000	1 735 000
Enlèvement de la neige	15	86 000	128 000
Éclairage des rues	16	188 000	234 000
Circulation et stationnement	17	207 000	219 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	541 829 000	551 450 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20		
Autres	21	20 525 000	19 807 000
	22	564 534 000	573 573 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	54 485 000	52 993 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	24 475 000	23 886 000
Traitement des eaux usées	25	62 853 000	59 632 000
Réseaux d'égout	26	8 577 000	9 228 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	9 000	
Élimination	28	33 790 000	36 103 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	65 000	12 000
Tri et conditionnement	30	13 836 000	9 730 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	5 000	6 169 000
Traitement	32	7 349 000	1 322 000
Matériaux secs	33	13 654 000	31 230 000
Autres	34	1 257 000	
Plan de gestion	35		
Autres	36		
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	9 097 000	9 279 000
Autres	39		
	40	229 452 000	239 584 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	45 591 000	12 936 000
Sécurité du revenu	42		
Autres	43	16 761 000	17 476 000
	44	62 352 000	30 412 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 705 000	2 627 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	2 606 000	2 709 000
Autres biens	47	3 407 000	6 461 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	80 280 000	58 633 000
Tourisme	49	2 164 000	2 200 000
Autres	50		
Autres	51	1 751 000	
	52	92 913 000	72 630 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	1 329 000	496 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	531 000	414 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	76 000	128 000
Parcs et terrains de jeux	56	36 894 000	31 438 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58		
Autres	59	4 280 000	3 446 000
	60	43 110 000	35 922 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61		
Bibliothèques	62	11 918 000	11 709 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	46 781 000	41 508 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	19 293 000	18 680 000
	66	77 992 000	71 897 000
	67	121 102 000	107 819 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	127 874 000	130 639 000
Autres frais	70	660 000	2 064 000
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	1 000 000	10 000
	73	129 534 000	132 713 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1113193

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés audités

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES NON CONSOLIDÉS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	3 529 327 000	3 504 898 000	3 433 199 000
Compensations tenant lieu de taxes	2	275 845 000	274 855 000	264 417 000
Quotes-parts	3			
Transferts	4	191 981 000	206 162 000	191 102 000
Services rendus	5	262 314 000	254 509 000	256 933 000
Imposition de droits	6	246 449 000	367 494 000	317 010 000
Amendes et pénalités	7	105 916 000	94 430 000	103 096 000
Revenus de placements de portefeuille	8	63 645 000	74 380 000	72 379 000
Autres revenus d'intérêts	9	13 678 000	14 522 000	15 963 000
Autres revenus	10	22 035 000	26 166 000	29 613 000
Effet net des opérations de restructuration	11		8 472 000	
	12	4 711 190 000	4 825 888 000	4 683 712 000
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15	125 000 000	58 540 000	41 588 000
Imposition de droits	16			
Effet net des opérations de restructuration			5 047 000	
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17	1 100 000	9 112 000	7 378 000
Autres	18		7 878 000	7 532 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	19			
	20	126 100 000	80 577 000	56 498 000
	21	4 837 290 000	4 906 465 000	4 740 210 000
Charges				
Administration générale	22	759 921 000	688 875 000	694 237 000
Sécurité publique	23	883 985 000	885 997 000	842 701 000
Transport	24	916 764 000	949 841 000	935 366 000
Hygiène du milieu	25	464 931 000	473 452 000	465 294 000
Santé et bien-être	26	71 599 000	67 250 000	68 950 000
Aménagement, urbanisme et développement	27	212 692 000	237 875 000	163 101 000
Loisirs et culture	28	576 701 000	593 959 000	567 566 000
Réseau d'électricité	29			
Frais de financement	30	273 877 000	271 449 000	264 452 000
Effet net des opérations de restructuration	31			
	32	**4 160 470 000**	**4 168 698 000**	**4 001 667 000**
Excédent (déficit) de l'exercice	33	**676 820 000**	**737 767 000**	**738 543 000**

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	676 820 000	737 767 000	738 543 000
Moins: revenus d'investissement	2	(126 100 000)	(80 577 000)	(56 498 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	550 720 000	657 190 000	682 045 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		6 029 000	5 725 000
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		6 029 000	5 725 000
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		49 185 000	22 923 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(368 537 000)	(373 260 000)	(345 954 000)
	18	(368 537 000)	(324 075 000)	(323 031 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	( )	(8 899 000)	(11 279 000)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	110 000 000	159 091 000	117 957 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(287 043 000)	(285 283 000)	(233 093 000)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(5 140 000)	(13 020 000)	(9 990 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(182 183 000)	(148 111 000)	(136 405 000)
	26	(550 720 000)	(466 157 000)	(453 711 000)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		191 033 000	228 334 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019 Réalisations	2018 Réalisations
Revenus d'investissement	1	80 577 000	56 498 000
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
Ajouter (déduire)			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(64 082 000)	(61 022 000)
Sécurité publique	3	(1 097 000)	(1 235 000)
Transport	4	(519 347 000)	(504 397 000)
Hygiène du milieu	5	(238 448 000)	(234 789 000)
Santé et bien-être	6	(192 000)	(65 000)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(93 073 000)	(62 829 000)
Loisirs et culture	8	(339 597 000)	(268 656 000)
Réseau d'électricité	9	( )	( )
	10	(1 255 836 000)	(1 132 993 000)
Propriétés destinées à la revenue			
Acquisition	11	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	( )	( )
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	785 693 000	667 068 000
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 899 000	11 279 000
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	15 155 000	10 150 000
Réserves financières et fonds réservés	17	63 577 000	255 026 000
	18	87 631 000	276 455 000
	19	(382 512 000)	(189 470 000)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(301 935 000)	(132 972 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	861 768 000	889 488 000	862 259 000
Charges sociales	2	292 914 000	261 576 000	281 111 000
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	681 503 000	698 087 000	629 077 000
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	236 082 000	230 705 000	222 722 000
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	14 737 000	17 142 000	17 763 000
D'autres tiers	10	21 748 000	20 858 000	22 933 000
Autres frais de financement	11	1 310 000	2 744 000	1 034 000
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 085 133 000	2 082 713 000	2 002 397 000
Transferts	13		13 680 000	
Autres	14	10 086 000		13 526 000
Autres organismes				
Transferts	15			
Autres	16	124 760 000	166 534 000	118 240 000
Amortissement des immobilisations	17			
Autres				
- Autres	18	(169 571 000)	(214 829 000)	(169 395 000)
-	19			
-	20			
	21	4 160 470 000	4 168 698 000	4 001 667 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	283 530 000	312 582 000
Excédent de fonctionnement affecté	2	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés	3	280 018 000	55 846 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)
Financement des investissements en cours	5	(452 725 000)	(150 790 000)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
- Affect. À l'exercice suivant	9	12 740 000	4 800 000
- Exc.affect.-Arrondissements	10	226 117 000	205 253 000
- Exc.affect.-Projets spécifique	11	118 155 000	100 407 000
- Exc.affect.-Autres fins	12	53 785 000	59 858 000
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
	18	410 797 000	370 318 000
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Gestion de la voirie	19	22 922 000	30 245 000
- Gestion de l'eau	20	10 090 000	13 751 000
- Immobilisaitons	21	236 963 000	70 000
-	22		
-	23		
	24	269 975 000	44 066 000
Fonds réservés			
Fonds de roulement	25	3 570 000	3 768 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	26		
Montant non réservé	27	108 000	1 477 000
Fonds local d'investissement	28		
Fonds local de solidarité	29		
Autres			
- Unités de stationnement	30	6 106 000	6 218 000
- Autres	31	259 000	317 000
	32	10 043 000	11 780 000
	33	280 018 000	55 846 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	34	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	35	(91 201 000)	(96 320 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(20 745 000)	(27 645 000)
Autres	37	(10 397 000)	(8 798 000)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	(122 343 000)	(132 763 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	41	(35 200 000)	(36 800 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
-	43	( )	( )
-	44	( )	( )
	45	(157 543 000)	(169 563 000)
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	46	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	47	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	48	(3 000 000)	(4 000 000)
Utilisation du fonds de roulement	49	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	50	( )	( )
Autres			
-	51	( )	( )
-	52	( )	( )
	53	(3 000 000)	(4 000 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	54	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	55	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	56	( )	( )
Autres			
- Charges de fonc. financées	57	(1 341 810 000)	(1 352 781 000)
- Charges de fonc. à financer	58	(84 621 000)	(42 277 000)
	59	(1 426 431 000)	(1 395 058 000)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	60		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	61	288 827 000	251 062 000
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	62		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	63		
Autres			
- Débiteurs sur les dép. de fonc	64	90 697 000	105 954 000
	65	379 524 000	357 016 000
	66	(1 207 450 000)	(1 211 605 000)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE		2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	67	484 705 000	508 693 000
Investissements à financer	68	(937 430 000)	(659 483 000)
	69	(452 725 000)	(150 790 000)

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Renseignements financiers non consolidés non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TAXES		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	2 775 695 000	2 758 583 000
Taxes spéciales			
Service de la dette	2		
Activités de fonctionnement	3	394 192 000	347 172 000
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	103 332 000	100 080 000
Activités de fonctionnement	6	149 088 000	143 309 000
Activités d'investissement	7		
Autres	8	2 099 000	2 170 000
	9	3 424 406 000	3 351 314 000
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	23 969 000	24 373 000
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	14 192 000	14 096 000
Autres			
- Autres	14	626 000	650 000
-	15		
-	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17		
Service de la dette	18	7 449 000	8 048 000
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20	20 508 000	21 145 000
Activités d'investissement	21		
	22	66 744 000	68 312 000
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24	13 748 000	13 573 000
	25	13 748 000	13 573 000
	26	80 492 000	81 885 000
	27	3 504 898 000	3 433 199 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**2019**	**2018**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	33 562 000	33 641 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29	4 019 000	3 655 000
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31		
	32	37 581 000	37 296 000
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	76 048 000	74 798 000
Cégeps et universités	34	58 856 000	56 408 000
Écoles primaires et secondaires	35	46 151 000	42 714 000
	36	181 055 000	173 920 000
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37	1 564 000	1 525 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38	190 000	167 000
Taxes d'affaires	39		
	40	1 754 000	1 692 000
	41	220 390 000	212 908 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	33 024 000	31 107 000
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	3 990 000	3 418 000
Taxes d'affaires	44	2 115 000	1 335 000
	45	39 129 000	35 860 000
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	13 239 000	13 600 000
	48	13 239 000	13 600 000
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	2 097 000	2 049 000
	51	2 097 000	2 049 000
	52	274 855 000	264 417 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	12 804 000	12 230 000
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55	288 000	300 000
Sécurité civile	56		
Autres	57	120 000	125 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	1 602 000	1 663 000
Enlèvement de la neige	59	666 000	693 000
Autres	60	687 000	714 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61	71 000	38 000
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	135 000	141 000
Réseau de distribution de l'eau potable	69	61 000	63 000
Traitement des eaux usées	70	244 000	267 000
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	17 891 000	17 663 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	450 000	503 000
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76	149 000	183 000
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78	758 000	93 000
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	1 587 000	1 941 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	3 549 000	
Rénovation urbaine	84	1 161 000	1 298 000
Promotion et développement économique	85	20 303 000	8 984 000
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	1 505 000	1 435 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	4 700 000	4 820 000
Autres	89	7 863 000	6 808 000
Réseau d'électricité	90		
	91	76 594 000	59 962 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92	(1 614 000)	4 359 000
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	2 368 000	26 345 000
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99	(138 000)	655 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	26 000	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	22 817 000	(10 513 000)
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	11 169 000	6 861 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123	417 000	
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		362 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	19 346 000	9 385 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	127	4 142 000	4 142 000
Autres	128	7 000	(8 000)
Réseau d'électricité	129		
	130	58 540 000	41 588 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		**2019**	**2018**
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 178 000	19 679 000
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Autres	138	113 390 000	111 461 000
	139	129 568 000	131 140 000
TOTAL DES TRANSFERTS	140	264 702 000	232 690 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151	8 000	8 000
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155	8 000	8 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182	8 000	8 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		**Réalisations 2019**	**Réalisations 2018**
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	183	235 000	277 000
Évaluation	184	4 000	4 000
Autres	185	32 971 000	31 183 000
	186	33 210 000	31 464 000
Sécurité publique			
Police	187		
Sécurité incendie	188		
Sécurité civile	189		
Autres	190	61 000	30 000
	191	61 000	30 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	192	4 711 000	4 913 000
Enlèvement de la neige	193	1 778 000	1 918 000
Autres	194	51 996 000	61 091 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	195		
Transport adapté	196		
Transport scolaire	197		
Autres	198		17 000
Autres	199	6 845 000	5 516 000
	200	65 330 000	73 455 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201		
Réseau de distribution de l'eau potable	202	1 419 000	1 565 000
Traitement des eaux usées	203		
Réseaux d'égout	204	249 000	425 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	205	144 000	570 000
Matières recyclables	206	474 000	524 000
Autres	207	17 000	27 000
Cours d'eau	208		
Protection de l'environnement	209	74 000	834 000
Autres	210	25 000	60 000
	211	2 402 000	4 005 000
Santé et bien-être			
Logement social	212		
Sécurité du revenu	213	18 919 000	22 581 000
Autres	214	133 000	133 000
	215	19 052 000	22 714 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	216	41 884 000	33 926 000
Rénovation urbaine	217	440 000	454 000
Promotion et développement économique	218	1 516 000	3 129 000
Autres	219	59 361 000	55 162 000
	220	103 201 000	92 671 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	221	16 648 000	15 350 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	222	548 000	531 000
Autres	223	14 049 000	16 705 000
	224	31 245 000	32 586 000
Réseau d'électricité	225		
	226	254 501 000	256 925 000
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	254 509 000	256 933 000

ANALYSE DES REVENUS NON CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité **SERVICES RENDUS (suite)**		**Budget 2019**	**Réalisations 2019**	**2018**
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228		54 115 000	63 460 000
Droits de mutation immobilière	229		313 375 000	253 550 000
Droits sur les carrières et sablières	230			
Autres	231		4 000	
	232		367 494 000	317 010 000
AMENDES ET PÉNALITÉS	233		94 430 000	103 096 000
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	234		74 380 000	72 379 000
INTÉRÊTS	235		14 522 000	15 963 000
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		467 000	4 646 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		9 112 000	7 378 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244		33 577 000	32 499 000
	245		43 156 000	44 523 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION IMMOBILISATIONS			5 047 000	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION FONCTIONNEMENT	246		8 472 000	

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
ADMINISTRATION GÉNÉRALE			
Conseil	1	62 114 000	57 411 000
Greffe et application de la loi	2	33 206 000	32 104 000
Gestion financière et administrative	3	293 921 000	252 442 000
Évaluation	4	14 887 000	14 424 000
Gestion du personnel	5	68 781 000	63 834 000
Autres			
- Autres	6	215 966 000	274 022 000
-	7		
	8	688 875 000	694 237 000
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Police	9	537 445 000	536 827 000
Sécurité incendie	10	294 756 000	289 183 000
Sécurité civile	11	1 785 000	1 381 000
Autres	12	52 011 000	15 310 000
	13	885 997 000	842 701 000
TRANSPORT			
Réseau routier			
Voirie municipale	14	139 299 000	157 647 000
Enlèvement de la neige	15	207 359 000	192 391 000
Éclairage des rues	16	33 934 000	34 939 000
Circulation et stationnement	17	54 469 000	55 243 000
Transport collectif			
Transport en commun	18	454 702 000	484 855 000
Transport aérien	19		
Transport par eau	20	2 000	
Autres	21	60 076 000	10 291 000
	22	949 841 000	935 366 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
HYGIÈNE DU MILIEU			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	67 940 000	67 684 000
Réseau de distribution de l'eau potable	24	97 517 000	93 302 000
Traitement des eaux usées	25	88 701 000	83 317 000
Réseaux d'égout	26	43 351 000	42 349 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés			
Collecte et transport	27	51 704 000	48 302 000
Élimination	28	27 452 000	34 585 000
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	29	30 667 000	29 853 000
Tri et conditionnement	30	12 668 000	1 294 000
Matières organiques			
Collecte et transport	31	10 247 000	8 330 000
Traitement	32	6 407 000	6 255 000
Matériaux secs	33	16 746 000	14 201 000
Autres	34	3 744 000	3 823 000
Plan de gestion	35		
Autres	36	3 199 000	3 145 000
Cours d'eau	37		
Protection de l'environnement	38	7 919 000	10 061 000
Autres	39	5 190 000	18 793 000
	40	473 452 000	465 294 000
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE			
Logement social	41	21 447 000	19 922 000
Sécurité du revenu	42	17 528 000	21 467 000
Autres	43	28 275 000	27 561 000
	44	67 250 000	68 950 000
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT			
Aménagement, urbanisme et zonage	45	97 832 000	65 311 000
Rénovation urbaine			
Biens patrimoniaux	46	1 636 000	1 378 000
Autres biens	47	42 011 000	31 118 000
Promotion et développement économique			
Industries et commerces	48	85 808 000	62 173 000
Tourisme	49	1 851 000	1 787 000
Autres	50	448 000	359 000
Autres	51	8 289 000	975 000
	52	237 875 000	163 101 000

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
LOISIRS ET CULTURE			
Activités récréatives			
Centres communautaires	53	70 688 000	66 748 000
Patinoires intérieures et extérieures	54	35 930 000	34 282 000
Piscines, plages et ports de plaisance	55	35 528 000	38 660 000
Parcs et terrains de jeux	56	189 101 000	180 834 000
Parcs régionaux	57		
Expositions et foires	58	73 000	65 000
Autres	59	16 877 000	18 853 000
	60	348 197 000	339 442 000
Activités culturelles			
Centres communautaires	61	19 983 000	19 247 000
Bibliothèques	62	95 868 000	94 196 000
Patrimoine			
Musées et centres d'exposition	63	64 774 000	58 957 000
Autres ressources du patrimoine	64		
Autres	65	65 137 000	55 724 000
	66	245 762 000	228 124 000
	67	593 959 000	567 566 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68		
FRAIS DE FINANCEMENT			
Dette à long terme			
Intérêts	69	271 679 000	265 395 000
Autres frais	70	(2 974 000)	(1 977 000)
Autres frais de financement			
Avantages sociaux futurs	71		
Autres	72	2 744 000	1 034 000
	73	271 449 000	264 452 000
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74		

1211193

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14
Annexe : Autres renseignements financiers non consolidés non audités ventilés par compétences	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	229 467 000	229 467 000	240 878 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	166 363 000	166 363 000	165 726 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	419 862 000	419 862 000	410 358 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 670 000	28 670 000	24 840 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	41 669 000	41 669 000	41 025 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	1 338 000	2 529 000
Parcs et terrains de jeux	10	119 858 000	119 858 000	169 090 000
Autres infrastructures	11	75 478 000	356 574 000	285 116 000
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	71 340 000	303 184 000	247 941 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	243 792 000	243 792 000	172 474 000
Améliorations locatives	15	15 878 000	19 005 000	13 206 000
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		104 565 000	627 359 000
Autres	17	47 901 000	220 588 000	142 384 000
Ameublement et équipement de bureau	18	105 700 000	170 937 000	122 968 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	21 303 000	58 818 000	54 274 000
Terrains	20	123 234 000	150 584 000	79 826 000
Autres	21	2 822 000	4 016 000	8 201 000
	22	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	68 608 000	68 608 000	69 060 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	64 555 000	64 555 000	46 971 000
Autres infrastructures	27	610 206 000	891 302 000	822 387 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	160 859 000	160 859 000	171 818 000
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	101 808 000	101 808 000	118 755 000
Autres infrastructures	32	117 881 000	117 881 000	124 259 000
Autres immobilisations	33	631 970 000	1 275 489 000	1 468 633 000
	34	1 822 774 000	2 747 389 000	2 911 897 000

1354193

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4	2 566 743 000	622 624 000	812 076 000	2 377 291 000
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	4 276 154 000	830 423 000	353 279 000	4 753 298 000
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 281 092 000	664 353 000	362 100 000	2 583 345 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	9 123 989 000	2 117 400 000	1 527 455 000	9 713 934 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 862 834 000	366 086 000	342 763 000	2 886 157 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	355 394 000	62 168 000	36 698 000	380 864 000
	18	3 218 228 000	428 254 000	379 461 000	3 267 021 000
	19	12 342 217 000	2 545 654 000	1 906 916 000	12 980 955 000
Dette en cours de refinancement	20	( )			( )
Reclassement / Redressement	21		(599 568 000)	(599 568 000)	
Dette à long terme	22	12 342 217 000	1 946 086 000	1 307 348 000	12 980 955 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	6 475 925 000	3 446 284 000	9 922 209 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	452 725 000	255 948 000	708 673 000
Activités de fonctionnement à financer	3	84 622 000	(10 388 000)	74 234 000
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
- Acq. prop. destinées revente	5	46 292 000	10 855 000	57 147 000
-	6			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	7	1 380 244 000	554 162 000	1 934 406 000
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8			
Débiteurs	9	139 492 000	1 364 431 000	1 503 923 000
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10			
Autres montants	11			
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12			
Autres				
- Montant à recouvrer redevances	13	391 127 000		391 127 000
-	14			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	5 148 701 000	1 784 106 000	6 932 807 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	177 972 000	1 343 856 000	1 521 828 000
Endettement net à long terme	17	5 326 673 000	3 127 962 000	8 454 635 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	18			
Communauté métropolitaine	19	12 640 000		12 640 000
Autres organismes	20	180 977 000		180 977 000
Endettement total net à long terme	21	5 520 290 000	3 127 962 000	8 648 252 000
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	2 585 042 000		
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23			
	24	2 585 042 000		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	8 105 332 000		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	5 212 000	5 212 000	5 189 000
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	541 829 000	541 829 000	551 450 000
Autres	10	320 000	320 000	318 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	1 143 000	1 143 000	1 138 000
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	16 795 000	16 795 000	16 720 000
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 224 000	4 224 000	4 205 000
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	11 811 000	11 811 000	11 758 000
Réseau d'électricité	24			
	25	581 334 000	581 334 000	590 778 000

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Rémunération	1	72 114 000	66 128 000
Charges sociales	2	30 906 000	28 340 000
Biens et services	3	1 719 754 000	1 627 033 000
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 822 774 000	1 721 501 000

1409193

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	2 195,00	37,50	3 806 339,00	259 635 000	85 740 000	345 375 000
Professionnels	2	3 015,30	35,00	5 032 326,00	266 969 000	72 793 000	339 762 000
Cols blancs	3	6 426,70	35,00	11 432 926,00	365 875 000	105 206 000	471 081 000
Cols bleus	4	4 499,70	36,00	9 218 069,00	315 672 000	113 111 000	428 783 000
Policiers	5	4 325,30	35,00	8 706 739,00	452 262 000	101 881 000	554 143 000
Pompiers	6	2 352,00	42,00	5 167 253,00	235 384 000	59 571 000	294 955 000
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	22 814,00		43 363 652,00	1 895 797 000	538 302 000	2 434 099 000
Élus	9	103,00			11 198 000	4 781 000	15 979 000
	10	22 917,00			1 906 995 000	543 083 000	2 450 078 000

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	2 508 000				2 508 000
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	394 000	86 000	(309 000)		171 000
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 000	23 835 000	9 710 000		33 606 000
Traitement des eaux usées	14	10 718 000	2 744 000	2 744 000		16 206 000
Réseaux d'égout	15	4 000	16 870 000	10 987 000		27 861 000
Autres	16	301 995 000	76 751 000	5 905 000	42 988 000	427 639 000
	17	315 680 000	120 286 000	29 037 000	42 988 000	507 991 000

10

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	501 000	551 000
Évaluation	2	60 000	58 000
Autres	3	27 228 000	25 922 000
	4	27 789 000	26 531 000
Sécurité publique			
Police	5	4 893 000	5 090 000
Sécurité incendie	6	10 072 000	10 608 000
Sécurité civile	7	59 000	
Autres	8	774 000	835 000
	9	15 798 000	16 533 000
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	100 907 000	101 254 000
Enlèvement de la neige	11	9 967 000	9 616 000
Autres	12	12 157 000	11 489 000
Transport collectif	13	33 721 000	35 829 000
Autres	14	2 139 000	
	15	158 891 000	158 188 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	11 854 000	10 969 000
Réseau de distribution de l'eau potable	17	28 438 000	26 725 000
Traitement des eaux usées	18	25 302 000	25 671 000
Réseaux d'égout	19	26 858 000	26 177 000
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	1 997 000	1 963 000
Matières recyclables	21	439 000	477 000
Autres	22	117 000	529 000
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	751 000	
Autres	25		128 000
	26	95 756 000	92 639 000
Santé et bien-être			
Logement social	27	601 000	661 000
Sécurité du revenu	28	6 554 000	6 555 000
Autres	29		
	30	7 155 000	7 216 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	4 763 000	5 025 000
Rénovation urbaine	32	874 000	1 036 000
Promotion et développement économique	33	1 180 000	1 044 000
Autres	34	13 855 000	13 421 000
	35	20 672 000	20 526 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	60 192 000	59 890 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	6 426 000	1 792 000
Autres	38	8 304 000	13 850 000
	39	74 922 000	75 532 000
Réseau d'électricité	40		
	41	400 983 000	397 165 000

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		2019		2018
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Ventes d'électricité				
Domestique et agricole	1			
Générale et institutionnelle	2			
Industrielle	3			
Autres	4			
Autres revenus	5			
	6			
Charges				
Achat d'énergie	7			
Taxe sur le revenu brut	8			
Frais d'exploitation	9			
Autres frais	10			
Frais de financement	11			
Amortissement des immobilisations	12			
	13			
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( )	( )	( )
	15			
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
Ajouter (déduire)				
Immobilisations				
Amortissement	17			
Produit de cession	18			
(Gain) perte sur cession	19			
Réduction de valeur	20			
	21			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22			
Remboursement de la dette à long terme	23	( )	( )	( )
	24			
Affectations				
Activités d'investissement	25	( )	( )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26			
Excédent de fonctionnement affecté	27			
Réserves financières et fonds réservés	28			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30			
	31			
	32			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33			

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Arseneault, Christian	86 550	17 352
Barbe, Manon	111 018	17 352
Battista, Mario	47 318	17 352
Beaudry, Robert	122 272	17 352
Beis, Dimitrios	91 929	17 352
Belinga, Renée-Chantal	47 708	17 294
Biron, Michèle D	48 741	17 352
Bissonnet, Michel	81 547	17 352
Black, Christine	93 744	17 352
Blanchet, Nancy	59 186	17 352
Blanco, Josefina	70 176	17 352
Boivin Roy, Karine	103 616	17 352
Boukala, Younes	59 505	17 352
Bourgeois, Caroline	100 508	16 761
Caldwell, Éric Alan	123 671	17 352
Christensen, Lisa	51 227	17 352
Clément-Talbot, Catherine	65 375	17 352
Cohen, Jacques	53 054	17 352
Corbeil, Jean-Marc	34 637	17 294
Corvil, Josué	59 668	16 761
Croteau, François William	153 871	17 352
Décarie, Suzanne	71 620	17 352
Declos, Serge	48 503	17 352
Deros, Mary	74 262	17 352
Deschamps, Richard	83 907	17 352
DeSousa, Alan	108 978	17 352
Déziel, Gilles	44 573	17 352
Dorais, Benoit	163 163	17 352
Downey, Sterling	96 391	17 352
Ferrandez, Luc	56 846	7 246
Filato, Rosannie	119 075	17 352
Flannery, Michèle	59 695	17 352
Fumagalli, Giuliana	88 615	17 352
Gagnon, Luc	56 003	17 352
Giannou, Effie	60 595	17 352
Gignac, Yves	41 845	17 352
Giguère, Marianne	92 336	17 352
Gosselin, Christine	91 811	17 352
Goulet, Nathalie	125 304	17 352
Guay, Richard	70 628	17 352
Hénault, Andrée	70 738	17 352
Langevin, Benoit	73 186	17 352
Larocque, Christian	48 835	17 352
Lattanzio, Patricia	63 498	15 607
Lavigne Lalonde, Laurence	114 778	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Leblanc, Richard	34 637	17 294
Leroux, Louise	34 637	17 294
Lessard-Blais, Pierre	107 462	17 352
L'heureux, Pierre	54 280	17 352
Limoges, François	128 535	17 352
Magini, Fanny	48 499	17 352
Marceau, Suzanne	34 637	17 294
Marinacci, Normand	113 700	17 352
Marsolais, Kristine	34 637	17 294
Mauger, Marie-Andrée	90 091	17 352
Mauzerolle, Sophie	101 092	17 352
McQueen, Peter	103 734	17 352
Miele, Francesco	100 197	17 352
Miranda, Luis	76 986	17 352
Miron, Suzie	108 354	17 352
Montgomery, Sue	100 126	17 352
Normand, Jerôme	94 791	17 352
Norris, Alex	109 657	17 352
Ouellet, Sylvain	163 763	17 352
Palestini, Laura-Ann	48 503	17 352
Parent, Marie-Josée	86 034	17 352
Parenteau, Jean-François	132 842	17 352
Parizeau, Hadrien	86 542	17 352
Patreau, Valérie	57 156	17 352
Pauzé, Jocelyn	93 079	17 352
Perez, Lionel	107 027	17 352
Perri, Dominic	76 986	17 352
Pierre-Antoine, Nathalie	44 573	17 352
Plante, Valérie	179 759	17 352
Plourde, Marie	98 105	17 352
Poirier, Jean-Marc	47 708	17 294
Pollak, Mindy	52 689	17 352
Popeanu, Magda	147 813	17 352
Provost, Julie-Pascale	48 879	17 352
Rabouin, Luc	14 663	2 985
Rapana, Giovanni	72 915	17 352
Rossi, Chantal	79 527	17 352
Rotrand, Marvin	60 729	17 352
Rouleau, Micheline	83 186	17 352
Ryan, Richard	106 129	17 352
Salem, Aref	80 904	17 352
Samoszewski, Robert	48 499	17 352
Sarault, Yves	52 129	17 352
Sari, Abdelhaq	71 401	17 352
Sauvé, Craig	113 220	17 352

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Shand, Lynne	34 637	17 294
Sigouin, Anne-Marie	103 138	17 352
Thiébaut, Sophie-Gabrielle	55 350	17 352
Thuillier, Émilie	133 938	17 352
Tomlinson, Philipe	88 738	17 352
Tremblay, Lili-Anne	54 185	17 352
Tremblay, Véronique	50 286	17 352
Troilo, Josée	48 503	17 352
Vaillancourt, Alain	67 786	17 352
Vilain, Maeva	67 725	17 352
Vodanovic, Maja	127 235	17 352
Watt, Stéphanie	72 895	17 352
Wong, Cathy	126 342	17 352
Zarac, Lise	66 813	17 352

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 050 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 / 3 / 4		X	

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 / 6		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 / 9		X	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :				
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 / 11		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	$		
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 / 14	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	182 000 000 $		
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 / 17	X		
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	20 509 000 $		
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 / 20		X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	$		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 / 23	X	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 / 25		X
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 / 27		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28		$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 / 30		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31		$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 / 33		X
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	34		$
b) autres formes d'aide	35		$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36		
Facteur comparatif de 2019	37	0,00	
Valeur uniformisée	38		

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 39 ____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver — 40 ____ $
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver — 41 ____ $

b) Dépenses d'investissement — 42 ____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 43 ____ $

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution — 44 ____

b) Date d'adoption de la résolution — 45 ____

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

	OUI	NON
	46 [X]	47 [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution — 48 CG10 0209

b) Date d'adoption de la résolution — 49 2010-05-20

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		**OUI**		**NON**
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50	☐	51	☐
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52			
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53			
Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice				
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54			
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55			
Mesures d'encadrement				
f) Nombre d'ordonnaces émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56			
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :				
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57			
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58			
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :				
- la mort	59			
- une blessure grave	60			
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61			

ANNEXE

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS

NON AUDITÉS VENTILÉS PAR COMPÉTENCES

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	18
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	18
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	19
Questionnaire	20
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par catégories	22
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations non consolidées	22
Analyse de la charge de quotes-parts non consolidée	23

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	102 173 000	106 376 000
Usines de traitement de l'eau potable	2	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	3	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	4	53 520 000	65 435 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	41 212 000	13 688 000
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	24 777 000	15 272 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	(202 000)	426 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 404 000	919 000
Aires de stationnement	9		4 000
Parcs et terrains de jeux	10	28 376 000	77 584 000
Autres infrastructures	11	116 000	145 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	37 673 000	69 696 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919 000	47 216 000
Améliorations locatives	15	10 316 000	8 599 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	24 419 000	16 503 000
Ameublement et équipement de bureau	18	55 700 000	43 964 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 343 000	4 470 000
Terrains	20	89 780 000	23 495 000
Autres	21	(475 000)	4 702 000
	22	566 938 000	588 508 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	31 289 000	19 590 000
Usines de traitement de l'eau potable	24	28 480 000	46 873 000
Usines et bassins d'épuration	25	38 407 000	43 141 000
Conduites d'égout	26	23 566 000	12 014 000
Autres infrastructures	27	31 533 000	39 500 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	70 884 000	86 786 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	29 954 000	53 421 000
Autres infrastructures	32	64 150 000	68 538 000
Autres immobilisations	33	248 675 000	218 645 000
	34	566 938 000	588 508 000

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
66023	Montréal		2 042 217 000
66112	Baie-D'Urfé		12 006 000
66107	Beaconsfield		20 771 000
66058	Côte-Saint-Luc		28 254 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		41 791 000
66087	Dorval		70 927 000
66062	Hampstead		9 843 000
66092	L'Île-Dorval		80 000
66102	Kirkland		28 745 000
66072	Mont-Royal		51 633 000
66007	Montréal-Est		17 310 000
66047	Montréal-Ouest		5 822 000
66097	Pointe-Claire		63 384 000
66127	Senneville		3 375 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		7 098 000
66032	Westmount		56 082 000
		1	2 459 338 000
	Certaines municipalités		
66023	Montréal		12 480 000
66112	Baie-D'Urfé		250 000
66107	Beaconsfield		517 000
66058	Côte-Saint-Luc		382 000
66142	Dollard-Des Ormeaux		842 000
66087	Dorval		1 584 000
66062	Hampstead		216 000
66092	L'Île-Dorval		1 000
66102	Kirkland		653 000
66072	Mont-Royal		1 095 000
66007	Montréal-Est		366 000
66047	Montréal-Ouest		95 000
66097	Pointe-Claire		1 380 000
66127	Senneville		77 000
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue		199 000
66032	Westmount		1 158 000
		2	21 295 000
		3	2 480 633 000

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	_____ $	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	2 / 3	[ ]	[X]
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	4	_____ $	
b) autres formes d'aide	5	_____ $	
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	6 / 7	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	8	_____ $	
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	9 / 10	[ ]	[X]
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM?	11 / 12	[ ]	[X]
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	13	_____ $	

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	2018
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	127 294 000	134 502 000
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	112 843 000	100 291 000
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	395 085 000	395 086 000
Ponts, tunnels et viaducs	7	28 872 000	24 414 000
Systèmes d'éclairage des rues	8	40 265 000	40 106 000
Aires de stationnement	9	1 338 000	2 525 000
Parcs et terrains de jeux	10	91 482 000	91 506 000
Autres infrastructures	11	75 362 000	54 834 000
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	33 667 000	28 065 000
Édifices communautaires et récréatifs	14	214 873 000	125 258 000
Améliorations locatives	15	5 562 000	3 016 000
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	23 482 000	23 234 000
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000 000	39 724 000
Machinerie, outillage et équipement divers	19	18 960 000	14 439 000
Terrains	20	33 454 000	52 494 000
Autres	21	3 297 000	3 499 000
	22	1 255 836 000	1 132 993 000

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	37 319 000	49 469 000
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	40 989 000	34 956 000
Autres infrastructures	27	578 673 000	552 751 000
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	89 975 000	85 033 000
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	71 854 000	65 335 000
Autres infrastructures	32	53 731 000	55 720 000
Autres immobilisations	33	383 295 000	289 729 000
	34	1 255 836 000	1 132 993 000

152193

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

		Réalisations	
		2019	**2018**
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	14 887 000	14 424 000
Autres	3	263 943 000	288 999 000
Sécurité publique			
Police	4	534 888 000	531 811 000
Sécurité incendie	5	294 866 000	289 362 000
Sécurité civile	6	1 258 000	1 270 000
Autres	7	44 432 000	7 410 000
Transport			
Réseau routier	8	6 784 000	20 947 000
Transport collectif	9	454 644 000	460 609 000
Autres	10	29 434 000	10 553 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11	194 788 000	186 375 000
Matières résiduelles	12	58 705 000	47 166 000
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14	4 679 000	4 988 000
Autres	15	2 698 000	
Santé et bien-être			
Logement social	16	19 421 000	18 409 000
Autres	17	3 000 000	2 682 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	2 322 000	2 165 000
Rénovation urbaine	19	4 902 000	4 196 000
Promotion et développement économique	20	45 889 000	31 611 000
Autres	21	3 397 000	975 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	30 527 000	30 050 000
Activités culturelles	23	67 249 000	48 395 000
Réseau d'électricité	24		
	25	2 082 713 000	2 002 397 000

15193

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	3
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	4
Notes complémentaires	5

Vérificateur général de la Ville de Montréal

Deloitte.

Rapport des auditeurs indépendants

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Opinion
Nous avons effectué l'audit du tableau « Ventilation des dépenses mixtes par compétence » entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville de Montréal (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 dans le format du modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été établi par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément sur la base du règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et de ses modifications subséquentes (les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion
Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable
Nous attirons l'attention sur la note 3 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Ville de Montréal de répondre aux exigences réglementaires. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point
Nous avons également émis un rapport de l'auditeur indépendant comportant une opinion non modifiée signé en date du 14 avril 2020 relativement au tableau de la ventilation des charges mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de la Ville, ayant été déposé au greffe de la Ville le 15 avril 2020.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau
La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau
Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Michèle Galipeau, CPA auditeur, CA

Michèle Galipeau, CPA auditrice, CA
Vérificatrice générale de la Ville de Montréal

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Montréal

Le 21 avril 2020

S50

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		2019						2018
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Total		
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	159 432 000	167 972 000	150 571 000	135 841 000	309 854 000	303 666 000	292 214 000
Sécurité publique	2							
Transport	3	1 634 000	1 843 000	55 390 000	58 527 000	57 024 000	60 366 000	63 023 000
Hygiène du milieu	4	7 430 000	7 680 000	18 913 000	18 322 000	26 342 000	26 001 000	27 984 000
Santé et bien-être	5	2 572 000	2 253 000	985 000	1 055 000	3 557 000	3 308 000	3 121 000
Aménagement, urbanisme et développement	6	4 978 000	5 458 000	8 170 000	8 222 000	13 148 000	13 680 000	12 720 000
Loisirs et culture	7	7 391 000	7 143 000	21 689 000	22 187 000	29 080 000	29 327 000	29 570 000
Frais de financement	8							
	9	183 437 000	192 349 000	255 718 000	244 154 000	439 005 000	436 348 000	428 632 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

Voir les notes 1 et 2 à la page S61-2.

2. Principales méthodes comptables

Voir la note 3 à la page S61-2.

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES – NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 DÉCEMBRE 2019

1. DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les dépenses engagées par la Ville de Montréal dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

2. VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 31 décembre 2006, et ses modifications subséquentes.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice de compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution, des dépenses contingentes et des dépenses mixtes d'administration générale. Le taux des dépenses d'administration est calculé annuellement en fonction des critères définis au règlement mentionné ci-dessus. Le taux applicable en 2019 est de 9,88 %.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les dépenses présentées dans le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, lesquels sont dressés conformément aux NCCSP. La note 2 des états financiers consolidés décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les dépenses mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

Taux global de taxation réel audité

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 3

Taux global de taxation réel 4

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7177
Téléc. : 514-390-4111
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À Madame la Mairesse,
au président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal,
au trésorier

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Montréal (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 a été préparé par la direction de la Ville, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A116207

Le 21 avril 2020

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	3 504 898 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (199 000)	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	7 658 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	13 748 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6	12 439 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 242 211 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	2 633 000
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	2 241 525 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	239 531 928 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2019 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	240 719 820 000
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	240 125 874 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2019
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 | 0 | , | 9 | 3 | 3 | 5 | / 100 $

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Montréal

Code géographique : 66023

Type d'organisme municipal : Municipalité locale avec agglomération

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11
Annexe : Compétences d'agglomération	12

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	2 891 233 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	408 741 000
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	103 616 000
Activités de fonctionnement	6	155 387 000
Activités d'investissement	7	
Autres	8	632 000
	9	3 559 609 000
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	19 671 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	8 824 000
Autres		
- Enseignes publicitaires	14	640 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	5 631 000
Pouvoir général de taxation	19	20 557 000
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	55 323 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	14 934 000
	25	14 934 000
	26	70 257 000
	27	3 629 866 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	37 586 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	37 586 000
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	76 512 000
Cégeps et universités	7	61 924 000
Écoles primaires et secondaires	8	47 675 000
	9	186 111 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	1 769 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	1 769 000
	14	225 466 000
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	37 351 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	2 092 000
Taxes d'affaires	17	
	18	39 443 000
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	13 230 000
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	13 230 000
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	2 212 000
	24	2 212 000
	25	280 351 000

S57

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxe foncière générale (taux unique)	1	x	2 /100$		3				
Taxe foncière générale (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5 /100$		6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8 /100$		9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11 /100$		12				
Immeubles industriels	13	x	14 /100$		15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17 /100$		18				
Autres	19	x	20 /100$		21				
Immeubles agricoles	22	x	23 /100$		24				
Total					25	26 ( )	27 (3 230 000)	28 2 894 463 000	29 2 891 233 000
Taxes spéciales									
Service de la dette (taux unique)	30	x	31 /100$		32				
Service de la dette (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34 /100$		35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37 /100$		38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40 /100$		41				
Immeubles industriels	42	x	43 /100$		44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46 /100$		47				
Autres	48	x	49 /100$		50				
Immeubles agricoles	51	x	52 /100$		53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57 408 741 000	58 408 741 000

S58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière									
Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	x	2	/100$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x	5	/100$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x	8	/100$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x	11	/100$	12				
Immeubles industriels	13	x	14	/100$	15				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	16	x	17	/100$	18				
Autres	19	x	20	/100$	21				
Immeubles agricoles	22	x	23	/100$	24				
Total					25	26 ( )	27 ( )	28	29
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	30	x	31	/100$	32				
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x	34	/100$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x	37	/100$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x	40	/100$	41				
Immeubles industriels	42	x	43	/100$	44				
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	45	x	46	/100$	47				
Autres	48	x	49	/100$	50				
Immeubles agricoles	51	x	52	/100$	53				
Total					54	55 ( )	56 ( )	57	58

	Valeur locative imposable								
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x	60	%	61	62 ( )	63 ( )	64	65

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	___ , ___ $
Égout	2	___ , ___ $
Eau et égout	3	___ , ___ $
Traitement des eaux usées	4	___ , ___ $
Matières résiduelles	5	___ , ___ $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code[1]	Préciser
	100,0000	7	Autres

1. Code : 1 - du 100 $ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)
5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

Montréal

Taux de taxation de 2020 (en $/100$)[1]

Secteurs / Arrondissements	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis	Terrains vagues non desservis[2]	Taxes PTI d'arrondis-sement
Anjou	0,6340	0,6380	2,6202	3,1407	1,2680	0,6340	0,0831
Taxe spéciale de l'eau	0,0963	0,0844	0,3210		0,0963		
Lachine	0,5895	0,5559	2,5463	3,0668	1,1790	0,5895	0,0526
Taxe spéciale de l'eau	0,0927	0,0746	0,2925		0,0927		
LaSalle	0,5837	0,5101	2,5387	3,0592	1,1674	0,5837	0,0466
Taxe spéciale de l'eau	0,0897	0,0731	0,2820		0,0897		
L'Île-Bizard	0,6040	0,6080	2,5195	3,0400	1,2080	0,6040	0,0772
Taxe spéciale de l'eau	0,0973	0,0736	0,2905		0,0973		
Montréal	0,6372	0,6412	2,6427	3,1633	1,2744	0,6372	
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3472		0,1043		
Ahuntsic-Cartierville							0,0483
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce							0,0311
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve							0,0511
Plateau Mont-Royal							0,0314
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles							0,0724
Rosemont–Petite-Patrie							0,0409
Le Sud-Ouest							0,0408
Ville-Marie							0,0064
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension							0,0445
Montréal-Nord	0,6277	0,6316	2,5991	3,1196	1,2554	0,6277	0,0671
Taxe spéciale de l'eau	0,0888	0,0686	0,1457		0,0888		
Outremont	0,6043	0,5675	2,5706	3,0911	1,2086	0,6043	0,0307
Taxe spéciale de l'eau	0,1043	0,1043	0,3495		0,1043		
Pierrefonds	0,5891	0,5520	2,5273	3,0478	1,1782	0,5891	0,0646
Taxe spéciale de l'eau	0,0957	0,0752	0,3109		0,0957		
Roxboro	0,6071	0,6110	2,5301	3,0506	1,2142	0,6071	0,0604
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0687	0,3017		0,0951		
Sainte-Geneviève	0,5891	0,5683	2,5593	3,0798	1,1782	0,5891	0,0768
Taxe spéciale de l'eau	0,0922	0,0809	0,2622		0,0922		
Saint-Laurent	0,6129	0,6168	2,5506	3,0711	1,2258	0,6129	0,0522
Taxe spéciale de l'eau	0,0981	0,0800	0,2949		0,0981		
Saint-Léonard	0,6132	0,6171	2,5521	3,0726	1,2264	0,6132	0,0605
Taxe spéciale de l'eau	0,0925	0,0790	0,2935		0,0925		
Verdun	0,5915	0,5644	2,5419	3,0624	1,1830	0,5915	0,0385
Taxe spéciale de l'eau	0,0951	0,0796	0,3192		0,0951		

Taxe spéciale voirie	Résidentiel	Non résidentiel
Ville de Montréal	0,0035	0,0228

T.G.T. pondéré[3]	Ens. Supérieur, Santé,S.Sociaux	Ens. P et Sec
1,1073	84,5%	71

Taxe relative à l'ARTM	Résiduelle	Six logements ou plus	Valeurs n'excédant pas 625 000 $	Valeurs excédant 625 000 $	Terrains vagues desservis
Ville de Montréal	0,0024	0,0024	0,0102	0,0123	0,0048

Verdun	Secteur IDS	Secteur TFE
Taxe pour travaux municipaux	0,0083	0,0037

Montréal-Nord	
Eau (non-résidentiel)	0,17921

Divers	OBNL	STM	Terrains
Ville de Montréal	0,5000	1,0175	0,5800

Tarification des immeubles résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Ahuntsic-Cartierville	s. o.	s. o.
Anjou	Tarifs fixes variés : 20 $ par logement, 10 $ par chambre.	s. o.
Côte-des-Neiges– Notre-Dame-de-Grâce	s. o.	s. o.
Lachine	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
LaSalle	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : chalet d'été, 30 $ par unité; maison de chambres, 20 $ par chambre; autres immeubles, 30 $ par logement. Sainte-Geneviève : tarif fixe de 30 $ par logement ou 30 $ par immeuble pour les maisons de chambres.	L'Ile-Bizard : s. o. Sainte-Geneviève : 60 $ par logement ou 50 $ par chambre
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	s. o.	s. o.
Montréal-Nord	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Outremont	s. o.	100 $ par logement
Pierrefonds-Roxboro	Tarif fixe de 30 $ par logement.	Pierrefonds : 60 $ par logement Roxboro : s. o.
Plateau-Mont-Royal	s. o.	s. o.
Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles	s. o.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	s. o.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif fixe de 25 $ par logement.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif fixe de 30 $ par logement.	s. o.
Sud-Ouest	s. o.	s. o.
Verdun	Tarif fixe de 30 $ par logement.	60 $ par logement
Ville-Marie	s. o.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	s. o.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées.

Tarification des immeubles non résidentiels dans les arrondissements de la Ville de Montréal pour l'exercice de 2020[1]

Arrondissements	Eau	Matières résiduelles
Tous	Tarif de 0,58 $/m^3 pour toute consommation excédant 100 000 m^3, en plus des tarifs présentés ci-dessous.	s. o.
Ahuntsic-Cartierville	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Anjou	Tarif au compteur de 0,1869775 $/m^3. Un crédit de 227 m^3 par logement ou par chambre est alloué pour les immeubles mixtes.	s. o.
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Lachine	Tarifs variés selon le secteur (immeubles mixtes et non résidentiels) : Lachine, le plus élevé de : a) 30 $ par logement ou 150 $ par établissement; b) 0,33 $/m^3 pour 454 609 m^3 et 0,2552 $/m^3 sur l'excédent. Saint-Pierre, le plus élevé de : a) 0,90 $/m^3; b) 30 $ par logement ou 360 $ par établissement; c) selon le type de compteur : de 1 300 $ à 4 700 $.	s. o.
LaSalle	Tarif de base de 90 $ par local pour les premiers 255 m^3, tarif de 0,37 $/m^3 jusqu'à 425 m^3 et de 0,41 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève	L'Île-Bizard : tarifs fixes variés : commerce dans un immeuble mixte, 160 $ par local; autres commerces : 270 $ par local. Sainte-Geneviève : tarif de base de 175 $ par local pour les premiers 227,3 m^3 et tarif au compteur de 0,274967 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Montréal-Nord	Le plus élevé de : tarif fixe de 0,18353 $ par 100 $ d'évaluation foncière non résidentielle ajustée ou 0,165 $ du m^3.	s. o.
Outremont	s. o.	s. o.
Pierrefonds-Roxboro	Pierrefonds : tarif de base de 85 $ par local pour les premiers 360 m^3 et taux de 0,21 $/m^3 sur l'excédent. Roxboro : tarifs fixes par local, variant de 180 $ à 360 $ selon le type de commerce.	s. o.
Plateau-Mont-Royal	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Rosemont–La Petite-Patrie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Saint-Laurent	Tarif minimum variable selon le diamètre du compteur. Tarif de 0,396 $/m^3 jusqu'à 909 200 m^3 et de 0,297 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Saint-Léonard	Tarif minimum de 85 $ par établissement pour les premiers 318 m^3 et tarif au compteur de 0,26708 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Sud-Ouest	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Verdun	Tarif minimum de 78 $ par unité pour les premiers 228 m^3 et tarif au compteur de 0,19 $/m^3 sur l'excédent.	s. o.
Ville-Marie	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	Tarif au compteur de 0,22 $/m^3 aux grands consommateurs d'eau.	s. o.

[1] Ce tableau énumère les principaux modes de tarification. Cependant, plusieurs particularités n'y sont pas indiquées. Aussi, les données relatives à la consommation ont été converties en mètres cubes.

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	3 629 866 000
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2 (235 000)		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	9 690 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	14 934 000
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	8 651 000
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	1 287 919 000
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel		10	2 328 052 000

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE 11 259 476 245 000

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020 12 0 , 8 9 7 2 /100 $
(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

S63

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 788 443 000		11 843 000	21 652 000	275 280 000	139 000
De secteur	2	47 607 000		376 000	1 943 000	36 424 000	20 000
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	1 858 000				113 000	
Autres	5	33 229 000				5 084 000	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7	14 934 000					
	8	1 886 071 000		12 219 000	23 595 000	316 901 000	159 000

S64

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	1 164 452 000	16 000	38 149 000	3 299 974 000
De secteur	10	167 155 000	2 000	5 476 000	259 003 000
Autres	11			632 000	632 000
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	3 660 000			5 631 000
Autres	13	11 379 000			49 692 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				14 934 000
	16	1 346 646 000	18 000	44 257 000	3 629 866 000

10

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
- Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4	X	5	
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7	X	8	
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10	X	11	
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	X	13		14	
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21		22	X		
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23	X	24			
Si oui, indiquer le montant.	25	82 000 $				
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	$				
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-11				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

PORTRAIT GLOBAL

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 729 429 000 $
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	531 193 000 $
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	421 159 000 $
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	86 245 000 $

Les questions 10 et 11 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

		OUI		NON
10. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	32	X	33	
11. Date d'adoption du budget d'agglomération par le conseil	34	2019-12-13		

ANNEXE

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	14
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	15

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	36 270 000
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	13 340 000
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	49 610 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	49 610 000
	27	49 610 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	
	9	
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9		10	X	11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12		13	X	14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18	X	19		20	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21	X	22			

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	**OUI**	**NON**

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?	23	X	24	
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	25	X	26	
9. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?	27	X	28	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Courchesne , atteste que le rapport financier consolidé
de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,
a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-28.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont
détenues par Montréal.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de
la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que
Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s)
de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-04-21 12:55:35

Date de transmission au Ministère :

S68

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.004

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1204368005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des états financiers 2019 de BIXI Montréal

Il est recommandé de prendre acte du dépôt des états financiers 2019 de BIXI Montréal, le tout conformément à l'article 4.2.4 de l'entente de gestion entre la Ville de Montréal et BIXI Montréal.

Signé par Isabelle CADRIN **Le** 2020-05-13 11:18

Signataire : Isabelle CADRIN

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Mobilité et attractivité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1204368005**
Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la mobilité , Division du développement des projets et intégration des réseaux
Niveau décisionnel proposé :	Comité exécutif
Projet :	-
Objet :	Prendre acte du dépôt des états financiers 2019 de BIXI Montréal

CONTENU

CONTEXTE

La saison 2019 de BIXI Montréal aura été marquante à plusieurs niveaux. L'ajout de 1 000 nouveaux vélos, de 60 stations et de 2 625 points d'ancrage et l'expansion du service dans six nouveaux arrondissements montréalais - Lachine, Saint-Laurent, Montréal-Nord, Anjou, Saint-Léonard et Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles - ont eu un impact majeur sur les déplacements. En effet, ce sont plus de 15 millions de kilomètres qui ont été parcourus par 320 000 utilisateurs uniques. Plus de 5,8 millions de déplacements ont été enregistrés, une hausse de plus de 8% par rapport au record établi en 2018. Avec une croissance de 80% de l'achalandage et de 309% des ventes depuis les 5 dernières années, le vélo partage s'inscrit comme une véritable option de transport public à l'échelle montréalaise.
La fin de la saison aura été marquée également par l'arrivée des premiers E-BIXI, la version électrique de BIXI. Les quelque 120 vélos de couleur bleue ont rapidement conquis les utilisateurs au point où le nombre d'utilisations quotidiennes moyen de chaque vélo à assistance électrique a rapidement dépassé celui des vélos classiques. Dans le but de continuer d'offrir un service de qualité et de pouvoir mieux répondre aux besoins de la clientèle cycliste, il a été convenu de bonifier l'offre actuelle de vélos en libre-service par l'ajout de vélos à assistance électrique au cours des trois prochaines années.

Il importe de rappeler que depuis 2014, BIXI Montréal assure l'exploitation et la gestion pour le compte de la Ville de Montréal du système de vélo en libre-service BIXI. Les obligations de BIXI Montréal sont consignées dans une nouvelle entente de gestion, laquelle a été conclue en février 2019 pour une durée de 10 ans. Ce nouveau modèle d'affaires, plus équitable, tient compte désormais d'une expansion du système sur le territoire de Montréal et de ses arrondissements et également à l'extérieur (réseau), c'est-à-dire dans d'autres villes sur l'Île de Montréal et même dans les couronnes nord et sud, au cours des prochaines années. Il a été développé afin de s'assurer que chaque partenaire assume une quote-part des frais d'exploitation du système de vélo en libre-service selon le nombre d'items en opération sur chaque territoire.

Autonome et imputable, l'OBNL mène ses activités courantes de gestion et d'exploitation, définit ses orientations à moyen terme et veille à la préservation du patrimoine de BIXI Montréal à long terme.

Conformément à l'entente de gestion en vigueur, BIXI Montréal dépose aux instances décisionnelles de la Ville ses états financiers audités pour l'année 2019.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 0595 (29 avril 2020) Recommander au comité exécutif d'autoriser BIXI Montréal à reporter d'un mois le dépôt de ses états financiers 2019.
CE19 1045 (12 juin 2019) Prendre acte du dépôt des états financiers 2018 de BIXI Montréal, en vertu de l'article 4.2.4 de l'Entente de gestion entre la Ville de Montréal et BIXI Montréal;

CM19 0199 (25 février 2019) Approuver un nouveau projet d'entente de gestion entre la Ville de Montréal et BIXI Montréal, organisme à but non lucratif, afin de lui confier la gestion du système de vélo en libre-service sur le territoire de la Ville de Montréal à compter du 1er janvier 2019, et ce, pour les dix prochaines années et autoriser une dépense de 46 011 581,96$, taxes incluses, à cet effet.

DESCRIPTION

Une firme de comptables professionnels agréés a procédé à l'audit des états financiers 2019 de BIXI Montréal, lesquels figurent en pièce jointe du présent sommaire.
Ceux-ci comprennent :

- le rapport de l'auditeur indépendant;
- l'état des résultats et de l'excédent accumulé;
- l'état de la situation financière;
- l'état de la variation des actifs financiers nets;
- l'état des flux de trésorerie;
- les notes complémentaires.

Le présent dossier a pour objet de prendre acte des états financiers 2019 de BIXI Montréal.

JUSTIFICATION

En conformité avec les dispositions de l'entente de gestion en vigueur (art. 4.2.4) et la résolution CE20 0595 adoptée récemment, BIXI Montréal transmet aux instances décisionnelles de la Ville ses états financiers audités et le rapport de son auditeur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le service BIXI s'inscrit notamment dans les orientations du Plan de transport de Montréal, adopté en 2008, qui mise entre autres sur un usage accru du vélo partout sur le territoire de l'agglomération. Par ailleurs, il est largement démontré que l'utilisation de la bicyclette contribue à une diminution des GES et à une meilleure qualité de vie.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Aucun impact majeur à mentionner à la suite du dépôt des états financiers.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

Il est clair que la pandémie de COVID-19 qui sévit depuis quelques semaines déjà aura des répercussions importantes sur les activités de l'organisation pour la saison en cours. Bien qu'il soit difficile de prévoir avec exactitude les impacts sur la saison 2020 de BIXI Montréal,

on peut supposer déjà qu'ils affecteront la santé financière de l'organisme. C'est ce qui sera démontré dans l'analyse des états financiers 2020 qui seront transmis l'an prochain.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour le moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

20 mai 2020 : Prendre acte au CE des états financiers 2019 de BIXI Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Cons. en aménagement - chef d'équipe

Tél : 514 872-0180
Télécop. : 514 872-4494

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-08

Isabelle MORIN
Chef de division

Tél : 514 872-3130
Télécop. : 514 872-4494

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Valérie G GAGNON
Directrice
Tél : 514 868-3871
Approuvé le : 2020-05-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2020-05-13

États financiers de
BIXI Montréal

31 décembre 2019

Rapport de l'auditeur indépendant 1-2

État des résultats et de l'excédent accumulé 3

État de la situation financière 4

État de la variation des actifs financiers nets 5

État des flux de trésorerie 6

Notes complémentaires 7-14

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
La Tour Deloitte
1190, avenue des
Canadiens-de-Montréal
Bureau 500
Montréal (Québec) H3B 0M7
Canada

Tél. : 514-393-7115
Téléc. : 514-390-4116
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de
BIXI Montréal

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de BIXI Montréal (l'« Organisme »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, et les états des résultats et de l'excédent accumulé, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Organisme au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Organisme.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Le 23 avril 2020

[1] FCPA auditrice, FCA, permis de comptabilité publique n° A115222

BIXI Montréal

État des résultats et de l'excédent accumulé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Notes	Budget 2019	2019	2018
		$	$	$
Revenus				
Location de vélos en libre-service – Abonnements et utilisations – Ville de Montréal	9	**6 318 510**	**5 868 437**	5 132 780
Gestion du système de vélos en libre-service – Ville de Montréal	9	**4 143 528**	**3 495 137**	2 926 000
Gestion du système de vélos en libre-service – Autres villes		**111 272**	**135 087**	74 643
		10 573 310	**9 498 661**	8 133 423
Commanditaires et espaces publicitaires	9 et 11	**2 986 370**	**3 269 323**	2 712 711
Services rendus		**252 016**	**202 937**	162 351
Intérêts		**37 800**	**60 490**	45 492
Autres		**84 965**	**343 597**	109 591
		13 934 461	**13 375 008**	11 163 568
Charges				
Gestion du système de vélos en libre-service		**12 425 303**	**11 468 818**	9 955 967
Gestion des commanditaires et des espaces publicitaires		**1 160 085**	**1 111 529**	819 388
Services rendus		**95 775**	**131 043**	66 976
Frais financiers		**3 720**	**716**	2 948
Autres charges		**83 050**	**69 098**	92 996
	8	**13 767 933**	**12 781 204**	10 938 275
Projets non budgétés				
Projet d'installation des 5 250 nouveaux guidons		**—**	**—**	96 801
Projet pilote vélo d'hiver		**—**	**—**	15 800
Projet pilote vélo électrique		**—**	**—**	159 496
Projet pilote vélo intelligent		**—**	**—**	15 274
		—	**—**	287 371
Excédent (déficit) de l'exercice		**166 528**	**593 804**	(62 078)
Excédent accumulé, au début		**2 596 547**	**2 596 547**	2 658 625
Excédent accumulé, à la fin		**2 763 075**	**3 190 351**	2 596 547

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIXI Montréal
État de la situation financière
au 31 décembre 2019

	Notes	2019	2018
		$	$
Actif			
Encaisse		**1 215 097**	2 795 790
Débiteurs	3	**218 648**	110 667
		1 433 745	2 906 457
Passif			
Créditeurs et charges à payer	4	**537 894**	631 766
Montants dus à la Ville de Montréal, sans intérêt ni modalités de remboursement		**42 306**	25 000
Abonnements perçus d'avance		**525 436**	625 475
Revenus reportés		**—**	1 440 200
		1 105 636	2 722 441
Actifs financiers nets		**328 109**	184 016
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	5	**1 212 844**	1 044 724
Stocks		**1 439 291**	1 227 274
Frais payés d'avance		**210 107**	140 533
		2 862 242	2 412 531
Excédent accumulé		**3 190 351**	2 596 547
Obligations contractuelles	6		
Droits contractuels	12		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Au nom du conseil

_____, présidente

_____, trésorier

BIXI Montréal

État de la variation des actifs financiers nets

Exercice terminé le 31 décembre 2019

	Budget 2019	2019	2018
	$	$	$
Excédent (déficit) de l'exercice	**166 528**	**593 804**	(62 078)
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisitions	**—**	**(579 006)**	(724 110)
Amortissement	**—**	**394 331**	279 887
Produit de cession	**—**	**139 670**	—
Gain à la cession	**—**	**(123 115)**	—
	166 528	**425 684**	(506 301)
Variation des stocks	**—**	**(212 017)**	(374 769)
Variation des frais payés d'avance	**—**	**(69 574)**	55 709
Variation des actifs financiers nets	**166 528**	**144 093**	(825 361)
Actifs financiers nets, au début	**184 016**	**184 016**	1 009 377
Actifs financiers nets, à la fin	**350 544**	**328 109**	184 016

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BIXI Montréal
État des flux de trésorerie
Exercice terminé le 31 décembre 2019

	2019	2018
	$	$
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	**593 804**	(62 078)
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	**394 331**	279 887
Gain à la cession d'immobilisations corporelles	**(123 115)**	—
	865 020	217 809
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	**(107 981)**	5 646
Créditeurs et charges à payer	**(93 872)**	67 190
Montants dus à la Ville de Montréal	**17 306**	(23 690)
Abonnements perçus d'avance	**(100 039)**	40 597
Revenus reportés	**(1 440 200)**	1 415 200
Stocks	**(212 017)**	(374 769)
Frais payés d'avance	**(69 574)**	55 709
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	**(1 141 357)**	1 403 692
Activités d'investissement en immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(579 006)**	(724 110)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	**139 670**	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations corporelles	**(439 336)**	(724 110)
(Diminution) augmentation nette de l'encaisse	**(1 580 693)**	679 582
Encaisse au début	**2 795 790**	2 116 208
Encaisse à la fin	**1 215 097**	2 795 790

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Constitution, nature des activités et mission

Constitution

BIXI Montréal (l'« Organisme ») a été constitué par la Ville de Montréal en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec) le 6 mars 2014 et a débuté ses activités le 28 avril 2014. L'Organisme est pourvu des pouvoirs, droits et privilèges d'une personne morale à but non lucratif de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (Québec), RLRQ, chapitre C-38.

L'Organisme est exonéré d'impôt sur le revenu des sociétés selon le paragraphe 149 (1)(c) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et selon l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec*.

Nature des activités

L'Organisme gère le système de vélopartage sur le territoire de l'agglomération de Montréal et de ses environs afin de procurer au public un mode de transport urbain alternatif, complémentaire au réseau de transport en commun de la Ville de Montréal, permettant à ses usagers d'utiliser les vélos pour effectuer des déplacements de courte durée.

De plus, l'Organisme doit aussi encourager l'utilisation du vélo par le public montréalais comme moyen de transport urbain alternatif considérant son impact beaucoup moins néfaste sur l'environnement que celui des véhicules énergivores traditionnels.

Mission

Transformer l'expérience urbaine par une mobilité active, accessible, innovante et collaborative.

2. Méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des actifs, des passifs, des revenus, des charges, des engagements et des éventualités. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises étrangères ont un impact non significatif à la fin de l'exercice.

Revenus

Les revenus de location de vélos en libre-service (« BIXI ») sont constitués de divers abonnements (annuels, demi-saison et mensuels) et de diverses utilisations (72 heures, 24 heures et aller simple) du système BIXI, lesquels sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve évidente qu'une entente est intervenue, que les services ont été rendus, que le montant de la vente a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.
Les montants encaissés pour lesquels l'Organisme n'a pas fourni les services sont comptabilisés au poste des abonnements perçus d'avance à l'état de la situation financière.

2. Méthodes comptables (suite)

Revenus (suite)

Les revenus de gestion du système BIXI sont comptabilisés lorsqu'il y a une entente signée, que les services ont été rendus, que le montant a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus provenant des commanditaires et des espaces publicitaires, des services rendus et des autres revenus sont comptabilisés lorsqu'il y a une preuve évidente qu'une entente est intervenue, que les services ont été rendus, que le montant de la vente a été établi et déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

L'Organisme a conclu des ententes en vertu desquelles une partie des droits d'exclusivité de publicité est échangée contre des services tels que de la promotion, de la visibilité et des espaces publicitaires. L'Organisme enregistre ces éléments à la fois dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires et dans les frais de promotion et de publicité à leur juste valeur.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Conversion des devises

Les revenus et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont inclus dans l'excédent de l'exercice.

Régime de retraite simplifié

La charge de retraite de ce régime est constatée au moment où les cotisations sont dues.

Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

L'Organisme comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

Chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de l'Organisme sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

L'Organisme détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état des résultats et de l'excédent accumulé.

Actifs non financiers

L'Organisme comptabilise les immobilisations corporelles, les stocks et les frais payées d'avance à titre d'actifs non financiers étant donné qu'ils peuvent servir à fournir des services au cours d'exercices ultérieurs. Normalement, ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement des passifs, à moins d'être vendus.

2. Méthodes comptables (suite)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Matériel roulant	3 à 5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Mobilier et informatique	5 ans
Équipement de sécurité	5 ans
Matériel de production	3 ans
Équipements d'entrepôt	3 à 8 ans
Équipements de stations	5 ans
Vélos et équipements	5 ans
Vélos électriques	5 ans
Logiciel	5 ans

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Organisme à fournir des biens et services, ou lorsque la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charge à l'état des résultats et de l'excédent accumulé et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks de fournitures et de pièces de rechange comprennent essentiellement des pièces utilisées pour l'entretien des bornes transactionnelles, des points d'ancrage et des vélos appartenant à la Ville de Montréal. Ils sont évalués au moindre du coût, établi selon la méthode du coût moyen, et de la valeur nette de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Toute pièce acquise par l'Organisme appartient à l'Organisme jusqu'à ce qu'elle soit incorporée dans un équipement appartenant à la Ville de Montréal.

3. Débiteurs

	2019	2018
	$	$
Comptes clients	**91 862**	104 323
Taxes à la consommation à recevoir	**126 786**	6 344
	218 648	110 667

4. Créditeurs et charges à payer

	2019	2018
	$	$
Comptes fournisseurs	**167 157**	372 426
Frais courus	**96 502**	52 150
Salaires et avantages sociaux à payer	**274 235**	207 190
	537 894	631 766

5. Immobilisations corporelles

	Solde au 31 décembre 2018	Acquisitions/ augmentation	Cessions/ radiations	Solde au 31 décembre 2019
	$	$	$	$
Coût				
Matériel roulant	1 140 865	**403 828**	**94 875**	**1 449 818**
Améliorations locatives	215 585	**51 040**	**—**	**266 625**
Mobilier et informatique	138 537	**51 245**	**—**	**189 782**
Équipements de sécurité	8 082	**—**	**—**	**8 082**
Matériel de production	6 737	**478**	**—**	**7 215**
Équipements d'entrepôt	152 031	**1 200**	**—**	**153 231**
Équipements de stations	50 000	**—**	**—**	**50 000**
Vélos et équipements	114 543	**11 215**	**19 102**	**106 656**
Vélos électriques	—	**60 000**	**—**	**60 000**
Logiciel	79 155	**—**	**—**	**79 155**
	1 905 535	**579 006**	**113 977**	**2 370 564**

	Solde au 31 décembre 2018	Acquisitions/ augmentation	Cessions/ radiations	Solde au 31 décembre 2019
	$	$	$	$
Amortissement cumulé				
Matériel roulant	601 498	**207 914**	**94 875**	**714 537**
Améliorations locatives	90 374	**45 598**	**—**	**135 972**
Mobilier et informatique	49 850	**49 695**	**—**	**99 545**
Équipements de sécurité	6 330	**1 616**	**—**	**7 946**
Matériel de production	503	**2 392**	**—**	**2 895**
Équipements d'entrepôt	53 602	**27 050**	**—**	**80 652**
Équipements de stations	37 500	**12 500**	**—**	**50 000**
Vélos et équipements	13 547	**27 735**	**2 547**	**38 735**
Vélos électriques	—	**4 000**	**—**	**4 000**
Logiciel	7 607	**15 831**	**—**	**23 438**
	860 811	**394 331**	**97 422**	**1 157 720**
Valeur comptable nette	1 044 724	**184 675**	**16 555**	**1 212 844**

6. Obligations contractuelles

L'Organisme s'est engagé en vertu d'un contrat de location d'espaces de bureaux et d'entrepôt échéant en 2028, à verser une somme de 5 555 516 $.

L'Organisme est actuellement en négociation pour le renouvellement du contrat de service pour une solution gérée et intégrée d'un système de gestion des transactions par cartes de crédit aux bornes de paiement et au site internet échu en décembre 2019.

7. Régime de retraite simplifié

Les employés permanents à temps plein bénéficient d'un régime de retraite simplifié enregistré d'épargne-retraite auquel l'Organisme contribue jusqu'à concurrence de 5 % du salaire de base brut selon les années de services rendus. Le coût de la participation à ce régime se limite à la contribution de l'Organisme. La charge relative au régime de retraite est de 79 842 $ en 2019 (71 706 $ en 2018).

8. Charges par objet

	2019	2018
	$	$
Rémunération et cotisations de l'employeur	**4 909 996**	4 278 352
Frais d'installation et d'entretien et de réparation – Stations et vélos	**3 005 534**	2 618 153
Frais de promotion et de publicité	**1 229 020**	1 220 658
Frais de cartes de crédit et de transaction	**1 017 780**	917 002
Loyers et frais d'exploitation des bâtiments	**756 154**	483 276
Honoraires pour services professionnels et techniques	**573 348**	655 069
Frais d'utilisation, de location et d'entretien et réparation – Véhicules de transport	**417 827**	357 504
Frais de communication et de transport	**224 055**	178 540
Frais d'assurance	**135 156**	101 585
Fournitures et autres biens non durables	**48 189**	39 676
Autres charges	**69 098**	92 996
	12 386 157	10 942 811
Amortissement des immobilisations corporelles	**394 331**	279 887
Frais financiers	**716**	2 948
	12 781 204	11 225 646

9. Opérations entre apparentés

L'Organisme est apparenté à l'ensemble des organismes municipaux contrôlés par la Ville de Montréal, directement ou indirectement.

En vertu d'une entente de gestion échéant le 31 décembre 2028, la Ville de Montréal met gratuitement à la disposition de l'Organisme les biens dont elle est propriétaire constituant la contribution en biens et services offerte par la Ville de Montréal :

9. Opérations entre apparentés (suite)

- Les équipements du système de vélos en opération incluant les vélos, les stations, les bornes transactionnelles et les équipements de support aux opérations ne sont pas comptabilisés dans les immobilisations corporelles. De plus, l'Organisme ne comptabilise pas de frais d'intérêts relatifs à une dette ou à un emprunt pour le financement de ces équipements.
- Les fournitures et pièces requises pour entretenir et réparer les vélos, les stations et les autres équipements sont fournies seulement jusqu'à l'épuisement de l'inventaire de la Ville de Montréal acquis en avril 2014. Ce dernier n'est pas comptabilisé dans le poste des stocks, ni aux résultats lors de son utilisation.
- Les droits d'utilisation de la propriété intellectuelle utilisée en lien avec la gestion du système, dont la marque BIXI, ne sont pas comptabilisés.

Contributions financières de la Ville de Montréal

En vertu de l'entente entre la Ville de Montréal et l'Organisme, la Ville de Montréal octroie des honoraires totalisant 3 495 137 $ (2 926 000 $ en 2018) annuellement pour la gestion du système BIXI au sein du territoire de la Ville de Montréal regroupant 11 des 19 arrondissements ainsi que la Ville de Westmount.

En vertu de cette même entente la Ville de Montréal permet à l'Organisme de conserver l'ensemble des revenus générés par le système de location de vélos en libre-service regroupant les abonnements et les frais d'utilisations sous condition de transmettre un rapport détaillé des revenus dans les cinq jours ouvrables de chaque mois.

Occupation du domaine public sur le territoire de la Ville de Montréal

L'Organisme installe les équipements du système de vélos incluant les vélos, les stations, les bornes transactionnelles et les panneaux d'affichages dans les rues et les trottoirs de la Ville de Montréal. Celle-ci n'exige pas à l'Organisme un permis d'occupation du domaine public pour l'ensemble du système de vélos présent sur son territoire.

Entente avec la Société de transport de Montréal

L'entente signée par l'Organisme avec la Société de transport de Montréal (la « STM ») lui permet d'obtenir de la promotion et de la visibilité.

La valeur de ce partenariat qui s'établit à 89 250 $ (80 685 $ en 2018) est comptabilisée dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires ainsi que dans les frais de promotion et de publicité.

10. Instruments financiers

Les principaux risques financiers auxquels l'Organisme est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que l'Organisme ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. L'Organisme est exposé à ce risque au regard des créditeurs et charges à payer et des montants dus à la Ville de Montréal.

10. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité (suite

L'Organisme établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'Organisme est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 décembre 2019. Tous les passifs financiers de l'Organisme ont une échéance inférieure à un an.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles. L'Organisme est exposé à un risque de crédit à l'égard de ses comptes clients. L'Organisme évalue périodiquement les pertes probables sur ses comptes clients et constitue une provision pour créances douteuses selon les tendances historiques. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'Organisme au risque de crédit.

La direction de l'Organisme estime que la qualité du crédit de tous les actifs financiers qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance, est adéquate à la date des états financiers. Aucun actif financier n'est garanti par un instrument de garantie ou une autre forme de rehaussement de crédit. Aucun actif financier déprécié aux 31 décembre 2019 et 2018 et aucun actif financier non déprécié n'est en souffrance à la date des états financiers.

Valeur comptable des actifs et des passifs financiers par catégorie

Les actifs et passifs financiers de l'Organisme, totalisant respectivement 1 308 978 $ et 580 200 $ (2 900 113 $ et 681 766 $ au 31 décembre 2018), ont tous été classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût après amortissement.

11. Opérations non monétaires – Échanges de services

Les échanges de services représentent des opérations non monétaires d'une valeur totale de 654 988 $ en 2019 (685 875 $ en 2018) comptabilisées à la fois dans les revenus des commanditaires et des espaces publicitaires et dans les frais de promotion et de publicité.

12. Droits contractuels

En vertu de l'entente de gestion conclue avec la Ville de Montréal échéant en 2028, l'Organisme recevra des sommes totalisant 36 523 634 $. Les encaissements minimaux au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	$
2020	3 853 752
2021	4 156 936
2022	4 307 473
2023	4 347 779
2024	4 328 998
2025 et suivants	15 528 696

13. Dépendance économique

L'existence économique de l'Organisme est tributaire des revenus provenant de la Ville de Montréal.

14. Budget 2019

Les données du budget, présentées dans l'état des résultats et de l'excédent accumulé et dans l'état de la variation des actifs financiers nets, ont été approuvées par le conseil d'administration de l'Organisme le 28 novembre 2018.

15. Événement postérieur à la date de clôture

Après la clôture de l'exercice, le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a annoncé que la COVID-19 (maladie à coronavirus 2019) pouvait être qualifiée de « pandémie ». Cette annonce a déclenché la mise en place d'une série de mesures de santé publique et de mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. De plus, le 23 mars 2020, à l'exception de certains services essentiels, le gouvernement québécois a ordonné la fermeture de toutes les entreprises et de tous les commerces du Québec jusqu'au 13 avril 2020. Conformément aux mesures prescrites, l'Organisme va débuter ses activités le 15 avril 2020 comme à chaque année. La durée et les incidences de la COVID-19 restent inconnues et il est impossible d'estimer de façon fiable les incidences que la durée et la gravité de la pandémie pourraient avoir sur les résultats financiers et la situation de l'Organisme aux périodes futures.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.005

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1201079003

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

Il est recommandé de déposer au conseil municipal le rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-01 16:25

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079003**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Organisme indépendant dont les membres ne sont ni des élus ni des employés municipaux, l'Office de consultation publique de Montréal a été créé en 2002 dans le cadre de la mise sur pied de la nouvelle Ville de Montréal.
Créé par l'article 75 de la Charte, l'Office a pour mission de réaliser des mandats de consultation publique relativement aux différentes compétences municipales en urbanisme et en aménagement du territoire et sur tout projet désigné par le conseil municipal ou le comité exécutif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0488 - 13 mai 2019: Dépôt du rapport annuel 2018 de l'Office de consultation publique de Montréal.

DESCRIPTION

À travers la douzaine de mandats que nous avons entrepris, menés ou terminés en 2019, c’est plus de 25 000 participations enregistrées pour s’informer sur un sujet ou pour exprimer une opinion. Il s’agit de la seconde année consécutive où nous atteignons de tels chiffres de participation, un phénomène que nous interprétons comme un indicateur d’un changement profond de culture participative.
Depuis les balbutiements du développement de nouvelles technologies associées à l’engagement citoyen jusqu’à leur utilisation de plus en plus massive, il a importé à l’Office de mener une réflexion sur les conditions d’un dialogue citoyen authentique, fructueux et utile à la décision publique en utilisant le numérique. Les expérimentations des dernières années nous ont permis de redynamiser de nombreux dispositifs de participation, tout en évitant de créer de nouvelles formes de fractures et d’exclusions.

Nos recherches sur la participation sans exclusion, qui nous ont amené à développer de

nouvelles façons de mettre l'intelligence collective au travail, portent également fruit en créant des outils (jeux de rôle, prototypage, mises en situation, etc.) qui rendent l'engagement citoyen moins intimidant par des exercices de délibération collective, tantôt ludiques, tantôt créatifs, mais toujours éclairants pour saisir les enjeux et mener à une prise de décision. Ces éléments contribuent à créer des environnements participatifs qui interpellent plusieurs segments de la population qui traditionnellement participent moins.

Forts de ces expériences, nous estimons avoir atteint un équilibre intéressant entre les activités en présentiel et en virtuel. Le présentiel qui s'incarne par des ateliers, colloques, portes ouvertes, séances d'information et d'audition des opinions, demeure encore le grand garant de l'intégrité du processus, car rien ne saurait remplacer la qualité des informations recueillies lors de ces interactions. Mais, le recours aux méthodes virtuelles (questionnaires, plateformes, visualisation 3D, etc.) a permis de lever la plupart des obstacles matériels et temporels à la participation.

Loin d'être en concurrence, nous notons que ces deux modes se nourrissent mutuellement pour aider à participer plus et à participer mieux. Combinés, ils facilitent l'accès d'un public plus large, qui n'a pas toujours le temps ou l'envie de se rendre aux assemblées publiques, tout en conservant le cadre de débat prévisible et constructif qui assure des contributions éclairées.

Par ailleurs, bien que nous le réclamions depuis plus d'une décennie, la question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue depuis deux ans. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office. Il est vraiment paradoxal de constater qu'au moment où l'enjeu n'est plus ni la représentativité de la participation, ni la compétence des participants, ni la prise en compte des opinions exprimées, ce sont les processus qui mènent à la prise finale de décision et qui deviennent de plus en plus opaques. Sans rétroaction, la consultation publique est un exercice démocratique sympathique, mais sans impact réel sur les enjeux.

Le principal frein à la participation a toujours été l'impression que ça ne servait à rien, que les décisions étaient déjà prises et que les principaux intéressés ne souhaitaient pas être influencés. En faisant le bilan des interpellations que l'Office reçoit, on se rend compte que la population ne se contente plus de participer et d'attendre de lire nos rapports. Pour retrouver la confiance en leurs instances démocratiques, les gens veulent savoir ce qu'il est advenu de leurs prises de position et des recommandations qui en ont découlé. Il ne suffit plus d'affirmer qu'on veut construire la ville de demain avec la population, il importe pour les décideurs d'incarner concrètement ce désir en justifiant les choix qui sont faits et en expliquant comment les propositions citoyennes ont ou n'ont pas été intégrées.

Dans un autre registre, nous souhaitons soulever la question des mandats qui doivent venir à l'Office. Déjà en 2004, le premier président de l'Office, Jean-François Viau, appelait à un élargissement des cas où le recours à l'Office est obligatoire. Il indiquait que la consultation publique indépendante devrait être réintroduite pour toutes les modifications au Plan d'urbanisme et que l'Office devrait pouvoir intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La consultation sur le secteur Namur-Hippodrome jumelée à la controverse suscitée par les différentes moutures du projet de Royalmount est un bel exemple des avantages que comporteraient pour les citoyens un tel élargissement en permettant de considérer des enjeux métropolitains dans leur ensemble et de tenir compte des interactions des projets entre eux.

Il faut discuter de la possibilité pour l'OCPM d'avoir un rôle statutaire dans la gestion des dossiers touchant plusieurs arrondissements ou villes de l'agglomération ainsi que dans la gestion des ensembles emblématiques ou stratégiques. Cela pourrait aussi signifier que d'autres instances telles le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux des villes liées puissent nous mandater sur des sujets relevant de leurs

compétences.

Autre question qui mérite réflexion, la multiplication dans la dernière année des droits d'initiative et l'introduction du droit de recueillir des signatures en ligne. En 2019, en plus de l'exercice en cours sur le racisme et la discrimination systémiques, trois objets de consultation en vertu du droit d'initiative ont été jugés recevables par le greffe. La disparité de traitement que ces dossiers reçoivent selon l'instance qui conduit la consultation a été soulevée par plusieurs citoyens, organismes et entreprises. Il nous semble que la communauté montréalaise gagnerait à refaire le consensus autour de ce mécanisme, du type de consultations qui peuvent être demandées, du nombre de signatures requises et des instances qui peuvent les réaliser.

JUSTIFICATION

Article 83 de la Charte de la Ville de Montréal : « L'Office rend compte au conseil municipal de ses activités à la demande de celui-ci ou du comité exécutif et au moins une fois l'an. À cette occasion, il peut lui faire toute recommandation. »

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La rédaction et la préparation du rapport annuel se fait à même les ressources internes de l'Office. Les frais d'impression sont pris à même le budget de l'Office.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La majorité des copies du rapport annuel 2019 se retrouvent sur des supports électroniques. L'Office réduit ainsi ses coûts et son empreinte écologique.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La publication du rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal permettra aux élus, aux médias, aux associations et au public en général de mieux apprécier le travail fait par l'Office dans le cadre des mandats qui lui sont confiés et dans la réalisation de ses activités en général.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le rapport sera expédié à tous les élus municipaux ainsi qu'à un certain nombre de partenaires. Il est aussi disponible en version papier ainsi que sur le site Internet de l'Office, en français et en anglais. Un communiqué sera émis lorsque le rapport sera rendu public et la présidente en fera la présentation à l'occasion d'une séance publique de la Commission de la présidence du conseil en juin. Par ailleurs, une version résumée accessible sur les tablettes et téléphones intelligents sera aussi disponible à travers les médias sociaux utilisés par l'Office. Le rapport et la version web sont disponibles tant en anglais qu'en français.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

12 mai : publication du rapport
20 mai : dépôt au comité exécutif
25 mai : dépôt au conseil municipal

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-01

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Rapport annuel 2019

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 1 20-04-30 19:16

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 2 20-04-30 19:16

PRODUCTION

Coordination de la rédaction
Luc Doray

Collaboration
Hadrien Chénier-Marais
Anik Pouliot
Geneviève Robitaille

Révision
Lizon Levesque
Geneviève Robitaille

Traduction
Joanne Gibbs

Photographies
Josée Lecompte
Frédéric Tougas
Sylvie Trépanier

Conception graphique
Elisabeth Doyon

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et archives, Canada 2020
ISBN 978-2-924750-71-1 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-72-8 (PDF)

Version électronique disponible en ligne : ocpm.qc.ca
English paper version available upon request
English PDF available online

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 3 20-04-30 19:16

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 4 20-04-30 19:16

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

Madame Cathy Wong
Présidente du conseil municipal
Ville de Montréal
Montréal (Québec)

Madame la présidente,

Conformément à la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., c. C-11.4), j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel 2019 de l'Office de consultation publique de Montréal.

Le présent rapport rend compte des activités de l'Office pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

Je vous prie d'agréer, Madame la présidente, l'expression de mes sentiments distingués.

La présidente de l'Office de consultation publique de Montréal,

Dominique Ollivier
Le 1er mai 2020

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 5 20-04-30 19:16



Merci!

L'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) tient à remercier tous ses collaborateurs pour leur contribution à la promotion des activités de l'Office en 2019.

L'OCPM profite également de l'occasion pour remercier les groupes, organismes, citoyens, fonctionnaires et promoteurs qui ont participé aux diverses consultations publiques.

Les séances de consultation publique tenues par l'Office ont connu un franc succès grâce à l'engagement de tous les employés, professionnels, cadres et élus des arrondissements et des services centraux qui ont apporté leur aide et expertise pour assister les citoyens et les commissaires dans la compréhension des projets et des enjeux.

Sans la bonne volonté de tous, les consultations publiques de l'OCPM n'auraient pas atteint leur objectif premier de transmettre l'information et les données pertinentes sur les divers projets aux Montréalaises et aux Montréalais, en vue de recueillir leurs opinions et leurs commentaires.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 6 20-04-30 19:16

Table des matières

Message de la présidente	8
Mission et mandat	11
Activités	14
Communications	24
Rayonnement	30
Budget	34
Annexe I Notes biographiques de la présidente et des commissaires en 2019	38
Annexe II Extraits de la Charte de la Ville de Montréal	58
Annexe III Organisation, pratiques et code de déontologie	62
Annexe IV Liste des employés et collaborateurs en 2019	67

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 7 20-04-30 19:16

C'est devenu une tradition depuis quelques années d'amorcer le rapport annuel de l'Office sur des constats qui témoignent du désir croissant de participation de la population montréalaise, avec comme réponse à apporter à ce désir, des mécanismes qui permettent de recevoir toujours davantage de contributions. 2019 ne fera pas exception à cette règle.

En 2015, nous avions identifié trois défis à relever : la diversification et l'accroissement de la participation; l'appropriation des outils et des méthodes numériques ainsi que leur intégration dans nos processus; la nécessité de faire des mécanismes de rétroaction une partie intrinsèque du processus de consultation. Au moment d'entamer une nouvelle décennie, l'Office peut fièrement dire mission accomplie sur deux de nos trois objectifs.

En effet, à travers la douzaine de mandats que nous avons entrepris, menés ou terminés en 2019, c'est plus de 22 000 participations qui auront été comptabilisées pour s'informer sur un sujet ou pour exprimer une opinion. Il s'agit de la seconde année consécutive où nous atteignons de tels chiffres de participation, un phénomène que nous interprétons comme un indicateur d'un changement profond de culture participative.

Un bel équilibre dans nos méthodes

Depuis les balbutiements du développement de nouvelles technologies associées à l'engagement citoyen jusqu'à leur utilisation de plus en plus massive, il a importé à l'Office de mener une réflexion sur les conditions d'un dialogue citoyen authentique, fructueux et utile à la décision publique en utilisant le numérique. Les expérimentations des dernières années nous ont permis de redynamiser de nombreux dispositifs de participation, tout en évitant de créer de nouvelles formes de fractures et d'exclusions.

Nos recherches sur la participation sans exclusion, qui nous ont amené à développer de nouvelles façons de mettre l'intelligence collective au travail, portent également fruit en créant des outils (jeux de rôle, prototypage, mises en situation, etc.) qui rendent l'engagement citoyen moins intimidant par des exercices de délibération collective, tantôt ludiques, tantôt créatifs, mais toujours éclairants pour saisir les enjeux et mener à une prise de décision. Ces éléments contribuent à créer des environnements participatifs qui interpellent plusieurs segments de la population qui traditionnellement participent moins.

Forts de ces expériences, nous estimons avoir atteint un équilibre intéressant entre les activités en présentiel et en virtuel. Le présentiel, qui s'incarne par des ateliers, colloques, portes ouvertes, séances d'information et d'audition des opinions, demeure encore le grand garant de l'intégrité du processus, car rien ne saurait remplacer la qualité des informations recueillies lors de ces interactions. Mais, le recours aux méthodes virtuelles (questionnaires, plateformes, visualisation 3D, etc.) a permis de lever la plupart des obstacles matériels et temporels à la participation.

Loin d'être en concurrence, nous notons que ces deux modes se nourrissent mutuellement pour aider à participer plus et à participer mieux. Combinés, ils facilitent l'accès d'un public plus large, qui n'a pas toujours le temps ou l'envie de se rendre aux assemblées publiques, tout en conservant le cadre de débat prévisible et constructif qui assure des contributions éclairées.

Des mécanismes de suivi qui tardent à venir

Bien que nous le réclamions depuis plus d'une décennie, la question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue depuis deux ans. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office. Il est vraiment paradoxal de constater qu'au moment où l'enjeu n'est plus ni la représentativité de la participation, ni la compétence des participants ni la prise en compte des opinions exprimées; ce sont les processus qui mènent à la prise finale de décision qui deviennent de plus en plus opaques.

Sans un effort de transparence pour justifier les décisions prises, la participation ne peut réellement devenir un levier de transformation de l'action publique. Sans rétroaction, la consultation publique est un exercice démocratique sympathique, mais sans impact réel sur les enjeux.

Le principal frein à la participation a toujours été l'impression que ça ne servait à rien, que les décisions étaient déjà prises et que les principaux intéressés ne souhaitaient pas être influencés. En faisant le bilan des interpellations que l'Office reçoit, on se rend compte que la population ne se contente plus de participer et d'attendre de lire nos rapports. Pour retrouver la confiance en leurs instances démocratiques, les gens veulent savoir ce qu'il est advenu de leurs prises de position et des recommandations qui en ont découlé. Il ne suffit plus d'affirmer qu'on veut construire la ville de demain avec la population, il importe pour les décideurs d'incarner concrètement ce désir en justifiant les choix qui sont faits et en expliquant comment les propositions citoyennes ont été ou non intégrées.

Une réflexion dont on ne peut plus faire l'économie

La nouvelle articulation souhaitée de la démocratie participative et de la démocratie représentative a également multiplié les lieux et les instances où se déroulent des exercices participatifs. Outre les exercices de consultation, notre mandat comprend deux autres volets : une veille des meilleures pratiques et une fonction conseil. C'est pourquoi, au cours des deux dernières années, l'Office a formé à Montréal plus de 200 fonctionnaires et une trentaine d'élus aux meilleures pratiques de la consultation publique. Le matériel pédagogique conçu à cet effet rayonne bien au-delà de l'espace métropolitain, un élément de fierté pour nous.

À ce sujet, il faut aussi saluer le geste posé par l'administration municipale en nous confiant un premier mandat officiel nous associant à la conception et à l'accompagnement d'une démarche de consultation entreprise par le Centre d'histoire de Montréal. Ce mandat de l'exécutif confirme les possibilités pour l'Office de faire bénéficier les instances de la Ville de son expertise, d'y consacrer des ressources et d'agir à titre de garant de l'accessibilité des processus menés par d'autres instances de la Ville.

Il nous faut formaliser ce nouveau fonctionnement. Comme nous l'avons dit l'an dernier, il existe présentement un contexte qui nous invite plus largement à apporter des précisions sur les dispositifs de consultation à Montréal, à en harmoniser l'application et à mieux en définir les finalités.

Déjà en 2004, le premier président de l'Office, Jean-François Viau appelait à un élargissement des cas où le recours à l'Office est obligatoire. Il indiquait que la consultation publique indépendante devrait être réintroduite pour toutes les modifications au Plan d'urbanisme et que l'Office devrait pouvoir intervenir sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La consultation sur le secteur Namur-Hippodrome, jumelée à la controverse suscitée par les différentes moutures du projet de Royalmount est un bel exemple des avantages que comporteraient pour les citoyens un tel élargissement, en permettant de considérer des enjeux métropolitains dans leur ensemble et de tenir compte des interactions des projets entre eux.

Comme le suggéraient mes deux prédécesseurs, il nous faut discuter de la possibilité pour l'OCPM d'avoir un rôle statutaire dans la gestion des dossiers touchant plusieurs arrondissements ou villes de l'agglomération ainsi que dans la gestion des ensembles emblématiques ou stratégiques. Cela pourrait aussi signifier que d'autres instances telles le conseil d'agglomération, les conseils d'arrondissement et les conseils municipaux des villes liées puissent nous mandater sur des sujets relevant de leurs compétences.

Autre élément à prendre en considération, la multiplication dans la dernière année des droits d'initiative et l'introduction du droit de recueillir des signatures en ligne. En 2019, en plus de l'exercice en cours sur le racisme et la discrimination systémiques, trois objets de consultation en vertu du droit d'initiative ont été jugés recevables par le greffe. La disparité de traitement que ces dossiers reçoivent selon l'instance qui



> La question des suivis se pose de façon de plus en plus accrue. Des 10 mandats terminés en 2018 et 2019, un seul a fait l'objet d'une réponse officielle aux recommandations de l'Office.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 9 20-04-30 19:16



conduit la consultation a été soulevée par plusieurs citoyens, organismes et entreprises. Il me semble que la communauté montréalaise gagnerait à refaire le consensus autour de ce mécanisme, du type de consultations qui peuvent être demandées, du nombre de signatures requises et des instances qui peuvent les réaliser.

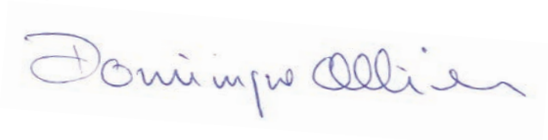
Une réflexion est présentement engagée sur l'élaboration d'une nouvelle politique montréalaise de consultation publique qui pourrait aussi se pencher sur ces questions. Après 18 ans d'existence de l'Office, une Charte montréalaise des droits et responsabilités qui n'a pas été révisée depuis 2011, une expansion tangible des pratiques de consultation, il nous semble qu'on ne peut plus, collectivement, faire l'économie d'une discussion sur ces sujets.

Vers la mutualisation des savoirs

Je m'en voudrais de passer sous silence l'augmentation du budget de fonctionnement qui nous a été octroyée, en 2019 pour 2020. Cet apport vient combler en partie les déficits d'investissements qui ont résulté de quinze années d'opération sans indexation des budgets. Il nous permettra de consolider nos processus, d'accroitre notre visibilité et de continuer à innover.

Tant de chantiers restent encore à explorer pour arriver à tirer pleinement avantage de la mine de savoirs d'usage recueillis par l'Office depuis sa fondation. Sur le plan des contenus, en mettant en lumière les points de convergence dans ses analyses, l'Office contribue continuellement au décodage et à la reconnaissance des valeurs sociales communes. Il rend compte de l'évolution de la Ville et de sa conception. Quartiers complets, rues partagées, ville verticale, tant de concepts ont trouvé écho dans nos consultations et nos rapports! Forts de toutes ces années d'animation du débat public, ne serait-il pas temps que l'Office serve aussi de creuset pour vulgariser et faire émerger de nouvelles réflexions, moins liées à un thème ou à un territoire, mais plus à des sujets génériques? Ainsi, on pourrait se pencher sur des débats tels que comment habiter un centre-ville de façon pérenne, quels devraient être les éléments d'une politique de logement ou comment favoriser les conditions de cohabitation d'une mixité de fonction, etc. De tels travaux permettraient sans nul doute d'aider à façonner les priorités de demain, tout en mutualisant les ressources disponibles à l'Office et dans d'autres réseaux pour favoriser l'engagement citoyen dans la réalisation du droit à la ville.

La présidente,



Dominique Ollivier

15/73
RA2019_francais_30_avril_GR.indd 10 20-04-30 19:16

La mission et le mandat de l'Office

La mission

Créé par l'article 75 de la Charte de la Ville de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal a pour mission de réaliser des mandats de consultation publique relativement aux différentes compétences municipales en urbanisme et en aménagement du territoire, et à tout projet désigné par le conseil municipal ou le comité exécutif.

Le mandat

Organisme indépendant dont les membres ne sont ni des élus ni des employés municipaux, l'Office de consultation publique de Montréal, établi depuis septembre 2002, reçoit ses mandats du conseil municipal et du comité exécutif.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 11 20-04-30 19:16

La Charte de la Ville de Montréal définit ainsi le mandat de l'OCPM :

Article 83

1° de proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par une instance de la ville responsable de cette consultation en vertu de toute disposition applicable afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces;

2° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement révisant le plan d'urbanisme de la ville;

2.1° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la ville, à l'exception de ceux adoptés par un conseil d'arrondissement;

2.2° de tenir la consultation publique sur le projet de règlement édictant la politique de participation publique prévue à l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), malgré l'article 80.4 de cette loi;

3° de tenir, sur tout projet désigné par le conseil ou le comité exécutif de la ville et à la demande de l'un ou de l'autre, des audiences publiques sur le territoire de la ville;

4° de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique adoptée en vertu de l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Les articles 89 et 89.1 prévoient également que l'OCPM devra tenir une consultation publique sur tout règlement que le conseil de la ville pourrait adopter concernant la réalisation d'un projet relatif à :

- un équipement collectif ou institutionnel : équipement culturel, hôpital, université, collège, centre de congrès, établissement de détention, cimetière, parc régional ou jardin botanique;
- de grandes infrastructures : aéroport, port, gare, cour ou gare de triage, établissement d'assainissement, de filtration ou d'épuration des eaux;
- un établissement résidentiel, commercial ou industriel situé dans le centre des affaires ou, s'il est situé hors du centre des affaires, dont la superficie de plancher est supérieure à 15 000 mètres carrés;
- un bien culturel reconnu ou classé, un monument historique cité conformément à la Loi sur les biens culturels (L.R.Q., c. B-4) ou dont le site envisagé est situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site du patrimoine au sens de la Loi.

Le 7 décembre 2005, le décret 1213-2005 modifiant la Charte de la Ville de Montréal a été adopté par le gouvernement. Ce décret permet au Conseil d'agglomération, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), d'autoriser des projets relevant de ses compétences n'importe où sur son territoire, et de confier la consultation publique à l'Office de consultation publique de Montréal. Cette disposition est entrée en vigueur le 1er janvier 2006.

Le 12 juin 2008, le projet de loi 82 qui modifiait l'article 89.1 de la Charte de la Ville de Montréal était sanctionné afin que, dans le cadre du processus d'approbation référendaire en vertu du paragraphe 4 de l'article, le territoire de référence soit celui du ou des arrondissements dans lesquels est situé un projet. Soulignons que cette modification ne s'applique qu'aux projets situés en tout ou en partie dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal.

Le 20 juin 2008 était sanctionné le projet de loi 22 qui redonne au conseil de ville le pouvoir, conjointement avec les conseils d'arrondissement, de prendre l'initiative d'une modification au Plan d'urbanisme sur un objet sur lequel porte déjà un projet de modification adopté par le conseil de ville. Par suite de cette modification, les fonctions de l'Office ont été revues afin de lui attribuer la responsabilité de la consultation publique sur toute modification au Plan engagée par le conseil de la ville.

Le 15 juin 2012 était sanctionné le projet de loi 69 qui, entre autres choses, redéfinit les critères à partir desquels des mandats peuvent être donnés à l'Office en vertu de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal. Le projet de loi remplace, dans le paragraphe 1 du premier alinéa de l'article, les mots « une université, un collège » par « un établissement public d'enseignement, un établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire ». La portée de cette modification est de permettre l'application des dispositions de cet article aux écoles secondaires et primaires.



Le même projet de loi, par son article 25, donne la possibilité à la Ville de modifier, par règlement et sans autre formalité, certaines dispositions du « Règlement sur la construction, la transformation et l'occupation du Centre universitaire de santé McGill, sur un emplacement situé à l'est du boulevard Décarie, entre la rue Saint-Jacques et la voie ferrée du Canadien Pacifique », et ce, malgré l'article 89.1 de la Charte de la Ville.

Le 16 juin 2017 était sanctionné le projet de loi 122 qui vise principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité. La loi prévoit la possibilité pour une municipalité d'adopter un règlement édictant une politique de participation publique selon certains critères. L'adoption de cette politique rend caduques les dispositions référendaires prévues dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Ce règlement doit faire l'objet d'une consultation publique. Pour Montréal, la loi apporte des modifications à la Charte de la Ville (article 83) qui prévoit que ledit projet de règlement sur la participation publique doit faire l'objet d'une consultation publique devant l'Office de consultation publique de Montréal. Une autre modification au même article 83 prévoit donner le pouvoir à l'Office de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique.

Le 21 septembre 2017 était sanctionné le projet de loi 121, portant sur le statut de Montréal comme métropole. La loi modifie une disposition de la Charte et fait passer de 25 000 mètres carrés à 15 000 mètres carrés la superficie des projets résidentiels, commerciaux ou industriels pour lesquels l'article 89 de la Charte peut être évoqué et la consultation requise par la Loi peut être confiée à l'Office et être soustraite ainsi du recours référendaire.

Règlement municipal sur le droit d'initiative

Le conseil municipal, lors de sa séance du 22 août 2017, a modifié le règlement sur le droit d'initiative afin de rendre possible le recours à l'Office pour les consultations prévues en arrondissement dans le cadre de l'exercice de ce droit.



Activités

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 14 20-04-30 19:16

L'action de l'Office de consultation publique de Montréal se fait à la lumière de deux articles de la Charte de la Ville de Montréal, les articles 83 et 89. Il y est prévu que l'Office doit tenir des consultations sur des mandats qui lui sont donnés en fonction de critères stipulés à la Charte. On y mentionne aussi que l'Office doit faire la promotion des meilleures pratiques de consultation publique, notamment auprès des instances de la Ville. La Charte indique également que le conseil d'agglomération peut mandater l'Office pour tenir la consultation sur son territoire lorsqu'un projet visé par l'article 89 de la Charte fait partie d'une compétence d'agglomération.

Les mandats de règlementation d'urbanisme sont généralement donnés en vertu de l'article 89, alors que l'examen de plans ou de politiques ainsi que les modifications au Plan d'urbanisme se font en vertu de l'article 83. Cet article nous permet aussi de développer des partenariats ou d'offrir des conseils ou du soutien sur toute consultation menée par une instance de la Ville.

Un grand nombre de consultations se sont tenues en 2019, certaines étant des suites de dossiers entrepris en 2017 et en 2018. Il en a été ainsi de la consultation publique sur le projet de Plan directeur du parc Jean-Drapeau qui a connu sa conclusion en 2019. Le rapport conclut que les Montréalais comprennent et acceptent la double vocation d'espace nature et de lieu de diffusion de grands événements du Parc, mais constatent un important déséquilibre entre ces vocations. La commission y constate la nécessité d'un retour de balancier important en faveur de la préservation et de la mise en valeur du patrimoine naturel et bâti des îles.

La commission y recommande que la vision développée pour le prochain plan directeur s'appuie sur quatre prémisses : le retour à la notion de grand parc urbain animé, vert et bleu; l'affirmation résolue de son caractère public et accessible; la cohabitation harmonieuse des différentes activités et des différents usagers du Parc; et l'importance de miser sur le savoir-faire montréalais pour mettre en valeur ce lieu exceptionnel.

De la même façon, la consultation sur le projet pilote de retrait de la circulation de transit pour les véhicules particuliers sur la voie Camillien-Houde et le chemin Remembrance s'est finalisée par la publication du rapport au printemps 2019. Cette consultation, lancée dans un contexte de forte controverse, s'est traduite par une participation record des Montréalais et des Montréalaises. La démarche d'évaluation mise en place par l'OCPM comportait plusieurs types d'activités permettant de donner son point de vue à différents moments du projet pilote. Plus de 13 000 participations ont été dénombrées, soit via les outils virtuels de diffusion et de consultation ou lors des activités d'information, des ateliers de création et des séances d'audition des opinions. La commission a reçu près de 2 000 opinions, soit la plus importante contribution à la phase formelle d'une consultation de l'Office.

Dans son rapport, la commission présente plusieurs constats résultant tant des interventions des citoyens que des données fournies par la Ville quant à l'évaluation du projet pilote. Du point de vue des citoyens, la baisse de la circulation liée à l'interdiction du transit semble s'être faite au détriment des parcours alternatifs, créant ainsi de la congestion dans les quartiers avoisinants. Le projet pilote a généré une perception d'un accès plus complexe à la montagne. De plus, il ne semble pas qu'il ait permis d'améliorer de façon significative la cohabitation des usagers. Enfin, la commission souligne le manque d'acceptabilité sociale du projet pilote découlant d'une grande polarisation du débat.

À la lumière des données fournies et des opinions exprimées, la commission estime que les résultats du projet pilote sont peu concluants sous les aspects de l'accessibilité à la montagne, de l'expérience des usagers et de l'amélioration de la sécurité. En conséquence, la commission recommande de maintenir la circulation automobile sur l'ensemble de l'axe Camillien-Houde/Remembrance, tout en prévoyant le réaménagement de cet axe en chemin de plaisance. Ce concept permettrait la mise en valeur de l'expérience du mont Royal et la découverte de ses patrimoines paysagers, naturels et culturels, tout en réduisant et décourageant le transit. En bref, un chemin qu'on emprunterait parce qu'il est agréable et non en quête d'un raccourci.

Deux autres dossiers ont connu un parcours semblable, à savoir des activités de consultation en 2018 et la publication du rapport dans la première moitié de 2019. Il s'agit de la consultation sur le réaménagement de l'avenue McGill College et celle sur le projet de parc-nature dans le secteur de la cour Turcot.

Dans le premier cas, celui de l'avenue McGill College, la commission estime que profiter des travaux en cours pour doter le centre-ville d'un espace public réaménagé, unique et dynamique qui met en valeur les vues sur le mont Royal est un projet bien accueilli avec un potentiel structurant pour la Ville et la métropole. Selon elle, la nouvelle vocation de l'avenue McGill College devrait être de devenir la porte d'entrée symbolique du centre-ville de Montréal, un lieu de détente à l'ambiance distinctive afin de favoriser l'expérience déambulatoire, tout en réaffirmant son positionnement



central par rapport aux réseaux des affaires, aux infrastructures de transport et aux espaces publics adjacents.

Pour ce qui est du secteur du parc Turcot, le projet proposé reçoit un large assentiment de la population et présente un potentiel intéressant d'incarner l'audace et le savoir-faire montréalais. Néanmoins, pour assurer sa viabilité, il mériterait d'être bonifié. À cet effet, la commission a fait une vingtaine de recommandations, dont celle de revoir les limites du territoire d'implantation pour y englober non seulement le nouveau lien nord-sud projeté, mais également la bande verte à proximité du parc ainsi que la falaise Saint-Jacques et le parc Terry-Fox. Une telle modification permettrait à l'ensemble du territoire de jouir d'une protection adéquate.

Certains mandats reçus en 2018 ont fait l'objet d'activités de consultation en 2019. C'est le cas de la démarche d'amont qui mènera à l'adoption d'un Programme particulier d'urbanisme (PPU) dans le secteur des Faubourgs de l'arrondissement de Ville-Marie. C'est une consultation qui s'est faite sur un vaste territoire de l'arrondissement de Ville-Marie aux problématiques multiples. En effet, le territoire faisant l'objet de la consultation s'étend de la rue Saint-Hubert à l'ouest à la rue Fullum à l'est, et de la rue Sherbrooke au nord jusqu'au fleuve. Il y a là des secteurs déjà très densément bâtis, mais aussi des secteurs à redévelopper comme celui de l'usine Molson/Coors, le site de Radio-Canada, ou celui de la porte Sainte-Marie. Plus de 2 600 participations ont été recensées aux exercices prospectifs proposés en personne ou en ligne. La commission a reçu 223 contributions d'opinions (105 mémoires et 118 opinions en ligne) et entendu 58 intervenants.

Dans son rapport, la commission démontre que les attentes des participants sont claires, documentées et bien définies, le secteur ayant fait l'objet de plusieurs consultations publiques au cours des quinze dernières années. Elle y propose différentes recommandations qui permettront à la Ville de préparer un projet de PPU en phase avec l'importance stratégique du territoire et les aspirations de tous. Parmi celles-ci, on retrouve notamment celle de ne pas restreindre le PPU aux seules notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets d'infrastructures ou d'équipements publics. La commission est d'avis que ce PPU doit aussi s'ouvrir sur la notion de développement durable, qui inclut les dimensions économiques, sociales et environnementales, et qu'il doit s'appuyer sur la culture du lieu, son histoire et les caractéristiques des populations qui l'habitent et la fréquentent.

La commission reconnaît aussi que les nouveaux îlots à requalifier accueilleront des immeubles de plus grande hauteur que les milieux de vie existants, car la construction immobilière dans un secteur central répondra nécessairement aux lois économiques. Elle y affirme que de plus grandes hauteurs peuvent néanmoins être acceptables lorsqu'elles

sont associées à de larges espaces publics accueillants et ouverts, des commerces de proximité, des équipements publics, des emplois, du transport actif et collectif et une qualité des composantes architecturales des bâtiments qui doivent également être en harmonie avec le caractère et l'identité du lieu d'insertion.

Le dossier de la consultation sur le secteur de Lachine-Est a connu un cheminement semblable. Il s'agit là aussi d'un vaste secteur, mais qui est presque complètement à développer, un des derniers à proximité du centre-ville. Là aussi, les activités de consultation publique se sont tenues dans la première moitié de 2019. La consultation a permis la participation d'environ 1 300 personnes aux différentes activités proposées, dont 450 répondants à la consultation virtuelle portant sur les milieux de vie et sur la mobilité. Plus de 150 citoyens ont assisté aux portes ouvertes et à la séance d'information tenue le 24 février 2019. Une soixantaine de personnes ont participé aux ateliers créatifs; la commission a reçu 127 opinions écrites (63 mémoires et 64 opinions en ligne), dont 34 ont fait l'objet d'une présentation, auxquelles s'ajoutent deux présentations orales sans dépôt de mémoire.

Dans son rapport, la commission recommande que le programme particulier d'urbanisme en préparation favorise les conditions de développement d'un quartier complet, durable et résilient, dont les principales caractéristiques visent la mixité sociale et fonctionnelle, une offre adéquate de services publics et collectifs, l'atteinte de standards élevés de performance énergétique pour le cadre bâti et pour les aménagements du domaine public, le respect des normes d'aménagement architectural et paysager conformes aux qualités patrimoniales du secteur et harmonisées au milieu d'insertion, ainsi que la préservation des milieux naturels. Compte tenu de l'importance du patrimoine archéologique et industriel, elle invite l'arrondissement à adopter un principe de précaution et à interdire tout projet de démolition ou d'excavation jusqu'à ce que soit complété un énoncé d'intérêt patrimonial pour le secteur. La commission constate également que l'acceptabilité sociale en matière de densité et de cohabitation de fonctions est intimement liée au transport et fait plusieurs recommandations à ce sujet.

L'exercice de consultation pour le secteur de l'Assomption Sud–Longue-Pointe s'est finalement tenu, alors que le mandat reçu avait été abrogé en 2018 pour être remplacé par une autre version. Cette consultation invitait la population à réfléchir au projet de requalification du secteur Assomption Sud–Longue-Pointe, un secteur au riche passé industriel, situé au sein d'une zone industrialo-portuaire dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve. Le projet soumis par la Ville avait pour objectif de contribuer à la relance économique de l'est de Montréal. Pour ce faire, elle misait sur des aménagements urbains exemplaires qui contribueraient à attirer des entreprises dynamiques soucieuses de leur milieu d'accueil et gravitant autour de créneaux industriels durables qui permettront de générer des emplois stables, permanents et bien rémunérés, tout en favorisant une saine cohabitation avec les milieux résidentiels déjà implantés.







RA2019_francais_30_avril_GR.indd 17 20-04-30 19:16







Plus de 2 600 personnes ont participé aux diverses étapes de la consultation publique en personne et en ligne. La commission a reçu et entendu plus de 165 opinions et pris en considération les points de vue des quelque 730 répondants au questionnaire en ligne.

Dans son rapport, la commission souligne que la vision proposée reçoit un accueil différent de la population selon que le projet est examiné d'une perspective métropolitaine ou locale. La consultation a mis en lumière l'énorme défi de faire cohabiter des zones industrielles et résidentielles, traversées par de lourdes infrastructures. Les milieux économiques le saluent, alors que les résidents et riverains du secteur qui subissent un niveau élevé de nuisances demeurent très préoccupés par la nouvelle proposition.

La vaste consultation sur le racisme et la discrimination systémiques, issue d'un droit d'initiative, s'est poursuivie tout au long de l'année. Plusieurs rencontres se sont tenues au printemps et au début de l'automne 2019. De plus, les citoyens ont été invités à participer à des activités contributives citoyennes pendant les mois d'août et septembre. Les auditions de mémoires se sont tenues du 4 novembre au 4 décembre et ont nécessité 10 séances. Au total, on a pu compter sur la participation de plus de 6 800 personnes pour cette consultation.

D'autres nouveaux dossiers ont aussi été initiés en cours d'année et connaîtront leur conclusion au début de 2020.

Tout d'abord, une consultation d'amont sur le futur du secteur Bridge-Bonaventure. D'une superficie de 2,3 km^2, situé à cheval sur les arrondissements du Sud-Ouest et de Ville-Marie, il comprend les abords des ponts Samuel-De Champlain et Victoria, le parc d'entreprises de la Pointe-Saint-Charles, les rives du fleuve, les bassins Peel et Wellington, la Cité du Havre, la Pointe-du-Moulin ainsi que le quai Bickerdike.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 18 20-04-30 19:16

Le secteur Bridge-Bonaventure est actuellement un secteur fortement minéralisé, morcelé par les infrastructures de transport, peu convivial pour les transports actifs, mais aux paysages et patrimoines uniques. Le secteur, également occupé par des activités économiques diversifiées, est très peu habité.

De mai à octobre, plusieurs activités de consultation en personne et en ligne se sont tenues afin de permettre à tous de s'informer, de discuter de la vocation du secteur, de mieux le découvrir, de s'inspirer d'exemples d'ici et d'ailleurs et de donner son opinion. Les principaux sujets de discussion ont été : la vocation du territoire, les éléments patrimoniaux à mettre en valeur, les déplacements en transport actif et collectif, les espaces publics et leur connectivité, le renouvellement des activités économiques, les entrées de ville et l'idée d'un stade de baseball dans le secteur. La participation a été très importante et active. Les résultats de la consultation permettront à la Ville de Montréal de préparer un document de planification comprenant des hypothèses de mise en valeur.







RA2019_francais_30_avril_GR.indd 19 20-04-30 19:16



En septembre, l'Office a entrepris la consultation sur le projet de modification du Plan d'urbanisme et sur un règlement qui a trait aux conditions de construction de logements sociaux et abordables, mieux connu sous le nom de règlement pour faire de Montréal une métropole mixte. La commission doit rendre son rapport au printemps 2020.

Il en sera de même pour la consultation qui a porté sur un projet de Programme particulier d'urbanisme, un PPU, pour le secteur nord de L'Île-des-Sœurs. Situé dans l'arrondissement de Verdun, le secteur de planification est d'une superficie d'environ 79 hectares. Principale porte d'entrée sud du centre-ville de Montréal, il est à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur comprend la Place du Commerce, principal noyau commercial de L'Île-des-Sœurs, le Campus Bell Canada et la Pointe-Nord, un quartier mixte combinant résidences et commerces.



Le projet de Programme qui a été soumis à la consultation vise la création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD (Transit-Oriented Development) aux abords de la future station du Réseau express métropolitain (REM). La consultation a connu une participation très importante, tant dans ses aspects présentiels que virtuels.

Un nouveau mandat a aussi été donné à l'Office pour examiner le projet de mise en valeur du site Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. La Ville entend requalifier le site de l'ancien hippodrome et des abords de la station de métro Namur. Elle propose d'y développer un milieu de vie complet, inclusif et carboneutre axé sur le transport actif et collectif. Plus de 6 000 logements pourraient y être construits. Cette consultation permettra de mieux comprendre les attentes et les besoins des citoyens et des acteurs du milieu afin de construire une vision commune pour ce futur quartier.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 20 20-04-30 19:16



Le territoire du futur quartier Namur-Hippodrome est composé des abords de la station de métro Namur et du site de l'ancien hippodrome, propriété de la Ville de Montréal depuis 2017. Cet ensemble de 75 hectares est bordé à l'est par l'avenue Mountain Sights, au sud et à l'ouest par les emprises des voies ferrées du CP, et au nord par la limite de la Ville de Mont-Royal. Une première soirée d'information s'est tenue le 20 novembre et d'autres activités ont été tenues au début de 2020.

Finalement, nous avons reçu deux mandats règlementaires cette année en vertu de l'article 89 de la Charte. Le premier visait un projet d'agrandissement de l'école St-George dans l'arrondissement de Ville-Marie. Cette école secondaire privée est située au 3100, Le Boulevard. La direction d'école souhaitait incorporer à son site une construction de trois étages, incluant des serres et des murs végétaux à des fins essentiellement pédagogiques. Il y était prévu que l'agrandissement accueille des salles de classe, des laboratoires et des espaces conviviaux d'apprentissage. Le taux d'implantation actuel du bâtiment est de 48,5 % par droits acquis. Le présent projet porterait ce taux à 54 %, c'est-à-dire 5,5 % de plus.

La commission a recommandé d'avaliser le projet. À son avis, les responsables du dossier ont déployé de bons efforts pour présenter un projet de qualité qui tient compte d'un environnement aussi emblématique que le mont Royal. Le rapport indique que le projet ne présente pas de problème d'acceptabilité sociale, la commission n'a constaté que quelques objections de principe. Le rapport fait néanmoins quelques mises en garde quant à l'échéancier de réalisation et attire l'attention sur les enjeux de circulation véhiculaire et sur des mesures visant à assurer les relations de bon voisinage pendant le chantier.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 21 20-04-30 19:16







Le deuxième dossier vise à amender un règlement déjà adopté en vertu de l'article 89 sur le site de l'ancien Hôpital de Montréal pour enfants. La modification vise un lot sur lequel une tour d'habitation devait être construite en vertu du règlement actuel. Le mandat a été donné en septembre à l'Office, mais la Ville n'a pas fourni la documentation permettant la tenue de la consultation en 2019.

Aussi, à la demande du comité exécutif, l'Office a collaboré avec le Centre d'histoire de Montréal afin d'accompagner le Centre dans le développement de l'approche et du concept de la « Mémoire des Montréalais mobile », la MEM. Des activités de prototypage ont été réalisées et un rapport d'étape a été publié; ce mandat se poursuivra en 2020. L'Office a aussi complété le cycle de formation à la consultation publique à l'intention des élus, comme nous le faisons après chaque élection générale. Une première session s'est tenue en décembre 2018 en collaboration avec le bureau de l'Ombudsman, et deux autres ont eu lieu en février 2019.

L'Office a aussi poursuivi sa participation à une opération de promotion des pratiques de consultation de la Ville, organisée par le Bureau de la présidence du conseil municipal. Cette activité, connue sous le nom de « Caravane de la démocratie », permet aux citoyens d'un quartier de prendre connaissance des mécanismes de consultation publique de la Ville et d'échanger avec les responsables. En plus de l'Office, la caravane comprend plusieurs autres intervenants, notamment l'Ombudsman, les conseils consultatifs et les commissions du conseil.

En terminant, il faut signaler qu'un mandat demeure en suspens; il porte sur la tenue d'une consultation sur le rapport du comité interministériel sur l'usage des édifices excédentaires des centres hospitaliers universitaires des universités de Montréal (CHUM) et McGill (CUSM). En l'absence du document devant faire l'objet de la consultation, aucune action n'a été réalisée relativement à ce mandat. Ce mandat a été confié à l'Office par le comité exécutif en septembre 2013.

Au total cette année, nous cumulons donc plus de 22 630 participations à l'une ou l'autre des activités de l'Office, soit en présentiel lors des consultations, soit en posant des questions, déposant des mémoires ou en participant au moyen des outils numériques dont l'Office fait de plus en plus usage.

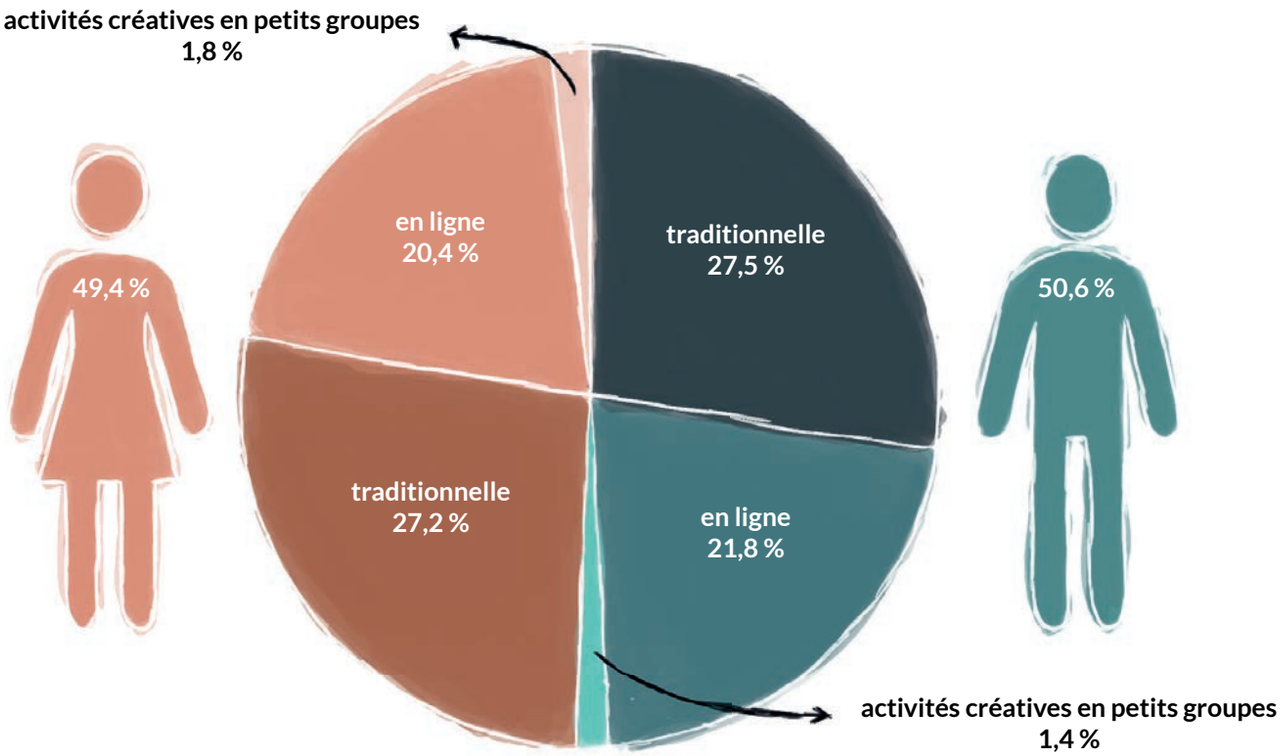
RA2019_francais_30_avril_GR.indd 22 20-04-30 19:16

Participations en 2019

	Total	Participation par genre*	
		Femmes	Hommes
Assomption-sud - Longue-Pointe	2 573	54,3 %	45,7 %
Avenir de Lachines-Est	1 189	54,3 %	45,7 %
École St-George	175	60,0 %	40,0 %
PPU de la partie nord de l'Île-des-Sœurs	3 122	47,1 %	52,9 %
Quartier Namur-Hippodrome	1 455	41,7 %	58,3 %
Racisme et discrimination systémiques	6 618	57,0 %	43,0 %
Règlement pour une métropole mixte	850	49,0 %	51,0 %
Secteur Bridge-Bonaventure	3 645	46,2 %	53,8 %
Secteur des Faubourgs	2 381	50,6 %	49,4 %
		49,4 %	**50,6 %**

* Pour les activités où celle-ci a été compilée.

Par type d'activité de consultation



Depuis deux ans, nous participons à l'initiative MTElles, pilotée par Concertation Montréal, qui vise la participation égalitaire des femmes et des hommes à la vie démocratique municipale et communautaire.

Plusieurs actions ont été prises afin d'y arriver notamment :

- **Priorité aux parents et alternance homme/femme pour la période de questions**
- **Halte-garderie gratuite aux séances d'information**
- **Mise en valeur de la participation des femmes dans nos communications**
- **Utilisation accrue de l'écriture épicène**

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 23 20-04-30 19:16



Communications

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 24 20-04-30 19:16

L'année 2019 a donné lieu à une série de succès du point de vue des communications. Tant au niveau des mentions médiatiques de nos consultations, des interactions suscitées sur Facebook ou du trafic du site Web, nous avons eu une année record.

Lorsque l'OCPM tient une consultation publique, il déploie une panoplie de moyens de communication afin de joindre les gens et de leur transmettre de l'information conviviale et accessible. En 2019, l'Office a publié trois avis publics dans un quotidien et a émis 24 communiqués de presse ou invitations aux médias. Aussi, pour chacune des consultations publiques, une campagne publicitaire sur Facebook et Instagram a été réalisée. À cela, nous avons intégré à nos habitudes publicitaires, le placement d'encarts sur des sites Web. Trois campagnes publicitaires ont ainsi été réalisées. Pour ce faire, nous avons choisi Atedra, un réseau québécois de plus de 350 sites Internet utilisant le géociblage afin de joindre les citoyens dans les quartiers visés par nos consultations.

L'Office envoie aussi, selon le cas, des invitations directes à des citoyens et à des organismes concernés par le projet de consultation en cours. Généralement, l'Office distribue un dépliant d'information annonçant la consultation à la population concernée par un projet donné. Selon les consultations, cette distribution peut couvrir de 1 500 à 68 000 foyers. L'an dernier, c'est plus de 177 000 dépliants qui ont été distribués dans les secteurs voisins des projets faisant l'objet de consultations. Des dépliants et des affiches ont également été distribués à des organismes concernés et dans certains points d'accès de la Ville.

L'Office donne aussi très régulièrement des nouvelles de ses activités par le biais de son infolettre. Cette année, 52 infolettres ont ainsi été envoyées. La liste de diffusion rassemblant plus de 6 500 citoyens ou organismes abonnés, c'est près de 322 000 messages qui ont ainsi été livrés.

L'Office fait une utilisation soutenue des réseaux sociaux pour promouvoir ses activités auprès des Montréalais. Nous faisons une utilisation régulière de Facebook, Twitter, Instagram, LinkedIn, YouTube et Flickr.

Par ailleurs, c'est toujours Facebook qui demeure notre communauté la plus dynamique et le canal le plus efficace pour interagir avec les Montréalais, les informer et susciter leur participation. Il nous fournit aussi des outils publicitaires avantageux, permettant de cibler avec précision les citoyens concernés par nos consultations. Nous avons terminé 2019 en dépassant le cap des 10 000 abonnés à notre page Facebook. Cette année, c'est près de 37 000 personnes qui ont interagi avec notre page, alors que la portée totale de nos publications se situe à plus de 1,1 million, c'est-à-dire le nombre de personnes qui ont vu l'un ou l'autre des contenus associés à notre page (les deux dernières statistiques compilent les utilisateurs uniques/jour).





RA2019_francais_30_avril_GR.indd 25 20-04-30 19:16





Deux consultations auront été l'occasion de grands projets spéciaux en communication. D'abord la consultation sur le secteur des Faubourgs, avec la campagne *#101histoires1territoire* où nous invitions les citoyens à nous raconter l'identité de leur quartier par la mise en récit et en image de leurs témoignages. Un site Internet dédié a été créé afin de rassembler dans une infographie épurée la démarche de la consultation, les principaux contenus, la carte interactive que nous avions développée à la fin de 2018, ainsi que la trousse d'activités contributives citoyennes (ACC) développée pour *#101histoires1territoire*. Ensuite, pour la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques, nous avons aussi développé un site dédié et une trousse d'activités contributives citoyennes (ACC).

ACC : comment ça fonctionne ?

Une activité contributive citoyenne (ACC) est une animation auto-organisée à partir d'une trousse à télécharger. Celle proposée dans le cadre de la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques était d'une durée de 2h30. Elle proposait des discussions en petits groupes, orientées vers la recherche de solutions concrètes, novatrices et mobilisatrices à mettre en œuvre par la Ville pour lutter contre les inégalités. Elle s'adressait à tous ceux qui désiraient contribuer au débat : individus, corporations, organismes communautaires, syndicats, associations, etc. leur permettant d'organiser leur propre consultation, puis de nous en transmettre les résultats.



Les webdiffusions de plus en plus écoutées
Depuis l'an dernier, nous diffusons toutes les séances d'information sur le Web et sur Facebook. Cette année, nous avons ajouté Twitter/Périscope et avons aussi diffusé les soirées synthèses, la conférence sur la mise en récit dans le cadre de la consultation sur le secteur des Faubourgs, ainsi que toutes les conférences et les panels du colloque de la consultation sur le secteur Bridge-Bonaventure. Ces diffusions ont permis 12 395 visionnements en direct ou en différé. Grand nombre de citoyens nous ont partagé leur satisfaction de pouvoir voir ou revoir ces séances au moment et à l'endroit de leur choix.

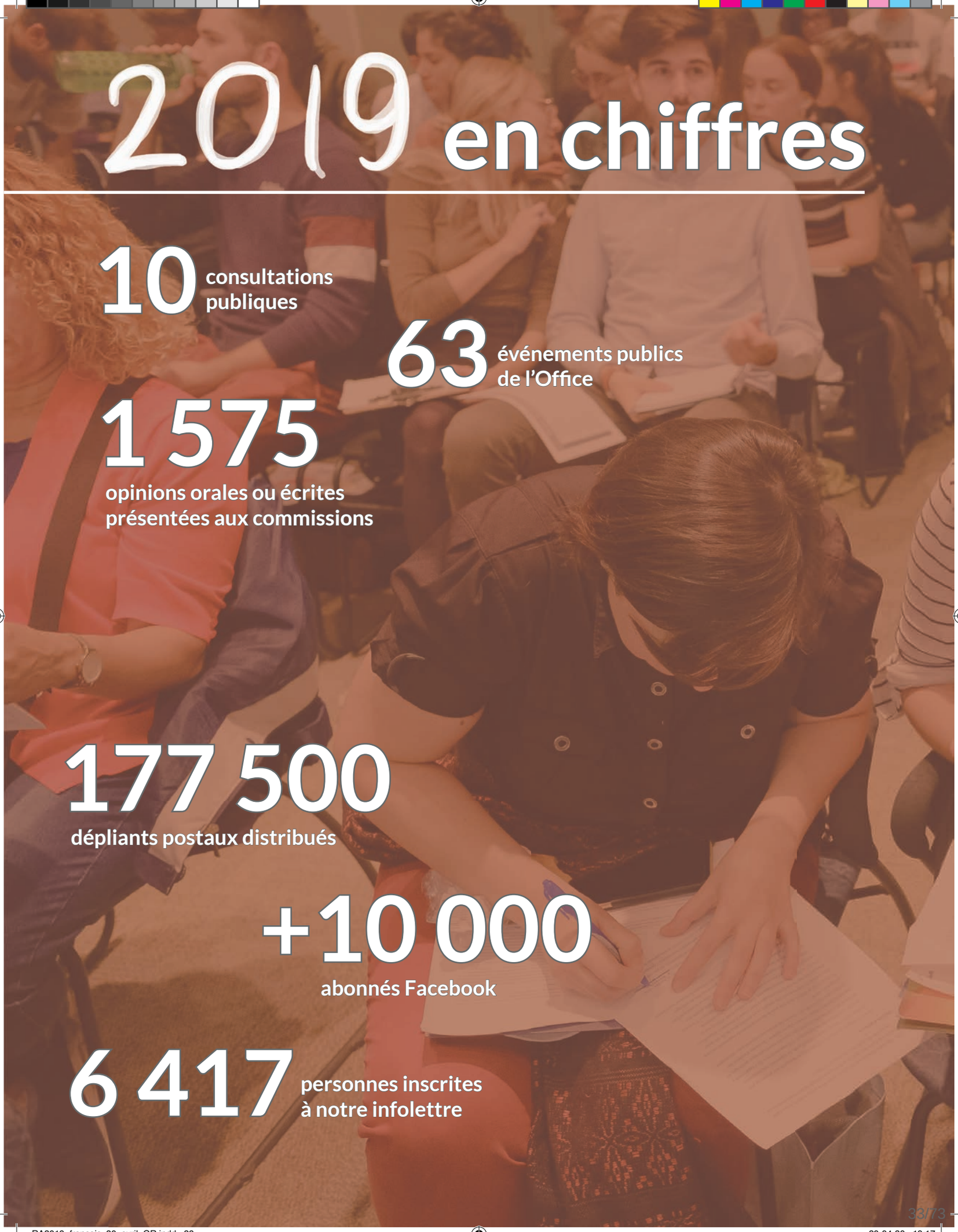
Site Internet
Le site Web de l'OCPM continue d'informer les citoyens et les groupes intéressés par les consultations publiques, il reste une source documentaire importante en aménagement urbain avec près de 18 000 documents.

Cette année, le site Internet de l'Office a connu un grand bond de croissance au rythme soutenu des consultations. Ainsi, la fréquentation du site et la masse documentaire n'ont cessé de croître. C'est plus de 60 000 visiteurs qui ont consulté les pages du site, une augmentation de 33 % par rapport à l'année précédente, qui en fait notre meilleure année à ce jour. Cette année, nous avons aussi poursuivi le développement de sites dédiés lorsque les mandats exigeaient une démarche plus complexe. Ce fut le cas pour la consultation sur le secteur des Faubourgs ainsi que pour celle sur le racisme et la discrimination systémiques qui ont toutes deux requis le développement d'un site présentant l'information et la démarche de la consultation de façon attrayante et illustrée, en une seule page, en plus de développer des pages spécialement consacrées à la présentation des trousses d'activités contributives citoyennes.

Depuis 2018, la possibilité de donner son opinion en ligne lors de la phase d'audition des opinions a été étendue à l'ensemble des consultations. Ainsi, près de 1000 contributions d'opinions ont été recueillies en ligne à l'aide de formulaires thématiques et de questions suggérées par les commissaires afin de susciter la réflexion citoyenne.

Enfin, l'Office poursuit ses efforts pour améliorer l'accessibilité de ses outils Web, leur convivialité et leur capacité à s'adapter aux différents appareils mobiles. En 2019, beaucoup de travail a été effectué afin de procéder à une mise à jour du site Web en 2020.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 27 20-04-30 19:17



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 28 20-04-30 19:17



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 29 20-04-30 19:17



Rayonnement

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 30 20-04-30 19:17

Depuis sa mise sur pied en 2002, l'Office a eu l'occasion de développer un réseau de contacts auprès d'organismes ayant des missions semblables à la sienne. Ces contacts ont contribué à améliorer les façons de faire de l'OCPM. Les activités externes de l'Office favorisent la diffusion du savoir-faire, la mise en valeur et le partage des expériences montréalaises.

Localement et au Québec, et tout au long de l'année, l'Office est appelé à présenter son rôle et ses activités à différents groupes. En tout premier lieu, à la Commission de la présidence du conseil municipal, devant laquelle la présidente de l'Office présente le bilan des activités et échange avec les membres de la commission sur les travaux de l'OCPM et les orientations à venir. La présidente de l'Office a aussi contribué au colloque du comité Jacques-Viger sur les processus discrétionnaires d'urbanisme par une présentation. Le secrétaire général a pu, quant à lui, présenter les mécanismes de consultation publique à des responsables du programme « Cités interculturelles » du Conseil de l'Europe.

Toujours localement, signalons la présence de notre présidente comme conférencière d'honneur au colloque annuel de Rues principales, un organisme citoyen à Québec. Elle a aussi participé à un panel lors de ce même événement. De plus, elle a été sollicitée pour participer à un webinaire sur la participation publique sous la responsabilité du Conseil privé à Ottawa.

Des rencontres ont aussi eu cours avec une grande variété de groupes : étudiants, groupes de citoyens intéressés à la consultation publique, et ce, dans plusieurs arrondissements et avec des groupes de l'extérieur. Dans cette catégorie, notons la visite de délégations de Strasbourg, de la Fédération des villes suédoises, du ministère de l'Intérieur du gouvernement slovaque et d'une délégation de maires sénégalais.

L'Office a également accueilli deux conférenciers français venus offrir un partage d'expérience inspirant. Dans les deux cas, les participants en salle ont été ravis et les écoutes en différé des webdiffusions ont été nombreuses. Nous remercions Julian Perdrigeat, directeur de cabinet du maire de Loos-en-Gohelle, qui nous a partagé l'expérience de mise en récit de sa ville lors de la consultation sur le secteur des Faubourgs, ainsi que Julien Lahaie, directeur de la Mission Vallée de la Chimie pour le Grand Lyon, qui a prononcé la conférence d'ouverture lors du colloque sur l'avenir du secteur Bridge-Bonaventure.







À noter aussi, la participation de la directrice des communications de l'Office à une mission en Ukraine du 23 mai au 1er juin, à l'invitation de Nord-Ouvert dans le cadre d'un programme du National Democratic Institute (NDI). Elle a eu l'occasion de présenter le travail de l'Office lors d'un forum national organisé par le NDI et UK-Aid et de discuter des grands principes favorisant la participation citoyenne dans ce pays en route vers un fonctionnement plus démocratique. Plusieurs rencontres à Lviv et à Kiev ont permis d'échanger avec les organisations qui développent des projets de consultations publiques sur le terrain, des représentants du gouvernement ukrainien ainsi que des professionnels en communications.

Par ailleurs, notre collaboration avec l'OCDE s'est poursuivie cette année par la participation de la présidente à une mission au Maroc et une autre en Tunisie. Une importante délégation de ce dernier pays a aussi pu observer les consultations de l'Office à l'occasion d'une mission dans le cadre du Programme pour un leadership inclusif de la Fédération canadienne des municipalités, la FCM.

En 2019, l'Office est devenu partenaire institutionnel du Centre Jacques Cartier. Le Centre Jacques Cartier a été fondé en 1984 et rassemble une grande diversité d'acteurs institutionnels, universitaires, culturels et sociaux du Québec et de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de leurs grands centres urbains, à savoir Montréal, Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand. Le Centre est le responsable de l'organisation des Entretiens Jacques Cartier, le plus grand rassemblement d'échanges de la francophonie. En alternance entre le Québec et la France, les entretiens qui se tiennent chaque année permettent une valorisation et un échange des meilleures expertises de ses participants. Les entretiens de 2019 ont eu lieu à Montréal et l'Office y a organisé un atelier avec ses partenaires du Grand Lyon et qui portait sur les nouveaux défis de la participation citoyenne. L'Office a développé des liens avec la Direction de la prospective et du dialogue public du Grand Lyon depuis 2011 et les échanges se font sur une base régulière pour partager nos expertises.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 32 20-04-30 19:17







Nous avons poursuivi encore cette année une importante collaboration à un projet initié par Concertation Montréal. Il s'agit de MTElles. En partenariat avec la « Coalition montréalaise des Tables de quartier » et « Relais-femmes », MTElles soutient l'instauration de pratiques innovantes au sein des conseils d'arrondissements, des conseils de ville (agglomération de Montréal), des instances consultatives montréalaises et des tables de quartier. L'objectif est de favoriser la participation égalitaire à la vie démocratique et communautaire des femmes d'origines diverses et issues de tous les milieux socio-économiques. Initiée en 2017, c'est une démarche qui se poursuivra au cours des prochaines années.

L'Office assure aussi une présence dans différents forums internationaux qui s'intéressent aux questions de démocratie participative. Le principal de ces forums est l'Observatoire international de la démocratie participative, l'OIDP. L'Office est membre de ce réseau depuis de nombreuses années. En 2019, l'Office a participé à la dix-neuvième édition de cette conférence à Mexico. L'Office était responsable de deux ateliers. Le premier portait sur les jeux de rôles dans le débat public : succès et limites, alors que le deuxième avait pour thème l'initiative citoyenne, source d'innovation démocratique.

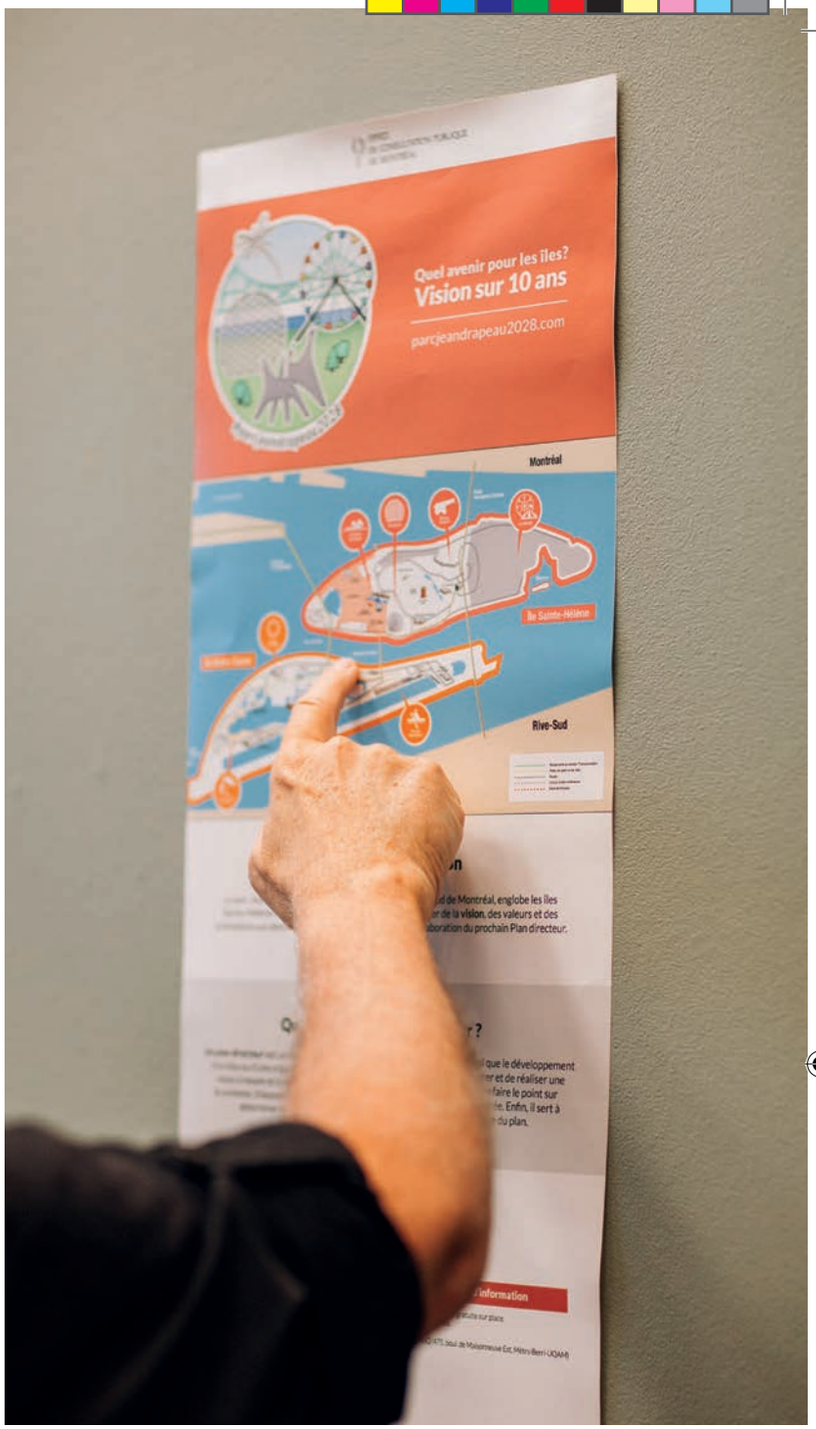
Finalement, la présidente de l'Office a été invitée par l'Association mondiale des grandes métropoles à une rencontre sur les indicateurs de cohésion sociale qui s'est tenue à Barcelone au mois de juin, alors que le secrétaire général rencontrait des responsables du Cabinet du ministre-président de Bruxelles-Capitale qui souhaitaient connaître plus à fond la mission et le fonctionnement de l'Office.



RA2019_francais_30_avril_GR.indd 34 20-04-30 19:17







Conformément à la Charte de la Ville de Montréal, le conseil municipal met à la disposition de l'Office les sommes nécessaires à la réalisation de son mandat. En vertu des articles 83 et 89 de la Charte, l'Office est tenu de mener toutes les consultations qui lui sont demandées par le comité exécutif ou le conseil municipal. Les états financiers de l'Office sont vérifiés par le bureau du vérificateur général de la Ville et sont présentés au conseil municipal.

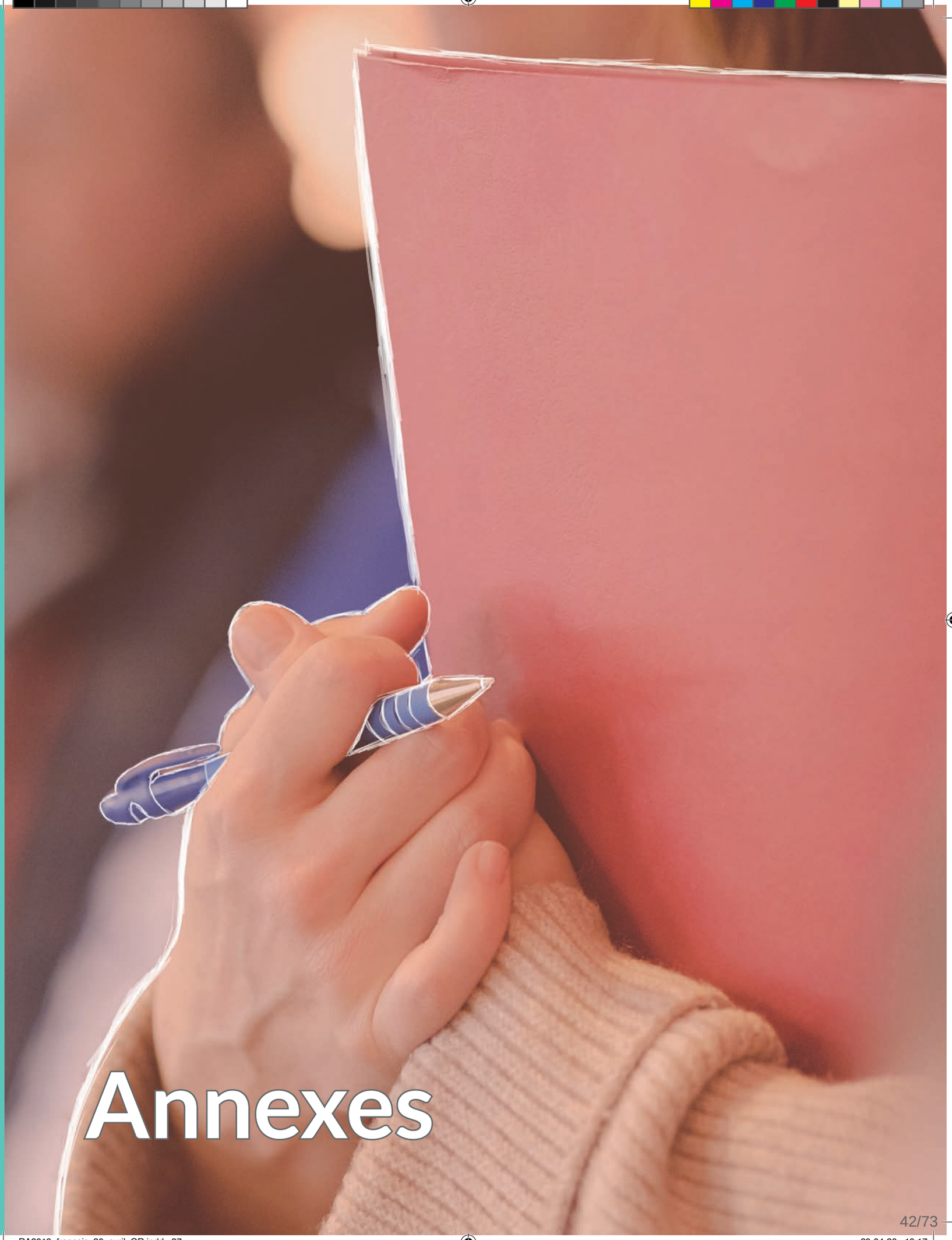
En 2019, le nombre de mandats reçus et le niveau des diverses activités de l'Office ont fait en sorte que les sommes affectées en début d'année dans le cadre du budget annuel de la Ville se sont avérées insuffisantes pour réaliser tous les mandats. En conséquence, le comité exécutif a accordé à l'Office des crédits additionnels de 840 k$, tel que le prévoit l'article 82 de la Charte de la Ville de Montréal. C'est la troisième fois depuis 2013 que des crédits additionnels sont requis en cours d'année, mais la septième fois dans l'histoire de l'Office.

Voici la répartition des dépenses par grandes familles.

Budget 2019

Rémunération	850 000 $
Avantages sociaux	170 000 $
Transports et communications	210 000 $
Services professionnels et administratifs	1 600 000 $
Location et entretien	280 000 $
Biens non durables	56 000 $
TOTAL	**3 166 000 $**

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 36 20-04-30 19:17



Annexes

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 37 20-04-30 19:17

Annexe I

NOTES BIOGRAPHIQUES



DOMINIQUE OLLIVIER
Présidente

Dominique Ollivier a une formation en génie et une maîtrise en administration publique de l'École nationale d'administration publique. Elle possède plus de 25 ans d'expérience de travail en gestion, tant de projet que d'organismes, ainsi qu'en communications.

Elle a occupé différents postes au sein d'organismes sociaux, de cabinets ministériels au gouvernement du Québec (1995-2001) et au Cabinet du chef du Bloc québécois à Ottawa (2001-2006) avant d'assumer la direction générale de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA), de 2006 à 2011.

Forte de cette expérience variée, Mme Ollivier a fondé en mars 2011, le cabinet-conseil Ki3, spécialiste en communication stratégique, en recherche et en évaluation, notamment dans le domaine de la transformation sociale et du gouvernement ouvert.

La carrière de Mme Ollivier est aussi marquée par son implication bénévole auprès de nombreux organismes communautaires nationaux et internationaux, ainsi que par sa participation répétée à des jurys du milieu du développement social et de la culture.

Elle est l'auteure de plusieurs textes et mémoires traitant des questions de diversité culturelle, de participation civique et d'éducation des adultes, ainsi que de nombreux articles publiés dans différents journaux et revues.

Elle a également agi à titre de commissaire *ad hoc* de l'OCPM entre février 2009 et le 15 septembre 2014 où elle a été nommée à la présidence.

« Tant de chantiers restent encore à explorer pour arriver à tirer pleinement avantage de la mine de savoirs d'usage recueillis par l'Office depuis sa fondation ! Ne serait-il pas temps que l'Office serve aussi à faire progresser ou émerger de nouvelles réflexions afin d'aider à façonner les priorités de demain ? »

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 38 20-04-30 19:17

Les commissaires à temps partiel ou *ad hoc* en 2019



MARYSE ALCINDOR

Maryse Alcindor est titulaire d'un baccalauréat en pédagogie (1966) de l'Université de Montréal et d'une maîtrise en histoire (1978) de l'UQAM, ainsi que d'une licence en droit (1980) de l'Université de Montréal. Elle a été admise au Barreau du Québec en 1981 et a reçu l'Ordre national du Québec pour sa contribution exceptionnelle à la société québécoise en 2010.

Elle a un parcours riche et diversifié qui l'a amenée de la pratique du droit à la haute fonction publique où elle a été la première femme noire à occuper un poste de sous-ministre. Son passage comme directrice de l'Éducation à la Commission des droits de la personne du Québec l'a amenée à s'intéresser de près à la formation et à la consultation, notamment en ce qui a trait à la promotion et à la défense des droits des femmes. Retraitée de la fonction publique québécoise depuis 2012, elle demeure active auprès de plusieurs organismes sociaux montréalais et organisations vouées à la coopération internationale.



PRISCILLA ANANIAN

Architecte, urbaniste et designer de formation (UNESP, Brésil, 2001 et 2005) et docteure en art de bâtir et urbanisme (Université catholique de Louvain, Belgique, 2010), son parcours professionnel est jalonné d'expériences tant dans le monde académique de l'enseignement et de la recherche que dans les milieux de pratique en matière de réalisation de projets d'aménagement dans trois pays différents : le Brésil, la Belgique et le Canada.

Spécialiste de la construction d'un urbanisme collaboratif fondé sur la médiation, la négociation et la concertation des parties prenantes dans une dynamique d'intelligence collective, Madame Ananian a développé une expertise précieuse sur les processus de projet lorsque la planification urbaine et l'urbanisme règlementaire ne suffisent pas à eux seuls à apporter des réponses socialement pertinentes aux défis de nos sociétés.



CLAUDIA ATOMEI

Urbaniste de formation, Claudia Atomei accompagne depuis trois ans différents acteurs québécois dans l'élaboration participative de projets, plans et politiques, notamment relativement à l'aménagement du territoire, favorisant ainsi des systèmes alimentaires plus justes et soutenables. Récipiendaire du Prix d'excellence de l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal dans le cadre de sa maîtrise, elle a porté des projets de recherche interdisciplinaire sur trois continents. Claudia est aussi engagée dans la collectivité montréalaise — elle est co-instigatrice et administratrice de Lande, une organisation qui accompagne des groupes de citoyens dans des processus collaboratifs de réappropriation et de valorisation de terrains vacants à Montréal.



ISABELLE BEAULIEU

Détentrice d'un doctorat en science politique de l'Université de Montréal, Isabelle Beaulieu cumule plus de 20 années d'expérience en recherche, réalisation d'études et enseignement. Elle a également été membre du Conseil supérieur de la langue française du Québec de 2002 à 2007. Madame Beaulieu possède une solide expérience professionnelle à l'international; de 1995 à 1999, elle a été directrice d'études pour la firme Taylor Nelson Sofres à Kuala Lumpur, en Malaisie. Plus récemment, elle a travaillé aux États-Unis où elle a été Directrice du Bureau du Québec à Washington.

Au cours de sa carrière, elle a réalisé des projets de recherche pour divers organismes, notamment le Conseil interprofessionnel du Québec et l'Institut de Coopération pour l'éducation des adultes. Elle a mené à bien plusieurs consultations et études, entre autres, sur le développement économique de Montréal, l'accessibilité à l'emploi pour les groupes minoritaires et les défis de l'économie sociale à Montréal. Elle s'intéresse activement à la production d'outils didactiques en communication destinés à divers publics, ainsi qu'à la participation citoyenne, politique et sociale des groupes à risque d'exclusion. Elle se spécialise dans l'animation de groupe, la rédaction stratégique, l'analyse et l'élaboration de méthodologies innovantes.



MOUNIA BENALIL

Mounia Benalil détient un doctorat en études interculturelles et théories postcoloniales de l'Université de la Colombie-Britannique. Elle a mené plusieurs recherches subventionnées par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture, le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes sur des enjeux contemporains en lien avec le vivre-ensemble et l'interculturel. Elle est aussi l'auteure de plusieurs publications scientifiques.

Elle accorde une place de choix à l'interface entre la recherche et l'action publique dans le champ des sciences sociales et s'intéresse à l'application du savoir aux enjeux sociaux par le biais de la recherche-action et par l'évaluation des impacts et des considérations légales et politiques sur les projets. Ce qui implique la mobilisation et le transfert continu des connaissances. Elle a été bénévole d'affaires pour plusieurs organisations à but non lucratif et a également travaillé avec plusieurs acteurs de la société civile dans la conduite de projets structurants pour la communauté, acteurs issus de Condition féminine Canada, de la Conférence régionale des élus de Montréal (Concertation Montréal) et de la Ville de Montréal.



BRUNO BERGERON

Membre de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) depuis 1980, Bruno Bergeron détient un baccalauréat en Design de l'environnement et une maîtrise en Analyse et gestion urbaine. Il a une vaste expérience dans le milieu de l'urbanisme municipal et, par intérêt pour la conciliation et la médiation auprès de grands groupes en matière d'urbanisme et d'environnement, il a récemment poursuivi des études de 2e cycle en Prévention et règlement des différends à la faculté de droit de l'Université de Sherbrooke.

Plusieurs des travaux qu'il a dirigés ont été primés dont : l'Espace maskoutain de Saint-Hyacinthe par l'Ordre des architectes du Québec; le parc Vincent d'Indy de Boucherville par l'Institut de Design Montréal; et la frayère de la rivière aux Pins de Boucherville par le Plan nord-américain de gestion de la Sauvagine.

Sa pratique professionnelle en planification urbaine se caractérise par une approche intégrée où les multiples intervenants qui marquent le paysage municipal sont interpellés. Il mise aussi sur sa capacité de proposer des solutions dans des dossiers de médiation et de résolution de problèmes en requalification urbaine. Il est membre de l'Institut de médiation et d'arbitrage du Québec et commissaire de l'Office de consultation publique de Montréal depuis avril 2008.

Il fut président de l'Association des coordonnateurs municipaux en rénovation urbaine, président de l'OUQ et vice-président de l'Association des urbanistes municipaux du Québec. Il est récipiendaire de la Médaille du mérite de l'OUQ et du prix du mérite du Conseil Interprofessionnel du Québec.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 41 20-04-30 19:17



BRUNO-SERGE BOUCHER

Bruno-Serge Boucher possède une expertise approfondie en communication stratégique, en gouvernance démocratique et en rédaction. Détenteur d'un 3e cycle de l'Université de Paris II en science de l'information, monsieur Boucher a travaillé de nombreuses années au sein d'une formation politique à titre de directeur des communications du parti, d'attaché de presse et de directeur adjoint de cabinet du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. Il fut également directeur des communications et des relations publiques de la Délégation générale du Québec à Bruxelles.

De 2008 à 2015, il évolue au sein de la Fédération des chambres de commerce du Québec, où il occupe, notamment le poste de Vice-président communications, Soutien au réseau et formation. À ce titre, il était responsable de la gouvernance, de l'animation et de la mobilisation d'un réseau de près de 150 chambres de commerce, de même que du programme de formation continue du personnel. En 2015 et 2016, il devient Senior Program Manager pour le National Democratic Institute à Rabat, au Maroc. Après plus d'une année comme directeur des communications chez Aéro Montréal, il profite maintenant d'une retraite active et agit à titre de consultant et formateur.



NICOLE BRODEUR

Nicole Brodeur est détentrice d'un Baccalauréat ès arts et a obtenu une maîtrise en linguistique de l'Université de Paris-X-Nanterre. L'essentiel de sa carrière s'est déroulé en administration publique où elle a occupé de très nombreux postes de direction.

Après avoir enseigné au Cégep Édouard-Montpetit, elle occupera différents postes de cadre jusqu'à celui de Directrice générale du Cégep Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse. Son parcours la conduira par la suite au Ministère de l'Éducation où elle prendra en charge la Direction générale de l'enseignement collégial. Plus tard, elle se joindra au ministère du Conseil exécutif comme secrétaire générale associée au Secrétariat à la condition féminine.

Elle travaillera une dizaine d'années au ministère des Relations avec les Citoyens et de l'Immigration, d'abord comme sous-ministre associée et ensuite comme sous-ministre en titre. Elle contribuera d'ailleurs très activement à la mise en place de ce nouveau ministère qui succédait alors au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. Elle a occupé le poste de secrétaire générale associée, au Secrétariat à la réforme administrative, pour ensuite agir comme présidente-directrice générale du Centre de référence des directeurs généraux et des cadres du réseau de la santé et des services sociaux.

Au fil des ans, elle occupera des fonctions au sein de nombreux conseils d'administration, notamment à la Régie des rentes du Québec, à l'École nationale d'administration publique, au Conseil des universités du Québec et au Collège Regina Assumpta. Elle est aujourd'hui consultante. Elle a été nommée commissaire *ad hoc* de l'OCPM en février 2009.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 42 20-04-30 19:17



JEAN BURTON

Détenteur d'un doctorat en Sciences biologiques de l'Université de Montréal, Jean Burton possède une vaste expérience dans le domaine de l'environnement en tant que conseiller et planificateur scientifique.

De décembre 2003 à juin 2007, il a travaillé pour l'Agence canadienne de développement international (en détachement) en tant que conseiller canadien à l'Initiative du bassin du fleuve Niger. De 1989 à 2003, il a agi comme conseiller, planificateur et coordonnateur scientifique et adjoint au directeur à Environnement Canada au Centre Saint-Laurent, où il a coprésidé le comité de concertation sur le suivi de l'état du Saint-Laurent. En 1999, il était responsable de la participation canadienne à la Maison du citoyen dans le cadre du deuxième Forum Mondial de l'eau à La Haye. M. Burton a également travaillé en tant que vice-président aux communications et ressources humaines à la SOQUEM. Il a débuté sa carrière comme professeur invité au Département de Sciences biologiques de l'Université de Montréal et attaché de recherches au Centre de recherches écologiques de Montréal de mai 1974 à juin 1982.

M. Burton a remporté plusieurs prix et mentions d'excellence au cours de sa carrière, notamment pour sa participation à Americana 2001 et pour la coordination du travail sur le bilan environnemental du fleuve Saint-Laurent.

Depuis 2007, il est commissaire *ad hoc* à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) et membre du conseil d'administration de la Corporation d'aménagement pour le développement de la rivière L'Assomption (CARA).



JEAN CAOUETTE

Originaire de Québec, Jean Caouette a fait des études en philosophie à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et a, par la suite, complété un baccalauréat en architecture à l'Université Laval. Il a aussi terminé une maîtrise en administration des affaires (MBA) à l'École des hautes études commerciales.

Monsieur Caouette a entrepris sa carrière d'architecte auprès de divers bureaux de Montréal, Québec et Toronto. Il a ensuite occupé les fonctions de directeur des services immobiliers au sein d'une grande entreprise avant de fonder sa propre firme d'architectes en 1992. Un bon nombre des mandats qu'il a réalisés concernaient la réhabilitation/transformation de bâtiments existants ou la construction et l'agrandissement d'usines, ainsi que la réfection d'édifices scolaires. Ses travaux l'ont mené notamment aux États-Unis et en Algérie.

Son implication communautaire l'a conduit à siéger au conseil d'administration de l'Hôpital Jean-Talon, à celui de la CDEC Rosemont-Petite-Patrie, au comité consultatif d'urbanisme de Rosemont–La-Petite-Patrie et au Fonds d'assurance responsabilité de l'Ordre des architectes du Québec.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 43 20-04-30 19:17



ÉRIC CARDINAL

Titulaire d'un baccalauréat en science politique et d'une maîtrise en droit public (spécialisée en droit autochtone), Éric Cardinal possède plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des relations publiques, de l'acceptabilité sociale et des relations avec les communautés. Après avoir commencé sa carrière comme journaliste, il a bifurqué vers le service public, notamment en tant que chef de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones et, récemment, celui de directeur des communications du ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs.

Jumelant efficacement son expertise en droit autochtone et ses talents en communication publique pour développer une expertise unique au Québec, il a cumulé un grand nombre de mandats auprès des communautés et organisations des Premières Nations au Québec. Sa participation à la création du Centre de développement communautaire autochtone à Montréal (Autochtone Montréal) a largement contribué au développement de programmes efficaces de relations avec les communautés pour diverses entreprises, organisations et municipalités.

Il a dirigé sa propre firme pendant dix ans, avant de piloter la pratique en affaires autochtones et acceptabilité sociale d'une grande agence de relations publiques, puis celle en acceptabilité sociale et relations avec le milieu d'une importance firme d'ingénierie-conseil. Il occupe présentement le poste de Vice-président d'une entreprise autochtone sise à Montréal.

Son expertise particulière, permettant une compréhension optimale et une analyse en profondeur de divers enjeux, facilite la construction de liens de confiance avec l'ensemble des parties prenantes.



DANIELLE CASARA

Danielle Casara a mené une carrière riche et diversifiée dans le monde syndical pendant plus de vingt ans. D'abord vice-présidente du Syndicat des employés de la Banque Laurentienne du Canada, elle deviendra secrétaire générale puis présidente du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain. Danielle a également fait partie du bureau de direction de la FTQ en tant que vice-présidente représentant les femmes de 2007 à 2010.

Le développement de l'emploi a été au cœur de son implication au sein du Conseil emploi métropole et du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal.

Passionnée de développement économique et social, elle a présidé plusieurs comités d'investissement local du Fonds de solidarité de la FTQ.

Les enjeux de solidarité sociale et de lutte à l'exclusion ont animé le travail de Danielle en tant qu'arbitre au sein du Conseil arbitral de l'assurance-emploi du Grand Montréal pendant plus de dix ans. Elle a également été membre du conseil d'administration de Centraide du Grand Montréal de 2005 à 2011.

Valorisant le travail en concertation, elle a été membre du comité de direction de la Conférence régionale des élus de Montréal et a participé à la mise sur pied de Concertation Montréal. Elle a coprésidé la Table de consultation sur le développement social du Forum montréalais sur la métropole.

Citoyenne engagée, Danielle a fait partie du Conseil des Montréalaises de 2006 à 2012. Elle a également agi à titre de commissaire lors de la consultation publique de la Communauté métropolitaine de Montréal sur le Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles en 2015.



PIERRE-CONSTANTIN CHARLES

Pierre-Constantin Charles possède une formation en service social et est détenteur d'un MBA de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. Il évolue dans l'action communautaire et sociale depuis plus de trente ans à titre de gestionnaire d'organisme auprès des nouveaux arrivants et de consultant en gestion de la diversité et en activités philanthropiques. Les enjeux de développement territorial et humain sont au cœur de ses actions professionnelles. Ses fonctions actuelles de conseiller en planification et responsable des relations avec les milieux à Centraide du Grand Montréal lui ont permis de développer une expertise particulière en analyse sociale et territoriale, en évaluation de projet et en concertation.



LORÈNE CRISTINI

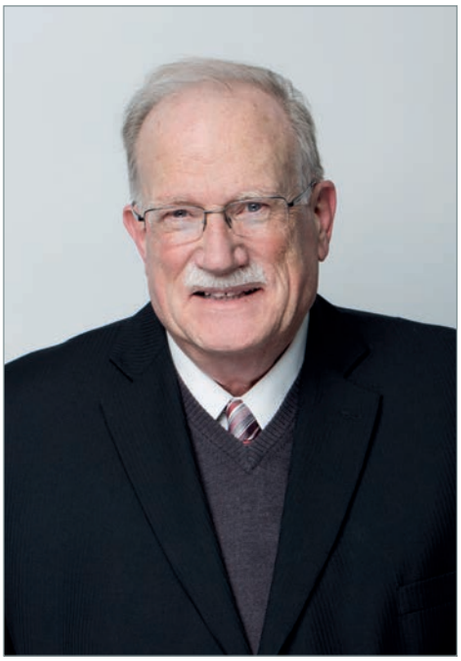
Spécialisée dans les stratégies de responsabilité sociétale et leurs applications aux pratiques d'affaires ainsi qu'en développement organisationnel et gouvernance d'OBNL, elle a travaillé plusieurs années en conseil, comme directrice responsabilité sociétale, puis à des postes de direction d'organismes de bienfaisance en environnement, en tant que directrice générale et directrice stratégie, opérations et richesses humaines.

Elle œuvre actuellement à titre de directrice générale adjointe de l'Observatoire québécois des inégalités, en vue d'accompagner l'organisation à maximiser son impact social à travers ses programmes, ses processus et ses activités grand public. Elle développe un programme destiné aux organisations pour réduire leur empreinte inégalité et elle travaille également en recherche sur les dynamiques entre inégalités socioéconomiques et changements climatiques.

Elle est également présidente du conseil d'administration de Poly-Mer et administratrice de l'Institut de biomimétisme. Son passage au Forum jeunesse de l'île de Montréal ainsi que ses nombreux engagements dans le domaine de l'économie sociale et des organismes à but non lucratif l'ont familiarisé avec les processus de consultation publique. En 2016, elle a été sélectionnée Jeune Femme Leader par Concertation Montréal.

Lorène détient un baccalauréat en administration des affaires et études internationales, une maîtrise en stratégie et un D.E.S.S. en développement durable et responsabilité sociétale à HEC Montréal. Elle a complété sa formation par un certificat en droit de l'Université de Montréal, une formation en gouvernance du Collège des administrateurs de sociétés et un programme en développement organisationnel de l'école des dirigeants d'HEC Montréal. Elle est membre de l'Association canadienne des parajuristes.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 45 20-04-30 19:17



ALAIN DUHAMEL

Monsieur Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste. Il est détenteur d'un baccalauréat ès arts (science politique) de l'Université d'Ottawa et diplômé en communications de l'Université Saint-Paul.

Il a débuté sa carrière au journal Le Droit d'Ottawa, pour ensuite devenir correspondant parlementaire du réseau TVA à Ottawa et, par la suite, successivement journaliste au Jour, au Devoir et au Journal Les Affaires. Il a aussi été conseiller auprès du président du comité exécutif de la Ville de Montréal de 1986 à 1994.

Alain Duhamel a été actif dans le mouvement coopératif. Il a été dirigeant élu de la Caisse Desjardins d'Ahuntsic pendant près de 32 ans et a présidé son conseil d'administration pendant dix ans. Il a aussi été représentant au Conseil régional des caisses pour la région Ouest de Montréal du Mouvement Desjardins et enseignant formateur à l'Institut coopératif Desjardins.

Ces récentes années, M. Duhamel collabore à l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP).



HABIB EL-HAGE

Directeur de l'Institut de recherche sur l'intégration professionnelle des immigrants (IRIPI) du Collège de Maisonneuve, M. Habib El-Hage est détenteur d'un doctorat en sociologie de l'UQAM. Ses intérêts portent sur les pratiques de prévention, d'intervention et de gestion de la diversité dans les entreprises et les institutions publiques. Il est chercheur associé au Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC) et membre de l'équipe Migration et ethnicité dans les interventions en santé et en services sociaux (METISS) et de l'équipe Recherche et action sur les polarisations sociales (RAPS).

Il était président du Conseil interculturel de Montréal, où il a coordonné, participé à la rédaction et présenté publiquement plusieurs avis et mémoires aux instances politiques de la Ville de Montréal. Aussi, il était impliqué au Comité sur les services aux nouveaux arrivants et aux communautés culturelles de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le Comité interculturel de l'Association canadienne en santé mentale. Il collabore à plusieurs recherches portant sur la radicalisation. Il a publié récemment les résultats d'une étude portant sur les multiples barrières que vivent les personnes LGBTQ racisées à Montréal ainsi qu'un guide sur l'intervention en contexte de diversité au collégial. Au sein de l'OCPM, M. El-Hage a collaboré aux consultations publiques portant sur l'Agriculture urbaine et la Stratégie centre-ville. Il est également commissaire dans le dossier de consultation publique portant sur le racisme et la discrimination systémiques.



ARIANE ÉMOND

Journaliste indépendante, Ariane Émond a touché à tous les aspects de la communication. Elle a collaboré au *Devoir*, à *Alternatives*, à *La Gazette des femmes*, et à Radio-Canada pendant une vingtaine d'années, ainsi qu'à Télé-Québec. Elle a cofondé le magazine féministe d'actualité *La Vie en rose*. Elle a contribué à une quinzaine de documentaires québécois et remporté plusieurs prix pour son travail au cinéma et en journalisme (dont le Prix René-Lévesque et le Prix Judith-Jasmin). Elle a été la première directrice générale de Culture Montréal.

Son intérêt pour les questions sociales (inégalités, éducation et décrochage, immigration et intégration, enjeux des villes et renouvellement de leur cadre de vie, etc.) traverse son engagement professionnel. Depuis plus de 25 ans, elle agit à titre d'animatrice d'événements, colloques, congrès et débats publics organisés par des ministères, des universités, des municipalités ou le milieu associatif.

Elle est marraine de la fondation *60 millions de filles* (http://60millionsdefilles.org/fr/) qui soutient l'éducation des filles dans les pays en développement. Auteure, elle a publié, notamment, *Les Ponts d'Ariane* (VLB 1994), collaboré à l'album photo *éLOGES* (éditions du passage 2007) et *Les Auberges du cœur : L'art de raccrocher les jeunes* (Bayard Canada 2012) sur les jeunes déboussolés et sans abri dans nos villes. Elle est commissaire à l'OCPM depuis 2008.



CHRISTIAN GIGUÈRE

Détenteur d'un baccalauréat en psychosociologie de la communication (animation de groupe) et d'une maîtrise en philosophie politique – profile éthique publique, Christian Giguère est président, membre fondateur (1999) du Centre de développement pour l'exercice de la citoyenneté (CDEC). Il en a été le directeur général jusqu'en 2015.

Le CDEC a développé et déployé des activités d'éducation et des processus de participation citoyenne et démocratique, touché à plus de 350 000 élèves des écoles de plusieurs régions du Québec et reçu trois prestigieux prix, dont le prix québécois de la citoyenneté Claire Bonenfant pour les valeurs démocratiques décerné par l'Assemblée nationale du Québec.

M. Giguère a prononcé des conférences sur l'éducation, la citoyenneté et la participation démocratique et publié des articles traitant notamment des obstacles à la participation citoyenne.

Élu commissaire scolaire à la Commission scolaire de Montréal en 2007, il a présidé (2007-14) le comité institutionnel sur l'éthique et la gouvernance, piloté la politique sur l'initiation à la vie démocratique, présidé le caucus des commissaires (2012-13) et représenté (2010-13) la CSDM au conseil général de la Fédération des commissions scolaires du Québec. Il y a occupé un poste à la commission politique et a été élu au bureau de direction en 2013. M. Giguère a été nommé commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) en mai 2017, il est affecté à la commission du secteur des Faubourgs où il participe à mettre en place un processus de consultation sur l'avenir du quartier. On lui a également confié le mandat de proposer des façons de rejoindre davantage de jeunes lors des consultations.



JUDY GOLD

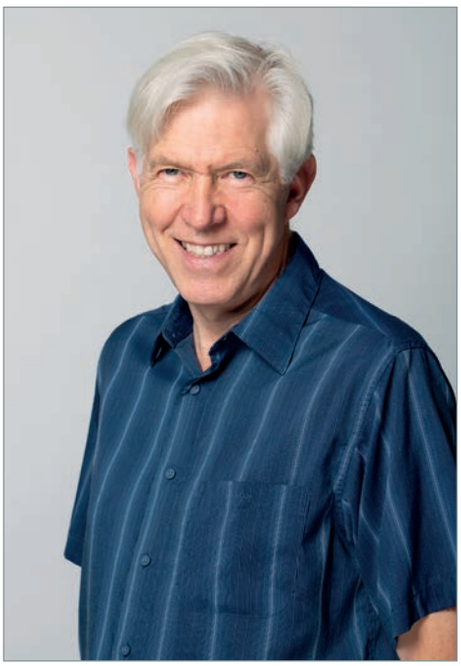
Judy Gold a une formation en anthropologie de l'Université McGill et en service social de l'Université de Montréal.

Commissaire *ad hoc* à l'Office de consultation publique de Montréal depuis 2004, elle a participé, à titre de commissaire ou de présidente, aux consultations publiques sur divers projets dont la politique de développement culturel pour la Ville de Montréal, le plan directeur de développement du site Contrecoeur, le réaménagement des secteurs de l'entrée Peel et de la Clairière du Mont-Royal, le plan d'action famille de Montréal, le projet de réaménagement des Places l'Acadie et Henri-Bourassa, le projet de requalification du secteur Namur–Jean-Talon Ouest, l'*Opération Carte Blanche* du 375e anniversaire de Montréal, l'aménagement du quartier Saint-Raymond et des abords du CUSM et, plus récemment, le racisme et la discrimination systémiques.

Membre à temps partiel au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) de 2003 à 2009, elle a siégé à la commission du Projet de prolongement de l'axe du Vallon à Québec et à la commission du Projet d'amélioration des infrastructures de transport terrestre près de l'aéroport Montréal-Trudeau.

En outre, elle travaille depuis plus de trente ans dans le domaine des droits humains, notamment en matière de diversité culturelle, d'inclusion sociale et de développement communautaire, et ce, dans la gestion d'organismes, l'élaboration de programmes et l'analyse de politiques gouvernementales.

Judy Gold a siégé au Tribunal des droits de la personne du Québec de 2009 à 2019.



DAVID HANNA

Retraité depuis 2016, mais encore actif comme professeur associé en urbanisme au département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM, David Hanna est détenteur d'un doctorat en économie de l'Université McGill. Expert en transport urbain et en patrimoine urbain, il possède une longue expérience en consultation publique, ayant notamment mené des mandats pour le Comité consultatif de la Ville de Montréal pour la protection des biens culturels de 1991 à 2003. De 1996 à 2004, il a également exercé la fonction de président du Conseil du patrimoine religieux du Québec. Tout au long de sa carrière, comme en font foi ses nombreuses publications et contributions à des congrès scientifiques, il a développé une vision pertinente et ouverte des enjeux humains économiques, architecturaux et patrimoniaux inhérents à la vie dans la cité.



JACQUES INTERNOSCIA

Titulaire d'un baccalauréat en géographie économique et d'une maîtrise en administration des affaires, Jacques Internoscia s'est spécialisé dans les domaines des transports et des infrastructures. Anciennement commissaire au développement économique des transports à la Ville de Montréal, il a notamment occupé les fonctions de directeur de la planification corporative de la Société de transport de Montréal et de vice-président de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

Sa carrière s'est poursuivie auprès d'OBNL à titre de directeur des projets stratégiques de l'Association de l'aluminium du Canada et de la grappe industrielle de l'aluminium du Québec, AluQuébec, où l'objectif était de développer l'empreinte de ce secteur au Québec, notamment dans les champs des transports, des infrastructures et du bâtiment durable.

Gestionnaire visionnaire, il a aussi dirigé le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) et occupé des fonctions-conseils dans ses domaines d'expertise.



STÉPHANIE JÉRÉMIE

Stéphanie Jérémie a développé une bonne expertise dans le travail auprès des jeunes pour les inciter à vivre une citoyenneté pleine et entière. Ses compétences en coordination de démarches participatives et en résolution de conflits lui servent à innover et à cocréer des programmes qui stimulent la prise de parole des jeunes et leur engagement social. Tout au long de sa jeune carrière, elle s'est dévouée à la défense des droits de la personne, notamment à travers la mise en récit des voix des citoyens. Son dévouement à représenter les communautés ethnolinguistiques minoritaires montréalaises amène de nouvelles perspectives dans la recherche de la participation sans exclusion.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 49 20-04-30 19:17



DANIELLE LANDRY

Danielle Landry a à son actif trente années d'expérience en intervention éducative et sociale dans le but d'encourager l'engagement volontaire, le leadership et l'action démocratique au sein de la société civile. Elle a acquis une solide expérience en gestion de programme, tant dans la fonction publique québécoise que dans le milieu communautaire.

Détentrice de plusieurs distinctions d'envergure montréalaise et canadienne, son rayon d'action l'a amenée à agir à titre de catalyseur de la capacité des collectivités et de l'inclusion sociale dans les projets de participation publique et d'éducation. Elle est également très engagée dans les mouvements de conservation de la nature et de protection de l'environnement et dirige sa propre entreprise de services-conseils.



HÉLÈNE LAPERRIÈRE

Hélène Laperrière est titulaire d'un baccalauréat en géographie/sciences économiques de l'Université Laval, d'une maîtrise en urbanisme et d'un doctorat en aménagement de l'Université de Montréal, et a été doublement boursière postdoctorale (CRSH et INRS-Urbanisation). Mme Laperrière est membre de l'OUQ depuis 1982.

Spécialisée en études urbaines, en planification stratégique et en aménagement culturel et patrimonial, Hélène Laperrière exerce l'urbanisme en pratique privée, tout en œuvrant en recherche appliquée. Elle a enseigné en Chine en 2009 et a conseillé les autorités universitaires en développement urbain. Sa pratique professionnelle est fondée sur l'écoute, la mise en place de méthodologies innovantes et ciblées, de même que sur la recherche de solutions orientées vers une amélioration constante du développement urbain durable au bénéfice de la collectivité.

De 2000 à 2003, elle a participé au jury d'architecture, puis au comité de construction de la BnQ. De 1999 à 2009, elle a également été vice-présidente du CA du MAI. De 2005 à 2008, elle a été membre du Comité éditorial de la revue Urbanité. Elle est l'auteure de guides historiques et patrimoniaux des régions du Québec, signe de nombreux articles et prononce régulièrement des conférences.

Depuis 2004, Mme Laperrière est impliquée à l'OCPM, tour à tour comme expert, commissaire et présidente de commission. De plus, au cours de ces années et à diverses occasions, elle a représenté l'Office à titre de conférencière et animatrice d'ateliers et de tables rondes.



MARIE LEAHEY

Marie Leahey est maintenant retraitée après avoir été coordonnatrice du Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes. Auparavant, elle a travaillé à la Fédération québécoise des organismes communautaires famille et dans un service d'employabilité, le SORIF. Son intérêt pour le développement régional l'a amené à travailler à la Conférence régionale des élus de Montréal. Diplômée de l'UQAM en Éducation, elle est une administratrice certifiée de société par le Collège des administrateurs de l'Université Laval.

Préoccupée par l'autonomie financière des femmes et l'apport de celles-ci au développement social et économique, elle s'est impliquée dans plusieurs organismes, dont la présidence du Conseil des Montréalaises et le Réseau habitation femmes. Elle est l'une des membres fondatrices de Vivacité, société immobilière équitable. Elle siège actuellement au conseil d'administration de la Fondation Béati.



GAÉTAN LEBEAU

Gaétan Lebeau s'intéresse depuis longtemps aux problématiques de vie en milieu urbain. En 1974, il participe à la fondation du Rassemblement des Citoyens de Montréal. Élu conseiller municipal (1974-1978), il s'intéresse particulièrement aux enjeux d'aménagement, de participation citoyenne et de démocratie. Dans les années 1980, il œuvre en CLSC et participe à la mise sur pied de divers organismes communautaires ou de concertation.

À la Société de transport de Montréal pendant une vingtaine d'années, il exerce différents rôles professionnels seniors en communication, en développement organisationnel, en gestion du changement ainsi qu'en amélioration des processus d'affaires et de la performance. Il a développé une expertise particulière pour l'animation des groupes qui s'engagent dans une démarche de résolution de problèmes ou d'amélioration.

Parallèlement, en tant que membre du Conseil d'administration de l'Institut d'administration publique du Grand Montréal (IAPGM-IAPC), de 1992 à 2004, il assume les fonctions de secrétaire, puis de président du comité de programmation. En 2000, il initie la mise sur pied de l'organisme *Jeunes Fonctionnaires d'un jour*, dont il préside la destinée jusqu'en 2008. Cet OBNL contribue à la persévérance scolaire, tout en valorisant la qualité des services publics en offrant des stages dans les organisations publiques pour les jeunes des écoles secondaires.

Il a mené des études de maîtrise en sociologie et détient une maîtrise en administration publique. Il a été formateur associé à l'École nationale d'administration publique (ENAP) puis à l'École de technologie supérieure (ÉTS) où il enseigne toujours. Il poursuit aujourd'hui sa pratique comme consultant.



MARIE CLAUDE MASSICOTTE

Architecte paysagiste de formation et possédant de nombreuses attestations en gestion de projets et en environnement, Marie Claude Massicotte détient plus de 33 années d'expérience en gestion de projets en milieu urbain et métropolitain. Professionnelle et gestionnaire reconnue pour son expertise dans le développement des réseaux verts et bleus, la régénération de sites perturbés (friche, lieux contaminés), l'aménagement riverain et le design urbain, elle a travaillé pendant plus de 29 ans comme architecte paysagiste, chef d'équipe et gestionnaire en milieu municipal. Dans ses projets, elle valorise l'innovation, la concertation, le ralliement par la vision et le renforcement par la multidisciplinarité. Elle a coordonné et planifié la mise en œuvre de plusieurs parcs urbains et grands projets de développement dont plusieurs ont reçu des distinctions. Elle a aussi orchestré des projets de coopération internationale (Paris, Shanghai). Elle est récipiendaire du prix Frederick Todd 2015 de l'AAPQ (Association des architectes paysagistes du Québec).

Elle opère présentement son bureau d'expertise en architecture de paysage et enseigne depuis 2016 à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal (école d'urbanisme et d'architecture de paysage) aux niveaux BAC et maîtrise en architecture de paysage.



SUZANN MÉTHOT

Suzann Méthot a été présidente de 2016 à 2019 du COMEX (Comité d'examen sur les répercussions sur l'environnement et le milieu social), un organisme indépendant composé de membres nommés par les gouvernements du Québec et de la nation crie responsable de l'évaluation et de l'examen des impacts des projets régis par la Convention de la Baie James et du Nord québécois (CBJNQ). Les vingt dernières années de sa carrière lui ont permis de renforcer son expertise dans les domaines de l'environnement, du développement responsable et durable, des relations gouvernementales (municipales, provinciales, fédérales et autochtones) et des relations avec les parties prenantes du Nord québécois.

Communicatrice rassembleuse, elle a également piloté tout au long de sa carrière de nombreux exercices de consultation et de concertation pour la mise en œuvre de projets de développement durable et de gouvernance respectueuse des relations avec les nations autochtones. Suzann poursuit aujourd'hui sa carrière à titre de consultante auprès d'organisations diverses.



MARTINE MUSAU

L'expérience professionnelle de Martine Musau cadre parfaitement avec les mandats de l'Office. Tant les fonctions d'officier municipal qu'elle a occupées entre 2012 et 2019 à titre de directrice des affaires juridiques et greffière des villes d'Amqui et de Kirkland que sa pratique actuelle d'avocate en droit municipal, l'ont amenée à bien saisir les enjeux rencontrés par les décideurs municipaux.

Elle a notamment chapeauté la refonte des règlements d'urbanisme d'une ville liée, a contribué à la création de cadres de consultation publique transparents et efficaces, a eu à élaborer pour des gouvernements locaux des stratégies relatives aux questions d'urbanisme et d'aménagement, de gestion contractuelle et d'éthique. Elle a également dirigé des sessions de formation pour des élus et des cadres municipaux.



NADJA RAPHAËL

Nadja Raphaël est avocate et coach certifiée par l'*International Coach Federation* (ICF).

Elle possède un profil multidisciplinaire en droit, en relations publiques et en coaching. Avant d'être à la tête de son cabinet en coaching professionnel, elle a occupé des postes stratégiques, notamment celui de chef de cabinet du bâtonnier du Québec et celui de responsable des relations avec les médias au sein d'un ministère canadien voué au développement économique des PME au Québec. Elle connaît bien les milieux institutionnels et gouvernementaux, où se côtoient intimement des enjeux politiques et administratifs.

Nadja possède un intérêt marqué pour « l'empowerment », tant d'un point de vue individuel que collectif. C'est d'ailleurs la principale raison qui l'a menée à obtenir un diplôme d'études supérieures en Prévention et résolution des différends (médiation et négociation raisonnée) et à s'intéresser à la participation publique.



DANIELLE SAUVAGE

Danielle Sauvage est une gestionnaire culturelle de haut niveau. Au cours de sa carrière, elle a notamment occupé le poste de Directrice générale du Conseil des arts de Montréal de 2002 à 2013. Sous sa gouverne, le rayonnement du Conseil et son impact au sein du milieu culturel montréalais se sont accrus considérablement. Elle s'intéresse particulièrement à la promotion et à l'inclusion de la relève et de la diversité ainsi qu'aux pratiques novatrices.

Récipiendaire de plusieurs prix et distinctions, dont l'ordre du Québec reçu en 2018, elle a participé à titre de consultante en communications à l'organisation de nombreuses consultations publiques, notamment sur les projets d'agrandissement du Musée des beaux-arts de Montréal, de la salle de l'Orchestre Symphonique de Montréal et du Musée d'art contemporain de Montréal.



MICHEL SÉGUIN

Michel Séguin est détenteur d'un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa, d'une maîtrise en études environnementales de l'Université York à Toronto et d'un doctorat en sociologie de l'Université de Montréal.

Il a œuvré dans le domaine des communications à la CBC, à Communications Canada et à la chaîne française de TVOntario, mais aussi dans le domaine de l'environnement. Il a été représentant des groupes environnementaux au Conseil canadien des ministres de l'environnement. Parmi ses réalisations, notons la mise sur pied de la Semaine québécoise de réduction des déchets, célébrée depuis 2001. Il a également coordonné le projet C-Vert de la Fondation de la famille Claudine et Stephen Bronfman entre 2005 et 2015, projet lauréat d'un Phénix de l'environnement en 2012. En 2015, il préside la Commission indépendante de consultation publique du projet de Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal.

Il a aussi été actif dans le domaine de l'enseignement et de la recherche, entre autres, comme chercheur associé aux universités de Sherbrooke et de Montréal et est l'auteur de nombreux livres et publications, principalement dans le domaine de l'environnement.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 54 20-04-30 19:17



LUBA SERGE

Luba Serge détient une maîtrise en urbanisme et un doctorat en sciences sociales. Elle est membre de l'Ordre des urbanistes du Québec et possède une expérience dans divers domaines liés à l'habitation et à la revitalisation des quartiers. Elle a participé à la mise sur pied de projets de coopératives d'habitation dans des quartiers montréalais, à la planification et au développement du projet Milton Parc, ainsi qu'à l'élaboration du projet de la Fiducie foncière communautaire Benny Farm. Elle a travaillé au Service de l'habitation de la Ville de Montréal lors de l'élaboration de l'énoncé de politique sur l'habitation et à la Société d'habitation et de développement de Montréal, où elle a entrepris le suivi et l'évaluation du Programme d'acquisition de logements locatifs et son impact sur la revitalisation des quartiers et sur l'amélioration de la sécurité et la prévention de la criminalité.

En tant que consultante, elle a entrepris des études sur la question du sans-abrisme, le logement pour personnes âgées, l'exclusion sociale, ainsi que le logement abordable et communautaire. De plus, elle a participé à divers projets tels l'introduction des méthodes de construction domiciliaire canadienne en Russie et un projet pilote de mise sur pied de fiducies foncières communautaires dans deux quartiers montréalais. De 1992 à 1998, elle a été membre du CCU de la Ville de Montréal-Ouest. Outre son travail en tant que consultante, elle enseigne aux niveaux collégial et universitaire. Elle a été nommée commissaire *ad hoc* de l'OCPM en avril 2008.



FRANCINE SIMARD

Francine Simard est détentrice d'un MBA des HEC. Elle est présentement présidente-directrice générale de Repère communication et recherche, une firme spécialisée dans la recherche qualitative et quantitative, l'animation de groupes de discussion et d'entretiens individuels, le développement de méthodologies de consultation, ainsi que la gestion de projets et d'équipes.

L'essentiel de sa carrière s'est déployé au cours des vingt-cinq dernières années, à titre de vice-présidente recherche chez Léger Marketing (1990-2000) et chez Baromètre (2000-2002) et de PDG à Repère communication et recherche (2002-…). Elle a parmi ses clients des agences gouvernementales, des médias, des ministères, des entreprises culturelles et des associations professionnelles. Sa vaste expérience auprès d'un ensemble de clientèles lui permet d'utiliser diverses techniques pour explorer les besoins et les attentes de groupes variés et d'évaluer leur intérêt pour des services nouveaux, des politiques novatrices ou des projets existants ou à améliorer.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 55 20-04-30 19:17



JEAN-FRANÇOIS THUOT

Jean-François Thuot est détenteur d'un Ph. D. en science politique (UQAM). Il est également membre de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec (Adm.A) et administrateur de sociétés certifié (ASC). Sa carrière a débuté dans l'enseignement universitaire en formation à distance, à la Télé-université. Il a œuvré ensuite dans le monde des professions réglementées, au sein duquel il a notamment assumé, de 2007 à 2017, la direction générale du Conseil interprofessionnel du Québec, le regroupement des 46 ordres professionnels. Il a su, au fil de ces années, parfaire son rôle de facilitateur et rallier avec diplomatie des groupes de parties prenantes.

Il agit maintenant à titre de conseiller stratégique, d'analyste et de formateur en gouvernance. Il est également l'auteur de plusieurs articles portant sur les processus démocratiques et divers enjeux de politiques publiques.



RADOUAN TORKMANI

Formé en architecture et en ingénierie, Radouan Torkmani œuvre présentement à l'élaboration, la planification et la coordination de projets de nouvelles écoles à la CSDM. Ses recherches en architecture misent sur l'échange avec les utilisateurs pour déterminer les formes et les parcours. Spécialiste de la recherche active de consensus, il a démontré un engagement social exemplaire et une grande capacité à exercer du leadership et de la vision. Il est notamment membre du « Groupe des 30 » de Concertation Montréal qui réunit 30 ambassadrices et ambassadeurs issus des groupes ethnoculturels ayant de l'expérience au sein de conseils d'administration (CA) pour inciter d'autres personnes talentueuses à suivre leurs pas.



ARLINDO VIEIRA

Arlindo Vieira est diplômé de la faculté de science politique et de droit de l'UQAM et titulaire d'un diplôme de deuxième cycle de la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Outre les années accumulées comme avocat de pratique privée, Arlindo Vieira possède une vaste expérience de décideur et de gestionnaire dans divers milieux gouvernementaux et communautaires. Il y a exercé, à différentes époques, la fonction de directeur d'un cabinet ministériel, de président du Conseil des relations interculturelles (C.R.I.), de juge administratif à la Régie des alcools, des courses et des jeux et de directeur général de Radio Centre-Ville.

Alors qu'il assumait les fonctions de président du C.R.I., Arlindo Vieira a eu l'occasion d'agir à titre de médiateur et de diriger plusieurs consultations sur des enjeux reliés aux relations interculturelles et à la gestion de la diversité dans la société québécoise et dans l'agglomération montréalaise.

Arlindo Vieira a également à son crédit une expérience de consultation publique dans le domaine du patrimoine à titre de membre du Groupe conseil sur la politique du patrimoine culturel du Québec.

Arlindo Vieira est aussi reconnu pour son engagement social ayant œuvré dans multiples comités et organismes communautaires. La Ligue des droits et libertés, le Centre Multiethnique Saint-Louis, la Caisse Populaire des Portugais, le Centre sociocommunautaire de Montréal, le Centre Justice et Foi, le Comité des communautés culturelles du Barreau du Québec et la Fondation de la Tolérance sont quelques-uns des organismes où il siège ou qui ont bénéficié de son leadership et de son engagement au fil des ans.

Il a été commissaire de l'OCPM de 2008 à 2011, et a été renommé en 2015 pour un autre mandat



JOSHUA WOLFE

Joshua Wolfe détient une maîtrise en urbanisme de l'Université de Montréal, de même qu'un baccalauréat en Science & Human Affairs de l'Université Concordia. Il agit comme conseiller en développement durable pour les municipalités et les ONG. En 1990, il a été reçu membre de l'American Institute of Certified Planners. Il a enseigné le développement durable des villes et la participation publique à l'Université Concordia, à l'UCLA Extension Public Policy Program, à l'Université McGill, ainsi qu'à l'Institut international de gestion des grandes métropoles et l'International Association for Public Participation.

Natif de Montréal, M. Wolfe a aussi vécu en Californie où il a effectué des études d'impact environnemental et préparé des plans d'urbanisme pour diverses municipalités et autres organismes publics des régions de San Francisco et de San Diego. À Montréal, il a été directeur général de la Fondation Héritage Montréal et a contribué sur une base régulière à la chronique d'architecture et d'urbanisme du journal *The Gazette*. De plus, il est l'auteur d'une cinquantaine d'articles, chapitres de livres et papiers scientifiques et coauteur du Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal (Éditions Écosociété). Il a mis sur pied le Comité du patrimoine bâti juif et a fait partie du conseil d'administration de la Fondation du patrimoine religieux du Québec. Il a été un des fondateurs de la coopérative d'habitation les Tourelles, à Milton-Parc, où il a vécu pendant plus de quinze ans. Ayant déjà siégé au conseil d'administration national de la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP), il a été président de SNAP-Québec de 2013 à 2015.

Annexe II

EXTRAITS
CHARTE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, L.R.Q., c. C.-11.4

SECTION I
OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE

Institution.

75. Est institué l'Office de consultation publique de Montréal.

2000, c. 56, ann. I, a. 75.

Président.

76. Le conseil, par une décision prise aux deux tiers des voix de ses membres, et parmi des candidats qui ont une compétence particulière en matière de consultation publique, désigne un président de l'office et peut désigner des commissaires. Il peut, dans la même résolution, déterminer leur rémunération et leurs autres conditions de travail, sous réserve, le cas échéant, d'un règlement adopté en vertu de l'article 79.

Mandat.

Le mandat du président est d'une durée de quatre ans. Il exerce ses fonctions à plein temps.

Mandat.

La durée du mandat d'un commissaire est précisée dans la résolution qui le nomme et ne peut être supérieure à quatre ans. À défaut de mention à ce sujet dans la résolution, elle est de quatre ans.

2000, c. 56, ann. I, a. 76; 2001, c. 25, a. 257.

Commissaire supplémentaire.

77. Le conseil de la ville peut, sur demande du président de l'Office et par une décision prise aux deux tiers des voix exprimées, nommer, pour la période déterminée dans la résolution, tout commissaire supplémentaire choisi à même une liste dressée par le comité exécutif, et déterminer sa rémunération et ses autres conditions de travail.

Liste.

Le président peut, annuellement, proposer une liste au comité exécutif.

Restrictions.

Seules peuvent être sur une liste visée au premier ou au deuxième alinéa des personnes qui ont des compétences particulières en matière de consultation publique.

2000, c. 56, ann. I, a. 77; 2001, c. 25, a. 258.

Inhabilité.

78. Les membres du conseil de la ville ou d'un conseil d'arrondissement ainsi que les fonctionnaires et employés de la ville sont inhabiles à exercer les fonctions de président et de commissaire.

2000, c. 56, ann. I, a. 78.

Rénumération.

79. Le conseil de la ville peut, par un règlement adopté aux deux tiers des voix exprimées, fixer la rémunération du président et celle des commissaires. Ceux-ci ont droit au remboursement par l'office des dépenses autorisées par celui-ci et engagées dans l'exercice de leurs fonctions.

2000, c. 56, ann. I, a. 79; 2001, c. 25, a. 259.

Personnel.

80. Le président peut s'adjoindre le personnel dont il a besoin pour l'exercice des fonctions de l'Office et fixer sa rémunération. Les employés de l'Office ne sont pas des employés de la ville.

Affectation d'employé.

Le conseil de la ville peut également affecter aux fonctions de l'Office tout employé de la ville qu'il désigne.

Trésorier.

Le trésorier de la ville ou l'adjoint qu'il désigne est le trésorier de l'Office.

2000, c. 56, ann. I, a. 80.

Exercice financier et vérification.

81. L'exercice financier de l'Office coïncide avec celui de la ville et le vérificateur de cette dernière vérifie les états financiers de l'Office et, dans les 120 jours suivant la fin de l'exercice financier, fait rapport de son examen au conseil.

2000, c. 56, ann. I, a. 81.

Sommes nécessaires.

82. Le conseil met à la disposition de l'Office les sommes nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Sommes minimales.

Le conseil doit, par règlement, prescrire le montant minimal des sommes qui doivent être mises annuellement à la disposition de l'Office. Le trésorier de la ville doit inclure le montant ainsi prescrit dans le certificat qu'il prépare conformément à l'article 474 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19).

2000, c. 56, ann. I, a. 82.

Fonctions.

83. L'Office a pour fonctions :

1° de proposer des règles visant à encadrer la consultation publique faite par une instance de la ville responsable de cette consultation en vertu de toute disposition applicable afin d'assurer la mise en place de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces;

2° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement révisant le plan d'urbanisme de la ville;

2.1° de tenir une consultation publique sur tout projet de règlement modifiant le plan d'urbanisme de la ville, à l'exception de ceux adoptés par un conseil d'arrondissement;

2.2° de tenir la consultation publique sur le projet de règlement édictant la politique de participation publique prévue à l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), malgré l'article 80.4 de cette loi;

3° de tenir, sur tout projet désigné par le conseil ou le comité exécutif de la ville et à la demande de l'un ou de l'autre, des audiences publiques sur le territoire de la ville;

4° de tenir une consultation publique sur tout élément désigné à cette fin dans la politique de participation publique adoptée en vertu de l'article 80.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Dispositions non applicables.

Toutefois, ni le paragraphe 2° du premier alinéa, ni les articles 109.2 à 109.4 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ne s'appliquent à un projet de règlement dont l'unique but est de modifier le plan d'urbanisme de la ville afin de permettre la réalisation d'un projet visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89.

Comptes.

L'Office rend compte au conseil de ses activités à la demande de celui-ci ou du comité exécutif et au moins une fois l'an. À cette occasion, il peut lui faire toute recommandation.

2000, c. 56, ann. I, a. 83; 2003, c. 19, a. 61; 2003, c. 28, a. 23; 2008, c. 19, a. 6.

(…)

SECTION II
COMPÉTENCES PARTICULIÈRES DE LA VILLE

§ 1. — *Généralités*

88. Le plan d'urbanisme de la ville doit comprendre, en plus des éléments mentionnés à l'article 83 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un document complémentaire établissant des règles et des critères dont doivent tenir compte, dans tout règlement visé à l'article 131, les conseils d'arrondissement et obligeant ces derniers à prévoir, dans un tel règlement, des dispositions au moins aussi contraignantes que celles établies dans le document.

Règles d'hamonisation.

Il peut comprendre, en outre des éléments mentionnés à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, relativement à tout ou partie du territoire de la ville, des règles visant à assurer l'harmonisation des règlements qui peuvent être adoptés par un conseil d'arrondissement en vertu de l'article 131 ou la cohérence du développement de la ville.

2000, c. 56, ann. I, a. 88; 2001, c. 25, a. 265.

Projets permis par règlement de la ville.

89. Le conseil de la ville peut, par règlement, permettre, malgré tout règlement adopté par un conseil d'arrondissement, la réalisation d'un projet relatif :

1° à un équipement collectif ou institutionnel, tel un équipement culturel, un hôpital, un établissement public d'enseignement, un établissement d'enseignement de niveau collégial ou universitaire, un centre des congrès, un établissement de détention, un cimetière, un parc régional ou un jardin botanique;

2° à de grandes infrastructures, tel un aéroport, un port, une gare, une cour ou une gare de triage ou un établissement d'assainissement, de filtration ou d'épuration des eaux;

3° à un établissement résidentiel, commercial ou industriel situé dans le centre des affaires ou, s'il est situé hors du centre des affaires, dont la superficie de plancher est supérieure à 15 000 m^2;

4° à de l'habitation destinée à des personnes ayant besoin d'aide, de protection, de soins ou d'hébergement, notamment dans le cadre d'un programme de logement social mis en œuvre en vertu de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8);

5° à un bien culturel reconnu ou classé ou à un monument historique cité conformément à la Loi sur les biens culturels (chapitre B-4) ou dont le site envisagé est situé dans un arrondissement historique ou naturel ou dans un site du patrimoine au sens de cette loi.

Centre des affaires.

Aux fins du paragraphe 3° du premier alinéa, le centre des affaires comprend la partie du territoire de la ville délimité par la rue Saint-Urbain, depuis la rue Sherbrooke Ouest jusqu'à la rue Sainte-Catherine Ouest, par la rue Sainte-Catherine Ouest jusqu'à la rue Clark, par la rue Clark jusqu'au boulevard René-Lévesque Ouest, par le boulevard René-Lévesque Ouest jusqu'à la rue Saint-Urbain, par la rue Saint-Urbain jusqu'à la côte de la Place d'Armes, par la côte de la Place d'Armes jusqu'à la Place d'Armes, de la Place d'Armes jusqu'à la rue Notre-Dame Ouest, par la rue Notre-Dame Ouest jusqu'à la rue de la Montagne, par la rue de la Montagne jusqu'à la rue Saint-Antoine Ouest, par la rue Saint-Antoine Ouest jusqu'à la rue Lucien-Lallier, par la rue Lucien-L'Allier jusqu'au boulevard René-Lévesque Ouest, par le boulevard René-Lévesque Ouest jusqu'à la rue de la Montagne, par la rue de la Montagne jusqu'aux terrains bordant le côté nord du boulevard René-Lévesque, des terrains bordant le côté nord du boulevard René-Lévesque jusqu'à la rue Drummond, de la rue Drummond jusqu'à la rue Sherbrooke Ouest et de la rue Sherbrooke Ouest jusqu'à la rue Saint-Urbain.

Règles d'urbanisme.

Un règlement visé au premier alinéa ne peut contenir que les règles d'urbanisme nécessaires à la réalisation du projet. Il a pour effet de modifier tout règlement en vigueur adopté par le conseil d'arrondissement, dans la mesure qu'il doit prévoir de manière précise et spécifique.

2000, c. 56, ann. I, a. 89; 2001, c. 25, a. 265; 2002, c. 77, a. 13; 2003, c. 19, a. 62.

Approbation référendaire.

89.1. Malgré le troisième alinéa de l'article 123 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), un règlement adopté par le conseil de la ville en vertu de l'article 89 n'est pas susceptible d'approbation référendaire, sauf dans le cas d'un règlement permettant la réalisation d'un projet visé au paragraphe 5° du premier alinéa de cet article.

Consultation publique.

Le projet d'un règlement visé au premier alinéa de l'article 89 doit faire l'objet d'une consultation publique effectuée par l'Office de consultation publique de Montréal, qui doit à cette fin tenir des audiences publiques et rendre compte de cette consultation au moyen d'un rapport dans lequel il peut faire toute recommandation.

Interprétation.

La consultation publique visée au deuxième alinéa tient lieu de celle prévue aux articles 125 à 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Dans le cas d'un règlement susceptible d'approbation référendaire, le dépôt au conseil du rapport de l'Office de consultation publique tient lieu, pour l'application de l'article 128 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, de la tenue de l'assemblée publique visée à l'article 125 de cette loi.

Dispositions non applicables.

Pour l'application des articles 130 à 137 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme à un règlement permettant la réalisation d'un projet visé au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 89, lorsque ce projet est situé dans l'arrondissement historique du Vieux-Montréal, les dispositions suivantes s'appliquent :

1° les demandes de participation à un référendum en fonction du second projet de règlement peuvent provenir de l'ensemble de l'arrondissement dans lequel le projet est envisagé, ou de l'ensemble des arrondissements touchés par le projet, le cas échéant;

2° l'avis public prévu à l'article 132 est dispensé de la description et de la mention des zones ou secteurs de zone d'où peut provenir une demande;

3° la demande prévue à l'article 133 est dispensée d'indiquer clairement la zone ou le secteur de zone d'où elle provient;

4° malgré l'article 136.1 de cette loi, le règlement qui, le cas échéant, a été adopté en vertu de l'article 136 de cette loi doit être approuvé par les personnes habiles à voter de l'arrondissement touché par le projet, ou par celles de l'ensemble des arrondissements touchés par le projet, le cas échéant.

Dispositions non applicables.

Toutefois :

1° le quatrième alinéa ne s'applique pas à un règlement ayant pour but de permettre la réalisation d'un projet, visée au paragraphe 5° du premier alinéa de l'article 89, projeté par le gouvernement ou par l'un de ses ministres, mandataires ou organismes;

2° ni le deuxième alinéa, ni les articles 125 à 127 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme ne s'appliquent au projet d'un règlement dont l'unique but est de permettre la réalisation d'un projet visé au paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89.

2001, c. 25, a. 265; D. 1308-2001, a. 11; 2003, c. 19, a. 63; 2008, c. 18, a. 6.

89.1.1 Pour l'application des articles 89 et 89.1, lorsque la décision de réaliser un projet visé au premier alinéa de l'article 89 ou de permettre sa réalisation, sous réserve des règles d'urbanisme applicables, fait partie de l'exercice d'une compétence d'agglomération prévue par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001), la mention d'un règlement adopté par un conseil d'arrondissement vise également un règlement adopté par le conseil d'une municipalité mentionnée à l'article 4 de cette loi.

L'adaptation prévue au premier alinéa s'applique en outre de toute autre qui découle de cette loi, notamment celles selon lesquelles la mention du conseil de la ville signifie le conseil d'agglomération et la mention du territoire de la ville signifie l'agglomération. Cette seconde adaptation s'applique particulièrement, dans le cas visé au premier alinéa, aux fins de la compétence de l'Office de consultation publique de Montréal qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 89.1.

D. 1213-2005, a. 7

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 61 20-04-30 19:17

Annexe III

LA STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DE L'OFFICE

L'Office s'est doté de mécanismes de consultation crédibles, transparents et efficaces aux termes desquels il rend compte, dans un rapport, des opinions exprimées par les citoyens présents aux audiences.

Conformément à ses obligations et responsabilités, l'Office chapeaute les commissions et gère ses activités. Le secrétariat général est responsable d'appuyer le travail des commissaires et d'effectuer l'administration générale de l'Office.

Les ressources matérielles

Les bureaux de l'Office sont situés au 1550, rue Metcalfe, 14e étage. En plus des espaces pour son secrétariat, l'Office dispose de salles qui servent pour des réunions préparatoires aux consultations et aux audiences publiques.

Les ressources humaines

L'équipe de l'Office est constituée de commissaires, nommés par le conseil municipal, d'un personnel administratif et de collaborateurs externes, embauchés sur une base contractuelle. Ces derniers sont responsables de la préparation des consultations et du soutien aux commissaires dans leur travail.

Les commissaires

En septembre 2018, le conseil municipal a nommé Mme Dominique Ollivier à titre de présidente de l'Office pour un deuxième mandat de quatre ans. Sur recommandation de la présidence, un certain nombre de commissaires à temps partiel sont nommés par le conseil municipal pour tenir les consultations. Ces derniers ne peuvent être des employés de la Ville ou des élus municipaux.

Les commissaires ont la responsabilité de siéger aux consultations publiques et de rédiger les rapports pour le conseil municipal. Dans ces rapports, ils font toute recommandation qu'ils jugent appropriée.

La présidente

Dominique Ollivier

Les commissaires *ad hoc* en 2019

Maryse Alcindor, Priscilla Ananian, Claudia Atomei, Isabelle Beaulieu, Mounia Benalil, Bruno Bergeron, Bruno-Serge Boucher, Nicole Brodeur, Jean Burton, Jean Caouette, Éric Cardinal, Danielle Casara, Pierre-Constantin Charles, Lorène Cristini, Alain Duhamel, Habib El-Hage, Ariane Émond, Christian Giguère, Judy Gold, David Hanna, Jacques Internoscia, Stéphanie Jérémie, Danielle Landry, Hélène Laperrière, Marie Leahey, Gaétan Lebeau, Marie Claude Massicotte, Suzann Méthot, Martine Musau, Nadja Raphaël, Danielle Sauvage, Michel Séguin, Luba Serge, Francine Simard, Jean-François Thuot, Radouan Torkmani, Arlindo Vieira, Joshua Wolfe.

Les notes biographiques des commissaires se retrouvent en Annexe I de ce document.

Le personnel

Pour appuyer les commissaires dans la préparation et la tenue des consultations ainsi que dans la rédaction des rapports, l'Office a mis en place une structure administrative.

C'est ainsi que l'Office s'est donné un secrétariat général réduit, constitué d'un secrétaire général, M. Luc Doray, appuyé par une petite équipe d'employés. M. Doray est un fonctionnaire permanent de la Ville de Montréal qui a été affecté à l'OCPM par le comité exécutif à l'automne 2002. Des employés contractuels sont aussi embauchés au besoin. La Charte de la Ville de Montréal prévoit que les employés de l'Office ne sont pas des employés de la Ville, mais que le conseil de la ville peut affecter aux fonctions de l'Office tout employé qu'il désigne (article 80).

Les collaborateurs

L'Office peut s'appuyer sur un réseau fidèle de collaborateurs pour la réalisation de son mandat. En outre, pour assister les citoyens et les commissaires dans la compréhension des projets et de leurs enjeux, l'Office a pu compter sur le soutien et l'expérience des employés, des professionnels, des cadres, des élus des arrondissements et des services centraux.

De plus, un bon nombre de ressources externes ont mis à notre disposition leurs connaissances et leur expertise. Sans la collaboration de chacun, l'Office n'aurait pas réussi à diffuser l'information pertinente aux citoyens en vue d'obtenir leurs points de vue sur les projets présentés en consultation publique.

LES PRATIQUES DE L'OFFICE

L'OCPM a élaboré un *code de déontologie* pour encadrer la pratique des commissaires. En plus des dispositions générales, le code couvre la question de l'indépendance des commissaires et de leur devoir de réserve.

LE CODE DE DÉONTOLOGIE DES COMMISSAIRES

L'Office de consultation publique de Montréal a pour mandat de tenir des consultations publiques crédibles, transparentes et efficaces. Toute personne qui accepte d'agir comme commissaire de l'Office, que ce soit à temps plein, partiel ou *ad hoc*, doit agir dans l'intérêt public, avec équité, intégrité, dignité, honneur et impartialité. Elle s'engage, notamment à respecter le code de déontologie de l'Office.

Dispositions générales

1. Les commissaires servent le public de façon irréprochable et au meilleur de leur connaissance.

2. Les commissaires évitent toute activité incompatible avec l'exercice de leurs fonctions ou qui risque de nuire à l'image et à la crédibilité de l'Office et de ses commissaires.

3. Les commissaires avisent la présidence de l'Office de toute situation qui risquerait d'entacher sa crédibilité ou celle de l'Office.

4. Les commissaires font preuve de neutralité politique dans l'exercice de leurs fonctions.

5. Les commissaires n'utilisent pas indûment leur titre ou leur statut de commissaire.

6. Les commissaires respectent la loi ainsi que les règles de procédure, les politiques et les orientations générales de l'Office. Dans leurs décisions touchant la bonne marche d'un mandat, ils respectent le principe de la saine gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

Indépendance

7. Les commissaires évitent tout conflit d'intérêts. Ils évitent aussi de se placer dans une situation qui pourrait évoluer vers un conflit d'intérêts ou les mettre en position de vulnérabilité.

8. Les commissaires doivent informer sans délai la présidence de l'Office de toute situation pouvant mettre en cause leur indépendance ou leur impartialité.

9. Les commissaires ne peuvent accorder, solliciter ou accepter, pour eux-mêmes ou pour une autre personne, une faveur ou un avantage indu. Ils ne peuvent se laisser influencer par la perspective d'un tel avantage ni utiliser à leur profit un bien municipal ou une information privilégiée obtenue en leur qualité de commissaire.

Devoir de réserve

10. Les commissaires font preuve de réserve autant dans l'expression publique de leurs opinions politiques qu'à l'égard d'un projet controversé.

11. Les commissaires ne commentent pas publiquement les rapports de l'Office. Les rapports peuvent être présentés ou expliqués par la présidence de l'Office.

12. Durant leur mandat, les commissaires s'abstiennent de prendre position publiquement sur tout projet faisant l'objet d'un mandat de l'Office.

13. Durant leur mandat, les commissaires s'abstiennent de commenter publiquement les décisions relatives aux projets qui ont fait l'objet d'un rapport de l'Office. Après l'expiration de leur mandat, ils s'abstiennent de commenter publiquement les décisions relatives aux projets ayant fait l'objet d'un examen par une commission sur laquelle ils ont siégé.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 63 20-04-30 19:17

Consultation publique

14. Les commissaires n'ont aucun intérêt particulier dans le dossier qui leur est confié. Ils n'ont ni participé à l'élaboration du projet ni émis publiquement d'opinion à son sujet. Ils n'occupent aucune fonction de décideur dans un organisme participant à la consultation.

15. Les commissaires acquièrent une connaissance aussi complète que possible du dossier et s'assurent d'en terminer l'analyse dans les délais fixés.

16. Les commissaires évitent toute rencontre privée avec les responsables et les personnes-ressources liées au projet faisant l'objet d'une commission dont ils font partie.

17. En séance publique, les commissaires favorisent la participation pleine et entière des intéressés. Ils facilitent l'accès des citoyens à l'information, les aident à bien comprendre les projets et les incitent à exprimer leur opinion sans contrainte.

18. Les commissaires appliquent la procédure avec équité à l'égard de tous les participants. Ils agissent en tout temps de la façon la plus transparente possible.

19. Les commissaires font preuve de réserve, de courtoisie, de sérénité et de considération envers tous les participants d'une consultation publique, quelles que soient leurs opinions et sans discrimination. Ils suscitent le respect mutuel de toutes les personnes qui assistent ou qui participent aux travaux de la commission.

20. Pour leur analyse et pour l'avis destiné au rapport de la commission, les commissaires n'utilisent que la documentation accessible au public dans le cadre de la consultation publique et l'information communiquée en assemblée ou en audience, ou après celles-ci, dans la mesure prévue aux règles de procédure de l'Office. Ils peuvent aussi utiliser les connaissances courantes des disciplines abordées et la littérature existante dans les domaines pertinents.

21. Les commissaires respectent en tout temps le caractère confidentiel des délibérations de la commission. Ils respectent aussi la confidentialité du rapport de la commission jusqu'à ce qu'il soit rendu public.

LA MISE EN ŒUVRE D'UNE CONSULTATION PUBLIQUE

Lorsqu'un mandat de consultation est confié à l'Office, la présidence nomme une commission formée d'un seul ou plusieurs commissaires. Le secrétaire général, pour sa part, forme l'équipe qui appuiera les commissaires dans leur travail. L'Office s'assure ensuite qu'un dossier de documentation soit produit. Ce dossier est disponible aux bureaux de l'Office, sur son site Internet, de même qu'aux bureaux de dépôt établis selon la nature du dossier.

L'avis public

Pour les dossiers comprenant une modification à la règlementation d'urbanisme, l'Office, après avoir reçu le mandat de tenir une consultation publique et complété le dossier de documentation, publie un avis convoquant une assemblée publique dans un ou plusieurs journaux distribués sur le territoire de la Ville de Montréal. L'avis public mentionne, notamment :

- l'objet de la consultation publique;
- les date, heure et lieu de la ou des séances de consultation publique;
- les endroits où la documentation est disponible;
- les délais et modalités de dépôt d'un mémoire, le cas échéant.

Les communications

Selon le cas, des moyens de communication supplémentaires sont utilisés pour aviser la population. À ce chapitre, l'Office peut recourir aux journaux locaux et aux quotidiens. En plus, l'Office produit généralement des feuillets distribués de porte en porte dans le secteur touché par un projet ou peut déposer des affiches et des dépliants dans des lieux publics. De même, l'Office expédie, à l'aide de listes d'envoi constituées en fonction de la nature des dossiers qui font l'objet de consultations, de l'information aux personnes, groupes et organismes intéressés. En outre, l'Office utilise des médias sociaux tels Facebook pour faire connaître ses consultations.

Le dossier de documentation

Le dossier de documentation évolue suivant les documents déposés tout au long du processus de consultation. Les pièces originales du dossier sont conservées à l'Office. Après la publication du rapport de la commission, le dossier de documentation demeure accessible aux bureaux de l'OCPM et sur son site Internet.

Le dossier de documentation comprend habituellement :

- tout document descriptif ou explicatif du projet comprenant une synthèse des études ayant servi à son élaboration. Le document présente la raison d'être du projet, les principes et les orientations qui ont servi à son élaboration, ses principales caractéristiques et, le cas échéant, les options soumises à la consultation publique;
- le dossier décisionnel préparé par les différentes instances de la Ville;
- la documentation relative à la justification du projet, à ses divers aspects et à ses impacts;
- au besoin, les extraits pertinents du plan et de la règlementation d'urbanisme en vigueur;
- les principaux plans, cartes de localisation, esquisses et simulations visuelles nécessaires à la compréhension du projet, si applicables.

Les rencontres préparatoires de la commission

La commission rencontre habituellement le promoteur ainsi que les représentants de l'arrondissement et des services municipaux qui feront la présentation du projet en assemblée publique. De telles rencontres préparatoires servent à s'assurer que les dossiers de documentation sont complets et que la présentation est bien soutenue par des outils audiovisuels. La commission s'assure que les commissaires ont une bonne compréhension du projet à l'étude et que tous les intervenants comprennent bien leurs rôles respectifs et le déroulement d'une séance publique. La commission veille à ce que chacun soit prêt à répondre à toutes les questions pertinentes, telles l'impact, les conséquences et les étapes ultérieures du projet. Les comptes rendus de ces rencontres préparatoires sont versés sur le site Internet de l'Office.

La tenue de la consultation publique

La consultation se déroule toujours en deux parties distinctes : la période de questions et l'expression des opinions.

La première partie permet aux participants, de même qu'à la commission, d'entendre la description du projet soumis à la consultation publique et la présentation du cadre règlementaire, en plus de poser des questions sur le projet. Durant cette première partie, ce sont les représentants du promoteur et des services municipaux qui présentent eux-mêmes les composantes du projet et répondent aux questions du public et des commissaires. Il peut arriver que des ateliers ou des séances thématiques visant à examiner un aspect particulier du projet sous étude soient organisés dans le cadre de la première partie.

La deuxième partie permet aux participants d'exprimer leurs préoccupations, leurs opinions et leurs commentaires sur le projet. Leur intervention peut se faire sous forme de mémoire écrit aussi bien que de commentaires oraux. Dans cette deuxième partie, les représentants du promoteur et des services municipaux n'interviennent plus, bien qu'ils puissent être présents dans la salle. À la fin de la deuxième partie, un représentant du promoteur ou de la Ville peut demander à exercer un droit de rectification afin d'apporter une correction ou une précision sur des données factuelles. Ces deux parties sont séparées par un délai intermédiaire variable d'environ 21 jours pour permettre aux participants de préparer leur mémoire ou leur énoncé d'opinion.

Toutes les séances d'une consultation sont publiques. Elles doivent être tenues dans un lieu approprié et accessible à la population. Les séances sont enregistrées et, généralement, les débats sont pris en notes sténographiques rendues publiques avec la documentation. De plus, les présentations lors de la séance d'information sont diffusées sur Internet permettant ainsi à des personnes qui n'ont pas pu se déplacer d'en prendre connaissance.

Selon la nature ou la complexité des dossiers faisant l'objet des consultations, d'autres formules peuvent être utilisées, telles des conférences, colloques, séminaires, journées portes ouvertes, consultation en ligne, questionnaires, plateforme interactive, etc.

L'analyse et le rapport de la commission

À la suite de la consultation publique, la commission prépare un rapport qui est déposé au comité exécutif et au conseil municipal. Les rapports de l'Office comprennent habituellement une description sommaire du projet à l'étude ainsi qu'un résumé des préoccupations des participants. La commission complète ensuite son analyse et fait ses recommandations. Ce rapport est rendu public au plus tard dans les quinze jours suivant son dépôt au maire et au président du comité exécutif.

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 65 20-04-30 19:17

LE DÉROULEMENT TYPIQUE D'UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION STANDARD

Le président ouvre l'assemblée et expose le mandat confié à l'Office de consultation publique. Il présente les personnes affectées à la commission, notamment le ou les autres commissaires, et invite les responsables et les personnes-ressources à se présenter.

Le président explique le fonctionnement de l'assemblée qui se déroulera en deux parties : la première est consacrée à la présentation du projet et aux questions des citoyens, et la seconde, à leurs commentaires et opinions. Les séances sont enregistrées et les enregistrements seront accessibles au public dans le dossier de documentation. De plus, les notes sténographiques des séances seront disponibles sous format écrit pour consultation ou en version électronique sur le site Internet de l'Office. Le président déclare qu'il ne permettra aucune forme de manifestation ni remarque désobligeante et ni propos diffamatoires, et ce, dans le but de favoriser des débats sereins.

À l'invitation du président, les responsables présentent le projet et expliquent le cadre règlementaire dans lequel il s'inscrit.

Le président annonce que les personnes désirant poser des questions doivent d'abord s'inscrire au registre et qu'elles peuvent maintenant le faire. Un participant peut intervenir plusieurs fois, mais il devra chaque fois se réinscrire.

Le président invite les personnes dans l'ordre d'inscription. Les questions sont adressées au président, qui les dirige au responsable ou aux personnes-ressources pouvant y répondre. Le président et les commissaires peuvent poser toute question susceptible d'éclairer le public sur l'objet de la consultation.

Le président s'assure que toute question obtienne réponse. Si la réponse ne peut être donnée au cours de la séance, elle devra être fournie par écrit dans les meilleurs délais et sera versée au dossier de documentation.

Le président met fin à la période de questions quand la liste des personnes inscrites est épuisée et qu'il n'y a pas d'information supplémentaire à obtenir.

Le président invite les citoyens à signifier au secrétariat de l'Office leur intention de présenter une opinion à la commission et les invite à la séance qui entendra les mémoires qui a lieu généralement trois semaines plus tard. Un participant ne peut intervenir qu'une fois pour présenter son opinion.

Le président invite les personnes dans l'ordre convenu au préalable entre les citoyens et le secrétariat de l'Office lors de leur inscription. Après chaque présentation, le président ou les commissaires peuvent poser des questions aux intervenants dans le but d'assurer une bonne compréhension des opinions exprimées.

À la fin de la séance, le président peut, selon les modalités qu'il établit, entendre un représentant du promoteur ou de la Ville qui souhaite rectifier des faits ou corriger des données objectives.

Une fois les opinions et commentaires entendus, le président déclare que l'assemblée publique est terminée.

Annexe IV

LISTE DES EMPLOYÉS ET COLLABORATEURS EN 2019



Employés

Brunelle-Amélie Bourque
Louis-Alexandre Cazal
Luc Doray
Elisabeth Doyon
Laurent Maurice Lafontant
Lizon Levesque
Élise Naud
Faustin Nsabimana
Anik Pouliot
Gilles Vézina

Collaborateurs

Sheba Akpokli
Eduardo Alvaro Toledo
Matthieu Bardin
Alain Benoit
Andréanne Bernier
Abdelmadjid Bourada
Laurent Canigiani
Hadrien Chénier-Marais
Reinaldo De Freitas
Joanne Gibbs
Pierre Goyer
Guy Grenier
Dylan Hervé
Marina Jolly
Ousmane Kouyaté
Marc-Olivier Lamothe
Marc-André Lapointe
Christelle Lollier-Théberge
Patrick Marais
Paul Marchand
Denise Mumporeze
Youla Pompilus-Touré
Olivier Rinfret
Gilles Rioux
Vincent Roy
Joseph Tchinda Kenfo
Marie-Odile Trépanier
Nicole Uwimana
Akos Verboczy
Henri Vézina
Stéfanie Wells
Mohamed-Ali Yanouri

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 67 20-04-30 19:18

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
info@ocpm.qc.ca
ocpm.qc.ca

RA2019_francais_30_avril_GR.indd 68 20-04-30 19:18

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.006

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1201079004

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

Il est recommandé de déposer le rapport de la consultation publique tenue par l'Office de consultation publique de Montréal sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - de la pointe nord de L'Île-des-Soeurs.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-06 15:08

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079004**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Dépôt du rapport de la consultation publique menée par l'Office de consultation publique de Montréal, sur le programme particulier d'urbanisme - PPU - Partie nord de L'Île-des-Soeurs

CONTENU

CONTEXTE

Le 14 août 2019, l'Office a été mandaté pour tenir une consultation publique sur le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Un Programme particulier d'urbanisme (PPU) est une composante du Plan d'urbanisme. Il s'agit d'un plan détaillé produit lorsqu'un secteur doit faire face à des changements importants. Il permet de dégager une vision d'ensemble et d'encadrer les interventions futures sur un territoire donné à partir d'orientations. Il fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés ainsi que des programmes et des politiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0942 - 20 août 2019 : soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

DESCRIPTION

Le territoire de planification, d'une superficie d'environ 79 hectares, est situé dans la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur doit recevoir, à partir de 2021, une station du Réseau express métropolitain (REM) et, en raison de l'arrivée d'un mode de transport structurant, l'entièreté de sa superficie correspond à l'aire TOD indiquée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).
La section du secteur localisée au sud de l'autoroute est occupée par la Place du Commerce, sur laquelle se concentrent les principales activités commerciales et de services de l'île. Du côté nord de l'autoroute, on trouve le campus Bell Canada, le plus important employeur du

secteur, ainsi que le quartier Pointe-Nord, une zone mixte regroupant des résidences et des activités commerciales. Le territoire du PPU borde le fleuve sur plus de la moitié de son périmètre. Il est entouré au sud par des quartiers résidentiels et, à l'est, par un ancien secteur industriel en transformation.

La construction du nouveau pont Samuel-De Champlain ainsi que l'arrivée de la station du REM auront un impact sur l'actuelle configuration du secteur. Le nouveau pont vient remplacer l'ancien pont Champlain, dont la déconstruction est prévue au cours des années à venir. Le projet du REM, quant à lui, prévoit une station aérienne localisée entre les voies de l'autoroute 15, au nord de la Place du Commerce.

JUSTIFICATION

Pour la Ville, le projet de PPU offre l'opportunité de réfléchir à l'avenir du secteur qui connaîtra de grandes transformations dans les années à venir avec l'arrivée de la station du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le REM permettra de faciliter l'accès à l'île depuis le centre-ville de Montréal et autres pôles de la région métropolitaine. Suivant les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) et du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), le secteur sera redéfini comme un milieu de vie et de travail diversifié, selon les principes de l'approche TOD, qui vise à concentrer l'habitation et les noyaux de services autour des stations de transports collectifs structurants.
Selon la vision présentée dans le PPU, le territoire de planification sera réaménagé afin de consolider la vocation économique du secteur et bonifier des espaces commerciaux ou pour affaires, en intégrant les éléments d'un quartier complet dans lequel il y aura de nombreuses options pour travailler, habiter, se déplacer, se divertir et consommer. La Ville souhaite ainsi promouvoir un milieu de vie et de travail diversifié avec un développement immobilier mixte à plus forte densité et une offre de logements pour des clientèles variées.

Toujours selon l'énoncé de vision, l'adoption du projet de PPU contribuera à la consolidation de la trame urbaine existante et donnera de nouvelles options de déplacement pour permettre de consacrer plus d'espace aux mobilités actives et au transport collectif. De plus, le secteur favorisera la détente, la contemplation et les activités récréatives en créant différents espaces collectifs. Enfin, le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins, ainsi que la mise en réseau de sites riverains favoriseront l'émergence de pratiques environnementales exemplaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans le cadre de cette consultation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La planification d'un développement plus dense autour d'un équipement de transport collectif va dans le sens des pratiques conformes au développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La commission accueille favorablement l'objectif de densification. Elle tient cependant à souligner les inquiétudes légitimes des participants et recommande que les planificateurs en tiennent compte et mettent en place des mesures visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. Ainsi, la commission est d'avis que l'objectif de densification pourrait être assuré d'un plus grand succès par l'inclusion des secteurs limitrophes, notamment le secteur anciennement industriel situé sur le littoral ouest ainsi que la planification immédiate du terrain identifié au PPU en planification différée. Aussi, le concept

de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de cette planification. Il s'agit, d'une part, de la mixité sociale qui exige de formuler des objectifs clairs en matière d'insertion de logement social et abordable et, d'autre part, de la mixité des usages afin de favoriser la formation d'un quartier complet et animé.
La consultation a permis de faire ressortir la diversité des enjeux liés à la mobilité : la question des accès à l'île, la congestion du transport collectif, la planification de la mobilité active, les conditions de circulation automobile et l'offre de stationnement ont amené les participants à identifier la mobilité comme un enjeu majeur de l'exercice. La commission retient que les accès à l'île doivent être rapidement améliorés pour les véhicules d'urgence et le transport actif et collectif, notamment par la construction d'un pont local qui relierait les deux rives de l'arrondissement. Au cœur du PPU, l'implantation de la station du REM amène une réflexion globale sur l'amélioration du transport collectif sur l'ensemble de l'île en considérant l'introduction des modes alternatifs de transport collectif et des mesures ciblées d'encouragement au transfert modal. La commission appuie les propositions de la Ville à l'égard du déploiement d'un important réseau piétonnier et cyclable convivial et sécuritaire, mais recommande d'y ajouter une piste cyclable de haute capacité entre la pointe sud de l'île et la gare pour encourager l'utilisation du vélo en provenance et en direction de la station du REM.

Compte tenu des insuffisances du réseau viaire et de la densification projetée, la commission s'interroge sur la pertinence de supprimer des voies de circulation dans le territoire, comme le fait le PPU. La commission s'interroge aussi sur les mesures relatives au stationnement. Elle est d'avis qu'il faut réduire l'offre de stationnement sur l'espace public et procéder à la déminéralisation des grands espaces de stationnement, mais n'appuie pas les propositions de réduction du nombre de cases de stationnement privé des secteurs résidentiel ou commercial telles que formulées au PPU.

Concernant les propositions d'aménagement, la commission constate qu'aucun espace public ou lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM, pourtant appelé à devenir le principal point de convergence de l'île. Dans ce contexte, il apparaît essentiel de repenser la planification des parcs, des espaces verts, des lieux publics et des sites d'intérêt patrimonial avec le double objectif de constituer un réseau abritant une diversité de fonctions culturelles, récréatives ou sportives et d'une meilleure accessibilité à la gare. Afin de traverser toute l'île et accéder à la future station du REM, la commission recommande l'aménagement d'un axe nord-sud, plutôt que l'axe vert est-ouest proposé. Enfin, tout en déplorant le peu d'informations relatives à sa mise en œuvre, la commission appuie l'objectif de consolidation du parcours riverain. Elle recommande d'apporter une attention particulière aux zones riveraines les plus écosensibles et d'élargir la perspective en favorisant les connectivités écologiques propices à la biodiversité.

Au sujet du développement économique, la commission a entendu - et fait siennes - les réserves des participants relatives au potentiel du secteur. Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande d'adopter une stratégie de développement économique misant principalement sur les commerces et services de proximité.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'Office émettra un communiqué de presse, déposera le rapport sur son site et le fera parvenir à tous ceux et celles qui en auront fait ou qui en feront la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 14 mai 2020 et déposé au conseil municipal du 25 mai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

PROJET DE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME (PPU)

PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Projet de règlement 04-047-205

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

30 avril 2020





OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

PROJET DE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME (PPU)

PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SOEURS

Projet de règlement 04-047-205

Rapport de consultation publique

Le 30 avril 2020

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2020
ISBN 978-2-924750-80-3 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-79-7 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 30 avril 2020

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet de Programme particulier d'urbanisme (PPU) Partie nord de L'Île-des-Sœurs

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la consultation visant à transformer un secteur de 79 hectares dans la Partie nord de L'Île-des-Sœurs, cœur de l'activité économique du quartier en un milieu de vie et d'emploi structurant. L'outil règlementaire retenu à cet effet est un programme particulier d'urbanisme (PPU) qui vient encadrer la croissance du quartier en prenant aussi en compte la cohésion sociale et en optimisant les interventions en termes d'aménagement, de mobilité et d'accessibilité.

Près de 3700 personnes ont participé aux diverses étapes de la démarche. La commission a reçu plus de 550 opinions écrites dont 28 ont fait l'objet de présentation. À ce nombre s'ajoutent 13 interventions orales sans dépôt de mémoire. C'est donc dire l'intérêt que suscite l'avenir de ce territoire au riche passé agricole et ayant été urbanisé sur le modèle de la cité-jardin. La vision d'avenir mise au jeu se déclinait en cinq orientations axées sur une densification souhaitable avec

l'arrivée prochaine d'une station du REM, une transformation de la mobilité vers des modes de déplacements plus actifs, une mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères ainsi qu'un encadrement de la forme bâtie et de sa performance environnementale.

De l'avis de la commission, la vision et les grandes orientations proposées reçoivent un accueil plutôt favorable, alors que le concept d'aménagement et les interventions proposées sont très loin de susciter l'adhésion. De plus, plusieurs inquiétudes sont exprimées par les participants quant aux nuisances provoquées par les travaux, la connectivité de l'île au reste du territoire et l'arrivée d'une forme bâtie qui ne s'inscrit pas, selon eux, en continuité avec l'esprit de la cité-jardin.

La commission reconnaît le positionnement unique du secteur et le bien-fondé d'en faire un milieu de vie plus dense, socialement diversifié et agréable, tant pour les résidents et travailleurs actuels que pour ceux à venir. C'est avec ces éléments en tête qu'elle fait vingt-cinq recommandations pour mieux incarner la vision, célébrer le patrimoine, améliorer les déplacements et en faire un véritable milieu de vie et d'emploi verdoyant et innovant. Elle identifie également des actions qui semblent prioritaires ou préalables à tout futur développement. Finalement, à la lumière des commentaires entendus, la commission constate le grand intérêt des acteurs institutionnels, privés, communautaires et des citoyens à collaborer pour faire de la transformation du secteur un projet soucieux de la préservation de la qualité de vie et de la spécificité du secteur. À cet effet, elle invite la Ville à faire preuve de leadership pour regrouper toutes les parties prenantes dans un mécanisme approprié et efficace de concertation afin de s'assurer que tous travaillent dans le sens de l'intérêt commun.

L'Office rendra ce rapport public le 14 mai 2020, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM
Monsieur Jean-François Parenteau, maire de l'arrondissement de Verdun

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Le projet de la consultation publique et de la démarche 3

1.1 Le mandat 3

1.2 Le territoire 3

1.2.1 Historique 4

1.3 Le portrait du secteur 5

1.3.1 Socio-économique 5

1.3.2 Mobilité 6

1.3.3 Équipements et espaces collectifs 7

1.3.4 Aménagement 7

1.3.5 Projets majeurs 8

1.4 Le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs 8

1.4.1 Énoncé de vision 9

1.4.2 Orientations 10

1.4.3 Concepts d'aménagements et interventions détaillées 10

1.4.4 Mise en œuvre 10

1.5 Le dossier de documentation 12

1.6 La démarche de consultation 13

1.6.1 Séance d'information 13

1.6.2 Consultation en ligne 13

1.6.3 Audition des opinions 14

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 15

2.1 Hauteurs et densité 16

2.2 L'aménagement 16

2.2.1 Les tendances générales selon les moyens de consultation 16

2.2.2 Habitation 19
2.2.3 Règlementation 20
2.2.4 Les aires d'ambiance 24
2.2.5 Quartiers avoisinants 27
2.2.6 Terrains vacants 28
2.2.7 Percées visuelles et entrée de ville 28
2.2.8 Qualité architecturale 29
2.2.9 Sécurité 29
2.3 La mobilité 30
2.3.1 Accès à l'île 31
2.3.2 Transport collectif 31
2.3.3 Accès au REM 32
2.3.4 Mobilité active 33
2.3.5 Circulation automobile 35
2.3.6 Stationnement 36
2.4 Les équipements collectifs 38
2.5 L'économie locale et l'emploi 40
2.5.1 Commerces et services 40
2.5.2 Offre d'emploi 41
2.6 L'environnement 42
2.6.1 Parcs et espaces verts 42
2.6.2 L'aménagement des rives et du parcours riverain 44
2.6.3 Verdissement et canopée 45
2.6.4 Nuisances 45
2.6.5 Certifications et normes 46
2.6.6 Agriculture urbaine 46
2.7 Le patrimoine 47
2.8 La gouvernance 48
2.8.1 Consultation, concertation et partenariat 48

3. Les constats et l'analyse de la commission 51
3.1 La mise en contexte 51
3.1.1 Prémisses et considérations générales 52
3.1.2 Les informations disponibles 53
3.1.3 Le cadre de référence de la commission 54
3.2 Aménager un TOD 55
3.2.1 La vision et les orientations du PPU 55
3.2.2 Le territoire de planification 56
3.2.3 Développer la mixité 57
3.3 Les hauteurs et la densité du territoire à l'étude 62
3.3.1 Les paramètres généraux 62
3.3.2 Quartier Pointe-Nord 63
3.3.3 La place du Commerce 64
3.4 Les balises d'aménagement 65
3.4.1 Implantation et forme des bâtiments 65
3.4.2 Guide d'aménagement 66
3.5 Espaces verts, espaces publics et connectivité 67
3.5.1 Axe vert, lieu de rassemblement, de convergence 69
3.5.2 Rives, parcours riverain 70
3.5.3 Milieux naturels – connectivité écologique 71
3.5.4 Verdissement, toits écoperformants et agriculture urbaine 72
3.5.5 La performance environnementale 73
3.6 Le patrimoine 74
3.7 La mobilité, élément clé du TOD 75
3.7.1 Accès à l'île 75
3.7.2 Réseau viaire et circulation 77
3.7.3 Transport collectif 77
3.7.4 Mobilité active 78
3.7.5 L'offre de stationnement 79

3.7.6 Plan de gestion des déplacements 80
3.8 Développement économique 83
3.9 Les nuisances 84
3.10 Gouvernance et concertation 85
Conclusion 89
Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 93
Annexe 2 – La documentation 97
Annexe 3 – Projet de règlement P-04-047-205 105
Annexe 4 – Les recommandations 111

Introduction

Un Programme particulier d'urbanisme (PPU) est une composante du Plan d'urbanisme[1]. Il s'agit d'un plan détaillé produit lorsqu'un secteur doit faire face à des changements importants. Il permet de dégager une vision d'ensemble et d'encadrer les interventions futures sur un territoire donné à partir d'orientations. Il fixe des objectifs pour l'avenir et propose des mesures pour les atteindre, incluant de nouveaux règlements d'urbanisme, des aménagements publics améliorés, des programmes et des politiques[2].

Le 20 août 2019, l'Office a été mandaté pour tenir une consultation publique sur le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Dans le cadre de son mandat, la commission, présidée par Isabelle Beaulieu et composée de Marie Claude Massicotte et Gaétan Lebeau, a tenu des activités afin d'informer et de recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants.

Une vaste documentation concernant le secteur et les divers règlements s'appliquant au territoire de planification ont été mis à la disposition du public sur la page web de la consultation. Un questionnaire, dont les objectifs étaient de mobiliser les participants et de connaître leur opinion générale sur le projet a été mis en ligne du 26 septembre au 4 novembre 2019. Une séance d'information, précédée de la présentation des projets et des grands chantiers en cours sur le secteur, a été organisée par l'OCPM le 30 septembre 2019. Ce processus a été accompagné d'une période d'opinions en ligne où les citoyens ont été invités à se prononcer sur certains aspects spécifiques de la vision et les orientations d'aménagement proposées par la Ville. Finalement, cinq séances d'audition des opinions ont été tenues du 28 au 30 octobre 2019 au centre communautaire Elgar.

Le premier chapitre de ce rapport décrit le projet de PPU et la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le deuxième chapitre fait une synthèse des préoccupations et des opinions exprimées par les participants. Enfin, le troisième et dernier chapitre est consacré à l'analyse et aux recommandations de la commission.

[1] L'article 85 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) présente les composantes d'un PPU, de même que certaines des actions publiques que peut poser une municipalité dans le cadre de sa mise en œuvre.
[2] Le petit guide des programmes particuliers d'urbanisme (PPU) à Montréal : http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/publications/fr/le_petit_guide_des_programmes_particuliers_d039urbanisme_ppu-fr.pdf






OCPM.QC.CA
OFFICE

1. Le projet de la consultation publique et de la démarche

1.1 Le mandat

Le 20 août 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs.

1.2 Le territoire

Le territoire de planification, d'une superficie d'environ 79 hectares, est situé dans la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à l'intersection des autoroutes 10 et 15 et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le secteur doit recevoir, à partir de 2021, une station du Réseau express métropolitain (REM) et, en raison de l'arrivée d'un mode de transport structurant, l'entièreté de sa superficie correspond à l'aire TOD[3] indiquée au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD)[4] ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)[5].

La section du secteur localisée au sud de l'autoroute est occupée par la place du Commerce, sur laquelle se concentrent les principales activités commerciales et de services de l'île. Du côté nord de l'autoroute, on trouve le campus Bell Canada, le plus important employeur du secteur, ainsi que le quartier Pointe-Nord, une zone mixte regroupant des résidences et des activités commerciales. Le territoire du PPU borde le fleuve sur plus de la moitié de son périmètre. Il est entouré au sud par des quartiers résidentiels et, à l'est, par un ancien secteur industriel en transformation.

La construction du nouveau pont Samuel-De Champlain ainsi que l'arrivée de la station du REM auront un impact sur l'actuelle configuration du secteur. Le nouveau pont vient remplacer l'ancien pont Champlain, dont la déconstruction est prévue au cours des années à venir. Le projet du REM, quant à lui, prévoit une station aérienne localisée entre les voies de l'autoroute 15, au nord de la place du Commerce.

[3] *« Le TOD (Transit-Oriented Development) est un développement immobilier de moyenne à haute densité structuré autour d'une station de transport en commun à haute capacité, comme une gare de train, une station de métro, une station de SLR ou un arrêt de bus (axes de rabattement ou service rapide par bus [SRB]). Situé à distance de marche d'un point d'accès important du réseau de transport collectif, le TOD offre des opportunités de logement, d'emploi et de commerce et n'exclut pas l'automobile.* » Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 80

[4] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1.4, p. 134

[5] Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 87

Plan des limites du territoire d'application pour le secteur de planification du PPU



Source : doc. 3.1, p. 13

1.2.1 Historique

L'Île-des-Sœurs est l'un des trois quartiers de l'arrondissement de Verdun. Elle doit son nom aux Sœurs de la congrégation de Notre-Dame, qui acquiert progressivement la totalité de l'île au cours du 18e siècle. Par ailleurs, des fouilles ont démontré une occupation amérindienne datant de la période paléohistorique, près de 6 000 ans avant aujourd'hui. Un site archéologique à proximité du pont Samuel-De Champlain témoigne de cette présence.

Le deuxième site archéologique présent dans le secteur, le site Leber, commémore le passé agricole et marchand de l'ancienne Ville-Marie. Aucun des deux sites n'est actuellement classé au sens de la Loi sur le patrimoine culturel, mais les deux sont inscrits à l'inventaire des sites archéologiques du Québec, du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Les activités liées à l'agriculture et à la foresterie deviennent prédominantes au 19e siècle, puis en 1950, les Sœurs de la congrégation Notre-Dame vendent l'île à un groupe privé : la *Quebec*

Home and Mortgage Corporation. C'est alors que débute l'urbanisation de l'île, accélérée avec l'arrivée du pont Champlain en 1962.

Le premier plan directeur de développement de l'île est conçu au cours des années 1960 et proposait une proportion de 40 % de résidentiel, 25 % d'affaires et 35 % de parcs, voiries et infrastructures municipales[6]. Près de 3 000 logements de typologies diverses sont construits dans la partie centrale de l'île, au sud du secteur de planification, selon l'approche de la cité-jardin. La planification repose alors sur la construction en hauteur afin de dégager de plus grands espaces au sol (parcs, espaces communautaires, etc.), l'aménagement public de la berge, une séparation entre la circulation piétonne et la circulation automobile ainsi qu'une orientation des bâtiments permettant les percées visuelles sur le fleuve[7]. À partir des années 1970, des vagues d'urbanisation se succèdent, renforçant les fonctions résidentielles et commerciales de l'île et lui donnant sa configuration actuelle.

La relation du milieu avec la nature et le fleuve constitue l'une des principales caractéristiques de l'urbanisation de l'île, notamment dans sa partie sud. La partie nord, concernée par le projet de PPU à l'étude et où se trouve le noyau de commerces et de services de l'île, a évolué différemment et offre un paysage urbain plus minéralisé, axé sur les déplacements automobiles.

Finalement, l'inauguration du pont Samuel-De Champlain en 2019 et l'ouverture de la station du REM, prévue pour 2021, constituent les deux projets majeurs en cours dans le secteur.

1.3 Le portrait du secteur

1.3.1 Socio-économique

Selon Statistique Canada, L'Île-des-Sœurs comptait 20 461 habitants en 2016, une augmentation de plus de 10 % par rapport à 2011. Cette population était répartie en 9 635 ménages, dont le revenu moyen s'élevait à 142 373 $, très supérieur à celui de l'agglomération de Montréal qui était de 69 047 $. Malgré cela, l'analyse des données[8] indique une certaine diversité socio-économique puisque près du tiers des ménages de l'île avait un revenu brut de moins de 50 000 $ en 2010.

Comparativement à l'ensemble de la population de Verdun et de l'agglomération de Montréal, la population de L'Île-des-Sœurs est plus fortement représentée par les 35-79 ans, compte moins d'enfants par famille, est plus scolarisée et présente un taux de bilinguisme élevé (72 %)[9]. L'Île-des-Sœurs compte aussi 38,87 % de personnes immigrantes, de diverses origines.

[6] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 13
[7] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[8] Portrait-diagnostic de la population de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.7, p. 8-11
[9] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 16

En 2016, on dénombrait 8 715 employés sur l'île, répartis entre 63 commerces et services, dont 32 aux abords de la place du Commerce, et dans plusieurs espaces de bureaux, dont le Campus Bell, au nord de l'autoroute. L'offre commerciale du secteur est diversifiée et principalement orientée vers la desserte de services à la clientèle locale[10].

1.3.2 Mobilité

Trois liens routiers permettent d'accéder à L'Île-des-Sœurs. La durée du parcours automobile entre le centre-ville et l'entrée de L'Île-des-Sœurs, hors des heures de pointe, est d'environ 6 minutes. La voiture individuelle est le principal moyen de transport, la majorité des déplacements vers et depuis L'Île-des-Sœurs se fait en automobile (± 75 %)[11]. Dans le secteur de planification, les trois voies principales sont les boulevards de L'Île-des-Sœurs et René-Lévesque ainsi que la rue Place du commerce. Il y a deux stations Communauto, une à la place du Commerce et l'autre dans le quartier Pointe-Nord.

La présence récente des grands chantiers liés aux travaux de construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et de la future station du REM a des impacts importants sur la circulation et la congestion automobile aux entrées et sorties du secteur.

En ce qui concerne le transport collectif, le secteur est desservi par quatre parcours de la Société de transport de Montréal (STM) et un du Réseau de transport de Longueuil (RTL). Les services de transport collectif sont limités et nécessitent amélioration. En vue de pallier cette situation et de s'adapter à l'arrivée du REM, la STM a mené une consultation publique dans le cadre de sa stratégie de refonte du réseau de bus[12]. Les résultats de cette consultation ne sont pas connus en date de la rédaction de ce rapport. Il est à noter qu'un terminus d'autobus est prévu aux abords de la future station du REM pour y faciliter l'accès.

En ce qui a trait au transport actif, avec l'ouverture du pont Samuel-De Champlain, trois liens piétons cyclables permettent d'accéder à L'Île-des-Sœurs. Néanmoins, aucun d'entre eux ne permet un lien direct avec le centre-ville de Montréal. Le secteur est desservi sur l'île par un important réseau cyclable d'est en ouest et notamment le long des berges. Deux stations Bixi se trouvent sur le territoire de planification, à proximité des stations Communauto. La majorité des rues du secteur sont dotées de trottoirs et l'on note l'existence de quelques sentiers piétons entre les quartiers.

Le territoire est néanmoins parsemé d'entraves au transport actif, comme la présence de grands terrains et de vastes espaces de stationnement. La barrière formée par l'autoroute 15 affecte particulièrement les déplacements actifs dans l'axe nord-sud du secteur.

[10] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 26
[11] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 18
[12] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 58

1.3.3 Équipements et espaces collectifs

La plupart des équipements collectifs de l'île sont concentrés dans le secteur Elgar, qui comprend un centre communautaire, une bibliothèque, une piscine extérieure, des espaces sportifs et une école[13]. Néanmoins, ce secteur se trouve au centre de l'île, éloigné du territoire de planification. Dans le secteur du PPU, l'on retrouve une caserne de pompiers, une esplanade ayant un emplacement de location de kayak et un quai, ainsi que des terrains de basketball et des aires de jeux pour enfants.

Le secteur à l'étude est fortement minéralisé et compte une faible quantité de parcs et espaces publics, la place de la Grande-Marguerite et le parc de l'Esplanade étant les plus significatifs. Une portion importante des terrains situés le long des berges est de propriété municipale et donne accès au fleuve.

1.3.4 Aménagement

Les bâtiments présents dans le secteur ont été construits entre la fin des années 1960 et aujourd'hui. Le quartier Pointe-Nord est le plus récent et aussi celui avec les plus hautes tours d'habitation de l'île. Les bâtiments sur la place du Commerce sont les plus anciens et présentent, en général, un grand recul par rapport à la voie publique pour laisser place à de grands espaces de stationnement. Ces espaces occupent une partie considérable du territoire, 55 % du secteur au sud de l'autoroute est imperméable, ce qui induit un manque de verdissement et la multiplication des îlots de chaleur. Le pourcentage de canopée est faible dans le secteur, environ 16 % au sud de l'autoroute. Au nord de l'autoroute, des boisés sont présents le long des berges et ont été conservés[14].

Outre la relation privilégiée avec le fleuve, la partie nord de L'Île-des-Sœurs offre des vues vers le centre-ville, le mont Royal et la Rive-Sud. Le Plan d'urbanisme indique d'ailleurs des corridors visuels à préserver vers et à partir de l'île[15].

La majorité des terrains dans le secteur du PPU sont de propriété privée (46 %), dont plusieurs sous la forme d'emphytéose[16], notamment dans la partie ouest de la place du Commerce. Comme on l'a vu plus haut, la Ville de Montréal possède des terrains le long du littoral[17] et les autres paliers de gouvernement détiennent environ 27 % des terrains, majoritairement constitués des emprises des autoroutes[18].

[13] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[14] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 24
[15] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 23
[16] « *Un bail emphytéotique est essentiellement un bail en vertu duquel le bailleur emphytéotique permet à un emphytéote d'utiliser un bien-fonds (et tous les biens immeubles s'y trouvant) pour une période donnée (minimum de 10 ans et maximum de 100 ans) en échange d'une contrepartie* ». Source : https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/formulaires-publications/publications/p-174/baux-emphyteotiques.html
[17] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 22
[18] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 25

1.3.5 Projets majeurs

Le pont Samuel-De Champlain, inauguré à l'été 2019, et l'ouverture de la station du REM, prévue pour 2021, constituent les deux projets majeurs en cours dans le secteur. Le nouveau pont vient remplacer le pont Champlain et comprend dans sa structure de 3,4 km un corridor de transport collectif lourd (le REM) et une nouvelle piste cyclable avec accès à L'Île-des-Sœurs. L'arrivée du pont apporte aussi des modifications en ce qui concerne l'aménagement des voies d'accès au secteur et la création d'un passage piéton et cycliste sous l'autoroute 15, donnant accès à la future station du REM.

Le projet du REM, dont le promoteur est la Caisse de dépôt et placement du Québec Infra (CDPQi), prévoit 26 stations se déployant sur un réseau de 67 kilomètres dans l'agglomération de Montréal. Un réseau ferroviaire comportant quatre antennes reliées est prévu, dont l'antenne ayant comme destination la Rive-Sud, qui desservira la future station de L'Île-des-Sœurs. Cette station sera aérienne, localisée entre les voies de l'autoroute 15, accessible par le passage cité plus haut. Aucun stationnement incitatif n'est prévu aux abords de la station, néanmoins un dépose-minute et un terminus d'autobus font partie des aménagements proposés. On prévoit 20 supports à vélos.

Outre ces deux projets, le démontage de l'ancien pont Champlain et la possible transformation de l'autoroute Bonaventure en boulevard urbain s'annoncent comme d'importants chantiers pour les années à venir.

1.4 Le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs

D'après le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec, un PPU est entièrement élaboré par la municipalité qui souhaite réaliser elle-même une planification détaillée et peut comprendre :

- *« l'affectation détaillée du sol, c'est-à-dire l'utilisation future qu'entend permettre la municipalité à l'intérieur du secteur concerné par le PPU et la densité de son occupation;*
- *le tracé projeté et le type des voies de circulation, des réseaux de transport, d'électricité, de gaz, de télécommunications et de câblodistribution;*
- *la nature, l'emplacement et le type des équipements et des infrastructures destinés à l'usage de la vie communautaire;*
- *la nomenclature des travaux prévus, leurs coûts approximatifs de réalisation et une indication des organismes concernés;*
- *les règles de zonage, de lotissement et de construction proposées qui guideront l'élaboration des règlements d'urbanisme (p. ex. la révision de la règlementation de zonage sur les normes d'implantation; les usages commerciaux et la mixité; la dimension des enseignes et affiches; l'aménagement paysager; la localisation des accès aux terrains et des stationnements; les critères d'intégration et d'implantation architecturale des bâtiments);*

- *la séquence de construction ou l'ordre de priorité qu'entend donner la municipalité à la réalisation des équipements urbains et des réseaux et terminaux d'aqueduc et d'égouts;*
- *la durée approximative des travaux*[19]*. »*

Le projet de Programme particulier d'urbanisme[20] pour la partie nord de L'Île-des-Sœurs a pour but d'optimiser l'aménagement du secteur, mieux planifier le développement immobilier et accroître la mobilité durable et active. Il contient une première section de mise en contexte du projet, suivie d'une section traçant le portrait du secteur de planification. La section 3 décrit les grands principes du projet et énonce la vision, les orientations et les objectifs du PPU, tandis que la section 4 présente des concepts d'aménagement pour les illustrer. Dans la section 5, la Ville détaille les interventions selon les aires d'ambiance et la sixième et dernière section explique les principaux moyens de mise en œuvre du PPU au fil du temps.

1.4.1 Énoncé de vision

Pour la Ville, le projet de PPU offre l'opportunité de réfléchir à l'avenir du secteur qui connaîtra de grandes transformations dans les années à venir avec l'arrivée de la station du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain. Le REM permettra de faciliter l'accès à l'île depuis le centre-ville de Montréal et autres pôles de la région métropolitaine. Suivant les orientations du Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) et du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), le secteur sera redéfini comme un milieu de vie et de travail diversifié, selon les principes de l'approche TOD, qui vise à concentrer l'habitation et les noyaux de services autour des stations de transports collectifs structurants.

Selon la vision présentée dans le PPU[21], le territoire de planification sera réaménagé afin de consolider la vocation économique du secteur et bonifier des espaces commerciaux ou pour affaires, en intégrant les éléments d'un quartier complet dans lequel il y aura de nombreuses options pour travailler, habiter, se déplacer, se divertir et consommer. La Ville souhaite ainsi promouvoir un milieu de vie et de travail diversifié avec un développement immobilier mixte à plus forte densité et une offre de logements pour des clientèles variées.

Toujours selon l'énoncé de vision, l'adoption du projet de PPU contribuera à la consolidation de la trame urbaine existante et donnera de nouvelles options de déplacement pour permettre de consacrer plus d'espace aux mobilités actives et au transport collectif. De plus, le secteur favorisera la détente, la contemplation et les activités récréatives en créant différents espaces collectifs. Enfin, le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins, ainsi que la mise en réseau de sites riverains favoriseront l'émergence de pratiques environnementales exemplaires.

[19] Guide de la prise de décision en urbanisme – Programme particulier d'urbanisme, doc. 4.1.1
[20] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1
[21] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33

1.4.2 Orientations

Afin de mettre en pratique cette vision, la Ville de Montréal présente cinq orientations pour la partie nord de L'Île-des-Sœurs[22] et des objectifs sous-jacents :

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM. Cette orientation a pour objectif de soutenir la densité construite; consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce; promouvoir une diversité dans l'offre de logements; et favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs;
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs. Avec cette orientation, la Ville vise à améliorer l'accès à l'île et privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif;
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères. Les objectifs relatifs à cette orientation sont les suivants : favoriser une complémentarité avec la cité-jardin; consolider le parcours riverain; mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt; et mettre en valeur l'histoire du lieu;
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie. Cette orientation permettrait à la Ville une gestion optimale des gabarits et favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public;
5. La performance environnementale. Cette orientation a pour but d'encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables.

Chaque objectif contient une série d'interventions préconisées pour leur mise en œuvre décrite dans la section 3 du projet. Le PPU présente également une série de plans et de cartes pour illustrer l'organisation spatiale et les grands principes du projet.

1.4.3 Concepts d'aménagements et interventions détaillées

Le projet de PPU comporte une section consacrée à la présentation d'un concept d'aménagement pour l'ensemble du secteur, et une autre liée à des interventions détaillées selon les aires d'ambiance. Les sections 4 et 5 du PPU présentent des exemples d'ambiance qui illustrent les intentions de la Ville. Un axe vert ainsi que des allées de commerces y sont représentés. Ces sections contiennent aussi des plans, des coupes et des images 3D à titre indicatif pour illustrer les orientations de la Ville, sans représenter des contraintes aux futurs développements.

1.4.4 Mise en œuvre

La dernière section du PPU expose les moyens de mise en œuvre des orientations et des objectifs cités plus haut. Parmi ces moyens, le projet propose des modifications importantes concernant

[22] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34

la densité et la limite des hauteurs des constructions. Au sud de l'autoroute, ces paramètres sont augmentés par rapport à ceux actuellement en vigueur, tandis que pour la partie au nord de l'autoroute, le PPU introduit des limites de hauteur et révise la densité de construction.

Le projet de PPU propose donc l'ajout d'une nouvelle carte des limites des hauteurs et la modification de la carte de densités du PU. Cette dernière apporte notamment le découpage du territoire et présente les coefficients d'occupation du sol (COS)[23] minimal et maximal par secteur de densité. Les COS peuvent aller de 2 à 6, selon le secteur. Ces densités et hauteurs sont différentes de part et d'autre de l'autoroute 15 qui traverse le territoire. Aux abords de l'autoroute, le PPU permet des bâtiments pouvant aller jusqu'à 63 mètres de hauteur, tandis qu'au sud, la hauteur maximale est de 57 mètres. La densité atteindra 110 logements par hectare, en accord avec le PMAD et le SAD.

Des bâtiments de plus grands gabarits sont ainsi permis aux abords de l'autoroute et de la gare du REM, alors que la hauteur et la densité tendent à diminuer à proximité des quartiers résidentiels au sud et à l'ouest du secteur. Néanmoins, deux secteurs ne sont pas affectés par ces changements : le secteur établi 24-10, dans lequel se trouvent le campus Bell et une partie du quartier Pointe-Nord, qui ont récemment fait l'objet d'un développement immobilier; et le secteur 24-08, principal site du littoral, est occupé en grande partie par un concessionnaire automobile et fait l'objet d'une « *planification différée*[24] ».

Le projet propose également les modifications suivantes aux règlements d'urbanisme :

- Taux d'implantation au sol des bâtiments égal ou supérieur à 35 % et inférieur à 60 %;
- Taux de verdissement minimal de 35 %, incluant une partie des toits végétalisés;
- Au moins 95 % des aires de stationnement localisées à l'intérieur des bâtiments;
- Nombre maximal de cases de stationnement autorisé par logement ne dépassant pas 0,75;
- Nombre maximal de cases de stationnement autorisé pour tout usage commercial de 1 case/50 m²;
- Des marges de recul minimales et maximales afin d'encadrer les rues par les façades des constructions;
- L'intégration d'une partie basse au bâtiment (basilaire) afin de soutenir un rapport d'échelle harmonieux avec le piéton.

La dernière section présente également une proposition de phasage sommaire des interventions publiques et une carte des usages autorisés contenant l'affectation du sol. La carte des usages a été modifiée afin de densifier le secteur et créer un quartier de type TOD.

[23] « *La densité de construction est exprimée par le coefficient d'occupation du sol qui correspond au rapport entre la superficie de plancher totale d'un bâtiment et l'aire du terrain sur lequel il est érigé* ». Source : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=2761,3096724&_dad=portal&_schema=PORTAL

[24] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 111

1.5 Le dossier de documentation

Dans le cadre de la présente consultation, la Ville de Montréal a déposé, outre le projet de PPU, plusieurs documents complémentaires d'information, dont :

Portrait diagnostic complet[25] : Ce document constitue une analyse de la partie nord de L'Île-des-Sœurs. Il est composé d'une mise en contexte du territoire, d'un portrait actuel et futur du territoire, ainsi que d'un diagnostic de ses potentiels et contraintes. Enfin, il apporte une synthèse des principaux constats et des défis et opportunités dans le cadre de la démarche de planification.

Compte rendu des activités participatives réalisées[26] (2018) dans le cadre de la consultation en amont du projet de PPU. Ce *rapport synthèse*[27] présente une mise en contexte de la consultation en amont réalisée par le Centre d'écologie urbaine de Montréal, mandaté par la Ville et l'arrondissement de Verdun, le profil des participants et la rétroaction des citoyens, des propriétaires et des promoteurs à la vision préliminaire de développement proposée par la Ville.

Évaluation du potentiel de développement résidentiel[28] (2017). L'atelier a rassemblé des professionnels municipaux et un expert-conseil externe. Le rapport vise à présenter les différents éléments discutés. Il présente la méthodologie, les participants et une série de commentaires et réponses à des questions liées au potentiel de développement résidentiel du secteur.

Évaluation du potentiel de développement économique[29] (2017). Les objectifs de cette démarche sont de documenter et évaluer les impacts et retombées des grands projets d'infrastructure sur le développement résidentiel, commercial et de bureau de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, et d'identifier les outils à mettre en place et les actions à mener pour assurer que le développement du secteur soit conforme aux orientations municipales et métropolitaines. Le rapport est structuré en trois étapes : soit les constats, tendances et perspectives; les potentiels, effets et enjeux; et les stratégies; en plus des conclusions.

Outre la documentation fournie par la Ville de Montréal, l'OCPM a rendu disponible sur la page web de la consultation des documents et des liens utiles pour appuyer les groupes et personnes dans leur réflexion. Ces informations ont été organisées sous huit thématiques, à savoir : aménagement, planification et règlementation d'urbanisme; patrimoine; environnement; mobilité; habitation; consultation précédente; histoire; et informations relatives à l'arrondissement[30].

[25] Portrait diagnostic complet — septembre 2018, doc. 3.2
[26] Activités participatives réalisées — novembre 2018, doc. 3.3
[27] Rapport synthèse, doc. 3.3.1
[28] Évaluation du potentiel de développement résidentiel — Atelier de discussion, doc. 3.4
[29] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5
[30] Toute la documentation est accessible sur la page web de la consultation à l'adresse suivante : http://ocpm.qc.ca/fr/PPUnordIDS/documentation

1.6 La démarche de consultation

L'étape de communication et de mobilisation, qui a débuté en septembre 2019, comprenait le lancement de la page web de la consultation sur le site Internet de l'OCPM, l'annonce de la consultation sur les divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram), l'envoi des infolettres aux personnes et groupes abonnés, ainsi que la distribution d'environ 15 300 dépliants sur l'ensemble du territoire de L'Île-des-Sœurs.

Afin d'informer le public et recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation en plusieurs étapes :

- La séance d'information (le 30 septembre 2019)
- La consultation en ligne (du 3 octobre au 3 novembre 2019)
- Les séances d'audition des opinions (du 28 au 31 octobre 2019)

Au total, près de 3 500 personnes ont pris part aux activités de la démarche de consultation.

1.6.1 Séance d'information

Le 30 septembre, la commission a tenu une séance d'information au centre communautaire Elgar. Dans l'heure qui précédait la séance d'information, les quelque 400 participants ont pu discuter, s'informer et poser des questions aux représentants de la Société de transport de Montréal (STM), des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) et du Réseau express métropolitain (REM), qui tenaient des tables d'information sur les projets et les grands chantiers en cours dans le secteur de planification.

Ensuite, les citoyens ont assisté à la présentation du projet de PPU par les représentants de la Ville. Après une pause a eu lieu la période de questions lors de laquelle les participants ont pu interroger les représentants de l'arrondissement et de la Ville.

La séance d'information a été intégralement diffusée en direct sur Facebook, Twitter et sur le site web de l'OCPM. La vidéo a, par la suite, été mise en ligne et reste à la disposition pour le visionnement différé sur YouTube[31]. Toute la séance a été sténographiée et transcrite; cette transcription se trouve sur la page web de la consultation[32].

1.6.2 Consultation en ligne

La consultation en ligne était composée de deux éléments. Le premier élément consistait en un questionnaire à choix multiple, ayant pour objectif de connaître l'avis général de la population sur certains aspects des orientations d'aménagement présentés par le PPU. Les résultats des questionnaires en ligne ne peuvent être assimilés à ceux d'une enquête ou d'un sondage

[31] Vidéo de la séance d'information : https://www.youtube.com/watch?v=Trrriy6Ni1o&feature=youtu.be
[32] Transcription de la séance d'information : http://ocpm.qc.ca/sites/ocpm.qc.ca/files/pdf/P105/6.1_transcription_ids.pdf

nécessitant un processus d'échantillonnage et une analyse statistique éprouvée. Ces résultats illustrent seulement l'opinion des personnes qui ont volontairement choisi de participer à l'exercice. Un total de 966 participants a répondu au questionnaire.

Le deuxième élément était composé de questions ouvertes déposées au site de l'Office, portant sur huit thématiques distinctes, soient la *mobilité, les équipements et services publics, l'environnement, l'habitation, l'économie locale et emploi, l'aménagement, le patrimoine* et *autres*. Les personnes avaient la possibilité de donner leur opinion sur le nombre de thématiques de leur choix et les réponses ne pouvaient pas dépasser 250 mots. Les opinions en ligne ont récolté un total de 428 réponses.

Les résultats de la consultation en ligne ont été pris en compte au même titre que les mémoires écrits et les interventions orales. Ces opinions seront exposées au chapitre suivant.

1.6.3 Audition des opinions

Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de 5 séances d'audition des opinions. Toutes les séances ont eu lieu au centre communautaire Elgar, en après-midi ou en soirée, entre le 28 et le 30 octobre 2019. Elles ont été l'occasion pour tous ceux qui le désiraient de présenter devant la commission leur opinion concernant le projet de PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs.

La commission a reçu 87 mémoires écrits, dont 28 ont été présentés en personne lors des séances d'audition, auxquels se sont ajoutées 13 présentations orales sans dépôt de mémoire.

Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui ont ensuite été remises aux élus municipaux.

Tableau synthèse de la participation

ACTIVITÉ	DATE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Séance d'information	30 septembre 2019	400
Visionnement de webdiffusion	En direct ou en différé	1589
Questionnaire en ligne	26 septembre au 4 novembre 2019	966
Opinions en ligne	3 octobre au 3 novembre 2019	428
Séances d'audition des opinions	28 au 30 octobre 2019	166
Opinions orales et écrites :		
Mémoires déposés avec présentation		28
Interventions sans dépôt de mémoire		13
Mémoires déposés sans présentation		46

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre propose une synthèse des préoccupations, des attentes et des opinions exprimées par les participants.

2.1 L'accueil général

Le projet de PPU reçoit un accueil mitigé de la part des participants à la consultation. Si la majorité des participants est en accord avec la vision et les orientations du projet, bon nombre d'entre eux considèrent que les modalités du projet viennent modifier radicalement leur milieu de vie et ne répond pas aux besoins de tous les résidents de l'île[33]. De plus, plusieurs intervenants estiment que le processus de planification devrait englober l'entièreté du territoire de l'île et pas seulement sa partie nord[34]. Quelques participants s'opposent clairement au projet[35] et Les Verrières sur le Fleuve suggère que « *cet exercice de consultation devrait se solder par une révision complète de ce projet de PPU qui, malheureusement, ne s'harmonise pas suffisamment avec le reste de L'Île-des-Sœurs*[36]*.* »

Jugé insatisfaisant et incomplet selon quelques participants, le projet ne prendrait pas en compte les spécificités ou ce que certains appellent l'ADN de L'Île-des-Sœurs[37]. Dans le même ordre d'idées, Forum considère que les objectifs et les principes directeurs du PPU sont satisfaisants, mais demande une révision « *de certains éléments directeurs et des outils de mise en œuvre*[38] ».

Malgré certaines critiques, un citoyen estime également que « *le document (PPU) est exhaustif et sa structure s'inscrit dans les bonnes pratiques (diagnostic, vision, proposition générale et détaillée, balises d'aménagement, etc.)*[39] ». D'autres participants reconnaissent plusieurs éléments positifs dans le projet et comprennent le besoin de revoir la planification du secteur avec l'arrivée du REM pour en faire une aire de Transit-Oriented Development (TOD). Ainsi, plusieurs recommandations et pistes de solutions sont proposées par les participants afin de bonifier et de compléter le document présenté par la Ville, en vue d'un aménagement cohérent avec le milieu existant et dans l'intérêt des résidents actuels et futurs[40].

[33] Marc Prevost, doc. 8.1.60; Yolanda Mena, doc. 8.3.35; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 5
[34] Pierre Gastaldy, doc. 8.7.41; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.7.43; François Simoneau, doc. 8.7.44; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 1
[35] Alejandro Alvarez, doc. 7.39, p. 1; Céline Hallée, doc. 7.57, p. 1; John Lyons, doc. 7.63, p. 1; Louise Mongeau, doc. 7.80, p. 1; Suzanne Pelland, doc. 8.1.59
[36] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 11
[37] Samuel Levy, doc. 8.2.5; Le groupe Maurice - Résidence Ambiance, doc. 7.60, p. 5; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 3
[38] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 12
[39] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[40] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 6-7; Campus Bell, doc. 7.7.1, p. 47; Michèle Riva, doc. 7.82, p. 1; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 5

Les thèmes les plus abordés au long de la consultation concernent les questions liées à l'aménagement, à la mobilité et à l'environnement. On dénombre aussi plusieurs interventions concernant les équipements collectifs, l'habitation et la gouvernance.

Pour les fins du présent rapport, les opinions et commentaires ont été regroupés en six thèmes : l'aménagement, la mobilité, les équipements collectifs, l'économie locale et l'emploi, l'environnement, le patrimoine et la gouvernance.

2.2 L'aménagement

Les contributions concernant le concept d'aménagement et les interventions détaillées se réfèrent principalement aux questions liées aux changements proposés aux règlements d'urbanisme, y compris les limites de hauteurs et densités, et à l'aménagement de parties spécifiques du territoire, en plus des observations ponctuelles.

2.2.1 Hauteurs et densité

Selon le PPU, « *afin de favoriser l'utilisation du transport collectif et d'intégrer un milieu de vie structurant selon les principes d'un TOD, de nouvelles constructions plus denses que certains bâtiments présents, et intégrants des usages mixtes, devront être planifiées dans le secteur*[41]. » À cet effet, le projet présente des cartes qui indiquent le découpage des secteurs de densité de construction et les paramètres relatifs aux limites de hauteur des bâtiments autorisées sur le territoire de planification[42].

Ces questions ont interpellé un nombre important de participants pour qui ces paramètres constituent la principale préoccupation. Pour ce qui est des limites de hauteur, même s'il n'y a pas de consensus sur les valeurs maximales qui devraient être permises dans les différentes parties du secteur, quelques tendances se dégagent.

Pour la partie au nord de l'autoroute, les abords immédiats de la station du REM et les pourtours de l'île, la majorité des intervenants est plutôt favorable à la construction de bâtiments en hauteur, pouvant atteindre dans certains cas jusqu'à une centaine de mètres[43], ce qui, d'après eux, conjugué avec la densité de construction et le taux d'implantation sur le terrain, permettrait un plus grand dégagement au sol[44]. Le Groupe Maurice tient cependant à mettre en garde contre la multiplication de tours, et estime que « *bien que la densité soit l'une des clés de succès d'un*

[41] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 25
[42] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 108-109
[43] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; MACH, doc. 7.10.2, p. 72; Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Renée Piette, doc. 8.6.40; Jean Page, doc. 8.6.54; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Christine Belanger, doc. 8.6.24
[44] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4

redéveloppement urbain à proximité de la future gare du REM, il est important de limiter la construction trop massive d'immeubles en hauteur[45]*.* »

MACH tient à souligner qu'il existe « *un différentiel allant de 6 mètres à 21 mètres entre les hauteurs maximales qui seront permises au nord et celles autorisées au sud [de l'autoroute], alors que des coefficients d'occupation au sol (COS) identiques sont prescrits de part et d'autre*[46]. », et demande que la Ville procède à une harmonisation des limites de hauteur entre ces deux parties du territoire.

De l'avis de la majorité des participants, les hauteurs permises par le PPU au sud de l'autoroute, et aux abords de la rue place du Commerce sont trop importantes; les immeubles ne devraient pas dépasser une dizaine étages[47]. À ce sujet, quelques résidents soulignent la nécessité de préserver les percées visuelles, tant à l'intérieur de l'île que vers le mont Royal, le centre-ville de Montréal et le fleuve[48]. Certains s'inquiètent aussi de l'impact visuel de la construction de bâtiments de grande hauteur sur l'entrée de ville, pour ceux qui empruntent le pont Samuel-De Champlain en provenance de la Rive-Sud[49].

D'autres limiteraient davantage les hauteurs[50] et favoriseraient la construction de maisons de ville « *[…] ou condos d'un maximum de 3 étages pouvant accueillir des familles avec enfants*[51]*.* » En effet, nombreux sont ceux qui craignent que l'édification de grands immeubles ne nuise davantage au concept de cité-jardin[52] que l'on retrouve dans le reste de l'île.

[45] Le groupe Maurice - Résidence Ambiance, doc. 7.60, p. 7
[46] MACH, doc. 7.10, p. 5
[47] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 2; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 1; Gaston Carrière, doc. 7.78, p. 1; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Jane Renaud, doc. 8.4.19; Jean Pealy, doc. 8.1.30; Carole Beaulac, doc. 8.1.56; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Robert Rainville, doc. 8.6.64; George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Danielle Lagacé, doc. 8.6.73; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Guy Pare, doc. 8.1.65; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Michèle Riva, doc. 8.4.67; Renée Simard, doc. 8.7.36
[48] Danielle Lagacé, doc. 8.6.73; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Gilles Lavoie, doc. 8.6.90; Guy Wells, doc. 8.6.91; Marie Lecavalier, doc. 8.7.25; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34; Louise Desjardins, doc. 8.6.41; Michèle Riva, doc. 8.4.67; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.6.84; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 11; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 14
[49] Yaniv Dahan, doc. 8.6.21
[50] Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Denis France, doc. 8.4.22; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27; Cynthia Provencher, doc. 8.6.1; Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Michel Lorion, doc. 8.6.65; Richard Provost, doc. 8.6.78; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Alan Gosselin, doc. 8.6.81; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34; Izak Almaleh, doc. 8.8.19; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50
[51] Marie La Rue, doc. 8.4.39
[52] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Sherman Carroll, doc. 8.3.43

Quelques résidents jugent que le secteur est déjà suffisamment bâti et, par conséquent, proscrivent la construction de toute nouvelle construction en hauteur, qu'elle soit résidentielle ou mixte, sur l'ensemble du territoire[53].

Quelques participants considèrent excessive la densité résidentielle minimale de 110 logements/hectare prescrite pour l'ensemble du territoire de planification[54], établie au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD)[55]. Pourtant, aucun consensus ne semble se dégager autour de la densité souhaitée.

Selon Les Verrières sur le Fleuve, « *les hauteurs et densités proposées pourraient être limitées à une quarantaine de mètres et à 80 logements à l'hectare ce qui permettrait d'obtenir à la fois une densité intéressante et un tissu urbain mieux adapté à L'Île-des-Sœurs*[56] ». Alors que l'Association des architectes paysagistes du Québec propose d'adopter « *un règlement qui intègrerait un seul COS (coefficient d'occupation au sol) pour IDS visant un seuil minimal de densité de 60 log/ha et un seuil maximal de densité de 110 log/ha*[57] », un citoyen plaide pour « *un ratio de 30 logements par hectare afin de respecter le concept de cité-jardin*[58]*.* » Enfin, pour plusieurs participants, la Ville devrait, au mieux, maintenir les normes actuelles de densité et de hauteur permises[59] pour l'ensemble du territoire de planification.

Des avis favorables à une plus grande densification du secteur se font également entendre, surtout aux abords de la future station du REM[60]. À ce sujet, MACH souligne que « *s'il n'y a pas assez de densité qui est donnée aux propriétaires existants, ils ne vont jamais transformer leurs immeubles. Parce que ces immeubles, ils génèrent du revenu actuellement*[61] ». Cependant, selon les participants, certaines conditions à l'augmentation de la densité s'imposent[62]. Parmi ces conditions, les citoyens demandent notamment l'inclusion de « *parcs et autres espaces verts — sans toutefois négliger les boulevards et rues plantés*[63] » ainsi que « *plus d'espaces publics agréables, plus de transport public réel et au moins deux accès routiers à Montréal*[64]*.* » Enfin,

[53] Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; John Lyons, doc. 7.63, p. 1; Anthony Gagnon, doc. 8.6.6; Luc Gingras, doc. 8.6.13; Marc T, doc. 8.6.47; Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Hugues Polin, doc. 8.6.53; Jean Houle, doc. 8.6.69; Geneviève Paquin, doc. 8.6.83; Marie Bernier, doc. 8.4.40; Gilles Lemieux, doc. 8.7.39; Denis France, doc. 8.5.11; Alejandro Alvarez, doc. 8.2.13; Cynthia Provencher, doc. 8.3.1

[54] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 6; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 1; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Anthony Gagnon, doc. 8.4.4

[55] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal, doc. 4.1.4, chapitre 3

[56] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 9-10

[57] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 6

[58] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3

[59] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Gilles Lavoie, doc. 8.6.90; François Simoneau, doc. 8.6.88

[60] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 6; MACH, doc. 7.10.2, p. 72

[61] MACH, doc. 7.10.2, p. 72

[62] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 13

[63] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1

[64] Marie-Nicole Hébert, doc. 7.77, p. 1

comme le résume un participant, les personnes sont « *d'accord sur beaucoup de points dont augmenter la densité, mais cela doit se faire de façon intelligente*[65]*.* »

Alors qu'un participant considère qu'il est « *cohérent de favoriser une densification verticale plutôt qu'horizontale*[66] », pour d'autres, « *la densité n'est pas nécessairement synonyme de hauteur [et] c'est beaucoup plus par la compacité et la connectivité que nous pouvons l'atteindre*[67]*.* »

2.2.2 Habitation

La densité de construction, mesurée en nombre de logements par hectare, a un lien direct avec la question de l'habitation et de la quantité de nouveaux résidents potentiels sur le territoire de planification. Selon le PPU, « *L'aire TOD indiquée inclut l'entièreté de la superficie du secteur de planification et prescrit une densité résidentielle minimale brute de 110 logements/hectare. Cette densité liée à l'aire TOD est également établie au SAD*[68]*.* » Toujours d'après les projections du PPU, la capacité d'accueil du secteur de planification rendrait possible la construction de 3 700 unités résidentielles sur un horizon de 20 ans[69].

La grande majorité des participants estiment excessifs[70] les chiffres présentés dans le projet et considèrent que l'île a déjà atteint son point de saturation en termes du nombre d'habitants[71]. Pour ce qui est du questionnaire en ligne, 59,4 % des répondants se disent « *pas du tout favorable* » à l'accueil d'environ 3 700 nouvelles unités résidentielles. Seulement 21,2 % des répondants se manifestent de façon « *assez favorable* » ou « *très favorable* » à cette prévision.

D'après un citoyen, avec ces chiffres, « *on se dirige vers une population de +/- 30 000, sans compter toute augmentation provenant du développement du reste de L'Île-des-Sœurs*[72]*.* » Selon plusieurs participants, les infrastructures, jugées déjà déficitaires, ne seront pas en mesure de supporter une telle augmentation de la population. Ceux qui partagent ce point de vue citent notamment le manque d'école, les infrastructures sanitaires, les problèmes de mobilité et le manque d'espaces verts comme les raisons principales de leur opposition à l'arrivée de nouveaux

[65] Jean Poulin, doc. 7.73, p. 1
[66] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 7
[67] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 7
[68] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3,1, p. 5
[69] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[70] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3; Sammy Dalva, doc. 8.4.41; Marc T, doc. 8.4.47; Yves Jacquier, doc. 8.4.55; Marie-Claude Gervais, doc. 8.4.62 et doc. 7.66, p. 1; France Letarte, doc. 8.4.63; Guy Belanger, doc. 8.4.71; Marie Bouvet, doc. 8.4.3; Sieg Arnold, doc. 8.4.35; Carole Giroux, doc. 8.4.36
[71] Renée Piette, doc. 8.1.42; Johanne Bouchard, doc. 8.4.8; Luc Gingras, doc. 8.4.14; Monique Beauchemin, doc. 8.4.17; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50; Martine LaBreche, doc. 8.4.52; Marie-France Mirtain, doc. 8.4.57; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Gérard Vibien, doc. 8.6.61; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.4.42; Andy Lamarre, doc. 8.3.26
[72] Anthony Gagnon, doc. 8.4.4

résidents sur l'île[73] en si grand nombre. Une citoyenne résume ainsi ces arguments : « *nous manquons déjà cruellement d'infrastructure et services publics à l'Île compte tenu de la population actuelle (école, école secondaire, piscine intérieure, aréna, bibliothèque trop petite, etc.). [Et] l'accès à l'Île et aux sorties sont déjà problématiques et ne répondent pas aux besoins des résidents*[74]. »

Quant aux besoins spécifiques de certaines clientèles en termes de logements, quelques participants s'opposent à la construction de logements sociaux et abordables dans le secteur[75], en particulier au nord de l'autoroute[76]. D'autres, au contraire, considèrent que « *l'offre de logements doit être pour des logements abordables*[77] », sociaux ou à coût raisonnable[78]. À cet égard, des organismes comme le CIUSS, le CACV et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, soutiennent les propos de Concertation en développement social de Verdun, qui recommande « *qu'une politique plus large en habitation, visant à répondre aux besoins des personnes à faible et modeste revenu et à garantir le droit au logement, soit élaborée dans la prochaine année de façon urgente. Cette politique devra notamment inclure une stratégie foncière visant à acquérir des terrains pour développer du logement social*[79]. »

Bon nombre d'intervenants soulignent également des besoins particuliers, notamment pour les aînés et les familles[80] et, en ce sens, souhaitent des habitations avec une plus grande mixité sociale[81]. Enfin, Concertation en développement social de Verdun souhaite « *Que la planification du secteur prenne en compte les besoins des personnes plus démunies*[82]. »

2.2.3 Règlementation

Les nouveaux paramètres proposés par le PPU « *rendront aussi nécessaires certaines modifications dans le contenu des règlements d'urbanisme de l'arrondissement applicables au*

[73] Jean Guichard, doc. 8.4.2; Béatrice Fortin, doc. 8.4.5; Nicole Desrochers, doc. 8.4.58; Serge Leclerc, doc. 8.4.60; Guy Belanger, doc. 8.4.71; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Renée Piette, doc. 8.6.43; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Jean Houle, doc. 8.4.65; Hugues Polin, doc. 8.6.53; Michel Guerra, doc. 8.3.34; Cristian Mateo, doc. 7.30, p. 1
[74] Nathalie Faucher, doc. 8.6.60
[75] Christine Belanger, doc. 8.4.21; Lise Labrie, doc. 8.4.31; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Mitch Leblanc, doc. 8.4.64; Sina Nabavi, doc. 8.4.72; Mireille Dubuc, doc. 8.6.11
[76] Ann-Judith Bélanger, doc. 8.4.1; D. Cloutier, doc. 8.4.7; Denise Dion, doc. 8.4.44
[77] Lise Truchon, doc. 8.4.38
[78] Brigithe Leduc, doc. 8.4.49; Renée Piette, doc. 8.4.43; Flo Ds, doc. 8.4.51; Denis France, doc. 8.4.22; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 14; Adrian Sheppard, doc. 7.6.2, p. 23; Daniel Leblanc, doc. 7.31, p. 2; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 9; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 2; Mary Jeanne Phelan, doc. 8.8.17; Mireille Chabarekh, doc. 8.4.50
[79] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 9
[80] Suzy Boisvert, doc. 8.4.13; Manon Sénécal, doc. 8.4.20; Christine Belanger, doc. 8.4.21; Michel Millette, doc. 8.4.29; Louise Desjardins, doc. 8.4.45; Rosana Faria, doc. 8.4.46; Marc T, doc. 8.4.47; Dorothée Faust, doc. 8.4.48; Haleh Malek zadeh, doc. 8.4.61; Sina Nabavi, doc. 8.4.72; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Renée Piette, doc. 8.4.43; Richard Provost, doc. 8.4.69
[81] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 13; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 6
[82] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 6

territoire[83] ». Quelques-unes de ces modifications ont mérité une attention particulière de la part des participants et ont fait l'objet de recommandations bien précises.

Taux d'implantation — le projet de PPU prévoit un taux d'implantation moyen, allant de 35 % à 60 % pour l'ensemble du territoire de planification[84]. À ce propos, Proment se demande « *pourquoi proposer un taux d'implantation minimum*[85] ». Selon ce promoteur, ne pas établir de taux minimum d'implantation permettrait davantage de dégager de l'espace au sol pour l'aménagement des espaces verts. De plus, selon Lemay « *les densités proposées sont acceptables pour le territoire toutefois, lorsque combinées aux taux d'implantation minimums prescrits, il est impossible d'atteindre les densités permises*[86] ».

Basilaire — le PPU a comme balise d'aménagement l'intégration de basilaires pour les bâtiments de grande hauteur « *afin de soutenir un rapport d'échelle harmonieux avec les piétons*[87] ». Cité de l'île juge qu'un « *basilaire commercial n'est pas requis ni nécessairement souhaité*[88] » et demande à la Ville de revoir à la baisse le nombre d'étages destinés à cette fin ou d'enlever cette obligation. Dans la même veine, une citoyenne estime que « *bien que cette pratique donne de bons résultats dans les milieux urbains denses traditionnels, il s'agit d'une forme totalement étrangère à L'Île-des-Sœurs*[89]*.* »

Distance entre les tours — le PPU propose également de respecter une distance de 80 mètres entre les murs de la partie haute (au-delà du 9^{e} étage) des bâtiments de grande hauteur[90]. Plusieurs participants demandent à la Ville de réviser ce chiffre à la baisse[91], car selon eux, pour l'approbation d'un projet, d'autres critères devraient entrer en ligne de compte comme *« la localisation, l'orientation, le traitement architectural, l'effet de masse, etc.*[92] ». Lemaymichaud abonde dans le même sens et propose une distance entre les tours de 30 mètres puisque, « *une orientation et implantation réfléchie des tours permettra de les rapprocher, augmentant ainsi la densité du secteur, tout en préservant les axes de vue et l'ensoleillement du secteur*[93] ». Cité de l'île demande que cette règle ne soit pas applicable pour les bâtiments commerciaux[94].

Superficie de plancher — l'un des critères pour les bâtiments de grande hauteur est celui de « *tendre vers une superficie de plancher par étage, à partir du 9e étage, ne dépassant pas 900 m²*

[83] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 105
[84] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112
[85] Proment, doc. 7.22, p. 20
[86] Lemay, doc. 7.21, p. 6
[87] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[88] Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2
[89] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[90] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[91] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Lemay, doc. 7.21, p. 4; First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 8; Nuntip, doc. 7.20, p. 6-7
[92] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[93] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32
[94] Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2

afin d'assurer un affinement du volume construit[95] », ce qui contribuerait en particulier à la préservation des percées visuelles. Plusieurs intervenants estiment que cette limitation, notamment pour les bâtiments commerciaux, est trop restrictive et recommandent la suspension de ce critère[96]. Selon Gestion Sandalwood, cette norme favoriserait la construction d'édifices de type « *gâteau de noce* » et la restriction de la superficie de plancher toucherait les « *niveaux les plus intéressants, ce qui va à l'encontre de toute logique économique et ne donne pas des édifices efficaces, viables ou encore rentables*[97]*.* »

Marges de recul — le PPU contient une carte qui indique des marges de recul minimale et maximale afin de « *favoriser un encadrement de la rue par la forme construite*[98] ». Les marges sont réduites le long de la place du Commerce en vue d'obtenir un alignement des façades avec la rue, et beaucoup plus larges à certains endroits pour permettre des zones tampons et plus de verdissement. À cet égard, une citoyenne estime qu'une implantation rapprochée de la rue « *est aussi étrangère à L'Île-des-Sœurs*[99] » et selon Gestion Sandalwood, « *ne cadre aucunement avec l'esprit de type pavillonnaire qui a toujours été privilégié sur L'Île-des-Sœurs et qui en a fait son originalité*[100] ». Ils considèrent que des marges plus importantes sur l'ensemble du territoire de planification offriraient davantage d'espace pour le verdissement et la création d'espaces verts. Lemaymichaud, à son tour, estime que « *Des marges de recul favorisant un rapprochement des façades aux lignes de lot permettront un plus grand dégagement des espaces jardin, tout en structurant le tissu urbain du secteur*[101]*.* », alors qu'un citoyen souhaite des marges assez larges sur la place du Commerce « *afin de pouvoir y intégrer l'élargissement de la place piétonnière et les espaces de verdissement*[102] ».

Usages — le projet de PPU présente une carte qui montre les groupes d'usages autorisés sur le territoire de planification[103]. Le règlement de zonage doit respecter ces groupes d'usages, sous réserve de certaines restrictions. Un certain nombre de participants émettent des critiques concernant ce plan. De l'avis d'un participant, « *la Ville souhaite ponctuellement ségréger les fonctions dans le territoire, plutôt que d'y intégrer largement la notion de mixité; ce qui est contraire à toute logique de planification et de création d'un TOD*[104]*.* » Plus spécifiquement, Forum préconise de « *maintenir l'autorisation des usages commerciaux et de bureaux actuels dans l'ensemble des zones du secteur 24-T7*[105] » localisé immédiatement au nord du boulevard

[95] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[96] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32; Lemay, doc. 7.21, p. 5; Cité de l'île, doc. 7.48, p. 2; First Capital Realty, doc. 7.16, p. 5
[97] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[98] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115-116
[99] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[100] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13
[101] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 32
[102] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5
[103] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113
[104] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 10
[105] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16

René-Lévesque. Les compagnies Loblaw Limitée insiste sur ce point et estime que « *La restriction des usages projetés est une des plus grandes préoccupations du PPU*[106]*.* »

Le CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal est favorable aux restrictions d'usages préconisées par le PPU de manière générale et recommande de « *ne pas implanter à moins de 150 mètres des autoroutes des usages destinés à des populations pouvant être plus sensibles aux effets des polluants (enfants, aînés, personnes ayant des maladies chroniques)*[107] ». Cela respecterait également « *les recommandations de la DRSP (Direction Régionale de Santé Publique) dans son avis quant aux usages permis aux abords d'un axe autoroutier*[108] ». Allant dans le même sens, une citoyenne estime qu'il faut « *éviter de promouvoir l'habitation près des voies rapides, ce qui ne crée jamais un lieu de résidence agréable*[109]*.* » La Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, quant à elle, « *désire faire valoir l'importance d'inclure dès maintenant au plan d'urbanisme la présence d'espaces zonés "institutionnels"*[110] » notamment pour l'implantation de nouvelles écoles.

La carte du plan des usages « *exprime également la volonté d'exiger des usages commerciaux au rez-de-chaussée des bâtiments localisés sur des terrains le long des axes structurants*[111]*.* » La plupart des participants se montrent plutôt d'accord avec cette proposition. Forum ajoute qu'il serait pertinent de « *permettre la présence de bâtiments avec façade arrière donnant sur le boulevard René-Lévesque*[112] », et Gestion Sandalwood exprime le même souhait pour la « *nouvelle rue longeant l'emprise du pont Samuel-De Champlain*[113] ».

Finalement, pour bon nombre d'intervenants les objectifs et critères proposés par le PPU sont trop contraignants et « *impose(nt) davantage de dispositions règlementaires que d'autres aires TOD profitant également d'une certaine proximité avec le centre-ville*[114]. » Selon plusieurs participants, il serait plus judicieux que la Ville de Montréal se dote d'outils urbanistiques plus flexibles[115], « *misant davantage sur le qualitatif que sur le normatif*[116] ». Un citoyen propose qu'une règlementation rigide « *doit plutôt céder la place à une gestion du développement plus négociée entre l'Administration municipale et le promoteur*[117]*.* » Pour le CRE-Montréal, même si ces éléments font l'objet de plusieurs critiques, « *il faut que le PPU soit assorti de modifications*

[106] Les Compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 6
[107] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 10
[108] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 11
[109] Renée Piette, doc. 8.6.40
[110] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2
[111] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113
[112] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[113] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18
[114] Lemay, doc. 7.21, p. 2 et 9
[115] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 31; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 8; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 5; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 11; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[116] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 31
[117] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 13

au règlement de zonage, des PIIA, de différents outils règlementaires et d'urbanisme qui vont, finalement, traduire la vision du PPU en actions concrètes[118]*.* »

2.2.4 Les aires d'ambiance

Le projet de PPU présente, à titre indicatif, une planification détaillée et spécifique de certaines unités de paysage appelées « *aires d'ambiance*[119] *»*. Parmi les aires d'ambiance décrites dans le PPU, certaines ont fait l'objet de commentaires et de recommandations bien précises de la part des intervenants.

Littoral est

Le secteur 24-08[120], aussi nommé « *Pôle du littoral*[121] » ou « *littoral est*[122] » dans le projet de PPU, a fait l'objet de plusieurs interventions. Des participants rappellent qu'une grande partie des terrains, occupés actuellement par un concessionnaire automobile, sont sous bail emphytéotique jusqu'à 2064[123] et « *représentent une réserve foncière importante, avec un grand potentiel de développement*[124] », dû essentiellement à sa proximité avec la future gare du REM et les berges du fleuve.

Un intervenant constate que « *[…] la Ville dans son projet de PPU remet à plus tard la planification de ce secteur en le plaçant en zone de planification différée*[125] » et, à l'instar d'autres participants[126], déplore le peu d'information concernant les raisons de ce choix. Tous s'accordent pour dire que la Ville devrait procéder immédiatement à la planification du secteur[127], et émettent plusieurs hypothèses. Alors que certains souhaitent que le secteur soit converti en espace vert[128], d'autres proposent l'application de paramètres similaires à ceux des secteurs adjacents[129], ce qui permettrait la mixité d'usages ainsi qu'une plus grande densité ainsi que la construction de bâtiments de plus grande hauteur[130].

[118] CRE-Montréal, doc. 7.25.2, p. 51
[119] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 66
[120] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 109
[121] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 53 et 54
[122] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 67
[123] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7
[124] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6
[125] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 1
[126] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 5
[127] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19; Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 2; MACH, doc. 7.10, p. 7; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3
[128] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Marie-José Deschamps, doc. 8.3.36
[129] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30; MACH, doc. 7.10.2, p. 74; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 19
[130] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 1 et 3; Robert Rainville, doc. 8.6.64

Place du Commerce

De nombreux résidents estiment que « *le secteur de la Place du Commerce est un secteur en requalification et en redéveloppement qui exige effectivement une planification détaillée afin d'avoir des espaces harmonieux et réfléchis […]*[131] ». Dans cette perspective, plusieurs participants souhaitent que la place du Commerce devienne un lieu de rassemblement et de rencontre, dotée d'espaces verts et d'équipements publics. Les répondants au questionnaire en ligne, à la hauteur de 57 %, pensent que « *L'accroissement de la convivialité de la rue : trottoirs plus larges, nouveau mobilier urbain, verdissement, mobilité active, etc.* » est la meilleure manière de revitaliser la place du Commerce. Ils demandent également le maintien des immeubles commerciaux avec des loyers raisonnables pour assurer une offre commerciale variée[132].

Pour une citoyenne, il faut « *reconnaître la Place du Commerce comme le cœur de L'Île-des-Sœurs et réviser le scénario de développement pour assurer la continuité avec la forme urbaine qui prévaut sur L'Île-des-Sœurs et protéger l'esprit du lieu*[133] ».

D'autres s'opposent au réaménagement du secteur commercial de la place du Commerce et considèrent que sa configuration actuelle répond adéquatement aux besoins des résidents[134]. Ils demandent le maintien du nombre de places de stationnement et jugent qu'il faut préserver la viabilité des commerces déjà sur place[135].

Axe vert est-ouest

Des participants veulent davantage d'espaces verts, mais s'opposent à l'aménagement de l'axe est-ouest proposé par le PPU. Selon une citoyenne, « *l'axe vert, de type "rambla", proposé et autour duquel s'organisent des commerces est un type d'aménagement totalement étranger à L'Île-des-Sœurs*[136]*.* » Un citoyen souligne également que l'axe vert proposé occuperait la place de *« l'aire de service actuelle [qui] est nécessaire à la bonne marche de ces commerces*[137] ».

Un participant émet des commentaires sur l'orientation de l'axe et suggère que la connectivité urbaine se fasse plutôt « *transversalement entre le boulevard René-Lévesque et la Place du Commerce vers la nouvelle rue proposée le long de l'emprise du pont Champlain et non pas longitudinalement tel que proposé*[138]*.* »

[131] Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29
[132] Guy Pare, doc. 8.1.65; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Michèle Bolduc, doc. 8.6.9
Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Marie-Claude Gervais, doc. 8.6.59; Nicole Carrier, doc. 8.6.86; François Simoneau, doc. 8.6.88; Alain Carrier, doc. 8.7.12
[133] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 7
[134] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 1; Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 2; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; René Carier, doc. 8.6.42; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Denyse Gérin, doc. 8.6.50
[135] Alain Carrière, doc. 7.32, p. 1; Luc Gingras, doc. 8.6.13; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Gérard Vibien, doc. 8.6.61
[136] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8
[137] Alain Carrière, doc. 7.32, p. 1
[138] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 6

Quartier Pointe-Nord

En ce qui concerne le secteur situé au nord de l'autoroute, la grande majorité des intervenants est en désaccord[139] avec les nouveaux paramètres proposés par le PPU et demande que la Ville permette au promoteur de conclure le développement du quartier Pointe-Nord. Rappelons que l'aménagement de ce quartier a été réalisé selon un guide d'aménagement adopté en 2010 par le conseil de l'arrondissement de Verdun[140].

Toujours dans le même esprit, des participants évoquent la notion de « *contrat social*[141] » établi entre le promoteur, les propriétaires et la Ville. À cet égard, d'après un organisme du secteur, « *le plan d'ensemble initial ne devrait pas, à ce stade, faire l'objet de changement de règlements tels que proposés par le Programme Particulier d'Urbanisme (PPU) puisque cela viendrait non seulement modifier l'aspect visuel de la Pointe-Nord dans son ensemble mais surtout s'opposer au contrat social et moral intervenu avec les résidents*[142] ». Ainsi, certains demandent à la Ville de distinguer le quartier Pointe-Nord du restant du territoire de planification ou de l'exclure du projet de PPU[143].

Quelques intervenants estiment que les balises d'aménagement proposées dans le PPU sont moins satisfaisantes que celles actuellement en vigueur[144] dans le quartier et que celles-ci sont plus à même d'atteindre les objectifs de la Ville en termes de densification et d'urbanisme. À ce titre, un citoyen juge également que si le promoteur est autorisé à compléter son projet, « *on améliorera l'ambiance du parcours d'entrée de la ville de Montréal tel que souhaité par le PPU*[145] ».

[139] Catherine Fol, doc. 8.6.23; François Boivin, doc. 8.6.28; Pierre Simoneau, doc. 8.6.30; Huguette Tremblay, doc. 8.4.15; Johanne Leblanc, doc. 8.6.75; Hélène Blier, doc. 8.4.28

[140] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 7; Proment, doc. 7.22, p. 2; Adrian Sheppard, doc. 7.6.2, p. 18; Nuntip, doc. 7.20, p. 8; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 6; Justin Jones, doc. 7.85.1, p. 4; Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 9; Sally Cooke, doc. 7.70.1, p. 3; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Janique Pilon, doc. 7.36, p. 1; Daniel Poirier, doc. 7.37, p. 1; Mireille Dubuc, doc. 7.38, p. 1; Faisal Sanji, doc. 7.41, p. 1; Anastasia Tsotroudis, doc. 7.42, p. 1; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Sévilla Dorotea, doc. 7.47, p. 1; Khanh Nguyen, doc. 7.59, p. 1; Carlos Tous, doc. 7.65, p. 1; Ying Zhao, doc. 8.1.23; Samer Sayour, doc. 8.2.47; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Dominic Nadon, doc. 8.4.24; Jian Wang, doc. 8.4.25; Bernard Boire, doc. 8.4.18; Jane Renaud, doc. 8.4.19; Sieg Arnold, doc. 8.4.32; Carole Giroux, doc. 8.4.33; Ghislaine Giroux, doc. 8.4.34; Denise Dion, doc. 8.4.44; François de Champlain, doc. 8.6.15; Chantal Raymond, doc. 8.6.17; Dan-Thanh Nguyen, doc. 8.6.18; Jean Hébert, doc. 8.6.19; François Boivin, doc. 8.6.28; Michel Eric, doc. 8.6.31; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Marc Yergeau, doc. 8.6.74; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Yves Comtois et Klaus Heinemann, doc. 8.6.89; Chantal Roy, doc. 8.7.3; Matvei Morozov, doc. 8.7.4; François Paquin, doc. 8.7.5; Linda Martin, doc. 8.7.7; Hai Liang, doc. 8.7.10; Yan Jiang, doc. 8.7.11; Hélène Camaraire, doc. 8.7.14; Michel Eric, doc. 8.7.15; Mitch Leblanc, doc. 8.7.29; Sylvie Picard, doc. 8.7.37; Lily Michael, doc. 8.8.1; Lisa Knyszynska, doc. 8.8.2; Tsotroudis Anastasia, doc. 8.8.3; Sergey Kruglov, doc. 8.8.5; Tomasz Pietraszek, doc. 8.8.6; Maryam Rahimi, doc. 8.8.8; Stephen Cohen, doc. 8.8.10; Claus Tohn, doc. 8.8.11; Lilia Sirosh, doc. 8.8.12; Borowsky Kirill, doc. 8.8.13; Jonathan Cao, doc. 8.8.14; Alex Filiposki, doc. 8.8.15; Mary Jeanne Phelan, doc. 8.8.17; Pierre Pistagnesi, doc. 8.4.12; Michel Eric, doc. 8.4.27

[141] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7; Proment, doc. 7.22, p. 30 ; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 29; Clifford Gentes, doc. 8.8.4

[142] Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1

[143] Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Proment, doc. 7.22, p. 30; Jean Hébert, doc. 8.6.19; Serge Chamberland, doc. 8.7.8

[144] Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Wei Liu, doc. 8.4.16; Mireille Dubuc, doc. 8.6.11; Julien Monteil, doc. 8.6.22; Benoit Legault, doc. 8.7.6; Nuntip, doc. 7.20, p. 8; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85

[145] Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 9; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30

D'autres intervenants mentionnent le fait que la construction d'édifices plus hauts que la limite de 78 mètres proposée par le PPU pour le dernier terrain à construire dans le secteur permettrait moins d'emprise au sol, plus d'espaces verts et une cohérence architecturale avec l'ensemble du quartier et le concept de la cité-jardin[146]. Dans le même ordre d'idées, selon Nuntip, « *la ville ne devrait pas encourager la construction de longs immeubles dont les unités font face au pont*[147] » et miser plutôt sur des bâtiments de grande hauteur.

Quelques participants demandent que la Ville établisse des limites au développement du quartier Pointe-Nord[148]. Certains sont pour le développement d'une tour supplémentaire sur le site, mais considèrent que celle-ci « *devrait être le dernier aménagement résidentiel de la Pointe-Nord*[149] ». Fahey Associés, à son tour, estime que « *[…] la rue de la Rotonde doit conserver son aménagement à échelle humaine encadrée de bâtiments ayant un maximum de trois étages*[150]*.* » Alors qu'un citoyen estime, quant à lui, que la construction de nouvelles tours entre le nouveau pont Samuel-De Champlain et les édifices déjà existants est « *tout à fait déplorable*[151] ».

2.2.5 Quartiers avoisinants

L'intégration entre les aménagements proposés par le PPU et les quartiers avoisinants est une préoccupation majeure pour plusieurs intervenants[152]. Selon Les Verrières sur le Fleuve, « *des doutes existent quant à la pertinence et l'harmonie du cadre bâti souhaité par le PPU avec l'environnement existant*[153]*.* » Ainsi, à l'instar de plusieurs participants, un citoyen insiste qu'il « *est primordial que ce nouveau développement se fasse en harmonie avec le reste de l'île, dans le respect du concept de cité-jardin*[154]*.* »

Dans ce même état d'esprit, une citoyenne estime que « *L'implantation des bâtiments projetés ne respecte pas la trame urbaine existante dans ce secteur… ni celle qui prévaut dans la majeure partie de l'île, notamment quant au dégagement de la rue, à la densité des plantations et au gabarit des édifices*[155] ». Pour ces raisons, l'IDU recommande que « […] *les nouveaux développements devront s'arrimer de façon cohérente avec l'existant et viser un juste équilibre*

[146] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3; Proment, doc. 7.22, p. 30; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 7; Sana Najmi, doc. 8.4.23; Sana Najmi, doc. 8.6.26; Redouane Jamali, doc. 8.6.27; Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29; Julie Vandal-Lemoyne, doc. 8.7.18; François Boivin, doc. 8.6.28; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 75-76; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1
[147] Nuntip, doc. 7.20, p. 3; Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[148] Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20; Yves Comtois Klaus Heinemann, doc. 8.6.89; Ahmad Ghourab, doc. 7.84.1, p. 65; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Michel Millette, doc. 8.6.34; Daniel Dereser, doc. 8.4.30; Sina Mirzaeifard, doc. 7.45, p. 1; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Brian Ho, doc. 8.8.16; Carol Anne Laramée, doc. 8.6.7
[149] Marie Bouvet, doc. 8.6.3; Christian Chris, doc. 8.6.36
[150] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 17
[151] Rafik Marouf, doc. 8.7.13
[152] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 11; Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 8; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 7; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 5; François Morache, doc. 8.4.56; Françoise Caron, doc. 8.6.87
[153] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 9
[154] Marcel Barthe, doc. 7.50
[155] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 4

entre le caractère organique et paysager de la cité-jardin et le caractère plus urbain d'un quartier complet de type TOD[156]*.* »

2.2.6 Terrains vacants

On retrouve encore quelques terrains vacants ou sous-utilisés dans le secteur de planification. Ces terrains ont fait l'objet de nombreuses propositions de la part des citoyens. D'entrée de jeu, un participant suggère que « *La meilleure utilisation des terrains vacants n'est pas nécessairement la construction d'édifices de 15 à 25 étages*[157]*.* » Bon nombre d'intervenants y suggèrent la création de parcs et espaces verts[158], alors que d'autres désirent l'implantation d'équipements et services manquants sur l'île[159], comme des services d'urgence[160].

Certains y envisagent l'installation de commerces de proximité et la construction de logements abordables[161]. Comme le résume un citoyen, « *La meilleure façon d'utiliser de tels terrains est de créer des espaces où les immeubles ont des dimensions humaines (maximum 6 étages), comportant des milieux mixtes de logements sociaux et des logements urbains*[162]*.* »

2.2.7 Percées visuelles et entrée de ville

Un grand nombre de participants s'inquiètent de l'impact de nouvelles constructions sur les percées visuelles existantes sur l'île ou à partir du pont Samuel-De Champlain[163]. Alors que Les Verrières sur le Fleuve déplore le fait que « *Bien qu'un effort d'identification de ces vues ait été réalisé dans le PPU pour celles situées dans le secteur visé, aucune considération n'a été apportée aux vues existantes ailleurs sur l'Île*[164] », le Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe-Nord estime que « *l'orientation des nouvelles tours bloquerait la vue des résidents des tours*

[156] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 5
[157] Jean Page, doc. 8.6.54
[158] Geneviève Paquin, doc. 8.6.83; Mireille Chabarekh, doc. 8.6.49; Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Anita Paula Tataru, doc. 8.6.33; François Bomal, doc. 8.6.37; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Wei Ella, doc. 8.8.7
[159] George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Renée Piette, doc. 8.6.40; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Christine Belanger, doc. 8.6.24; Micheline Ralet, doc. 8.6.25
[160] George Bagramyantsev, doc. 8.6.67
[161] Gérard Vibien, doc. 8.6.61; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Richard Provost, doc. 8.6.78; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Guy Wells, doc. 8.6.91; Renée Piette, doc. 8.6.40
[162] Guy Wells, doc. 8.6.91
[163] Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8-9; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 9; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 8; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37; Lise Truchon, doc. 8.4.38; Monique Beauchemin, doc. 8.6.16; Christine Belanger, doc. 8.6.24; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Rosana Faria, doc. 8.6.46; Michel Lorion, doc. 8.6.65; Michel Guerra, doc. 8.6.70; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82; Françoise Caron, doc. 8.6.87
[164] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8-9

actuelles[165] ». Dans le même sens, nombreux sont ceux qui demandent la préservation des vues d'intérêt à partir des édifices déjà existants[166].

Ainsi, une citoyenne considère que « *si les édifices en hauteur sont souhaitables pour plusieurs raisons […], leur localisation doit être soigneusement étudiée*[167] ». D'après une participante, c'est « *du devoir de l'arrondissement et de la ville de protéger [la silhouette de la ville]*[168] » vue à partir de l'île. Parmi les vues à préserver, les intervenants citent notamment le fleuve, la Rive-Sud, le mont Royal et le centre-ville de Montréal[169].

En ce qui concerne l'entrée de ville, un citoyen estime que le projet de PPU représente « *une opportunité unique pour redéfinir le rôle de porte d'entrée principale de Montréal que joue L'Île-des-Sœurs*[170] ». Dans cette perspective, quelques participants demandent que la construction de la tour la plus rapprochée du nouveau pont soit autorisée selon la proposition du promoteur immobilier[171], afin de « *permettre une signature iconique à la porte d'entrée de la ville de Montréal*[172] ».

2.2.8 Qualité architecturale

Quelques personnes soulignent l'importance de l'aspect visuel et de la qualité architecturale des aménagements et des futurs bâtiments[173]. Dans cette perspective, un participant souhaite que « *les édifices résidentiels, commerciaux et d'affaires qui seront construits constituent des exemples d'une architecture de grande qualité qui représenteront avec panache le patrimoine de demain*[174] ». À cet égard, un intervenant signale que ces éléments sont « *essentiels afin que le développement de ce secteur soit harmonieux et vieillisse bien à long terme*[175] ».

2.2.9 Sécurité et accessibilité universelle

La sécurité soulève des inquiétudes chez certains participants. Selon un intervenant, « *des façades trop longues sans connectivité ni perméabilité sont peu sécuritaires, même si elles sont vitrées et transparentes*[176]*.* » Un citoyen, à son tour, pense que l'axe vert est-ouest « *de type*

[165] Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1
[166] Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Lise Truchon, doc. 8.4.38; Ahmad Munir, doc. 8.6.32; Danielle Durette et Jean-Marc Latour, doc. 8.6.45
[167] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 9
[168] Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2
[169] Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie La Rue, doc. 8.6.14; Renée Piette, doc. 8.6.40; Danielle Durette et Jean-Marc Latour, doc. 8.6.45; Jean Page, doc. 8.6.54; Jocelyne Harvey, doc. 8.6.57; Mitch Leblanc, doc. 8.6.68; Jean Houle, doc. 8.6.69; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79
[170] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[171] Georges Badeaux, doc. 7.86.1, p. 9; Lemay, doc. 7.21, p. 4
[172] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[173] Jean Poulin, doc. 7.73, p. 2; Robert Rainville, doc. 8.6.64
[174] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 7
[175] Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 77
[176] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 7

"fond de cour" va créer un environnement accidentogène où la sécurité des piétons et des cyclistes exigent une visibilité à partir du domaine public. Les personnes âgées, les femmes seules et les enfants ne pourront se sentir en sécurité dans ces passages de 14 mètres de largeur et cachés des voies publiques[177]*.* »

À ce sujet, l'aménagement de certaines voies sous forme de rue partagée est source d'inquiétude pour Campus Bell qui souligne le fait que « *la cohabitation excessive entre plusieurs modes de déplacement pose ainsi la question de la sécurité et du bien-être des usagers*[178]*.* »

Ainsi, First Capital estime que « *[…] la Ville doit prévoir des aménagements publics sécuritaires et conviviaux qui mettent en valeur les domaines public et privé et qui favorisent surtout l'accessibilité aux différents espaces commerciaux tant pour la clientèle que pour les activités d'opération*[179]*.* » Finalement, quelques participants[180] exigent, à l'instar du CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, que « *l'ensemble des aménagements prévus respecte les principes d'accessibilité universelle*[181] ».

2.3 La mobilité

La mobilité est au cœur de la planification du secteur avec la construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et l'arrivée de la future station du Réseau express métropolitain. Grâce à ce mode de transport structurant, le secteur a été « *désigné comme une aire de Transit-Oriented Development (TOD) au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) ainsi qu'au Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)*[182] ».

Vue comme un enjeu majeur pour un grand nombre de participants, la mobilité fait donc l'objet de nombreux commentaires et propositions. Tout d'abord, en ce qui concerne la désignation du secteur comme aire TOD, un citoyen estime que L'Île-des-Sœurs est « *un cas unique dans le réseau [du REM] quant à l'inexistence de connexion avec le tissu urbain environnant et l'impossibilité d'y rabattre les réseaux de mobilité*[183] ». Ces particularités soulèvent des questions liées aux accès à l'île elle-même et à la future station du REM, à la mobilité active et collective, et à la circulation automobile et à l'offre de stationnement.

[177] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[178] Campus Bell, doc. 7.7, p. 1
[179] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 3
[180] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 15; Jean Pealy, doc. 8.1.30; Josée Paiement, doc. 8.7.31
[181] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 8
[182] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 3
[183] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 4

2.3.1 Accès à l'île

L'accès à l'île est vu comme problématique et, à ce titre, considéré comme une priorité pour un grand nombre de participants[184]. Ceux-ci déplorent en particulier les problèmes de congestion automobile et, à cet égard, un citoyen souligne que « *la circulation est difficile en début et en fin de journée dans les entrées, les sorties et le carrefour giratoire de l'Ile, voisin de la place du Commerce. Des bouchons de circulation se débordent jusque sur les autoroutes 10 et 15*[185]*.* » Cette problématique a été accentuée ces dernières années par les chantiers de construction du nouveau pont Samuel-De Champlain et la réfection du réseau routier d'accès à l'île.

Quelques participants soulèvent également des questions liées à la sécurité des habitants en cas d'urgence[186], vu que les embouteillages aux entrées et sorties de l'île rendent difficile la circulation de véhicules d'urgence tels les ambulances, les voitures de police et les camions de pompiers. En ce sens, un grand nombre d'intervenants s'entendent pour dire que la principale solution à cette question serait la construction d'un lien supplémentaire entre L'Île-des-Sœurs et l'île de Montréal.

Ce lien prendrait la forme d'un pont local, réservé exclusivement aux transports collectif et actif et aux véhicules d'urgence, préférablement à l'axe de la rue Galt, à Verdun, et du boulevard Marguerite Bourgeoys, à L'Île-des-Sœurs[187]. Certains conditionnent toute augmentation de la population de l'île à la création de ce nouveau lien[188].

Cependant, Les Verrières sur le Fleuve considère que « *l'hypothèse d'un nouveau lien vers Verdun est […] peu crédible*[189] », vu que les discussions pour la création de ce lien durent depuis de nombreuses années et sont restées sans suite. Toutefois, un résident s'oppose catégoriquement à la construction de ce nouveau pont[190].

2.3.2 Transport collectif

De nombreux citoyens constatent l'inefficience du système de transport en commun sur l'île. De tous les répondants au questionnaire en ligne, 14,8 % déclarent emprunter le transport collectif pour se rendre et pour circuler à l'intérieur du secteur. Le CRE-Montréal rappelle que « *dans un*

[184] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 2; Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin, doc. 7.79, p. 1; CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Normand Charron, doc. 8.1.57; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Yves Jacquier, doc. 8.4.55; Marjolaine Nobert, doc. 8.6.79; Alan Gosselin, doc. 8.6.81; Geneviève Paquin, doc. 8.7.38
[185] Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 1
[186] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 6; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; R. Raymond, doc. 8.1.45; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Anthony Gagnon, doc. 8.7.1; Marie Lecavalier, doc. 8.7.25
[187] Claude Giguère, doc. 7.68.2, p. 15; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; Anthony Gagnon, doc. 8.1.11; Claire Peyrache, doc. 8.1.34; Manon Sénécal, doc. 8.2.16; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Gilles Bélanger, doc. 8.7.24; Geneviève Paquin, doc. 8.7.38; François Bomal, doc. 8.1.35; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[188] Nicole Desrochers, doc. 8.1.51; Anthony Gagnon, doc. 8.7.1
[189] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 5
[190] Norbert Morin, doc. 8.1.47

TOD, le transport en commun n'est pas réductible à une seule station. Le REM est certes la pierre angulaire de ce TOD, mais tout le transport en commun ne doit pas reposer uniquement sur elle[191]*.* » Dans cette perspective, des participants préconisent que le PPU soit assorti d'un plan de gestion des déplacements « *en lien avec les cibles du plan local de déplacement de l'arrondissement*[192] » et encourage les entreprises et les promoteurs immobiliers à faire de même[193].

Un citoyen estime que « *les réseaux actuels doivent être bonifiés avant de multiplier la population résidente et les travailleurs dans des commerces de détail ou de services*[194]*.* » En ce sens, des participants réclament l'amélioration immédiate du service d'autobus[195], en particulier avec l'augmentation de la fréquence et des plages horaires des lignes reliant l'île au centre-ville et à l'arrondissement de Verdun. Le service d'autobus doit également relier l'ensemble de l'île, desservir les commerces et la future station du REM[196]. De plus, quelques participants demandent la construction d'un terminal à côté de la future gare pour faciliter les connexions et l'intermodalité[197]. Finalement, un citoyen recommande que « *[…] des voies réservées [aux autobus] soit aménagées pour soutenir l'achalandage de la station REM de l'Île*[198] ».

2.3.3 Accès au REM

Par ailleurs, pour donner accès à la future station du REM, un très grand nombre de participants préconise la mise en place d'un système de navettes desservant l'ensemble de l'île[199]. Le fonctionnement de ce système est résumé de la façon suivante par l'Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs (APRIDS) : « *La Ville en partenariat avec la STM doit promouvoir un système de navettes électriques (éventuellement autonomes) à fréquence élevée et reliant le*

[191] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[192] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[193] Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 8
[194] Anthony Gagnon, doc. 8.6.6
[195] Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 7; Celine Caudrelier, doc. 8.1.2; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Paule Desgroseilliers, doc. 8.1.4; Marie Bouvet, doc. 8.1.6; Manon Sénécal, doc. 8.1.25; Lise Labrie, doc. 8.1.33; François Bomal, doc. 8.1.35; Michel Jacques, doc. 8.1.36; Marie La Rue, doc. 8.1.38; Rosana Faria, doc. 8.1.46; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; François Simoneau, doc. 8.1.69; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Luc Gingras, doc. 8.1.18; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6
[196] Marie La Rue, doc. 8.1.24; Christopher Leung, doc. 8.1.40; Christine Côté, doc. 8.1.27; Micheline Ralet, doc. 8.6.25; MACH, doc. 7.10, p. 9
[197] Diane Desrochers, doc. 8.1.17; Renée Piette, doc. 8.1.42
[198] Réjean Benoit, doc. 7.53, p. 16
[199] Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin, doc. 7.79, p. 1; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Diane Poulin, doc. 8.1.9; Béatrice Fortin, doc. 8.1.15; Johanne Bouchard, doc. 8.1.16; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Monique Beauchemin, doc. 8.1.21; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Norbert Morin, doc. 8.1.47; Marie Bernier, doc. 8.1.39; Denis France, doc. 8.1.29; Manon Sénécal, doc. 8.1.25; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62; Pierre Gastaldy, doc. 8.1.63; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Guy Pare, doc. 8.1.65; Marie-Claude Gervais, doc. 8.1.68; François Simoneau, doc. 8.1.69; Ron Campbell, doc. 8.8.21; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Claire Peyrache, doc. 8.1.34; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Richard Provost, doc. 8.1.66; Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 7; Diane Desrochers, doc. 8.1.17; Renée Simard, doc. 8.7.36

plus grand nombre possible de rues avec la station du REM et tous les commerces de la partie nord[200]*.* »

Bon nombre de personnes privilégient, à leur tour, des accès pour les vélos[201] et les piétons[202], à l'abri des intempéries. Voyagez Futé demande ainsi qu'une « *attention particulière devrait être apportée dans l'aménagement des abords de la station en faveur de ces usagers : accès piétons et cyclistes adéquats, stationnements vélo de différents types (sécurisé et non sécurisé) idéalement couverts*[203]*.* » Comme le signale le CRE-Montréal, la gare du REM est « *une plateforme de transfert intermodale qu'on veut le plus efficace et le plus conviviale possible*[204] » et aux dires d'un citoyen, « *le PPU devra réussir à ramener vers la station l'ensemble des déplacements quotidiens des résidents vers le centre-ville*[205]*.* »

Quelques participants déplorent l'absence de stationnements incitatifs à proximité de la future gare[206]. À ce sujet, certains suggèrent la mise en place d'un dépose-minute, permettant aux voitures de s'arrêter le temps de déposer des passagers[207]. Une citoyenne suggère l'installation d'une station pour les automobiles partagées[208], alors que d'autres proscrivent la création de tout type de stationnement qui, selon eux, serait source de congestion aux alentours de la gare[209].

2.3.4 Mobilité active

La mobilité active a également fait l'objet d'un grand nombre de contributions « *afin de favoriser largement les déplacements à énergie humaine*[210] » et réduire les émissions de GES[211]. On constate que seulement 16,7 % des répondants au questionnaire en ligne utilisent des moyens de transports actifs pour se rendre et pour circuler dans le secteur. En ce qui concerne les déplacements à pied, certains demandent l'amélioration du réseau piétonnier, l'ajout de sentiers pédestres et l'aménagement de passages piétons pour accéder au REM[212]. À cet égard, un

[200] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12
[201] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Guy Pare, doc. 8.1.65; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Renée Piette, doc. 8.1.42; François Morache, doc. 8.1.44; Richard Provost, doc. 8.1.66
[202] Johanne Bouchard, doc. 8.1.16; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Jocelyne Harvey, doc. 8.1.54; Guy Pare, doc. 8.1.65; Sophie Therrien, doc. 8.1.5; Paule Desgroseilliers, doc. 8.1.4; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Renée Piette, doc. 8.1.42; Richard Provost, doc. 8.1.66; Brian Ho, doc. 8.8.16
[203] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 4
[204] CRE-Montréal, doc. 7.25.2, p. 43
[205] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[206] Carol Anne Laramée, doc. 8.1.14; Kiana Vojdani, doc. 8.1.41; Jean Houle, doc. 8.1.58; Pierre Gastaldy, doc. 8.1.63; François Simoneau, doc. 8.1.69 ; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[207] Patricia Klein, doc. 8.1.3
[208] Hélène Bellisle, doc. 8.1.12
[209] Denis France, doc. 8.1.29; Marie Bernier, doc. 8.1.39
[210] Denis France, doc. 8.1.29
[211] Réjean Benoit, doc. 7.53, p. 16
[212] Marie Bouvet, doc. 8.1.6; Hélène Bellisle, doc. 8.1.12; Julien Monteil, doc. 8.1.26; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Daniel Dereser, doc. 8.1.32; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Michel Millette, doc. 8.1.31; Christine Belanger, doc. 8.6.24

citoyen souligne que « *la partie centrale d'une aire TOD est en réalité un POD (Pedestrian-Oriented Developpement) : un développement axé sur le piéton*[213] », ce à quoi fait écho Forum, pour qui « *l'élaboration d'une esquisse qui reprend les principes d'un POD permettrait, par exemple, une meilleure mobilité des usagers du transport actif et un meilleur gage de succès pour le PPU*[214]*.* »

Considérées comme des priorités pour bon nombre de participants, les pistes cyclables font l'objet de plusieurs propositions afin de les améliorer[215] et les raccorder aux réseaux cyclables de la Ville[216]. Dans cette perspective, certains recommandent la mise en place d'un lien cyclable entre la partie nord du territoire de L'Île-des-Sœurs et le centre-ville de Montréal[217] via l'autoroute Bonaventure. Allant dans le même sens, l'éventuelle passerelle multifonctionnelle mentionnée plus haut reliant l'île à l'arrondissement de Verdun servirait également, selon les propos d'un citoyen, à « *boucler le réseau cyclable et de se rabattre vers les pistes du pont Samuel-De-Champlain et de l'estacade*[218]*.* »

Des idées ont également été émises pour la mise en place de stations de vélos partagés[219] supplémentaires, ainsi que des stationnements pour les vélos privés[220], à l'abri des intempéries, sécuritaires et en nombre suffisant sur l'ensemble du territoire, en particulier aux abords de la station du REM.

Par ailleurs, dans un souci de sécurité, des intervenants s'opposent à l'aménagement de rues partagées et considèrent qu'il est impératif de séparer les piétons, les cyclistes et les automobiles[221].

Selon le PPU, « *[…] la CDPQi prévoit aménager un nouveau passage piéton et cyclable sous l'autoroute, mais non accessible depuis la place du Commerce*[222] ». De nombreux participants estiment qu'un lien plus direct entre la pointe nord et le reste de l'île « *sans avoir à faire un grand*

[213] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 6
[214] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6
[215] Voyagez Futé, doc. 7.54, p. 5; Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Rosana Faria, doc. 8.1.46; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64
[216] Bernard Tessier, doc. 7.75, p. 1; Michel Eric, doc. 8.6.31
[217] Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 12; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Patricia Klein, doc. 8.1.3; Christine Côté, doc. 8.1.27; Jean Houle, doc. 8.1.58; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62
[218] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[219] Norbert Morin, doc. 8.1.47; Jean Houle, doc. 8.1.58; Renée Piette, doc. 8.1.42; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[220] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 30; Bernard Tessier, doc. 8.1.13; Béatrice Fortin, doc. 8.1.15
[221] Denyse Gérin, doc. 8.6.50; Hélène Bellisle, doc. 8.1.12; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2; Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 3; Marie La Rue, doc. 8.4.39; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44
[222] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 18

détour par le bord de l'eau[223] » serait essentiel, et recommande la création d'un passage sous l'autoroute[224], au niveau de la future station du REM.

2.3.5 Circulation automobile

La congestion automobile est la principale crainte d'un grand nombre de participants. Elle constitue actuellement une problématique, notamment aux heures de pointe, pour les entrées et sorties de l'île. De plus, l'automobile reste le principal moyen de transport pour se rendre et pour circuler dans le secteur de planification pour 68,5 % des répondants au questionnaire en ligne. Un grand nombre de personnes s'inquiètent de la situation future avec l'ajout de milliers de nouveaux résidents et travailleurs dans le secteur[225], car, comme l'explique une citoyenne, « *bien qu'il soit attendu que la venue du REM entraîne un changement notable de la part modale du transport collectif, il est peu probable [qu'ils] se tournent complètement vers le transport collectif et qu'ils n'utilisent plus ou peu leur voiture*[226]*.* » Des participants ont également réclamé que la Ville réalise des études de mobilité[227] pour « *connaître les prévisions sur la circulation routière avec l'ajout d'autant de résidents*[228]*.* »

Un citoyen rappelle que « *[…] malgré le souhait de favoriser les transports en commun au maximum, l'automobile ne peut être exclue comme moyen de transport nécessaire pour plusieurs résidents selon l'âge et les circonstances*[229]*.* » Ainsi, la voiture reste le moyen de transport à privilégier pour quelques participants[230] qui demandent l'amélioration du réseau et des accès routiers à l'île. Des interventions ponctuelles (élargissement de ronds-points, suppression de feux de circulation, ajout de ralentisseurs, etc.) sont également préconisées en vue d'apaiser la circulation, d'améliorer la fluidité du trafic et d'éviter des points de congestion[231]. Dans cette perspective, quelques intervenants recommandent de ne pas réduire le nombre de voies de circulation pour les automobiles sur la place du Commerce[232]. Enfin, pour des raisons de sécurité, des participants recommandent d'éliminer les espaces de stationnement projetés[233] le long de cet axe.

[223] Lise Labrie, doc. 8.1.33
[224] Christine Côté, doc. 8.1.27; Samuel Levy, doc. 8.1.8; Christine Belanger, doc. 8.1.28; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Richard Provost, doc. 8.1.66; Geneviève Paquin, doc. 8.1.67; Marie-Claude Gervais, doc. 8.1.68; Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20
[225] Christine Senécal, doc. 8.1.49; Carole Beaulac, doc. 8.1.56; Michel Guerra, doc. 8.1.61; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9; Campus Bell, doc. 7.7, p. 1; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Mona Quesnel, doc. 7.35, p. 1; Josée Lafleur, doc. 7.61, p. 1; Pierre-Gabriel Jobin, doc. 7.62, p. 1; Louise Mongeau, doc. 7.80, p. 1; Firouzeh Nikpour-Naini, doc. 8.1.10; Marielle et Charles Paquette Lambert, doc. 8.7.32; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34
[226] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5
[227] Michel Guerra, doc. 8.1.61; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[228] Marie Lecavalier, doc. 8.7.25
[229] Guy Pare, doc. 8.1.65
[230] Carol Anne Laramée, doc. 8.1.14; Serge Leclerc, doc. 8.1.55
[231] Jean Houle, doc. 8.1.58; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Julien Monteil, doc. 8.1.26; Lise Labrie, doc. 8.1.33; Alexis Bergeron, doc. 8.1.62
[232] Aram Seropian, doc. 8.8.23; Françoise Caron, doc. 8.6.87; Nicole Beauchemin, doc. 8.6.44; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4
[233] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5; Marie La Rue, doc. 8.4.39; Aram Seropian, doc. 8.8.23

2.3.6 Stationnement

Le projet de PPU propose de réduire l'offre de stationnement sur l'ensemble du secteur et préconise l'aménagement de toutes les places à l'intérieur des bâtiments. Toutefois, « *des cases de stationnement extérieures pourront être autorisées pour visiteurs, personnes à mobilité réduite, autopartage au bénéfice des usagers du projet ou pour courte durée*[234] ». Pour les nouvelles constructions, le nombre maximal de cases de stationnement autorisé par logement est de 0,75 et en ce qui concerne les usages commerciaux, la limite est de 1 case/50 m² de superficie[235].

Ces propositions ont reçu de vives critiques de la majorité des intervenants[236]. Pour sa part, Forum juge qu'elles « *[…] viendraient exacerber le manque actuel général en stationnement dans ce secteur*[237] », de même que Gestion Sandalwood qui considère que « *ces nouvelles règles sont totalement irréalistes*[238] » et ne correspondent pas aux habitudes et aux besoins des résidents de l'île.

En ce qui a trait aux cases de stationnement résidentiel, la plupart des participants s'accordent pour dire que le ratio de 0,75 par logement serait insuffisant pour les résidents des nouveaux projets[239]. Même s'il n'y a pas de consensus sur le nombre idéal de cases par unité d'habitation, de l'avis de la majorité des intervenants, ce chiffre devrait être minimalement de 1 par logement[240], avec un pourcentage supplémentaire de places hors sol pour les visiteurs[241]. Certains[242] craignent que, vu le nombre limité de places à l'intérieur des futurs bâtiments, il y ait du « *débordement sur les quartiers au niveau du stationnement*[243] ».

Quant aux espaces de stationnement d'usage commercial, la quasi-totalité des participants affiche une attitude très claire contre les mesures proposées dans le PPU en les considérant drastiques et trop restrictives. À ce sujet, selon la firme Lemay, il « […] *apparaît irréaliste de s'attendre à ce que les bas ratios de stationnement proposés puissent continuer à desservir*

[234] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3,1, p. 115
[235] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115
[236] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13; Denise Dion, doc. 8.4.44; Samuel Levy, doc. 8.6.4; Carol Anne Laramée, doc. 8.6.7
[237] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 13
[238] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 13
[239] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6; Justin Jones, doc. 7.85.1, p. 5; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 3; Jean Poulin, doc. 7.73, p. 1; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Huguette Tremblay, doc. 8.4.15; Sieg Arnold, doc. 8.4.35; Carole Giroux, doc. 8.4.36; Michel Eric, doc. 8.6.31; Ginette Latreille, doc. 8.6.71; Benoit Legault, doc. 8.7.6; Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Dominic Nadon, doc. 8.4.24; Jean-Pierre Gauvin, doc. 8.4.11; Louise Desjardins, doc. 8.3.22
[240] Proment, doc. 7.22, p. 31; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 29; Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 4; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Bernard Boire, doc. 8.4.18; Daniel Leblanc, doc. 8.6.85; Mitch Leblanc, doc. 8.7.29
[241] Proment, doc. 7.22, p. 31; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Benoit Legault, doc. 8.7.6
[242] Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 10; Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Julie Vandal-Lemoyne, doc. 8.7.18
[243] Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 76

efficacement les usagers des commerces de l'île, dont un grand nombre continueront à utiliser la voiture, à essence ou électrique[244]*.* »

Par ailleurs, plusieurs participants estiment que la disponibilité de places de stationnement en quantité suffisante est essentielle à la survie des commerces et services de proximité du secteur[245]. À cet égard, First Capital rappelle « *[…] qu'une part importante de la population de L'Île-des-Sœurs habite à plus de 10 minutes de marche du pôle commercial et, par conséquent, vient faire ses achats en automobile*[246]*.* » D'autres soulignent les besoins particuliers des résidents, notamment des familles et des personnes âgées, pour qui l'usage de l'automobile, et conséquemment des stationnements, serait indispensable[247].

Toujours dans cet esprit, un certain nombre d'intervenants demandent le maintien de l'entièreté des stationnements existants[248] dans le secteur. D'autres proposent des améliorations ponctuelles dans les stationnements comme « *une meilleure canopée paysagère*[249] » en vue de réduire les îlots de chaleurs provoqués par les grandes surfaces minéralisées, ou une « *période transitoire*[250] » permettant la mise en place progressive de mesures plus restrictives[251] en termes de nombre de places par mètre carré. À cet égard, Lemay considère qu'il « *faudrait prévoir une flexibilité aux propriétaires et commerçants de pouvoir continuer à opérer sans craindre de devoir subitement réduire leur offre en stationnement*[252]*.* »

Finalement, quelques intervenants se disent favorables à l'aménagement des places de stationnement en souterrain, mais suggèrent que, le cas échéant, le PPU n'impose pas de nombre maximal pour ces cases[253]. De plus, quelques participants plaident pour que les futurs stationnements souterrains demeurent gratuits[254].

[244] Lemay, doc. 7.21, p. 7
[245] Hélène Rousseau, doc. 8.1.1; Michel Jacques, doc. 8.1.36; Guy Pare, doc. 8.1.65; Monique Beauchemin, doc. 8.5.8; Jean Patenaude, doc. 8.6.12; Lise Truchon, doc. 8.6.38; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 11; Alain Carrière, doc. 7.32, p. 3; Louis-Alexandre Taillon, doc. 7.43, p. 1; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 4; Gaston Carrière, doc. 7.78, p. 1; Michel Jacques, doc. 7.27, p. 2; Sobeys, doc. 7.55, p. 2; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 7-8
[246] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 3
[247] Marie La Rue, doc. 8.1.24; George Bagramyantsev, doc. 8.6.67; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[248] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Jean Houle, doc. 8.1.58; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Diane Poulin, doc. 8.6.5; Gilles Lemieux, doc. 8.7.40; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 6; Louise Desjardins, doc. 8.1.43; Martine LaBreche, doc. 8.1.48; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Samuel Levy, doc. 8.5.4; André Larmée, doc. 8.7.22; Ghislaine Guay, doc. 8.7.34
[249] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[250] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5
[251] Mitch Leblanc, doc. 8.7.46
[252] Lemay, doc. 7.21, p. 7
[253] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3; Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18 et 19; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 5
[254] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 8; Sina Nabavi, doc. 8.1.72; Gilles Lemieux, doc. 8.7.40; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6

Le PPU exige également « *qu'un minimum de 1 case de stationnement sur 10 soit équipée pour la recharge d'un véhicule électrique*[255]*.* » Quelques intervenants accueillent favorablement cette proposition[256] afin de privilégier « *les propriétaires de voitures hybrides ou électriques*[257]*.* »

Contrairement à la majorité des participants, deux personnes se disent favorables[258] de manière générale aux critères proposés dans le PPU. Le CRE-Montréal affirme que le réaménagement des espaces de stationnement « *constituerait également un moyen de décourager l'autosolo au profit des autres modes de transport durable*[259] ».

2.4 Les équipements collectifs

Plusieurs intervenants constatent le manque d'équipements collectifs et services publics dans le secteur[260], plus particulièrement au nord de l'autoroute[261], et déplorent que le PPU ne les prévoit pas de manière explicite. À ce titre, la grande majorité des participants réclame la construction de nouveaux établissements scolaires[262] de niveaux primaire et secondaire. Également, un nombre considérable d'intervenants demande la mise en place d'un complexe sportif doté d'un gymnase et d'une piscine intérieure[263], alors que d'autres désirent un nouveau centre communautaire multifonctionnel équipé d'une bibliothèque[264].

Toujours dans le même ordre d'idées, des participants demandent une série d'équipements et services, entre autres : des garderies, des parcs à chiens, des patinoires, des pistes de ski de fond,

[255] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 115
[256] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.1.19; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[257] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 3
[258] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Gérard Vibien, doc. 8.6.61
[259] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[260] Gilles Hébert, doc. 8.1.71; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 3-4; Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 2; Josée Lafleur, doc. 7.61, p. 1; Jacques Thibault, doc. 8.2.9
[261] Jane Renaud, doc. 8.2.14; Yaniv Dahan, doc. 8.2.15; Brian Ho, doc. 8.8.16; Valeriya Malakhova, doc. 8.8.20
[262] Daria Kapnik, doc. 8.2.20; Lise-Anne Laverdure, doc. 8.2.26; Kiana Vojdani, doc. 8.2.29; Serge Leclerc, doc. 8.2.44; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Anthony Gagnon, doc. 8.2.7; Johanne Bou, doc. 8.2.10; Christine Belanger, doc. 8.2.18; Marie La Rue, doc. 8.2.27; Renée Piette, doc. 8.2.31; Pierre-Luc Mercille, doc. 8.2.32; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.34; Jean Houle, doc. 8.2.45; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Marie-Claude Gervais, doc. 8.2.53; François Simoneau, doc. 8.2.54; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Alan Gosselin, doc. 8.6.81
[263] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 6; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Alexandre Veillette, doc. 8.2.25; Michel Guerra, doc. 8.2.46; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Eric Gravel, doc. 8.2.22; Mireille Chabarekh, doc. 8.2.37; Diane Parento, doc. 8.2.36; Jocelyne Harvey, doc. 8.2.42; Brigithe Leduc, doc. 8.2.41; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Tusco Sesame, doc. 8.2.2; Anthony Gagnon, doc. 8.2.7; Béatrice Fortin, doc. 8.2.8; Marie La Rue, doc. 8.2.27; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.2.30; Renée Piette, doc. 8.2.31; Pierre-Luc Mercille, doc. 8.2.32; Claire Peyrache, doc. 8.2.33; Martine LaBreche, doc. 8.2.38; Jean Houle, doc. 8.2.45; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; François Simoneau, doc. 8.2.54; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2
[264] Denise Rochefort, doc. 8.2.3; Celine Caudrelier, doc. 8.2.11; Marie Bernier, doc. 8.2.28; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Marie-Claude Gervais, doc. 8.2.53; François Simoneau, doc. 8.2.54; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Alfredo Briceno, doc. 8.4.66; Lachance Immobilier, doc. 7.3, p. 4; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 40; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Colette Vezina-Gagnon, doc. 8.2.6

des services de santé ainsi que des établissements récréatifs et culturels en général[265]. Comme le résume une citoyenne : « *cette partie nord devrait devenir un pôle de services multifonctionnels, à mi-chemin entre les pointes nord et sud*[266] » de l'île. Enfin, Concertation en développement social de Verdun demande *« qu'une attention particulière soit consacrée aux besoins des organismes communautaires (en locaux ou besoins financiers) qui travaillent auprès des populations vulnérables*[267] ». Cependant, quelques personnes soulèvent des enjeux de sécurité, demandant une présence accrue du personnel policier ou l'installation d'un poste de police[268] permanent sur l'île.

Il n'y a pas de consensus quant à la localisation de ces équipements et services, mais plusieurs recommandent que la Ville identifie et réserve des terrains à ces fins au plus vite[269], en particulier pour ce qui est des établissements scolaires. Ce à quoi fait écho la CSMB pour qui *« […] l'arrondissement Verdun et les promoteurs doivent prévoir des terrains pour de nouvelles écoles et un zonage approprié pour de telles constructions*[270] ».

D'autres participants recommandent que la Ville élabore une stratégie foncière pour la mise en place des équipements collectifs. Pour le CIUSSS, il est impératif « que la *Ville procède à l'acquisition en amont de terrains et/ou de bâtiments afin de réserver des espaces pour le développement d'un nouveau pôle de services communautaires, culturels et sportifs, de même que des services de garde éducatifs à l'enfance*[271]*.* » Alors que l'APRIDS recommande que la Ville réserve des terrains par « *des mécanismes contraignants ou par ententes avec les propriétaires*[272] », un citoyen estime, quant à lui, qu'il est *« primordial que la ville exproprie des propriétés en vue de ces futurs équipements*[273] *».*

À l'opposé, Forum estime que la révision des usages[274] autorisés pour le secteur proposé dans le projet de PPU, ferait partie d'une stratégie foncière qui, à long terme, « *permettrait à la Ville d'exproprier ou encore d'exercer son droit de préemption afin d'acquérir [son] site "à moindre*

[265] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 32; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 33; Eric Gravel, doc. 8.2.22; Mireille Chabarekh, doc. 8.2.37; Sylvie Cadieux, doc. 8.2.1; Béatrice Fortin, doc. 8.2.8; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Christine Côté, doc. 8.2.17; Christine Belanger, doc. 8.2.18; Michel Millette, doc. 8.2.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22; François Simoneau, doc. 8.2.54; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.2.51; Nathalie Joannis, doc. 8.7.17; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 2; Marie Bouvet, doc. 8.2.4; Carole Levac, doc. 8.3.42
[266] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82
[267] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[268] Joëlle Lemire, doc. 8.2.39; Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49; Jean Houle, doc. 8.5.21; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5.3, p. 31
[269] Andrée Marsot, doc. 7.24.1, p. 31; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 41; Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 5; Bruno Courtemanche, doc. 7.87.1, p. 57; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 9; Cristian Mateo, doc. 7.30, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 3; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Samuel Levy, doc. 8.2.5; R. Raymond, doc. 8.2.35; François Simoneau, doc. 8.2.54; MACH, doc. 7.10.2, p. 74; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[270] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2
[271] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 15
[272] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 8
[273] Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49
[274] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113

coût" en vue d'y installer des équipements institutionnels[275] ». Au même titre, sans s'opposer à l'intégration d'équipements publics sur leurs terrains, Gestion Sandalwood[276] et Gravel Automobile font part de leurs inquiétudes quant à une éventuelle expropriation « *advenant l'absence d'entente permettant la mise en œuvre de la nouvelle vocation souhaitée par la Ville*[277] ».

Une minorité considère que l'offre d'équipements et services est suffisante et s'oppose à tout nouveau développement[278].

2.5 L'économie locale et l'emploi

2.5.1 Commerces et services

Parmi les objectifs d'aménagement du PPU, on retrouve celui de « *Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce*[279]*.* » Selon le projet, le réaménagement du secteur permettrait de consolider le développement commercial et des affaires, et de nouveaux types d'entreprises seraient encouragées à s'y installer. D'après le PPU, la capacité d'accueil projetée pour le territoire est de « *±70 000 m² de commerces/services [et de] ±110 000 m² de bureaux/affaires*[280]. » Pour certains participants, ces chiffres sont surestimés et, à cet égard, Lemay considère « *que les retombées en termes de superficie d'emplois (commerces et bureaux) pour le site de la partie nord de L'Île-des-Sœurs devraient [être] grandement inférieures aux projections annoncées au PPU*[281]*.* »

Quant à l'aspect commercial et de services, des participants reconnaissent le besoin de revitaliser la place du Commerce[282], mais soulignent l'importance du maintien des activités présentes actuellement[283]. De ce point de vue, Forum considère que « *la révision du plan des usages retire à des commerçants […] le droit fondamental d'offrir des services à la population puisque les usages commerciaux ne sont plus autorisés sur certaines propriétés-clés au cœur du secteur commercial de l'île*[284]*.* »

Plusieurs participants demandent plus de diversité dans l'offre de commerce locale[285], sans que pour autant le secteur devienne un pôle d'attraction commercial ou un centre d'achats[286], vu la

[275] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 11
[276] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17
[277] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 2
[278] Ron Campbell, doc. 8.8.21; Luc Gingras, doc. 8.2.12; François Bomal, doc. 8.2.24
[279] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 35
[280] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[281] Lemay, doc. 7.21, p. 3
[282] Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 7
[283] Samuel Levy, doc. 8.5.4; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 5
[284] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 6
[285] Suzanne Trudel, doc. 8.5.24; Catherine Mondou, doc. 7.34, p. 1; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[286] François Simoneau, doc. 8.5.23; Luc Gingras, doc. 8.5.7; Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Anthony Gagnon, doc. 8.5.5; Andy Lamarre, doc. 8.6.2; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 17

proximité à ceux localisés au centre-ville et sur la Rive-Sud. Dans cette perspective, le CRE recommande que la Ville identifie plus précisément les orientations économiques pour le secteur afin « *d'assurer sa résilience sociale et économique à travers sa complémentarité aux pôles d'emploi et de commerce voisins*[287]. » À cet égard, 34,3 % des répondants au questionnaire en ligne estiment que « *l'augmentation de l'offre commerciale* » est le meilleur moyen de revitaliser ce secteur.

Comme le suggère Lemay, l'offre commerciale du secteur devrait être composée majoritairement de « *commerces de proximité et commerces de biens non réfléchis*[288]. » Une telle vision est appuyée par la grande majorité des résidents qui, à ce titre, demandent l'implantation d'une série de commerces tels cafés, pharmacie, épiceries fines, librairies, boulangeries, quincaillerie, un espace réservé pour un marché extérieur et une offre plus variée de restaurants[289]. Pour ce qui est des services, les intervenants demandent des garderies pour les enfants, des cliniques médicales, des professionnels de santé en général et des services spécialisés pour les aînés[290].

Contrairement à la majorité, quelques participants s'opposent à l'augmentation de l'offre commerciale qu'ils jugent suffisante[291] et, à ce sujet, certains soulignent qu'il y a actuellement des espaces commerciaux vacants[292] dans le secteur.

2.5.2 Offre d'emploi

Quelques contributions soulèvent également la question de l'offre d'emploi. Alors que deux participants réclament la création d'espaces de coworking[293] pour attirer des startups, une citoyenne juge qu'il faut plutôt attirer de grands employeurs, comme ceux déjà présents sur l'île[294], pour augmenter l'achalandage des commerces. Une résidente favorise plutôt l'implantation des « *entreprises gouvernementales/médias et d'évènements culturels, sportifs et de santé*[295] ».

[287] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[288] Lemay, doc. 7.21, p. 3
[289] Denis France, doc. 8.5.11; Sylvie Cadieux, doc. 8.5.1; Jacqueline Claude, doc. 8.5.2; Marie Bouvet, doc. 8.5.3; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.5.6; Christine Côté, doc. 8.5.9; Christine Belanger, doc. 8.5.10; Daniel Dereser, doc. 8.5.13; Marie Bernier, doc. 8.5.14; Emmanuelle Ouimet, doc. 8.5.16; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Jocelyne Harvey, doc. 8.5.19; Jean Houle, doc. 8.5.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22; François Simoneau, doc. 8.5.23; Antonino Urbano, doc. 8.8.22
[290] Christine Belanger, doc. 8.5.10; Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.5.6; Marie Bouvet, doc. 8.5.3; Jean Houle, doc. 8.5.21; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22
[291] Johanne Bouchard, doc. 8.6.10; Richard Gallo, doc. 8.7.45; Sammy Dalva, doc. 8.5.15; Richard Provost, doc. 8.2.48; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[292] Michel Lorion, doc. 8.6.65; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.6.82
[293] Louise Desjardins, doc. 8.5.17; Pierre Gastaldy, doc. 8.5.22
[294] Louise Desjardins, doc. 8.5.17
[295] Christine Belanger, doc. 8.5.10

Une participante signale qu'il faut « *garder à l'esprit que le télétravail est une réalité de plus en plus fréquente qui diminue le besoin en espaces à bureaux*[296] ». Allant dans le même sens, un citoyen fait remarquer que « *il y a actuellement plusieurs espaces à bureaux vacants*[297] » et s'interroge sur la nécessité d'en créer de nouveaux. Cette proposition est corroborée par Gestion Sandalwood qui considère que « *[…] le marché du bureau sur L'Île-des-Sœurs est relativement stagnant. […] Conséquemment, la demande provenant de l'extérieur de l'île est quasiment inexistante*[298]*.* »

Finalement, quelques personnes s'opposent à de nouveaux développements commerciaux ou économiques sur l'île[299], à l'instar d'un participant qui estime que « *[…] le TOD de L'Île-des-Sœurs, à cause de son caractère insulaire qui ne permet aucune connectivité avec le tissu urbain avoisinant, devrait tout d'abord miser sur le caractère résidentiel et vert de son plan et sur sa place dans le corridor comme pôle spécialisé d'emploi*[300]*.* »

2.6 L'environnement

Dans son projet de PPU, la Ville présente cinq grandes orientations qui devront guider le processus de transformation du secteur de planification. Parmi ces orientations, « *la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères*[301] » est considérée comme prioritaire pour la majorité des répondants au questionnaire en ligne. Ainsi, les thématiques liées à l'environnement ont reçu un grand nombre de contributions.

2.6.1 Parcs et espaces verts

Plusieurs interventions concernent les parcs et espaces verts. Les répondants au questionnaire en ligne sont massivement favorables à la présence accrue de parcs et espaces verts dans le secteur, 73,7 % la considérant comme « *très importante* ». La majorité des participants constate le manque de tels espaces[302] et, à cet égard, certains regrettent la disparition d'une partie de la forêt qui se trouvait au nord de l'autoroute[303].

Une citoyenne signale que le projet de PPU prévoit « *des rues — ou boulevards — bordées d'arbres, mais il n'y a aucun parc — ou square — de prévu*[304]*.* » Ainsi, plusieurs participants recommandent que les nouveaux aménagements laissent assez de place pour permettre la

[296] Lise-Anne Laverdure, doc. 8.4.37
[297] Renée Simard, doc. 8.7.36
[298] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 6
[299] Ron Campbell, doc. 8.8.21; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8; Béatrice Fortin, doc. 8.6.8
[300] Denis Proulx, doc. 7.8, p. 4
[301] PPU, doc. 3.1, p. 34
[302] Patricia Klein, doc. 8.3.2; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5; Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.3.7; Lise Labrie, doc. 8.3.18; Geneviève Paquin, doc. 8.3.40; Monique Beauchemin, doc. 8.3.9
[303] Marie-France Mirtain, doc. 8.4.57; Marie Bernier, doc. 8.3.21
[304] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1

création de parcs et espaces publics[305]. Selon quelques participants, ces espaces devraient être dotés d'équipements tels que des bancs, des gyms extérieurs, des terrains de jeux, etc.[306]. Pour d'autres, ces espaces prendraient la forme d'une place; aux dires d'un citoyen : « *grande, accueillante, boisée, idéalement autour d'un point d'eau [et] qu'on atteindrait rapidement en entrant dans l'Île*[307]. » Au même titre, selon l'APRIDS, « *la Ville doit s'assurer que le développement prévoit en son centre un square boisé de dimension suffisante pour en faire un endroit de nature et de repos pour les usagers de ce secteur commercial*[308]*.* » Cette place aurait également pour fonction d'être un lieu de convergence et de rassemblement et donnerait un accès direct à la future station du REM[309].

Quelques participants, à leur tour, suggèrent de réserver une partie ou la totalité des terrains vacants ou sous-utilisés[310] afin de les convertir en parcs. Selon les propos d'une citoyenne, *« Il faut arrêter de construire d'autres condos ou autres habitations afin de laisser des terrains pour des espaces verts [qu'elle] considère insuffisants*[311] ». Dans le même esprit, un participant propose de localiser les nouvelles constructions « *sur le chemin du Golf au lieu des entrepôts [pour] garder les espaces verts restants intacts*[312] », alors que deux personnes s'opposent à ce qu'ils appellent l'urbanisation de l'île[313].

À l'opposé, un participant recommande que « *la Ville de Montréal permette une plus grande densification des terrains développés ou redéveloppés par le biais d'ententes, pour faire en sorte qu'on puisse en partenariat créer des parcs, des espaces verts*[314]*.* »

En ce sens, pour quelques participants il est impératif de prendre en compte l'esprit de la cité-jardin[315] dans les futurs aménagements. D'après les propos d'une citoyenne, il faut « *inscrire les paysages, la canopée, le concept de la cité-jardin de L'Île-des-Sœurs comme faisant partie du patrimoine naturel à maintenir, à protéger et comme balises pour toutes les interventions futures en paysage sur l'ensemble de l'île*[316]*.* » Par ailleurs, un participant estime que « *Dans sa forme*

[305] Anita Paula Tataru, doc. 8.6.33; Carl Dewald, doc. 8.3.14; Daniel Dereser, doc. 8.3.17; Louise Desjardins, doc. 8.3.22; Carole Levac, doc. 8.3.42; Sherman Carroll, doc. 8.3.43; Renée Piette, doc. 8.6.40; Yan Zheng, doc. 8.8.18; Antonino Urbano, doc. 8.8.22; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Marie La Rue, doc. 8.3.20; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Pierre Gastaldy, doc. 8.3.38; Anne Bélair, doc. 7.33, p. 1; Mona Quesnel, doc. 7.35, p. 1; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Marc Nawar, doc. 7.81, p. 3; Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Alan Gosselin, doc. 8.6.81
[306] Marie-Michèle Pelletier, doc. 8.3.7; Marie La Rue, doc. 8.3.20; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Aram Seropian, doc. 8.8.23; Christine Belanger, doc. 8.3.13; CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 12
[307] Pierre Gastaldy, doc. 8.2.49
[308] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 10
[309] Denis Proulx, doc. 7.8.3, p. 62; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 3; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37
[310] Michel Millette, doc. 8.3.16; François Bomal, doc. 8.3.19; Denis France, doc. 8.4.22; Pierre Therrien, doc. 8.6.20; Serge Leclerc, doc. 8.3.30; Marc Prevost, doc. 8.3.33; Philippe Gingues, doc. 8.3.23; Mireille Chabarekh, doc. 8.3.24; Cynthia Provencher, doc. 8.3.1
[311] Geneviève Paquin, doc. 8.3.40
[312] Guy Belanger, doc. 8.4.70
[313] Madeleine Proulx, doc. 8.7.35; Danielle Frank, doc. 8.4.68
[314] Dany Tremblay, doc. 7.13.2, p. 40
[315] Andrée Marsot, doc. 7.24, p. 1; Ahmed Chetioui, doc. 8.3.27
[316] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 20

actuelle, le PPU ne contribue en rien à maintenir le caractère typique de cité-jardin qui a guidé l'aménagement de l'Île[317] ».

Contrairement à la majorité des participants, seulement quelques intervenants jugent que les parcs et espaces verts existants dans le secteur de planification sont suffisants[318].

2.6.2 L'aménagement des rives et du parcours riverain

L'aménagement des rives fait l'objet de plusieurs contributions. Comme le dit le CRE, « *Le fleuve, le chenal de L'Île-des-Sœurs, les berges et les espaces verts existants sont des composantes naturelles et paysagères qu'il importe de mettre en valeur*[319]*.* » À l'instar d'autres participants, un citoyen souligne « *l'importance d'inclure l'accès au fleuve par une bande riveraine publique accessible aux piétons et aux vélos dans tout nouveau développement*[320] ». Pour ces mêmes raisons, des intervenants réclament d'entretenir, de réaménager et de compléter le parcours riverain interrompu par les divers travaux qui ont eu lieu ces dernières années[321]. À cet effet, selon Fahey Associés « *[…] une vision d'ensemble pour l'aménagement des berges de l'ensemble de L'Île-des-Sœurs devrait être élaborée*[322]*.* »

La Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent plaide pour la délimitation d'une « *bande naturelle de conservation qui inclut les milieux naturels existants le long des littoraux et du parcours riverain*[323] » et qui servirait, entre autres, à protéger et maintenir la biodiversité locale[324]. En plus de la préservation et de l'entretien des espaces verts le long du littoral[325], beaucoup de participants y souhaitent l'implantation d'une série d'équipements tels du mobilier urbain convivial, des bancs, des tables de pique-nique, des quais pour kayak et une piste de ski de fond[326]. Néanmoins, des citoyens ne recommandent pas l'installation de commerces le long des rives, car cela « *pourrait attirer trop de foule*[327] » ou, au contraire, empêcher le libre accès à tous[328]. Deux personnes s'opposent à tout aménagement des berges et estiment que les parcours riverains doivent rester « *sauvages*[329] ».

[317] François Simoneau, doc. 8.3.44
[318] Luc Gingras, doc. 8.3.8; Michel Eric, doc. 8.3.15; Ron Campbell, doc. 8.8.21
[319] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 8
[320] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9
[321] André Lavallée, doc. 8.3.11; Serge Leclerc, doc. 8.3.30; Marie-José Deschamps, doc. 8.3.36; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Pierre Gastaldy, doc. 8.3.38; Richard Provost, doc. 8.3.39; François Simoneau, doc. 8.3.44; Sina Nabavi, doc. 8.3.45; Anthony Gagnon, doc. 8.6.6; Micheline Ralet, doc. 8.6.25
[322] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 18
[323] Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent, doc. 7.56, p. 10
[324] Société d'histoire naturelle de la Vallée du Saint-Laurent, doc. 7.56, p. 10; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 32
[325] Jane Renaud, doc. 8.3.10; Martine LaBreche, doc. 8.3.25; Jean-Marie Tétreault, doc. 8.3.41; Louise Desjardins, doc. 8.3.22; Jane Renaud, doc. 8.3.10; Marie Bouvet, doc. 8.6.3; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 11; Richard Provost, doc. 8.3.39
[326] Marie La Rue, doc. 8.3.20; Jane Renaud, doc. 8.3.10; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5; Johanne Bouchard, doc. 8.3.6; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1
[327] Johanne Bouchard, doc. 8.3.6
[328] Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Béatrice Fortin, doc. 8.3.5
[329] Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Jean Houle, doc. 8.3.32

2.6.3 Verdissement et canopée

Le Plan d'action canopée de la Ville de Montréal fixe un seuil minimal de 25 % de canopée sur l'ensemble du territoire montréalais[330]. Selon le PPU, « c*ela devrait également être respecté pour le secteur de planification, dont le pourcentage de canopée est très faible*[331] ». Afin d'atteindre cet objectif, certains participants désirent que des arbres matures et indigènes soient plantés sur l'ensemble du territoire[332], prioritairement le long des boulevards et au bord de l'autoroute, ce qui aurait également pour fonction d'atténuer les nuisances[333] liées à ces infrastructures.

Le projet de PPU détermine qu'un *« taux de verdissement minimal de 35 % doit être prescrit à la règlementation d'urbanisme. Aux fins du calcul de ce taux, une partie d'un toit végétalisé peut être prise en compte*[334]*.* » Un citoyen est d'avis contraire et exige un taux minimum de verdissement exclusivement au sol, car même s'il se déclare favorable aux toits verts, cela ne doit pas se faire « *aux dépens de ne plus en avoir [de verdissement] au sol*[335] ». D'autres citoyens estiment que la Ville pourrait aussi « *Encourager le verdissement des aires de stationnement extérieur pour les volets commercial/bureaux*[336] ». D'après quelques intervenants, ces actions auraient pour effet la création d'îlots de fraîcheur[337] lors des périodes chaudes de l'année.

2.6.4 Nuisances

À propos des nuisances, l'Association des architectes paysagistes du Québec préconise « *des mesures créatives immédiates dans le PPU actuel permettant l'atténuation de la pollution sonore, de la pollution atmosphérique, de la pollution visuelle et du ruissellement*[338] ». Ces mesures se réfèrent en particulier aux nuisances liées aux infrastructures routières qui traversent le secteur.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent également de la durée des travaux liés à la transformation du secteur et de la nature des nuisances générées pendant cette période[339], tels la poussière, le bruit et les embouteillages.

[330] Plan d'action canopée, doc. 4.3.1, p. 3
[331] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 8
[332] Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Monique Beauchemin, doc. 8.3.9; André Lavallée, doc. 8.3.11; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 8; Pierre Marcoux, doc. 7.69.2, p. 31; Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 9
[333] Marie Bouvet, doc. 8.3.3; Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.1.64; Pierre Therrien, doc. 7.44, p. 1; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10; Fahey Associés, doc. 7.19, p. 16; CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 10
[334] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112
[335] Claude Giguère, doc. 7.68.2, p. 16
[336] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 7
[337] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 9; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7; Claude Savage, doc. 8.3.31
[338] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7
[339] Christine Senécal, doc. 8.1.49; Jean Houle, doc. 8.3.32; Marie-Claude Gervais, doc. 8.4.62; Renée Simard, doc. 8.7.36; Louiselle SaintongeqM, doc. 8.7.27; Pierre Gastaldy, doc. 8.7.41; Joelle-Marie Morin, doc. 7.76, p. 4; Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 5; Alejandro Alvarez, doc. 8.1.20

Cette préoccupation est due, selon une citoyenne, à la récente et « *très longue période de travaux immenses à cause du pont et de la construction du nouveau réseau routier*[340]. » À cet égard, selon l'APRIDS, « *la population de l'Île aspire fortement à retrouver un peu de quiétude et il est donc essentiel que les travaux de la partie nord soient retardés ou du moins coordonnés avec les autres projets pour éviter que sa qualité de vie n'en soit encore une fois trop affectée*[341]*.* » Les Verrières sur le Fleuve soutient cette proposition et recommande que l'échéancier de mise en œuvre du PPU prenne en compte les autres chantiers déjà en cours sur le territoire de planification, « *afin d'accorder un répit aux résidents et travailleurs actuels de L'Île-des-Sœurs*[342] ».

Deux personnes abondent dans le même sens et demandent de « *Décréter un moratoire de 5 ans, jusqu'en 2024 avant de finaliser toutes formes d'aménagement de la partie nord de l'Île, et en particulier de la Place du commerce*[343]*.* »

2.6.5 Certifications et normes

En ce qui a trait aux certifications et normes de performance environnementale, un citoyen estime que « *Les concepteurs peuvent exiger une certification LEED des bâtiments et pourquoi pas LEED ND pour l'ensemble du secteur*[344]*.* » Son propos est appuyé par d'autres organismes[345], comme Projet Paysage, qui considère que « *les objectifs LEED-ND sont en parfaite adéquation avec les objectifs de développement énoncés de la ville dans le cadre du développement de son PPU*[346] ».

Dans le même ordre d'idées, un participant trouve qu'un projet de PPU « *de cette ampleur est une excellente occasion pour les décideurs politiques de s'engager dans un projet novateur qui servirait de modèle pour un développement durable axé sur la lutte contre le changement climatique*[347]*.* »

2.6.6 Agriculture urbaine

Finalement, selon le CRE, « *l'agriculture urbaine trouvera certainement sa place en divers endroits sur le secteur à l'étude, notamment le long du futur Axe vert, et sur les toits de certains immeubles résidentiels, commerciaux et de bureaux*[348]*.* » Une citoyenne abonde dans le même sens et évoque la possibilité de faire de l'agriculture urbaine sur des saillies de trottoirs[349].

[340] Marie-Claude Gervais, doc. 7.66, p. 1
[341] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 9
[342] Les Verrières sur le Fleuve, doc. 7.29, p. 13
[343] Maryse Bayard et Pierre Arthur, doc. 7.58, p. 3
[344] Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[345] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7; CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7
[346] Projet Paysage, doc. 7.17, p. 3
[347] Bernard Tessier, doc. 8.3.4
[348] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 11
[349] Brigithe Leduc, doc. 8.3.29

2.7 Le patrimoine

On peut lire dans le PPU que « *dans le secteur de planification, parmi les tours résidentielles et les maisons en rangée du quartier Pointe-Nord, deux sites archéologiques reconnus et protégés témoignent de l'histoire des Premières Nations et agricole de L'IDS et de son évolution dans le temps*[350]*.* » Le projet de PPU préconise la mise en valeur de ces deux sites archéologiques ainsi que l'ancien pont Champlain qui « *a marqué le paysage pendant près de 50 ans et peut difficilement être oublié*[351] ».

Plusieurs participants ont fait des propositions concernant les éléments patrimoniaux présents dans le secteur. Tout d'abord, Proment recommande « *que la Ville étudie s'il existe vraiment un site officiel patrimonial à protéger et identifie ses limites exactes avant de limiter le développement sur une propriété privée*[352]*.* » Le groupe Patrimoine Naturel et Urbain de Montréal déclare à son tour avoir fait une demande de classement patrimonial pour les sites archéologiques auprès du gouvernement du Québec, mais qui a été refusée. Il recommande néanmoins « *que le PPU lui fasse une place particulière et qu'on trouve une façon d'honorer un lieu pillé par les prérogatives de notre ère moderne*[353] », vu son importance historique.

Alors que Projet Paysage considère que la localisation des sites archéologiques sous le nouveau pont Samuel-De Champlain peut poser des problèmes[354], un citoyen estime que la mise en valeur de l'espace sous la structure du pont constitue une opportunité de pratique innovante[355]. Dans le même ordre d'idées, d'après un participant, « *La proposition de mise en valeur du pôle Le Ber […] en lien avec les sites archéologiques et le littoral, afin d'offrir un lieu de commémoration et de récréation est une idée attrayante*[356]*.* » Pour Fahey Associés, il serait opportun de relocaliser les vestiges archéologiques récupérés lors des fouilles réalisées avant la construction du nouveau pont et de créer « *Un espace commémoratif en plein air [qui] pourrait être apprécié par les citoyens et enrichirait l'expérience du parcours riverain*[357]*.* »

L'Association des architectes paysagistes du Québec propose, pour sa part, « *[d'] Intégrer des pistes et sentiers de sensibilisation avec une signalétique en vue et une accessibilité tels ceux des Tracés fondateurs*[358] » pour commémorer la mémoire de ces lieux.

Enfin, un citoyen estime, quant à lui, que les interventions patrimoniales ne devraient pas se limiter aux sites archéologiques identifiés, mais également « *aborder la naissance de*

[350] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[351] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 40
[352] Proment, doc. 7.22, p. 31
[353] Groupe Patrimoine Naturel et Urbain de Montréal, doc. 8.6.55
[354] Projet Paysage, doc. 7.17.2, p. 21
[355] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 8
[356] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 8
[357] Fahey Associés, doc. 7.19, p. 18
[358] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 9

l'urbanisation à l'île avec la contribution de grands architectes et planificateurs […] et le choix du concept urbanistique de la cité-jardin[359]*.* »

2.8 La gouvernance

2.8.1 Consultation, concertation et partenariat

Une démarche de consultation et participation publiques a été réalisée par la Ville et l'arrondissement de Verdun au cours de l'année 2018[360], en amont de l'élaboration du projet de PPU, « *en vue de discuter de la vision et des orientations du PPU auprès de deux grandes catégories de parties prenantes : les citoyens de l'île ainsi que les principaux propriétaires et promoteurs immobiliers du secteur de planification*[361]*.* » Pourtant, un participant juge que ce processus « *a en réalité consisté en un exercice d'information*[362] » et que le projet a été élaboré en « *vase clos*[363] », alors que d'autres déplorent le fait de ne pas avoir été consultés réellement[364].

Ainsi, quelques personnes insistent sur la nécessité d'informer et de consulter constamment l'ensemble des résidents de l'île[365]. Concertation en développement social de Verdun souhaite que le processus de consultation et de participation citoyenne « *soit mis en place durant toute la durée du développement du secteur*[366]. » Cet organisme demande particulièrement la mise en place de mécanismes permettant de « *rejoindre les populations les plus démunis-es ainsi que les populations qui prennent habituellement moins la parole lors de consultations publiques*[367]*.* » Dans le même ordre d'idées, le CIUSSS propose « *que des exercices d'aménagements participatifs, en collaboration avec les partenaires communautaires, soient réalisés pour la création des aménagements prévus au PPU*[368]*.* »

Le projet de PPU mentionne à maintes reprises le besoin d'établir des ententes avec les différents acteurs du territoire pour assurer sa mise en œuvre. Dans cette perspective, plusieurs recommandent que la Ville entame un processus de concertation et de partenariat[369] avec les différentes parties prenantes ayant des intérêts sur le territoire de planification. À cet égard, un citoyen propose que le processus d'adoption du projet de PPU soit reporté *sine die* jusqu'à « *la constitution d'un "Comité des riverains" afin de répondre aux besoins réels des parties*

[359] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 10
[360] Activités participatives réalisées – novembre 2018, doc. 3.3
[361] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 9
[362] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1
[363] Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 1
[364] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 8; Nuntip, doc. 7.20, p. 6; Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 2
[365] Yolanda Mena, doc. 8.7.33; Hélène Roy, doc. 8.7.42; Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 3; Céline Cloutier, doc. 8.7.21
[366] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10
[367] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 11
[368] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 17
[369] Lachance Immobilier, doc. 7.3.2, p. 84; Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 45; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9.2, p. 38

prenantes[370] » du secteur. Le comité, formé par des propriétaires et des résidents de l'île, serait chargé d'accompagner l'élaboration et la mise en œuvre du PPU.

Plusieurs participants recommandent également l'adoption d'une approche collaborative[371] entre la Ville, les propriétaires et les locataires des espaces commerciaux existants pour redéfinir les paramètres règlementaires et « *afin d'éviter des frais légaux importants, autant pour les commerçants que pour la Ville*[372]*.* » Ainsi, la prise en compte de l'existence de baux emphytéotiques toujours en vigueur est une préoccupation majeure pour un certain nombre de participants[373]. À ce sujet, First Capital Realty signale que « *les exigences de plusieurs […] locataires sont protégées pour de nombreuses années encore*[374] » et que toute modification majeure des espaces commerciaux doit obtenir préalablement l'approbation des locataires. Sobeys abonde dans le même sens et signale que « *En plus de contraintes pratiques, la mise en œuvre du PPU risque fort de se heurter aux enjeux contractuels liant la plupart des locataires commerciaux à leurs bailleurs, si sa mouture actuelle n'est pas révisée en profondeur*[375]*.* »

Le projet de PPU indique aussi la possibilité d'établir des partenariats avec les propriétaires pour l'intégration d'équipements et espaces collectifs au sein de projets privés[376]. Cette proposition trouve écho chez quelques participants et, à ce sujet, Gestion Sandalwood et Gravel Automobile[377] se disent ouverts à discuter sur « *la possible intégration d'équipements collectifs au sein d'un projet mixte comprenant des usages résidentiels et des commerces de services de proximité, le cas échéant*[378]*.* » De son côté, Forum se montre favorable à une discussion avec la Ville « *en vue de réaliser un projet d'ensemble, à moyen terme, permettant l'intégration d'équipements institutionnels sur [sa] propriété*[379]*.* » Un citoyen, quant à lui, envisage plutôt de « *négocier avec les autres partenaires gouvernementaux et privés, l'acquisition ou la possibilité d'occupation d'espaces pour des équipements collectifs et l'augmentation de la canopée […]*[380]*.* »

Plusieurs participants demandent plus de flexibilité de la part de la Ville dans la mise en œuvre du PPU pour permettre une transformation graduelle du secteur[381]. En cas de travaux de rénovation ou de reconstruction des bâtiments commerciaux, certains s'inquiètent de la gestion

[370] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[371] Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8; Sobeys, doc. 7.55, p. 3; Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 12; Dany Tremblay, doc. 7.13, p. 30
[372] Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8
[373] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 8; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Les compagnies Loblaw Limitée, doc. 7.52, p. 8
[374] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4
[375] Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[376] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[377] Gravel Automobile, doc. 7.28, p. 3
[378] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17
[379] Forum — Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 16
[380] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 8
[381] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Denis Proulx, doc. 7.8.3, p. 66

des droits acquis[382]. À cet égard, First Capital souligne le fait que « *Au PPU, rien n'est indiqué en termes de mesures de transition ou de droits acquis*[383]*.* » À ce sujet, un citoyen souligne que les mesures règlementaires proposées en matière de stationnement « *non seulement sont difficilement applicables, mais surtout, risquent de créer un statu quo*[384] ». Pour sa part, afin de ne pas « *conduire les opérations dans le bâtiment existant en opérant en droits acquis pour les prochains 28 ans*[385] », ce qui serait contraire aux objectifs du PPU, Forum estime que pour relocaliser des activités, « *un phasage flexible serait absolument nécessaire afin de ne pas nuire aux services essentiels fournis aux résidents de l'île*[386]*.* »

Par ailleurs, la carte de phasage présentée par le PPU fait référence à des « *interventions sur des propriétés municipales ou sur des propriétés autres pour lesquelles des négociations sont en cours ou à venir*[387] ». Quelques propriétaires de terrains situés aux abords de la future station du REM souhaitent établir un dialogue avec la Ville afin de planifier l'aménagement de cette partie du territoire. Alors que Gestion Sandalwood demande à la Ville d'entamer des discussions en vue d'un échange de terrains « *pour la prolongation des parties de la boucle place du commerce avec la nouvelle rue longeant l'emprise du pont*[388]*.* », Proment, pour sa part, souhaite travailler avec la Ville « *pour la planification de l'intersection du REM et des sentiers qui mènent au parc riverain*[389] ». Cette dernière proposition reçoit le soutien de quelques participants qui demandent à la Ville d'impliquer les promoteurs immobiliers de la partie au nord de l'autoroute dans les décisions concernant, entre autres, l'accès à la future station du REM[390].

Selon le PPU, « *Un travail soutenu de collaboration avec les différents partenaires responsables de ces projets (le nouveau pont Samuel-De Champlain et le REM) est nécessaire afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification et de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'île*[391]*.* » À ce sujet, plusieurs personnes proposent la formation d'un groupe de travail[392] « *formé des entités gouvernementales et institutionnelles impliquées dans le projet d'implantation de la station du REM (CDPQ-infra, ARTM, Ville de Montréal, arrondissement de Verdun, PJCCI, STM) ainsi que les propriétaires riverains concernés dans le but de définir un plan d'ensemble*[393] ». Cette recommandation est appuyée par l'IDU qui, de plus, incite la Ville à se doter d'un « *plan de communication pour faire comprendre les réels enjeux du PPU aux différentes parties prenantes*[394] ».

[382] Lemay, doc. 7.21, p. 9; IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6; Sobeys, doc. 7.55, p. 2
[383] First Capital Realty, doc. 7.16, p. 4
[384] Pierre St-Cyr, doc. 7.4, p. 5
[385] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23.2, p. 7
[386] Forum - Immeubles Marché Centre Le Village, doc. 7.23, p. 11
[387] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103
[388] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 18
[389] Proment, doc. 7.22, p. 31
[390] Jean Hébert, doc. 8.6.19; Julien Monteil, doc. 8.6.22
[391] Programme particulier d'urbanisme — Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[392] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 6; Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 79; François Simoneau, doc. 8.7.44
[393] Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5
[394] IDU —Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 7






stm


Montréal



3. Les constats et l'analyse de la commission

3.1 La mise en contexte

Le projet de règlement du Programme particulier d'urbanisme *Partie nord de L'Île-des-Sœurs* (PPU) soumis à la consultation a suscité une participation importante, comme en témoigne le précédent chapitre. Porte d'entrée de la ville, le territoire visé par le PPU est appelé à subir une transformation profonde, induit principalement par l'arrivée d'une station du Réseau express métropolitain (REM) à L'Île-des-Sœurs (IDS).

Au cœur du PPU se trouve la volonté de densifier un secteur de l'île et planifier l'arrivée de milliers de nouvelles unités d'habitation dans un territoire appelé à devenir un quartier de type « *Transit-Oriented Development* » (TOD) :

> « *Le TOD est un développement immobilier de moyenne à haute densité, structuré autour d'une station de transport en commun à haute capacité (…) Situé à distance de marche d'un point d'accès important du réseau de transport en commun, le TOD est un quartier qui conjugue notamment les déplacements actifs, la mixité sociale et le design urbain. Le TOD entend répondre aux changements de valeur exprimés par la population en matière de développement durable*[395]*. »*

Identifié au Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD) comme une aire TOD, ce territoire restreint est traversé par l'autoroute 15. Le PPU vise le réaménagement des secteurs situés de part et d'autre de l'autoroute. Les objectifs de densification sont ambitieux : sur un horizon de 20 ans, on identifie un potentiel de construction d'environ 3 700 nouvelles unités résidentielles, 25 000 m² d'espaces institutionnels, 110 000 m² de bureaux/affaires et 70 000 m² de nouveaux commerces[396]. On vise à transformer cette partie de L'Île-des-Sœurs en un quartier dense, comptant plus de 110 logements à l'hectare.

La commission constate que la vision et les grandes orientations du PPU reçoivent un accueil positif, bien qu'un nombre considérable de résidents actuels de L'Île-des-Sœurs expriment des réserves importantes. La commission, elle aussi, accueille favorablement les grandes orientations et la vision proposées. Elle tient toutefois à souligner que les contraintes du secteur, autant que ses atouts et spécificités, doivent être davantage prises en compte pour y planifier un quartier comportant un développement immobilier, économique et social de grande qualité.

Plusieurs considérants et prémisses apparaissent d'une grande importance pour planifier la transformation du territoire à l'étude selon les principes d'un quartier de type TOD, que l'on

[395] Source : CMM https://cmm.qc.ca/projets/projets-novateurs-tod/
[396] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51

souhaite durable et complet. Ces prémisses ont guidé l'analyse de la commission et forment son cadre de référence.

3.1.1 Prémisses et considérations générales

Le territoire visé sera impacté par l'arrivée d'une gare du REM qui améliorera l'offre de transport collectif pour entrer et sortir de L'Île-des-Sœurs. Il est important de noter que le territoire du PPU regroupe tous les liens qui donnent accès à l'ensemble de l'île, dont le développement s'est fait sur le modèle de la banlieue regroupant principalement des habitations de typologie peu variée, des commerces de proximité regroupés dans un seul secteur, celui du PPU, un marché du travail limité et peu d'équipements collectifs. La plupart des résidents de l'île travaillent et se divertissent ailleurs, utilisant leur voiture dans la majorité des cas[397], pour des déplacements pendulaires.

L'ensemble du territoire est enclavé et déjà d'accès difficile, particulièrement aux heures de pointe. La problématique pour les véhicules d'urgence est documentée et les liens à d'autres quartiers sont limités par la qualité insulaire du lieu. Dans le territoire à l'étude les besoins sont grands en matière d'aménagements publics, de parcs et espaces verts ainsi que d'équipements collectifs pour réaliser un quartier complet. Le déficit en équipements scolaires, culturels, communautaires ou sportifs pour desservir la population actuelle est connu. La commission note aussi que le parc d'habitations ne comprend aucune forme de logement social.

Contrairement au reste de l'île dont le développement a été axé sur l'approche « *cité-jardin*[398] », une partie importante du territoire du PPU est encore fortement minéralisé, surtout la place du Commerce avec ses grands stationnements. La transformation de ce noyau commercial devra prendre en compte les besoins des résidents de l'île dans son ensemble. La commission note que les quelques immeubles de bureaux existants sont considérés comme peu compétitifs dans le marché actuel[399] et que la situation des emphytéoses des terrains sur lesquels sont bâtis ces immeubles peut freiner la transformation souhaitée[400].

Notons aussi que la gare du REM, le cœur du TOD, est située entre les voies de l'autoroute 15 et ne sera accessible que par tunnel. La distance de marche entre la gare et les habitations ou les lieux de travail demeurera importante. Les trajets seront localisés près de l'autoroute 15, à découvert, exposés aux intempéries et aux nuisances (bruits et poussières). La connectivité dans cette aire TOD est donc limitée, d'autant plus que le territoire n'est pas connecté à la trame urbaine en raison de son caractère insulaire.

[397] Portrait diagnostic complet – septembre 2018, doc. 3.2, p. 23
[398] Portrait diagnostic complet – septembre 2018, doc. 3.2, p. 13
[399] Évaluation du potentiel de développement économique – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.5, p. 70
[400] Évaluation du potentiel de développement économique – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.5, p. 123

Très peu d'interventions sont prévues au PPU concernant la portion située au nord de l'autoroute 15 nommée le « *quartier Pointe-Nord* » (à ne pas confondre avec le PPU qui lui se nomme *Partie nord*), sa construction est presque terminée. Au cours des dix dernières années, ce nouveau quartier a été développé en suivant un guide d'aménagement et des plans développés selon des ententes avec les autorités municipales. La consultation a mis en lumière des questionnements quant aux nouvelles balises d'aménagement proposées dans le PPU. Rappelons qu'au nord de l'autoroute se trouvent aussi des immeubles de bureaux, ceux de Bell Canada. Entre le campus Bell et l'autoroute 15, il reste une bande de terrain à développer, limitrophe des voies de l'autoroute.

3.1.2 Les informations disponibles

Un PPU comporte généralement un volet diagnostic duquel découlent des enjeux d'aménagement. Pour cette consultation, des données manquent sur plusieurs enjeux.

La démarche de consultation n'a pas permis d'obtenir des informations sur la configuration de la gare du REM ou ses accès. À l'heure actuelle, aucun accès au REM du côté sud de l'autoroute n'est planifié dans le PPU[401]. Bien « *qu'améliorer les accès à l'île* » fasse partie des orientations du PPU[402], les problèmes d'accès à l'île, particulièrement pour les services d'urgence aux heures de pointe, demeurent entiers. Le plan de la STM pour desservir l'ensemble de L'Île-des-Sœurs et les milliers de nouveaux résidents n'est pas connu. Une consultation à ce sujet a été menée par la STM, dont les résultats sont attendus dans les prochains mois. La gestion des déplacements pour les travailleurs n'est pas abordée. La réalisation d'un lien cyclable vers le centre-ville est mentionnée, mais non prévue à court ou moyen terme.

Le PPU reporte l'aménagement du littoral est. Les gestes et les sites pour créer des espaces publics et parcs ne sont pas connus. Aucun nouvel équipement scolaire n'est prévu, malgré les besoins actuels et ceux que pourrait engendrer l'arrivée de milliers de nouveaux résidents. Aucun nouvel équipement sportif, communautaire ou culturel n'est planifié dans le PPU.

Il manque aussi d'information sur les outils et les moyens que la Ville entend déployer pour faire de ce quartier très dense un endroit sécuritaire et accessible pour tous, incluant les femmes et les personnes âgées. Un quartier de marcheur n'est pas utilisé de la même façon par tous les groupes de citoyens et une analyse différenciée selon les sexes n'a pas été menée[403].

Les outils et les moyens que la Ville entend utiliser pour assurer une diversité dans l'offre de logements, la construction de logements sociaux et de logements communautaires et abordables ne sont pas connus. Finalement, ne sont pas connues les projections de constructions d'habitation sur l'ensemble de l'île et la croissance de sa population totale. Rappelons que cette

[401] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 12
[402] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[403] Ville de Montréal, Réponses de la Ville, doc. 5.3.1, p. 6

croissance limitrophe au territoire du PPU aura un impact sur le nouveau quartier qui regroupe tous les accès à l'île, la gare du REM et le seul pôle économique et commercial.

3.1.3 Le cadre de référence de la commission

Adopter un PPU veut dire plus qu'aborder les notions d'usage, de densité, de paramètres normatifs ou discrétionnaires d'encadrement de projets urbains ou d'infrastructures ou d'équipements publics. Le PPU peut aborder toutes questions visant à *« assurer le maintien et l'amélioration de la qualité de vie de la population du quartier*[404] », et donc s'ouvrir sur la notion de développement durable qui inclut les notions économiques, sociales et environnementales.

La commission s'appuie sur les opinions exprimées tout au long de la consultation pour formuler ses recommandations dans les prochaines sections de ce chapitre avec un objectif clair, celui de proposer des pistes visant à bonifier le projet de PPU pour réussir la transformation souhaitée par les autorités municipales.

Ainsi, l'analyse de la commission et les recommandations qui en découlent intègrent les idées directrices suivantes :

- S'inspirer de l'esprit « *cité-jardin* » dans tout le PPU malgré la densité; ce qui veut dire renforcer l'esprit du lieu en mettant en valeur les qualités intrinsèques de L'Île-des-Sœurs ainsi que son côté innovant, qui diffère des quartiers centraux de Montréal. Il faut créer et mettre en réseau quantité d'espaces verts ou publics.
- Planifier la mixité sociale. Actuellement, il n'y a pas de logement social sur le territoire du PPU ni sur l'ensemble de l'île. La mixité sociale est une condition de réalisation du futur TOD et la densification présente une opportunité de corriger cette situation.
- Accroître les accès physiques à l'île, notamment pour les véhicules d'urgence, pour améliorer la connectivité avec l'île de Montréal, l'accès aux services situés au centre de Verdun et à sa station de métro.
- Planifier des espaces et équipements scolaires et collectifs. Le volet « *se divertir* » dans l'objectif de faire un quartier de type TOD devrait être développé.
- Devant les défis de densifier et planifier des espaces collectifs, la mixité verticale devrait être encouragée et développée.
- Transformer la place du Commerce et densifier; ceci implique de permettre des hauteurs plus importantes.
- Transformer un quartier appelle aussi un développement exemplaire visant les plus hauts standards environnementaux pour les bâtiments et pour l'ensemble des aménagements.

Le PPU doit proposer une planification qui dépasse les seules dimensions spatiales et prendre en compte toutes les notions d'aménagement et de développement urbain durable. Il faut y inclure

[404] Guide de la prise de décision en urbanisme – Programme particulier d'urbanisme, doc. 4.1.1

les composantes du développement social et environnemental. La création d'un TOD présente une opportunité en ce sens. La commission est d'avis qu'il faudra préciser, développer, modifier certains aspects du PPU pour en faire un projet cohérent et porteur.

Dans cette perspective, il convient de s'inspirer des principes d'aménagement de la cité-jardin. Parmi ceux-ci, une attention particulière au rapport entre le cadre bâti et les espaces libres et un plus grand dégagement au sol favoriserait la multiplication des espaces verts et des espaces publics. Aussi, doivent être pris en compte le caractère distinct de l'île, la mixité des usages et la localisation des équipements collectifs pour favoriser les points de rencontre et de rassemblement. Enfin, la cohabitation des différentes populations et la mixité sociale devraient se retrouver au cœur de ce type d'aménagement. Ainsi, l'aménagement de la partie nord de L'Île-des-Sœurs pose le défi d'associer ces principes à la volonté de densification d'une aire TOD.

3.2 Aménager un TOD

3.2.1 La vision et les orientations du PPU

« *La vision du programme mise sur la transformation du principal noyau de commerces et de services de l'île en un quartier pour y vivre, travailler et se divertir »,* peut-on lire dans le sommaire décisionnel qui présente le PPU[405]. Une densification importante du territoire est planifiée, en concordance avec le Schéma d'aménagement et le PMAD.

Le PPU vise à créer un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM, l'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs, la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères, l'encadrement harmonieux de la forme bâtie, et la performance environnementale[406]. La commission accueille favorablement ces grandes orientations et la vision proposées.

Le « *concept d'aménagement »*, proposé à la section 4 du PPU et « *les interventions détaillées »* qui sont regroupées à la section 5, soulèvent néanmoins beaucoup de questions. Tout au long de la consultation, la commission a constaté un accueil défavorable à plusieurs interventions proposées, puisqu'elles ne permettraient pas, selon les participants, la réalisation de la vision énoncée. Comme le résumait un intervenant à la consultation : « *le PPU bien qu'il ait des qualités évidentes et très nombreuses, ne permet pas dans sa forme actuelle, par les critères qu'il stipule, d'atteindre ses propres grandes orientations, soit de créer réellement un milieu de vie de type TOD, et de construire un milieu de vie axé sur le piéton, le cycliste, les parcs, l'espace public, tout ça en respectant l'ADN de L'Île-des-Sœurs*[407]*. »*
Bien qu'accueilli favorablement par la commission, l'objectif de densification, entre autres, inquiète certains résidents de l'île. Rappelons que toutes les interventions prévues prendront

[405] Sommaire décisionnel – Ville de Montréal, doc. 1.1, p. 2
[406] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[407] Pierre Mierski, doc. 7.15.2, L. 1335

forme dans un endroit déjà construit, et non pas sur une page blanche et que les contraintes sont nombreuses. Ces observations méritent d'être prises en compte afin de planifier des interventions visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. La commission entend faire état de ces préoccupations et formulera son analyse dans les pages suivantes.

Recommandation #1
La commission recommande d'aller de l'avant avec la vision proposée et les grandes orientations inscrites au PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à condition de revoir le concept d'aménagement et les interventions proposées afin de mieux les arrimer à cette vision.

3.2.2 Le territoire de planification

Territoire restreint appelé à se densifier, la commission s'interroge sur les limites territoriales choisies pour le PPU. Le territoire à l'étude est essentiellement composé de trois zones : une au nord de l'autoroute 15, dont la construction est presque terminée, et deux autres formant la place du Commerce, qui sont à transformer.

La vaste majorité des terrains constructibles ou transformables dans le secteur sont de propriété privée. Les abords des grands axes autoroutiers appartiennent à des autorités gouvernementales. La Ville de Montréal possède toutefois des terrains le long du littoral. Plusieurs propriétaires et locataires du secteur opèrent avec des baux ou des emphytéoses[408] qui ne viennent à échéance qu'en 2064. Ainsi, l'occupation actuelle du territoire rend complexe la transformation souhaitée.

Afin de planifier, entre autres, les futures habitations, les espaces publics, les parcs, les équipements collectifs et autres composantes requises pour un quartier dense, durable et complet, les limites prévues au PPU gagneraient à être revues.

La commission note que le PPU est bordé à l'ouest par un secteur anciennement industriel en cours de transformation, comme l'indique une carte dans un document déposé par la Ville[409]. Cette zone, située sur le littoral ouest, à l'ouest du chemin du Golf et jusqu'au boulevard Marguerite-Bourgeoys, regroupe actuellement des bâtisses de petite hauteur, en face du chenal et du centre-ville de Verdun. Ce territoire fait partie de l'écoterritoire des Rapides de Lachine. Comme il a été suggéré en consultation[410], la commission est d'avis que ce territoire pourrait être inclus dans l'exercice de planification en cours. Inclure cette portion du territoire permettrait d'augmenter la connectivité et la cohérence visée par la transformation du nord de L'Île-des-Sœurs, mais aussi la planification des équipements et services pour toute l'île, dans une vision d'ensemble.

[408] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 22
[409] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 3
[410] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 4

Outre le pourtour du territoire à revoir, un terrain identifié au PPU en « *planification différée*[411] » devrait aussi être inclus dans la planification en cours. Plusieurs questions concernant cette zone sont demeurées sans aucun éclairage de la part de la Ville, et comme l'indique une participante : « *Aucune explication n'est fournie quant à la planification différée du littoral est. Il est essentiel que ce secteur soit inclus maintenant dans les plans pour que tout soit planifié de façon holistique*[412]*.* » En effet, ce secteur, situé dans la zone d'influence de la station du REM et aux abords du littoral est, le secteur 24-8, où se trouve actuellement un concessionnaire automobile, est localisé tout près du cœur du futur TOD. À défaut d'informations satisfaisantes, la commission estime qu'il n'est pas justifié de soustraire cette portion du territoire, pourtant stratégique, à l'exercice de planification en cours.

Recommandation #2
La commission recommande de planifier dès maintenant la zone identifiée en « planification différée » et d'étudier les possibilités de revoir les limites du territoire pour inclure une plus grande partie du littoral ouest.

3.2.3 Développer la mixité

La densification et la transformation du territoire appellent le déploiement de stratégies pour transformer la place du Commerce, y introduire de l'habitation et ériger des immeubles de part et d'autre de l'axe autoroutier. Pour y parvenir, la commission est d'avis que le concept de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de la planification du PPU : mixité sociale, mixité des activités (usages), mixité horizontale et verticale. Dans la version actuelle du PPU, la mixité est évoquée, mais l'exercice de planification n'en tient pas compte concrètement.

Mixité sociale

> *« Le développement de la partie nord, et particulièrement selon les principes du Transit-Oriented Development (TOD), est une occasion pour développer des logements sociaux et assurer ainsi une certaine mixité socio-économique dans le secteur*[413]*. »*

La transformation souhaitée au PPU devrait permettre de dynamiser des écosystèmes locaux et créer des formes de développement économique plus durable, mais aussi contribuer à la réduction des inégalités sociales. Un effort constant doit être fait pour assurer un cadre bâti et urbain de qualité, mais aussi une mixité dans l'offre de logements afin de répondre aux différents besoins des ménages et assurer une diversité sociale. Les principes du PMAD et du Schéma d'aménagement font du soutien à la mixité sociale un des éléments clés des exercices de

[411] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 111
[412] Marie Claude Gervais, doc. 7.66, p. 2
[413] CIUSSS Centre-Sud-de-l'île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 13

planification[414]. La commission constate et déplore que la description des composantes d'un TOD dans le PPU à l'étude omette les objectifs de mixité sociale. Dans la liste des principales composantes définissant un TOD, on parle de densité et de mobilité, mais la mixité sociale n'est pas mentionnée[415].

Comme l'indique la documentation de la Ville, L'Île-des-Sœurs ne compte actuellement aucun logement social ou abordable[416], alors que près de 20 % des ménages locataires de l'île consacrent plus de 50 % de leurs revenus au logement[417]. Dans ce contexte, les mesures proposées semblent insuffisantes. Le PPU prévoit la création de quelques 3 700 nouvelles unités d'habitations et mentionne que « *Les nouveaux développements immobiliers mixtes, de plus forte densité que la forme construite actuelle de la place du Commerce, contribueront à diversifier l'offre en logements pour des clientèles variées*[418] *»*. Cependant, peu de précisions ont été portées à l'attention de la commission concernant les interventions pour y parvenir, si ce n'est que le souhait formulé de « *Favoriser l'implantation de projets intégrant du logement social et communautaire, abordable et pour familles*[419]. »

D'après un organisme, en ce qui a trait aux moyens de mise en œuvre « *ils sont relativement faibles et ne garantissent pas la construction d'un nombre conséquent de logements sociaux*[420] *».* Le PPU prévoit de promouvoir le respect de la Stratégie d'inclusion de logements abordables jusqu'à la mise en application du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[421].

Le règlement actuel ne garantit pas la réalisation d'un nombre suffisant d'unités. Les constructeurs peuvent choisir de contribuer *au Fonds de contribution au logement social* plutôt que de développer des logements sociaux. La probabilité de voir se développer 20 % de logements sociaux parmi les 3 700 unités résidentielles prévues est faible. De plus, comme il a été souligné pendant la consultation, « le *développement de 20 % de logements sociaux dans le secteur ne serait pas suffisant si l'on tient compte des besoins actuels et du rattrapage à effectuer à l'échelle de l'IDS*[422] *».*

La mixité sociale, notamment par la construction de logements sociaux, devrait faire partie des objectifs affirmés au PPU. La commission s'interroge sur les possibilités de voir se matérialiser la mixité sociale dans ce nouveau quartier. Des outils et des moyens pour assurer la construction de logements sociaux, ou communautaires abordables, doivent être identifiés et déployés. Les

[414] Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (SAD), p. 141; Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), p. 82
[415] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 5
[416] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 47
[417] Comité d'action des citoyen.ne.s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.12, p. 2
[418] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[419] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 36
[420] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 8
[421] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 100
[422] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 8

futurs projets immobiliers de la zone au nord de l'autoroute 15, bien que peu nombreux, devraient aussi permettre d'atteindre cet objectif. Ainsi, la commission est d'avis que la situation exige l'élaboration d'une stratégie foncière (programme d'acquisition ou d'échanges, droit de préemption, etc.), assortie de mesures règlementaires facilitant la mixité verticale pour la réalisation de projets multifonctionnels où coexistent habitations et équipements collectifs et/ou institutionnels.

Recommandation #3
La commission recommande que le PPU bonifie ses interventions en matière de mixité sociale, notamment :

- ***En formulant des objectifs en termes de nombre ou pourcentage d'unités de logements sociaux à construire;***
- ***En se dotant d'une stratégie d'acquisition foncière pour permettre la construction de logements sociaux dans tout le territoire du PPU. Cette stratégie devrait inclure l'utilisation d'une variété d'outils, dont le droit de préemption;***
- ***En encourageant les promoteurs à céder des terrains ou des parties d'immeuble pour construire des logements sociaux ou communautaires plutôt que de faire des contributions financières à la place d'une telle cession.***

Mixité des usages

Les outils de planification et de règlementation, dont le zonage, conçus auparavant pour soutenir la séparation des activités gagnerait à être revu. L'actuelle gestion des usages sur l'île est fondée sur un principe de séparation des fonctions urbaines, par exemple, l'habitation, le commerce et les institutions. Après des années de ségrégation des activités dans la planification de la ville et de L'Île-des-Sœurs, les obstacles au changement sont nombreux : le territoire présente peu d'opportunités foncières et des valeurs foncières très élevées. La résistance au changement existe dans les quartiers situés au sud du PPU; elle est motivée par la demande de tranquillité, et pour d'autres quartiers ailleurs, par le refus de nouvelles contraintes.

La commission est d'avis qu'il faut favoriser la mixité des activités au sein de chaque zone du territoire et ne pas introduire une séparation d'usages comme le propose actuellement le PPU. Le plan des usages présenté au projet de PPU illustre cette ségrégation entre les parties du territoire[423]. Par exemple, un centre commercial se voit retirer sa fonction de commerce, et l'habitation (sous conditions) est maintenant permise dans certaines zones à proximité de l'autoroute, alors qu'elle est interdite dans d'autres. Également, la commission note que la partie du secteur qui se voit retirer l'usage commercial au profit d'usages institutionnels est située en périphérie du nouveau quartier, loin du centre du TOD, loin du quartier Pointe-Nord et hors de

[423] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113

l'aire d'influence de la gare. Ces décisions ne semblent pas optimales et n'ont pas été expliquées lors de la consultation.

La mixité des usages, souhaitée dans un quartier complet et durable, réfère à la présence de différentes activités dans un même lieu : activités résidentielles et socio-économiques (bureaux, commerces, institutions, services publics, parcs, etc.). Cette diversité s'observe à l'échelle de la rue et du territoire (mixité horizontale) ou à l'intérieur d'un même bâtiment (mixité verticale). La mixité s'oppose à la séparation des usages. Les emplois et les services ne sont pas incompatibles avec les habitations. Une part des nuisances appréhendées est plutôt liée à des choix d'implantation (design, retrait, aires de livraison, etc.) ou des modalités d'usage et d'occupation de l'espace (plages horaires, éclairage, stationnement, réseau viaire, etc.). La règlementation municipale peut intervenir pour minimiser ces nuisances. Bien que la présence de l'axe autoroutier fasse de ce TOD un projet atypique, le choix d'implantation, le design et l'innovation doivent primer sur une approche règlementaire qui restreint la mixité des usages. La commission constate que les *usages sensibles* – l'habitation, les équipements collectifs ou institutionnels – sont parfois interdits ou sous conditions près de l'axe autoroutier[424]. Le centre du TOD, nommément la gare du REM, étant localisé entre les voies de l'autoroute, le PPU devra gérer les nuisances autrement que par un zonage restrictif. Ici encore, la mixité à l'échelle du bâtiment, la mixité verticale, devrait être envisagée : les matériaux, le design, l'implantation et la hauteur[425], entre autres, peuvent jouer un rôle dans la gestion des nuisances. Un très grand nombre de questions ont été soulevées au sujet du « *plan des usages*[426] » et des ségrégations introduites. Pour la commission, il apparaît plus pertinent de développer une approche basée sur la négociation plutôt qu'une approche règlementaire contraignante.

Recommandation #4
La commission recommande de planifier l'ensemble du territoire en usages mixtes, incluant l'habitation, assortis de règles d'insertion.

Équipements collectifs

Un quartier mixte ne peut se résumer à des habitations, des emplois et une gare. Il comprend aussi des équipements collectifs tels que centre communautaire, parcs et espaces publics, écoles, bibliothèque, etc. Si le PPU identifie des localisations potentielles, on n'y retrouve aucune précision quant à la satisfaction de besoins actuels ni aucune projection pour les équipements requis par l'augmentation anticipée de la population.

« *… l'offre actuelle en équipements est déjà déficiente sur l'île et le secteur Elgar est au maximum de sa capacité. Avec la venue d'une nouvelle population, les besoins seront encore plus grands. … les résidents et travailleurs devraient pouvoir profiter d'une offre intéressante pour bouger et se*

[424] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113-114
[425] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 16
[426] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 113-114

divertir à proximité. Cela permettrait de minimiser l'effet d'isolement parfois perceptible sur L'IDS, où la traversée vers la rive de l'île de Montréal est quelquefois nécessaire pour accéder à des services aux citoyens non existants sur L'IDS[427] *»*. Ce constat inscrit au PPU est clair.

La question des écoles a été largement abordée par les participants à la consultation. Faisant face à une pénurie d'espace, la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys a déjà localisé une annexe d'une école dans l'immeuble situé au 14 place du Commerce, près de l'autoroute 15. Dans cet esprit et comme il est proposé au *Plan d'action de la stratégie centre-ville*[428], la commission encourage la Ville, la commission scolaire et le ministère de l'Éducation à revoir les paramètres légaux et règlementaires en termes d'approche foncière, d'insertion et de conception architecturale afin d'intégrer des écoles en milieu dense.

Par ailleurs, la Ville peut étudier la possibilité de développer des projets en partenariat avec des promoteurs dans des projets immobiliers mettant à profit la hauteur et la mixité verticale. Cette réflexion s'applique également à tous les équipements collectifs qui peuvent être intégrés dans des bâtiments multifonctionnels.

Avant l'arrivée de milliers de nouvelles familles dans le territoire du PPU, mais également sur toute L'Île-des-Sœurs, la commission est d'avis qu'il faut identifier des lieux et des outils pour implanter des équipements collectifs et au minimum une école; une école ouverte sur sa communauté avec bibliothèque, installations culturelles, salles multifonctionnelles, gymnases, et installations sportives diverses. À cet effet, la commission scolaire a précisé lors de cette consultation : « (qu') *elle doit être prête à innover et réinventer l'école. Elle croit en une école au cœur de sa communauté par l'aménagement d'équipements collectifs sportifs, culturels et sociocommunautaires*[429]*. »*

Recommandation #5
Afin de doter le secteur du PPU d'équipements collectifs, scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, de parcs et espaces publics, et d'en faire des lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux et accessibles, la commission recommande :

- ***D'élaborer une stratégie foncière pour l'acquisition de terrains;***
- ***De développer une approche favorisant la mixité verticale au sein de projets privés.***

[427] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 27
[428] Plan d'action de la Stratégie centre-ville, Sommaire décisionnel – Ville de Montréal, 2017, p. 24 source : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/page/proj_urbains_fr/media/documents/Plan_Action_Strategie_centre-ville_web.pdf
[429] Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, doc. 7.51, p. 2

3.3 Les hauteurs et la densité du territoire à l'étude

3.3.1 Les paramètres généraux

> « *Le PPU prévoit une intensification des activités du territoire aux abords du REM en lien avec l'aire TOD. Ainsi, le présent PPU vient modifier les paramètres portant sur la hauteur et la densité des bâtiments. Ces dernières se voudront plus importantes aux abords du REM, lequel est localisé au centre de l'autoroute. Toutefois, en se rapprochant des quartiers résidentiels existants au sud et à l'ouest, ces paramètres diminuent, concordant tout à fait avec l'approche d'un TOD*[430]*. »*

La densité de construction est l'un des paramètres règlementaires qui conditionnent le plus fortement le potentiel de développement du terrain et sa valeur foncière. La hauteur est un facteur tout aussi important. Le PPU propose d'augmenter les densités et hauteurs sur une grande partie du territoire à l'étude.

Cet objectif d'augmenter les hauteurs et densités près du REM reçoit un accueil plutôt favorable d'une majorité d'opinions exprimées lors de la consultation. Toutefois, beaucoup de résidents actuels de l'île ont exprimé leur désaccord. Ils sont inquiets de cette densité et ne veulent pas de ce qu'ils ont qualifié de « *nouveau Griffintown*[431] » ce qui, selon eux, se traduit par un quartier hautement densifié, peu desservi par des équipements et services publics et d'une signature architecturale qui ne cadre pas avec L'Île-des-Sœurs. C'est pourquoi la qualité des projets, le dégagement au sol, la création ou la préservation d'espaces et de vues d'intérêt devrait primer, et ce lieu devrait rester distinct des quartiers centraux de Montréal, fortement minéralisés.

Afin de densifier le territoire du PPU, en accord avec les politiques de la Ville, le SAD et le PMAD, la commission est d'avis que miser sur la hauteur, tout en préservant des percées visuelles, est souhaitable. Les paramètres règlementaires doivent supporter cette orientation. Cependant, il semble y avoir contradiction à ce sujet. La carte des hauteurs proposée à la page 108 du PPU a suscité beaucoup de questions, notamment en ce qui a trait aux hauteurs près de la gare du REM. Comme plusieurs participants, la commission note un manque de cohérence entre les paramètres suggérés au PPU pour les limites de hauteur sur certains terrains et l'objectif de densification aux abords de la station du REM. De plus, le PPU introduit un écart allant de 6 à 21 mètres entre les hauteurs maximales qui seront permises de part et d'autre de l'autoroute. Ces choix n'ont pas été clairement expliqués.

[430] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 107
[431] Micheline Ralet, doc. 8.6.25; Nicolas Rancourt, doc. 8.6.29; Renée Piette, doc. 8.6.40; Louise Desjardins, doc. 8.6.41; Jean Page, doc. 8.6.54; Nathalie Faucher, doc. 8.6.60; Joelle-Marie Morin, doc. 8.6.62; Gabrielle R., doc. 8.6.63; Robert Rainville, doc. 8.6.64; Michèle Riva, doc. 8.6.72; Marc Yergeau, doc. 8.6.74; Pierre Gastaldy, doc. 8.6.80; Yves Comtois Klaus Heinemann, doc. 8.6.89

Pour réussir le TOD et la vision du PPU, la même hauteur devrait être permise sur les terrains adjacents à l'autoroute, au nord comme au sud, afin de créer et de mettre en valeur une entrée de ville de grande qualité visuelle. Près de l'autoroute, la construction d'immeubles de grande hauteur, à l'architecture soignée, est à privilégier. À ce propos, le PPU précise « *Les premiers projets de développement immobilier devront être exemplaires pour bien marquer la porte d'entrée de l'île, fournir un encadrement construit d'intérêt pour la station du REM en référence aux principes d'un TOD et annoncer la facture architecturale à venir pour l'ensemble du secteur de planification*[432] *»*.

La commission est d'avis qu'il faut permettre des hauteurs plus importantes près de la gare du REM, avec des hauteurs décroissantes à mesure qu'on s'en éloigne. Les immeubles de grande hauteur peuvent permettre non seulement de densifier le territoire et de développer la mixité verticale, mais aussi de dégager beaucoup plus d'espace au sol. Ceci permettrait de créer de grandes signatures architecturales, tout en cadrant avec l'esprit du lieu. L'île s'est développée en ne favorisant pas les empreintes massives au sol et en misant sur un cadre bâti où les vues et la verdure sont mises en valeur.

3.3.2 Quartier Pointe-Nord

Plus spécifiquement, dans le quartier Pointe-Nord, un dernier terrain constructible a suscité beaucoup de contributions lors de la consultation. De l'avis de la commission, ce terrain, dont le zonage permet la fonction d'habitation, devrait accueillir des projets immobiliers de très grande hauteur. C'était prévu avant le PPU, le promoteur ayant développé le quartier Pointe-Nord prévoyait débuter rapidement la construction de la dernière phase de son projet[433]. Plusieurs citoyens et experts appuient la volonté de compléter cette phase qui prévoit, entre autres, une tour de plus de 100 mètres. De nombreux résidents du quartier Pointe-Nord sont en faveur de la complétion de l'aménagement de leur quartier selon les principes d'aménagement ayant guidé le développement de cette partie du territoire au cours des dernières années. Ils évoquent la notion de « *contrat social* » établi entre le promoteur, les propriétaires et la Ville. Ils mentionnent également le fait que des édifices plus hauts permettent moins d'emprise au sol, plus d'espaces verts et une cohérence architecturale avec l'ensemble du quartier.

Pour la commission, un projet de cette ampleur est souhaitable aux abords de la gare du REM et du nouveau pont Samuel-De Champlain, car il favoriserait l'atteinte des objectifs de densité au cœur du TOD. De très grandes tours pourraient aussi comprendre des éléments de mixité d'usages. L'implantation au sol et la qualité architecturale devront être planifiées pour en faire un atout pour l'encadrement de l'entrée de ville et contribuer à la densification de l'aire TOD. En appui à la complétion du quartier Pointe-Nord selon son guide d'aménagement, un mémoire résume bien l'enjeu : « *The towers are relatively high compared to the other surrounding buildings, yet their foot print is moderately small. This notion freeing as much land as possible to*

[432] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103
[433] La Corporation Proment, doc. 7.22, p. 30

retain (or create) maximum green spaces in exchange for high is totally consistent with the Garden-City concept[434] ». De l'avis de plusieurs participants à la consultation, ces objectifs ne peuvent pas être atteints par l'implantation d'un projet immobilier massif et de mi-hauteur à cet endroit, tel que suggéré sur les illustrations du PPU[435], de plus : « *The strength of the Pointe-Nord's initial plan lies in a definite experiential visual order. It is unfortunate that this new proposal compromises the whole*[436]. »

3.3.3 La place du Commerce

Concernant le sud de l'autoroute, plusieurs citoyens, promoteurs et experts appuient la densification et la transformation de la place du Commerce. Les investissements nécessaires appellent toutefois une règlementation rendant possible la réalisation de projets intéressants. Les hauteurs, densités et marges de recul proposées apparaissent comme autant de freins à cette transformation. Par exemple, le PPU propose de conserver deux immeubles de bureaux de 6 et 10 étages situés sur la place du Commerce, jouxtés à la gare du REM. Toutefois, si une plus grande hauteur était autorisée, les propriétaires se disent ouverts à construire de nouvelles bâtisses adaptées au lieu et à créer des places publiques et passages pour transformer la trame piétonnière et l'ambiance au cœur du TOD[437].

Portée à l'attention de la commission, l'initiative des propriétaires d'imaginer ensemble la transformation d'une partie de la place du Commerce limitrophe de la gare du REM est intéressante : « *tous les propriétaires se sont mis ensemble pour y réfléchir, ça nous permet, nous comme architectes, de développer une espèce de vision holistique et globale pour tous ces terrains, un peu comme on avait fait pour la Pointe-Nord où on peut réfléchir à un secteur, à tout un secteur, plutôt que de travailler lot par lot*[438]. »

Ils proposent des gestes qui rejoignent un grand nombre de souhaits émis par les citoyens et participants à la consultation. Leur approche est différente de celle proposée au PPU. Elle introduit des éléments réclamés par plusieurs personnes, notamment des places publiques, des espaces verts, un meilleur réseau piéton, des connexions vers le REM et l'animation commerciale des rues[439]. En lien avec l'esprit du lieu, on propose des bâtiments beaucoup plus hauts, des empreintes au sol moins importantes pour dégager de l'espace, créer des lieux publics et de meilleures vues. Contrairement aux immeubles de mi-hauteur aux empreintes au sol massives, en érigeant des édifices en hauteur, on s'éloigne des sources de bruits. Les étages inférieurs près du pont, de la gare du REM, ou de l'autoroute, peuvent être consacrés à d'autres usages que l'habitation[440].

[434] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3
[435] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 91
[436] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 3
[437] MACH, doc. 7.10, p. 5; Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 3 et 15
[438] Pierre Mierski, doc. 7.15.2, p. 45, L. 1330
[439] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 29
[440] Lemaymichaud Architecture Design, doc. 7.15, p. 20

Pour toutes ces considérations, la commission appuie l'approche de la Ville en matière de densité accrue, mais estime que la carte des hauteurs doit être revue si on veut créer un quartier de qualité qui s'inspire de la cité-jardin, avec verdure et vues, et qui évite l'effet massif, comme au centre-ville, qui n'est pas souhaitable à L'Île-des-Sœurs.

Recommandation #6
En matière de hauteurs permises, la commission recommande de :

- ***Revoir et augmenter les hauteurs permises aux abords de la station du REM afin de réaliser une densité intensive, selon les principes d'un TOD;***
- ***Augmenter les hauteurs permises au sud de l'autoroute 15 pour harmoniser les hauteurs aux abords de l'axe autoroutier;***
- ***Permettre de compléter le quartier Pointe-Nord selon les principes prévus à son Guide d'aménagement et autoriser la construction de tours de plus de 100 mètres en soignant leur implantation au sol et leur architecture.***

3.4 Les balises d'aménagement

3.4.1 Implantation et forme des bâtiments

Plusieurs questions se posent concernant l'articulation des modifications règlementaires proposées dans le PPU. Ces dispositions ont été critiquées par plusieurs citoyens, par des experts et des promoteurs, dont les marges de recul trop étroites, les taux d'implantation, les basilaires massifs qui encadrent les rues, la superficie étroite des étages en hauteur, la distance de 80 mètres entre les bâtiments de grande hauteur, etc. Ces questions, soulevées lors des travaux de la commission, demandent à être réexaminées. Selon plusieurs, ces choix règlementaires laissent présager l'impossibilité de réaliser la densification et la transformation souhaitées, en plus de soulever des questions d'équité entre les projets immobiliers à venir.

Ces critères, qui seront intégrés au PIIA[441], limitent les possibilités de développement ou réaménagement de certains terrains. De l'avis de plusieurs, la limitation de la superficie de plancher à 900 m² à partir du 9e étage « *rend quasiment impossible les options de développement, puisque ceux-ci sont trop éloignés de la réalité du marché. Un immeuble à bureaux standard à Montréal a une superficie de plancher d'environ 1500 mètres carrés*[442] *»* comme le résumait un promoteur. Il a aussi été porté à la connaissance de la commission l'importance de retirer ces normes : « *pour supporter les coûts de construction et de réaménagements des locaux commerciaux et maintenir les loyers à un niveau acceptable*[443]. » D'autres ont souligné que le cadre normatif proposé « *va à l'encontre de toute logique*

[441] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 118
[442] Développements Cité de l'île, doc. 7.48, p. 1
[443] First Capital Reality, doc. 7.16, p. 4

économique et ne donne pas des édifices efficaces, viables ou encore rentables[444] *».* Par ailleurs, cette proposition encourage une forme architecturale – le « *gâteau de noce*[445] *»* – trop contraignante et étrangère au cadre bâti de l'île. Ces choix règlementaires n'ont pas été expliqués et la commission s'interroge sur leur impact quant à la possibilité de transformer le quartier et de développer des projets immobiliers exemplaires, durables et innovants.

En lien avec l'argumentaire développé plus haut, la commission retient l'opinion des citoyens et des promoteurs qui n'adhèrent pas au concept d'encadrement de rue proposé au PPU tel qu'illustré à la page 70 du document. Les marges de recul limitées sont jugées inacceptables pour L'Île-des-Sœurs et tout à fait contraires à l'esprit de la cité-jardin. Plusieurs citoyens sont d'avis qu'il faut éviter de ressembler aux quartiers centraux de Montréal et demandent plutôt de s'inspirer du modèle de la cité-jardin. Les contributions ont été nombreuses aussi pour détailler l'effet « *fond de cours* » proposé par certaines illustrations et le sentiment d'insécurité ainsi créé. Pour corriger la situation, la commission est d'avis que la carte des marges proposées à la page 116 du PPU doit être revue.

Finalement, les taux d'implantation au sol devraient aussi être revus pour permettre un plus grand dégagement au sol et plus de flexibilité en termes de créativité architecturale. Le PPU « *prévoit un taux d'implantation moyen pour l'ensemble du secteur de planification. … la règlementation d'urbanisme doit prescrire un taux d'implantation égal ou supérieur à 35 %, mais ne dépassant pas 60 %*[446] *»*. La commission est d'avis qu'aucun taux minimum ne devrait être imposé.

En conséquence, la commission est d'avis que l'alignement des façades, les marges de reculs et le taux minimal d'implantation au sol, tels que proposés, sont des concepts étrangers au contexte architectural de l'île.

Recommandation #7
Concernant la forme des bâtiments et leur implantation, la commission recommande de revoir les paramètres d'encadrement afin de s'inspirer du type local d'implantation, de favoriser de grands dégagements au sol et d'encourager la créativité architecturale.

3.4.2 Guide d'aménagement

Afin de planifier la transformation de la place du Commerce et le développement des derniers terrains situés au nord de l'autoroute, il faut une approche globale, un plan, un guide d'aménagement. Cet outil permettrait d'encadrer les projets privés, de planifier le domaine public et devrait se déployer sur l'ensemble du territoire. De plus, cet outil devrait établir une approche axée sur la qualité des interventions et offrir beaucoup de flexibilité dans la

[444] Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[445] Sandalwood, doc. 7.26, p. 12
[446] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 112

règlementation pour favoriser l'expressivité architecturale et le design urbain tout en reflétant l'esprit du lieu. Il faut penser globalement, coordonner et orchestrer la transformation souhaitée.

Cet ensemble interagit et ne peut être pensé lot par lot au cours des 20 prochaines années. La commission conclut qu'un guide d'aménagement détaillé doit être produit pour penser le lieu et viser à réaliser un quartier qui pourrait dans l'avenir se qualifier pour des certifications de performance environnementale. Ce guide devrait comprendre plusieurs éléments, par exemple : les accès au REM, les voies de circulation, l'aménagement du pôle commercial et économique comprenant accès et aires techniques, les pôles de mobilité, un plan lumière, un plan sécurité et de convivialité, les mesures d'accessibilité universelle, un plan d'art public, un réseau de places publiques, parcs et espaces verts, les équipements collectifs, les circuits patrimoniaux et culturels, les normes environnementales.

Ce guide comprendrait un phasage beaucoup plus détaillé que celui proposé au PPU et serait revu selon des périodes déterminées qui gagneraient à ne pas dépasser 5 ans. Le PPU fournit quelques indications sur la séquence et l'horizon prévus des travaux à réaliser, mais ce n'est pas suffisant[447]. La commission note que la phase 1, horizon de 0 à 3 ans, comporte un seul projet; réaliser un passage vers le REM au sud de la gare. Le lien illustré est sur propriété privée; il faudra établir des ententes avec le propriétaire, mais celui-ci a déclaré devant la commission ne pas avoir été contacté. Quant à la phase 3, horizon 10 ans et plus, on retrouve la transformation de la bretelle de l'autoroute 15, une voie importante au cœur du TOD, l'axe vert est-ouest et l'aménagement de la promenade du littoral. Ces interventions ne peuvent pas être réalisées après la transformation de la place du Commerce. Il faut revoir ce phasage.

Le guide d'aménagement et son phasage devront être conçus en concertation avec les propriétaires, les institutions, les promoteurs et autres parties prenantes qui œuvreront à la transformation du secteur de planification.

Recommandation #8
La commission recommande l'élaboration d'un guide d'aménagement, en concertation avec les parties prenantes, comprenant un plan d'ensemble, des critères d'aménagement et un phasage détaillé pour réussir un quartier de type TOD de qualité.

3.5 Espaces verts, espaces publics et connectivité

Les constats dans le PPU sont clairs, le secteur de planification est différent du reste de l'île et présente peu de caractéristiques de la cité-jardin : « *Le développement d'une grande partie de l'île s'est fait selon les principes de la cité-jardin. Ces derniers se reflètent toutefois très peu dans le secteur de planification, où ils se limitent principalement aux alignements de plantation sur rue*

[447] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 103-104

et à l'intégration de boulevards sous la forme de promenades plantées (parkways) en périphérie[448] *».*

Actuellement, l'île compte plusieurs parcs et places qui reflètent la qualité paysagère du lieu, mais une très faible proportion de ces espaces se trouve dans le secteur de planification[449]. La vision élaborée pour ce PPU propose de modifier cette situation. Il est préconisé que *« Le réaménagement de certaines rues, la création de lieux publics de rencontre, l'aménagement d'espaces verts et de jardins de même que la mise en réseau des sites riverains contribueront grandement à l'appropriation collective du secteur et favoriseront également l'émergence de pratiques environnementales exemplaires*[450] *».*

Cette vision et les grands objectifs du PPU sont appuyés par un grand nombre de personnes[451] et par la commission. Ce sont les propositions d'aménagement et leur mise en œuvre qui semblent, encore ici, ne pas permettre l'atteinte de ces objectifs.

Le PPU réserve une place importante au verdissement. Cependant, la commission constate que la mention de parcs, d'espaces verts et de lieux publics est sommairement traitée. De plus, la carte de la page 104 qui présente le phasage prévu par la Ville ne mentionne presque aucun projet de verdissement, de parcs ou d'espaces publics, ou alors ceux-ci sont prévus dans plus de 10 ans.

En vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et du Schéma d'aménagement, tout nouveau développement doit comprendre au moins 10 % en espaces verts[452], ce qui n'est pas couvert en ce moment par le PPU. Par ailleurs, en vertu de la règlementation d'urbanisme de la Ville de Montréal concernant ce volet[453], la commission est d'avis que ce pourcentage doit exclusivement être versé à des fins de parcs, espaces verts et publics, et non en contribution monétaire.

Comme il a été dit en consultation, il est intéressant de rappeler que « *les rues, les réseaux piétonniers, les parcs, les places permettent au tissu urbain dense de respirer. Or, ce domaine public doit être structuré et planifié de concert avec la planification du développement des terrains privés et vice versa. […] Il est recommandé que la Ville revoit la planification du territoire du projet de PPU sous l'angle de la « forme urbaine »; en d'autres termes, elle devra planifier un réseau d'espaces publics hiérarchisés et complets autour et le long desquels sera articulée une intensité et densité de développement*[454]*. »*

[448] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[449] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[450] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[451] André Marsot, doc. 7.24; CRE-Montréal, doc. 7.25; Regroupement des résidents de l'est de la Pointe Nord, doc. 7.2, p. 1; Anne Bélair, doc. 7.33; Marc Nawar, doc. 7.81; Christine Bélanger, doc. 8.3.13
[452] Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, art 117.4. http://legisquebec.gouv.qc.ca/fr/showdoc/cs/a-19.1)
[453] Ville de Montréal, Urbanisme, Frais de parcs
https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=9517,142865571&_dad=portal&_schema=PORTAL
[454] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 7

Par ailleurs, il y aurait lieu d'« *inscrire les paysages, la canopée, le concept de la cité jardin de L'Île-des-Sœurs comme faisant partie du patrimoine naturel à maintenir, à protéger et comme balises pour toutes les interventions futures en paysage sur l'ensemble de l'île*[455]. »

En ce sens, la commission est d'avis que le PPU doit produire au sein du guide d'aménagement un plan directeur des parcs, espaces verts et lieux publics du secteur du PPU inspiré de la cité-jardin, valorisant la diversité des fonctions, des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales et culturelles), de sa préservation relativement au milieu riverain, et la connectivité entre ces espaces, le but étant de créer et mettre en place « *de nouveaux parcs et espaces publics extérieurs sécuritaires et intergénérationnels, d'aménager ces espaces de façon à les rendre universellement accessibles et utilisables tout au long de l'année*[456]*. »*

Recommandation #9
La commission recommande de planifier immédiatement les lieux publics (parcs, espaces verts, etc.) en y assurant la diversité des fonctions et des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales, culturelles et de conservation), la connectivité entre ses espaces et répondant aux besoins de la population actuelle et future.

3.5.1 Axe vert, lieu de rassemblement, de convergence

On constate à la lecture du PPU qu'aucun aménagement d'espaces publics ou de lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM. Comme l'ont mentionné plusieurs intervenants[457], dans le PPU, l'accès à la station du REM par la place du Commerce n'offre pas de place publique invitante et propice à la création d'espaces conviviaux et connectés. Il faudrait corriger cette situation et travailler avec les parties prenantes propriétaires et locataires des lieux actuels. Ils sont d'ailleurs ouverts à le faire.

Un peu plus au sud, on planifie un axe vert est-ouest, mais le phasage indique que celui-ci sera réalisé en phase 3, sur un horizon de 10 ans et plus[458]. Selon la commission, il y aurait lieu de promouvoir des lieux de rassemblement sous forme de places publiques et non uniquement sous forme de déambulation piétonne. Il faut considérer que les gens ne font pas seulement se rendre d'un point A à un point B, mais souhaitent se reposer, vivre des expériences récréatives et de qualité de vie dans des espaces communs. L'apport de mobilier urbain doit aussi y être considéré.

Il y aurait lieu, selon la commission, de magnifier l'entrée et l'accueil vers le REM en y créant et consolidant une place d'envergure, de rassemblement, et un lieu de convergence pour la population pouvant y effectuer diverses activités telles que marché, expositions, espace

[455] Constance Ramacieri, doc. 7.67.1, p. 20
[456] CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 16
[457] Suzanne Bertrand-Gastaldy, doc. 8.3.37; Marie-Claude Gervais, doc. 7.66; MACH, doc. 7.10.1
[458] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 104

rencontre, etc. Point central du TOD, la place publique devrait percoler dans l'ensemble du territoire à l'étude et de l'île. En ce sens, le réseau des voies et des espaces publics permettrait de converger vers ce principal point de rassemblement.

À cet effet, plusieurs citoyens ont fait mention ***« …** que la proposition d'un axe longitudinalement est-ouest entre la place du Commerce et le boulevard René-Lévesque s'inscrit à l'encontre de la dimension humaine et de la sécurité*[459] *».* Ceux-ci considèrent qu'il y aurait lieu de créer plutôt un axe nord-sud permettant de déambuler et de traverser toute l'île pour converger vers la gare du REM[460]. La commission partage cet avis.

Recommandation #10
La commission recommande de créer un axe vert nord-sud reliant l'ensemble de l'île à la station du REM, en définissant ses fonctions et activités telles qu'espaces publics, aires de repos, réseau de déambulation, etc. ainsi que sa connectivité au réseau viaire.

Recommandation #11
La commission recommande de planifier l'aménagement d'une place publique, au sud de la gare du REM, un lieu de rassemblement servant de point d'accueil et de lieu de convergence pour les usagers et citoyens du secteur et de l'ensemble de l'île.

3.5.2 Rives, parcours riverain

Par son caractère insulaire, L'Île-des-Sœurs offre un paysage singulier et de rives procurant des percées visuelles magnifiques vers le fleuve et le centre-ville de Montréal. Le littoral jouit d'une belle couverture végétale qu'il faut préserver[461]. À ce sujet, le PPU s'appuie sur le Schéma d'aménagement et le chapitre d'arrondissement du Plan d'urbanisme pour inscrire dans ses orientations la consolidation du parcours riverain[462]. La commission appuie cet objectif et souhaite souligner quelques éléments à prendre en considération.

Une grande partie des rives est de propriété municipale[463] et se retrouve en zones de conservation[464]. La préservation et la mise en valeur du littoral exigent de la prudence et de la vigilance en regard des diverses étapes de mise en valeur et de préservation : « *il serait important de mener des études écologiques pour identifier les écosystèmes de rives sensibles au stress et à l'activité humaine,* et ce *avant de recommander de favoriser l'implantation de nouvelles activités à proximité de la rive*[465]*.* »

[459] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 3
[460] Pierre Malo, doc. 7.11, p. 6
[461] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 24
[462] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[463] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 20
[464] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 109
[465] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 10

La commission constate le peu d'informations dans la mise en œuvre de ce volet dans le secteur du PPU, d'autant plus que plusieurs programmes semblent être envisagés dans d'autres secteurs de L'Île-des-Sœurs pour la valorisation du parcours riverain et la restauration des rives[466].

Par ailleurs, on peut lire au PPU que « *le parcours riverain sera bonifié et mis en valeur en maximisant l'interaction avec le littoral, qu'il intégrera des espaces de commémoration et de mise en valeur de l'histoire des lieux*[467]*.* » Les gestes à poser ne sont pas spécifiés. La commission souhaiterait qu'un plus grand nombre d'actions concrètes soit identifié dans le PPU.

Les demandes d'élargissement de sentiers ou de combinaison avec le réseau cyclable et piétonnier en bordure de rives, qui parfois sont très étroits, devraient être étudiées attentivement afin de préserver l'équilibre précaire de cet écosystème et favoriser une saine cohabitation d'usages récréatifs et de conservation sur les rives.

Aussi, il a été mentionné que dans le secteur du PPU, certains tronçons du parcours riverain sont manquants[468], notamment à la suite des grands chantiers sur les rives et par la présence de plusieurs types d'habitations et autres infrastructures. Selon la commission, ceci doit être corrigé.

Recommandation #12
La commission recommande d'analyser et d'identifier les zones riveraines les plus écosensibles requérant des aménagements particuliers de protection et de mise en valeur afin d'assurer une saine cohabitation des usages récréatifs et de conservation.

3.5.3 Milieux naturels — connectivité écologique

L'Île-des-Sœurs est un lieu unique et privilégié pour la faune et la flore, notamment à travers son réseau vert (parcs, canopée, etc.) et riverain. Nombreux aussi sont des sites de haute valeur écologique en bordure du fleuve, identifiés au PMAD[469]. Notons aussi l'inclusion d'une partie de l'écoterritoire du canal de Lachine dans le territoire du PPU. Ces milieux riches sont représentatifs de grande biodiversité; ils doivent être préservés. Cependant, aucune orientation ou action favorisant la consolidation de la biodiversité et des liaisons écologiques n'est mise de l'avant dans le PPU.

Comme le souligne le CRE, la prise en considération de l'ensemble de ces composantes naturelles peut contribuer à « *la biodiversité, la connectivité écologique et la résilience des aménagements face aux stress urbains et aux changements climatiques*[470]*. »* À ce sujet la commission est d'avis qu'il faut s'assurer de maintenir et consolider l'ensemble des composantes vertes du secteur

[466] Restaurer nos bandes riveraines : une priorité ! – Ville de Montréal, 2020, source : https://montreal.ca/actualites/restaurer-nos-bandes-riveraines-une-priorite
[467] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[468] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39-40
[469] Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD), doc. 4.1.3, p. 186
[470] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 8

(zones de conservation, zones riveraines, etc.) pour y établir une continuité écologique, paysagère et expérientielle, tout en tenant compte de la politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels de la Ville de Montréal[471].

L'élargissement du secteur de planification vers le littoral ouest, comme proposé plus haut, permettrait l'intégration du parcours riverain existant à l'écoterritoire du canal de Lachine, lui assurant une protection supplémentaire.

Recommandation #13
La commission recommande :

- ***D'inscrire au PPU les actions permettant la préservation et la mise en valeur des liaisons écologiques et favorisant la consolidation et l'augmentation de la biodiversité sur le secteur;***
- ***De consolider le lien avec l'écoterritoire des rapides de Lachine en y ajoutant le parcours riverain existant et le littoral ouest agrandi du secteur du PPU.***

3.5.4 Verdissement, toits écoperformants et agriculture urbaine

Le PPU se donne pour objectif de « *Maximiser le verdissement dans le secteur de planification*[472] » et « *Limiter l'impact des îlots de chaleur en maximisant le verdissement et la canopée et en favorisant la biodiversité*[473] ». Dans le secteur de planification, on constate actuellement un manque de verdissement, une grande partie des terrains privés étant minéralisée[474].

La commission est d'avis que les cibles de verdissement établies par la Ville, soit un taux minimal de 35 %, sont pertinentes. Le PPU précise toutefois qu'aux fins du calcul de ce taux, la végétalisation des toits pourra être prise en compte. Plusieurs personnes ont émis des réserves à cet effet. Certes, les toitures écoperformantes, vertes ou autres, sont souhaitables. Elles contribuent à atténuer les effets d'îlot de chaleur et, selon leur conception, peuvent également réduire plusieurs autres nuisances (bruit, pollution) ainsi qu'assurer une meilleure gestion des eaux pluviales. Néanmoins, plusieurs craignent que la végétalisation des toitures ne se fasse au détriment du verdissement au sol. La commission abonde dans le même sens.

Aussi, la volonté exprimée dans le PPU de promouvoir l'agriculture urbaine afin de commémorer « *l'ancienne vocation agricole*[475] » de l'île est louable, mais il faut aussi y ajouter la préoccupation du développement durable, afin de nourrir la ville et de diminuer l'empreinte écologique. Il y a donc lieu de prévoir une stratégie pour permettre des projets d'agriculture urbaine,

[471] Politique de protection et de mise en valeur des milieux naturels, (PPMVMN) – Ville de Montréal, 2007
[472] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 39
[473] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 42
[474] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 25
[475] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 40

possiblement sur les toits. Il y a lieu aussi d'envisager certains espaces publics pouvant accueillir de nouveaux projets, des aires de jardins partagés et/ou communautaires. Montréal a une expertise en la matière qu'il convient de mettre à profit sur le territoire à l'étude.

Recommandation #14
La commission recommande :

- ***De viser un taux de verdissement de 35 %, sans y inclure la végétalisation des toitures;***
- ***D'encourager le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire, notamment en identifiant des lieux et des toitures propices à cette activité.***

3.5.5 La performance environnementale

Dans le contexte de lutte aux changements climatiques, tout développement, de nature publique ou privée, devrait respecter les plus hauts standards en termes de performance environnementale, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources, y compris les eaux pluviales. La vision du PPU propose d'assurer l'aménagement d'un quartier axé sur l'intégration de principes écologiques novateurs dans l'aménagement des sites et des bâtiments.

La commission est d'avis que les principes évoqués dans l'énoncé de vision et ceux de l'orientation 5 du PPU sont pertinents. Mais, comme le mentionnait un mémoire « *le PPU devrait présenter l'objectif de la performance environnementale comme un trait intégré à l'ADN même du TOD*[476]*. »*

Dans le cadre d'un grand projet de transformation, le PPU gagnerait à englober tous les aspects liés à la performance environnementale. Le PPU devrait encourager l'obtention de certifications de performance environnementale (LEED ou autres), pour le cadre bâti et pour l'aménagement des domaines public et privé et afin de contribuer à la lutte aux changements climatiques et transformer le lieu selon les principes du développement durable.

Recommandation #15
La commission recommande l'obtention de certifications de performance environnementale pour toute nouvelle construction ou nouvel aménagement, tant sur le domaine public que sur le domaine privé. De plus, la Ville devrait adopter des mesures visant à encourager le même niveau de performance environnementale dans le cadre bâti existant.

[476] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 7

3.6 Le patrimoine

En ce qui a trait à la question patrimoniale, le PPU propose dans son orientation 3 « *la mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères*[477] » en mettant l'accent, en particulier, sur la mise en valeur de l'histoire du lieu. On retrouve dans le secteur *« deux sites archéologiques reconnus et protégés témoignant de l'histoire agricole et des premières nations de L'IDS et de son évolution dans le temps*[478]*. »*

Aussi, l'évaluation du patrimoine urbain identifie dans la partie au sud du PPU trois ensembles urbains d'intérêt et un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle (cité-jardin), ainsi que deux secteurs d'intérêt archéologique[479].

En fait, plusieurs personnes remarquent que les sites répertoriés sont mis en valeur de manière isolée[480]. La commission déplore l'absence d'une vue d'ensemble pour L'Île-des-Sœurs. Selon la commission, cette perspective globale pourrait prendre la forme d'un plan de mise en valeur visant à créer un parcours d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales. Ce plan doit être complété par une stratégie de diffusion d'informations relatant l'histoire de L'Île-des-Sœurs, autant dans les lieux de commémoration que dans les équipements publics de l'arrondissement (bibliothèques, espaces communautaires, etc.).

Les interventions préconisées pour la mise en valeur du site Le Ber et de la sépulture autochtone, sous la structure du nouveau pont Samuel-De Champlain, sont accueillies favorablement par certains participants. Toutefois, la commission est d'avis que la conception de cette place publique devrait assurer la sécurité et la convivialité des usagers (éclairage, raccordement, signalisation, etc.) et émet des réserves quant à la viabilité d'une place publique de commémoration sous le pont.

Finalement, la commission souhaite que l'ensemble de ces interventions viennent compléter la mise en valeur du patrimoine paysager exceptionnel de L'Île-des-Sœurs.

Recommandation #16
En ce qui a trait aux questions patrimoniales, la commission recommande d'élaborer un plan de mise en valeur du patrimoine pour l'ensemble du secteur du PPU et de L'Île-des-Sœurs. Ce plan comprendrait :

- ***Un circuit d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales;***
- ***L'aménagement sécuritaire et convivial des lieux, particulièrement en ce qui a trait à la place publique commémorative sous le pont Samuel-De Champlain;***

[477] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 34
[478] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 16
[479] Évaluation du patrimoine urbain – Arrondissement de Verdun, doc. 4.2.1
[480] Marcel Barthe, doc. 7.50, p. 10; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14

- ***Un programme de communication et de diffusion, incluant des activités d'interprétation du patrimoine, autant dans des lieux publics (bibliothèque, espaces communautaires, parcs, etc.) que sur les sites répertoriés.***

3.7 La mobilité, élément clé du TOD

L'énoncé de vision du PPU est clair en matière de mobilité, il propose une extension du réseau cyclable, le déploiement d'un important réseau piétonnier convivial et sécuritaire, une offre enrichie de transport en commun, une reconversion d'espaces extérieurs aujourd'hui réservés à l'automobile et au stationnement[481]. La commission appuie cette vision qui est aussi bien accueillie par la majorité des gens qui se sont exprimés tout au long de la consultation.

La thématique de la mobilité soulève d'importants enjeux. L'arrivée du REM, conjuguée aux interventions proposées pour la place du Commerce, affectera toute la population de l'île et non pas seulement le territoire du PPU. Aussi, la question de la mobilité dans le contexte de l'importante densification proposée mérite des précisions, notamment à l'égard des accès à l'île, de la congestion automobile, de l'offre de stationnement, du report modal et de l'intermodalité.

On fait face à deux importants défis. Le premier a trait au transfert modal de l'automobile vers le transport collectif et actif, puisqu'actuellement 63 % des déplacements produits par L'Île-des-Sœurs et 71 % des déplacements vers l'île se font en auto[482]. Le deuxième défi est de proposer un cocktail de transport qui permettra à la population d'utiliser différents moyens de transport dans leurs déplacements quotidiens.

3.7.1 Accès à l'île

> *« L'insularité induit une complexité d'accès interrives et peut parfois occasionner une impression de "captivité" chez les résidents et travailleurs de l'île, particulièrement en période de chantier tel que celui du pont Samuel-De Champlain. Le secteur de planification inclut pour le moment les seuls accès permettant de desservir l'ensemble de l'île*[483]*. »*

Concernant les accès à l'île, que ce soit en bus, à pied, à vélo ou en auto, on fait actuellement converger plus de 20 000 résidents et 8 000 travailleurs vers trois liens automobiles et trois liens cyclables, tous localisés dans le territoire à l'étude.

Plusieurs interventions faites lors de la consultation ont souligné deux problématiques : la congestion et les dangers inhérents à la difficulté d'accès des services d'urgence. Ces problèmes, déjà présents sur le territoire, seront progressivement aggravés avec l'arrivée de milliers de résidents et travailleurs, conséquence de l'importante densification de l'aire TOD.

[481] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 32
[482] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 17
[483] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 28

Depuis plusieurs années, un projet de nouveau pont local réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons est discuté. En 2008 déjà, un comité de l'arrondissement recommandait de relier les rives de Verdun et de L'Île-des-Sœurs par un pont local pour les véhicules d'urgence, d'entretien et le transport actif[484]. Plus récemment, le *Plan local de déplacement 2017* adopté par l'arrondissement de Verdun s'est donné pour objectif de « *Créer un nouveau pont local dédié aux transports actifs entre L'Île-des-Sœurs et les autres quartiers de Verdun*[485] *»*.

Le PPU évoque l'idée d'un pont local, mais n'en prévoit pas la construction. À l'objectif 2.1 du PPU, on peut lire : « *Évaluer la mise en place d'un nouveau lien piéton, cyclable, pour transport collectif et pour véhicules d'urgence dans le prolongement de la rue Galt et du boulevard Marguerite-Bourgeoys, au-dessus du chenal de L'Île-des-Sœurs*[486]. »

Plusieurs personnes se sont prononcées sur les accès à l'île et sont d'accord avec la mise en place d'un nouveau lien avec la terre ferme, réservé aux transports collectif et actif et aux véhicules d'urgence. « *Augmenter le nombre de personnes qui vivent et travaillent à l'île des Sœurs à proximité du REM sans prévoir la construction d'un nouveau pont près du Club Marin ou près du Golf est irresponsable* », résumait aussi une des participantes[487].

De plus, comme le spécifiait une personne : « *On ne le réalise pas, mais à L'Île-des-Sœurs on est à 800 mètres d'une station de métro* (station De L'Église à Verdun)*. Elle est inaccessible*[488]… » précisait à la commission : « *Il y a tous les espaces, les empattements sont déjà là. C'est là où la rivière est la plus courte. C'est certain qu'il y aura une opposition un peu à ça. Il y a des gens qui aiment continuer à ghettoïser L'Île-des-Sœurs. Ce n'est pas ma vision à moi, mais en réalité, c'est là que ça a le plus de sens. Le métro est juste à côté, la plage, l'auditorium, l'hôpital*[489]*. »*

Pour la commission, il importe de désenclaver l'île; c'est pourquoi ce pont est nécessaire. Améliorer l'accès à l'île pour les véhicules d'urgences, les autobus, les cyclistes et les piétons par un pont local est une condition essentielle pour le développement de L'Île-des-Sœurs dans son ensemble ainsi que pour le secteur du PPU.

Recommandation #17
La commission recommande de réaliser rapidement la construction d'un pont local reliant Verdun et L'Île-des-Sœurs, réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons.

[484] Arrondissement de Verdun, 2008, http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/ARR_VER_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PONT_IDS_RAPPORT_FINAL200608-2.PDF
[485] Plan local de déplacements de l'arrondissement de Verdun, doc. 4.4.8, p. 9, 22 et 23
[486] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[487] Danielle Lareau, doc. 6.64, p. 1
[488] Claude Giguère, doc. 6.6, p. 15
[489] Claude Giguère, doc. 6.6, p. 19

3.7.2 Réseau viaire et circulation

Le réseau actuel de voies de circulation dans le territoire du PPU est restreint et congestionné. Il rend l'accès au territoire et la circulation interne complexes. Le portrait diagnostic précise également : « *Le nombre de voies publiques limité ainsi que la trame de rue non orthogonale sont liés à l'approche d'urbanisation initiale plus organique et champêtre associée à la cité-jardin sur L'IDS. Ce qui en résulte est un nombre restreint d'intersections ainsi que de très grands îlots avec des lots parfois très profonds et irréguliers. L'adossement à l'autoroute 15 rend également l'accessibilité à ces lots plus difficile*[490]*. »*

Le PPU reconnaît cette situation, mais ne prévoit pas de nouvelles voies. Il propose tout de même de supprimer des voies sur la rue qui traverse la place du Commerce. La commission s'interroge sur la pertinence de supprimer ces voies. Comme le résume une intervention : « *Dans ce contexte, la réduction de 4 à 2 voies de la rue Place du commerce est inappropriée, d'autant plus qu'il est possible de maintenir l'objectif de la ville, c'est-à-dire d'augmenter la largeur des trottoirs et des îlots de verdure, avec l'espace actuel et en augmentant si nécessaire la marge de recul des nouveaux bâtiments qui seront construits le long de cette rue*[491] *».*

La commission note aussi que les aménagements proposés pour cette rue incluent une nouvelle piste cyclable et la création de cases de stationnement sur rue[492]. Pour la circulation des autobus et pour des raisons de fluidité et de sécurité, on peut s'étonner de cette proposition.

Le réseau de voies étant limité, le projet de transformer la rue Levert en « *rue partagée*[493] » et d'y créer des espaces de stationnement devrait aussi être réévalué. Cette rue est un des seuls accès à la place du Commerce où se développeront plus d'habitations, d'équipements collectifs, d'institutions, de commerces et de bureaux. En faire une rue partagée, où piétons, automobiles, camions de livraison, etc. cohabitent dans les mêmes voies semble peu approprié et dangereux.

Recommandation #18
La commission recommande de maintenir le nombre et la configuration des voies de circulation existantes dans le secteur du PPU.

3.7.3 Transport collectif

Le PPU s'inscrit dans les grandes politiques de la Ville et se donne pour objectif de réduire l'utilisation de l'automobile au profit du transport actif et collectif, dans l'île ou vers d'autres destinations. Le PPU propose d'améliorer le service de transport collectif et identifie les

[490] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 31
[491] Robert Léveillé, doc. 7.46, p. 5
[492] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 69
[493] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 73

interventions requises[494]. Dès l'ouverture de la gare du REM, le PPU devra réussir à ramener vers la station une partie importante des déplacements quotidiens des résidents. La commission rappelle que le succès d'un TOD passe par la mobilité, comme l'indiquent les grands objectifs et la vision du PPU.

Pour réduire l'utilisation de l'automobile, il importe de doter L'Île-des-Sœurs d'un réseau performant et adapté de transport collectif. Rappelons qu'en 2019, la STM a consulté la population sur la refonte du transport collectif sur l'île, mais les résultats ne sont pas encore connus. La commission recommande d'agir promptement pour assurer que le service actuel soit corrigé et amélioré avant de densifier le territoire.

Pour développer un TOD qui réponde aux besoins, plusieurs idées ont été émises par les citoyens et devraient être prises en compte par la STM. Par exemple, plusieurs ont souligné la nécessité de garder des liaisons efficaces par autobus, voire d'en créer de nouvelles, entre l'île et Montréal terre ferme, de manière complémentaire au REM.

D'autres personnes ont également repris l'idée de mettre en place une navette électrique pour desservir de façon fréquente l'ensemble du territoire de l'île, de la pointe sud à la pointe nord, pour accéder à la gare du REM et aux activités de la place du Commerce[495]. Le PPU est l'occasion de réaliser ce projet.

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande à la Ville, de concert avec la STM :

- ***D'améliorer significativement l'offre de transport collectif sur l'île;***
- ***De prévoir la mise en place d'une navette écoénergétique à fréquence élevée desservant toute l'île.***

3.7.4 Mobilité active

Le PPU encourage l'utilisation du transport actif et, à cette fin, prévoit diverses interventions. La commission constate un fort appui à cette orientation. Plusieurs personnes ont toutefois soulevé des questions et apporté des suggestions quant aux tracés, à la sécurité dans la coexistence piétons-cyclistes, à la cohabitation vélos autos ou aux stationnements pour les vélos[496].

En ce qui concerne l'aménagement des pistes cyclables, la commission est d'avis qu'en plus de compléter le réseau actuel, quelques gestes contribueraient à stimuler l'utilisation du vélo.

[494] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 58
[495] Association des propriétaires et résidents de L'Île-des-Sœurs, doc. 7.5, p. 12; Denyse Lecat, doc. 7.71.2, p. 42; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5
[496] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.1, p. 7; Denis Proulx, doc. 7.8, p. 5; Claude Giguère, doc. 7.68.1, p. 3 et 12; Touil Djamila, doc. 7.40, p. 1; Danielle Lareau, doc. 7.64, p. 2

Par exemple, l'aménagement d'une piste sécuritaire et de haute capacité du sud de l'île vers le REM traversant la place du Commerce, ainsi que l'implantation de station de vélos en partage méritent d'être considérés.

Particulièrement, le PPU mentionne l'installation de supports à vélos aux abords du REM. Ces supports, en quantité suffisante, devraient être à l'abri des intempéries et sécuritaires et peut-être localisés dans les stationnements en sous-sol ou étagés.

Ainsi, la nouvelle piste proposée en bordure de la rue place du Commerce[497], entre le trottoir et les places de stationnement, présente des risques d'emportiérage. La commission est d'avis qu'il faut privilégier des pistes en site propre pour assurer une sécurité accrue des cyclistes.

Par ailleurs, le document du PPU propose de créer un lien piéton et cyclable convivial et sécuritaire à même le pont Clément - l'autoroute 10 - vers le centre-ville de Montréal[498]. La commission considère ce projet souhaitable pour désenclaver l'île, créer un lien supplémentaire vers Montréal et encourager le transport actif par un moyen structurant.

Concernant l'axe vert est-ouest actuellement esquissé au PPU, il ne semble pas adéquat, entre autres parce qu'il ne rejoint pas la gare du REM. Aussi, plusieurs personnes ont exprimé le besoin d'espaces verts; elles ne privilégient toutefois pas le modèle d'aménagement de cet axe qui leur apparaît plutôt étranger à L'Île-des-Sœurs[499].

Recommandation #20
En matière de mobilité active, la commission recommande de :

- ***Compléter et renforcer les réseaux piétonniers et cyclables en site propre;***
- ***Prévoir une piste cyclable de haute capacité entre le sud de l'île et la gare du REM;***
- ***Prévoir un très grand nombre de supports à vélo aux abords de la gare du REM;***
- ***Développer l'offre de vélos partagés;***
- ***Donner suite au projet de lien cyclable et piétonnier à même le pont Clément vers le secteur Bridge-Wellington.***

3.7.5 L'offre de stationnement

La vision du PPU s'inscrit en continuité avec les politiques de la Ville. Sous la rubrique Stationnement et pôles de mobilité, on peut lire en page 8 du PPU *« L'une des mesures prioritaires mentionnées dans la politique de stationnement vise l'encadrement règlementaire obligeant l'offre de stationnement pour modes alternatifs à l'auto […]. L'augmentation de l'offre*

[497] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 70
[498] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 37
[499] Josée Bérubé, doc. 7.18, p. 8

en stationnement intérieur, notamment sous la forme de mutualisation, est également mentionnée comme une tendance à prioriser qui permet d'offrir de meilleures performances environnementales[500] ».

Ces grandes orientations ne semblent pas se concrétiser dans la planification proposée. Il est peu fait mention des pôles de mobilité. Également, on prescrit une diminution significative des cases de stationnement dans les projets privés. De plus, l'exigence du PPU de localiser les cases à l'intérieur dépend de la transformation des bâtiments. C'est pourquoi la commission est d'avis qu'il faut déminéraliser les stationnements extérieurs pendant la période de transition.

La réduction du nombre de cases de stationnement dans les projets privés s'accompagne d'une création de cases sur la voie publique. La commission est d'avis que ces concepts sont à revoir. Afin de réduire l'utilisation de l'automobile, la réduction des cases de stationnement sur les propriétés privées semble moins porteuse que d'offrir des modes de transport alternatifs. La mutualisation d'espace de stationnement existant ou futur pourrait être mise à contribution pour satisfaire la demande. Comme il a été écrit plus haut, la commission est d'avis que de créer de nouvelles cases de stationnement sur rue n'est pas judicieux.

Finalement, l'offre de stationnement pour modes de transport alternatifs, particulièrement autour du REM, pose aussi problème. Le PPU ne prévoit aucune stratégie ou action en cette matière et s'en remet à la CDPQi qui, pour le moment, prévoit 20 supports à vélos[501], ce qui paraît nettement insuffisant.

Le stationnement résidentiel

Le PPU propose de limiter à 0,75 le nombre de cases de stationnement par unité de logement pour les nouvelles constructions. Plusieurs participants, tout en se disant d'accord avec l'idée de réduire l'usage de l'automobile, ont jugé cet objectif irréaliste. Utiliser davantage le transport collectif signifie, par ailleurs, laisser son auto à la maison. Des ratios aussi bas n'existent pas actuellement dans les quartiers centraux de Montréal pourtant beaucoup mieux connectés entre eux et mieux desservis en transports collectifs. Comme le rappelle un citoyen : « *Low car ownership makes sense WITHIN a denser urban context but not on an island which is relatively distant from the city centre*[502] *».*

Compte tenu du caractère insulaire du lieu, la commission est d'avis que les exigences de stationnement ne peuvent être aussi limitées. Rappelons que les territoires concurrents directs de l'île sur le marché immobilier induit par l'arrivée du REM, le centre-ville de Montréal et Brossard, n'ont pas ces exigences en matière de restriction de stationnement.

[500] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 8
[501] Ville de Montréal, Réponses de la Ville, doc. 5.3.1, p. 2
[502] Adrian Sheppard, doc. 7.6, p. 4

Le stationnement commercial

En ce qui concerne le stationnement desservant les commerces et les bureaux, le PPU propose de réduire de manière importante le nombre total de cases, même si elles sont situées à l'intérieur des bâtiments. Actuellement, les cases de stationnement des commerces et bureaux de la place du Commerce sont déjà très utilisées[503]. La commission est d'avis que le PPU devrait inclure des mesures transitoires pour verdir et déminéraliser les surfaces de stationnements en attendant leur transformation qui pourra prendre plus de 20 ans.

La commission note que la réduction importante des espaces alloués aux stationnements, plus que leur transformation, est dénoncée par les commerçants et les milieux d'affaires. Notons que les stationnements sont des éléments importants des baux en vigueur, pour plusieurs jusqu'en 2064. La commission est d'avis que cet élément est important et comme le résume une intervention : « *Dans le commerce de détail, les baux font partie des enjeux importants sur la planification à long terme pour une bannière. De nombreuses dispositions obligent le propriétaire à fournir un nombre minimal d'espaces de stationnement… Dans le cadre du bail de Provigo qui s'étend sur une période de près de 30 ans, un minimum de ± 1,2 case/30 m² est requis*[504] *»*. L'autre supermarché de l'île, le IGA situé à la place du Commerce, s'estime menacé par les normes prescrites au PPU qui font passer de 160 à 62 leur nombre de cases de stationnement, ceci pouvant mettre en péril leur survie disent-ils[505].

Cette situation contractuelle présente un fort risque de bloquer toute transformation de la place du Commerce, comme le précise un participant : « … *le projet de PPU ne tient pas compte de l'emphytéose jusqu'en 2064 qui limite les opportunités de redéveloppement ou encore des baux en vigueur avec les différents commerçants qui définissent certains engagements, notamment au niveau de l'offre en cases de stationnement. La réduction draconienne du nombre de cases- de stationnement autorisées et l'obligation de mettre toutes les cases de stationnement en souterrain apparaît comme une mesure excessive*[506] *»*.

La commission rappelle que ce secteur commercial dessert toute l'île et non pas seulement les habitants du secteur du PPU. Bon nombre de résidents ont exprimé leur surprise et leur désarroi à l'idée qu'on allait les priver d'utiliser leur véhicule pour aller faire leurs emplettes à la place du Commerce. Plusieurs personnes à mobilité réduite ont demandé comment ils allaient s'y prendre pour transporter leurs sacs à provisions, d'autres pour se déplacer avec le poupon et la poussette, etc.

Compte tenu de l'accroissement important de la population et de l'achalandage prévu, un gel du nombre total de cases de stationnement réservées aux commerces représenterait déjà une

[503] Portrait diagnostic complet, doc. 3.2, p. 38
[504] Les Compagnies Loblaw Limitée (Provigo & Pharmaprix), doc. 7.52, p. 3
[505] Sobeys, doc. 7.55
[506] IDU – Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 6

limitation significative. De plus, tel que déjà suggéré dans le document du PPU, il convient de prévoir des espaces extérieurs pour stationnement de courte durée.

Globalement, la commission est d'avis qu'il faut revoir la question du stationnement, permettre les cases de stationnement à l'intérieur et la possibilité d'en conserver durant la période de transition à l'extérieur, sur terrains privés, dans des aires aménagées avec de hauts standards de verdissement.

Enfin, la commission s'interroge sur la création de cases sur la voie publique, sur la future rue place du Commerce et sur la rue Levert tel que proposé au PPU. Ne pas retrancher des voies sur le réseau viaire déjà congestionné est important, autant pour la vitalité économique que pour le transport collectif, mais il faut surtout éviter d'utiliser l'espace public pour créer de nouvelles cases de stationnement.

Recommandation #21
Concernant l'offre de stationnement, la commission recommande :

- ***Pour le stationnement résidentiel, limiter à 1 le nombre de cases de stationnement par unité de logement, sans imposer de minimum;***
- ***Pour le stationnement commercial, maintenir les ratios en vigueur et le nombre total de cases actuel;***
- ***Ne pas introduire de nouvelles cases de stationnement sur rue dans tout le territoire du PPU.***

3.7.6 Plan de gestion des déplacements

L'arrivée potentielle de nouveaux résidents et travailleurs aura un impact sur la congestion dans le territoire à l'étude. La commission est d'avis qu'il serait possible de mettre les entreprises à contribution pour planifier le transport de leurs travailleurs. Comme le rappelait un organisme : « *Une façon efficace de réduire l'utilisation de la voiture au profit d'autres modes plus durables est de gérer la demande en mettant à la disposition des employés et des résidents des mesures incitatives à ces modes durables*[507]*. »*

Le PPU gagnerait à mieux planifier les déplacements générés par les activités économiques dans le secteur et, pour ce faire, les plans de gestion des déplacements (PGD), spécifiquement pour les lieux de travail, sont des outils intéressants. Les PGD se développent en entreprise; ils visent à mieux planifier les déplacements des travailleurs qui font la navette entre le travail et la maison. Le PPU pourrait s'inspirer de l'expérience de l'arrondissement de Saint-Laurent dont la règlementation impose les PGD aux grandes entreprises.

[507] Voyagez Futé (Centre de gestion des déplacements), doc. 7.54, p. 7

Cette règlementation demande à l'employeur de se fixer des objectifs de diminution de l'utilisation de l'auto solo, de proposer à ses employés plusieurs incitatifs visant le covoiturage, ainsi que l'utilisation des transports actif et collectif. Une mesure de ce type pourrait s'appliquer dans le secteur du PPU lors de demande de permis pour toute nouvelle construction, agrandissement ou réfection d'un bâtiment qui dispose, par exemple, de plus de 50 cases de stationnement, en surface ou non.

Recommandation #22
Afin de réduire l'utilisation de l'automobile individuelle pour se rendre au travail, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

3.8 Développement économique

« *La place du Commerce et ses abords seront aménagés afin de consolider la vocation économique de l'île, tout en intégrant également toutes les composantes d'un quartier complet*[508]*. »* propose le PPU. Le document évoque des chiffres ambitieux : sur un horizon d'environ 20 ans, « *la capacité d'accueil du secteur de planification rend possible la construction de : ±70 000 m² de commerces/services* (et) *±110 000 m² de bureaux/affaire*[509] ». Le PPU détaille ensuite quelques interventions portant sur les aménagements physiques du territoire en termes de cadre bâti, marges de recul, mobilité active et aires techniques. Le PPU ne propose pas de gestes pour stimuler l'activité économique dans le secteur. Les propriétaires d'immeubles, les développeurs et divers spécialistes ayant participé à la consultation mettent en doute la capacité du territoire à accueillir autant de nouveaux mètres carrés réservés aux commerces et bureaux[510].

L'évaluation du potentiel économique déposé par la Ville conclut que le potentiel est limité pour les bureaux et les commerces[511]. Concernant le marché immobilier pour bureaux, le secteur du PPU n'offre pas l'attrait du centre-ville ou la fiscalité de la banlieue. Les taxes élevées, le milieu de vie et la localisation jouent en défaveur de l'île[512]. Pour le commerce de détail, l'arrivée de nouveaux résidents augmentera la demande, mais principalement pour une pharmacie, des services personnels, de la restauration et peut-être un supermarché additionnel. L'île n'est pas propice à voir le développement de commerces de destination. Les faiblesses du marché sont nombreuses : embouteillages fréquents, localisation insulaire enclavée, faible bassin de population, rayonnement commercial limité et la présence de concurrents majeurs à proximité, au centre-ville et au quartier DIX30[513].

[508] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 33
[509] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 51
[510] Sandalwood, doc. 7.26, p. 6; Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[511] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 8
[512] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 10
[513] Évaluation du potentiel de développement économique, doc. 3.5, p. 70

Il faudra identifier des objectifs et des outils en matière de développement économique, comme le formulait le Conseil régional de l'environnement de Montréal : « *Nous recommandons à la Ville d'identifier plus précisément les orientations économiques à privilégier dans le secteur nord de L'Île-des-Sœurs dans le double objectif de développer l'identité propre à ce TOD et d'assurer sa résilience sociale et économique à travers sa complémentarité aux pôles d'emploi et de commerce voisins*[514] *».*

Mentionnons que beaucoup de résidents de l'île ont abordé la question des commerces de proximité. Ils veulent une meilleure offre et limiter la croissance des projets de bureaux : « *Les fonctions commerces et bureaux sur l'île des Sœurs devraient majoritairement être des commerces de proximité*[515] *».* « *La part du bureau ne devrait pas prendre une place prépondérante à l'intérieur de l'aire du PPU*[516]. »

La problématique du commerce de détail et sa présence sur rue dépassent largement le territoire à l'étude. Les habitudes de nombreux consommateurs se transforment et le commerce en ligne est en croissance. Le phénomène des locaux commerciaux vides est connu. C'est pourquoi créer des milliers de pieds carrés de nouveaux commerces à l'île est peut-être à revoir. Le PPU mise sur l'aménagement, l'implantation des bâtiments, l'encadrement de la rue pour stimuler le commerce. La commission est d'avis que c'est plutôt une stratégie de développement économique qu'il faut élaborer.

Recommandation #23
Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande de développer une stratégie de développement économique en portant une attention particulière aux commerces et services de proximité.

3.9 Les nuisances

Deux types de nuisances affectent les résidents de L'Île-des-Sœurs : les nuisances temporaires liées aux travaux de construction passés et à venir, et les nuisances générées par l'infrastructure autoroutière. La mitigation de ces nuisances doit être au cœur de l'exercice de planification. Comme le rappelle une association, *« il faut prendre des mesures créatives immédiates dans le PPU actuel permettant l'atténuation de la pollution sonore, de la pollution atmosphérique, de la pollution visuelle et du ruissellement*[517]*. »*

Au chapitre des nuisances temporaires, beaucoup de résidents et riverains du secteur qui subissent depuis longtemps un niveau élevé de nuisances demeurent très préoccupés. Cependant, le PPU n'aborde ces questions que sous l'angle des grands travaux publics (REM,

[514] CRE-Montréal, doc. 7.25, p. 4
[515] Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[516] Stéphane Tremblay, doc. 7.21, p. 2
[517] Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.14, p. 7

nouveau et ancien pont, aménagement du domaine public, etc.) même s'il reconnaît que « *les différents partenaires doivent avoir un travail soutenu de collaboration afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification afin de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'île*[518]. »

Compte tenu de l'ampleur des développements projetés et du long calendrier probable de réalisation, la commission est d'avis qu'il faut aussi considérer les nuisances générées par les futurs projets émanant du secteur privé.

Au chapitre des nuisances anthropiques, on ne retrouve au PPU aucune mesure concrète de mitigation, cet aspect n'étant abordé que par la restriction des usages autorisés aux abords de l'autoroute.

La commission estime que la Ville devrait se doter d'un plan d'action visant à mettre en place des mesures d'atténuation des nuisances. La Ville pourrait intégrer à son guide d'aménagement du secteur les dispositifs visant à mesurer et surveiller en continu les nuisances générées aussi bien par les infrastructures routières que par les activités de construction sur tout le territoire, tels que proposés au PPU[519].

Les niveaux de nuisances ainsi que l'ensemble de mesures visant à les mitiger doivent faire l'objet d'un plan de communication pour assurer la diffusion régulière d'informations détaillées.

Recommandation #24
La commission recommande une gestion rigoureuse des nuisances temporaires et permanentes, appuyée par une surveillance continue, une communication régulière, ainsi que la recherche constante de mesures d'atténuation.

3.10 Gouvernance et concertation

Sous le titre *« une coordination requise des divers intervenants dans le secteur*[520] », le document du PPU mentionne que *« certains échéanciers ou objectifs par projet, sur lesquels la Ville n'a pas de contrôle, complexifient l'arrimage entre les différentes interventions. Un travail soutenu de collaboration entre les différents partenaires responsables de ces projets est nécessaire afin d'assurer une complémentarité avec les interventions proposées par la présente démarche de planification et de minimiser les impacts négatifs sur les usagers de l'Île*[521] *».*

[518] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[519] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 102
[520] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30
[521] Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des-Sœurs, doc. 3.1, p. 30

Plusieurs intervenants ont déploré ce qui leur apparaît comme l'absence de volonté de concertation et de collaboration de la part des autorités municipales[522]. Cette question est importante étant donné que la Ville a besoin de l'accord et de la collaboration de la communauté pour réaliser ses projets. Plusieurs sont venus dire à la commission qu'ils étaient prêts à collaborer avec la Ville pour favoriser la mise en place des infrastructures ou des équipements requis par le PPU[523].

De plus, comme l'essentiel des terrains à développer n'appartient pas à la Ville, il va de soi que les différents partenaires, publics et privés, devront s'entendre clairement sur les travaux à réaliser et leur phasage[524].

Finalement, malgré la tenue d'une démarche d'information en 2018[525], certains ont présenté le PPU comme un document qui aurait été élaboré en vase clos, ou sans tenir suffisamment compte de la réalité existante. Une démarche fondée sur davantage de négociation et de concertation permettrait d'éviter une approche règlementaire trop rigide.

La mise en œuvre du PPU demande la collaboration et l'implication de plusieurs acteurs institutionnels, essentiels au développement du secteur : la Caisse de dépôt et placement du Québec — Infra (CDPQi), Infrastructure Canada, Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. (PJCC), Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), Société de transport de Montréal (STM), etc. Cependant, le projet de PPU ne prévoit pas la création d'un lieu formel de coordination et d'échange entre ces institutions.

Aussi, plusieurs intervenants ont dit souhaiter que la Ville négocie et se concerte avec les acteurs privés du territoire (propriétaires et promoteurs immobiliers, commerçants) pour faire avancer le dossier dans le respect des règles de droit. En effet, de nombreuses préoccupations ont été émises à l'égard de la gestion foncière du secteur, en particulier en ce qui a trait aux ententes contractuelles en vigueur (baux à long terme et leurs conditions assorties, emphytéoses, etc.). Ainsi, comme l'exprime un participant : « *Il y a un cadre bâti, il y a des activités commerciales. Il y a, en plus de ça, des locataires de ces espaces commerciaux qui sont sous contrat et qui ont des obligations. Il y a un bail emphytéotique*[526] *».*

La commission estime qu'il s'avère nécessaire de permettre aux citoyens d'exprimer leur point de vue et de faire des suggestions tout au long du processus de mise en œuvre du PPU. Aussi, les citoyens de l'île devraient aussi avoir accès à une information pertinente, claire et constante sur l'évolution du PPU, tant au niveau de la conception/planification que de la mise en œuvre[527].

[522] IDU — Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9, p. 8
[523] Gestion Sandalwood, doc. 7.26, p. 17 et 18; Lachance Immobilier, doc. 7.3.2, p. 84; Nicolas Rancourt, doc. 7.83.1, p. 79
[524] Pierre St-Cyr, doc. 7.4.1, p. 5
[525] Activités participatives réalisées, doc. 3.3
[526] IDU – Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.9.2, p. 30
[527] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.49, p. 10; CIUSSS Centre-Sud-de-L'Île de Montréal, doc. 7.1, p. 17

La commission souhaite que la Ville choisisse les moyens les plus appropriés, efficaces et souples pour s'assurer que tous travaillent dans le même sens et dans l'intérêt commun. À ce chapitre, la Ville doit faire preuve de leadership, tant auprès des acteurs institutionnels, des acteurs du marché immobilier que de l'ensemble de la communauté, afin de les regrouper à titre de partenaires au sein de différents mécanismes d'échange et de concertation.

Recommandation #25
Pour assurer la mise en œuvre du PPU, la commission recommande que la Ville mette en place une démarche appropriée de concertation des partenaires institutionnels et privés et des groupes de citoyens. Ainsi, elle propose :

- ***La mise sur pied d'un comité de coordination regroupant l'ensemble des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre de grands travaux;***
- ***L'instauration de mécanismes permanents d'échange avec les promoteurs, les propriétaires privés et les citoyens;***
- ***La création d'un mécanisme récurrent de reddition de compte et d'échange d'information avec la communauté.***




OFFICE


Réseau express métropolitain (REM)

CONCLUSION

La consultation sur le PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs a suscité un grand nombre de commentaires et de propositions. Tel que formulé dans le PPU, le secteur à l'étude arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire. Dans ce contexte de grande transformation, la discussion sur le devenir du secteur a permis d'identifier autant les priorités de la communauté que des questionnements sur le potentiel de développement, la capacité d'absorption du territoire, les modalités d'insertion des projets immobiliers, ainsi que sur les propositions d'aménagement.

Les activités menées dans le cadre de la consultation ont permis aux participants d'exprimer leur fierté d'habiter l'île, leurs perceptions à l'égard de la situation actuelle, tout autant que leur vision du développement. La commission constate que la vision et les grandes orientations du PPU reçoivent généralement un accueil positif. Transformer la place du Commerce, compléter le quartier Pointe-Nord, densifier le territoire autour de la gare du REM et créer un quartier complet de type TOD sont des interventions souhaitables. La commission est d'avis que la Ville et l'arrondissement de Verdun doivent aller de l'avant avec la vision proposée. Toutefois, le concept d'aménagement et les interventions proposées doivent être modifiés.

La commission rappelle que la consultation a été menée en l'absence de nombreuses informations, notamment : la configuration de la gare du REM et de ses accès, les conclusions de la consultation menée par la STM, la planification des nouveaux équipements scolaires, sportifs, communautaires ou culturels, parcs et espaces publics, les projections de construction résidentielle sur l'ensemble de l'île, l'offre de logement social, communautaire ou abordable.

D'entrée de jeu, la commission tient à souligner que le premier plan directeur de développement de l'île a été conçu selon une approche de cité-jardin. Si les vagues suivantes d'urbanisation n'ont pas toujours permis de répondre aux intentions et aux exigences de l'approche initiale, la commission souhaite toutefois que la poursuite du développement s'en inspire, notamment en privilégiant les interventions susceptibles de modifier la trop forte minéralisation d'un paysage urbain axé sur les déplacements automobiles.

Compte tenu des caractéristiques du secteur, la commission reconnaît la difficulté de respecter intégralement les principes d'aménagement d'un développement de type TOD : la présence, au cœur du projet, d'un axe autoroutier majeur, ainsi que le caractère insulaire du lieu, associé à l'absence de liens efficaces avec la terre ferme ne peut que générer un TOD atypique.

Les préoccupations des participants ont couvert un large éventail des thèmes. La commission a retenu particulièrement les questions relatives à la densification, à la mobilité, à la création d'un quartier durable et complet, aux qualités naturelles, paysagères et patrimoniales de l'île, tout comme aux exigences souvent formulées à l'égard de la performance environnementale des propositions d'aménagement et de développement.

La commission accueille favorablement l'objectif de densification. Elle tient cependant à souligner les inquiétudes légitimes des participants et recommande que les planificateurs en tiennent compte et mettent en place des mesures visant à mitiger, réduire ou annuler les effets négatifs appréhendés. Ainsi, la commission est d'avis que l'objectif de densification pourrait être assuré d'un plus grand succès par l'inclusion des secteurs limitrophes, notamment le secteur anciennement industriel situé sur le littoral ouest ainsi que la planification immédiate du terrain identifié au PPU en planification différée. Aussi, le concept de mixité dans toutes ses facettes devrait être au cœur de cette planification. Il s'agit, d'une part, de la mixité sociale qui exige de formuler des objectifs clairs en matière d'insertion de logement social et abordable et, d'autre part, de la mixité des usages afin de favoriser la formation d'un quartier complet et animé.

La consultation a permis de faire ressortir la diversité des enjeux liés à la mobilité : la question des accès à l'île, la congestion du transport collectif, la planification de la mobilité active, les conditions de circulation automobile et l'offre de stationnement ont amené les participants à identifier la mobilité comme un enjeu majeur de l'exercice. La commission retient que les accès à l'île doivent être rapidement améliorés pour les véhicules d'urgence et le transport actif et collectif, notamment par la construction d'un pont local qui relierait les deux rives de l'arrondissement. Au cœur du PPU, l'implantation de la station du REM amène une réflexion globale sur l'amélioration du transport collectif sur l'ensemble de l'île en considérant l'introduction des modes alternatifs de transport collectif et des mesures ciblées d'encouragement au transfert modal. La commission appuie les propositions de la Ville à l'égard du déploiement d'un important réseau piétonnier et cyclable convivial et sécuritaire, mais recommande d'y ajouter une piste cyclable de haute capacité entre la pointe sud de l'île et la gare pour encourager l'utilisation du vélo en provenance et en direction de la station du REM.

Compte tenu des insuffisances du réseau viaire et de la densification projetée, la commission s'interroge sur la pertinence de supprimer des voies de circulation dans le territoire, comme le fait le PPU. La commission s'interroge aussi sur les mesures relatives au stationnement. Elle est d'avis qu'il faut réduire l'offre de stationnement sur l'espace public et procéder à la déminéralisation des grands espaces de stationnement, mais n'appuie pas les propositions de réduction du nombre de cases de stationnement privé des secteurs résidentiel ou commercial telles que formulées au PPU.

Concernant les propositions d'aménagement, la commission constate qu'aucun espace public ou lieu de rassemblement n'est envisagé près de la station du REM, pourtant appelé à devenir le principal point de convergence de l'île. Dans ce contexte, il apparaît essentiel de repenser la planification des parcs, des espaces verts, des lieux publics et des sites d'intérêt patrimonial avec le double objectif de constituer un réseau abritant une diversité de fonctions culturelles, récréatives ou sportives et d'une meilleure accessibilité à la gare. Afin de traverser toute l'île et accéder à la future station du REM, la commission recommande l'aménagement d'un axe nord-sud, plutôt que l'axe vert est-ouest proposé. Enfin, tout en déplorant le peu d'informations

relatives à sa mise en œuvre, la commission appuie l'objectif de consolidation du parcours riverain. Elle recommande d'apporter une attention particulière aux zones riveraines les plus écosensibles et d'élargir la perspective en favorisant les connectivités écologiques propices à la biodiversité.

Au sujet du développement économique, la commission a entendu - et fait siennes - les réserves des participants relatives au potentiel du secteur. Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande d'adopter une stratégie de développement économique misant principalement sur les commerces et services de proximité.

Finalement, la participation des citoyens et parties prenantes tout au long de la mise en œuvre du PPU devrait être orchestrée par les autorités municipales. La commission propose de porter une attention particulière à la coordination des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre des grands travaux, au partage d'information entre la Ville et les agents de la promotion immobilière et à un échange formel et récurrent d'information auprès de l'ensemble de la communauté de L'Île-des-Sœurs.

La commission remercie chaleureusement tous les participants, le personnel de l'OCPM et souligne la contribution du personnel de la Ville de Montréal tout au long de cette consultation publique.

Fait à Montréal, le 30 avril 2020.

Isabelle Beaulieu
Présidente de commission

Marie Claude Massicotte
Commissaire

Gaétan Lebeau
Commissaire







Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 20 août 2019, le conseil municipal de la Ville de Montréal a mandaté l'OCPM afin de tenir une consultation publique sur le projet de règlement intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)* » afin d'y intégrer le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs.

La consultation publique

L'étape de communication et de mobilisation a débuté en septembre 2019. Elle comprenait le lancement de la page web de la consultation sur le site Internet de l'OCPM, l'annonce de la consultation sur les divers réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram), l'envoi des infolettres aux personnes et groupes abonnés et la distribution d'environ 15 300 dépliants sur l'ensemble du territoire de L'Île-des-Sœurs.

Afin d'informer le public et recueillir l'opinion du plus grand nombre de participants, l'OCPM a mis en place une démarche de consultation à plusieurs étapes. La commission a tenu une séance d'information le 30 septembre 2019. Dans l'heure qui précédait la séance d'information, les quelque 566 participants ont pu discuter, s'informer et poser des questions aux représentants de La Société de transport de Montréal (STM), des Ponts Jacques Cartier et Champlain Incorporée (PJCCI) et du Réseau express métropolitain (REM), qui tenaient des tables d'information sur les projets et les grands chantiers en cours dans le secteur de planification.

Les séances d'audition des opinions ont eu lieu du 28 au 31 octobre 2019. Les activités de consultation se sont conclues avec la tenue de cinq séances d'audition des opinions. Toutes les séances ont eu lieu au centre communautaire Elgar.

La consultation en ligne a permis de recueillir des opinions du 3 octobre au 3 novembre 2019. Au total, près de 3122 personnes ont pris part aux activités de la démarche de consultation.

La commission a reçu 87 mémoires, dont 28 ont été présentés en personne lors des séances d'audition, auxquels se sont ajoutées 13 présentations orales sans dépôt de mémoire. Au terme de la démarche de consultation, la commission a procédé à l'analyse de l'ensemble des opinions déposées tout au long du processus et a formulé des recommandations qui ont ensuite été remises aux élus municipaux.

La commission et son équipe
Isabelle Beaulieu, présidente de la commission
Marie Claude Massicotte, commissaire
Gaétan Lebeau, commissaire
Reinaldo De Freitas, analyste
Pierre Goyer, analyste

L'équipe de l'OCPM

Abdelmadjid Bourada, accueil
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Hadrien Chénier-Marais, responsable de la mobilisation et de la participation en ligne
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Guy Grenier, consultant
Laurent Maurice Lafontant, adjoint administratif
Lizon Levesque, adjointe administrative
Paul Marchand, analyste
Élise Naud, coordonnatrice des analystes
Anik Pouliot, directrice des communications
Eduardo Toledo, accueil
Nicole Uwimana, accueil
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Pour le service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville de Montréal
Maxime Lemieux, conseiller en aménagement
Lise Bernier, chef de division, urbanisme

Pour l'arrondissement de Verdun
Stéphane Bernaquez, directeur de l'aménagement urbain et des services aux entreprises

Les participants à la séance d'information par ordre d'inscription

Soirée d'information - 30 septembre 2019

Stéphane Tremblay	Philippe Bédard	Geneviève Guay
David Poiré	Christine Lalonde	Louis Papineau
Dany Tremblay	Norbert Morin	Lise-Anne Laverdure
Pierre Malo	Sarah Lanoue	Philippe Ricart
Denis Proulx	Patrick Gibault	Marie-Josée Drouin
Sally Cooke	Denyse Lecat	Bruno Courtemanche
Jean Cardyn	Jean Cardyn	Lise Filion
Karl Oman	Johanne Tellier	Jean-Claude Gravel
Martine Labrèche	Robert Ouellet	Louise Larivière
Gisèle Chapleau	Daria Lebidoff	Pierre St-Cyr
Gilles Beaudry	Pierre Mierski	France Landry
Geneviève Guay	Bianca Roy	Svein Hubinette
	Claude Guigère	Daniel Manseau

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous la rubrique 7.







Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

- 1.1. Sommaire décisionnel
- 1.2. Recommandation
- 1.3. Pièces jointes
  - 1.3.1. Avis comité Jacques-Viger – 14 juin 2019
- 1.4. Intervention – Service des affaires juridiques
  - 1.4.1. Règlement modifiant le plan d'urbanisme (04-047)
    - 1.4.1.1. Annexe A – Densité de construction
    - 1.4.1.2. Annexe B – Limites de hauteurs
    - 1.4.1.3. Annexe C – Secteur de planification (voir 3.1)
  - 1.4.2. Règlement de contrôle intérimaire
    - 1.4.2.1. Annexe A – Territoire d'application
    - 1.4.2.2. Résolution
- 1.5. Résolutions
  - 1.5.1. Comité exécutif – CE19 1323
  - 1.5.2. Conseil municipal – Avis de motion - CM19 0939
  - 1.5.3. Conseil municipal – CM19 0929
  - 1.5.4. Conseil municipal – CM19 0942

2. Démarche de consultation

- 2.1. Dépliant

3. Documentation déposée par la Ville de Montréal

- 3.1. Programme particulier d'urbanisme – Partie nord de L'Île-des Sœurs – juillet 2019
  - 3.1.1. Cartes de localisation du secteur
- 3.2. Portrait diagnostic complet – septembre 2018
- 3.3. Activités participatives réalisées – novembre 2018
  - 3.3.1. Rapport synthèse
  - 3.3.2. Présentation
  - 3.3.3. Guide du participant
  - 3.3.4. Q/R
- 3.4. Évaluation du potentiel de développement résidentiel – Atelier de discussion - avril 2017
- 3.5. Évaluation du potentiel de développement économique – août 2017
- 3.6. Présentation de la Ville de Montréal et de l'arrondissement de Verdun – Séance d'information – 30 septembre 2019
- 3.7. Portrait-diagnostic de la population de L'Île-des-Sœurs – octobre 2017
- 3.8. Project Report – Réalisons Montréal – Partie nord de L'Île-des-Sœurs – Septembre 2019

4. Documents et liens utiles

4.1. AMÉNAGEMENT, PLANIFICATION ET RÉGLEMENTATION D'URBANISME

4.1.1. Guide de la prise de décision en urbanisme - Programme particulier d'urbanisme
4.1.2. Les programmes particuliers d'urbanisme – Ville de Montréal
4.1.3. Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD)
4.1.4. Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal
4.1.5. Plan d'urbanisme de Montréal
4.1.6. Plan d'urbanisme – Verdun – Le chapitre d'arrondissement
4.1.7. Plan d'urbanisme – Verdun – La synthèse des orientations pan-montréalaise
4.1.8. Plan d'urbanisme – Verdun – L'affectation du sol
4.1.9. Plan d'urbanisme – Verdun – La densité de construction
4.1.10. Plan d'urbanisme – Verdun – Les parcs et espaces verts
4.1.11. Plan d'urbanisme – Verdun – Le patrimoine bâti
4.1.12. Verdun – Carte interactive de zonage
4.1.13. Plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)
4.1.14. Droit de préemption
4.1.15. Règlement déterminant les secteurs de planification urbaine sur lesquels le droit de préemption peut être exercé et les fins pour lesquelles des immeubles peuvent y être ainsi acquis
4.1.16. Plan de développement stratégique 2015-2025
4.1.17. Déclaration sur l'école de demain (arrondissement de Verdun)

4.2. PATRIMOINE

4.2.1. Évaluation du patrimoine urbain – Arrondissement de Verdun

4.3. ENVIRONNEMENT

4.3.1. Plan d'action Canopée
4.3.2. Plan d'adaptation aux changements climatiques de l'agglomération de Montréal 2015-2020
4.3.3. Montréal durable 2016-2020
4.3.4. Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal
4.3.5. Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables

4.4. MOBILITÉ

4.4.1. Réseau express métropolitain – REM
4.4.2. Pont Samuel-De Champlain
4.4.3. Déconstruction du pont Champlain
4.4.4. Montréal Vélo
4.4.5. Carte du réseau cyclable de Montréal
4.4.6. Plan de transport de Montréal
4.4.7. Politique de stationnement de Montréal
4.4.8. Plan local de déplacement – Verdun
4.4.9. Transporter le Québec vers la modernité - politique de mobilité durable – 2030
4.4.10. Électrisons Montréal – Stratégie d'électrification des transports 2016-2020

4.5. HABITATION

4.5.1. Stratégie d'inclusion (2005 – Révision 2015)

4.5.2. Plan d'action local pour améliorer l'offre et l'accès à des logements abordables
4.5.3. Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (règlement pour une métropole mixte)
4.5.4. Accès logis Montréal
4.5.5. Déclaration sur l'inclusion et l'intégration de logements sociaux et abordables dans le développement de L'Île-des-Sœurs
4.6. CONSULTATION PRÉCÉDENTE
4.6.1. Centre d'écologie urbaine de Montréal - Planification de la partie nord de L'Île-des-Sœurs – 2018
4.6.2. Plateforme Réalisons Montréal
4.7. HISTOIRE
4.7.1. Histoire du quartier de L'Île-des-Sœurs
4.8. INFORMATIONS RELATIVES À L'ARRONDISSEMENT
4.8.1. Profils sociodémographiques

5. Travaux de la commission
5.1. Compte rendu de la rencontre avec la Ville de Montréal et l'arrondissement de Verdun – 23 septembre 2019
5.2. Questions des citoyens pour la Ville de Montréal
5.2.1. Réponse de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019
5.3. Questions de la commission pour la Ville de Montréal
5.3.1. Réponse de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019

6. Transcription et webdiffusion
6.1. Transcription de la séance d'information du 30 septembre 2019
6.1.1. Webdiffusion de la séance d'information du 30 septembre 2019
6.2. Transcription de la séance d'audition des opinions du 28 octobre 2019
6.3. Transcription de la séance d'audition des opinions du 29 octobre 2019 en pm
6.4. Transcription de la séance d'audition des opinions du 29 octobre 2019 en soirée
6.5. Transcription de la séance d'audition des opinions du 30 octobre 2019 en pm
6.6. Transcription de la séance d'audition des opinions du 30 octobre 2019 en soirée

7. Opinions
7.1. CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
7.1.1. Présentation
7.1.2. Transcription
7.2. Regroupement des résidents de l'Est de la Pointe Nord
7.2.1. Document complémentaire
7.2.2. Transcription
7.3. Lachance Immobilier
7.3.1. Présentation
7.3.2. Transcription
7.4. Pierre St-Cyr
7.4.1. Présentation
7.4.2. Transcription

7.5. Association des Propriétaires et Résidents de L'Île-des-Sœurs (APRIDS)
7.5.1. Présentation
7.5.2. Document complémentaire
7.5.3. Transcription
7.6. Andrian Sheppard
7.6.1. Présentation
7.6.2. Transcription
7.7. Campus Bell
7.7.1. Transcription
7.8. Denis Proulx
7.8.1. Présentation
7.8.2. Document complémentaire
7.8.3. Transcription
7.9. IDU – Institut de développement urbain du Québec
7.9.1. Document complémentaire
7.9.2. Transcription
7.10. Groupe MACH
7.10.1. Présentation
7.10.2. Transcription
7.11. Pierre Malo
7.11.1. Présentation
7.11.2. Transcription
7.12. Comité d'action des citoyen.ne.s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun
7.12.1. Présentation
7.12.2. Transcription
7.13. Dany Tremblay
7.13.1. Présentation
7.13.2. Transcription
7.14. Association des architectes paysagistes du Québec
7.14.1. Transcription
7.15. Lemaymichaud Architecture Design
7.15.1. Présentation
7.15.2. Transcription
7.16. First Capital Realty
7.16.1. Transcription
7.17. Projet Paysage
7.17.1. Présentation
7.17.2. Transcription
7.18. Josée Bérubé
7.18.1. Transcription
7.19. Fahey et associés
7.19.1. Présentation
7.19.2. Transcription
7.20. Nuntip
7.20.1. Transcription
7.21. Stéphane D Tremblay
7.21.1. Transcription

7.22. La Corporation Proment
7.22.1. Présentation
7.22.2. Transcription
7.23. Forum – Immeubles Marché Centre le Village
7.23.1. Présentation
7.23.2. Transcription
7.24. Andrée Marsot
7.24.1. Transcription
7.25. CRE-Montréal
7.25.1. Présentation
7.25.2. Transcription
7.26. Sandalwood
7.26.1. Transcription
7.27. Michel Jacques
7.27.1. Transcription
7.28. Gravel Automobile
7.28.1. Transcription
7.29. Les Verrières sur le Fleuve I, II, III, IV et V
7.29.1. Présentation
7.29.2. Transcription
7.30. Cristian Mateo
7.31. Daniel Leblanc
7.32. Alain Carriere
7.33. Anne Bélair
7.34. Catherine Mondou
7.35. Mona Quesnel
7.36. Janique Pilon
7.37. Daniel Poirier
7.38. Mireille Dubuc
7.39. Alejandro Alvarez
7.40. Djamila Touil
7.41. Sanji Faisal
7.42. Anastasia Tsotroudis
7.43. Louis-Alexandre Taillon
7.44. Pierre Therrien
7.45. Sina Mirzaeifard
7.46. Robert Léveillé
7.47. Dorotea Sevilla
7.48. Les Développement Cité de L'Île Inc.
7.49. Concertation en développement social de Verdun
7.50. Marcel Barthe
7.51. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
7.52. Les Compagnies Loblaw Limitée (Provigo & Pharmaprix)
7.53. Réjean Benoit
7.54. Voyagez Futé (Centre de gestion des déplacements)
7.55. Sobeys
7.56. Société d'histoire naturelle de la vallée du Saint-Laurent
7.57. Céline Hallée

7.58. Pierre Arthur
7.59. Khanh Nguyen
7.60. Le Groupe Maurice
7.61. Josée Lafleur
7.62. Pierre-Gabriel Jobin
7.63. John Lyons
7.64. Danielle Lareau
7.65. Carlos Tous
7.66. Marie-Claude Gervais
7.66.1. Document complémentaire
7.67. Constance Ramacieri
7.67.1. Présentation
7.67.2. Transcription
7.68. Claude Giguère
7.68.1. Présentation
7.68.2. Transcription
7.69. Pierre Marcoux
7.69.1. Présentation
7.69.2. Transcription
7.70. Sally Cooke
7.70.1. Présentation
7.70.2. Transcription
7.71. Denyse Lecat
7.71.1. Présentation
7.71.2. Transcription
7.72. Paul Roy
7.73. Jean Poulin
7.74. Alexis Bergeron et Diane Roussel
7.75. Bernard Tessier
7.76. Joelle-Marie Morin
7.77. Marie-Nicole Hébert
7.78. Gaston Carrière
7.79. Jean-Marie Tétreault et Denyse Gérin
7.80. Louise Mongeau
7.81. Marc Nawar
7.82. Michèle Riva
7.83. Nicolas Rancourt
7.83.1. Transcription
7.84. Ahmad Ghourab
7.84.1. Transcription
7.85. Justin Jones
7.85.1. Transcription
7.86. Georges Badeaux
7.86.1. Transcription
7.87. Bruno Courtmanche
7.87.1. Transcription

8. Opinions présentées en ligne

8.1. Mobilité
8.2. Équipements et services publics
8.3. Environnement
8.4. Habitation
8.5. Économie locale et emploi
8.6. Aménagement
8.7. Autres opinions
8.8. English/





Annexe 3 – Projet de règlement P-04-047-205

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN D'Y INTÉGRER LE PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME DU SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

Vu l'article 130.3 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu les articles 109 et 109.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du _____ 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. La carte 3.1.2 intitulée « La densité de construction » incluse à la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est remplacée, à l'égard du territoire de l'arrondissement de Verdun, par la carte jointe en annexe A au présent règlement.

2. L'action 8.4 de l'objectif 8 de la sous-section 24.3.6 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est abrogée.

3. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la sous-section intitulée « La densité de construction », de la sous-section suivante :

« **Les limites de hauteur**

Des paramètres indiquant les limites de hauteur de construction pouvant être autorisées s'appliquent pour encadrer les gabarits de bâtiments dans une partie de l'arrondissement de Verdun. Les hauteurs prescrites sont exprimées en mètres plutôt qu'en nombre d'étages pour tenir compte de la nature des projets susceptibles d'être réalisés sur ce territoire de l'arrondissement. Cet encadrement est nécessaire puisque la hauteur des étages peut varier considérablement d'un bâtiment à un autre, ce qui, en regard des densités de construction autorisées, pourrait autrement se traduire par des écarts de hauteur significatifs entre des bâtiments comportant un même nombre d'étages. Ces paramètres de hauteur expriment les intentions du Plan d'urbanisme quant au caractère souhaité pour le territoire. ».

4. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création d'un nouveau secteur établi 24-10 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-10 :
- bâti de trois étages hors-sol ou plus;
- taux d'implantation au sol moyen ou élevé;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

5. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par la création des nouveaux secteurs à transformer 24-T4, 24-T5, 24-T6 et 24-T7 dont les caractéristiques de densité de construction sont les suivantes :

« Secteur 24-T4 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0;

Secteur 24-T5 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 5,0;

Secteur 24-T6 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 4,0;

Secteur 24-T7 :
- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 2,0;
- C.O.S. maximal : 4,0. ».

6. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun présentant les caractéristiques de densité de construction pour les secteurs à transformer ou à construire est modifiée par le remplacement des caractéristiques des secteurs 24-C1 et 24-C3 par les caractéristiques suivantes :

« Secteur 24-C1 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3.0;
- C.O.S. maximal : 6.0;

Secteur 24-C3 :

- hauteur maximale : voir la carte « Les limites de hauteur »;
- taux d'implantation au sol moyen;
- C.O.S. minimal : 3,0;
- C.O.S. maximal : 6,0. ».

7. La section 24.5 du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'insertion, après la carte intitulée « La densité de construction », de la carte intitulée « Les limites de hauteurs » jointe en annexe B au présent règlement.

8. La section 24.6 intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » du chapitre 24 de la partie II de ce plan d'urbanisme concernant l'arrondissement de Verdun est modifiée par l'ajout de la sous-section suivante :

« 24.6.3 Secteur Partie nord de L'Île-des-Sœurs

Situé dans le quartier Île-des-Sœurs de l'arrondissement, à proximité du fleuve Saint-Laurent, ce secteur arrive à un tournant important en termes d'aménagement du territoire avec la construction de deux projets majeurs d'infrastructures : le nouveau pont Samuel-De Champlain par le gouvernement fédéral et le Réseau express métropolitain (REM), train léger sur rail, par la Caisse de dépôt et placement du Québec - Infrastructures (CDPQ Infra). L'arrivée de ces deux projets représente une occasion à saisir pour optimiser les aménagements de ce secteur en partie déstructuré, pour mieux planifier le développement immobilier et également pour accroître la mobilité durable et active, particulièrement pour les piétons et les cyclistes. Le tout confirmera définitivement le rôle de L'Île-des-Sœurs comme porte d'entrée majeure au territoire montréalais et se voudra profitable tant pour les résidents et travailleurs actuels de l'île que pour ceux à venir.

Le programme particulier d'urbanisme identifie cinq orientations stratégiques et des objectifs associés à celles-ci (voir ci-dessous). Ceux-ci sont accompagnés de moyens de mise en œuvre décrits dans le programme particulier d'urbanisme joint à la partie IV du Plan d'urbanisme.

1. La création d'un milieu de vie et d'emploi de type TOD aux abords de la station du REM	▪ Soutenir la densité construite ▪ Consolider le noyau de commerces, services et affaires de la place du Commerce ▪ Promouvoir une diversité dans l'offre de logements ▪ Favoriser l'intégration de nouveaux équipements et espaces collectifs
2. L'amélioration de la mobilité en priorisant les déplacements actifs et collectifs	▪ Améliorer les accès à l'île ▪ Privilégier des aménagements au profit des piétons, cyclistes et usagers du transport collectif
3. La mise en valeur des composantes historiques, naturelles et paysagères	▪ Favoriser une complémentarité avec la cité-jardin ▪ Consolider le parcours riverain ▪ Mettre en valeur l'entrée de ville et les vues d'intérêt ▪ Commémorer et mettre en valeur l'histoire du lieu
4. L'encadrement harmonieux de la forme bâtie	▪ Prévoir une gestion optimale des gabarits ▪ Favoriser une architecture et des aménagements de qualité en relation avec l'espace public
5. La performance environnementale	▪ Encourager une gestion écologique des sites par des pratiques innovantes et durables

».

9. La partie IV intitulée « Les programmes particuliers d'urbanisme » de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout du document intitulé « Programme particulier d'urbanisme – Secteur de planification partie nord de L'Île-des-Sœurs » joint en annexe C au présent règlement.

ANNEXE A
EXTRAIT DE LA CARTE 3.1.2 INTITULÉE « LA DENSITÉ DE CONSTRUCTION »

ANNEXE B
CARTE INTITULÉE « LES LIMITES DE HAUTEURS »

ANNEXE C

PROGRAMME PARTICULIER D'URBANISME – SECTEUR DE PLANIFICATION PARTIE NORD DE L'ÎLE-DES-SŒURS

À la suite de l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans le journal *Le Devoir* le XX 2019, et conformément aux articles 137.10 et suivants et 264.0.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1), ce règlement est réputé conforme au schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal à compter du XX 2019 et entre en vigueur à cette date.

GDD : 1198416001





Annexe 4 – Liste des recommandations

Recommandation #1
La commission recommande d'aller de l'avant avec la vision proposée et les grandes orientations inscrites au PPU de la partie nord de L'Île-des-Sœurs, à condition de revoir le concept d'aménagement et les interventions proposées afin de mieux les arrimer à cette vision.

Recommandation #2
La commission recommande de planifier dès maintenant la zone identifiée en « planification différée » et d'étudier les possibilités de revoir les limites du territoire pour inclure une plus grande partie du littoral ouest.

Recommandation #3
La commission recommande que le PPU bonifie ses interventions en matière de mixité sociale, notamment :

- ***En formulant des objectifs en termes de nombre ou pourcentage d'unités de logements sociaux à construire;***
- ***En se dotant d'une stratégie d'acquisition foncière pour permettre la construction de logements sociaux dans tout le territoire du PPU. Cette stratégie devrait inclure l'utilisation d'une variété d'outils, dont le droit de préemption;***
- ***En encourageant les promoteurs à céder des terrains ou des parties d'immeuble pour construire des logements sociaux ou communautaires plutôt que de faire des contributions financières à la place d'une telle cession.***

Recommandation #4
La commission recommande de planifier l'ensemble du territoire en usages mixtes, incluant l'habitation, assortis de règles d'insertion.

Recommandation #5
Afin de doter le secteur du PPU d'équipements collectifs, scolaires, récréatifs, sportifs, communautaires et culturels, de parcs et espaces publics, et d'en faire des lieux de socialisation sécuritaires, conviviaux et accessibles, la commission recommande :

- ***D'élaborer une stratégie foncière pour l'acquisition de terrains;***
- ***De développer une approche favorisant la mixité verticale au sein de projets privés.***

Recommandation #6
En matière de hauteurs permises, la commission recommande de :

- ***Revoir et augmenter les hauteurs permises aux abords de la station du REM afin de réaliser une densité intensive, selon les principes d'un TOD;***
- ***Augmenter les hauteurs permises au sud de l'autoroute 15 pour harmoniser les hauteurs aux abords de l'axe autoroutier;***
- ***Permettre de compléter le quartier Pointe-Nord selon les principes prévus à son Guide d'aménagement et autoriser la construction de tours de plus de 100 mètres en soignant leur implantation au sol et leur architecture.***

Recommandation #7
Concernant la forme des bâtiments et leur implantation, la commission recommande de revoir les paramètres d'encadrement afin de s'inspirer du type local d'implantation, de favoriser de grands dégagements au sol et d'encourager la créativité architecturale.

Recommandation #8
La commission recommande l'élaboration d'un guide d'aménagement, en concertation avec les parties prenantes, comprenant un plan d'ensemble, des critères d'aménagement et un phasage détaillé pour réussir un quartier de type TOD de qualité.

Recommandation #9
La commission recommande de planifier immédiatement les lieux publics (parcs, espaces verts, etc.) en y assurant la diversité des fonctions et des activités (récréatives, sportives, de détente, patrimoniales, culturelles et de conservation), la connectivité entre ses espaces et répondant aux besoins de la population actuelle et future.

Recommandation #10
La commission recommande de créer un axe vert nord-sud reliant l'ensemble de l'île à la station du REM, en définissant ses fonctions et activités telles qu'espaces publics, aires de repos, réseau de déambulation, etc. ainsi que sa connectivité au réseau viaire.

Recommandation #11
La commission recommande de planifier l'aménagement d'une place publique, au sud de la gare du REM, un lieu de rassemblement servant de point d'accueil et de lieu de convergence pour les usagers et citoyens du secteur et de l'ensemble de l'île.

Recommandation #12
La commission recommande d'analyser et d'identifier les zones riveraines les plus écosensibles requérant des aménagements particuliers de protection et de mise en valeur afin d'assurer une saine cohabitation des usages récréatifs et de conservation.

Recommandation #13
La commission recommande :

- ***D'inscrire au PPU les actions permettant la préservation et la mise en valeur des liaisons écologiques et favorisant la consolidation et l'augmentation de la biodiversité sur le secteur;***
- ***De consolider le lien avec l'écoterritoire des rapides de Lachine en y ajoutant le parcours riverain existant et le littoral ouest agrandi du secteur du PPU.***

Recommandation #14
La commission recommande :

- ***De viser un taux de verdissement de 35 %, sans y inclure la végétalisation des toitures;***
- ***D'encourager le développement de l'agriculture urbaine sur le territoire, notamment en identifiant des lieux et des toitures propices à cette activité.***

Recommandation #15
La commission recommande l'obtention de certifications de performance environnementale pour toute nouvelle construction ou nouvel aménagement, tant sur le domaine public que sur le domaine privé. De plus, la Ville devrait adopter des mesures visant à encourager le même niveau de performance environnementale dans le cadre bâti existant.

Recommandation #16
En ce qui a trait aux questions patrimoniales, la commission recommande d'élaborer un plan de mise en valeur du patrimoine pour l'ensemble du secteur du PPU et de L'Île-des-Sœurs. Ce plan comprendrait :

- ***Un circuit d'interprétation des valeurs historiques et patrimoniales;***
- ***L'aménagement sécuritaire et convivial des lieux, particulièrement en ce qui a trait à la place publique commémorative sous le pont Samuel-De Champlain;***
- ***Un programme de communication et de diffusion, incluant des activités d'interprétation du patrimoine, autant dans des lieux publics (bibliothèque, espaces communautaires, parcs, etc.) que sur les sites répertoriés.***

Recommandation #17
La commission recommande de réaliser rapidement la construction d'un pont local reliant Verdun et L'Île-des-Sœurs, réservé aux véhicules d'urgence, aux autobus, aux cyclistes et aux piétons.

Recommandation #18
La commission recommande de maintenir le nombre et la configuration des voies de circulation existantes dans le secteur du PPU.

Recommandation #19
En matière de transport collectif, la commission recommande à la Ville, de concert avec la STM :

- ***D'améliorer significativement l'offre de transport collectif sur l'île;***
- ***De prévoir la mise en place d'une navette écoénergétique à fréquence élevée desservant toute l'île.***

Recommandation #20
En matière de mobilité active, la commission recommande de :

- ***Compléter et renforcer les réseaux piétonniers et cyclables en site propre;***
- ***Prévoir une piste cyclable de haute capacité entre le sud de l'île et la gare du REM;***
- ***Prévoir un très grand nombre de supports à vélo aux abords de la gare du REM;***
- ***Développer l'offre de vélos partagés;***
- ***Donner suite au projet de lien cyclable et piétonnier à même le pont Clément vers le secteur Bridge-Wellington.***

Recommandation #21
Concernant l'offre de stationnement, la commission recommande :

- ***Pour le stationnement résidentiel, limiter à 1 le nombre de cases de stationnement par unité de logement, sans imposer de minimum;***
- ***Pour le stationnement commercial, maintenir les ratios en vigueur et le nombre total de cases actuel;***
- ***Ne pas introduire de nouvelles cases de stationnement sur rue dans tout le territoire du PPU.***

Recommandation #22
Afin de réduire l'utilisation de l'automobile individuelle pour se rendre au travail, la commission recommande que l'offre d'alternatives soit développée, par exemple en imposant les plans de gestion des déplacements aux entreprises.

Recommandation #23
Afin de créer un quartier complet dans le secteur à l'étude, la commission recommande de développer une stratégie de développement économique en portant une attention particulière aux commerces et services de proximité.

Recommandation #24
La commission recommande une gestion rigoureuse des nuisances temporaires et permanentes, appuyée par une surveillance continue, une communication régulière, ainsi que la recherche constante de mesures d'atténuation.

Recommandation #25
Pour assurer la mise en œuvre du PPU, la commission recommande que la Ville mette en place une démarche appropriée de concertation des partenaires institutionnels et privés et des groupes de citoyens. Ainsi, elle propose :

- ***La mise sur pied d'un comité de coordination regroupant l'ensemble des acteurs institutionnels, maîtres d'œuvre de grands travaux;***
- ***L'instauration de mécanismes permanents d'échange avec les promoteurs, les propriétaires privés et les citoyens;***
- ***La création d'un mécanisme récurrent de reddition de compte et d'échange d'information avec la communauté.***

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CE : 60.007

2020/05/20
08:30

Dossier # : 1201079005

Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique faite par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte

Il est recommandé de déposer au conseil municipal le rapport de la consultation publique menée par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte.

Signé par Dominique OLLIVIER **Le** 2020-05-06 15:11

Signataire : Dominique OLLIVIER

Présidente de l'OPCM
Office de consultation publique de Montréal , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1201079005**
Unité administrative responsable :	Office de consultation publique de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil municipal
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 16 a) promouvoir la participation publique et, à cet effet, fournir aux citoyennes et aux citoyens des informations utiles, énoncées dans un langage clair, et soutenir des pratiques de communication appropriées
Projet :	-
Objet :	Déposer le rapport de la consultation publique faite par l'OCPM sur le projet de règlement pour une métropole mixte

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, un amendement à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) a donné le pouvoir aux municipalités du Québec de règlementer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial sur leur territoire. L'amendement faisait suite à l'adoption de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs.
Afin que la Ville de Montréal puisse faire usage de ces nouveaux pouvoirs et mettre en œuvre son *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (couramment nommé « *règlement pour une métropole mixte* »), les dispositions comprises aux articles 145.30.1 à 145.30.3 de la LAU exigent l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme. Par ailleurs, en vertu de l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, tout projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme doit faire l'objet d'une consultation publique tenue par l'Office. La Ville, se trouvant ainsi dans l'obligation de soumettre à la consultation son projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, a fait le choix de consulter également la population sur son projet de règlement pour une métropole mixte.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM19 0785 - 18 juin 2019: Soumettre le dossier à l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour qu'il tienne l'assemblée publique de consultation prévue conformément à la loi.

DESCRIPTION

Les modifications requises au Plan d'urbanisme ont pour but de répondre aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), afin de permettre à la Ville d'adopter le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Ces modifications sont présentées comme des ajustements ponctuels n'impliquant pas une

mise à jour complète du Plan d'urbanisme.
Le projet de règlement pour une métropole mixte permettrait de *systématiser et* d'élargir les pratiques introduites par la Stratégie d'inclusion en vigueur.

Par exemple, dans la version actuelle du Plan d'urbanisme, un logement est considéré abordable *lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste d'en faire la location ou l'acquisition sans avoir à y consacrer plus de 30 % de son revenu brut* . Le ménage à faible revenu quant à lui gagne moins de 80 % du revenu médian de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et éprouve *de la difficulté à louer un logement à un prix compatible avec sa capacité financière.* Le ménage à revenu modeste qui gagne entre 80 et 120 % du revenu médian de la CMM, éprouve quant à lui *de la difficulté à accéder à la propriété sur le marché montréalais* . Le logement social est qualifié de *sous-ensemble du logement abordable* . Il se destine aux clientèles à faible revenu et répond aux critères des programmes gouvernementaux dédiés.

Dans la révision proposée au Plan, le logement abordable se distingue entièrement du logement social et devient *celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché .* Le logement familial est ajouté à l'ensemble. Ce peut être *un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille .*

Enfin, la Ville souhaite intégrer, au second objectif de l'orientation 2.1, un troisième moyen d'action intitulé : « *Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais* ». En appui à cette action, la Ville indique que « *pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir* . »

JUSTIFICATION

La Ville souhaite inscrire le règlement pour une métropole mixte parmi ses outils d'habitation afin de répondre à ses « *objectifs montréalais* ». Ces objectifs globaux consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, ainsi qu'à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant. Ces objectifs visent également à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les questions financières n'ont pas été abordées dans le cadre de la consultation.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La commission reconnaît le travail effectué par la Ville préalablement au dépôt de ces deux projets de règlement. Elle reconnaît tout autant l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, se sont impliqués en amont du processus et ont communiqué leurs attentes, leurs analyses ainsi que des pistes de solution en participant à la consultation d'une manière ou d'une autre. C'est bien là la démonstration que les forces vives dans la ville n'hésitent pas à coopérer lorsque les défis sont partagés.
L'habitation est un enjeu collectif qui ne laisse guère indifférent. En matière de diversité,

d’accessibilité et de qualité des logements destinés à une variété étendue de clientèles de toutes conditions sociales et économiques, la commission invite la Ville à une direction forte et sans faille, ouverte à des approches nouvelles et attentive à la notion de milieu de vie complet animé par de multiples apports citoyens.

L’urgence d’agir ne saurait à elle seule justifier de sauter des étapes. C’est pourquoi la commission a cru utile de rappeler certaines phases du continuum de planification auxquelles la Ville, de concert avec les parties prenantes, devrait consacrer dès à présent du temps et des ressources. Cela ne signifie pas qu’elle doive renoncer dans l’immédiat à améliorer l’offre de logement. Pour la commission, administrer dans la continuité garantit de poursuivre ce qui fonctionne bien tout en actualisant, voire en renforçant, les leviers dont elle dispose déjà. La commission suggère donc de mettre en oeuvre dès maintenant les modifications concernant le logement social, tout en ne disposant pas des questions relatives au logement abordable qui devraient être examinées dans le cadre de le révision du Plan d'urbanisme et de l'adoption d'une politique d'habitation.

IMPACT(S) LIÉ(S) À LA COVID-19

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Lorsque le rapport sera rendu public, l'OCPM le déposera sur son site Internet, émettra un communiqué de presse et fera parvenir une copie du rapport à tous ceux et celles qui en auront fait la demande.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le rapport sera rendu public le 14 mai et déposé au conseil municipal du 25 mai.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s/o

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Luc DORAY
Secrétaire général

Tél : 2-3568
Télécop. : 2-2556

ENDOSSÉ PAR Le : 2020-05-06

Dominique OLLIVIER
Présidente de l'OCPM

Tél : 514 872-6094
Télécop. : 2-2556



Rapport de consultation publique

RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

30 avril 2020




L'habitation :
un défi collectif

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

RÈGLEMENT POUR UNE MÉTROPOLE MIXTE

Projet de règlement P-04-047-204
Projet de règlement P-19-041

Rapport de consultation publique

Le 30 avril 2020

Édition et diffusion
Office de consultation publique de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 872-3568
Télécopieur : 514 872-2556
Internet : ocpm.qc.ca
Courriel : info@ocpm.qc.ca

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2020
ISBN 978-2-924750-75-9 (imprimé)
ISBN 978-2-924750-77-3 (PDF)

Le masculin est employé pour alléger le texte.

Tous les documents déposés durant le mandat de la commission ainsi que les enregistrements de toutes les interventions publiques sont disponibles pour consultation aux bureaux de l'Office de consultation publique de Montréal.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe
Bureau 1414
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : (514) 872-3568
Télécopieur : (514) 872-2556
ocpm.qc.ca

Montréal, le 30 avril 2020

Madame Valérie Plante
Mairesse de la Ville de Montréal
Monsieur Benoit Dorais
Président du comité exécutif
Ville de Montréal
Hôtel de ville – Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
H2Y 1B5

Objet : Rapport de consultation publique sur le projet de Règlement pour une métropole mixte

---

Madame la Mairesse,
Monsieur le Président du comité exécutif,

J'ai le plaisir de vous remettre le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur la consultation sur le projet de règlement visant à définir les orientations municipales et à accroître l'offre en matière d'habitation sociale, d'habitation abordable et d'habitation pour les familles sur son territoire.

Plus de 1000 personnes ont participé aux diverses étapes de la démarche qui s'est déroulée entre le 19 septembre et le 27 octobre 2019. La commission a reçu 233 opinions écrites et entendu 46 présentations orales. La qualité et la diversité des contributions reçues témoignent bien de l'intérêt que suscite cette question chez une grande variété d'intervenants.

Il est important de souligner que les deux projets de règlement soumis à la consultation ont été élaborés dans le contexte d'effervescence immobilière prévalant en 2019, aussi bien dans la grande région métropolitaine qu'à l'échelle locale. Il faut également rappeler que la consultation

a eu lieu avant la crise sanitaire qui a vu des centaines de milliers de personnes à Montréal mettre leur vie en pause et être confinées à leur domicile. Il y a fort à parier que cette situation exceptionnelle peut avoir changé la donne, fait évoluer bien des réalités et transformé des perceptions. Elle risque aussi d'avoir modifié les priorités de l'action gouvernementale et fait émerger de nouveaux leviers d'action. La lecture de ce rapport doit donc se faire avec ces paramètres en tête.

De façon générale, la consultation publique a mis en lumière des convergences intéressantes au niveau des principes et des orientations parmi des participants aux intérêts très divers. Si les intervenants s'entendent globalement sur la dimension de logement social des règlements proposés, beaucoup de concepts et de paramètres concernant les volets abordable et familial sont remis en cause par la majorité des participants. Plusieurs ont également souligné que le processus d'adoption des règlements se déroulait sans égard à des échéanciers de révision de divers documents de planification, d'ententes gouvernementales et de programmes en lien avec la problématique plus large de l'habitation, qui auront des répercussions sur la capacité d'agir de la Ville. De plus, la mise en œuvre du règlement et son suivi suscitent des interrogations et des inquiétudes que partage la commission.

De nombreuses propositions visant à conférer davantage de flexibilité et d'ouverture au règlement afin que celui-ci atteigne mieux les objectifs énoncés ont été portées à l'attention de la commission. Cela l'amène à conclure que tous les éléments constitutifs des projets de règlement ne sont pas également aboutis, et que plusieurs aspects mériteraient d'être approfondis avant leur adoption.

La commission reconnaît néanmoins qu'il y a urgence d'agir puisque les populations les plus vulnérables à qui s'adressent justement ces mesures sont importantes et que les besoins des autres ménages censés bénéficier des retombées du règlement doivent aussi être adéquatement pris en compte. Elle prend acte du travail d'amont et de concertation effectué par l'administration municipale avant la consultation et salue l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, ont communiqué leurs attentes et leurs analyses lors des différentes étapes de cette consultation.

Avec cela en tête, la commission fait seize recommandations pour que le tandem règlementaire proposé permette d'améliorer dans l'immédiat l'offre de logement, de consacrer les ressources et le temps nécessaires pour réaliser certaines phases incontournables du continuum de planification ainsi que de poursuivre ce qui fonctionne déjà bien. Tout cela étant fait dans l'optique d'instaurer une nouvelle façon de penser la ville inclusive qui fera de Montréal un chef de file en la matière.

L'Office rendra ce rapport public le 14 mai 2020, à moins que vous ne souhaitiez qu'il le fasse à une date plus rapprochée. De plus, si vous le jugez opportun, je pourrais me rendre disponible pour présenter le rapport aux élus concernés.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse et Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La présidente,



Dominique Ollivier

DO/ll

c. c. Monsieur Éric Alan Caldwell, responsable de l'OCPM







TABLE DES MATIÈRES

Introduction 1

1. Les projets de règlement 3

1.1 Le mandat 3

1.2 La Stratégie d'inclusion d'hier à aujourd'hui 3

1.2.1 Un premier bilan 5

1.2.2 Vers une révision de la Stratégie d'inclusion 5

1.2.3 Un second bilan 6

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme 7

1.4 Le règlement pour une métropole mixte 9

1.4.1 Les constats et les objectifs 9

1.4.2 L'application 10

1.4.3 Les territoires d'application 10

1.4.4 Le logement social 12

1.4.5 Le calcul des contreparties et des contributions financières 12

1.4.6 Le logement abordable 14

1.4.7 Le logement familial 15

1.4.8 Les exigences combinées 15

1.4.9 Le fonds de contribution 16

1.4.10 L'entrée en vigueur et les mesures transitoires 16

1.4.11 L'indexation et le suivi de la mise en œuvre 17

1.4.12 Les retombées appréhendées 17

1.4.13 Les impacts sur le marché 17

1.5 La documentation déposée par la Ville 18

1.5.1 Rapport sur les groupes de discussion 18

1.5.2 Direction de l'habitation – Atelier de travail avec les experts de l'immobilier 18

1.5.3 Une démarche de concertation 18

1.5.4 CIRANO – Impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation 19

1.6 La démarche de consultation 19
1.7 La participation 20

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants 21
2.1 Le contexte d'insertion du projet de règlement 21
2.1.1 L'habitation 21
2.1.2 Le Plan d'urbanisme 28
2.1.3 Les rôles et compétences 28
2.2 Les modalités d'application 33
2.2.1 Le cadre règlementaire et le caractère obligatoire de l'inclusion 33
2.2.2 Le champ d'application du règlement 35
2.2.3 Les objectifs et les retombées annuelles projetées 39
2.2.4 Le territoire 42
2.2.5 Les fonds de contribution 44
2.3 Les catégories de logement visées 46
2.3.1 Le logement social 46
2.3.2 Le logement abordable 56
2.3.3 Le logement familial 62
2.3.4 La pérennité des logements abordable et familial 64
2.4 La mise en œuvre du règlement 68
2.4.1 Les programmes d'aide au logement 69
2.4.2 Une stratégie foncière municipale 74
2.4.3 Une politique d'habitation 76
2.4.4 L'entrée en vigueur du règlement 77
2.4.5 Le suivi et le bilan 79
2.5 Les impacts économiques appréhendés 81
2.5.1 L'offre et la demande de logements 81
2.5.2 L'indexation des montants prévus au règlement 81
2.6 Les autres considérations 88
2.6.1 La préservation du logement locatif et du logement abordable 89

2.6.2 Le logement social dans son milieu 91

2.6.3 La production des logements social, abordable et familial 94

2.6.4 L'intégration de modèles variés 98

3. Les constats et l'analyse de la commission 103

3.1 La réception des projets de règlements 103

3.1.1 Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, familial et abordable 104

3.1.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 105

3.2 Les changements apportés par les projets de règlements par rapport à la Stratégie d'inclusion 110

3.2.1 Le règlement modifiant le Plan d'urbanisme 110

3.2.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 111

3.3 Les projets de règlements dans le contexte de l'habitation aux échelles métropolitaine et locale 114

3.3.1 L'échelle métropolitaine 114

3.3.2 L'échelle locale 116

3.4 L'examen des projets de règlement et les recommandations de la commission 117

3.4.1 Le projet de règlement visant l'amendement au Plan d'urbanisme 118

3.4.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial 119

3.4.3 Les partenaires essentiels 128

3.4.4 D'autres paramètres à réviser 132

3.4.5 Des pistes de réflexion pour une métropole mixte 138

Conclusion 141

Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat 143

Annexe 2 – La documentation 145

Annexe 3 – Le projet de règlement 04-047-204 155

Annexe 4 – Le projet de règlement P-19-041 159

Annexe 5 – Les recommandations 175

Introduction

En 2017, un amendement à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) a donné le pouvoir aux municipalités du Québec de règlementer l'offre en matière de logement social, abordable ou familial sur leur territoire. L'amendement faisait suite à l'adoption de la Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter, à ce titre, leur autonomie et leurs pouvoirs.

Afin que la Ville de Montréal puisse faire usage de ces nouveaux pouvoirs et mettre en œuvre son *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* (couramment nommé « *règlement pour une métropole mixte* »), les dispositions comprises aux articles 145.30.1 à 145.30.3 de la LAU exigent l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme. Par ailleurs, en vertu de l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, tout projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme doit faire l'objet d'une consultation publique tenue par l'Office. La Ville, se trouvant ainsi dans l'obligation de soumettre à la consultation son projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, a fait le choix de consulter également la population sur son projet de règlement pour une métropole mixte.

La commission de cette consultation était composée d'Hélène Laperrière (présidente), de Nadja Raphaël (commissaire) et d'Alain Duhamel (commissaire). La soirée d'information a eu lieu le 19 septembre 2019. La commission a entendu les citoyen.ne.s environ un mois plus tard, lors de cinq séances d'audition des opinions.

Les participants et les participantes se sont prononcés presque exclusivement sur le projet de règlement pour une métropole mixte et très peu sur celui concernant l'amendement requis au Plan d'urbanisme.

Le premier chapitre du rapport fait état des deux projets de règlement ainsi que de la démarche de consultation mise en place par l'OCPM. Le second chapitre rassemble les préoccupations, les opinions et les suggestions exprimées par les participants. Enfin, le troisième chapitre est consacré à l'analyse de la commission et à ses recommandations.

Toute la documentation reçue et produite dans le cadre de cette consultation est disponible sur le site web de l'OCPM à l'adresse suivante : ocpm.qc.ca/metropole-mixte.





1. Les projets de règlement

1.1 Le mandat

Le 18 juin 2019, le conseil municipal a mandaté[1] l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir la consultation publique requise par la loi sur le projet de règlement intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* ».

Accessoirement à cette consultation, le conseil municipal a chargé l'OCPM de consulter la population sur le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[2].

Après une mise en contexte centrée sur la Stratégie d'inclusion en vigueur, ce chapitre présente un résumé des modifications requises au Plan d'urbanisme et du projet de règlement pour une métropole mixte. Il offre un aperçu des documents déposés par la Ville et décrit les étapes de la consultation publique.

1.2 La Stratégie d'inclusion d'hier à aujourd'hui

Au début des années 2000, le marché de l'habitation montréalais est en effervescence. La forte production immobilière qui marque cette période s'accompagne d'une augmentation rapide des coûts de construction et des prix de vente, tandis que le taux d'inoccupation des logements est sous le taux d'équilibre de 3 %[3].

La *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*, mise en application à partir de 2005, est l'une des mesures proposées par la Ville pour contrer la pénurie de logements abordables et stimuler la création de milieux de vie diversifiés. De pair avec l'opération *Solidarité 5 000 logements* (2002) et avec la modification du volet *Création de nouveaux logements* du programme Rénovation Québec (2004), la Stratégie d'inclusion vise à atteindre l'un des objectifs du Plan d'urbanisme de Montréal (2004) : favoriser la production de 60 000 à 75 000 nouveaux logements d'ici 2014, dont 30 % seraient des logements abordables[4].

Dans le cadre de la Stratégie, cette cible est partagée entre 15 % de logements à vocation sociale et communautaire, et 15 % de logements abordables privés, à vendre ou à louer[5]. Il est prévu que tous les projets dépassant 200 unités d'habitation devront inclure 30 % de logements

[1] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[2] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.2.1, p. 1
[3] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 8
[4] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 15
[5] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 6

abordables. Pour que cette condition s'applique aussi aux projets privés, leur réalisation nécessitera une « *modification réglementaire importante*[6] ». Dans ce type de projets, le promoteur peut acquitter sa promesse en matière d'inclusion de logement social et communautaire par la cession d'un terrain dont le potentiel constructible équivaut à 15 % du projet total, ou par le versement d'une contribution financière équivalente[7]. Une contribution financière est également possible en matière de logement abordable privé.

La Stratégie définit comme étant *abordable* tout logement dont le loyer ou l'hypothèque mensuelle (incluant les taxes foncières et les frais de chauffage) ne dépasse pas la capacité de payer d'un ménage donné, soit 30 % de son revenu mensuel brut. En outre, un tel logement doit répondre aux besoins des ménages en matière de superficie et être localisé à distance « *raisonnable*[8] » des emplois, des services et du transport en commun. La Stratégie s'adresse aux ménages à faible revenu éprouvant des difficultés à se trouver un logement locatif dont le loyer correspond à leur capacité de payer, ainsi qu'aux ménages à revenu moyen désireux d'accéder à la propriété, mais qui ne trouvent pas à Montréal de logement correspondant à leur budget. Pour sa part, le logement social et communautaire (ci-après nommé « *logement social* ») est présenté dans la Stratégie comme une forme de logement abordable complémentaire à ceux offerts par le secteur privé, répondant ainsi à divers besoins que le marché, seul, ne peut combler. La réalisation de ce type de logement est rendue possible par les deux programmes gouvernementaux alors en vigueur : AccèsLogis et Logement abordable Québec – volet social et communautaire[9].

En 2005, la loi québécoise ne permet pas aux municipalités de règlementer l'inclusion de logement social, abordable et familial sur leur territoire, comme ce sera le cas à partir de 2017. Ce faisant, la Stratégie d'inclusion ne peut être que de nature incitative. Malgré tout, la non-conformité de certains projets résidentiels privés et les demandes de modification règlementaire en découlant offrent à la Ville un espace de négociation balisé par des outils juridiques tels que :

- La modification au Plan d'urbanisme;
- La modification au règlement de zonage;
- L'approbation d'un projet en vertu de l'article 89 de la Charte de Montréal;
- L'approbation d'un projet en vertu des Projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI)[10].

[6] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 21
[7] Présentation des modifications apportées en décembre 2015 à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 6
[8] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 2
[9] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 2 et 3
[10] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 28

1.2.1 Un premier bilan

La première version de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels prévoit que celle-ci sera « *évolutive* », et qu'un « *bilan sera fait dans les deux ans pour prendre la mesure des réalisations et cibler avec nos partenaires les ajustements à apporter*[11] *»*. Un premier bilan paraîtra donc en 2007.

Parmi les points positifs relatifs à l'application de la Stratégie, il est indiqué au bilan que l'objectif selon lequel 30 % de la production résidentielle devait être abordable a été dépassé. Il est aussi mentionné que « *la Stratégie a permis l'émergence de projets d'inclusion exemplaires*[12] *»* tels que les Lofts Impérial, Le Nordelec et la Biscuiterie Viau, et qu'un « *nombre significatif de promoteurs privés et communautaires intègrent les objectifs d'inclusion et de mixité dès le début de la conception de leur projet*[13] ».

D'autre part, le document présente un certain nombre de défis à relever. Il s'agit d'abord de répondre à la demande en matière de logement social et de programmer des interventions visant des clientèles ciblées sur l'ensemble du territoire dans un « *espace budgétaire souvent limité*[14] *»*. Dans le cas des sites majeurs, l'échelonnement des projets sur plusieurs années exige de « *mettre au point un certain nombre de mécanismes destinés à s'assurer que la proportion de logements abordables soit véritablement réalisée*[15] *»*.

Le document souligne enfin que plus du tiers des unités réalisées s'adressent à des clientèles familiales. Néanmoins, « *la grande majorité des logements abordables d'initiative privée sont de petite taille et n'offrent que peu de solutions aux ménages familiaux, en particulier ceux comptant deux enfants ou plus, aussi bien sous l'angle de la superficie et de la conception architecturale que du prix*[16]*. »*

1.2.2 Vers une révision de la Stratégie d'inclusion

En 2012, la Stratégie d'inclusion est assortie d'un fonds de contribution afin de gérer les sommes versées par les promoteurs pour lesquels la cession d'un terrain risque de compromettre la viabilité du projet. Le fonds est partagé entre les 19 arrondissements, qui gèrent de façon indépendante les contributions financières versées sur leurs territoires respectifs[17].

[11] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.1, p. 15
[12] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 2
[13] *Ibid.*
[14] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 3
[15] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 36
[16] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – avancement de sa mise en œuvre, doc. 4.1.2, p. 3
[17] Règlement pour une métropole mixte – Montréal, métropole de l'habitation, doc. 3.1, p. 29

C'est aussi à partir de 2012 que des stratégies d'inclusion locales apparaissent dans certains arrondissements[18]. Reprenant l'essentiel de la Stratégie municipale, les stratégies locales sont souvent plus exigeantes quant à la taille des projets, aux pourcentages d'unités sociales et d'unités abordables exigés, ainsi qu'aux contributions financières, entre autres éléments[19].

La Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels a été révisée en 2015. Elle s'applique désormais à tous les projets de 100 unités et plus nécessitant une modification règlementaire à l'usage, à la densité ou à la hauteur. La contribution financière en matière de logement social est haussée à 20 % du projet[20]. La Ville de Montréal introduit également la notion de « *secteur de marché*[21] ». Ces secteurs de marché permettent de calculer, selon l'emplacement du projet sur le territoire, le montant des contributions financières pour le logement social et le montant des garanties financières exigées en matière de logement abordable privé. Enfin, la Stratégie d'inclusion révisée présente de nouveaux loyers maximums selon le nombre de chambres pour les logements abordables privés (les premiers avaient été établis en 2008), assortis d'une « *méthode pour leur mise à jour annuelle*[22] ». Cet ensemble de modifications vise notamment à faciliter l'application de la Stratégie d'inclusion et à la rendre plus prévisible auprès des promoteurs.

1.2.3 Un second bilan

Un second bilan de la Stratégie d'inclusion a été publié en septembre 2019. D'après ce document, les retombées de la Stratégie d'inclusion pour la période 2004-2018 sont de 6 564 logements sociaux et de 5 704 logements abordables privés (construits, en cours de réalisation ou faisant l'objet d'ententes), auxquels s'ajoutent des contributions financières de 22,6 millions de dollars[23]. Elle a permis de réaliser des projets d'inclusion dans 14 arrondissements. En 2018, environ 47 % des logements en construction à Montréal se trouvaient dans des projets ayant fait l'objet d'ententes dans le cadre de la Stratégie d'inclusion municipale ou de stratégies locales[24].

Pour la période 2004-2014, le Plan d'urbanisme visait la production de 60 000 à 75 000 logements, dont 15 % d'unités sociales et 15 % d'unités abordables privées. Le bilan fait état de 83 000 logements réalisés, dont 11 000 logements sociaux (incluant ceux produits grâce à la

[18] Après le Sud-Ouest et Mercier–Hochelaga-Maisonneuve (2012), ce sera au tour du Plateau-Mont-Royal et de Rosemont–La Petite-Patrie (2015) d'adopter leur propre stratégie, suivis de Verdun (2016), d'Ahuntsic-Cartierville, Lachine et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (2018), puis de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (2019)

[19] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 8 et 9

[20] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 6

[21] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 7

[22] Ville de Montréal, Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels, doc. 4.1.3, p. 10

[23] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 26

[24] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 10

Stratégie), soit une proportion de 13,3 % pour ce type de logements. Bien que la part totale de logements abordables privés ne soit pas précisée, le bilan laisse entendre qu'elle est probablement inférieure à ce pourcentage. En effet, dans le cadre de la Stratégie d'inclusion, les 15 % de logement social sont calculés sur l'ensemble d'un projet, tandis que les 15 % de logement abordable privé sont comptabilisés uniquement sur le nombre de logements privés prévus dans ce projet[25].

Cependant, la tendance des stratégies locales à inclure des projets de petite taille a « *entraîné une hausse marquée du nombre d'engagements*[26] ». En 2018 par exemple, sur un total de 101 engagements pris dans le cadre des stratégies d'inclusion municipales et locales, 33 d'entre eux découlaient des stratégies locales[27].

Enfin, alors que 22,6 millions de dollars en contributions financières ont été versés au fonds de contribution, seuls 3,5 millions ont été déboursés pour la réalisation de logements sociaux. Cette utilisation restreinte des contributions financières est considérée comme « *l'une des principales limites observées dans le bilan*[28] ». Elle s'explique par la fragmentation du fonds entre les arrondissements, ces derniers ne disposant souvent pas, pris isolément, des sommes nécessaires pour financer l'achat d'un terrain.

1.3 Les modifications requises au Plan d'urbanisme

Les modifications requises au Plan d'urbanisme ont pour but de répondre aux obligations de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), afin de permettre à la Ville d'adopter le règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Ces modifications sont présentées comme des ajustements ponctuels n'impliquant pas une mise à jour complète du Plan[29].

Le chapitre 2 du Plan d'urbanisme est intitulé « *Les orientations d'aménagement* », et sa première orientation (2.1), « *Des milieux de vie de qualité, diversifiés et complets* ». Au titre du second objectif, un ajustement proposé consiste à remplacer « *favoriser la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014* » par « *favoriser un développement résidentiel soutenu et diversifié*[30] ». En lien avec cet objectif révisé, la Ville dit vouloir « *augmenter la part de ménages de la région métropolitaine qui s'installeront à Montréal*[31] » au cours des prochaines années. Elle souhaite également « *soutenir un développement résidentiel capable de répondre à*

[25] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 16 et 19
[26] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 23
[27] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 23
[28] Ville de Montréal, Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels – Bilan des retombées 2005-2018, doc. 4.1.4, p. 21 et 26
[29] Ville de Montréal, Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[30] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23
[31] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23

une variété de besoins[32] », afin de « *développer et de préserver la diversité sociale, économique et démographique dans les quartiers montréalais*[33] ».

La Ville intègre ensuite à cet objectif un portrait du développement résidentiel depuis 2004. Dans un contexte immobilier en rapide expansion, où « *les immeubles multirésidentiels sont de plus en plus prédominants, les nouveaux logements plus petits et les projets fortement regroupés dans les zones centrales*[34] », elle estime que le défi consiste désormais à « *soutenir la vigueur du développement tout en assurant une offre résidentielle diversifiée répondant notamment aux besoins des familles et des ménages à revenus faibles ou modestes*[35] ». En ce sens, le projet de règlement pour une métropole mixte permettrait de « *systématiser et d'élargir*[36] » les pratiques introduites par la Stratégie d'inclusion en vigueur.

Dans la version actuelle du Plan d'urbanisme, un logement est considéré comme abordable « *lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste d'en faire la location ou l'acquisition sans avoir à y consacrer plus de 30 % de son revenu brut*[37] ». Le ménage à faible revenu gagne moins de 80 % du revenu médian de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et éprouve « *de la difficulté à louer un logement à un prix compatible avec sa capacité financière*[38]. » Le ménage à revenu modeste, qui gagne entre 80 et 120 % du revenu médian de la CMM, éprouve quant à lui « *de la difficulté à accéder à la propriété sur le marché montréalais*[39] *»*. Le logement social est qualifié de « *sous-ensemble du logement abordable*[40] *»*. Il se destine aux clientèles à faible revenu et répond aux critères des programmes gouvernementaux dédiés.

Dans la révision proposée au Plan, le logement abordable se distingue entièrement du logement social et devient « *celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché*[41]. » Le logement familial est ajouté à l'ensemble. Ce peut être « *un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille*[42]. »

Enfin, la Ville souhaite intégrer, au second objectif de l'orientation 2.1, un troisième moyen d'action intitulé : « *Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais*[43]. » En appui à cette action, la Ville indique que « *pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir*[44] »

[32] Modification proposée au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 24
[33] *Ibid.*
[34] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 25
[35] *Ibid.*
[36] *Ibid.*
[37] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 26 (version avant modification)
[38] *Ibid.*
[39] *Ibid.*
[40] *Ibid.*
[41] *Ibid.*
[42] *Ibid.*
[43] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[44] *Ibid.*

sa population grandissante. Elle a aussi besoin « *d'un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population, tant en termes de prix qu'en matière de typologies, afin de maintenir et créer des quartiers mixtes*[45]. » Les moyens de mise en œuvre prévus pour y parvenir incluent l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, la mise en œuvre et la révision des politiques et programmes, ainsi qu'un suivi des mesures employées et de leurs retombées[46].

1.4 Le règlement pour une métropole mixte

1.4.1 Les constats et les objectifs

Le document explicatif du projet de règlement pour une métropole mixte présente tout d'abord les constats de la Ville en matière d'habitation. On y mentionne que, malgré un marché immobilier d'une vigueur « *sans précédent*[47] », environ un ménage locataire sur trois dépense 30 % ou plus de son revenu pour se loger, et que de ce nombre, plus de la moitié y consacrent une part de leur revenu excédant 50 %[48]. Alors que le taux d'inoccupation est aussi bas que 1,9 % sur le marché locatif et 0,8 % pour les logements familiaux (2018), et que les loyers et les prix des copropriétés connaissent des hausses marquées dans les quartiers centraux, l'offre résidentielle diversifiée participant à la mixité sociale des quartiers est « *soumise à d'importantes pressions*[49] ». La réponse du secteur immobilier, consistant à offrir des logements plus petits et concentrés dans les zones centrales, « *contribue à répondre au problème du logement abordable*[50] ». Cependant, « *il ne peut s'agir de la seule solution face à la diversité des besoins*[51]. »

Dans ce contexte, la Ville souhaite inscrire le règlement pour une métropole mixte parmi ses outils d'habitation afin de répondre à ses « *objectifs montréalais* ». Ces objectifs globaux consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, ainsi qu'à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant. Ces objectifs visent également à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché[52].

De façon plus spécifique, la Ville espère que le règlement sera à la fois viable, adapté et prévisible : « *Viable, parce que nous devons préserver un développement résidentiel vigoureux. Adapté, parce qu'il est essentiel de s'adapter à la nature et à l'emplacement de chaque projet. Et*

[45] Modification requise au Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[46] Ville de Montréal, Modification proposée du Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 30
[47] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 3
[48] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 6
[49] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 7
[50] *Ibid.*
[51] *Ibid.*
[52] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 8 et 9

prévisible, parce qu'il est nécessaire de créer un cadre stable pour les promoteurs, tant privés que communautaires[53]*.* »

1.4.2 L'application

Le projet de règlement pour une métropole mixte est un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme. Applicable à tous les projets résidentiels dont la superficie est de 450 m² et plus, son adoption rendrait nécessaire, pour le promoteur, la conclusion d'une entente préalable avec la Ville sur l'offre de logements social, abordable et familial avant l'obtention d'un permis de construction.

Le règlement définit certains termes afin d'encadrer les projets assujettis. Par exemple, un « *projet résidentiel* » est un « *projet assujetti à un permis de construction pour la construction de logements ou pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet l'ajout de logements sur un même emplacement*[54]. » La définition de « *phase* » permet de certifier qu'une portion du projet est bien une phase de celui-ci, et non un projet distinct[55]. Pour les projets comprenant plusieurs phases, et donc nécessitant autant de permis de construction, une entente-cadre est conclue pour l'ensemble du projet avant la délivrance du premier permis[56]. Un permis peut être suspendu ou révoqué s'il a été émis sur la base de fausses informations[57].

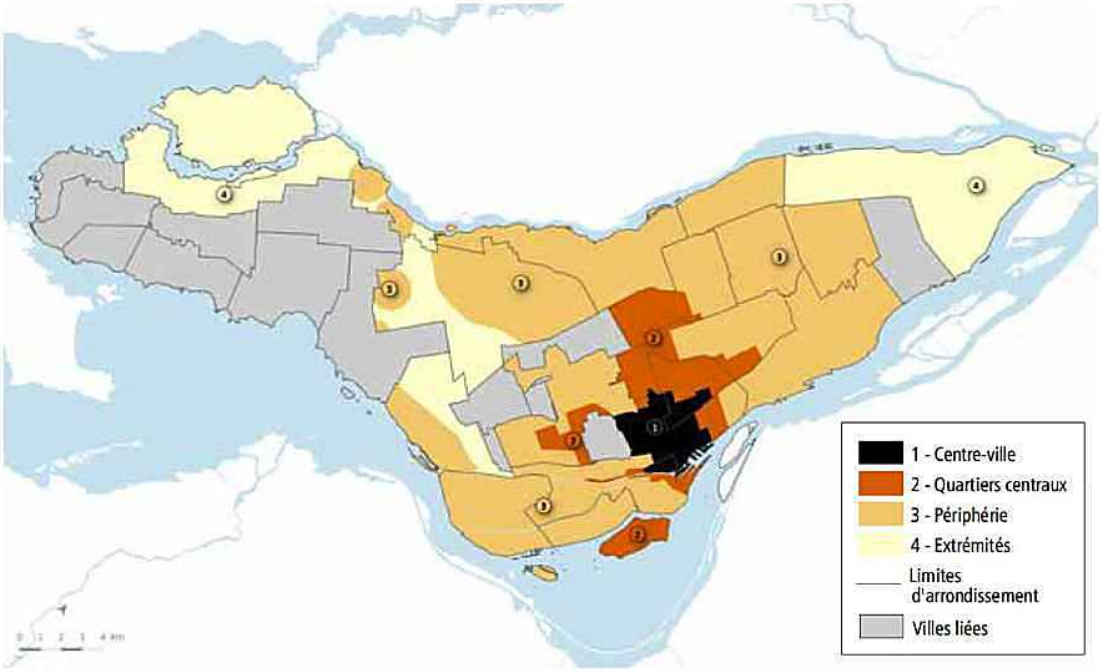
Certains types de projets résidentiels sont exemptés de l'application du règlement, notamment les résidences pour personnes âgées, les résidences étudiantes, les projets résidentiels visant la réalisation de logements locatifs abordables par un organisme à but non lucratif (OBNL) ou une coopérative et recevant une aide financière d'un gouvernement ou de la Ville, ou encore les projets résidentiels où plus de 80 % des unités bénéficient d'un programme permettant de réduire la mise de fonds à moins de 5 % du prix de vente[58].

1.4.3 Les territoires d'application

Aux fins du projet de règlement, la Ville de Montréal est partagée en quatre territoires d'application, établis à partir d'une analyse des valeurs foncières. Ces territoires, qui suivent « *autant que possible les limites des arrondissements*[59] », sont le centre-ville, les quartiers centraux, la périphérie et les extrémités. Ils servent avant tout à déterminer les pourcentages de logements social, abordable et familial requis selon la localisation du projet.

[53] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 2
[54] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 3
[55] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 2
[56] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 14
[57] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 3364-3367
[58] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 15
[59] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16

Plan 1. Territoires d'application



Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 16

Essentiellement, les territoires d'application incluent les secteurs suivants :

- Le centre-ville couvre l'arrondissement de Ville-Marie depuis sa limite ouest jusqu'à la rue Atateken, le quartier Griffintown (arrondissement du Sud-Ouest), ainsi qu'une zone au sud de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, s'étirant à l'est jusqu'à l'avenue Papineau;

- Les quartiers centraux comprennent L'Île-des-Sœurs (arrondissement de Verdun), une portion de l'arrondissement du Sud-Ouest longeant le canal de Lachine, une portion de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce allant jusqu'à la rue Benny du côté ouest, et jusqu'au chemin Queen-Mary du côté nord, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal (excepté la partie incluse dans le territoire du centre-ville), les secteurs de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie situés au sud du boulevard Saint-Joseph et à l'ouest de la rue Saint-Hubert, et une partie de l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension depuis sa limite ouest jusqu'à l'avenue des Érables;

- La périphérie englobe les parties restantes des arrondissements du Sud-Ouest, Verdun, Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Rosemont–La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, l'arrondissement de LaSalle, la partie de l'arrondissement de Lachine située au sud de l'autoroute 20, la partie de l'arrondissement de Saint-Laurent située à l'est des autoroutes 13 et 40 ainsi qu'une zone rayonnant autour du boulevard Alfred-Nobel, deux zones de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro rayonnant autour

du boulevard Gouin, de même que les arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, d'Ahuntsic-Cartierville, de Montréal-Nord, de Saint-Léonard et d'Anjou;

- Les extrémités couvrent les parties restantes des arrondissements de Lachine, de Saint-Laurent et de Pierrefonds-Roxboro, ainsi que les arrondissements de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève et Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles.

1.4.4 Le logement social

Un logement social est un « *logement dont la construction est subventionnée par un programme de logement social et communautaire du gouvernement du Québec*[60]. » Les deux programmes actuellement en vigueur sont AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal. Au sein des projets de logement social et communautaire, environ la moitié des ménages reçoivent une aide financière leur permettant de consacrer moins de 30 % de leurs revenus à se loger, tandis que l'autre moitié paie un loyer inférieur à la moyenne du marché[61].

Afin de satisfaire aux exigences du règlement en matière de logement social, un promoteur peut choisir entre céder un immeuble, verser une contribution financière ou combiner ces deux options.

Un immeuble cédé est, soit un terrain vacant que la Ville utilisera pour construire des logements sociaux et communautaires, soit un projet clé en main, c'est-à-dire un terrain comprenant un projet social et communautaire livré par le constructeur. Quel que soit l'immeuble cédé, le projet social construit ou à construire doit correspondre à 20 % de la taille du projet privé. Cet immeuble peut être localisé n'importe où dans un rayon de deux kilomètres du site. Cependant, pour favoriser la mixité, la part des projets sociaux hors site s'élève à 22 % pour tous les territoires d'application, à l'exception du centre-ville où elle demeure à 20 %[62].

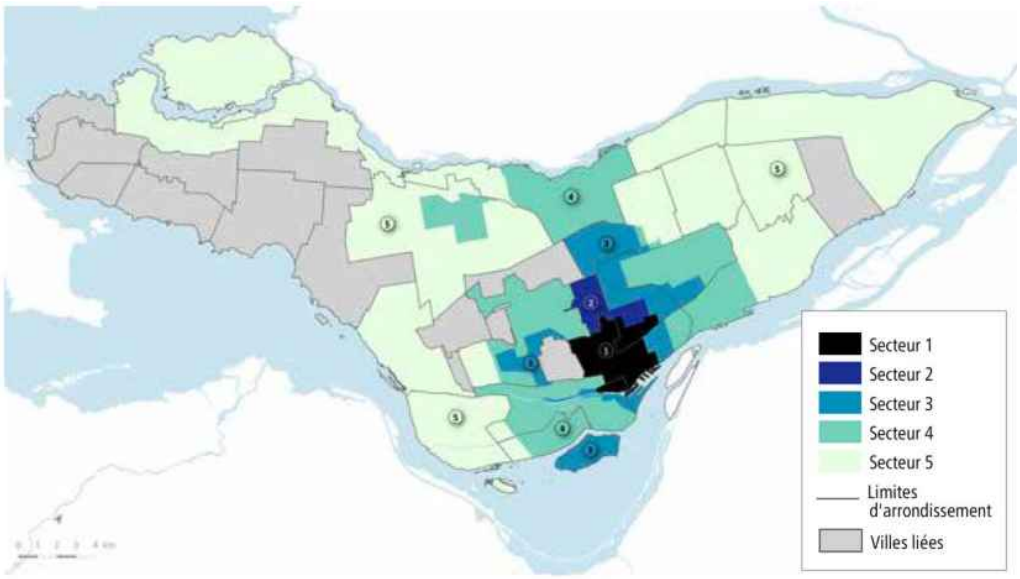
La Ville estime que les projets sociaux comprenant moins de 30 logements, ou moins de 50 logements s'ils sont pourvus d'un ascenseur, sont « *les plus susceptibles d'afficher des problèmes de viabilité*[63] ». L'inclusion de logement social étant fixée à 20 %, la Ville prévoit que les plus petits projets privés soient « *environ 150 logements et moins, verseront principalement des contributions financières*[64]. »

1.4.5 Le calcul des contreparties et des contributions financières

Outre les territoires d'application, le règlement partage le territoire en cinq secteurs de valeur.

[60] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*
[63] *Ibid.*
[64] *Ibid.*

Plan 2. Secteurs de valeur



Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 18

Les secteurs de valeur servent à calculer le montant de la contrepartie financière versée par la Ville au promoteur en échange d'une cession d'immeuble. Chaque secteur prévoit un montant à multiplier par le nombre de mètres carrés constructibles du projet de logement social[65]. Par exemple, le secteur 2, voisin du centre-ville, fixe la contrepartie à 463 $ du mètre carré, alors que le secteur 5, situé plutôt aux extrémités, établit cette valeur à 213 $ du mètre carré.

Lorsqu'un promoteur choisit de répondre aux exigences du règlement en versant une contribution financière plutôt qu'en cédant un terrain, le montant de cette contribution financière est calculé à l'aide des secteurs de valeurs. Un tableau prévoit alors, pour chaque secteur, un montant à multiplier par le nombre de mètres carrés constructibles du projet de logement social, selon les différents paliers de superficie atteints par le projet.

Figure 1. Montant de la contribution financière par m² selon les paliers de superficie résidentielle et les secteurs de valeur

	Montant par secteur de valeur pour le calcul de la contribution financière				
Paliers de superficie	1	2	3	4	5
450 à 1 800 m²	59 $	49 $	41 $	31 $	23 $
1 801 à 9 000 m²	74 $	62 $	51 $	38 $	28 $
9 001 à 12 500 m²	88 $	74 $	61 $	46 $	34 $
12 501 à 22 500 m²	103 $	87 $	76 $	54 $	40 $
22 501 m² ou plus	118 $	99 $	82 $	61 $	46 $

Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 19

[65] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 18

Afin « *d'inciter financièrement*[66] » les promoteurs à céder des immeubles plutôt qu'à verser des contributions, le règlement est calibré de façon à rendre les cessions plus avantageuses.

Advenant qu'un immeuble cédé n'atteigne pas les superficies résidentielles exigées, à savoir 20 % ou 22 % de la superficie résidentielle du projet privé, le promoteur doit verser la portion manquante sous forme de contribution financière.

1.4.6 Le logement abordable

En plus des exigences en logement social, le projet de règlement établit des exigences en logement abordable pour tous les projets de 50 unités ou plus. Un logement abordable se définit comme étant un « *logement privé à vendre ou à louer, dont le prix est légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[67]. » Il vise à répondre « *aux besoins des accédants à la propriété et des locataires à revenu moyen*[68]. » Si, à la différence du logement social, il existe une « *production naturelle*[69] » de logement abordable, l'objectif de mixité au cœur de ce volet consiste plutôt à « *éviter d'avoir des secteurs entiers qui vont se redévelopper avec seulement du logement haut de gamme ou seulement des petites unités*[70]. »

Le règlement exige 20 % de logements abordables dans tous les territoires d'application, à l'exception du centre-ville, où « *cette cible étant plus difficile à atteindre, l'exigence est abaissée à 15 %*[71] ». Prise à même ce pourcentage, une part correspondant à 5 % du projet privé est allouée au logement abordable familial.

En fonction des territoires d'application, le règlement indique des prix et loyers plafonds pour chaque typologie de logement : studio, une chambre, deux chambres, trois chambres ou plus (logement familial). Par exemple, un loyer d'une chambre coûtera au maximum 720 $ aux extrémités, et 1 040 $ au centre-ville. Un loyer familial coûtera pour sa part 927 $ aux extrémités et 2 000 $ au centre-ville. Dans le cas d'une copropriété, le prix plafond sera de 225 000 $ pour un studio au centre-ville et dans les quartiers centraux, et de 450 000 $ pour un logement familial dans ces mêmes territoires[72].

Lorsque les logements abordables sont offerts sur le marché locatif, une annexe au bail garantit que le loyer payable pour les cinq premières années ne sera pas augmenté de plus de 2 % annuellement[73].

[66] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[67] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[68] *Ibid.*
[69] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 577
[70] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 581-584
[71] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[72] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21 et 22
[73] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 11

Un constructeur peut s'acquitter des exigences en logement abordable par le versement d'une contribution financière. Le règlement prévoit alors un montant par logement abordable selon la typologie et le territoire d'application. Toutefois, la Ville ne privilégiant pas cette option, la charge imposée au promoteur sera proportionnellement supérieure à celle qu'implique l'inclusion des logements au projet[74].

S'il choisit d'inclure les logements abordables à son projet, un promoteur peut associer ces derniers à des programmes facilitant l'accession à la propriété et, plus spécifiquement, à des programmes tels qu'Accès Condo, permettant de réduire à moins de 5 % du prix de vente la part de l'acheteur à la mise de fonds. Conçue pour « *mieux rejoindre les ménages qui ont réellement besoin de logements abordables en facilitant grandement l'accession à la propriété*[75] », cette approche réduit l'exigence en logement abordable à 10 % au centre-ville et à 15 % dans les autres territoires d'application.

1.4.7 Le logement familial

Les projets de 50 unités ou plus sont également soumis à une exigence en matière de logement familial. En vertu du règlement, un logement familial est une unité de trois chambres ou plus, dont la superficie atteint minimalement 86 m² au centre-ville et dans les quartiers centraux, et 96 m² dans le reste de l'île[76].

La part de logement familial requise est divisée entre le logement social, le logement abordable et les unités au prix du marché. Elle s'établit à 15 % au centre-ville et à 20 % dans les autres territoires d'application. Malgré ce qui précède, la présence suffisante d'habitations unifamiliales aux « *extrémités* » fait en sorte que le règlement n'y fixe aucune exigence de logement familial au prix du marché[77].

1.4.8 Les exigences combinées

Les exigences en matière de logement social, de logement abordable et de logement familial sont résumées dans le tableau suivant :

[74] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 22
[75] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 23
[76] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 25
[77] *Ibid.*

Figure 2. Exigences en matière de logement social, abordable et familial selon la localisation et le nombre d'unités du projet résidentiel

Nombre d'unités du projet	Logement social		Logement abordable		Logement familial		
	Centre-ville	Autres territoires	Centre-ville	Autres territoires	Centre-ville	Quartiers centraux et périphérie	Extrémités
5 (450 m²) à 49 logements	Contributions financières	Contributions financières	NA	NA	NA	NA	NA
50 logements ou plus	20 % ou Contributions financières	20 % sur site ou 22 % hors site ou Contributions financières	10 à 15 % dont 5 % logements familiaux ou Contributions financières	15 à 20 % dont 5 % logements familiaux ou Contributions financières	5 % sans contrôle de prix	10 % sans contrôle de prix	NA

Source : Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Résumé, doc. 3.1.1, p. 5

1.4.9 Le fonds de contribution

Les contributions financières des promoteurs seront déposées dans un fonds de contribution centralisé, partagé entre le logement social et le logement abordable. En matière de logement social, ce fonds consolidé vise à financer la hausse des contreparties financières par rapport à la Stratégie d'inclusion[78], particulièrement au centre-ville où les écarts entre ces contreparties et les coûts de production sont les plus importants[79]. Le fonds de contribution associé au volet abordable « *pourra servir à développer des nouveaux outils d'intervention qui permettront [de réaliser] du logement abordable pérenne*[80] ».

1.4.10 L'entrée en vigueur et les mesures transitoires

Il est prévu que le règlement entre en vigueur le 1er janvier 2021 « *afin de laisser au marché le temps de s'adapter aux nouvelles exigences*[81] ». Après cette date, un projet normalement assujetti pourra tout de même être exempté de son application, aux conditions suivantes :

- ayant fait l'objet d'un engagement en faveur de la Ville avant le 17 juin 2019, il garantit la cession d'un immeuble ou le versement d'une contribution financière pour le développement de logement social;
- ayant fait l'objet d'un engagement en faveur de la Ville entre le 17 juin 2019 et le 1er janvier 2021, il inclut ou permet d'inclure des logements sociaux correspondant à 17,6 % de la superficie résidentielle du volet privé, ou une contribution financière calculée à partir de montants prévus pour cette période. Il comprend également des logements abordables correspondant à 15 % du nombre de logements prévus dans le volet privé;

[78] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 29
[79] Ville de Montréal, Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 833-846
[80] Ville de Montréal, Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 1184-1187
[81] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26

- dans les deux cas, il a fait l'objet du dépôt d'une lettre de garantie financière, d'un acte d'hypothèque immobilière ou de l'acceptation d'une convention d'acquisition clé en main.

1.4.11 L'indexation et le suivi de la mise en œuvre

Le projet de règlement prévoit qu'à partir de son entrée en vigueur le 1er janvier 2021, tous les montants inscrits, à savoir les contreparties financières de la Ville, les contributions financières des promoteurs et les prix et loyers maximaux pour le logement abordable, seront indexés de 2 % annuellement. L'indexation d'une unité abordable cesse toutefois à sa vente s'il s'agit d'une copropriété, et à la signature du bail s'il s'agit d'un logement locatif. Les montants convenus dans une entente entre la Ville et un promoteur ne sont pas indexés[82].

Deux ans après l'entrée en vigueur du règlement, un bilan de la mise en œuvre « *permettra de revoir ces paramètres à la lumière des données économiques et démographiques les plus récentes*[83]. »

1.4.12 Les retombées appréhendées

Basant ses projections sur « *les données des trois dernières années*[84] », la Ville estime les retombées annuelles du règlement à 600 nouveaux logements sociaux et communautaires, 1 000 nouveaux logements abordables, dont 300 logements abordables familiaux, et 500 nouveaux logements familiaux au prix du marché. Le montant total annuel des contributions financières déposées au fonds par les promoteurs est estimé à 13,7 millions de dollars. En déduisant les montants versés aux promoteurs sous forme de contrepartie financière, le montant annuel disponible pour financer l'achat de terrains hors des projets d'inclusion serait d'environ 3,3 millions de dollars. La Ville s'attend toutefois à ce que ces retombées varient selon la vigueur du marché[85].

1.4.13 Les impacts sur le marché

Une modélisation de différents projets de copropriétés réalisée par la Ville, de même qu'une étude commandée au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), amènent la Ville à conclure que « *l'impact sur les prix*[86] », entraîné par le règlement, se situera entre 1 % et 2 % sur la majeure partie du territoire, à l'exception du centre-ville où il sera d'environ 4 %. Si l'impact anticipé sur les projets de moins de 50 unités sera « *marginal*[87] »,

[82] Ville de Montréal, Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 5
[83] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[84] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 665
[85] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 660-673
[86] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[87] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 31

celui des unités abordables familiales au centre-ville sera « *plus significatif*[88] ». Cependant, d'après la Ville, les incitatifs mis en place, tels que les subventions à la décontamination et la réduction des exigences en logement abordable, permettront de réduire « *significativement*[89] » l'impact du règlement sur l'ensemble des projets.

1.5 La documentation déposée par la Ville

Divers documents déposés par la Ville dans le cadre de cette consultation rendent compte de la démarche d'élaboration du projet de règlement pour une métropole mixte.

1.5.1 Rapport sur les groupes de discussion[90]

Le 10 mai 2018, le Service de l'habitation de la Ville a tenu deux rencontres avec des experts de l'immobilier social et privé, afin de connaître leurs préoccupations et leurs suggestions sur le projet de règlement pour une métropole mixte. Les thèmes abordés comprenaient la transition entre la Stratégie d'inclusion et le règlement, les conditions de réalisation des logements sociaux et communautaires, le caractère viable, adapté et prévisible du règlement, la définition des logements abordable et familial, et la vision de la Ville en matière d'habitation. À propos de ces rencontres, les participants ont « *salué la décision de la Ville de Montréal de les consulter en début de processus*[91] », et ont exprimé « *un fort intérêt à être associés aux prochaines étapes de l'élaboration du règlement*[92]. »

1.5.2 Direction de l'habitation – Atelier de travail avec les experts de l'immobilier[93]

L'expérience a été répétée le 29 août 2018, cette fois concernant les volets social et abordable. Se référant à une liste d'éléments propres au règlement, tels que les projets assujettis, les contributions exigées et le logement abordable privé, les participants devaient identifier les approches les plus prometteuses, les approches à éviter, ainsi que les stratégies spécifiques auxquelles le règlement devrait laisser une place. En matière de logement social, les participants avaient également pour tâche de répondre à des questions précises sur le mode de calcul du prix de vente des terrains, les modulations des exigences, ainsi que l'inclusion sur site et hors site.

1.5.3 Une démarche de concertation[94]

Afin d'évaluer l'impact du règlement sur les prix du logement, la Ville a développé un outil dynamique qui « *construit des projets types et leur applique différents scénarios d'exigences*

[88] *Ibid.*
[89] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30 et 31
[90] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2
[91] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2, p. 6
[92] Groupes de discussion – Rapport – 2018, doc. 3.2, p. 6
[93] Atelier de travail avec les experts de l'immobilier – Aide-mémoire – 2018, doc. 3.3
[94] Panel d'experts, doc. 3.8.1 à 3.8.11

réglementaires[95] ». Il s'agit d'une « *pratique standard pour les municipalités qui se dotent d'un règlement sur le logement abordable*[96]*. »* Puis, entre octobre 2018 et février 2019, une démarche de concertation menée avec des consultants et un panel d'experts « *constitué de personnes reconnues pour leur expertise en construction et financement de projets immobiliers résidentiels*[97] » lui a permis de recueillir des avis sur le plan méthodologique.

1.5.4 CIRANO - Impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation[98]

La Ville de Montréal a mandaté le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) afin de réaliser « *une analyse complète et précise des impacts du règlement proposé sur l'offre des unités d'habitation et sur l'éventuelle hausse de prix résultante dans la ville de Montréal*[99]. » En travaillant à partir d'une liste de 4 300 terrains développables transmise par la Ville et partagée entre des terrains vacants et des bâtiments à redévelopper[100], le CIRANO avait pour mandat de détailler l'impact des mesures proposées sur le nombre de nouvelles unités d'habitation disponibles, le nombre total d'unités générées à Montréal, les prix sur le marché résidentiel ainsi que les répercussions sur l'offre de logement dans la banlieue. Les résultats du CIRANO sont venus appuyer ceux obtenus par la Ville grâce à sa modélisation.

1.6 La démarche de consultation

La consultation publique s'est déroulée du 7 août 2019 au 27 octobre 2019. Elle a été réalisée en deux parties. La commission a d'abord tenu une soirée d'information le 19 septembre 2019. Les représentants de la Direction de l'habitation y ont présenté le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme et le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, avant de répondre aux questions du public.

La commission a tenu par la suite cinq séances d'audition des opinions :

- le 22 octobre en soirée,
- le 23 octobre en après-midi,
- le 24 octobre en après-midi,
- le 24 octobre en soirée,
- le 25 octobre en après-midi.

Ce fut l'occasion pour tous ceux et celles qui le désiraient de donner leur avis sur les deux projets de règlement et leurs composantes. Chaque personne disposait d'environ 20 minutes pour présenter son opinion et répondre aux questions des commissaires.

[95] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[96] *Ibid.*
[97] Panel d'experts, doc. 3.8.11
[98] CIRANO, Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation, 2019, doc. 3.4
[99] CIRANO, Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation, 2019, doc. 3.4, p. 3
[100] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 31

Les personnes qui souhaitaient participer à la consultation sans soumettre de mémoire écrit ou présenter oralement leur opinion à la commission avaient la possibilité d'émettre une opinion en ligne. Elles pouvaient répondre en moins de 250 mots à des questions ouvertes sur des thèmes liés aux enjeux de la consultation. Les thèmes suggérés étaient :

- logement,
- mixité,
- exigences et coûts,
- économie,
- territoires,
- english,
- autres opinions.

1.7 La participation

La commission a reçu 147 mémoires écrits, 86 opinions en ligne et entendu 43 présentations lors des séances d'audition des opinions. Incluant les personnes présentes en salle et celles ayant visionné les transmissions des différents événements sur le web, en direct ou en différé, la consultation sur le règlement pour une métropole mixte a recueilli un total de 1 084 participations. Le tableau suivant donne le détail de la participation citoyenne aux différentes activités :

Tableau synthèse de la participation

	Nombre de participants	Date(s)
Séance d'information - Sur place - En ligne (en direct et en différé)	 154 560	19 septembre 2019
Séances d'audition des opinions - Assistance - Mémoires déposés avec présentation - Mémoires déposés sans présentation - Intervention sans mémoire	 136 43 104 1	22, 23, 24 et 25 octobre 2019
Opinions recueillies en ligne	86	27 septembre au 27 octobre 2019
Total	**1 084**	

2. Les préoccupations, les attentes et les opinions des participants

Ce chapitre présente les opinions des citoyen.ne.s concernant le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, aussi nommé règlement pour une métropole mixte. Les points de vue y sont rassemblés sur le contexte d'insertion du projet de règlement, l'approche règlementaire prévue, les catégories de logement visées, la mise en œuvre et les impacts économiques appréhendés. La dernière partie du chapitre est consacrée aux recommandations qui, débordant le cadre actuel du projet de règlement, ont pour objectif d'en étendre la portée. Étant donné la masse de commentaires recueillis et l'important risque de répétitions, nous ajoutons à l'occasion des renvois vers d'autres sections pour une meilleure compréhension de certains arguments à l'appui des opinions exprimées.

2.1 Le contexte d'insertion du projet de règlement

Les participants ont abondamment commenté le contexte socio-économique dans lequel le projet de règlement viendrait s'insérer. Si quelques-uns d'entre eux s'intéressent avant tout à la vigueur immobilière résidentielle, la plupart décrivent les difficultés en matière d'habitation auxquelles fait face une partie de la population montréalaise.

2.1.1 L'habitation

Les commentaires énoncés à propos de l'habitation sont regroupés en deux thématiques : le marché immobilier et les besoins exprimés.

Le marché immobilier

Aux dires de certains participants, différents facteurs contribuent à faire de Montréal un marché immobilier « *florissant*[101] ». C'est d'abord un mouvement de retour à la ville qui, « *entre 2008 et 2017*[102] », s'est accompagné d'une « *importante reprise du développement résidentiel au centre-ville*[103]. » Ce sont ensuite le taux de chômage très faible et les indices de confiance élevés[104], la hausse des revenus après impôts et la diminution relative des taux d'intérêt sur les hypothèques[105] qui en ont porté l'élan.

Certes, ajoute la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la croissance démographique inférieure à celle de la banlieue et le prix du pied carré, « *propulsé [par] la raréfaction des terrains vacants*[106] », ont de quoi « *décourager les jeunes familles et les ménages*

[101] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 2
[102] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 7
[103] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 7
[104] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 2
[105] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 15
[106] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3

de la classe moyenne de choisir Montréal pour y loger[107]. » Citant la SCHL, l'Institut de développement urbain (IDU) indique toutefois que, malgré une « *légère surchauffe »,* les prix des habitations *« sont restés en phase avec les facteurs économiques et démographiques fondamentaux, tels le revenu personnel disponible et la population de jeunes adultes*[108]. »

Ces interlocuteurs rappellent qu'en matière de loyer médian et de prix au pied carré, Montréal se compare avantageusement à Toronto et Vancouver[109], de même qu'à Boston, Berlin et Stockholm[110]. Si Montréal a pu se tailler une place en tant que ville universitaire, si elle a pu attirer une main d'œuvre qualifiée, au point de devenir une plaque tournante de l'intelligence artificielle et des industries créatives, c'est d'abord parce qu'elle est abordable[111]. D'après le professeur Mario Polèse « *les prix globalement abordables à Montréal (comparés à d'autres villes) ne sont pas un accident*[112] »; ils sont le fruit de la concurrence au sein de l'industrie, mais aussi de « *l'interventionnisme modéré des administrations municipales passées, qui ont consenti un degré de latitude aux forces du marché*[113]. »

Au lieu d'adopter un règlement, Ensemble Montréal croit que la Ville devrait miser « *prioritairement sur un plan de densification intelligente et d'intensification urbaine au centre-ville*[114] », en développant des secteurs de haute densité qui « *devront répondre aux caractéristiques des aires de Transit-Oriented Development (TOD) et favoriser la mixité sociale et l'accessibilité à l'habitation*[115]. » C'est l'avis de la Corporation Cadillac Fairview, d'après laquelle « *l'attractivité d'une Ville ne résulte pas seulement [du] prix des logements »,* mais aussi *« des services adéquats, des écoles saines et bien pensées [et] des mesures de soutien à la réalisation de projets pilotes innovants*[116]. » S'il est vrai que les quartiers centraux connaissent une pression sur les prix, et que le nombre de logements locatifs convertis en copropriétés est en hausse, on y observe néanmoins une « *mixité bien réelle*[117] » : « *des professionnels y côtoient des familles à revenus modestes, des artistes, des étudiants et des retraités*[118] », et les locataires s'y trouvent « *à des proportions très élevées*[119] ».

La majorité des répondants ayant abordé la question de l'abordabilité pose un diagnostic nettement plus sombre du développement immobilier actuel, en soulignant ses implications socio-économiques. Ce propos d'ensemble est résumé par la Direction régionale de santé publique de Montréal, selon laquelle « *derrière le développement immobilier dynamique qui*

[107] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[108] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 13
[109] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 13; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 1
[110] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4
[111] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4
[112] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 5
[113] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[114] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 30
[115] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 30
[116] Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 10
[117] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5
[118] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5
[119] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5

transforme la métropole depuis le début des années 2000, des dizaines de milliers de ménages montréalais peinent toujours à se loger adéquatement[120]. »

Pour certains, un tel état de fait tient à la transformation progressive de l'habitation en un « *marché immobilier*[121] », dont « *les populations défavorisées sont bien souvent incapables de suivre financièrement les évolutions*[122] ». Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) note que ce « *regain de la construction à Montréal [...] n'arrange en rien la situation des locataires, ce qui se construit ne répondant pas à leurs besoins*[123]. » Une citoyenne le résume ainsi : « *Les logements neufs style condo [...] ne servent que d'investissement à des couples aisés ou âgés, mais dont [sic] aucune famille de plus d'un enfant ne veut car trop petit et trop cher*[124]. »

Tout en affirmant que cela devient un enjeu à Montréal, les chercheurs Richard Shearmur et Nik Luka placent les problèmes de l'accessibilité au logement et de la ségrégation sociale qui en résulte sur la toile de fond des « *inégalités structurelles plus vastes*[125] » : « *Si une portion de plus en plus petite de la population jouit d'une part de plus en plus grande de la richesse, il est malheureusement naturel (sans être souhaitable du point de vue de l'équité) que les marchés répondent de plus en plus à la demande émanant de cette petite portion*[126]. »

Cette activité immobilière exerce une pression sur les prix au sein du parc résidentiel existant, dont se ressent particulièrement le logement locatif[127]. Dans les quartiers centraux, divers modes de spéculation en accentuent l'effet : la conversion d'unités locatives en copropriété indivise ou leur fusion en logement unifamilial[128], les « *reprises de possessions factices*[129] », l'augmentation abusive du loyer[130], les rénovations qui entraînent « *une augmentation quasi systématique du loyer*[131] », et le remplacement de logements abordables par des hébergements touristiques temporaires de type Airbnb[132]. La conséquence est un « *effritement de l'offre locative*[133] », et à plus forte raison de l'offre locative familiale[134], qui « *chasse les ménages locataires à faible et modeste revenus de leur milieu de vie*[135]. »

[120] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[121] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[122] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4
[123] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11
[124] Aurélie Sasias, doc. 8.1
[125] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[126] *Ibid.*
[127] Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 2
[128] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[129] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[130] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[131] *Ibid.*
[132] Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 2
[133] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 6
[134] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 13; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[135] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11

Divers citoyens partagent leur expérience personnelle de cette situation. D'après Zora Pagé, la raréfaction des logements disponibles augmente la compétition pour les obtenir : « *Les trois et demi avec une chambre fermée et les quatre et demi sont simultanément convoités par les personnes seules, les couples, les étudiants en colocation, les familles monoparentales et les couples ayant un enfant... Résultat : très difficile à trouver pour moins de 900 $!*[136] ». Cette compétition pénalise les plus vulnérables : « *On veut une population jeune, instruite, dynamique... Les moins bien nantis, les vieux, les grosses familles ont été chassés*[137]. » Le surcroît de pouvoir dont profitent les propriétaires fait donc que « *tous ne sont pas égaux*[138] » devant le marché locatif, une discrimination qui affecte particulièrement les ménages immigrants et les familles[139]. Une participante cite également des pratiques de « *harcèlement [...] des propriétaires sur les personnes aînées afin qu'elles quittent leur logement*[140]. »

Une citoyenne remarque que « *la situation actuelle signifie que je ne suis plus en mesure de trouver un logement à moins de 50 minutes de transport en commun de mon lieu de travail (près de l'Hôpital Jean-Talon*)[141] », ce qui représente « *plus de 500 heures de transport par an*[142]. » Cet avis est largement partagé : « *construction constante [...] chasse les gens plus pauvres vers les banlieues, ce qui contribue à l'augmentation du trafic automobile et donc du bruit, même dans notre quartier, mais aussi au cataclysme climatique*[143]. » Quant aux ménages qui trouvent un nouveau logement dans leur quartier, ils doivent désormais consacrer « *une part beaucoup trop importante de leur revenu pour se loger, ce qui contraint leur capacité à combler d'autres besoins de base*[144]. » Par contrecoup, des personnes qui souhaiteraient déménager n'osent s'y risquer :

> *« Je me sens complètement exclue. La seule pensée de déménager, de faire d'importantes recherches pour me trouver un nouveau logement me crée un niveau d'anxiété inimaginable. J'aime donc mieux rester dans mon logement inadéquat, dans lequel j'ai froid l'hiver car le propriétaire retarde sans cesse les travaux. Plus de 40 % de mon salaire va dans mon logement. Les listes d'attente sont très longues dans les coopératives, les critères de sélection sont de plus en plus précis en raison de la forte demande et [du] peu d'offres*[145]*. »*

[136] Zora Pagé, doc. 8.1
[137] Michèle Fournier, doc. 8.2
[138] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6
[139] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Rachel Shugart, doc. 7.50, p. 1; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7; Julie M., doc. 8.1
[140] Nathalie Nadon, doc. 8.1
[141] Zora Pagé, doc. 8.1
[142] Zora Pagé, doc. 8.1
[143] Antoine Beaupré, doc. 8.1
[144] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4
[145] Marie-Andrée Gauthier, doc. 8.1

Les besoins exprimés

Dans le cas plus spécifique des familles, des participants soulignent que le manque de logements abordables contraint plusieurs d'entre elles à vivre dans des logements trop chers, trop petits, insalubres, ainsi qu'à déménager fréquemment afin d'améliorer leurs conditions d'habitation[146]. Considérant que « *la localisation géographique du logement a des impacts sur la santé des individus*[147] », la Direction régionale de santé publique de Montréal précise que « *l'instabilité résidentielle peut engendrer des effets néfastes sur le développement physique, intellectuel et émotif des enfants, sur leur santé, et sur leur sécurité alimentaire*[148]. » L'organisme L'Ancre des jeunes, qui vient en aide aux jeunes du Sud-Ouest issus de familles à faible revenu, craint pour sa part « *l'impact que le déplacement de telles familles et la pression financière supplémentaire générée par la gentrification auront sur les jeunes en situation de décrochage ou à risque de décrocher*[149]. »

La Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain indique qu'il « *ne faut pas se fermer les yeux sur le lien rattachant la croissance de l'itinérance et les problèmes de logement vécus par les populations des quartiers centraux*[150] ». Puisque le « *manque de logements sociaux, abordables et familiaux tend à alimenter l'engorgement des ressources d'hébergement et de logements transitoires*[151] », l'itinérance guette un nombre croissant de ménages[152], mais aussi « *de plus en plus de femmes*[153] » risquant d'être « *évincées de leur logement en raison de leur incapacité à supporter les coûts élevés de loyer*[154]. » Afin de prévenir ce résultat, des participants estiment que « *si la Ville a la réelle volonté d'augmenter l'offre de logements accessibles financièrement pour les ménages mal-logés, c'est essentiellement par du logement social qu'elle peut y parvenir*[155] ».

C'est également par du logement social que la Ville pourra répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, croit la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal. Alors que les personnes âgées représenteront « *21 % de la population en 2036* », que 51 % d'entre elles sont locataires et que 25 % vivent sous le seuil de pauvreté dans les quartiers centraux[156], on observera une

[146] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 15; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 3; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 4
[147] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 15
[148] *Ibid.*
[149] L'Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1
[150] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 3
[151] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 5
[152] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 2; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 2; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 2; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 7
[153] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[154] Centre des femmes de Verdun, doc. 7.68, p. 2-3
[155] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6
[156] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4

augmentation des besoins liés à la perte de mobilité et à l'accès au logement, « *qui sont presque exclusivement comblés par le logement social*[157]. » Par conséquent, la Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM) suggère à la Ville de « *reprendre les constats et les recommandations compris dans le Plan d'action municipal pour les personnes aînées 2018-2020*[158]*, et de les intégrer, au besoin, dans le Règlement*[159]. »

La hausse des loyers au centre-ville fragilise la situation des personnes atteintes du VIH ou qui y sont vulnérables, ce secteur offrant la majorité des ressources en soins et en prévention[160]. La Table des Organismes Communautaires Montréalais de lutte contre le Sida trace un lien entre l'adhésion de Montréal à la Déclaration des villes pour le logement convenable et son rôle dans l'initiative Montréal sans sida[161].

En matière d'accessibilité universelle, Ex aequo rappelle que dans le document intitulé Portrait des logements accessibles et adaptés : parc des logements sociaux et communautaires de l'agglomération de Montréal (2016), il est estimé que « *seuls »* 13,5 % des logements sociaux sont adaptables ou nécessitent des adaptations mineures, et que 1,7 % des logements sont adaptés[162]. Pourtant, ajoute l'organisme, l'accessibilité universelle est l'approche la plus appropriée en habitation, *« puisqu'elle répond aux besoins de l'ensemble de la population* » en favorisant la liberté de choix des personnes[163]. Une citoyenne estime qu'il incombe à l'administration municipale « *de s'assurer que tous les Montréalais aient un accès équitable aux services offerts partout sur le territoire de la Ville. Pourquoi [...] ne pas faire de l'accessibilité universelle un critère d'approbation obligatoire de tous les projets soumis à la Ville et aux arrondissements?*[164] ».

Les intervenants ayant pris la parole au nom de « *l'importante population étudiante*[165] », décrivent celle-ci comme étant « *en sandwich entre un marché locatif existant de plus en plus restreint et sous pression, et un marché de développement qui ne répond pas à ses besoins*[166]. » La propension des étudiants à habiter les quartiers centraux pour accéder aisément aux institutions d'enseignement[167], mais aussi le manque de résidences étudiantes[168], font en sorte qu'ils paient, « *individuellement, entre 30 % et 46 % de plus pour leur loyer que la population montréalaise en général*[169]. » Ainsi, étant en concurrence pour les loyers, ils contribuent aux

[157] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4
[158] Plan d'action municipale pour les personnes aînées 2018-2020, doc. 4.6
[159] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 12
[160] Table des Organismes communautaires Montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2
[161] *Ibid.*
[162] Ex aequo, doc. 7.5, p. 5
[163] Ex aequo, doc. 7.5, p. 8
[164] Jody Negley, doc. 7.133, p. 1
[165] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[166] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[167] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 6
[168] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 12; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[169] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, doc. 7.7, p. 2

« *importantes pressions auxquelles fait face l'abordabilité du parc locatif*[170]. » Selon l'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE), cette situation s'applique particulièrement à la population étudiante internationale*, « que Montréal affirme vouloir attirer, et qui arrive en ville souvent quelques jours seulement avant le début de la session*[171]. » Si la réduction des options force déjà certains étudiants à « *se rabattre sur des appartements parfois insalubres [...] ou sur la banlieue*[172] », des loyers semblables à ceux de Toronto ou de Vancouver pourraient bien amener « *certains jeunes, surtout les moins fortunés, à faire d'autres choix que de poursuivre leurs études, ou à s'installer ailleurs, ce qui réduirait progressivement le dynamisme de la métropole québécoise*[173]. »

Le logement social est donc « *une solution prioritaire pour répondre aux défis rencontrés par de nombreux locataires*[174] ». Pourtant, la « *très faible présence* » de logements sociaux dans certains quartiers « *contraste avec l'ampleur et l'urgence des besoins*[175]. » Parc-Extension a « *désespérément besoin de logement social*[176] », dit Brique par brique, au point où l'organisme se demande si la Ville n'est pas « *en train de condamner les résidents et résidentes de longue date du quartier à le quitter*[177]. » La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve est aussi d'avis qu'une offre « *adéquate »* en logements sociaux peut apaiser les tensions sociales causées par les transformations du marché immobilier, en s'assurant que « *la venue de populations nouvelles ne pousse pas celles déjà présentes*[178]. »

Pour Vivacité - Société immobilière solidaire, « *la crise actuelle du logement [...] appelle à un renouvellement des pratiques en logement abordable*[179]. » Il importe de considérer des éléments de société tels que « *la santé, la violence conjugale, l'autonomie des aînés, l'autonomie des handicapés, la mobilité des travailleurs, la famille et le phénomène des enfants Tanguy ou Boomerang*[180] » comme ayant un « *dénominateur commun : ils sont tous directement influencés par l'accessibilité à un logement abordable et/ou adapté à une situation particulière*[181]. » Des répondants invitent aussi la Ville à « *s'engager concrètement pour limiter les impacts dévastateurs de la spéculation immobilière et de la gentrification*[182] », par exemple, en rendant « *plus difficile pour un proprio d'expulser des locataires et de convertir un logement*[183] ». Alors que Montréal demeure le lieu de vie de nombreuses personnes à faibles revenus et à besoins

[170] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[171] *Ibid.*
[172] Conseil Jeunesse de Ville-Marie, doc. 7.25, p. 3
[173] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 7
[174] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 3
[175] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Association des architectes paysagistes du Québec, doc. 7.35, p. 2; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4; Pilar Hernandez Romero, doc. 8.2
[176] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9
[177] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9
[178] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 5
[179] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[180] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.7
[181] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.7
[182] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12
[183] Carole Ste-Marie, doc. 8.1

spécifiques[184], « *il est indispensable de permettre aux ménages qui le désirent [...] de demeurer ou de s'établir en ville. L'accès aux emplois, aux activités urbaines ainsi qu'à la qualité de vie offerte à Montréal ne devrait surtout pas être limité aux ménages les plus aisés ou à ceux sans enfants*[185]. »

2.1.2 Le Plan d'urbanisme

En vertu des articles 145.30.1 à 145.30.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, l'utilisation par la Ville de Montréal des pouvoirs règlementaires visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial sur son territoire, nécessite l'inscription d'orientations spécifiques à cette fin dans le Plan d'urbanisme[186]. Ces orientations, soumises à la consultation publique, figurent au Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal[187].

Bien qu'il s'agisse du véritable motif de la consultation publique menée par l'OCPM, ces modifications au Plan d'urbanisme ont peu retenu l'attention des participants. Habiter Ville-Marie y voit tout de même une « *opportunité pour la Ville de Montréal de concrétiser au sein du Plan d'urbanisme sa volonté de développer une offre résidentielle équilibrée en des termes clairs, chiffrés et contraignants*[188]. » De pair avec la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, l'organisme souhaite voir inscrits, pour la Ville et chaque arrondissement, des objectifs quant à la réalisation d'unités de logement social pour diverses catégories de population, incluant les familles[189].

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) croit, pour sa part, que les orientations, stratégies et cibles en matière d'inclusion devraient être inscrites au Plan d'urbanisme révisé[190] préalablement à l'adoption du Règlement pour une métropole mixte[191]. Selon Rayside Labossière, la révision de l'ensemble du Plan serait l'occasion d'aborder la création de milieux mixtes et l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, comme des « *éléments fondamentaux de la planification urbaine dans les zones en transformation*[192] ».

2.1.3 Les rôles et compétences

Bien que le projet de règlement soit de compétence municipale, des participants de tous horizons recommandent de considérer également les contextes provincial, fédéral et métropolitain pour le rendre plus efficace.

[184] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 3
[185] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 1
[186] Sommaire décisionnel, doc. 1.1.1, p. 1
[187] Règlement, doc. 1.1.3.1, p. 1 à 5
[188] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 6
[189] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 6; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[190] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 1235-1238
[191] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 13-14
[192] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 30

Les paliers de gouvernement supérieurs

Plusieurs interventions attribuent à « *l'inaction des instances publiques*[193] » l'état actuel du logement social au Québec, faisant qu'aujourd'hui, « *des milliers de ménages à faible revenu sont sur des listes d'attente pour avoir accès à des logements qui correspondent à leurs besoins*[194]. » Les répondants s'accordent néanmoins pour dire que l'accessibilité au logement est un projet de société à partager entre l'ensemble des contribuables[195]. Pour Richard Shearmur et Nik Luka, « *dans un monde idéal l'état financerait et construirait des logements sociaux et abordables, et la ville ne serait pas obligée d'imaginer des politiques d'aménagement pour palier(SIC) aux problèmes d'équité et de distribution des richesses*[196] ».

En somme, même si la part de logement social exigée par le règlement est une « *addition utile*[197] », « *sans financement public adéquat (qu'il vienne d'Ottawa ou de Québec, ou des deux) le volet logement social ne sera jamais plus qu'un pansement sur une plaie beaucoup plus grande*[198]. » Des intervenants croient donc que la Ville doit « *résister à la tentation de faire cavalier seul, et surtout éviter de transposer les coûts d'inclusion de logements sociaux aux promoteurs immobiliers et aux acheteurs montréalais*[199]*. »* Le fait que « *toute la population participe au bien-être général*[200] » en matière de logement est une question d'équité[201], d'efficacité et de stabilisation économique[202]. Pour l'Institut de développement urbain, l'équité est la raison principale justifiant la centralisation des politiques redistributives : « *La centralisation se justifie par l'iniquité fiscale que finiraient par créer les mouvements migratoires associés à des politiques de redistribution décentralisées*[203]. »

Le gouvernement fédéral ayant lancé sa Stratégie nationale sur le logement en 2017, des participants disent s'étonner que le projet de Règlement n'en tienne pas compte[204]. Considérant les sommes versées à l'Ontario dans le cadre de cette Stratégie, l'IDU estime à un milliard de dollars sur dix ans le montant qu'une entente Québec-Canada porterait à Montréal[205]. Pour cette raison, l'Institut considère « *inefficace pour la Ville de développer et de mettre en œuvre [un*

[193] Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 4
[194] DevMcGill, doc. 7.110, p. 3
[195] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5; Prével, doc. 7.9, p. 2-3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Canderel, doc. 7.72, p. 2; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9-10; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 2; Bruno Lemieux, doc. 8.2
[196] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[197] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1
[198] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 1
[199] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10
[200] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9-10
[201] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Canderel, doc. 7.72, p. 2
[202] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8
[203] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 8
[204] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Association des professionnels de la construction du Québec (APCHQ), doc. 7.105, p. 5;
[205] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 11

règlement] en vase clos[206] ». L'APCHQ croit de même que « *l'adoption d'une telle entente fédérale-provinciale aurait dû être un préalable à l'adoption par la Ville d'un nouveau Règlement d'inclusion. La Ville pourrait ainsi harmoniser son Règlement avec les exigences de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), qui deviendrait un important bailleur de fonds*[207]. »

Dans un esprit similaire, les participants en faveur d'un règlement d'inclusion appliqué aux projets immobiliers privés croient que l'apport des promoteurs doit être considéré comme complémentaire à celui des instances publiques[208]. Pour la Direction régionale de santé publique de Montréal, « *la prépondérance des investissements publics [...] demeure essentielle pour pallier l'incapacité du marché privé*[209] *»* de répondre aux besoins des ménages en matière de logement social et abordable[210]. Elle est également nécessaire pour affronter « *la surenchère des coûts de construction et de réalisation dans les quartiers centraux, dont la hausse récente et drastique a mis sur la glace de nombreux projets sociaux*[211]. » En conséquence, nombre d'intervenants pressent la Ville d'intensifier ses démarches[212] auprès des paliers de gouvernement supérieurs afin de réclamer une part de financement *« adéquat et à long terme*[213]. »

D'autres éléments mériteraient des réclamations de la part de la Ville au gouvernement du Québec, selon divers participants. Tout d'abord, citant les chiffres du gouvernement selon lesquels la proportion d'acheteurs étrangers sur l'île de Montréal a augmenté de 28 % en 2017, et à nouveau de 21,5 % en 2018[214], des intervenants encouragent la Ville à réitérer ses demandes afin d'obtenir le pouvoir de taxer les transactions immobilières effectuées par des investisseurs étrangers[215]. La FECHIMM suggère aussi d'inclure « *l'achat-revente dans de courts laps de temps*[216] » à cette taxation.

La FECHIMM ajoute à ce sujet le fait que l'évaluation municipale, tel qu'elle est menée actuellement, pénalise le logement communautaire :

[206] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 11
[207] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5
[208] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14
[209] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[210] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 28
[211] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 36
[212] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 15; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 28; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10; Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 8; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11
[213] Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2
[214] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6
[215] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 14; Corporation de développement communautaire, doc. 7.111, p. 7; Caucus des député.e.s montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 6
[216] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

> *« [...] les coopératives d'habitation sont évaluées de la même façon que le secteur privé à but lucratif, alors qu'elles existent avant tout dans le but de fournir des logements à des ménages à revenus faibles et modestes, y compris au centre-ville de Montréal. Il nous apparaît contradictoire que la Ville, tout en affirmant soutenir le logement social, impose à ce dernier un fardeau fiscal qui découle en partie de la spéculation à laquelle il cherche à échapper*[217]*. »*

Pour éviter cet écueil, la Fédération propose de solliciter l'introduction d'une nouvelle catégorie à la Loi sur la fiscalité municipale permettant aux coopératives et aux OSBL en habitation d'obtenir un statut fiscal différencié, qui tiendrait compte de leur mission sociale et de leur statut non spéculatif[218].

Afin de protéger le parc de logements locatifs et ceux qui y vivent, les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne réclament un « *pouvoir d'inquisition plus important*[219] » de la Régie du logement dans ses dossiers d'expulsion de locataires, la possibilité de règlementer le zonage selon le mode de tenure, et l'application d'un moratoire sur les conversions en copropriétés indivises[220].

Enfin, considérant que la « *concentration d'étudiants exerce une forte pression sur le parc locatif, mais plus particulièrement sur les logements de grande taille*[221] » dans les quartiers centraux, la Table de quartier Peter-McGill demande à la Ville et au gouvernement de s'entendre sur la création d'un plus grand nombre de résidences étudiantes abordables, à l'intention des personnes issues de familles à revenu faible ou modeste[222].

La communauté métropolitaine

De nombreux interlocuteurs ont exprimé leur désaccord face à une application exclusive du règlement au territoire de la Ville de Montréal.

Dans les mots de l'APCHQ, la Ville a « *occulté [...] le contexte métropolitain du marché de l'habitation dans lequel elle évolue*[223]. » De même, Broccolini déplore que « *la réflexion sur l'inclusion de logements sociaux et abordables se déroule de façon morcelée* », alors qu'elle nécessiterait « *une approche coopérative entre toutes les entités de la région métropolitaine*[224] ». Des chercheurs résument le risque associé à une démarche individuelle de la façon suivante : « *Proposer de réglementer le logement sans se préoccuper des conditions structurelles dans*

[217] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[218] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[219] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[220] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[221] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[222] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13
[223] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[224] Broccolini, doc. 7.134, p. 3

lesquelles l'habitation se déploie risque de mener à l'échec, avec des retombées peu intéressantes pour les populations censées bénéficier du règlement proposé[225]*. »*

En effet, des intervenants soulignent la concurrence que se livrent les municipalités de la région métropolitaine pour attirer promoteurs et résidents[226]. À celle-ci s'ajoute l'arrivée prochaine du Réseau express métropolitain (REM), qui facilitera les déplacements vers des zones où les contraintes du règlement ne s'appliquent pas[227]. Dans un contexte où « *la croissance démographique est déjà plus forte en banlieue qu'à Montréal*[228] », et où l'île de Montréal « *ne connaît une croissance que grâce à l'immigration internationale, que le gouvernement du Québec veut limiter*[229] », d'aucuns jugent mal avisé de hausser les coûts de développement dans la métropole[230] et d'agrandir les écarts d'abordabilité par rapport à la banlieue[231]. Une telle perte de compétitivité[232] favoriserait le déplacement des projets et de leur clientèle « *aux limites de la ville et à l'extérieur du cadre réglementaire*[233] », causant ainsi une « *dégradation économique relative de la métropole*[234] ». Pour de nombreux intervenants, cette dégradation serait aussi environnementale, du fait de l'étalement urbain encouru[235].

Selon le Groupe de sociétés Westcliff, les distorsions produites par le règlement au sein du marché métropolitain posent un risque de ségrégation sociale et de mauvais appariement spatial entre les fonctions économiques et résidentielles : « *[...] des tendances qui pourraient s'avérer contre-productives par rapport au Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2015-2020*[236] ». Par exemple, Montréal en viendrait à disposer « *d'une offre encore plus disproportionnée de logements sociaux et abordables sur son territoire par rapport aux municipalités environnantes*[237]. »

L'Institut de développement urbain soutient que « *plus le territoire de financement et d'application d'une politique redistributive est étendu, moins de tels effets de débordement se font sentir*[238] ». L'Association des biens immobiliers du Canada souscrit à cette vision et énumère

[225] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[226] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[227] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26; ; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[228] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[229] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[230] Prével, doc. 7.9, p. 5
[231] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2
[232] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5
[233] Prével, doc. 7.9, p. 5
[234] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 9
[235] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 14; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 15; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1
[236] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6
[237] Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[238] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 9

les avantages d'une application au niveau provincial : « *Research shows that defining [inclusionary zoning] requirements and thresholds at the provincial level creates a more stable, consistent, and predictable development climate*[239]. »

En considération de ces éléments, les participants invitent la Ville à « *travailler de concert*[240] » avec la CMM afin de trouver des solutions aux enjeux d'habitation, voire à « *user de son influence*[241] *»* pour inciter les autres municipalités à se doter des objectifs et des outils nécessaires au développement de l'offre de logement social, abordable et familial sur leur territoire[242].

2.2 Les modalités d'application

Cette section aborde le cadre règlementaire du projet de règlement, son champ d'application, ses objectifs, le partage du territoire qu'il implique, ainsi que les fonds de contribution pour le logement social et abordable.

2.2.1 Le cadre règlementaire et le caractère obligatoire de l'inclusion

Le caractère obligatoire du projet de règlement et certains aspects propres à son champ d'application ont suscité de nombreuses réactions.

Bien que la Stratégie d'inclusion se soit globalement avérée « *un outil pertinent qui a permis à des dizaines de coopératives et d'OBNL d'habitation d'accéder à des sites prisés, dans des secteurs bien desservis ou présentant un grand potentiel de dynamisation*[243] », de nombreux participants se réjouissent que la Ville puisse « *enfin contraindre les promoteurs immobiliers à inclure des logements sociaux dans leurs projets résidentiels, sans être limités aux projets nécessitant une modification dérogatoire*[244]. » Il s'agit pour eux d'une « *réelle avancée*[245] » par rapport à la

[239] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[240] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[241] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7
[242] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[243] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 2
[244] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 6; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 11; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 3; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 3; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45,p. 2; Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 3; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 2; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1; Gustave Arroyo, doc. 7.69, p. 1; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6; Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 6; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 2; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1; Nathalie Turenne, doc. 7.147, p. 1; Céline Robert, doc. 8.2
[245] Ibidem

Stratégie d'inclusion, voire de la « *principale avancée du Règlement pour une métropole mixte*[246] ».

Que le logement social soit « *d'abord du ressort des gouvernements supérieurs*[247] » n'empêche pas que, « *pour favoriser un accès plus juste et équitable à l'habitation, la contribution du privé doit s'ajouter à celle du public*[248]. » Le projet de règlement représente donc « *une opportunité à ne pas manquer*[249] », son caractère règlementaire faisant de lui « *un outil incontournable pour réguler le marché immobilier et assurer que ce dernier réponde aux besoins de l'ensemble de la population, et non seulement de ceux des couches plus favorisées*[250]. » Pour le Groupe CDH, la participation du secteur privé au financement du droit au logement se justifie de la façon suivante :

> *« Les promoteurs privés ne sont pas responsables de répondre à tous les besoins de logement social et abordable. Les nouveaux projets qu'ils réalisent visent des ménages à revenu relativement élevé et sont rendus possibles grâce à l'investissement public en transport et d'autres infrastructures. Il est donc tout à fait équitable que la Ville récupère une partie de la valeur pour favoriser la mixité sociale*[251]. »

Des intervenants craignent toutefois qu'en l'absence d'un financement conséquent des gouvernements supérieurs, le développement du logement social et abordable ne se fasse « *à la remorque* » du développement privé[252]. D'après le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH), même si le règlement « *permettra sans contredit une augmentation non négligeable du nombre d'unités de logement social, abordable ou familial*[253] », sa dépendance envers les cycles économiques et les stratégies d'investissement des promoteurs risque d'accentuer la financiarisation du marché du logement[254]. En d'autres termes, une telle approche « *tend à amenuiser les effets de l'explosion des condos sur les prix des logements locatifs*[255] », car si certains ménages pourront bénéficier des logements subventionnés, « *les autres subiront de plein fouet les effets du rouleau compresseur de la gentrification*[256] ». La FECHIMM s'inquiète également « *de la possibilité que des projets de coopératives continuent d'émerger de façon entièrement autonome*[257]. »

[246] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 9
[247] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 4; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4; Comité logement Ville-Marie, doc. 7.39, p. 5
[248] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 1
[249] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4;
[250] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 3
[251] Groupe CDH, doc. 7.34.2, p. 4
[252] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 13; Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 5; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4; Concertation en développement social de Verdun
[253] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4
[254] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 4
[255] Association des locataires de Villeray, 7.35, p. 5
[256] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[257] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

Par conséquent, si la contribution du secteur privé « *semble être une bonne chose, elle ne doit en aucun cas dédouaner la Ville de Montréal de ses responsabilités dans le développement du logement social*[258]. » Le chercheur Simon Tremblay-Pépin croit de même que la Ville devrait « *non seulement contraindre les promoteurs à construire des logements en phase avec les besoins de la population, mais aussi devenir un acteur de premier plan dans la planification du développement immobilier*[259]. »

2.2.2 Le champ d'application du règlement

D'autres intervenants déplorent la rigidité d'application du projet de règlement. Selon leurs points de vue, l'approche « *coercitive*[260] » ou « *plus punitive qu'incitative*[261] » du règlement va « *à l'encontre de l'efficience dans l'atteinte des objectifs*[262] » de la Ville. Une telle approche risque de s'exercer « *to the detriment of the City of Montreal's business competitiveness and affordability for families and those looking to buy homes and grow businesses*[263]. » Une certaine souplesse règlementaire est essentielle selon certains universitaires, particulièrement lorsque le marché commence à fléchir : « *Dès qu'il y a un ralentissement économique, il risque d'y avoir un ralentissement d'autant plus abrupt de la construction de logements que le règlement impose des contraintes non-négociables aux promoteurs*[264]. »

Un cadre règlementaire plancher

Outre ces remarques générales, le « *cadre réglementaire plancher*[265] » du projet de règlement est une source particulière d'appréhension pour de nombreux interlocuteurs. Dans les mots de Prével, « *les administrations locales auront le pouvoir, à l'occasion de la délivrance des permis, de revoir son application seulement avec des exigences à la hausse*[266]. » Cette situation « *engendrera de l'incertitude pour les promoteurs*[267] », en favorisant la « *surenchère de contraintes plus ou moins arbitraires*[268] » que les arrondissements imposent actuellement en sus de la Stratégie d'inclusion[269]. L'APCHQ note qu'en pareilles circonstances, les promoteurs « *n'ont guère d'autres choix que de négocier avec l'arrondissement, faute de quoi ils auront beaucoup de difficulté à obtenir leur permis*[270]. »

[258] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7
[259] Simon Tremblay-Pépin, doc. 7.144, p. 2
[260] Devimco Habitation, doc. 7.142, p. 1
[261] Proment , doc. 7.117, p. 3
[262] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 37
[263] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 1
[264] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[265] Prével, doc. 7.9, p. 5
[266] Prével, doc. 7.9, p. 5
[267] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 9
[268] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7
[269] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24; Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 3; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14
[270] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24

Les participants jugent donc qu'il serait « *responsable*[271] » d'assurer une application identique du règlement au sein des arrondissements, ou encore « *qu'un mécanisme de substitution puisse abaisser certains seuils pour faire place à des priorités locales*[272]. » Prével suggère que des « *variables à la carte* » permettraient de « *préserver l'équilibre entre la qualité des projets et l'offre de logements* », tout en offrant une meilleure prévisibilité aux promoteurs[273].

Les projets de plein droit

L'application du règlement aux projets de plein droit, c'est-à-dire à ceux conformes à la règlementation actuelle, est sujette à controverse. La Table de quartier Peter-McGill rappelle tout d'abord qu'en 2011, une révision à la hausse du cadre des densités et des hauteurs au centre-ville y a rendu la Stratégie d'inclusion inopérante, « *puisque les projets de construction devenaient ainsi des projets de plein droit, [et] que cette dernière ne s'appliquait que sur les projets dérogatoires*[274]. » Il en a résulté « *une grande carence »* en matière de logement social au centre-ville, *« et le retard sera presque impossible à combler à cause de la vitesse de construction des grands projets et la rareté des terrains*[275]. » En ce sens particulièrement, le projet de règlement constitue « *un progrès par rapport à la politique d'inclusion actuelle*[276] ».

De nombreux intervenants y voient cependant un enjeu d'équité[277], étant d'avis que « *l'assujettissement des projets de plein droit sans compensation constitue [...] une appropriation par le secteur public d'une valeur privée qui ne se justifie pas dans notre système de droit*[278]. » Selon la Corporation Cadillac Fairview, il s'agit d'une « *expropriation déguisée*[279] » des immeubles à développer, étant donné que les propriétaires visés ont préalablement acquis « *leur propriété de bonne foi, mais sans connaître cette intention de la Ville*[280]. » En effet, explique Broccolini, « *les terrains de plein droit sont acquis à un coût beaucoup supérieur que [sic] les terrains qui nécessitent une modification au zonage*[281]. » Le coût d'acquisition de ces terrains est lié à leurs revenus potentiels, « *eux-mêmes tributaires du type de développement permis par le zonage et la réglementation en vigueur au moment de l'achat*[282]. » Or, dans les circonstances actuelles, la « *diminution de rentabilité*[283] » qu'engendrent les exigences annoncées par la Ville fait en sorte « *que les détenteurs de ces terrains à développer sont pénalisés par le nouveau Règlement, et ce, même s'il n'est pas encore en vigueur*[284]. »

[271] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14
[272] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24
[273] Prével, doc. 7.9, p. 6
[274] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9
[275] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9
[276] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 3
[277] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[278] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Canderel, doc. 7.72, p. 3
[279] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3
[280] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3
[281] Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[282] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[283] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[284] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12

L'application du règlement aux projets de plein droit sans mesures compensatoires envoie « *un message sans équivoque à l'industrie immobilière sur sa responsabilité présumée aux enjeux de mixité*[285] », selon Canderel. Ce faisant, la Ville s'expose à « *des démêlés avec la justice qui pourraient s'étirer sur plusieurs années et mettre en péril l'efficacité de son propre règlement*[286]. » Par ailleurs, les promoteurs seront forcés de diminuer la qualité de leurs projets pour faire face aux nouvelles contraintes[287]. À moyen terme, croient Maître carré et District Atwater, « *c'est l'apparence de Montréal et la qualité de vie de ses citoyen(ne)s qui en souffriront*[288]*. »*

Des participants font remarquer que, si plusieurs règlements d'inclusion nord-américains s'appliquent aux projets de plein droit, « *tous, à [leur] connaissance, prévoient des compensations ou des incitatifs pour les promoteurs*[289]. » Il y aurait donc lieu d'adopter « *une approche collaborative non punitive avec l'ensemble des parties prenantes*[290] », autrement, le zonage inclusif de plein droit sans compensations devrait être aboli[291]. Un professeur estime, pour sa part, que l'application du règlement aux projets de plein droit sera « *moins potentiellement dommageable* » que son extension aux projets de moyenne envergure (50 à 100 unités), « *mais à condition de ne pas trop s'éloigner de la philosophie incitative (du moins jusque là) du modèle montréalais*[292]. »

Le traitement des demandes

Plusieurs participants établissent un lien entre « *l'échafaudage réglementaire complexe*[293] » produit par la Ville et « *le coût qu'il risque d'infliger aux entrepreneurs en temps et en démarches bureaucratiques*[294]. » Partant du principe selon lequel « *l'investissement de temps et les délais administratifs supplémentaires ont un impact immédiat sur le financement intérimaire d'un projet et font la différence entre le succès d'un projet et une mauvaise expérience*[295] », ces personnes craignent qu'une augmentation de la complexité administrative et du nombre d'intervenants requis n'amplifie les délais « *déjà longs*[296] » pour l'obtention des permis.

[285] Canderel, doc. 7.72, p. 2
[286] Ensemble Montréal, l'Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal, doc. 7.109, p. 18
[287] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 14
[288] *Ibid.*
[289] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[290] Canderel, doc. 7.72, p. 2
[291] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 22
[292] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4
[293] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[294] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[295] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6
[296] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24

« Rien dans le règlement [...] ne garantit que la ville traitera les demandes de permis plus rapidement, qu'elle accélérera les processus administratifs ou qu'elle facilitera certains aspects de la construction afin de reconnaître le poids administratif et la complexité accrus de la promotion immobilière que ce règlement ajoute[297]*. »*

Si la plupart redoutent que cette complexité « *ne nuise au dynamisme souple du marché résidentiel et de sa contribution au logement social, abordable et familial*[298] », Mario Polèse croit que « *l'effet de dissuasion risque surtout de jouer pour des petits projets et entrepreneurs [...] qui n'auront pas les ressources financières et professionnelles pour y faire face*[299]. » Pour ces motifs, l'APCHQ estime que la Ville devrait :

- *« [...] accélérer le traitement des demandes de permis et instaurer des guichets rapides auprès des autres intervenants tels que la SCHL, la Société d'habitation du Québec (SHQ) et la SHDM*
- *[...] prévoir des mesures afin de traiter en priorité les demandes de permis des projets d'inclusion, en particulier lorsque le constructeur choisit de livrer des logements clé en main dans le cadre du volet social*[300]*. »*

Gascon et associés remarque, par ailleurs, que le libellé de l'article 28 du projet de règlement selon lequel « *l'entente doit minimalement comporter [...] les modalités de toute garantie requise pour s'assurer que les engagements prévus à l'entente soient réalisés*[301] » semble conférer à la Ville un pouvoir discrétionnaire[302]. En effet, constate la firme, « *la négociation de l'entente ayant lieu plutôt au début d'un projet immobilier et avant l'octroi de son financement de construction, le promoteur pourrait se voir obligé de consentir des garanties qui pourraient être incompatibles avec les conditions préalables dudit financement ou des demandes d'un département de crédit*[303]. »

Enfin, malgré la nature des ententes prévues au règlement, des participants croient important que la Ville « *conserve un pouvoir de négociation qui pourrait s'appliquer dans les cas où une modification réglementaire est nécessaire*[304] », afin d'atteindre ses objectifs en matière de mixité sociale.

[297] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[298] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9
[299] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3
[300] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 24
[301] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 13
[302] Gascon & associés S.E.N.C.R.L., doc. 7.113, p. 1-2
[303] Gascon & associés S.E.N.C.R.L., doc. 7.113, p. 2
[304] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

Les exceptions au règlement

L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) « *salue l'exemption des résidences et du logement étudiant communautaire*[305] », inscrite au projet de règlement. Selon l'organisme, il s'agit d'une « *mesure essentielle pour éviter que le règlement ne nuise à ces développements [...] d'autant que c'est la seule section du règlement adaptée au modèle de l'UTILE : le logement étudiant réalisé par un OBNL*[306]. »

2.2.3 Les objectifs et les retombées annuelles projetées

Les « *objectifs montréalais* » inscrits au document explicatif[307] qui consistent à préserver le caractère mixte et abordable de Montréal, à favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'à répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché, rencontrent l'assentiment d'une majorité de participants à la consultation. D'aucuns estiment que la Ville transmet par eux « *un message fort [...] montrant une volonté d'écouter les besoins des citoyen(ne)s*[308] », besoins par ailleurs « *bien compris et rapportés dans la documentation fournie*[309] ». Plusieurs interlocuteurs marquent leur « *adhésion aux principes de mixité*[310] », ou approuvent « *l'idée d'offrir un éventail de produits résidentiels qui répondent aux besoins des différents types de ménages et de familles*[311]. » Pourtant, et malgré l'important soutien en faveur d'une approche règlementaire (voir 2.2.1), la plupart des intervenants affirment que le projet de règlement « *soulève questions et inquiétudes quant à sa capacité à répondre à ses objectifs, particulièrement pour les ménages locataires*[312] », ou que la méthode employée « *n'est pas celle qui favorisera une réelle mixité ni celle qui retiendra les ménages à Montréal*[313]. » L'incapacité du règlement à atteindre les seuils fixés par la Ville en matière de logement social, abordable et familial dans les quartiers centraux est vivement pressentie[314].

[305] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 18
[306] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 18 et 20
[307] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 8
[308] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 11
[309] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[310] Prével, doc. 7.9, p. 1
[311] Proment, doc. 7.117, p. 3
[312] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 4; Comité logement Ville-Marie, doc. 7.39, p. 5; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 2; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 2; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 4
[313] Proment, doc. 7.117, p. 3
[314] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p.7; Anaïs Flanquart, doc. 8.1; Flore Cebollada, doc. 8.1; Marie Karla Leduc, doc. 8.1; Lisabell Phan, doc. 8.1; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1; Emilie Fournier, doc. 8.1; Genevieve Godin, doc. 8.1; Claudia Bouchard, doc. 8.1; Nina Pourteau, doc. 8.1; Sarah Landry, doc. 8.1

Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal souhaiterait, par exemple, que le règlement « *aille au-delà de simplement limiter les impacts négatifs des projets immobiliers*[315]. » Pour Brique par brique, cela ne paraît pas envisageable dans le contexte du quartier de Parc-Extension :

> *« Tandis que la Ville se targue de vouloir protéger l'abordabilité, elle joue un rôle actif dans [...] la promotion de Montréal comme une plaque tournante de l'intelligence artificielle, en sachant que ce développement économique se concentre à proximité d'un quartier populaire. [...] Le règlement d'inclusion n'offre pas de réponse à ces pressions, qui vont continuer d'augmenter dans les prochaines années. Du point de vue de Parc-Extension, la Ville de Montréal fait donc davantage pour réduire l'abordabilité du quartier que pour la bonifier ou même la maintenir*[316]*. »*

Le Comité logement de la Petite Patrie exprime un avis similaire, affirmant que « *si l'actuelle proposition de règlement n'est pas modifiée, il est plus que probable que ses mécanismes autorisant les constructions de condos contribueront aux difficultés de logement des ménages à revenus modestes*[317]. » Par conséquent, des quartiers « *vibrants et animés deviendront [...] socialement uniformes, sauf dans une poignée d'immeubles*[318]. »

Pour certains répondants, de telles embûches tiennent à la conception même de la mixité sociale :

> *« Je trouve ça drôle quand les élu(e)s se targuent de promouvoir la mixité sociale de la Ville, cette belle utopie où les classes sociales se côtoient en harmonie. En réalité, c'est toujours des riches qui s'installent dans des quartiers pauvres (où les terrains coûtent moins chers) et qui finissent par les chasser. [...] Donc c'est toujours une mixité à sens unique*[319]*. »*

Quant à l'intention spécifique au projet de règlement d'avoir des « *impacts raisonnables sur le marché*[320] », Concertation en développement social de Verdun déclare : « *Sous-entendre qu'il ne faut pas toucher au marché car ce serait préjudiciable pour tout le monde et parler d'un "équilibre montréalais à préserver*[321]*" nous semble inapproprié, tant le nombre de personnes ayant de la difficulté à se loger croît dans de nombreux quartiers*[322]. » Pour plusieurs organismes, l'atteinte des objectifs fixés exige donc de « *choisir de ne pas considérer le logement comme une marchandise*[323] *»*, puis de « *favoriser ouvertement le logement social, véritablement structurant,*

[315] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14
[316] Brique par brique, doc. 7.13, p. 4
[317] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 4
[318] *Ibid.*
[319] Sasha Dyck, doc. 7.73, p. 2-3
[320] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 30
[321] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 6
[322] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 8
[323] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 5; Comité d'action de Parc-Extension doc. 7.14, p. 5

pour garantir aux familles et aux personnes à faible et à moyen revenus leur droit au logement, de manière pérenne[324]. »

À l'image d'autres acteurs économiques[325], la Corporation Cadillac Fairview est d'avis que « *plusieurs éléments de l'approche de la Ville sont en contradiction avec les objectifs qu'elle cherche à atteindre, et pourraient avoir des effets pervers pour les acheteurs et locataires, ainsi que sur le rythme des constructions et les types de logements qui seront mis en chantier*[326]. » L'un de ces effets pervers, selon Broccolini, « *consiste à encourager le développement immobilier à l'extérieur du territoire montréalais*[327]. »

En matière de logement étudiant, l'UTILE souligne que « *si la Ville a fait de grandes avancées dans la reconnaissance des enjeux »* qui y sont liés, le projet de règlement « *n'offre aucune réponse structurante à ce besoin*[328]. »

En somme, résume un intervenant, l'application du règlement « *risque de rendre le marché de logement globalement moins abordable sans pour autant améliorer l'accès au logement des ménages les plus démunis*[329]. »

Les retombées projetées

Les retombées annuelles projetées par la Ville en matière de logement social et communautaire, de logement abordable et de logement familial ont suscité peu de réactions. La Corporation Proment formule toutefois à ce sujet une série d'observations et d'interrogations[330]. Tout d'abord, concernant les travaux réalisés par la Ville et son panel d'experts sur la méthodologie à employer pour évaluer les impacts du règlement, Proment note que les évaluations municipales « *offrent un portrait global et ne nous informent pas sur l'impact à prévoir plus spécifiquement dans chacun des arrondissements*. » Ensuite, attendu qu'à l'exception du « *très politique chiffre de 12 000 logements* », les seules données chiffrées fournies par la Ville sont des projections et non des objectifs[331], Proment demande sur quels critères le Service de l'habitation basera l'évaluation des retombées, et comment ce dernier déterminera « *qu'une disposition ou une autre devrait être ajustée »*. Enfin, considérant que la Ville « *ne participe plus directement à la production de logements depuis longtemps* », et qu'en dehors des groupes de ressources techniques, « *peu d'organismes communautaires ont cette mission* », Proment s'inquiète de ne

[324] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 5; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 5

[325] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 10; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 6; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5

[326] La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 2-3

[327] Broccolini, doc. 7.135, p. 3

[328] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 4-5

[329] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4

[330] Proment, doc. 7.117, p. 4

[331] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 659-673

trouver « *aucun indice dans ce règlement qui garantisse que les logements projetés seraient bel et bien construits à l'intérieur de délais raisonnables*[332]. »

Au chapitre de l'abordabilité, Vivacité - Société immobilière solidaire qualifie de « *mensongère*[333] » cette affirmation de la Ville :

> *« Grâce au règlement, les Montréalais vivront en 2030 dans une ville plus mixte, où les résultats du règlement auront créé un effet structurant : […] 3 000 logements abordables pour familles, des milliers de logements abordables réalisés au moyen d'une formule pérenne, sans compter les autres logements abordables et familiaux*[334]*. »*

L'organisme fait au contraire la projection suivante :

> *« Sans ajouter de mécanismes qui garantissent l'abordabilité perpétuelle, après 10 ans, les Montréalais auront plutôt perdu 3 000 logements abordables pour les familles. Les seuls logements qui resteront abordables seront ceux nouvellement construits. Parions qu'ils seront moins nombreux que dans les premières années de la mise en place du règlement alors que les espaces disponibles pour de nouvelles constructions ne cesseront de diminuer. Ainsi, nous nous retrouverons dans 10 ans au mieux, exactement au même point qu'aujourd'hui*[335]*. »*

2.2.4 Le territoire

Aux fins du projet de règlement, la ville de Montréal est partagée en quatre territoires d'application et en cinq secteurs de valeur, établis à partir d'une analyse des valeurs foncières. Alors que les territoires d'application sont associés aux exigences du règlement en matière de logements social, abordable et familial, les secteurs de valeur permettent de calculer la valeur des contributions financières versées par les promoteurs et des contreparties financières versées par la Ville[336].

Si pour certains les spécificités et la cohérence territoriale des quartiers[337] devaient s'ajouter aux valeurs foncières en tant que critères de partage du territoire, pour Brique par brique, seule la « *capacité de payer de la population actuelle*[338] » devrait être prise en compte. Cet organisme souligne qu'en classifiant parmi les « *quartiers centraux*[339] » des quartiers traditionnellement

[332] Proment, doc. 7.117, p. 3
[333] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[334] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 27
[335] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[336] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16 et 18
[337] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 12
[338] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11
[339] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16

abordables, mais sujets à la spéculation, le règlement aura pour effet d'y « *accélérer l'augmentation des prix*[340] » :

> *« Considérant que les loyers considérés « abordables » dans Parc-Extension sont les mêmes que dans Ville-Marie, et que le règlement d'inclusion représente une contrainte comparativement beaucoup plus élevée au centre-ville, nous craignons que le règlement ne crée une pression pour déplacer le développement immobilier privé vers des secteurs où l'écart entre les valeurs des terrains et les loyers actuels sont les plus élevés – donc les secteurs les plus vulnérables à la spéculation immobilière*[341] *».*

En vertu de ce principe, Parc-Extension devrait être reclassifié en « *périphérie*[342] » plutôt que comme quartier central, ce qui permettrait « *d'atténuer la pression spéculative*[343] » sur le quartier.

Au regard des développements majeurs en préparation dans le secteur Bridge-Bonaventure et sur les sites de Radio-Canada, de Molson et de Portes Sainte-Marie dans le quartier Centre-Sud, des participants demandent, à l'inverse, que « *le découpage des territoires proposé par le présent règlement [prévoie] l'intégration de secteurs à fort potentiel dans les paliers d'exigences les plus élevés*[344]. » En conséquence, le secteur Bridge-Bonaventure[345] devrait être inclus au territoire d'application « *centre-ville* », et le Centre-Sud[346] (ou simplement le district Sainte-Marie) devrait compter entièrement parmi les « *quartiers centraux* ».

L'Institut de développement urbain résume en quelque sorte ces observations lorsqu'il signale que « *le taux de croissance de la valeur des terrains varie considérablement d'un secteur à l'autre*[347] ». Pour l'IDU, cela pose un dilemme d'équité : « *Alors que le taux spécifié pour un secteur quelconque pourrait, par coïncidence, correspondre à la valeur marchande d'un terrain offert au bénéfice de la Ville, il est raisonnable de croire que cette situation sera rarement observée*[348]. » À titre d'exemple, la classification en « *périphérie* » d'un projet situé à proximité d'une station de métro, et donc « *à quelques minutes du centre-ville*[349] », fait en sorte que « *les budgets associés à de tels projets ne reflètent en aucun cas la réalité du marché*[350]. »

[340] Brique par brique, doc. 7.13, p. 6
[341] *Ibid.*
[342] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 16
[343] Brique par brique, doc. 7.13, p. 6
[344] Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[345] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 7; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6
[346] Habiter Ville-Marie, 7.22, p. 18; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[347] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 35
[348] *Ibid.*
[349] Prével, doc. 7.9, p. 7
[350] *Ibid.*

2.2.5 Les fonds de contribution

La Stratégie d'inclusion comporte trente-huit fonds de contribution, à raison de deux par arrondissement : l'un est assigné au développement du logement social et l'autre au développement du logement abordable. Le projet de règlement mise, pour sa part, sur une gestion centralisée des fonds de contribution, réduisant leur nombre total à deux (l'un destiné au logement social, l'autre au logement abordable) pour l'ensemble de la municipalité[351]. Le présent point s'intéresse à la gestion de ces deux fonds et à l'usage des sommes qui y seront versées.

En leur forte majorité, les participants n'ont toutefois pas distingué ces deux fonds et ont parlé presque exclusivement « *du* » fonds de contribution. Par souci de cohérence avec leurs propos, l'expression « *fonds de contribution* » sera utilisée au singulier.

Qu'ils soient favorables ou non à la centralisation du fonds de contribution, les participants craignent généralement que les sommes versées au fonds ne soient pas réinvesties dans le secteur qui les a produites. C'est pour cette raison qu'une majorité de répondants ayant pris position sur la question dit préférer une gestion décentralisée[352]. D'après ceux-ci, la centralisation du fonds fait courir le risque de « *favoriser la réalisation de projets d'inclusion en périphérie et aux extrémités, tout en étant financés par la contribution financière des promoteurs réalisant des projets au centre-ville et dans les quartiers centraux*[353]. » Ils prétendent qu'édifier des logements sociaux à proximité des projets privés à l'origine des contributions financières[354] aurait pour avantage d'en « *contrer les effets pervers, induits tant sur le prix du foncier que celui des loyers*[355] », en plus de « *mettre à l'abri les locataires les plus vulnérables [...] des augmentations abusives de loyer*[356] » et des conversions de logements locatifs en copropriétés.

[351] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 29
[352] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 12; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 9; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 9; Fédération des coopératives d'habitation, doc. 7.21, p. 13; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 27; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21-22; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 11; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 8; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[353] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21-22
[354] Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 16; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 4; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 6; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 16; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4
[355] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 9
[356] *Ibid.*

Certains intervenants perçoivent des avantages clairs à la centralisation du fonds de contribution. C'est le cas de Rayside Labossière, pour qui elle représente « *une opportunité d'assurer une planification plus cohérente à l'échelle de la Ville et de défaire la lourdeur administrative et la fragmentation engendrées par les 38 fonds locaux*[357]. » L'Institut de développement urbain juge, pour sa part, que le nouveau fonds répond à l'enjeu d'efficacité en offrant la flexibilité nécessaire pour réaliser « *des unités au plus bas coût marginal possible*[358]. »

Que plusieurs participants approuvent la centralisation du fonds ne les empêche pas de déplorer un manque d'information relativement à la répartition des sommes recueillies[359]. En l'absence de telles précisions, le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) craint que les arrondissements densément construits « *continuent d'être les parents pauvres*[360] *»* du logement social, et cela, même si la centralisation du fonds « *peut représenter une forme de péréquation qui permettra un meilleur et surtout réalisable réinvestissement*[361] *»* dans ce type d'habitation. Par conséquent, des participants demandent de clarifier le processus décisionnel entourant la gestion des sommes à venir[362] et de celles présentes au fonds de la Stratégie d'inclusion[363], l'arrimage décisionnel entre la ville-centre et les arrondissements[364], ainsi que les critères proposés pour développer du logement social. Des précisions sont également demandées quant au mode de gestion du fonds dans le cas où les montants recueillis ne suffiraient pas au paiement des contreparties financières[365].

Afin que « *l'ensemble des quartiers puissent bénéficier des retombées positives de ce règlement*[366] *»*, des intervenants préconisent d'associer au fonds des « *mécanismes de contrôle reposant sur l'analyse des besoins*[367] » et, plus généralement, un « *mécanisme de concertation impliquant les arrondissements et les acteurs locaux*[368] ». À ce propos, La Coalition montréalaise des tables de quartier soutient que « *c'est en impliquant les arrondissements, les organismes en logement et les concertations locales que la Ville pourra rester connectée avec les besoins du milieu*[369]. »

Certaines propositions visent à étendre la portée du fonds de contribution. Rayside Labossière espère que sa centralisation donnera lieu à une « *stratégie immobilière plus agressive de la part*

[357] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[358] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2.1, L. 715-755
[359] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 15; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1
[360] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5
[361] *Ibid.*
[362] *Ibid.*
[363] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7
[364] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5
[365] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 11
[366] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 15
[367] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7
[368] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 24
[369] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7

de la Ville pour l'acquisition de terrains hors inclusion [...] qui sera notamment bénéfique pour les petits projets sociaux[370]. » L'Ancre des jeunes suggère d'utiliser le fonds pour l'achat « d'immeubles occupés[371] ». Groupe MACH demande, quant à lui, une mesure de « *traçabilité* » des contributions qui y sont versées, afin que des promoteurs puisse les utiliser « *dans d'autres projets [...] pour faire du logement social, même si ce n'est pas requis*[372]. »

2.3 Les catégories de logement visées

Le projet de règlement fixe des exigences en matière de logement social, abordable et familial.

2.3.1 Le logement social

Le logement social a fait l'objet de commentaires et de suggestions de la plupart des interlocuteurs concernant : la part de logement social requise, le seuil d'application en matière d'inclusion de logement social, la cession d'immeuble, la cession d'immeuble incluant un projet de logement social clé en main, la contrepartie financière à la cession d'immeuble et la contribution financière du promoteur.

La part de logement social requise

Des organismes accueillent favorablement la révision à la hausse des exigences en logement social à 20 %[373] par rapport à la Stratégie d'inclusion, et estiment que le règlement « *constitue une avancée en ce qui a trait au logement social*[374] *»*. Néanmoins, certains déplorent que la méthode employée pour calculer le nombre de logements sociaux à intégrer, basée sur la superficie du volet résidentiel privé et non sur la superficie totale d'un projet, ait pour effet de réduire le pourcentage réel de logement social à 16,7 % au lieu des 20 % annoncés[375]. Ces intervenants proposent donc de retenir la méthode de la Stratégie d'inclusion afin que la somme des unités attribuées au logement social corresponde bien à 20 % du projet[376].

Une forte majorité des participants s'étant prononcés sur le pourcentage de logement social requis par le règlement estiment insuffisant l'objectif de 20 %. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) se demande, par exemple, comment « *avec un objectif aussi maigre [...] Montréal va réussir à assurer la mixité sur son territoire* », et cela « *même en diversifiant les outils* » pour développer davantage de logements sociaux[377]. Considérant « *l'ampleur du défi à relever, notamment dans un contexte de financiarisation de l'habitation et*

[370] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[371] Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 2
[372] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1855-1875
[373] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 8; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5
[374] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4
[375] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 8
[376] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 8; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 4; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[377] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7

de fragilisation du droit de cité[378] *»*, ces participants recommandent à la Ville de revoir à la hausse ses ambitions en matière de logement social[379], d'élever son objectif à 40 %[380], voire que ces 40 % constituent un minimum[381]. Comme indiqué à la section 2.3.2 suivante, nombre d'intervenants formulent ces mêmes requêtes en réaction à la définition et aux paramètres en matière de logement abordable et familial.

Sans s'avancer sur un pourcentage précis, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal recommande de fixer la part du logement social « *en fonction des besoins de la population et du taux d'effort des ménages, de même qu'en tenant compte des enjeux de maintien des populations locales dans des quartiers en pleine gentrification*[382]*. »* Brique par brique abonde en ce sens[383], précisant que ce « *chiffre* » devrait tenir compte du pourcentage de la population bénéficiaire et du « *manque à gagner* » selon les quartiers[384].

Des participants font remarquer que la définition du logement social ne signifie pas systématiquement un logement subventionné, mais comprend aussi les logements offerts sans programme de subvention au loyer (PSL). Estimant par conséquent que la Ville de Montréal « *rate sa cible déjà insuffisante de 20 % de logements sociaux*[385] », ils demandent que la totalité de ces logements bénéficient d'une telle subvention, ou à tout le moins que le pourcentage de logements sociaux accompagnés à 100 % du programme de subvention au loyer soit augmenté « *de façon significative*[386] ». La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM) réclame

[378] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6

[379] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 5; Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1

[380] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 12

[381] Ex aequo, doc. 7.5, p. 12; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; OSBL Habitation Montréal (OHM), doc. 7.66, p. 7; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7 ; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; Rêvanous, doc. 7.95, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Les Habitations du Réseau de l'Académie, doc. 7.119, p. 6; La Maison Marguerite de Montréal, doc. 7.121, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4; Habitations populaires de Parc Extension, doc. 7.124, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1

[382] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 7

[383] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11

[384] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 1960-1975

[385] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7

[386] Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

que la part de logement social s'élève à 40 % des projets encadrés par le règlement, et que de ce pourcentage, au moins la moitié des unités soient dotées d'un programme de subvention au loyer[387].

Le seuil d'application en matière d'inclusion de logement social

La Ville de Montréal prévoit que le règlement pour une métropole mixte s'appliquera à tous les projets résidentiels de 450 m² et plus. Si quelques intervenants approuvent ce seuil d'application[388], plus nombreux sont ceux réclamant que « *tout projet de développement privé soit soumis à l'inclusion, quel que soit le nombre d'unité*s[389]. » À cet égard, le Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun soulignent que le règlement constitue un recul par rapport à la situation actuelle dans leur arrondissement, la politique locale d'inclusion de logements abordables de Verdun ne comportant pas un tel minimum[390].

À l'inverse, Vivre en Ville recommande fermement « *de ne pas assujettir les petits joueurs de l'immobilier*[391] » et de porter le seuil d'application du règlement à 20 logements. D'après l'organisme, les projets de plus petite échelle « *assurent une diversité au sein des projets d'habitation et offrent bien souvent des réponses à des besoins spécifiques non comblés par les acteurs traditionnels plus imposants sur le marché*[392] *»*. L'Association de la construction du Québec recommande, pour sa part, de hausser le seuil d'application à 900 m² sur plus de deux étages[393], et l'APCHQ, au même niveau que celui des volets abordable et familial, soit 50 logements[394]. Sans préciser de limite, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain demande également de « *laisser le petit promoteur tranquille*[395]. » Ces propositions font écho aux préoccupations transmises quant à l'impact économique du règlement sur les petits promoteurs présentées à la section 2.5.1.

[387] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10
[388] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5
[389] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 14; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 1; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2; Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2; Sébastien Jean, doc. 8.1; Nathalie Nadon, doc. 8.1; Manuel Johnson, doc. 8.1
[390] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 5
[391] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 2
[392] *Ibid.*
[393] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6
[394] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 8
[395] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708

La cession d'immeuble

Un promoteur dont le projet est encadré par le règlement peut choisir entre céder un immeuble afin qu'y soient construits des logements sociaux, verser une contribution financière pour le développement de logement social, ou combiner ces deux options si le potentiel constructible de l'immeuble cédé est insuffisant. Un immeuble cédé doit pouvoir accueillir un développement social correspondant à 20 % du projet privé s'il jouxte celui-ci (inclusion sur site), et à 22 % du projet privé s'il se trouve dans un rayon de deux kilomètres (inclusion hors site). Au centre-ville, la proportion demeure constante à 20 %[396].

L'inclusion de logements sociaux sur site « *semble [...] être un bon moyen de favoriser la mixité, notamment dans les secteurs centraux*[397] » selon l'Atelier Habitation Montréal. Rayside Labossière y voit également un « *outil intéressant pour garantir que les projets sociaux qui voient le jour disposent d'un milieu urbain attrayant, proche des services et au cœur de la ville*[398]*. »*

Cela étant dit, l'établissement à 150 unités et plus de l'obligation de céder un terrain est problématique pour de nombreux répondants. Divers participants regrettent que le nombre minimal de logements pour imposer l'inclusion ait augmenté par rapport au seuil de 100 unités fixé dans la Stratégie d'inclusion municipale[399]. En exigeant des promoteurs immobiliers une contribution financière pour les projets en deçà de 150 logements « *la Ville répond-elle à son objectif de mixité? A-t-elle bien anticipé les impacts sur le nombre de projets de logements sociaux qui ne pourront être construits in situ ou dans un rayon de deux kilomètres?*[400] » demande l'organisme Multi-Femmes.

Plusieurs intervenants expriment une vive inquiétude concernant le règlement qui, selon eux, ne permettra pas la construction de nouveaux logements sociaux dans les secteurs densément construits[401]. Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal résume la situation en disant que « *dans les quartiers centraux, les terrains sont souvent petits, avec des hauteurs et densités permises qui ne sont pas compatibles avec la réalisation de logements sociaux. L'inclusion sur site, et même hors site, devient alors très difficile*[402]*. »* Une assertion que vient corroborer l'expérience locale du Comité logement de la Petite Patrie : « *Sauf de rares exceptions, la densité résidentielle*

[396] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[397] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5
[398] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 16
[399] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 7; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5-6
[400] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3
[401] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Anaïs Flanquart, doc. 8.1; Flore Cebollada, doc. 8.1; Marie Karla Leduc, doc. 8.1; Lisabell Phan, doc. 8.1; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1; Emilie Fournier, doc. 8.1; Genevieve Godin, doc. 8.1; Claudia Bouchard, doc. 8.1; Wennita Charron, doc. 8.1; Nina Pourteau, doc. 8.1; Sarah Landry, doc. 8.1
[402] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17

de La Petite-Patrie n'autorise pas de projets de cette ampleur[403]*. »* Le Comité propose donc d'exiger la cession de terrain pour tous les projets de 50 logements et plus, une disposition qui pourrait « *s'adresser seulement aux quartiers avec une trame urbaine dense*[404]*. »* Le Comité d'action de Parc-Extension (CAPE) estime également que « *même si le Règlement est une initiative intéressante, il mènera à très peu de logements répondant aux besoins dans un quartier comme Parc-Extension*[405]*. »* Des propos similaires sont tenus concernant les quartiers Villeray[406], Saint-Michel[407] et Hochelaga-Maisonneuve[408].

La rareté des terrains disponibles fait craindre à la Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve que même dans le cas où un projet serait assez important pour impliquer une cession d'immeuble, les promoteurs « *ne soient trop souvent tentés de contribuer au fonds de [contribution] pour garder un maximum d'unités à vendre*[409]*. »*

Pour ces mêmes raisons, Atelier habitation Montréal croit essentiel de livrer les unités sociales sur le site du projet privé, en particulier dans les quartiers centraux[410]. Quant aux quartiers « *non centraux [...] en développement urbain rapide comme Montréal-Nord* », la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) n'en estime pas moins qu'il faille éviter le recours au fonds de contribution « *pendant que nous pouvons encore avoir un impact sur le tissu urbain*[411]*. »* Quelques intervenants appellent ainsi la Ville à exiger des promoteurs qu'ils démontrent l'impossibilité d'une inclusion sur site ou à proximité avant de pouvoir recourir au versement d'une contribution financière[412]. Le règlement devrait inciter à l'inclusion, même pour les projets inférieurs à 150 unités[413], et traiter les contributions financières comme des exceptions, car selon la Coalition de la Petite-Bourgogne, « *les montants versés en compensation, s'ils ne sont pas utilisés, perdront de la valeur très rapidement et les pourcentages d'inclusion seront moindres*[414]*. »* En ce sens, Le Groupe CDH demande un suivi « *extrêmement serré* » de la Ville, afin d'apporter promptement les ajustements nécessaires au maintien de la « *priorité terrain*[415] ». Un moyen d'inciter les promoteurs privés à céder un terrain serait d'accélérer le processus d'approbation des projets d'habitation sociale, selon des participants[416]. La longueur

[403] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 9
[404] Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 10
[405] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7
[406] Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 4
[407] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7
[408] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7
[409] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6
[410] Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 6
[411] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[412] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p.9; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2
[413] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7
[414] Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[415] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[416] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

et la lourdeur de tels processus représentent un coût pour les promoteurs, ce qui peut « *atténuer leur ouverture à réaliser des logements sociaux sur site*[417]*. »*

Malgré le fait que la Ville ait précisé, dans sa documentation[418] et lors de la soirée d'information[419], qu'un développeur pourrait choisir la modalité qu'il préfère entre une cession d'immeuble et une contribution financière, la Corporation Cadillac Fairview dit constater que « *le règlement induit déjà un fort biais*[420]. » En effet, selon ce participant, la structure du règlement force au choix d'une cession d'immeuble « *dans le cas des projets de plus fort gabarit* », et l'affirmation de la Ville selon laquelle « *les plus petits projets (environ 150 logements ou moins) verseront principalement des contributions financières*[421] », porte à penser que la préférence du promoteur n'aura pas de poids réel. Par conséquent, la Corporation demande à la Ville de « *confirmer formellement dans le règlement que les contributeurs pourront choisir la modalité de contribution qui leur convient*[422]. »

Corollaire des 150 unités nécessaires à une cession d'immeuble, le seuil minimal de 30 unités pour la réalisation d'un projet de logement social suscite sa part d'interrogations : « *Pourquoi décréter également que les projets de logements sociaux de 30 unités et moins ne sont pas viables?*[423] » demande le FRAPRU. Considérant que « *la présente administration et le milieu du logement social et communautaire ont si souvent fait preuve d'ingéniosité*[424] *»*, la Ville devrait agir avec souplesse et « *consulter le milieu pour analyser si le projet est développable ou pas, avant de l'exclure*[425] *»*. Des intervenants justifient la validité des projets d'habitation sociale de petite taille par leur propre expérience positive en la matière. Le Réseau habitation femme/La chrysalide souligne que ses immeubles de 6 à 30 unités « *n'ont pas de problèmes de viabilité »* et favorisent *« une vie communautaire significative pour bâtir des liens*[426] ». Il en résulte une « *meilleure inclusion dans le secteur, ce qui permet une réelle mixité*[427] ». C'est également l'avis de la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, selon laquelle des « *milieux de vie de taille modeste et [une] diversité de structures parviennent à intégrer et maintenir en logement des personnes qu'aucune autre forme de logement ne saurait accueillir*[428] ».

Dans le même esprit, l'expérience terrain des Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne les amène à conclure que « *des coopératives ou des OBNL d'habitation dans d'immenses projets de centaines de logements rendent plus difficiles le vivre-*

[417] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p.9;
[418] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 28
[419] Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 2589-2593
[420] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 7
[421] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 17
[422] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 9
[423] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[424] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[425] Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4
[426] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[427] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[428] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6

ensemble[429] *»*. Une telle position est toutefois nuancée par Groupe MACH dans le contexte particulier du centre-ville : « *Il devrait aller de soi, en 2019, que le droit de vivre en ville s'accompagne de l'obligation de vivre en milieu dense*[430] *»*. C'est pour cette raison que « *dans des complexes immobiliers d'envergure, on devrait permettre la création de très grands complexes de logements social densifiés*[431] *»*.

Avant la cession d'un immeuble vacant, le Groupe CDH estime « *impératif que son potentiel de construction soit effectivement et complètement démontré*[432]*. »* Cette précaution permettrait de corriger l'entente conclue avec le promoteur impliqué si, pour des raisons physiques, légales ou normatives, il s'avérait impossible de réaliser le potentiel constructible du terrain tel qu'estimé[433]. Quant à l'exigence de remblayer un site vacant préalablement à sa cession, le même organisme la croit superflue et propose qu'un « *travail conjoint puisse être mis en place entre le promoteur cédant et la Ville de Montréal ou l'organisme porteur du projet social* », afin d'éviter une nouvelle excavation[434].

Le projet de règlement prévoit qu'un terrain soit cédé par le promoteur à la Ville de Montréal, qui l'attribuera ensuite à un organisme communautaire porteur d'un projet de développement de logement social. Cette clause reçoit l'assentiment de la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), qui déplore toutefois que sa formulation « *ne précise pas la façon dont cette cession se fera ni les critères qui l'encadreront*[435] *»*. Conséquemment, la FECHIMM demande d'intégrer, « *dans les critères guidant l'attribution d'un lot ou d'un bâtiment à un organisme porteur d'un projet de développement de logements coopératifs ou sans but lucratif, les mécanismes de concertation locale soutenant celui-ci*[436]*. »*

La cession d'immeuble incluant un projet de logement social clé en main

En vertu du projet de règlement, le promoteur cédant un immeuble peut réaliser lui-même les logements sociaux qui y sont prévus. Plusieurs intervenants s'interrogent quant au mode de livraison des logements sociaux envisagé par la Ville pour ce type d'inclusion.

Concernant les logements sociaux à livrer, le Groupe CDH indique ne pas trouver au règlement de précisions concernant « *le contrôle de la conception par la Ville ou par les organismes communautaires qui en assureront ultimement la gestion*[437] ». Le règlement prévoit un minimum

[429] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[430] Groupe MACH, doc. 7. 18, p. 5
[431] *Ibid.*
[432] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 5
[433] *Ibid.*
[434] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[435] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 15
[436] *Ibid.*
[437] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4

de mètres carrés à réaliser, mais aucun « *pouvoir coercitif à la Ville de Montréal afin de s'assurer que ces projets répondent réellement aux besoins du quartier*[438] ».

Rayside Labossière mentionne que la formule clé en main établit un rapport de force favorable au promoteur constructeur, ce qui « *distancie l'architecte des usagers et du propriétaire du futur projet de logement social*[439]*. »* En conséquence, « *il y a un risque accru que ce soit le projet de logement social qui s'adapte au projet immobilier et non le projet immobilier qui s'adapte au projet de logement social*[440]*. »* D'après l'expérience de Communauté Saint-Urbain, ce rapport de force a un impact sur la qualité des matériaux et du bâtiment dans son ensemble : « *Les projets clé en main, c'est des cauchemars pour les groupes, parce que les entrepreneurs vont faire leur beau projet, puis à côté, [ils vont] faire un petit clé en main tellement cheap que ça marche pas et que les OBNL après sont pris pendant des années et des années à réparer des déficiences*[441]*. »* Le Réseau habitation femmes/La Chrysalide ajoute que le développement de projets de logements sociaux n'est pas qu'une simple opération technique, car il peut bénéficier concrètement aux futurs résidents : « *Il s'agit d'une occasion d'impliquer les actuelles et futures locataires et ainsi contribuer à leur empowerment*[442]*. »*

Des participants estiment donc nécessaire d'intégrer les organismes communautaires dès la conception des projets[443], voire « *bien avant la signature des ententes d'inclusion*[444] ». Parce que les futurs résidents des projets de logement social ont souvent des limitations fonctionnelles et des besoins spécifiques[445], les OBNL d'habitation, notamment les groupes de ressources techniques (GRT), sont des « *acteurs incontournables* » pour que ces besoins et limitations se traduisent dans la construction des logements sociaux[446]. Disant avoir eu « *très peu de contrôle* » sur le processus de construction dans le cadre de la Stratégie d'inclusion[447], des intervenants réclament de pouvoir faire le choix d'obtenir un terrain vacant ou un projet clé en main[448].

Enfin, l'inclusion de logement social selon le mode clé en main « *pèse lourdement sur la formule coopérative*[449] *»*, selon la FECHIMM. Le développement de projets clé en main étant réalisé par le haut, il va à l'encontre de la dynamique coopérative qui « *repose sur l'engagement d'un groupe de personnes prêtes à se mobiliser pendant un processus assez long, [afin] de mettre en place un processus démocratique et responsable d'un fonctionnement efficace*[450]*. »*

[438] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[439] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 22
[440] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 22
[441] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3410-3413
[442] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[443] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9
[444] Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[445] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9
[446] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[447] Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[448] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9
[449] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6
[450] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6

La contrepartie financière à la cession d'immeuble

Le projet de règlement prévoit qu'une contrepartie financière sera versée par la Ville à un promoteur en retour d'une cession d'immeuble.

Considérant les « *besoins urgents des ménages à faible revenu* », Concertation en développement social de Verdun est d'avis que la hausse des contreparties par rapport aux montants prévus à la Stratégie d'inclusion est « *beaucoup trop élevée*[451] ». L'organisme croit « *totalement injustifié qu'un tel soutien financier soit versé aux constructeurs afin d'amoindrir l'impact du Règlement sur leurs profits* », ajoutant que la cession d'un immeuble « *ne constitue pas une perte pour le constructeur, mais une diminution du profit*[452]*. »* Le Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun se disent également préoccupés que la « *majorité [sic] des sommes collectées* » sous forme de contributions financières soit reversée en contrepartie de cessions d'immeubles. En revanche, ces organismes sont « *conscients [...] que de telles cessions offriront des retombées plus importantes que les contributions financières qui pourraient être faites à leur place*[453]*. »*

Davantage de participants estiment que les contreparties financières prévues au règlement sont insuffisantes. Selon l'APCHQ, ces « *barèmes de prix prévus pour la cession de terrains [...] ne sont pas alignés sur les valeurs réelles du marché*[454] », d'où une perte importante pour les promoteurs[455]. D'après le Groupe de sociétés Westcliff, les écarts par rapport aux taux du marché sont « *parfois significatifs* », et pourraient « *décourager les développeurs de continuer à investir dans la ville de Montréal*[456]*. »* Un moyen pour les promoteurs d'obtenir « *une juste contrepartie* » serait de procéder à une évaluation du terrain par un tiers désigné[457]. Des participants craignent, pour leur part, que les contreparties financières prévues ne suffisent pas à convaincre les promoteurs de choisir la cession d'un terrain plutôt que le versement d'une contribution financière[458], notamment dans les secteurs où les valeurs foncières sont particulièrement élevées[459]. Le Comité logement Petite-Patrie propose donc de les bonifier et de financer une telle mesure « *en haussant le montant des contributions financières afin de rendre celles-ci réellement dissuasives*[460]*. »*

[451] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 9
[452] *Ibid.*
[453] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4
[454] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 11
[455] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 9
[456] Le Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 7
[457] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[458] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7
[459] Comité logement Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 10
[460] Comité logement Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 10

La contribution financière du promoteur

Afin de remplir les exigences du règlement en matière de logement social, un promoteur peut choisir de verser une contribution financière plutôt que de céder un immeuble.

« *Compte tenu des prix actuellement observés sur le marché montréalais*[461] *»*, les participants ayant abordé la question doutent que les contributions financières exigées incitent les promoteurs à privilégier la cession d'immeuble[462]. Au contraire, Habiter Ville-Marie craint qu'elles n'invitent les promoteurs à y « *recourir systématiquement* », et que « *l'application du règlement ne produise les mêmes résultats que ceux obtenus par l'application de la Stratégie d'inclusion au centre-ville*[463] ». En outre, les contributions versées pour des projets dans les quartiers centraux risquent de servir surtout à financer des projets en périphérie ou aux extrémités[464], « *où les résidents et résidentes [...] les plus durement touché(e)s par la crise du logement seraient alors invité(e)s à se reloger, loin de leurs réseaux et services auxquels ils et elles ont accès*[465] ».

Les participants insistent donc pour que les montants prévus à titre de contributions financières « *soient suffisamment élevés*[466] » et, plus généralement, qu'ils soient haussés[467] afin d'inciter clairement à la cession d'immeuble. Certains suggèrent de prendre exemple sur la stratégie locale de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, en imposant une contribution financière « *équivalente à 50 % du nombre logements privés du projet*[468] ». Le Réseau habitation femmes/La Chrysalide demande de rendre les contributions financières « *toujours plus coûteuses que les cessions en terrains ou en projets clé en main, quel que soit le nombre d'unités développées*[469]*. »* Il est également proposé que la part de 20 % de logement social soit « *majorée à un pourcentage significativement plus élevé, lorsque ce pourcentage est utilisé pour le calcul d'une contribution financière*[470] ».

[461] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6
[462] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 12
[463] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4
[464] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 19
[465] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10
[466] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6
[467] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 19; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 16; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 10; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 1; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5
[468] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 10; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 12
[469] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 10
[470] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 3

2.3.2 Le logement abordable

En plus des exigences identifiées en logement social, le règlement impose des exigences en logement abordable pour tous les projets de 50 unités ou plus. Le règlement définit ce type d'habitation comme « *un logement privé à vendre ou à louer, dont le prix est légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[471]. »

La définition du logement abordable

La définition du logement abordable est difficilement dissociable des prix plafonds qui y sont associés.

Bien qu'il soit « *tout à fait légitime*[472] » d'intégrer un volet abordable au règlement, ses objectifs étant distincts de ceux du logement social et de sa clientèle issue « *de la classe moyenne ne pouvant pas se permettre un logement convenable au prix du marché*[473] », de nombreux répondants pensent que la définition proposée par la Ville est « *inappropriée pour mesurer l'abordabilité*[474]*. »*

La notion d'un prix « *légèrement inférieur au marché ou égal à celui d'une unité de conception modeste*[475] » employée par la Ville est perçue comme étant « *extrêmement timide, voire volontairement floue*[476] » par plusieurs. Selon ces intervenants, il est « *paradoxal que les loyers plafonds ciblés pour les logements abordables soient calculés en fonction du marché et non en fonction des revenus des ménages locataires*[477]*. »*

Il s'agit d'un « *dilemme* » que résume ainsi Mario Polèse : « *Le problème du volet "abordable" est qu'il est difficilement applicable dans les faits, raison pour laquelle il est resté de facto inopérant dans la réglementation actuelle. [...] Ou bien le Règlement fixe les seuils de prix trop bas (une contre-incitation à construire) ou bien il les fixe proches du marché, ce qui va à l'encontre même de l'intention du règlement*[478]*. »*

Nombre de participants font une telle constatation. Ils affirment que le logement abordable ne favorisera pas de véritable mixité sociale[479] parce que sa définition omet « *les besoins et les*

[471] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[472] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28
[473] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28
[474] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[475] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 21
[476] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8
[477] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 3; Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1
[478] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2
[479] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7-8

réalités socioéconomiques des ménages[480] ». Il y aurait donc lieu de revenir à la définition du logement abordable inscrite à la Stratégie d'inclusion[481], et de calculer l'abordabilité « *en fonction des revenus des ménages locataires et de la capacité à payer leur loyer sans compromettre leurs autres besoins de base*[482]*. »* Cela correspond, pour plusieurs, à 30 % du revenu avant impôt d'un ménage donné[483], et concorde ainsi avec la définition utilisée par la Société canadienne d'hypothèque et de logement[484].

Certaines interventions mettent en relief une autre source d'ambiguïté concernant la définition du logement abordable, relative à sa nature de bien privé. L'Association des biens immobiliers du Canada soutient que « *the government is free to set the rates on their own public housing units but should be cautioned against setting fixed rates on privately owned and operated units*[485]*. »* L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE) souligne de son côté que le volet abordable étant « *cédé à des tiers privés (ménages acheteurs ou propriétaire privé de l'offre locative), la définition de logement abordable au règlement encourage la privatisation partielle de terrains publics dans les cas où il n'y serait pas réalisé exclusivement du logement social*[486]*. »*

Les prix et loyers plafonds

Dans chacun des territoires d'application qu'il définit, le règlement stipule des prix et des loyers plafonds selon le type d'unité d'habitation : studio, une chambre, deux chambres, trois chambres et plus (« *grands logements* »).

Les commentaires reçus concernant les prix et loyers plafonds du logement abordable se divisent essentiellement en deux groupes : les partisans d'une nette réduction des montants prévus afin de mieux correspondre à la capacité de payer des résidents actuels des quartiers, et les partisans d'une hausse afin de se rapprocher davantage des prix pratiqués dans le marché immobilier.

Un propos récurrent à propos des logements abordables tels que définis au règlement est que ceux-ci devraient être revus à la baisse, car ils « *ne sont pas abordables pour une forte proportion de locataires lorsque l'on rapporte le prix des loyers à leur revenu*[487]*. »* Nombre de répondants se sont prêtés à ce calcul, afin de mesurer l'adéquation des prix et loyers plafonds applicables dans leurs quartiers respectifs aux revenus annuels de différents types de ménages. Plusieurs se

[480] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[481] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[482] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[483] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Daniel Berlowitz, doc. 8.1; Kim Thibault, doc. 8.1; Antoine Beaupré, doc. 8.1
[484] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8; Association des biens Immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7
[485] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[486] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 19
[487] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 9

demandent par exemple « *quels ménages dans le centre-ville ou les quartiers centraux pourront accéder à des logements dont les loyers varient entre 880 $ pour un studio et 2 000 $ pour un logement de trois chambres à coucher et plus*[488]*. »* Qu'il s'agisse de Ville-Marie[489], de Griffintown[490], de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce[491], de Parc-Extension[492] ou de Saint-Michel[493], ils arrivent à la conclusion que la location ou l'achat d'un studio pour une personne seule et d'un logement de trois chambres à coucher pour une famille excèdent le revenu médian des ménages du secteur. Les prix plafonds prévus au règlement sont aussi « *largement supérieurs à ceux qui étaient retenus par les autorités municipales dans le bilan de la Stratégie d'inclusion réalisée peu de temps avant l'élaboration du projet de règlement*[494]*. »* Même si, en regard du marché, « *le logement "abordable" sera offert à un prix très intéressant au centre-ville*[495] », la Direction régionale de santé publique de Montréal avance que « *les unités réellement abordables en fonction de leur revenu se trouvent dans [les] dernières zones pour une importante proportion de locataires*[496]*. »*

L'UTILE évalue que seuls 20 % des étudiant(e)s auront les moyens d'acquitter les loyers prévus au règlement pour les logements abordables, bien que leur roulement au sein des logements dans les quartiers centraux fasse en sorte qu'ils « *paient presque systématiquement plus cher que la moyenne du marché*[497] ».

Plusieurs intervenants font remarquer que les prix et loyers plafonds prévus au règlement sont souvent plus élevés que les coûts moyens des logements dans les secteurs correspondants. Le règlement risque ainsi de créer un effet inflationniste[498] sur les loyers des logements privés existants, « *les propriétaires d'immeubles locatifs [ayant] alors beau jeu pour augmenter leurs loyers*[499]*. »* Par ailleurs, l'imposition de prix plafonds constitue une garantie que les prix demandés pour les nouveaux logements ne seront jamais inférieurs à ces montants, car « *dans un marché qui fait face à une pénurie de logement et dont la demande surpasse l'offre, quel avantage tirerait un promoteur à louer ou à vendre à un prix moindre de ce qui lui est permis*?[500] ». De tels prix, cautionnés comme abordables par la Ville, pourraient bien renforcer leur

[488] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 7
[489] *Ibid.*
[490] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9
[491] Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1
[492] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7
[493] Vivre Saint-Michel en santé, 7.27, p. 7
[494] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 32
[495] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, 7.10, p. 13
[496] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 34
[497] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, 7.10, p. 6, 9 et 11
[498] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10; Direction régionale de santé publique de Montréal doc. 7.28, p. 32; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9; Mélanie Baril, doc. 8.1
[499] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10
[500] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9

acceptabilité sociale[501], mais « *au bout du compte* », demande l'APCHQ, « *se perdra-t-il plus de logements abordables qu'il ne s'en créera?*[502] ».

Des interlocuteurs estiment en revanche que les prix et loyers plafonds sont trop éloignés des valeurs du marché[503]. L'Institut de développement urbain les qualifie de « *significativement inférieurs aux prix [et] loyers de marché des unités neuves correspondantes*[504]*. »* Alors que les règlements d'inclusion existants en Amérique du Nord établissent « *généralement* » la valeur du logement abordable entre 80 % et 90 % de celle du marché[505], l'écart prévu au règlement « *va parfois jusqu'à 50 % et, dans certains cas, le prix plafond est même en dessous du prix de revient des copropriétés*[506]*. »* Par conséquent, l'établissement de prix et loyers maximaux adéquats pour les unités abordables impliquerait de déterminer « *un écart maximal (plafond) entre l'abordable et le neuf pour toutes les typologies de logement et tous les territoires*[507]*. »*

L'Association des biens immobiliers du Canada se dit contraire à l'idée même de prix et de loyers plafonds appliqués à des logements privés. Elle soutient que « *detaching unit prices from markets effectively ignores the factors that continue to contribute towards market-wide affordable housing in Montreal. Rather it carries the potential to hand select residents an affordability windfall while increasing costs for everyone else*[508]*.* »

La part de logement abordable requise

En forte majorité, les participants considérant que l'inclusion de logements abordables ne répondra pas aux besoins des ménages à revenu faible ou modeste, et que « *seul le logement social est une véritable solution*[509] », déclarent ne pouvoir souscrire à l'objectif de 20 % de logements abordables[510]. Ils recommandent donc à la Ville de « *favoriser l'inclusion de logements sociaux – qui permettent réellement de répondre aux besoins des ménages locataires*[511] », voire

[501] Brique par brique, doc. 7.13, p. 10
[502] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 10
[503] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 5-6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 12
[504] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 5-6
[505] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29-30; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[506] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21
[507] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29-30
[508] Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 2
[509] Ex aequo, doc. 7.5, p. 11
[510] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 12
[511] Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54, p. 14; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Brin d'Elles, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; OSBL Habitation Montréal, doc. 7.66, p. 7; Maison St-

d'abandonner la cible de 20 % de logement abordable et d'augmenter concurremment la part de logement social à 40 %[512]. De l'avis du FRAPRU, une telle mesure exigera davantage d'investissements de la part de la Ville et des paliers de gouvernement supérieurs, mais elle ne devrait pas déséquilibrer le marché de la construction ni nuire à l'attractivité de Montréal auprès des promoteurs comparativement à d'autres villes canadiennes[513].

La contribution financière au logement abordable

Un promoteur qui ferait le choix de ne pas inclure de logement abordable à un projet visé par le règlement, se verrait obligé de verser une contribution financière[514] dans un fonds destiné au développement de ce type de logement[515].

En concordance avec une majorité de commentaires cités aux points précédents, les propositions portant sur les contributions financières au logement abordable traduisent la méfiance envers la formule retenue pour ce type de logement. Ayant souligné que « *peu d'informations ont été divulguées concernant l'utilisation de ce fonds*[516] *»*, des intervenants souhaitent que les sommes amassées en contributions servent plutôt au développement du logement social « *hors inclusion*[517] » ou d'un autre modèle à but non lucratif, ce qui représente « *la meilleure façon d'assurer que des logements soient réellement abordables à long terme*[518]. » En effet, les participants insistent pour que le réinvestissement des contributions financières permette la construction de logements abordables à perpétuité[519], par exemple selon un modèle d'habitation à capitalisation partagée. D'après Bâtir son quartier, la Ville semble envisager cette possibilité lorsqu'elle écrit : « *Certaines sommes associées au logement abordable pourraient, en outre, être utilisées pour soutenir le développement de logements abordables pérennes*[520]*. »*

Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 12; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 7; Christa Smith-Kingston, doc. 7.94, p. 4; Rêvanous, doc. 7.95, p. 6; Habitations Nouvelles Avenues, doc. 7.97, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Centre des Aînés de L'Asie du Sud-Est, doc. 7.101, p. 6; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania, doc. 7.104, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Les Habitations du Réseau de l'Académie, doc. 7.119, p. 6; La Maison Marguerite de Montréal, doc. 7.121, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4; Habitations populaires de Parc Extension, doc. 7.124, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1

[512] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 10; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 10; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 12; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Notre-Dame-de-Grace Community Council, doc. 7.100, p. 1

[513] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8

[514] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 9

[515] Transcription de la séance d'audition des opinions du 25 octobre 2019, doc. 6.6, L. 2909-2916

[516] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14

[517] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2

[518] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7

[519] Brique par brique, 7.13, p. 12; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11

[520] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 29

Vivacité - Société immobilière solidaire formule également une proposition quant à la répartition des sommes selon les modes de tenure et demande « *que les contributions recueillies soient réinvesties de façon équitable entre les projets locatifs et ceux liés à l'acquisition, afin de répondre aux besoins des ménages de la classe moyenne*[521]*. »*

L'aide à la mise de fonds

Un promoteur qui choisirait d'associer les logements abordables inclus à son projet à des programmes facilitant l'accession à la propriété verrait les exigences du règlement revues à la baisse pour cette catégorie de logement[522].

Les intervenants ayant abordé cet aspect du règlement pensent qu'il ne profitera « *qu'à une poignée de ménages*[523] », à savoir les premiers acquéreurs[524]. En effet, dit l'organisme Vivacité, la diminution de la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une propriété impose aux acheteurs de souscrire à une hypothèque plus grande, synonyme d'un endettement accru des ménages[525]. Le mécanisme a plusieurs conséquences, selon cet interlocuteur : en relevant le seuil de revenu nécessaire des acheteurs, il n'accroît pas l'abordabilité des propriétés visées et ne permet donc pas « *de rejoindre des acheteurs aux revenus plus près du revenu médian*[526]*. »* La pression qu'il exerce sur le parc immobilier agit au contraire comme un « *accélérateur de gentrification*[527] ». Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie croit également qu'à l'aide à la personne, centrée sur un ménage unique et offerte de manière ponctuelle, on devrait toujours préférer un investissement à long terme dans l'habitation elle-même[528].

Le règlement prévoit d'autre part qu'un projet résidentiel comportant plus de 80 % de logements assortis d'une aide à la mise de fonds serait exempté de son application[529]. D'après Brique par brique, les prix « *très élevés* » des logements abordables font en sorte qu'il s'agit là d'une « *échappatoire majeure pour des projets de développement immobilier qui pourraient éviter entièrement de réaliser du logement social*[530]*. »*

L'APCHQ rappelle que, pour chaque projet impliqué, l'aide à la mise de fonds requerra une accréditation des logements abordables par la SHDM dans le cadre de son programme Accès Condos. Puisqu'une telle procédure requiert du temps, des négociations et des frais, certains

[521] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[522] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 23
[523] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 8
[524] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[525] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[526] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[527] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[528] Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie, doc. 7.129, p. 11
[529] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 15
[530] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9

acteurs économiques s'interrogent sur sa viabilité pour un petit nombre d'unités[531]. Pour cette raison, disent-ils, la SHDM devrait s'engager à traiter les demandes d'accréditation pour des projets de moindre envergure[532].

2.3.3 Le logement familial

La présente section aborde les différents types de logement familial, soit le logement familial social ou communautaire, abordable et au prix du marché.

L'accueil

L'inclusion au règlement d'un volet consacré au logement familial[533] reçoit dans l'ensemble un accueil favorable. Des répondants saluent, par exemple, la « *vision forte*[534] » de la Ville, celle-ci reconnaissant que « *la rétention [des familles] dans les quartiers centraux représente un enjeu social, économique et environnemental de première importance*[535] », auquel le logement social familial « *répond d'emblée*[536] ». L'ajout du volet familial paraît aussi « *pertinent pour maintenir la cohabitation intergénérationnelle* » qui, selon Bâtir son quartier[537], contribue au dynamisme des quartiers centraux.

La définition du logement familial

Si l'obligation d'inclure du logement familial est bien reçue, la définition qu'en donne le règlement est généralement remise en question. Des acteurs économiques avancent, en effet, que les grands logements sont souvent « *plus difficiles à écouler et moins rentables*[538] », une situation qui s'explique par le coût « *prohibitif*[539] » de leur construction. Le fait d'imposer un quota sur ce type de logement n'y changera rien, selon Proment[540]. En outre, dit Mario Polèse, la difficulté de vendre les unités familiales agira comme une « *contre-incitation à construire*[541] » si les prix ou les proportions imposés s'éloignent trop de la demande.

[531] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 16; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 9
[532] *Ibid.*
[533] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 8; Table de concertation du quartier des Grands Jardins, doc. 7.19, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 5; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[534] Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6
[535] Table de concertation du quartier des Grands Jardins, doc. 7.19, p. 6
[536] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 6
[537] *Ibid.*
[538] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 29
[539] Proment, doc. 7.117, p. 4
[540] *Ibid.*
[541] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3

Plusieurs participants estiment donc que « *la double obligation de respecter une superficie minimale et un nombre minimal de trois chambres à coucher n'est pas une bonne réponse*[542] » aux besoins en matière de logement familial. Ils réclament « *une définition plus large*[543] » de ce que constitue un logement familial, afin de prendre en compte « *une réalité bien plus variable que celle considérée aujourd'hui*[544] ». Ils observent au passage que les règlementations vancouvéroise[545] et ontarienne[546] incluent les unités de deux chambres dans leur définition. Le Groupe Sélection croit qu'il serait acceptable de modifier les exigences en matière de logements familiaux « *lorsque les projets comportent des espaces communs servant à agrandir les milieux de vie des résidents*[547]*.* » Ces espaces communs destinés aux familles pourraient inclure des « *gymnases pour tout-petits, des salles de jeux, des cuisines communautaires*[548] », ou encore « *une piscine, [...] des salons collectifs ou des terrasses*[549]*.* »

Au-delà des composantes du logement lui-même, Gestion Canderel est d'avis que la définition du logement familial devrait « *prendre en compte les parcs, équipements collectifs, écoles, bibliothèques, garderies et autres services axés sur la famille*[550] » disponibles à proximité.

La part de logement familial requise

Le projet de règlement fixe à 20 % sa cible globale en matière de logement familial, à l'exception du centre-ville où elle est réduite à 15 %[551].

La part de logement familial requise dans les nouveaux projets où le règlement s'applique est estimée insuffisante par divers participants. Alors que certains encouragent globalement la Ville à « *adopter des objectifs plus ambitieux*[552] » en matière de logement familial, d'autres lui reprochent d'établir des attentes différentes pour ce type de logement au centre-ville[553]. D'après ces derniers, une cible plus faible de logements familiaux au centre-ville contredit l'un des objectifs du règlement[554], à savoir « *d'assurer la mixité sociale au centre et dans les nouveaux secteurs [et] de créer les conditions du maintien de la mixité dans les quartiers déjà établis*[555]*.* » La Table de quartier Peter-McGill dénonce ce qu'elle qualifie de traitement « *doublement*

[542] Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 3
[543] Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[544] Proment, doc. 7.117, p. 6
[545] *Ibid.*
[546] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Prével, doc. 7.9, p. 7; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[547] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[548] Prével, doc. 7.9, p. 7
[549] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[550] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[551] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 25
[552] Michèle Perrozzino, doc. 7.46, p. 1; Gilbert St-Arnaud, doc. 7.47, p. 1; Jillur Rob et Seema Laskar, doc. 7.51, p. 1; Marguerite Wotto, doc. 7.52, p. 1; Richard Lessard, doc. 7.60, p. 1; Nathalie Turenne, doc. 7.147, p. 1
[553] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13-14; Fondation Habitation Marcel-Roy, 7.90, p. 6-7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[554] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21
[555] Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif, doc. 3.1, p. 8, cité dans Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 21

inéquitable » de la population du centre-ville, puisque celle-ci « *doit subir certaines retombées négatives de la densification, sans pouvoir par ailleurs en récolter les retombées positives*[556]*.* » Par conséquent, des organismes demandent de hausser à 25 % la part totale du logement familial exigée par le règlement[557], et que « *cet objectif s'applique au centre-ville comme ailleurs*[558]*.* »

En matière de logement familial de type social ou communautaire, L'Ancre des jeunes s'inquiète du « *caractère très faible* » des exigences du règlement, celles-ci pouvant « *résulter dans la création d'aussi peu que 5 % d'unités abordables pour les familles à faible et modeste revenu lorsqu'un projet est soumis à l'inclusion*[559]*.* » La Corporation de développement communautaire Centre-Sud, qui souhaite également faire hausser la proportion de logements familiaux à 25 %, recommande « *que la moitié de ces logements familiaux soit des logements sociaux*[560]*.* »

La Fondation Habitation Marcel-Roy avoue comprendre « *le surcoût apparent du logement social familial dans les quartiers densément peuplés comme le centre-ville*[561] ». Elle croit cependant que d'éviter les coûts directs et indirects de l'étalement urbain, tels que la construction et l'entretien des infrastructures, la perte de productivité associée aux embouteillages, l'accroissement des gaz à effets de serre, la dévitalisation des quartiers centraux et la perte de terres agricoles, « *représente dans les faits une économie majeure pour l'État*[562]. » Quant aux coûts de construction dans le centre-ville, amplifiés par l'usage du béton et de l'acier, Inter-Loge reconnaît qu'ils rendent les projets sociaux « *vraiment très chers à produire par unité*[563]*.* » Toutefois, puisque la mixité doit aussi s'appliquer au centre-ville, l'organisme recommande à la Ville de « *concentrer ses investissements en logements sociaux familiaux dans des projets denses portés par des opérateurs de logements sociaux offrant des garanties de bonne performance* », de manière à mitiger les risques[564].

2.3.4 La pérennité des logements abordable et familial

Concernant le logement abordable locatif, l'article 23 du règlement stipule « *l'obligation d'inclure une annexe au bail afin de prévoir que le loyer payable pour les 5 années suivant la date à laquelle le bâtiment sera prêt pour l'usage auquel il est destiné ne sera pas augmenté de plus de 2 % par année* [...][565] ». Le règlement ne comporte pas de clause concernant le maintien du logement abordable privé ni du logement familial au prix du marché.

[556] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 13-14
[557] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Fondation Habitation Marcel-Roy, 7.90, p. 6-7; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2
[558] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 2
[559] L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2
[560] Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[561] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[562] *Ibid.*
[563] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8
[564] *Ibid.*
[565] Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial, doc. 1.2.3.1, p. 11

La question de « *l'absence de pérennisation*[566] » des logements abordable et familial est la caractéristique du règlement ayant suscité le plus de commentaires au cours de cette consultation publique.

Tout d'abord, de nombreuses voix issues d'horizons divers s'accordent pour dénoncer l'absence de conditions d'admissibilité aux logements abordable et familial[567]. Brique par brique soutient, par exemple, qu'un enjeu du règlement est que « *la Ville ne peut pas contrôler les personnes ayant accès aux logements abordables*[568]*. »* Selon l'Institut de développement urbain du Québec, le fait que le règlement ne comporte pas de définition du profil des ménages visés est « *de nature à exclure certains ménages vulnérables au profit d'autres qui le sont moins*[569] ». Une telle situation pose un problème d'équité[570], car « *les ménages modestes seront en concurrence avec des ménages plus aisés qui seront certainement favorisés*[571]*. »* Puisque rien ne garantit de priorité dans l'accès au logement abordable, Fondation Habitation Marcel-Roy indique avoir « *du mal à identifier à quel(s) profil(s) socioéconomique(s)* » ce segment s'adresse[572]. Mario Polèse dit « *s'interroger sur l'utilité de ce volet; si ce n'est pour donner l'apparence d'agir*[573]*. »*

En second lieu, les intervenants déplorent que le règlement n'assure pas que les unités abordables « *demeurent (relativement) abordables*[574] *»* après leur cession à des tiers[575]. Le

[566] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7

[567] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Prével, doc. 7.9, p. 7-8; Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 7; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 9; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, 7.116, p. 8; District Atwater Inc. et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 12; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12

[568] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9

[569] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6

[570] *Ibid.*

[571] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7

[572] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8

[573] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2

[574] Brique par brique, doc. 7.13, p. 9; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 8

[575] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 26; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Prével, doc. 7.9, p. 7-8; Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 6; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, 7.32, p. 9; Table de quartier Peter-McGill, 7.33, p. 12; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 4; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 3; Comité des Organisme Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 3; La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12; Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 3-4

règlement ne comporte pas de restriction sur la revente ou la sous-location,[576] et si le contrôle des loyers par annexe au bail pendant cinq ans « *apparaît comme une bonne mesure pour compenser l'exemption [...] prévue au Code civil pour la même période*[577] », les mécanismes de la Régie du logement qui pourront s'appliquer ensuite « *ne suffisent pas pour endiguer des hausses de loyer plus rapides que l'inflation – surtout dans les arrondissements centraux*[578]*. »*

Les unités abordables privées représentent donc des « *opportunités exceptionnelles de plus-value pour des spéculateurs*[579] ». Pour de nombreux intervenants, un encadrement des prix limité à la vente initiale revient littéralement à « *subventionner la spéculation immobilière*[580]*. »* Vivacité - Société immobilière solidaire précise, à ce titre, que même si les unités abordables ont été conçues pour être moins coûteuses, « *l'appréciation de la valeur des propriétés est davantage liée à l'emplacement, au quartier et à la qualité du bâtiment dans son ensemble qu'aux composantes intrinsèques du logement. Ces unités vont donc s'apprécier autant que le marché en général*[581] *»*. Comparée à la durée de vie des bâtiments construits[582], l'abordabilité des logements pourrait donc n'être qu'un « *phénomène bien éphémère*[583] », « *un feu de paille*[584] » laissant « *le problème brûlant de la flambée des valeurs immobilières complètement irrésolu pour les deuxièmes et futures générations d'acheteurs et de locataires montréalais*[585]*. »*

De semblables commentaires ont été formulés sur le logement familial abordable ou au prix du marché. Étant donné l'absence de critères pour s'assurer que les logements familiaux seront occupés par des familles[586], tout autant que l'absence d'une définition de ce que l'on entend par famille, l'APCHQ prédit que « *rien n'empêchera des ménages sans enfant d'acheter les logements plus grands, quitte à en modifier la configuration par la suite*[587]*. »* D'après ce groupe, les logements ayant subi des transformations telles que l'abattement de murs pourraient ne plus être considérés comme des unités familiales[588]. Habiter Ville-Marie croit que le manque de contrôle quant à l'attribution des logements familiaux aux familles va « *nuire à la mixité effective visée par le règlement*[589]*. »*

[576] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[577] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 14
[578] *Ibid.*
[579] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[580] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 8; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[581] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[582] Brique par brique, doc. 7.13, p. 10; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[583] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7
[584] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6
[585] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[586] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 8; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 3; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, 7.116, p. 8; District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[587] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 7
[588] *Ibid.*
[589] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 11

Parce que « *tous les logements qu'on protège sont autant de logements que nous n'aurons plus à produire dans l'avenir*[590] », l'abordabilité et la vocation familiale des unités concernées doivent être maintenues, selon un citoyen. Plusieurs propositions sont énoncées en ce sens. Des participants recommandent en premier lieu de déterminer un « *profil précis*[591] » des ménages admissibles aux unités abordables et familiales, ce qui pourrait inclure des seuils de revenu[592] ou la présence d'enfants[593], et « *permettre à chacun de choisir son logement en fonction des biens et services de la ville dont il souhaite bénéficier*[594]*. »* District Atwater et Maître carré soutiennent que « *tous les règlements semblables qui ont été instaurés aux États-Unis prescrivent des limites de revenus aux ménages qui louent ou achètent des logements abordables*[595]*. »* À défaut d'appliquer un critère de sélection basé sur le profil socio-économique, des participants recommandent que la Ville abandonne le segment abordable et rehausse la part de logement social à 40 %[596].

Le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH) rappelle qu'en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU), article 145.30.3, une entente entre la Ville et un promoteur peut « *établir des règles permettant d'assurer le caractère abordable des logements pour la durée qu'elle détermine*[597] ». Le CRACH juge donc essentiel que la Ville « *exploite au maximum ce que la LAU lui permet de faire afin d'enrayer, ou du moins minimiser, les risques de flip immobilier des unités abordables*[598]. » Les mesures proposées comprennent :

- l'introduction d'une clause contractuelle liant les futurs acquéreurs aux termes de l'entente en cas de vente ou de cession de l'immeuble[599];
- l'application de pénalités à la revente avant une période donnée[600];
- la remise d'un pourcentage de gain en capital lors de la revente[601];
- le maintien des loyers à un certain pourcentage inférieur au niveau du marché pour une durée déterminée[602];
- l'introduction d'une clause engageant les promoteurs à maintenir les loyers abordables pour la durée de vie de l'immeuble[603];

[590] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1
[591] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44
[592] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 9; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[593] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 21; Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p. 6
[594] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5
[595] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[596] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8
[597] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 7
[598] *Ibid.*
[599] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33
[600] Vivre en Ville, doc. 7.137, p. 3
[601] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44
[602] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 20
[603] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33

- la réduction des contraintes imposées aux promoteurs, appliquée uniquement lorsque ceux-ci garantissent une abordabilité perpétuelle[604];
- la création d'un registre du logement, toutes tenures confondues et construit à partir du rôle d'évaluation[605].

Alors que certains participants demandent de garantir l'abordabilité sur une période de vingt-cinq[606] ou trente[607] ans, davantage d'entre eux réclament une abordabilité perpétuelle[608]. À ce propos, un citoyen souligne que le principe d'abordabilité à perpétuité est discuté dans la Politique locale d'inclusion de logements abordables de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal[609], et qu'il est en application dans la ville de Burlington, aux États-Unis[610]. Encore une fois, des intervenants considèrent qu'» *à défaut de disposer des outils légaux pour contrôler à long terme les prix de revente et les loyers des logements abordables, [...] il serait préférable de diminuer la cible de logement abordable et d'augmenter celle du logement social*[611]. »

Au-delà des propositions énoncées précédemment, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec croit qu'en « *limitant la reconnaissance et le déploiement de projets collectifs, coopératifs ou à but non lucratif dans le cadre du volet logement abordable, la Ville se prive d'idées nouvelles pour le développement de logements communautaires et l'accès à la propriété offrant une abordabilité durable*[612]*.* » Elle estime que la pérennité de l'abordabilité ne peut être garantie à long terme que par des coopératives et des OSBL, et demande donc à la Ville « *d'afficher une préférence claire pour ce type de logement*[613] » au sein de son règlement.

Les propositions ayant trait notamment à la création d'un registre du logement, à la capitalisation partagée et à la reconnaissance du logement à but non lucratif dans le volet abordable, sont approfondies à la section 2.6.

2.4 La mise en œuvre du règlement

Cette section présente les opinions et propositions citoyennes sur les programmes d'aide au logement, la possibilité d'une stratégie foncière et d'une politique d'habitation, l'entrée en vigueur du règlement, et le bilan effectué par la suite.

[604] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[605] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 10; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8
[606] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 11
[607] Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 13
[608] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 9; Brique par brique, doc. 7.13, p. 10; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11; Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 8
[609] Politique locale d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels, doc. 4.2.3, p. 13
[610] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 1
[611] La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 10; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 11
[612] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 11
[613] *Ibid.*

2.4.1 Les programmes d'aide au logement

AccèsLogis

Même si le projet de règlement apparaît comme un « *élément de solution*[614] » au financement du logement social, son application repose en grande partie sur le financement octroyé par le gouvernement du Québec par le programme AccèsLogis[615]. Or, non seulement les coûts moyens de réalisation des projets AccèsLogis, estimés à 185 000 $ en 2015[616], « *ne sont plus en phase avec la réalité*[617] » des coûts des terrains et de la construction, mais « *l'actualisation des coûts maximums admissibles d'AccèsLogis en 2019 était déjà en retard [sur] la nouvelle réalité du marché immobilier*[618]. » Dans les quartiers centraux en particulier, Inter-Loge rappelle que « *ce programme n'a pas permis de produire les unités prévues en raison de coûts maximums admissibles [CMA] par unité insuffisants*[619]. » Les ajustements récents apportés dans le cadre d'AccèsLogis Montréal[620] ne résolvent pas entièrement le problème des « *écarts entre les coûts réels et les CMA*[621] », selon l'IDU :

> *« Bien qu'AccèsLogis Montréal n'impose pas de plafond au coût d'un projet, la subvention accordée est fixée en fonction des CMA. Lorsque le prix obtenu après un appel d'offres dépasse les sommes des subventions disponibles, une aide exceptionnelle peut être accordée dans certaines circonstances pour garantir un loyer économique inférieur à 95 % du loyer médian du marché*[622]*. »*

Pour Vivre Saint-Michel en santé, le financement offert « *à la mission des groupes communautaires capables de porter les projets est trop limité, ce qui est encore plus critique lorsque les projets s'adressent à des populations très vulnérables, comme en Volet 2 ou 3*[623]. » L'organisme considère donc problématique que le projet de règlement lui-même « *ne [vienne] pas agir sur la capacité financière des acteurs à viabiliser des projets de logement sociaux et communautaires*[624]*. »*

En conséquence, les participants s'accordent pour dire que « *le règlement d'inclusion proposé ne peut en aucun cas se substituer à une bonification du programme AccèsLogis et à son adaptation*

[614] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18
[615] Caucus des député(e)s montréalais(es) de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 5
[616] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18
[617] *Ibid.*
[618] *Ibid.*
[619] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 5
[620] Règlement sur la subvention à la réalisation de logements coopératifs et à but non lucratifs (AccèsLogis Montréal) – Codification administrative au 10 septembre 2019, http://ville.montreal.qc.ca/sel/sypre-consultation/afficherpdf?idDoc=19834&typeDoc=1
[621] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 27
[622] *Ibid.*
[623] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 6
[624] *Ibid.*

à la réalité des coûts de réalisation dans les quartiers centraux, surtout au centre-ville[625] ». Considérant que : *« ni les sommes consacrées à AccèsLogis dans le dernier budget du gouvernement caquiste, qui sont étalées sur sept ans et qui ne concernent que des projets déjà prévus dans des budgets précédents, ni l'indexation prochaine des barèmes financiers du programme, annoncée en juillet dernier par la ministre Andrée Laforest, ne suffiront à la tâche,*[626] » la Ville de Montréal devra « *engager le dialogue*[627] » avec le gouvernement du Québec, et s'assurer que « *des fonds suffisants proviendront à un rythme adéquat pour financer la réalisation [des] projets*[628]. » Quant à la fréquence de révision des CMA, des participants recommandent de synchroniser ceux-ci avec la réalité économique des projets de logement social[629]. Pour l'Association des locataires de Villeray, une partie du financement d'AccèsLogis Montréal pourrait également provenir du règlement lui-même[630].

Puisque la Ville de Montréal peut désormais redéfinir les composantes du programme AccèsLogis, la FECHIMM lui recommande de réviser le mécanisme de fixation des loyers « *afin que ceux-ci soient déterminés en fonction d'échelles de revenus des ménages qui ne peuvent avoir accès à la propriété plutôt que des loyers médians du marché*[631]. » Atelier habitation Montréal souhaite que le règlement réponde aussi aux besoins des clientèles ayant des besoins spéciaux en matière de logement temporaire ou permanent, auxquelles est consacré le volet 3 d'AccèsLogis. Pour sa part, Inter-Loge propose le développement d'un volet distinct afin d'assurer « *la production effective de logements sociaux familiaux dans le secteur Centre-Ville*[632]. »

La population étudiante est exclue des programmes de logement subventionné tels qu'AccèsLogis, sur la base du statut transitoire des études[633]. Pourtant, répond l'UTILE, « *même si c'est une phase temporaire à l'échelle individuelle, c'est une population permanente à l'échelle municipale*[634]. » Pour l'organisme, l'exclusion du logement étudiant abordable de la définition de logement social inscrite au règlement a un double effet : « *ce volet de l'inclusion ne peut mener à la réalisation de logement étudiant, et les projets de logement étudiant abordable ne sont pas considérés comme du logement social*[635]. »

[625] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8
[626] Caucus des député(e)s montréalais(es) de Québec solidaire, doc. 7.132, p. 5
[627] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 40
[628] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9
[629] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 43; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 18; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 5; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 8
[630] Association des locataires de Villeray, doc. 7.35.1, L. 236-240
[631] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9
[632] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 8; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[633] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 8
[634] *Ibid.*
[635] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 10

Accès Condos

En plus des commentaires déjà exprimés à la section 2.3.2 sur l'aide à la mise de fonds dans le volet abordable, des intervenants soutiennent que les programmes, tels Accès Condo « *ne permettent d'aucune façon de contrer la spéculation qui est au cœur des enjeux d'abordabilité et de mixité auxquels le règlement [...] tente de répondre*[636]. » Ensemble Montréal donne un exemple tiré du projet H3C dans Griffintown, accrédité par Accès Condos :

> *« Une unité abordable de trois chambres, vendue à 387 893 $ par Accès Condos, a été remise sur le marché dès sa livraison à 585 000 $. Dans le cas d'une revente, Accès Condos demande un remboursement de 10 % de la plus-value de la propriété à la SHDM. Si cette propriété est bel et bien vendue au prix annoncé, il en résultera une plus-value de 197 107 $. De cette plus-value, une somme de 19 711 $ sera ainsi versée à la SHDM et il en résultera un profit brut de 177 396 $ pour l'investisseur, qui n'aura vraisemblablement pas dormi une seule nuit dans ce logement*[637]*. »*

La Ville aurait donc intérêt à transformer ses programmes de soutien à la mise de fonds « *de sorte qu'ils participent à la création d'un parc immobilier perpétuellement abordable*[638] », croit Vivacité - Société immobilière solidaire.

Au sujet des candidatures à l'habitation au sein du même projet H3C, un participant énumère une série de difficultés pratiques auxquelles les personnes ont été confrontées :

- *Afin d'être admis à la liste d'attente de ce projet, les candidats devaient remplir le plus rapidement possible le formulaire d'admission le jour de l'ouverture de la liste d'attente;*
- *Malgré que le formulaire d'admission était relativement long, le maximum de 800 inscriptions fut atteint en 5 minutes et les premiers n'ont pris que quelques secondes pour s'inscrire;*
- *Pour éviter de ralentir le processus de vente, il fallait être pré-approuvé par une institution financière pour une hypothèque. [...]*[639]*. »*

Selon lui, la Ville devrait empêcher qu'une telle situation ne se reproduise dans de futurs projets afin d'éviter des frustrations et des démarches inutiles aux candidats non retenus[640].

[636] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 9
[637] Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 18-19
[638] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 12
[639] Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 14
[640] Guillaume Le Nigen, doc. 7.40, p. 16

L'harmonisation des programmes

Des intervenants signalent ne trouver, au projet de règlement, « *aucuns éléments nous permettant de comprendre comment la Ville a analysé les impacts du règlement proposé en termes de concurrence ou de congruence avec les programmes de logement existants*[641]. » L'APCHQ insiste sur l'importance de coordonner les différents programmes et outils en habitation vers l'atteinte d'un même but, notamment grâce à l'harmonisation de tous les prix admissibles au sein des programmes AccèsLogis Montréal, Appui à l'acquisition résidentielle et Habitations urbaines pour familles, en fonction du nouveau règlement[642]. À titre d'exemple, l'APCHQ indique que « *les prix actuels du marché [...] dépassent largement les prix admissibles du programme d'Appui à l'acquisition résidentielle pour plusieurs combinaisons taille/secteur*[643] » :

> *« Un ménage avec enfants qui souhaiterait acheter un logement familial de trois chambres dans l'un des quartiers centraux dont le seuil d'abordabilité est fixé à 450 000 $ par le Règlement n'aurait droit à aucune aide dans le cadre du programme Appui à l'acquisition résidentielle puisque le prix admissible y est de 400 000 $ hors centre-ville*[644]*. »*

Outre une bonification des prix admissibles et des montants forfaitaires, la Ville pourrait envisager une grille plus avantageuse pour l'achat des propriétés neuves, d'emblée plus chères que les propriétés existantes comparables, afin de stimuler la construction neuve[645]. L'APCHQ révèle une incongruité similaire entre le projet de règlement et le programme Habitations urbaines pour familles, destiné aux constructeurs :

> *« Pour être admissible à ce programme, le prix de vente du logement familial ne doit pas dépasser 400 000 $, taxes incluses. De l'autre côté, dans le Règlement, le prix plafond d'un logement familial abordable est de 450 000 $ au centre-ville et dans les quartiers centraux. Cela signifie que le constructeur qui respecte les critères d'abordabilité du Règlement en vendant une unité familiale à 450 000 $ n'aura même pas droit à l'aide financière du programme Habitations urbaines pour familles*[646] *».*

Dans ce cas, revoir les paramètres de ce programme « *permettrait d'optimiser la mise en œuvre du volet familial du règlement en fournissant un incitatif aux constructeurs*[647]. »

[641] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[642] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 22
[643] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 15-16
[644] *Ibid.*
[645] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 15
[646] *Ibid.*
[647] *Ibid.*

Les autres programmes à réviser ou à mettre en œuvre

Aux commentaires énoncés précédemment, s'ajoutent quelques propositions au sujet de programmes à réviser ou à mettre en œuvre. Des intervenants jugent nécessaire d'actualiser et d'augmenter les budgets des programmes d'achat-rénovation afin de mieux les adapter aux réalités du centre-ville, d'augmenter la création de logements sociaux[648] et d'éviter que des ensembles locatifs abordables ne soient sujets à « *rénoviction*[649] ». En effet, constate l'APCHQ, « *pendant que l'on exige d'un côté l'inclusion de logements sociaux et abordables dans les immeubles neufs, il est possible, d'un autre côté, qu'il en disparaisse davantage parmi les logements existants si rien n'est fait pour les maintenir en bon état*[650]. » Considérant les loyers des nouveaux logements locatifs, « *il est probable qu'un dollar dépensé en rénovation soit plus bénéfique qu'un dollar investi en construction neuve*[651]. »

Rayside Labossière suggère de « *revoir les modalités de financement pour rendre viables la construction et la gestion de plus petits projets sociaux, surtout pour des clientèles nécessitant une attention particulière*[652] », et d'adapter les programmes et exigences relatifs à une meilleure intégration des familles dans les immeubles de grande hauteur[653]. Une citoyenne demande de remanier le Programme d'adaptation de domicile « *pour le rendre plus transparent et donner davantage de contrôle aux bénéficiaires*[654]. »

Pour l'organisme Communauté Saint-Urbain, il serait bon que la Ville et le milieu communautaire fassent œuvre commune afin de « *répondre aux besoins des personnes exclues des programmes gouvernementaux en raison de leur rigidité*[655]. » Cela permettrait « *à de nouvelles formes de projet social d'émerger, notamment en reconversion de patrimoine ou en architecture innovante*[656] », et de « *rendre viable des projets comprenant des volets différents au sein d'un même bâtiment (par exemple, [...] des ateliers d'artistes et des logements pour familles au sein du même projet social)*[657]. »

Les normes de construction du logement social

S'appuyant sur des exemples de bonnes pratiques, le mémoire soumis par District Atwater et Maître Carré souligne l'urgence de travailler, « *en tant que société, [...] à accorder une image plus*

[648] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11
[649] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8
[650] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 23-24
[651] *Ibid.*
[652] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18
[653] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 20
[654] Jody Negley, doc. 7.133, p. 2
[655] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6
[656] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18
[657] *Ibid.*

positive aux logements sociaux[658]. » Pour ces participants, la culture du plus bas soumissionnaire conforme appliquée systématiquement à ce type de projets a des effets indésirables :

- Réduire la qualité des bâtiments entraîne une *« ségrégation du cadre bâti, souvent visible à l'œil nu, entre la qualité des logements sociaux et celle des logements privés, ce qui participe à projeter une perception négative sur les logements sociaux;*
- *[...] Ce modèle du plus bas soumissionnaire incite certains constructeurs à présenter un budget volontairement trop bas pour ensuite charger des extras;*
- *[...] Comble du malheur, choisir le projet le moins cher n'est souvent pas si économique au final lorsque l'on doit faire face à des malfaçons, de l'usure prématurée et même des poursuites*[659]*. »*

Le Groupe MACH appuie l'assertion de District Atwater et Maître Carré selon laquelle « *une refonte et un allègement de [la] réglementation*[660] » permettraient d'optimiser le modèle d'affaires des projets de logement social et d'accélérer leur réalisation. Citant un projet en construction, le Groupe MACH dit se trouver dans une impasse entre l'obligation de respecter la norme Novoclimat, qui implique des produits Energy Star, et celle de suivre le Code national du bâtiment, qui ne permet pas de fournir les produits conformes[661]. Par ailleurs, certains standards « *basés sur des guides qui ont été écrits il y a environ 25 ans*[662] », relatifs à la superficie des pièces, à la longueur des comptoirs, au nombre de tablettes dans les armoires, à la localisation des espaces de rangement[663], ainsi que les « *multiples points de validation*[664] *»* avec la Régie du logement*,* « *ralentissent de manière considérable le processus*[665]. »

2.4.2 Une stratégie foncière municipale

Parce que l'atteinte de ses objectifs ne pourra reposer uniquement sur le milieu privé, de nombreux interlocuteurs enjoignent la Ville à asseoir sa « *maîtrise foncière [...] pour répondre aux enjeux d'habitation et de développement urbain durable*[666]. » Le projet de règlement fournit l'occasion d'une « *réflexion large et d'une révision des outils actuels dont dispose la Ville pour réellement améliorer les conditions*[667] » dans lesquelles le logement social est développé et maintenu[668], sans dépendre de l'inclusion[669]. Une majorité d'intervenants recommandent donc l'élaboration d'une stratégie foncière municipale s'appuyant sur le droit de préemption, la mise

[658] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 6
[659] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 5
[660] District Atwater et Maître Carré, doc. 7.120, p. 8
[661] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1787-1805
[662] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1827
[663] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1822-1826
[664] Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 9
[665] *Ibid.*
[666] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[667] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[668] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 5
[669] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 13; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7

en réserve et l'achat de gré à gré[670], des mécanismes qui « *gagneraient à être mieux exploités*[671] ». Selon Inter-Loge, une telle stratégie foncière pourrait être concertée entre la Ville de Montréal et les autres paliers de gouvernement, afin de rendre « *accessibles aux porteurs de projets d'habitation sociale des terrains et des immeubles existants, institutionnels ou non*[672]. »

Quels que soient les outils employés, le développement des sites publics est une question de volonté politique, selon Vivre Saint-Michel en santé :

> *« Par exemple, nous avons à Saint-Michel une opportunité incroyable que la Ville ne cherche pas à valoriser : l'ancienne carrière Francon, un site de 94 hectares situé en plein cœur du quartier, utilisé aujourd'hui en clos de voierie et dépôt à neige, alors qu'il pourrait être valorisé en un milieu de vie inclusif et accueillir la construction de plusieurs centaines de logements sociaux*[673] *».*

Nombre d'intervenants souhaitent que les immeubles excédentaires de propriété provinciale ou fédérale soient acquis par la Ville ou d'autres organisations, afin d'y assurer la « *prérogative*[674] » du logement social. Craignant de revivre l'expérience du centre de tri postal dans l'arrondissement du Sud-Ouest, une ancienne propriété fédérale dont la seule portion allouée au développement social et communautaire risque d'être tronquée pour permettre l'implantation d'une école[675], certains demandent à la Ville d'inscrire « *une attente claire à l'endroit des acteurs publics d'adopter une position exemplaire, dans la mise en disponibilité de propriétés publiques en termes de développement de logements sociaux, qui aille au-delà de ce qui est attendu des promoteurs privés*[676]. » Ainsi, de la même façon que les terrains acquis par la Ville sont entièrement destinés au logement social[677], les sites financés par les contribuables tels que l'ONF[678], le bassin Peel, l'ancien hippodrome Blue Bonnets et l'Hôtel-Dieu[679] :

> *« [...] ne devraient en aucun cas être soumis à l'inclusion de la même façon que les développements immobiliers sur des sites privés, mais plutôt comprendre des cibles plus ambitieuses en matière de développement de logements sociaux ainsi que d'équipements*

[670] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 29; Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 7.30.1, L. 1390-1416; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 12; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35.1, L. 242-249; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2;
[671] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 12
[672] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 6
[673] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 6
[674] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[675] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 16
[676] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9
[677] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 3
[678] Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 5
[679] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 16; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 6; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 9-10

> *collectifs pour bâtir des communautés complètes (parcs, écoles, bibliothèques, CPE, centres communautaires, stations de métro, etc.)*[680] *».*

Pour les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, l'objectif « *n'est pas de négocier des retombées une fois les terrains privatisés, mais de développer l'ensemble du site en réponse aux besoins locaux et ceux des Montréalais(e)s, en partenariat avec des acteurs publics, parapublics, communautaires et de l'économie sociale*[681]. »

En conséquence, plusieurs intervenants demandent que les sites publics soient réservés exclusivement au développement de logements sociaux et abordables ainsi qu'à des équipements publics et communautaires[682].

2.4.3 Une politique d'habitation

Divers participants croient que le projet de règlement « *pourrait acquérir une plus grande cohérence s'il s'inscrivait dans une vision plus large à l'intérieur d'une politique sur le logement*[683]. »

Pour une majorité d'intervenants, cette politique de l'habitation serait fondée sur la reconnaissance du droit au logement et du droit à la ville[684]. Elle viendrait renforcer le leadership de la Ville[685] et « *chapeauter l'éventail d'outils dont elle dispose afin de répondre aux immenses besoins en logements salubres et réellement abordables*[686]. » Le Comité logement de la Petite Patrie en suggère des composantes « *pour agir efficacement et durablement sur tous les fronts* » :

> *« Réserve foncière, taxe à la spéculation, zonage locatif, moratoire des conversions en copropriété divise et indivise, limitation efficace des locations temporaires touristiques, mises aux normes des logements et interventions pour une abordabilité réelle et pérenne du parc résidentiel*[687] *».*

[680] Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 7
[681] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5
[682] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 14; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Comité logement Saint-Laurent, doc. 7.49, p. 4; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 5; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; La Petite Maison de la Miséricorde, doc. 7.87, p. 4; Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, doc. 7.89, p. 6; La Marie Debout, centre de femmes, doc. 7.99, p. 4; Comité BAILS, doc. 7.102, p. 5; Projet PAL, doc. 7.123, p. 4
[683] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7
[684] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6-7; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 27; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[685] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 27
[686] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6-7
[687] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 13

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain privilégie l'adoption d'une stratégie d'habitation au détriment du règlement. Pour la Chambre, cette stratégie « *plus souple*[688] » permettrait une densité accrue dans les quartiers centraux et à proximité des stations de transport collectif, améliorerait les incitatifs pour les premiers acheteurs, ralentirait la conversion de logements locatifs en copropriétés, et soutiendrait les initiatives de logements destinés aux étudiants[689].

2.4.4 L'entrée en vigueur du règlement

Les avis sur l'entrée en vigueur du règlement sont nettement partagés. Si pour les uns l'urgence de la situation en matière de logement réclame une entrée en vigueur rapide, pour les autres, il faut laisser le temps au marché de s'adapter.

Considérant la situation « *dramatique*[690] » de nombreux locataires montréalais, et alors que « *la catastrophe qu'implique de laisser aller le marché est largement documentée et observable*[691] », plusieurs participants disent ne pas comprendre le choix d'attendre 2021 pour ratifier le règlement[692]. Ce délai avant l'application du règlement « *nuit à la capacité de la Ville d'agir dès que possible pour s'attaquer à la crise du logement*[693] », selon le Comité d'action de Parc-Extension. Par conséquent, la Ville doit « *avoir le courage*[694] » de mettre son règlement en vigueur dès l'adoption de ce dernier, plutôt qu'en 2021[695].

Advenant la ratification du règlement en 2021, des intervenants reconnaissent tout de même l'importance de l'appliquer « *plus rapidement pour les grands chantiers de réaménagement urbain*[696] », comme ceux de Lachine-Est et de l'hippodrome Blue Bonnets[697]. Pour Rayside Labossière et le Comité logement Lachine-LaSalle, les grands secteurs en transformation sur l'île représentent « *une opportunité sans pareille*[698] », et l'entrée en vigueur du règlement « *ne doit*

[688] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[689] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[690] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7
[691] Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 13
[692] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 13; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 14-15; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[693] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 11
[694] Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 15
[695] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 14; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 12; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53; Comité logement de Montréal-Nord, doc. 7.54; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 12; Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Association coopérative d'économie familiale de l'Est de Montréal, doc. 7.76, p. 4; Action dignité de Saint-Léonard, doc. 7.77, p. 11; Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul, doc. 7.80, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12
[696] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[697] Transcription de la séance d'audition des opinions du 22 octobre 2019, doc. 6.2, L. 845-860
[698] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 14

pas nous faire rater des cibles importantes d'inclusion[699] ». De plus, la Ville devrait profiter de la période de transition vers le règlement pour réviser les paramètres de la Stratégie d'inclusion[700]. En particulier, rehausser dès à présent les barèmes pour la cession de terrains à des fins de logement social permettrait d'éviter que des promoteurs ne soient « *tentés de retarder le développement de leurs projets au moment de l'application prévue du règlement en 2021 (afin d'obtenir un prix d'acquisition des parcelles plus près des valeurs du marché)*[701]. » Bien que le document explicatif du règlement annonce une révision de la Stratégie, la nature de celle-ci n'est pas explicitée[702].

Quant à l'idée selon laquelle les budgets disponibles et les programmes en vigueur ne rendront pas possible à court terme le développement des projets de logement social, Bâtir son quartier estime que ce ne serait « *surtout pas une raison pour retarder le règlement* » :

> *« La Ville a les moyens, les outils pour acheter des terrains. Advenant le cas où le pire des scénarios se passait et que le gouvernement du Québec n'allait pas ou retardait un peu sa reconduction de programme, bien ne perdons pas des occasions pendant qu'il se fait du développement à Montréal, ne perdons pas les occasions de réserver des lieux, des sites qui vont permettre le développement du logement communautaire*[703]*. »*

À l'inverse, plusieurs arguments sont favorables au report de l'entrée en vigueur du règlement ou encore à sa mise en œuvre progressive. Les participants concernés estiment généralement que le temps imparti aux promoteurs pour s'adapter aux nouvelles règles est trop court[704], d'autant plus que la version finale du règlement ne sera dévoilée que quelques mois avant sa ratification[705]. La Corporation Cadillac Fairview explique que « *le temps moyen requis pour la conception d'un projet immobilier, son autorisation globale par un arrondissement, la prévente (d'environ 60 % des unités) et l'obtention du financement est d'environ 24 mois, ce qui est beaucoup plus long que le délai de mise en œuvre du règlement proposé par la Ville*[706]. » Une telle durée fait en sorte que des projets en cours de réalisation ont été amorcés sur la base de coûts distincts de ceux associés au règlement et, qu'en conséquence, « *les budgets et montages financiers [...] ne sont plus valides et n'auront d'autre choix que d'être révisés*[707]. » Illustrant en quelque sorte ce propos, l'Association de la construction du Québec prétend que les dispositions du règlement « *suscitent énormément d'inquiétude chez les promoteurs de certains projets dont*

[699] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 1
[700] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 24; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[701] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8
[702] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14
[703] Bâtir son quartier, doc. 7.23.1, L. 3913-3921
[704] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7; Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[705] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 5
[706] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3
[707] *Ibid.*

le montage financier est déjà ficelé et dont les unités sont déjà en vente, mais qui n'ont toujours pas obtenus de permis de construction[708]. »

Par ailleurs, des intervenants estiment qu'en raison des faiblesses systémiques du projet de règlement, de son inaptitude à atteindre les cibles désirées et du besoin de l'harmoniser avec d'autres politiques[709], « *il est beaucoup trop tôt pour l'adopter tel quel*[710]. » S'ils s'entendent pour réclamer minimalement deux ou trois années de sursis entre l'adoption du règlement et son entrée en vigueur[711], les participants croient également qu'une « *mise en œuvre progressive d'un nouveau règlement permet de mieux limiter les effets sur la dynamique de marché*[712]. » Des chercheurs affirment à ce sujet que « *si l'on espère que l'ensemble du marché – y compris le prix du foncier – va s'adapter aux nouvelles réalités de façon fluide, il faudrait un plan de mise en œuvre sur plusieurs années*[713]. » L'Institut de développement urbain suggère de procéder par phases en matière de mixité, c'est-à-dire d'exclure le logement abordable et familial du projet de règlement d'ici à ce que l'on précise notamment :

- *« les moyens pour s'assurer d'atteindre les ménages ciblés et les familles;*
- *les mesures pour assurer la pérennité des unités;*
- *les mesures compensatoires pour les promoteurs;*
- *la cohérence d'un règlement d'inclusion dans une perspective métropolitaine, et l'intégration des stratégies de la Ville avec celles des gouvernements supérieurs*[714]*. »*

2.4.5 Le suivi et le bilan

La Ville prévoit réaliser un bilan du règlement deux ans après son entrée en vigueur. Ce bilan vise à revoir certains paramètres à la lumière des données économiques et démographiques plus récentes, à savoir le montant des contreparties financières versées par la Ville lors d'une cession d'immeuble, le montant des contributions financières versées par les promoteurs aux fins de logement social ou abordable, ainsi que les prix et loyers maximaux pour le logement abordable[715].

Les participants ayant commenté la question du bilan s'accordent à dire que « *l'administration municipale ne doit pas attendre à 2023 avant de réajuster les paramètres du Règlement*[716]*. »* Il

[708] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 5
[709] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1
[710] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9
[711] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 44; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 9; Maître Carré et District Atwater, doc. 7.120, p. 13; Broccolini, doc. 7.134, p. 4
[712] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 34
[713] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[714] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 43
[715] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[716] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10

faudrait plutôt produire des bilans périodiques[717] basés sur un suivi continu de ce que le règlement permet d'accomplir[718] et sur une « *veille régulière du marché immobilier*[719]*. »* Rappelant que la Stratégie d'inclusion prévoyait aussi un bilan unique au bout de deux ans, Habiter Ville-Marie affirme que :

> *« La réalisation périodique de bilans de la Stratégie aurait sans doute permis de mieux en évaluer les résultats, d'y apporter certains ajustements plus rapidement, ou tout simplement d'y apporter des ajustements qui n'ont jamais été apportés, notamment afin d'améliorer la performance de la Stratégie dans l'arrondissement de Ville-Marie*[720]*. »*

Diffusés publiquement[721], ces bilans présenteraient le nombre de logements sociaux, abordables et familiaux construits par arrondissement au cours d'une période donnée[722], le montant des contributions financières versées au fonds et leur utilisation[723], les moyens mis en œuvre pour le développement de logements sociaux sur les terrains municipaux[724], et l'impact des nouvelles unités sur l'offre et les prix du marché[725]. Ils contribueraient à assurer « *le respect des ententes et le maintien de l'abordabilité des logements dans les projets et dans le temps*[726]. » Grâce à la définition d'indicateurs de suivi des résultats, la Ville serait à même « *d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs et d'apporter les ajustements nécessaire*s[727]. »

À court terme, si la réévaluation des barèmes devait tenir compte des taux d'intérêt, du taux de chômage et des coûts des matériaux[728], suivi et bilans ne devraient pas non plus négliger une perspective à long terme :

> *« [...] vu la lenteur de l'octroi de permis de construire à Montréal et la durée de mise en place de projets, les conséquences néfastes du règlement ne se feront voir que sur une période de cinq à dix ans. Or, bien d'autres choses pourront changer sur cette période : la*

[717] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 27; Prével, doc. 7.9, p. 7; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6

[718] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6

[719] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14

[720] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29

[721] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 16; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 2; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 22

[722] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25

[723] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 16; Groupe Sélection, 7.135, p. 7

[724] Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 8

[725] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45

[726] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 33

[727] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de Montréal, doc. 7.31, p. 25

[728] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 26

conjoncture économique, les rapports Canada-US, les gouvernements nationaux et fédéraux[729] *».*

Invoquant davantage de transparence en matière de suivi[730], plusieurs intervenants réclament une implication des parties prenantes. Ils proposent, par exemple, de « *mettre à contribution la Table des partenaires en habitation*[731] » ou de créer une « *table de concertation permanente regroupant les décideurs et des experts, dont des représentants des développeurs et des promoteurs*[732] ». Pour le Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, la Ville aurait dû s'inspirer des mesures de suivi mises en place par certains arrondissements dans le cadre de leurs stratégies locales, telles que les comités de suivi mixtes impliquant élus, partenaires communautaires et institutionnels à Verdun et à Rosemont–La Petite-Patrie, ou encore les présentations annuelles à la population et les tables de concertation à Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et à Ahuntsic-Cartierville[733]. Chez tous ces participants, convier les représentants des milieux impliqués à une forme de consultation sur les modifications à apporter est donc nécessaire pour « *assurer la mise en œuvre et la réalisation des objectifs du Règlemen*t[734] ».

2.5 Les impacts économiques appréhendés

La section suivante aborde les impacts économiques appréhendés du règlement pour une métropole mixte, ce dernier étant considéré dans son ensemble.

2.5.1 L'offre et la demande de logements

De nombreux participants consacrent une part substantielle de leur argumentaire aux impacts du règlement sur l'offre et la demande de logements.

Afin de bien évaluer les implications financières du règlement, des acteurs économiques pensent que celui-ci « *ne devrait pas être étudié en ignorant le cumul des contributions récentes imposées aux développeurs montréalais*[735] ». Ces contributions sont les frais de parc, « *désormais calculés sur la valeur marchande plutôt que sur l'évaluation municipale*[736] », la redevance liée à la construction du Réseau express métropolitain (REM), l'obligation plus fréquente de décontaminer un site en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement[737] et le Règlement modifiant le Code de construction pour introduire des exigences en matière d'accessibilité à

[729] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8
[730] Prével, doc. 7.9, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 7
[731] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10
[732] Prével, doc. 7.9, p. 7
[733] Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, p. 5-6
[734] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 11
[735] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2
[736] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[737] Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5

l'intérieur des nouveaux logements d'habitation[738]. Pourraient également s'ajouter à celles-ci le projet de règlement sur la construction et la transformation de bâtiment (11-08), qui propose d'établir « *des superficies et des dimensions minimales à respecter pour les pièces d'un logement*[739] », ainsi que l'élargissement à la valeur de l'immeuble – et non plus seulement du bâtiment – du dépôt de garantie financière à des fins de conservation du patrimoine bâti[740].

Les hausses de prix des logements observées à Montréal « *ne proviennent pas de l'avidité des acteurs du milieu*[741] », mais résultent du cumul de ces exigences qui « *ont probablement dévoré une bonne part de la marge de manœuvre de plusieurs développeurs*[742]. » Or, selon l'Association de la construction du Québec, ces exigences issues de tous les paliers de gouvernement « *ne font l'objet d'aucune concertation et sont présentées à la pièce*[743]*. »* En excluant le projet de règlement pour une métropole mixte, leur application consolidée représenterait pourtant « *une hausse des prix de plus de 10 % au cours des deux dernières années*[744] », contribuant à rendre ces prix « *significativement plus élevés à Montréal que dans le reste de la RMR*[745] ».

L'APCHQ indique qu'une telle augmentation « *est de nature à influer sur les attentes des institutions de financement quant au risque et au rendement des investissements immobiliers résidentiels*[746] *»* d'où un recul possible de la disponibilité du capital pour les promoteurs immobiliers. D'après Richard Shearmur et Nik Luka, les promoteurs évoluent dans un environnement très compétitif où c'est leur part des profits – et non celle des consortiums financiers qui les soutiennent – qui est la plus exposée[747]. Ainsi, « *sans prétendre qu'aucune marge de manœuvre n'existe pour les promoteurs [...] il est crucial de bien appréhender les processus de promotion et de financement et de s'assurer que les règlements locaux ne vont pas étouffer la construction d'immeubles*[748]. »

Nombre de participants prédisent que le projet de règlement entraînera une hausse des coûts de production[749] et rendra plus difficile aux promoteurs « *d'offrir des produits accessibles à la*

[738] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Proment, doc. 7.117, p. 5; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 4; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 8
[739] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[740] *Ibid.*
[741] Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5
[742] La Corporation Cadillac Fairview Ltée, doc. 7.29, p. 6
[743] Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 3
[744] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 8
[745] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19
[746] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12
[747] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4
[748] *Ibid.*
[749] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 3; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 12; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Prével, doc. 7.9, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 3; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; DevMcGill, doc. 7.110, p. 4; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Proment, doc. 7.117, p. 4; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5, Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1

classe moyenne[750]*. »* La Corporation Cadillac Fairview affirme par exemple : « *Afin de trouver un financement, les développeurs qui doivent présenter des bilans positifs aux investisseurs n'auront d'autre choix que d'internaliser ces coûts dans les projets. Ils devront, de ce fait, rehausser les prix de vente ou de location des unités qui ne sont pas assujetties au règlement*[751]. »

La demande sur le marché locatif inquiète particulièrement. Alors que ce marché a représenté « *la moitié*[752] » des nouvelles constructions en 2018, la demande y est « *nettement moins élastique que celle pour les copropriétés*[753] ». S'il est possible que l'élasticité sur le marché du condo « *pourra moduler les prix*[754] » et faire en sorte que les acheteurs soient « *peu affectés*[755] », les hausses appliquées au locatif « *auront pour effet d'accroître la proportion des revenus consacrés au loyer des ménages au budget déjà serré*[756]*. »* Les impacts du règlement seront donc plus grands sur les performances financières des projets[757]. Selon Prével, le manque à gagner pour respecter les exigences du règlement en matière de logement abordable et familial sera même « *trop important pour être réparti sur le prix des autres unités*[758] », au point de compromettre la faisabilité des projets locatifs. Soulignant que ce mode de tenure est « *souvent une alternative pour les familles, les étudiants, les personnes à faible revenu ou les premiers arrivants qui ne peuvent accéder à la propriété*[759] », des intervenants demandent d'exclure les projets immobiliers locatifs du règlement[760].

L'effet du règlement sur les petits promoteurs cause également des appréhensions[761]. District Atwater et Maître Carré déclarent sans détour : « [...] *avec des conditions règlementaires comme celles suggérées, nous n'aurions pu nous établir dans le marché*[762]*. »* Ces intervenants prétendent que le règlement induira une augmentation générale des coûts et de la complexité du développement, « *deux facteurs qui diminuent grandement la capacité de nouveaux acteurs à percer le marché*[763]*. »* La Chambre de commerce du Montréal métropolitain ajoute que la solution d'accroître le nombre d'unités en guise de compensation n'est guère envisageable pour des promoteurs aux moyens limités[764]. La difficulté de supporter longtemps les coûts d'un terrain non développé jouerait également contre les petits promoteurs si le nouveau règlement devait entraîner des délais supplémentaires d'approbation des projets par la Ville[765].

[750] DevMcGill, doc. 7.110, p. 5
[751] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 4
[752] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[753] *Ibid.*
[754] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 3
[755] *Ibid.*
[756] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[757] Prével, doc. 7.9, p. 4
[758] *Ibid.*
[759] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3
[760] Prével, doc. 7.9.1, L. 300; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 3
[761] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12; Prével, doc. 7.9.1, L. 390; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 13
[762] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16
[763] *Ibid.*
[764] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32.1, L. 2708
[765] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 12

Le projet de règlement pose le risque, en somme « *d'évincer les petits joueurs pour concentrer le développement entre les mains de quelques gros promoteurs immobiliers uniquement, comme c'est le cas à Toronto*[766] ». Cela « *ne servira pas le marché*[767] », dit Prével. Une forte concurrence a pour avantages de « *limiter les excès de flambée de prix et de mieux répartir les bénéfices*[768] », en plus de favoriser l'innovation et la créativité qui confèrent à l'architecture un caractère hétérogène et riche[769]. Enfin, District Atwater et Maître Carré avancent que grâce à leurs structures plus souples, les entreprises de la relève sont en mesure d'entretenir une relation de proximité avec les populations locales. Elles peuvent ainsi aligner leur développement sur les attentes du milieu[770].

Pour les raisons précédemment exposées, certains croient que la mise en œuvre du règlement incitera les promoteurs privés à favoriser la réalisation de nouveaux projets immobiliers hors du territoire montréalais[771], en quête d'un meilleur rendement sur leur investissement et d'exigences municipales plus aisées à satisfaire[772]. Le cas échéant, une telle décision se traduira par une diminution de l'offre de logement, « *ce qui, à terme, affaiblira la métropole et nous éloignera de notre objectif d'inclusion*[773]*. »* District Atwater et Maître Carré prévoient en outre que l'augmentation du prix des logements neufs « *aura nécessairement des externalités significatives sur le parc de logements existant, en incitant davantage de reconversions de plex et de multi-logements en condominiums afin de contourner le règlement*[774]*. »* Il en résultera « *une baisse de stock de logements locatifs et une aggravation de la pénurie sur le territoire*[775] ».

Les interlocuteurs estimant que le règlement entraînera une hausse des coûts de production sont également d'avis que ces coûts se répercuteront sur la classe moyenne, d'où une diminution pour cette dernière de l'accessibilité au logement[776]. Selon le Groupe de Sociétés Westcliff, « *cette démarche apparaît comme peu équitable parce qu'elle exercera une forte pression financière sur une minorité de la population, les acheteurs et les locateurs de logement neuf non admissibles au*

[766] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 8
[767] Prével, doc. 7.9, L. 390
[768] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 13
[769] *Ibid.*
[770] *Ibid.*
[771] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 12; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 4
[772] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 6
[773] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3
[774] District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10
[775] *Ibid.*
[776] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 19; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 1; Prével, doc. 7.9, p. 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 4; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 3; DevMcGill, doc. 7.110, p. 4; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Proment, doc. 7.117, p. 4; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5, Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Devimco Immobilier, doc. 7.142, p. 1

règlement[777]*. »* DevMcGill pense que cette pression financière aura « *un effet dévastateur sur la capacité des personnes ayant un budget limité à habiter au centre de la métropole*[778] », de quoi décourager « *les jeunes adultes, familles et mêmes de plus en en plus des retraités qui sont à la recherche d'un mode de vie urbain et écologique*[779]. »

Si l'on peut « *néanmoins s'attendre à ce que les unités trouvent preneurs au début – forte demande aidant*[780] », nombreux sont ceux qui prévoient une « *aggravation de l'exode vers la banlieue*[781] » d'une partie de la classe moyenne[782]. D'après l'Institut de développement urbain, les prix plus faibles et la taille supérieure des propriétés, les espaces disponibles plus importants et la présence de gares du Réseau express métropolitain risquent fort d'inciter les ménages à s'établir en banlieue, malgré les heures supplémentaires passées à se rendre au travail[783]. DevMcGill conclut qu'en « *accentuant le départ de la classe moyenne et en créant seulement des logements pour les plus pauvres et les plus riches, le règlement risque d'être catastrophique pour le maintien d'une mixité sociale à Montréal*[784]*. »* Ce participant corporatif insiste du même souffle sur l'aptitude de la classe moyenne à faciliter la cohabitation entre les autres classes sociales[785].

Le Groupe de Sociétés Westcliff cite la SCHL[786], selon laquelle « *les investisseurs qui achètent une propriété pour accroître leurs revenus en la louant ont peut-être joué un rôle essentiel dans l'augmentation de l'offre de logements neufs*[787]*. »* Le Groupe estime donc que des mesures atténuant l'intérêt des investisseurs à financer la construction d'habitations pourraient nuire à l'offre de logements à long terme et, par le fait même, à l'offre de logement social, abordable et familial[788]*.* Prével s'exprime de façon similaire à propos des logements locatifs, affirmant que les résidents d'unités nouvellement construites – même si elles sont plus dispendieuses que l'offre existante – « *libèrent d'autres unités plus abordables et enlèvent ainsi une pression de la demande sur l'offre. Il est donc essentiel que les mises en chantier locatives se poursuivent*[789] ». Pour Mario Polèse, préserver cette « *fluidité de l'offre*[790] » en favorisant la construction résidentielle est « *la seule façon d'assurer que le logement reste globalement abordable*[791] » à Montréal. Le Groupe de Sociétés Westcliff croit d'autant plus nécessaire de « *maximiser le développement* »

[777] Le Groupe de Sociétés Westcliff
[778] DevMcGill, doc. 7.110, p. 7
[779] *Ibid.*
[780] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[781] DevMcGill, doc. 7.110, p. 7
[782] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 33; Prével, doc. 7.9, p. 5; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 6; DevMcGill, doc. 7.110, p. 7; Proment, doc. 7.117, p. 5; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 10; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5
[783]Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26
[784] DevMcGill, doc, 7.110, p. 7
[785] *Ibid.*
[786] Examen de l'escalade des prix des logements dans les grands centres métropolitains du Canada, doc. 3.5.6, p. 5
[787] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9
[788] *Ibid.*
[789] Prével, doc. 7.9, p. 4
[790] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4
[791] *Ibid.*

résidentiel en ces temps propices que l'activité immobilière pourrait « *ralentir prochainement*[792] ».

Plusieurs intervenants réclament des mesures compensatoires ou des incitatifs financiers face aux « *pertes de rentabilité*[793] » que le règlement pourrait occasionner aux promoteurs[794] et, plus particulièrement, pour l'assujettissement au règlement des projets de plein droit[795]. Ces mesures sont la bonification de la densité[796], la réduction de taxes ou de frais associés notamment aux permis de construction[797], la compensation totale ou partielle de taxe pour le Réseau express métropolitain[798], ainsi qu'une baisse des exigences relatives au stationnement ou à certaines normes[799].

Des interlocuteurs appréhendant que l'augmentation prévisible des coûts soit assumée par un nombre trop réduit d'individus, demandent de « *mettre à contribution le plus vaste éventail possible de contributeurs*[800]. » Un problème global nécessitant des solutions globales[801], il y aurait lieu de répartir « *l'effort financier à l'ensemble des ménages ou, à tout le moins, des ménages propriétaires*[802]. » Pour l'APCHQ, une façon d'opérationnaliser cette répartition sans taxation additionnelle serait « *comme la Ville le fait déjà pour l'eau, la voirie et l'ARTM, [de] réinvestir une partie des revenus supplémentaires en droits de mutation immobilière et en licences et permis découlant d'une activité immobilière plus importante que prévu*[803]*. »*

Certaines opinions concernant les impacts du règlement sur l'offre et la demande de logements divergent du scénario d'ensemble exposé précédemment. Rayside Labossière croit tout d'abord difficile de déterminer si l'application du règlement influencera le prix du foncier à la baisse, « *en raison des obligations supplémentaires associées au développement*[804] », ou à la hausse, « *en raison de la rareté des terrains disponibles pour le développement et la cession*[805]. » L'Association des groupes de ressources techniques du Québec estime, pour sa part, que « *l'arrivée de*

[792] Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 8
[793] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 5
[794] Dany Tremblay, doc. 7.17.1, L. 1560; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 3; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 5; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Proment, doc. 7.117, p. 6; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16; Kim Thibault, doc. 8.1
[795] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 2; Broccolini, doc. 7.134, p. 3
[796] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 13; Prével, doc. 7.9, p. 3; Dany Tremblay, doc. 7.17.1, L. 1560; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29, p. 6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Le Groupe de Sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 5; Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 3; Ensemble Montréal, doc. 7.109, p. 23; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Proment, doc. 7.117, p. 6; District Atwater inc et Maître Carré, doc. 7.120, p. 16; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6
[797] Proment, doc. 7.117, p. 6
[798] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6
[799] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[800] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 38
[801] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 5
[802] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 23
[803] *Ibid.*
[804] Rayside Labossière, doc. 7.3, p. 36
[805] *Ibid.*

nouvelles règles du jeu ne bousculera pas le marché ni les prix de vente ou de revente[806]. » De telles règles s'inscrivent en continuité avec la Stratégie d'inclusion, et viennent « *rééquilibrer les obligations pour tous, exiger plus d'équité pour les promoteurs immobiliers petits et grands*[807]. » Simon Tremblay-Pépin qualifie les mises en garde contre l'augmentation des prix et la diminution des projets découlant du règlement, de « *cris de panique lancés par une industrie qui se voit contrainte de tenir compte de ses effets sociaux plus larges*[808] ».

En référence à l'augmentation des prix des nouveaux logements, un citoyen juge prioritaire de calmer l'effervescence spéculative du marché afin de diminuer les coûts de construction[809]. Il cite en exemple la Ville de Vancouver, « *where a building boom of high-rise towers has resulted in an even worse housing crisis, where up to half of the units built don't even have residents living in them while the owners don't even need any to be profitable*[810]. »

2.5.2 L'indexation des montants prévus au règlement

Le projet de règlement prévoit qu'à partir de son entrée en vigueur le 1er janvier 2021, tous les montants inscrits, à savoir les contreparties financières de la Ville, les contributions financières des promoteurs et les prix et loyers maximaux pour le logement abordable, seront indexés de 2 % annuellement[811].

De nombreux participants ont signifié leur désaccord face au pourcentage de cette indexation et à sa nature invariable. Richard Shearmur et Nik Luka font d'abord remarquer que « *les coûts de construction et de financement n'augmentent pas nécessairement au taux annuel de 2 %, mais suivent plutôt le prix des matériaux, les conventions collectives dans les métiers de la construction, et le coût de l'argent sur les marchés financiers*[812]. » Plusieurs participants notent que le niveau d'indexation proposé par la Ville est « *en deçà de l'augmentation du marché*[813] », ce qu'attestent les hausses de valeur des propriétés de 5,9 % au rôle d'évaluation 2017-2019, et de 13,7 % au rôle 2020-2022[814].

L'une des principales inquiétudes face à une indexation « *insuffisante pour suivre la cadence immobilière*[815] », est que les contributions financières deviendront rapidement plus intéressantes que les cessions d'immeubles aux yeux des promoteurs[816]. Pour reprendre la

[806] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 10
[807] *Ibid.*
[808] Simon Tremblay-Pépin, doc. 7.144, p. 2
[809] Louis Rastelli, doc. 8.1
[810] *Ibid.*
[811] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 26
[812] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7
[813] Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15
[814] *Ibid.*
[815] Prével, doc. 7.9, p. 4
[816] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 36; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 9

formulation du Groupe CDH, « *la contribution financière représentera une moins grande perte que le manque à gagner liée à la cession des immeubles*[817]. » Par ailleurs, les contreparties financières progressant moins vite que la valeur des terrains, les promoteurs se sentiront tout de même « *pénalisés*[818] » et tendront à multiplier les « *petites unités à des prix très élevés*[819] » dans la portion du projet au prix du marché. L'écart par rapport au marché fera en sorte que les contributions financières ne suffiront pas à l'achat d'autres sites pour du logement social[820]. Quant à l'abordabilité « *déjà relative*[821] » des logements abordables, elle « *ne fera que s'étioler au fil des années*[822] », si l'on considère que l'augmentation annuelle du revenu médian au Québec fut inférieure à 1 % entre 2005 et 2015. La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal croit qu'une indexation annuelle de 2 % « *risque de rendre l'ensemble du mécanisme incapable de fonctionner d'ici quelques années*[823]. »

En réponse aux difficultés entrevues, des participants proposent que l'indexation reflète plutôt les variations du marché par le biais d'ajustements périodiques[824]. L'Institut de développement urbain suggère d'indexer les montants « *annuellement selon un indice de prix immobiliers à déterminer* », tel que l'indice de Statistique Canada des prix de la construction des bâtiments résidentiels par RMR[825]. Bâtir son quartier note cependant que la Ville « *ne se donne aucun pouvoir par ordonnance et devra donc à chaque fois passer au conseil municipal pour modifier le Règlement*[826]. » Par conséquent, « *il faut qu'elle se donne cette souplesse-là pour être agile, rapide, qu'on ne soit pas obligé de repasser à [l'OCPM] ou qu'on aille à l'agglomération, à la CMM. Que ça puisse se faire par l'exécutif*[827]. » note l'organisme.

2.6 Les autres considérations

Cette dernière section du chapitre 2 couvre l'éventail des propositions de diverses natures visant à étendre la portée du projet de règlement.

[817] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3
[818] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 11
[819] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18
[820] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 13; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 11; Comité de logement Rosemont, doc. 7.15, p. 11; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 10; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 14; Comité logement Ahuntsic Cartierville, doc. 7.26, p. 12
[821] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8
[822] *Ibid.*
[823] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7. 57, p. 12
[824] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 39; Prével, doc. 7.9, p. 7; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; Bâtir son quartier, doc. 7.23.1, L. 3830; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 18; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 14-15; Association des biens immobiliers du Canada, doc. 7.114, p. 3; Rachel Julien, doc. 14
[825] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45
[826] Bâtir son quartier, 7.23, p. 8
[827] Bâtir son quartier, 7.23.1, L. 3840

2.6.1 La préservation du logement locatif et du logement abordable

Au fil des interventions, différents moyens ont été proposés pour préserver et accroître la part des logements locatifs et abordables. Ce sont : la création d'un registre municipal du logement, l'application du règlement à la conversion du logement locatif en copropriété, la création d'un fonds de protection de l'abordabilité et la part de logement locatif dans les nouveaux projets.

La création d'un registre municipal du logement

De nombreux participants recommandent à la Ville de créer son propre registre du logement, toutes tenures confondues, en attendant la création d'un registre national[828]. Basé sur le rôle d'évaluation municipal, un tel registre contribuerait à freiner la spéculation affectant le parc de logements locatifs, en fournissant aux locataires montréalais un historique des loyers et des moyens de contestation[829] propres à « *ne pas subir des augmentations abusives de loyer*[830]*. »* De même, étant donné l'absence de conditions d'admissibilité et de dispositions assurant la pérennité du logement abordable et du logement familial au prix du marché (voir 2.3.4), ce registre permettrait d'effectuer « *le suivi des ventes de condos abordables*[831] *»* afin d'éviter *« la spéculation foncière qu'un volet abordable pourrait faire naître*[832].

L'application du règlement à la conversion du logement locatif en copropriété

Face à l'intensité du phénomène de conversions en copropriétés, tel que relaté à la section 2.1.1, quelques propositions visent à garantir le caractère « *pérenne et stable*[833] » du parc de logements locatifs existant. Des intervenants estiment que l'application du règlement aux conversions en copropriétés, par exemple en exigeant une contribution financière pour le développement de logement social[834], contribuerait à « *protéger les locataires déjà en place lorsqu'il y a une*

[828] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 8; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Multi-Femmes INC., doc. 7.44, p. 6; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 6; LogisAction Notre-Dame-de-Grâce, doc. 7.56, p. 14; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un toit en ville, doc. 7.85, p. 6; Sous le toit de PAL, doc. 7.122, p. 6; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1; Zora Pagé, doc. 8.1

[829] Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, doc. 7.30.1, p. 1341-1385

[830] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; 870, Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

[831] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 10; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 9; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 9; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 10; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2

[832] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 28

[833] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6

[834] Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 8; Mélanie Baril, doc. 8.1; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

rénovation majeure ou un changement de propriétaire[835]*. »* Pour leur part, Les Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne en appellent à « *une intervention proactive et concertée des pouvoirs municipaux*[836] *»* par l'application d'un ensemble de mesures. En plus d'instaurer une « *taxation dissuasive* » sur les conversions, l'organisme recommande à la Ville d' :

- *« utiliser son pouvoir d'inspection pour s'assurer que les permis de construction, rénovation et transformation octroyés n'ont pas été utilisés tout simplement pour expulser les locataires et hausser le coût du loyer sans procéder à la réalisation des travaux, le permis n'étant pas garant de la réalisation des travaux;*
- *utiliser les nouveaux pouvoirs accordés par Québec [...] afin d'acquérir à des fins de logements communautaires tout immeuble dont l'état de délabrement présente un risque pour la santé et la sécurité des personnes et un risque de faire l'objet d'un développement spéculatif;*
- *exercer le droit de préemption accordé par Québec [...] afin de cibler les secteurs à forte teneur locative et assurer leur protection contre les conversions*[837]*. »*

La création d'un fonds de protection de l'abordabilité

Parce que le manque de terrains vacants y favorise les « *achats rénovations* » aux dépens des « *développements de gros projets de condos*[838] », des organismes de Parc-Extension réclament pour leur quartier un « *Fonds de protection de l'abordabilité [...] pour soutenir l'acquisition de logements existants par des sociétés acheteuses, dans le but d'en protéger le caractère réellement abordable*[839]. » Pour ces participants, la pertinence d'un tel fonds tient, non seulement à l'inapplicabilité relative du fonds de contribution prévu au règlement, mais aussi au contexte immobilier du secteur :

> *« [...] quand on voit une opportunité pour développer un projet dans le quartier, puisqu'il y a beaucoup, beaucoup de spéculation, beaucoup de compétition, on n'est pas capable de rentrer dans les programmes non seulement à cause des contraintes financières, mais à cause des contraintes de temps. Parce que les compétiteurs au privé sont capables de sortir des immeubles très rapidement en payant comptant. Et les programmes en place demandent des promesses d'achat de six mois, de douze mois, de dix-huit mois puis on voit des immeubles sortir dans 48 heures. Donc, si on avait un fonds de réserve, on pourrait sortir des immeubles, les étudier proprement et ensuite s'ils ont du potentiel, les développer sinon les remettre sur le marché*[840] *».*

[835] Ginette Hébert, doc. 8.1
[836] Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 6
[837] *Ibid.*
[838] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 2040-2070
[839] Brique par brique, doc. 7.13, p. 11; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 15
[840] Brique par brique, doc. 7.13.1, L. 2040-2070

La part de logement locatif dans les nouveaux projets

Alors que de nombreux participants souhaitent que soient abandonnés les 20 % de logement abordable requis au profit du logement social et communautaire, d'autres suggèrent de remplacer cette exigence par une proportion égale de logement locatif[841]. Le règlement doit contribuer à « *maintenir un bassin de locataires* », selon Communauté Saint-Urbain[842]. Les raisons avancées par l'organisme sont que Montréal est « *une ville de locataires* », que « *les condos aussi ont des limites en termes de participation démocratique* », et que le règlement laisse « *dans un flou* » la population incapable d'accéder tant au logement social qu'à la propriété[843].

2.6.2 Le logement social dans son milieu

Outre la construction des logements sociaux, de nombreux participants estiment que la localisation de ces logements, la présence sur place de soutien communautaire, l'accessibilité universelle des divers espaces et la proximité de services adéquats influencent de façon déterminante la qualité de vie de leurs résidents.

La localisation des nouveaux logements sociaux et abordables

Plusieurs répondants soulignent l'importance d'un contexte d'insertion répondant aux besoins des ménages qui y résident, ayant estimé, à la suite de la soirée d'information tenue le 19 septembre 2019, une absence de considération de la Ville quant à la localisation des futurs logements sociaux à construire hors site[844].

Le fait que le logement social « *s'adresse souvent aux personnes aînées à faibles revenus ainsi qu'aux personnes à mobilité réduite*[845] » rend primordial d'accéder, à distance de marche, aux transports en commun et aux services de proximité[846]. Multi-Femmes inc. traduit cet enjeu par la possibilité pour ces personnes « *d'exercer tant leur subsistance que leur droit fondamental à vivre dans l'espace public*[847]. » L'organisme demande que le règlement prenne en compte ce principe d'accessibilité, d'autant plus que « *la Mairesse s'est engagée à l'ONU à réduire les émissions de gaz à effet de serre de Montréal de 55 % d'ici 2030*[848]. » Par ailleurs, si l'implantation

[841] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 6
[842] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3495-3545
[843] *Ibid.*
[844] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 4; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6-7
[845] Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 2
[846] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 29; Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 4; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 6-7; Brin D'ELLES, doc. 7.59, p. 6; Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu, doc. 7.62, p. 6; Le sac à dos, doc. 7.63, p. 6; OSBL Habitation Montréal, doc. 7.66, p. 7; Maison St-Dominique, doc. 7.67, p. 6; Maison l'Éclaircie de Montréal, doc. 7.70, p. 7; Chambreclerc, doc. 7.74, p. 6; Association Logement Amitié Inc., doc. 7.75, p. 7; Les Toits de Mercier, doc. 7.78, p. 7; Espace La Traversée, doc. 7.82, p. 7; Sophie Girondin, doc. 7.83, p. 4; Un Toit En Ville, doc. 7.85, p. 6
[847] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 4
[848] *Ibid.*

de logements sociaux dans « *des secteurs attrayants et recherchés (localisation avantageuse, proximité de services, milieu de vie de qualité)* » est souhaitable pour la préservation de la mixité, Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé soutient « *qu'une mixité réussie est celle où chaque composant de la société a accès aux services dont il a besoin et ce, peu importe son pouvoir économique*[849]. » En ce sens, « *prévoir des espaces à vocation communautaire et social aidera à une meilleure cohabitation puisque la création ou l'implantation des services de proximité sera plus facile*[850]. »

En somme, s'assurer que tous les résidents d'un quartier trouvent des réponses à leurs besoins passe par une planification urbaine cohérente : « *Il serait contre-productif, par exemple, d'obliger d'inclure des logements familiaux dans des secteurs inadéquats pour les familles*[851]. » Indiquant que l'attrait d'un milieu de vie pour les familles commence par « *un nombre suffisant de places en garderie, l'implantation d'écoles de qualité, l'accès à des parcs sécuritaires et à des infrastructures de loisirs adéquates*[852] », Broccolini prétend que le règlement « *ne peut trouver sa cohérence sans un engagement clair*[853] » de la Ville à cet égard.

La Direction régionale de santé publique de Montréal met l'emphase sur l'implantation des logements sur des sites « *sains* », c'est-à-dire « *éloignés des sources de menaces à la santé (bruits, proximité de autoroutes, sols contaminés, sources de pollution de l'air, etc.)*[854]. » À ce sujet, elle prescrit des « *zones tampons entre les générateurs de risques et les projets résidentiels*[855]. »

Afin de garantir une insertion réussie des logements sociaux, des participants recommandent l'implication de la communauté locale dans le processus[856] ainsi que « *la détermination des critères géographiques (et de qualité) qui détermineront où seront redirigés les projets qui ne peuvent être développés sur site*[857] ».

Le soutien communautaire

Au sujet des résidents de logements sociaux ayant des besoins spécifiques, la Fédération des OSBL d'habitation de Montréal note que si « *la mixité sociale est un objectif louable [...] elle ne se fait pas toujours de façon harmonieuse si elle n'est pas assortie de conditions gagnantes pour une intégration réussie dans le quartier*[858]*. »* En conséquence, le règlement devrait s'assurer que

[849] Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3
[850] *Ibid.*
[851] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 9
[852] Broccolini, doc. 7.134, p. 5
[853] *Ibid.*
[854] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 35
[855] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28.2, L. 1930-1970
[856] Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24.2, L. 2251-2310; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 6
[857] Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 6
[858] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9

la construction de ces logements « *soit accompagnée des fonds nécessaires pour l'obtention de soutien communautaire dans le milieu*[859]. »

L'accessibilité universelle

Divers groupes et citoyens ont relevé des difficultés en lien avec l'accessibilité universelle du parc de logements sociaux. L'organisme Communauté Saint-Urbain recommande d'abord à la Ville d'élaborer, en collaboration avec les acteurs du milieu, des normes de construction en matière d'accessibilité universelle qui dépasseraient celles du Code du bâtiment[860] :

> *« [...] actuellement, on a des projets que, oui, le Code du bâtiment va dire : " Faites ça, faites ça, faites ça, puis ça va être accessible. " Mais ce n'est pas vrai, O.K. Il faut un plus et malheureusement, les programmes existants ne paient pas pour ça. Alors, si ton OBNL n'a pas les reins solides, bien, il ne paiera pas les suppléments*[861]*. »*

L'actualisation des normes se traduirait par ce que Rayside Labossière nomme la « *super-adaptabilité des unités*[862] ». La conception des logements doit s'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap : « *C'est une question de s'assurer que derrière le mur de la salle de bain, c'est solidifié pour permettre l'installation d'une barre d'appui*[863]. » Pour des participants, « *assurer que l'accessibilité universelle soit un critère d'approbation obligatoire*[864] » des projets permettrait de « *maintenir beaucoup plus longtemps*[865] » dans leurs lieux de vie les personnes concernées, par le biais des soins à domicile. Cela permettrait également d'éviter des situations telles que celle racontée par Dominique Marsan, une personne en situation de handicap visitant sa mère en fin de vie[866]. Enfin, si prévoir l'adaptabilité d'un logement à sa construction peut être coûteux, « *imaginez le coût à falloir le faire après*[867] », dit une citoyenne.

Cette dernière recommande une meilleure gestion du parc de logements adaptés administré par la Ville, considérant que beaucoup de ces logements « *sont attribués à des personnes qui ne sont même pas handicapées*[868] ». La création d'un registre des logements adaptés en faciliterait la visibilité et donc leur juste attribution[869].

[859] Multi-Femmes inc., doc. 7.44, p. 5; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 9; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 11
[860] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11.1, L. 3378-3384
[861] *Ibid.*
[862] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L. 795-830
[863] Jody Negley, doc. 7.133.1, L. 950-976
[864] *Ibid.*
[865] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L. 795-830
[866] Dominique Marsan, doc. 7.140.1, L. 252-300
[867] Jody Negley, doc. 7.133.1, L. 950-976
[868] *Ibid.*
[869] *Ibid.*

Les services de proximité

L'évolution générale du marché immobilier montréalais a suscité des commentaires en faveur de la préservation des services de proximité. Julien Deschênes suggère que « *les principes qui guident le règlement devraient aussi être étendus aux usages culturel et commercial*[870] », des fonctions « *aussi cruciales à l'écosystème que le résidentiel et [qui] contribuent tout autant sinon plus au développement d'une métropole mixte*[871]. » Selon un participant, les projets de développement résidentiel devraient aussi contribuer à soutenir ce type de fonctions. La Coalition montréalaise des tables de quartier note que « *certaines interventions ne sont pas développées dans le règlement, et permettraient pourtant à la Ville de se doter d'outils supplémentaires afin de jouer un rôle plus structurant pour atteindre les objectifs de mixité, de cohésion et d'inclusion*[872]. » Elle propose l'élaboration d'une stratégie complémentaire basée sur ces objectifs, « *avec un souci particulier pour le maintien des offres commerciales et communautaires qui desservent les quartiers*[873]. » La Coalition est également d'avis que certains locaux vacants dans les bâtiments de logement social auraient avantage à être mutualisés, afin de permettre leur utilisation par des groupes communautaires[874].

2.6.3 La production des logements social, abordable et familial

Les modes de production des logements social, abordable et familial inscrits au règlement ont suscité de nombreuses interventions réclamant davantage de clarté et de flexibilité.

La sélection des projets de logement social

Alors que la Ville se réserve le droit de désigner l'organisme porteur d'un projet de logement social[875], de nombreux intervenants se questionnent quant à l'absence de critères ou de processus officiels justifiant ce choix. Selon certains, l'établissement de critères serait pourtant utile « *afin de déterminer, en fonction de la localisation du terrain cédé et des besoins exprimés par la communauté, quelles populations devraient être priorisées dans un projet donné, ainsi que le mode de tenure*[876]. » La Ville aurait donc intérêt à appuyer ses décisions en s'appuyant sur l'expérience d'organismes locaux de type comités logement, ou de regroupements locaux tels que les tables de quartier et les tables en habitation[877]. Selon Inter-Loge, l'arbitraire auquel cette

[870] Julien Deschênes, doc. 7.41, p. 2
[871] *Ibid.*
[872] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 10
[873] *Ibid.*
[874] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 8
[875] Ville de Montréal, Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019, doc. 3.1, p. 18
[876] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17
[877] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 11; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 10

situation laisse place appelle à une gestion plus transparente et équitable des fonds publics[878]. L'organisme recommande la création de comités permanents d'évaluation et de sélection des projets de logements sociaux pour chacun des arrondissements, afin d'assurer *« une meilleure représentativité des besoins locaux*[879] » et d'identifier « *les meilleurs porteurs pour chacune des opportunités de développement*[880] ».

Des intervenants déplorent la « *forte concentration*[881] » des livraisons d'unités sociales entre les mains de quelques groupes porteurs, certains arguant que « *le Service de l'habitation devrait prendre acte que les GRT ne sont pas les seuls représentants de la communauté, comme il semble parfois le croire*[882]. » Au lieu de restreindre la diversité et l'expertise des porteurs de projets, Atelier habitation Montréal croit que la Ville devrait « *fortement encourager les promoteurs privés à diversifier leurs livreurs communautaires*[883] » si elle souhaite atteindre ses objectifs. Proposant une « *nouvelle forme de mixité dans de grands ensembles immobiliers en requalification de type "social + condo + locatif + abordable + bureau"* », le Groupe MACH suggère d'en confier systématiquement l'administration à des OBNL d'habitation, pour tout projet de plus de 50 unités. Selon le Groupe :

> *« Dans un tel modèle, les fonctions qui auraient été habituellement réalisées par un groupe de ressources techniques (GRT) pour lancer le projet seraient désormais exécutées entièrement par un OBNL d'habitation, car le double niveau d'administration dans les projets d'envergure (et les coûts qui s'y rattachent), comme c'est imposé présentement, ne serait plus nécessaire, ni justifié [...] Cette mesure permettrait d'apaiser l'inquiétude chronique des services de l'habitation de la Ville de Montréal voulant que les coopératives d'habitation ne savent pas gérer un projet comportant une très grande quantité d'unités ou encore que leurs membres n'ont pas les compétences ou le niveau de mobilisation nécessaire pour travailler en cogestion avec un syndicat de copropriétaires ou un gestionnaire immobilier*[884]*. »*

La collaboration entre OBNL et promoteurs

Dans un esprit similaire à celui relaté au point précédent, des participants sont favorables à une collaboration plus soutenue entre les promoteurs privés et les organismes à but non lucratif. De meilleurs échanges en amont des projets de développement permettraient de « *réellement répondre aux besoins*[885] » des milieux, selon le Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent. En matière de logement abordable, Vivacité - Société immobilière solidaire croit également que

[878] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 10; Corporation de développement communautaire, doc. 7.111, p. 6
[879] Inter-Loge, doc. 7.8, p. 10
[880] *Ibid.*
[881] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8
[882] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 26; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 9
[883] Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 8
[884] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 6
[885] Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

l'ajout au règlement de mesures favorisant la collaboration entre ces parties, produirait une abordabilité à la fois meilleure et pérenne[886].

Du côté des promoteurs privés, le Groupe MACH estime que sa contribution importante au développement du logement social devrait justifier sa participation au processus décisionnel, dans plus de transparence :

> *« Présentement, on est après développer des sites dans lesquels il y a beaucoup de logement social et on est exclu du choix des négociations qui se font avec les groupes avec lesquels on va partager les sites. [...] On ne sait pas quelles vont être les clientèles cibles, qui vont être les GRT avec qui on va travailler, et, un des points, on veut pouvoir choisir nos partenaires*[887]. »

Par ailleurs, situant à moins de 500 la production annuelle de logements sociaux sur l'île de Montréal ces dernières décennies, le Groupe MACH ajoute que la structure actuelle de production par projets isolés de 40 ou 50 unités « *ne répond pas [...] aux carences qu'on a présentement*[888]. » Aux yeux du Groupe, la solution repose dans l'intégration de gestionnaires professionnels de type OBNL détaillant des « *besoins structurés*[889] », à des équipes « *capables de mettre de l'avant des projets d'envergure majeure*[890]. »

La mise en commun des exigences

Non incluse au projet de règlement, la mise en commun des exigences entre promoteurs a été évoquée par deux participants. Parce que le modèle d'affaires d'un projet, sa localisation et les services disponibles à proximité « *peuvent influencer la pertinence de créer des logements sociaux et abordables in situ* », le Groupe Sélection estime « *fallacieux d'amorcer la réflexion en considérant qu'il est nécessaire d'inclure des logements sociaux et abordables dans chaque nouveau projet de construction*[891]. » Ainsi, le transfert des obligations entre promoteurs, « *sans passer par l'intermédiaire de la Ville*[892] », permettrait à ceux-ci de « *combiner leurs obligations dans le même projet social et abordable, de façon à réduire les coûts*[893]. » Le Groupe CDH y voit plutôt un moyen d'atteindre les minimums de superficie résidentielle visés par le règlement[894], afin que « *le 20 % social se concrétise le plus souvent possible* » par une cession d'immeuble[895]. Maintenir à 20 % plutôt qu'à 22 % la part de logement social exigée, même si le terrain cédé n'est

[886] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11
[887] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1725-1745
[888] *Ibid.*
[889] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1890-1934
[890] Groupe MACH, doc. 7.18.2, L. 1747-1772
[891] Groupe Sélection, 7.135, p. 6
[892] *Ibid.*
[893] *Ibid.*
[894] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[895] Groupe CDH, doc. 7.34.1, L. 2185-2215

pas adjacent à leur projet, pourrait notamment encourager les promoteurs à prendre cette initiative[896].

La substitution des exigences

Considérant que « *la ville de Montréal a des besoins multiples et [que] ces besoins sont différents selon l'environnement dans lequel un projet se trouve*[897] », des acteurs économiques demandent d'autoriser la substitution de certaines exigences. La Chambre de commerce du Montréal métropolitain note que le règlement « *ne tient pas compte des projets à vocation particulière* », et que ses modalités d'application n'incluent aucun critère qualitatif[898]. Il y aurait lieu, selon ces participants, de « *faire preuve de plus de flexibilité [...] dans certaines conditions particulières complexes*[899] » telles que la conservation d'immeubles patrimoniaux, ou de « *ne pas nuire aux projets qui souhaitent se démarquer*[900] » sur les plans architectural et environnemental. De même, l'inclusion aux projets de salles communautaires, d'ateliers d'artistes, d'agriculture urbaine communautaire ou d'espaces culturels devrait pouvoir satisfaire aux exigences du règlement en matière de logement social[901].

Le réemploi de l'existant

Une variété de participants croit nécessaire de réviser le projet de règlement pour que celui-ci ait des retombées dans des secteurs fortement bâtis ne comprenant que peu de terrains vacants[902]. En ce sens, la recommandation la plus fréquente faite à la Ville consiste à « *prévoir et développer des mécanismes pour l'achat de terrains ou d'immeubles occupés dans le but de les convertir en logements sociaux*[903] », ou de façon similaire, à « *permettre la cession d'immeubles occupés*[904] *»* dans ce même objectif. Entre autres mécanismes permettant d'acquérir des immeubles occupés, des groupes mentionnent l'utilisation du fonds de contribution[905], la reprise de bâtiments pour cause d'insalubrité ou de non-paiement de taxes foncières[906], et la saisie de bâtiments laissés à l'abandon[907]. Quant à la possibilité même d'acquérir des logements pour leur

[896] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4
[897] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[898] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8
[899] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 25
[900] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[901] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 25; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[902] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 6; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 22; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 14; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7
[903] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21
[904] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 4
[905] Brique par brique, doc. 7.13, p. 12; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 21; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; L'Ancre des Jeunes, doc. 7.107, p. 2
[906] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 4; Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4
[907] France Franc, doc. 7.108, p. 1; Sébastien Jean, doc. 8.1

conférer une vocation communautaire, une représentante de la FECHIMM rappelle que la chose s'est déjà pratiquée à Montréal : « *[...] il y a beaucoup de choses dont on doute aujourd'hui, mais qui ont déjà existé. [...] Quand le RCM a pris le pouvoir, [...] je demeurais aussi à Côte-des-Neiges dans les rues qui avaient mauvaise réputation, et il y a eu des achats massifs d'immeubles d'appartements pour les socialiser*[908]. »

Soulignant que le projet de règlement est basé « *exclusivement sur le neuf*[909] », l'Institut de développement urbain suggère la possibilité pour un promoteur « *de s'acquitter de ses obligations en rénovant des logements existants à des fins d'habitation abordable*[910]. » D'après l'IDU, une telle mesure stimulerait la mise à niveau du parc de logements privés, dans un contexte où « *8 % des ménages de la Ville de Montréal disent occuper un logement nécessitant des réparations majeures*[911] ». Ces logements pourraient être inscrits au « *répertoire de vulnérabilité*[912] » proposé par le Conseil jeunesse de Montréal, qui aurait pour fonction de « *déterminer les bâtiments vacants à revaloriser dans le cadre de projets d'habitation cédés ou construits clés en main par les promoteurs*[913]. »

Le Comité logement Lachine-LaSalle voit dans le changement d'affectation de grands immeubles à des fins résidentielles, l'occasion d'y développer du logement social et communautaire[914]. L'organisme soutient toutefois que la préservation de la mixité socio-économique dans les quartiers « *ne saurait se réaliser par un développement qui repose sur une échelle de 20 logements communautaires pour 80 logements en condominium*[915] ». Il faudrait par conséquent hausser le pourcentage d'inclusion exigé, voire « *permettre aux conseils d'arrondissement de fixer l'exigence majorée de logements communautaires de façon suffisamment élevée pour [...] favoriser l'acquisition de ces immeubles par des coopératives et des OSBL d'habitation*[916]. »

2.6.4 L'intégration de modèles variés

Divers commentaires traduisent la volonté « *d'encourager l'expérimentation*[917] » et d'intégrer au règlement « *des modèles innovateurs d'habitations inclusives*[918] ». Pour ce faire, et pour favoriser la diversification des acteurs immobiliers, il est notamment recommandé de « *renforcer l'appui aux projets portés par des groupes ou des organisations à but non lucratif qui présentent des caractéristiques et des modes de tenures qu'on retrouve trop peu sur le marché*[919]. »

[908] Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21.1, L. 1173-1180
[909] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 36-37
[910] *Ibid.*
[911] *Ibid.*
[912] Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 13
[913] *Ibid.*
[914] Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2
[915] *Ibid.*
[916] *Ibid.*
[917] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 45
[918] *Ibid.*
[919] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4

La mixité des fonctions et des tenures

S'appuyant sur leur propre expérience dans le changement de vocation de l'Hôtel-Dieu, les représentants de Communauté Saint-Urbain croient que le règlement devrait permettre « *à de nouvelles formes de projet d'émerger, notamment des projets sociaux regroupant différentes fonctions au sein du même bâtiment*[920] ». Pop Maya Labs MTL invite aussi à « *s'affranchir des codes habituels de la construction pour chercher à développer des projets "sur-mesure", adaptés à l'environnement local et proposer une richesse de programmes et des qualités de services urbains plus poussés*[921]. » Reposant sur la fédération d'acteurs locaux par un promoteur, les grands projets urbains sont alors pensés comme « *des lieux mixtes où les activités se croisent et se regroupent*[922]*. »*

La Corporation Cadillac Fairview cite l'exemple de la Ville de Chicago, où un partenariat entre la Chicago Housing Authority et la Chicago Public Library s'est conclu par la réalisation de trois projets alliant chacun une bibliothèque à un ensemble d'habitations à loyers mixtes (« *mixed-income housing* »). Grâce à un concours architectural, la Chicago Housing Authority s'est assurée que les trois firmes d'architectes sélectionnées produisent « *an architecturally significant and community-inclusive building*[923]. » Les critères de sélection étaient :

> *« - the quality and context of the architecture relative to each site*
> *- the sustainability of the building systems and materials*
> *- their respective layout, landscaping and design innovations*[924] *».*

À l'instar de l'organisme Communauté Saint-Urbain, des participants croient nécessaire de « *redéfinir la notion de mixité et du vivre-ensemble*[925] », par exemple en facilitant « *la cohabitation de différentes populations dans un même bâtiment, voire sur un même étage*[926]. » Le Groupe MACH élabore sur ce point :

> *« Nous pensons même qu'en ayant recours à des droits superficiaires, du logement social pourrait être cédé sur plusieurs étages au sein d'une grande tour en copropriété. Car si l'objectif premier est vraiment de fournir de l'habitation abordable à des gens qui en ont besoin, sans vision dogmatique ni préjugés, il n'y a pas de raison de les empêcher de cohabiter avec des propriétaires de condos ou des employés de bureaux. Évidemment, certaines dispositions visant à protéger spécifiquement le logement social dans un tel*

[920] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7
[921] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 1
[922] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 2
[923] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29.4, p. 2
[924] La Corporation Cadillac Fairview Limitée, doc. 7.29.4, p. 5
[925] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 4
[926] *Ibid.*

système devraient être déployées, mais nous estimons qu'il est grandement temps de réinventer le modèle pour le bien de tous[927]*. »*

Conscient que ce type de mixité n'est pas une voie privilégiée par la Ville de Montréal, le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal croit que « *cette avenue doit tout de même être considérée, en tirant des leçons des expériences menées par le passé, ainsi que dans d'autres villes du Canada et dans le monde*[928]. »

La création et le maintien de l'abordabilité

En réponse aux objectifs de la Ville en matière d'abordabilité[929], des interlocuteurs croient possible d'appliquer des « *formules permettant de concilier propriété privée et abordabilité à perpétuité*[930]. » La principale proposition à ce sujet provient de Vivacité - Société immobilière solidaire, qui mise sur un modèle de capitalisation partagée. D'après cet organisme, la capitalisation partagée s'adresse aux ménages de la classe moyenne « *disposant de revenus avoisinant le revenu médian, souhaitant devenir propriétaires, admissibles à un prêt hypothécaire, mais ne disposant pas d'une mise de fonds suffisante*[931]. » Vivacité permet au ménage d'accéder à la propriété en lui versant le montant correspondant à la mise de fonds, qu'il n'aura pas à rembourser. Plus tard, lorsque le ménage souhaitera vendre, il conservera les sommes personnellement investies, plus 25 % de l'appréciation de la valeur marchande. Vivacité gardera les 75 % restants de la plus-value de manière à poursuivre ses activités[932]. Une telle méthode comporte plusieurs avantages selon l'organisme :

- alors que les programmes d'aide à la personne utilisent les fonds publics sous forme de dépenses, la capitalisation partagée « *permet un recyclage complet des investissements publics initiaux*[933] » en continuant à « *soutenir l'abordabilité au fil du temps pour les générations futures*[934] »;
- la capitalisation partagée capte ensuite les valeurs foncières associées aux marges bénéficiaires et aux plus-values « *pour non seulement créer un commun, mais le faire fructifier en tant qu'actif collectif, sans qu'un apport public ne soit requis*[935] »;
- en limitant le recours des ménages au crédit, elle favorise une « *réduction significative*[936] » de leur endettement;

[927] Groupe MACH, doc. 7.18, p. 5
[928] CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17
[929] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 10
[930] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 22
[931] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[932] *Ibid.*
[933] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 18
[934] *Ibid.*
[935] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 7
[936] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 17

- en leur permettant de devenir propriétaires et de conserver une part de la plus-value à la vente, elle accroît leur autonomie financière[937].

Donnant l'exemple de la SCHL, l'APCHQ souligne que ce principe implique pour les acheteurs de souscrire à un programme, avec « *l'avantage de permettre la sélection des ménages qui sont admissibles*[938]. »

Vivacité - Société immobilière solidaire dit s'être inspirée du Community Land Trust Network fondé en 1975 à Burlington (Vermont), dont le portfolio comprend aujourd'hui 9 585 propriétés à capital partagé. D'après une étude longitudinale américaine citée par Vivacité, « *ces programmes se révèlent à la hauteur de leurs promesses : les propriétaires amassent une équité au moins équivalente à de l'épargne à haut rendement, les propriétés demeurent en dessous des prix du marché, les ménages parviennent à consolider leur statut de propriétaire au fil des années et présentent une mobilité similaire à celle de la moyenne nationale*[939]. »

Selon Vivre en ville, faire émerger une diversité de projets d'habitation exige de réévaluer les contraintes règlementaires imposées aux acteurs non traditionnels[940]. Par exemple, adapter les cadres administratif et légal à leurs besoins faciliterait la tâche des groupes d'autopromotion, ces « *ménages qui se regroupent pour devenir les maître d'œuvre de leur projet d'habitation sans l'intermédiaire d'un promoteur immobilier traditionnel*[941]. »

Le logement étudiant abordable

La situation « *extrêmement préoccupante des étudiantes et des étudiants en matière de logement*[942] *»* a été rappelée à plusieurs reprises au fil des mémoires et des interventions. Citant un article intitulé « *Student Housing In Canada Is Being Ignored, And It Might Be Why You Can't Afford Rent*[943] », la Chambre de commerce du Montréal métropolitain indique que Montréal est « *la ville canadienne aux prises avec la plus forte pénurie en matière de logement étudiant (plus de 50 000 lits)*[944] ». L'UTILE, dont le modèle de financement du logement étudiant a été « *reconnu comme une innovation à l'échelle canadienne par le Fonds d'innovation en logement abordable de la SCHL*[945] », propose de remédier à cette situation par la mise en place d'un programme de financement du logement étudiant abordable. L'organisme y voit divers avantages :

- l'expansion du parc locatif échappant à la logique spéculative renforcerait l'abordabilité à long terme de la métropole;

[937] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[938] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec, doc. 7.6, p. 20
[939] Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 15
[940] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4
[941] *Ibid.*
[942] Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal, doc. 7.7, p. 4
[943] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7
[944] *Ibid.*
[945] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 3

- l'expansion du parc immobilier destiné à la population étudiante atténuerait la pression que son fort roulement impose aux loyers des quartiers centraux;
- comme cela fut constaté à Boston, la construction de logements étudiants permet de libérer des logements pour les familles[946].

L'UTILE note cependant que, sans incitatif pour que le logement abordable soit un OBNL, voire de « *reconnaissance par la Ville que cela est possible, il est pour ainsi dire impossible qu'un développeur social louant ses unités en bas des loyers maximaux prévus au règlement puisse offrir un partenariat intéressant à un promoteur privé*[947]. » Pourtant, ajoute l'organisme, certaines conditions, telles qu'un financement prévisible de l'OBNL et la possibilité pour le promoteur de lui vendre en bloc le segment abordable, seraient commercialement avantageuses pour le promoteur[948]. L'UTILE insiste sur l'intégration du logement étudiant au volet abordable du règlement, « *pour éviter que les projets étudiants ne se retrouvent en concurrence avec les projets de logement réellement social*[949] ».

En complément à ces propositions, le Conseil jeunesse de Montréal recommande d'accroître la mixité à l'intérieur même des projets destinés aux étudiant(e)s, en favorisant la création de logements reflétant leurs diverses réalités : « *les étudiants monoparentaux, les étudiants mariés et les étudiants à mobilité réduite, etc.*[950] ».

[946] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 9
[947] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 15
[948] *Ibid.*
[949] Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant, doc. 7.10, p. 20; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 11-12
[950] Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.22, p. 9


Montréal











3. Les constats et l'analyse de la commission

Le mandat de consultation publique confié à l'OCPM est double : tenir une consultation publique sur un projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal[951] et, accessoirement, tenir une consultation publique sur un nouveau règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial[952].

Le premier projet de règlement a pour but d'habiliter la Ville de Montréal à adopter le second projet de règlement en se prévalant des dispositions nouvelles de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* découlant de la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* adoptée en juin 2017 à l'Assemblée nationale du Québec[953].

Le second projet de règlement a pour but de déterminer le cadre règlementaire à l'intérieur duquel se concrétiseraient les orientations municipales en matière d'habitation sociale, d'habitation abordable et d'habitation pour les familles.

Le « *Règlement pour une métropole mixte* », nom par lequel est identifié le projet d'encadrer l'inclusion et la diversité en habitation, coiffe aussi des intentions et des engagements de nature administrative ne découlant pas d'un règlement du conseil municipal, mais constituant tout de même des volets importants de la démarche municipale. Ainsi, la nouvelle gouvernance du fonds des contributions et l'intention de réaliser, deux ans après son adoption, un bilan de la mise en œuvre en sont. Ces deux volets ont été abondamment mentionnés dans les opinions exprimées puisque perçus comme faisant partie du « *Règlement pour une métropole mixte* ». Bien qu'ils soient de nature administrative plutôt que règlementaire, la commission en traitera tout de même dans son analyse.

3.1 La réception des projets de règlement

La commission constate que les deux projets de règlement à l'étude ont fait l'objet d'une attention différenciée de la part des participants. Sans surprise, ces derniers ont perçu le premier projet de règlement comme le préambule au second projet de règlement. C'est donc ce second projet qui a suscité le plus de commentaires et de suggestions.

[951] Sommaire décisionnel, Ville de Montréal, doc. 1.1.1; Règlement, doc. 1.1.3.1
[952] Intervention - Service des affaires juridiques, doc. 1.2.3; Règlement, doc. 1.2.3.1
[953] Projet de loi no 122, sanctionné le 16 juin 2017, Recueil annuel des lois du Québec, chapitre 13

3.1.1 Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, familial et abordable

Bien qu'il soit à l'origine de cette consultation publique, le règlement modifiant le Plan d'urbanisme est passé pratiquement inaperçu des participants, si l'on en juge par la quasi-absence de commentaires à son endroit. Évidemment, les objectifs et les actions qu'il propose trouvaient, dans le second projet de règlement aussi nommé « *Règlement pour une métropole mixte* », une application plus concrète et susceptible d'affecter durablement les milieux de vie et leurs résidents, de même que les conditions de leur développement. Il était donc naturel que les participants se sentent avant tout interpellés par ce second projet de règlement. De ce point de vue, la commission retient qu'il est fondé que la plupart des concepts s'y trouvant et sur lesquels s'appuient les modifications au Plan d'urbanisme aient été amplement débattus. C'est le cas, par exemple, des notions de quartiers mixtes, d'offre diversifiée et équilibrée de logements, d'abordabilité, d'offre résidentielle répondant aux besoins des familles et de développement résidentiel vigoureux.

Cela étant dit, les nuances d'interprétation de ces termes ont généré de nombreux questionnements au cours de la consultation. Les intervenants s'étant exprimés sur le Plan d'urbanisme, qu'il s'agisse de la modification proposée ici ou de la révision d'ensemble en cours, ont souligné les avantages qu'il y aurait, pour favoriser l'atteinte des objectifs, à exprimer ceux-ci de façon plus précise. En ce sens, la commission estime que toute nouvelle inscription au Plan d'urbanisme devrait concourir à :

- stimuler le développement d'une offre résidentielle équilibrée grâce à l'emploi de termes clairs, chiffrés et contraignants;
- exprimer des attentes claires envers les constructeurs, grâce à des indicateurs de suivi des résultats permettant d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs;
- aborder la création de milieux mixtes et l'inclusion de logements sociaux, abordables et familiaux, comme autant d'éléments fondamentaux de la planification urbaine.

Plus généralement, la commission retient que de nombreux participants ont souhaité que les vocables utilisés, par exemple, le logement social, l'abordable et le familial, mais également des termes tels que « *clientèles ciblées* » soient définis et précisés et qu'ils concordent avec la terminologie employée dans les autres documents de planification municipale et ceux des paliers supérieurs de gouvernement[954].

[954] Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p.9, 12; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p.2; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 5; Multi-femmes inc., doc. 7.44, p. 3; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p.6, 23; Kim Thibault, doc. 8.1, #10; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 8, 9; UTILE, doc. 7.10, p.18, 19 et 21; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 11; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 9; CIUSSS du Centre de l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 22; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 8; Inter-loge,

3.1.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

En créant ce projet de règlement, la Ville de Montréal souhaitait en faire l'un de ses outils d'habitation afin de répondre aux objectifs suivants :

- préserver le caractère mixte et abordable de ses quartiers;
- favoriser une offre résidentielle équilibrée, de qualité et pérenne par le soutien au développement et le maintien du parc résidentiel existant;
- répondre aux ménages à faible revenu et à ceux présentant des besoins particuliers de logement non comblés par le marché.

Ce règlement serait viable grâce au maintien d'un développement immobilier vigoureux, prévisible par la création d'un cadre stable pour les promoteurs privés et communautaires et, enfin, adapté à la nature et à l'emplacement de chaque projet.

Exprimés en termes généraux, les objectifs de la Ville ont rencontré l'adhésion quasi unanime des participants. Le portrait de l'habitation dressé par la Ville dans son document explicatif sonne juste pour nombre d'entre eux, ce que la commission partage. Il y est question du taux d'inoccupation sur les marchés locatif et familial, de la pression exercée sur les quartiers centraux traditionnellement mixtes, de la hausse marquée des loyers et des prix des copropriétés, de même que de la part du revenu que les ménages montréalais consacrent à se loger. Les intervenants perçoivent dans l'initiative municipale une volonté d'écouter les besoins des citoyens et d'agir en ce sens. Toutefois, tel que proposé, le projet de règlement fait l'objet de nombreuses interrogations quant à sa capacité d'atteindre les objectifs énoncés. La perception qu'en ont les participants varie selon leurs préoccupations et leurs domaines d'expertise. La commission a été sensible à cette préoccupation des participants vis-à-vis la mise en œuvre du projet de règlement.

La perception des groupes communautaires

Certains aspects globaux du règlement ont été perçus comme une avancée par les groupes communautaires par rapport à la Stratégie d'inclusion en vigueur. Attendu depuis longtemps, le pouvoir de contraindre les promoteurs privés à l'inclusion sans besoin de recourir à la négociation et l'application du règlement aux projets ne nécessitant pas de dérogation règlementaire, est vu comme un outil incontournable pour s'assurer que le marché immobilier réponde aux besoins de l'ensemble de la population. Quoique considérée insuffisante en regard des besoins, l'augmentation de la part de logement social est bien reçue, d'autant plus que le logement social est le seul volet du règlement considéré véritablement structurant et apte à garantir aux familles

doc. 7.8, p. 9; Sasha Dyck, doc. 7.73, p. 1; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 7; Dany Tremblay, doc. 7.17, p. 5; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 6; Canderel, doc. 7.72, p. 3; Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Prével, doc. 7.9, p. 7

et aux personnes à faible revenu un logement de manière pérenne. L'ajout d'un volet consacré au logement familial a également été salué; la commission partage ce constat.

S'ils approuvent son caractère obligatoire, les groupes communautaires redoutent toutefois qu'en l'absence d'un financement conséquent des gouvernements supérieurs, un règlement placé à la remorque du marché ne participe à la financiarisation du logement, déplorée par ailleurs. Le seuil minimal de 30 unités fixé par la Ville pour la réalisation de projets de logement social leur fait craindre que le règlement ne puisse permettre la construction de nouveaux logements sociaux dans les secteurs denses où les terrains disponibles sont d'une taille insuffisante. Plusieurs défendent la viabilité des projets sociaux comptant moins de 30 unités, en soutenant que ces projets répondent néanmoins aux besoins en logement non comblés par le marché. La commission considère ces inquiétudes comme autant d'obstacles potentiels à la réalisation de logements sociaux.

La centralisation du fonds de contribution désavantagerait également les secteurs densément construits. En effet, la commission entend les appréhensions des intervenants qui pensent que l'exiguïté des terrains conduira le plus souvent les promoteurs à verser des contributions financières pour satisfaire aux exigences en logement social, plutôt qu'à céder des immeubles. Par conséquent, ils craignent, et la commission partage ce point de vue, qu'un fonds centralisé ne favorise l'usage des contributions produites au centre-ville ou dans les quartiers centraux pour développer des logements sociaux dans les secteurs plus éloignés.

Le dévoilement de critères ou de processus officiels guidant l'attribution des projets sociaux aux organismes porteurs serait nécessaire, de même que des précisions relatives au contrôle de la conception des projets clé en main, afin que ces projets apportent une réponse adaptée aux besoins des milieux de vie. Les participants ont déploré ce qu'ils perçoivent comme une absence de considération de la part de la Ville quant au contexte d'insertion des projets sociaux ainsi qu'à la présence ou non d'équipements collectifs répondant aux besoins de leurs clientèles à mobilité réduite ou familiale. Pour la commission, l'absence de considération des milieux d'insertion constitue un des points faibles du projet de règlement.

La perception des acteurs économiques

Estimant que l'accessibilité au logement pour tous est une responsabilité collective à financer par le biais de politiques redistributives, ces participants disent s'étonner que le règlement fasse abstraction de la Stratégie nationale sur le logement du gouvernement fédéral, en attente de signature entre les gouvernements fédéral et provincial. La commission s'en étonne également.

Pour la même raison, ils déplorent que les coûts induits par le règlement se répercuteraient sur la part des logements privés non encadrée, étant ainsi absorbés par un nombre réduit d'individus. Ils pensent, par conséquent, que cette population issue de la classe moyenne pourrait se voir contrainte de chercher en dehors du territoire montréalais des logements à des prix plus

accessibles. La commission retient que cette iniquité ne devrait pas être induite par le projet de règlement.

L'augmentation générale des coûts imposés aux promoteurs suscite des appréhensions quant à la capacité des nouveaux acteurs immobiliers à percer le marché, et à celle des projets de petite et moyenne envergure à demeurer viables. Les promoteurs dénoncent l'application du règlement aux projets de plein droit, en particulier aux immeubles acquis avant l'annonce du règlement, mais pour lesquels aucune demande de permis et certificats n'a encore été faite. La commission estime que le projet de règlement aurait pu refléter davantage la réalité montréalaise composée aussi d'acteurs immobiliers concourant, à l'échelle des quartiers, à les singulariser. Par ailleurs, elle considère que la question de l'application du règlement aux projets de plein droit mérite d'être débattue.

La possibilité pour les arrondissements de continuer à appliquer des règles additionnelles, comme cela se faisait dans le cadre de la Stratégie, ne serait plus autorisée dans l'administration du projet de règlement. Malgré cette absence de négociation locale induite par le projet de règlement, nombreux ont été ceux à craindre que les arrondissements continuent tout de même d'imposer diverses conditions spécifiques. Cela est perçu comme étant contraire à l'objectif de prévisibilité souhaité. La commission estime que cela devrait être précisé de manière à lever toute source d'ambiguïté.

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) croit essentiel de coordonner dans le règlement les différents outils et programmes municipaux, tels que AccèsLogis Montréal, Appui à l'acquisition résidentielle et Habitations urbaines pour familles, afin que tous tendent vers un même but[955]. Indiquant qu'un logement existant coûte moins cher à rénover qu'un logement neuf à construire, elle est d'avis que l'actualisation des budgets des programmes d'achat-rénovation permettrait d'éviter des rénovictions dans les ensembles locatifs abordables. La commission retient ici que l'harmonisation des outils municipaux est incontournable dans la constitution d'un coffre à outils efficace et adapté à la réalité immobilière.

Enfin, l'application du règlement à la seule ville de Montréal nuirait à sa compétitivité au sein de la communauté métropolitaine, donnant libre cours aux constructeurs de développer leurs projets dans des municipalités avoisinantes aux règlementations moins restrictives. La commission s'en inquiète.

Les opinions partagées

Malgré des intérêts divergents, la commission constate que les opinions des organismes communautaires et des acteurs économiques se sont rejointes sur plusieurs points.

[955] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 15, 16 et 22

Au chapitre du logement social, une proposition partagée consiste à permettre la mise en commun des obligations entre promoteurs afin de s'acquitter des exigences du règlement au sein d'un même secteur. Outre l'avantage de réduire les coûts de construction, cette pratique permettrait d'atteindre plus souvent les seuils requis pour la réalisation de projets sociaux. La commission pense que ce type d'alliance ne peut être ignoré.

La commission retient que la définition et les paramètres des volets abordable et familial au prix du marché sont globalement remis en cause. Pour les groupes communautaires, ces volets s'avèrent mal accordés aux besoins de ménages qui, incapables de suivre la cadence des prix dans les quartiers centraux, n'ont pas non plus accès au logement social. Pour les acteurs économiques et certains chercheurs, la charge qu'ils imposent aux promoteurs pourrait influer à la baisse sur la production de nouveaux logements sans pour autant soutenir la mixité. Dans ce cas et la commission s'en préoccupe, le règlement produirait l'effet contraire à celui recherché. Un organisme communautaire en arrive aussi à cette conclusion lorsqu'il indique que le volet abordable fixe des prix plafonds plus élevés que la valeur moyenne des logements dans certains quartiers. De la sorte, le volet abordable pourrait exercer une pression à la hausse sur ces valeurs, ce qui mettrait en péril le maintien des ménages vulnérables dans leur milieu de vie.

Une forte majorité d'intervenants de tous horizons ont également signifié leur étonnement à ne trouver aucun mécanisme garantissant la pérennité des logements abordable et familial au prix du marché. De l'avis général que la commission partage, en plus de ne profiter qu'aux premiers acheteurs et d'attirer les spéculateurs, le manque de contrôle quant à l'attribution de ces logements aux clientèles cibles nuirait à la mixité pourtant au cœur du projet de règlement.

Les participants ont regretté l'absence de précisions concernant les indicateurs de suivi des résultats, la fréquence envisagée des bilans ainsi que leur dévoilement. Ils sont également nombreux à avoir partagé leurs inquiétudes au sujet de l'indexation annuelle des montants prévus au règlement, établie à 2 %. Ce pourcentage étant nettement inférieur au taux de croissance du marché résidentiel des dernières années, les groupes communautaires craignent que les contributions financières ne deviennent rapidement plus intéressantes, financièrement parlant, que les cessions d'immeubles pour les promoteurs. Quant aux promoteurs, ils redoutent que les contreparties financières offertes par la Ville en échange des immeubles cédés s'éloignent aussi des valeurs du marché. La commission retient que ces questions méritent d'être approfondies, de concert avec les acteurs du milieu, afin de lever toute ambiguïté qui pourrait nuire à la prévisibilité attendue.

À plusieurs reprises, au sujet de l'attribution des projets sociaux aux groupes porteurs, de la conception des projets clé en main, de l'utilisation du fonds de contribution et des mesures de suivi, entre autres éléments, des participants issus de milieux divers ont rappelé leur désir de prendre part à des mécanismes de concertation continue réunissant la Ville et différents acteurs. Bien que cette volonté soit en elle-même positive, la commission comprend qu'elle témoigne

aussi d'une certaine défiance envers la mise en œuvre du règlement, où des intervenants perçoivent un manque de transparence.

Des ajouts proposés au règlement

La commission a entendu une variété de propositions visant à conférer davantage de flexibilité et d'ouverture au règlement, afin que ce dernier atteigne mieux les objectifs énoncés.

Des interlocuteurs estiment que le règlement acquerrait une plus grande cohérence s'il s'inscrivait dans la perspective plus large d'une stratégie d'habitation, par exemple sous la forme d'une politique municipale. Venant chapeauter l'éventail d'outils conçus pour répondre aux besoins en logement des ménages, celle-ci serait fondée sur la reconnaissance du droit à la ville et renforcerait le leadership montréalais. Plusieurs organismes communautaires émettent l'idée d'une stratégie foncière s'appuyant sur un meilleur usage des outils disponibles, en particulier le droit de préemption et la mise en réserve, afin d'asseoir plus solidement la maîtrise foncière municipale. Ils souhaitent que la Ville acquière les terrains excédentaires de propriété provinciale et fédérale afin d'y établir, tout comme sur ses propres terrains, des cibles plus ambitieuses en matière de logement social et d'équipements collectifs. La commission retient de ces propos que le projet de règlement doit s'inscrire dans une perspective plus large, en reconnaissant un ensemble d'outils qu'elle estime indispensables pour en augmenter la portée.

Considérant les retombées potentiellement limitées du règlement dans certains quartiers densément construits, mais aussi le risque que des promoteurs le contournent en procédant à la conversion de logements locatifs en copropriétés, divers intervenants conseillent de prévoir des mécanismes pour l'achat d'immeubles occupés dans le but de les convertir en logements sociaux, de permettre la cession d'immeubles occupés, ou d'inclure la rénovation de logements existants à des fins d'habitation abordable. La commission considère que l'ajout de projets initiés à même le parc immobilier existant rendrait plus équitable l'application du règlement d'un arrondissement à l'autre.

Pour plusieurs, la collaboration entre la Ville, le milieu communautaire et les promoteurs privés devrait permettre à de nouvelles formes de projets résidentiels d'émerger, ce que partage la commission. Des organismes communautaires suggèrent de redéfinir les notions de mixité et de vivre-ensemble, grâce à des projets sociaux regroupant différentes fonctions au sein d'un même bâtiment, voire sur un même étage. Le promoteur immobilier Groupe MACH croit qu'il est grandement temps de réinventer le modèle d'habitation, surtout en secteurs de haute densité tels que le centre-ville, par une cohabitation poussée des fonctions, des types de logements et des tenures au sein de grandes tours. La commission pense qu'il s'agit d'une réflexion à initier.

Selon des organismes communautaires, le dilemme posé par les prix plafonds du logement abordable pourrait être résolu par la reconnaissance et le déploiement de projets coopératifs ou à but non lucratif dans ce volet. Cette approche permettrait d'y intégrer le logement étudiant,

exclu du projet de règlement, mais dont la clientèle subit et participe tout à la fois aux conséquences du bas taux d'inoccupation sur le marché résidentiel, notamment pour les logements de grande dimension. Les besoins des ménages souhaitant devenir propriétaires, mais ne disposant pas d'une mise de fonds suffisante, pourraient trouver réponse dans l'habitation à capitalisation partagée, qui concilie l'abordabilité pérenne à la propriété privée. La commission salue ces suggestions comme autant d'innovations qui mériteraient d'être analysées.

3.2 Les changements apportés par les projets de règlement par rapport à la Stratégie d'inclusion

Comme son titre l'annonce, le *« Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*[956] *»* ouvre la voie au nouveau *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*. Les deux projets de règlement forment en quelque sorte le tandem règlementaire qui encadrerait dorénavant l'inclusion en habitation.

3.2.1 Le règlement modifiant le Plan d'urbanisme

Le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme poursuit une seule fin : permettre à la Ville d'adopter un nouveau règlement pour améliorer l'offre de logement social, abordable et familial.

Les modifications proposées au Plan d'urbanisme consistent à reformuler des orientations en termes généraux, c'est-à-dire qu'on entend y favoriser le développement résidentiel en assurant une offre de logements diversifiée et équilibrée « *qui répond aux besoins des ménages montréalais*[957]. » Ce faisant, le nouveau texte ne contient plus aucune référence à des indicateurs cibles chiffrés.

Le milieu sociocommunautaire perçoit dans cette absence de cibles et d'indicateurs une hésitation, voire un refus de s'engager. Par exemple, pour Habiter Ville-Marie, la Ville rate ainsi l'occasion d'affirmer sa volonté et de s'engager fermement, en particulier envers les arrondissements, à réaliser ses objectifs. « *(...) Une telle modification [au Plan d'urbanisme] représente une opportunité pour la Ville de Montréal de concrétiser au sein du Plan d'urbanisme sa volonté de développer une offre résidentielle équilibrée en des termes clairs, chiffrés et contraignants. Nous recommandons donc que la modification du Plan d'urbanisme proposée soit révisée pour inclure des objectifs municipaux et par arrondissement en termes de réalisation d'unités de logement social pour diverses populations, et surtout pour les familles*[958]. »

[956] Sommaire décisionnel, doc. 1.1.3.1, Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal afin de définir des orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial

[957] Idem, doc 1.1.3.1, article 4, action 2.3

[958] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 6

Pour l'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), les retards observés dans l'actuelle révision du Plan d'urbanisme et l'absence de cibles en matière d'inclusion deviennent des facteurs d'imprévisibilité en augmentant les risques de toute entreprise de développement et de construction. « *Il aurait été grandement souhaitable que la Ville élabore en amont un nouveau Plan d'urbanisme dans lequel elle définit les nouvelles orientations, les objectifs, les stratégies et les cibles en matière d'inclusion, afin que les propriétaires actuels sachent davantage à quoi s'attendre*[959] ».

En outre, dans le projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme, le potentiel de construction de nouveaux logements a été maintenu à 130 000 unités[960], réparties sur des terrains vacants, des sites à transformer ainsi que des bâtiments non résidentiels pouvant être transformés à des fins d'habitation, tel que le déterminait le Plan d'urbanisme en 2004.

En réponse aux questions de la commission à ce sujet[961], le Service d'habitation renvoie à une mise à jour effectuée en 2015 dans le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération montréalaise : pour toute l'île de Montréal, le potentiel est estimé à au moins 175 000 unités. Cette information n'a pas été incorporée au texte du projet de règlement modifiant le Plan d'urbanisme. Le Service de l'habitation s'en explique en ces termes : « *La forme et le contenu d'une prochaine version du Plan d'urbanisme n'étant pas encore déterminés, il est impossible de confirmer à cette étape que le plan comprendra une mise à jour de ce potentiel précisément. Cependant, l'intention est de munir cette prochaine version d'un plan de cibles et d'indicateurs qui exigent d'effectuer une reddition de compte à la population et l'habitation demeurera un thème principal du document de planification*[962] ». La commission estime que cette intention devrait constituer un engagement incontournable.

3.2.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

Bien que la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* et le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* aient le même objet, ils ne sont pas semblables. En voici les caractères distinctifs.

Caractère et portée

Le changement le plus remarqué par toutes les parties prenantes a trait au caractère et à la portée de l'intervention municipale pour assurer la mixité à Montréal. La Stratégie d'inclusion avait un caractère incitatif et une portée limitée aux projets résidentiels de 100 unités ou plus nécessitant des dérogations aux règles d'urbanisme applicables.

[959] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc 7.6, p. 13
[960] Modification proposée du Plan d'urbanisme, doc. 1.1.4.1, p. 23
[961] Réponses de la Ville de Montréal - 21 octobre 2019, doc. 5.2.1
[962] Réponses de la Ville de Montréal - 21 octobre 2019, doc. 5.2.1, p. 2

Le règlement proposé a plutôt un caractère contraignant et obligatoire : il assujettit désormais l'émission d'un permis de construction d'un ensemble résidentiel de cinq unités ou plus, même si ce dernier est conforme à la règlementation d'urbanisme applicable, de même qu'à la conclusion d'une entente entre le promoteur requérant et l'administration municipale, entente portant sur un apport complémentaire à des fins de logement social, de logement abordable et de logement familial dont la forme et les paramètres sont prescrits dans le texte même du règlement. Pour la commission, il s'agit là d'une modification majeure dans la façon de concevoir la mixité.

Nouvelle gouvernance

Un autre changement notable, mais moins abordé dans les opinions, réside dans un déplacement de la gouvernance politique de l'inclusion. La Stratégie d'inclusion a été adoptée en 2005 par le comité exécutif qui en a aussi suivi l'administration. Le règlement le sera par le conseil municipal qui aura ainsi la responsabilité d'en suivre l'administration et d'exiger des comptes.

Ainsi, à la différence de la Stratégie d'inclusion qui permet l'application de stratégies locales à l'échelle des arrondissements, le règlement s'appliquerait dans toute la ville et ne peut donc varier au gré des frontières politiques et administratives. D'ailleurs, seul le conseil municipal peut l'amender par résolution[963]. La commission remet en question ce manque de flexibilité qui pourrait nuire à la diversité des arrondissements.

Relation promoteur/Ville

Le règlement proposé change aussi les rapports entre le promoteur et l'administration. Dans la Stratégie d'inclusion, le promoteur devait convenir avec le Service de l'habitation que la construction de logements sociaux ou familiaux *in situ* ou hors site était impossible ou non pertinente, du moins dans les proportions recherchées, avant de se résoudre à verser une somme compensatoire au fonds d'inclusion. Dans le projet de règlement, il fait un choix discrétionnaire au début du processus d'approbation de son projet; après, il se plie aux barèmes du règlement. Dans la compréhension de la commission, il n'y a plus d'espace règlementaire pour un échange compensatoire sous la forme, par exemple, de dérogations de hauteur ou de densité.

Abordabilité

Le projet de règlement énonce une définition nouvelle de l'abordabilité : un logement est dit abordable lorsque son prix ou son loyer est légèrement inférieur à celui du marché courant. Cette définition se démarque de celles que la Ville a utilisées jusqu'à présent.

[963] Règlement pour une métropole mixte, doc. 3.1.1, p. 28

En 2005, dans la Stratégie d'inclusion, l'abordabilité d'un logement était définie par rapport au taux d'effort des ménages (au maximum 30 %). Le programme AccèsLogis Montréal et les programmes de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (fonds de co-investissement, financement de la construction de logements locatifs, fonds d'innovation pour le logement abordable) définissent le seuil d'abordabilité en se référant à un loyer médian du marché ou à un revenu médian des ménages dans un secteur donné[964]. Pour la commission, cette question de l'abordabilité mérite d'être approfondie en en soupesant les conséquences sur les taux d'efforts des ménages.

Proportions dévolues aux types de logements

Le projet de règlement est plus exigeant que la Stratégie d'inclusion ne l'était en regard des proportions dévolues au logement social et au logement abordable. Le règlement porte de 15 % à 20 % la proportion statutaire dévolue au logement social et celle dévolue au logement abordable dans les projets de construction résidentielle. Il ajoute une exigence de 20 % en logement familial, celle-ci pouvant être comptabilisée à même le logement social, le logement abordable ou encore dans l'offre de logements au prix courant du marché.

La commission constate qu'entre la *Stratégie d'inclusion* et le *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial*, la première a certes inspiré le second, mais celui-ci, loin de la pérenniser en la poursuivant, la remplace complètement et propose une toute nouvelle donne en matière de construction résidentielle à Montréal.

De nombreux mémoires et témoignages entendus ont souligné à la commission l'importance du changement proposé et la signification qu'il avait pour eux. Si certains y voient un progrès, comme Bâtir son quartier[965], d'autres, tels la Corporation Cadillac Fairview[966] et Gestion Canderel[967] le perçoivent comme une contrainte inefficace. Les points de vue sont à ce sujet diamétralement opposés. Après 15 ans d'application, la Stratégie d'inclusion avait su créer certains consensus. Ainsi, l'Association des groupes de ressources techniques du Québec a bien résumé le *modus vivendi* qui s'était installé : « *Avec plus de 70 ententes conclues dans le cadre de la Stratégie d'inclusion depuis 2005 (...) la preuve est faite que le développement immobilier bien orchestré peut impliquer des promoteurs privés, publics et communautaires sans aller à l'encontre des besoins des collectivités. Il est possible de travailler ensemble pour des quartiers inclusifs et sans que cela ne soit dommageable pour le marché privé*[968] ». Toutefois, la Stratégie d'inclusion a fréquemment été dénoncée quant à son inefficacité à répondre aux besoins dans certains arrondissements, ce qui a amené ces derniers à adopter des stratégies complémentaires plus contraignantes. La commission reconnaît qu'à l'usage, la Stratégie d'inclusion a permis de

[964] Service de l'habitation, Ville de Montréal, Définition du logement abordable dans différents programmes, doc. 3.10
[965] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 10
[966] Cadillac Fairview, doc. 7.29, p. 10
[967] Gestion Canderel Inc., doc. 7.72, p. 1-2
[968] Association des GRT du Québec, doc. 7.127, p. 11

développer des alliances, et ce, malgré des divergences maintes fois rapportées. Elle souhaite que l'application du règlement puisse donner lieu à une adhésion encore plus grande.

3.3 Les projets de règlement dans le contexte de l'habitation aux échelles métropolitaine et locale

Les deux projets de règlement ont été élaborés dans un contexte d'effervescence immobilière, et ce, aussi bien dans la grande région métropolitaine qu'à l'échelle locale.

Certains y voient la cause d'une demande de logement largement supérieure à une offre tout de même limitée et de plus en plus inabordable, notamment en ce qui a trait au logement de qualité et de bonne dimension. Ainsi, à l'instar de nombreux autres interlocuteurs, la Direction régionale de santé publique de Montréal a rappelé à la commission que quelque 36 % des ménages locataires montréalais dépensaient plus de 30 % de leur revenu pour se loger[969]. Des chercheurs universitaires, Richard Shearmur et Nik Luka, constatent qu'en effet, le phénomène prend de l'ampleur à Montréal, bien qu'à un degré moindre par rapport à d'autres métropoles[970]. Comme l'ont rappelé plusieurs, et la commission le constate, ces transformations contribuent à l'effritement du parc immobilier locatif observé dans divers secteurs montréalais, notamment dans les quartiers centraux en raison de leur fort potentiel de transformation, combiné à une localisation exceptionnelle[971].

En contrepoint, d'autres voient dans cette effervescence un révélateur d'une économie en bonne santé, du moins si l'on se fie au cycle haussier des investissements immobiliers, toutes catégories confondues, et du niveau record observé de mises en chantier. Cela contribuerait à l'abordabilité de Montréal, qui se traduit par une réduction du nombre de ménages aux besoins impérieux et une augmentation du nombre d'unités abordables[972]. Un autre chercheur universitaire, Mario Polèse, a corroboré, au bénéfice de la commission, ce propos émis par des professionnels de l'immobilier, en rappelant que Montréal a, à ce chapitre, réussi dans l'ensemble à maintenir un développement urbain durable par une fluidité de l'offre dont elle peut être fière[973].

3.3.1 L'échelle métropolitaine

Tel que l'indique le projet de règlement, le territoire d'application est celui de la Ville de Montréal, puisque c'est cette dernière qui est à l'origine de l'initiative. Reconnaissant l'urgence d'agir, comme le lui rappellent le milieu sociocommunautaire et les comités logement depuis des

[969] Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p. 5
[970] Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 1
[971] POPIR Comité logement, doc. 7.3, p. 6; Front d'action populaire en réaménagement urbain, doc. 7.20, p. 11; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), doc. 7.48, p. 3; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 4; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, document 7.116, p. 7; et Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 5
[972] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 4, 6; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 15
[973] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 4

années, l'administration municipale presse le pas. L'absence de considération du contexte métropolitain à l'intérieur duquel la Ville s'inscrit pourtant a été remise en question, aussi bien par les groupes communautaires que par les acteurs économiques. La commission partage cette inquiétude.

Parmi les groupes sociocommunautaires et les comités logement, et bien que la majorité salue l'initiative municipale, ils sont nombreux à rapporter la nécessité d'une vision métropolitaine en habitation, dotée d'objectifs et d'outils similaires, dans une optique d'équité entre les municipalités, tout en contribuant à freiner l'étalement urbain[974].

Du côté des acteurs économiques, l'Institut de développement urbain du Québec craint de potentiels impacts négatifs en agissant ainsi en vase clos[975]. D'autres participants ont, de la même façon, rappelé l'intérêt que le projet de règlement puisse trouver écho à l'échelle de la CMM[976]. Ainsi, invite-t-on la Ville à travailler de concert avec la CMM afin de trouver des solutions communes aux enjeux d'habitation.

La commission prend acte que les travaux en matière d'habitation à l'échelle métropolitaine progressent lentement, mais elle y reconnaît malgré tout un cheminement utile. Une politique d'habitation d'échelle métropolitaine a bel et bien été annoncée dès 2003 par la commission du logement social de la CMM[977], sans toutefois se concrétiser comme annoncé. La commission salue cependant l'aboutissement d'une réflexion sous la forme du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable* [PAMLSA] *2015-2020*, lui-même assorti d'une *Vision 2025*. On y lit qu'« *Atteindre une plus grande cohésion métropolitaine dans les interventions en logement social et abordable* » compte parmi les trois objectifs principaux poursuivis[978]. La CMM y invite d'ailleurs les municipalités du Grand Montréal à « *poursuivre leur participation aux travaux de la Table technique CMM-Municipalités en logement social*[979] ». De plus, la CMM note que : « *Plusieurs municipalités réviseront ou développeront, au cours de la période 2015-2020, des politiques, des plans et des stratégies qui orienteront leurs actions en matière d'habitation*[980] », ce que peu d'entre elles ont développé dans les faits, du moins à ce jour. En soutien aux municipalités la composant, la CMM affirme dans ses prévisions budgétaires 2020, sa volonté de soutenir l'inclusion : « *C'est pourquoi la Communauté prévoit en 2020 la diffusion d'un guide d'élaboration d'un règlement d'inclusion ainsi que la tenue d'un forum ou d'un atelier*

[974] Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain, doc. 7.21, p. 7; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4 et p. 6-7; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 2; Inter-Loge, doc. 7.8, p. 7; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 4
[975] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 26
[976] Prével, doc. 7.9, p. 6; Vivre en ville, doc. 7.137, p. 2; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 6; Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p.6; Association des professionnels de la construction et de l'habitation, doc. 7.6, p. 6
[977] Le Devoir, « *Logement social - Une politique globale d'ici deux ans* », 24 mai 2003
[978] Voir à ce sujet https://cmm.qc.ca/planification/plan-daction-metropolitain-pour-le-logement-social-et-abordable-pamlsa/
[979] CMM, *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2015-2020*, p. 121
[980] *Ibid.*

métropolitain au sujet de l'inclusion[981]. » La commission estime qu'il s'agit ici d'une initiative marquante pouvant favoriser le développement d'une offre adéquate de logement social et abordable à l'échelle métropolitaine.

Pour la commission et malgré la reconnaissance de l'autonomie municipale conférée par la Loi 122[982], l'absence de considération ou de référence au Plan d'action en vigueur de la CMM est préoccupante. La simple urgence d'agir ne saurait remplacer l'avantage d'encadrer une telle intervention par une réflexion globale et bienveillante impliquant des alliées parmi les autres municipalités de la CMM. Ainsi, la limitation du territoire d'application du règlement à la seule ville de Montréal représente bel et bien un risque de déplacement de projets immobiliers ailleurs dans la CMM. Pour la commission, cela semble aller à l'encontre de l'intention du projet de règlement de retenir, voire d'attirer des ménages à Montréal.

Dès lors, la Ville serait la seule à proposer non pas une politique, mais déjà un règlement afin d'orienter ses actions en matière d'habitation. La CMM prévoit réaliser en 2020 une prochaine édition du PAMLSA qui, entre autres, « *mettra l'emphase sur l'action 7, soit assurer la pérennité et le développement des logements sociaux dans les aires TOD et le long des corridors de transport en commun*[983] ». À ce sujet, dans ses prévisions budgétaires 2020, la CMM précise cette intention : « *Comme prévu au Plan d'action 2019-2023 du PMAD, des études sur les valeurs foncières dans les aires TOD sont en cours. La CMM sera ainsi outillée pour identifier en 2020 des mesures à déployer pour assurer la pérennité et le développement du logement social et abordable dans les aires TOD*[984] ».

Sur ce dernier point, la commission portera attention à la présence ou non dans ces aires d'une station du REM, dans le contexte de la contribution financière obligatoire pour tout projet immobilier situé dans un rayon d'un kilomètre d'une station ou de 500 mètres dans le cas des stations REM du centre-ville (soit les gares McGill, Centrale et Édouard-Montpetit). La commission craint que ce que d'aucuns ont nommé la « *taxe REM* » puisse en effet dissuader l'implantation de projets de logements sociaux ou abordables à ces endroits, contredisant ainsi l'intention même énoncée précédemment.

3.3.2 L'échelle locale

À la perspective métropolitaine des enjeux en matière d'habitation souhaitée par nombre de participants, s'ajoute une préoccupation en regard de la requalification des grands sites publics, institutionnels ou industriels, qui ne sont pas considérés par les projets de règlements, ce que la commission remet en question.

[981] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.
[982] Gouvernement du Québec, *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, sanctionnée le 17 juin 2017.
[983] Voir à ce sujet https://cmm.qc.ca/planification/plan-daction-metropolitain-pour-le-logement-social-et-abordable-pamlsa/
[984] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.

Comme le rappelle la Communauté Saint-Urbain dédiée à la requalification de l'ancien site de l'Hôtel-Dieu, l'inclusion des grands secteurs en transformation sur l'île constituerait une opportunité sans pareille en permettant à Montréal de préserver sa compétitivité sur le marché résidentiel tout en contenant l'étalement urbain[985].

Le projet de règlement ne comporte, en effet, aucune considération envers de grands sites publics, institutionnels ou industriels disposant pourtant d'un potentiel de redéveloppement élevé, notamment là où il y a pénurie de terrains disponibles. Or, le second projet de règlement, en ne s'adressant qu'à la construction neuve, prive les Montréalais de projets qui pourraient contribuer à bonifier l'offre en matière d'habitation, en incluant aussi le bâti existant.

Sur le plan de l'équité de traitement entre les arrondissements, le projet de règlement ne comporte pas ou peu d'accommodements pour les territoires et quartiers déjà développés ou ne disposant pas de terrains suffisants au développement de projets nouveaux. C'est une des lacunes observées du projet de règlement, ce que partage la commission.

L'équité d'un arrondissement à l'autre va de pair avec la prévisibilité revendiquée par les promoteurs, toutes catégories confondues. Ces interlocuteurs se disent en effet soucieux de l'absence de prévisibilité découlant de l'application du règlement et se traduisant pour eux par une méconnaissance des règles qui continueront ou non de s'appliquer dans les arrondissements. Puisque certains d'entre eux (neuf sur les dix-neuf arrondissements) ont déjà des politiques locales en matière de logement social et de logement abordable et donc divers critères applicables, ceux-ci ne peuvent que s'additionner à ce que suggère le futur règlement, tout comme c'est le cas pour l'actuelle Stratégie d'inclusion. La commission estime que des clarifications devront être apportées à ce sujet.

Le patrimoine fait également partie de ces exigences supplémentaires que ne voudront peut-être pas abandonner certains arrondissements en faisant état de spécificités locales à cet égard. En ce sens, le règlement est perçu comme un cadre règlementaire plancher en laissant toute la latitude aux arrondissements souhaitant ajouter des exigences[986]. La commission craint de possibles effets négatifs sur la préservation et la valorisation du patrimoine dont le projet de règlement ne semble pas prendre en compte.

3.4 L'examen des projets de règlement et les recommandations de la commission

La commission a pu apprécier la très grande qualité des suggestions et commentaires émis par les participants. Elle a tout autant accueilli avec intérêt la vaste gamme des propositions

[985] Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7

[986] Prével, doc. 7.9, p. 5-6; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 3 et 9; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 14; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 24

concernant la mise en œuvre du projet de règlement. La commission en déduit, qu'à l'image des populations visées qui sont très variées, les solutions envisageables doivent être multiples. En ce sens, le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial ne peut, à lui seul, même assorti d'un coffre d'outils détenu par la Ville, régler tous les problèmes du vivre en ville et du vivre-ensemble pour des populations de plus en plus marginalisées. Un projet de règlement perçu comme étant difficile à mettre en œuvre risque de nuire aux efforts par ailleurs consentis en habitation aussi bien par la Ville que par ses partenaires.

La commission reconnaît que la question de l'habitation est à ce point importante qu'elle mérite d'être approfondie. Ce sont les populations les plus vulnérables à qui s'adressent justement ces enjeux et une bienveillance à leur égard est essentielle.

C'est pourquoi, en raison de l'urgence d'agir, la commission pense que la Ville devrait aller de l'avant en ce qui a trait au logement social et communautaire, et reporter l'adoption des volets abordable et familial d'ici à ce que des modifications les rendent plus conformes aux besoins des ménages censés en bénéficier. La commission estime, en effet, que tous les éléments constitutifs des projets de règlement ne sont pas également aboutis et, ce faisant, que certains mériteraient d'être approfondis avant leur mise en œuvre. Cela est à considérer dans le contexte plus large de la dynamique métropolitaine en habitation et aussi en regard d'échéanciers de révision non précisés concernant divers documents de planification, d'ententes gouvernementales et de programmes en lien avec la problématique plus large de l'habitation.

Recommandation #1
La commission recommande d'adopter le projet de « règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » uniquement dans sa dimension propre au logement social et communautaire, et ce, selon les paramètres à convenir dans le second projet de règlement.

3.4.1 Le projet de règlement visant l'amendement au Plan d'urbanisme

Plusieurs participants perçoivent les retombées du tandem règlementaire, mesurées selon les résultats d'exercices de modélisation comme des objectifs, malgré les mises en garde du Service de l'habitation à ce sujet[987].

Or, en l'absence de cibles ou d'indicateurs chiffrés de résultats inscrits dans le Plan d'urbanisme, la commission pense que c'est en regard des retombées issues de projections provenant d'exercice de modélisation que sera mesurée et évaluée la performance du tandem règlementaire au moment du premier bilan de sa mise en œuvre, prévu deux ans après son

[987] Transcription de la séance du 19 septembre 2019, doc. 6.1, L. 665 et 1820

adoption. Ce faisant, elle conçoit qu'il pourrait y avoir un risque de méprise sur l'effet réel des règlements dans l'offre en habitation en général et en particulier dans l'offre de logements sociaux et familiaux à prix abordables.

Les résultats d'un exercice de modélisation ont certes été utiles dans la préparation du règlement visant l'amélioration de l'offre en habitation pour mieux appréhender ses répercussions. Toutefois, la commission estime qu'ils ne devraient pas tenir lieu de cibles et d'indicateurs de résultat en regard desquels la Ville mesurera périodiquement l'avancement de sa stratégie d'inclusion. Elle rappelle que l'utilité d'un bilan réside dans ses conclusions au sujet des résultats obtenus et des corrections ou ajustements qu'il suggère pour réaliser les objectifs de diversité et d'équilibre à l'origine même des règlements.

Recommandation #2
La commission recommande d'indiquer, à même le projet de règlement, les cibles chiffrées qu'elle vise en matière de diversité et d'équilibre de l'offre dans l'ensemble de la ville.

3.4.2 Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial

Le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial est salué quant à ses objectifs. Des craintes ont toutefois été exprimées en regard de sa portée réelle, de sa maîtrise d'œuvre et de l'absence de concertation au niveau de la CMM et de ses villes partenaires.

Portée

Dans l'optique d'une intervention que l'on souhaiterait globale en habitation, des représentants d'opinions diverses ont indiqué que le règlement, à lui seul, ne règlerait pas tous les problèmes vécus[988]. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est présenté par les autorités municipales comme un outil parmi d'autres dont dispose la Ville pour intervenir. La commission partage ce point de vue en rappelant qu'outre les programmes, stratégies et règlements, l'habitation constitue un champ d'intervention vaste qu'il convient aussi d'aborder sous l'angle d'une planification urbaine d'ensemble, de même qu'au niveau des quartiers dits complets où services, transport collectif, commerces de proximité, etc. contribuent à la constitution et au maintien de véritables milieux de vie.

[988] Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2 et 3; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 4; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 4 et 7; Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), doc. 7.20, p. 4 et 5; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 8; Vivacité - Société immobilière solidaire, doc. 7.36, p. 8; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 38; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH), doc. 7.37, p. 5 et 6; Comité logement Ahuntsic-Cartierville, doc. 7.26, p. 16

- **Révisions attendues**

La portée du projet de règlement semble limitée du fait qu'il précède un ensemble de révisions attendues. Il est aussi proposé en l'absence d'une politique d'habitation et préalablement à la conclusion, prochaine espère-t-on, de l'entente à convenir entre les gouvernements fédéral et québécois dans le cadre de la Stratégie nationale du logement[989].

Pour en accroître la portée, de nombreux commentaires ont été formulés au sujet d'actions qui auraient dû, logiquement, lui être préalables, à savoir la révision du Plan d'urbanisme et des programmes en habitation, la création d'un registre foncier et celle d'une liste des grandes propriétés désaffectées ou en voie de l'être. On a également suggéré diverses bonifications et innovations, soit l'inclusion du parc immobilier existant, le transfert du logement abordable vers le logement social, des bonus de densité, etc. prenant tour à tour la forme d'exclusions ou encore d'ajouts souhaités au projet de règlement afin de lui permettre d'atteindre son plein potentiel[990]. La commission reconnaît que la portée du règlement pourrait être restreinte en raison de la persistance d'inconnues quant aux outils existants à réviser.

- **Paramétrage restreint**

La portée du projet de règlement se trouve également limitée en raison d'un paramétrage excluant diverses composantes du parc immobilier, de même que des manières de faire autres. Diverses suggestions ont retenu l'attention de la commission en ce qui a trait aux différents types de logements ciblés par le projet de règlement.

[989] Habiter Ville-Marie, doc. 7.2, p. 4; Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM), doc. 7.21, p. 7; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p. 13; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 12; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 7; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 6; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7; CDC Action solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Coalition de la Petite-Bourgogne - Quartier en santé, doc. 7.88, p. 2; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 8; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p. 1; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 12; Guillaume Lessard, doc. 8.1, p. 1; Joceline Chabot, doc. 8.1 p. 49; CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 12

[990] Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 15; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec, doc. 7.48, p. 4; CDC Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Services juridiques communautaires de Pointe Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Nathalie Germain, doc. 7.136, p. 1-2; Émilie Ouellette, doc. 8.1, p. 41; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Mario Polèse, doc. 7.1, p.4; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 34et 40; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 22; Canderel, doc. 7.72, p. 3; Association de la construction du Québec, doc. 7.105, p. 6; District Atwater Inc. et Maître carré, doc. 7.120, p. 14

- Logement social

Le projet de règlement ne visant que le logement neuf, de nombreux interlocuteurs se sont dits déçus que le parc immobilier existant en soit d'emblée exclu, une opinion que partage la commission. Pour accélérer l'inclusion de logement social, il aurait été tout indiqué de profiter d'opportunités de développement à même le parc immobilier existant. Non seulement des unités ajoutées pour le logement social auraient pu être comptabilisées dans des quartiers déjà développés où l'absence de terrains vacants est observée, mais à cette occasion, de grands sites publics, institutionnels ou industriels disponibles ou en voie de l'être auraient pu contribuer significativement à la requalification de secteurs urbains déstructurés.

Des doléances ont également été exprimées quant au logement social familial, considéré comme le parent pauvre des initiatives réalisées en matière de logement social. Si pour l'heure, les règles de sélection des projets favorisent davantage les unités de petite dimension, la commission estime qu'il y aurait lieu de les revoir de manière à répondre autant aux clientèles familiales qu'à celles représentées par des personnes seules, majoritairement aînées.

Globalement, la commission considère que l'abandon du pouvoir de négociation pour les promoteurs, tel qu'il existe dans l'actuelle Stratégie d'inclusion, de même que le manque de flexibilité permettant d'adapter les exigences à la nature des projets, par exemple à caractère patrimonial, constituent des éléments pouvant entraîner des retards potentiels dans la réalisation de logements sociaux.

- Logement abordable et pérennité

La commission se questionne quant au parti de ne pas avoir retenu l'habituelle définition d'un logement abordable déterminée en fonction du revenu. Elle doute, en effet, que le logement abordable tel qu'ici défini trouve preneur auprès des clientèles qui en auraient besoin, mais qui ne pourraient pas se l'offrir, de même que chez les professionnels de la construction qui n'y voient pas un avantage significatif sans contreparties pour s'y investir.

La commission reconnaît que le problème d'équité soulevé par l'Institut de développement urbain du Québec[991] est bien réel puisque cette absence de conditions d'admissibilité et une pérennité limitée à cinq ans font en sorte que les clientèles par ailleurs visées par cette mesure ne seraient pas nécessairement celles qui en bénéficieraient. La commission partage l'interrogation que pose Mario Polèse quant à l'utilité de ce volet abordable[992].

[991] Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 6
[992] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2

- Logement familial et logement pour étudiants

La commission retient que la définition du logement familial proposée par le projet de règlement ne fait pas l'unanimité. Si l'intention de la Ville de s'en préoccuper est saluée, les moyens mis en œuvre pour y arriver sont, pour plusieurs, inadéquats. Selon différents interlocuteurs, l'obligation de comporter trois chambres devrait être révisée, puisque des projets réservant des unités de deux chambres et des aires communes aux familles conviennent à ces clientèles. La prise en compte du milieu d'insertion contribue également à l'attraction et à la rétention des familles. Sans perdre de vue les besoins exprimés, la commission estime que la définition du logement familial devrait être assouplie de manière à garantir leur présence à l'intérieur de projets qui autrement les excluraient. Elle estime également que, tout comme c'est le cas pour le logement abordable, l'absence de conditions d'admissibilité et de règles en garantissant la pérennité fragilise la production de grands logements destinés aux familles.

De plus, comme divers interlocuteurs, la commission s'interroge quant à la proportion moindre de logement familial au centre-ville (15 % contre 20 % ailleurs). Elle tient à rappeler que la mixité sociale à laquelle participent les familles est à considérer sur l'ensemble du territoire visé. Comme le mentionne la Fondation Habitation Marcel-Roy, le manque de mixité au centre, dû entre autres au peu de logements sociaux familiaux s'y trouvant, contribue directement et indirectement à l'étalement urbain[993], une problématique dépassant largement les limites municipales. Pour le contrer, ou à tout le moins le freiner, une action globale et concertée doit être envisagée, ce qui interpelle les paliers supérieurs de gouvernement. Dans cette perspective, la commission reconnaît que le logement familial de type social ou communautaire mérite d'être considéré relativement à la problématique de l'étalement urbain, qui constitue un coût important.

Pour la commission et en raison d'un paramétrage inadéquat à bien des égards, tel que l'ont rapporté de nombreux interlocuteurs d'horizons variés, la viabilité même du logement familial tel qu'ici défini serait compromise. La commission questionne donc, du moins tel que paramétré, l'utilité de cette catégorie de logement à l'intérieur du projet de règlement, faisant sienne l'interrogation soulevée par un chercheur universitaire quant à la pertinence de règlementer ce qui se fait déjà dans l'industrie : « *quelle est l'utilité d'imposer ce 20 % comme condition d'obtention d'un permis de construire? Pourquoi réglementer – avec les nouvelles démarches administratives que cela impliquera nécessairement – ce qui se fait déjà*[994]? ».

Il en va de même des modèles novateurs de logements réservés aux étudiants, qu'il conviendrait à tout le moins d'examiner et d'appuyer, le cas échéant, à l'intérieur ou à

[993] Fondation Habitation Marcel-Roy, doc. 7.90, p. 6-7
[994] Mario Polèse, doc. 7.1, p. 2-3

l'extérieur du cadre règlementaire proposé. Si Montréal apprécie le dynamisme des nombreux étudiants qui la choisissent, la commission pense qu'il y aurait lieu d'entreprendre une réflexion quant aux logements pouvant leur être destinés de façon exclusive. Cela aurait de plus le mérite de cibler plus précisément les ménages familiaux pour le logement que l'on souhaite leur attribuer en priorité.

- **Imprévisibilité**

En raison du court délai précédant l'entrée du projet de règlement, divers interlocuteurs l'ont assimilé à une nouvelle imprévisibilité s'additionnant à celle du morcellement des programmes, outils et règlementations, observé aussi bien au niveau des gouvernements supérieurs qu'à celui des arrondissements, disposant parfois de critères additionnels à ceux suggérés par le projet de règlement[995]. À ce sujet, la commission est préoccupée de l'absence de considérations des politiques locales en vigueur. Elle estime que l'équité entre les arrondissements, qui se traduit par une préoccupation de stabilité et de prévisibilité du règlement, est fondée. Elle considère que les arrondissements connaissent intimement leurs réalités locales et s'en soucient au moment de l'émission des permis et certificats. La ville-centre devrait en tenir compte dans l'administration de son règlement et, comme le recommande Prével : « *Accorder de la flexibilité aux arrondissements avec une approche à la carte*[996] *»*.

La commission pense que la Ville, dans l'actuel processus de révision de son Plan d'urbanisme, gagnerait à y préciser ses objectifs et ses engagements en matière d'habitation au moyen de cibles et d'indicateurs de résultats chiffrés et déterminés dans le temps. Cela permettrait à toutes les parties prenantes de disposer des mêmes repères en matière d'inclusion.

De plus, la commission considère que la mise à jour des documents de planification permettrait une meilleure adéquation du coffre à outils présenté par la Ville; elle déplore à ce sujet l'existence d'inconnues en raison de révisions annoncées, mais non encore réalisées et sans échéancier précis pour nombre d'entre elles. L'énoncé d'une politique municipale d'habitation devrait faire partie de cette démarche de planification en en précisant les intentions et les objectifs municipaux découlant de la démarche entreprise auprès de la CMM et des villes partenaires, tout en fixant précisément les balises règlementaires qui en résulteraient.

[995] Association de la construction du Québec (ACQ), doc. 7.105, p. 5; Groupe Mach, doc. 7.18, p. 7; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 12; Prével, doc. 7.9, p. 5
[996] Prével, doc. 7.9, p. 6

Maîtrise d'œuvre et suivi

Pour les groupes, organismes et citoyens impliqués dans le logement, l'urgence d'agir justifie une entrée en vigueur du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* dès son adoption ou dans les plus brefs délais. Un nombre tout de même important des opinions exprimées s'interroge quant aux moyens de mise en œuvre et leur suivi, soulignant tantôt des manquements, tantôt des irritants qui ne pourront qu'éloigner, croit-on, l'administration municipale des objectifs poursuivis.

Certains vont même jusqu'à reconsidérer l'urgence de règlementer, dès à présent, le domaine sensible de l'habitation, justement parce qu'une mise en œuvre boiteuse aurait des effets néfastes sur les clientèles vulnérables que l'on souhaite précisément aider.

L'impression que le projet de règlement n'est pas abouti, en dépit de la situation préoccupante du logement à Montréal, a été partagée par d'autres participants représentant pour la plupart l'industrie immobilière, mais aussi des chercheurs et professeurs intéressés par les questions de l'accès au logement. Pour eux, une période de transition, voire un report *sine die* afin d'être en mesure d'aligner tous les paramètres de l'habitation à Montréal et de réaliser les études nécessaires, serait préférable si l'on souhaite atteindre les objectifs mêmes énoncés par la Ville pour motiver son action rapide[997].

Dans la grande majorité des mémoires, la mise en œuvre du *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* et son suivi suscitent interrogations et inquiétudes que partage la commission.

- **Rigidité appréhendée**

  Le projet de règlement prescrit des méthodes de calcul, des barèmes de prix et même leur indexation; les amender ou les ajuster requerra, à chaque fois, une résolution du conseil municipal. À cette rigidité appréhendée du projet de règlement s'ajouteraient des délais dans la prestation des services municipaux, fréquemment mentionnés comme des facteurs supplémentaires de risque, d'imprévisibilité et, à terme, d'augmentation des coûts de développement et de réalisation des projets. La commission s'en inquiète.

  La simplification et l'harmonisation des rapports entre les services centraux de la Ville et ceux en arrondissement en matière d'approbation des projets et de délivrance des permis et certificats sont largement souhaités : « *La clarté et la prévisibilité des exigences, de même que de l'ensemble du processus d'approbation, apparaissent comme des facteurs de réussite*

[997] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 13; Association de la construction du Québec (ACQ), doc. 7.105, p. 5; Institut de développement urbain, doc. 7.2, p.34, 38 et 43; Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 5; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 7

majeurs. » peut-on lire dans l'aide-mémoire d'un atelier de travail ayant eu lieu en août 2018 avec la participation d'experts de l'immobilier[998].

- **Innovation en habitation**

Dans le projet de règlement, le peu d'ouverture envers des modèles tiers d'habitation inclusive (projets communautaires ou autres, logements locatifs abordables) ou encore envers des projets sociaux multifonctionnels comme pourrait le devenir le site de l'Hôtel-Dieu, a été source de déception pour certains interlocuteurs[999]. La commission s'étonne de l'absence, dans le projet de règlement, de manières différentes de penser l'habitation (tenures, cessions immobilières, cogestion, contribution du patrimoine, etc.).

Des suggestions qui lui ont été faites, la commission retient différentes avenues qui mériteraient d'être explorées. Une banque de terrains publics et institutionnels permettrait une planification plus précise des projets d'habitation, notamment ceux destinés au logement social, auxquels pourraient se greffer des équipements collectifs et communautaires. Cette banque pourrait inclure des sites industriels disqualifiés ou en voie de l'être. L'exemple du site de la Molson illustre ce que d'aucuns ont perçu comme une nécessité en matière de sites à requalifier à même les quartiers construits[1000].

Bien que le projet de règlement, par son article 14, indique des seuils minimums pouvant être acceptables afin d'atteindre une viabilité financière, il en va autrement pour de plus petits projets visant des clientèles spécifiques. La commission estime, comme on le lui a suggéré, que l'abaissement des seuils en deçà des 30 unités et la fusion de propriétés immobilières constitueraient des moyens intéressants pour rendre possible la réalisation de projets de moindre envergure et le regroupement de petites propriétés afin d'atteindre la viabilité financière[1001]. À cela pourraient s'ajouter des partenariats entre promoteurs afin de transférer ou de combiner leurs obligations de manière à réduire les coûts, ce que ne semble pas permettre le projet règlementaire actuel[1002].

La commission est préoccupée de l'impossibilité que soient convertis des logements locatifs existants en logements sociaux ou abordables, notamment là où très peu de terrains s'avèrent disponibles pour en construire. À l'instar des participants s'étant exprimés sur la

[998] Aide-mémoire, Atelier de travail avec les experts de l'immobilier, 2018, doc. 3.3, p. 7
[999] Institut de développement urbain, doc. 7.2, p. 45; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 7; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 26; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 7
[1000] Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 9; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 7; Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec (FAFMRQ), doc. 7.48, p. 4; Corporation de développement communautaire (CDC) Action Solidarité Grand Plateau, doc. 7.64, p. 6; Comité logement du Plateau Mont-Royal, doc. 7.53, p. 14; Corporation de développement communautaire (CDC) Centre-Sud, doc. 7.111, p. 7; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 10; Réseau habitation femme/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 8; Nathalie Germina, doc. 7.136, p. 2; Vivre en ville, doc.7.137, p. 4; Marc Jarry, doc. 8.1, #14; Émilie Ouellette, doc. 8.1, #41
[1001] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 4; Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 7; Comité logement de la Petit-Patrie, doc. 7.24, p. 9-10
[1002] Groupe Sélection, doc. 7.135, p. 6

question, la commission est d'avis que cette mesure pourrait contribuer à une meilleure équité entre les arrondissements, tout en s'assurant que ces logements dédiés soient implantés dans des milieux de vie déjà constitués[1003]. On y verrait ainsi un accroissement significatif du nombre de logements réalisés dans cette catégorie.

La question de la conversion de logements locatifs en copropriété demeure une source d'inquiétude pour les participants se demandant pourquoi cette catégorie de logements est exclue du projet de règlement[1004]. La commission suggère que la question soit soulevée, et ce, à l'échelle du territoire montréalais, même si cette réalité est davantage vécue dans les quartiers centraux.

De plus, la commission estime que l'intégration d'acteurs locaux dès la conception de projets devrait devenir la norme, puisqu'ils connaissent les besoins citoyens et, ce faisant, sont les mieux placés pour inspirer les professionnels de l'immobilier qui façonnent les milieux de vie[1005].

La commission est ouverte à l'ajout de financements différents des créneaux habituels, y voyant une façon « *de financer des projets d'achat-rénovation afin de créer de nouveaux logements communautaires abordables pour les familles et les ménages du Québec*[1006] *»*. Elle estime, comme d'autres, que les projets non traditionnels, à visée sociale et le plus souvent de petite taille, pour la plupart destinés à des clientèles spécifiques, devraient aussi pouvoir être considérés dans l'éventail des solutions offertes en habitation[1007].

- **Contexte d'implantation**

Pour certains interlocuteurs, la diversité tient moins de l'efficacité d'un règlement municipal que du contexte urbain dans lequel elle peut s'installer et s'épanouir. La Direction régionale de la santé publique le rappelle ainsi : « *Il importe que la Ville assure l'intégration des nouveaux logements dans une planification urbaine cohérente, en mesure de développer les transports collectifs, les services publics et les services de proximité pour les futurs résidents de ces secteurs*[1008]. »

[1003] Broccolini, doc. 7.134, p. 4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Institut de développement urbain du Québec, doc. 7.2, p. 36-37; Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun & Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p.3-4; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 12; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 9

[1004] Comité logement la Petit-Patrie, doc. 7.24, p. 8 et 13; Comité d'action de Parc-Extension (CAPE), doc. 7.14, p. 15; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p.6-7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 5; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 5; Manuel Johnson, doc. 8.1, #31

[1005] Pop Maya Labs MTL, doc. 7.138, p. 1-2; Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent, doc. 7.112, p. 4

[1006] Association des groupes de ressources techniques du Québec, doc. 7.127, p. 4

[1007] Vivre en ville, doc. 7.137, p. 4; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13; Groupe CDH, doc. 7.34, p. 6

[1008] Direction régionale de la santé, doc. 7.28, p. 4

La commission est de cet avis, ce qui replace à l'avant-scène la révision en cours du Plan d'urbanisme et l'actualisation de ses orientations à cet égard.

- **Monitorage, coopération et reddition du futur règlement**

Le Service de l'habitation a élaboré le projet de règlement en commandant, en amont et auprès d'experts, des recherches et des analyses des impacts et des retombées. Il a de plus invité des architectes et des professionnels praticiens de l'immobilier privé et social à participer à des groupes de discussion et des ateliers de travail. Les comptes rendus de ces rencontres sont disponibles dans la documentation de la commission.

Les participants ont souhaité que cette collaboration se poursuive en aval, non seulement pendant la période de transition, mais aussi par la suite, lorsque le règlement sera pleinement en vigueur. Ainsi, Bâtir son quartier déplore le silence du projet de règlement sur le monitorage en continu de sa mise en œuvre[1009]. L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) propose, quant à elle, que la Ville et l'industrie forment un comité permanent de consultation qui deviendrait alors leur lieu collaboratif d'échanges et de recherches en continu[1010].

La commission constate qu'il y a, dans les milieux de la promotion immobilière et des organismes sociocommunautaires, une volonté de « *garder le contact* » et « *de poursuivre la conversation* » en s'associant au Service de l'habitation dans la mise en œuvre du futur cadre règlementaire, donc dès la période de transition. La commission estime que la Ville gagnerait à s'en prévaloir.

Recommandation #3
La commission recommande d'adopter le règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial seulement dans sa dimension propre au logement social, en prenant en compte les éléments suivants :

- ***veiller à harmoniser les outils destinés à l'habitation, notamment le Plan d'urbanisme et les divers politiques et programmes municipaux afférents;***
- ***préciser les critères guidant la Ville dans la détermination des projets de logement social, notamment le type de clientèle visé en fonction des besoins du secteur et de sa localisation;***
- ***s'assurer que la part de logement social familial dépasse le pourcentage estimé (5 % sur les 20 %);***
- ***faciliter dès le début du processus les liens entre les constructeurs et les futurs gestionnaires de projets sociaux;***

[1009] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 8
[1010] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 27

- ***permettre aux constructeurs de mettre en commun des exigences relatives à l'inclusion de projets de logements sociaux, et ce, en priorité dans les secteurs disposant d'équipements publics et de services de proximité en lien avec ces clientèles;***
- ***autoriser la réalisation de projets de logements sociaux dont le nombre est inférieur à 30 unités;***
- ***consacrer au logement social et en particulier au logement social familial de grands sites publics, institutionnels ou industriels;***
- ***inclure la conversion de bâtiments existants à des fins de logement social ou social familial comme projets d'inclusion;***
- ***prescrire la révision annuelle des méthodes de calcul, des barèmes de coûts et de prix et d'indexation;***
- ***instituer un mécanisme de monitorage en continu et la publication d'un bilan annuel de l'inclusion.***

Recommandation #4
La commission recommande de reporter l'application des volets « logement abordable » et « logement familial » afin de réviser ou de préciser :

- ***la définition de l'abordabilité, en s'inspirant de celle de la Stratégie d'inclusion ou de celle du schéma d'aménagement et de développement;***
- ***les conditions d'admissibilité à la location ou à l'acquisition d'un logement abordable et d'un logement familial;***
- ***les garanties de pérennité et d'abordabilité;***
- ***l'application du règlement à des modèles tiers d'habitation inclusive, de manière à offrir aux OBNL et aux entrepreneurs des partenariats mutuellement avantageux en matière de logement abordable et de logement familial;***
- ***les moyens de prioriser la construction d'unités familiales dans des secteurs disposant d'infrastructures et de services publics adaptés aux familles, tels que le partage des exigences d'inclusion entre promoteurs.***

Recommandation #5
La commission recommande d'explorer la possibilité d'appliquer le règlement aux projets impliquant la conversion d'unités locatives en copropriétés afin de ralentir le déficit croissant de ce type d'unités.

3.4.3 Les partenaires essentiels

L'habitation est un champ de compétence qui relève du gouvernement provincial, mais qui implique la participation d'acteurs provenant de différents horizons. Cela est particulièrement vrai pour le logement social et abordable où la contribution des gouvernements supérieurs est

mise à contribution pour la conception des programmes, pour le financement et pour la gestion des projets d'habitation, et ce, le plus souvent en partenariat avec les acteurs locaux.

La variété des interlocuteurs ayant fait part de leur opinion est riche et illustre bien l'intérêt considérable manifesté envers la question de l'habitation : promoteurs immobiliers, comités logements, tables de concertations, coopératives, OBNL d'habitation, associations, instituts, organismes communautaires, chambre de commerce, professeurs et chercheurs, pour n'en citer que quelques-uns. De façon quasi unanime, ils ont salué la volonté de la Ville d'améliorer l'offre de logements. Certains ont souligné l'urgence d'agir et voient dans le projet de règlement une occasion favorable d'accélérer la réalisation de logements[1011]. Pour y parvenir, plusieurs intervenants ont porté à l'attention de la commission le rôle déterminant de certains partenaires, tant en amont de l'adoption du projet de règlement qu'en aval, soit au moment de sa mise en œuvre et de son suivi.

La commission considère pertinent de s'interroger sur les partenaires incontournables qu'on a portés à son attention, sur leur rôle, de même que sur les différentes façons de bénéficier de leur contribution pour maximiser la portée et le succès du projet de règlement.

Gouvernements supérieurs

À l'instar du domaine de la santé et de celui de l'éducation, bon nombre d'intervenants ont souligné l'importance, pour les gouvernements supérieurs, de porter plus activement le dossier du logement social et d'en faire un enjeu de société[1012].

La commission estime que cette responsabilité implique la signature, dans les meilleurs délais, de l'entente Canada-Québec de la *Stratégie nationale sur le logement*. En effet, il importe que le gouvernement du Québec sache de quelles sommes il pourra disposer pour le logement, et ce, afin d'établir précisément ses priorités en matière d'habitation et de logement social. La signature de cette entente favoriserait non seulement une planification responsable, minutieuse et efficace des deniers publics, elle permettrait également de bonifier les mesures pour le logement destiné aux clientèles vulnérables qui sont visées par les projets de règlement.

Toujours dans l'optique d'une contribution significative des gouvernements supérieurs et dans les limites de leurs compétences, deux autres possibilités ont retenu l'attention de la commission, estimant qu'elles mériteraient d'être examinées afin d'augmenter l'offre de logements destinés à des populations vulnérables économiquement.

[1011] Groupe CDH, doc. 7.34, p. 3

[1012] Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 10; Richard Shearmur et Nik Luka, doc. 7.61, p. 8; Convergence itinérance Montréal Mission Old Brewery, doc. 7.71, p. 3; Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le sida, doc. 7.81, p. 2; Atelier Habitation Montréal, doc. 7.93, p. 5

Tout d'abord, le contexte immobilier des dernières années a donné naissance à un phénomène grandissant de spéculation, notamment par des investisseurs immobiliers intéressés par la propriété de luxe, en copropriété ou non. Ce phénomène a eu et continue d'avoir un effet direct sur la hausse des prix et sur celle de l'évaluation foncière. Pour compenser cette situation d'un point de vue fiscal, la commission estime qu'un pouvoir de taxation à l'égard des investisseurs immobiliers étrangers[1013] constituerait une avenue à explorer. Pour ce faire, la Ville pourrait proposer au gouvernement du Québec d'examiner la question. Cette taxe pourrait servir spécifiquement à financer des projets de logements sociaux et de logements abordables.

En second lieu, plusieurs intervenants ont partagé leurs préoccupations quant à un accès efficace aux différents modes de transport collectif, de même qu'à la durée de leurs déplacements en lien avec des milieux de vie qualifiés de complets. Ainsi, ils souhaiteraient voir se développer les nouveaux projets résidentiels, notamment sociaux et abordables, dans des environnements où la mobilité durable est prise en compte. Derrière cette préoccupation se dessine la question de l'insertion du logement social ou abordable *in situ* ou à proximité des grands projets envisagés dans les environs des futures stations du REM. Étant donné que la mobilité constitue un des critères importants de l'insertion dans un contexte de mixité, particulièrement pour les clientèles du logement social et abordable, la commission estime qu'il conviendrait que les promoteurs s'y investissant puissent être compensés d'une façon ou d'une autre. Puisque la redevance liée au REM relève du gouvernement provincial, il y aurait lieu d'explorer avec ce dernier divers moyens d'exemption, plus précisément quant à la portion de logement social ou abordable dans les projets localisés dans les aires identifiées entourant les futures stations du REM.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville de presser les gouvernements supérieurs afin qu'il y ait entente sur la portée et l'application de la « Stratégie nationale sur le logement » afin que les actions publiques prévues soient entreprises rapidement, selon une approche complémentaire et équitable.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'inviter les gouvernements supérieurs à lui offrir, en priorité, leurs immeubles excédentaires afin de les verser dans une réserve publique destinée au logement social.

Recommandation #8
La commission recommande à la Ville de demander au gouvernement du Québec d'explorer des moyens pour assouplir le « Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain » afin que puisse être exemptée la portion des projets immobiliers visant le logement social dans les aires réservées des futures stations du REM.

[1013] Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p. 14

Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

Alors que l'échéance du *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable* (PAMLSA) 2015-2020 est imminente et que le contexte de l'habitation demeure difficile, la commission estime que la CMM pourrait et même devrait jouer un rôle de chef de file en matière de planification auprès de ses 82 membres qui sont ou seront confrontés à des réalités similaires à ce que vit Montréal à l'heure actuelle.

De plus, le projet de règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial précède la diffusion d'un guide d'élaboration d'un règlement d'inclusion et la tenue d'un forum métropolitain au sujet de l'inclusion[1014].

Étant donné son poids à l'intérieur de l'organisation, la Ville pourrait entreprendre une telle réflexion et contribuer à ce que le rôle de la CMM soit clairement défini relativement à une vision commune sur l'habitation. Les exemples des villes de Laval, de Longueuil et de Saint-Bruno-de-Montarville qui se sont récemment dotées de politiques d'habitation pourraient être inspirants à cet égard.

Recommandation #9
La commission recommande d'harmoniser les intentions municipales à celles de la CMM et d'explorer la possibilité d'entreprendre une réflexion quant à une vision partagée de l'habitation inclusive.

Organismes locaux

La commission constate que de nombreux interlocuteurs étaient des représentants d'organismes locaux dont les missions varient certes, mais qui ont en commun une réelle volonté de prendre part aux échanges sur le logement. Ces organismes souhaitent partager leurs connaissances, leurs compétences et leurs expériences et les mettre à contribution dans la recherche de solutions innovantes. C'est dans cette optique que la commission considère les organismes locaux comme faisant partie des solutions et donc, comme des partenaires essentiels pour parvenir à améliorer l'offre en matière de logement.

Or, le projet de règlement ne mentionne, à titre d'acteurs, que la Ville, le propriétaire de l'emplacement et le promoteur, la qualité de ce dernier n'étant pas clairement définie. Compte tenu de leurs compétences et leurs pratiques sur le terrain, mais aussi en considérant les besoins pressants en logement social et abordable, le moment semble opportun pour mettre à contribution d'autres acteurs que ceux traditionnellement impliqués et pris en compte dans le projet de règlement. Cela permettrait d'inclure de nouvelles façons de faire qui ont d'ailleurs, pour la plupart, déjà fait leurs preuves. Concrètement, cela pourrait se traduire par une meilleure

[1014] CMM, Prévisions budgétaires 2020, section 6. Logement social, n.p.

collaboration entre promoteurs privés et OBNL, une variété accrue de porteurs de projets, de même que par une plus grande diversité d'acteurs dans le processus de sélection et de suivi des projets. La commission estime que cet élargissement des partenaires ne pourrait qu'être bénéfique dans l'amélioration souhaitée de l'offre de logement.

Recommandation #10
La commission recommande d'inclure des interlocuteurs locaux dans le processus de sélection et de suivi des projets.

3.4.4 D'autres paramètres à réviser

La commission retient divers autres paramètres qui seraient à réviser selon elle. Ces paramètres font écho aux commentaires et suggestions d'interlocuteurs d'horizons variés.

Gouvernance du fonds de contribution à l'inclusion et mise en œuvre du cadre règlementaire

Le nouveau cadre règlementaire proposé comprend, outre deux projets de règlements, le projet d'instaurer une nouvelle gouvernance pour le fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels*.

Institué en 2012, le fonds de contribution est dépositaire des sommes qu'y versent les promoteurs immobiliers lorsque l'inclusion de logements sociaux ou de logements abordables en site ou hors site n'est pas possible.

Le fonds a deux volets correspondant à ses deux missions : le développement de logements sociaux et communautaires et le développement de logements privés abordables ou pour les familles. Chaque arrondissement y a un compte à deux volets dans lequel sont déposées les contributions reçues pour les projets mis en chantier dans son territoire. Ainsi, le fonds se décompose en 38 comptes distincts.

Désormais, la Ville se propose de comptabiliser et de centraliser la gestion des contributions financières dans un seul fonds. Ce changement mettra fin à la pratique de fonds distincts pour les arrondissements, chacun étant à l'heure actuelle créditeur des sommes provenant des projets en chantier dans son territoire.

Le bilan annuel du fonds[1015] donne une indication du niveau d'activité et de sa répartition dans la ville. Le dernier bilan, en date du 31 décembre 2018, montre que dix arrondissements sur 19 disposaient d'un solde et confirme, si besoin était, la concentration des projets générateurs de contributions dans deux arrondissements : le Sud-Ouest, avec un solde de plus de 7 millions de dollars dans les volets social et abordable, et Ville-Marie, avec un solde de 4,6 millions de dollars

[1015] Agglomération de Montréal, Bilan annuel du fonds de contribution pour l'année 2018, déposé le 28 mars 2019, dossier 1190498001, doc. 4.1.5

dans le volet social. Parmi les arrondissements qui avaient un solde en fin d'exercice, les moins nantis à cet égard étaient Villeray–Saint-Michel-Parc-Extension avec 63 500 $ et Verdun avec 418 600 $.

La gestion centralisée proposée inquiète les organismes communautaires, lesquels craignent que des sommes perçues dans le territoire d'un arrondissement servent à la construction de logements sociaux ou abordables dans un autre arrondissement. En effet, plusieurs organisations communautaires vouées aux enjeux de l'habitation se méfient d'une telle gestion centralisée, l'estimant trop éloignée de leurs préoccupations locales. Ainsi, manifestent-elles ouvertement un sentiment peu solidaire d'appropriation exclusive des sommes compensatoires générées dans leur quartier que suggérerait, selon elles, une gestion centralisée pouvant avoir comme conséquence le développement de logements sociaux dans un arrondissement se faisant au détriment d'un autre.

Certes, la commission ne peut que constater que la décentralisation de la gestion par arrondissement des sommes disponibles désavantage les arrondissements peu générateurs d'activités de construction résidentielle où les besoins en logements sociaux sont pourtant bien réels et pressants. C'est ce que le Service de l'habitation a d'ailleurs rappelé : « *(...) La grande majorité [des fonds] ne détient que de faibles sommes, insuffisantes pour avoir un effet réel sur le développement de projets*[1016] ».

Le fonds de contribution n'a pas été créé par un règlement du conseil municipal et ne peut être, sur le plan budgétaire, assimilé à une réserve financière ou encore à un fonds réservé. Sa gestion relève de politiques financières et de pratiques administratives de la Ville. Le fonds de contribution agit comme un levier de l'inclusion dont se sert l'administration municipale pour gérer les sommes reçues. Sa gouvernance n'est pas assujettie non plus ni même évoquée dans l'un ou l'autre des deux projets de règlement proposés à la consultation publique.

Le second projet de règlement prescrit des barèmes de prix lorsque le promoteur immobilier choisit de contribuer au fonds plutôt que d'inclure des logements sociaux ou familiaux dans son projet. Pour plusieurs organismes, la contribution compensatoire doit être perçue comme un débouché de dernier recours et non comme une voie de contournement ou d'évitement des exigences de l'inclusion.

La documentation municipale fait peu état de la gestion centralisée envisagée. Le sommaire décisionnel[1017] rappelle que, selon la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme,* toute somme reçue par l'effet du règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial doit être utilisée à la construction de logements sociaux, abordables ou familiaux.

[1016] Sommaire décisionnel, doc. 1.2.1, p. 9
[1017] Ville de Montréal, doc. 1.2.1, p. 8

La Ville estime que le projet de règlement visant l'amélioration de l'offre lui procurera environ 13,7 millions de dollars par année. De plus, elle estime qu'environ 75 % de cette somme servira à financer des contreparties prescrites par le projet de règlement lui-même.

La Coalition montréalaise des tables de quartier déplore le vacuum d'information au sujet de la gestion du fonds et invite la Ville à communiquer, voire à partager ses priorités et son mode opératoire avec les partenaires locaux[1018]. La commission est de cet avis.

Recommandation #11
La commission recommande de communiquer au public et aux parties prenantes les orientations et les balises devant guider la gestion centralisée du fonds de contribution.

Dotation du fonds de contribution

Dans la Stratégie d'inclusion comme dans le nouveau cadre règlementaire proposé, la dotation du fonds de contribution demeure tributaire de l'activité et des choix des promoteurs et des entrepreneurs. La dotation du fonds est donc vulnérable aux cycles haussiers et baissiers de la construction résidentielle, elle-même sensible aux variations des taux d'intérêt et à tout resserrement du crédit hypothécaire. Mais les besoins sociaux, eux, demeurent élevés et bien réels, quels que soient les mouvements cycliques dans l'offre d'habitation neuve.

L'Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) a suggéré dans son mémoire de rediriger une partie des recettes des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière vers les initiatives visant la diversité et le soutien aux projets de logements sociaux[1019]. La commission estime que cette suggestion mérite d'être approfondie. Elle pense également que cette initiative pourrait contribuer à financer la construction, la transformation ou la reconversion de bâtiments résidentiels à des fins de logements sociaux.

Recommandation #12
La commission recommande d'explorer l'hypothèse de renforcer la dotation du fonds de contribution d'une portion des revenus perçus des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière, dans le but de stabiliser le fonds en élargissant sa base de financement.

De plus, elle recommande qu'une partie des sommes versées au fonds de contribution pour le logement abordable puisse être attribuée à la préservation du parc immobilier existant

[1018] Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, p. 7
[1019] Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.6, p. 23

Coordination, concertation et bilan

Pour l'heure, le modèle clé en main est favorisé dans une optique de simplification du processus de réalisation de projets d'habitation. Or, de l'avis de plusieurs, cette manière de faire contrevient à l'esprit même de la dynamique communautaire et coopérative qui valorise plutôt une implication tout au long du processus, même si celui-ci prend du temps. La responsabilisation des gestionnaires tout autant que des usagers est ici au cœur des revendications que la commission estime légitimes.

Cela porte à penser qu'une implication de toutes les parties prenantes plus tôt dans le processus de réalisation des projets, soit au moment de la conception comme le suggèrent des participants[1020], faciliterait la gestion courante au-delà du transfert de la propriété aux usagers et aux gestionnaires.

De la même façon, la commission estime que cette démarche de suivi pourrait se réaliser de concert avec les différentes parties prenantes (promoteurs immobiliers à but lucratif et à but non lucratif, groupes de ressources techniques, associations de quartier et comités de logement, etc.). Celles-ci ont rappelé à la commission qu'elles étaient intéressées à garder le contact et à participer ainsi à un processus continu du suivi plutôt qu'à l'occasion de consultations sporadiques et sur invitation[1021]. Selon la commission, la Ville aurait tort de s'en priver.

Le mandat d'un forum de monitorage devrait être suffisamment étendu pour qu'il puisse agir à titre-conseil auprès du Service de l'habitation sur des questions touchant le mode opératoire, telle l'harmonisation des paramètres de la Stratégie d'inclusion dès la période de transition, ou encore quant à l'accélération souhaitée du traitement des projets sociaux.

En l'état actuel de sa démarche, le Service de l'habitation annonce son intention d'effectuer un premier bilan de l'administration du futur règlement visant à améliorer l'offre deux ans après sa mise en vigueur, laquelle est prévue le 1er janvier 2021. Le premier bilan serait donc effectué vraisemblablement au cours du premier semestre de 2023. Il s'agit d'un engagement de l'administration municipale et non d'une prescription règlementaire. Il a été suggéré[1022] que la Ville n'attende pas aussi longtemps pour ajuster son mode opératoire et modifier ses paramètres, le cas échéant, afin de tenir compte de l'expérience et de l'évolution sur le terrain.

[1020] Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8-9 et Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 7
[1021] Groupe CDH, doc. 7.34, p.3; Prével, doc. 7.9, pp. 7 et 8; Habiter Ville-Marie, doc. 7.22, p.29; CIUSSS du Centre-Sud-de l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, pp 22 et 25; Comité logement de la Petite-Patrie, doc. 7.24, p.11; Collectif de recherche et d'action sur l'habitat, doc. 7.37, pp 5 et 6; Coalition montréalaise des tables de quartier, doc. 7.38, pp 5 et 6; Ancre des jeunes, doc. 7.107, p.2; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, pp.11 et 12; Groupe Sélection, doc. 7.135, p.7; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p.10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p.16; Direction régionale de santé publique de Montréal, doc. 7.28, p.33; POPIR Comité logement, doc. 7.3, p.10
[1022] Notamment par la CCMM, doc. 7.32, p.10

Le format, le contenu et l'étendue de ce bilan ne sont pas connus. S'agissant d'une question touchant une dimension fondamentale du vivre en ville et du vivre-ensemble, la commission estime que le bilan projeté ne devrait pas s'en tenir à l'énumération administrative des résultats, lesquels seront de toute façon difficiles à mesurer en l'absence d'objectifs ciblés et chiffrés. Le bilan devrait aussi comporter une mise à jour sans complaisance de l'expérience d'application et suggérer les moyens à mettre en œuvre pour en assurer l'avancement continu.

Recommandation #13
La commission recommande d'étudier la possibilité qu'un processus de concertation continu, tel un forum de monitorage, puisse être mis en place en impliquant les parties prenantes.

Recommandation #14
De plus, la commission recommande de préciser, dès à présent, le format et le contenu de la reddition à convenir envers les partenaires et le public, et de dresser dès la première année un bilan annuel comportant des précisions sur les éléments statutaires qui en feront l'objet.

Qualité de construction, patrimoine et accessibilité universelle

Dans le projet de règlement, peu de considérations rendent compte de la qualité de construction souhaitée ou encore de la prise en compte de la valeur patrimoniale d'un projet et de l'accessibilité universelle. Or, des inquiétudes ont été exprimées à la commission à ce sujet, notamment dans le cas de logements abordables définis par un prix du marché moindre. Cet enjeu de la qualité architecturale du logement social a été soulevé par des participants soucieux du bien-être des occupants de ce type de logement, aussi bien que de celui des gestionnaires de ces immeubles[1023]. Divers exemples montréalais ont été donnés pour illustrer le fait que mieux planifier et mieux construire, à des coûts tout de même raisonnables, permettait une gestion facilitée des immeubles au terme de la cession de ces derniers aux futurs responsables. À cela s'ajoutent des normes de construction propres au logement social, lesquelles sont perçues comme étant trop spécifiques et surtout, mal harmonisées entre les différentes instances les imposant. Cela pose une difficulté, voire une impossibilité à faire face à ces normes, ce qui ralentit et complexifie la réalisation de projets.

La question de l'accessibilité universelle a été soulevée non pas comme un élément de réflexion à considérer, mais bien comme une obligation dans le contexte d'un règlement visant justement des clientèles vulnérables qui peinent toujours à se loger convenablement, faute de projets adaptés à leur réalité. En se préoccupant d'adaptabilité en amont, c'est-à-dire au moment de la conception des projets, les coûts s'avèrent moindres que lorsque les logements doivent être

[1023] Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18 et 22; Chambre de commerce du Montréal métropolitain, doc. 7.32, p. 8; Maître carré, doc. 7.120, p. 8-9

adaptés une fois construits[1024]. C'est ce que Rayside Labossière définit comme étant la « *super-adaptabilité des unités*[1025] », une notion qui devrait être prise en compte selon la commission.

L'absence de considérations patrimoniales dans le projet de règlement a été soulignée par le Comité Jacques-Viger et d'autres interlocuteurs[1026]. Le promoteur Rachel Julien estime qu'elles devraient non seulement être prises en compte, mais également faire l'objet de certains allègements vis-à-vis de la règlementation proposée, de manière à en garantir la viabilité financière[1027]. La commission pense qu'il s'agit là d'une lacune qu'il conviendrait de combler. Elle est d'avis que la Ville doit être exemplaire à cet égard et le signifier clairement dans ses règles de développement de projet.

De plus, en renonçant à intégrer le parc immobilier existant, la commission estime que la Ville se prive d'occasions d'innover, aussi bien en matière architecturale qu'en matière patrimoniale, ce qu'elle trouve inconcevable à l'ère du développement durable. Le parc immobilier existant, bien que de qualité architecturale et de valeur patrimoniale variables, mérite, selon elle, d'être pris en considération.

Recommandation #15
La commission recommande d'étudier la possibilité que des normes de construction en matière de logement social puissent, dans la mesure du possible, être assouplies et harmonisées.

Elle recommande également que des normes de construction en matière d'accessibilité universelle puissent être élaborées en collaboration avec les acteurs du milieu et visant, dans la mesure du possible, la super-adaptabilité des unités.

Enfin, elle recommande que des normes en développement durable puissent être prises en compte, et que la qualité architecturale des projets et la valeur patrimoniale de certains bâtiments à recycler soient considérées.

Imprévisibilité

L'imprévisibilité liée aux rapides mutations que vivent certains quartiers, celle liée aux frais de développement additionnels occasionnés par la signature d'une entente pour chacun des projets, celle encore associée aux exigences supplémentaires des arrondissements, sont autant d'irritants que le projet de règlement ne semble pas régler.

[1024] Stéphanie LeBlanc, doc. 8.1, #18; Émilie Ouellette, doc. 8.1, #41; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 6; Conseil jeunesse de Montréal, doc. 7.12, p. 13; Jody Negley, doc. 7.133, p. 2; Ex Aequo, doc. 7.5, p.4, 12
[1025] Rayside Labossière, doc. 7.4.2, L 795-830
[1026] Comité Jacques-Viger, avis du 15 mars 2019, doc. 1.1.4.2, p. 3; Rayside Labossière, doc. 7.4, p. 18; Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13
[1027] Rachel Julien, doc. 7.125, p. 13

La commission est d'avis qu'il y aurait lieu, dans ce contexte d'imprévisibilité, d'établir des mécanismes spécifiques à cet égard, et ce, en étroite collaboration avec les arrondissements, ceux-ci étant davantage au fait de l'évolution du marché dans leurs différents quartiers.

Recommandation #16
La commission recommande d'étudier la possibilité que le projet de règlement puisse inclure, immédiatement dans son volet social et dans ses volets abordable et familial par la suite, des précisions quant aux exigences additionnelles pouvant provenir des arrondissements.

3.4.5 Des pistes de réflexion pour une métropole mixte

La commission a pris connaissance des très nombreuses suggestions faites par les participants. Qu'il s'agisse de nouveaux concepts à explorer, de nouveaux paramètres à intégrer pour élargir le champ d'intervention de l'inclusion, de nouveaux partenariats à convenir avec les gouvernements supérieurs et des acteurs du milieu, ou encore de nouvelles façons de faire en impliquant en continu les parties prenantes, la commission estime que les idées ne manquent pas pour faire de la mixité sociale une stratégie gagnante non seulement à Montréal, mais aussi dans la CMM.

En prenant en compte les remarques et suggestions des nombreux groupes communautaires et des citoyens impliqués en habitation, la commission considère que la Ville démontrerait qu'elle est ouverte à l'innovation et qu'elle reconnaît leur travail de proximité et du quotidien. Cela permettrait de mieux arrimer leurs compétences et expériences terrain et ainsi contribuer sereinement à atténuer les effets négatifs de la surchauffe immobilière observée.

En prenant acte des inquiétudes manifestées par les professionnels de l'immobilier, mais aussi en accueillant leur disponibilité à collaborer sur une base continuelle, la Ville se doterait d'alliés appréciables.

En définitive, ce que la commission a pu constater, ce sont les forces vives du milieu qui ne demandent qu'à être parties prenantes, dès à présent, des décisions touchant leur quotidien.

Diversité englobante

En matière de diversité, des participants ont mentionné que cette dernière ne devait pas être assimilée seulement à l'habitation, mais davantage aux milieux de vie composant les quartiers. Ainsi, a-t-on suggéré à la commission de prendre en considération la possibilité d'intégrer des affectations culturelles et commerciales aux actions visant à mieux structurer les milieux de vie que l'on souhaite complets[1028]. La question déborde peut-être le cadre strict du mandat de la

[1028] Coalition montréalaise des Tables de quartier, doc. 7.38, p.9-10

commission, mais selon elle, cette question mérite tout de même d'être examinée dans une optique de vision d'ensemble de l'aménagement urbain.

Règles de l'intégration « in situ »

La nécessité d'intégrer les logements sociaux *in situ* a été rappelée par divers interlocuteurs. L'inquiétude majeure tient à différents facteurs : rareté et prix élevé des terrains, seuil de 150 unités estimé trop élevé et inquiétude quant à la facilité du recours au fonds de contribution pour les promoteurs immobiliers. Cela fait dire à plusieurs que dans les quartiers centraux principalement et dans ceux en rapide développement, très peu d'inclusion *in situ* ou à proximité pourra, dans les faits, être effectuée[1029]. Ainsi, suggère-t-on à la Ville qu'elle exige des promoteurs la démonstration de l'impossibilité de l'inclusion sur site ou à proximité avant de pouvoir recourir au versement d'une contribution financière, que d'aucuns estiment d'ailleurs insuffisante pour être dissuasive[1030]. En contrepartie, la Ville pourrait accélérer le processus d'approbation des projets d'habitation sociale, ce qui inciterait les promoteurs à en réaliser plutôt qu'à souhaiter faire une contribution financière[1031]. À ce sujet, des exemples probants réalisés ailleurs ont été portés à l'attention de la commission et mériteraient, selon elle, d'être étudiés. Le plus souvent, c'est le caractère incitatif plutôt que coercitif qui est mentionné pour créer de réels partenariats entre les promoteurs et les villes et, bien sûr, les mesures incitatives telles les bonus de densité qui constituent un incitatif puissant à la réalisation de projets d'habitation sociale, accessible et familiale[1032]. La commission partage ces inquiétudes en reconnaissant que les suggestions émises méritent d'être étudiées.

[1029] Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et Table pour l'habitation et en aménagement urbain de Verdun, doc. 7.16, p. 3; Table de quartier Peter-McGill, doc. 7.33, p. 10; Concertation en développement social de Verdun, doc. 7.96, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 11; Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, doc. 7.31, p. 17; Comité logement de la Petite Patrie, doc. 7.24, p. 9-10; Comité d'action de Parc-Extension, doc. 7.14, p. 7; Association des locataires de Villeray, doc. 7.35, p. 4; Vivre Saint-Michel en santé, doc. 7.27, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 7; Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve, doc. 7.118, p. 6; Atelier habitation Montréal, doc. 7.93, p. 6; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 7; Anaïs Flanquart, doc. 8.1, #32; Flore Cebollada, doc. 8.1, #33; Marie Karla Leduc, doc. 8.1, #34; Lisabell Phan, doc. 8.1, #40; Marie-France Lavoie-Sergerie, doc. 8.1, #42; Émilie Fournier, doc. 8.1, #43; Genevieve Godin, doc. 8.1, #45; Claudia Bouchard, doc. 8.1, #46; Wennita Charron, doc. 8.1, #47; Nina Pourteau, doc. 8.1, #48; Sarah Landry, doc. 8.1, #50

[1030] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Coalition de la Petite-Bourgogne/Quartier en santé, doc. 7.88, p. 3; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5; Comité logement Lachine-LaSalle, doc. 7.130, p. 2

[1031] Bâtir son quartier, doc. 7.23, p. 9; Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal, doc. 7.126, p. 5

[1032] Groupe de sociétés Westcliff, doc. 7.65, p. 9; Canderel, doc. 7.72, p.2-3; Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), doc. 7.105, p. 2, 4 et 5; DevMcGill, doc. 7.110, p. 9; Corporation Proment, doc. 7.117, p. 6; Maître carré, doc. 7.120, p. 16; Broccolini, doc. 7.134, p. 3; Groupe MACH, doc. 7.18, p. 7

Sensibilisation au logement social

Des participants ont indiqué qu'une sensibilisation, voire une éducation serait à faire quant au logement social comme composante de la mixité urbaine souhaitée[1033]. Cela serait rendu nécessaire en raison d'une perception négative de ce type de logement, notamment lorsqu'un projet visant cette clientèle s'insère dans une trame urbaine déjà bâtie. Pour la commission, cette préoccupation d'intégration sociale trouverait sa place à l'intérieur d'une politique municipale d'habitation au même titre, par exemple, que l'harmonisation des typologies résidentielles à l'intérieur des milieux de vie et des quartiers.

[1033] Julie M, doc. 8.1, #39; Corporation Mainbourg, doc. 7.45, p. 5; Convergence itinérance Montréal, doc. 7.71, p. 3; Multi-femmes inc., doc. 7.44, p. 5 ; Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne, doc. 7.116, p. 5; Réseau habitation femmes/La Chrysalide, doc. 7.128, p. 10; Fédération des OSBL d'habitation de Montréal, doc. 7.57, p. 8; Communauté Saint-Urbain, doc. 7.11, p. 4

CONCLUSION

La consultation publique a mis en lumière des convergences intéressantes au niveau des principes et des orientations. En effet, les parties prenantes dont les intérêts socio-économiques diffèrent s'entendent sur la pertinence des objectifs de diversité et d'accessibilité que poursuit la Ville en matière d'habitation inclusive.

Dans les opinions exprimées par les intervenants dans toute leur diversité, la commission a perçu une volonté de poursuivre avec l'administration municipale la réflexion sur l'évolution de l'inclusion dans toutes ses formes et du monitorage quant à sa mise en œuvre.

Pour la commission, ces convergences sont porteuses et essentielles alors que la Ville, forte de l'expérience de la Stratégie d'inclusion, propose d'affermir la mixité sociale dans une règlementation. Les deux projets de règlement à l'étude constituent un tandem règlementaire qui change la manière de gérer l'inclusion en habitation et de la réaliser dans les faits.

La commission reconnaît le travail effectué par la Ville préalablement au dépôt de ces deux projets de règlement. Elle reconnaît tout autant l'investissement des individus, des groupes, des organismes et des sociétés qui, œuvrant ou militant dans le domaine de l'habitation, se sont impliqués en amont du processus et ont communiqué leurs attentes, leurs analyses ainsi que des pistes de solution en participant à la consultation d'une manière ou d'une autre. C'est bien là la démonstration que les forces vives dans la ville n'hésitent pas à coopérer lorsque les défis sont partagés.

L'habitation est un enjeu collectif qui ne laisse guère indifférent. En matière de diversité, d'accessibilité et de qualité des logements destinés à une variété étendue de clientèles de toutes conditions sociales et économiques, la commission invite la Ville à une direction forte et sans faille, ouverte à des approches nouvelles et attentive à la notion de milieu de vie complet animé par de multiples apports citoyens.

L'urgence d'agir ne saurait à elle seule justifier de sauter des étapes. C'est pourquoi la commission a cru utile de rappeler certaines phases du continuum de planification auxquelles la Ville, de concert avec les parties prenantes, devrait consacrer dès à présent du temps et des ressources. Cela ne signifie pas qu'elle doive renoncer dans l'immédiat à améliorer l'offre de logement, bien au contraire. Pour la commission, administrer dans la continuité garantit de poursuivre ce qui fonctionne bien tout en actualisant, voire en renforçant, les leviers dont elle dispose déjà. Les opinions reçues, de très grande qualité rappelons-le, sont un réservoir important de solutions dont l'administration municipale aurait tort de se passer.

La volonté maintes fois exprimée d'installer une coopération en continu, dont la forme reste à déterminer, entre l'administration et les parties prenantes apparaît à la commission comme une

occasion à saisir et à développer. Il y a peut-être là une nouvelle façon de penser la ville qui pourrait faire de Montréal un chef de file en la matière.

Enfin, la commission souhaite que la Ville exerce un rôle rassembleur dans l'esprit même de l'inclusion. Sur la foi des opinions qu'elle a entendues, l'inclusion apparaît et peut être comprise comme un vecteur de développement bien plus que comme une contrainte règlementaire.

Du point de vue de son développement social et économique et de son rayonnement comme ville centrale de la Métropole, Montréal et ses arrondissements doivent rendre l'inclusion plus attrayante et franchement intéressante pour ceux et celles qui y vivent comme pour ceux et celles qui veulent y étudier, y travailler ou y faire des affaires. Cela pourrait se traduire dans l'esprit tout autant que dans la manière d'accueillir les projets et de les traiter avec diligence et efficience.

En somme, l'expérience montréalaise a démontré que l'inclusion en habitation est possible et porteuse. Il reste désormais à la rendre gagnante pour tous.

Fait à Montréal, le 30 avril 2020.

Hélène Laperrière
Présidente de commission

Nadja Raphaël
Commissaire

Alain Duhamel
Commissaire










Montréal



Annexe 1 – Les renseignements relatifs au mandat

Le mandat

Le 18 juin 2019, le Conseil municipal a mandaté l'Office de consultation publique de Montréal pour tenir une consultation publique sur le projet de règlement P-04-047-204 intitulé « *Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* », ainsi que sur le projet de règlement P-19-041 intitulé « *Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial* ». Ce mandat est encadré par l'article 83 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (L.R.Q., c. C-11-4).

La consultation publique

Un avis public annonçant la consultation est paru le 7 août 2019 dans le journal 24 heures. À compter de cette date, la documentation relative au projet a été rendue disponible aux bureaux de l'OCPM ainsi que sur son site Internet.

Pour diffuser l'information relative aux consultations publiques, l'OCPM s'appuie aussi sur une communauté de citoyens et d'organismes qui suivent ses activités. Ainsi, la présente consultation a été annoncée aux plus de 6 000 abonnés à son infolettre ainsi qu'aux 13 000 abonnés à ses pages Facebook et Twitter. Des campagnes publicitaires sur Internet ont aussi été réalisées afin d'inviter les citoyens à participer à la consultation.

Deux rencontres préparatoires ont eu lieu avec les représentants du Service de l'habitation de la Ville de Montréal. La première s'est déroulée le 20 juin 2019 aux bureaux du Service de l'habitation, et la seconde, le 26 juin à l'OCPM.

La commission a tenu une séance d'information le 19 septembre aux locaux de l'OCPM, ainsi que cinq séances d'audition des opinions entre le 22 et le 25 octobre, au même endroit.

La séance d'information a été intégralement diffusée en vidéo sur ses réseaux sociaux et suivie par 560 personnes, en direct ou en différé, en plus des personnes présentes dans la salle.

La commission et son équipe
Hélène Laperrière, présidente de la commission
Nadja Raphaël, commissaire
Alain Duhamel, commissaire
Marc-André Lapointe, analyste
Pierre Goyer, analyste

L'équipe de l'OCPM
Eduardo Alvaro Toledo, préposé à l'accueil
Sheba Akpokli, préposée à l'accueil
Brunelle-Amélie Bourque, chargée de logistique et communications
Louis-Alexandre Cazal, webmestre
Luc Doray, secrétaire général
Élisabeth Doyon, designer multimédia
Lizon Levesque, adjointe administrative
Paul Marchand, préposé à l'accueil
Anik Pouliot, directrice des communications
Gilles Vézina, attaché de recherche et de documentation

Les porte-parole de la Ville de Montréal
Marianne Cloutier, directrice, Service de l'habitation
Laurent Lussier, conseiller, Service de l'habitation

Les personnes-ressources

Pour le Service de l'habitation
Marthe Boucher, Chef de division, Division logement social et inclusion logement abordable
Martin Ferland, conseiller
Marie-Ève Lafortune, conseillère
Daniel Legault, chef d'équipe

Pour le Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline Lépine, Chargée de projet, Division de la planification urbaine, Direction de l'urbanisme

Pour la Société d'habitation et de développement de Montréal
Marie-Claude Cantin, coordonnatrice – analyse immobilière

Participants à la séance d'information (par ordre d'inscription)

Maryse Chapdelaine	Éric Michaud	Claire Adamson
Carl Cloutier	Mireille Foisy	Xavier Santerre
Sandrine Belley	Martin Blanchard	Alain Arsenault
Kenny Harrouche	Céline Magontier	Éric Barbeau
Louise Constantin	François Bernier	Dany Tremblay
Jean Poulin	Mélanie Beauregard	Vincent Robert-Huot
Mabyane Ngot	Cédric Glorioso	

La liste des citoyens et organismes qui ont soumis une opinion écrite avec ou sans présentation orale apparaît à l'annexe 2 sous les rubriques 7 et 8.

Annexe 2 – Le dossier de documentation

1. Procédure et objet du mandat

1.1. Règlement modifiant le plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)
- 1.1.1. Sommaire décisionnel
- 1.1.2. Recommandation
- 1.1.3. Interventions – Service des affaires juridiques
  - 1.1.3.1. Règlement
- 1.1.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.1.4.1. Modification proposée du Plan d'urbanisme
  - 1.1.4.2. Avis du comité Jacques-Viger – 15 mars 2019
- 1.1.5. Résolutions
  - 1.1.5.1. Résolution comité exécutif du 12 juin 2019 – CE19 1038
  - 1.1.5.2. Résolution conseil municipal du 18 juin 2019 – CM19 0785

1.2. Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial
- 1.2.1. Sommaire décisionnel
- 1.2.2. Recommandation
- 1.2.3. Intervention – Service des affaires juridiques
  - 1.2.3.1. Règlement
  - 1.2.3.2. Annexe A – Territoires d'application
  - 1.2.3.3. Annexe B – Secteurs de valeur pour le logement social
  - 1.2.3.4. Annexe C – Secteurs de valeurs aux fins de l'article 32
- 1.2.4. Pièces jointes au dossier
  - 1.2.4.1. Carte 1 – Territoires d'application du règlement
  - 1.2.4.2. Carte 2 – Contrepartie financière versée – cession d'immeuble
  - 1.2.4.3. Carte 3 – Contribution financière – volet social
  - 1.2.4.4. Pièce 4 – Prix et loyers
  - 1.2.4.5. Pièce 5 – Contribution financière – volet abordable
  - 1.2.4.6. Pièce 6 – Volet familial – exigences
- 1.2.5. Résolution
  - 1.2.5.1. Résolution comité exécutif du 12 juin 2019 – CE19 1037
  - 1.2.5.2. Résolution conseil municipal du 18 juin 2019 – CM19 0784

2. Démarche de consultation

2.1. Dépliant

2.2. Avis public

3. Documentation déposée par la Ville de Montréal

3.1. Règlement pour une métropole mixte – Document explicatif – 2019
- 3.1.1. Règlement pour une métropole mixte – Résumé – 2019
- 3.1.2. Présentation du Service de l'habitation de la Ville de Montréal – Soirée d'information du 19 septembre 2019

3.2. Groupes de discussion – Rapport 2018

3.3. Atelier de travail avec les experts de l'immobilier – Aide-mémoire 2018
3.4. Impact d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation – Rapport CIRANO – 2019
3.5. Documents de référence cités dans le Document explicatif (3.1)
  3.5.1. La mixité sociale en habitation - Rapport de recherche réalisé pour le Service de l'habitation de la Ville de Montréal – 2002
  3.5.2. Étude auprès des acheteurs de copropriétés au Centre-Ville et dans Griffintown – 2014
  3.5.3. Étude sur l'application du concept de rapprochement travail-résidence au secteur Assomption – 2016
  3.5.4. The Effect of Local Government Policies on Housing Supply – Terner Center for Housing Innovation at UC Berkeley – 2016
  3.5.5. La qualité de vie dans les projets résidentiels denses – Balises concernant la cohabitation en contexte de mixité – 2017
  3.5.6. Examen de l'escalade des prix des logements dans les grands centres métropolitains du Canada – SCHL – 2018
  3.5.7. Guide d'application du Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain – ARTM – 2018
  3.5.8. Rapport sur le marché locatif dans la RMR de Montréal – SCHL – 2018
  3.5.9. Strengthening Inclusionary Housing Feasibility Studies – Grounded Solutions Network et al. – 2018
  3.5.10. Baromètre du marché résidentiel dans la Région métropolitaine de Montréal – FCIQ – 1er trimestre 2019
  3.5.11. Projections financières en matière de développement résidentiel locatif au centre-ville – PBA Immobilier – 2019
3.6. Outil de calcul dynamique – Méthodologie – octobre 2018
3.7. Coûts de réalisation détaillés de projets résidentiels sur le territoire de la Ville de Montréal – février 2019
3.8. Panels d'experts
  3.8.1. Panel 1 – Analyse des impacts d'un projet de règlement sur le marché de l'habitation – Acquisition de « Services professionnels » - décembre 2017
  3.8.2. Panel 1 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie préliminaire – octobre 2018
  3.8.3. Panel 1 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Rapport – octobre 2018
  3.8.4. Panel 2 – Méthode d'analyse
  3.8.5. Panel 2 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie – novembre 2018
  3.8.6. Panel 2 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Rapport – décembre 2018
  3.8.7. Panel 2 – Suivi de la méthode d'analyse
  3.8.8. Panel 2 – Analyse d'impact sur le marché de l'habitation – Mise à jour sur la méthodologie et les intrants – février 2019
  3.8.9. Panel 3 – Méthode d'analyse
  3.8.10. Panel 3 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Mise à jour sur la méthodologie et les intrants – février 2019

3.8.11. Panel 3 – Analyses d'impact sur le marché de l'habitation – Méthodologie – février 2019

3.9. Règlement pour une métropole mixte – Revue des expériences internationales – 2017-2018

3.10. Définition du logement abordable dans différents programmes – Novembre 2019

3.11. Mémoires déposés à l'OCPM – Rectificatifs – Novembre 2019

4. Documents et liens utiles

4.1. Évolution de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.1. 2005 – Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.2. 2007 – Stratégie d'inclusion de logements abordables – Avancement de la mise en œuvre

4.1.3. 2015 – Modifications apportées à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.4. 2019 – Bilan des retombées 2005-2018 – Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.1.5. Agglomération de Montréal - Conseil d'agglomération - Bilan du Fonds de contribution pour l'année 2018 (p. 123-130)

4.2. Stratégies d'inclusion locales

4.2.1. Verdun – 2015 – Plan d'action local pour améliorer l'offre et l'accès à des logements abordables

4.2.2. Sud-Ouest – 2016 – Plan d'action en matière d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels du Sud-Ouest

4.2.3. Plateau-Mont-Royal – 2017 – Politique locale d'inclusion de logements abordables dans les projets résidentiels

4.2.4. Ahuntsic-Cartierville – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.2.5. Lachine – 2018 – Politique locale d'inclusion de logements sociaux et abordables

4.2.6. Mercier-Hochelaga-Maisonneuve – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables dans les nouveaux projets résidentiels

4.2.7. Rosemont-La Petite-Patrie – 2018 – Stratégie locale d'inclusion de logements sociaux et abordables et de lutte contre l'insalubrité

4.2.8. Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension – 2018 – Politique locale d'inclusion sociale

4.2.9. Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce – 2019 – Politique locale sur la contribution des nouveaux projets résidentiels au logement abordable, social et familial

4.3. Politiques d'habitation

4.3.1. Ville de Laval – Politique de l'habitation – Juin 2017

4.3.2. Ville de Longueuil - Politique d'habitation et du logement social - Juin 2017

4.3.3. Agglomération de Longueuil - Politique-cadre du logement social – Juin 2017

4.3.4. Saint-Bruno-de-Montarville - Politique de l'habitation - 2018

4.4. Vérificateur général – Rapport 2018 – Gestion de l'inclusion de logements abordables – Mars 2019
4.5. Ville de Montréal – Accessibilité universelle – Plan d'action 2015-2018
4.6. Ville de Montréal – Plan d'action municipale pour les personnes aînées 2018-2020
4.7. Communauté métropolitaine de Montréal – Vision 2025 – 2003
4.8. Communauté métropolitaine de Montréal – Orientations en matière de logement social et abordable – 2005
4.9. Communauté métropolitaine de Montréal – Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable - 2015-2020

5. Travaux de la commission

5.1. Compte-rendu de la rencontre préparatoire avec la Ville - 5 septembre 2019
5.2. Demandes de la Commission – 11 octobre 2019
5.2.1. Réponses de la Ville de Montréal – 21 octobre 2019

6. Transcriptions

6.1. Transcription de la séance d'information du 19 septembre 2019
6.1.1. Webdiffusion
6.2. Transcription de la séance d'audition des opinions du 22 octobre 2019
6.3. Transcription de la séance d'audition des opinions du 23 octobre 2019 en pm
6.4. Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 octobre 2019 en pm
6.5. Transcription de la séance d'audition des opinions du 24 octobre 2019 en soirée
6.6. Transcription de la séance d'audition des opinions du 25 octobre 2019

7. Opinions

7.1. Mario Polèse
7.1.1. Présentation
7.1.2. Transcription
7.2. Institut de développement urbain du Québec (IDU)
7.2.1. Transcription
7.2.2. Document déposé
7.3. P.O.P.I.R. Comité logement
7.3.1. Transcription
7.4. Rayside Labossière
7.4.1. Présentation
7.4.2. Transcription
7.5. Ex aequo
7.5.1. Présentation
7.5.2. Transcription
7.6. Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ)
7.6.1. Présentation
7.6.2. Transcription

7.7. Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM)
  7.7.1. Document déposé
  7.7.2. Transcription
7.8. Inter-Loge
  7.8.1. Transcription
  7.8.2. Document déposé
7.9. Prével
  7.9.1. Transcription
7.10. Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)
  7.10.1.
  7.10.2. Transcription
7.11. Communauté Saint-Urbain
  7.11.1. Transcription
7.12. Conseil jeunesse de Montréal
  7.12.1. Présentation
  7.12.2. Document déposé 1
  7.12.3. Document déposé 2
  7.12.4. Transcription
7.13. Brique par brique
  7.13.1. Transcription
7.14. Comité d'action de Parc-Extension (CAPE)
  7.14.1. Transcription
7.15. Comité de logement Rosemont
  7.15.1. Transcription
7.16. Comité d'action des citoyen(ne)s de Verdun et la Table pour l'habitation et l'aménagement urbain de Verdun
  7.16.1. Transcription
7.17. Dany Tremblay
  7.17.1. Transcription
7.18. Groupe MACH
  7.18.1. Présentation
  7.18.2. Transcription
7.19. Table de concertation du quartier des Grands Jardins
  7.19.1. Transcription
7.20. Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
  7.20.1. Transcription
7.21. Fédération des coopératives intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
  7.21.1. Transcription
7.22. Habiter Ville-Marie
  7.22.1. Transcription
7.23. Bâtir son quartier
  7.23.1. Transcription

7.24. Comité logement de la Petite Patrie
7.24.1. Présentation
7.24.2. Transcription
7.25. Conseil Jeunesse de Ville-Marie
7.25.1. Transcription
7.26. Comité logement Ahuntsic Cartierville
7.26.1. Présentation
7.26.2. Transcription
7.27. Vivre Saint-Michel en santé
7.27.1. Présentation
7.27.2. Transcription
7.28. Direction régionale de santé publique de Montréal
7.28.1. Présentation
7.28.2. Transcription
7.29. La Corporation Cadillac Fairview Limitée
7.29.1. Présentation
7.29.2. Transcription
7.29.3. Document déposé 1
7.29.4. Document déposé 2
7.29.5. Document déposé 3
7.29.6. Document déposé 4
7.29.7. Document déposé 5
7.30. Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges
7.30.1. Document déposé
7.30.2. Transcription
7.31. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
7.31.1. Présentation
7.31.2. Transcription
7.31.3. Document déposé
7.32. Chambre de commerce du Montréal métropolitain
7.32.1. Transcription
7.33. Table de quartier Peter-McGill
7.33.1. Présentation
7.33.2. Transcription
7.34. Groupe CDH
7.34.1. Transcription
7.34.2. Document déposé
7.35. Association des locataires de Villeray
7.35.1. Transcription
7.36. Vivacité Société immobilière solidaire
7.36.1. Présentation
7.36.2. Transcription

7.37. Collectif de recherche et d'action sur l'habitat (CRACH)
  7.37.1. Présentation
  7.37.2. Transcription
7.38. Coalition montréalaise des Tables de quartier
7.39. Comité logement Ville-Marie
  7.39.1. Transcription
7.40. Guillaume Le Nigen
  7.40.1. Présentation
  7.40.2. Transcription
7.41. Julien Deschênes
7.42. Au cœur de l'enfance
7.43. Anne-Sophie Jean-Charles et Maxime-Olivier Eyoum-Jong
7.44. Multi-Femmes inc.
7.45. Corporation Mainbourg
7.46. Michèle Perrozzino
7.47. Gilbert St-Arnaud
7.48. Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
7.49. Comité logement Saint-Laurent
7.50. Rachel Shugart
7.51. Jillur Rob et Seema Laskar
7.52. Marguerite Wotto
7.53. Comité logement du Plateau Mont-Royal
7.54. Comité logement de Montréal-Nord
7.55. Regroupement des organismes du Montréal-ethnique pour le logement
7.56. LogisAction Notre-Dame-de-Grâce
7.57. Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)
7.58. Louis Bériau
7.59. Brin d'Elles
7.60. Richard Lessard
7.61. Richard Shearmur
7.62. Alternatives communautaires d'habitation et d'intervention de milieu
7.63. Le sac à dos
7.64. CDC Action Solidarité Grand Plateau
7.65. Le Groupe de Sociétés Westcliff
7.66. OSBL Habitation Montréal (OHM)
7.67. Maison St-Dominique
7.68. Centre des femmes de Verdun
7.69. Gustave Arroyo
7.70. Maison l'Éclaircie de Montréal
7.71. Convergence itinérance Montréal – Mission Old Brewery, Mission Bon Accueil, Maison du Père et Accueil Bonneau
7.72. Gestion Canderel Inc.
7.73. Sasha Dyck
7.74. Chambreclerc
7.75. Association Logement Amitié Inc.

7.76. ACEF de l'Est de Montréal
7.77. Action dignité de Saint-Léonard
7.78. Les Toits de Mercier
7.79. Table 0-5 ans des Faubourgs
7.80. Concertation Ville-Émard/Côte St-Paul
7.81. TOMS- Table des Organismes communautaires Montréalais de lutte contre le sida
7.82. Espace La Traversée
7.83. Sophie Girondin
7.84. Comité promoteur du logement social (CPLS) de Saint-Léonard
7.85. Un Toit En Ville
7.86. Table des Groupes de Femmes de Montréal
7.87. La Petite Maison de la Miséricorde
7.88. Coalition de la Petite-Bourgogne / Quartier en santé
7.89. Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
7.90. Fondation Habitation Marcel-Roy
7.91. Habitations communautaires vie urbaine
7.92. Gestion Habitat +
7.93. Atelier habitation Montréal
7.94. Christa Smith-Kingston
7.95. Rêvanous
7.96. Concertation en développement social de Verdun
7.97. Habitations Nouvelles Avenues
7.98. Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec
7.99. La Marie Debout, centre de femmes
7.100. Notre-Dame-de-Grace Community Council
7.101. Centre des Aînés de L'Asie du Sud-Est
7.102. Comité BAILS
7.103. À nous les quartiers
7.104. François Bruneau, Isabelle Charrier et Giacomo Valzania
7.105. Association de la construction du Québec
7.106. Mères avec pouvoir
7.107. L'Ancre des Jeunes
7.108. France Franc
7.109. Ensemble Montréal, l'Opposition officielle à l'hôtel de ville de Montréal
7.110. DevMcGill
7.111. Corporation de développement communautaire Centre-Sud
7.112. Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent (COSSL)
7.113. Gascon & Associés s.e.n.c.r.l.
7.114. Real Property Association of Canada/Association des Biens Immobiliers du Canada
7.115. Infologis de l'Est de l'Île de Montréal
7.116. Services juridiques communautaires de Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne
7.117. Proment
7.118. La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve
7.119. Les Habitations du Réseau de l'Académie

7.120. District Atwater inc et Maître Carré
7.121. La Maison Marguerite de Montréal
7.122. Sous le toit de PAL
7.123. Projet PAL
7.124. Habitations populaires de Parc Extension
7.125. Rachel Julien
7.126. Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM)
7.127. Association des groupes de ressources techniques du Québec
7.128. Réseau habitation femmes / la chrysalide
7.129. Le Centre de ressources et d'action communautaire de La Petite-Patrie
7.130. Comité logement Lachine-LaSalle
7.131. Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
7.132. Caucus des député.e.s.montréalais.es de Québec solidaire
    7.132.1. Transcription
7.133. Jody Negley
    7.133.1. Transcription
7.134. Broccolini
7.135. Groupe Sélection
7.136. Nathalie Germain
7.137. Vivre en Ville
    7.137.1. Transcription
7.138. Pop Maya Labs MTL
7.139. Dispensaire diététique de Montréal
7.140. Dominique Marsan
    7.140.1. Transcription
7.141. RAPSIM
    7.141.1. Transcription
7.142. Devimco Immobilier
7.143. Conseil des Montréalaises
7.144. Simon Tremblay-Pepin
7.145. Olga Castrillon
7.146. Groupe d'intervention Sainte-Marie (GISM)
7.147. Nathalie Turenne
7.148. Imagine Lachine-Est

8. Opinions présentées en ligne

8.1. Logement
8.2. Mixité
8.3. Exigences et coûts
8.4. Économie
8.5. Territoire
8.6. English
8.7. Autres opinions





Annexe 3 – Projet de règlement 04-047-204

Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME DE LA VILLE DE MONTRÉAL (04-047) AFIN DE DÉFINIR LES ORIENTATIONS AUX FINS DE L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT VISANT À AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL.

Vu les articles 109 et 145.30.1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du…..... 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète :

1. L'introduction de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) est modifiée :

1° par le remplacement, dans l'énoncé de l'objectif 2, des mots « la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014 » par les mots « un développement résidentiel soutenu et diversifié »;

2° dans l'encadré intitulé « Habiter Montréal : la stratégie municipale en matière d'habitation » :

a) au troisième alinéa intitulé « 1. Assurer une offre résidentielle équilibrée » :

i) par la suppression du mot « nombreuses »;

ii) par le remplacement des mots « diversité sociale dans les grands projets » par les mots « offre résidentielle équilibrée »;

b) au cinquième alinéa intitulé « 3. Promouvoir le développement résidentiel », par le remplacement des mots « Afin de concrétiser l'objectif de construire de 60 000 à 75 0000 logements entre 2004 et 2014, la » par le mot « La ».

2. L'objectif 2 de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifié :

1° dans l'énoncé de l'objectif 2, par le remplacement des mots « la construction de 60 000 à 75 000 logements entre 2004 et 2014 » par les mots « un développement résidentiel soutenu et diversifié »;

2° au deuxième alinéa, par l'ajout, après les mots « entre 1991 et 2001. », des mots « La Ville consacrera des efforts importants au cours des prochaines années afin de voir augmenter la part de ménages de la région métropolitaine qui s'installeront à Montréal. »;

3° par la suppression du troisième alinéa;

4° au sixième alinéa, par le remplacement des mots « La Ville entend soutenir la construction d'une diversité de logements en s'appuyant notamment sur les programmes d'aide financière pour la construction. » par les mots « Soucieuse de développer et de préserver la diversité sociale, économique et démographique dans les quartiers montréalais, la Ville se donne également l'objectif de soutenir un développement résidentiel capable de répondre à une variété de besoins. Pour cela, elle s'appuiera notamment sur les programmes d'aide financière pour la construction et aussi sur l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. »;

5° par le remplacement du texte de l'encadré intitulé « Programme d'aide financière pour la construction de logements » par le suivant :

« **LE DÉVELOPPEMENT RÉSIDENTIEL DEPUIS 2004**

La Ville s'était donné, lors de l'adoption du Plan d'urbanisme en 2004, l'objectif de favoriser la construction de 60 000 à 75 000 logements pour la période 2004-2014; cet objectif a été largement dépassé.

Le développement résidentiel montréalais a fortement évolué depuis. Les immeubles multirésidentiels sont de plus en plus prédominants, les nouveaux logements plus petits et les projets fortement regroupés dans les zones centrales. Cette tendance s'est récemment accentuée avec l'accélération remarquable de la construction au centre-ville. Signe de l'attrait croissant pour les quartiers propices à la marche et bien desservis par le transport en commun, cette dynamique de construction est également en phase avec l'objectif de consolidation du territoire exprimé dans le Plan.

Dans ce contexte, le défi consiste à soutenir la vigueur du développement tout en assurant une offre résidentielle diversifiée répondant notamment aux besoins des familles et des ménages à revenus faibles ou modestes.

En 2005, la Ville de Montréal a adopté la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels. Cette stratégie vise à stimuler un développement résidentiel mixte et à soutenir la production de logements abordables, tant privés que sociaux et communautaires. Reposant sur des mécanismes incitatifs, cette stratégie s'applique lorsqu'un projet requiert une modification réglementaire majeure.

La Stratégie a généré au cours des années la construction de plusieurs milliers de logements sociaux et abordables. L'introduction, en 2017, de nouveaux pouvoirs en urbanisme permet de systématiser et d'élargir les pratiques qu'elle a introduites (voir action 2.3). ».

6° par le remplacement du texte de l'encadré intitulé « Le logement abordable » par le suivant :

« **LE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL**

Les interventions de la Ville de Montréal en habitation visent l'ensemble des ménages, en se concentrant sur ceux dont les besoins sont moins bien desservis par le marché privé. Le logement social et communautaire est destiné à des clientèles à revenus faibles et modestes et répond aux critères des programmes gouvernementaux en la matière.
Un logement est généralement considéré comme abordable lorsqu'il permet à un ménage à revenu faible ou modeste de se loger adéquatement sans y consacrer une part excessive de son revenu. Par ailleurs, aux fins de l'action 2.3, on entend par logement abordable celui dont le prix ou le loyer est comparativement plus abordable que dans le reste du marché ou qui est comparable aux prix les plus bas du marché.

Un logement familial peut être un logement social, abordable ou au prix du marché, dans la mesure où il comporte au moins trois chambres et une superficie suffisante pour une famille. ».

7° par le remplacement, au septième alinéa :
   a) des mots « Par ailleurs, la Ville se fixe comme cible qu'une proportion d'environ 30 % des nouvelles constructions résidentielles à Montréal soit des logements à coût abordable pour les ménages à revenu faible ou modeste. » par les mots « Par ailleurs, la Ville prévoit développer des outils qui favorisent l'émergence d'une offre diversifiée et équilibrée de logements. »;
   b) des mots « logements abordables par les mots « logements sociaux, abordables ou familiaux »;

8° par le remplacement, au huitième alinéa, des mots « Pour atteindre son objectif de construction de 60 000 à 75 000 logements et de production de logements abordables » par les mots « Pour atteindre son objectif de favoriser un développement résidentiel soutenu et diversifié ».

3. L'action 2.1 de l'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, dans le deuxième moyen de mise en œuvre, des mots « et d'exigences réglementaires en vue d'améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » après les mots « Soutenir, notamment à l'aide de programmes ».

4. L'orientation 2.1 du chapitre 2 de la partie I de ce plan d'urbanisme est modifiée par l'ajout, après l'action 2.2, de l'énoncé d'action et des alinéas suivants :

« **action 2.3**
Assurer une offre de logements diversifiée et équilibrée qui répond aux besoins des ménages montréalais

Montréal se distingue, en matière d'habitation, par son caractère mixte et abordable. La plupart de ses quartiers comportent une offre résidentielle qui permet de répondre à une variété de besoins et de créer des milieux de vie inclusifs. Avec une offre d'habitation diversifiée, Montréal est également bien équipée pour prévenir l'itinérance, lutter contre la

pauvreté et l'exclusion et attirer une diversité de travailleurs, d'étudiants et de créateurs qui en alimentent le dynamisme. Ces atouts, Montréal doit les préserver.

Plusieurs phénomènes sont cependant préoccupants. Encore aujourd'hui, 85 000 ménages locataires à Montréal consacrent plus de la moitié de leurs revenus à se loger, alors que l'augmentation des loyers érode progressivement le parc locatif abordable. Les ménages à revenu moyen peinent de plus en plus à accéder à la propriété. La construction de logements répondant aux besoins des familles est très limitée, particulièrement dans les secteurs centraux.
Pour rester mixte et abordable, Montréal a besoin d'un développement résidentiel vigoureux à même d'accueillir la population grandissante de la Ville. Montréal a également besoin d'un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population, tant en termes de prix qu'en matière de typologies, afin de maintenir et créer des quartiers mixtes.

La Ville de Montréal se dote donc d'outils structurants permettant de moduler le développement résidentiel; ces outils prennent la forme de programmes de subvention et d'investissements.

De plus, la Ville de Montréal compte adopter un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial. Issu de nouveaux pouvoirs conférés aux municipalités du Québec en 2017, cet outil permettra d'assujettir la délivrance de permis pour la construction d'unités résidentielles à la conclusion d'une entente visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial, conformément à l'intention précédemment énoncée d'assurer un développement résidentiel équilibré et adapté aux besoins de sa population. Ce règlement visera à ce que les projets résidentiels comprennent une proportion de logements sociaux, abordables et familiaux.

Cette volonté de la Ville d'assurer une offre de logement diversifiée et équilibrée se réalisera en favorisant aussi une architecture de qualité, en harmonie avec le caractère de chaque lieu et respectueuse de l'environnement (voir objectif 12).

MOYENS DE MISE EN ŒUVRE

- Adopter un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.
- Conjuguer les efforts de la Ville en vue de la construction d'une gamme variée de logements sur l'ensemble du territoire montréalais, notamment par la mise en œuvre et la révision des politiques et programmes en la matière.
- Assurer un suivi des mesures et de leurs retombées. »

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1190491001

Annexe 4 – Projet de règlement P-19-041

Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

Les annexes A – Territoires d'application, B – Secteurs de valeur pour le logement abordable et C – Secteurs de valeur aux fins de l'article 32, sont disponibles au point 1.2.3 du dossier de documentation, accessible à l'adresse suivante :
https://ocpm.qc.ca/fr/metropole-mixte/documentation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX

RÈGLEMENT VISANT À AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL, ABORDABLE ET FAMILIAL

Vu les articles 145.30.1 à 145.30.3 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À l'assemblée du 2019, le conseil de la Ville de Montréal décrète ce qui suit :

SECTION I
DÉFINITIONS

1. Aux fins de l'application du présent règlement, les mots et les expressions ci-après mentionnés ont la signification suivante :

« chambre à coucher » : un espace fermé doté d'une fenêtre constituant une pièce d'un logement et ne devant pas faire partie d'une pièce combinée au sens du Code de construction du Québec (RLRQ, B-1.1, r. 2), sauf s'il s'agit d'une autre chambre, auquel cas cette pièce combinée sera considérée comme constituant une seule et même chambre à coucher;

« directeur » : le directeur du Service de l'habitation de la Ville de Montréal ou son représentant autorisé;

« emplacement » : un ensemble formé d'un ou de plusieurs lots qui répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

1° a fait l'objet d'une même résolution d'un conseil d'arrondissement visant à autoriser un projet particulier de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble ou d'un même règlement visant à autoriser un projet en vertu du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

2° est composé de lots qui sont contigus ou qui le seraient s'ils n'étaient pas séparés par une voie de circulation et qui appartiennent, en tout ou en partie, à un même propriétaire ou à une personne liée à ce propriétaire ou sont acquis par ces personnes à l'intérieur d'une période de 2 ans à partir de la conclusion de l'entente;

« immeuble » : un terrain formé d'un ou de plusieurs lots;

« logement » : pièce ou suite de pièces servant ou destinée à servir de domicile à une ou plusieurs personnes et comportant des appareils sanitaires et des espaces où l'on peut préparer et consommer des repas et dormir;

« logement abordable » : logement dont le prix ou le loyer est conforme à l'article 22 du présent règlement;

« logement d'une chambre » : logement comprenant deux ou trois pièces, dont au moins une chambre à coucher;

« logement de deux chambres » : logement comprenant quatre pièces, dont au moins deux chambres à coucher;

« logement de trois chambres et plus » : logement comprenant au moins cinq pièces, dont au moins trois chambres à coucher;

« logement familial » : logement de trois chambres et plus, d'une superficie minimale de 96 m² pour un logement situé dans les territoires délimités comme périphérie et extrémité à l'annexe A, et de 86 m², dans les territoires délimités à cette annexe comme centre-ville et quartiers centraux, ces mesures étant prises à partir de la face externe des murs extérieurs;

« logement familial abordable » : logement familial dont le prix est conforme à l'article 22 du présent règlement;

« logement social » : logement admissible ou bénéficiant d'une subvention en vertu d'un programme municipal de subvention à la réalisation de logement social, coopératif et communautaire;

« phase » : toute étape de réalisation d'un projet résidentiel nécessitant un permis de construction distinct au cours de laquelle seule une partie des logements prévus sur l'emplacement du projet résidentiel sont réalisés;

« personne liée » : aux fins de la définition du mot emplacement, est une personne liée à un propriétaire :

1° lorsque celui-ci est une personne morale, tout administrateur, dirigeant, ou actionnaire détenant directement ou indirectement des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de cette personne morale ou toute personne morale ayant en commun au moins un dirigeant, administrateur ou actionnaire détenant directement ou indirectement des actions de son capital-actions qui lui confèrent au moins 10 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances rattachés aux actions de cette personne morale;

2° lorsque celui-ci est une société en nom collectif, en commandite ou en participation, un de ses associés, et, le cas échéant, un de ses autres dirigeants et, lorsque l'associé ou le dirigeant est une personne morale, les personnes décrites au paragraphe 1°;

3° lorsque celui-ci est un promoteur au sens de l'article 1093 du Code civil du Québec, le syndicat de copropriété constitué par la publication de la déclaration de copropriété;

« projet résidentiel » : tout projet assujetti à un permis de construction pour la construction de logements ou pour la transformation d'un bâtiment ayant pour effet l'ajout de logements sur un même emplacement;

« résidence pour personnes âgées » : bâtiment d'habitation collective où sont offerts, contre le paiement d'un loyer, des chambres à coucher ou des logements destinés à des personnes âgées et des services principalement reliés à la sécurité, à l'aide à la vie domestique ou à la vie sociale;

« résidence pour étudiants » : bâtiment d'habitation collective où sont offerts, contre le paiement d'un loyer, des chambres à coucher ou des logements destinés à des étudiants et des services principalement reliés à la vie académique ou à la vie sociale;

« studio » : logement comprenant une pièce;

« superficie résidentielle » : somme de la superficie de plancher mesurée à partir de la face externe des murs extérieurs de chacun des planchers du projet résidentiel, incluant toutes les aires communes, mezzanines, escaliers, ascenseurs et lobby. Sont exclues du calcul de la superficie résidentielle, la superficie des espaces commerciaux et la superficie des planchers en sous-sol, à l'exception des logements ou parties de logements;

Aux fins de la présente définition, dans le cas d'un bâtiment jumelé ou contigu, la ligne de propriété fait office de mur extérieur;

« volet privé » : partie d'un projet résidentiel qui est composée des logements autres que les logements sociaux.

SECTION II
APPLICATION

2. Les dispositions du présent règlement s'appliquent à tout projet résidentiel à l'exception d'un projet :

1° visant la réalisation d'une résidence pour étudiants qui appartient à une université, un CÉGEP, à un organisme à but non lucratif ou une coopérative;

2° visant exclusivement la réalisation de logements sociaux tel que défini au présent règlement;

3° visant la réalisation de logements locatifs abordables par un organisme à but non lucratif ou une coopérative et recevant une aide financière aux fins de la construction de logements locatifs abordables par un gouvernement, la Ville ou un de leur mandataire;

4° dont plus de 80% des unités bénéficient d'un programme d'un gouvernement, de la Ville, d'un de leur mandataire ou de la Société d'habitation et de développement de Montréal permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds;

5° réalisé sur un immeuble faisant l'objet d'une entente conclue avec la Ville dans le cadre de la vente d'un immeuble municipal et comprenant des dispositions sur l'offre de logement social, abordable ou familial.

3. Outre les exceptions prévues à l'article 2, ne s'appliquent pas aux résidences pour étudiants et aux résidences pour personnes âgées :

1° les pourcentages minimaux relatifs au logement familial abordable de la section IV;

2° les dispositions de la section V.

4. Nul ne peut obtenir un permis de construction pour la réalisation d'un projet résidentiel visé au présent règlement sans qu'une entente entre le propriétaire de l'emplacement et la Ville n'ait été conclue en vue d'améliorer l'offre de logement social, abordable et familial et que les garanties prévues à une telle entente n'aient été obtenues par la Ville.

5. Lorsqu'un projet résidentiel est réalisé en plusieurs phases nécessitant un permis de construction, l'entente prévue à l'article 4 doit être conclue pour l'ensemble des phases du projet résidentiel préalablement à l'émission du premier permis de construction pour ce projet résidentiel.

Les exigences du présent règlement sont alors calculées en considérant le nombre de logements et la superficie résidentielle de l'ensemble des phases du projet résidentiel.

6. Nul ne peut obtenir un permis de construction pour la réalisation d'un projet résidentiel visé au présent règlement ayant fait l'objet d'une entente, mais dont la superficie résidentielle, le nombre de logements ou l'emplacement est modifié d'une manière qui n'a pas été prévue dans cette dernière.

Dans ce cas, l'entente doit être modifiée de façon à tenir compte, sous réserve du troisième alinéa, des engagements requis en vertu du présent règlement en fonction des changements apportés au projet résidentiel ou à l'emplacement.

Malgré le deuxième alinéa, aucune contribution financière déjà versée ne peut être remboursée et aucun immeuble déjà cédé ne peut être rétrocédé au propriétaire advenant une modification de l'entente et aucun crédit ne peut être appliqué sur les exigences requises dans le cadre d'un autre projet résidentiel.

7. La conclusion et la signature de toute entente en vertu du présent règlement relève du directeur, sous réserve d'une entente en vertu de laquelle la Ville s'engage à acquérir un immeuble moyennant la contrepartie prévue à l'article 15, auquel cas l'entente doit être approuvée par l'instance compétente avant d'être signée.

Toute entente conclue en vertu du présent règlement doit être signée par chaque propriétaire de l'emplacement.

8. Les montants prévus aux articles 15, 16, 19 et 22 sont indexés de 2% annuellement, au premier janvier de chaque année suivant celle de l'entrée en vigueur du règlement.

Malgré le premier alinéa, une fois ces montants convenus dans une entente, ceux-ci ne sont pas indexés, à l'exception des montants prévus à l'article 22 qui doivent être indexés jusqu'au moment de la vente ou de la signature du bail de chaque logement abordable construit.

SECTION III

EXIGENCES EN VUE D'AMÉLIORER L'OFFRE EN MATIÈRE DE LOGEMENT SOCIAL

9. En plus de toute exigence prévue aux sections IV et V, pour tout projet résidentiel dont la superficie résidentielle est de 450 m² et plus, l'entente doit prévoir l'un ou l'autre des engagements suivants :

1° la cession d'un immeuble en faveur de la Ville;

2° une contribution financière d'un montant calculé conformément à l'article 16;

3° une combinaison des exigences des paragraphes 1° et 2° conformément à l'article 18.

SOUS-SECTION 1
CESSION D'UN IMMEUBLE EN FAVEUR DE LA VILLE

10. Aux fins du paragraphe 1° de l'article 9, les immeubles suivants peuvent être cédés en faveur de la Ville s'ils sont conformes aux caractéristiques prévues à la présente soussection :

1° un immeuble vacant;

2° un immeuble sur lequel se trouvent des logements sociaux.

11. L'immeuble visé aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10 doit être situé à une distance de moins de 2 km du projet résidentiel, calculée à partir d'une des limites de l'emplacement.

Malgré le premier alinéa, si le projet résidentiel est situé en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'immeuble doit être situé à l'intérieur de ce territoire.

12. L'immeuble pouvant être cédé en vertu du paragraphe 1° de l'article 10 doit permettre la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée correspondant minimalement :

1° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont situés en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, à 20% de la superficie résidentielle du volet privé;

2° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont entièrement situés à l'extérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) à 20% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé fait partie de l'emplacement du projet résidentiel;

b) à 22% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé ne fait pas partie de l'emplacement du projet résidentiel;

Malgré le premier alinéa, un immeuble ne peut être cédé en vertu de l'entente à moins de permettre la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée minimale de :

1° 2700 m², si cette superficie est établie sur la base d'un bâtiment de 3 étages hors-sol et moins;

2° 4500 m², si cette superficie est établie sur la base d'un bâtiment de 4 étages hors-sol et plus.

Aux fins du premier alinéa, l'entente doit établir la superficie résidentielle estimée de l'immeuble visé aux paragraphes 1° et 2° de l'article 10 sur la base des règles d'urbanisme applicables à cet immeuble au moment de la conclusion de l'entente, en tenant compte notamment de la présence de toute contrainte légale telle une servitude et de toute contrainte physique pouvant affecter l'implantation, la construction ou l'exploitation d'un bâtiment.

13. L'immeuble visé au paragraphe 1° de l'article 10 doit :

1° être exempt de tout bâtiment;

2° être exempt de tout équipement, de toute fondation ou de toute autre structure hors-sol ou souterraine;

3° respecter les normes environnementales en vigueur pour un usage résidentiel;

4° être remblayé avec des sols nivelés et compactés.

14. L'immeuble pouvant être cédé en vertu du paragraphe 2° de l'article 10 doit comporter des logements sociaux dont la superficie résidentielle correspond minimalement :

1° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont situés en tout ou en partie à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, à 20% de la superficie résidentielle du volet privé;

2° lorsque le projet résidentiel et l'immeuble cédé sont entièrement situés à l'extérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A :

a) à 20% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé fait partie de l'emplacement du projet résidentiel;

b) à 22% de la superficie résidentielle du volet privé, si le lot cédé ne fait pas partie de l'emplacement du projet résidentiel.

Malgré les paragraphes 1° et 2° du premier alinéa, l'immeuble cédé en vertu de l'entente doit comporter des logements sociaux dont la superficie résidentielle minimale est de 2700 m², s'ils sont compris dans un bâtiment de 3 étages et moins et de 4500 m² s'ils sont compris dans un bâtiment de 4 étages et plus.

15. Lorsque l'entente prévoit la cession d'un immeuble visé aux paragraphes 1° ou 2° de l'article 10, elle doit prévoir le versement, au moment de la cession, d'une contrepartie financière correspondant au montant établi dans le tableau ci-dessous par m² de superficie résidentielle estimée de cet immeuble, selon les secteurs de valeur définis à l'annexe B où il se situe :

Montant par m^2 par de la contrepartie financière par secteur de valeur défini à l'annexe B :				
Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5
552 $	463 $	383 $	287 $	213 $

Aux fins de la présente sous-section, si l'immeuble cédé fait partie de plus d'un secteur de valeur défini à l'annexe B, la compensation est calculée selon le secteur de valeur dont le montant est le plus élevé.

SOUS-SECTION 2
CALCUL DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

16. Aux fins du paragraphe 2° de l'article 9, lorsque l'entente prévoit une contribution financière, celle-ci doit être calculée en multipliant la superficie résidentielle du volet privé par les montants indiqués dans le tableau ci-dessous pour chaque palier de superficie résidentielle, selon les secteurs de valeur définis à l'annexe B où est situé le projet résidentiel :

Paliers de superficie résidentielle	Montant par secteur de valeur pour le calcul de la contribution financière				
	Secteur 1	Secteur 2	Secteur 3	Secteur 4	Secteur 5
450 à 1800 m²	59 $	49 $	41 $	31 $	23 $
1801 à 9 000 m²	74 $	62 $	51 $	38 $	28 $
9 001 à 12 500 m²	88 $	74 $	61 $	46 $	34 $
12 501 à 22 500 m²	103 $	87 $	76 $	54 $	40 $
22 501 m² et plus	118 $	99 $	82 $	61 $	46 $

17. Aux fins de la présente sous-section, si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un secteur de valeur, la contribution financière est calculée selon le secteur de valeur dont le montant est le plus élevé.

18. Malgré les articles 12 et 14, l'entente peut prévoir la cession d'un immeuble visé à l'article 10 dont la superficie résidentielle n'atteint pas les pourcentages minimaux prévus au premier alinéa de l'article 12 et au premier alinéa de l'article 14, dans la mesure où une contribution financière complémentaire est versée.

La contribution financière complémentaire est alors calculée de la manière prévue à la présente sous-section, sur la base de l'écart entre la superficie résidentielle exigée et la superficie résidentielle pouvant être construite sur l'immeuble cédé et selon les paliers qui auraient été applicables si la portion des engagements réalisés par la cession d'un immeuble l'avait été par une contribution financière.

SECTION IV

EXIGENCES RELATIVES AU LOGEMENT ABORDABLE

19. En plus de toute exigence prévue aux sections III et V, pour tout projet résidentiel dont le volet privé comprend au moins 50 logements, l'entente doit prévoir un engagement du propriétaire à respecter l'une ou l'autre des exigences suivantes :

1° si le projet résidentiel est situé à l'intérieur du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'une ou l'autre des exigences suivantes, calculée sur le nombre total de logements dans le volet privé :

a) la construction d'au moins 15% de logements abordables, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

b) la construction d'au moins 10% de logements abordables qui bénéficient d'un programme d'un gouvernement, de la Ville, d'un de leur mandataire ou de la Société d'habitation et de développement de Montréal, permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables.

c) une contribution financière calculée selon la formule et les montants suivants :

(Nombre de logements familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a) x 45 000 $) + (Nombre de logements abordables autres que familiaux exigés en vertu du sous-paragraphe a) x 25 000 $);

2° si le projet est situé hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, l'une ou l'autre des exigences suivantes, calculées sur le nombre total de logements dans le volet privé :

a) la construction d'au moins 20% de logements abordables, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

b) la construction d'au moins 15% de logements abordables qui bénéficient d'un programme d'un gouvernement ou de la Ville ou d'un de leur mandataire permettant de réduire à moins de 5% du prix de vente l'apport de l'acheteur à la mise de fonds, dont un minimum de 5% doit être des logements familiaux abordables;

c) selon le territoire où se trouve le projet, une contribution financière calculée selon la formule et les montants du tableau ci-dessous :

(Nombre de logements familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a) x Montant du tableau selon le territoire) + (Nombre de logements abordables exigés en vertu du sous paragraphe a) x Montant du tableau selon le territoire) :

Type de logement	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Logements abordables familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a)	*45 000 $*	*27 000 $*	*13 500 $*
Logements abordables autres que familiaux abordables exigés en vertu du sous-paragraphe a)	*25 000 $*	*15 000 $*	*7 500 $*

Aux fins du présent article, le nombre de logements exigé est arrondi à l'unité la plus près; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

20. Malgré l'article 19, l'entente peut prévoir une combinaison des exigences prévues aux sous-paragraphes a), b) et c) des paragraphes 1° et 2° de cet article, dans la mesure où l'addition de ces exigences résulte en un nombre de logements correspondant aux pourcentages prévus aux sous-paragraphes a) de cet article en fonction des règles d'équivalence suivantes :

1° le nombre de logements abordables autres que familiaux fournis conformément aux sous-paragraphes b) de l'article 19 est multiplié :

a) par 2 pour le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A;

b) par 1,5 hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A;

2° chaque contribution financière d'un montant conforme à celui prévu aux sous paragraphes c) de l'article 19 équivaut à la construction d'un logement correspondant à ce montant.

Aux fins du premier alinéa :

1° le pourcentage prévu aux sous-paragraphes a) de l'article 19 auquel doit équivaloir la combinaison des exigences est celui ajusté en vertu de l'article 26 lorsque celui-ci trouve application ;

2° le nombre de logements exigé est arrondi à l'unité la plus près; cette unité étant la supérieure dans le cas où la première décimale est d'au moins 5.

21. Aux fins de la présente section, si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un territoire identifié à l'annexe A, les exigences du territoire dont le chiffre est le plus élevé à cette annexe s'appliquent.

22. Aux fins de la définition de « logement abordable » :

1° le prix de vente maximal est établi dans le tableau ci-dessous, pour chaque territoire défini à l'annexe A et selon la typologie, incluant tout espace d'entreposage résidentiel, les taxes et les ristournes et excluant tout espace de stationnement :

Type de logement	*Centre-ville*	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Studio	*225 000 $*	*225 000 $*	*200 000 $*	*180 000 $*
Logement d'une chambre	*280 000 $*	*280 000 $*	*250 000 $*	*200 000 $*
Logement de deux chambres	*325 000 $*	*325 000 $*	*280 000 $*	*240 000 $*
Logement abordable de trois chambres et plus	*450 000 $*	*450 000 $*	*400 000 $*	*350 000 $*
Logement abordable familial abordable	*450 000 $*	*450 000 $*	*400 000 $*	*350 000 $*

2° le loyer maximal est établi dans le tableau ci-dessous selon le territoire défini à l'annexe A et selon la typologie, incluant, le cas échéant, tous services offerts avec le loyer :

Type de logement	*Centre-ville*	*Quartiers centraux*	*Périphérie*	*Extrémités*
Studio	*880 $*	*880 $*	*675 $*	*585 $*
Logement d'une chambre	*1 040 $*	*1 040 $*	*810 $*	*720 $*
Logement de deux chambres	*1 440 $*	*1 440 $*	*990 $*	*810 $*
Logement abordable de trois chambres et plus	*2 000 $*	*2 000 $*	*1 170 $*	*927 $*
Logement abordable familial abordable	*2 000 $*	*2 000 $*	*1 170 $*	*927 $*

23. Lorsque les logements abordables visés à l'article 19 sont offerts sur le marché locatif, l'entente doit prévoir l'obligation d'inclure une annexe au bail afin de prévoir que le loyer payable pour les 5 années suivant la date à laquelle le bâtiment sera prêt pour l'usage auquel il est destiné ne sera pas augmenté de plus de 2 % par année et qu'il ne pourra faire l'objet d'une fixation par le tribunal.

SECTION V
EXIGENCES RELATIVES AU LOGEMENT FAMILIAL

24. En plus de toute exigence prévue aux sections III et IV, pour tous les projets résidentiels dont le volet privé comprend au moins 50 logements, l'entente doit prévoir :

1° si le projet est situé dans le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A, la construction d'au moins 5% de logements familiaux;

2° si le projet est situé ailleurs que dans le territoire du centre-ville et des extrémités délimitées à l'annexe A, la construction d'au moins 10% de logements familiaux.

25. Aux fins de la présente section :

1° le nombre de logements familiaux est calculé sur la base du nombre de logements dans le volet privé;

2° le nombre de logements familiaux est arrondi à l'unité la plus près;

3° si le projet résidentiel est réalisé sur un emplacement faisant partie de plus d'un territoire identifié à l'annexe A, les exigences du territoire dont le chiffre est le plus élevé à cette annexe s'appliquent.

SECTION VI
AUTRES RÉPARTITIONS DES EXIGENCES

26. Si la superficie résidentielle estimée de l'immeuble cédé à la Ville conformément au paragraphe 1° de l'article 9 représente un pourcentage excédant les seuils minimaux prévus au premier alinéa de l'article 12, chaque point de pourcentage excédentaire permet de soustraire l'un ou l'autre des pourcentages suivants selon qu'il soit appliqué aux exigences de logement abordable ou à celles de logement familial :

1° dans le territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) en matière de logement abordable, 2% du pourcentage de logement abordable autre que familial exigé en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 1° de l'article 19, sauf si toutes les exigences sont réalisées conformément au sousparagraphe b) du paragraphe 1° de cet article, auquel cas le pourcentage est de 1 %;

b) en matière de logement familial, 2% du pourcentage de logement familial exigé en vertu de l'article 24;

2° hors du territoire du centre-ville délimité à l'annexe A:

a) en matière de logement abordable, 2% du pourcentage de logement abordable autre que familial exigé en vertu du sous-paragraphe a) du paragraphe 2° de l'article 19, sauf si toutes les exigences sont réalisées conformément au sous-paragraphe b) du paragraphe 1° de cet article, auquel cas le pourcentage est de 1,3 %;

b) en matière de logement familial, 2% du pourcentage de logement familial exigé à l'article 24.

27. Si le nombre de logement familial abordable du projet résidentiel réalisé conformément l'article 19 représente un pourcentage excédant les exigences minimales prévues à cet article, chaque point de pourcentage excédentaire permet de soustraire 2% des exigences en logement familial prévues à l'article 24.

SECTION VII
CONTENU DE L'ENTENTE

28. L'entente doit minimalement comporter les éléments suivants :

1° une déclaration assermentée d'un expert dans le domaine quant aux lots composant l'emplacement, à la superficie résidentielle du projet résidentiel et au nombre d'unités qui y est prévu, basée sur les plans et esquisses du projet disponibles au moment de la signature de l'entente;

2° les engagements pris par le propriétaire en vertu du présent règlement;

3° les modalités de toute garantie requise pour s'assurer que les engagements prévus à l'entente soient réalisés.

SECTION VIII
AUTRES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES

29. Le Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018) est modifié par :

1° l'ajout, à l'article 38, du paragraphe suivant :

« 6° dans le cas où la demande de permis est assujettie au Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial (19-XXX), la demande est accompagnée d'une copie de l'entente prise en vertu de ce règlement et conforme aux travaux qui font l'objet de la demande de permis de construction. »;

2° l'ajout, à l'article 45, du paragraphe suivant :

« 4° lorsque l'entente conclue en vertu du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement abordable, social et familial (19-XXX) a été conclue sur la base de fausses représentations ou d'informations erronées. »

SECTION IX
DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

30. Le présent règlement prend effet le 1er janvier 2021.

31. Toute demande de permis de construction pour un projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement pris en faveur de la Ville avant le 17 juin 2019 n'est pas assujettie au présent règlement si cet engagement répond minimalement aux critères suivants :

1° il vise l'une ou l'autre des obligations suivantes en matière de logement social :

a) la cession d'un immeuble;

b) le versement d'une contribution financière;

2° il a été pris sous forme écrite;

3° il est réalisé ou fait l'objet d'une garantie prenant l'une ou l'autre des formes suivantes :

a) le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville;

b) la publication d'un acte d'hypothèque immobilière en faveur de la Ville. Aux fins du troisième paragraphe, lorsque l'engagement vise la cession d'un immeuble sur lequel sont construits des logements sociaux, celui-ci est considéré réalisé lorsque le permis de construction pour la réalisation de tels logements est délivré.

Lorsque le projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement décrit au premier alinéa est réalisé en plusieurs phases, seules les demandes de permis de construction visant les phases faisant déjà l'objet d'un engagement sont exemptées du présent règlement.

32. Toute demande de permis de construction pour un projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement pris en faveur de la Ville entre le 17 juin 2019 et la date de prise d'effet du présent règlement n'y est pas assujettie si cet engagement a été accepté par le directeur et répond minimalement aux critères suivants :

1° en matière de logement social :

a) il vise la cession d'un immeuble ou le versement d'une contribution financière ou une combinaison des deux;

b) s'il prévoit la cession d'un immeuble, celui-ci est vacant ou comporte des logements sociaux ou constitue une combinaison des deux et est situé sur l'emplacement du projet résidentiel ou dans un rayon de 2 km des limites de celui-ci;

c) s'il prévoit la cession d'un immeuble vacant :

i) celui-ci permet la réalisation d'une construction d'une superficie résidentielle estimée correspondant minimalement à 17,6% de la superficie résidentielle du volet privé, dans la mesure où ce pourcentage équivaut à une superficie résidentielle minimale conforme au deuxième alinéa de l'article 12;

ii) celui-ci doit être conforme aux paragraphes 1° à 3° de l'article 13;

d) s'il prévoit la cession d'un immeuble qui comporte des logements sociaux, leur superficie résidentielle doit correspondre minimalement à 17,6 % de la superficie résidentielle du volet privé;

e) s'il prévoit une contribution financière, celle-ci doit correspondre minimalement au montant obtenu en multipliant la superficie résidentielle du volet privé par le montant du tableau ci-dessous selon le secteur de valeur défini à l'annexe C où se trouve le projet, ou s'il fait partie de plus d'un secteur, selon le secteur de valeur le plus élevé :

Secteur	Contribution financière par m^2 du volet privé
Secteur 1	64,44 $
Secteur 2	46,66 $
Secteur 3	45,55 $
Secteur 4	37,77 $
Secteur 5	31,11 $
Secteur 6	25,55 $
Secteur 7	23,33 $

f) s'il prévoit à la fois la cession d'un immeuble et le versement d'une contribution financière, la contribution financière est calculée sur la base de l'écart entre la superficie résidentielle exigée et la superficie résidentielle pouvant être construite sur l'immeuble cédé, multiplié par le montant indiqué au tableau du sous-paragraphe précédent, selon le secteur;

g) il est réalisé ou garanti soit par le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville ou par la publication d'un acte d'hypothèque immobilière ou par une combinaison des deux, dans la mesure où la garantie vise un montant au moins égal à la contribution financière exigée pour le projet calculée selon le sous-paragraphe e). Lorsque l'engagement vise la cession d'un immeuble sur lequel sont construits des logements sociaux, celui-ci est considéré réalisé lorsque le permis de construction pour la réalisation de tels logements est délivré;

2° en matière de logement abordable :

a) il doit prévoir la construction d'un nombre de logements abordables correspondant à au moins 15 % du nombre de logements prévu dans le volet privé du projet résidentiel;

b) il est réalisé ou garanti par le dépôt d'une lettre de garantie bancaire en faveur de la Ville dont le montant correspond minimalement au nombre de logements devant être construit en vertu du paragraphe a) ci-dessus multiplié par le montant du tableau ci-dessous selon le secteur de la carte à l'annexe C où se trouve le projet :

Secteur	Montant de garantie bancaire exigé par logement abordable du volet privé
Secteur 1	20 000 $
Secteur 2	10 000 $
Secteur 3	10 000 $
Secteur 4	10 000 $
Secteur 5	10 000 $
Secteur 6	5 000 $
Secteur 7	5 000 $

L'engagement mentionné au premier alinéa est exempté malgré le fait que son contenu ait été calculé sur la base de la portion de la superficie résidentielle du volet privé dont la réalisation est rendue possible suivant l'adoption d'une résolution ou d'un règlement ayant pour effet de déroger à une règle d'urbanisme applicable relative à la hauteur, à la densité ou à l'usage ou de la modifier.

Lorsque le projet résidentiel faisant l'objet d'un engagement décrit au premier alinéa est réalisé en plusieurs phases, seules les demandes de permis de construction visant les phases faisant déjà l'objet d'un engagement sont exemptées du présent règlement.

33. Aux fins du présent règlement, lorsqu'un projet résidentiel est réalisé sur un immeuble faisant l'objet d'une entente avec la Ville qui fait suite à un avis d'assujettissement au droit de préemption et qui est conclue à partir du 17 juin 2019 et avant l'adoption du présent règlement, les engagements prévus à une telle entente, dans la mesure où ils sont conformes au présent règlement, doivent être déduits des exigences requises en vertu du présent règlement aux fins de l'entente à être conclue en vertu de celuici.

Malgré le premier alinéa, un engagement peut être déduit des exigences requises en vertu du présent règlement même s'il déroge à l'article 15.

ANNEXE A
TERRITOIRES D'APPLICATION DU RÈGLEMENT
ANNEXE B
SECTEURS DE VALEUR POUR LE LOGEMENT SOCIAL
ANNEXE C

SECTEURS DE VALEUR AUX FINS DE L'ARTICLE 32

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans Le Devoir le XXXXXX.

GDD : 1197252001





Annexe 5 – Liste des recommandations

Recommandation #1
La commission recommande d'adopter le projet de « règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) afin de définir les orientations aux fins de l'adoption d'un règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial » uniquement dans sa dimension propre au logement social et communautaire, et ce, selon les paramètres à convenir dans le second projet de règlement.

Recommandation #2
La commission recommande d'indiquer, à même le projet de règlement, les cibles chiffrées qu'elle vise en matière de diversité et d'équilibre de l'offre dans l'ensemble de la ville.

Recommandation #3
La commission recommande d'adopter le règlement visant l'amélioration de l'offre en matière de logement social, abordable et familial seulement dans sa dimension propre au logement social, en prenant en compte les éléments suivants :

- ***veiller à harmoniser les outils destinés à l'habitation, notamment le Plan d'urbanisme et les divers politiques et programmes municipaux afférents;***
- ***préciser les critères guidant la Ville dans la détermination des projets de logement social, notamment le type de clientèle visé en fonction des besoins du secteur et de sa localisation;***
- ***s'assurer que la part de logement social familial dépasse le pourcentage estimé (5 % sur les 20 %);***
- ***faciliter dès le début du processus les liens entre les constructeurs et les futurs gestionnaires de projets sociaux;***
- ***permettre aux constructeurs de mettre en commun des exigences relatives à l'inclusion de projets de logements sociaux, et ce, en priorité dans les secteurs disposant d'équipements publics et de services de proximité en lien avec ces clientèles;***
- ***autoriser la réalisation de projets de logements sociaux dont le nombre est inférieur à 30 unités;***
- ***consacrer au logement social et en particulier au logement social familial de grands sites publics, institutionnels ou industriels;***
- ***inclure la conversion de bâtiments existants à des fins de logement social ou social familial comme projets d'inclusion;***
- ***prescrire la révision annuelle des méthodes de calcul, des barèmes de coûts et de prix et d'indexation;***
- ***instituer un mécanisme de monitorage en continu et la publication d'un bilan annuel de l'inclusion.***

Recommandation #4
La commission recommande de reporter l'application des volets « logement abordable » et « logement familial » afin de réviser ou de préciser :

- ***la définition de l'abordabilité, en s'inspirant de celle de la Stratégie d'inclusion ou de celle du schéma d'aménagement et de développement;***
- ***les conditions d'admissibilité à la location ou à l'acquisition d'un logement abordable et d'un logement familial;***
- ***les garanties de pérennité et d'abordabilité;***
- ***l'application du règlement à des modèles tiers d'habitation inclusive, de manière à offrir aux OBNL et aux entrepreneurs des partenariats mutuellement avantageux en matière de logement abordable et de logement familial;***
- ***les moyens de prioriser la construction d'unités familiales dans des secteurs disposant d'infrastructures et de services publics adaptés aux familles, tels que le partage des exigences d'inclusion entre promoteurs.***

Recommandation #5
La commission recommande d'explorer la possibilité d'appliquer le règlement aux projets impliquant la conversion d'unités locatives en copropriétés afin de ralentir le déficit croissant de ce type d'unités.

Recommandation #6
La commission recommande à la Ville de presser les gouvernements supérieurs afin qu'il y ait entente sur la portée et l'application de la « Stratégie nationale sur le logement » afin que les actions publiques prévues soient entreprises rapidement, selon une approche complémentaire et équitable.

Recommandation #7
La commission recommande à la Ville d'inviter les gouvernements supérieurs à lui offrir, en priorité, leurs immeubles excédentaires afin de les verser dans une réserve publique destinée au logement social.

Recommandation #8
La commission recommande à la Ville de demander au gouvernement du Québec d'explorer des moyens pour assouplir le « Règlement concernant la redevance de transport à l'égard du Réseau express métropolitain » afin que puisse être exemptée la portion des projets immobiliers visant le logement social dans les aires réservées des futures stations du REM.

Recommandation #9
La commission recommande d'harmoniser les intentions municipales à celles de la CMM et d'explorer la possibilité d'entreprendre une réflexion quant à une vision partagée de l'habitation inclusive.

Recommandation #10
La commission recommande d'inclure des interlocuteurs locaux dans le processus de sélection et de suivi des projets.

Recommandation #11
La commission recommande de communiquer au public et aux parties prenantes les orientations et les balises devant guider la gestion centralisée du fonds de contribution.

Recommandation #12
La commission recommande d'explorer l'hypothèse de renforcer la dotation du fonds de contribution d'une portion des revenus perçus des droits sur les mutations immobilières, des licences et des permis provenant de l'activité immobilière, dans le but de stabiliser le fonds en élargissant sa base de financement.

De plus, elle recommande qu'une partie des sommes versées au fonds de contribution pour le logement abordable puisse être attribuée à la préservation du parc immobilier existant

Recommandation #13
La commission recommande d'étudier la possibilité qu'un processus de concertation continu, tel un forum de monitorage, puisse être mis en place en impliquant les parties prenantes.

Recommandation #14
De plus, la commission recommande de préciser, dès à présent, le format et le contenu de la reddition à convenir envers les partenaires et le public, et de dresser dès la première année un bilan annuel comportant des précisions sur les éléments statutaires qui en feront l'objet.

Recommandation #15
La commission recommande d'étudier la possibilité que des normes de construction en matière de logement social puissent, dans la mesure du possible, être assouplies et harmonisées.

Elle recommande également que des normes de construction en matière d'accessibilité universelle puissent être élaborées en collaboration avec les acteurs du milieu et visant, dans la mesure du possible, la super-adaptabilité des unités.

Enfin, elle recommande que des normes en développement durable puissent être prises en compte, et que la qualité architecturale des projets et la valeur patrimoniale de certains bâtiments à recycler soient considérées.

Recommandation #16

La commission recommande d'étudier la possibilité que le projet de règlement puisse inclure, immédiatement dans son volet social et dans ses volets abordable et familial par la suite, des précisions quant aux exigences additionnelles pouvant provenir des arrondissements.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

LA MISSION

L'OCPM a été créé tout spécialement pour que certaines consultations publiques soient menées par une entité neutre et indépendante. Les rapports de consultation de l'OCPM incluent toujours une analyse des préoccupations de la communauté ainsi que des recommandations spécifiques pour guider les décisions des élus.

OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

1550, rue Metcalfe, bureau 1414
Montréal (Québec)
H3A 1X6

Téléphone : 514 872-3568

Suivez l'OCPM sur...

ocpm.qc.ca